
00006827T

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON Ier

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

PUBLIÉS DANS LA BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

à 3 fr. 50 le volume

ÉTUDES ET PORTRAITS POLITIQUES (L'Histoire du Consulat et de l'Empire de M. Thiers. — Daunou. — Carnot. — Armand Carrel. — M. Guizot. — M. Proudhon. — Le rétablissement de la Pologne. — Paris en Amérique. — Du régime parlementaire sous Louis-Philippe. — Un dernier mot sur Carnot). . . . . 1 vol.

HISTOIRE POLITIQUE DES PAPES. . . . . 1 vol.

Imprimerie générale de Ch. Lahure, rue de Fleurus, 9, Paris.

[redacted]

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON I[er]

PAR

P. LANFREY

QUATRIÈME ÉDITION

TOME TROISIÈME

PARIS

CHARPENTIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR

28, QUAI DU LOUVRE, 28

1869

[redacted]

[redacted]

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON I[ER]

CHAPITRE PREMIER.

UN MOUVEMENT NATIONAL EN 1803. — LE CAMP DE BOULOGNE. — LES RECETTES EXTÉRIEURES.

J'aborde maintenant le récit des prospérités inouïes qui ont signalé le début et l'apogée de l'époque impériale. Malgré les maux sans nombre et les effroyables calamités dont elles ont été accompagnées et suivies, ces grandeurs si chèrement payées ont laissé après elles un tel éblouissement que notre nation n'a su pendant longtemps ni se consoler de les avoir perdues, ni les juger avec sang-froid en reconnaissant tout ce qu'elles avaient d'éphémère. On ne saurait s'étonner de son obstination à garder des illusions si flatteuses pour son orgueil; tous les peuples qui ont rêvé l'empire du monde en ont été punis par ce long aveuglement. C'est sans doute une tâche ingrate que d'avoir à les détromper, de montrer à une nation si fière de ce court moment de son histoire qu'elle a

manqué à sa destinée en se faisant l'instrument généreux d'une domination perverse ; il n'y a là ni gloire, ni popularité à recueillir, et ce devoir est particulièrement pénible dans un pays de routine, amoureux du lieu commun, et où l'on ne pardonne jamais à quiconque a touché à certaines superstitions. Mais l'expérience nous a prouvé si ces erreurs sur le passé sont sans danger pour l'avenir ; nous avons vu quelles déplorables résurrections peuvent amener ces méprises d'une admiration malentendue. Au reste ce point de vue est lui-même secondaire. Que la vérité nous déplaise ou non, elle nous domine, et l'expérience n'a été en tout ceci que sa très-humble servante. L'histoire a une autre mission que celle de plaire. Elle n'est pas plus faite pour être le courtisan d'un peuple que pour être le courtisan d'un roi. Il faut que les préjugés soi-disant patriotiques en prennent leur parti, il n'est plus possible aujourd'hui à l'historien d'être *national* dans le sens étroit du mot. Son patriotisme à lui c'est l'amour de la vérité. Il n'est pas l'homme d'une race ou d'un pays, il est l'homme de tous les pays, il parle au nom de la civilisation générale ; il appartient aux intérêts communs de toutes les nations, aux intérêts de l'humanité, et son peuple est le peuple qui les sert le mieux. S'il est par exemple avec la France contre l'Espagne de Charles-Quint, il est avec l'Espagne contre la France de Napoléon. Il est tour à tour Hollandais contre Philippe II, Anglais contre Louis XIV, citoyen des États-Unis contre George III ; mais il ne peut revêtir en quelque sorte ces individualités diverses qu'après les avoir dépouillées de ce qu'elles ont eu de passionné et d'excessif. Sa patrie plane au-des-

[redacted]

sus de toutes les frontières, et sa cause est la cause universelle, immuable, du droit contre la force, de la liberté contre l'oppression. L'exclusivisme qu'on voudrait lui imposer était à la rigueur possible dans les petits États de l'antiquité qui traitaient en ennemi tout ce qui était étranger, il ne peut se soutenir au milieu de la grande communauté européenne qui vit d'une même vie et se nourrit d'une même pensée. Encore Rome, en conquérant le monde, a-t-elle su s'élever à la notion de l'humanité, et c'est là ce qui fait la grandeur incomparable de Tacite. On retrouve en lui, malgré ses préjugés, l'homme de tous les temps et de tous les pays, ou plutôt on croit entendre le genre humain lui-même prononçant sur sa propre histoire d'ineffaçables arrêts. Aujourd'hui les peuples européens sont tellement solidaires qu'il ne faut pas un grand effort d'impartialité ni de compréhension pour discerner ce qui, dans leurs vues particulières, peut servir ou compromettre la cause des intérêts généraux; et là se trouve la seule règle de jugement que puisse accepter un esprit libre.

Ces réflexions supposent que les peuples ont leur responsabilité moins claire et moins distincte, mais non moins réelle que celle des individus. Ceux qui le nient auraient dû pour être conséquents s'interdire les dangereuses flatteries qu'ils ont si souvent prodiguées à notre vanité nationale, car la louange implique cette responsabilité tout autant que le blâme. Les peuples, on ne saurait trop le leur rappeler, ne sont grands que dans la mesure où ils savent s'élever à la dignité d'une *personne*, où ils se montrent capables de discernement, de volonté, de persévérance; là

est tout le secret de leur gloire ou de leur ignominie. La France avait commis une grande faute envers elle-même en s'abandonnant sans réserve et sans garantie à l'homme qui avait fait le 18 brumaire; elle en commit une plus grande encore envers l'Europe en le suivant les yeux fermés dans la politique folle et téméraire qui aboutit à la rupture de la paix d'Amiens. Les conséquences de cette double faute ne se firent pas attendre: ce fut au dedans l'aggravation du despotisme, au dehors l'adoption définitive du système des conquêtes.

La guerre une fois déclarée à l'Angleterre, le Premier Consul résolut de la rendre terrible et décisive. Dans l'état encore mal assuré de ses usurpations, au dedans comme au dehors, il était dangereux pour lui de laisser voir trop longtemps le vainqueur de l'Europe tenu en échec par ce qu'il appelait avec dédain « ce peuple de marchands. » Aussi avait-il marqué par une mesure significative, dès le premier jour de la rupture du traité d'Amiens, le caractère implacable qu'il voulait imprimer aux hostilités. L'arrestation des familles anglaises qui voyageaient en France sur la foi des traités et des déclarations rassurantes du *Moniteur*, était un acte sans précédents comme sans excuse. Il avait été motivé sur le plus faux des prétextes[1], et son auteur lui-même en a reconnu plus tard l'iniquité[2] en avouant avec une sorte de machiavé-

1. L'ordre de mettre l'embargo sur les bâtiments ennemis avait été donné par Bonaparte trois jours avant d'être donné par l'Angleterre. (Voir sur ce point le tome IIe, page 510.) Quant au motif tiré de l'absence d'une déclaration de guerre formelle, il n'était pas plus sincère, car l'Angleterre ne déclarait jamais la guerre autrement qu'en retirant son ambassadeur.

2. *Mémorial* de Las Cases.

[redacted]

lisme ingénu, n'avoir eu d'autre but en cette occasion que de soulever la nation britannique contre ses ministres. Quelle qu'eût été son intention, après un pareil acte de violence, on ne pouvait plus faire qu'une guerre à mort. Il s'y prépara en effet en employant toute la formidable activité de son génie à réunir dans sa main les moyens de frapper au cœur la seule nation qui, au milieu de la soumission universelle, eût osé contrarier ses desseins et dédaigner ses menaces. Il la haïssait dès lors d'une haine mortelle, de toute la force de son orgueil blessé, de toute la violence de ses rancunes contre les idées de liberté, de toute la frénésie de sa dévorante ambition. Il avait depuis longtemps réfléchi à l'attaque qu'il voulait diriger contre elle; il avait souvent calculé la force et l'étendue à donner à ses armements; mais il sentait avant tout la nécessité d'avoir pour lui l'opinion de l'Europe et surtout celle de la France.

Loin de partager alors son extrême irritation contre l'Angleterre, la nation française, devenue grâce à lui à peu près étrangère aux affaires publiques, avait à peine une vague idée des griefs tout personnels qui avaient amené la rupture. Elle n'avait nul souci des articles des gazettes anglaises qu'elle ne lisait pas; elle se sentait trop forte sur le continent pour s'alarmer outre mesure de l'occupation de l'île de Malte; c'était là à ses yeux une question de point d'honneur plutôt que d'honneur. C'était avec une joie sincère et profonde qu'elle avait salué la conclusion de la paix d'Amiens; elle commençait à en recueillir les fruits réparateurs, elle en attendait tous les bienfaits de la prospérité intérieure. Il fallait donc réveiller en elle

[redacted]

des haines assoupies ; il fallait la livrer de nouveau au démon de la guerre pour la pousser toute armée contre son ancienne rivale. Quant à l'Europe, elle semblait momentanément indifférente et comme endormie. Une partie des puissances avait été à demi gagnée par les flatteries, les promesses, ou les réels avantages qu'on leur avait prodigués lors du partage des indemnités germaniques ; les autres, muettes et terrifiées, étaient encore trop mal remises de leurs blessures pour laisser percer leurs véritables dispositions. Tous ces États, soit peur, soit résignation, paraissaient décidés à rester simples spectateurs du combat : il fallait les séduire, les attirer, les compromettre, et, s'il se pouvait, les forcer insensiblement à prendre parti contre l'ennemi commun. Telle est la double tâche à laquelle travaillait Bonaparte avec une activité où l'on retrouve à un degré inaccoutumé cet étonnant mélange de calcul et de furie qui rendait ses facultés si redoutables.

En France, l'opinion publique avait perdu tous ses organes naturels. On avait pris soin que le sentiment national ne pût s'y manifester ni par une presse libre ni par des assemblées indépendantes. Mais si l'on ne pouvait compter sur l'élan spontané d'un esprit public qu'on avait systématiquement énervé et anéanti, il était facile d'en créer le semblant, grâce à cette organisation savante et docile qui avait mis toutes les forces et tous les pouvoirs de la nation dans la main du gouvernement. On peut dire que Bonaparte a proprement inventé l'art, si exploité depuis, de suppléer au sentiment public absent par une opinion factice, imitant les mouvements de l'opinion vraie comme les

[redacted]

contorsions d'un mannequin singent ceux de la vie. L'ancien régime avait dédaigné ce moyen. La Révolution avait vécu de la puissance de l'opinion; les partis l'avaient violentée au profit de leurs passions, mais ils ne l'avaient ni confisquée ni falsifiée. Bonaparte, qui l'avait d'abord réduite au silence, résolut de s'approprier cette force précieuse en la mettant en jeu avec des ressorts plus dociles. La centralisation avait placé tous ces ressorts dans sa main. Tous les corps de l'État, toutes les administrations, toutes les assemblées, tous les citoyens disposant d'une influence quelconque, étaient nommés et payés par lui, se mouvaient sur un signe de sa volonté. Il suffisait d'un mot pour mettre en action l'immense machine qui saisissait le pays tout entier et le remuait dans ses dernières profondeurs. On avait besoin d'un mouvement national; on le commanda, et on en eut aussitôt un parfait simulacre exécuté avec la ponctualité d'une évolution sur un champ de manœuvres. Ce fut l'affaire d'une consigne donnée aux préfets et aux évêques. Et l'on vit ce pays affamé de repos, rassasié de gloire militaire, possédant plus de conquêtes qu'il n'en pouvait garder, étranger aux querelles de son maître et désirant avant tout la paix, retentir tout à coup d'un long cri de guerre qu'il était étonné d'entendre; on le vit, trompé peu à peu par l'illusion de cette agitation factice, s'enflammer d'une ardeur nouvelle contre des ennemis qui ne l'avaient point provoqué, en faveur d'une cause qui n'était plus la sienne. Ce fut là à la fois le coup d'essai et le triomphe de cette centralisation que Bonaparte venait de restaurer avec un instinct si profond des conditions du despotisme.

Ce fut aussi le premier châtiment de la lâche apathie avec laquelle la nation avait souffert qu'on lui imposât ce honteux régime. Elle y avait cherché le repos, elle y trouvait la guerre.

Le signal fut comme toujours donné à Paris. Les assemblées publiques reçurent les premières le mot d'ordre. Tour à tour amoindries, épurées, annulées par une longue série de remaniements et de savantes réglementations, elles vivaient entourées de silence, confinées obscurément dans des questions de droit civil et d'administration ; elles s'étaient déjà habituées à considérer la politique comme un domaine exclusivement réservé au pouvoir exécutif. On leur rendit la parole pour la circonstance en leur communiquant une très-faible partie des pièces diplomatiques relatives à la rupture avec l'Angleterre. Daru lut un rapport apologétique au Tribunat sur ces négociations et fut appuyé par Regnault qui s'attacha à mettre en lumière « l'inaltérable modération du Premier Consul. » (23 mai 1803.) Les tribuns répondirent à l'appel avec l'ensemble et le zèle d'une assemblée où depuis l'épuration il ne restait plus un homme indépendant. Boissy d'Anglas prédit avec assurance que dans cette nouvelle guerre tous les peuples allaient être infailliblement nos alliés contre l'Angleterre, parce que cette puissance ne voulait que des esclaves. Carrion-Nisas s'éleva surtout contre la perfidie des Anglais, contre leur cupidité mercantile, contre leur *impudence barbaresque*. Quoi ! dit-il, ils osent demander l'évacuation de la Hollande, celle de la Suisse, et des indemnités pour le Piémont ! « Encore quatre ou cinq notes et ils auraient demandé Marseille, Brest, Toulon; ils

[redacted]

auraient demandé les anciennes conquêtes du Prince noir, et aussi celles de Marlborough!... Oui, Français, ils vous auraient mis sur le lit de Mézence[1] ! » Riouffe se leva alors, et après avoir encore renchéri sur ces déclamations, il proposa et fit voter que le Tribunat irait en corps « remercier le Premier Consul de sa *magnanimité* et de sa modération à toute épreuve. » Riouffe avait déjà fait maintes fois ses preuves de zèle ; il alla peu de temps après se reposer de ses travaux oratoires dans la confortable préfecture de la Côte-d'Or.

Le 25 mai 1803, le Tribunat en corps, et les députations du Sénat et du Corps législatif, vinrent féliciter le Premier Consul selon le thème qui leur avait été fourni d'avance. Il n'y avait qu'un seul mot remarquable dans ces harangues stéréotypées, c'était le mot de *majesté consulaire* qui se trouvait dans le discours que le général Harville prononça au nom du Sénat. Cette expression annonçait des temps nouveaux. Bonaparte leur répondit par une allocution dont le ton calme et mesuré formait un contraste évidemment calculé avec l'allure despotique et violente de son langage dans de semblables occasions. Il voulait frapper les esprits par l'apparente modération de son attitude. En revanche, son discours contenait des allégations d'une fausseté insoutenable, et qui juraient singulièrement avec cet accent de victime innocente et immaculée. « Il était forcé de faire la guerre pour repousser une injuste agression, il promettait de la faire avec gloire. La justice de notre cause était recon-

1. *Archives parlementaires* publiées par Laurent et Mavidal; séance du 23 mai 1803.

nue par nos ennemis eux-mêmes, puisqu'ils s'étaient vus obligés de refuser la médiation de la Russie et de la Prusse, de falsifier ou de soustraire une partie des pièces de la négociation, de lui attribuer des discours qu'il n'avait jamais prononcés tels que la conversation rapportée par lord Whitworth qui était un *faux matériel!* Le gouvernement anglais traitait la France comme une province de l'Inde. S'il attendait de nous la permission de violer à son gré les traités, il *fallait s'affliger sur le sort de l'humanité!* Dans tous les cas nous lui laisserions toujours *l'initiative des procédés violents contre la paix et l'indépendance des nations, et l'Angleterre recevrait de nous l'exemple de la modération qui seule peut maintenir l'ordre social.* »

Il y avait dans ces paroles une audacieuse et complète interversion des rôles. L'agression venait tout entière de lui et de lui seul; le gouvernement britannique ne s'était décidé à la guerre qu'après mille provocations, et s'il avait refusé une médiation offerte au dernier moment par la Russie, c'est qu'il n'y avait vu qu'un moyen de gagner du temps imaginé par son adversaire. La conversation avec lord Whitworth était d'une authenticité indiscutable, et quant aux suppressions et aux altérations des pièces diplomatiques, il suffisait de rapprocher les quelques notes communiquées à nos assemblées du volumineux recueil des documents soumis au parlement anglais pour décider de quel côté était la loyale publicité des pays libres, et de quel côté l'hypocrisie des régimes despotiques.

Il sentait d'ailleurs si bien lui-même la faiblesse et l'invraisemblance de ses récriminations contre l'An-

[redacted]

gleterre, récriminations dont il était malheureusement difficile pour le public de contrôler la vérité, qu'il ne se lassait pas d'y revenir ; il en avait l'esprit comme obsédé, et les reproduisait sans cesse comme pour les défendre contre les objections d'un interlocuteur imaginaire. Au conseil d'État, dans ses conversations privées, dans le *Moniteur*, il reprenait sans relâche ce thème inépuisable, le retournait sous toutes ses faces ; il entrait dans des justifications sans fin, comme s'il devinait un démenti intime et persistant jusque sous l'approbation empressée de ses complaisants, comme s'il sentait l'impossibilité de se contenter lui-même et de convaincre les autres. Le *Moniteur* publia, le 12 juin, la déclaration dans laquelle le gouvernement anglais avait exposé ses griefs contre le gouvernement consulaire ; Bonaparte la fit accompagner d'une interminable réfutation qu'on peut considérer comme l'expression la plus sérieuse de ces apologies plus verbeuses que substantielles. Si l'on y néglige certaines questions de détail démesurément grossies et développées dans le but évident de détourner l'attention du principal pour la porter sur l'accessoire, et si l'on s'en tient aux points d'une réelle importance, on y cherche en vain une réponse quelque peu spécieuse aux reproches formulés par le cabinet anglais. Au grief relatif à l'occupation de la Hollande, dont le traité de Lunéville avait garanti l'indépendance, on répond que cette occupation s'est faite et se maintient par la *volonté* du gouvernement hollandais ! Au grief relatif à l'occupation de la Suisse, déguisée sous le nom de médiation, on répond que cette occupation s'est faite par la *volonté* de l'Europe ! Quant à la réu-

nion du Piémont, à la main mise ouvertement ou secrètement sur Parme et Plaisance, sur la Cisalpine, sur Gênes, sur le royaume d'Étrurie, on se borne à répondre plus brièvement que *cela ne regarde pas l'Angleterre.* On donne un nouveau démenti aussi énergique et aussi peu sincère que le premier à la dépêche de Whitworth sur son entrevue avec le Premier Consul. Loin d'avoir eu un caractère d'irritation, « *la conversation a été de la part du Premier Consul pleine de douceur, de vues conciliatrices, d'envie de lever les difficultés.* » Enfin on établit non moins péremptoirement que le fameux rapport de Sébastiani n'a nullement insulté l'armée anglaise, que Bonaparte n'a pas le moindre projet sur l'Égypte, que le passage si regrettable et si fâcheux de l'*Exposé de la situation de la République*, où l'on mettait l'Angleterre au défi de lutter seule contre la France, n'avait fait que constater un fait reconnu de tout le monde, et n'était qu'une réponse légitime aux attaques des journalistes anglais.

Déjà l'écho de ces mensonges inventés pour égarer l'opinion était bruyamment répété par les mille voix de l'immense armée des fonctionnaires. Ils avaient sur-le-champ répondu à l'appel du gouvernement dans toute l'étendue du territoire français, et chaque matin le *Moniteur* publiait d'innombrables adresses pleines d'imprécations contre l'Angleterre et de flatteries pour le héros, pour le grand homme, pour l'homme providentiel qui était si visiblement destiné à châtier la « nouvelle Carthage. » Conseils généraux, conseils d'arrondissement, conseils municipaux, préfets, maires, magistrats, généraux, soldats, tout ce qui dépendait à un degré quelconque de l'État dut bon gré ou malgré

figurer dans ce monotone défilé et apporter son double contingent d'injures et d'adulations. Mais le ton uniforme de ces productions, leur invariable obséquiosité, la discipline circonspecte et étudiée qu'elles observaient au milieu de leurs prétendus élans d'enthousiasme, sentaient le mot d'ordre et trahissaient leur origine. Cette explosion de colère officielle et de dévouement imposé laissait froids les esprits clairvoyants, mais le contre-coup s'en communiquait peu à peu aux masses populaires, habituées de longue main à recevoir l'impulsion du gouvernement au lieu de la lui imprimer. La mise en scène de cette agitation avait d'ailleurs été conçue et préparée avec l'art incomparable de ce maître en coups de théâtre. Il avait tout combiné de façon que l'effet allât *crescendo* jusqu'à ce qu'il eût atteint son point culminant. Au moment où le mouvement des adresses commençait à s'épuiser et à se ralentir, après avoir rempli les colonnes du *Moniteur* pendant tout le mois de juin 1803, on vit tout à coup la procession de « messieurs les évêques » succéder au défilé des fonctionnaires. Après avoir fait appel au sentiment patriotique, on s'adressait au sentiment religieux. L'agitation des mandements et des prières publiques vint continuer et soutenir celle des adresses. Les évêques avaient été nettement invités, par une courte circulaire émanée du cabinet du Premier Consul[1], à ordonner des prières pour le succès de la guerre contre le roi d'Angleterre, « qui violait la foi des traités *en refusant de rendre Malte à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem.* » Malte était en

1. En date du 7 juin 1803.

effet un bien d'église. Mais était-ce bien au premier spoliateur de l'ordre de Malte d'oser se faire un argument de ce refus de restitution ? Ils obéirent à cette invitation avec un zèle inespéré, en employant leur ministère de paix à transformer cette guerre en croisade. La plupart de ces vénérables personnages avaient été accueillis en Angleterre pendant l'émigration ; ils y avaient trouvé non-seulement asile et protection, mais les secours et les égards les plus généreux; ils avaient mangé pendant dix ans le pain de l'hospitalité britannique. Ils en témoignaient aujourd'hui leur reconnaissance en appelant tous les fléaux de Dieu sur le peuple qui les avait nourris. Ils prêchaient la haine et la fureur ; ils invoquaient le ciel, ils soulevaient les populations en faveur d'une guerre dont ils étaient mieux à même que personne de connaître l'iniquité ; ils trompaient sciemment les âmes simples qui se confiaient à leur parole. Mais ne fallait-il pas payer au nouveau Constantin le prix du concordat? Tels étaient les fruits édifiants de cette réconciliation tant célébrée de l'Église avec l'État.

Lorsque les appels belliqueux de ces âmes évangéliques eurent cessé de se faire entendre, l'agitation recommença de plus belle au moyen de l'enregistrement des dons volontaires, offerts plus ou moins spontanément par les départements, les communes et les particuliers pour aider le gouvernement à subvenir aux frais de l'expédition dirigée contre l'Angleterre. Ces offrandes, bruyamment divulguées par le *Moniteur*, consistaient soit en sommes d'argent, soit en constructions navales de toute forme et de toute grandeur ; elles étaient accompagnées de nouvelles invec-

tives patriotiques dont la violence était d'autant plus accentuée que chez les uns l'excitation commençait à devenir sincère, tandis qu'elle se compliquait chez les autres de toute la mauvaise humeur de contribuables exaspérés de ce surcroît de charges imprévues. Ces derniers, dans l'impossibilité d'exhaler leur ressentiment contre les véritables auteurs de leurs maux, étaient bien aise de pouvoir s'en prendre à la perfide Albion.

Pour se faire une idée exacte du retentissement de ces manifestes pleins de haine et de colère contre le peuple qu'on appelait notre *éternel ennemi*, contre son insolence et sa *foi punique*, contre cette *grande nation tourmentée du spleen et courant aveuglément à sa perte*[1], pour bien juger de l'effet qu'ils devaient produire sur un peuple chez qui il n'était que trop facile de réveiller les passions guerrières et les antiques préjugés nationaux, il importe de se rappeler qu'à la tribune comme dans la presse, on n'entendait plus en France qu'une seule voix, celle du gouvernement et de ses créatures. La situation de la presse était à cet égard plus humiliante et plus déplorable encore que celle des assemblées publiques. Une simple statistique en dira plus long sur ce triste état de choses que la plus éloquente dissertation. Des *douze journaux* auxquels l'arrêté consulaire de l'an VIII avait réduit la presse de Paris, il n'en restait plus aujourd'hui que *huit*, grâce aux nouvelles suppressions ordonnées par Bonaparte, et ces huit journaux comptaient un nombre total de *dix-huit mille six cent trente abonnés!* Ce chiffre signifi-

1. *Moniteur* du 10 juillet 1803.

se plaignait assez haut de l'indifférence du public; si on ne lisait plus ces feuilles délaissées, ce n'était nullement par un oubli mal entendu de ses propres intérêts, c'était par une conviction trop justifiée de ne plus y trouver l'ombre d'une opinion indépendante. Ces journaux, sévèrement maintenus sous la surveillance d'une police ombrageuse et brutale, toujours tremblants pour leur existence qu'un mot pouvait compromettre, n'avaient plus d'autre souci que de deviner la pensée du maître et se bornaient à commenter timidement les nouvelles qu'on voulait bien leur permettre de publier. Quant aux livres, les libraires ne devaient les mettre en vente que *sept jours après en avoir remis un exemplaire à la police*, « afin qu'on pût les arrêter aussitôt qu'il y avait un mauvais ouvrage tel que le poëme de *la Pitié* ou le livre du citoyen de Sales[1]. » Ce pauvre de Sales avait écrit un livre insignifiant sur la Révolution, et Bonaparte écrivait lettre sur lettre pour qu'on le fît *chasser de l'Institut* comme déshonorant ce corps. Voilà dans quelle dégradation était tombée cette presse de Paris autrefois si brillante et estimée dans le monde entier! cette presse qui, quelques années auparavant, comptait dans ses rangs un Mirabeau et un Camille Desmoulins! Et celui qui avait tant contribué à la réduire à cet état d'abaissement, loin d'être désarmé par l'impuissance où elle était de lui nuire, semblait ne pouvoir se rassasier du spectacle de son avilissement : la main de la police lui semblait trop légère et trop douce; il lui reprochait sa lenteur et ses ménagements; il allait

1. Bonaparte à Régnier, 7 juillet 1803.

[redacted]

jusqu'à écrire trois lettres dans la même journée au grand juge Régnier pour stimuler son zèle. Dans l'une, il l'invitait à réprimander les propriétaires du *Journal des Débats* et du *Publiciste*, pour avoir publié des nouvelles empruntées aux journaux allemands et relatives à de *prétendus armements dans les ports de la Russie!* Dans l'autre, il lui ordonnait d'enjoindre au propriétaire du *Citoyen français* d'avoir à changer de rédacteur. Dans la troisième, il lui prescrivait d'interdire aux journaux la reproduction « des nouvelles politiques tirées des gazettes étrangères. » Du reste, ajoutait-il, il *demeure toujours libre aux journalistes de répéter les nouvelles qui pourront être publiées par le journal officiel*[1]. Ils avaient le droit de copier le *Moniteur*; c'était la seule liberté qu'il leur eût laissée!

Ainsi non-seulement toute discussion politique était interdite à la nation française, mais les nouvelles, c'est-à-dire les faits eux-mêmes, cette partie matérielle, immuable, indestructible de la vérité, qui est indépendante de nos interprétations et qui, aussitôt qu'elle a été, demeure éternellement, ne devaient lui être connues que dans la mesure des convenances de son gouvernement. Par ce moyen tous les faits qui auraient pu servir à faire juger sa politique et à éclairer les esprits étaient de droit supprimés. Un événement n'existait pas tant qu'il n'avait pas été dûment constaté et légalisé par le *Moniteur*. Nelson pouvait anéantir notre marine à Trafalgar, ce fait insolent n'était pas reconnu, et malheur à qui eût osé y faire allusion! il ne commença à exister

1. Bonaparte à Régnier, 3 juin 1803

[redacted]

qu'à la chute de l'empire. Ce n'était plus là du despotisme même à la façon de l'ancien régime. Pour trouver quelque chose d'analogue il fallait reculer jusqu'à la barbarie asiatique.

La France ne lisait donc en réalité qu'un seul journal, le *Moniteur*, et ce journal, à l'époque de la rupture avec l'Angleterre, ne fut rempli durant des mois entiers que d'adulations abjectes à la louange d'un seul homme, et d'insultes sanglantes à l'adresse de la nation qu'il voulait perdre. Quand on songe à tout ce que Bonaparte avait fait jusque-là pour préparer le terrain, on est porté à croire qu'il dépassait la mesure et s'exagérait les difficultés. Il n'en fallait pas tant en effet pour mener à bonne fin le double objet qu'il avait en vue, je veux dire son élévation à l'Empire, et la prédominance définitive de l'esprit militaire et du système de la conquête. Pour réaliser le premier de ces faits, il n'y avait qu'un mot à changer en tête de la constitution; quant au second il y travaillait depuis l'établissement du Consulat, et il pouvait le considérer comme aussi facile à consommer, témoin l'ardeur guerrière qui allait grandissant chaque jour, grâce à ses excitations et au souvenir de ses merveilleux succès. Il résolut d'accélérer encore ce mouvement en se mettant en communication directe avec les provinces que leur situation géographique appelait à prendre la principale part à la lutte contre l'Angleterre. Indépendamment de l'utilité d'inspecter le littoral de l'océan, de Boulogne à Anvers, et d'imprimer une activité nouvelle aux préparatifs maritimes, ce voyage lui offrait l'avantage de faire converger sur Paris trop froid les échos de

[redacted]

l'enthousiasme provincial si facile à surprendre, si prompt à se donner à tout ce qui a les apparences de la force, du pouvoir et de la grandeur. Les populations belges, animées d'un sourd mécontentement, seraient gagnées à leur tour par la contagion de l'ivresse universelle, éblouies par le prestige de tant de gloire et de puissance.

Il était parti le 24 juin pour exécuter ce voyage d'environ deux mois, qui ne devait être qu'une longue ovation. Partout les populations accouraient sur son passage pour voir l'homme extraordinaire dont les exploits, la fortune inouïe avaient déjà si vivement frappé leur imagination. Les villes envoyaient au-devant de lui leurs magistrats qui lui apportaient les clefs, selon l'antique cérémonial usité avec les rois. Il traversait la cité sous des arcs de triomphe, entouré des escortes d'honneur qui étaient venues à sa rencontre ; il se rendait d'ordinaire à l'hôtel de ville, à travers les rues jonchées de fleurs, s'informait avec une habile ostentation des besoins à satisfaire, des améliorations à réaliser ; il en faisait dresser devant lui le devis, puis repartait après un court séjour, en laissant comme souvenir de son passage le plan de quelques travaux d'utilité publique ou d'embellissement, destinés le plus souvent à rester à l'état de projet. Le thème obligé de toutes les harangues prononcées dans ces solennelles réceptions était plus que jamais la guerre à l'Angleterre, et les têtes se laissaient d'autant mieux gagner par le vertige qu'on voulait leur communiquer, que ce mot de guerre sans cesse prononcé au milieu des fêtes et des banquets n'offrait à l'esprit que des idées de gloire, de grandeur

et de prospérité au lieu des images funèbres qu'il évoque d'ordinaire. La conquête semblait ne devoir être qu'une sorte de promenade triomphale. Personne ne pouvait mettre en doute le succès d'une entreprise inaugurée avec tant d'allégresse, et la ville d'Amiens, anticipant sur les victoires futures, n'hésita pas à placer au-dessus de la porte par laquelle sortit le Premier Consul un arc de triomphe au front duquel on lisait cette inscription : *Chemin de l'Angleterre!* C'était bien là en effet le chemin que venait de prendre Bonaparte en déclarant cette guerre funeste! ce chemin qu'il ne devait plus quitter, ce chemin qu'il continuait à suivre à son insu lorsqu'il entrait en conquérant à Vienne, à Berlin, à Moscou, allait être à la fois plus long qu'il ne le supposait, et illustré par des miracles sans nombre; mais à l'extrémité de cette avenue triomphale, si son œil eût pu percer les ténèbres de l'avenir, il eût aperçu avec épouvante, non la victoire qu'il rêvait, mais *le Bellérophon* immobile et attendant son hôte!

Lui cependant ne partageait en rien l'ivresse qu'il encourageait chez les autres. Laissant ces âmes légères exhaler l'enthousiasme et les confiantes illusions qu'il se proposait d'exploiter en les dédaignant, il était tout entier à ses combinaisons politiques et militaires, et n'attendait son succès que d'elles seules. Il surveillait surtout d'un œil attentif le développement des préparatifs de l'expédition. La France s'était comme transformée soudainement en un vaste chantier maritime. En présence de l'impossibilité d'entasser dans nos ports de l'ouest toutes les constructions navales dont on avait besoin, on les avait

[redacted]

distribuées dans toutes les villes de l'intérieur communiquant avec les affluents de l'Océan, soit par un cours d'eau, soit par un canal ; ce qui avait le double avantage d'éviter l'encombrement et d'alléger la tâche en la divisant. Le Premier Consul avait conçu l'ambitieux et démesuré dessein de créer une flottille assez nombreuse pour jeter d'un seul coup cent cinquante mille hommes sur les côtes de la Grande-Bretagne. Jusque-là les divers projets d'invasion mis en avant, soit par le Directoire, soit par Bonaparte lui-même, n'avaient été que des épouvantails que personne n'avait pris au sérieux. Cette fois il avait résolu de réaliser la menace qu'il avait faite à lord Whitworth ; il s'y était déterminé contre l'avis de tous les hommes compétents, et il portait dans la poursuite de cette chimère, qui n'était guère moins folle que celle qui lui fit entreprendre plus tard l'expédition de Russie, la précision, le froid calcul, l'acharnement méthodique qui rachetaient si souvent dans la pratique ce que ses plans avaient d'insensé comme conception. Quelque insurmontables que fussent les difficultés inhérentes à ce projet, il suffisait qu'il se fût emparé d'un esprit tel que le sien pour prendre des proportions sinistres et effrayantes.

Nos marins les plus expérimentés, Decrès, le ministre de la marine, l'amiral Ganteaume, Villeneuve, Bruix lui-même, ne croyaient pas ou croyaient peu à la possibilité du succès ; ils s'efforcèrent tour à tour de le détourner de son entreprise. Ils estimaient que, possédant aujourd'hui, grâce à nos conquêtes, une immense étendue de côtes, disposant des ports de la Hollande, de ceux de la Ligurie, de la Toscane, et au

[redacted]

besoin de l'Italie entière, ayant dans nos mains les ressources d'un si vaste empire, il était plus sûr et plus sage d'en profiter pour rétablir peu à peu notre marine déjà renaissante, et d'attendre ainsi le jour où ses forces lui permettraient d'affronter de nouveau la marine anglaise selon la méthode ordinaire des guerres maritimes. Mais un pareil plan promettait des résultats trop incomplets et surtout trop lents pour plaire à cet impétueux génie. Tout ou rien, telle était déjà sa devise. Ce qu'il voulait ce n'était pas une lutte plus ou moins avantageuse, c'était anéantir la puissance anglaise dans un duel à mort, au risque d'y compromettre pour toujours la nôtre. Il avait écouté ces représentations avec l'impatience d'un homme qui a un parti pris, et que des succès extraordinaires avaient dès lors habitué à ne plus croire à l'impossible. Leurs objections, inspirées par des connaissances professionnelles dont l'acquisition exige une longue expérience, lui paraissaient dictées par l'esprit de routine; il n'y voyait que la timidité d'intelligences incapables de s'élever à la hauteur de ses vues, ou le dénigrement naturel aux hommes spéciaux pour tous les plans qui n'émanent pas d'un initié. Il ne savait pas cacher l'irritation que lui causaient leurs critiques : or comme ces amiraux avaient appris ce qu'il en coûtait pour s'opposer à ses desseins, comme ils savaient être à l'occasion aussi bons courtisans qu'habiles marins, ils s'étaient mis à l'œuvre avec ardeur afin de diminuer autant qu'il était en eux les mauvaises chances de l'entreprise qu'ils n'avaient pu empêcher, et que pour la plupart ils déploraient au fond du cœur.

[redacted]

Il restait un nombre considérable des bâtiments de la flottille que Nelson avait tenté d'incendier en 1801; ils formèrent le premier fonds de la flottille de 1803. On y joignit une innombrable quantité d'embarcations construites sur de nouveaux modèles, dont les dimensions variaient selon la nature du chargement auquel elles étaient destinées. La flottille était principalement formée de bateaux plats ayant le grave inconvénient de ne pouvoir supporter une grosse mer, mais avec l'avantage de pouvoir s'échouer à volonté, ce qui devait rendre le débarquement plus facile. Ces bateaux divisés en chaloupes canonnières, en bateaux canonniers, en grandes et petites péniches, en prames, enfin en simples bateaux pêcheurs destinés au transport des munitions, étaient pour la plupart armés d'artillerie; ils marchaient à la rame et à la voile; ils avaient un tirant d'eau qui variait de huit à deux pieds; ils pouvaient porter chacun de cinquante à cent hommes avec leurs armes et leurs munitions; et les plus profonds de ces bâtiments devaient servir au transport des chevaux et de l'artillerie. Leur nombre total devait s'élever à un peu plus de deux mille. Bonaparte calculait qu'à l'aide de cet immense armement, et à la faveur d'une journée de calme ou de brume qui tromperait la flotte ennemie ou la réduirait à l'immobilité, il pourrait en quelques heures franchir les dix lieues qui séparent les côtes de Boulogne de celles d'Angleterre et jeter d'un seul coup ses cent cinquante mille hommes sur un point du littoral anglais. Ce n'est que plus tard, et sur les conseils réitérés de ses marins, qu'il songea à faire concourir ses flottes à l'opération de la descente, en leur

donnant rendez-vous dans le canal, où elles auraient pour mission de neutraliser les croisières britanniques. S'il parvenait à débarquer son armée, il ne doutait pas du succès définitif; c'en était fait selon lui de la puissance anglaise. En attendant que l'achèvement de ses préparatifs lui permît de frapper ce grand coup, son projet lui offrait de grands avantages même dans la supposition qu'il resterait inexécuté. Il allait faire vivre l'Angleterre dans de continuelles alarmes, l'obliger à des mesures de défense ruineuses; il allait exercer les forces de notre armée tenue sans cesse en éveil et employée comme l'armée romaine à élever des fortifications, à creuser les nouveaux bassins des ports de Boulogne, de Vimereux, d'Ambleteuse; et puisque nos conquêtes nous obligeaient à garder sur pied une armée considérable pour tenir le continent en respect, il valait mieux l'avoir à Boulogne et dans les camps qui bordaient les côtes d'Anvers à Bayonne, toute concentrée, rompue aux fatigues, prête à entrer en campagne, que de la laisser dispersée dans ses garnisons; enfin la présence du plus gros de cette armée, animée d'un dévouement enthousiaste pour son chef, à une si courte distance de Paris, devait inévitablement réagir sur l'esprit des multitudes et faciliter le changement décisif que Bonaparte méditait dans nos institutions.

Ces considérations accessoires, qui avaient à ses yeux une importance capitale, contribuaient sans doute à l'aveugler sur les difficultés à peu près insurmontables que la nature des choses opposait à son entreprise. Envisagé d'ensemble, en escomptant un

[redacted]

peu largement les faveurs du hasard, le projet semblait d'une exécution simple et facile; examiné en détail dans toutes les phases successives de son accomplissement et avec le sang-froid de l'analyse, il semblait la gageure la plus folle qui eût jamais tenté la fantaisie d'un joueur. Cette innombrable flottille avait un premier inconvénient, c'était celui de ne pouvoir supporter une grosse mer. Les bateaux plats chaviraient au premier coup de vent; encombrés de soldats comme ils devaient l'être, il eût suffi d'une mer quelque peu houleuse pour les mettre en péril. Il fallait donc compter sur un calme absolu pendant au moins deux ou trois jours, car, ainsi que l'expérience ne tarda pas à le révéler, la flottille ne pouvait appareiller dans une seule marée. Napoléon, lui-même, en fait l'aveu formel en maint endroit de sa correspondance, particulièrement dans une lettre à Decrès[1], où il reconnaît en outre que depuis que les Anglais ont fait cette découverte, la flottille ne leur inspire plus aucune crainte. Le temps de calme ne nous préservait pas d'inconvénients d'une autre nature, qui n'étaient guère moins graves. S'il levait l'obstacle résultant du vent, il ne parait pas au danger que créent ces courants qui rendent si difficile la navigation de la Manche. La mer qui s'engouffre dans cet étroit passage, à chaque marée montante ou descendante, est en effet une des plus tourmentées que l'on connaisse, par suite de l'espace insuffisant qui lui est laissé et de l'inégalité de ces côtes si profondément déchirées. La force de ces courants produisait sur nos embarcations

1. A la date du 8 septembre 1805.

des dérivations auxquelles on ne pouvait remédier ni par la voilure devenue inutile en temps de calme et d'ailleurs trop légère eu égard à la masse qu'elle avait à mouvoir, ni par le maniement des rames, qui sont tout à fait insuffisantes à elles seules, pour surmonter les courants. Ce n'est pas tout ; ces dérivations inévitables, qui nous exposaient à débarquer très-loin du point d'attaque désigné, devaient avoir pour effet infaillible de diviser la flottille, et de la pousser à l'ennemi dans un état désastreux de dispersion. Nos embarcations devaient couvrir un espace de plusieurs lieues ; or, non-seulement la force des courants était sujette à varier sur un tel espace et devait s'y faire sentir inégalement, mais elle devait avoir une action très-diverse sur des bâtiments dont les uns pouvaient lutter contre elle, tandis que les autres étaient hors d'état de lui résister ; elle devait, en un mot, produire autant d'espèces de dérivations qu'il y avait de dimensions différentes dans la flottille, qui en comptait au minimum cinq ou six. On conçoit le désordre qui devait en résulter dans sa marche, surtout si l'on tient compte de l'inexpérience de nos marins et de l'encombrement produit par ce gigantesque chargement ; et pourtant toute l'entreprise était échafaudée sur l'hypothèse d'un débarquement opéré sur un seul point. On a rappelé avec raison, à ce sujet, la dispersion qu'avaient subie, en 1801, les divisions de Nelson, lors de sa tentative pour incendier notre première flottille, et cependant ces divisions étaient composées de bateaux à quille infiniment plus résistants que des bateaux plats ; elles étaient montées par les plus habiles marins du monde entier ; elles

[redacted]

étaient parties non du rivage opposé, mais d'un point beaucoup plus rapproché; enfin le nombre total de leurs embarcations équivalait à peine au vingtième de notre flottille actuelle. Qui peut dire ce que la rencontre, même partielle, des forces britanniques eût ajouté à de telles causes de perturbation?

Ces forces n'étaient pas un simple épouvantail; il était plus facile de les nier que de les vaincre. Les adresses françaises invoquaient invariablement le souvenir de César et de Guillaume le Conquérant; mais les temps étaient prodigieusement changés depuis ces deux époques. César n'avait pas trouvé en face de lui une seule barque ennemie pour défendre à ses huit cents vaisseaux l'accès de ce rivage : il n'avait eu à combattre en Angleterre que des peuplades à demi sauvages. La conquête de Guillaume n'avait pas rencontré d'obstacles beaucoup plus redoutables. Depuis lors, tous les éléments divers, Celtes, Danois, Saxons, Normands, qui formaient le fonds de la nationalité anglaise avaient été mêlés et fondus, et de ce mélange il était résulté un peuple admirablement équilibré et pour ainsi dire fait pour la politique, habitué à se gouverner lui-même, fier de ses libertés, placé au premier rang par l'intelligence, par l'énergie, par les lumières, par les richesses, par l'esprit national. Depuis un siècle surtout, ses forces et ses ressources avaient pris une telle extension, et il avait tant de fois lutté avec avantage contre nous malgré l'infériorité numérique de sa population qu'il pouvait considérer sans effroi la nouvelle tempête qui s'apprêtait à fondre sur lui. Le gouvernement britannique ne se dissimulait pas toutefois que ce n'était plus une guerre ordi-

naire, mais un duel à mort qu'il venait d'engager avec le Premier Consul ; il savait, ne fût-ce que par le tableau que lui offrait en ce moment l'Europe entière complaisante ou subjuguée, tout ce dont était capable le génie de son adversaire, et il avait proportionné les efforts à la grandeur de la lutte qui allait s'ouvrir. Il n'avait eu, d'ailleurs, sous ce rapport aucun besoin de stimuler le patriotisme de la nation par les feintes démonstrations d'un zèle de commande. Tenue, dès l'origine, au courant de toutes les phases du débat par les discussions quotidiennes d'une presse libre, par les admirables harangues de ses hommes d'État et de ses grands orateurs, la nation anglaise n'était pas restée étrangère à une question qui intéressait si directement son honneur, elle avait pris parti avec une ardeur passionnée, elle avait ressenti comme adressés à elle-même les outrages de Bonaparte contre ses représentants et ses institutions, et vers les derniers temps surtout son sentiment s'était manifesté avec assez de force pour mettre Addington, jusque-là indécis, dans l'alternative de rompre avec la France ou de quitter le ministère. Il n'y avait donc pas à exciter l'élan national, mais seulement à le diriger. C'est à quoi s'employa non un corps de fonctionnaires obéissant à une consigne, exhalant avec discipline une fureur réglée sur le diapason d'une circulaire ministérielle, et singeant de son mieux la spontanéité et l'entraînement des agitations populaires, mais l'élite même de la nation, tout ce qui comptait en Angleterre par le rang, la richesse, la popularité, le génie ou la vertu. Partout l'initiative privée vint soutenir et souvent devancer celle du gouvernement, et loin de se plaindre des sacrifices qu'il

[redacted]

demandait à la nation; les citoyens ne lui reprochaient que de n'en pas demander assez. Cela est si vrai que pour renverser le cabinet Addington, Pitt n'employa d'autre arme que des motions réclamant des *forces additionnelles*.

L'Angleterre possédait au moment de la rupture une armée régulière de 130 000 soldats et une milice montant à environ 70 000 hommes; on y ajouta d'abord une réserve de 50 000 hommes fournie par le tirage au sort; puis l'annonce d'une descente à laquelle on ne croyait pas tout d'abord prenant plus de probabilité et de consistance, le ministère présenta et fit voter, à la requête de l'opposition elle-même, qui lui représentait incessamment l'insuffisance de ses mesures, un bill du service militaire lui accordant le droit d'enrôler tous les hommes valides de dix-sept à cinquante-cinq ans. Ce droit, dont il n'usa qu'avec modération, produisit avant la fin de l'été de 1803, selon le témoignage d'Addington, une armée de 300 000 volontaires s'exerçant sans relâche au maniement des armes. Ces divers effectifs formaient un nombre total de 550 000 hommes d'une valeur il est vrai fort inégale, mais d'autant plus susceptibles de s'améliorer, qu'ils auraient à combattre non pour quelque conquête lointaine, mais pour leurs foyers et pour leur existence nationale. Il résulte d'un relevé officiel qu'au mois de décembre de la même année le nombre des volontaires s'élevait en Angleterre à 379 943, en Irlande à 82 241; progression significative s'il en fut[1]. On a parlé de cette armée avec un dédain

1. *Annual register for the year* 1803.

où il y a à la fois peu de discernement et peu de mémoire : nos volontaires de 1792 et 93, ceux de l'Espagne dans les années qui ont suivi l'invasion, ceux de la Prusse en 1813, ont suffisamment prouvé ce que peuvent de telles armées à l'heure des grandes crises. Voudrait-on soutenir que le moral du peuple anglais était alors inférieur en énergie et en patriotisme à celui des nations que je viens de citer? Il n'y aurait pas même lieu de réfuter une thèse aussi étrange, et encore convient-il d'ajouter à l'avantage de la défensive anglaise, qu'une fois débarqués dans l'île les 150 000 hommes de Bonaparte y devaient rester enfermés comme dans un champ clos et sans aucun moyen d'y réparer leurs pertes. On organisa en même temps tous les moyens de défense que les circonstances rendaient nécessaires. On éleva autour de Londres des fortifications capables de mettre cette capitale à l'abri d'un coup de main et de donner à l'armée le temps d'accourir à son secours. On disposa un système de signaux destinés à donner l'alarme à la première apparition de l'ennemi, et de grands chariots attelés de six chevaux et pouvant transporter jusqu'à 60 hommes à la fois furent mis à la disposition de chaque corps pour faciliter la concentration des troupes sur les points de ralliement.

Les préparatifs de la marine n'étaient pas inférieurs à ceux de l'armée de terre. Dès le 10 juin, une levée de 40 000 matelots avait été ajoutée aux 80 000 que l'Angleterre possédait déjà sur ses vaisseaux de guerre. Soixante-quinze vaisseaux de ligne, qui bientôt après dépassèrent le chiffre de cent, plus de cent frégates, plusieurs centaines de bricks et de cor-

[redacted]

vettes, huit cents chaloupes canonnières employées plus spécialement à la défense des côtes, enfin une quantité innombrable d'avisos fonctionnant comme une sorte de réseau télégraphique, tel était le formidable armement[1] qui tout à la fois protégeait l'Angleterre comme un rempart mouvant, bloquait nos ports, et poursuivait sur les mers nos escadres fugitives. Et pour donner une idée de l'élan patriotique qui le secondait dans la nation entière, il suffira de rappeler qu'un homme comme Pitt, je veux dire un homme ayant acquis mille droits de croire qu'il faisait assez pour son pays en se bornant à tenir sa place dans les conseils de l'État, usait les restes de sa vie déjà visiblement atteinte à exercer chaque jour les 3000 volontaires qu'il avait enrôlés lui-même à Walmer Castle, et faisait voter jusqu'à cent cinquante canonnières par les localités environnantes. Quant aux dépenses que nécessitait un tel déploiement de forces, on y avait subvenu provisoirement par un emprunt de douze millions de livres sterling (300 millions de francs), et par une augmentation de l'excise et de l'income-tax pour une somme presque égale à celle de l'emprunt. Ces ressources extraordinaires ajoutées à celles du budget énorme dont l'Angleterre supportait dès lors, avec aisance, les charges écrasantes pour toute autre nation, devaient à la fois suffire aux premières nécessités et mettre le cabinet anglais à même

1. Je donne ici les résultats réalisés après la rentrée de Pitt au ministère, car sous le cabinet précédent ils étaient un peu inférieurs à ce chiffre, comme on peut le voir par un discours de Tierney en faveur de l'administration de Lord Saint Vincent alors chef de l'amirauté : *Annual register for the year* 1804.

[redacted]

de nous créer des diversions, soit en Europe, soit en France même.

A côté de ce tableau il convient de mettre en regard un rapide aperçu de nos propres finances et surtout des moyens à l'aide desquels on se proposait de couvrir l'excédant de dépenses occasionné par la guerre, car si les formules et les errements budgétaires de ce temps sont assez semblables à ceux du nôtre et offrent peu d'intérêt pour l'histoire, il n'en est pas de même du mode employé pour la création et la perception des ressources extraordinaires. Le budget voté en mars 1803, sous l'imminence de la rupture avec l'Angleterre, avait déjà prévu en partie les nécessités onéreuses dont cette éventualité nous menaçait; on avait augmenté de 89 millions les contributions publiques qui l'année précédente n'avaient pas dépassé 500 millions. Mais ce budget, quelque considérable qu'il fût pour l'époque, était bien loin de suffire aux dépenses qu'exigeait une aussi colossale entreprise. Pour celui qui l'avait conçue, et sur qui seul en devait retomber la responsabilité, il n'y avait que deux façons honorables et régulières d'en couvrir les frais, c'était d'adresser un loyal appel à la nation soit pour un emprunt, soit pour une augmentation d'impôts. Puisqu'elle voulait la guerre, on le disait du moins, elle devait savoir ce qu'il en coûtait pour la faire et être prête à en payer le prix. Mais le Premier Consul avait, a-t-on dit, un grand goût pour l'économie, et un emprunt répugnait à ses principes. Ses principes s'accommodaient pourtant d'une foule de procédés beaucoup plus scabreux, et il n'est pas difficile de découvrir ici son vrai mobile. Que fût devenue la popularité

[redacted]

de cette guerre, que fût devenue surtout celle de son auteur s'il avait fallu énumérer à l'avance les sacrifices de tout genre que le pays eût dû s'imposer? On peut sans crainte demander des sacrifices pour une guerre nationale, mais il est dangereux d'en réclamer pour une guerre d'ambition. Entre Bonaparte et la turbulente démocratie qui applaudissait à tous ses projets militaires, il y avait dès lors un pacte tacite : il pourrait à son gré la jeter dans la guerre, mais à la condition qu'au lieu d'en sentir le poids, elle n'en connaîtrait jamais que les avantages.

Le Premier Consul n'avait d'ailleurs malheureusement plus aucun effort d'invention à faire pour créer un supplément gratuit de ressources à nos finances insuffisantes : sa conduite passée lui offrait à cet égard tous les expédients dont il pouvait avoir besoin. Dans la première guerre d'Italie il avait relevé par ses exactions le trésor épuisé du Directoire; mais, bien que perçues sur des populations que nous étions censés délivrer, ces contributions spoliatrices pouvaient dans une certaine mesure invoquer pour excuse l'axiome que « la guerre doit nourrir la guerre. » Mais dès son avénement au consulat ce fait jusque-là exceptionnel avait été généralisé; il était devenu normal; il avait été appliqué non plus en terre conquise ou en pays ennemi, mais chez les nations alliées. Les deux campagnes de l'année 1800 avaient été en grande partie préparées et soutenues avec l'argent de peuples amis devenus nos tributaires[1]. La paix avait diminué les charges qui pesaient sur eux, mais elle n'y avait pas

1. Voir, à ce sujet, le tome II.

mis un terme. Tout se tient en effet dans un système politique, et toute oppression implique nécessairement une spoliation. L'attitude à demi menaçante que Bonaparte avait prise vis-à-vis des grandes puissances européennes, ses envahissements consommés ou projetés sur les puissances faibles lui imposaient l'entretien d'une armée hors de toute proportion avec les ressources de la France. Cette armée, il était forcé d'en faire en partie supporter les frais aux voisins que nous étions censés protéger. Nos budgets contenaient, même en temps de paix, de véritables subsides inscrits sous le nom de *recettes extérieures*, ingénieux euphémisme qui donnait un air décent et régulier à un acte qui l'était peu. La portion de ce tribut que le gouvernement voulait bien livrer à la publicité, — ce qui ne lui convenait pas toujours, — s'élevait pour l'Italie du nord seulement à une somme de 23 millions. Aujourd'hui, grâce à la guerre, c'était une somme de cent millions au moins qu'il fallait se procurer annuellement. Il résolut en conséquence de l'extorquer de gré ou de force non-seulement aux peuples qui étaient nos vassaux, tels que la Hollande, Gênes, la Cisalpine, mais à tous ceux que leur faiblesse empêchait de se défendre contre nous, comme Naples, l'Espagne, le Portugal, le Hanovre.

Le Hanovre avait pour souverain le roi d'Angleterre, mais depuis longtemps l'administration de ce pays était entièrement indépendante du cabinet anglais. On avait vu, à la suite des guerres du dix-huitième siècle, des ministres se rendre populaires en soutenant que le Hanovre était un embarras pour

[redacted]

l'Angleterre, et devait former un état à part. Il faisait partie de l'Empire germanique, se gouvernait lui-même, et bien que l'électeur du Hanovre ne fît qu'un avec le roi George III, les deux souverainetés étaient en réalité distinctes et séparées. Cette situation, qui n'était pas unique en Europe, avait été consacrée par les traités et reconnue par la république française elle-même. En 1795, lors du traité de Bâle, elle avait reconnu la neutralité de George en sa qualité d'électeur de Hanovre alors qu'elle était en guerre contre lui comme roi d'Angleterre. Mais de telles distinctions étaient à la fois trop métaphysiques et trop favorables à l'indépendance des faibles pour plaire au Premier Consul : « Si le Hanovre pouvait fournir deux cent mille hommes, fit-il dire au *Moniteur*, le roi George n'invoquerait pas la neutralité[1] ! » L'hypothèse lui semblait amplement suffisante pour justifier les hostilités. Dès le lendemain de la rupture, Mortier s'était élancé sur le Hanovre. L'armée hanovrienne, hors d'état de nous résister, avait été contrainte de capituler; et l'électorat restait dans nos mains malgré les alarmes de la Prusse inquiète et les mécontentements de la confédération humiliée. L'occupation du Hanovre était peut-être la guerre avec l'Europe dans un délai plus ou moins éloigné, mais en attendant on mettait la main sur toutes les ressources de ce pays, on y confisquait toutes les propriétés de l'électeur, on s'y emparait de trois mille chevaux, et c'étaient trente mille hommes de nos troupes logés, nourris et équipés aux frais

1. *Moniteur* du 14 juin 1803

[redacted]

de l'étranger : notre politique ne prévoyait pas au delà de cet avantage immédiat.

Le royaume de Naples était encore plus étranger que le Hanovre à la nouvelle guerre. Bien qu'à une autre époque il eût été l'allié de l'Angleterre, il avait fait avec nous une paix séparée et ne demandait qu'à maintenir sa neutralité. Mais ne nous fallait-il pas la position de Tarente pour menacer Malte et l'Égypte et n'avions-nous pas également besoin de ses subsides ? Le général Saint-Cyr reçut donc l'ordre d'entrer sans plus de cérémonie dans les États du roi de Naples, de mettre garnison dans Pescara, Otrante, Brindisi, Tarente, et d'exiger que ses troupes fussent « soldées, nourries et habillées par le roi de Naples[1]. » On eut, grâce à ce procédé expéditif, une seconde armée entretenue aux dépens de l'étranger. La reine de Naples ayant écrit à Bonaparte pour tâcher de le fléchir, il lui répondit en protestant de son désir constant de lui être agréable. Il convenait en principe qu'il était de la politique traditionnelle de la France d'aider un État plus faible, dont le bien-être était utile à notre commerce. Mais « pourquoi conservait-elle à la tête de l'administration un homme qui avait centralisé en Angleterre ses richesses et toutes ses affections ? » En d'autres termes, pourquoi osait-elle se permettre de gouverner son royaume comme elle l'entendait ? Au reste, continuait Bonaparte, il lui *répugnait beaucoup de se mêler des affaires intimes des autres États ; ce n'était que pour être sincère* qu'il donnait à la reine la véritable raison de sa conduite[2] ! Le

1. Bonaparte à Murat, 23 mai.
2. Bonaparte à la reine de Naples, 28 juillet 1803.

général Olivier qui commandait nos troupes dans ce prétendu royaume d'Étrurie, cédé moins de deux ans auparavant *en toute propriété* à la maison d'Espagne et gouverné aujourd'hui comme un département français, reçut en même temps de Paris l'intimation de mettre Livourne en état de siége. Murat fut invité à faire connaître « ce que le royaume pourrait fournir à la défense commune. » La Ligurie, qui nous servait déjà de garnison et de station navale, s'accrut par la même occasion d'un supplément de troupes qu'elle dut également entretenir à ses frais, en contractant en outre l'obligation de fournir un nouveau corps de douze cents hommes. Bientôt après, un traité en règle, en date du 24 février 1804, que par une précaution bien superflue Bonaparte fit signer à cette malheureuse république sous prétexte « *de resserrer de plus en plus les liens qui unissaient les deux États*[1] » l'obligea à nous fournir un corps de quatre mille matelots. En retour de ce sacrifice énorme pour un si petit territoire, le Premier Consul osa offrir aux Gênois la dérisoire compensation d'une promesse par laquelle il s'engageait lui-même à forcer l'Angleterre à *reconnaître l'indépendance de la Ligurie!* (Article VI.)

L'Italie entière se trouvant ainsi mise à contribution, une autre convention conclue à Paris, le 25 juin 1803, régla la part afférente de la Hollande. La république batave n'avait qu'un intérêt dans ce débat, c'était de garder sa neutralité et, s'il se pouvait, son indépendance. A l'époque des négociations pour la paix d'A-

1. C'est la formule même employée dans le traité. Voir de Clercq *Recueil des traités de la France*, etc., tome II.

miens, déjà subjuguée et entraînée malgré elle à la remorque de la France, elle s'était efforcée timidement de faire introduire dans le traité une clause ayant pour but de consacrer en fait l'existence indépendante, qu'on lui reconnaissait si libéralement en paroles : mais une injonction aussi dure que péremptoire, dictée par le Premier Consul à M. d'Hauterive l'avait aussitôt rappelée à la réalité de sa situation : « les États qui comme la Hollande, disait cette note, ont été vaincus et conquis après avoir fait la guerre à la France, devraient nous épargner l'embarras de les rappeler au principe de leur existence actuelle : *cette existence c'est de nous qu'ils la tiennent ; nous ne leur devons rien, et ils nous doivent tout !*[1] » S'il en était ainsi, à quoi bon la longue et odieuse comédie du traité de Lunéville, et de tant de déclarations solennelles, garantissant l'indépendance de la république batave ? Et à quoi bon des *conventions* avec un pays *vaincu et conquis ?* Il y a quelque chose de plus révoltant que les brutalités de la force, ce sont ses lâchetés et ses hypocrisies. Quoi qu'il en soit, s'il restait quelque illusion aux patriotes qui s'étaient flattés de sauvegarder les intérêts de leur pays à force de soumission et de déférence envers le gouvernement français, le traité du 25 juin leur montra combien ils s'étaient trompés. La république batave devait entretenir dix-huit mille hommes de nos troupes, indépendamment des siennes propres montant à seize mille, ce qui formait un total de trente-quatre mille hommes. Elle devait fournir en outre cinq vaisseaux de guerre, cinq frégates, cent

1. Dépêche de M. d'Hauterive à Joseph, 6 janvier 1802.

[redacted]

chaloupes canonnières, portant de trois à quatre cents canons, deux cent cinquante bateaux plats, plusieurs centaines de bâtiments de transport. Telle était l'effroyable réquisition qu'on osait faire peser sur un pays ami qui, tirant sa subsistance de sa marine et de ses colonies, avait vu tarir en même temps toutes les sources de sa richesse. En retour la république française lui garantissait *l'intégrité de son territoire, et la restitution de ses colonies* (art. v). Le Premier Consul s'engageait ainsi à résoudre le singulier problème qui consistait à restituer la partie en gardant le tout!

La république helvétique, devenue notre sujette depuis l'acte de médiation, exigeait beaucoup plus de ménagements que la Hollande. La Suisse, par sa situation géographique, et par l'énergie de ses habitants, pouvait à un moment donné devenir un grave danger pour nous; elle n'offrait d'ailleurs que peu de ressources matérielles, et les exactions qui avaient fourni les fonds de l'expédition d'Égypte l'avaient pour longtemps ruinée. On ne pouvait donc songer à lui arracher de l'argent, on lui demanda des hommes. Elle s'engagea par une capitulation signée à Fribourg, le 27 septembre 1803, à nous fournir une armée de seize *mille hommes*, plus un dépôt de quatre mille hommes destiné à l'alimenter. Ces troupes durent être entretenues à nos frais. Un traité d'alliance offensive et défensive, signé le même jour, stipula que dans le cas d'une attaque dirigée contre le territoire français, les cantons nous fourniraient huit mille hommes de plus, ce qui porta le nombre total du contingent suisse à *vingt-huit mille hommes*. C'était mettre près du vingtième de la population mâle à la merci des hasards de

[redacted]

la guerre, et cela pour la défense du pouvoir qui avait ôté à la Suisse son existence nationale !

Restaient à rançonner l'Espagne et le Portugal. Le Portugal était, fort heureusement pour lui, placé un peu loin de notre portée, pas assez toutefois pour être complétement à l'abri de nos exigences. Entraîné bon gré ou mal gré dans l'orbite de l'Angleterre, ce petit État s'était trouvé autrefois en état de guerre avec nous, mais sans pouvoir nous faire par lui-même ni bien ni mal; tout son tort était de s'être livré à nos ennemis, contre lesquels il lui était impossible de se défendre. Il avait expié ce tort; et nous lui avions imposé une paix des plus onéreuses, grâce au secours que nous avait fourni l'Espagne. Il ne nous avait donné depuis lors aucun sujet de plainte. Quant à l'Espagne, elle avait depuis longtemps mille raisons d'être mécontente et irritée contre nous. Les ingérences du Premier Consul dans les affaires intérieures de ce pays, son attitude ouvertement menaçante, à l'époque de la coopération espagnole contre le Portugal, son manque de foi cynique au sujet de ce royaume d'Étrurie en échange duquel il avait reçu la Louisiane, et dont il n'avait pas cessé un instant de rester le maître absolu, ses procédés insultants envers un roi faible d'esprit, mais plein de bonté, d'attachement et d'admiration pour lui, enfin le sacrifice qu'à l'époque du traité d'Amiens il avait imposé à l'Espagne par l'abandon de l'île de la Trinité, abandon contraire à tous nos engagements, et par-dessus tout cela les rancunes d'un favori vaniteux et léger, mais nullement pervers, qu'il s'était plu tantôt à caresser, tantôt à humilier sans mesure, tous griefs accumulés avaient jeté beaucoup de froideur

[redacted]

dans nos relations avec le gouvernement espagnol. Comme la Hollande, comme Naples, comme la Suisse, comme Gênes, comme le Portugal et l'Étrurie, l'Espagne épuisée eût été heureuse de rester neutre dans la querelle qui venait de s'engager; mais pour maintenir une telle position une chose lui manquait, la seule qui fût alors efficace, la force! Le Premier Consul avait d'ailleurs contre elle une arme terrible dont il n'était pas homme à se dessaisir: c'était le traité de Saint-Ildephonse.

Ce traité conclu en 1796, entre le roi d'Espagne et la république française, avait lié les deux États par une alliance *à perpétuité*, aux termes de laquelle ils s'engageaient à se soutenir l'un l'autre en cas de guerre, par des forces de terre et de mer dont la quotité même était prévue et fixée. Pour mettre la puissance requise en demeure de s'exécuter, une simple demande devait suffire, « sans qu'il fût nécessaire d'entrer dans aucune discussion relative à la question si la guerre était offensive ou défensive » (art. VIII)[1]. Une telle convention était un monument de l'imbécillité du monarque et de l'imprévoyance du ministre, car elle avait pour effet infaillible de mettre la puissance faible à la discrétion de la puissance la plus forte.

Pour juger du genre d'interprétation que Bonaparte donnait à ce traité, il n'est pas besoin de se demander ce qu'il aurait répondu si le roi d'Espagne avait eu la fantaisie d'invoquer ses secours pour une guerre quelconque, il suffit de se rappeler sa conduite à l'époque de la conclusion du traité d'Amiens. L'Espagne ne

1. De Clercq, *Recueil des traités*, etc, tome 1er.

voulait alors à aucun prix céder l'île de la Trinité, elle avait mille fois le droit de réclamer le *casus fœderis* et de nous requérir de continuer la guerre; il l'avait contrainte par ses menaces et ses intimidations, à abandonner aux Anglais cette rançon de nos propres colonies. Cependant le traité de Saint-Ildephonse disait en propres termes que la paix « ne devait être faite que d'un commun accord; » il ajoutait que la puissance attaquée ne pourrait faire de paix séparée qu'à la condition « qu'il n'en résultât *aucun préjudice contre la puissance auxiliaire* » (art. XIV).

Ce traité léonin, surpris à l'incapacité d'un ministre frivole, n'était pas seulement nul de plein droit dès l'origine, parce qu'à supposer qu'il eût été exécuté de bonne foi, il mettait les deux nations à la merci du caprice d'un gouvernement étranger, il avait été invalidé depuis par toutes les violences que le Premier Consul avait fait subir à l'Espagne, et par toutes les infractions qu'il y avait lui-même commises. Bonaparte ne l'invoqua pas moins pour contraindre l'Espagne à déclarer la guerre à une nation avec laquelle elle avait toute sorte de bonnes raisons de vivre en paix; mais comme il attendait peu d'efficacité d'une coopération arrachée par la force, il déclara être prêt à se contenter d'un subside en argent qu'il fixa lui-même à six millions par mois ou soixante-douze millions par an. On fit savoir en même temps à la cour de Madrid que, si elle refusait de se soumettre à ces conditions, Augereau allait entrer en Espagne, avec l'armée qui campait à Bayonne. Cette cour, tremblante, partagée entre la crainte d'une invasion et le désir de se soustraire au joug, embrassait tour à tour les résolutions les plus

opposées. Tantôt elle proposait des rabais sur le prix véritablement immodéré auquel on mettait son repos, tantôt elle se décidait à des mesures de vigueur, se promettait de résister, annonçait une levée de cent mille hommes pour maintenir l'indépendance nationale. A ces fluctuations sans dignité elle ajouta des torts de conduite qui donnaient prise contre elle, laissa enlever deux de nos vaisseaux sous le canon d'Algésiras, montra une mauvaise volonté, d'ailleurs assez naturelle, à nos escadres qui relâchaient dans ses ports. Notre ambassadeur Beurnonville reçut ordre d'exiger sur-le-champ que le gouverneur d'Algésiras fût puni, et la levée de cent mille hommes contremandée, sans quoi notre armée allait aussitôt entrer en Espagne, et c'en était fait de la monarchie espagnole. « Il faut, disait Bonaparte en forme de conclusion, que j'arrive à l'une de ces trois choses : ou que l'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre; ou qu'elle paye le subside; ou que nous lui fassions la guerre, car cela ne peut durer[1]. » Avec un ministre un peu plus fier que le prince de la Paix, ce dernier résultat eût été rendu inévitable par de pareils procédés; mais le Premier Consul savait à n'en pas douter que la peur qu'il inspirait au favori l'emportait de beaucoup sur ses timides velléités de révolte; et le consentement de la cour d'Espagne au traité de subsides se faisant encore attendre malgré ces menaces, il résolut de la frapper d'épouvante par une de ces terribles surprises dont il avait seul le secret. Le secrétaire d'ambassade Hermann fut envoyé à Beurnonville avec une lettre du Premier Consul pour

1. Bonaparte à Talleyrand, 14 et 16 août 1803.

[redacted]

le roi d'Espagne, et avec une note destinée à M. de Cevallos, le ministre des affaires étrangères. La première de ces pièces révélait au roi les trahisons et les machinations dont il était censé être victime de la part du favori, la seconde qui était une confidence adressée à tout un ministère, allait avoir pour effet de rendre sa honte publique en dénonçant les relations du favori avec la reine. Beurnonville devait communiquer au prince de la Paix une copie de la lettre et de la note, il devait lui faire connaître que l'une et l'autre ne seraient remises à leur adresse qu'autant qu'il refuserait de consentir au traité. Le prince reçut en effet cette communication des mains du secrétaire Hermann ; il y lut, en versant des larmes de honte et de colère, la dénonciation de ses rapports avec la reine, désignés en termes voilés mais suffisamment clairs dans la lettre au roi, révélés ouvertement dans la note destinée au ministre, et accompagnés dans l'une et dans l'autre des plus sanglantes insultes que puisse recevoir un homme. La note disait « que les Français qui avaient placé les Bourbons sur le trône d'Espagne sauraient retrouver le chemin de Madrid, pour en expulser un homme qui avait vendu la France à Badajoz, *ce favori parvenu par la plus criminelle de toutes les voies* à un degré de faveur inouï dans les fastes de l'histoire moderne[1]. » La lettre adressée au roi n'était guère moins explicite, Bonaparte le priait « d'ouvrir les yeux sur le gouffre creusé sous le trône. L'Europe entière était affligée autant qu'indignée de *l'espèce de détrônement* dans lequel le prince de la Paix se plaisait à pré-

1. Bignon, *Histoire diplomatique*.

[redacted]

senter S. M. à tous les gouvernements. C'est lui, continuait-il, qui est *le véritable roi d'Espagne*, et je prévois avec peine que je serai forcé de faire la guerre à ce nouveau roi.... Que V. M. remonte sur son trône, qu'elle éloigne d'elle un homme qui s'est par degré emparé de tout le pouvoir royal, et qui conservant dans son rang les passions basses de son caractère, ne s'est jamais élevé à aucun sentiment qui pût l'attacher à la gloire, n'a existé que par ses propres vices, et sera toujours gouverné uniquement par la soif de l'or. Je dois croire qu'on aura tellement caché tous les événements à V. M. que ma lettre lui sera pour ainsi dire toute nouvelle, *et je suis véritablement affecté de la peine que je prévois qu'elle lui fera.* Mais enfin ne vaut-il pas mieux qu'elle voie clairement le véritable état des affaires de son royaume[1] ? »

Qu'on les envisage au point de vue des rapports d'homme à homme, ou au point de vue de la dignité du souverain, cette note et cette lettre constituaient la plus mortelle injure qui pût être infligée à celui qu'elles prétendaient éclairer. Et quels étaient les torts de ce roi débonnaire qu'on souffletait à la fois comme homme, comme monarque et comme époux ? Il avait été l'admirateur enthousiaste du général Bonaparte ; il faisait profession d'être son ami ; il avait été notre plus fidèle allié. Mais on avait cruellement abusé de sa bonne foi. On l'avait violenté à l'époque du traité de Badajoz, dupé dans l'affaire du royaume d'Étrurie, dupé et violenté à la fois à l'époque du traité d'Amiens ; et au moment de voir son pays entraîné par nous

1. Bonaparte au roi d'Espagne, 18 septembre 1803.

[redacted]

dans une guerre injuste et ruineuse il avait des scrupules, il tergiversait. Pour en finir avec ses hésitations le Premier Consul allait lui infliger publiquement un de ces affronts irréparables devant lesquels les hommes les plus grossiers reculent d'ordinaire, comme s'ils ne se reconnaissaient pas le droit de faire une blessure que rien ne peut venger ni guérir, comme s'ils sentaient que ces outrages avilissent encore plus celui qui les fait que celui qui les reçoit. Adressée à un être faible, sans défense, écrasé sous le poids de ses responsabilités, l'offense prenait un caractère bas et répugnant, elle avait quelque chose du coup de stylet porté dans l'obscurité à un adversaire désarmé. Jamais un homme, ayant le sentiment de l'honneur ou les délicatesses de cette civilisation si humaine du dix-huitième siècle, n'aurait consenti à employer ce guet-apens à la Borgia. On retrouve là tout entier comme dans toutes les situations extrêmes, le Corse à l'esprit subtil, aux passions violentes et sauvages, qui ne recule devant aucun moyen pour arriver à son but. La tragédie si connue de Bayonne, que Bonaparte, ainsi qu'on le voit, prépara de longue main, se présente sans doute à l'esprit sous des couleurs plus noires, mais elle a peut-être quelque chose de moins odieux que cette trahison consommée avec une cruauté si doucereuse.

Cependant le coup fut en partie manqué. Le favori ayant, malgré les menaces du Premier Consul, refusé de nouveau d'accéder à toutes les clauses du traité, résistance très-honorable pour lui, car elle pouvait le perdre et ne lui offrait aucun avantage personnel, Beurnonville se présenta hardiment chez le roi et lui

[redacted]

remit en propres mains la lettre de Bonaparte; mais le roi, prévenu qu'elle contenait des expressions désobligeantes, refusa de l'ouvrir et assura l'ambassadeur qu'il était inutile de la lire puisque le ministre d'Espagne à Paris avait reçu l'ordre de signer le traité. C'est ce qui eut lieu en effet. M. d'Azara, averti qu'il fallait se soumettre, conclut cette étrange alliance le 19 octobre 1803 en faisant accepter en partie au cabinet français les restrictions qu'avait soutenues le prince de la Paix, dont les efforts ne furent pas tout à fait perdus pour son pays.

Ainsi fut obtenu de l'Espagne le subside de six millions par mois. C'est à ce prix, et en quelque sorte le couteau sur la gorge, que le roi crut acheter sa neutralité dans la nouvelle guerre, car il se flatta qu'en dépit de cette coopération si mal déguisée l'Angleterre consentirait à épargner l'Espagne, et à lui laisser ses colonies. La soumission de l'Espagne entraînait forcément celle du Portugal jusque-là récalcitrant. La première de ces puissances dut même s'engager par un article du traité (art. 7) à contraindre son faible voisin à signer également un traité de subsides : n'était-ce pas le sublime de l'art que d'employer l'opprimé à soutenir et à propager l'oppression? Cette convention fut consentie par le Portugal le 19 décembre de la même année; elle est remarquable par la façon dont elle fut motivée. Cet État, ne nous ayant donné aucun sujet de plainte qu'on pût exploiter contre lui avec quelque vraisemblance, était censé convertir en un subside pécuniaire de seize millions les obligations résultant de son premier traité de paix avec la république française, signé le 29 septembre 1801. Or ces obligations

n'étaient autres que l'engagement de fermer ses ports aux Anglais « jusqu'à la paix entre la France et l'Angleterre, » c'est-à-dire pendant toute la durée de la guerre, alors sur le point de finir. Cette guerre avait pris fin, la paix d'Amiens avait été conclue, l'obligation relative à la fermeture des ports était par conséquent éteinte. Le Portugal ne dut pas moins payer *seize millions* de subside pour se dispenser d'exécuter de nouveau cette disposition frappée de caducité, et pour conserver une neutralité dont il ne pouvait plus sauver que les apparences.

Grâce à ces secours, si singulièrement obtenus, aux ressources produites par les offrandes soi-disant volontaires de nos départements et de nos villes, à la vente de la Louisiane dont nous allions recevoir le prix après l'avoir acquise par un marché où nous n'avions donné que de la fausse monnaie, Bonaparte se trouva en état de faire face aux frais de la guerre sans avoir à recourir, pour le moment du moins, ni aux augmentations d'impôt ni aux emprunts, que l'Angleterre moins hardie dans sa façon de comprendre la politique était obligée de subir. Ce système financier était, il faut en convenir, ingénieusement imaginé pour nous empêcher de sentir le poids de la guerre, car il en faisait retomber tout le fardeau sur des peuples qui n'en devaient avoir ni la gloire ni les profits, et qui ne pouvaient attendre de la victoire qu'une aggravation de leurs maux; mais inique et révoltant au point de vue du droit, il était désastreux au point de vue de notre influence en Europe. « Le Premier Consul, a-t-on écrit à ce sujet, avait pris une résolution *dont on ne saurait nier la justice;*

[redacted]

c'était de faire concourir toutes les nations maritimes à notre lutte contre la Grande-Bretagne[1]. » Et l'on part de là pour justifier les odieuses exactions que je viens d'exposer. N'était-il pas, ajoute-t-on, de l'*intérêt* de ces nations que l'Angleterre fût écrasée? Ne devaient-elles pas désirer mettre fin à la *tyrannie des mers?*

On peut essayer d'expliquer de pareilles aberrations par le long et mémorable aveuglement qui les a a produites, mais il y aurait quelque ridicule à entreprendre de les réfuter. Les peuples sur qui pesait alors la dure tyrannie déjà maîtresse de la moitié du continent, songeaient, on peut le croire, fort peu à s'insurger contre la tyrannie du droit de visite! Ils savaient faire la différence entre un procédé vexatoire qui s'exerçait sur quelques vaisseaux marchands et l'impitoyable domination qui envahissait tout chez eux depuis le gouvernement jusqu'aux propriétés privées. Ils avaient appris dès lors à discerner par quels moyens Bonaparte se proposait de faire leur bonheur malgré eux! Ils ne se consolaient pas en se disant que c'était pour leur plus grand bien et avec les meilleures intentions qu'il les dépouillait : pour *détester* en lui leur oppresseur, il leur suffisait de voir le mépris, la brutalité et le cynisme avec lesquels s'étalait au grand jour ce banditisme international. A supposer que de pareilles iniquités nous épargnassent quelques embarras pour le présent, que nous préparaient-elles pour l'avenir? Quels sentiments pouvaient-elles faire naître chez les peuples que nous

1. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire.*

exploitions après les avoir humiliés? et quelles haines implacables ne devaient-elles pas laisser chez ces souverains, ces hommes d'État si cruellement blessés? Le *prince* de Machiavel eût peut-être été aussi impitoyable envers eux, mais après en avoir fait des ennemis, il ne les eût pas laissé vivre. Il fallait ou l'imiter jusqu'au bout ou ne pas se faire son plagiaire. Oui, cette politique économisait l'argent de la France, mais à quel prix? au prix de son honneur, au prix de son renom de courtoisie et de générosité, au prix de sa popularité parmi les nations, au prix du prestige que lui avaient valu dans le monde les principes nobles, humains, désintéressés de sa révolution. La prodigalité la plus effrénée eût été moins ruineuse et moins funeste qu'une pareille économie. Le *Moniteur* dénonçait chaque matin « l'infernal génie » de l'Angleterre et les moyens *honteux* qu'elle employait pour nous créer des ennemis en Europe. Honteux ou non, elle avait à cet égard un système qui différait beaucoup du nôtre. Notre politique consistait à extorquer aux gouvernements étrangers le plus d'argent que nous pouvions; la sienne consistait à leur en offrir et à leur en donner. On peut l'en blâmer ou l'en absoudre, mais il était impossible qu'à la longue les peuples ne fussent pas frappés de la différence de ces deux procédés, et dans un sens qui ne devait pas nous être favorable.

[redacted]

CHAPITRE II.

LA MÉDIATION RUSSE. — POLÉMIQUE CONTRE L'ANGLETERRE. — RÉORGANISATION DE L'INSTITUT.

La prépondérance extraordinaire que s'arrogeait la France depuis quelques années avait causé beaucoup d'alarmes aux puissances; notre prise d'armes contre l'Angleterre leur donna de grands avantages contre nous. Bonaparte parut sentir la nécessité de les ménager; il poussa d'abord les égards jusqu'à la flatterie, surtout envers la Prusse et la Russie. Mais ses démonstrations n'avaient au fond qu'un but, c'était de les entraîner dans une ligue contre l'Angleterre, car l'idée fixe au service de laquelle il devait dépenser tant de trésors et tant de sang, l'absurde et stérile idée fixe de frapper l'Angleterre en lui fermant le continent, c'est-à-dire en l'armant tout entier contre nous, s'était déjà emparée de son esprit jusqu'à en troubler la lucidité. Au début, connaissant la jeunesse, l'inexpérience et la vanité d'Alexandre, son ambition de jouer un grand rôle, et préoccupé de la nécessité de gagner du temps pour sauver notre marine, il n'avait pas hésité à lui proposer l'arbitrage du démêlé entre la France et l'Angleterre, dans l'espoir de le

gagner si l'Angleterre n'acceptait pas, de le jouer comme à Ratisbonne si elle consentait. Ce qui autorise cette conjecture, c'est qu'il offrait des conditions qu'il avait toujours repoussées jusque-là et dont il n'a pas voulu entendre parler plus tard. Il admettait à peu près tous les points stipulés dans l'ultimatum de lord Whitworth, la cession de Lampédouse à l'Angleterre, l'évacuation de la Suisse et de la Hollande, l'indemnité pour le roi de Piémont, mais il avait grand soin d'y ajouter une clause dont il savait que l'Angleterre ne voulait à aucun prix, la cessation immédiate des hostilités [1]. Cette puissance qui ne s'était décidée à faire la guerre qu'après de longues hésitations mais qui voulait maintenant la faire décisive, n'avait garde d'accepter un arbitrage sans appel et dans lequel elle avait tant de raisons de craindre un piége, mais elle se déclara prête à accepter une médiation, pourvu que la négociation portât « sur tous les différends qui avaient donné lieu à la guerre entre la France et l'Angleterre. »

Alexandre désirait sincèrement maintenir la paix de l'Europe; son ambition de souverain n'excluait pas des passions généreuses et élevées, qui lui donnaient souvent les apparences du don quichottisme; il avait toutefois assez de finesse pour deviner le calcul qui avait inspiré la démarche du Premier Consul. Il voyait bien en outre qu'en lui déférant ce suprême arbitrage, on semblait le considérer lui-même comme n'ayant aucun intérêt dans la question, et comme étranger aux querelles de l'Europe. Bonaparte s'était

1. A la date du 18 juin 1803.

[redacted]

en effet flatté de neutraliser la Russie au prix de ce vain titre de puissance médiatrice, et d'une suprématie tolérée sur la république des Sept Iles. C'eût été acheter à bon marché la complaisance et les services d'Alexandre. Mais c'était un peu trop compter sur son ingénuité; et ce prince sut déjouer cette façon adroite de le mettre hors du débat, de lui ôter la pensée d'y intervenir pour son propre compte. Si l'on se rappelle que la Russie n'avait jamais cessé d'intercéder auprès de notre diplomatie en faveur de ses clients de Naples, de Piémont et d'Allemagne, que nous lui avions toujours répondu par de fausses promesses ou par des fins de non recevoir, on n'aura pas de peine à concevoir qu'elle avait trop de griefs communs avec l'Angleterre pour s'irriter beaucoup du refus de cette puissance de se soumettre à un arrêt arbitraire et sans appel, qui ne devait trancher qu'une partie des questions engagées dans le débat. Non-seulement Alexandre ne se brouilla pas avec l'Angleterre comme le Premier Consul l'espérait, mais il renouvela en son propre nom ses anciennes réclamations, et protesta avec vivacité contre l'occupation du Hanovre et la nouvelle expédition dirigée contre Naples.

La Russie était représentée à Paris par M. de Markoff, diplomate hautain, fort peu conciliant, mais esprit très-pénétrant, dévoué aux intérêts de son pays, et qui avait vu avec regret et humiliation la duperie dont son souverain avait été l'objet lors de la médiation germanique. Au lieu de chercher à adoucir et à atténuer les représentations dont il était chargé, Markoff les accentua de la façon la plus énergique; il se sentait fort du mécontentement de sa nation contre la

[illegible] plusieurs occasions il ne craignit pas [illegible] le Czar il y avait les Russes, affir-[illegible] la fin tragique de Paul Ier donnait [illegible]. L'irritation de Bonaparte en pré-[illegible] attitude de la Russie fut d'autant plus [illegible] s'y attendait moins de la part d'Alexan-[illegible] jeunes gens qui étaient alors ses amis et ses [illegible]illers. Incapable de dissimuler son dépit, il s'en [illegible] à Markoff, renouvela à son égard les avanies [illegible] avait fait subir à lord Whitworth, et finit par le [illegible] directement à Alexandre comme « se mêlant [illegible]quemment et d'une façon désagréable des intrigues [illegible] pays[1] » ce qui lui donnait le droit de demander le rappel de ce « *polisson*[2]. » Malgré cette mauvaise humeur réciproque, la Russie persista à offrir non plus son arbitrage mais sa médiation.

Elle soumit vers le milieu du mois d'août au gouvernement français un aperçu général des concessions qu'elle jugeait propres à amener une réconciliation entre les parties belligérantes. Mais le Premier Consul qui avait invoqué l'arbitrage ne voulait plus entendre parler de la médiation, et les conditions qu'il avait lui-même mises en avant, dans le but unique d'obtenir une suspension d'armes et d'entraîner la Russie, lui paraissaient maintenant d'une *absurdité* choquante. Il exprima ses idées à cet égard dans une série de communications dont le désordre et l'incohérence trahissent le trouble de son esprit[3]. Il ne veut

1. Bonaparte à Alexandre, 29 juillet 1803.
2. A Talleyrand, 23 août.
3. Elles consistent dans deux lettres suivies de deux annexes très-prolixes, adressées à Talleyrand (23 août 1803).

[redacted]

plus à aucun prix consentir à cette cession de Lampédouse qu'il proposait deux mois auparavant; il refuse de traiter avec l'Angleterre des affaires du continent; il est tout prêt à évacuer la Hollande et la Suisse, mais *il ne stipulera jamais cette clause dans un article*. Quant aux indemnités demandées pour le roi de Sardaigne, il n'y consentira « que si l'Angleterre rend Ceylan à la Hollande ou la Trinité à l'Espagne. » Il va jusqu'à dire qu'il ne menace ni ne gêne en rien la neutralité des petits États; s'il y a fait entrer ses troupes, c'est uniquement « parce que l'Angleterre a gardé Malte et violé l'indépendance germanique[1]. » Ces propositions, les seules qui se détachent nettement au milieu d'un flot de déclamations, peuvent faire juger du degré de bonne foi qu'il apportait dans le débat, et des arrière-pensées qui lui avaient dicté sa demande d'arbitrage. Elles mirent fin à la médiation russe; mais cet avortement laissa à Alexandre quelque chose de plus que le souvenir d'une déconvenue; car il avait échoué pour son propre compte aussi bien que pour celui de l'Angleterre.

Le résultat fut presque le même avec la Prusse qui avait pourtant beaucoup de raisons d'être moins susceptible que la Russie. Loin d'être animée contre nous de sentiments agressifs, cette puissance nous avait toujours témoigné les dispositions les plus amicales. Particulièrement désireuse d'être agréable au Premier Consul, elle lui avait donné récemment une marque non équivoque de son bon vouloir, en se chargeant de négocier pour lui une sorte d'abdication de la maison

1. Première *annexe*.

de Bourbon en sa faveur, moyennant une somme de quelques millions, proposition que Louis XVIII repoussa avec beaucoup de noblesse et de hauteur, et que Bonaparte se hâta de désavouer aussitôt qu'il en connut l'insuccès et le pitoyable effet[1]. La Prusse avait vu avec une satisfaction nullement dissimulée les coups que nous avions portés à l'Autriche; elle avait profité avec son avidité déjà proverbiale des pertes qu'avait subies la vieille organisation germanique; elle s'était depuis longtemps fait de la neutralité un système dont elle espérait tôt ou tard recueillir de grands avantages. Mais depuis que notre armée s'était emparée du Hanovre, depuis que nous avions mis la main sur le port de Cuxhaven qui appartenait au territoire de Hambourg, depuis que nous menacions ouvertement pour le punir de quelques démonstrations inoffensives, le Danemark, un de ces États maritimes qui étaient censés gémir le plus sous la tyrannie des mers, la Prusse avait commencé à perdre un peu de sa sécurité et donnait des signes évidents d'inquiétude.

Le blocus que les Anglais établirent à l'embouchure de l'Elbe et du Weser, pour punir l'Empire germanique de n'avoir pas défendu la neutralité du Hanovre comme c'était son devoir, les plaintes des commerçants ruinés, les alarmes des petits États allemands, les remontrances de la Russie mécontente, avaient mis le comble aux perplexités de la Prusse. Il eût été d'une bonne politique de les dissi-

1. La négociation eut lieu par l'entremise du président de Meyer, en février 1803; elle ne fut connue du public qu'au mois de juillet suivant, par un article du *Morning-Chronicle*.

[redacted]

per. Une telle puissance, jeune, remuante, ambitieuse, partagée entre ses craintes et ses convoitises, était pour Bonaparte s'il eût voulu la ménager, le plus précieux des auxiliaires dans l'état actuel de l'Europe. Sa neutralité seule suffisait pour tenir une coalition continentale en échec. Elle s'offrit à garantir non-seulement la sienne propre, mais celle de l'Allemagne; pour récompense de sa bonne volonté, elle demandait bien peu de chose, l'évacuation du port de Cuxhaven que nous venions de prendre aux Hambourgeois contre tout droit, et une réduction au minimum nécessaire de notre armée d'occupation dans le Hanovre. Ces offres si modérées du roi de Prusse furent apportées au Premier Consul à Bruxelles, par Lombard, le secrétaire du cabinet prussien, partisan très-décidé de notre influence ainsi que le comte d'Haugwitz son patron. Malheureusement Bonaparte, ici comme avec la Russie, voulait tout ou rien; il n'avait que faire de la neutralité de la Prusse, il lui fallait son alliance et sa coopération active dans la guerre. Il répondit à ses avances par une contre-proposition contenant la promesse de la cession du Hanovre en échange d'un traité d'alliance offensive et défensive. Mais quelque séduisante que fût pour la Prusse la perspective de l'acquisition du Hanovre, l'engagement qu'on lui demandait était beaucoup trop illimité, trop absolu, et surtout trop compromettant eu égard aux intérêts de tout genre qu'elle avait à ménager, soit en Allemagne, soit en Europe, pour tenter sa prudence ou ébranler son indécision. Un parti considérable s'était d'ailleurs formé dans son sein, pour y combattre notre politique et dénoncer les dangers de la

prépondérance française. Elle refusa nos offres, sans cesser toutefois de renouveler ses doléances. Jusqu'à la fin de 1803, elle continua à nous proposer la garantie de la neutralité germanique en échange d'une complète évacuation du Hanovre, et le gouvernement français persista dans ses refus. Ainsi la seule puissance qui fût bien disposée pour nous en Europe, celle que sa position, ses antécédents, ses intérêts bien ou mal compris rendaient en quelque sorte solidaire de la France, fut peu à peu amenée à un état de froideur et presque d'hostilité à notre égard par des exigences aussi injustes qu'inopportunes.

Cette situation inquiétante du continent, si paisible à la surface et au fond si profondément troublé, était faite ce semble pour refroidir nos ardeurs conquérantes. Tous les éléments d'une grande coalition européenne étaient prêts, elle n'attendait qu'une occasion pour se former; les grandes puissances étaient jalouses et irritées, les petits États tremblaient devant nous en invoquant tout bas un libérateur, et parmi tant de sujets, nous n'avions plus un seul allié : à ne considérer les choses qu'au point de vue du succès et de la prudence, il y avait là de quoi faire naître des doutes sur l'opportunité d'une expédition d'Angleterre, car en mettant les choses au mieux et en supposant notre armée débarquée par miracle au delà du détroit, pour peu que la nation anglaise eût l'idée de prolonger sa résistance, comme il était assez naturel de le craindre, la France allait se trouver découverte et à la merci de ses nombreux ennemis. Ces considérations ne pouvaient échapper à l'esprit pénétrant de Bonaparte, mais il était déjà trop enivré de sa toute-puissance

[redacted]

pour paraître reculer après tant de bruyantes forfanteries. Il était de retour à Paris depuis le 15 août, après un voyage qui n'avait été qu'une longue ovation. Partout on l'avait acclamé comme le « vainqueur de l'Angleterre » et partout il avait accepté, avec son impassible assurance, ces félicitations un peu anticipées. A Anvers, le président du conseil général des deux Nèthes l'avait salué du nom de « *Napoléon le Grand*, » manifestation qui, on peut le croire, ne fut pas absolument spontanée, car la gradation d'honneurs et de flatteries qu'elle couronnait, était trop savante pour avoir été inspirée par le seul enthousiasme. A Rome, le mot *maximus* était celui qui précédait immédiatement le mot *imperator*. Il fallait que ce mot eût été prononcé pour que Séguier pût lui dire en le complimentant lors de son retour à Paris : « Les magistrats *sont fiers d'apporter à vos pieds* le tribut de leurs cœurs. »

Celui qui encourageait de telles paroles au sein d'un État encore républicain de nom, et qui brûlait d'impatience de consommer tous les changements qu'elles annonçaient, ne pouvait revenir en arrière sans diminuer le prestige auquel il tenait le plus, celui de sa force et de sa supériorité militaire, et par suite sans exposer ses projets les plus chers à de nouveaux ajournements. Pour faire ce dernier pas vers le pouvoir suprême, pour saisir cette couronne tant convoitée, il lui fallait soit de grands succès qui lui permissent de réclamer une pareille récompense, soit une crise qui lui offrît un prétexte pour invoquer le salut public. Il s'efforçait en conséquence de maintenir le pays dans cet état de fièvre qui prépare les esprits

aux grands événements. Il activait les apprêts de son *invincible armada*, concentrait peu à peu ses bâtiments dans les bassins de Boulogne, hérissait nos côtes de canons pour tenir les Anglais à distance, fanatisait ses troupes par ses excitations en même temps qu'il les disciplinait par de continuels exercices.

Le *Moniteur* reprit la polémique contre l'Angleterre avec un redoublement de haine et de violence. Cette fois il n'était plus permis de s'y tromper, Bonaparte n'était plus seulement l'inspirateur, mais le plus souvent l'auteur de ces manifestes injurieux qui ont été en partie conservés parmi ses œuvres.

Ces invectives, dont le ton rappelle assez fidèlement celui des polémiques jacobines — car Bonaparte ne put jamais se défaire complétement de ce style pour l'avoir trop longtemps pratiqué — étaient d'ordinaire des réponses à des articles extraits des journaux anglais, souvent même elles n'étaient que de simples notes jetées au bas de la page, mais leur accent péremptoire et provoquant formait une complète dissonance avec les allures composées du journal officiel et trahissait la main du maître. Ces curieux factums commençaient assez souvent sur un ton de modération et de haute impartialité des plus édifiants, mais bientôt le tempérament reprenait le dessus, et il était rare qu'ils ne finissent pas par un torrent d'insultes. Le *Morning-Post* ayant avancé dans un de ses numéros que jamais le peuple anglais n'avait montré autant de vigueur, d'unanimité, d'esprit public et de zèle pour la défense nationale, ce qui est un fait rigoureusement historique, le *Moniteur* s'empressa de relever cette affirmation qui ne pouvait être de son goût : « Vous

[redacted]

aviez en Europe, dit-il, la réputation d'une nation sage, mais vous avez bien dégénéré de vos pères! Tous vos discours inspirent sur le continent le mépris et la pitié.... *L'état de maladie de votre roi s'est communiqué à la nation entière*. Jamais peuple n'a été entraîné si rapidement par cet esprit de vertige qui se manifeste chez les peuples quand Dieu le permet. » Comme preuve de cet état de folie et d'insanité, il leur citait le blocus de l'Elbe et du Weser qui avait selon lui compromis l'intérêt de *leur commerce et de leurs manufactures*, auquel visiblement ils n'entendaient plus rien. Il leur reprochait ensuite comme un autre trait d'aveuglement leur levée en masse, « la plus funeste des extrémités auxquelles puisse être réduite une nation. Vous nous menacez, ajoutait-il, de M. Pitt, de lord Whitworth, que vous faites colonels, et votre roi exerce à cheval sa troupe afin de lui communiquer cette ardeur guerrière et cette expérience qu'il a acquises dans tant de combats!!.. »

Quelle que fût l'inexpérience de ces soldats improvisés, il était évident que la levée en masse déplaisait à Bonaparte, et en cela le sarcasme n'était pas heureux. La situation de l'Irlande lui fournissait un argument plus solide et plus juste. L'insurrection de Robert Emmett et de Thomas Russell, encouragée et préparée en partie par le gouvernement français, venait d'échouer misérablement dans ce malheureux pays (en juillet 1803). Les conjurés forcés d'agir prématurément, par suite de l'explosion d'un magasin à poudre, avaient été dispersés, puis arrêtés après une lutte insignifiante; ils n'avaient pu qu'honorer leur cause par la noblesse et la fermeté de leur attitude dans

le procès qui aboutit à leur condamnation. On se rappelle que Pitt avait quitté le ministère, pour avoir tenté, contre la volonté d'un roi bigot et obstiné, de relever les catholiques irlandais de leurs incapacités civiles et politiques. L'insurrection qui était venue justifier la prévoyance du ministre avait confirmé le roi Georges III dans son absurde résistance. Le reproche adressé à l'Angleterre au sujet des Irlandais était donc juste, même dans la bouche de Bonaparte, et bien qu'il eût déjà fait autour de lui plusieurs Irlandes, mais il le faussait par la ridicule exagération avec laquelle il l'exprimait. Feignant de croire que les Irlandais n'avaient pas le libre exercice de leur religion, parce qu'elle n'y jouissait pas de tous les privilèges accordés à l'Église anglicane : « Vous savez bien pourtant, s'écriait-il, que la chose la plus sacrée parmi les hommes, c'est la conscience, et que l'homme a une voix secrète qui lui crie que rien ne peut *l'obliger à croire ce qu'il ne croit pas*. La plus horrible de toutes les tyrannies est *celle qui oblige les dix-huit vingtièmes d'une nation à embrasser une religion contraire à leur croyance*, sous peine de ne pouvoir ni exercer les droits de citoyen ni posséder aucun bien.... Ils étaient dépourvus de toute pudeur ces hommes qui ont brigué la honte de succéder aux Pitt et aux Grenville aux conditions imposées par un prince malade, sans foi, qui dans le siècle où nous sommes *a rétabli les lois des Néron et des Domitien, et persécuté comme eux l'Église catholique!* Ils n'ont pas trouvé cet exemple dans votre histoire ; vos pères avaient plus de vertu, plus de respect national. Quel est donc le sort que le *destin* vous a préparé ? Il échappe aux calculs de toute intelligence

[redacted]

humaine... Le ciel ne donne aux nations des princes vicieux ou aliénés que pour châtier et abaisser leur orgueil[1]. »

Dans cette longue diatribe, le général écrivain abusait quelque peu d'un fait après tout fort honorable pour la nation anglaise et surtout pour ses institutions. Le roi Georges III avait été à plusieurs reprises, pendant le cours d'un règne déjà long, frappé d'aliénation mentale sans que les affaires publiques en eussent ressenti le moindre inconvénient. Au moment où elles étaient le plus prospères ou le plus embrouillées, le public apprenait à l'improviste que le roi avait eu une rechute et qu'on lui avait mis la camisole de force, et il n'en était pas plus ému, preuve évidente s'il en fut jamais, que la nation se gouvernait elle-même et que le souverain n'y était pas tout. Qu'on se demande ce qui serait advenu en France à la même époque, si le Premier Consul y avait éprouvé un semblable accident! De quel prix ne devions-nous pas payer plus tard la démence beaucoup moins caractérisée, mais beaucoup plus dangereuse qui le conduisit à Moscou? Il y avait donc à la fois mauvais goût et maladresse à exploiter contre l'Angleterre une circonstance glorieuse pour elle. Il n'était ni généreux ni noble de relever un fait pénible, indépendant de toute volonté humaine et affligeant même pour des ennemis; mais c'était la récrimination à laquelle le *Moniteur* revenait le plus volontiers et le plus fréquemment. « Pourquoi sommes-nous en guerre? répondait-il vers le même temps à un pamphlet anglais; parce que le peuple

1. *Moniteur* du 13 octobre 1803.

n'avait pour diriger ses affaires qu'*un roi fou* et un premier ministre qui a le caractère d'*une vieille gouvernante*[1] ! »

On ne se contentait pas de ces basses insultes, on y joignait les plus sinistres prédictions, et le journal officiel ne se lassait pas de prophétiser la ruine et l'humiliation de l'Angleterre. Il lui annonçait toutes les convulsions que nous avions éprouvées pendant la tourmente révolutionnaire. Dans leur levée en masse, disait-il, les propriétaires anglais *n'ont eu d'autre objet en vue que la conservation des trésors qu'ils disent menacés par les sans-culottes français*; de là l'indifférence des sans-culottes anglais au milieu de ce prétendu mouvement national, et bientôt sans doute leur révolte contre leurs maîtres. Ceux-ci figuraient seuls dans les levées de volontaires ; le peuple se gardait bien de s'y laisser enrégimenter ; on aurait donc bon marché de cette armée de parade : « si les légions de César ajustent aux visages, gare que cette belle troupe ne s'occupe bientôt de pourvoir à sa sûreté individuelle ! » Ces rassurantes prophéties étaient confirmées par des notes qui étaient censées émaner de voyageurs ou de prisonniers français retenus en Angleterre, et dépeignaient comme imminente dans ce pays la révolte du pauvre contre le riche. Maintenant que le pauvre était armé, cette guerre sociale devenait inévitable[2].

Aux prédictions se joignirent bientôt les présages. Le Premier Consul étant reparti pour Boulogne vers

1. Voir, entre autres, le *Moniteur* des 10, 20 et 22 novembre 1803.
2. *Moniteur* du 10 novembre 1803.

[redacted]

le commencement du mois de novembre, le *Moniteur* imprima gravement la correspondance suivante quelques jours après son départ :

« On a remarqué *comme des présages*, qu'en creusant ici *pour établir le campement du Premier Consul*, on a trouvé une hache d'armes qui paraît avoir appartenu à l'armée romaine qui envahit l'Angleterre. » Le fait était en effet singulier, mais après tout il n'avait rien que de fort possible. Mais un événement analogue s'était passé au même moment à Ambleteuse, et cette fois encore c'était à l'occasion du campement du Premier Consul : « On a trouvé aussi, ajoutait la note, à Ambleteuse, en travaillant *à placer la tente du Premier Consul*, des médailles de Guillaume le Conquérant. Il faut convenir que ces circonstances *sont au moins bizarres*; et elles paraissent plus singulières encore si on se rappelle que lorsque Bonaparte visita les ruines de Péluse, en Égypte, il y *trouva un camée de Jules César*[1]. »

Et tout ce merveilleux était daté de Boulogne, *le dix-huit brumaire* ! On voit par là que si Bonaparte croyait au fatalisme, il possédait aussi l'art de s'en servir, et savait à l'occasion faire parler le Destin. Le correspondant du *Moniteur* négligeait d'ajouter que ces médailles de Guillaume étaient commémoratives de la conquête ; c'était de la modération de sa part. En ce qui concerne le camée de Péluse, la vérité avait été quelque peu embellie. D'abord il n'était pas de César mais d'Auguste, et ensuite il n'avait pas été trouvé par Bonaparte, mais par un savant attaché à l'expédition, ce

1. *Moniteur* du 12 novembre.

[redacted]

qui n'avait plus rien de surnaturel. Quand on examine de près par quels moyens misérables on réussit à s'emparer des imaginations, à faire croire à son étoile et à se faire appeler l'homme du destin, on prend l'humanité en dégoût, et l'on ne saurait dire qui l'on méprise le plus ou de celui qui s'est abaissé à de si grossières jongleries, ou de ceux qui ont pu en être dupes.

Parmi tous les moyens propres à exciter l'imagination des hommes, il n'y en avait plus qu'un qui n'eût pas été mis en œuvre : c'était la poésie, inspiration venue du ciel comme les oracles, mais qu'il était moins facile de faire bien parler. Ç'a été particulièrement le désespoir de Bonaparte de n'avoir jamais réussi à mettre la main sur un grand poëte, pour lui faire chanter ses exploits et réveiller à l'occasion l'ardeur guerrière de la nation. Il n'avait en matière d'art et de littérature qu'un goût des plus discutables, car sa passion même pour Ossian n'avait été qu'une affectation imaginée à l'époque où il jouait au héros de désintéressement; mais il sentait qu'il y avait là une grande force; et c'est à ce titre qu'il eût voulu utiliser la poésie. Il eût volontiers enrôlé dans son armée une cohorte de poëtes, qui eussent été quelque chose comme des tambours d'un ordre tout à fait supérieur. Mais la fortune lui refusa toujours cette faveur; il s'étonnait lui-même de ne pouvoir inspirer que des Tyrtées de bas étage, et il avait coutume de se plaindre amèrement de cette injustice du sort. Jamais il ne lui vint à l'esprit que de l'argent et de bonnes places ne fussent pas un attrait suffisant pour faire créer des chefs-d'œuvre. Il éprouva cependant d'assez bonne

[redacted]

heure l'inefficacité de cette méthode, pour réformer ses idées à cet égard. A l'occasion du renouvellement de la guerre, un appel général fut adressé à tous les rimeurs en disponibilité, et des récompenses furent promises à ceux qui se distingueraient le plus dans ce concours d'outrages et d'imprécations ouvert contre l'Angleterre. Mais le résultat ne répondit pas à l'attente du Premier Consul. Il est difficile d'imaginer quelque chose de plus plat, de plus morne et de plus lamentable que ces productions écloses sous l'œil d'une police tutélaire. Le journal officiel publia une série de ces poëmes, vers la même époque où il annonça l'exposition de la tapisserie de Bayeux et commenta à sa façon cette illustration des exploits de Guillaume. Ces poëmes étaient d'une inspiration tellement pauvre et piteuse qu'ils avaient de quoi dégoûter à tout jamais le public des passions qu'on voulait lui inspirer, si le public les avait lus. Lebrun-Pindare ouvrit la marche par une *ode nationale*, composition des plus grotesques dans laquelle il dépeignait tous les fleuves de la terre poussés à bout par les procédés de la *Tamise*, venant crier vengeance contre elle au tribunal de *Neptune*. Le morceau principal était un discours de la *Seine*, dans lequel la *Tamise*, sa perfidie et son arrogance étaient appréciées à leur juste valeur et dénoncées à l'indignation du genre humain. La pièce se terminait par une prédiction où la ville de Londres était fort maltraitée :

« Tremble, *nouvelle Tyr*, un nouvel Alexandre
« Sur l'onde où tu régnais va disperser ta cendre,
« Ton nom même n'est plus[1] ! »

1. *Moniteur* du 30 août.

Cette ode avait été payée trois mille francs à Lebrun qui était déjà pensionné comme *poeta cesareo*. On pouvait s'attendre à avoir pour ce prix des vers de meilleure qualité.

On eut ensuite la « *poésie sur la Descente,* » par Crouzet, autre versificateur du temps[1], et une multitude d'autres élucubrations du genre noble, dont la monotonie était égayée parfois par des pièces en style plaisant, afin qu'il y en eût pour tous les goûts. Mais la gaieté stipendiée était encore plus triste que l'enthousiasme *par ordre*; elle tournait tout à fait au lugubre. On ne trouverait dans aucune littérature un morceau aussi nauséabond et aussi accablant pour l'esprit, que le poëme drôlatique en quatre chants sur les *Goddam* par un *French dog*, et occupant *dix colonnes du Moniteur*, qui eut pour mission de mettre les rieurs de notre côté et de nous gagner les sympathies des loustics européens[2]. De telles productions n'étaient guère plus propres à stimuler l'humeur belliqueuse de la nation qu'à assurer à celui qui les payait le titre traditionnel de protecteur des lettres. Les lettres n'étaient alors que trop protégées et c'est justement là ce qui les tuait. S'il arrivait en effet par une sorte de miracle, qu'il se produisît quelque œuvre spontanée, si misérable qu'elle fût, en dehors de l'inspiration officielle, c'était aussitôt un cri d'alarme et de suspicion, et le malheureux auteur était signalé, menacé, comme s'il avait empiété sur les droits les plus sacrés de l'État. Un inconnu ayant écrit, sans être payé pour cela, ce qui parut

1. *Moniteur* du 25 décembre.
2. *Moniteur* du 26 décembre.

[redacted]

prodigieusement suspect, quelques couplets intitulés : *Invitation à partir pour l'Angleterre*, Bonaparte écrit aussitôt au grand juge Régnier :

« *Il est convenable de connaître l'auteur de cette chanson. Quoiqu'elle paraisse faite dans des intentions louables, l'autorité de la police ne doit être étrangère à aucun mouvement*[1]. » Etrangère à aucun mouvement! Quoi! pas même au mouvement d'un rimailleur composant une chanson ? Ainsi la police était, dès cet âge d'or du Consulat, le collaborateur obligé des écrivains, et l'on cherche la cause de l'épuisement et de la nullité de cette littérature ! Il n'y a jamais eu de grande époque littéraire sans une entière indépendance de l'esprit. On pourrait prouver que même sous Louis XIV, du moins pendant la période ascendante de sa fortune, les auteurs écrivaient conformément à leur manière de sentir et de penser, et les lettres commencèrent à décliner aussitôt que cette liberté leur manqua. Tout régime de compression amène fatalement le règne du convenu, de la déclamation et du mensonge. L'inspiration cède la place à la rhétorique et il n'y a plus de publicité que pour les sophistes et les arrangeurs de mots. Le mal est encore plus sensible si le temps dont il s'agit est une époque philosophique, c'est-à-dire pouvant moins que toute autre se passer de liberté de penser. Un tel régime équivaut pour elle à un complet anéantissement. Dans les lettres et la philosophie, comme dans la religion, Bonaparte ne vit jamais qu'une dépendance et un instrument de l'administration. C'est pourquoi il n'eut jamais qu'une littérature policière.

1. Note de Bonaparte, adressée au grand juge, 14 octobre 1803.

[redacted]

En même temps que l'on prodiguait les encouragements à la presse vénale et aux écrivains mercenaires, on n'avait que des persécutions pour les glorieux esprits qui devaient rester le seul honneur de cette époque déshéritée. Napoléon a souvent répété après sa chute que si Corneille avait vécu de son temps il l'aurait fait prince : tant que dura son règne il n'eut que des outrages et des ordres d'exil pour tous ceux qui montrèrent dans leurs écrits quelque étincelle de ce mâle et fier génie. Chateaubriand avait prodigué les adulations au « restaurateur des autels » et n'avait par conséquent rien fait encore pour mériter sa haine : on crut lui donner une récompense éclatante en employant ses talents dans un poste en sous-ordre auprès de la cour romaine. Mais Benjamin Constant, Daunou et Chénier avaient été chassés du tribunat et ne pouvaient pas plus écrire que parler. Mme de Staël venait de subir un exil de deux ans pour quelques propos de salons. Espérant se faire oublier à force de prudence et de modération, elle rentra en France à la dérobée et vint se réfugier non à Paris, mais à la campagne, à dix lieues de là, chez une de ses amies, près de Beaumont-sur-Oise. Elle n'y était pas depuis un mois qu'on lui signifia brutalement l'ordre de s'éloigner de nouveau : « Faites-lui connaître, écrit Bonaparte au grand juge, que si dans cinq jours elle se trouve là, elle sera reconduite à la frontière *par la gendarmerie*. L'arrivée de cette femme, comme celle d'un *oiseau de mauvais augure*, a toujours été le signal de quelque trouble. Mon intention n'est pas qu'elle reste en France[1]. »

1. Bonaparte à Régnier, 3 octobre 1803.

[redacted]

Voilà comment l'homme qui devait être plus tard le sensible philanthrope de Sainte-Hélène, se croyait le droit de traiter une femme de génie dont le nom vivra aussi longtemps que notre langue et dont le seul tort était d'aimer la liberté et d'avoir une âme fière. En revanche il pensionnait Mme de Genlis, dont le très-médiocre esprit façonné de longue date aux habitudes de la haute domesticité, n'avait pour lui que des adulations. Des mesures d'un caractère plus général vinrent compléter l'effet de ces rigueurs en leur donnant toute la portée d'un système. Des persécutions individuelles peuvent se ralentir, mais une institution demeure; la plus marquante de ces mesures fut la *réorganisation* de l'Institut. On a déjà vu ce que Bonaparte entendait par réorganisation; c'était avec ce mot remplacé parfois par celui d'épuration, qu'il avait tué tout ce qui avait dans l'État une ombre d'indépendance et de vitalité. La réorganisation de l'Institut n'avait pas d'autre but que la suppression de la classe des *sciences morales et politiques*, dernier asile de ce qu'il appelait l'idéologie, c'est à-dire de la libre discussion appliquée à un ordre d'idées qui lui était odieux. *Morales et politiques?* Qu'entendait-on par ces expressions malsonnantes? que la politique avait quelque chose à démêler avec la morale? Et par ce mot de *science?* qu'elle admît des *principes*, c'est-à-dire des droits et des devoirs? qu'il y eût des vérités éternelles en dehors des faits et au-dessus des atteintes de la force brutale? Il était urgent de ne plus laisser s'accréditer des erreurs si dangereuses et de disperser cette espèce de *tribunat* philosophique. Cette classe factieuse fut en conséquence supprimée; et on ne laissa

subsister à l'Institut que les quatre classes comprenant les différentes sciences positives, les beaux-arts, la littérature et enfin l'histoire, science suspecte qu'on avait bannie de l'enseignement et qu'on s'abstint de proscrire tout à fait par un respect mal entendu pour les préjugés du siècle. Les membres de l'Institut reçurent un traitement de quinze cents francs, qui avait ce semble, moins pour but d'assurer leur existence que de leur rappeler leur valeur relative dans l'État. La création des sénatoreries venait d'ajouter un supplément de vingt-cinq à trente mille francs aux traitements des sénateurs. Il y avait dans ce simple rapprochement de quoi pénétrer les littérateurs et les savants de la modestie de leurs fonctions.

Quarante membres représentaient l'ancienne Académie française au sein du nouvel Institut. On peut s'étonner de ce que Bonaparte qui a tant emprunté à l'ancien régime, n'ait pas songé à rétablir purement et simplement cette académie elle-même. Cette institution ne s'était en effet jamais montrée l'ennemie du despotisme. Formée par la monarchie et pour la monarchie, éminemment favorable à l'esprit d'intrigue, de vanité et de courtisanerie, dépourvue de sérieux et de haute ambition, incapable d'une tâche collective et suivie, étrangère à ces grands travaux poursuivis en commun qui légitiment si glorieusement l'existence des corporations scientifiques, occupée exclusivement de minuties et de futilités qu'elle a l'art d'ennoblir, fatale à l'émulation, qu'elle prétend développer, par les compromis et les calculs qu'elle lui impose, dirigée en toute chose par de petites considérations et dépensant toute son activité dans ces tournois puérils où les

[redacted]

flatteries qu'on a pour autrui ne sont que la rémunération anticipée des compliments qu'on attend pour soi-même, l'Académie française semble avoir reçu de ses fondateurs la mission spéciale de transformer le génie en bel esprit, et l'on pourrait à peine citer un talent qu'elle n'ait pas diminué. Elle a toujours eu quelque chose de ce sénat que rêvait Siéyès; lorsque par hasard elle couronne un homme de génie, c'est pour *l'absorber*, aussitôt qu'elle a pris possession de lui, elle l'énerve, l'endort et l'éteint. Attirée malgré elle vers la politique, elle la recherche et la fuit tour à tour, mais elle en aime surtout les commérages; et lorsqu'elle s'émancipe jusqu'à l'opposition, c'est en gardienne zélée des vieux préjugés. Si l'on examine son influence sur l'esprit national, on reconnaîtra qu'elle lui a donné une souplesse, un brillant et un poli qu'il n'avait pas, mais aux dépens de ses mâles et fortes qualités, aux dépens de son originalité, de sa vivacité prime-sautière, de sa vigueur, de son allure franche et hardie, de ses grâces naïves. Elle l'a discipliné, mais amolli, appauvri et immobilisé. Elle a pour idéal l'agrément, et ferait volontiers de la littérature une dépendance de l'*Art de plaire*. Elle voit dans le goût non le sens du beau, mais un certain type de correction qui n'est qu'une forme élégante de la médiocrité. Elle a substitué la pompe à la grandeur, les procédés d'école à l'inspiration personnelle, la recherche à la simplicité, l'élégance étudiée au naturel, la fadeur et la monotonie des orthodoxies littéraires à la variété, cette source du renouvellement intellectuel, et dans les œuvres nées sous son inspiration on découvre le rhéteur et l'écrivain, jamais l'homme.

Par son esprit, par ses traditions, par tous ses précédents historiques, l'Académie française était faite pour être l'ornement naturel d'une grande société monarchique, le complément indispensable de ses institutions. Richelieu l'avait conçue et créée comme une sorte de centralisation supérieure appliquée aux choses de l'esprit, comme une espèce de haute cour littéraire destinée à maintenir l'unité intellectuelle, à sévir contre les innovations : elle avait justifié sa confiance en condamnant les hérésies du *Cid*, et elle était restée depuis lors la personnification même de la littérature d'État. A tous ces titres l'Académie avait, à plus d'une reprise, attiré l'attention de Bonaparte, qui était fait plus que personne pour apprécier les avantages d'un mandarinat suprême dans tout despotisme bien organisé ; il avait été sur le point de la rétablir dans ses anciens priviléges. Mais les Quarante avaient contre eux une chose que le Premier Consul détestait à l'égal de la liberté, c'était l'esprit. L'esprit frondeur, l'esprit aimable et charmant de la nation française avait eu pendant tout le dix-huitième siècle ses représentants les plus brillants à l'Académie, et l'ancien régime, quelque ombrageux qu'il fût, l'avait non-seulement laissé vivre de bonne grâce, mais comblé de faveurs et de bienfaits. Nos rois par la grâce de Dieu savaient du moins supporter un bon mot, et n'avaient pas l'inquiète susceptibilité des parvenus. Bonaparte qui ne pouvait souffrir l'esprit, cet éternel sceptique, ennemi né de la fausse grandeur, mortel au charlatanisme, et qui le persécutait jusque dans les réunions inoffensives des salons de Paris, n'avait garde de lui rendre l'espèce de cour où il avait

[redacted]

régné avec tant d'éclat. L'Académie réduite au rôle modeste d'une classe de l'Institut, mais ne possédant ni l'utilité de sa nouvelle condition ni le prestige, l'autorité et les agréments de sa situation première, put vivre dans un demi-jour mystérieux en regrettant ses anciens honneurs, mais sans oser recourir à la consolation qui d'ordinaire lui fait supporter ses disgrâces avec une parfaite philosophie, la consolation de l'épigramme.

La réorganisation de l'Institut précéda de peu de temps une autre réorganisation, qu'on pouvait croire consommée après tous les changements qui avaient été déjà introduits dans les prérogatives des assemblées publiques; mais il semble que sous ce rapport, rien ne pût satisfaire Bonaparte jusqu'à ce que, de réorganisation en réorganisation, il les eût complétement anéanties. L'épuration du tribunat semblait avoir épuisé la mesure des améliorations destinées à annuler le Corps législatif. Il n'en était rien pourtant. Le 7 janvier, à l'ouverture de la session de 1804, le gouvernement vint notifier à cette assemblée un sénatus-consulte organique, ayant pour but, disait-on, de lui rendre enfin l'éclat et l'importance qui étaient dus à sa haute mission. Le Premier Consul voulait se mettre désormais en communication directe avec les représentants de la nation; le sénatus-consulte statuait qu'il ferait en personne et avec le plus grand appareil l'ouverture des sessions législatives; il s'y présenterait entouré de douze sénateurs, et mettrait, pour ce jour-là, son gouverneur du palais et sa garde consulaire à la disposition de l'assemblée. Ces immenses concessions, que le gouvernement annonçait comme des-

tinées à ouvrir une ère nouvelle, étaient accompagnées de quelques dispositions de détail qui en précisaient nettement le sens et la portée. Le Premier Consul voulait faire au Corps législatif l'honneur d'élire lui-même son président sur une liste de cinq candidats; il poussait la bonne volonté jusqu'à vouloir aussi nommer les questeurs, et enfin il mettait le comble à ses faveurs en décidant « que, lorsque le gouvernement ferait une communication au Corps législatif, celui-ci pourrait délibérer sa réponse en comité secret. » Afin qu'il n'y eût pas d'équivoque au sujet de cette disposition, Treilhard prit soin de la préciser : « Vous pourrez, dit-il, offrir au gouvernement, *qui vous aura interrogés* (c'est-à-dire lorsqu'il vous aura interrogés!), le tribut entier de vos sentiments et de vos lumières. » Il s'attacha ensuite à démontrer tous les avantages de la nomination du président par le Premier Consul. « Cette nomination serait plus solennelle, les fonctions de président plus durables, sa dignité plus imposante. » Boissy d'Anglas remercia le gouvernement de tant de bienfaits, quoique ses collègues fussent en réalité fort peu charmés; mais le résultat le plus clair de ces belles paroles fut la nomination de Fontanes, qui n'était nullement agréable à la majorité du Corps législatif, et n'avait eu que 88 voix sur 239 votants. Le nouveau président se hâta de témoigner sa reconnaissance en saluant l'avénement d'un temps meilleur pour nos assemblées publiques : « La liberté, s'écria-t-il dans une sorte de transport, revient dans les assemblées nationales sous les auspices de la raison et de l'expérience[1] ! »

1. Séance du 12 janvier 1804. *Archives parlementaires.*

[redacted]

Cette mesure était le préliminaire obligé de la complète suppression du tribunat, qui n'était encore que projetée. Bonaparte s'en expliqua très-catégoriquement au sein du conseil d'État. Le tribunat n'était qu'un rouage inutile, quand il n'était pas dangereux; il devait être réuni au Corps législatif, qui lui-même n'aurait à voter que l'impôt et les lois civiles. Il n'avait pas à s'occuper de politique, le gouvernement étant le seul véritable représentant de la nation. Le Sénat devait pleinement suffire au surplus de la besogne législative. Des sessions d'un mois ou six semaines au plus étaient tout ce qu'il fallait au Corps législatif[1].

Ainsi allait, se resserrant sans cesse, cette terrible simplification du despotisme, qui tue tout autour de lui sans s'apercevoir jamais qu'il s'isole et ruine ses propres appuis. Un autre sénatus-consulte venait de simplifier la justice, en suspendant le jury dans huit départements, selon la faculté créée par la fameuse loi sur les *tribunaux spéciaux*. Le grand juge laissa entrevoir, dans un discours adressé à la Cour de cassation, que cette mesure serait tôt ou tard généralisée et étendue à la France entière. Muraire présenta, dans la même circonstance, le tableau des améliorations à introduire dans la législation, et flétrit, sans aucun ménagement, l'indulgence dont le jury avait cru devoir user en certaines occasions : « Les tribunaux criminels, dit-il, ont prononcé, en faveur de quelques grands coupables, des absolutions inattendues; mais *elles doivent être rejetées sur la pusillanimité, l'ignorance et la prévarication du jury*[2] *!* »

1. Thibaudeau, *Mémoires d'un conseiller d'État.*
2. *Moniteur* du 28 septembre 1803.

Que penser des garanties et de l'indépendance d'une justice que le gouvernement pouvait malmener d'une façon aussi ignominieuse? Les acquittements, qui avaient excité à ce point les mécontentements du Premier Consul, avaient été prononcés surtout pour des délits commis en matière de conscription. L'indulgence lui semblait ici une conspiration directe et flagrante contre son pouvoir. La conscription était, en effet, le grand ressort de son gouvernement : « *Le recrutement*, écrivait-il à Berthier dès 1802, *est la première et la grande affaire de l'État*[1]. » Il en faisait dès lors le principal objet de sa sollicitude. Les lois déjà si dures sur la conscription lui paraissaient indulgentes jusqu'à la faiblesse; il s'attacha à diminuer les motifs d'exemption, et rendit à peu près illusoire celui qu'on avait tiré jusque-là de l'exiguïté de la taille. Il avait créé à cet effet des compagnies de voltigeurs, spécialement composées d'hommes de petite stature, et il y doubla en peu de temps le rendement de la conscription. Il voulait que la conscription pour la marine commençât dès l'âge de dix ou douze ans, et que les hommes fussent toute leur vie astreints à ce service[2]; mais la consommation d'hommes qu'exigèrent bientôt ses armées de terre lui fit perdre de vue ses plans sur la marine. Les préfets ne réussissant pas à faire apprécier à la nation les bienfaits de la conscription, les évêques durent leur venir en aide par leurs mandements, et bientôt un arrêté consulaire vint aggraver les pénalités déjà portées

1. Bonaparte à Berthier, 13 décembre 1802.
2. Thibaudeau.

[redacted]

contre les conscrits réfractaires[1]. La mort fut prononcée contre tout déserteur coupable d'avoir emporté ses armes. Les autres châtiments étaient le boulet, les travaux publics et l'amende dans tous les cas.

Cependant la gigantesque entreprise, qui servait de mobile ou de prétexte à la plupart de ces mesures, avançait avec plus de lenteur qu'on ne l'avait supposé. Un premier mouvement de concentration encore partiel de la flottille à Boulogne s'était accompli avec succès, grâce aux batteries qui garnissaient nos côtes; les bateaux plats, n'exigeant que des eaux fort peu profondes, avaient pu exécuter leur évolution sans difficulté, en côtoyant le rivage hors de la portée du canon anglais. Cependant cette marche si facile et les petits engagements auxquels elle avait donné lieu avec quelques bâtiments ennemis, avaient révélé, dans l'organisation de la flottille, une foule d'inconvénients, dont les hommes spéciaux eux-mêmes ne s'étaient pas douté jusque-là, et qui étaient de nature à faire redouter ceux que révélerait plus tard une traversée en pleine mer; malheureusement on ne pourrait avoir une idée de ces derniers que lorsqu'il ne serait plus temps d'y remédier. Il fallut modifier l'arrimage, changer non-seulement le calibre des pièces, mais leurs affûts et leur disposition sur les bâtiments, écarter une partie des bateaux plats, déclarés invalides avant d'avoir servi, pour s'en procurer d'autres. Le Premier Consul, qui avait employé plus de la moitié du mois de novembre à tout voir de ses yeux à Boulo-

1. *Moniteur* du 28 novembre 1803.

gne et à tout régler par lui-même, jusqu'au point de prévoir le nombre de cris que les matelots et soldats devaient pousser en son honneur, jusqu'à ordonner qu'ils crieraient « trois fois vive le Premier Consul! » ce qui était un bon moyen d'avoir de l'enthousiasme[1], n'avait pas tardé à reconnaître la nécessité d'un ajournement. Il commençait à comprendre maintenant l'insuffisance de la flottille réduite à ses seules forces, il s'était décidé à lui assurer le concours de nos escadres; mais on voit par une lettre adressée à Ganteaume[2], et par les diverses combinaisons qu'il lui soumettait, que ses idées sur le mode selon lequel devait s'exercer ce concours, étaient encore extrêmement indécises. Il indiquait la fin de février comme le moment où pourrait se produire cette diversion de nos escadres de Toulon, de Brest et de Rochefort en faveur de la flottille; mais la date était évidemment prématurée, et il ne pouvait pas espérer raisonnablement être prêt avant la fin du printemps pour tenter cette grande aventure. La jonction des escadres de Toulon et de Rochefort devait avoir lieu soit à Cadix, soit à Lisbonne, soit à Toulon même; elles pourraient ensuite passer impunément devant Brest sous les yeux de Cornwallis, obligé de serrer la côte pour bloquer ce port, puis de là se porter sur Boulogne. Mais, pour la réussite de ce plan, il fallait supposer Nelson trompé par de fausses démonstrations et voguant vers l'Égypte; il fallait, en outre, déjouer la vigilance des croisières britanniques qui observaient

1. Bonaparte à Decrès, 1er janvier 1804.
2. Bonaparte à Ganteaume, 7 décembre 1803.

[redacted]

les côtes de France et d'Espagne. Ce n'est que vers la fin de décembre, selon toute apparence, que Bonaparte commença à entrevoir la possibilité d'un rendez-vous général de nos flottes dans la mer des Antilles, pour les faire revenir de là sur Boulogne, et cette idée fut probablement suggérée à ses conseillers par la nécessité de secourir la Martinique : c'est du moins à ce moment, c'est-à-dire le 29 décembre 1803, que Ganteaume reçut l'ordre de faire voile vers la Martinique pour y débarquer du renfort[1]. La jonction à cette distance était non-seulement beaucoup moins périlleuse, mais faite pour déconcerter l'ennemi, déjouer sa poursuite, et nous donner sur ses forces divisées la supériorité qui résulte de l'ensemble et d'un but nettement défini.

1. Bonaparte à Ganteaume, 29 décembre 1803.

CHAPITRE III.

CONSPIRATION DE GEORGES ET DE PICHEGRU. — ASSASSINAT DU DUC D'ENGHIEN. — MORT DE PICHEGRU.

En dépit de tous ses efforts pour surexciter l'opinion publique, le Premier Consul avait à subir un temps d'arrêt inévitable. Ses projets de transformation politique, forcément subordonnés à ses projets militaires, ne rencontraient aucune opposition directe, mais il leur manquait cet imperceptible complément de maturité qui fait naître l'occasion ; la force ou plutôt l'inertie des choses leur résistait. Après un premier moment d'une ivresse guerrière un peu factice, la nation retombait peu à peu dans son apathie; l'expédition d'Angleterre traînait en longueur et laissait prévoir de nouveaux ajournements; l'Europe inquiète et hostile épiait nos mouvements et se tenait prête à profiter de nos fautes. Cette situation n'avait rien de rassurant; elle laissait aux esprits le loisir de se calmer et de faire des réflexions, elle n'offrait surtout aucun prétexte de nature à justifier la nouvelle usurpation que Bonaparte était impatient de consommer. Pour réclamer cette couronne depuis si long-

[redacted]

temps l'objet de ses convoitises, il lui fallait ou le prestige d'un grand succès ou l'excuse d'une grande commotion intérieure. L'un et l'autre lui manquant, l'expectative à laquelle il était condamné ne pouvait lui être que contraire, car par cela seul que sa fortune cessait de grandir, elle tendait à décroître. C'est à ce moment critique, que ses combinaisons, merveilleusement secondées par l'imprudence et la folie de ses ennemis, vinrent faire surgir le prétexte dont il avait besoin.

On peut affirmer hardiment qu'aucune époque de notre histoire n'a été l'objet d'une falsification plus complète et plus audacieuse que celle qui est relative à la conspiration de Georges, à la fin tragique de Pichegru et du duc d'Enghien, au procès de Moreau. Jamais plus noires trames n'ont été enveloppées de plus épaisses ténèbres; et ce fait s'explique facilement si l'on songe à l'intérêt qu'avaient tant de personnages puissants à atténuer leur rôle, à donner le change sur leurs intentions, à effacer les traces de leurs actes. Lorsqu'on réfléchit aux facilités dont ils ont joui pour faire disparaître les preuves qui pouvaient les accuser, au silence forcé de la presse, à l'absence de tout contrôle et de toute publicité, à la terreur qui pesait sur le public, on est encore surpris qu'ils aient laissé venir jusqu'à nous autant d'éléments d'information. Il est depuis longtemps de notoriété publique que nos archives ont été, à plusieurs reprises, fouillées par les principaux intéressés, que certaines pièces ont été supprimées, d'autres supposées, en sorte que nous ne pouvons juger les coupables que sur les documents qu'ils ont bien voulu

[redacted]

nous livrer, et sur ceux qui ont échappé à leur clairvoyance. Encore ces documents nous sont-ils en partie interdits, car l'État qui en est le dépositaire pour la portion inédite, se regarde comme le maître et le dispensateur de la vérité historique; cependant il est douteux que l'interdiction soit ici bien regrettable, du moins en ce qui concerne Bonaparte. L'homme qui faisait enlever des archives toutes les pièces relatives à la bataille de Marengo, pour leur substituer un bulletin de fantaisie rédigé plusieurs années après l'événement, n'a pas dû y laisser subsister beaucoup de témoignages sur des affaires infiniment moins glorieuses pour lui.

A toutes ces causes d'obscurité sont venus s'ajouter des mensonges artificieusement élaborés pour tromper la postérité. Ces fictions ont été en quelque sorte consacrées par un long et général assentiment; elles font partie de la légende napoléonienne; elles ont été adoptées avec avidité par cet engouement sans exemple qu'aucune fable si grossière qu'elle fût, ne semblait autrefois pouvoir assouvir ni rebuter, et que nous voyons aujourd'hui mourir de satiété. Au premier rang de ces inventions il faut placer les différents récits qui ont été fabriqués à Sainte-Hélène sous l'inspiration de Napoléon et les mémoires de Savary, duc de Rovigo; nos historiens les plus autorisés semblent trop souvent n'avoir eu d'autre objet que de développer le thème qui leur a été fourni par cette double tradition. Sans doute, aucune déposition ne doit être rejetée, si ce n'est après un sérieux examen : quoique remplis de faussetés palpables et évidentes, les récits de Sainte-Hélène ne doivent pas être écar-

[redacted]

tés d'une façon absolue, car ils contiennent des aveux précieux à recueillir, et leurs artifices eux-mêmes en disent long sur le caractère de celui qui les a imaginés. Leur parfaite concordance dans le mensonge comme dans la vérité est d'ailleurs une preuve incontestable qu'ils émanent de l'acteur principal et méritent d'être discutés comme son témoignage sur lui-même. Mais au-dessus des systèmes arrangés après coup, il y a heureusement un certain nombre de faits d'une vérité inattaquable; il suffit de les rétablir et de les préciser pour renverser ce laborieux échafaudage; ils ne peuvent sans doute nous donner la lumière complète, ils sont assez concluants néanmoins pour rendre à ces événements leur physionomie générale et leur vraie signification. Une critique sévère a pour premier devoir de n'admettre que des faits démontrés; mais par cela seul qu'elle dégage les points élucidés, il arrive souvent qu'elle éclaire d'un jour tout nouveau ceux qui restaient dans l'ombre. L'histoire devient alors comme une inscription à laquelle il manque quelques caractères qu'un œil exercé rétablit de lui-même.

Les nombreux ennemis du gouvernement consulaire avaient été tour à tour déconcertés par l'éclat de ses succès, et frappés de stupeur par sa marche rapide et violente; la rupture avec l'Angleterre leur rendit quelque espoir. Mais ce sentiment, contenu à Paris par l'évidente impossibilité d'une résistance quelconque, et réduit à attendre au lieu d'agir, s'exalta bientôt jusqu'à l'ivresse chez les adversaires que ce gouvernement comptait à l'étranger, particulièrement chez les émigrés qui résidaient en Angleterre. A l'in-

térieur, les chefs de l'opposition militaire et civile, Moreau, Bernadotte, Carnot, Lafayette, les glorieux proscrits du tribunat étaient trop clairvoyants pour espérer quelque chose d'une nation indifférente et résignée à tout; mais ils croyaient que le bien pourrait à la longue sortir de l'excès du mal; et le plus sûr était à leurs yeux de laisser ce pouvoir se perdre lui-même par l'insupportable insolence de ses procédés et l'aveugle témérité de sa politique. A l'étranger, grâce à cette illusion d'optique qui trouble la vue des exilés et leur fait si facilement croire ce qu'ils désirent, toutes les difficultés se simplifiaient merveilleusement. Emportés par le mouvement guerrier qu'ils voyaient se produire autour d'eux, les émigrés qui résidaient en Angleterre le considéraient volontiers comme irrésistible; ils oubliaient la force de leur terrible adversaire, s'exagéraient follement ses embarras, prédisaient sa chute prochaine et demandaient une action immédiate. Le comte d'Artois, esprit frivole et léger, aussi dépourvu d'étendue que de pénétration, entretenait leurs chimères et partageait leur impatience. On voyait autour de lui quelques-uns des princes de sa famille, le duc de Berry, le prince de Condé, et à côté d'eux des hommes dont le dévouement, l'énergie et l'intelligence eussent mérité un plus digne emploi; des gentilshommes ardents et aventureux, restés fidèles à la cause royaliste en dépit des séductions de Bonaparte, comme MM. de Polignac, de Rivière, de Vioménil, de Durfort, de Vaudreuil; d'anciens serviteurs comme Bertrand de Molleville, le comte d'Escars, l'évêque d'Arras; de hardis partisans, d'une trempe de fer, comme Georges Cadoudal, enfin

[redacted]

des épaves égarées de nos orages révolutionnaires comme Villot, Dumourier et Pichegru. Tous ces hommes divisés d'opinion et même d'intérêt, unis seulement par une haine commune et par le désir de revoir leur patrie, assiégeaient de leurs conseils et de leurs plans le cabinet anglais qui avait malheureusement intérêt à les encourager, dans le but de créer une diversion à l'intérieur.

Il y avait en Allemagne un autre centre d'émigrés dont le comte de Provence était l'âme; mais ce dernier, beaucoup plus perspicace que son frère, alliant à un fonds de résignation sceptique tous les dehors de la confiance la plus sereine et la plus imperturbable, ce qui formait un singulier amalgame de noblesse et de puérilité, avait à plusieurs reprises blâmé les imprudences d'une politique dont le seul résultat net avait été jusque-là le désastre de Quiberon et l'extermination de la Vendée. Il attendait le salut de causes plus générales, du réveil de l'opinion publique, des fautes du Premier Consul, du travail sourd mais continu de la diplomatie européenne pour reconstituer une grande coalition. Il entretenait des intelligences avec un comité de Paris, mais ce comité discret, observant à petit bruit, écrivant beaucoup plus qu'il n'agissait, avait le caractère d'une agence d'informations plutôt que les allures d'une conspiration. Des dissentiments politiques déjà très-marqués entre les deux frères aggravaient cette divergence de vues sur la conduite à tenir dans la lutte engagée contre Bonaparte. Le comte de Provence avait sur le rôle nouveau de la royauté et sur les concessions à faire aux principes et aux intérêts de la Révolution,

des idées toutes différentes de celles du comte d'Artois qui en était resté sous ce rapport, au manifeste de Brunswick. Mais pour ce motif même, toute la partie militante et passionnée de l'émigration s'était ralliée autour du comte d'Artois; car ce qu'il faut avant tout pour le combat, ce sont des passions.

Des plans très-divers avaient été tour à tour débattus et rejetés dans les conseils du comte d'Artois. De tristes et sanglantes leçons avaient tout récemment démontré l'inutilité d'un mouvement en Vendée, à supposer qu'il fût encore possible de réveiller une insurrection d'un instant dans cette province épuisée. La révolte pouvait s'y maintenir quelque temps au prix d'efforts héroïques, mais elle y était fatalement circonscrite et sans aucune action sur les provinces voisines. D'autre part, les services de l'émigration comme corps auxiliaire à la suite des armées étrangères étaient encore plus inefficaces; ils étaient surtout peu proportionnés à l'importance qu'elle s'attribuait. De nombreuses défections avaient rendu plus sensible encore une infériorité numérique qui rendait presque nulle son influence sur le sort d'une bataille. C'était d'ailleurs s'exposer à de bien longs ajournements que d'attendre sa délivrance du sort de la guerre. On s'arrêta à des expédients plus propres à satisfaire des cœurs impatients d'agir. Ce n'était pas aux extrémités, mais au centre qu'il fallait frapper ce pouvoir qui avait tout absorbé autour de lui, si l'on voulait l'atteindre sûrement. On savait qu'il y avait dans l'armée beaucoup de généraux mécontents, les uns pour des motifs personnels, parce que le despotisme finit toujours par blesser ceux qu'il a le plus

[redacted]

intérêt à ménager, les autres parce qu'ils désapprouvaient la marche du gouvernement. Il fallait avant tout s'assurer le concours de ces hommes d'action, dont l'exemple et l'initiative entraînerait tôt ou tard les opposants plus timides qui se cachaient un peu partout et jusqu'au sein du Sénat. Avec l'appui de ces généraux et les moyens dont elle croyait disposer, l'émigration se flattait d'organiser à Paris même un mouvement de force à renverser le gouvernement consulaire. Tel fut dans sa donnée primitive ce plan fameux qui obtint tout aussitôt l'approbation du cabinet anglais.

Ce plan avait beaucoup d'inconvénients; mais le plus grave de tous c'est qu'il était une suggestion de la police française. Ce fait, soupçonné quelquefois, plus souvent nié, se trouve constaté officiellement dans un ouvrage imprimé et publié en avril 1804 par le gouvernement français lui-même, sous le titre d'*Alliance entre les Jacobins français et les ministres anglais*. Ce libelle était l'œuvre du fameux Méhée de la Touche, ancien septembriseur, déporté comme jacobin à l'époque de l'attentat de nivôse, évadé depuis de l'île d'Oléron et réfugié en Angleterre, où il avait le talent de se faire stipendier à la fois comme agent de la cause royaliste et comme espion de la police consulaire. Méhée y racontait ses rapports avec les émigrés en se glorifiant de son infamie. Réfugié en Angleterre depuis le mois de décembre 1802, accueilli par le ministre Pelham et par Bertrand de Molleville, il leur avait soumis un mémoire dans lequel il démontrait que Bonaparte ne pouvait être renversé que par une coalition entre les émigrés et les républi-

[redacted]

cains de France; il y détaillait les conditions de cette alliance, et les moyens d'insurrection qu'on devait employer. Son plan n'avait pas été adopté intégralement, mais il était devenu l'idée mère du projet des royalistes; Méhée avait été récompensé, et grâce à lui, grâce à d'autres agents qu'elle entretenait à Londres, la police française était instruite de tout ce qui se tramait dans les conseils des émigrés.

Le préliminaire indispensable de ces ambitieux projets était l'adhésion du général Moreau aux vues de l'émigration. De tous les mécontents, Moreau était non-seulement le plus illustre, le plus estimé, le plus populaire, mais le seul dont l'exemple pût entraîner dans une entreprise si hasardeuse des généraux distingués mais qui ne pouvaient rien sans lui, tels que Bernadotte, Macdonald, Souham, Delmas et d'autres, dont les dispositions étaient connues. On crut avoir trouvé un moyen sûr de le gagner dans l'affiliation au complot du général Pichegru, qui avait été son protecteur et son ami. Cet homme étrange, qui restera une des personnalités les plus énigmatiques de l'histoire, était réfugié à Londres depuis sa miraculeuse évasion de Cayenne, où il avait été transporté avec les proscrits de fructidor. Exclu par Bonaparte de la mesure réparatrice qui rouvrit les portes de la France aux rares survivants de cette proscription, Pichegru, après de longs malheurs et des maux sans nombre qui auraient vaincu une âme moins forte que la sienne, se trouvait enfin parmi les hommes pour lesquels il était descendu du rôle de général patriote à celui de transfuge. Il commençait une seconde expiation qui devait être plus triste encore que la pre-

[redacted]

mière. A quel mobile précis, à quelles secrètes suggestions avait-il cédé au début, lorsqu'il échangea son titre de premier soldat de la république contre les assurances équivoques du subtil agent de Condé? Jusqu'à quel point put-il se faire illusion? Dans quelle mesure agirent sur lui l'ambition, la corruption, le découragement, l'erreur d'un patriotisme égaré, c'est ce qui restera probablement toujours un mystère; et ce n'est pas le moindre châtiment de ces ténébreuses menées qu'on puisse toujours les attribuer sans invraisemblance aux mobiles les plus bas et les plus pervers, bien qu'elles aient pu être parfois inspirées par des scrupules sincères. La seule crainte d'une pareille confusion devrait toujours suffire pour faire reculer un homme d'honneur au moment où on le sollicite de s'y engager; car le doute même est ici une condamnation. En ce qui concerne Pichegru, le doute serait un excès d'indulgence, et sa mémoire ne saurait en invoquer le bénéfice, parce qu'il y a dans sa conduite des traits qu'aucune intention ne peut justifier. Il y avait en lui de grandes qualités que ses ennemis eux-mêmes ont reconnues; il alliait un rare sang-froid à l'énergie du caractère; il avait la suite et la volonté d'une âme profonde; quoi qu'on ait dit de sa vénalité, il était resté pauvre après avoir conquis la Hollande, et la simplicité de ses goûts, de ses habitudes ne permet pas d'attribuer sa défection à une basse cupidité; mais cela admis, il restera toujours à expliquer comment le protégé et le confident de Saint-Just, le général favori de la démocratie terroriste a pu devenir l'instrument de Condé presque sans transition, et sur le premier signe que lui fit le

... Borel. La brusquerie de cette conversion ... à elle seule une tache indélébile, car il est une certaine fidélité qu'on se doit à soi-même, indépendamment de celle qu'on doit aux principes ; mais comment justifier la longue hypocrisie qu'elle lui imposa? Sans doute il y avait alors dans les esprits beaucoup de lassitude, et la révolution s'était souillée de tels excès qu'on commençait à ne plus croire en elle ; mais à supposer que ces déceptions aient eu encore plus de part à la détermination de Pichegru que les promesses à l'aide desquelles on s'efforça de stimuler son ambition, il ne tenait pas moins son mandat d'un gouvernement qu'il trahissait ; il n'était pas moins le soldat d'une cause qu'il désertait en feignant de la servir ; la sincérité des intentions ne sert ici de rien, et l'honneur comme la conscience protestent justement contre l'ignominie d'un tel rôle.

Moreau avait eu le premier dans les mains la preuve des relations de Pichegru avec le prince de Condé : il s'était d'abord abstenu de les faire connaître, ne jugeant plus Pichegru dangereux depuis qu'il avait perdu son commandement, répugnant au rôle de dénonciateur, et retenu d'ailleurs par le souvenir d'une ancienne amitié. Mais au moment où se fit le coup d'État de fructidor, ayant reconnu que le secret ne pouvait être gardé plus longtemps, parce que ses principaux officiers avaient tous lu cette correspondance accusatrice, il avait non pas dénoncé Pichegru au Directoire, comme on le dit trop souvent, mais adressé les papiers saisis au directeur Barthélemy qu'il savait favorable au général, en lui laissant la faculté d'en faire l'usage qu'il jugerait convenable.

[redacted]

Barthélemy avait été lui-même frappé, les papiers étaient tombés dans les mains de ses collègues, et Moreau avait expié par une longue disgrâce noblement supportée, le tort d'une hésitation dont le principe était honorable pour lui. Bien que les charges qu'il avait produites contre Pichegru n'eussent ajouté qu'un complément superflu à celles que Bonaparte avait déjà livrées au Directoire pour perdre ce général, son cœur naturellement bon et généreux s'était reproché la part involontaire qu'il avait prise à ce triste événement, car beaucoup d'hommes innocents avaient été enveloppés dans le crime de Pichegru. Les malheurs de ce général, le souvenir des services rendus, des dangers partagés, et de tant de glorieux travaux supportés en commun, l'amnistie étendue depuis lors à tant d'exilés moins dignes d'intérêt que le vainqueur de la Hollande, faisaient désirer à Moreau qu'on rendît au proscrit sinon ses anciens honneurs, du moins un refuge dans le pays qu'il avait sauvé.

Ses sentiments étant connus à Londres, on pensa aussitôt à les utiliser pour ménager entre les deux généraux une réconciliation qui elle-même devait les amener promptement à une entente plus complète. On savait Moreau mécontent et très-opposé au régime consulaire, on en conclut qu'il était prêt à se mettre au service d'une conspiration royaliste; et des intermédiaires intéressés à se faire valoir ou dupes de leur propre crédulité, ne firent rien pour dissiper ce malentendu. On se trompait en effet très-gravement en prêtant à Moreau de telles dispositions. Par le fonds de ses opinions, Moreau était resté ce qu'il était au dé-

[redacted]

de la Révolution. Il était resté le patriote de 89 et l'adversaire de 93. Aveuglé par ses rancunes contre le Directoire, il avait, comme beaucoup d'hommes honnêtes, prêté au 18 brumaire une coopération inconsidérée, mais il avait promptement reconnu et déploré son erreur, et depuis son admirable campagne de Hohenlinden, il vivait dans une retraite presque absolue malgré tout l'intérêt qu'il avait à ménager le Premier Consul, et sans ignorer qu'on lui faisait un crime de son éloignement. Loin de rêver une restauration, les institutions qu'il avait le plus blâmées dans le nouveau régime étaient précisément celles qui se rapprochaient de l'ancien, comme le Concordat et la Légion d'honneur. On pourrait s'en rapporter sur ce point au témoignage de ceux qui ont le plus fait pour noircir sa mémoire; son ennemi Savary atteste en termes formels que Moreau « était un républicain de bonne foi, et n'avait que de l'éloignement pour les Vendéens[1]. » Desmarest, l'un des directeurs de la police consulaire, lui rend le même témoignage[2] avec plus de force encore. « Le rôle de Monk, dit-il, est celui pour lequel Moreau avait le moins de dispositions.... Combien il y avait loin de sa mauvaise humeur ou de sa haine à la résolution d'un renversement et plus encore à l'action elle-même! » Mais on peut citer à ce sujet l'opinion d'un homme plus digne à tous égards d'éclairer le jugement de l'histoire. Lafayette raconte[3] que s'étant cassé le col du fémur dans le cours du mois de

1. *Mémoires* du duc de Rovigo.
2. *Quinze ans de Haute police sous Napoléon.*
3. *Mémoires* de Lafayette : *mes rapports avec le Premier Consul.*

[redacted]

mars 1803, il reçut les plus touchantes marques d'intérêt du général Moreau, qui envoya prendre presque chaque jour de ses nouvelles. Il eut à cette époque plusieurs entrevues avec lui, et particulièrement une conversation où toutes les chances de l'avenir furent discutées. Moreau s'expliqua sans détour sur la tyrannie de Bonaparte; puis, après avoir passé en revue les différents partis : « Les Bourbons, dit-il, se sont rendus trop méprisables pour être à craindre. » Et il ajouta, en forme de conclusion : « Dans tous les cas, nous sommes bien sûrs vous et moi de nous trouver et d'agir ensemble, *car j'ai toujours pensé et voulu les mêmes choses que vous.* »

Ces paroles étaient l'expression exacte des opinions politiques de Moreau, comme de toute la partie saine de la nation. En dépit de la réserve qu'il s'imposait, ses sentiments étaient bien connus à la cour consulaire; ils n'avaient pas peu contribué à envenimer la haine que lui avait vouée Bonaparte depuis ses grands succès militaires de l'année 1800. Ce que le Premier Consul détestait en lui ce n'était pas seulement son rival de gloire, c'était son successeur désigné, le seul homme que l'opinion considérât comme un chef de gouvernement possible en cas d'accident. Ne pouvant le gagner, il devait songer à se défaire de lui, car il regardait comme son ennemi quiconque n'était pas son ami. Mais Moreau vivait dans l'isolement, sans donner aucune prise contre lui, et l'on ne pouvait citer à sa charge que des propos qui ne fournissaient pas des armes suffisantes pour frapper un homme si haut placé dans l'estime publique. Il n'était cependant pas invraisemblable d'espérer qu'un personnage aussi

en vue, et en situation de rallier bon gré, mal gré autour de lui toutes les oppositions, se laisserait tôt ou tard entraîner à quelque démarche compromettante, au moins par les apparences ; de là la surveillance extrême dont il était l'objet de la part de la police consulaire. A l'espionnage officiel, il faut ajouter les investigations assidues de Fouché, Breton comme lui, lié avec son secrétaire Fresnière, et qui le faisait observer par des hommes de sa province, dans l'espoir de rentrer en grâce auprès du Premier Consul par quelque révélation importante. Grâce à tous ces moyens, la police était au courant de tout ce qui se disait chez Moreau, elle se tenait prête à profiter de sa première imprudence pour le perdre.

Telle était l'étroite surveillance qui s'exerçait autour de Moreau, lorsque pour son malheur et pour celui de la cause qu'il servait, le comité royaliste de Londres eut la fâcheuse idée de spéculer sur sa générosité naturelle en opérant sa réconciliation avec Pichegru, dans l'espoir de l'entraîner ensuite vers le but où l'on voudrait le conduire. Fauche Borel, le hardi et rusé tentateur, qui le premier avait abordé Pichegru au nom des Bourbons, vint à Paris, se présenta chez Moreau, obtint de lui des assurances d'intérêt et d'amitié pour un ancien frère d'armes, mais rien de plus. Il avoue lui-même dans ses très-curieux mémoires, où il y a, parmi beaucoup de choses exactes, quelques fictions dictées par la vanité, « que Moreau ne voulait point faire de conjuration et disait qu'il fallait laisser user les choses et les hommes[1]. »

1. *Mémoires* de Fauche Borel, tome III.

[redacted]

Fauche fut arrêté très-peu de temps après cette entrevue, et ce qui prouve qu'on était bien informé au sujet de sa mission, c'est que la première question qu'on lui adressa était relative au général Moreau. Le projet de réconciliation fut alors confié à l'abbé David, agent royaliste, qui connaissait personnellement les deux généraux. La police avertie pensa cette fois mettre la main sur des pièces compromettantes, et l'abbé David fut saisi à Calais avec tous ses papiers, au moment où il allait s'embarquer pour l'Angleterre. On trouva parmi ces papiers plusieurs pièces constatant le raccommodement projeté entre Moreau et Pichegru, entre autres une lettre de Moreau qui figura plus tard dans son procès, et dans laquelle il assurait à David *n'avoir jamais été opposé à la rentrée de Pichegru*, et être prêt à *faire cesser les obstacles* qui la retardaient. Il s'y trouvait encore des lettres affectueuses de Macdonald et de Barthélemy pour leur ancien ami, mais rien qui ressemblât à une conspiration. « Moreau fut agité par cette nouvelle, dit le rapport officiel où furent constatés ces faits[1]; il fit des démarches pour savoir si le gouvernement était instruit. — *Tout se tut.* » Et on ajoute ce mot significatif : « *l'œil de la police suivait tous les pas des agents de l'ennemi.* »

Mais la police faisait mieux que les suivre, elle les encourageait ; si la lumière n'est pas encore complète à cet égard, en ce qui concerne Georges et Pichegru, elle est, on peut l'affirmer, d'une clarté foudroyante en ce qui concerne Moreau, celui de ces trois hommes

1. Rapport du grand juge Régnier, lu au Corps législatif dans la séance du 17 février 1804.

que Bonaparte détestait le plus, et celui surtout qu'il était de beaucoup le plus intéressé à perdre. Les indignations bruyantes de ses apologistes toutes les fois que ce fait a été entrevu ou soupçonné, seraient ridicules si elles n'étaient avant tout d'une révoltante hypocrisie. Quoi! ce procédé de perdre ses ennemis en les impliquant dans des complots auxquels ils étaient étrangers, était donc bien nouveau chez Bonaparte? Quel homme inventa jamais de plus noires machinations pour se défaire de ceux qui lui faisaient obstacle? Comment avait-il agi envers le gouvernement de Venise, lorsqu'il avait résolu de détruire cette infortunée république? en lui prêtant, non en une circonstance, mais pendant toute une année, une longue série de complots dont il avait été lui-même le seul artisan. Comment avait-il agi au 18 fructidor lorsqu'il avait voulu perdre les constitutionnels modérés, Dumolard, Carnot, Barthélemy et les autres? en leur imputant des projets d'assassinat contre lui-même, de prescription contre l'armée, d'usurpation contre la république qu'ils défendaient! Comment avait-il procédé au 18 brumaire, lorsqu'il avait voulu renverser les institutions républicaines? en inventant le grand complot jacobin dont il ne parvint pas même à créer les apparences. Comment s'y était-il pris enfin, la première fois qu'il avait rêvé le pouvoir héréditaire, lors du fameux *parallèle entre César, Cromwell et Bonaparte?* en entraînant pour ainsi dire malgré eux, dans la conspiration tramée par son agent Harel, de malheureux artistes intempérants de langage, mais qui se seraient évanouis devant une épée nue, et qui ne furent pas même capables de se rendre

[redacted]

sur le théâtre du crime. Il faut être dénué de toute pénétration historique pour ne pas être frappé du penchant inné de Bonaparte pour ces perfides combinaisons qui répugnent à toutes les âmes nobles et élevées. Il avait un goût naturel pour les guet-apens qui éclate à toutes les époques de sa carrière, dans les petites comme dans les grandes choses. Qu'il s'agisse du commissaire de la Convention en Corse, alors que Bonaparte n'avait encore que vingt ans[1], ou de la république de Venise, de Toussaint-Louverture ou du roi d'Espagne, de Mourad Bey ou de sir George Rumbold, du marquis de Frotté ou de la république helvétique, du libraire Palm ou du duc d'Enghien, de Drake ou des opposants du tribunat, on le trouve toujours semblable à lui-même, toujours procédant par des piéges et des machinations souterraines, et l'on peut affirmer que personne n'a jamais excellé comme lui dans l'art de tendre des embûches à un ennemi, de l'attirer pas à pas vers l'abîme où on veut le précipiter, et selon son expression favorite, de *l'endormir jusqu'au moment du réveil.* Sa diplomatie tout entière n'est pas autre chose que l'art d'imputer les conspirations qu'il invente lui-même à tous les gouvernements qu'il veut frapper. Ce trait de caractère est si profond chez lui qu'il se retrouve jusque dans sa stratégie militaire, la plus féconde qui fut jamais en surprises, en feintes et en stratagèmes. Et l'on se récrie devant la supposition que Bonaparte aurait été fidèle aux habitudes de toute sa vie en ce qui concerne l'homme qu'il a le plus détesté comme

1. Voir le 1er volume, page 24.

le plus dangereux pour lui, envers Moreau que, jusqu'à son dernier jour, il s'est attaché à calomnier et à flétrir! On se révolte à l'idée qu'il aurait pu songer à perdre Moreau, lui qui avait voulu perdre jusqu'à Kléber lui-même, et qui avait tant de fois mis à prix la tête de ses adversaires! Quel sentiment l'en aurait donc détourné, ou quel scrupule? ce mot fait rire appliqué à l'homme qui dans une matinée a pu faire égorger à coups de baïonnettes les deux mille prisonniers de Jaffa! L'invraisemblance n'est pas ici chez ceux qui accusent, elle est chez ceux qui justifient.

Depuis l'arrestation de l'abbé David, et par la lecture de ses papiers, la police consulaire savait donc deux choses: d'abord que Moreau était disposé à une réconciliation avec Pichegru, ensuite que jusqu'à ce moment il n'y avait pas trace de conspiration dans leurs rapports et par suite aucun moyen sérieux de compromettre Moreau; mais par ses agents de Londres, elle savait aussi les espérances que l'émigration fondait sur ce raccommodement, et le parti que Pichegru lui-même se flattait d'en tirer. Au lieu d'arrêter les entremetteurs de cette transaction, il fallait donc les laisser faire, au besoin les encourager jusqu'à l'instant où leurs démarches et leurs intrigues auraient créé des apparences suffisantes contre celui qu'on voulait perdre. Les deux premiers négociateurs, Fauche Borel et David, avaient été arrêtés sans résultat; il était évident que si l'on continuait ainsi, la conspiration n'aurait pas même un commencement d'existence. On changea donc de système à l'égard du troisième émissaire; on se contenta de le suivre et de

[redacted]

l'observer dans ses allées et venues de Londres à Paris[1]. Ce nouvel intermédiaire choisi, malgré les répugnances de Moreau[2], était le général Lajolais, ami particulier de Pichegru, compromis avec lui lors du 18 fructidor et en disponibilité depuis cette époque. Moreau était si peu disposé à se servir de Lajolais et à entrer dans ses vues qu'il lui refusa douze louis qui lui étaient nécessaires pour son voyage à Londres; et cette somme lui fut prêtée par Couchery, ancien employé du service de la gendarmerie, qui joua dans cette affaire un rôle assez suspect[3]. Esprit brouillon, présomptueux, indiscret, tourmenté de l'ambition de jouer un rôle, dévoré de besoins d'argent, Lajolais était l'homme le plus dangereux qui pût être employé dans une situation si délicate. Sa principale préoccupation dans une affaire si grave et qui pouvait compromettre tant d'illustres existences, paraît avoir été de jouer à l'homme d'importance, et de tirer de l'argent soit du gouvernement anglais, soit des comités royalistes. Connaissant les griefs de Moreau contre le Premier Consul, sa haine contre le nouveau despotisme, ses liaisons avec les principaux mécontents, soit dans le sénat, soit dans l'armée, Lajolais ne craignit pas de représenter ce général comme disposé à se mettre lui-même à la tête d'un mouvement contre le gouvernement consu-

1. Le fait est constaté officiellement par le rapport même du Grand Juge cité plus haut.

2. Fauche Borel en donne plusieurs preuves concluantes. *Mémoires*, tome III. Ce fait fut d'ailleurs démontré jusqu'à l'évidence dans les débats du procès de Moreau.

3. *Opinion sur le procès de Moreau* par Lecourbe, juge en la cour criminelle de justice

[redacted]

laire, ce que Moreau considérait comme impossible dans la circonstance actuelle; puis bientôt, il alla beaucoup plus loin encore et osa se porter caution des dispositions de Moreau en faveur de la cause royaliste, ce qui était un mensonge effronté. Tous les plans de l'émigration n'en furent pas moins échafaudés sur ce mensonge que Moreau ne pouvait ni connaître ni démentir. Il eut un vague soupçon des intrigues de Lajolais, sans en connaître l'étendue; il fit prévenir Pichegru de se méfier de lui et de ses alentours; mais en raison de la difficulté des communications, cet avis ne parvint pas à son adresse.

Ce fut donc sur les fausses assurances données par Lajolais que le plan des royalistes reçut sa forme définitive. Il fut convenu que Georges, accompagné des chouans les plus déterminés, viendrait à Paris pour préparer le terrain et réunir les éléments d'insurrection que pouvait fournir encore l'ancienne cause vendéenne. Pichegru viendrait ensuite pour se concerter avec Moreau, avec les généraux mécontents, avec les opposants du sénat, du tribunat, des anciennes assemblées publiques; quand tout serait prêt, le comte d'Artois, suivi du duc de Berry et des principaux membres de la noblesse française, arriverait en personne pour se mettre à la tête du mouvement destiné à renverser le Premier Consul. La participation de personnages si marquants, et dont la plupart étaient des hommes pleins d'honneur et de loyauté, excluait jusqu'à l'idée de l'assassinat qu'on a voulu leur imputer plus tard; et Georges qui avait été impliqué sans preuves dans l'affaire de la machine infernale, tenait particulièrement à ne pas s'exposer de nouveau à une telle accu-

sation. Il s'en expliqua à plusieurs reprises avec ses coopérateurs, dont le témoignage est sur ce point unanime et décisif. Il voulait un combat et, s'il était possible, une insurrection ; il repoussait avec énergie toute idée d'attentat, et de fait, s'il en avait eu l'idée, rien ne lui aurait été plus facile que de le consommer pendant les six mois qu'il passa à Paris avant son arrestation[1]. A défaut d'un mouvement, lorsqu'il en prévit l'impossibilité, il prépara une attaque de vive force à nombre égal contre l'escorte du Premier Consul, composée ordinairement de vingt gardes à cheval[2]. Ici encore il est de tradition de se récrier avec horreur : « le croirait-on ? ils s'imaginaient qu'en attaquant ainsi le Premier Consul entouré de ses gardes, ils livraient une sorte de bataille et n'étaient pas des assassins ! apparemment qu'ils étaient les égaux du noble archiduc Charles combattant le général Bonaparte au Tagliamento ou à Wagram[3] ! » Non, mais ils étaient au moins les égaux du général Bonaparte attaquant à main armée, le 18 brumaire, les députés désarmés des *Cinq cents* ! ils ne méritaient pas plus que lui le nom d'assassins. C'est en vain qu'un pouvoir né d'un coup de violence s'efforce de ravir à ses adversaires l'arme dont il s'est servi lui-même ;

1. C'est ce que constate formellement Desmarest, le chef de la police de sûreté : « Georges, dit-il, animé d'une haine invétérée contre Napoléon, s'arrête *quand il tient dans ses mains la vie de son ennemi*. Le chef de guérilla règle ses coups sur des convenances d'honneur et de haute politique. » (*Quinze ans de haute police sous Napoléon*.)

2. Et non de dix ou douze, comme dit M. Thiers. Bonaparte à Soult, 19 février 1804.

3. Thiers, *Histoire du Consulat*, tome IV.

ils ont à en faire usage le même droit que lui, et quant aux ratifications populaires qu'il invoque à l'appui de son inviolabilité, comme elles sont les humbles servantes du succès, on peut toujours affirmer qu'on les aura pour soi après avoir réussi. Ce recours, toujours ouvert contre les usurpations de la force, devient plus inattaquable encore lorsque le pouvoir s'est manifestement mis au-dessus des lois et qu'il n'y a plus contre lui aucune action légale. Chaque citoyen devient alors son juge légitime, et la justice, bannie des institutions, se retrouve avec tous ses droits dans la conscience individuelle, son premier et son indestructible asile.

Ce ne sont donc ni ses voies ni son principe que les partisans du 18 brumaire pouvaient reprocher à la conspiration de Georges; la seule chose qu'on eût le droit de blâmer en elle c'est son but, c'est-à-dire le régime qu'elle se proposait de substituer au gouvernement consulaire. La restauration qu'elle avait en vue, dans un moment où les royalistes de toute nuance étaient encore fort éloignés des concessions auxquelles ils se résignèrent plus tard, ne valait en effet guère mieux que les abus qu'on voulait détruire. Quant au plan considéré en lui-même, il était, on peut le dire, d'une simplicité enfantine, et l'on est étonné que des hommes comme Pichegru et Georges aient pu y prêter la main. Il y avait un excès de candeur, rare chez des conspirateurs, à croire que Georges avec de nombreux agents pourrait séjourner à Paris et y comploter pendant plusieurs mois, sans attirer l'attention d'une police si ombrageuse et si défiante. Il était plus puéril encore de supposer que sur les assurances d'un homme

[redacted]

déconsidéré comme Pichegru, tous ces chefs républicains, qui avaient une gloire acquise ou une situation faite, et qui pouvaient croire la tyrannie actuelle peu durable, allaient du jour au lendemain se jeter dans les bras de l'ancien régime, se mettre à la remorque du général de la chouannerie ! Une telle illusion ne peut s'expliquer que par l'impatience naturelle aux exilés, par le désir de mériter l'appui de l'Angleterre, par l'aveugle imprudence dont le comte d'Artois donna plus tard tant d'autres preuves, enfin par les instigations perfides des agents qui circonvenaient quelques-uns des membres les plus influents de l'émigration.

Quoi qu'il en soit, Georges débarqua dès le 21 août 1803, à la falaise de Biville, avec un premier groupe de conjurés, et de là ils se rendirent tous à Paris par des chemins à eux connus et en évitant les grandes routes. On les y laissa dans une complète sécurité, soit qu'on n'ait pas connu immédiatement leur arrivée, soit qu'on ait voulu permettre au complot de s'organiser, afin d'attirer en France les autres conspirateurs qui devaient rejoindre Georges, et d'offrir à ceux qu'on voulait perdre les occasions de se compromettre. On se contenta d'arrêter, en septembre et en octobre, les uns à Paris, les autres au moment où ils débarquaient à Pont-Audemer, des complices subalternes comme Lebourgeois, Picot, Querelle, etc. Le *Moniteur* constate formellement que « la police avait été avertie du départ et de la mission[1] » des deux premiers, particularité qui n'est pas une des moins embarrassantes pour ceux qui ont voulu établir qu'elle

1. *Moniteur* du 30 janvier 1804.

n'avait pas été avertie du départ de Georges et de ses nombreux compagnons, hommes beaucoup plus en évidence que ces obscurs aventuriers. Dans tous les cas, elle ne tarda pas à connaître leur présence à Paris. Sans doute elle ne pouvait pas suivre minutieusement toutes leurs démarches et elle perdait souvent leur piste, mais elle savait le plus important, redoublait de surveillance autour de la demeure de Moreau et de ses amis, de précautions autour de la personne du Premier Consul[1]. Les confidences de Napoléon à O'Méara, bien que le plus souvent mensongères, contiennent à cet égard un demi-aveu, qui fait entrevoir la vérité : « Ils restèrent, dit-il, à Paris pendant quelque temps sans être découverts, *quoique la police en eût quelque connaissance* par Méhée qui était payé par vos ministres[2]. » Ainsi s'explique un mot de Desmarest sur l'attitude singulière de Bonaparte lorsque ses agents lui parlaient du complot avant qu'on sût la participation de Pichegru : « Vous ne connaissez pas, disait-il, le quart de cette affaire-là. » Méhée raconte de son côté, dans son libelle publié par ordre de Bonaparte, avoir reçu à Londres, de l'évêque d'Arras, la confidence du projet de débarquement de *Monsieur*, de Pichegru, et des principaux chefs royalistes[3]. De l'aveu du gouvernement français on était donc instruit à Paris du projet des conjurés longtemps avant sa réalisation. Un fait qui n'est pas moins significatif c'est que ces malheureux dont on connais-

1. Le fait est constaté par Meneval lui-même dans ses *Souvenirs*.
2. *Mémorial* d'O'méara.
3. *Alliance des Jacobins français*, etc.

sait si bien la *mission*, et parmi lesquels se trouvait ce Querelle, dont les révélations furent une des principales pièces qui servirent à établir le complot, restèrent plusieurs mois en prison sans être jugés. Particularité vraiment étrange et bien digne d'attention! Quoi ! voilà des hommes qu'on fait venir d'Angleterre pour conspirer contre le Premier Consul, on dit même pour l'assassiner, on les arrête, on les tient à discrétion et on les laisse là pendant des mois sans les interroger, sans les examiner, sans songer à tirer parti d'une circonstance si accusatrice contre le gouvernement anglais ! C'est là, il faut l'avouer, un fait bien extraordinaire pour qui connaît les antécédents de Bonaparte; mais il s'explique tout naturellement quand on observe que le moment n'était pas encore venu de les faire parler, et qu'un tel éclat eût donné l'éveil aux autres conjurés.

En même temps que ces conspirateurs malavisés, l'homme qui avait le plus contribué à les attirer dans le piége, le septembriseur Méhée, était revenu en France. Une fois Georges et les chouans débarqués, il était, en effet, beaucoup plus utile à Paris qu'à Londres. Méhée quitta Londres le 22 septembre, prit par le Holstein, et avant de rentrer en France alla voir à Munich, Drake le chargé d'affaires anglais. Le Premier Consul reçut de lui, par l'intermédiaire du Grand Juge, des rapports qui n'ont pas été publiés, mais dont l'objet ne peut être douteux : « J'ai lu, écrivait-il à Régnier, les rapports que vous m'avez envoyés; ils m'ont paru assez intéressants. *Il ne faut pas se presser pour les arrestations.* Lorsque l'auteur aura donné tous les renseignements, on ar-

... avec lui et on verra ce qu'il y aura à ... arrestations prématurées eussent, en ... tout complot impossible. Mais ce n'était ...; il avait résolu d'utiliser Méhée pour une ...tion à laquelle il n'attachait pas moins d'im...; il voulait impliquer et compromettre dans la conspiration de Georges les nombreux représentants que l'Angleterre avait auprès des cours germaniques, afin d'amener, s'il était possible, une sorte de rupture diplomatique entre elle et l'Allemagne. Méhée avait connu en Angleterre Drake, le plus remuant de ces ministres; il le savait tout disposé à favoriser un mouvement à l'intérieur contre le gouvernement français; il fallait, en feignant d'entrer dans ses vues, le pousser, si l'on pouvait, à une participation au prétendu attentat contre la personne du Premier Consul, afin d'en rejeter toute la honte sur le cabinet britannique. Méhée devait profiter de sa crédulité pour tromper le ministère anglais sur nos projets militaires, pour lui tirer de l'argent et pour obtenir de lui tout au moins « le nom des agents royalistes et l'adresse des maisons où l'on pourrait se réfugier pour gagner les pays étrangers. » Telle est l'ignoble trame que le Premier Consul ne rougit pas de combiner avec ce misérable, dans le but de rendre plus complets les résultats qu'il espérait de la conspiration de Georges. « Je désire, continuait-il, en s'adressant à Régnier, que Méhée écrive à Drake et *que pour lui donner confiance*, il lui fasse connaître *qu'en attendant que le grand coup puisse être porté*, il croit pouvoir pro-

1. Bonaparte à Régnier, 1er novembre 1803.

[redacted]

oettre de faire prendre sur la table même du Premier Consul, dans son cabinet secret et écrites de sa propre main, des notes relatives à sa grande expédition ou tout autre papier important; que cet espoir st fondé sur un huissier du cabinet, etc. » Suivaient ous les détails propres à donner confiance au ministre britannique et l'exposé des conditions pécuniaires que Méhée mettait à ses services. Tout cela, u'on ne l'oublie pas, était écrit à la date du 1er novembre 1803. Quel était donc ce *grand coup* dont paraît ici Bonaparte comme devant être frappé plus tard, e *grand coup* qu'il annonçait si longtemps avant la découverte *officielle* de la conspiration, si comme on a osé dire, il ignorait encore le projet de ses ennemis? Il connaissait d'autant mieux qu'il y travaillait lui-même. Certain de leurs dispositions, il leur offrait des facilités auxquelles ils n'avaient pas songé, mais en ne négligeant rien pour les prévenir à temps. L'occasion ui semblait bonne pour perdre à la fois tous ceux qui ui portaient ombrage. On voit par les mémoires de Consalvi que, dès la fin d'octobre, il accusait l'émigré Vernègues de faire partie du grand complot qu'il est ensé n'avoir connu que dans le mois de février suivant. s'embarrassait ainsi dans ses propres ruses. Il croyait ue l'idée de la conspiration une fois évoquée, tous es adversaires devaient nécessairement l'embrasser vec empressement. Au reste, il était mieux instruit cet égard que les ministres anglais, car Drake lui-même ne savait pas le premier mot de la conspiration le Georges, et son ignorance lui fit éviter le piége qu'on ui tendait. S'il avait des intelligences à Paris, il ne es fit point connaître, et Méhée ne put tirer de lui que

de l'argent. Les lettres de Drake que le *Moniteur* publia si bruyamment, le 25 mars 1804, ne démontrent que la parfaite innocence de cet agent diplomatique dans l'affaire de Georges. Comme son compatriote Spencer Smith à Munich, Drake s'efforça de travailler à un mouvement semblable à celui que Bonaparte préparait en Irlande contre le gouvernement anglais, mais il resta jusqu'au bout étranger à la vraie conspiration.

Un second débarquement dirigé par le capitaine Wright, qui avait déjà amené Georges en France, eut lieu au mois de décembre ; le troisième eut lieu le 16 janvier. Cette fois, Pichegru faisait partie de l'expédition avec le marquis de Rivière, les deux Polignac et les principaux chefs de l'émigration militante. Le comte d'Artois et le duc de Berry ne devaient arriver qu'au dernier moment et lorsque tous les préparatifs seraient terminés. Le complot si artificieusement favorisé, si non organisé par la police consulaire, touchait à son dénoûment; car, sans connaître ni le point précis du débarquement ni les lieux de refuge, elle savait que la plupart des conjurés étaient à Paris ou sur le point de s'y rendre. La veille du jour où Pichegru débarquait, le 15 janvier 1804, l'orateur du gouvernement lisait au Corps législatif son *exposé de la situation de la république*, où se trouvaient ces paroles remarquables : « Le gouvernement britannique *tentera de jeter, et il a peut-être déjà jeté*, sur nos côtes quelques-uns de ces monstres qu'il a nourris pour déchirer le sol qui les a vus naître! » Cette prédiction, faite à coup sûr, avait pour but de préparer les esprits à ce qui allait se passer. Le moment était, en effet, venu d'agir, car on ne pouvait, sans s'exposer à des risques

[redacted]

assez sérieux, laisser aux conjurés une plus longue liberté d'action dans Paris. Le 21 janvier, six jours après le débarquement de Pichegru en France, le Premier Consul se décide enfin à faire mettre en jugement les chouans Picot, Lebourgeois, Querelle, etc., qu'il dit être venus de Londres avec *mission* de l'assassiner, et qu'il a pourtant laissés en prison depuis le mois de septembre. Il se décide, a-t-il dit à Saint-Hélène, au milieu de la nuit, sur *un hasard* qui lui fait croire que ces hommes doivent tout savoir [1], sur *une sorte d'inspiration*, ont répété ses apologistes [2] avec leur complaisance accoutumée. Cette divination est toute légendaire : « J'ai, dit-il, dans une note adressée à Cambacérès, des *renseignements secrets* qui me font croire que Querelle n'était venu ici que pour assassiner [3]. » Ceci est plus précis. Et, chose remarquable, il est tellement sûr de son fait qu'il les place de suite dans l'alternative de parler ou d'être fusillés. Les deux premiers, refusant l'aveu qu'on leur demande, sont sur-le-champ passés par les armes. Le troisième, Querelle, au moment de subir le même sort, demande à faire des révélations, et sa déposition fournit le point de départ indispensable à toute instruction judiciaire. On peut, grâce à lui, constater juridiquement l'arrivée de Georges en France, et on apprend, ce qu'on avait ignoré jusque-là, l'endroit précis où s'est opéré le débarquement et l'itinéraire suivi par les conjurés. Cette déclaration se trouvant confirmée par celle du nommé Troche qui leur avait servi de

1. *Mémorial* de Las Cases.
2. Thibaudeau, Savary, Bignon, Desmarest, Thiers, etc.
3. 21 janvier 1804. *Correspondance*.

... ce, le Premier Consul envoie à la falaise de Biville son homme de confiance Savary qui s'y installe en permanence, reconnaît le brick anglais, et, faute de connaître les signaux convenus, multiplie vainement les fausses démonstrations pour attirer sur la côte les derniers conjurés. Il passe là vingt-huit jours entiers à attendre et à épier la proie qui lui échappe [1].

A partir du moment où il s'était décidé à faire parler Querelle, le Premier Consul avait déployé dans les poursuites une activité extraordinaire. On le voit dans sa *Correspondance* [2] indiquer lui-même les maisons qu'on doit fouiller, désigner les individus qui donneront les renseignements, presser les arrestations, diriger les interrogatoires, donner enfin les indications les plus minutieuses pour amener la découverte de ceux dont il suit la piste. Tous les moyens lui sont bons dans cette poursuite acharnée. Il va jusqu'à sommer le ministre espagnol de lui livrer ou d'envoyer aux *présides d'Afrique* deux évêques français réfugiés qu'il accuse de connivence avec ses ennemis [3]. D'autres évêques lui servent d'espions contre la chouannerie. Outre Régnier, Réal, Fouché, le chef de la gendarmerie Moncey, il y emploie l'évêque d'Orléans, l'ex-abbé Bernier qui est resté lié avec quelques chouans, et qui travaille de son mieux à perdre ses anciens corréligionnaires. Il eût enrôlé le pape lui-même dans sa police, s'il eût jugé la chose possible ; il y avait déjà songé en ce qui concernait l'Irlande : « Je désirerais savoir, lui écrivait-il le 1er janvier, si votre

1. *Mémoires* de Rovigo.
2. Voir la *Correspondance* du 25 janvier au 15 février 1804.
3. Bonaparte à Talleyrand, 16 février.

[redacted]

sainteté a *quelques renseignements et fils* en Irlande, et de quelle manière elle y influe sur les catholiques. » L'évêque d'Orléans rivalisa de zèle avec Fouché. Celui-ci venait en amateur s'informer du résultat des recherches et donner son avis sur la direction à suivre; et comme ses renseignements se trouvaient presque toujours plus justes que ceux du grand juge :

« Vous vous occupez donc toujours de police? lui disait Bonaparte avec une sorte d'admiration.

— Oh! répondait modestement Fouché, j'ai conservé quelques amis qui me tiennent au courant. »

Cependant les prisons se remplissaient d'hommes arrêtés; il était impossible que, parmi tant de cerveaux faibles ou exaltés, il ne se trouvât pas quelqu'un pour livrer, en les dénaturant, les projets réels ou imaginaires de la conspiration, et surtout pour constater le fait auquel on tenait le plus, à savoir la réalité de rapports récents, quels qu'ils fussent, entre Pichegru et Moreau. Cet incident inévitable et prévu se produisit dans la nuit du 13 au 14 février. Un des lieutenants de Georges, Bouvet de Lozier, homme à l'imagination impressionnable, essaya de se soustraire par un suicide à l'horreur de sa situation. Rendu malgré lui à la vie, grâce à l'intervention de ses gardiens, il fit le lendemain, en présence de Réal, la déclaration fameuse qui devait perdre Moreau. Sa déposition, évidemment arrangée par Réal[1], était un exposé assez fidèle du

1. Il suffit, pour le démontrer, de citer les premières lignes de la déposition de Bouvet : « C'est un homme qui sort des portes du tombeau, encore couvert des ombres de la mort, qui demande vengeance de ceux qui par leur perfidie l'ont jeté lui et son parti dans l'abime où il se trouve. »

[redacted]

plan général de la conspiration, tel que pouvait le connaître et le concevoir un acteur subalterne. Il racontait les allées et venues de Lajolais de Paris à Londres, le débarquement de Georges et de Pichegru, le projet de *Monsieur* de passer en France pour se mettre à la tête du parti royaliste; il attestait, en outre, un événement capital pour ceux qui voulaient exploiter le complot contre Moreau, l'entrevue de ce général avec Pichegru et Georges sur le boulevard de la Madeleine. Mais indépendamment de la réalité du fait, qui par lui-même ne prouvait rien, quelles charges positives contenait contre Moreau cette déposition accusatrice? Chose étrange, presque impossible à croire, quand on considère l'usage qu'on allait en faire contre lui, elle l'accusait précisement *d'avoir fait échouer le complot* par son opposition! « Moreau, disait Bouvet de Lozier, *avait promis* de se réunir à la cause des Bourbons. Les royalistes rendus en France, Moreau *se rétracte*. Il leur propose de travailler pour lui et de le faire nommer dictateur[1]. » Et quelle preuve donne-t-il de ces prétendues *promesses* de Moreau? Aucune, si ce n'est les assurances que Lajolais a portées à Londres sans mandat. Avant peu d'ailleurs, Bouvet devait reconnaître lui-même qu'il y avait cru sans preuve et qu'il n'y croyait plus. Quelle preuve de cette autre affirmation, encore plus invraisemblable, que Moreau a proposé aux royalistes de le nommer dictateur? Aucune, si ce n'est ses propres conjectures fondées sur le refus de Moreau d'entrer dans le complot. Au reste cette déposition même, qu'il

1. Déclaration de Bouvet.

[redacted]

devait rétracter plus tard, contenait ces propres paroles : « L'accusation que je porte contre Moreau n'est appuyée peut-être que sur des *demi-preuves.* » Des demi-preuves! il n'en fallait pas tant pour perdre celui qu'il accusait.

Le seul point de fait clairement établi qui résultât de la déclaration de Bouvet de Lozier, c'est que les conjurés avaient compté sur Moreau et que Moreau refusait obstinément de les servir, ce qui avait jeté parmi eux le trouble et le découragement. Était-ce là une action dont on pût lui faire un crime? Y avait-il là un motif suffisant pour déshonorer le premier général de la république? Dans tout ce que Bouvet lui imputait, ses promesses seules eussent constitué un tort moins envers le Premier Consul qu'envers les royalistes qu'elles auraient attiré dans le piége; mais avant d'admettre un fait aussi contraire au caractère connu du général Moreau, ne convenait-il pas d'en établir la réalité, au moins par quelques apparences? Pouvait-on croire que Moreau, aspirant à la dictature, allait la demander aux Bourbons après les avoir trompés? Pouvait-on supposer un instant qu'un homme, qui n'était pas un aliéné, pût se servir d'un pareil subterfuge? et celui qui était censé l'employer ici, était le vainqueur de Hohenlinden; c'était le seul général qui n'eût jamais trempé dans aucune intrigue politique; c'était l'homme qui avait repoussé les offres de Siéyès avant le 18 brumaire! Bonaparte a senti lui-même l'invraisemblance du prétexte dont se servit sa haine. et il s'est efforcé, selon sa coutume, d'accréditer à cette occasion une fable qui a été jusqu'ici admise sans examen. Il s'est représenté lui-même comme ne pouvant croire à

[illegible] Moreau, et résistant aux sollicitations [illegible] pressaient de le faire arrêter. Il s'y refusa, [illegible] plusieurs jours, et répondit en fin de [illegible] instances : « Eh bien ! prouvez-moi que [illegible] ici, et je signe l'arrestation de Moreau ! » [illegible] avait dû, pour prendre ce parti extrême, [illegible] à ses propres sentiments ! Et il ajoutait [illegible] s'était décidé qu'après avoir obtenu d'un frère [illegible] la certitude de la présence de ce général [illegible] ce qui l'avait forcé de se rendre à l'évidence. [illegible] peut demander d'abord qui pouvait avoir un si grand intérêt à perdre Moreau, parmi les familiers du premier Consul, pour *solliciter* avec tant d'ardeur son arrestation ; il était disgracié, vivait dans la retraite et ne portait ombrage à personne. Bonaparte seul le haïssait, parce qu'il voyait en lui son successeur désigné et son rival de gloire. On cherche vainement ensuite ce que la présence de Pichegru ajoutait aux charges qui pesaient sur Moreau. Qu'il y eût eu entre eux un raccommodement, on le savait depuis la saisie des papiers de l'abbé David ; ce n'était point là un fait nouveau ; mais que, malgré la présence de Pichegru à Paris et malgré les souvenirs de leur ancienne amitié, Moreau eût refusé de servir la conspiration, comme Bouvet le lui reprochait si amèrement, ce n'était certes pas là une circonstance de nature à aggraver sa situation, puisqu'elle le justifiait de tous les soupçons qu'on avait pu concevoir contre lui. Ceci n'est rien encore. Bonaparte affirme avoir hésité *plusieurs jours* avant de se décider à faire arrêter Moreau, après la déposition de Bouvet de Lozier ; or, cette déposition fut faite dans la journée du 14 fé-

[redacted]

vrier, et l'arrestation fut décidée dans un conseil tenu le soir même[1]. Il affirme n'avoir pas voulu le signer avant de s'assurer de la présence de Pichegru à Paris; or il y a mille preuves qu'il connaissait depuis plusieurs jours non-seulement la présence de ce général, mais même les maisons dans lesquelles il avait séjourné. Dès le 13 février, il écrivait à Soult « qu'il était *depuis huit jours* à la poursuite de Georges et de sa bande, que Pichegru était avec Georges, et qu'il savait où ils avaient couché le dimanche précédent. » Le même fait est constaté un peu plus tard par *le Moniteur* lui même, qui ne pouvait prévoir de si loin le singulier alibi que Bonaparte devait invoquer un jour : « *Ce n'est que depuis le* 8 *février*, dit ce journal, que la police a su que Pichegru est dans la capitale, et s'est mise à sa poursuite[2]. » Il est fort probable qu'elle l'avait su avant, mais sans avoir à cet égard des données assez positives pour pouvoir suivre ses traces.

Ainsi tombent les inventions imaginées par Bonaparte pour justifier une mesure qui ne peut s'expliquer que par l'impatience de sa haine. Régnier, qui fut chargé d'interroger Moreau après son arrestation, avait ordre de lui proposer de le conduire sur le-champ auprès du Premier Consul, s'il voulait consentir à racheter par un aveu spontané les torts qu'on lui attribuait, et l'on n'a pas manqué de faire ressortir, d'après les *Mémoires de Sainte-Hélène*, tout ce qu'il y avait de clément dans cette offre et d'endur-

1. La date de la déclaration de Bouvet est établie par l'acte d'accusation et les pièces du procès. Quant à l'ordre il fut décidé le soir du 14 et signé le lendemain matin : Bonaparte à Régnier, 15 février 1804.

2. *Moniteur* du 23 février 1804.

cissement dans le refus que lui opposa Moreau. Il n'est pas douteux que si Moreau avait consenti à aller demander grâce et à s'humilier pour un crime qu'il n'avait pas commis, Bonaparte n'eût été heureux de l'accabler de son pardon et de ses faveurs; mais une telle démarche est difficile à obtenir d'un honnête homme injustement persécuté et fort de son innocence; Bonaparte dut renoncer à cette satisfaction, non sans dépit. Il s'en prit à Régnier, ne pouvant admettre que le malheur eût aussi sa dignité : « Voilà ce que c'est que d'avoir affaire à un imbécile ! » s'écria-t-il lorsque le grand juge lui annonça le résultat de sa mission [1].

Le 17 février, Regnauld de Saint-Jean-d'Angély vint lire au tribunat le rapport du grand juge sur la conspiration, rapport spécialement dirigé contre Moreau, où sa conduite était odieusement dénaturée, et dans lequel se trouvait cet aveu significatif « que l'œil de la police avait suivi tous les pas des agents de l'ennemi. » On aurait même pu dire qu'elle les avait guidés. L'assemblée écouta cette lecture avec stupeur. Les uns étaient incrédules, les autres indignés; mais personne n'osait plus manifester ses sentiments secrets. Le frère de Moreau, qui était membre du tribunat, éleva seul la voix au milieu d'un morne silence, et avec l'accent de la plus vive douleur : « Je le déclare, s'écria-t-il, à l'assemblée, à la nation tout entière, mon frère est innocent des crimes atroces qu'on lui impute !... Qu'on lui donne les moyens de se justifier, et il se justifiera. Je demande en son nom,

1. Thibaudeau.

[redacted]

au mien, au nom de toute sa famille éplorée, au nom de son pays qu'il a servi avec tant de gloire, qu'on donne à son jugement toute la solennité qu'exige l'accusation; je demande qu'il soit jugé *par ses juges naturels*, et j'affirme que tout ce qu'on a dit ici n'est qu'un tissu d'infâmes calomnies! » C'était un juste pressentiment qui lui faisait invoquer ici les garanties protectrices des accusés. L'assemblée était émue, mais ne témoignait ni sympathie ni blâme. Treilhard, un des orateurs du gouvernement, repoussa comme une injure le doute que contenaient implicitement les dernières paroles du tribun Moreau: « Le gouvernement, dit-il, s'est trop constamment montré scrupuleux observateur de la justice *pour qu'on ait le droit de supposer qu'il veut s'en écarter*[1]. »

Quelques jours après, cet engagement solennel fut confirmé par ces paroles du Premier Consul qu'on se pressa un peu trop de publier pour en faire ressortir toute la magnanimité : « C'est ici une procédure ordinaire, et *j'entends que toutes les formes soient scrupuleusement observées*[2]. » On s'aperçut alors qu'on avait promis plus qu'on ne pouvait tenir; car, dans de telles conditions, l'acquittement de Moreau était inévitable. Les charges qui pesaient sur lui se réduisaient à si peu de chose qu'on ne pouvait obtenir sa condamnation que d'une magistrature intimidée ou vendue. Le 25 février parut, en conséquence, un sénatus-consulte qui suspendait le jury dans le département de la Seine. Ce n'était pas assez d'avoir supposé le crime,

1. *Archives parlementaires*, séance du 17 février 1805.
2. *Moniteur* du 23 février.

[illegible] s'assurait des juges[1]. En même temps, on [illegible] appel au moyen dont on s'était servi [illegible] mois auparavant pour exciter les esprits [illegible] l'Angleterre, et l'on provoquait au sein de [illegible] et de tous les corps constitués un immense [illegible]ment d'adresses contre l'illustre accusé qu'il [illegible]ssait de flétrir. L'arrestation de Moreau, le souvenir de ses grandes actions, une si cruelle récompense de tant de gloire et de pureté avaient éveillé en sa faveur l'intérêt de tous les cœurs généreux et même des indifférents qui n'avaient pas le moindre soupçon des noires trames dont il était victime. Il fallait étouffer ces importunes réclamations de la pitié sous le cri d'une colère aveugle et brutale; il fallait gagner l'opinion publique comme on suborne un faux témoin; or l'on ne pouvait la gagner qu'en la trompant. Les corps de l'État, où se trouvaient tant d'hommes qui eussent applaudi avec transport à l'élévation de Moreau, s'empressèrent d'accourir aux Tuileries étaler une indignation de commande. Le président du tribunat se permit seul de parler d'une *dénonciation* là où tout le monde parlait d'un crime : « Quoi! s'écria Bonaparte; Moreau est déjà *coupable* aux yeux des corps de l'État, et vous ne le regardez pas même comme un *accusé*[2]! » *Le Moniteur* retrancha de la harangue du tribunat tout ce qui avait déplu au Premier Consul. Tous les chefs de l'armée vinrent ensuite successivement payer leur tribut d'in sultes contre le glorieux capitaine qui les avait tant

1. « C'était, dit M. Thiers, une faute dont le *principe était honorable*. »

2. Miot de Melito : *Mémoires*.

[redacted]

de fois conduits à la victoire. Sans attendre qu'aucun éclaircissement eût confirmé l'accusation, ils lui prodiguaient les noms de *traître* et de *brigand*, et semblaient mettre dans l'outrage une sorte d'émulation, soit qu'ils y vissent le meilleur moyen de s'assurer les faveurs du maître, soit que la noble attitude de Moreau fût depuis longtemps à leurs yeux une critique indirecte de leur propre abaissement. Murat donna des premiers le signal, et, pendant plusieurs mois, *le Moniteur* fut rempli d'adresses injurieuses et menaçantes, auxquelles, selon le procédé déjà consacré, se joignirent bientôt les mandements de l'épiscopat. « Vengeance! vengeance! vengeance! voilà notre cri de ralliement! » s'écriait dans une de ces adresses le général Baraguey d'Hilliers[1]; la plupart de ces harangues pouvaient se résumer dans ces quelques mots. Cependant un petit nombre de généraux osèrent laisser voir timidement leur intérêt en faveur de l'accusé, parmi eux étaient Dessolles et les rares survivants de cette armée du Rhin, qui avait péri presque tout entière à Saint-Domingue. La 26e division militaire, en garnison à Mayence, exprima son étonnement « de ce qu'un homme, qui avait servi l'État et qui naguère était cher aux armées, eût pu s'associer à ces brigands. *Cette idée fait peine*[2], » ajoutaient ces braves gens.

Pour compléter l'effet produit par ces excitations, on publia avec ostentation des bruits qui étaient censés avoir été répandus par les conjurés au sujet de l'assassinat prochain de Bonaparte, dans le but d'y

1. *Moniteur* du 19 février 1804.
2. *Moniteur* du 23 février.

préparer les esprits. Ces bruits arrivèrent à point nommé, et au moment où l'on en avait le plus besoin[1] pour perdre les conjurés, ce qui est un premier motif de défiance. On peut voir par maint endroit de la *correspondance* de Napoléon qu'il ne se faisait aucun scrupule de fabriquer lui-même soit des nouvelles, soit de faux extraits de journaux étrangers qu'il publiait ensuite comme très-authentiques. On donnait ces bruits plus que suspects comme venant de Londres, de Vienne, des principales villes du continent et même des Antilles. Un maître de langues, disait *le Moniteur*, avait affiché à Londres un avis portant « que l'assassinat de Bonaparte et la restauration des Bourbons étant sur le point de s'effectuer, les Français retournaient en France, ce qui engageait l'auteur de l'affiche à offrir ses services comme maître de langues. » Et à quelle date avait été affiché, selon *le Moniteur*, cet avis si étrangement conçu en style d'agent provocateur ? A la date du 30 janvier, c'est-à-dire au moment même où Bonaparte s'était décidé à faire parler Querelle et à poursuivre la conspiration, au moment où les conspirateurs avaient le plus besoin de mystère et de secret ! S'ils avaient eu réellement ce projet d'assassinat qu'on leur prêtait, n'était-il pas pour eux de la plus vulgaire prudence, ou pour mieux dire d'un intérêt capital de ne pas le divulguer prématurément ?

Au surplus cette thèse de l'assassinat n'était déjà plus soutenable alors qu'on l'exploitait le plus bruyamment. A mesure que les arrestations et les interro-

1. *Moniteur* du 23 et du 29 février.

[redacted]

gatoires se multipliaient, il n'était plus possible de se méprendre sur le vrai caractère de la conjuration, et la police consulaire savait à n'en pas douter que le complot devait avoir pour but un mouvement insurrectionnel et non un assassinat. Par les nouvelles déclarations de Bouvet, de Picot, de Lajolais et des autres détenus, elle connaissait la complicité du comte d'Artois, du duc de Berry et des principaux membres de la noblesse française, les uns déjà arrivés à Paris, les autres sur le point de s'y rendre, et il n'était admissible pour personne que tant de personnages d'une si haute distinction se fussent avancés à ce point pour compromettre leur cause dans un assassinat. Quant à Moreau, le fait de ses entrevues avec Pichegru subsistait, mais aussi celui de son refus de prendre part au complot. Il avait en effet vu à deux ou trois reprises différentes son ancien compagnon d'armes, il n'avait pas fait mystère de sa haine contre le despotisme de Bonaparte et de son désir de le renverser s'il en voyait la possibilité; mais il avait énergiquement témoigné à Pichegru son regret de le voir engagé avec les Bourbons, son invincible répugnance à travailler pour eux; enfin s'il avait vu Georges, ce qui n'était nullement prouvé, il ne l'avait vu qu'à son corps défendant, comme un homme qu'on prend à l'improviste. Mais d'après l'odieux qu'on jetait sur ses démarches les plus simples, il lui était facile de prévoir le parti qu'on tirerait contre lui de cette circonstance, et dans ses premiers interrogatoires il nia tout; détermination qui ne lui fut pas moins fatale qu'un aveu dans une situation où aucun parti ne pouvait le sauver.

[redacted]

Cependant ni Pichegru ni Georges n'étaient encore arrêtés, et Savary, toujours à son poste d'observation à la falaise de Biville, s'efforçait en vain d'attirer par ses signaux les grands personnages désignés pour le quatrième débarquement. Dès le 13 février Bonaparte, écrivant à Soult au sujet de Georges et de Pichegru, lui disait : « Nous les aurons ce soir ! » Depuis lors quinze jours s'étaient écoulés; sa police les avait poursuivis d'asile en asile, traqués dans Paris comme des bêtes fauves mais sans parvenir à s'emparer d'eux ; ce mécompte avait porté au paroxysme son impatience et son irritation, et comme dans toutes les occasions où sa volonté était tenue en échec par quelque grand obstacle, on vit reparaître en lui l'âme effrénée des Césars de la décadence. Il présenta et fit voter au Corps législatif une loi atroce qui punissait de la peine de mort quiconque donnerait asile soit à Pichegru, soit à ses complices, et de six ans de travaux forcés quiconque ayant seulement connu leur retraite ne les aurait pas dénoncés. Cette mesure fut adoptée sur-le-champ, et l'on décida qu'elle aurait force de loi dès le jour même de son adoption. En même temps les barrières de Paris furent fermées, la rivière fut gardée par des lignes de bateaux, et des sentinelles à vue furent placées le long des murailles afin qu'on ne pût les escalader. Paris livré à la police, plongé dans de continuelles alarmes, vit renaître les dénonciations, les violations de domiciles, les arrestations nocturnes et toutes les turpitudes de la terreur, sans aucun des dangers publics qui servaient d'excuse à ces temps de malheur, car un seul homme était en cause, et dans le même moment où pour

[redacted]

une satisfaction de vengeance et d'orgueil il jetait le trouble dans tant d'existences, cet homme écrivait à M. de Melzi, son représentant dans la Cisalpine, ces paroles qui resteront comme le dernier mot de l'histoire sur cette conspiration factice : « *Je n'ai couru aucun danger réel, car la police avait les yeux sur toutes ces machinations*[1]. »

Pichegru, livré par l'ami auquel il avait demandé asile, fut arrêté le 28 février, le jour même où cette loi de salut public avait été votée. Georges ne fut pris que le 9 mars. Reconnu au moment où il montait en cabriolet en sortant d'une maison cernée par la police, non loin du Panthéon, il fut poursuivi par les agents jusqu'à la rue Monsieur-le-Prince, où l'un d'eux put se jeter à la tête du cheval. Georges l'étendit mort d'un coup de pistolet, il mit hors de combat d'un second coup un autre agent qui voulait l'arrêter, mais des passants s'étant alors jetés sur lui il fut saisi et garrotté. Peu de jours auparavant avaient été arrêtés les deux Polignac et le marquis de Rivière. Tous les principaux conspirateurs se trouvèrent ainsi dans les mains du gouvernement; Paris commença à respirer, mais les barrières furent encore fermées et les mesures de terreur maintenues pendant plusieurs jours. Fidèle à son système de calomnie et de mensonge, le gouvernement publia que Georges interrogé « avait déclaré sans hésitation qu'il se trouvait à Paris depuis plusieurs mois et que *sa mission était d'assassiner le Premier Consul*[2]. » C'était justement le contraire de la

1. Bonaparte à M. de Melzi, 6 mars 1804.
2. *Moniteur du* 10 mars.

vérité. Georges avait protesté avec énergie contre le dessein qu'on lui prêtait; il était venu à Paris non pour assassiner le Premier Consul, mais pour l'affronter à armes égales au milieu de sa garde, et, s'il était possible, s'emparer de sa personne; il ne devait agir qu'en compagnie d'un prince français qu'on attendait encore, et seulement sous sa direction[1]. Du reste il ne voulut nommer personne.

L'attitude de Pichegru n'était pas moins ferme. Après avoir expliqué son retour en France par le désir de revoir son pays, Pichegru s'enferma dans un système de dénégation absolue, en se contentant de dire qu'il parlerait devant le tribunal. On n'obtenait rien de plus de Moreau; le fait de ses entrevues avec Pichegru était constaté par de nouvelles dépositions, mais elles attestaient également son refus de servir la conspiration. On ne négligea aucun moyen pour leur arracher des aveux compromettants. Pour parvenir à ce but, on mit en jeu l'espérance mille fois plus dangereuse que la crainte. Réal vint voir Pichegru, lui exprima les regrets du Consul de voir le vainqueur de la Hollande réduit à un tel excès d'humiliation; il lui annonça qu'on avait à son égard les intentions les plus généreuses et les plus clémentes. Pichegru avait habité la Guyane pendant sa déportation, il connaissait les ressources du pays; Bonaparte avait le projet de relever et d'agrandir cette colonie, il serait heureux de confier au général cette occasion de se réhabiliter par de nouveaux services rendus à la France[2].

1. 1er et 2e interrogatoire du 9 mars.
2. Desmarest : *Témoignages historiques, ou quinze ans de haute police sous Napoléon*.

[redacted]

Pichegru sembla écouter avec joie ces propositions, mais il ne s'ouvrit point à l'homme de police qui n'ayant rien pu tirer de lui, ne lui reparla plus de la Guyane. Réal fut plus heureux auprès de Moreau dont l'âme simple et bonne n'ayant pas les mêmes secrets à garder, et incapable d'une longue défiance, se laissa entraîner à une démarche inopportune. Depuis le jour où il avait refusé de se laisser conduire auprès du Premier Consul, on avait souvent repété à Moreau que Bonaparte n'avait pas de griefs contre lui, qu'il n'en voulait qu'aux royalistes, qu'il ne désirait de lui qu'une déclaration franche et loyale au sujet de sa conduite dans les derniers événements, et qu'une fois cet aveu obtenu, il serait heureux de tendre la main à son ancien rival de gloire. Ces assurances plusieurs fois renouvelées, les supplications d'une famille au désespoir, la crainte d'obéir à son insu à des préventions peut-être injustes, décidèrent Moreau à accepter ces avances d'une générosité simulée. Il écrivit au Premier Consul, non pour lui demander grâce comme on l'a dit[1], mais pour mettre en quelque sorte les pièces du procès sous ses yeux par un sincère exposé des faits. Sa lettre (en date du 7 mars), calme et digne, est un récit très-exact de ses rapports avec Pichegru avant et depuis la conspiration; elle est une sorte de déposition plutôt qu'une apologie; mais bien que la mémoire de Moreau n'ait rien à en désavouer[2], on sent combien elle a dû coûter à sa fierté, car s'a-

1. Thibaudeau.

2. Sauf un mot peut-être : « *des ennemis* nous ont séparés depuis ce temps. » Entre Moreau et Bonaparte il y avait autre chose que des ennemis.

dresser au Premier Consul c'était le transformer en juge, lui qui jusque-là n'était qu'un ennemi! Par ce seul motif cette lettre était une faute. Bonaparte n'eut pas plutôt reçu cette douloureuse confidence adressée à sa générosité, confiée à son honneur, arrachée à la détresse de l'homme qu'il avait lui-même attiré dans le piége, qu'il se hâta de la faire joindre au dossier de Moreau : « J'ai mis hier votre lettre sous les yeux du Premier Consul, lui écrivit à ce sujet le grand juge[1] ; *son cœur a été vivement affecté des mesures de rigueur* que la sûreté de l'État lui a suggérées.... Maintenant que les poursuites sont commencées, les lois veulent qu'aucune pièce ne soit soustraite aux juges, et le gouvernement m'a ordonné de joindre votre lettre à la procédure. »

Quelque satisfaisants que fussent pour Bonaparte les résultats obtenus, ils n'avaient pas répondu à son attente, car d'une part les charges relevées contre Moreau étaient fort insuffisantes pour établir sa culpabilité, de l'autre la capture à laquelle il attachait le plus de prix, celle du comte d'Artois et du duc de Berry, lui avait définitivement échappé. Depuis quelque temps les rapports de Savary lui avaient fait prévoir l'inutilité d'une plus longue surveillance sur le point désigné pour le débarquement. Décidé comme il l'était à frapper personnellement les Bourbons pour les dégoûter des conspirations et terrifier leurs partisans, il s'était aussitôt enquis s'il n'y avait pas à sa portée quelque autre membre de cette famille doublement détestée, et depuis qu'elle luttait corps à corps avec lui, et depuis

1. Le 8 mars 1804. *Moniteur.*

[redacted]

qu'elle avait rejeté avec mépris son offre de deux millions pour prix d'une renonciation à la couronne de France. Ce Bourbon s'était rencontré malheureusement pour la gloire du Premier Consul; il résidait depuis près de deux ans à Ettenheim, tout près de Strasbourg mais sur le territoire badois. C'était le duc d'Enghien, petit-fils du prince de Condé, jeune homme plein d'ardeur et de bravoure, toujours au premier rang dans les combats auxquels avait pris part l'armée de son grand-père. Retiré à Ettenheim depuis la fin de la guerre, il y vivait fixé par une passion romanesque pour la princesse Charlotte de Rohan qu'il avait épousée secrètement, et le voisinage de la Fôret-Noire lui permettait de satisfaire son goût pour la chasse. Complétement étranger à la conspiration, dont il ne connaissait pas même l'existence, il attendait pour reprendre son service dans les corps d'émigrés, un signal du cabinet anglais qui lui servait une pension. On l'avait fait observer par un ancien serviteur de sa maison, nommé Lamothe, dont le rapport n'établissait en rien sa complicité avec les conjurés de Paris [1], mais mentionnait deux circonstances de nature à faire naître quelques doutes : la première était la présence, à Ettenheim, de Dumourier, dont l'agent avait par erreur confondu le nom avec celui du marquis de Thumery; la seconde était un bruit assez répandu, quoique également erroné [2] d'après lequel le duc d'Enghien se se-

1. Rapport du maréchal des logis de gendarmerie Lamothe, en date du 5 mars 1804.

2. Il a été démontré tel non-seulement par la correspondance du duc mais par le témoignage de ses officiers.

rait parfois aventuré jusqu'à entrer à Strasbourg pour y assister à une représentation théâtrale. Mais ces deux faits, à les supposer établis, ce qui n'était pas, étaient loin de constituer une présomption sérieuse, car rien jusque-là ne prouvait que Dumourier fit partie de la conspiration, et si le duc allait furtivement à Strasbourg, il n'en résultait pas qu'il fût venu jusqu'à Paris. Le gouvernement avait d'ailleurs dans les mains la correspondance de Drake avec Méhée, il avait les rapports de ses agents auprès de Taylor et de Spencer Smith, il avait les dépêches de M. de Massias, notre ministre à Bade; il savait d'autant mieux qu'il n'y avait rien au fond de la conspiration de Drake que Bonaparte lui-même l'avait organisée et tenait dans sa main tous les fils de cet imbroglio. Si le duc d'Enghien eût joué à Ettenheim le rôle qu'on lui prêtait, il n'est pas douteux qu'il n'en eût transpiré quelque chose dans ces divers documents qui étaient tous muets à son égard. Napoléon ne put pas croire un instant que le duc d'Enghien conspirait contre lui; et l'on ne doit voir qu'une abominable comédie dans la fameuse scène, tant de fois reproduite que Desmarest a racontée pour la première fois: « Eh bien! monsieur Réal, vous ne me dites pas que le duc d'Enghien est à quatre lieues de ma frontière organisant des complots militaires? Suis-je donc un chien que le premier venu peut assommer impunément? » Survient alors Talleyrand qui reçoit le même accueil, puis Cambacérès qui en apprenant qu'il s'agit de faire enlever et fusiller le duc d'Enghien exprime respectueusement l'espoir *que la rigueur n'irait pas si loin!* « Sachez! lui répond Bonaparte que je ne veux pas mé-

[redacted]

nager *mes assassins*[1] ! » Au reste cette explosion de colère jouée paraît si peu motivée à l'auteur même de ce récit qu'il l'explique par la persuasion où devait être Napoléon que le duc d'Enghien était le *prince français* qui devait se mettre à la tête des conjurés. Mais ce prince français, ils l'avaient nommé, il y avait plus d'un mois, dans leurs dépositions ; c'était le comte d'Artois suivi du duc de Berry. Ce prince devait venir d'Angleterre et non des bords du Rhin, et c'était lui que Savary venait d'attendre pendant vingt-huit jours à la falaise de Biville ! Cette seconde erreur est donc moins admissible encore que la première. Le seul crime du duc d'Enghien était de se trouver à la portée de la main de Bonaparte dans un moment où il fallait à Bonaparte le sang d'un Bourbon, et c'est pour cette raison unique qu'il fut choisi et frappé.

Aucun des systèmes imaginés alors ou depuis pour rejeter sur des hasards ou sur des instruments passifs la responsabilité du meurtre, ne tient devant un simple exposé des faits. C'est dans les derniers jours de février que Bonaparte apprend qu'il doit définitivement renoncer à l'espoir de faire tomber le comte d'Artois dans l'embuscade de Biville ; il fait aussitôt écrire par Réal au préfet de Strasbourg, pour savoir si le duc d'Enghien est à Ettenheim. Dans cette lettre du 1er mars à M. Shée, Réal ne demande pas : Le duc conspire-t-il ? Avez vous quelque renseignement à transmettre sur lui ? Il demande simplement ceci : « Le Duc est-il toujours à Ettenheim[2] ? » Le rapport

1. *Quinze ans de haute police*, etc.
2. Document cité par Nougarède de Fayet : *Recherches historiques sur le procès du duc d'Enghien.*

de Lamothe arrive le 9 mars, le 10 mars il donne à Caulaincourt et à Ordener l'ordre de franchir la frontière et d'investir l'un Offenbourg, l'autre Ettenheim. Ce fait est intimement lié à tout ce qui précède, c'est la résolution d'une âme violente et impatiente de frapper. Comment l'attribuer à un autre qu'à celui qui alors était tout et qui seul dans cette affaire était emporté par la passion et aveuglé par l'intérêt personnel! Dans ses confidences de Sainte-Hélène, tantôt il revendique la détermination pour lui seul[1], tantôt il l'impute aux conseils perfides des acteurs sans volonté qui se trouvèrent mêlés à ce triste drame, comme s'il avait l'habitude de se laisser influencer par son entourage, surtout dans des questions d'une aussi grande importance! Et qui en accuse-t-il? l'homme qui par situation avait le moins intérêt à le pousser à un semblable excès et qui par caractère y répugnait le plus, Talleyrand[2], le froid, le prudent, le modéré Talleyrand, l'homme des moyens termes, l'ennemi des partis extrêmes, nature complaisante jusqu'à la lâcheté mais ni méchante ni cruelle. Et dans quel but Talleyrand aurait-il imaginé ce crime? dans le but de compromettre à tout jamais Bonaparte avec les Bourbons et de rendre le retour de ceux-ci impossible! Mais pourquoi? quelle crainte ou quelle ambition pouvait lui inspirer une telle frénésie? cette race royale était-elle entre lui et le trône? qu'avait-il tant à redouter des Bourbons, lui qui n'avait trempé dans aucun des excès de la Révolution, qui n'avait

1. *Testament* de Napoléon.
2. O'Méara, Las Cases.

[redacted]

été ni un régicide comme Fouché, ni un terroriste comme Bonaparte, lui qui était même un des seuls hommes de gouvernement possibles dans l'hypothèse d'une restauration?

A cette fausse et lâche excuse invoquée par un homme qui tantôt reculait devant son propre crime, tantôt s'en glorifiait avec un orgueil cynique, selon qu'il songeait à fléchir ou à étonner l'histoire, les apologistes du règne[1] ont ajouté des justifications auxquelles il n'avait jamais lui-même pensé, et dont le succès lui eût probablement fourni de nouvelles raisons de mépriser les hommes plus ingénieux que le tyran lui-même pour amnistier la tyrannie. Telle est la légende d'un prétendu *quiproquo* qui aurait été le motif déterminant de Bonaparte. Ce roman qui paraît avoir été dans l'origine inventé par Réal et Savary, personnages fort intéressés à disculper leur maître pour laver leur propre mémoire, consiste à soutenir que l'arrestation du duc d'Enghien ne fut résolue que sur la conviction qu'il était un certain *personnage mystérieux*, désigné sous le nom de *Charles*, que quelques uns des prévenus disaient avoir vu chez Georges, et dont ils donnaient le signalement. D'après cette version, Bonaparte se serait persuadé que ce personnage était le prince qui devait se mettre à la tête de la conspiration pour la diriger, et il n'aurait fait enlever le duc d'Enghien « qu'afin de le *faire confronter* avec les témoins[2]; » c'est-à-dire afin de faire constater son identité avec cet inconnu; de là l'erreur fatale qui amena

1. Savary, Meneval, Desmarets, Bignon, Thiers.
2. Paroles de Réal, rapportées par Savary.

la catastrophe de Vincennes. En premier lieu on ne trouve aucune trace de cette préoccupation dans les documents originaux ; on avait le signalement le plus minutieux du personnage mystérieux ; « chauve, blond, taille médiocre, etc., » ce signalement ne répondait en rien à celui du duc d'Enghien, il eût suffi du premier gendarme venu pour le constater et l'on ne posa pas même la question à l'agent envoyé à Ettenheim pour épier le duc ! En second lieu, ce signalement n'était autre que celui de Charles Pichegru, dont on avait pu d'autant plus facilement constater l'identité qu'il était enfermé, depuis plus de dix jours, au Temple, avec les prévenus qui l'avaient dénoncé, et lorsqu'on eut pris le duc d'Enghien, personne ne songea un instant à la confrontation. En troisième lieu, enfin, Bonaparte savait depuis le 14 février, c'est-à-dire depuis un mois, par la déposition de Bouvet de Lozier que les chefs de la conspiration étaient le comte d'Artois et le duc de Berry, qu'ils venaient d'Angleterre, centre du complot, et non des bords du Rhin ; et ce n'était que faute d'avoir pu s'emparer de leur personne qu'il avait pensé à faire saisir le duc d'Enghien, dont le nom n'avait pas même été prononcé dans une seule déposition.

Il y a plus ; il résulte des pièces publiées au procès de Georges que l'accusé Picot, interrogé sur le nom du personnage mystérieux, *dès le 14 février*, répondit que ce ne pouvait être que Pichegru, et sa déclaration à cet égard fut confirmée par tous les autres détenus. Ni ces allégations, ni les variantes qu'on y a introduites depuis, pour leur donner plus de vraisemblance, ne résistent à un examen at-

[redacted]

tentif[1]; non-seulement la détermination originelle appartient à Bonaparte, mais jamais résolution n'a été plus librement raisonnée et voulue, plus indépendante de ces fatalités, de ces erreurs qui influent si souvent sur nos desseins, et pour tout dire, plus *personnelle ;* elle porte sa signature et n'a rien de commun avec les atrocités révolutionnaires, où l'on rencontre toujours l'aveugle inflexibilité d'un principe. La terreur frappait au nom de la loi, ici c'est la *vendetta* corse qui poursuit un ennemi, dans ses enfants, dans sa famille et au besoin dans sa parenté la plus éloignée.

Il y eut, dit-on, un conseil[2] où la mesure ne fut discutée que pour la forme et où Cambacérès s'attribue l'honneur d'avoir fait entendre des conseils de modération trop timides pour être écoutés, ce qui lui aurait attiré cette réplique fameuse : « Vous êtes devenu bien avare du sang des Bourbons ! » Mais il faut mettre au rang des fables l'anecdote d'un prétendu rapport que Talleyrand aurait lu à l'appui de la mesure, et qui, dérobé par lui aux archives pour être brûlé, aurait été laissé par mégarde au fond d'un tiroir[3], où une providence vengeresse prit soin de le conserver. Ce sont là de grossières inventions qui ne méritent

1. M. Thiers substitue au thème de Savary un autre quiproquo fondé sur un mot de Léridant dans sa déposition du 10 mars, mais cette version est encore moins soutenable, car à cette date tout était décidé. M. Thiers n'a qu'une idée vague des faits. Il va jusqu'à attribuer les sorties de Bonaparte contre Markoff à la complicité de ce diplomate avec les conjurés ! Or, ces scènes avaient eu lieu six mois auparavant et Markoff avait quitté la France depuis le 28 novembre 1803.

2. Selon Desmarest ce conseil se réduirait à la conversation rapportée plus haut, ce qui est fort probable

3. Meneval, Savary.

[redacted]

pas même d'être discutées. La seule pièce que Talleyrand ait rédigée à ce moment, et c'est déjà beaucoup trop pour son honneur, est celle où, en sa qualité de ministre des affaires étrangères, il notifiait à l'électeur de Bade la violation de territoire à laquelle le Premier Consul avait dû se résigner « avec la plus profonde douleur. »

Le 15 mars 1804, un détachement de dragons, parti de Schelestadt au milieu de la nuit, sous les ordres du colonel Ordener, franchit le Rhin, enveloppa Ettenheim et cerna la maison où se trouvait le duc. Le premier mouvement du duc d'Enghien fut de répondre à la sommation d'ouvrir en faisant feu sur ses agresseurs: il en fut détourné par un officier allemand qui se trouvait auprès de lui et qui lui ayant demandé « s'il était compromis, » sur sa réponse négative, lui fit remarquer l'inutilité de la résistance[1]; il se rendit prisonnier pour ne pas exposer ses amis. On s'empara alors de tous ses papiers, et on le conduisit à la citadelle de Strasbourg, où il fut enfermé avec le marquis de Thumery et les personnes qu'on avait trouvées chez lui. De toutes ces personnes qui étaient au nombre de huit, le marquis seul et le colonel Grunstein appartenaient à l'émigration militante, les autres étaient des ecclésiastiques et des domestiques[2]. On eut ainsi sur-le-champ la preuve de la fausseté des rapports et sur la présence de Dumourier, et sur la complicité du duc avec la conspiration de Paris dont il n'y avait pas trace dans ses papiers, et même sur le

1. Rapport du citoyen Charlot, chef du 38e escadron de gendarmerie. — *Journal* du duc d'Enghien.

2. Rapport de Charlot

[redacted]

rôle militaire qu'on lui attribuait en prévision de la prochaine guerre, car il vivait là en simple particulier; et les rassemblements d'émigrés qui étaient censés se grouper autour de lui étaient purement imaginaires.

Mais la perte de l'infortuné jeune homme était résolue, et d'autant plus inévitable qu'elle se liait à un calcul politique. Dès le 12 mars, Bonaparte va s'enfermer à la Malmaison où il sera à la fois à l'abri de sollicitations qu'il est décidé à ne pas écouter, et éloigné du théâtre du crime, car il ne veut pas que sa personne paraisse dans un acte où sa volonté est tout. C'est Murat qu'il vient de nommer gouverneur de Paris, Réal le chef de sa police, Savary son homme d'exécution, qui figureront en première ligne dans un drame où ils ne sont que ses instruments. Dès le 15 mars, il écrit à Réal de faire tout préparer au château de Vincennes[1]. Le 17 mars il a dans les mains toute la correspondance du duc d'Enghien; il la renvoie deux jours après à Réal, en lui recommandant « d'empêcher qu'on ne tienne aucun propos sur le plus ou moins de charges que contiennent ses papiers[2]. » Il sait que toutes ces charges se réduisent à une seule, au tort d'avoir servi dans l'armée des émigrés et d'être prêt à y servir de nouveau, tort qu'il a amnistié chez tant de milliers d'hommes infiniment moins excusables que l'héritier d'une famille si cruellement frappée par la Révolution; il sait que tous les soupçons qu'on a pu avoir contre lui n'ont aucun fonde-

1. Bonaparte à Réal.
2. Bonaparte à Réal, 19 mars.

[redacted]

ment. La fable impudente de Savary relative à la confusion « avec le personnage mystérieux » devient ici tellement insoutenable que ses continuateurs sont obligés de convenir que Bonaparte ne pouvait plus avoir cette fausse idée, mais, disent-ils, il craignit alors de « s'exposer à provoquer un rire de mépris de la part des royalistes. » Singulière raison pour immoler un innocent! Bonaparte n'avait d'ailleurs rien de semblable à craindre de la part d'un parti terrifié. Il n'avait plus ni crainte ni illusion, il agissait en parfaite connaissance de cause. Il reçoit, le 18 mars, une dépêche de M. de Massias, notre ministre à Bade, qui atteste « que la conduite du duc a toujours été innocente et mesurée. » D'après la légende consacrée, cette dépêche aurait été interceptée par M. de Talleyrand; mais cette activité dans une haine sans motifs paraît bien peu conciliable avec les passions nonchalantes de cet homme d'État. M. de Massias fit plus; il alla à Strasbourg avertir le préfet, M. Shée, qu'il n'y avait à Ettenheim ni conspiration ni rassemblement d'émigrés[1]. Faut-il croire que M. Shée avait fait comme Talleyrand le serment de perdre le duc? La conduite et les intentions du duc d'Enghien importaient fort peu à Bonaparte; ce qu'il voulait c'était se défaire de lui. Sur tous ces points sa conviction est si bien formée que dans le projet d'interrogatoire qu'il envoie à Réal le 20 mars au matin (et plus probablement le soir du 19[2]) le grief de complicité dans la conspiration n'est pas même mentionné : on ne l'ac-

1. *Lettre à M. de Bourrienne sur l'affaire du duc d'Enghien*, par le baron de Massias, 1829.
2. Bonaparte à Réal, 20 mars : *date supposée*. Correspondance.

[redacted]

cuse plus « que d'avoir porté les armes contre sa patrie, » et de faits accessoires, liés à ce fait principal; on se borne à lui faire demander en dernier lieu « s'il a eu connaissance du complot, et si, *ce complot ayant réussi*, il ne devait pas entrer en Alsace. » On ne prend plus la peine d'invoquer de faux prétextes, on se contente du motif qui suffit pour l'envoyer à la mort, car c'est là tout ce que l'on veut.

Pendant que tout se prépare pour un dénoûment tragique, Bonaparte reste enfermé à la Malmaison, inaccessible à tout le monde, excepté à ses familiers les plus intimes. Il leur récite, dit-on, des vers de nos grands poëtes sur la clémence, pour prévenir leurs supplications en faisant croire à des sentiments qui n'étaient pas dans son cœur. Ses hommes d'exécution Réal et Savary, ont avec lui des communications de chaque instant; ils règlent ensemble toutes les mesures à prendre. Aucun homme connu ne se souciant d'apposer son nom à un arrêt déshonorant, on fera juger le prince par une commission composée des colonels de la garnison de Paris, hommes tout dévoués et peu capables de discerner la gravité de l'acte qu'on leur demande. Réal lui-même ne se compromettra pas dans un interrogatoire fait pour la forme : il sera suppléé par un capitaine rapporteur que choisit Murat. Dans le cas où le prisonnier demandera à voir Bonaparte, on ne tiendra aucun compte de sa réclamation[1]. Le Premier Consul ordonne que le jugement *sera exécuté* sur-le-champ, for-

1. Hullin et Savary reconnaissent également la réalité de cette consigne, et ils se rejettent mutuellement la honte de l'avoir acceptée, ce qui importe peu.

... la nature de ce jugement. ... mensonges qu'on a entassés sur ... il n'y a pas trace d'un fait qui ... un seul instant d'hésitation; ... contraire que jamais meurtre n'a été ... consommé. On l'a dépeint se promenant des heures entières dans les allées ... inquiet, incertain, et l'esprit profondément ... « La preuve de ses agitations, a-t-on ... son oisiveté même, *car il ne dicta presque ... pendant les huit jours de son séjour à la ...*, exemple d'oisiveté unique dans sa vie[1]! » ... coup d'œil jeté sur sa correspondance, du ... 23 mars, suffit pour démontrer la complète ...titude de cette allégation; dans ce court espace ... temps, il dicte *vingt-sept* lettres, dont quelques-unes ... volumineuses et relatives à des affaires de tout genre. Dans la seule journée du 20 mars, où ses agitations ont dû apparemment être portées au paroxysme, il en dicte jusqu'à *sept*, et dans le nombre, il s'en trouve une écrite à Soult et d'une longueur exceptionnelle, où il n'est question que du calibre des mortiers à placer à Boulogne et au fort Rouge, des modifications à donner à la plate-forme des bateaux canonniers, des péniches, de la flottille batave, et enfin « *des ballots de coton empoisonnés que les Anglais ont vomis sur nos côtes pour empester le continent*[2]! » idée qui paraîtrait ridicule dans toute autre circonstance et qui est d'une imagination singulièrement assombrie, mais nullement d'un esprit tourmenté par le remords.

1. Thiers.
2. Bonaparte à Soult, 20 mars 1804.

[redacted]

Le duc d'Enghien arriva à Paris, le 20 mars, vers onze heures du matin : on le retint à la barrière jusqu'à quatre heures du soir, évidemment pour attendre de nouveaux ordres de la Malmaison. De là il fut conduit par les boulevards extérieurs au donjon de Vincennes où Bonaparte avait placé comme gouverneur un *homme de confiance* tout à fait digne de la tâche à laquelle il devait présider. C'était ce même Harel qui lui avait livré les têtes innocentes d'Arena, Ceracchi, Topino-Lebrun et Demerville, pour un crime dont il était le seul instigateur et le seul artisan. Le prince put alors prendre un peu de nourriture et de repos. Il résulte de l'enquête minutieuse qu'on fit plus tard sur ce lugubre événement, qu'à l'heure où le duc d'Enghien arriva à Vincennes pour y être jugé, sa fosse était déjà creusée [1]. Vers minuit il est réveillé par le capitaine Dautancourt qui vient procéder à un interrogatoire préliminaire, comme rapporteur de la commission. Ses réponses sont simples, pleines de noblesse et de modestie, d'une grande netteté et parfaitement véridiques. Il convient qu'il a fait toute la guerre d'abord comme volontaire, ensuite comme commandant de l'avant-garde du corps de Bourbon; qu'il reçoit un traitement de l'Angleterre et n'a que cela pour vivre. Mais il nie avoir jamais connu Dumourier ni Pichegru. Au moment de signer le procès-verbal il écrit de sa main sur la minute « qu'il fait avec instance la demande d'avoir une audience particulière du Premier Consul. Mon nom, mon rang, ma façon de

1. *Lettre de M. Laporte Lalanne*, l'un des commissaires chargés de de l'enquête. — *Procès-verbal* des commissaires. — Déposition du sieur Bonnelet terrassier.

penser et *l'horreur de ma situation*, ajoute-t-il, me font espérer qu'il ne se refusera pas à ma demande[1]. » Le choix seul de l'heure indiquait que son sort était décidé. C'est cette requête d'un mourant, renouvelée quelques instants après devant la commission, et non-seulement prévue, mais rejetée à l'avance, comme l'attestent à la fois Hullin et Savary, qui se transforme dans les relations de Sainte-Hélène en une *lettre* que retient Talleyrand toujours altéré du sang des Bourbons : « Le duc, dit Napoléon, m'avait écrit une lettre *dans laquelle il m'offrait ses services et me demandait le commandement d'une armée*, et ce scélérat de Talleyrand ne me la remit que deux jours après la mort du prince[2] ! » Il y a ici une double et honteuse calomnie, l'une contre Talleyrand, l'autre contre le duc d'Enghien, et celle-ci est particulièrement odieuse : elle est comme le soufflet dont le bourreau frappait le visage de la victime après l'avoir décapitée. Le duc n'écrivit pas de lettre ni à plus forte raison une lettre aussi déshonorante, mais l'eût-il écrite soit de Strasbourg, soit de Vincennes, elle n'eût été dans aucun cas remise à M. de Talleyrand. Elle eût été comme tous ses autres papiers envoyée directement à la Malmaison, ou, dans le cas bien invraisemblable d'une confusion, au grand juge ou à Réal, chargé de la police, ou encore à Murat, gouverneur de Paris. Il n'y avait aucune possibilité qu'elle fût adressée à M. de Talleyrand, alors ministre des affaires étrangères. A supposer qu'il fût le monstre de cruauté qu'un tel acte dénoterait, Talleyrand était

1. Rapport du capitaine Dautancourt.
2. O' Méara, Las Cases.

[redacted]

trop souple, trop avisé pour se le permettre envers un homme comme Bonaparte. Cette anecdote ne peut faire tort qu'à la mémoire de celui qui l'a inventée, et à l'intelligence de ceux qui l'adoptent.

A deux heures du matin [1], le prince est introduit devant la commission militaire que préside le général Hullin. A la physionomie morne et impassible de ces hommes habitués à l'obéissance passive, il est facile de voir qu'ils ont une consigne, et la condamnation de l'accusé est écrite d'avance sur leur visage sévère et triste. Tout en eux et autour d'eux dénonce le rôle lugubre qu'ils ont accepté; les ténèbres dont ils s'environnent, le mystère avec lequel ils procèdent, le silence et l'isolement de cette heure nocturne, l'absence des témoins, du public, des défenseurs qu'on ne refuse pas au dernier des assassins, le déni de toutes les formes protectrices des accusés [2], l'empressement furtif avec lequel ils expédient leur besogne, toutes ces choses muettes ont une voix terrible qui crie : Ce ne sont pas là des juges ! En voyant leur attitude le prisonnier a deviné le sort qui l'attend. Le noble jeune homme se redresse, il répond avec une dignité simple et virile aux questions sommaires que lui adresse Hullin. Ces questions faites pour la forme ne sont que la reproduction abrégée de celles du capitaine rapporteur : elles ne constatent d'autre fait que celui d'avoir porté les armes contre la république, fait qui

1. L'heure est constatée sur la minute originale du jugement ; mais cette date a été raturée après coup comme trop accusatrice pour les juges.

2. Ces violations des formes judiciaires ont été relevées endétai dans l'éloquent mémoire de Dupin : *Discussion des actes de la commission militaire*, etc.

[redacted]

n'était pas contesté par l'accusé. On dit que lorsque Hullin lui demanda s'il avait trempé dans un complot contre la vie du Premier Consul, le sang des Condé se révolta en lui et qu'il repoussa le soupçon avec une rougeur de colère et d'indignation ; mais les dures invectives que vingt ans après Savary plaça dans la bouche de Hullin sont dépourvues de toute vraisemblance, car les juges étaient plus embarrassés que le coupable. Hullin, qui est beaucoup plus digne de foi, assure au contraire s'être efforcé de suggérer au prisonnier des réticences qui pouvaient le sauver et qu'il repoussa avec une noble indignation comme indignes de lui. L'interrogatoire terminé, le prince renouvelle sa demande d'un entretien avec le Premier Consul. Alors Savary qui jusque-là s'était tenu silencieusement devant la cheminée et derrière le fauteuil du président : « Maintenant, dit-il, cela me regarde[1] ! » Après une demi-heure de huis clos nécessaire à un semblant de délibération et à la rédaction d'un arrêt *signé en blanc*, on vient chercher le prisonnier. Harel se présente un flambeau à la main, il le conduit à travers un sombre passage jusqu'à un escalier donnant sur les fossés du château[2]. Arrivés là, ils se trouvent en présence d'une compagnie des gendarmes de Savary, rangés en bataille, on lit au prince sa sentence à côté de la fosse creusée d'avance où son corps va être jeté. Une lanterne déposée près de la fosse[3] prête sa lueur sinistre

1. Hullin, *Explications au sujet de la commission militaire chargée de juger le duc d'Enghien.*
2. Déposition du brigadier Aufort.
3. Procès-verbal d'enquête. L'anecdote de la lanterne placée sur le cœur du duc d'Enghien est controuvée.

[redacted]

à cette scène de meurtre. Le condamné, s'adressant alors aux assistants, leur demande si quelqu'un d'eux peut se charger du message suprême d'un mourant. Un officier sort des rangs; le duc lui confie un paquet de cheveux destinés à une personne aimée. Quelques instants après il tombe sous les balles des soldats.

Tel fut ce guet-apens, un des plus lâches qui aient été commis dans tous les temps. A en croire les apologies de ceux qui ont pris part à son exécution, personne n'en serait responsable, et la fatalité seule aurait commis le crime. A tous les hasards malheureux qu'ils ont découverts après coup dans ce triste événement, il faudrait en ajouter un dernier plus lamentable encore et qui aurait seul perdu le prince. Réal, chargé de l'interroger, aurait ouvert trop tard le message qui lui confiait cette mission, et il ne serait arrivé à Vincennes qu'après l'exécution. Mais si Réal avait dû faire l'interrogatoire, comment Murat qui maudissait son rôle dans cette circonstance aurait-il pris sur lui d'en charger le capitaine Dautancourt? Et si Réal est accouru à Vincennes, comment écrit-il à Hullin deux lettres successives dans la matinée pour le prier de lui envoyer le jugement et les interrogatoires? Jamais plus misérables subterfuges n'ont été imaginés pour dérober des coupables au juste mépris de l'histoire. Il faut mettre sur la même ligne le récit de Savary au sujet de l'accueil que lui fait Bonaparte lorsqu'il vient à la Malmaison rendre compte de sa mission : « Il m'écoute *avec la plus grande surprise!...* Il me fixe avec des yeux de lynx : « Il y a là, dit-il, quelque chose qui « me passe.... Le jugement ne devait avoir lieu qu'a- « près que Réal aurait *interrogé le prisonnier sur un point*

[redacted]

« qu'il nous *importe d'éclaircir....* Voilà un crime et qui « ne mène à rien ! » Le point *à éclaircir* c'était encore la question de l'identité du duc avec le personnage mystérieux, *chauve, blond, de taille médiocre!* Quand on pense que de si impudentes inventions ont été acceptées par toute une génération, on se demande si le mensonge n'a pas par lui-même une saveur et un attrait si irrésistibles pour les appétits vulgaires que la vérité ne peut plus leur paraître que répulsive. Non, il n'y a eu dans la catastrophe de Vincennes ni hasard, ni confusion, ni méprise; tout y a été conçu, prémédité, combiné avec un soin d'artiste, et il faut avoir perdu le sens à force de prévention pour accepter les fables accréditées par le criminel lui-même. Comment l'homme qu'on voit dans sa *Correspondance* si minutieux, si attentif aux plus imperceptibles détails, si pénétrant et si inquisitif lorsqu'il s'agit des agents les plus insignifiants de la conspiration, l'homme qui dicta lui-même les interrogatoires et dirigeait toutes les poursuites contre le prévenu Querelle ou la femme Pocheton, aurait-il pu devenir du jour au lendemain le jouet des quiproquos, des distractions et des bévues énormes qu'on lui prête lorsqu'il s'agit d'un Bourbon et d'un Condé? Comment admettre qu'un esprit si clairvoyant, un caractère si entier et si absolu n'ait plus été en cette circonstance critique qu'un docile mannequin dans la main de Talleyrand? Non, en dépit des falsifications et des mensonges, en dépit d'une hypocrisie plus odieuse que le crime lui-même, il ne lui sera pas donné d'échapper à la responsabilité de l'acte où il a mis le plus de calcul; l'œuvre restera sienne devant Dieu et devant les hommes, et

[redacted]

l'histoire n'admettra pas même en sa faveur ce partage d'ignominie que créent les complicités au bénéfice du coupable, car dans le meurtre du duc d'Enghien il y a eu un auteur principal et des instruments; il n'y a pas eu de complices.

La nouvelle de l'exécution du duc d'Enghien ne fut connue à Paris que dans la soirée du 21 mars; elle y produisit l'impression la plus sinistre. C'était en effet la terreur, mais la terreur au profit d'un seul homme, la terreur moins le fanatisme, la terreur moins la publicité et le grand jour, car tout dans cette ignoble tragédie s'était passé de nuit, l'arrestation, le jugement, l'exécution. Cependant l'opinion publique dépourvue de tout moyen d'exprimer sa réprobation resta forcément muette, et la sensation fut passagère. Les hommes sont si peu capables de consistance même dans la haine, que moins de trois mois après le meurtre, ceux qu'il avait le plus indignés pétitionnaient auprès du meurtrier pour obtenir quelque place dans ses antichambres. Il n'y eut qu'une seule protestation, celle de Chateaubriand, qui donna sa démission de chargé d'affaires auprès de la république du Valais. Fourcroy reçut un discours de clôture tout rédigé qu'il se hâta d'aller prononcer au Corps législatif[1] pour congédier cette assemblée. Bonaparte vint en personne au conseil d'État et s'y livra à un de ces monologues dans lesquels il semblait prendre à partie un interlocuteur imaginaire, comme s'il eût senti tout ce que le silence général cachait de réprobation : « La population de Paris n'était qu'un ramas de badauds.... elle avait

1. Pelet de la Lozère.

[redacted]

toujours fait le malheur de la France!... Quant à l'opinion publique, il fallait respecter ses jugements, mais mépriser ses caprices.... Au reste, il avait cinquante mille hommes pour faire respecter la volonté de la nation! » Il entra ensuite dans des explications sans fin que personne ne lui demandait; puis comme irrité du mutisme obstiné qu'il trouvait autour de lui, il leva brusquement la séance. Les journaux eurent l'ordre de se taire. Le *Moniteur* eut ce jour-là et le lendemain, 22 mars, une physionomie à part, pleine de mystère, de douceur et de componction. Le 21 mars, il débutait par une lettre du pape Pie VII « *à son très-cher fils en Jésus-Christ Napoléon Bonaparte* » au sujet des églises d'Allemagne, témoignage d'affection précieux à faire valoir auprès des âmes pieuses dans ces circonstances difficiles. Il ne contenait pas un mot au sujet du tragique événement qui était dans toutes les bouches. Une courte note apprenait toutefois au public l'existence de rassemblements d'émigrés sur la rive droite du Rhin, « *encombrée* de ces nouveaux légionnaires. » Sans nommer le duc d'Enghien, elle disait « qu'un prince Bourbon, *avec son état-major et quelques bureaux*, était fixé sur ce point d'où il dirigeait le mouvement. » Honteux mensonge, calculé pour préparer l'opinion, car on avait depuis plusieurs jours la liste nominative des huit personnes parfaitement inoffensives qui se trouvaient auprès du prince [1], et il fallait une singulière audace pour les transformer en un état-major et en bureaux d'enrôlement. Le lendemain

1. C'étaient avec Thumery, le colonel Grunstein, deux abbés, un secrétaire, trois domestiques. — *Rapport de Charlot.*

[redacted]

22 mars, c'est encore par une pièce de la piété la plus édifiante que débute le journal officiel; il est de plus en plus confit en dévotion. Cette fois, c'est l'évêque de Coutances qui vient se porter garant des sentiments religieux du Premier Consul. Au milieu d'une messe solennelle demandée par les vétérans pour remercier Dieu de la découverte de la conspiration, l'évêque a proposé en exemple à ces militaires la foi exaltée du nouveau Constantin : « Soldats, leur a-t-il dit, ne l'oubliez jamais ce Dieu que le vainqueur de Marengo adore, ce Dieu devant qui on l'a vu dans la cathédrale de Milan courber son front couronné par la victoire! etc. » Après ce prélude plein d'édification et à la suite des nouvelles du jour, à la place la moins apparente de la feuille officielle, on trouve un document qui semble rejeté là comme quelque pièce historique insignifiante, sans préparation ni réflexion, ni rien qui attire les yeux, c'est le jugement de la commission militaire contre *le nommé* Louis-Antoine-Henri de Bourbon, duc d'Enghien. Et pour achever de caractériser tout ce qu'il y avait eu de perfidie et de préméditation dans cet arrangement, ce jugement même était *un faux*. L'arrêt original porté à la Malmaison par Réal avait paru trop brutal dans son éloquente brièveté, et l'on y avait rétabli quelques formules et quelques semblants de formes judiciaires.

L'émotion produite par la mort du duc d'Enghien commençait à peine à se calmer, lorsque le 6 avril on apprit que le général Pichegru avait été trouvé étranglé dans sa prison. « Le 5 avril, vers onze heures du soir, raconta le *Moniteur*, Pichegru ayant pris un fort bon repas, se coucha vers minuit. Le garçon de cham-

bre qui le servait s'étant retiré, Pichegru tire de dessous son chevet, où il l'avait placée, une cravate de soie noire dont il s'enlace le cou. Une branche de fagot qu'il avait mise en réserve lui aide alors à exécuter son projet de suicide. Il introduit ce bâton dans les deux bouts de sa cravate assujettis par un nœud. Il tourne ce petit bâton près des parties glandulaires du cou autant de fois qu'il est nécessaire de le faire pour clore les vaisseaux aériens; près de perdre la respiration, il arrête le bâton derrière son oreille et se couche sur cette même oreille pour empêcher le bâton de se relâcher. Pichegru, naturellement replet, sanguin, suffoqué par les aliments qu'il vient de prendre et par la forte pression qu'il éprouve, expire pendant la nuit. »

Ce récit, précis et circonstancié comme s'il avait été écrit par un témoin oculaire, n'était nullement propre à prévenir ou à dissiper les soupçons qu'un tel événement devait faire naître. Il a le tort très-fâcheux en pareille circonstance de vouloir trop prouver. Pour quiconque sait, par exemple, ce que l'agonie produite par la strangulation a d'angoisses et de convulsions, il est difficile d'admettre que Pichegru, dans ce moment suprême où le mouvement survit à la conscience et à la volonté, ne se soit pas involontairement débattu et soit resté jusqu'au bout immobile, *couché sur l'oreille, pour empêcher le bâton de se relâcher*, selon l'intention que lui assigne, avec une si imperturbable assurance, l'auteur de cet étrange procès-verbal. D'autres particularités suspectes pouvaient être relevées soit dans le rapport des chirurgiens nommés pour visiter le corps, soit dans la déposition des gardiens. Les chirur-

[redacted]

giens constatèrent que Pichegru avait sur la joue gauche « une égratignure transversale d'environ six centimètres[1], » et ils l'attribuaient au mouvement rotatoire du bâton, chose assez peu vraisemblable si ce mouvement avait été produit par le général lui-même. Cette brutalité attestait l'intervention d'une main étrangère. Écoutons maintenant le gardien de service auprès de Pichegru. Il déclare « être entré le matin dans la chambre de Pichegru pour y allumer du feu, et *que ne l'entendant et ne le voyant remuer*, *et craignant qu'il ne fût arrivé quelque accident*, il est allé sur-le-champ prévenir le citoyen Fauconnier, le concierge du Temple[2], » sans autrement vérifier si sa supposition est fondée ou non, sans voir ni mentionner aucun des détails d'une scène qui était si bien faite pour frapper ses yeux. Et chose non moins extraordinaire, ce vague rapport « qu'on n'a pas entendu Pichegru remuer » suffit au geôlier Fauconnier, il n'a pas besoin d'un plus ample informé ; sur ce simple renseignement il court tout droit chez le colonel Ponsard et chez le juge d'instruction Thuriot[3].

Le *Moniteur* revint encore sur la mort de Pichegru ; il raconta « que le soir Pichegru avait demandé un *Sénèque*, et qu'ouvrant ce livre à la page où le philosophe dispute sur les malheurs de la vie et le passage facile à l'éternité, Pichegru avait essayé le *suicide*. » Réal et ses amis racontèrent de leur côté que Pichegru avait emprunté ce Sénèque à Réal plusieurs jours auparavant, et qu'il le laissa ouvert à la page où le

1. Rapport des chirurgiens nommés par le tribunal, etc.
2. Déposition du porte-clef Popon.
3. Déposition de Fauconnier.

moraliste dit « que celui qui veut conspirer doit avant tout ne pas craindre la mort. » Ainsi Pichegru voulant quitter la vie aurait pris soin d'écarter lui-même toutes les apparences qui auraient pu faire croire à un assassinat! Pour faire connaître son intention de se suicider il aurait songé à demander un Sénèque au lieu d'écrire un mot sur ses dernières volontés; il aurait choisi ce moyen indirect et détourné, ce moyen théâtral et contraire à son caractère; il aurait voulu préparer cette justification à son plus mortel ennemi! Il faut convenir qu'on sent là trop d'artifice et d'arrangement, et ce dernier trait dépasse la mesure, car il est plutôt de nature à faire naître les doutes qu'à les dissiper. Il faut en dire autant de la première exclamation qui selon le témoignage de Savary échappe à Réal lorsqu'il est informé de l'événement : « Eh bien! quoiqu'il n'y ait rien de plus évidemment démontré que ce suicide, on dira toujours que n'ayant pu le convaincre nous l'avons étranglé[1]. »

Telle fut en effet l'impression universelle au moment où l'on apprit cette mort et où toutes les circonstances de l'événement étaient encore gravées dans les esprits. On alla jusqu'à désigner les exécuteurs, c'étaient ces mameluks que Bonaparte avait ramenés d'Orient et dont il s'entourait, ministres bien choisis en effet pour cette exécution à la turque. Les prisonniers racontèrent que la nuit ils avaient entendu le bruit d'une lutte dans le cachot de Pichegru[2]. Savary atteste que longues années après un haut fonctionnaire qui était

1. *Mémoires* de Savary.
2. Fauche Borel.

[redacted]

son ami lui parla de l'assassinat de Pichegru « comme d'une vérité dont il ne doutait pas. » Le baron de Dalberg, alors représentant de Bade à Paris, était l'interprète du sentiment général du corps diplomatique lorsqu'il annonçait à son gouvernement « que Pichegru avait été choisi comme victime. L'histoire des empereurs romains, le bas empire, ajoutait-il, voilà le tableau de ce pays, de ce règne[1], » comparaison d'autant plus juste qu'à ce moment même, et comme s'il avait voulu en confirmer l'exactitude, Bonaparte irrité des murmures des salons de Paris faisait insérer dans tous les journaux un article « sur les causes qui avaient pu déterminer Constantin *à former une nouvelle capitale*. » Il avait plus d'une fois annoncé tout haut son intention vraie ou fausse de transporter la capitale à Lyon, et il choisit ce moment pour publier cette menace des plus transparentes à l'adresse des Parisiens.

Depuis cette époque, le temps qui affaiblit toutes les impressions a presque effacé les soupçons auxquels avait donné lieu la mort de Pichegru ; mais pour qui se transporte au milieu des circonstances du moment et les examine avec une froide attention, les motifs de suspicion restent intacts. Indépendamment des points de fait que nous avons établis, la mort de Pichegru donne lieu à une double question. Bonaparte était-il *capable* d'employer un tel moyen pour se défaire de Pichegru ? Le meurtre du duc d'Enghien, victime infiniment plus pure, plus innocente, plus intéressante que Pichegru, et qui avait été sacrifiée quinze jours auparavant, dispense de répondre à cette question. On

1. Dépêche du 11 avril 1804.

peut se demander ensuite s'il y avait *intérêt?* Pichegru avait constamment déclaré dans ses interrogatoires qu'il ne parlerait que devant le tribunal; depuis la duperie dont il avait été l'objet de la part de Réal, il s'expliquait en termes très-amers au sujet du Premier Consul; on savait qu'il avait été le dépositaire de plus d'un secret à l'époque du 18 fructidor, et depuis, concernant le général Bonaparte; on connaissait son caractère énergique et résolu; on n'ignorait pas enfin qu'il était poussé à bout, prêt à déchirer tous les voiles. Il n'en fallait certainement pas davantage pour décider un ennemi tout-puissant, aux yeux de qui la vie d'un homme ne comptait pas plus que celle d'un moucheron. Mais le Premier Consul, a-t-on dit souvent, n'avait-il pas un plus grand intérêt encore à se défaire de Moreau, et dans ce cas, pourquoi frapper Pichegru? La réponse est facile. Pichegru était tellement compromis qu'il n'avait plus rien à ménager ni à espérer; il ne pouvait se relever un peu devant l'opinion qu'à la condition d'attaquer ouvertement la tyrannie de Bonaparte; Moreau était au contraire dans une situation où il ne pouvait pas même exprimer un blâme sur la politique du Consul sans s'exposer au soupçon d'une hostilité personnelle; il n'y avait contre lui que des charges très-légères, il leur eût donné du poids, en prenant dans le procès le rôle d'un rival ou même d'un opposant; il devait se renfermer strictement dans la discussion des faits qu'on lui reprochait. C'étaient là des raisons décisives de ne pas craindre de sa part ce qu'on redoutait de celle de Pichegru; et d'ailleurs comment faire croire que Moreau, contre qui on n'avait aucune preuve, avait pu s'abandonner

[redacted]

lui-même au point de se *suicider?* Pour expliquer une pareille détermination, il eût fallu une situation désespérée. Ce n'est pas tout. Pichegru était déconsidéré, il n'inspirait plus d'intérêt qu'à l'émigration, on pouvait le faire disparaître sans danger; Moreau était estimé même de ses ennemis, il était adoré de ses anciens soldats, il avait de nombreux partisans parmi les chefs de l'armée et jusque dans le sénat, et si un tel homme avait été étranglé dans sa prison, le gouvernement consulaire n'eût pas selon toute apparence porté son crime bien loin. Il résulte de ces considérations, que si le meurtre de Pichegru ne peut pas être donné comme un fait rigoureusement démontré, il n'a non plus rien qui soit invraisemblable. Le mystère ne sera peut-être jamais éclairci, et l'accusation serait téméraire, mais le soupçon sera toujours légitime.

CHAPITRE IV.

L'EMPIRE. — LE PROCÈS ET LA PROSCRIPTION DE MOREAU.

Si le motif des facilités et des encouragements de toute sorte que le gouvernement avait prodigués à une conspiration qui sans lui n'aurait peut-être jamais eu un commencement d'existence, était un seul instant douteux pour l'histoire, l'empressement éhonté qu'on mit à tirer de cette noire combinaison les résultats qu'on en attendait, suffirait à lui seul pour donner une clarté parfaite aux intentions de ceux qui la favorisèrent. L'art avec lequel on exploita le complot explique merveilleusement la coopération qu'on lui avait prêtée. Ce sont deux coups montés en même temps, deux parties liées qui n'ont qu'un seul et même enjeu, deux entreprises qui visent au même but. Ce but si ardemment et si perfidement poursuivi, ce n'était pas seulement la perte de Moreau et de tous ses amis qui allaient être enveloppés dans sa disgrâce, ce n'était pas seulement la mort de Pichegru, de Georges, du duc d'Enghien, la suppression violente de tout ce qui restait d'éléments énergiques au sein du parti royaliste, c'était encore le

[redacted]

couronnement de ces espérances depuis si longtemps ajournées, dont le pamphlet de Fontanes avait été la première manifestation, dont la conspiration de Ceracchi avait été le prétexte savamment préparé, dont le Consulat à vie avait été l'avortement passager, par suite de la dissimulation obstinée de Bonaparte, c'était le rêve dont on ne voulait pas attendre la réalisation des triomphes devenus un peu problématiques de l'expédition d'Angleterre; c'était en un mot l'Empire. La commotion produite par les derniers événements, l'ébranlement communiqué à tant de têtes faibles et légères, si promptes à se jeter d'un extrême à l'autre, les protestations de dévouement provoquées au sein de tous les corps officiels, de toutes les assemblées administratives à l'occasion des dangers auxquels le Premier Consul disait avoir échappé, rendaient facile l'introduction de l'objet déjà connu de ses désirs sous forme d'adresse ou de pétition, et la question, une fois introduite, était d'avance résolue.

Depuis longtemps les mots d'*Empire d'Occident*, d'*Empire des Gaules*, avaient été mis en avant par des hommes zélés, jaloux de prendre date, et sûrs de plaire au maître en prononçant tout haut le nom qui ne quittait plus sa pensée. Mais ces mots n'avaient pas trouvé d'échos, ils n'avaient été accueillis que par l'indifférence publique. Dès la rupture de la paix d'Amiens, Fox écrivait à son neveu que le bruit courait que Bonaparte allait se faire proclamer *empereur des Gaules*[1]. L'annonce était prématurée, mais l'événe-

1. *Memorials and correspondence*, published by lord Russell. Vol. III.

[redacted]

ment était résolu. Il avait d'abord fallu faire naître l'occasion; aujourd'hui on la tenait : choisir, pour opérer cette transformation, l'échec d'une conspiration était un procédé indiqué et devenu banal depuis Machiavel. Pendant même qu'on fusillait le duc d'Enghien à Vincennes, des adresses signées par des fonctionnaires, des conseils électoraux et des conseils municipaux, demandaient que Bonaparte mît fin aux inquiétudes de la nation et consolidât les institutions, en rétablissant l'hérédité. Le signal avait été donné au fond d'une province éloignée par un collége obscur que présidait Ganteaume. Cette requête ne répondait en rien au sentiment général, c'était le gouvernement qui se l'adressait à lui-même, par la main de ses créatures. La France était passive et subjuguée, elle n'avait plus ni volonté ni opinion, elle était surtout crédule, ignorante, et n'avait presque aucun moyen de connaître la vérité sur les faits qui venaient de se passer; elle se laissa pousser avec résignation dans la voie où l'on voulait l'entraîner. Jamais révolution ne fut moins spontanée, moins motivée, moins appelée par le vœu public; jamais crise n'a été provoquée avec plus de mépris pour les droits du peuple; jamais on n'a plus audacieusement insulté au bon sens et à la vérité qu'en affirmant que l'Empire était souhaité par la nation. Dans l'entourage même de Bonaparte, les personnages les plus éclairés étaient pour la plupart opposés au nouveau changement; ils s'effrayaient pour eux-mêmes d'une ambition qui semblait devenir plus insatiable en raison même des satisfactions qu'on lui prodiguait afin de l'apaiser. Ainsi pensait Cambacérès lui-même, le grand meneur du

[redacted]

Consulat à vie, devenu hostile aux projets annoncés non par scrupule ou par principe, mais par prévoyance et par crainte de l'avenir si imprudemment escompté. Bonaparte n'avait pour lui que ceux qui spéculaient d'avance sur les faveurs d'un régime nouveau. A leur tête s'était placé Fouché, fatigué de sa longue inertie, et impatient de reconquérir sa place dans le gouvernement. Fouché fut, à défaut de Cambacérès, l'instrument principal de cette transformation; ouvrier digne d'une telle tâche. Les services qu'il rendait ici n'étaient d'ailleurs que la continuation de ceux qu'il avait rendus dans la trame ourdie contre Moreau. Il y déploya sa vieille expérience de roué politique, et toute sa science de l'intrigue. Le meurtre du duc d'Enghien produisit un mouvement d'horreur, mais n'arrêta pas des manifestations organisées, dans lesquelles l'opinion publique n'était pour rien. Il ne s'agit bientôt plus que d'y faire participer les grands corps d'État, plus dociles encore que tous les autres : ils n'attendaient que le mot d'ordre pour obéir.

On trouva un moyen très-simple d'engager le Sénat. Dans le but de faire diversion à la fâcheuse impression produite en Europe par la violation du territoire germanique, le Premier Consul avait fait rédiger par le Grand Juge un rapport concernant les intrigues de Drake, de Spencer Smith en Allemagne et la duperie dont ils avaient été l'objet de la part de Méhée et du capitaine Rosey. On joignit à ce rapport comme pièce de conviction la correspondance de ces agents diplomatiques avec les deux agents provocateurs, et pour donner le plus grand éclat possible à ces lettres fort insignifiantes, on les appuya par une circulaire des

[redacted]

plus bruyantes et des plus déclamatoires, que Talleyrand adressa à toutes les cours européennes, pour flétrir une fois de plus les abominables menées du cabinet britannique. C'était tirer doublement parti de cette médiocre production, que de la communiquer au Sénat dans la circonstance présente. La commission nommée pour examiner le rapport au nom de cette assemblée, ignorant ce qu'on allait exiger d'elle, ne proposa qu'un projet d'adresse contenant les félicitations obligées; mais Fouché avait reçu mission d'éclairer le Sénat. Bonaparte jugeait inutile de recommencer cette fois la comédie du Consulat à vie, car il en avait été le premier puni; il s'était expliqué nettement au sujet de ses intentions. Fouché fit connaître aux sénateurs un désir qui était pour eux un ordre. Il n'eut pas de peine à les convaincre de l'avantage qu'il y aurait pour le Sénat à devancer une volonté à laquelle il ne pouvait faire obstacle : l'adresse projetée se changea aussitôt en une invitation à s'emparer de la couronne. Le 27 mars, alors que le corps de la victime de Vincennes était à peine refroidi, et que l'impression était encore toute vive dans les esprits, les personnages les plus considérables de l'État, au milieu de la stupeur universelle, s'empressèrent d'offrir au meurtrier la récompense du crime. « Vous fondez, lui disaient-ils, une ère nouvelle, mais vous devez l'éterniser; l'éclat n'est rien sans la durée. Ne différez pas, grand homme, achevez votre ouvrage en le rendant immortel comme votre gloire. Vous nous avez tirés du chaos du passé, vous nous faites bénir les bienfaits du présent, garantissez-nous l'avenir[1] ! »

1. *Adresse du Sénat.*

[redacted]

Bonaparte accueillit avec une calme gravité le vœu des sénateurs, mais il crut devoir manifester l'étonnement d'un homme pris au dépourvu. Il demanda à réfléchir avant de répondre à une proposition dont il avait eu seul l'initiative. Ce qu'il voulait en réalité c'était gagner le délai indispensable pour tout régler et pour préparer les esprits à une transformation dont personne ne sentait la nécessité. En même temps donc qu'il faisait débattre au conseil d'État par ses orateurs les avantages comparés du système électif et du système héréditaire, en même temps qu'il affectait avec certains personnages d'hésiter entre un empire et un *stathoudérat*[1], il pressait ses préfets d'activer les démonstrations de toutes les assemblées placées sous leur dépendance; il chargeait ses ambassadeurs de négocier la reconnaissance de son nouveau titre auprès des cours étrangères, particulièrement de la Prusse et de l'Autriche; il discutait avec ses frères Joseph et Louis tantôt l'éventualité d'un divorce, tantôt le mode d'après lequel devait être réglée l'hérédité; il s'efforçait de faire accepter à Louis l'idée d'une adoption devant laquelle ce dernier se récriait avec horreur, disant qu'on voulait le déshonorer et confirmer les bruits injurieux auxquels avait donné lieu la naissance de son premier fils; enfin il mandait à ses généraux[2] de *consulter* l'opinion de l'armée, en ayant soin toutefois de n'adresser cette invitation qu'à ceux qui étaient capables d'en comprendre le sens. Cette dernière formalité était d'autant plus dé-

1. Miot de Mélito.
2. Lettre à Soult, 14 avril 1804.

risoire que les vœux des soldats étaient d'avance exploités comme une menace auprès des membres du Sénat, du Corps législatif et du Tribunat. On leur faisait dire sous main « que l'armée était impatiente, que ses chefs craignaient de ne pouvoir bientôt plus la contenir, qu'il fallait donc se hâter si l'on ne voulait pas voir consommée par la force militaire une révolution qui devait être faite par les pouvoirs civils! » L'armée était donc au fond le levier qui faisait mouvoir tout l'État. Il est facile de comprendre le résultat de ce mouvement général imprimé à cette machine si bien organisée pour le despotisme; une fois jeté dans la filière l'Empire suivait une marche régulière, prévue, que rien ne pouvait arrêter désormais, si ce n'est un hasard extraordinaire.

L'Europe étant moins disciplinée se montra moins complaisante. Nous avons vu comment Bonaparte, à la suite de la rupture du traité d'Amiens, en était arrivé en peu de temps à exaspérer contre nous par ses exigences intraitables les États les mieux disposés en notre faveur, et cela au moment où la guerre dans laquelle nous venions de nous engager nous imposait plus que jamais le devoir de les ménager. Nous l'avons vu s'aliénant le cœur des peuples alliés par ses déprédations, pressurant sans pitié les nations dépendantes, humiliant sans mesure l'Autriche vaincue, irritant la Russie faute d'avoir pu l'amener à prendre parti contre l'Angleterre, repoussant enfin avec une aveugle infatuation la main que lui tendait la Prusse pour une clause qu'elle refusait à son obstination. Un complet isolement fut la conséquence naturelle de cette politique. Les sentiments d'hostilité

[redacted]

que l'attitude énigmatique des puissances révélait eussent suffi à eux seuls pour faire reculer le Premier Consul devant un fait aussi énorme que l'enlèvement du duc d'Enghien en pleine paix sur le territoire germanique, s'il eût possédé ce génie politique qu'on lui a si facilement attribué. Si en effet il ne prévoyait pas les conséquences inévitables d'un tel événement, dans la disposition peu amicale où se trouvait l'Europe, il faut lui dénier presque absolument ce tact et cette justesse d'esprit sans lesquels il n'y a jamais eu de grande politique; s'il les prévoyait et si, selon une expression qu'on surprit plus d'une fois sur ses lèvres, il voulait « vaincre l'Angleterre en battant l'Europe, » s'il préféra sa vengeance à la paix du monde, s'il commit froidement ce crime avec la conscience des calamités qu'il allait attirer sur son pays, il n'était dès lors qu'un insensé et un furieux à mettre hors la loi du genre humain.

L'impression produite sur les puissances européennes par l'enlèvement et le meurtre du duc d'Enghien fut un sentiment unanime d'indignation, mais elles étaient loin de se trouver toutes en état de le manifester. La Prusse ne témoigna son mécontentement que par un profond silence; mais elle se lia aussitôt à la Russie par un traité secret[1]. Les deux puissances s'engageaient à nous déclarer la guerre dès « le premier empiétement du gouvernement français contre les États du nord. » Le cas seul d'une augmentation de nos troupes dans le Hanovre suffirait pour leur donner le droit de réclamer le *casus fœderis*. L'Autriche,

1. Signé le 24 mai 1804.

alors isolée par suite du partage des indemnités germaniques, resta dans l'attitude craintive que lui commandait la prudence et continua à nous témoigner de froids égards. M. de Cobentzel eut même la faiblesse de dire à notre ambassadeur Champagny, mais seulement dans une conversation privée, « que son maître comprenait les nécessités de la politique, » ce qu'on fit valoir à Paris comme une adhésion du cabinet autrichien. Les petites cours germaniques terrifiées parurent ignorer l'événement. La Russie seule protesta énergiquement. Cette puissance eut en cette occasion l'honneur d'être l'interprète de l'opinion du monde entier. Aussitôt que la nouvelle parvint à Saint-Pétersbourg, Alexandre fit prendre le deuil à toute sa cour. Quelques jours après, une note sévère et hautaine à l'adresse du cabinet français vint préciser le sens de cette manifestation[1]. Après avoir exprimé les sentiments « de douleur et d'étonnement » que l'événement d'Ettenheim avait causés à l'Empereur, la note relevait l'infraction au droit des gens, commise par la violation d'un territoire neutre, et annonçait que le gouvernement russe se réservait d'agir auprès de la Diète. La petite cour de Suède imita courageusement la conduite de la Russie. La réponse du Premier Consul ne se fit pas attendre ; elle est restée mémorable par le mal qu'elle nous a fait. S'il ne s'était agi que de répliquer par un sanglant affront à de trop justes plaintes, cette réponse aurait pleinement atteint son but. Mais s'il s'agissait d'éviter une rupture imminente par une habile temporisation, de pallier en les

1. Note du 30 avril.

[redacted]

atténuant des faits éternellement regrettables, de laisser en un mot une porte ouverte à la conciliation, la note du cabinet français était aussi funeste qu'inopportune : « La plainte que la Russie élève aujourd'hui, disait-elle, conduit à demander si, lorsque l'Angleterre médita l'assassinat de Paul Ier, on eût eu connaissance que les auteurs du complot se trouvaient à une lieue des frontières, on n'eût pas été empressé de les faire saisir. »

Cette allusion à l'impunité dont jouissaient les meurtriers de Paul était en effet une foudroyante réplique, mais elle sacrifiait les intérêts de notre politique à une satisfaction d'amour-propre, et elle faisait une blessure irréparable au cœur du jeune souverain, car Alexandre avait subi son élévation comme un malheur et profité du meurtre sans en être complice. Les raisonnements qu'on avait joints à cette déclaration injurieuse dans le but de prouver que, les puissances germaniques se tenant pour satisfaites, la Russie n'avait aucun droit de se plaindre, étaient d'ailleurs fort superflus, car lorsqu'on frappe, il est inutile de raisonner. A supposer que la maxime fort contestable de *qui ne dit mot consent*, fût applicable ici, il y avait au-dessus des intérêts allemands un intérêt plus général, il y avait un droit public européen ; et si les gouvernements germaniques étaient trop faibles pour oser l'invoquer, n'était-ce pas une raison de plus pour les États forts de prendre la défense de l'indépendance commune ? Bonaparte prescrivit en même temps à Talleyrand de rappeler sur-le-champ notre ambassadeur de Saint-Pétersbourg en y laissant un simple chargé d'affaires ; il lui dicta le

langage qu'il devait tenir auprès de cette cour : « *Je ne veux pas la guerre*, lui disait-il, *mais je ne la crains avec personne*.... C'est bien assez d'avaler sur mer les avanies de l'Angleterre sans être obligé d'avaler encore les impertinences de la Russie.... Toute l'Europe, disait-il encore, me rend la justice *que je ne me mêle des affaires intérieures d'aucun État*; et je ne souffrirai pas qu'on veuille faire le contraire en France[1]. » On a vu précédemment par le récit de nos rapports avec l'Espagne, avec la Suisse, avec la Hollande, avec l'Italie, avec l'Angleterre elle-même, comment Bonaparte « ne se mêlait des affaires intérieures d'aucun État. » Dans ce moment même il venait de forcer la cour de Rome à lui livrer, par la plus lâche complaisance et au mépris de tous les droits, l'émigré Vernègues, naturalisé russe, qu'il avait voulu un instant impliquer dans la conspiration de Georges. Mais peu de temps après, embarrassé de sa capture, il favorisa sous main son évasion, lorsqu'il s'aperçut que ses menaces contre la Russie avaient produit en Europe un effet tout contraire à celui qu'il en attendait.

Cet effet était de moins en moins favorable à mesure que l'ensemble des derniers événements était mieux connu. Le rapport relatif aux menées de Drake, publié si bruyamment pour détourner contre l'Angleterre l'indignation produite par la catastrophe de Vincennes, avait complétement manqué son but malgré les gros mots dont Talleyrand avait émaillé sa circulaire aux membres du corps diplomatique. Quel était en effet le crime de Drake et de Spencer

1. Bonaparte à Talleyrand, 13 mai 1804.

[redacted]

Smith? D'avoir accueilli les ouvertures d'un agent de police qui leur promettait de faire enlever dans le cabinet du Premier Consul un portefeuille contenant des secrets d'État? d'avoir essayé de nouer des intelligences avec un comité royaliste imaginaire? Mais ce qu'ils avaient tenté vainement de faire dans un pays avec lequel leur patrie était en guerre, combien de fois Bonaparte ne l'avait-il pas fait avec un plein succès dans des pays avec lesquels il était en paix? Toute sa politique n'avait consisté, le plus souvent, que dans des pratiques de ce genre, mais ses menées à lui étaient mille fois plus odieuses parce qu'il les employait envers des alliés ou envers des faibles et parce qu'à la ruse il savait joindre la violence. L'Angleterre n'avait fait d'ailleurs que lui emprunter son moyen favori en lui suscitant des ennemis en France, dans un moment où, pour réparer l'échec de son essai d'insurrection en Irlande, il formait à Boulogne des régiments d'Irlandais pour un nouveau soulèvement. S'il ne faisait pas plus, c'est qu'il ne le pouvait pas; c'est qu'avec toutes ses promesses de délivrer le peuple anglais de son aristocratie et de lui apporter les bienfaits de l'égalité, il n'aurait pas entraîné en Angleterre le dernier des mendiants.

Lors donc que Talleyrand s'écriait avec une feinte indignation dans son manifeste : « Une telle *prostitution* étonnera et affligera l'Europe comme le scandale d'un crime inouï et que jusqu'ici les gouvernements les plus pervers n'avaient pas osé méditer! » ces paroles retombaient de tout leur poids sur celui qui les avait dictées. Lord Hawkesbury n'éprouva aucun embarras à justifier son gouvernement des accusations

du cabinet français. En repoussant avec mépris toute participation à un projet d'assassinat, en signalant cette accusation comme un moyen « de détourner l'attention de l'Europe de l'action sanguinaire qui venait d'être perpétrée par l'ordre direct du Premier Consul, » il restait dans la stricte vérité. Enfin en affirmant sans détour son droit et son intention « de profiter de tous les mécontentements existant dans les pays avec lesquels il était en guerre[1], » il eut aux yeux de toute l'Europe, sur le gouvernement français, l'avantage de la franchise et de la dignité.

Près d'un mois s'était écoulé depuis que le Sénat avait invité Bonaparte à achever son ouvrage et à affermir nos institutions par le rétablissement du trône. Pendant ce temps il avait eu le loisir de terminer *ses réflexions*, c'est-à-dire de s'assurer de l'assentiment de la Prusse et de l'Autriche, des dispositions de ses soldats, de l'inépuisable docilité de la nation. L'immense troupeau des fonctionnaires s'était précipité avec son zèle accoutumé dans la voie qu'on lui avait ouverte; les chefs de l'armée avaient saisi avec avidité un moyen d'avancement plus rapide et moins dangereux que celui des combats; et durant tout le mois d'avril la France avait retenti des protestations du dévouement officiel et de ses vœux en faveur de l'Empire. Quant à cette nation singulière, mélange désespérant d'inconsistance et de grandeur, de faiblesse et de générosité, tout émue encore de son indignation de la veille, partagée un instant entre l'idolâtrie et

1. Note de lord Hawkesbury, 30 avril 1804. *Annual register : state papers.*

[redacted]

l'horreur, mais trop démoralisée et trop sceptique pour avoir une volonté, elle semblait ne pouvoir plus résister à la fascination du crime et de la gloire; elle s'abandonnait elle-même avec une sorte d'ivresse, semblable à ces femmes avilies qui se donnent de préférence à celui qui les méprise et les violente. Le 23 avril, le signal fut enfin donné. Le tribun Curée, homme choisi en raison de son obscurité même, pour mieux laisser toute leur valeur aux arrêts du Destin, déposa sur le bureau du Tribunat une motion demandant l'établissement de l'Empire en faveur de Napoléon Bonaparte et de sa famille. Alors le Premier Consul se décide à répondre à l'adresse des sénateurs :

« Votre adresse, leur dit-il, n'a pas cessé d'être présente à ma pensée, elle a été l'objet de mes méditations les plus constantes. Vous avez jugé l'hérédité de la suprême magistrature nécessaire pour mettre le peuple français à l'abri des complots de nos ennemis et des agitations qui naîtraient d'ambitions rivales. Plusieurs de nos institutions vous ont en même temps paru devoir être perfectionnées pour assurer sans retour *le triomphe de l'égalité et de la liberté publique*, et offrir à la nation et au gouvernement la double garantie dont ils ont besoin.... J'ai senti de plus en plus combien les conseils de votre sagesse et de votre expérience m'étaient nécessaires pour fixer toutes mes idées. Je vous invite donc à me faire connaître votre pensée tout entière.... Je désire que nous puissions dire au peuple français, le 14 juillet de cette année : il y a quinze ans par un mouvement spontané vous courûtes aux armes, vous acquîtes la liberté, l'égalité, la gloire. Aujourd'hui ces premiers

biens des nations assurés sans retour sont à l'abri de toutes les tempêtes, ils sont conservés à vous et à vos enfants! » (25 avril.)

Comme au lendemain du 18 brumaire, c'était sous la protection des grands souvenirs de 89 que se plaçait ce nouveau coup d'État destiné à effacer les derniers vestiges des libertés publiques. Mais plus grande était la force de celui qui recourait à de pareils artifices, plus odieuse était son hypocrisie. On ne saurait d'ailleurs nier que ce charlatanisme cynique, employé systématiquement dans les plus petites choses, n'ait puissamment contribué à maintenir le pouvoir de Bonaparte. Il savait bien que les hommes éclairés n'étaient pas dupes d'un si grossier mensonge, mais la grande masse qu'on conduit avec des mots et qui est fort insensible à l'existence des garanties politiques, retrouvant sans cesse dans les discours officiels les formules les plus populaires de la révolution, ne demandait pas mieux que de prendre au sérieux un langage dont elle était peu en état de comprendre toute la fausseté. Aux yeux de cette masse, la révolution c'était la possession des biens nationaux, c'était l'avancement dans l'armée et l'admissibilité à tous les emplois, c'était l'abolition des priviléges nobiliaires Tous ces biens, Bonaparte les lui assurait; il n'en fallait pas plus au grand nombre pour suivre aveuglément un homme qu'on n'avait plus aucun moyen de démasquer, et qui avait du reste l'art de satisfaire quelques-uns des appétits les plus chers de la démocratie sinon ses instincts élevés. Là est le premier secret de cette surprenante popularité.

Le discours du Premier Consul venait d'ouvrir la

[redacted]

lice aux ambitieux, aux courtisans, aux spéculateurs, aux coureurs de place : tous s'y précipitent à l'envi, ne cherchant plus qu'à se gagner de vitesse et à se devancer les uns les autres, et les timides les y suivent par crainte de voir leur peu d'empressement dénoncé comme une conspiration. Au Tribunat, dans la séance du 30 avril, Curée développe sa motion au milieu des applaudissements de l'assemblée. Siméon, jaloux de faire oublier son passé de royaliste et son opposition d'un jour, l'appuie avec enthousiasme. Il montre l'Empire étouffant comme Hercule les serpents qui se sont glissés dans son berceau. Il compare Bonaparte à Hugues Capet et à Charlemagne. Il rappelle le juste décret qui renversa les Stuarts. Parmi les orateurs qui lui succèdent, c'est à qui le dépassera par la hardiesse de ses flatteries. C'est l'émulation dans la servilité, comme on l'a vue quelquefois dans l'indépendance. Duveyrier demande qu'on fasse enfin violence « aux vertueux scrupules et à la touchante réserve de Bonaparte.... seul il résiste encore, il balance, en a-t-il le droit ? » — « On compare Bonaparte à Charlemagne ! se récrie Carrion de Nisas avec une sorte d'indignation. A Dieu ne plaise que je veuille déprécier ce grand conquérant et ce grand législateur. Mais Charlemagne devait la moitié de sa force et de sa grandeur à l'épée de Charles Martel et à celle de Pépin. Celui-ci doit tout à lui-même, et c'est par ce caractère surtout qu'il nous plaît et nous convient ! »

Au milieu de cette scène d'avilissement, un homme seul se tint debout et montra qu'il se souvenait et de son propre passé et de la dignité de son pays. Cet

[redacted]

homme était Carnot, représentant d'une génération plus fière, dont le rêve le plus cher allait s'évanouir, et digne encore, malgré beaucoup de faiblesses, de rendre témoignage en faveur de la grande cause qui succombait en cet instant. Carnot avait servi jusqu'à l'aveuglement la fortune de Bonaparte, il l'avait seul défendu contre la juste défiance du Directoire, alors que la conduite du jeune général en Italie trahissait si clairement une ambition effrénée ; depuis cette époque, bien que payé de la plus noire ingratitude, il avait mis sa popularité de républicain et sa vieille réputation d'intégrité au service du 18 brumaire en acceptant le ministère de la guerre. Plus tard même il avait consenti à remplacer un des *éliminés* du Tribunat. C'étaient là autant d'actes qui accusaient son caractère et son intelligence ; il les effaça tous par son honorable et ferme attitude dans cette triste journée, et son opposition tardive fut d'autant plus méritoire qu'elle devait lui faire perdre tout le fruit de ses complaisances passées. Au reste ces services seuls lui valurent l'honneur de pouvoir faire entendre une patriotique protestation au milieu du silence imposé à tous ceux dont la parole aurait pu éclairer la France. Il dut toutefois se borner à constater dans un discours froidement méthodique que rien dans la situation actuelle ne nécessitait le changement projeté, et que le pouvoir absolu n'avait jamais été un élément de stabilité. Un mot expressif de ce discours révélait la profondeur des illusions qu'avait nourries Carnot : « *Aujourd'hui, disait-il, se découvre enfin d'une manière positive le terme de tant de mesures préliminaires!* » Voilà donc ce qu'il avait fallu pour lui faire

[redacted]

reconnaître que le 18 brumaire conduisait à la monarchie et que Bonaparte n'avait pas cessé un seul jour de marcher vers ce terme de son ambition! c'était seulement à l'époque du Consulat à vie qu'il avait commencé à ouvrir les yeux. Si un homme si bien placé pour observer les événements avait pu être à ce point dupe des dénégations effrontées que le Premier Consul opposait à ceux qui dénonçaient ses projets, comment s'étonner de leur succès auprès des classes populaires? Un autre trait, frappant dans sa brièveté, mérite de rester : « Vous dites, s'écriait-il, que Bonaparte a opéré le salut de son pays, qu'il a restauré la liberté publique; est-ce donc une récompense à lui offrir que le sacrifice de cette même liberté? »

Carnot fut à peine écouté par une assemblée possédée du délire de l'adulation et impatiente de se précipiter dans la servitude. Une armée d'orateurs se leva pour protester contre Carnot. Quand tous ont pu prendre date et étaler leur zèle, le Tribunat vote d'enthousiasme la motion de Curée. Son vœu est aussitôt porté au Sénat, qui, plus froid parce qu'il a moins à gagner au changement, s'efforce de faire acheter son acquiescement par quelques faveurs nouvelles, comme s'il dépendait de lui d'imposer des conditions à l'homme de qui il tient tout. Le mémoire sénatorial, qui accompagnait l'offre du trône, faisait ressortir la nécessité d'appuyer la nouvelle monarchie sur de fortes institutions; il réclamait plus de liberté pour les citoyens, plus d'indépendance pour les pouvoirs publics. Le Sénat en particulier ne pouvait se passer de la garantie de l'hérédité; il devait avoir un veto sur les actes ou les lois contraires à l'esprit des

[redacted]

... ; il devait être investi lui-même du droit ...ter les sénatus-consultes qu'il rendait; ... voulait être chargé spécialement du soin de ... sur la liberté de la presse et la liberté in...lle. Nul doute qu'en exprimant ces vœux, et ... ce qu'ils avaient d'intéressé, les sénateurs ne ...ent dans la logique et dans l'esprit des grandes institutions monarchiques. De telles institutions ne peuvent en effet durer qu'à la condition de porter en elles-mêmes un principe rénovateur nécessaire à leur force de conservation; mais ils méconnaissaient étrangement le caractère d'un homme qui n'avait jamais pu souffrir aucune influence en dehors de la sienne. Si Bonaparte faisait ce dernier pas, c'était, non pour partager son pouvoir en vue d'une consolidation indéfinie dont il se préoccupait fort peu, mais pour le rendre encore plus entier et plus irrésistible. Il s'indigna en plein conseil d'État de l'insatiable avidité des sénateurs, il signala avec force le danger de leur ambition. « Les sénateurs, si on les laissait faire, iraient jusqu'à absorber le Corps législatif, et qui sait? peut être jusqu'à rappeler les Bourbons! Ils voulaient à la fois légiférer, juger et gouverner. Une telle réunion de pouvoirs serait *monstrueuse;* il ne la souffrirait pas[1]! »

Mais ces pouvoirs, selon lui monstrueux dans une assemblée, il lui semblait tout naturel qu'ils fussent concentrés dans la main d'un seul homme. Il ne tint donc aucun compte de ces conseils ridicules, et quelques jours après, Cambacérès apporta tout rédigé aux sénateurs le plan des perfectionnements complémen-

[1] Thibaudeau. Pelet de la Lozère.

[redacted]

taires qui étaient censés émaner de leur propre initiative. Le Sénat s'empressa aussitôt de les convertir en sénatus-consulte. Ces nouveautés déplaisaient également et à celui qui les proposait et à ceux qui étaient appelés à les voter; mais ils n'étaient plus en état de rien refuser à la volonté qui les imposait. La dignité impériale était déférée à Napoléon Bonaparte et à ses descendants; à défaut d'héritier naturel ou adoptif, elle était dévolue à ses frères Joseph et Louis, à l'exclusion de Lucien et de Jérôme, que des mariages contractés contre son aveu avaient fait tomber en disgrâce auprès du nouveau souverain. A côté des grands dignitaires dont les noms étaient en partie empruntés à l'empire germanique, en partie à l'ancien régime, devaient briller les grands officiers, indispensable ornement d'une cour au fond toute militaire. Le Sénat voyait accroître le nombre de ses membres, mais il ne recevait en fait d'attributions nouvelles que le droit de former deux commissions dites l'une de la *liberté individuelle*, l'autre de la *liberté de la presse*. Après trois instances consécutives de ces commissions auprès du ministre, le Sénat avait la faculté de déclarer « qu'il y avait de fortes présomptions que ces libertés avaient été violées[1], » solennelle sinécure, prérogative vide de sens, du moment où cette assemblée restait dans la situation dépendante que lui avait créée le Consulat à vie, et ne pouvait exercer les droits en apparence si importants qu'on lui avait confiés à cette époque, que *sur l'initiative du gouvernement*. Le Corps législatif acquérait aussi le droit de parler, mais en *comité secret, et ses*

1. *Sénatus-consulte* du 18 mai 1804, titre VIII.

discussions ne devaient être ni divulguées ni imprimées[1]; en revanche, le Tribunat était de plus en plus subdivisé et annulé. Il ne pouvait plus en aucun cas discuter les lois en *assemblée générale*. En dernier lieu, une haute cour était instituée pour connaître des crimes commis par les membres de la famille impériale, les ministres, les grands dignitaires, des abus et prévarications commis par les fonctionnaires et administrateurs de tout ordre, etc. On l'avait pourvue des plus magnifiques et des plus redoutables prérogatives, mais elle n'était là que pour la forme et ne se réunit jamais. Ainsi disparaissaient les fantômes d'institutions créés par la constitution de l'an VIII Bonaparte n'avait pu supporter même ces formes sans réalité, il ne laissait plus à leur place que des mots qui bientôt allaient être oubliés à leur tour. En consommant cette dernière révolution, il ne faisait pas seulement violence au génie de son temps, il faisait tort à sa propre intelligence et injure au caractère de la nation française; car à supposer que la France ne fût plus alors ni digne ni capable d'être libre, on pouvait tout au moins dire d'elle ce que le vieux Galba disait à Pison du peuple romain : « *Imperaturus es hominibus qui nec totam servitutem pati possunt, nec totam libertatem.* »

Ces dispositions votées à la hâte sur le rapport de Lacépède, le digne chantre des reptiles, les sénateurs se précipitent sur la route de Saint-Cloud pour aller porter leurs hommages au nouvel empereur. Le régicide Cambacérès, le premier, le salue du nom de Ma-

1. Titre x.

[redacted]

jesté ; il rappelle en termes hyperboliques les services rendus, la victoire ramenée sous nos drapeaux, l'économie rétablie dans les dépenses publiques, les autels relevés, la fureur des partis calmée. En décernant à Bonaparte la dignité impériale la nation n'a fait que payer un tribut à sa propre dignité. « J'accepte, répond Bonaparte, *le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation*. J'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle environne ma famille. Dans tous les cas, *mon esprit ne serait plus avec ma postérité* le jour où elle cesserait de mériter l'amour et la confiance de la grande nation ! »

Cette formule mystique dans laquelle Napoléon montrait *son esprit* planant sur ses successeurs n'était déjà plus d'un souverain, mais d'un homme qui s'essayait au demi-Dieu. Il se pare aussitôt de son titre sans attendre la consécration du vote populaire, cérémonie dérisoire qu'on estimait à sa juste valeur en la traitant avec ce mépris si peu dissimulé. Pendant ce temps, à Paris, un groupe de sénateurs et d'officiers, avec accompagnement de trompettes et de timbaliers, parcourt les rues en proclamant le nouveau régime au milieu d'une population indifférente ou étonnée. On publie le partage des nouvelles dignités, les faveurs et les distinctions honorifiques dont elles seront entourées. Cambacérès et Lebrun, les deux consuls sortants, seront affublés des titres grotesques d'*archichancelier* et d'*architrésorier* ; ils auront droit désormais à se faire appeler *Altesses sérénissimes !* Les deux frères de l'empereur, qui, par leur docilité et leur honnête insignifiance, ont mérité d'être admis à l'hérédité, Joseph et Louis, seront, l'un *grand électeur*, l'autre

grand connétable; ils auront le titre d'*Altesses impériales;* à côté d'eux trôneront les *princesses*, leurs sœurs, bien éloignées de ce temps où le jacobin Fréron était pour elles un prétendant inespéré, et au-dessus d'eux *Madame mère*, cette curieuse figure de l'incrédulité qui ne vit jamais dans sa propre fortune qu'une fantasmagorie invraisemblable, et traversa tout l'Empire en économisant sur ses revenus en prévision des mauvais jours[1] ! Les ministres auront droit au titre d'*Excellence;* Talleyrand, trop spirituel et trop sagace pour être favorisé, sera puni de toutes ses complaisances passées par la charge de *grand chambellan*, symbole et châtiment de sa courtisanerie. D'autres fonctions de cour étaient destinées à rehausser l'éclat du trône : il y avait des dames d'honneur, des dames d'atour, des pages ; il y avait un grand aumônier, un grand maréchal du palais, un grand écuyer, un grand veneur, un grand maître des cérémonies, car on n'éprouve jamais plus le besoin de prodiguer la grandeur dans les mots que lorsque la petitesse est dans les choses. Mais tous ces hommes, depuis le maître jusqu'au valet, avaient beau se guinder sous leur pourpre ou sous leur livrée, tout cela sentait la parodie, l'emprunt, le clinquant, les oripeaux d'une représentation de théâtre ou d'une scène de carnaval; on ne pouvait oublier que ces parvenus, ces jacobins, ces terroristes, ces régicides, si étrangement travestis en hommes de cour, avaient gagné tout ce qu'ils avaient de pouvoir, d'influence, de richesse, à déclamer ou à combattre contre ces titres, ces dignités, ces privilèges dont ils s'empa-

1. *Mémoires* du comte Beugnot.

[redacted]

raient avec tant d'effronterie; on ne pouvait oublier qu'ils avaient les mains encore teintes du sang de leurs prédécesseurs dans ces mêmes fonctions, qu'ils s'étaient enrichis de leurs dépouilles, que le monde avait retenti de leurs serments contre l'aristocratie et la royauté; on ne pouvait oublier que ces nobles ralliés, gagnés à prix d'argent, devenus les humbles courtisans de leurs anciens proscripteurs, détestaient au fond du cœur une usurpation dont ils semblaient vouloir se venger en lui imposant tous les ridicules d'une étiquette surannée; ni le temps, ni la tradition, ni la superstition populaire ne prêtaient leur prestige à ce ramassis de renégats de tous les régimes; et c'est trop demander à l'histoire que d'exiger qu'elle prenne au sérieux une si méprisable bouffonnerie.

La seule création sincère et originale du nouveau régime était l'institution des maréchaux, fondement rationnel d'un ordre de choses qui reposait uniquement sur la force militaire. Ces grands commandements, nés d'un système de conquêtes et ne pouvant se maintenir que par lui, n'avaient rien de rassurant pour l'Europe. Ils revenaient de droit aux lieutenants et aux compagnons d'armes de Bonaparte, Murat, Berthier, Masséna, Lannes, Soult, Brune, Ney, Augereau, Moncey, Mortier, Davout. Jourdan. Ceux qui n'étaient plus propres au service actif comme Kellermann, Pérignon, Lefebvre, Sérurier, reçurent le titre de maréchaux honoraires. Bernadotte qui avait failli un instant comme Lafayette lui-même [1] être enveloppé dans le sort de Moreau, car Bonaparte avait

1. *Mémoires* de Lafayette.

voulu profiter de la conspiration pour se débarrasser de tous ses ennemis à la fois, fut également fait maréchal au lieu d'être envoyé en prison, échappant, grâce à l'amitié de Joseph, à un malheur dont toute sa dextérité n'eût pas suffi à le préserver, sans les liens de famille qui l'unissaient à l'empereur. De tous les amis et lieutenants de Moreau, pas un seul ne figurait sur la liste des maréchaux pour y représenter la noble armée du Rhin. Beaucoup d'entre eux étaient ensevelis dans les mornes de Saint-Domingue. Richepanse était mort obscurément à la Guadeloupe. Parmi les survivants, Decaen était aux Indes, Dessolles, Gouvion Saint-Cyr, Macdonald allaient servir en sous-ordre, malgré leur supériorité d'intelligence et d'instruction sur la plupart des maréchaux, Sainte-Suzanne était enterré dans le Sénat, et le plus illustre de tous, Lecourbe, général incomparable, le second de Masséna à Zurich, le bras droit de Moreau dans la double campagne de 1800, allait expier, dans l'obscurité et l'oubli d'une retraite définitive, le crime de sa fidèle et courageuse amitié pour son ancien frère d'armes.

Pendant que la nouvelle cour enivrée de son triomphe, gorgée de richesses et d'honneurs, étalait dans des fêtes bruyantes tout le luxe sinon toute l'élégance des anciennes pompes monarchiques, le général Moreau, après une longue et pénible attente, était enfin appelé à comparaître devant ses juges. Les débats du procès s'ouvrirent le 28 mai 1804, en présence d'un public composé de tous les hommes que pouvait émouvoir encore le spectacle d'une infortune imméritée. On voyait confondus dans l'auditoire quel-

[redacted]

ques-uns des vieux soldats de l'armée du Rhin à côté des membres les plus illustres du barreau de Paris; les vaincus de la liberté, les amis politiques de Moreau à côté de ses anciens frères d'armes, tous suspects ou odieux à Bonaparte. Le rapprochement qu'on ne pouvait manquer de faire entre tant de malheur et une si insolente fortune, s'était offert à tous les esprits; jamais contraste n'avait été plus criant; et lorsqu'on vit paraître sur le banc des criminels un homme illustré par tant d'actions grandes et glorieuses, des larmes jaillirent de bien des yeux. Il était naturel, d'ailleurs, que l'intérêt du procès se concentrât tout entier sur lui seul, bien qu'on vît à ses côtés Georges, les Polignac et les autres conjurés dont on l'accusait d'avoir été le complice, car c'était surtout contre lui que cette vaste instruction avait été dirigée, et en ce qui concernait ces derniers, ni leurs intentions, ni leur sort ne pouvaient être douteux. En revanche, rien n'était moins démontré que la participation de Moreau à leur complot. Son attitude dans cette dure épreuve ne démentit en rien la haute opinion qu'on avait de lui, et plus d'une fois le président du tribunal fut à ce point troublé par la noblesse, le calme et la force de ses réponses que l'accusé sembla transformé en juge. Toutes les précautions avaient été prises pour que le jugement fût une condamnation. Sans doute, on n'avait pas confié cette tâche à une commission militaire, bien qu'on eût encore sous la main celle qui avait si promptement expédié le duc d'Enghien. On avait reculé devant le *mauvais effet* qu'eût produit une telle récidive; mais on avait supprimé le jury, on avait repoussé

[redacted]

toutes les récusations proposées par les défenseurs de Moreau, on avait enfin introduit dans la composition du tribunal quelques juges de choix comme Hémart le président, Thuriot le juge d'instruction, Gérard, Selves, Granger, Bourguignon. Le général était si fort de son innocence qu'il attachait peu d'importance à la suppression du jury pourvu qu'il fût jugé par des hommes honnêtes : « Tâche, écrivait-il à sa femme peu de temps avant le procès, tâche qu'on s'assure si ceux qui doivent me juger sont des hommes justes, incapables de trahir leur conscience. Si je suis jugé par d'honnêtes gens, je ne puis pas me plaindre, quoiqu'il paraisse qu'on a supprimé le jury[1]. »

Les débats du procès réduisirent singulièrement les charges qu'on se flattait d'avoir réunies au moyen d'aveux en partie extorqués, en partie détournés de leur vrai sens. Ils ne révélèrent aucûn fait nouveau, si ce n'est la violence dont quelques-uns des accusés avaient été l'objet. L'un de ceux dont les dénonciations avaient le plus d'importance, Picot, le domestique de Georges, déclara qu'elles lui avaient été arrachées par la torture et par l'appât de cinq cents louis. Il les rétracta toutes et montra au tribunal ses poignets encore meurtris. Déjà dans le procès Céracchi, et dans celui de la machine infernale des accusés s'étaient plaints d'avoir été torturés quand ils refusaient des aveux. Toutes les dépositions furent reprises, rectifiées et complétées. Il en ressortit, avec

1. Lettre inédite de Moreau, communiquée par Mme la comtesse de Courval.

[redacted]

une lumière éclatante, que les royalistes de Londres, abusés par leurs propres illusions et par les fausses assurances de Lajolais, avaient aveuglément compté sur Moreau ; que Lajolais avait agi sans aucun mandat de sa part et n'avait pu même obtenir de lui la somme nécessaire à son voyage; enfin que Moreau avait obstinément refusé d'entrer dans la conspiration. Ici tous les témoignages s'accordaient; ce fait capital, décisif, irrécusable, du refus de Moreau avait la clarté de l'évidence; c'était même là ce qui avait perdu les conjurés en les forçant à ajourner leurs projets. Plusieurs témoins déposèrent que Pichegru en avait été découragé au point qu'à la suite de leurs entrevues il était décidé à quitter la France. Que restait-il donc à la charge du général? D'avoir consenti à se réconcilier avec le *traître* Pichegru, ainsi que le lui reprocha le président? « Depuis le commencement de la Révolution, répondit Moreau, il y a eu beaucoup de traîtres. Il y a eu des hommes traîtres en 1789 qui ne l'ont pas été en 1793. D'autres l'ont été en 93 et ne l'ont pas été en 95; d'autres qui le furent en 95 ne l'ont pas été depuis. Beaucoup furent républicains qui ne le sont plus maintenant! Le général Pichegru peut avoir eu des relations avec Condé en l'an IV; je crois qu'il en a eu. Mais il a été enveloppé dans la proscription de Fructidor; on doit le considérer comme un de ces proscrits là.... Quand j'ai vu les fructidorisés à la tête des autorités de l'État, quand l'armée de Condé remplissait les salons de Paris et ceux du Premier Consul, je pouvais bien m'occuper de rendre à la France le vainqueur de la Hollande! » Lui reprochait-on de ne s'être pas fait le dénonciateur d'un

[redacted]

homme qui était venu s'ouvrir à lui? Ce n'était pas là, comme il le dit lui-même avec une juste fierté, un rôle à accepter pour le vainqueur de Hohenlinden. D'avoir eu deux ou trois entrevues avec lui? Il n'avait pas dépendu de lui de les éviter, et des entrevues n'étaient point un crime. S'il avait vu Georges, il l'avait vu malgré lui et seulement pour repousser ses offres. Mais il n'était nullement prouvé qu'il l'eût jamais vu. Lajolais, le seul témoin qui eût parlé *de visu* de l'entrevue du boulevard de la Madeleine, avouait maintenant qu'il n'y avait pas vu Georges; il avait seulement montré Moreau à Pichegru. De n'avoir pas caché les sentiments de haine que lui inspirait le gouvernement consulaire? Ces sentiments étaient honorables pour lui, et aucune loi ne lui défendait de les exprimer dans la liberté d'un entretien privé. Une seule déposition était invoquée contre lui au procès comme elle l'est encore par les ennemis de sa mémoire [1], c'est celle de Rolland, homme extrêmement suspect et contredit par tous les autres témoignages. Rolland, qui pendant tout le cours de l'instruction avait joui des plus étranges immunités comme d'être détenu à l'Abbaye, et de sortir de sa prison accompagné seulement du concierge qui était son ami [2], avait déclaré dans son second interrogatoire être allé de la part de Pichegru chez le général Moreau pour savoir ses dispositions définitives à l'égard de la conspiration. « Je ne puis, lui aurait dit Moreau, me mettre à la tête d'aucun mouvement pour les Bourbons.

1. Thiers : *Histoire du Consulat*. Thibaudeau, etc.
2. Ces faits furent constatés dans le cours des débats.

[redacted]

Mais si Pichegru fait agir dans un autre sens, *et dans ce cas je lui ai dit qu'il faudrait que les consuls et le gouverneur de Paris disparussent*, je crois avoir un parti assez fort pour obtenir l'autorité; je m'en servirai aussitôt pour mettre tout le monde à couvert; ensuite de quoi l'opinion dictera ce qu'il conviendra de faire. » C'était sur ce mot « *il faudrait que les consuls disparussent*, » mot rapporté de souvenir d'une conversation tenue longtemps auparavant, que l'accusation établissait la complicité de Moreau. Selon elle, et selon les historiens qui ont adopté ce thème, cela voulait dire : Assassinez d'abord, et je viendrai ensuite pour profiter de l'assassinat et couvrir les assassins ! Mais Rolland lui-même désavoua le sens qu'on voulait donner à ses paroles : « Le général, s'écria-t-il, n'a pas dit qu'il *fallait faire disparaître* les Consuls; il a dit seulement : dans ce cas il *faudrait* qu'ils disparaissent[1]. »

Ce n'était donc là, à toute rigueur, qu'une simple hypothèse de sa part. Mais comment admettre les absurdes contradictions qu'elle impliquait ? comme le fit remarquer Moreau, c'était un projet ridicule que de se servir des royalistes dans l'espoir que s'ils étaient victorieux ils lui remettraient le pouvoir. « Or, ajoutait-il très-noblement, j'ai fait dix ans la guerre, et pendant ces dix ans je n'ai pas fait que je sache des choses ridicules.... Moi, me faire dictateur ! disait-il encore, et l'on ne me donne pour complices que des partisans des Bourbons ! Où sont donc mes soldats? où

1. *Procès instruit par la Cour de justice criminelle contre Georges, Pichegru, Moreau*, etc. — 8 vol. Paris, 1804.

sont donc ceux que j'ai séduits dans le Sénat, dans le conseil d'État, dans l'armée?» Enfin, à supposer Moreau assez niaisement crédule pour espérer que le premier usage que les royalistes feraient de leur victoire serait de lui déférer la dictature, à prendre même à la lettre ce témoignage isolé et d'une si évidente invraisemblance, qu'en résultait-il en définitive? Que Moreau faisait des vœux en faveur des conspirateurs et se réservait d'entrer en scène après leur succès pour en profiter; mais jusque-là il n'était ni leur associé ni leur complice, il restait dans son attitude d'expectative et d'abstention; on n'avait aucun acte à lui reprocher, en sorte que l'accusation de ce témoin unique, dont les mobiles furent suffisamment dévoilés par l'indulgence exceptionnelle dont le gouvernement usa à son égard, ne pouvait motiver une condamnation en admettant même qu'elle fût suffisante comme preuve, ce qui était contraire non-seulement à toute justice, mais à toute jurisprudence.

Le fait qu'on prétendait établir sur la déposition de Rolland supposait dans Moreau une impatience d'ambition poussée jusqu'à la folie; or, rien n'était plus contraire au caractère connu du général qui se distinguait éminemment par le calme, la sagesse et la modération de sa conduite. Tout en gardant des convictions politiques très-arrêtées, Moreau avait toujours manifesté pour la politique une sorte d'éloignement instinctif; il y fallait, de son temps, trop d'intrigues, d'arrière-pensées, de voies souterraines; il répétait volontiers qu'il était fait pour la guerre et qu'il voulait s'en tenir à ce rôle. Il était, en effet, né pour être le premier soldat d'une ublique à la Washington, le général citoyen d'un

[redacted]

pays libre; il en possédait toutes les grandes vertus; il n'avait rien de ce qu'il fallait pour être l'idole d'une démocratie avide, conquérante, vaniteuse, insatiable de flatteries, qui ne se donnait qu'à ceux qui savaient la caresser et la brutaliser tour à tour. Ce qu'il était le moins, c'était à coup sûr cet ambitieux vulgaire, à la fois dupe et trompeur, tel que le dépeignait Rolland; toute sa carrière était là pour l'attester. Jamais, comme tant d'autres généraux, il ne s'était mêlé à nos troubles civiques, jamais il n'avait songé à exploiter sa gloire et son influence sur l'armée pour intervenir dans les querelles des partis ou réclamer sa part dans le pouvoir. Au 18 brumaire, trompé comme les hommes les plus clairvoyants de l'époque par les déclarations républicaines de Bonaparte, il s'était effacé derrière son rival, avait accepté de lui la mission la plus compromettante. Si c'était là le fait d'un esprit trop confiant, ce n'était certainement pas celui d'un ambitieux. Mais il avait mieux à faire valoir; il y avait dans sa vie passée un fait, alors de notoriété publique, et qui était une preuve encore plus péremptoire de son désintéressement. C'était son refus d'accepter les offres de Sieyès, lorsque ce directeur lui avait proposé de faire lui-même le coup d'État et de s'emparer de la dictature peu de temps avant que Bonaparte ne fût revenu d'Égypte. Ce fait concluant, s'il en fut, avait une grande importance comme effet moral sinon comme argument immédiat pour la défense, et Moreau fit prier Sieyès de venir l'attester devant le tribunal; mais ce sénateur, dont la prudence naturelle s'était encore accrue depuis les menaces et les injures que son opposition à l'époque du Consulat à vie lui

[redacted]

avait attirées de la part de Bonaparte, fit répondre à Moreau : « *qu'il espérait que le général serait assez bon pour ne pas le perdre en insistant sur sa demande* [1]. » Moreau se borna, en conséquence, à rappeler le fait sans invoquer le témoignage de Sieyès.

Au reste les réponses de Moreau étaient si fortes de raison et de bon sens qu'elles pouvaient se passer de tout secours étranger. Quelque brillantes qu'elles fussent par la noblesse et la fierté, elles se distinguaient encore plus par cette justesse saisissante qui s'impose à l'esprit et coupe court aux objections. Les deux témoins qui avaient conduit Pichegru chez lui convenant que l'entrevue n'avait duré qu'environ un quart d'heure : « Un quart d'heure ! dit-il, c'est peu pour discuter un plan de gouvernement ! » Et comme ils constataient que Pichegru était sorti mécontent : « Si Pichegru était mécontent, c'est qu'apparemment nous n'étions pas d'accord ! » Lorsqu'il fut question du voyage de Lajolais : « J'ai vu, dit-il, M. Lajolais à Paris au mois de juin ; M. Lajolais est arrivé à Londres au mois de décembre suivant. Il faut convenir que j'avais là un messager qui ne faisait pas grande diligence ! » Comme Rolland racontait qu'il était allé lui faire des propositions de la part de Pichegru : « Voilà deux hommes, s'écria Moreau, dont l'un fait des propositions et l'autre les accepte. Quel est le plus coupable ? Celui qui les fait. Pourquoi depuis notre détention suis-je tenu au secret, tandis que M. Rolland a été mis à l'Abbaye chez un de ses amis, jouissant

[1] *Notes manuscrites* du tribun Moreau, communiquées par la comtesse de Courval.

[redacted]

de la plus grande liberté? » Le président lui ayant demandé avec une certaine insistance s'il n'était pas payé par le gouvernement et combien il recevait : « Je vous en prie, monsieur, lui dit Moreau, ne mettons pas en balance mes services avec mon traitement. » Il n'eut qu'un seul mot à l'adresse de Bonaparte, un mot sans colère mais du plus sanglant mépris. Ce fut lorsqu'on produisit comme pièce de conviction sa lettre confidentielle au Premier Consul : « Le Premier Consul, dit-il, a sans doute regardé cette lettre comme un moyen justificatif! *il est trop magnanime* pour ne l'avoir pas gardée si elle contenait quelque chose qui pût me compromettre! »

Lorsque les interrogatoires furent terminés, Moreau demanda à être entendu lui-même avant ses défenseurs. Il présenta un résumé de sa vie passée en quelques mots d'une simplicité antique, qu'il déclarait vouloir adresser non à la justice, mais à la nation, et qui étaient dignes en effet d'avoir tout un peuple pour auditoire. « Des circonstances malheureuses, dit-il, produites par le hasard ou préparées par la haine, peuvent obscurcir pendant quelques instants la vie du plus honnête homme; avec beaucoup d'adresse un criminel peut éloigner de lui les soupçons et les preuves de ses crimes. Une vie entière est toujours le plus sûr témoignage pour et contre un accusé; c'est donc ma vie entière que j'oppose aux accusateurs qui me poursuivent; elle a été assez publique pour être connue.

« J'étais voué à l'étude des lois au commencement de cette révolution qui devait fonder la liberté du peuple français; elle changea la destination de ma vie;

je la vouai aux armes. Je n'allai pas me placer parmi les soldats de la liberté par ambition; j'embrassai l'état militaire par respect pour les droits de la nation. *Je devins guerrier parce que j'étais citoyen.* Je portai ce caractère sous les drapeaux, je l'y ai toujours conservé. Plus j'aimais la liberté, plus je fus soumis à la discipline. J'avançai assez rapidement, mais toujours de grade en grade et sans jamais en franchir aucun; toujours en servant la patrie, jamais en flattant les comités. Parvenu au commandement en chef, lorsque la victoire nous faisait avancer au milieu des nations ennemies, je ne m'appliquai pas moins à leur faire respecter le caractère du peuple français qu'à leur faire redouter ses armes. La guerre sous mes ordres ne fut un fléau que sur le champ de bataille; plus d'une fois les nations et les puissances ennemies m'ont rendu ce témoignage, et cette conduite je la croyais aussi propre que nos victoires à faire des conquêtes à la France! »

Il rappela ensuite sa disgrâce après le 18 fructidor « pour avoir été trop lent à dénoncer un homme dans lequel il ne pouvait voir qu'un frère d'armes jusqu'au moment où il serait convaincu par l'évidence des preuves, » sa constance à servir dans des postes subordonnés, et comment « reporté au commandement en chef par les revers de nos armes, *il fut en quelque sorte renommé général par nos malheurs;* » il rappela son refus de s'emparer du pouvoir avec Sieyès, « se croyant fait pour commander aux armées et ne voulant pas commander à la République, » sa coopération imprévoyante, mais à coup sûr désintéressée au 18 brumaire, ses services si éclatants dans la campagne d'Ulm et de Hohenlinden, et enfin son retour

[redacted]

au sein de la vie privée. Qu'avait-on à lui reprocher depuis sa retraite? Aucun autre crime que la liberté de ses discours. « Ses discours? ils avaient été souvent favorables aux opérations du gouvernement, et si quelquefois ils ne l'avaient pas été, *pouvait-il croire que cette liberté fût un crime chez un peuple qui avait tant de fois décrété celle de la presse, et qui en avait joui sous les rois même!*

« Si j'avais voulu, ajoutait-il, concevoir et suivre des plans de conspiration, j'aurais dissimulé mes sentiments et sollicité tous les emplois qui auraient pu me replacer au milieu des forces de la nation. Pour me tracer cette marche, à défaut d'un génie politique que je n'eus jamais, j'avais des exemples connus de tout le monde et rendus imposants par le succès. *Je savais peut-être bien que Monck ne s'était pas éloigné des armées lorsqu'il avait voulu conspirer; et que Cassius et Brutus s'étaient rapprochés du cœur de César pour le percer.* »

Cette harangue avait un accent d'honneur et de probité qui ne s'imite pas; elle excita dans l'auditoire une émotion inexprimable. A plusieurs reprises l'assistance éclata en applaudissements; une lumière soudaine se fit dans les esprits : le vainqueur de Hohenlinden assis sur la sellette des accusés paraissait plus grand que le nouvel empereur sur son trône. Les juges voyaient avec consternation ce triomphe inattendu qui semblait proclamer d'avance, au nom de l'opinion publique, l'innocence et l'acquittement d'un homme qu'ils avaient reçu mission de condamner. Plusieurs d'entre eux, contraints par l'évidence de la vérité et par le cri de leur conscience, étaient devenus

favorables à l'accusé à la suite des débats du procès; quelques-uns ne figuraient dans ce tribunal qu'à titre d'instruments et ils étaient décidés à remplir ce rôle infâme jusqu'au bout; mais tous savaient qu'acquitter Moreau c'était condamner un maître implacable; dilemme terrible pour le juge le plus intègre dans la situation dépendante où était tombée la magistrature.

L'attitude de Georges pendant le procès fut telle qu'on pouvait l'attendre d'un vaincu qui ne voulait pas survivre à sa défaite, et d'un homme dont la force d'âme n'avait jamais été méconnue, même par ses ennemis. Ayant fait le sacrifice de sa vie, il dédaigna de la défendre et ne répondit à l'interrogatoire du président que dans la mesure où il pouvait soit relever l'honneur de son parti, soit servir l'intérêt de ses co-accusés. Georges ne se défendit que sur un point, sur sa prétendue participation au complot de la machine infernale; il le fit avec la plus grande énergie et démontra par les raisons les plus concluantes que le billet signé : *Gédéon*, la seule pièce qu'on produisit contre lui, n'était pas de son écriture, et ne pouvait avoir été envoyé par lui. Quant à la conspiration actuelle, le thème de l'assassinat était devenu insoutenable en présence de l'unanimité des témoignages. Ce hardi partisan avait complotté un 18 brumaire au profit de la royauté, il n'avait pas préparé un assassinat. A ceux mêmes qui s'obstinaient à l'appeler un brigand il sut faire admirer le superbe sang-froid de ses réponses, l'habileté de ses explications, et le hautain persiflage avec lequel il traitait les hommes qui tenaient sa vie dans leur main. Il semblait les presser d'en finir, les défier de l'amener à prendre au sérieux

[redacted]

le simulacre de procédure qui s'instruisait devant eux, il le considérait comme une pure formalité et une hypocrisie inutile. Très-sensible au malheur de ses compagnons, il montrait sur son propre sort la plus profonde insouciance; il les soutenait sans cesse de ses encouragements et de ses exhortations, les nourrissait en quelque sorte de son âme et de sa vie et leur montrait par son propre exemple, par son stoïque mépris de la mort, que leur plus grande force consistait à ne plus rien espérer. Il semblait jouer par avance avec l'instrument du supplice comme pour les familiariser avec l'idée de la mort. Il est impossible de lire ces débats qui furent le testament de Georges sans se dire que ce n'était pas là l'âme d'un assassin.

Le 9 juin à huit heures du matin, les juges entrèrent en délibération pour formuler leur sentence. L'un d'entre eux, l'intègre Lecourbe, le frère du général, a conservé pour l'histoire le récit des péripéties de cette journée néfaste, digne du temps de Tibère. Ils avaient été pressés, circonvenus de mille manières par les familiers du palais, surtout par Réal, l'intermédiaire naturel entre la justice et le pouvoir. On avait mis en jeu tous les mobiles capables de les influencer, l'ambition, la servilité, la crainte; on s'était adressé même à leurs scrupules d'humanité. L'empereur, disait-on, voulait pour Moreau une condamnation à mort, c'était une satisfaction qu'on lui devait sous peine de lui infliger un démenti personnel; mais s'il désirait voir condamner Moreau, c'était uniquement pour avoir le plaisir de lui faire grâce. Il fallait s'en remettre à la générosité impériale. Acquitter l'accusé c'était au contraire le perdre sûrement, car l'empe-

... qui a à prononcer ... mais sur une ques- ... plus conseil que de ... Ces motifs, qui n'étaient que ... des juges, furent développés ... dans la chambre du conseil; ... sur la volonté de l'empe- ... intention de faire grâce. C'est alors ... l'invincible élan d'une conscience ... Clavier s'écria: *Et qui nous la fera* ... de l'honneur et de la probité indignée ... tout d'abord : sur les douze juges, sept se ... pour l'acquittement du général Moreau ... seulement pour sa condamnation. Mais le pré-... Hémart refusa de fermer la discussion et ces ...entables débats se prolongèrent encore pendant de ...ongues heures.

Pendant ce temps, Bonaparte tenu au courant des péripéties de la délibération par des communications fréquentes, et irrité de la résistance imprévue qu'il rencontrait chez des magistrats dont la docilité avait paru assurée, s'emportait à l'idée de voir sa proie lui échapper; il s'efforçait par tous les moyens en son pouvoir de faire revenir les juges de leur premier mouvement. On alla, par son ordre, soumettre des accusés désormais hors de cause par la clôture des débats à une sorte de question extraordinaire pour leur arracher de nouveaux aveux, il n'hésita pas à affirmer qu'ils avaient fourni de nouvelles charges contre Moreau, et il se hâta d'écrire lui-même à Cambacérès[1] « *qu'il pa-*

1. Bonaparte à Cambacérès, 9 juin 1804.

[redacted]

raissait que des accusés avaient déclaré qu'au lieu de trois entrevues entre Pichegru et Moreau, il y en avait eu cinq; et qu'il désirait en conséquence que le procureur général demandât l'entrée à la séance, *vu que les juges étaient encore en délibération*, pour dénoncer à la cour un nouvel ordre de choses.... Cette dénonciation, ajoutait-il, serait jointe à la procédure et *donnerait lieu à une rédaction de sentence plus conforme à la justice et à l'intérêt de l'État.* » Ces derniers mots prouvent jusqu'à l'évidence qu'il connaissait le premier résultat de la délibération, et que pour faire reculer les juges il n'hésitait pas à leur signifier son mécontentement. La communication fut faite et la délibération reprise. Thuriot revint sur la pénible extrémité à laquelle on allait réduire le gouvernement en le forçant à faire un coup d'État. Hémart insista sur le mauvais effet qui serait produit à l'extérieur par l'acquittement de Moreau. Les puissances seraient heureuses d'un tel prétexte pour refuser de reconnaître l'empereur. Lecourbe proteste énergiquement contre les manœuvres employées pour influencer les juges; ses collègues commencent à faiblir. Alors Bourguignon propose un moyen terme qui consiste à condamner Moreau en lui assurant le bénéfice des circonstances atténuantes : les juges donneront ainsi à la fois satisfaction à leur conscience en le frappant d'une peine légère, et au gouvernement en lui offrant la condamnation qu'il réclame. Cette transaction est aussitôt acceptée par la faiblesse des uns et la complaisance des autres. Lecourbe et Rigaud persistent seuls dans leur opinion et soutiennent jusqu'au bout l'honnête homme victime de la plus lâche et de la plus odieuse persécution. Moreau est condamné à

... autres accusés, parmi les... ...ac, le marquis de Rivière, ... le reste est acquitté[1].

... Moreau avait échappé à la peine ... eut un transport de fureur, proba... insinuent ses panégyristes, pour ... l'occasion d'exercer son droit de grâce. ... jusqu'à écrire que les juges avaient ... pression de l'opinion publique qui leur avait ... indulgence contraire à tous leurs senti... fait sacrifier le devoir à la popularité? Une ... de l'opinion dans un temps où l'opinion était ... Dans un temps où il n'y avait ni une tribune ... journal où pût se faire entendre une voix libre! ... un temps où le pouvoir tenait toutes les exis... ...ces dans sa main! Selon ces honteuses apologies, la ...time dans ce procès n'était pas Moreau, mais Bonaparte; et ils donnent comme preuve de ses intentions clémentes, son empressement à commuer les deux années de détention en un *exil perpétuel* qui le débarrassait pour toujours de Moreau! Citer de pareilles aberrations, c'est en faire justice. Moreau fut moins sensible à la peine en elle-même qu'à la déclaration inique qui l'affirmait *coupable*. « On vient, écrivait-il au sortir de l'audience, de me condamner à deux ans de prison. C'est le comble de l'horreur et de l'infamie. Si je suis un conspirateur, je dois périr. Certes, il ne peut y avoir de circonstance atténuante comme le jugement le porte.... S'il était constant que j'avais

1. Lecourbe : *Opinion sur le procès de Moreau. — Procès-verbal de ce qui s'est passé dans la Chambre du Conseil.*

[redacted]

pris part à la conspiration, disait-il encore, je devais être condamné à mort comme le chef. *Personne ne croira que j'y aie joué le rôle d'un caporal*[1]. »

La commutation de la peine en un exil perpétuel fut non pas demandée par Moreau, comme on l'a dit, mais proposée par Fouché au nom du gouvernement à Mme Moreau qui tremblait que son mari n'éprouvât le sort de Pichegru et qui accepta sans hésiter. Moreau resta étranger à la négociation. « Si le gouvernement, écrivait-il à ce sujet, ne se trouve pas encore assez rassuré par ma détention dans une prison d'État, s'il lui faut un exil hors de France, je m'y soumettrai, puisqu'il n'y a jamais déshonneur à obéir à la force, mais je ne puis négocier sur ce point; *mon consentement ferait de cette nouvelle peine une grâce et je n'en veux pas*[2]. » Ses pressentiments ne le trompaient pas; c'était en effet une faveur que Bonaparte prétendait avoir accordée à Moreau, en le bannissant de sa patrie; et il s'efforça de faire croire que cette grâce n'avait été octroyée qu'à la prière du général: « *Vous avez sollicité*, lui écrivait le grand juge à la date du 21 juin 1804, la faculté de vous rendre aux États-Unis, et l'intention de Sa Majesté est que vous ne puissiez rentrer en France sans avoir préalablement obtenu sa permission expresse. » La réponse de Mme Moreau, faite au nom de son mari malade, prouve que non seulement le général était resté étranger à la démarche, mais que la durée de l'exil n'avait pas été prévue, et que le prétendu bienfait cachait un nouveau piége. « *C'est moi*

1. Lettres inédites de Moreau.
2. Lettre inédite de Moreau.

[redacted]

seule, écrivit-elle, qui ai désiré que Sa Majesté nous permit de quitter notre patrie. Mon mari n'a fait que se conformer à l'arrêté qui a été pris; *mais il était loin de s'attendre à un exil indéfini*[1]. »

L'empereur fit acheter la terre et l'hôtel de Moreau et les donna à deux de ses généraux. On jugea nécessaire de précipiter le départ du proscrit, car on savait que si la grande masse était indifférente à son malheur, il avait pour lui tous les cœurs généreux, et l'attitude d'un certain nombre de ses anciens compagnons d'armes n'était pas sans inspirer quelques alarmes. Pendant tout le cours du procès, les soldats de garde lui avaient rendu les honneurs militaires, et le jour où il était rentré dans son cachot après sa condamnation, le prisonnier l'avait trouvé orné de fleurs par des mains amies, touchants et discrets hommages qui ne s'adressaient plus qu'au malheur et qui avaient mille fois plus de prix que tous ceux qui avaient salué ses triomphes! Ces témoignages d'une pitié réduite à se cacher furent la seule récompense qu'il emporta d'un pays auquel il avait rendu de si glorieux services. Pendant ce temps, l'auteur de son infortune, l'homme qui l'avait entraîné en brumaire à commettre la faute presque unique qu'on pût jusque-là reprocher à sa vie, l'homme dont la carrière politique comparée à celle de Moreau n'avait été qu'une longue suite de trahisons, de violences et de criminelles intrigues, marchait d'ovations en ovations, acclamé par un peuple de prétoriens; exemple de justice distributive qui n'est ni nouveau ni unique

1. Lettre communiquée par Mme la comtesse de Courval.

[redacted]

et qui doit raffermir les hommes appelés à subir de semblables épreuves en leur montrant que d'autres ont su les supporter avant eux dans des temps encore plus difficiles et avec des mérites supérieurs.

Sur le point de s'embarquer pour l'Amérique le général Moreau dut s'arrêter à Cadix pour les couches de sa femme qui avait voulu l'accompagner malgré un état de grossesse très-avancée. Fouché se hâta de réclamer auprès du gouvernement espagnol pour presser le départ et au besoin l'expulsion du proscrit. « Il y a quatre ans, écrivit Moreau, qu'à pareil jour je gagnai la bataille de Hohenlinden. Cet événement, assez glorieux pour mon pays, a procuré à mes concitoyens un repos dont ils étaient privés depuis longtemps; moi seul n'ai pu encore l'obtenir. Me le refuserait-on à l'extrémité de l'Europe, à cinq cents lieues de ma patrie[1]? »

A quelque temps de là, le magistrat Lecourbe, celui qui avait osé soutenir jusqu'au bout l'innocence de Moreau, s'étant présenté à une audience des Tuileries avec les membres de la Cour de Paris, Bonaparte s'avança vivement vers lui et l'interpellant avec violence : « Comment, lui dit-il, avez-vous osé souiller *mon palais* de votre présence? Sortez, juge prévaricateur, sortez[2]! »

Le 26 juin, Georges fut exécuté avec onze de ses compagnons. Bonaparte avait fait grâce au marquis de Rivière, aux Polignac et à cinq autres des condamnés sur les supplications de leur famille et de la

1. Lettre inédite de Moreau.
2. Thibaudeau; Lecourbe; Lafayette.



sienne propre. On remarqua que les grâces n'avaient été accordées qu'à des gentilshommes et Murat, dit-on, le lui reprocha avec amertume. Ainsi douze têtes tombèrent pour une conspiration en grande partie provoquée par la police, et qui n'avait eu pour tout commencement d'exécution que des conciliabules. C'est là ce qu'on a appelé la clémence de Napoléon.

[redacted]

CHAPITRE V.

NÉGOCIATIONS. — PLAN DE LA CAMPAGNE MARITIME. — LE PAPE PIE VII A PARIS. — L'EXPOSÉ DE LA SITUATION EN 1804. — LES PRIX DÉCENNAUX.

Le régime inauguré sous le nom d'Empire, n'était autre chose que le césarisme pur, tel que l'avaient connu Rome et Byzance. Quelques formes de légalité avaient subsisté jusque-là; on les avait souvent violées; mais ces violations même, et les subtiles interprétations auxquelles il fallait recourir pour les justifier, attestaient l'existence d'un ordre permanent, d'une certaine règle inhérente aux institutions et qu'on était forcé de proclamer en la transgressant. Ces dernières apparences disparurent avec le régime consulaire, et il ne resta plus pour toute loi que le caprice d'un seul homme. Il n'était plus désormais aucune barrière contre ses volontés désordonnées, et s'il restait encore quelque grandeur à la nation, c'était seulement celle qu'elle tenait de lui. Qu'à cet homme incomparable dans la guerre, supérieur dans l'art d'organiser le despotisme, petit dans la politique, échût un successeur incapable,

[redacted]

tout s'écroulait aussitôt, et l'on passait sans transition de César à Augustule, car la France n'avait plus même ces débris d'institutions qui, à Rome, restèrent debout après la chute de la république. Voilà où venait aboutir en si peu d'années une révolution qui avait débuté par la Déclaration des droits! Ce monstrueux avortement a été selon l'usage amnistié au nom de la nécessité, qui est devenue de notre temps le grand rédempteur des turpitudes humaines. Peu de mots suffisent pour faire justice de ce mauvais lieu commun, si commode pour la routine et la médiocrité. Il est facile de démontrer que ni la France ni l'Europe n'ont eu conscience de cette prétendue nécessité. A l'intérieur elle était si peu sentie, pendant les années qui précédèrent la proclamation de l'Empire, que Bonaparte lui-même n'osa pas l'invoquer ouvertement. Chacun des pas qu'il avait faits, depuis le 18 brumaire, vers ce but secret de ses désirs, avait été couvert par des feintes et des dissimulations sans nombre, auxquelles ses familiers eux-mêmes s'étaient laissé tromper. Depuis l'époque où il avait demandé trois mois de dictature pour sauver la république, il n'avait pas cessé un instant de désavouer les intentions qu'on lui prêtait, comme une invention perfide et calomnieuse de ses ennemis; il avait si bien accrédité ce mensonge que personne ne voulait croire à son projet même devant l'évidence, et il n'osa le démasquer qu'après avoir pris ses précautions pour rendre toute résistance impossible. Ce n'est point ainsi que procèdent les transformations réclamées par le vœu public. La France avait désiré l'ordre et la stabilité, elle n'avait pas appelé

[redacted]

un pareil despotisme. On doit ajouter qu'elle ne le méritait pas. Non; quelque démoralisée et déchue qu'elle fût momentanément, par suite des effroyables immolations de la Terreur et des stériles agitations du Directoire, la France possédait encore dans son sein trop de lumières, d'éléments de moralité, d'énergie, de civilisation, de bien-être, pour mériter le régime qui avait servi de châtiment à la populace du bas empire! Elle n'était pas montée à un si haut rang parmi les peuples, pour retomber si brusquement dans un état social dégradant, mille fois pire que toutes les misères du moyen âge, rejeté par la barbarie elle-même comme trop au-dessous d'elle. Ce régime était au fond antipathique à tous ses instincts durables et élevés, contraire à son génie, à ses intérêts, à ses besoins, à son juste orgueil de nation initiatrice, au rôle qu'elle venait de remplir avec tant d'éclat pendant le dix-huitième siècle, aux nobles idées de justice et de liberté qu'elle avait propagées dans le monde; il lui avait été imposé dans un moment de surprise par un soldat-tribun qui profitait de la faiblesse d'un peuple enivré de gloire militaire pour exploiter sa trop confiante admiration; mais elle l'avait subi, elle ne l'avait pas désiré. Pour créer ce pouvoir, sans précédents chez les peuples modernes, il avait fallu faire violence à l'esprit de la nation non moins qu'à l'esprit du temps; pour le conserver, il fallait empêcher cette nation de reprendre conscience d'elle-même, en opprimant ses classes éclairées et en la précipitant dans un tourbillon d'aventures indéfinies.

La nécessité de ce changement est encore moins

[redacted]

soutenable au point de vue de notre influence en Europe. On a dit que les puissances n'avaient pas encore été assez battues pour accepter les grands résultats de la révolution française, qu'il fallait donc qu'elle prît la forme d'une dictature militaire pour se faire respecter, sauf à revenir plus tard à ses véritables principes. Rien de plus faux historiquement qu'une pareille appréciation. Depuis longtemps, les rôles avaient été complétement intervertis; c'est nous qui menacions l'Europe, et c'est l'Europe qui tremblait devant nous. Bonaparte avait inauguré, dès la campagne d'Italie, un système de conquête qui n'avait rien de commun avec l'ancienne défensive républicaine ni même avec nos guerres de propagande; depuis le 18 brumaire, ce système avait pris des proportions formidables et nous ne portions plus au dehors que la servitude. Bonaparte avait déjà enchaîné ou gravement compromis l'indépendance de toutes les nations voisines, il tenait les autres dans la crainte et l'immobilité. Par ses procédés violents et perfides, par ses ingérences dans les affaires d'autrui, par ses prétentions insolentes, par ses continuels coups de surprise il avait mécontenté et troublé incessamment l'Europe, qui avait tout lieu d'être fort tranquille sur la propagande des principes républicains, mais qui craignait tout d'une ambition qu'elle avait appris à connaître. Dans une telle situation, que devaient penser les puissances en le voyant rétablir les cadres du vieil empire d'Occident? Quel effet pouvaient produire sur leur esprit ces incessantes évocations de César et de Charlemagne? Si le consul qui n'était qu'un parvenu d'hier avait pu montrer de si

[redacted]

insatiables exigences, était-il à supposer que l'empereur serait plus facile à satisfaire?

Non-seulement donc une détermination de nature à faire naître tant d'alarmes n'était pas nécessaire, mais elle était souverainement impolitique au point de vue même d'une ambition bien entendue. Cette transformation du Consulat en Empire, funeste au dedans, dangereuse au dehors, fut l'ouvrage de la volonté d'un seul et de la complaisance de tous; elle fut inspirée par une vanité puérile à qui la réalité du pouvoir ne suffisait plus, si elle n'était accompagnée des hommages extérieurs, inventés et perfectionnés par tant de siècles de superstition monarchique. En cela, Bonaparte était très-inférieur à ce Cromwell dont il parlait avec tant de dédain; il y a dans l'homme d'État anglais plus de sérieux, de sens et de virilité. On sent dans Cromwell des facultés moins étonnantes à certains égards, mais plus sûres, plus réfléchies, plus faites pour le gouvernement. Le génie de Bonaparte est prodigieux, mais dans des limites étroites. Il est doué d'une pénétration extraordinaire, et il n'a aucune prévoyance; il est tout calcul, et il se montre incapable de se gouverner lui-même. Ici la comparaison n'était pas à son avantage. Il subordonnait les grands intérêts politiques à une misérable satisfaction d'amour-propre. Jamais la petitesse innée de son âme ne s'est trahie plus visiblement que dans la hâte fiévreuse avec laquelle il s'empara des formules de l'ancienne étiquette. Que lui importent les périls que cette mesquine ambition va nous créer, pourvu que lui, le fils de l'obscur avocat d'Ajaccio, il puisse appeler les rois « notre très-aimé bon frère, » pourvu

[redacted]

qu'il puisse signer ses lettres au pape « votre dévot fils, » pourvu qu'il puisse dire : « ma bonne ville de Paris, mes sujets, mon peuple, mes ministres, mon palais, ma forêt de Fontainebleau ! » Ces formules reviennent à chaque instant sur ses lèvres, et l'on voit qu'il ne peut s'en rassasier.

Mais ce n'était pas assez pour lui d'emprunter à l'ancien régime ses titres, ses formules et ses pompes les plus décriées ; ce qu'il lui enviait le plus c'était le prestige résultant d'une antique possession, et l'idée de légitimité que les préjugés populaires attachaient à une tradition héréditaire. N'ayant pas réussi à obtenir à prix d'argent des Bourbons une renonciation en règle qui eût jusqu'à un certain point pallié le vice d'origine dont son pouvoir était entaché à ses propres yeux, il résolut de suppléer à ce qui lui manquait, sous ce rapport, par la consécration religieuse à laquelle les hommes avaient si longtemps attribué le pouvoir de légitimer l'usurpation. En rendant cet hommage inattendu à des superstitions éteintes, il allait commettre un nouvel anachronisme non moins inopportun que le précédent, car si la foi monarchique avait encore ses fidèles, depuis longtemps elle s'était affranchie de la tutelle de la foi religieuse, et ce qui avait pu entraîner les contemporains de Pépin le Bref, était beaucoup moins propre à éblouir les contemporains de Voltaire et de Montesquieu. C'était au pape lui-même que Napoléon avait résolu de demander cette métamorphose du fait en droit, opération qui était à peu près aussi conforme à l'esprit du temps que la transmutation des métaux.

[redacted]

Dès le commencement du mois de mai 1804, avant même que l'Empire eût été officiellement proclamé, il communiqua au cardinal Caprara son projet de demander au pape de venir le couronner à Paris, en retour de tout ce qu'il avait fait jusque-là pour l'Église; il le chargea de faire à Rome les ouvertures nécessaires. Au ton péremptoire et décidé du Premier Consul, Caprara comprit que c'était là une demande dont le succès lui tenait profondément à cœur, et ce fut sous cet aspect qu'il la présenta à la cour romaine. Un acquiescement vaudrait au Saint-Siége d'immenses avantages temporels, probablement une extension de territoire, un refus pouvait tout compromettre. Quant à une réponse évasive ou dilatoire on ne devait pas se flatter de la faire prendre au sérieux : « on n'accepterait aucune excuse comme valable, fût-elle même confirmée par le cardinal Fesch. On ne la regarderait que comme un prétexte[1]. »

Cette requête, prévue par Lafayette dès l'époque du Concordat, prit la Cour de Rome au dépourvu. Elle ne semblait pas se douter que « le désir de se faire casser la petite fiole sur la tête, » eût été pour quelque chose dans les services que Bonaparte lui avait rendus. Elle paraissait ignorer qu'une préoccupation personnelle, complétement étrangère au sentiment religieux, avait seule inspiré sa politique avec l'Église. Et pourtant, depuis qu'elle avait signé avec lui ce pacte d'alliance, que de déceptions, que de déboires, que de sujets de plainte et de défiance, à commencer

1. Caprara à Consalvi, 10 mai 1804. Pièce citée dans l'*Église romaine et le premier Empire*, par le comte d'Haussonville.

[redacted]

par les supercheries de la signature et de la publication des articles organiques, à finir par la fausse rétractation des évêques constitutionnels et par les violences de l'extradition de Vernègues ! La Cour de Rome avait accepté tout cela et bien d'autres humiliations encore, tant elle sentait que son existence, au milieu d'une époque si nouvelle, ne tenait plus qu'à un fil, et que ce fil était placé dans ces mains redoutables. Elle avait subi dans toute leur rigueur les conditions du pacte; elle voyait les évêques français employés comme des fonctionnaires, tantôt à appuyer l'exécution des lois sur la conscription, tantôt à dénoncer ou à épier les fauteurs de conspirations politiques, tantôt enfin à seconder par un enthousiasme de commande les manifestations d'une fausse opinion publique, dont Bonaparte se servait dans l'intérêt de son ambition. Le moment n'était pas éloigné où Fouché, le ministre de la police, allait écrire en toute vérité sa fameuse circulaire : « Monsieur l'évêque, entre vos fonctions et les miennes, il y a plus d'un rapport ! » Tous ces services peu honorables, peu dignes d'un pouvoir qui prétendait être une puissance morale, l'Église les rendait en gémissant, mais elle préférait les rendre plutôt que de perdre une protection toute-puissante : *Omnia serviliter pro dominatione.* A ces griefs en quelque sorte personnels pour l'Église, venait de s'ajouter tout récemment un sujet de reproche bien autrement grave à ses yeux, si elle avait eu à cœur son rôle de juge spirituel et d'arbitre souverain des consciences, c'était le crime de Vincennes. Il ne pouvait échapper à la Cour de Rome qu'un des motifs déterminants de Bonaparte, en appelant le pape à Paris, était de pla-

[redacted]

cer le meurtrier sous la protection de l'auréole pontificale, de le montrer non-seulement absous, mais glorifié par l'élu de Dieu. Les autres souverains avaient le droit de n'envisager le meurtre du duc d'Enghien qu'au point de vue politique, le pape était tenu par ses devoirs les plus impérieux de pasteur des âmes de l'envisager, en outre, au point de vue moral, car le sacre qu'on lui demandait n'avait d'autre but que de compléter et d'achever l'œuvre commencée par la fusillade de Vincennes, c'est-à-dire la substitution de la dynastie de Bonaparte à celle des Bourbons. En consacrant cette œuvre il en approuvait les actes préparatoires, il se déclarait hautement solidaire d'une action qu'au fond du cœur il considérait comme criminelle, d'une action qu'un souverain schismatique, l'empereur de Russie, n'avait pas hésité à dénoncer à l'indignation du monde civilisé, il venait enfin couvrir le coupable du prestige de son autorité dans un moment où la réprobation universelle faisait présager son châtiment prochain.

Il n'est pas permis de supposer que Pie VII, quelque faible et borné qu'il fût, ait pu se dérober à des scrupules si naturels dans sa position. Consalvi atteste dans ses mémoires « que la mort du duc d'Enghien fut une des causes qui firent le plus longtemps hésiter le saint père, et que lorsqu'on lui annonça *l'assassinat de cette grande et innocente victime*, ses larmes coulèrent tout autant sur la mort de l'un que sur l'*attentat* de l'autre[1]. » S'il en était ainsi, quelle considération pouvait l'amener à s'associer par une dé-

1. *Mémoires* de Consalvi. Tome II.

[redacted]

marche solennelle et irrévocable à cet acte qu'il déplorait si amèrement? La crainte de perdre tous les avantages temporels acquis jusque-là? L'espoir d'en gagner de nouveaux? Il eut bientôt lieu de reconnaître combien cet espoir était chimérique. Quant aux disgrâces qu'il redoutait, sa complaisance ne l'en préserva point; mais combien son autorité morale n'eût-elle pas gagné aux yeux du monde s'il les avait méritées par une noble résistance, au lieu de les encourir pour des minuties de discipline ecclésiastique ou des querelles de territoire? Au reste, il avait si bien conscience de la gravité de la démarche qu'on lui demandait qu'il n'osa pas en prendre sur lui seul toute la responsabilité, et ne se décida pour l'affirmative qu'après avoir consulté une commission de vingt cardinaux. Écoutons encore sur ce point le témoignage du cardinal Consalvi : « Mais, ajoute-t-il, en se rendant à Paris, le pape donnait à Napoléon une si grande preuve de *tendresse paternelle et d'estime souveraine*, Rome dérogeait si pleinement à ses droits et à ses usages, que nous ne doutâmes pas que l'Empereur saurait gré au Saint-Siége d'une condescendance si marquée. Nous fumes trompés dans nos prévisions *religieuses!* »

Le moment était singulièrement choisi pour donner à Napoléon cette grande marque de tendresse et d'estime! Mais quelles étaient ces prévisions « religieuses » qui portaient le pape et ses conseillers non-seulement à surmonter des répugnances si naturelles, mais à étouffer la voix du devoir le plus impérieux? Il est facile de voir qu'elles n'étaient au fond que des espérances pour la plupart d'une na-

[redacted]

ture toute temporelle. Les conditions que la cour de Rome mit au voyage du Pape à Paris, étaient à la vérité empruntées à l'ordre spirituel, mais bien qu'elle les eût présentées d'abord comme nécessaires et absolues, elle laissa peu à peu mettre de côté les plus essentielles; ce qui prouve qu'elle avait en vue des intérêts d'un autre genre qui exerçaient sur sa volonté une influence prépondérante. Par ces conditions, énumérées minutieusement dans un mémoire du cardinal Fesch[1], on stipulait en substance que la lettre d'invitation de l'Empereur au Pape mentionnerait comme motif déterminant de sa démarche « le bien et l'utilité de la religion. » On ne voulait pas laisser dire que le pontife ne s'était décidé que par complaisance pour le souverain, bien que ce fût la vérité; il était convenu en outre qu'on reviendrait d'un commun accord sur les articles organiques du concordat; qu'on exigerait la rétractation ou la démission des évêques constitutionnels. Venaient ensuite d'autres clauses assez insignifiantes parmi lesquelles se trouvait celle-ci, qui peint l'esprit sacerdotal et qui produit un singulier effet au milieu de ces graves négociations : « *le Pape proteste qu'il ne permettrait pas qu'on lui présentât Mme de Talleyrand.* » Sur tout le reste on pouvait transiger, mais sur ce point on ne veut rien écouter! Bonaparte avait un moyen sûr de calmer les scrupules de la cour romaine, c'était d'exciter ses convoitises. Personne ne posséda ja-

1. Il a été publié par Artaud dans son *Histoire de Pie VII*. Ce mémoire est confirmé par une note de Consalvi à la date du 6 juin, sauf la mention relative à Mme de Talleyrand, d'Haussonville : *Pièces justificatives*.

[redacted]

mais plus que lui l'art de faire espérer ce qu'il ne voulait pas céder, et il en usa largement dans cette circonstance. Tout semblait arrangé lorsqu'on souleva à Rome une nouvelle difficulté au sujet du serment que devait prêter l'Empereur : *de respecter et de faire respecter les lois du concordat et la liberté des cultes.* « Un catholique, écrivit Consalvi, ne peut protéger l'erreur des faux cultes.... Il est de l'essence de la religion catholique d'être intolérante. Il ne faut pas se bercer de tourner cette difficulté en présence du Pape. Pie VII ne s'y prêtera pas : si on l'essayait, il n'hésiterait pas à se lever de son siége et à sortir de l'église à l'instant même ! » Rien de plus conforme à l'esprit et aux traditions du catholicisme que de pareilles maximes, mais du moment où on les mettait en avant il fallait les soutenir, et c'est ce qu'on ne fit pas ; nouvelle preuve que toutes ces objections n'étaient que des prétextes, et qu'on voulait se faire prier pour obtenir de plus grands avantages. Il fallut parlementer, ergoter, distinguer entre « la tolérance civile et la tolérance religieuse » dans une série de notes où M. de Talleyrand, soufflé par l'évêque Bernier, se montra un théologien accompli : mais son argument le plus décisif consista à rassembler en un faisceau toutes les mesures que Bonaparte avait décrétées en faveur de l'Église et de la papauté depuis la première campagne d'Italie, et à les présenter comme le véritable gage de ses intentions pour l'avenir. C'est en faisant ce tableau qu'il toucha juste, car il répondait à des préoccupations sans cesse présentes à l'esprit de la cour de Rome, mais à des préoccupations qu'elle ne pouvait avouer explicitement sans se reconnaître

[redacted]

coupable du crime de simonie. Cette pensée qui la hantait et qu'elle n'osait exprimer, cette pensée qu'elle était condamnée à taire par prudence autant que par pudeur, c'était la même qui lui avait dicté ses concessions à l'époque du concordat, c'était l'espoir de recouvrer les Légations, et même Avignon et Carpentras. Embarrassée par sa fausse situation, obligée alors comme aujourd'hui de se contenter de demi-promesses, et de procéder par insinuations, elle avait été complétement jouée par Bonaparte, faute d'avoir pu stipuler franchement les conditions qui lui tenaient à cœur; elle se disait maintenant qu'il n'oserait pas la tromper une seconde fois, tandis que lui, encouragé par son premier succès, ayant de son côté d'immenses avantages, jouait hardiment le même jeu, profitait d'un sous-entendu forcé qui lui permettait de mettre beaucoup de vague dans ses engagements, et donnait à la cour de Rome des espérances qu'il entendait bien ne pas satisfaire. C'est ainsi qu'elle fut dupe une seconde fois, mais dupe de sa propre avidité aussi bien que de la ruse de son adversaire. Malgré tout le bruit qu'elle fit plus tard de ses déceptions, il est certain qu'elle n'eut de Bonaparte que des assurances indéfinies qui n'ont jamais constitué une promesse formelle.

Napoléon était si loin de songer alors à une restitution même partielle des Légations au Saint-Siége, que dans le moment où il la lui faisait espérer, il préparait tout pour une transformation de la république Cisalpine en un royaume italien dont les Légations devaient former une des plus belles provinces. Il se faisait adresser à cet effet, par la Consulte de Milan, des

vœux encore moins sincères que ceux qui avaient servi de prétexte à son élévation à la présidence, sans se mettre en peine de l'impression fâcheuse que cette nouvelle usurpation allait produire sur l'Europe. Il avait résolu, écrivait-il à M. de Melzi, « d'y établir un ordre de choses *plus conforme à l'esprit du siècle*[1], » ce qui signifiait un despotisme semblable à celui qui pesait sur la France. Sachant combien les patriotes italiens étaient faciles à l'illusion et prompts à s'enflammer pour tout ce qui semblait leur promettre l'unité de leur patrie, il leur jetait en pâture le grand mot de *patrie italienne*. M. de Melzi, plus froid et plus clairvoyant que ses compatriotes, en raison des rapports intimes qu'il avait eus avec le Premier Consul, ne craignit pas de s'exposer à son ressentiment en lui faisant observer que l'Italie n'avait connu jusque-là les bienfaits de la domination française que par l'accroissement d'impôts qui en était résulté pour elle : « Melzi, écrivit à ce sujet Bonaparte à Marescalchi, avait une attaque de goutte lorsqu'il m'a écrit cela.... C'est mal connaître le genre humain et l'esprit des nations même les plus lâches et les plus dépravées que de croire qu'elles puissent considérer leur existence politique d'après le plus ou moins de charges[2]. »

Si les Italiens éclairés voyaient avec fort peu d'enthousiasme le changement projeté, les puissances n'y pouvaient trouver qu'un nouveau sujet d'alarmes ou de plainte, selon qu'il les menaçait directement dans leur existence déjà compromise par notre politique en-

1. Bonaparte à M. de Melzi, 23 juin 1804.
2. A Marescalchi, 28 août 1804.

[redacted]

vahissante, ou qu'il leur fournissait des prétextes à exploiter dans l'intérêt commun. Quel meilleur argument pouvions-nous fournir à Pitt auprès des cabinets européens jusque-là indécis? Ce grand ministre venait de reprendre sa place à la tête du gouvernement de son pays, malgré les répugnances personnelles du roi. Le ministère Addington était tombé avec plus de cinquante voix de majorité, comme renversé par la seule évidence du danger public et par le sentiment de sa propre incapacité. Pitt aurait voulu associer Fox à son ministère pour grouper autour de lui toutes les forces nationales, mais il avait rencontré sur ce point, de la part du roi George, une obstination invincible. Il se contenta donc d'offrir un partage du pouvoir aux amis de son illustre rival qui s'y refusèrent par une susceptibilité exagérée. On lui a reproché[1] de n'avoir pas fait de l'admission de Fox une condition *sine quâ non* de sa propre entrée aux affaires, mais sans examiner avec son historien[2] si l'état de santé du roi lui permettait ou non d'insister sur ce point, et sans mettre en doute l'éclat que le nom et le talent de Fox eussent répandu sur la nouvelle administration, il est permis de dire qu'une fois ce premier effet produit, le ministère y eût à la longue perdu en force et en unité d'action. Pour l'Europe, ce ministère n'avait qu'une seule signification, celle que lui donnait la présence de l'homme qui avait été l'âme de la précédente coalition, et qui, en dépit de ses erreurs ou de ses travers, avait montré dans cette lutte un grand caractère

1. Macaulay : *Biographical essays.*
2. Lord Stanhope. Vol. IV.

[redacted]

et une indomptable volonté. L'Angleterre se sentit rassurée en le voyant ressaisir le gouvernail qu'il avait si longtemps tenu dans sa forte main. Sa politique bien connue consistait à généraliser la guerre et à nous combattre en Europe. Cette tactique était justement celle que Napoléon voulait employer contre l'Angleterre, mais en tentant l'impossible, parce qu'il ne pouvait avoir pour lui l'Europe qu'après l'avoir conquise, et parce que la France restait toujours exposée en cas de défaite, tandis que l'Angleterre était couverte par sa position fortifiée. Le retour de Pitt aux affaires équivalait donc pour tout le monde au renouvellement de la guerre continentale. Le Parlement, sur sa première demande, lui vota une somme de soixante millions de fonds extraordinaires dont l'emploi, laissé à sa discrétion, avait pour but d'encourager et de soutenir les efforts que les puissances seraient disposées à tenter en faveur de la cause commune.

En présence de cette attitude de l'Angleterre, l'intérêt de notre politique semblait nous commander une extrême réserve. Nous devions mettre autant de soin à ménager et à apaiser les puissances du continent, qu'elle déployait de zèle à les entraîner à la guerre, et malgré toutes les fautes commises, cette tâche nous était facile encore, tant nos derniers succès les avaient découragées. La crainte que leur inspirait l'empereur Napoléon était si grande que les moindres concessions de sa part eussent suffi pour les maintenir en paix. Il semble que préparant alors avec plus d'activité que jamais son entreprise si hasardeuse de la descente en Angleterre, la plus vulgaire prévoyance lui faisait un devoir de s'assurer aupara-

[redacted]

vant de la neutralité de l'Europe. Mais par une inexplicable aberration, jamais sa diplomatie n'avait été plus provoquante. Nous l'avons laissé en froid avec la Prusse, dont la bonne volonté lui avait rendu tant de services, en rupture presque ouverte avec la Russie, dont il eût été facile dans le principe de se faire une alliée, enfin en rapports très-tendus avec l'Autriche, qui était pour nous une ennemie naturelle, mais une ennemie impuissante tant qu'elle resterait isolée. Loin de rien faire pour améliorer cette situation, il l'aggravait chaque jour par l'insupportable arrogance de ses procédés. Nous avons vu par quelle irréparable blessure il avait répondu à la très-légitime protestation de la Russie contre l'enlèvement du duc d'Enghien sur le territoire germanique. Depuis lors la Russie avait notifié cette protestation à la Diète de Ratisbonne, mais l'Allemagne intimidée n'osa pas la soutenir; l'Autriche seule l'appuya faiblement, en se déclarant toutefois prête à se contenter d'une simple promesse d'explication. Que Napoléon consentît à déclarer que sa conduite avait été dictée par des motifs secrets qu'il ne pouvait encore dévoiler, et elle se tenait pour satisfaite.

Il repoussa avec hauteur cette ouverture, et la Diète qui était fort loin d'être en état de songer à la guerre, se contenta d'un moyen terme que lui offrit l'électeur de Bade. Ce prince, tremblant de voir ses États devenir le champ de bataille d'une nouvelle guerre européenne, se déclara « satisfait des éclaircissements qui lui avaient été fournis », ce qui permit d'écarter définitivement la note russe; mais le différend fut éloigné, non pacifié; il en resta dans tous les cœurs

[redacted]

... double offense qui devait

...

... pas fait pour calmer le res-

... Russie ; elle renonça toutefois à in-

... la faible Diète de Ratisbonne, que

... seule réduisait à subir cette humi-

... n'imputa ce nouveau mécompte qu'à ce-

... était le véritable auteur. La cour de Russie

... récapituler dans une note adressée, le 21

... par M. d'Oubril à M. de Talleyrand, tous ses

... griefs contre la France. Ces griefs, elle ne les

... jamais abandonnés, bien qu'elle eût consenti

... un temps à les laisser dormir, et elle les relevait

aujourd'hui en demandant qu'on lui donnât satisfac-

tion sur tous les points, c'est-à-dire qu'on évacuât le royaume de Naples, qu'on fournît au roi de Sardaigne une indemnité cent fois promise et toujours éludée, qu'un règlement définitif intervînt dans les affaires italiennes, enfin qu'on prît l'engagement d'évacuer le nord de l'Allemagne et de respecter la neutralité germanique. Il est tristement curieux de rapprocher de ces demandes, fort légitimes assurément, la réponse que M. de Talleyrand est réduit à leur opposer[1] ; rien ne fait mieux mesurer le chemin que nous avions parcouru depuis quelques années. Il récrimine au sujet de la protection accordée par le cabinet de Saint-Pétersbourg à Vernègues et à d'Entraigues naturalisés sujets russes et dont les noms ne pouvaient rappeler ici que des infractions commises par nous contre le droit des gens ; il lui reproche le deuil que

1. En date du 27 juillet.

[redacted]

la cour de Russie a pris à l'occasion du meurtre du duc d'Enghien, ce qui était pour elle un titre de gloire; il revient sur les intrigues de Markoff, que son caractère d'ambassadeur n'avait pas préservé d'un outrage public, et dont le seul véritable tort avait été d'être trop clairvoyant; il se prévaut enfin, pour justifier nos envahissements en Europe, de l'occupation de la république des Sept îles par les troupes russes. Cette occupation s'était accomplie en effet, mais du consentement de la France qui, ne pouvant se flatter de défendre les îles ioniennes contre l'Angleterre, les avait laissé prendre à la Russie, afin de s'en faire plus tard un argument pour se passer toutes ses volontés sur le continent. Cette dernière récrimination était seule quelque peu spécieuse, mais l'argument décisif, le seul sur lequel Napoléon comptât, celui qui était toujours le dernier mot de sa diplomatie, c'était la menace directe qui terminait la dépêche de Talleyrand : « L'empereur des Français, disait-il, veut la paix; mais avec l'aide de Dieu et *de ses armées*, il est dans le cas de ne craindre personne. »

Ainsi nous en étions venus à ce point que c'était la Russie, un gouvernement à peine sorti de la barbarie, qui représentait contre nous, le droit, l'équité, la sécurité des intérêts généraux, c'était elle qui pouvait invoquer contre nous la cause de la civilisation, de la liberté des peuples! rapprochement accablant pour la politique qui avait produit un pareil renversement de rôles. D'Oubril répondit à Talleyrand en maintenant toutes ses conclusions et en demandant ses passe-ports. Alors comme toutes les fois qu'on osait lui tenir tête avec énergie, Napoléon essaya de revenir en arrière;

il retint d'Oubril sous différents prétextes; il dicta à Talleyrand une nouvelle note [1], pour protester de ses bonnes intentions, pour demander qu'on oubliât le passé : « son inclination particulière l'avait toujours porté à une *liaison de confiance, d'estime et d'amitié* avec l'empereur Alexandre ; » dans ce cas il eût été bon de ne pas l'outrager préalablement en lui jetant au visage une imputation de parricide. Ces vaines et tardives paroles furent prises pour ce qu'elles valaient, et nos relations avec la Russie demeurèrent interrompues sans toutefois que la guerre fût déclarée. Voilà à quel dénoûment aboutit en quelques mois notre politique envers une puissance qui s'était présentée à nous comme médiatrice, et nous avait montré les plus amicales dispositions.

Il s'en fallait de fort peu en ce moment que l'Autriche ne suivît l'exemple de la Russie; elle n'était retenue que par l'insuffisance de ses préparatifs. Lors de l'élévation de Bonaparte à l'Empire, le premier mouvement du souverain autrichien avait été de profiter de cette occasion pour obtenir en échange de sa reconnaissance le titre héréditaire d'empereur d'Autriche, comme il avait déjà le titre électif d'empereur d'Allemagne. Mais ayant eu depuis à se plaindre de l'influence française dans le règlement des affaires d'Allemagne, où Bonaparte soutenait de tout son pouvoir les petits États contre l'Empire, et combattait avec succès les prétentions surannées de la noblesse immédiate, le cabinet autrichien s'était refroidi pour cette idée. Il montrait peu d'empressement à recon-

1. 5 septembre 1804.

[redacted]

naître l'Empereur des Français malgré ses promesses réitérées, il semblait même craindre, ce qui est assez significatif, que Napoléon, après avoir obtenu la reconnaissance autrichienne, n'éludât de donner la sienne à l'empereur d'Autriche. Napoléon perdit patience, et selon son habitude mit fin aux temporisations en montrant la pointe de son épée. Il prescrivit à M. de Champagny de prendre s'il le fallait un engagement signé pour rassurer le cabinet autrichien; mais si ses défiances n'étaient qu'un jeu, de le mettre en demeure de se prononcer, en le poussant dans ses derniers retranchements. « Vous direz, lui écrivait-il, qu'il y a un commencement de coalition qui se forme, et que je ne donnerai pas le temps de la nouer; que l'on se tromperait étrangement si l'on pensait que je ferai une descente en Angleterre tant que l'empereur n'aura pas envoyé sa reconnaissance; qu'il n'est pas juste que par cette conduite équivoque il me tienne 300,000 hommes les bras croisés sur les bords de la Manche; que *si l'on est assez insensé à Vienne pour vouloir recommencer la guerre, tant pis pour la monarchie autrichienne*[1] ! » Ce ressort unique, la menace, employé dans les petites comme dans les grandes choses, devait s'user à la longue; il n'était pas suffisant pour constituer une politique. Dans l'ère de discussion, de publicité, de raisonnement à laquelle les nations européennes étaient parvenues, il fallait recourir à d'autres moyens de persuasion; elles n'étaient ni assez faibles, ni assez avilies pour supporter longtemps un tel langage. On devine facilement quelle impression

1. Napoléon à M. de Champagny, 3 août 1804.

[illegible] cour autrefois si fière. Ce [illegible] que l'imminence même de [illegible] ne détournait pas Napoléon [illegible] blessantes et péremptoires. Il [illegible] lui créaient sans rien faire [illegible] il en voulait même à Talleyrand de [illegible] les atténuer dans ses dépêches; il [illegible] que Talleyrand crût au danger qu'il [illegible] signalé tout le premier : « il y aurait, [illegible] à la date du 20 août, non point folie mais [illegible] absolue à la maison d'Autriche *de lever* [illegible] *de la rébellion*, seule et même avec la Russ[illegible]. » Ce mot de rébellion appliqué à l'empire d'Au[illegible] exprime à quel degré d'infatuation et d'enivre[illegible] il était déjà parvenu. Mais il y avait quelqu'un [illegible] tenait encore bien plus à convaincre de l'impos[illegible]bilité d'une nouvelle coalition, et ce quelqu'un c'était [illegible] public français. Pour le tromper plus sûrement il ne craignait pas d'avoir recours à de honteuses supercheries, du genre de celles dont il s'était servi pour perdre Moreau, et dont les gouvernements les plus dégradés ont dédaigné de se servir dans notre siècle : « Les notes que vous m'avez remises *sur l'impuissance de la Russie*, écrivait-il à Fouché, sont faites par un homme de beaucoup d'esprit... faites-les imprimer dans un journal *comme traduites d'un journal anglais*, vous en choisirez un dont le nom soit peu connu [1]. »

La coalition que tantôt il contestait et tantôt déclarait impuissante, n'en était pas moins dans un état de formation avancée, et au lieu de chercher à la préve-

1. Napoléon à Fouché, 28 août 1804.

[redacted]

nir, ce qui eût été plus politique que de la nier, il semblait vouloir y pousser également la Prusse. Cette puissance était portée vers nous par des liens plus forts que la sympathie, par ses intérêts. Bien que très-blessée de l'occupation du Hanovre et de l'enlèvement du duc d'Enghien sur le territoire de Bade, elle venait de nous donner une nouvelle marque non équivoque de ses bonnes dispositions en refusant d'accueillir la protestation que le comte de Provence lui avait adressée lors de la proclamation de l'Empire; elle était à la veille de l'expulser de Varsovie pour complaire à la police ombrageuse de Napoléon. Elle avait, à la vérité, signé un traité secret avec la Russie, mais ce traité avait un caractère tout défensif. Sans en faire connaître l'existence au gouvernement français, elle lui en avait à plusieurs reprises recommandé les points essentiels. Que l'armée du Hanovre ne dépassât pas trente mille hommes, qu'aucune nouvelle violation de territoire n'eût lieu en Allemagne, et la Prusse se déclarait non-seulement satisfaite, mais favorable. Et pour mieux avertir le cabinet français de l'importance qu'il attachait à ces deux objets, le roi de Prusse avait remplacé son ministre d'Haugwitz, le partisan décidé de notre politique, par M. de Hardenberg, qui était non pas hostile, mais indépendant. Il était difficile d'espérer de la part d'une puissance jeune et ambitieuse une politique qu'on pût satisfaire à meilleur marché. Cependant Napoléon arriva en peu de temps à la mécontenter sur tous ces points, en dépit de ses promesses réitérées. Dès le mois de juillet il augmentait son armée du Hanovre par des envois de conscrits, en alléguant pour prétexte l'attitude prise

[illegible] étrangers : « Dans un moment, [illegible], où de grandes puissances [illegible] convenances jusqu'à porter le [illegible] ont voulu renverser le gouver- [illegible] simple que je prenne des précau- [illegible] *en mesure*[1] ; » raisonnement qui [illegible] chez cet esprit absolu. Comme nous [illegible] par la Russie, il nous fallait aussi [illegible] Prusse. Telle a été la logique constam- [illegible] par notre politique étrangère sous le pre- [illegible] empire, et l'on s'est étonné qu'elle ait fini par [illegible] toute l'Europe contre nous. A ce grief qu'on [illegible] en y touchant sans cesse, Napoléon en [illegible] bientôt un autre que la Prusse elle-même [illegible] pas prévu, mais qui ne lui fut que plus sen- [illegible]. Dans le cours de son voyage sur les bords du [illegible], pendant le mois de septembre, l'Empereur des [illegible]ançais vit beaucoup les souverains des États secon- [illegible]aires de l'Allemagne ; il les encouragea à s'unir, à [illegible]rmer par leurs seules forces un centre capable de résister à l'attraction des deux grands États qui convoitaient leurs dépouilles ; il jeta en un mot le premier fondement de cette confédération du Rhin dont le souvenir est resté si odieux aux patriotes allemands.

Il eut pour principal instrument dans cette œuvre l'électeur archichancelier de Dalberg qu'il avait favorisé dans le partage des indemnités, et qui représentait en toute occasion aux confédérés l'intérêt qu'ils avaient à ménager un voisin si redoutable[2]. Une pa-

1. Napoléon à Talleyrand, 2 août 1804.
2. Lucchesini, *Sulle cause e gli effetti della confederazione renana.*

[redacted]

reille entreprise était peut-être politique dans le sens étroit du mot; mais liée à tant d'autres aventures, elle n'était pour nous qu'un danger de plus, car elle devait nécessairement avoir pour premier effet de nous aliéner la Prusse. Elle eut connaissance du projet et y trouva de nouvelles raisons de se tenir sur ses gardes. Une troisième circonstance acheva de la pousser à bout. Au commencement d'octobre 1804, Napoléon sous l'influence de cette sorte de vertige qui le portait à braver et à provoquer sans cesse ses amis comme ses ennemis, sans aucun grief nouveau et même sans autre motif apparent que le plaisir d'une vaine fanfaronnade, donna tout à coup l'ordre de faire enlever le représentant de l'Angleterre à Hambourg par une brigade de gendarmerie. Et quelle raison alléguait-il pour justifier cette nouvelle violation de territoire? la circulaire de Lord Hawkesbury déjà vieille de six mois et à laquelle personne ne songeait plus! Écoutons-le s'expliquer lui même à ce sujet :

« Immédiatement après l'affaire de Drake, lord Hawkesbury eut *l'imbécillité* de faire une circulaire pour justifier auprès des cabinets de l'Europe la conduite de ce ministre. Pour faire ressortir davantage le ridicule et l'atrocité des principes qu'il y avançait, mon intention était d'envoyer aux mêmes cabinets la circulaire avec une réponse. *J'ai mieux pensé depuis.* Je désire faire enlever le ministre anglais à Hambourg ainsi que ses papiers, et immédiatement après je ferai notifier cet enlèvement aux cours de l'Europe en le justifiant d'après la note de lord Hawkesbury [1]. »

1. Napoléon à Fouché, 7 octobre 1803.

Voilà sur quels motifs cet homme funeste se croyait le droit de jouer à la fois la paix de l'Europe, l'honneur et l'avenir de son pays. Pour le plaisir de faire cette méchante taquinerie à l'adresse du gouvernement anglais, il n'hésitait pas à risquer une guerre avec le continent tout entier, car telle était l'inévitable conséquence de l'enlèvement de Rumbold faisant suite à tant d'autres attentats contre le droit des gens. Napoléon venait se heurter ici sans le savoir au *casus belli* prévu dans le traité secret de la Prusse avec la Russie. Une note cette fois très-vive et très-péremptoire du cabinet prussien vint le faire réfléchir et reculer; il se hâta de faire relâcher Rumbold, mais son orgueil fut blessé au vif, car peu de temps auparavant il s'était vanté de faire enlever même le résident anglais à Berlin, si cela lui convenait : « Le roi de Prusse, s'écria-t-il, m'a fait passer un mauvais quart d'heure, mais je le lui rendrai avec usure[1] ! » En attendant, il lui écrivit une lettre apologétique remplie de protestations d'amitié, d'imprécations contre l'Angleterre qui violait « *le droit des gens* et même le droit naturel, » de doléances au sujet de *l'ingratitude* d'Alexandre ; cette rétractation peu digne et peu loyale mit fin à ce fâcheux incident, mais non à la défiance qui était le résultat naturel d'une mauvaise foi si flagrante.

C'est en rapprochant cette politique de provocation, faite pour soulever toute l'Europe contre nous, de l'ostentation qu'il mettait au même moment dans ses préparatifs contre l'Angleterre, que des écrivains d'ail-

1. Lucchesini : *Sulle cause*, etc.

[redacted]

leurs très-judicieux sont arrivés à conclure avec beaucoup de vraisemblance que le projet de descente n'était qu'une feinte destinée à masquer des plans de conquête sur le continent. Si ce projet était sérieux, en effet, comment expliquer cette politique de casse-cou? Comment admettre que celui qui allait avec toutes nos forces disponibles se jeter sur l'Angleterre, pour y être selon toutes les probabilités presque aussitôt cerné par les flottes britanniques, mettait en même temps par ses défis les puissances continentales dans un tel état d'irritation que leur premier mouvement devait être infailliblement de profiter de son absence pour se précipiter sur la France désarmée? Si la descente était autre chose qu'un épouvantail, la politique était d'un insensé; si la politique était calculée, la descente n'était qu'une fausse démonstration. Il est impossible d'échapper à ce dilemme, et l'on conçoit que des historiens, pénétrés avant tout de la sublimité du génie de Napoléon, aient préféré résoudre la difficulté en niant la réalité du projet d'expédition, plutôt que de supposer que cet immense génie manquait de sens, et ne savait pas voir des choses qui eussent frappé l'intelligence d'un enfant. Mais il est impossible de conserver le moindre doute à cet égard en présence des milliers d'ordres, de projets et de contre-projets que nous a révélés la correspondance de Napoléon, en présence de l'intérêt, de la passion, de l'obstination, des ressources incroyables qu'il déploya dans la réalisation de son entreprise favorite, de l'anxiété profonde, haletante, avec laquelle il en suivit les phases diverses et l'échec définitif; et l'histoire est forcée d'admettre le

contraste extraordinaire que nous présentent chez le même homme des facultés merveilleuses dans l'action, alliées à un jugement infirme et radicalement faux dans l'appréciation des faits généraux. Cette opinion risque fort de paraître paradoxale, ou même blasphématoire. La faculté dominante chez les hommes de notre temps, génération nerveuse et maladive à l'excès, a été l'imagination : de là la fascination singulière exercée sur elle par un homme dont la rare puissance de calcul n'était au fond gouvernée que par une fantaisie effrénée. Napoléon c'est le romantisme dans la politique. Même dans les œuvres d'art, cette prédominance des facultés imaginatives ne produit que des créations d'un éclat éphémère, si elle n'est tempérée par le concours et le contrôle des facultés plus hautes auxquelles appartient l'empire de l'esprit; mais dans l'ordre des choses pratiques, elle ne peut produire que des aberrations d'autant plus funestes qu'elles seront soutenues par des dons plus prodigieux. Dans le gouvernement des grandes affaires il n'y a pas de génie sans le bon sens et sans la justesse d'esprit.

D'ajournements en ajournements, et de modifications en modifications, la grande entreprise de Boulogne sortait peu à peu de la région des chimères et développait ses colossales proportions. Comme tous les plans mal mûris ou sans proportion avec les forces réelles dont on peut disposer, il avait fallu la soumettre à des retards et à des amendements qui semblaient devoir toucher à leur terme, et qui ne faisaient pourtant que commencer. Remise de l'hiver au printemps, puis du printemps à l'été comme terme

[redacted]

extrême, on la préparait maintenant pour l'automne de 1804. Napoléon en présence des objections persistantes de ses hommes de mer avait fini par admettre l'impuissance de la flottille isolée; il voulait la faire appuyer par une flotte assez forte pour être maîtresse du canal pendant quelques jours. D'après son projet, une de nos flottes devait profiter d'un gros temps qui éloignerait les croisières anglaises pour sortir, opérer sa jonction avec une autre escadre qu'elle débloquerait; elle pourrait alors se présenter devant Boulogne avec des forces supérieures. Pour réaliser ce plan il avait jeté les yeux sur Latouche-Tréville qu'il considérait comme le plus hardi de nos marins. Latouche-Tréville devait sortir de Toulon avec dix vaisseaux en trompant Nelson qui croyait cette flotte destinée à reconquérir l'Égypte; il se porterait de là sur Rochefort où il rallierait six vaisseaux et plusieurs frégates; et il viendrait alors donner dans la Manche soit directement soit en doublant l'Irlande. « Que nous soyons maîtres du détroit pendant six heures, et nous sommes les maîtres du monde! » écrivait Napoléon après lui avoir exposé ce plan embryonnaire qui allait être modifié plus de vingt fois avant de revêtir sa forme définitive[1].

L'Empereur supposait que Latouche-Tréville, en partant de Toulon le 30 juillet, pourrait se présenter devant Boulogne dans le cours de septembre; mais l'amiral sur qui reposaient de si grandes espérances, mourut à peu de temps de là d'un mal dont le germe avait été contracté à Saint-Domingue. Latouche-Tréville est avec Bruix, qui sut comme lui mourir à temps

1. Napoléon à Latouche-Tréville, 2 juillet 1804.

[redacted]

[illegible] dans une circonstance dif- [illegible] mer qui n'ait pas été exposé [illegible] imprécations de Napoléon ; tous les [illegible] leur mérite, Decrès, Ganteaume, [illegible] Dumanoir, Villaret, Linois, [illegible] Magon, Rosily, ont eu à subir [illegible] son dénigrement. D'après le thème [illegible] fourni à ses historiens, il est de mode [illegible] que la mort de ces deux hommes a été la [illegible] sinon la seule cause de l'échec de l'expé- [illegible] Ces deux marins étaient sans doute des hom- [illegible] éminents, mais ils n'ont rien fait qui permette [illegible] mettre au-dessus de Decrès, de Ganteaume, de [illegible] et de Linois, le vainqueur d'Algésiras. Si [illegible] part le succès de l'expédition tenait à la vie [illegible] deux hommes ou plutôt d'un homme, car l'état de [illegible] lesse de Bruix était tel qu'on ne put jamais son- [illegible] à lui confier un pareil commandement, il faut re- [illegible] naître qu'elle était bien défectueuse. Au reste ce [illegible] est que beaucoup plus tard qu'on songea à leur at- [illegible] buer cette importance.

Napoléon fut très-vivement contrarié de la mort de Latouche-Tréville. Mais loin de renoncer à ses projets, il leur donna une extension qui en rendait la réalisation beaucoup plus difficile. L'Angleterre ayant rompu brusquement avec l'Espagne vers le commencement de septembre 1804, pour la punir de son alliance avec nous, déguisée sous la forme de subsides, Napoléon se trouva maître de tous les ports et de toutes les ressources maritimes de l'Espagne, ce qui lui permit de donner l'essor à des conceptions démesurées pour lesquelles il n'avait déjà que trop de penchant. Sa

[redacted]

flottille reçut une nouvelle organisation qu'il se plut à décorer du nom « d'établissement fixe et immuable[1] » comme pour répondre aux doutes qu'avaient dû faire naître ses incessantes métamorphoses ou pour faire croire qu'elle était désormais en état de se suffire à elle-même. Les constructions et les armements de vaisseaux furent en même temps poussés avec une activité extrême dans tous les ports. Mais les résultats rapides et surprenants que Napoléon obtint en épuisant nos chantiers et en surmenant nos populations maritimes ne firent que le tromper plus sûrement. On eut des vaisseaux en assez grand nombre, mais la quantité fut obtenue au détriment de la qualité : mal construits, plus mal équipés, radoubés avec de mauvais fers et de mauvais bois, ils marchaient mal, étaient mis hors de service par le premier coup de vent[2]. Leurs équipages formés à la hâte, composés de matelots qui pour la plupart n'avaient tenu la mer que dans l'intérieur d'un port ou d'une rade, de soldats de marine inexpérimentés, d'artilleurs incapables de pointer leurs pièces, étaient recrutés en partie au moyen de la *presse*, détestable institution, doublement odieuse dans un pays où elle n'était pas consacrée par la tradition, mais qui ne pouvait manquer d'être adoptée avec empressement par l'homme qui avait relevé l'esclavage. On voit par la correspondance de Napoléon que l'emploi de ce procédé brutal répugnait au ministre de la marine. La résurrection de cet odieux abus fut exclusivement due à l'inspira-

1. Napoléon à Decrès, 9 septembre 1804.
2. Correspondance de Villeneuve, publiée par l'amiral Jurien de la Gravière : *Guerres maritimes*.

[illegible] personnelle de l'empereur; il stimulait sans cesse [illegible] le zèle insuffisant de Decrès ; il lui semblait qu'on n'avait jamais assez pris : « Ordonnez une [illegible] *générale*, lui écrivait-il le 2 juillet, il y a encore possibilité d'enlever des matelots, » et le 28 août suivant : « Il y a encore des matelots.... Davout m'écrit qu'il peut *enlever* huit cents hommes. » Cette envie d'avoir des matelots à tout prix venait de porter malheur à la république de Gênes. Napoléon lui imposa vers la même époque un traité par lequel elle s'engageait à lui fournir non plus quatre mille mais *six mille* matelots, concession énorme qui ne fit que surexciter son avidité, et retarda seulement de quelques mois l'incorporation définitive du territoire génois à l'Empire français.

Malgré tous ces efforts d'une volonté révoltée contre la force des choses, nous n'avions au fond que les apparences d'une marine. Nos flottes, si brillantes sur le papier, avaient comme le cheval de Roland un petit défaut qui rendait toutes leurs qualités inutiles, elles étaient à peine capables de se mouvoir. De ces vices qui lui avaient maintes fois été signalés par ses amiraux, Napoléon ne tenait aucun compte; il avait tant d'hommes, tant de canons, tant de vaisseaux, cela suffisait; il attribuait à ses vaisseaux la valeur de ses régiments, faisait manœuvrer ses flottes comme ses armées de terre, appliquant à la guerre maritime sa méthode d'agir par grandes masses, sans voir qu'ici la matière dominait l'homme, que le secret de la supériorité était moins dans le courage individuel que dans l'expérience et le maniement de ces puissantes machines, qu'enfin les grandes concentrations, telles

[redacted]

qu'il les rêvait, étaient d'abord très-difficiles à opérer dans les conditions de la marine à voile qui existait de son temps, et ensuite peu efficaces par suite de la presque impossibilité d'une action d'ensemble. Ces diverses objections n'ayant guère provoqué chez lui que des accès de fureur ou des plaintes amères sur l'incapacité de ses marins, Decrès et ses collègues avaient peu à peu renoncé à les lui faire entendre; ils s'étaient résignés à le seconder de tout leur pouvoir, mais avec peu d'espoir dans le succès de l'entreprise.

Decrès lui avait présenté, comme successeur de Latouche-Tréville, l'amiral Villeneuve, marin dont on ne pouvait contester ni l'habileté ni le courage, mais esprit froid, clairvoyant et modeste, aussi peu propre à se payer d'illusions qu'à en inspirer aux autres. Villeneuve accepta le commandement de la flotte de Toulon avec une répugnance qu'il ne chercha point à déguiser, et sans dissimuler les difficultés de la tâche qu'on lui demandait. Napoléon était loin encore du plan auquel il s'arrêta plus tard, il n'y arriva qu'à la suite de longs tâtonnements. Les instructions qu'il envoya à Villeneuve pour la flotte de Toulon, à Missiessy pour l'escadre de Rochefort, à la date du 12 et du 23 décembre 1804, montrent qu'il ne songeait pas encore à lier leurs opérations à celles de la flottille. « Ayant jugé à propos, disait-il en style oriental, *de soumettre à sa domination* les colonies de Surinam, Berbice, Demerari, etc., » il ordonnait à Villeneuve de faire voile pour Cayenne, d'y prendre un renfort, de s'emparer sur-le-champ de Surinam et des autres points désignés et, cela fait, de se diriger

[redacted]

sur la Martinique pour y faire sa jonction avec Missiessy. Il se porterait alors avec toutes ses forces sur Santo-Domingo, y débarquerait des hommes et des armes, et reviendrait enfin sur le Ferrol y rallier une escadre espagnole pour entrer à Rochefort[1]. L'honneur de coopérer à la descente en Angleterre avait été réservé à l'escadre de Brest, commandée par Ganteaume. Cet amiral devait profiter du désarroi que le départ des expéditions de Toulon et de Rochefort allait jeter dans la marine anglaise, pour sortir de Brest, débarquer vingt mille hommes en Irlande et revenir sur Boulogne afin de seconder la grande opération de la flottille[2]. Mais rien n'était plus incertain et plus changeant que les idées de Napoléon sur le rôle de la flotte de Brest; il conçut un instant l'idée de l'envoyer aux Indes avec *trente mille hommes* pour arracher cette conquête à l'Angleterre, tant le désastre de Saint-Domingue l'avait peu corrigé[3]! Et pendant que ses espérances prenaient cet immense essor, la flotte de Ganteaume restait captive dans le port de Brest sans pouvoir faire un mouvement. Celle de Villeneuve sortie de Toulon à la faveur d'un gros temps, qui avait éloigné Nelson, était dispersée dès le premier coup de vent. Les avaries que lui fit éprouver la tempête et plus encore l'inexpérience de ses équipages et la détestable qualité de ses matériaux suffirent pour la mettre hors d'état de tenir la mer[4]. Elle

1. Napoléon à Villeneuve, 12 décembre; à Missiessy, 23 décembre 1804.
2. Napoléon à Decrès, 29 septembre.
3. Napoléon à Decrès, 16 janvier 1805.
4. Correspondance de Villeneuve, citée par Jurien de la Gravière.

[redacted]

rentra à Toulon vers la fin de janvier 1805, quelques jours après l'avoir quitté, pendant que Nelson courait l'attendre à Malte. L'escadre de Missiessy seule put remplir sa mission et se diriger sur la Martinique où elle devait vainement attendre Villeneuve.

Ce contre-temps irrita au plus haut point Napoléon; mais loin d'en conclure qu'il était trop dangereux de combiner de grandes opérations avec d'aussi mauvais éléments, il adopta sur-le-champ le plan gigantesque qui resta comme la pensée mère de tous ses projets subséquents. Abandonnant l'idée de l'expédition dans l'Inde aussi promptement qu'il l'avait embrassée, il résolut d'envoyer à la Martinique non plus seulement Villeneuve et Missiessy avec les flottes de Toulon et de Rochefort, mais Ganteaume lui-même avec celle de Brest. Cet amiral devait sortir de Brest avec 21 vaisseaux, se diriger sur le Ferrol, y rallier l'escadre espagnole et se porter de là directement sur la Martinique où il trouverait réunies les forces de Villeneuve et de Missiessy. Il reviendrait alors sur l'Europe et se porterait au détroit de Calais avec plus de quarante vaisseaux de ligne, armée navale irrésistible. On prévoyait le cas où l'un des deux amiraux manquerait au rendez-vous; dans ce cas Ganteaume viendrait avec l'autre et s'il avait moins de 25 vaisseaux il trouverait, soit au Ferrol, soit à Cherbourg de quoi compléter sa flotte avant de se diriger sur Boulogne[1]. Villeneuve reçut l'ordre de repartir pour la Martinique et d'y attendre Ganteaume pendant quarante

1. Napoléon à Ganteaume, 2 mars 1805; à Villeneuve, même jour.

jours. Ce plan magnifique supposait beaucoup de choses d'une réalisation très-difficile. Il supposait que nos flottes ne feraient aucune mauvaise rencontre; il supposait qu'elles pourraient se trouver vers la même époque au rendez-vous assigné; il supposait qu'une fois leur concentration opérée elles pourraient la maintenir à travers ces espaces immenses, malgré les difficultés qu'un pareil encombrement ajoutait aux périls ordinaires d'une si longue traversée; il supposait que l'amirauté britannique et ses marins si éminents ne sauraient jusqu'au bout rien voir et rien comprendre; il supposait enfin qu'une marine incapable des manœuvres les plus élémentaires lorsqu'elle agissait par dix ou quinze bâtiments, deviendrait irrésistible lorsqu'elle aurait à mouvoir une masse qui ne s'était jamais vue dans le monde depuis la flotte de Xerxès à Salamine. C'étaient là autant de miracles sur lesquels on comptait d'avance.

Pendant que tout s'apprêtait pour le succès de ces grandioses combinaisons, Paris venait de contempler avec un indicible étonnement le pompeux spectacle que Napoléon avait considéré comme l'indispensable consécration de sa gloire et de son pouvoir. Après de longues hésitations motivées tantôt par l'indignation bien connue que sa démarche inspirait à tous les cœurs vraiment catholiques, tantôt par de puériles susceptibilités qui semblent à peine croyables, le pape Pie VII s'était enfin résigné à partir pour Paris. Ce pontife que ni le guet-apens de Vincennes, ni le souvenir des bouffonneries antireligieuses de la campagne d'Égypte, ni tant de criantes iniquités accomplies, soit en France, soit en Europe, n'avaient pu

[redacted]

détourner d'une résolution si grave, on le vit au dernier moment sur le point de reculer parce que la lettre de Napoléon avait omis une formule convenue, et lui avait été portée par le général Caffarelli au lieu de lui être remise par deux évêques[1] ! Il quitta Rome le 2 novembre. Napoléon vint au-devant de lui jusqu'à Fontainebleau, mais, dans la crainte de montrer trop de déférence pour son hôte, il voulut que leur première rencontre semblât due au seul hasard. Ce fut en habit de chasse, entouré de ses mameluks et d'une meute de cinquante chiens, dans un carrefour perdu de la forêt de Fontainebleau, qu'il se présenta au saint père[2].

Les deux souverains s'embrassèrent, et lorsqu'ils remontèrent ensemble en voiture, Napoléon prit la droite, ce qui décida de l'étiquette pour tout le temps du séjour du pape à Paris. Ce n'était là que le commencement des petits déboires qui, selon le témoignage de Consalvi, remplirent son âme d'amertume. « Je tairai, dit-il à ce sujet, les humiliations dont Pie VII fut abreuvé. La mémoire et la plume se refusent à de telles narrations. » Napoléon se montra ici ce qu'il était en toute chose; toujours et partout il lui fallait la part du lion; il ne pouvait souffrir aucun partage; il était prêt à voir une concurrence même dans les honneurs rendus à un genre de mérite qui n'avait rien de commun avec le sien; il eût été jaloux de la popularité d'un saint comme de l'influence d'une femme; il ne connut jamais les délicatesses de la cour-

1. *Mémoires* de Consalvi.
2. *Mémoires* du duc de Rovigo. De Pradt, *les Quatre Concordats.*

[redacted]

[illegible] générosité de cœur qui lui eût [illegible] était faible, plus il lui [illegible] pas ; il traita le pape comme [illegible]

[illegible] eut lieu à Notre-Dame la céré[illegible] attachait une si grande impor[illegible] de l'avenir et du prestige de son [illegible] représentation de théâtre avait été [illegible] répétitions que le peintre Isabey, [illegible] impressario, avait très-ingénieusement [illegible] la cour, au moyen de petites poupées [illegible] grande satisfaction du maître[1]. Mais [illegible] la peine qu'on s'était donnée, et malgré [illegible] des gens de cour pour imiter des pou[illegible] on vit rarement cérémonie plus froide et [illegible] mélange extraordinaire de rites suran[illegible] costumes bizarres, empruntés au goût de di[illegible] qui n'avaient rien de commun, ces vê[illegible] composite où l'on voyait accouplés le [illegible] avec le moyen âge, Henri IV avec l'anti[illegible] personnages embarrassés de leur traves[illegible] ces généraux de la République, portant [illegible] couronne de Charlemagne, l'autre son sceptre, [illegible] la corbeille de l'impératrice, un qua[illegible] son anneau posé sur un coussin, tout cela [illegible] interprété et arrangé après coup, par un grand [illegible] comme David, produit l'effet d'une monstrueuse [illegible]phonie. Tous les acteurs de cette grande parodie [illegible]aient d'ailleurs quelque sujet de gêne ou de mécon[illegible]tement ; les uns se trouvaient blessés dans leurs

[1] [illegible]ires de M. de Beaussot, ancien préfet du palais.

[redacted]

prétentions, les autres choqués dans leur goût. Le pape était exaspéré d'avoir attendu l'Empereur pendant plus d'une heure; l'Empereur était indisposé contre le pape d'avoir été forcé de se soumettre la veille à un mariage religieux avec Joséphine qu'il avait l'arrière-pensée de répudier. On remarqua qu'il ne fit que bâiller pendant toute la cérémonie. Ceux qui ne bâillaient pas avaient, si l'on en croit l'archevêque de Malines, un autre genre de préoccupation, c'était la crainte de ne pouvoir conserver leur sérieux jusqu'au bout. Si un seul rire, a écrit ce prélat, avait donné le signal, c'en était fait de la gravité de l'auguste assemblée, Charlemagne et ses paladins disparaissaient au milieu d'un immense accès d'hilarité. L'ironie secrète qui se mêlait à la solennité pour la tourner en dérision dut surtout frapper tous les esprits lorsqu'on entendit ce monarque du moyen âge élever la voix pour prêter serment de maintenir *l'égalité des droits, la liberté politique et civile, l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux!* Ici l'anachronisme touchait au grotesque. Au reste les coups de surprise qui étaient familiers au génie de Napoléon ne manquèrent pas à la cérémonie du sacre. On sait comment, lorsque le pape s'apprêta à déposer la couronne sur le front impérial, Napoléon la lui retira brusquement des mains pour se couronner lui-même contrairement à toutes les promesses qu'il avait faites, et comme pour bien constater qu'il ne devait son pouvoir qu'à lui seul. Cette inquiète fantaisie de parvenu toujours préoccupé d'établir ses titres ne pouvait que blesser profondément le pape qui était venu de Rome à Paris pour ce couronnement dont on semblait ne plus le

[redacted]

juger digne. Il protesta contre le changement introduit dans le programme; il fit savoir que si le *Moniteur* rapportait le fait tel qu'il s'était passé, il se verrait dans la nécessité de rappeler qu'on lui avait manqué de parole. De là le silence longtemps inexpliqué que le journal officiel garda sur cette imposante solennité[1] et sur les incidents qui la signalèrent.

Le pape prolongea son séjour à Paris pendant plusieurs mois. Il eut tout le loisir de voir combien il s'était abusé en comptant sur la reconnaissance de son terrible protégé. Le service qu'il avait rendu, et dont il s'exagérait beaucoup la portée, avait tellement exalté ses espérances qu'il alla jusqu'à se flatter d'obtenir du gouvernement français l'abandon complet des libertés gallicanes, la restitution au clergé des actes de l'état civil et l'adoption du catholicisme non plus comme religion privilégiée, mais comme religion d'État. Mais l'accueil que reçurent ces demandes, exposées dans une série de mémoires qui furent rédigés par le cardinal Antonelli, dissipa promptement les illusions du saint-père; il rabattit beaucoup de ses prétentions et les réduisit successivement, à peu de chose près, à l'objet des promesses un peu vagues qu'on lui avait faites pour le décider au voyage de Paris. Mais, si même alors on n'avait pas jugé à propos de prendre avec lui des engagements formels, on y était encore bien moins disposé maintenant qu'on n'avait plus besoin de lui. Portalis répondit point par point au mémoire du cardinal dans ce style plein de douceur et d'onction dont il avait appris le secret en

[1] D'Haussonville.

[redacted]

s'occupant des affaires ecclésiastiques; il prodigua à la cour de Rome beaucoup de belles phrases et d'eau bénite de cour, mais ce fut tout ce qu'elle obtint. Le seul succès remporté à Paris par le pape fut le rétablissement du calendrier grégorien qui se fit quelques mois plus tard, et la rétractation des évêques constitutionnels qu'il dut uniquement au charme et à l'aménité de ses manières.

Repoussé sur le terrain des prétentions religieuses, Pie VII ne craignit pas de s'aventurer sur celui des revendications territoriales où il avait encore bien moins de chances de réussir. Il adressa personnellement à Napoléon un mémoire[1] dans lequel, après avoir exposé toutes les pertes qu'avait subies le saint-siége, l'insuffisance de ses revenus, les spoliations dont il avait été victime de la part du Directoire « gouvernement qui grâce au mérite et à la valeur de Napoléon n'avait plus d'existence » il le conjurait « d'imiter l'acte spontané et célèbre par lequel Charlemagne rendit à saint Pierre tout le domaine que lui avait déjà donné Pépin son père, et qu'avaient envahi les Lombards, c'est-à-dire l'exarchat, la Pentapole, avec l'addition d'autres domaines et particulièrement du duché de Spolète et de Bénévent. » Cette fois ce fut Talleyrand qui fut chargé d'éconduire au nom de Napoléon le pieux solliciteur. Il le fit avec des ménagements infinis et avec les plus dévotes assurances. « C'était Dieu lui-même qui avait élevé l'Empereur sur le trône et prescrit les limites de son pouvoir. L'Empereur devait respecter les limites que Dieu avait tra-

1. On en trouve le texte dans Artaud, *Histoire de Pie VII*.

[redacted]

[pouv]ait diminuer le territoire d'un *État* [en l]ui confiant le soin de le gouverner, [im]posé le devoir de le protéger.... Il espé[rait quelque]fois trouver des occasions d'étendre le do[m]aine du saint-père. » Pour juger de la sincérité des scrupules qui empêchaient l'Empereur de disposer du territoire italien, le pape n'avait qu'à se rappeler la cession de Venise à l'Autriche et celle de la Toscane à l'Espagne. Pour s'édifier sur la foi que méritaient ces promesses, il n'avait qu'à se rappeler celles qui avaient précédé le concordat; le passé lui garantissait l'avenir. Napoléon était plus sincère lorsqu'il faisait pressentir le pape au sujet d'une intention qu'il n'est nullement invraisemblable de lui attribuer dès lors et sur laquelle il devait revenir plus tard : elle consistait à offrir au pape soit Avignon, soit un palais à Paris avec de grands avantages pécuniaires, à condition qu'il se fixerait en France[1]. La facilité avec laquelle il s'était joué de la cour de Rome était bien faite pour exalter ses espérances au delà de toute limite; mais il oubliait qu'elle n'avait été si complaisante que par ambition, qu'elle ne lui pardonnerait pas de l'avoir trompée, et qu'elle allait devenir aussi défiante qu'elle avait été jusque-là crédule et docile. Il s'imaginait avoir pour toujours ébloui et fasciné le faible Pie VII, lorsqu'il n'avait fait que le blesser, même dans les plus petites choses. Il faut lire dans Consalvi les plaintes amères de ces successeurs des apôtres au sujet de la *mesquinerie des présents* de l'Empereur, destinés, dit-il, à « prouver le peu de valeur de celui à qui on les offrait »

1. Artaud.

[redacted]

et l'énumération de « ces dons splendides qui furent décrits dans les journaux mais qui ne parvinrent jamais à leur adresse[1]. » Le saint-père quitta Paris le cœur ulcéré. Tel fut le seul résultat du voyage qu'il avait entrepris en imposant silence au cri secret de sa conscience, et guidé peut-être « par un motif religieux, » comme disent ses panégyristes, mais à coup sûr en vue d'un intérêt parfaitement terrestre. Il n'en rapporta qu'un ardent désir de prendre sa revanche, désir inspiré également par un motif tout religieux, mais auquel la politique ne fut pas non plus étrangère.

Le 27 décembre 1804 avait eu lieu, avec une pompe inusitée, l'ouverture de la session législative faite par l'Empereur en personne. L'*Exposé de la situation de l'Empire* renchérit encore sur les exagérations des années précédentes. Jamais notre situation n'avait été plus belle, plus prospère, plus rassurante : « point de mouvement qui puisse alarmer la tranquillité publique, point de délit qui appartienne aux souvenirs de la Révolution ; partout des entreprises utiles, partout l'amélioration des propriétés publiques et privées. » Suivait la peinture du mouvement qui avait jeté la France dans les bras de Napoléon. La France avait senti « qu'un pouvoir partagé était sans force et sans accord et ne permettait ni les longs travaux ni les longues pensées. » Quant à lui, il avait « vainement résisté à la force de ces principes.... il avait dû se soumettre à la nécessité des circonstances.... il avait rendu à la France *ces institutions que la Providence semblait avoir inspirées*.... le chef de l'Église avait

1. *Mémoires* de Consalvi, tome II.

voulu prêter son ministère à l'auguste cérémonie.... Quels entretiens pour les races futures et quel sujet d'admiration pour l'Europe! Des souverains, des princes, des ambassadeurs frappés de ce grand spectacle de la France rassise sur les anciens fondements; au milieu de cette pompe et sous les yeux de l'Éternel Napoléon prononçant le serment qui assure l'intégrité de l'Empire!... Le serment de Napoléon sera à jamais la terreur des ennemis et l'égide des Français! »

Venait l'énumération des bienfaits du nouveau régime; l'achèvement des codes, l'institution des prix décennaux; les encouragements prodigués à l'agriculture et au commerce; le percement des routes et canaux; tout cela mis en regard des « richesses lointaines et des ressources précaires du gouvernement britannique. » Il n'était pas jusqu'à notre marine emprisonnée dans nos ports, qui ne fournît à ce tableau officiel une comparaison toute à notre avantage, car « les flottes de nos ennemis *s'usaient contre les vents et les tempêtes*, tandis que les nôtres apprenaient sans se détruire à lutter contre elles. » C'était assurément un point de vue nouveau que celui qui envisageait comme une cause de supériorité pour notre marine l'inaction forcée qui l'avait jusque-là empêchée de voir la mer. A ce compte quel avantage le long repos de nos escadres devait avoir sur la fatigue des flottes britanniques! Dans ce simple mot se trouve l'explication de toutes les méprises de Napoléon au sujet de notre marine.

L'*Exposé* contenait un tableau de la situation de l'Europe, qui était d'une fantaisie non moins hasardée que celui de la prospérité intérieure, mais qui

[redacted]

avait en outre le tort plus grave d'être fait au plus haut point pour blesser et alarmer les puissances du continent. Napoléon prenait à leur égard un ton de protecteur et de donneur de conseils, assez semblable à celui qu'il eût pu se permettre vis-à-vis du gouverneur de quelque province de son empire, distribuant ici l'éloge, là le blâme avec la haute impartialité d'un arbitre des destinées humaines. On devine si ce ton devait plaire à des souverains déjà irrités, mécontents et qui n'attendaient qu'une occasion pour se déclarer contre lui. Il commençait par leur signifier en termes ambigus deux changements qui n'étaient de nature ni à les rassurer ni à les bien disposer en notre faveur. Le discours d'ouverture avait déclaré solennellement « qu'aucun État ne serait incorporé dans l'Empire. » L'*Exposé* annonçait non moins solennellement « que la république italienne administrée et gouvernée par les mêmes principes que la France demandait *comme elle une organisation définitive.* » Il ajoutait que la Hollande « gémissait sous un gouvernement oligarchique.... Il ne lui manquait qu'un gouvernement ferme, patriote et éclairé. » Pour quiconque savait comprendre à demi-mot, cela voulait dire que ces deux États *indépendants* allaient recevoir à leur tour le coup de baguette magique qui avait métamorphosé la république française en monarchie et il eût fallu un degré de stupidité bien extraordinaire pour ne pas voir là une incorporation. On passait ensuite en revue les États et les souverains, en caractérisant d'un mot leur attitude et leur conduite, comme on eût fait dans un bulletin militaire : « l'empereur d'Autriche consacrait à la restauration de ses

finances et à la prospérité de ses provinces *le repos que lui conseillaient* la loyauté de son caractère et l'*intérêt* de ses sujets.... Le roi de Prusse se montrait l'ami de la France.... La Turquie *était vacillante dans sa politique, elle suivait par crainte un système que son intérêt désavoue.* » La Russie enfin recevait, sous forme de conseil, un avertissement des plus clairs : « L'esprit de Catherine la Grande *veillera* sur les conseils d'Alexandre. Il se souviendra que l'amitié de la France est pour lui un contre-poids nécessaire dans la balance de l'Europe ; que *placé loin d'elle il ne peut ni l'atteindre ni troubler son repos....* » Ces derniers mots allaient, on le voit, jusqu'au défi. Étrange et nouvelle façon d'apaiser les ressentiments et de se faire des amis !

Il y avait énormément à rabattre dans ce double tableau de notre situation intérieure et extérieure. En ce qui concernait l'Empire français, on ne pouvait nier que le rétablissement de l'ordre et de la régularité dans l'administration de nos finances, les améliorations introduites dans la perception de l'impôt et la gestion des revenus publics, les subsides levés sur l'étranger, la sécurité produite par les victoires du consulat, enfin la confiance qu'inspirait un pouvoir fort à une nation affamée de repos, n'eussent amené d'heureux résultats au point de vue de la prospérité matérielle et de la richesse nationale. Notre commerce et notre industrie avaient commencé à se relever ; des manufactures s'étaient fondées, et à côté d'elles des écoles d'arts et métiers ayant pour but de les alimenter ; nos routes du Simplon, du mont Cenis, du mont Genèvre, nos canaux de Saint-Quentin, d'Arles, d'Aigues-Mortes, ceux de la Belgique, toutes nos voies de

[redacted]

communication intérieure par terre ou par eau s'amélioraient ou s'achevaient; mais le renouvellement de la guerre était bientôt venu tout remettre en question. L'immensité des armements dirigés contre l'Angleterre, ou destinés à tenir l'Europe en respect, avait porté les dépenses de l'année 1804 au delà de sept cents millions; il fallut songer à faire face aux besoins toujours croissants de l'année 1805 avec des ressources décroissantes, car on ne pouvait plus compter ni sur l'appoint de l'or américain que nous avions reçu pour prix de la Louisiane, ni sur les subsides espagnols absorbés désormais par la coopération ouverte de l'Espagne à la guerre. Le rétablissement des *droits réunis* et l'expédient d'un emprunt déguisé sous la forme d'un escompte des valeurs du trésor par une compagnie de banquiers, ne fournirent que des palliatifs insuffisants. La confiance fut ébranlée; les fonds publics subirent des baisses alarmantes que Napoléon eût bien voulu faire cesser par décret, mais son pouvoir n'allait pas jusque-là. Les mauvaises récoltes de l'année 1804 nécessitèrent une défense de l'exportation des blés[1]; l'interdiction de plus en plus absolue des denrées coloniales et des marchandises anglaises, dans un moment où le supplément des produits étrangers nous eût été si utile, ne fit qu'aggraver le malaise, en laissant prévoir, par l'extension que Napoléon donnait à son système prohibitif dans tous les pays soumis à notre influence, que l'idée du blocus continental était déjà née dans son esprit. Les vices d'un semblable état de choses devaient atteindre la fortune publique dans ses sources

1. Napoléon à Fouché, 23 août 1804.

mêmes; il était impossible que les revenus du gouvernement n'en souffrissent pas gravement tôt ou tard. C'était un pauvre remède contre de tels inconvénients que celui qui consistait à augmenter les tarifs des douanes, à mettre un droit d'un million *sur les produits du tribunal de cassation*, selon une singulière expression de l'Empereur[1], à prélever un impôt de trois millions sur l'administration de la justice aux dépens des plaideurs, au mépris des plus indispensables garanties des accusés, obligés désormais de payer les preuves qui servaient à la démonstration de leur innocence[2].

A côté de cette situation matérielle, un instant relevée, mais de nouveau compromise par une mauvaise politique et par un mauvais système économique, si l'on met en regard les autres aspects de notre état intérieur, on s'aperçoit que ce sont ceux qui expriment les besoins les plus élevés d'une nation, qui forment les ombres les plus fortes du tableau. Le gouvernement de la France n'est plus qu'un gouvernement de police assez semblable à l'autocratie des czars, à cette différence près que les caprices du souverain y sont tempérés par l'influence des mœurs et des idées d'une grande nation, au lieu de l'être par les revanches redoutées d'une aristocratie à la fois servile et vindicative. Quant aux pouvoirs du maître ils sont les mêmes; il peut, lorsqu'il lui plaît, faire disparaître qui bon lui semble, sans en rendre compte à personne; il est la loi vivante, c'est-à-dire que son humeur et son tempérament font désormais partie du

1. Napoléon à Cambacérès, 30 août.
2. *Bulletin des lois* (loi du 26 janvier 1805).

[redacted]

gouvernement. La correspondance de Napoléon avec Fouché est pleine d'ordres d'exil, d'emprisonnement, d'internement, dont non-seulement on n'a aucun moyen de le rendre responsable, mais qui pour la plupart restent ignorés et ne sont connus que de ceux qui en sont frappés. Le despotisme de Napoléon est à la vérité entouré de quelques institutions dont le nom est emprunté aux pays libres, mais elles ne sont plus organisées que pour servir d'instrument ou de masque à son arbitraire. La France a encore un Corps législatif, mais un Corps législatif dont les sessions ne durent que quelques semaines, dont les discussions n'ont plus de publicité, dont le contrôle désormais étranger aux questions politiques ne s'exerce plus que sur des intérêts d'un ordre tout secondaire, dont le rôle en un mot ne consiste plus qu'à assumer l'odieux des impôts impopulaires qu'on le charge de voter, ou à élaborer les règlements administratifs qu'on veut bien lui soumettre. La France possède encore de nom ce que dans les pays constitutionnels on appelle un ministère ; mais les ministres sans opinion, sans solidarité, sans force propre, sans influence ni personnelle, ni collective, ne forment plus qu'une sorte de haute domesticité, et la plus soumise de toutes les domesticités, parce qu'elle est la plus rapprochée du maître.

Napoléon était naturellement un très-bon juge des aptitudes et des capacités, mais à condition qu'elles s'exerçassent dans le sens de ses propres vues et de ses préventions. Ce qu'il exigeait avant tout de ses ministres, c'était une foi aveugle en son génie. Habitué de bonne heure à se considérer comme infaillible, il

[redacted]

jugeait volontiers du mérite d'après le degré de zèle, de dévouement, qu'on lui témoignait ; il n'était pas loin de voir dans les objections un signe de révolte ; on peut, d'après l'accueil qu'il faisait à celles d'un homme supérieur et compétent comme Decrès, avoir une idée de l'abnégation qu'on devait avoir pour être son ministre ; il y fallait dès lors une souplesse d'échine qui rebuta bientôt jusqu'à Talleyrand lui-même, c'est tout dire. Est-ce à un ministre et à un grand dignitaire de l'Empire, ou à un maître d'hôtel négligent, que s'adresse le billet dont voici la teneur : « Monsieur Talleyrand, mon grand chambellan, je *vous fais cette lettre* pour vous témoigner mon *mécontentement* de ce que vous avez permis que les invitations de mercredi portassent le mot de *souper*, puisque l'heure pour laquelle elles étaient est *celle de mon dîner*. Mon intention est que dans *mon palais*, comme ailleurs, on obéisse aux lois. NAPOLÉON [1]. » C'était bien la peine d'avoir été par ambition le protecteur du général Bonaparte auprès du Directoire pour en venir à supporter de pareilles avanies ! Quelle récompense pour un homme de tant d'esprit !

Poursuivons le tableau : la France possède aussi une chambre haute, sous le nom de Sénat. Ici les attributions sont magnifiques sur le papier, mais en fait tout se réduit à l'enregistrement des décrets que le Sénat reçoit tout rédigés, et auprès de son attitude rampante, l'opposition des parlements dégradés de l'ancien régime passerait pour un prodige d'héroïsme. On pourrait croire que les gros traitements dont

1. Napoléon à Talleyrand, 11 décembre 1804.

[redacted]

jouissaient les sénateurs n'étaient pas de trop pour faire accepter l'ignominie d'un tel rôle à des hommes qui pour la plupart avaient connu et nourri des ambitions plus hautes dans des époques moins déshéritées; mais ce rôle était loin de se borner à la sinécure de l'enregistrement des sénatus-consultes ou à la mystification du comité de liberté individuelle; on attendait d'eux des services d'un ordre moins relevé encore en retour des opulentes sénatoreries dont on les avait dotés. Il faut ici laisser la parole à Napoléon lui-même, témoin qu'il serait difficile de récuser. Le 28 mars 1805, il adressait à Maret des instructions destinées aux sénateurs. Dans cette espèce de *manuel du parfait Sénateur*, après avoir prescrit à ces fonctionnaires d'un nouveau genre une résidence de *trois mois* dans leur sénatorerie respective, il leur imposait l'obligation de lui adresser *tous les huit jours* un mémoire contenant divers renseignements. Ces renseignements devaient avoir pour objet la conduite et le caractère des fonctionnaires publics, l'influence et les principes des ecclésiastiques, *la fortune*, *le caractère*, *les opinions des particuliers marquants*, leurs dispositions relativement au gouvernement, à la religion, à la conscription, etc. Les sénateurs devaient en outre observer *s'il y avait des conscrits fugitifs* et dans quel nombre, examiner le service de la gendarmerie, enfin joindre à ce rapport leurs remarques sur les objets d'intérêt général, tels que le commerce, l'agriculture, etc. « Vous sentez, disait la circulaire, que sur cette mission particulière le secret doit être inviolable. *Si elle était connue toutes les lumières vous fuiraient*, LES HOMMES HONNÊTES S'INTERDIRAIENT TOUTE COMMUNICATION AVEC

… rapporteriez que les dénonciations … de la malveillance[1]. »

… assigné aux membres de cette chambre … Sénat. Par l'avilissement des hommes qui occupaient la place la plus élevée dans la … politique et sociale, on peut juger de ce … inférieurs. Si de ces institutions systématiquement annulées, perverties ou transformées en … de police, on passe à ces forces spontanées qui … l'expression intime et plus nécessaire encore de la vie intellectuelle et morale d'un peuple, telles que la presse, la littérature, les arts, on les voit soumises à la même pensée d'exploitation, au profit de la personnalité qui absorbe tout; et ils en reçoivent une atteinte qui n'est pas moins mortelle. Bonaparte qui se flattait d'improviser, en quelques années, dans le monde moderne le miracle de la domination romaine, si lentement et si laborieusement réalisé dans le monde antique, s'imaginait renouveler les merveilles des grands siècles littéraires aussi facilement que ce simulacre d'empire universel. Pourquoi ne fonderait-il pas une sorte de monarchie intellectuelle comme il avait fondé une monarchie politique? Il ne s'agissait que d'appliquer aux choses de l'esprit les procédés qui lui avaient si bien réussi dans les affaires de l'État; intimider les uns, gagner les autres par l'appât des faveurs dont il pouvait disposer, attirer tout à soi et finalement se faire le dictateur des intelligences, comme il était celui des intérêts. Il n'était alors nulle-

1. Correspondance de Napoléon. *Note pour le secrétaire d'État*, 28 mars 1805.

[redacted]

ment question d'ériger des principautés en faveur de grands poëtes; cette inspiration était réservée à ses jours d'exil; tant qu'il fut sur le trône il ne trouva rien de mieux, comme moyen d'encourager le génie, que celui qui consistait à lui offrir des sommes d'argent. Le *Corneille prince* est d'ailleurs un non-sens du même genre que le *Washington couronné;* ce sont là des formules faites pour les badauds et qui ne méritent pas d'être discutées. Quant aux hommes que l'argent ne tenterait pas, il avait à leur offrir des persécutions variées. Le problème n'était pas autrement compliqué à ses yeux; c'était pour lui l'affaire d'un décret, et il fit ce décret. Il se plut à le dater d'Aix-la-Chapelle, la ville gardienne de la mémoire de Charlemagne :

« Désirant, disait-il, non-seulement que la France conserve la supériorité qu'elle a acquise dans les sciences, les lettres et les arts, *mais encore que le siècle qui commence l'emporte sur ceux qui l'ont précédé,* » il instituait, pour être distribués de dix ans en dix ans, de grands prix, les uns de dix mille, les autres de cinq mille francs, destinés aux auteurs des meilleurs ouvrages dans les sciences physiques, mathématiques, historiques, à l'auteur de la meilleure pièce de théâtre, du meilleur opéra, du meilleur poëme, à l'inventeur de la meilleure machine industrielle, aux meilleurs peintres et sculpteurs, etc. Pour porter au comble l'enthousiasme et l'émulation des concurrents, Napoléon ajoutait dans son décret que ces prix seraient *distribués de sa propre main,* et, en outre, le *jour anniversaire du dix-huit brumaire,* tentation irrésistible qui faisait encore mieux ressortir la bienfai-

sante intention de ce coup d'État intellectuel. Au moyen de cette mesure, qui n'avait coûté de grands frais, ni à son imagination, ni à ses finances, il se flattait d'annexer pour toujours à son empire les libres domaines de l'esprit, de devenir l'inspirateur des intelligences, l'initiateur des idées, une sorte d'empereur de la pensée.

Pour réaliser complétement ce beau rêve, il fallait joindre à l'attrait des prix de dix mille francs le stimulant d'une crainte salutaire, et il crut faire merveille en s'adjoignant la collaboration de Fouché comme moyen de féconder les encouragements décennaux. Ce ministre de la police devint en effet sous la haute direction de Napoléon le régulateur suprême du mouvement intellectuel. Il eut pour mission d'appliquer à la presse, à la littérature, aux arts, les procédés expéditifs de son administration. Mais cette méthode de faire procréer des chefs-d'œuvre, en accouplant la crainte avec la cupidité, ne donna pas les résultats qu'on en attendait; l'époque impériale resta d'une rare stérilité : il n'y eut de vigueur intellectuelle que chez les écrivains qui surent se dérober à l'ignominie de ses récompenses, tels que Mme de Staël, Benjamin Constant, Châteaubriand. C'est que le despotisme ne peut produire que ce qu'il porte en lui-même, c'est-à-dire l'uniformité, l'immobilité et le néant. Les grandes époques littéraires et artistiques que les historiens ont fort improprement dénommées le siècle de Louis XIV et le siècle de Léon X, entretiennent à cet égard une confusion d'idées qu'il importe de faire cesser. En ce qui concerne l'Italie de Léon X, il est facile de démontrer qu'elle possédait, indépendam-

[redacted]

ment d'une liberté intellectuelle presque illimitée, une variété de développement, une multiplicité de formes politiques dont les contrastes, les agitations et les incessantes métamorphoses n'ont rien de commun avec la silencieuse immobilité des temps de servitude. Il y avait beaucoup de tyrannies locales, mais des tyrannies qui s'opposaient les unes aux autres, qui laissaient subsister un grand nombre d'existences libres et indépendantes, d'individualités brillantes et hardies. Le siècle de Louis XIV est plus propre à faire illusion; mais si l'on veut y regarder de près, on s'aperçoit d'abord que tous les hommes qui ont fait l'illustration de ce règne se sont formés sous l'époque précédente et lui ont apporté leur génie déjà éprouvé ou leur gloire acquise; la génération de Racine le fils, de Massillon, des écrivains orthodoxes formés à l'ombre de la bulle *unigenitus* appartient seule à Louis XIV; on reconnaît ensuite que durant toute la première période de ce règne, la littérature a joui d'une liberté relative incomparablement plus grande que celle qui lui a été laissée sous Napoléon, si l'on se place, bien entendu, au point de vue des idées admises et des préjugés dominant dans ces deux sociétés si différentes.

L'empereur a déclaré lui-même en plus d'une occasion qu'il n'eût jamais toléré les hardiesses de Molière: cette déclaration paraît fort superflue lorsqu'on voit à quelle inquisition mesquine et vexatoire il soumit les tristes productions dramatiques qui virent le jour sous son règne. L'histoire a conservé le souvenir de certains régimes tyranniques qui laissaient subsister dans la spéculation la liberté qu'ils étouffaient partout ailleurs: ici rien de semblable; il fallait servir

…ser dans le sens du gouvernement ou … du tout. Le résultat inévitable d'un …ment, c'est en toute chose le règne de l'of-…de, du convenu, de la formule. La poésie … la versification, la philosophie de-… d'abstractions vides ou de subti-… un simple exercice logique, l'histoire …, le théâtre une école de courti-…re tout entière un pur jeu d'esprit. … des arrangeurs de mots. On voit, …es les époques de compression, s'élever … une littérature exclusivement descriptive, … chose factieuse, sont remplacées par des …es couleurs, les sentiments par des sensa-… …ensée par le lieu commun. Delille avait failli …risonné pour avoir chanté la *Pitié* en souve-… …naux de la Terreur, il s'amende et chante *les champs* ou l'*Imagination*, Esménard chante …*ation*, Millevoye chante l'*Amour maternel*, Le-…er, le vigoureux auteur de *Pinto*, chante l'*Homme* …é, Chênedollé va chanter le *Génie de l'homme*, … dont le vague, l'abstraction, la généralité ne …vent porter ombrage à personne. Tout ce qui peut …ser de réfléchir, de sentir, de raisonner, est sûr …re bien accueilli. On s'efforce d'étouffer les viriles aspirations de Mme de Staël, mais on encourage les gravelures de Parny et de Pigault-Lebrun. Le théâtre, ayant sur le public une action plus immédiate, est soumis à des lois encore plus dures et plus exi-geantes. Ici il ne s'agit plus d'éviter tout sujet scabreux, il faut louer le maître ou renoncer à la scène. On était bien loin du temps où l'on discutait la question

de savoir s'il y avait des allusions dans les *Valets de l'antichambre* de Dupaty. Duval, qui avait été menacé en 1802 pour les allusions qu'on avait cru trouver dans son *Édouard en Écosse*, se voyait maintenant interdit et supprimé pour les louanges qu'on ne trouvait pas dans son *Guillaume le Conquérant*, pièce faite à l'occasion de la descente en Angleterre. Le ton avait été donné à cet égard dès le début de l'Empire par les flagorneries immodérées du *Pierre-le-Grand*, de Carrion de Nisas, tragédie maintenue quelque temps à la scène malgré les protestations du public qui la siffla outrageusement. Il fallut imiter ce triste modèle, sous peine de ne plus aborder le théâtre; et l'on vit Marie-Joseph Chénier démentir sa courageuse conduite au Tribunat par les flatteries de son *Cyrus*, acte de faiblesse qui fut le remords de ses dernières années. Chénier releva à la fois son talent et son caractère en évoquant la sombre figure de *Tibère*. Cette pièce ne fut connue qu'après la mort du poëte, mais elle n'en fut pas moins inspirée par le spectacle des mœurs qu'il avait sous les yeux. Était-ce au Sénat de Tibère ou à celui de Bonaparte que pensait Chénier, lorsqu'il s'écriait :

« O lâches descendants de Dèce et de Camille !
Enfants de Quintius, postérité d'Émile !
Esclaves accablés du nom de leurs aïeux,
Ils cherchent tous les jours leurs avis dans mes yeux
Réservant aux proscrits leur vénale insolence,
Flattent par leurs discours, flattent par leur silence,
Et craignant de penser, de parler et d'agir
Me font rougir pour eux, sans même oser rougir ! »

Les *Templiers* de Raynouard, qui furent représentés vers la même époque, durent eux-mêmes fournir leur

ou ... s le sujet s'y
ne ... situations et des
t... ...er par Fouché
fi ... plus appropriés
n' ... qu'il réservait au
v ... Fouché, n'engageriez
l ... une tragédie du *pas-*
ı ... *race?* au lieu d'être un
... rait serait le *sauveur de la*
... de pièces que le théâtre
... stimuler le poëte, *car sous*
... *aurait pas permises!* » Ray-
... ut à la fois glorifier le « sau-
... se poser en poëte *révolutionnaire*,
... de la popularité et les bénéfices
... de plus séduisant qu'une telle

... ne voulait pas de pièces « dont les
... dans des temps trop près de nous. »
... vénient de faire penser à trop de cho-
... pas lui, par exemple à des dynasties
... s, à des héros qui avaient compris
... la politique autrement que lui, à des
... tes de celles qu'il voulait créer : « Je
... encore, qu'on veut jouer une tragédie
... Cette époque n'est pas assez éloignée
... point réveiller de passions. La scène a besoin
... d'antiquité. » L'antiquité était en effet beau-
moins compliquée que le monde moderne ; elle
... ue des situations simples, et du moment où

... à Fouché, 1er juin 1805.

[redacted]

il était interdit au poëte de flétrir le tyran, il ne lui restait qu'une seule ressource, c'était de le glorifier. Tout ce qui s'écartait de cette routine lui devenait prodigieusement suspect, il se défiait de tout; il intervenait dans les plus insignifiantes minuties, un ballet lui semblait capable d'ébranler les colonnes de l'ordre social. Il écrivait à Cambacérès pour le prier d'empêcher le danseur Dupont de *faire des ballets* pour l'opéra : « Cela est *inconvenable*, disait-il, ce jeune homme n'a pas encore un an de vogue[1] ! » Qu'allait en effet devenir la hiérarchie de l'Empire si l'on permettait à ce jeune homme de fouler aux pieds toutes les règles de l'avancement? Le maître du monde tremblait devant une chanson, car la tyrannie aboutit nécessairement à la peur. On parlait de monter *Don Juan* à l'Opéra. Qu'est-ce à dire, et ce nom exotique ne cacherait-il point quelque piége? Vite il écrit à Fouché « qu'il désire avoir son opinion sur cette pièce *au point de vue de l'esprit public*[2] ! » En tout ceci, il faut en convenir, le terrible et glorieux empereur fait une figure bien ridicule.

Mais c'est dans ses rapports avec la presse périodique qu'il faut étudier Napoléon, si l'on veut savoir à quel point ce régime est incompatible avec tout ce qui constitue la dignité, l'honneur, la force et la vitalité d'une nation. Du grand naufrage de la presse de Paris au dix-huit brumaire, sept à huit journaux seulement surnageaient encore à l'époque de la proclamation de l'Empire, misérables épaves, battues du

1. Napoléon à Cambacérès, 11 avril 1805.
2. Napoléon à Fouché, 23 juin 1805.

... sans cesse en présence d'une to-
... chassés du terrain de la politique, ou
... que lorsqu'il convenait au gouverne-
... servir de leur publicité, recevant de lui des
... faits qu'ils devaient insérer sans examen,
... vant pas même aborder les questions reli-
... ces malheureux journaux ne conservaient leur
... caire existence qu'à la condition de s'enfermer exclusivement dans le domaine des sciences, de l'histoire, de la petite littérature. Ils étaient condamnés à vivre de commérages. Quant aux nouvelles, lorsqu'ils se permettaient d'en ajouter de leur crû à celles qui leur étaient fournies par les bulletins de la police, c'était à leurs risques et périls. Mais, quelque dociles et tremblants qu'ils fussent, dans cet état d'anéantissement, le faible murmure d'opinion qu'ils faisaient entendre était encore de trop pour les oreilles de ce maître ombrageux; leurs plus innocentes productions avaient le secret de le mettre hors de lui, et à écouter les griefs qu'il invoquait contre eux on se demande si la presse avait un moyen quelconque de le satisfaire autrement qu'en cessant d'exister. Un journal donnait-il une nouvelle empruntée à une feuille étrangère, ses rédacteurs étaient « vendus à l'Angleterre, » il les faisait poursuivre comme traîtres à la patrie et complices de l'ennemi! Les écrivains terrifiés se réfugiaient-ils dans le passé en publiant par exemple une étude historique sur la Saint-Barthélemy, comme le *Citoyen français?* « ce détestable journal paraissait ne *vouloir se vautrer que dans le sang*. Quel est donc le rédacteur de ce journal? *Avec quelle jouissance ce misérable savoure les crimes et les malheurs de la nation!*

[redacted]

Mon intention est qu'on y mette un terme. Faites changer le directeur de ce journal ou supprimez-le[1]. »

Dans cette communication à son ministre de la police, Napoléon ajoutait que sous aucun prétexte les journaux ne devaient *se mêler de religion*.

Comme il fallait pourtant bien qu'ils se mêlassent de quelque chose, Fouché en avait conclu qu'il pouvait les laisser aller dans le sens contraire, c'est-à-dire déblatérer contre la philosophie. Mais il reçoit aussitôt l'ordre d'imposer silence à ces journaux qui « vomissent des insultes contre tous les philosophes, » et principalement au *Mercure* qui est écrit « avec plus de violence et de fiel que n'en ont mis dans leurs écrits Marat et autres écrivains du même temps[2] ». Non-seulement il ne veut pas qu'on parle de religion, mais il veut « que le nom des Jésuites ne soit pas même prononcé dans les journaux[3] ». Les publicistes se rabattent sur les bruits du jour, sur des descriptions de fêtes ; ils se flattent de rentrer en grâce en vantant la magnificence du nouveau règne. Voici comment leurs avances sont accueillies : « Monsieur Fouché, les journaux se plaisent à exagérer le luxe et les dépenses de la cour, ce qui porte le public à faire des calculs ridicules et insensés. Il est faux que le château de Stupinigi soit si magnifique; il est meublé avec d'anciens meubles.... faites faire des articles détaillés sur cet objet.... faites comprendre aux rédacteurs du *Journal des Débats* et du *Publiciste* que le temps n'est pas éloigné où, m'apercevant qu'ils ne sont pas utiles,

1 Napoléon à Fouché, 31 août 1804.
2. Napoléon à Fouché, 9 octobre 1804.
3. *Ibid.*

[illegible] avec tous les autres et *n'en conser-* [illegible] on trouvera peut-être grâce à ses [illegible] ses parties de chasse? mais il dé-[illegible] la perfidie de cette louange : « on [illegible] à une chose qui n'existe pas.... [illegible] de chasse consistait en un mau-[illegible] dans un petit parc, et qui n'a pas [illegible]. Par ses relations ampoulées ne dirait-[illegible] venir de tous les coins de l'Italie [illegible] en a coûté un demi-million ? » Le [illegible] annonce sans commentaires le [illegible] de Merfeld à Saint-Pétersbourg, Napo-[illegible] à son ministre le venin contenu [illegible] insidieuse, « elle n'a d'autre but [illegible] » Enfin ces pauvres journalistes, déso-[illegible] le parti de ne plus rien dire [illegible] et de parler de la pluie et du [illegible] cela ne leur réussit pas mieux, car [illegible] les mauvaises nouvelles de circu-[illegible] de s'entretenir à voix basse de la coa-[illegible] : il ne suffit pas qu'ils s'abstiennent, [illegible] l'opinion et la France en leur [illegible] sécurité, et, cette fois, Napoléon [illegible] à son compère Fouché : « Re-[illegible] un peu plus pour soutenir l'opinion ! [illegible] quelques articles habilement faits [illegible] marche des Russes, l'entrevue de [illegible] avec l'empereur d'Autriche, et [illegible] *nés de la brume et du spleen* [illegible] rédacteurs que s'ils continuent sur

[illegible] 1805.

[redacted]

ce ton, je solderai leur compte.... dites-leur que je ne les jugerai point sur le mal qu'ils auront dit, *mais sur le peu de bien qu'ils n'auront pas dit*. Quand ils représenteront la France vacillante, sur le point d'être attaquée j'en jugerai qu'ils ne sont pas français, ni dignes d'écrire sous mon règne. Ils ont beau dire qu'ils ne donnent que leurs bulletins, on leur a dit quels étaient ces bulletins, *et puisqu'ils doivent dire de fausses nouvelles que ne les disent-ils à l'avantage du crédit et de la tranquillité publique*[1] ? »

Malgré leur extrême circonspection et leur dextérité déjà proverbiale, les éminents directeurs du *Journal des Débats* ne parviennent pas à éviter l'écueil, et, sur l'annonce d'une nouvelle relative au duc de Brunswick, ils apprennent un beau matin qu'ils auront désormais, indépendamment de la tutelle du ministre de la police, un surveillant spécial attaché d'une façon permanente à leur journal et auquel ils donneront des appointements annuels de *douze mille francs*. Fouché devra faire connaître aux autres journaux cette mesure salutaire en les menaçant d'un sort semblable, et en leur intimant l'ordre « de mettre en quarantaine *toute nouvelle désagréable et désavantageuse pour la France*[2]. » Tout est maintenant pour le mieux, toute indiscrétion est impossible, les écarts sont prévus; c'est la police qui tient la plume et dirige la main des écrivains. Voilà les journaux bien à l'abri désormais de l'esprit de faction, et le maître apparemment sera satisfait ! Point du tout ! « On ne peut plus dire, écrit-

1. Napoléon à Fouché, 24 avril 1805.
2. Napoléon à Fouché, 20 mai 1805.

il à Fouché, que les journaux soient malveillants, *mais ils sont trop bêtes*[1] ! » Non, en vérité, ce n'étaient pas les journaux qui étaient trop bêtes ! Après avoir tant fait pour tuer en eux l'initiative, l'indépendance, le raisonnement, et jusqu'à l'esprit, pour les réduire en un mot à l'état de machines, il s'étonnait du résultat ! Il osait leur reprocher l'insignifiance et la nullité qu'il leur avait infligée à coups d'étrivières, il s'en prenait à eux des conséquences de ce système qui était son ouvrage et qui était encore plus inepte qu'odieux. Il était surpris de ne pas les voir transportés d'enthousiasme : « *Ils ne montrent aucun zèle pour le gouvernement* ! » disait-il encore à Fouché sur le ton d'un amer désappointement et avec la tristesse d'un bienfaiteur qui se voit payé d'ingratitude. Au surplus, si ces journaux n'étaient plus dangereux, leurs titres l'étaient encore : « *Journal des Débats*, *Lois du pouvoir exécutif*, *Actes du gouvernement*, ce sont là des titres qui rappellent trop la révolution[2] ! » Cependant, ajoutait-il, je voudrais « une organisation sans censure, car *je ne veux pas être responsable de tout ce qu'ils disent*, » c'est-à-dire qu'il eût voulu la censure sans la responsabilité qui s'y attache. Il lui fallait une presse qui fût vénale et qui passât pour indépendante, des journalistes capables de deviner ses désirs et de traduire ses caprices, qui fussent en même temps patriotes et serviles, hardis et peureux, spirituels et plats, éloquents et mercenaires, rêve qui ne pouvait être inspiré que par la démence de la tyrannie. Au lieu de

1. Napoléon à Fouché, 1er juin 1805.
2. *Ibid.*

[redacted]

tout cela il ne créa que le néant. Voilà tout le parti qu'il sut tirer de ce merveilleux instrument qui a renouvelé le monde.

Il est d'autant moins permis de s'abuser sur les causes de la stérilité intellectuelle de l'époque impériale qu'on assiste en même temps à un spectacle tout contraire en Allemagne où se produit un magnifique mouvement d'idées, formé en dehors de toute influence officielle. Les germes de cette renaissance existaient chez nous, aussi bien que chez nos voisins, mais ils furent en France violemment refoulés par le despotisme et ne purent se développer qu'après sa chute. Toutes les forces vives de la nation furent absorbées par une carrière unique, la guerre, et les esprits dont elle ne pouvait occuper l'activité ou contenter l'ambition furent réduits à se consumer dans l'inaction, l'ennui, les rêves stériles d'*Obermann* ou de *René*. Quant à ceux que tourmente invinciblement le besoin de l'indépendance et de l'activité intellectuelle, l'Empire les rejette hors de son sein. Mme de Staël et Benjamin Constant vont chercher chez les Allemands un peu d'air respirable ; Châteaubriand commence cette existence de chevalier errant de la littérature qui ne finira qu'avec le règne de Napoléon ; l'exil préserve leur génie. Tous ceux, au contraire, qui se résignent à végéter à l'ombre de la protection impériale sont condamnés à une incurable médiocrité. C'est une influence qui flétrit tout ce qu'elle touche et à laquelle l'art lui-même n'est pas soumis impunément, bien qu'il n'ait pas le même besoin d'indépendance que les autres manifestations de la pensée humaine. Les artistes qui la subissent y perdent tous quelque chose

[redacted]

de leur force et de leur originalité, à commencer par le chef de l'École, David, si inférieur dans ses grandes compositions officielles à ce qu'il avait été durant l'époque révolutionnaire. Une incontestable puissance survit néanmoins chez le maître à cette transformation de l'ami de Robespierre en peintre ordinaire de la cour, mais chez les élèves il ne reste plus que la convention, le procédé, la monotonie, la sécheresse d'une rhétorique froide et guindée. Deux artistes seuls font exception et ce sont ceux qui protestent contre les doctrines dominantes; tous deux s'écartent des chemins battus, et suivent une voie solitaire : l'un est Gros, le peintre de la légende des *Pestiférés de Jaffa*, dont le robuste génie, au milieu des parades de l'époque impériale, est encore animé du souffle épique des guerres de la révolution française et prête aux exploits nouveaux la poésie d'un temps qui n'est plus; l'autre est Prud'hon, ce vrai fils de la Grèce, l'André Chénier de la peinture, qui allie la grâce corrégienne à la simplicité antique, et retrouve sans y songer le secret que d'autres demandent vainement à une ingrate et laborieuse imitation.

[redacted]

CHAPITRE VI.

INCORPORATION DE GÊNES. — NOUVELLE COALITION. ÉCHEC DE L'INVINCIBLE ARMADA DE BOULOGNE.

Napoléon avait quitté Paris presque en même temps que le pape, c'est-à-dire dans les derniers jours du mois de mars 1805, pour se rendre en Italie où tout était prêt pour son couronnement. Son intention avait été d'abord de donner ce trône à son frère Joseph, car il ne se dissimulait pas le mécontentement et les inquiétudes que ce nouvel accroissement de puissance devait faire naître en Europe. Il avait même notifié au roi de Prusse et à l'empereur d'Autriche l'avénement prochain de son frère, disposant de Joseph sans son aveu et se figurant que ces souverains seraient trop heureux de le voir abandonner à un prête-nom ce qu'il lui était si facile de prendre pour lui-même. Il allait jusqu'à dire à l'empereur d'Autriche « qu'il avait sacrifié sa grandeur personnelle et affaibli son pouvoir, mais qu'il en serait amplement récompensé s'il pouvait avoir fait quelque chose *qui lui fût agréable*[1] ! » Il était très-douteux que l'empereur François

1. Napoléon à l'empereur d'Autriche, 1er janvier 1805.

fût aussi charmé que son bon frère voulait bien le croire, mais ce qui était plus inattendu, c'est que Joseph, qu'on n'avait pas consulté, ne voulut pas entendre parler du présent qu'on lui offrait. Il refusa obstinément d'être roi d'Italie, et cela pour ne pas renoncer à *ses droits à la couronne de France*, tant l'appétit était venu vite à cette famille d'étrangers, hier encore si obscure et si dépourvue ! Napoléon, désappointé, voulut disposer de ce trône en faveur du fils aîné de Louis, en chargeant celui-ci de gouverner jusqu'à la majorité du prince. Mais Louis se récria plus vivement encore que son frère en alléguant « qu'une faveur aussi marquée donnerait un nouveau crédit aux bruits qui avaient couru au sujet de cet enfant, » à quoi Napoléon répondit en le jetant violemment par les épaules hors de son cabinet [1]. Il n'en fallait pas tant pour le décider à se proclamer lui-même, et c'est ce qu'il résolut de faire en annonçant à l'empereur d'Autriche, pour justifier ce nouveau revirement, «que le gouvernement de la république italienne avait pensé que tant qu'il y aurait des troupes russes à Corfou et des troupes anglaises à Malte, cette séparation des couronnes de France et d'Italie serait tout à fait illusoire [2], » mais que cette situation cesserait aussitôt que l'Angleterre aurait évacué Malte, et la Russie, Corfou. Une telle déférence pour les avis du gouvernement de la république italienne ne pouvait qu'édifier profondément l'empereur d'Autriche, et la promesse qu'on lui faisait devait, comme on pense, le rassurer tout à fait.

1. Mémoires de Miot de Mélito.
2. Napoléon à l'empereur d'Autriche, 17 mars.

[redacted]

Le voyage de Napoléon en Italie avait encore un autre but que le couronnement, c'était de détourner les yeux de l'Europe de l'expédition de Boulogne qui absorbait plus que jamais toutes ses pensées. On doit, selon toute apparence, attribuer à une préoccupation du même genre les démonstrations pacifiques, auxquelles il s'était livré pendant les mois de janvier et de février 1805 avec une prodigalité exceptionnelle de philantropie et de grands sentiments. Elles avaient été inaugurées par une lettre au roi d'Angleterre conçue dans le style de celle qu'il avait écrite au début du Consulat, mais qui manqua complétement son effet sur le public : « Il se sentait accusé dans sa propre conscience par tant de sang versé inutilement.... Il conjurait S. M. de ne pas se refuser au bonheur de donner la paix au monde, de ne pas laisser cette douce satisfaction à ses enfants!... Il était temps de faire taire les passions et d'écouter uniquement le sentiment de l'humanité et de la raison.... Quant à lui, en exprimant ces sentiments, il remplissait un devoir saint et précieux à son cœur[1] ! » Napoléon avait obtenu de si grands succès en France en jouant avec des mots, il avait vu tant de fois des déclarations, qui étaient en contradiction flagrante avec ses actes, accueillies par une invariable crédulité, qu'il en était devenu prodigue au delà de toute mesure et s'imaginait volontiers que ce moyen devait lui réussir toujours et partout. Après tant de manques de foi, il offrait encore sa parole comme un gage assuré de ses in-

1. Napoléon au roi d'Angleterre, 2 janvier 1805; *Moniteur* du 5 février.

[redacted]

tentions : elle devait lier tout le monde, excepté lui-même ! Après sa lettre au roi d'Angleterre il était désormais établi qu'il n'avait aucune ambition et ne vivait que pour la paix. Il se hâta de prendre le Corps législatif à témoin de son abnégation et de son désintéressement : « Il avait sacrifié les ressentiments les plus légitimes.... il plaçait sa gloire, son bonheur dans le bonheur de la génération actuelle. Il voulait que le règne des idées philanthropiques et généreuses fût le caractère du siècle [1]. » Il s'efforça de tirer le même parti de sa démarche auprès des cabinets européens beaucoup moins faciles à persuader : « La démarche que j'ai faite auprès du gouvernement anglais, écrivait-il au prince de la Paix, aura sans doute convaincu Sa Majesté catholique que je *n'ai d'autre but que l'intérêt et le bonheur de la génération présente* [2]. » La démonstration était en effet concluante et surtout elle avait été faite à peu de frais. Comment mettre en doute désormais les intentions de ce philanthrope méconnu?

Cette espèce de *fantasia* pacifique fut close par un morceau à grand orchestre exécuté solennellement en présence du Sénat et des membres de la Consulte italienne que Napoléon avait chargés de venir lui offrir la couronne d'Italie. Il s'étudia particulièrement à faire ressortir dans ce discours l'*extrême modération qui présidait à toutes ses transactions politiques*. Nous avions conquis la Hollande, la Suisse, les trois quarts de l'Allemagne ; le partage de la Pologne et la con-

1. Discours au Corps législatif, 10 février 1805.
2. Napoléon au Prince de la Paix, 19 février.

[redacted]

quête des Indes, qui avaient rompu l'équilibre européen à notre préjudice, nous donnaient le droit de garder ces provinces. Cependant nous les avions restituées. La Hollande et la Suisse *étaient indépendantes.* Les princes de l'Allemagne *avaient plus d'éclat et de splendeur* que n'en avaient jamais eu leurs ancêtres.

La réunion du territoire de la république italienne nous eût été avantageux et utile; cependant nous avions également proclamé son *indépendance à Lyon ;* « nous faisions plus encore aujourd'hui, nous proclamions le *principe de la séparation des deux couronnes* de France et d'Italie ! Le génie du mal, poursuivait-il, cherchera en vain des prétextes pour remettre le continent en guerre ; *aucune nouvelle province ne sera incorporée dans l'Empire.* »

Ainsi les puissances européennes étaient averties. Bien loin d'avoir le droit de se plaindre de nous, en raison des infractions commises aux traités de Lunéville et d'Amiens, elles nous devaient une profonde reconnaissance de ce que nous avions daigné leur laisser quelque chose. Quant à leurs doléances au sujet de la Hollande et de la Suisse, c'étaient là de pures rêveries, ces annexes de l'Empire français n'avaient jamais cessé d'être indépendants ! Enfin la création du royaume d'Italie, loin d'être un sujet d'alarmes, était un nouveau bienfait. S'il fallait juger de la sincérité de la promesse solennelle qui terminait le discours impérial, d'après la sincérité de ces déclarations, on doit convenir que les cabinets européens avaient quelque sujet de se défier d'un pareil langage ; et telle fut en effet la seule impression qu'il produisit. Chaque jour leur apportait une raison nouvelle de s'unir con-

[redacted]

tre nous, et ils n'étaient pas encore remis de leur surprise au sujet de la royauté italienne, qu'ils apprirent la transformation semi-monarchique de la Hollande au profit de M. Schimmelpenninck, la créature et l'instrument de Napoléon, qui sous le titre de grand pensionnaire de la Hollande ne fut en réalité que le pensionnaire de la France. Ces événements rendirent la tâche plus facile à nos ennemis. Pendant que Napoléon s'acheminait triomphalement vers Milan pour y ceindre la couronne des rois lombards, au milieu des acclamations d'un peuple auquel les mots magiques et sans cesse répétés de « patrie italienne » faisaient oublier momentanément les humiliations du joug étranger, Pitt et l'empereur Alexandre mettaient la dernière main à l'œuvre patiente et difficile qu'ils avaient entreprise de concert ; ils rédigeaient, après de longues négociations, le traité d'alliance qui devait reconstituer contre nous la coalition européenne.

Dès le 6 novembre 1804, l'Autriche avait signé avec la Russie une convention secrète d'un caractère strictement défensif, analogue à celle qu'Alexandre avait déjà conclue avec le roi de Prusse. Cette convention n'engageait l'Autriche que dans le cas où le *statu quo* serait troublé soit en Italie, soit dans les États de l'empire ottoman, par de nouveaux envahissements de la France ; elle montre combien les dispositions de cette puissance étaient alors peu belliqueuses, car ce n'étaient point les griefs qui lui manquaient pour nous faire la guerre. Ce résultat était trop mince pour satisfaire Alexandre. Sous l'influence des idées à la fois ambitieuses et philanthropiques, qu'avait fait naître en son esprit son rôle éphémère d'arbitre de l'Eu-

[redacted]

rope, encouragé d'ailleurs par les jeunes gens pleins de générosité et d'illusion qui dirigeaient la politique russe, ce prince avait conçu des plans magnifiques où se révélait longtemps à l'avance l'imagination du mystique ami de Mme de Krudner. Il avait en vue, non plus seulement de réprimer les empiétements de la France, mais d'assurer définitivement le bonheur et la régénération des États européens, par une répartition plus équitable des territoires, et par l'adoption d'un droit public efficace et sanctionné.

Le plan d'Alexandre fut porté en Angleterre par l'un des membres les plus zélés de cet apostolat humanitaire, M. de Nowosiltzoff, qui arriva à Londres dans les premiers jours de l'année 1805. Pitt écouta gravement l'exposé de cette idylle diplomatique décorée du nom d'*alliance de médiation*, mais il ne tarda pas à faire comprendre au jeune ambassadeur la convenance d'ajourner encore quelque peu la félicité du genre humain, pour s'en tenir au nécessaire et au possible. Faire reculer l'ambition de Napoléon et créer des barrières assez fortes pour la contenir désormais dans de justes limites, lui semblait une besogne suffisante pour l'instant. Tous les autres objets étaient, selon lui, secondaires auprès de celui-là, ils ne pouvaient que créer des difficultés pour le moins inopportunes; une fois ce grand but atteint on aurait toujours le temps de discuter les utopies d'Alexandre. Il écarta donc les unes après les autres toutes les innovations du plan russe, et n'en laissa subsister à peu de chose près que les stipulations qui avaient formé le fond du programme de Lunéville et d'Amiens. Aux termes du traité signé à Saint-Pétersbourg, le 11 avril 1805, par

[redacted]

M. de Nowosiltzoff et lord Lewison Gower, les deux puissances contractantes s'engageaient à aider dans la mesure de leurs forces à la formation d'une grande ligue européenne, destinée à assurer l'évacuation du Hanovre et du nord de l'Allemagne, l'indépendance effective de la Hollande et de la Suisse, le rétablissement du roi de Piémont, la consolidation du royaume de Naples, enfin la complète évacuation de l'Italie, y comprise l'île d'Elbe. Un article spécial stipulait qu'on ne se mêlerait en rien du gouvernement intérieur de la France, qu'on ne s'approprierait aucune conquête, et qu'à la fin de la guerre un congrès général réglerait la situation de l'Europe. L'Angleterre s'étant refusée à promettre l'évacuation de Malte, l'empereur Alexandre ne voulut signer ce traité que conditionnellement. Il ajourna la ratification. Il se réserva en outre la faculté de faire auprès de l'empereur Napoléon de nouvelles ouvertures de médiation afin d'éviter la guerre; il se promettait un grand effet de cet arbitrage proposé cette fois au nom de toute l'Europe; il était sûr en effet de la voir se ranger tout entière derrière lui, la Prusse exceptée. Son envoyé Winzengerode s'était vainement efforcé d'entraîner cette puissance hésitante et versatile qui voulait plaire à tout le monde à la fois. Elle se flattait encore de s'enrichir sans rien exposer, et ne sentit la nécessité de se prononcer que lorsque ce parti ne pouvait plus lui être que funeste. Winzengerode fut plus heureux avec l'Autriche qui, après quelques tergiversations, se décida en principe, à la nouvelle des changements qui s'opéraient en Italie, sauf à débattre ultérieurement avec ses alliés, et particulièrement avec l'Angleterre,

[redacted]

le grand financier de la coalition, les conditions de son acquiescement au traité. On était certain d'avance du concours de la Suède et de Naples, et l'on garda l'espérance d'emporter au dernier moment l'adhésion de la Prusse en l'intimidant par une démonstration menaçante opérée sur sa frontière.

Ainsi tout se préparait en Europe pour le renouvellement d'une coalition contre la France. Quelle qu'eût été la réserve apportée dans ces négociations, ce secret était devenu celui de tout le monde, tant la chose paraissait logique et rationnelle. Napoléon qui faisait démentir le bruit dans ses journaux, savait mieux que personne combien il était fondé; ses ennemis eux-mêmes avaient pris soin de le prévenir comme s'ils avaient voulu avertir avant de frapper. Dès le mois de janvier 1805, dans la note qu'il adressa à Napoléon en réponse à sa lettre au roi d'Angleterre, le cabinet anglais lui avait fait savoir qu'il était en pourparlers pour une entente avec les principales puissances du continent et « particulièrement avec l'empereur de Russie, auquel le liaient des rapports très-confidentiels[1]. » Une foule de symptômes des plus clairs, les allées et venues des envoyés extraordinaires d'une capitale à une autre, les avis de nos diplomates, les rapports des gazettes étrangères, même des mouvements de troupes inusités avaient confirmé l'exactitude de cette affirmation. Cependant bien que le projet fût très-avancé, rien n'était encore irrémédiable. L'Autriche, la première exposée au coups de Napoléon et à demi ruinée par les campagnes précédentes, ne

1. Lord Mulgrave à Talleyrand, 14 janvier 1805.

s'engageait dans la coalition qu'avec une répugnance extrême, elle n'avait encore rien signé; la Prusse était inébranlable dans son indécision, et s'il eût fallu à tout prix se prononcer, elle eût plutôt penché pour nous; convenablement ménagée par notre politique, cette puissance pouvait tenir le continent en échec; enfin, Alexandre lui-même ne s'était pas lié irrévocablement. Piqué du dédain avec lequel Pitt avait traité ses plans de régénération européenne, il eût été ravi de prendre sa revanche en résolvant par la diplomatie les difficultés que Pitt voulait trancher par la guerre. Le Czar pour parvenir à ce but s'était décidé à nous faire les plus grandes concessions; lui seul avait insisté pour qu'un nouvel effort en faveur de la paix fût tenté auprès de Napoléon; il voulait y employer le même M. de Nowosiltzoff, le confident de toutes ses pensées; il y apportait les dispositions les plus conciliantes. Profitant de ce que rien n'était encore définitif dans ses engagements avec l'Angleterre, il voulait offrir à Napoléon des conditions bien meilleures que celles du traité. Nowosiltzoff avait pour instruction de maintenir inviolablement l'évacuation du Hanovre et de Naples, l'indépendance de la Suisse et de la Hollande, mais il était autorisé à nous faire en Italie la part beaucoup plus belle que nous n'avions le droit d'y prétendre, car Alexandre consentait à y laisser subsister l'état de choses actuel, à ceci près, que le roi de Sardaigne recevrait Parme et Plaisance comme indemnité du Piémont, et que le royaume d'Italie serait donné à un prince de la maison Bonaparte.

Du reste le négociateur animé de l'esprit souple, insinuant de son maître, devait employer auprès de

[redacted]

Napoléon les ménagements les plus délicats et éviter avec soin tout ce qui pourrait blesser sa susceptibilité ; il avait ordre de ne pas faire même une allusion qui pût impliquer la participation de l'Angleterre ou de l'Autriche à la démarche tentée par Alexandre. M. de Nowosiltzoff partit pour Berlin où il devait demander des passe-ports au gouvernement prussien par suite de la rupture de nos rapports diplomatiques avec la Russie, et dans les premiers jours du mois de mai 1805, Napoléon reçut à Milan une lettre du roi de Prusse, qui lui notifiait la mission du représentant d'Alexandre.

Combien ses dispositions étaient éloignées de celles qu'on lui supposait! Quand on lit sa réponse au roi de Prusse et la note de Talleyrand qui l'accompagnait, on se demande s'il n'avait pas l'idée arrêtée de pousser l'Europe à la guerre à force de défis et de provocations. A la vérité il ne refuse pas les passe-ports demandés pour Nowosiltzoff, mais il ne pourra le recevoir qu'au mois de juillet, c'est-à-dire plus de deux mois plus tard! Deux mois de retard dans un moment si critique où les heures comptent pour des jours! Et dans l'intervalle il allait faire des choses qui devaient rendre toute conciliation impossible. « Il n'attend rien de cette médiation, écrit-il au roi de Prusse; Alexandre est trop incertain et trop faible; il n'en espère rien de bon pour la paix générale.... Monsieur mon frère, ajoute-t-il, je veux la paix.... *Je n'ai point d'ambition;* j'ai évacué deux fois le tiers de l'Europe sans y être contraint, je ne dois à la Russie sur les affaires d'Italie que le compte qu'elle me doit sur celles de la Turquie et de la Perse. Toute paix avec l'Angleterre

pour être sûre doit contenir la clause de cesser de donner asile aux Bourbons, aux émigrés et *de contenir leurs misérables écrivains*[1] ! » Ces paroles n'étaient pas encourageantes pour les négociateurs. Un historien a écrit que dans le cas d'une paix solide Napoléon n'aurait pas eu d'objection à évacuer le Hanovre, Naples, la Hollande et même la Suisse ; que sur tout cela il ne devait pas opposer de difficulté sérieuse[2]. Sa correspondance démontre au contraire jusqu'à l'évidence qu'il était fort éloigné de l'idée de céder quoi que ce fût, sur tous ces points à l'exception du Hanovre, et même au dernier moment lorsqu'il était pour lui d'un intérêt si capital d'entraîner la Prusse, il défendit à Talleyrand de prendre aucun engagement avec cette puissance au sujet *de la Hollande, de la Suisse et des états de Naples*[3].

La lettre du roi de Prusse le surprit au milieu de préoccupations qui ne ressemblaient guère au désintéressement qu'il lui plaisait parfois d'affecter. Depuis qu'il avait pris le titre de roi d'Italie, la tentation, déjà fort ancienne, de faire concorder les choses avec les mots, et de mettre la main sur toute la Péninsule, avait acquis sur son esprit un empire irrésistible. Rien ne semblait plus facile que ce dernier changement, grâce à la résignation apparente de l'Europe et à tout ce qu'il avait déjà fait pour le préparer. Les États, encore indépendants de nom qui subsistaient en Italie, étaient de fait complétement livrés à sa discrétion. Gênes, Lucques, l'Etrurie n'avaient plus même

1. Napoléon au Roi de Prusse, 9 mai 1805.
2. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire.*
3. Napoléon à Talleyrand, 22 août 1805.

[redacted]

un semblant d'autonomie; quant au royaume de Naples, il en occupait une partie avec ses troupes, et il lui suffisait de souffler sur cette monarchie pour la faire disparaître. Selon sa méthode constante avec les États qu'il voulait perdre, il s'ingérait sans cesse dans les affaires intérieures de ce royaume, affectait d'y découvrir chaque jour de nouvelles conspirations contre son armée, d'attribuer, par exemple, à l'influence de la reine l'envoi des troupes russes à Corfou; il faisait étalage de ses griefs, blâmait, conseillait, menaçait tour à tour. Les prétextes ne pouvaient, d'ailleurs, lui faire défaut; à supposer que la cour de Naples eût jamais été bien disposée en notre faveur, il était impossible qu'elle vît d'un bon œil la présence de nos troupes au cœur de ses provinces, l'impôt forcé que nous prélevions sur son trésor épuisé, la situation de plus en plus menaçante pour elle que prenait notre domination en Italie; mais trop impuissante pour agir elle se servait de l'arme des faibles, l'intrigue, et assiégeait de ses plaintes les cabinets européens. Il n'y avait rien là dont on pût s'étonner, ou qui fût nouveau dans sa conduite; mais Napoléon qui depuis longtemps avait ses vues sur le royaume de Naples, ne se contentait pas de prendre acte de toutes ces imprudences, il se plaisait à les provoquer par la dureté de son langage, il signifiait à la cour de Naples ses volontés en s'arrogeant le ton et les droits du maître le plus impérieux : « Que Votre Majesté écoute cette prophétie, écrivait-il à la reine de Naples dès le 2 janvier 1805, à la première guerre dont elle serait cause, elle et sa postérité auraient cessé de régner; *ses enfants errants mendieraient dans les différentes con-*

[illegible] *[illegible] leurs parents*. Par une [illegible] elle aurait causé la ruine de sa [illegible] *la Providence et ma modération* la [illegible] » Et il terminait cette singulière [illegible] année, en faisant connaître à la reine [illegible] conditions qui lui semblaient propres à [illegible] de cette sinistre prophétie, le renvoi [illegible], l'expulsion d'Elliott, l'ambassadeur [illegible] des émigrés français, le rappel de l'ambas-[illegible] à Saint-Pétersbourg, le licencie-[illegible] milices, et enfin l'adoption d'un système de [illegible] c'est-à-dire de complète sujétion vis-à-vis la [illegible] ces conditions la reine de Naples pouvait [illegible] sauver son royaume; cela équivalait en effet à [illegible] absolument dans les mains de Napoléon [illegible] plus eu aucune raison pour le lui prendre. [illegible]-là, toutefois, il avait été retenu par la crainte [illegible] les puissances, et n'avait fait en quelque [illegible] que préparer, pour une époque plus ou moins [illegible], les *considérants* d'une complète annexion des [illegible] italiens à l'Empire français; mais lorsqu'il se [illegible] sur ce premier théâtre de sa gloire, au milieu [illegible] populations à la fois si dociles et si enthou-[illegible], l'ivresse du pouvoir et de l'ambition ne tarda pas à l'emporter sur les inspirations de la prudence. Il n'était pas homme à se faire illusion sur la solidité des sentiments qu'on lui témoignait, mais les empres-[illegible], l'admiration, l'immense curiosité dont il était l'objet, avaient toujours le don de surexciter en lui ce besoin d'étonner et d'éblouir dont il était dé-[illegible]. Les bons Italiens ne trouvèrent plus en lui le [illegible] modeste et réservé, aux dehors austères, au

[redacted]

langage sentencieux et laconique, qu'ils avaient connu à la tête de l'armée républicaine. Combien les temps étaient changés! Le rôle avait été mis de côté comme le costume, cette défroque empruntée à Plutarque avait été jetée au vent, et l'homme se montrait aujourd'hui sans contrainte sous son véritable aspect, toujours impérieux, mais intempérant, inquiet, excessif, parlant avec une volubilité extrême dans le geste et la parole, tranchant avec une assurance imperturbable les questions qu'il connaissait le moins, dogmatisant sur la médecine, la peinture, la musique[1], étalant enfin un faste de mauvais goût au milieu de quelques brusques retours de simplicité, vrai personnage de théâtre visant sans cesse à l'effet. On le vit dans la plaine de Marengo revêtu de l'uniforme et du chapeau qu'il avait portés le jour de la bataille, donner à ses troupes une grande représentation de cette victoire fameuse. Il avait fait venir de Paris ces oripeaux démodés pour frapper plus vivement l'esprit du soldat; mais cette exhumation ne produisit que de l'étonnement. Il se décerna ensuite les honneurs du triomphe en défilant sous un arc magnifique érigé à la porte d'Alexandrie. Les fêtes du couronnement à Milan dépassèrent en splendeur tout ce que les contemporains avaient vu dans ce genre. Il profita de la circonstance pour échanger les insignes de son ordre de la Légion d'honneur avec ceux des ordres des principaux souverains de l'Europe, cérémonie qui devait démontrer péremptoirement que l'Empire marchait de pair avec les plus vieilles monarchies.

1. Carlo Botta : *Storia d'Italia dal* 1789 *al* 1814.

[redacted]

Au milieu de ce grand déploiement de puissance et des complaisantes ovations que lui décernaient les Italiens, Napoléon eut bien vite oublié les engagements qu'il avait pris à deux reprises différentes dans le cours de cette même année en déclarant « *qu'aucune province nouvelle ne serait incorporée dans l'Empire.* » Il y avait deux mois à peine que cette déclaration avait retenti dans l'enceinte du Sénat; il l'avait renouvelée explicitement dans ses lettres particulières aux souverains; et aujourd'hui l'Europe allait apprendre du même coup l'incorporation de la république de Gênes, et l'érection de Lucques et de Piombino en principauté pour Bacciochi, le mari d'Élisa Il opéra cette transformation sans consulter personne et on ne la connut qu'au moment où elle fut consommée. Ces deux républiques étaient absolument soumises à notre influence, mais rien n'était jusque-là définitif dans leur sort; et plus leur situation était au fond dépendante, plus il était impolitique d'y toucher et de courir de si grands risques pour un simple changement de mots. Ce changement de mots était grave en effet, il voulait dire qu'avec Napoléon il ne pouvait y avoir ni confiance, ni sécurité, ni foi jurée. Il s'efforça de colorer ce nouvel envahissement d'un beau zèle pour les principes du droit maritime foulés aux pieds par l'Angleterre, de son respect « pour les *idées libérales* auxquelles les Anglais se refusaient à coopérer [1], » il se fit présenter avec ostentation des volumes de signatures fictives ou extorquées par lesquelles les Génois étaient censés

1. Discours à la députation du Sénat et du peuple de Gênes, 4 juin 1805.

[redacted]

demander la réunion de leur patrie à la France, mais personne ne fut plus dupe de ces grossiers mensonges tant de fois renouvelés, et l'effet produit fut irrémédiable. Tout le monde put voir en même temps qu'il préparait au royaume de Naples une surprise toute pareille à celle qui venait de frapper Gênes. La reine lui ayant dépêché à Milan le prince de Cardito en qualité d'envoyé extraordinaire, non pour se plaindre du titre de roi d'Italie comme on l'a dit, mais pour le féliciter de sa nouvelle dignité, Napoléon l'interpella violemment en pleine audience : « Dites à votre reine, s'écria-t-il, que ses brigues me sont connues et que ses enfants maudiront sa mémoire, car je ne lui laisserai pas dans son royaume assez de terre pour y bâtir son tombeau [1]. » Il joignit à cette menace les noms les plus injurieux pour la reine; le prince de Cardito s'évanouit, et les assistants interdits virent dans ces paroles l'arrêt de la maison royale de Naples, mais les événements le forcèrent à différer l'effet de cette menace.

La nouvelle de la réunion de Gênes, de la transformation de la république de Lucques en principauté, de la scène outrageante faite à l'envoyé de la reine de Naples, présage certain de la chute prochaine d'une maison qui tenait de si près à celle d'Autriche, mit à néant la mission de Nowosiltzoff. Ce diplomate reçut l'ordre de revenir à Saint-Pétersbourg, et, dès lors, la guerre ne fut plus qu'une question de temps. L'Autriche se mit à armer avec toute l'activité que lui permettait la nécessité du secret et le voisinage d'un ennemi

1. Pietro Colletta : *Storia del reame di Napoli.*

Russie ratifia le traité qui la liait à … désormais sur l'évacuation … s'occupa plus que de la discussion … Ainsi les puissances européennes … notre rupture avec l'Angleterre, … bienveillantes pour nous, les autres fer… à conserver leur neutralité, avaient … pas à pas, et à leur corps défendant, à … part à cette lutte par une série d'actes qui … l'œuvre de Bonaparte seul, et dont la pré… la plus élémentaire eût pu conjurer le péril. … occupation du Hanovre, la violation du territoire de … le meurtre du duc d'Enghien, la proclamation … l'empire d'Occident, la violation du territoire de …bourg, l'enlèvement du ministre anglais, la pro…mation du royaume d'Italie, l'incorporation de …nes et de Lucques, c'étaient là autant d'entreprises menaçantes qu'aucune nécessité ne motivait, qui n'avaient d'autre raison d'être que le tourment d'une ambition sans repos, et dont la conséquence ne pouvait être qu'une coalition. Ce résultat paraissait tellement infaillible aux moins clairvoyants, que dès le mois de mai 1805, le traité du 11 avril entre la Russie et l'Angleterre était presque universellement connu ; il était dénoncé par le bruit public, ce qui exaspérait Napoléon, car le bruit public ne devait rapporter que les nouvelles qu'il lui convenait de répandre, et si ce messager n'avait pas été aussi insaisissable il l'eût fort probablement fait traduire devant les tribunaux comme factieux : « Monsieur Fouché, écrivait-il à son ministre de la police à l'occasion de ces bruits d'alliance, faites imprimer dans les journaux plusieurs

[redacted]

lettres *comme venant de Saint-Pétersbourg*, et affirmant que les Français y sont bien mieux traités, que la cour et la ville sentent la nécessité de se rapprocher; qu'enfin les Anglais y sont mal vus, *que le plan de la coalition a échoué*, que dans tous les cas la Russie ne se mêlera de rien [1]. » Ses confidents même et ses parents les plus proches devaient être ou paraître trompés à cet égard tout comme le public, jusqu'au jour où il lui conviendrait de laisser connaître la vérité, car il fallait qu'on eût en lui une foi aveugle, et il n'admettait pas qu'on pût supposer qu'un événement quelconque fût arrivé sans sa permission spéciale : « Monsieur mon beau-frère et cousin, écrivait-il le même jour à Murat, ce que vous m'écrivez de la conclusion d'un traité d'alliance entre l'Angleterre et la Russie *n'a pas de sens, cela est entièrement faux.* Les bruits que les Anglais font répandre pour se tirer d'affaire momentanément sont controuvés [2]. »

Afin de mieux accréditer cette opinion, il prolongeait à dessein son séjour en Italie dans une oisiveté apparente, mais en épiant avec vigilance les premiers armements de l'Autriche. En même temps, il était plus occupé que jamais de son projet de descente en Angleterre, que son éloignement calculé rendait de plus en plus invraisemblable. Il se flattait de lui imprimer au dernier moment une rapidité tellement foudroyante que la coalition déconcertée serait dissoute avant d'avoir pu concentrer ses armées. C'est ainsi qu'il passa le mois de juin tout entier, absorbé

1. Napoléon à Fouché, 26 mai 1805.
2. Napoléon à Murat, 26 mai.

exclusivement en apparence par l'organisation du nouveau royaume, et par les fêtes splendides que lui donnaient les cités d'Italie pour célébrer l'avénement du héros libérateur. Mais le mois de juillet venu, il jugea que le moment était arrivé de se rapprocher des lieux qu'il avait choisis pour théâtre du grand duel qui allait s'engager entre la France et l'Angleterre. Il quitta donc précipitamment l'Italie, et franchit en quelques jours la distance qui sépare Turin de Fontainebleau. Il laissait à Milan le prince Eugène, qui devait gouverner en qualité de vice-roi. Le prince reçut, avec le décret qui lui déléguait cette autorité, des instructions qu'on peut appeler caractéristiques. Au milieu de recommandations sages et sensées, dictées par l'expérience des affaires et la connaissance des hommes, on lisait ces paroles significatives dans lesquelles Napoléon se révélait lui-même tout entier : « Mes sujets d'Italie sont naturellement plus dissimulés que ne le sont les citoyens de la France. Vous n'avez qu'un moyen de conserver leur estime, c'est de n'accorder votre confiance entière à personne.... *Quand vous aurez parlé d'après votre cœur et sans nécessité, dites-vous à vous-même que vous avez fait une faute pour n'y plus retomber. Montrez pour la nation que vous gouvernez une estime qu'il convient de manifester d'autant plus que vous découvrirez des motifs de l'estimer moins.* Il viendra un temps où vous reconnaîtrez qu'il y a bien peu de différence entre un peuple et un autre[1]. »

Pendant le séjour de Napoléon en Italie, les opéra-

1. Napoléon au prince Eugène, 7 juin 1805.

tions préliminaires de la gigantesque campagne maritime s'étaient accomplies avec un succès incomplet, mais suffisant pour l'encourager dans ses espérances. L'amiral Villeneuve était reparti de Toulon, le 30 mars, avec douze vaisseaux et six frégates, échappant de nouveau à Nelson qui l'attendait entre la côte de Sardaigne et celle d'Afrique; il avait touché d'abord à Carthagène, puis à Cadix, où il avait rallié l'amiral Gravina, mais avec des vaisseaux infiniment inférieurs en nombre et en qualité, à ce qu'on lui avait annoncé. Sur les seize vaisseaux de la marine espagnole, il ne put en emmener que six, et encore fut-il presque aussitôt obligé d'en laisser en chemin la plus grande partie. Il avait passé sans accident le détroit de Gibraltar, et put faire voile pour les Antilles. Le 13 mai, il mouillait à la Martinique après une marche lente et pénible, pendant laquelle il avait dû employer une partie de ses vaisseaux à en remorquer une autre. Il se trouvait à la tête de dix-huit vaisseaux et sept frégates, grâce à l'arrivée des bâtiments retardataires; mais il avait manqué sa jonction avec Missiessy qui en ce moment même rentrait en France. Nelson connut dès le 16 avril la direction qu'avait prise notre escadre; mais, retenu par des vents contraires, il ne put se présenter devant Gibraltar que le 7 mai; il apprit là seulement, d'une façon certaine, la destination de Villeneuve. La nécessité de convoyer des transports le retarda de quelques jours encore, et le 13 mai, au moment où Villeneuve appareillait devant la Martinique, Nelson s'élançait à sa poursuite avec onze vaisseaux seulement, n'hésitant pas à aller chercher, sur ces espaces immenses, un ennemi qui pos-

sédait le double de ses forces, qui avait sur lui un mois d'avance, et dont il ignorait la position précise.

Villeneuve devait, nous l'avons dit, attendre quarante jours à la Martinique pour laisser à Ganteaume le temps de sortir de Brest et de venir l'y rejoindre. Depuis que Villeneuve s'était mis en route, Napoléon impatient écrivait chaque matin à Ganteaume : « Partez.... partez, vous tenez dans vos mains les destinées du monde[1] ! » Mais les éléments, qui n'étaient pas dans le secret, furent cette année-là d'une sérénité désespérante, et lord Cornwallis bloquait Brest avec une assiduité et une vigilance que rien ne pouvait décourager. Le mois d'avril s'écoula tout entier dans la vaine attente d'un vent favorable, et il fallut encore une fois modifier ce plan grandiose. De nouvelles instructions, portées successivement à Villeneuve par l'amiral Magon et par la frégate *la Topaze*, lui prescrivirent de n'attendre Ganteaume que jusqu'au 21 juin, car si, comme cela devenait probable, cet amiral ne trouvait pas avant le 20 mai une occasion favorable pour sortir de Brest, il recevrait l'ordre de ne plus partir. Une fois le délai écoulé, Villeneuve devait revenir en Europe en se dirigeant sur le Ferrol ; là il trouverait une escadre de quinze vaisseaux franco-espagnols. A la tête de toutes ces forces réunies, qui porteraient sa flotte à au moins trente-cinq vaisseaux, il se présenterait devant Brest, forcerait le blocus de Cornwallis, et, après avoir fait sa jonction avec Ganteaume, il pourrait paraître devant Boulogne, ayant sous ses ordres une immense armée navale montant

1. Napoléon à Ganteaume, 11 avril 1805.

[redacted]

à cinquante-cinq vaisseaux. On lui laissait pourtant le choix, entre plusieurs autres combinaisons moins compliquées, comme de filer tout droit sur Boulogne en négligeant Brest; et on ajoutait que si, pour un motif quelconque, il se trouvait dans l'impossibilité de remplir ces instructions, il pourrait se replier sur Cadix[1].

La nouvelle de l'arrivée de Nelson à la Barbade, après une navigation de près de moitié moins longue que la nôtre, força Villeneuve à abréger une expectative qui par le fait aurait été inutile, puisque Ganteaume devait être jusqu'au bout retenu par les calmes. Pendant que son ardent adversaire, égaré par de faux renseignements, courait le chercher à la Trinité, puis à Antigoa, Villeneuve, satisfait de la prise du fort du Diamant et de quelques dégâts causés au commerce anglais, très-désireux d'éviter une rencontre avec un ennemi dont il s'exagérait les forces, enfin subordonnant tout à la nécessité de remplir sa mission, quittait la mer des Antilles pour revenir en Europe.

Dès le 13 juin, Nelson s'était remis à sa poursuite. S'il avait su que la destination de Villeneuve était le Ferrol, il n'est pas douteux qu'il ne l'eût atteint et combattu en route; mais, ne soupçonnant rien encore du plan de Napoléon, il s'était lancé à toute vitesse dans la direction de Cadix et de Gibraltar, dans la supposition que Villeneuve chercherait à gagner la Méditerranée. Cependant il prit la précaution prudente d'a-

1. Napoléon à Decrès, 8 mars 1805. — A Villeneuve, même jour, *première et deuxième instruction.*

... retour l'amirauté anglaise : le
... chargea de cette mission, ren-
... la flotte française, reconnut la di-
... prenait, et, pendant qu'elle était arrê-
... vents contraires, fit voile pour Plymouth.
... l'amirauté anglaise reçut cette précieuse
... et quelques jours après, le 15 juillet, une
... de quinze vaisseaux, sous les ordres de l'a-
... Calder, allait attendre Villeneuve à la hauteur
du cap Finistère.

Pendant que la partie se compliquait de ces incidents imprévus, Napoléon se livrait à mille conjectures sur les mouvements probables de la marine anglaise, il se plaisait surtout à lui attribuer les plus fausses manœuvres, comme l'expédition d'une flotte aux Indes, ou l'ordre de débloquer Brest. Il gourmandait l'incrédulité de Decrès, dont l'esprit froid et sensé se refusait à partager ses illusions : « Votre défaut, lui disait-il, est de *calculer comme si les Anglais étaient dans le secret*[1]. » Quant à lui, il calculait comme si les Anglais n'avaient eu d'autre but que de seconder son entreprise et comme s'il avait fait un pacte avec les éléments. Il se voyait déjà maître de l'Angleterre. « Je ne sais pas en vérité, écrivait-il dans la même lettre, quelle espèce de précaution elle peut prendre pour se mettre à l'abri de la terrible chance qu'elle court ! Une nation est bien folle, lorsqu'elle n'a point de fortifications, point d'armée de terre, de se mettre dans le cas de voir arriver dans son sein une armée de cent mille hommes aguerris ! » Il se préoccupait beau-

1. Napoléon à Decrès, 9 juin.

[redacted]

coup, et avec raison, de la campagne de Nelson, mais au lieu de tout craindre de la rapidité terrible d'un homme qui possédait presque au même degré que lui le génie de la guerre, il ne lui prêtait que des hésitations, des bévues, des pertes de temps : « Nelson *perdra* deux jours au cap Vert ; il *perdra* beaucoup de jours à se faire rallier par les vaisseaux et frégates qu'il fera chasser sur sa route. Quand il apprendra que Villeneuve n'est pas aux îles du Vent, il ira à la Jamaïque, et pendant le temps qu'il *perdra* à s'y réapprovisionner et à l'y attendre, les grands coups seront portés ; *voilà mon calcul*[1]. »

Ce calcul devait être trompé, parce qu'au lieu de mettre les choses au pis, comme l'exigeaient le déplorable état de notre marine et la difficulté de l'entreprise, il s'obstinait toujours à les mettre au mieux, en véritable enfant gâté de la fortune. Le bonheur avec lequel s'était opérée la jonction de la flottille batave sous les ordres de l'amiral Verhuell, après un combat insignifiant au cap Grinez, avait exalté ses espérances à un point extraordinaire : à mesure que l'instant décisif approchait il perdait tout son calme, modifiait ses plans et remettait en question les résultats obtenus par l'insurmontable mobilité de ses idées. C'est dans un de ces moments qu'il revint au projet de confier à Ganteaume seul la tâche dont il avait chargé Villeneuve. D'après cette nouvelle combinaison, Ganteaume devait tromper Cornwallis ou forcer sa ligne de blocus, se renforcer au Ferrol et à Rochefort, puis revenir tout droit sur Boulogne[2]. Il ne

1. Napoléon à Decrès, 28 juin.
2. Napoléon à Ganteaume, 20 juillet.

[illegible] moyens pour l'exécuter que de pouvoir sortir de [illegible]. Au reste il est à remarquer que dans la mise [illegible] de sa grande campagne maritime, Napoléon se montre en tout l'opposé de ce qu'il était dans la [illegible] sur terre; il n'y déploie plus aucune des qualités qui ont fait sa merveilleuse fortune. Au lieu de chercher à voir les événements tels qu'ils sont, il les voit tels qu'il les désire; au lieu d'adopter un plan fixe et de s'y tenir, il en change sans cesse. Il s'en prend aux hommes du vice des choses, s'irrite contre les objections au lieu de les provoquer, nie les difficultés au lieu de chercher à les résoudre, accable de reproches et d'accusations les hommes du métier unanimes contre son projet, au lieu de s'éclairer des lumières de leur expérience.

Pendant que Napoléon adressait à Ganteaume cet inutile appel, Villeneuve rencontrait le 22 juillet à la hauteur du cap Finistère, à environ cinquante lieues au large, la flotte de Calder que l'amirauté anglaise avait envoyée à sa rencontre. Bien qu'il eût sous ses ordres vingt vaisseaux et sept frégates, et que Calder ne comptât pas plus de quinze vaisseaux, Villeneuve n'avait sur lui qu'un avantage très-contestable en raison de l'accablante infériorité de notre marine; mais il fut protégé par l'indécision de son adversaire. Le combat, contrarié par une brume épaisse qui ne permettait aucune manœuvre d'ensemble, ne fut pas à notre avantage, mais il eut peu d'importance. La flotte anglaise se retira en emmenant deux des bâtiments espagnols; elle n'osa toutefois ni renouveler l'engagement ni s'opposer aux mouvements de Villeneuve qui put entrer à Vigo, puis au Ferrol et à la Corogne, où l'escadre

[redacted]

franco-espagnole se trouva réunie au nombre de vingt-neuf vaisseaux (2 août)[1].

Jusque-là Villeneuve avait rempli ses instructions. Mais les perplexités qui depuis l'ouverture de la campagne n'avaient cessé d'assiéger son esprit en raison de l'immense responsabilité qui pesait sur lui, et de la connaissance approfondie qu'il avait de notre infériorité maritime, étaient devenues plus vives que jamais depuis son retour en Europe. Le combat du cap Finistère, en dépit du courage individuel que nos marins y avaient déployé, l'avait pleinement confirmé dans son ancienne opinion qu il résumait ainsi dans une lettre à Decrès : « Nous avons de mauvais mâts, de mauvaises voiles, de mauvais gréements, de mauvais officiers, de mauvais matelots. » Mais tout cela n'était rien encore ; il savait maintenant à n'en pas douter que l'Angleterre était avertie, il savait que tout le fruit de cette longue campagne aux Antilles, faite dans le but d'attirer au loin les forces britanniques et de concentrer les nôtres, avait été perdu. Notre concentration n'était en effet guère plus avancée qu'à l'époque où il avait quitté Toulon, car il n'avait pu rejoindre ni Missiessy ni Ganteaume, et les escadres qu'il avait voulu entraîner à sa poursuite, ou n'avaient point quitté l'Europe, ou y étaient revenues en même temps que lui. Il était donc assuré de les rencontrer sur son chemin, soit au sortir du Ferrol, soit devant Brest ; dans ce cas il regardait la bataille comme perdue, mais quelle qu'en fût l'issue, par cela seul que l'éveil était donné,

1. *Rapport* et *journal* du vice-amiral Villeneuve. — *Rapport* de Calder à l'amiral Cornwallis, en date du 23 juillet : *Annual register for the year* 1805.

••

le plan était compromis. Son collègue Gravina pensait exactement de même; et les événements ne leur donnaient que trop raison. Nelson était de retour à Gibraltar dès le 18 juillet; aussitôt qu'il avait pu connaître la direction suivie par Villeneuve, il s'était mis en mesure d'aller rejoindre Cornwallis devant Brest malgré les vents contraires; il opéra sa jonction le 15 août, lui laissa huit vaisseaux, et avec les deux autres se rendit à Portsmouth. La veille, 14 août, Calder en avait amené neuf de sa propre escadre à Cornwallis qui à cette date se trouvait ainsi à la tête d'une flotte de trente-cinq vaisseaux. Il en fit deux parts égales; le 17 août, il en envoya une de dix-huit vaisseaux pour aller bloquer de nouveau le Ferrol, et garda l'autre pour surveiller Ganteaume. Indépendamment de ces deux escadres les Anglais avaient de Brest au Ferrol un détachement de cinq vaisseaux sous les ordres de l'amiral Stirling et une foule d'avisos et de bâtiments de toute grandeur qui épiaient tous nos mouvements[1].

Villeneuve fut forcé de prolonger son séjour au Ferrol et à la Corogne juqu'au 11 août par la nécessité de réparer ses avaries. Il ne put mettre à la voile avec toute sa flotte que le 13. S'il s'était dirigé sur Brest avant cette date comme Napoléon impatient le lui

1. M. Thiers dit au sujet de cette jonction (tome 5me, page 130) : « La nouvelle de la réunion de Nelson avec les amiraux Calder et Cornwallis était *vraie sous quelques rapports*, car Nelson avait *visité* Cornwallis devant Brest, mais elle était fausse en ce qu'elle avait d'important puisque Nelson ne *s'était pas arrêté* devant Brest et avait fait voile vers Portsmouth. » Il ne s'y était pas arrêté en effet, mais il y avait laissé sa flotte à l'exception de deux vaisseaux; n'était-ce pas cela qui était l'*important?*

[redacted]

avait prescrit, il serait venu heurter avec ses vingt-neuf vaisseaux les trente-cinq bâtiments de Cornwallis, et il eût été écrasé avant que Ganteaume eût pu faire un mouvement. Partant plus tard, il ne lui restait que la chance fort improbable de se croiser en route avec la flotte que Cornwallis envoyait pour le bloquer au Ferrol, sous les ordres de Calder; mais quelle vraisemblance qu'il pût dérober sa marche à une escadre suivant exactement la même ligne que lui sur une mer sillonnée de tous côtés de croiseurs ennemis qui le suivaient pas à pas[1]? Lors même qu'il eût réalisé ce miracle, il eût pu devancer Calder devant Brest mais non dans la Manche où cet amiral serait retourné en toute hâte. Son départ de Brest d'ailleurs ne lui était pas connu, car Calder ne quitta Cornwallis que le 17 août, et Villeneuve devait raisonner dans l'hypothèse d'une triple jonction entre Nelson, Calder et Cornwallis. Il sortit donc du Ferrol en proie à l'irrésolution, au découragement, pliant sous le poids de sa responsabilité, et le cœur plein d'angoisses mais d'angoisses patriotiques, car s'il tremblait ce n'était pas pour lui-même, il le montra assez à Trafalgar. Gravina, qu'on s'est plu si souvent à lui opposer, le suivait lui-même le cœur atterré des ordres auxquels il lui fallait obéir, et selon l'expression de Villeneuve « avec le dévouement du désespoir[2]. » De telles dispositions ne pouvaient aboutir qu'à un désastre. Pour comble de mal-

1. M. Thiers n'hésite pas : « il se serait croisé, dit-il, sans se rencontrer avec Calder qui serait venu bloquer le Ferrol vide; il aurait surpris Cornwallis, etc. » M. l'amiral Jurien de la Gravière, sévère pour Villeneuve, dit cependant : « il est plus probable que Calder aurait été informé des mouvements de Villeneuve. » *Guerres maritimes*.

2. Villeneuve à Decrés, 22 août.

heur les vents nous étaient redevenus contraires; nos bâtiments manœuvraient si mal que plusieurs d'entre eux s'abordèrent au sortir du port; enfin nous étions suivis par deux vaisseaux de ligne et plusieurs frégates britanniques qui ne perdaient pas un seul de nos mouvements[1]. Dans cette situation un vaisseau marchand ayant donné l'avis reconnu faux plus tard de l'approche d'une flotte anglaise de vingt-cinq vaisseaux, Villeneuve n'hésita plus, vira de bord vers le sud, et fit voile pour Cadix en tournant le dos à Brest.

Pendant que le malheureux Villeneuve, cédant à des inspirations peu héroïques mais sages et sensées, retardait l'heure de la destruction de notre marine, avec la certitude de n'avoir pour récompense que les reproches du plus exigeant des maîtres, Napoléon en observation sur la plage de Boulogne, les regards fixés vers l'horizon où il s'attendait sans cesse à voir paraître sa flotte victorieuse, passait par toutes les agitations de la crainte et de l'espérance, il subissait le cœur plein de colère le tourment qu'il était le moins capable de supporter, celui de l'incertitude. Depuis longtemps tout était prêt à Boulogne et dans les ports environnants. L'immense flottille n'attendait qu'un signal; les troupes répétaient chaque jour leurs manœuvres d'embarquement. Ganteaume avait reçu l'ordre de mouiller dans la rade de Bertheaume pour pouvoir opérer plus facilement sa sortie. Napoléon n'avait connu l'engagement du cap Finistère que le 7 août; quoique très-mécontent de Villeneuve il lui avait écrit pour l'encourager : « Paraissez ici vingt-

1. Villeneuve à Decrès, 22 août.

[redacted]

quatre heures, lui disait-il, et vous aurez rempli votre mission[1] ! » Quelques jours plus tard, le 22 août, il avait lu une lettre dans laquelle Villeneuve exprimait à Decrès ses perplexités en quittant le Ferrol, et cette lecture l'avait exaspéré. « J'estime, écrivait-il au ministre de la marine, que Villeneuve n'a pas le caractère nécessaire pour commander une frégate ! » Il voulait en conséquence lui retirer le commandement pour le donner de nouveau à Ganteaume. Il n'avait d'ailleurs aucune idée exacte de la situation réelle des choses, niait sans aucun fondement la jonction de Nelson avec Calder et Cornwallis, affirmait même d'après les journaux anglais que Nelson avait dû partir pour les îles Canaries[2]. Cependant il croyait encore que Villeneuve marchait sur Brest, et il lui adressait dans cette ville même les lignes suivantes : « Monsieur le vice-amiral, j'espère que vous êtes arrivé à Brest. Partez, ne perdez pas un moment, et avec nos escadres réunies, paraissez dans la Manche. *L'Angleterre est à nous !* » (22 août.)

Cette illusion fut promptement dissipée, et Decrès qui avait la même opinion que Villeneuve, sur l'issue inévitablement désastreuse d'une tentative sur la Manche, mais qui n'avait jamais osé dire à Napoléon sa pensée tout entière, se décida enfin à lui faire entendre la vérité avec mille ménagements, mais avec une complète franchise. Cette entreprise ne pouvait, selon lui, qu'entraîner les plus grands malheurs, et

1. Napoléon à Villeneuve, 13 août.
2. Cette lettre, qui est capitale pour la justification de Villeneuve, est du 22 août 1805.

si la flotte était partie pour Cadix, il fallait considérer cela comme l'arrêt du Destin; il fallait revenir au principe d'une guerre maritime compatible avec la médiocrité de nos ressources, c'est-à-dire laisser de côté ces opérations gigantesques d'une exécution presque impossible même avec des marins consommés, et faire à l'Angleterre une guerre de détail. Ainsi tous les hommes éminents qui avaient été les principaux coopérateurs de Napoléon dans cette colossale entreprise étaient au fond du même avis sur ses résultats probables: car Ganteaume pensait comme Decrès, et Gravina, celui que Napoléon appelait « cette bête de Gravina, qui était tout génie et tout feu dans le combat, » pensait comme Villeneuve. Napoléon dut donc se résigner à ce misérable avortement de tant de projets si pompeusement annoncés. Jamais préparatifs plus menaçants et démonstrations plus hautaines n'avaient abouti à un plus piteux dénouement. Un grand désastre, comme celui de la Hogue, lui eût du moins servi d'excuse, et en tout cas l'eût sauvé du ridicule : quand Napoléon pressait si vivement Villeneuve de se faire détruire pourvu que Ganteaume pût sortir de Brest, on peut croire que ce n'était pas sans quelque arrière-pensée d'échapper, même au prix d'une bataille perdue, dont la responsabilité retomberait après tout sur un autre, à la fausseté de sa propre situation.

Tous ses calculs furent trompés à la fois, et sa colère fut proportionnée à ses mécomptes : il se répandit en plaintes amères sur l'incapacité de ses hommes de mer, sur la mauvaise volonté de Decrès, sur la honteuse faiblesse de Villeneuve qui était à la fois un

[redacted]

lâche et un traître, accusant en un mot tout le monde excepté lui-même, unique auteur du mal par son infatuation et son aveugle entêtement. Si les choses avaient suivi leur cours naturel, il n'y aurait pas eu assez de sifflets en Europe pour célébrer cet immense *fiasco*, mais Napoléon avait déjà pris ses précautions pour que l'attention des peuples se portât d'un autre côté.

Ce qui paraîtra en effet mille fois plus incroyable encore que les péripéties que nous venons d'exposer, c'est que pendant tout ce temps-là et à la veille même d'opérer cette descente si chanceuse en Angleterre, loin de chercher à apaiser ses ennemis du continent, Napoléon n'avait pas cessé un instant de les provoquer et de les pousser à la guerre. Ses relations, déjà si tendues, avec l'Autriche, n'avaient fait qu'empirer de plus en plus. Dès le 31 juillet, il écrivait à Talleyrand : « Les renseignements d'Italie sont tous à la guerre. » Cette puissance armait à force, il le savait, il lui avait signifié à plusieurs reprises d'avoir à cesser ses armements; il faisait insérer dans le *Moniteur* les articles les plus menaçants; le 12 août il lui adressait de nouvelles sommations en lui annonçant « qu'il allait lever ses camps de l'Océan et faire entrer ses troupes en Suisse; » il savait enfin, d'une façon certaine, que derrière elle il y avait la Russie, la Suède et Naples, que la Prusse était chancelante, qu'aucun de nos alliés n'était sûr, et en présence d'une situation pareille il n'en persistait pas moins à vouloir se jeter en Angleterre avec la seule armée qui pût couvrir la France. Que voulait-il, qu'espérait-il donc, ce génie halluciné? tomber à Londres comme la foudre et être

... que l'armée de la coalition
... sur notre territoire? C'était là l'
... et la plus folle ! Qui peut croire
... patriotique, qu'une nation si énergique
... pas même opposé la résistance qu'
... chez les nègres de Saint-Domingue
... français ont réduit et atténué jusqu'
... les forces militaires que pouvait alors
opposer l'Angleterre. Il résulte de tous les docu
officiels publiés alors sur l'état des forces bri
ques, qu'elles montaient à *quatre cent mille h*
pour les volontaires seulement. A supposer qu
poléon eût réussi dans l'opération si périlleu
débarquement, malgré Nelson, malgré la flotte
binée de Cornwallis et de Calder, malgré l'in
brable quantité de navires de toute grandeu
étaient prêts à nous disputer le passage, à su
qu'il eût réuni sur un seul point du rivage bri
que ses cent cinquante mille hommes au grand
plet, est-il admissible que ces quatre cent mille
taires soutenus par une armée régulière de l
grande solidité ne lui eussent pas résisté assez
temps pour permettre à la coalition d'enva
France sans défense? C'est là un roman tellemen
mérique qu'il ressemble aux visions d'un ce
malade et qu'on serait invinciblement amené à
ser que tout n'y a été que mensonge et co
sans les milliers de témoignages qui attestent
bien Napoléon a pris ce rêve au sérieux. A tous
que j'ai déjà cités, j'en ajouterai un dernie
n'est pas le moins curieux. C'est une médail
l'on voit d'un côté la tête de l'empereur cour

[redacted]

de lauriers, et de l'autre, l'image d'Hercule étouffant dans ses bras le géant Antée. La devise porte : « *Descente en Angleterre,* » et au-dessous en petits caractères : « *frappée à Londres en* 1804[1]. » Cette légende menteuse, éternel monument de la présomption de celui qui la fit frapper, fut tout ce qui resta de la grande expédition.

La juste confusion qui était inséparable d'un pareil échec, l'état d'hostilité ouverte auquel il avait poussé ses ennemis, obligeaient Napoléon à prendre une résolution prompte et hardie s'il voulait éviter le ridicule et profiter de ses avantages. Il en avait en effet de très-considérables, il possédait selon sa propre expression la plus belle armée de l'Europe, armée tout entière disponible, tandis que les troupes de la coalition dispersées sur d'immenses espaces n'étaient qu'à moitié organisées et pas du tout aguerries ; il connaissait les vues des coalisés, qui ne savaient rien de ses plans ; en agissant avec sa rapidité habituelle, il pouvait être à Vienne avant que les Russes ne fussent en Moravie. Toutes ces circonstances lui étaient connues, il avait mille fois agité dans son esprit l'éventualité d'une volte-face de son armée de l'Océan vers l'Allemagne, ses lettres à Talleyrand, à Cambacérès, le prouvent jusqu'à la dernière évidence. Il avait d'ailleurs, depuis longtemps, l'habitude de faire toujours comme il le disait « son thème en deux façons, » afin de n'être jamais pris au dépourvu. Il y a donc plus de fantaisie que de sérieux à nous le montrer

1. Un des exemplaires est en Angleterre, et lord Stanhope, à qui j'emprunte ce fait curieux, en possède une copie.

transformant en un instant ses plans déconcertés par la défection de Villeneuve, et improvisant dans une dictée à Daru, par un sublime effort sur lui-même, le plan de sa magnifique campagne en Allemagne. Il y pensait depuis plusieurs mois, en se réservant à la vérité le choix du moment; et il avait déjà pris bien des précautions préliminaires, ce qui d'ailleurs n'ôte rien au mérite de la conception. Si, comme on le donne à entendre, Napoléon n'avait songé qu'au dernier moment à la possibilité de ce revirement, il faudrait lui dénier toute prévoyance, et refuser à son intelligence politique beaucoup plus qu'on n'accorde à son génie militaire.

Il prit donc immédiatement le parti de se dérober aux embarras de la situation la plus fausse et la plus intolérable, en se jetant sur l'Allemagne avec toute son armée que ces deux ans de continuels exercices avaient portée à un degré de force incomparable. Ses principaux corps commencèrent aussitôt à s'ébranler; ses lieutenants reçurent sur tous les points des instructions relatives à leurs premières dispositions. Bernadotte qui commandait l'armée du Hanovre, eut l'ordre de masser ses troupes vers Gættingue; Eugène, de porter les siennes sur l'Adige; Saint-Cyr, de se tenir prêt à se jeter sur Naples; Marmont de se disposer à marcher du Texel sur Mayence, le tout dans le plus grand secret, afin de laisser à ses ennemis toute leur sécurité. En même temps Duroc partit pour Berlin avec la mission d'offrir le Hanovre à la Prusse pour prix d'une démonstration comminatoire contre l'Autriche; mais il ne devait pas souffrir qu'on mît en question l'indépendance de la Suisse, de

[redacted]

la Hollande ou de Naples. Faite quelques mois plus tôt, cette offre eût été décisive et nous eût valu l'alliance de la Prusse; aujourd'hui il était bien tard pour la faire accepter à une puissance devenue défiante et liée par d'autres engagements.

[redacted]

CHAPITRE VII.

CAPITULATION D'ULM. — NAPOLÉON A VIENNE.

Ce brusque changement de résolution donnait à Napoléon sur les coalisés un avantage immense : il connaissait leurs projets, eux ne savaient encore rien des siens ; il avait l'armée la plus belle, la mieux exercée, la plus compacte que la France eût jamais possédée ; leurs troupes étaient d'une valeur très-inégale, dispersées aux quatre coins de l'Europe, et l'Autriche qui devait fournir l'avant-garde, n'était prête qu'en Italie, où l'archiduc Charles allait avoir sous ses ordres environ cent mille hommes. Elle n'avait sur sa frontière de Bavière qu'une armée de soixante-dix à quatre-vingt mille hommes[1], commandée par un général déjà célèbre par ses mésaventures, Mack, l'ancien adversaire de Championnet dans le royaume de Naples. Des deux corps russes qui devaient

1. Les états officiels autrichiens cités par le général Danilewski, (*relation de la campagne de* 1805) évaluent l'armée de Mack à 80,000 hommes. Cependant Murat qui était alors sur les lieux ne l'estimait qu'à 72,000 hommes (lettre du 10 septembre à Napoléon. *Mémorial du dépôt de la guerre*) et c'est aussi le chiffre indiqué par l'archiduc Ferdinand dans une lettre à Kutuzoff, à la date du 8 octobre.

[redacted]

appuyer cette armée, le plus rapproché n'avait pas encore atteint la frontière de Gallicie, l'autre se concentrait dans les environs de Varsovie; il leur fallait plus d'un mois de marche pour rejoindre Mack, à supposer qu'ils ne perdissent pas un instant, tandis que Napoléon pouvait l'atteindre en vingt ou vingt-cinq jours. Mais la sécurité des coalisés était d'autant plus entière que, malgré l'aigreur croissante des rapports diplomatiques entre la France et l'Autriche, la guerre n'était nullement déclarée et qu'ils pensaient avoir tout le temps nécessaire pour réunir leurs forces. Ils méditaient donc deux attaques principales, l'une en Italie sur l'Adige, où Masséna n'avait guère que cinquante mille hommes à opposer à l'armée de l'archiduc Charles, l'autre par la vallée du Danube et la Souabe, avec les forces combinées de la Russie, de l'Autriche et, s'il se pouvait, de la Bavière. Cet État était devenu hostile à l'Autriche depuis le partage des indemnités germaniques, mais on se flattait de l'entraîner de gré ou de force au dernier moment. Deux autres attaques, mais secondaires, devaient être dirigées, l'une contre notre armée du Hanovre, au moyen d'un débarquement de troupes anglaises, russes et suédoises, l'autre contre notre corps d'occupation du golfe de Tarente, au moyen d'un corps anglo-russe qui dégagerait le royaume de Naples, l'entraînerait dans la coalition et menacerait ainsi les derrières de Masséna.

Telle est la situation militaire sur laquelle Napoléon eut à établir ses calculs lorsqu'à la fin du mois d'août 1805 il se vit forcé de renoncer à ses projets contre l'Angleterre. Il porta aussitôt ses troupes à

e Rhin en cachant avec soin
Son plan général, tant commenté
résumer ainsi : négliger les attaques
se borner en Italie à la défensive jus-
où nos victoires en Allemagne force-
archiduc à rétrograder, concentrer toutes ses
sur le Danube, y devancer les Russes, afin
avant leur jonction avec Mack, la faible
qui était le seul rempart de la monarchie au-
trichienne. C'est par une fiction dont sa gloire mili-
taire n'a nul besoin, qu'on lui a fait concevoir, dès Boulogne et dès le mois d'août, l'idée sublime de « cerner les Autrichiens dans Ulm et de les y prendre[1], » attendu que Mack n'avait pas encore passé l'Inn, et n'occupa cette place que beaucoup plus tard, le 18 septembre[2]. Napoléon y pensait si peu alors que sa principale crainte était de voir les Autrichiens pénétrer en Bavière. « Il s'agit, écrivait-il à Talleyrand le 25 août, de me gagner vingt jours, et *d'empêcher les Autrichiens de passer l'Inn*, pendant que je me porterai sur le Rhin. » Si son projet avait été dès lors de les couper de leur base d'opération, il avait tout intérêt à les laisser non-seulement passer l'Inn, mais s'avancer en Souabe : mais loin de leur supposer l'intention d'occuper Ulm, il écrivait ce même jour à l'électeur de Bavière « de lui faire préparer dans cette place cinq cent mille rations de biscuit. » Il ne songeait encore qu'à prendre le chemin à la fois le plus direct et le plus facile pour pénétrer au cœur de

1. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*.
2. La date est précisée par une lettre de Murat qui était alors en Bavière sous un déguisement.

[redacted]

la monarchie autrichienne, à l'attaquer avec une armée tellement supérieure en nombre et en qualité aux troupes de Mack qu'elle n'aurait pour ainsi dire qu'à le joindre pour l'anéantir. L'extension qu'avaient prise nos conquêtes lui donnait pour parvenir à ce but des facilités inappréciables. Ayant en sa possession tous les passages du Rhin, il n'avait plus à se préoccuper de cette barrière autrefois si difficile à franchir; il avait pour alliés secrets ou avoués tous ces États dont nous avions eu jusque-là à ménager la neutralité ou à combattre les forces, les électorats de Hesse-Darmstadt, de Bade, de Wurtemberg, de Bavière; il avait enfin, en Hanovre et en Hollande, deux corps d'armée considérables qui pouvaient arriver sur le Danube en quinze à vingt marches, en tournant le Rhin et tous ces défilés de la Forêt Noire dont l'occupation nous coûtait autrefois tant de sang.

Napoléon faisant sa volte-face contre l'Autriche avec une armée de près de deux cent mille hommes [1], dans un moment où elle en avait à peine quatre-vingt

1. L'armée de Napoléon s'élevait à peu près à ce chiffre, sans compter le contingent de la Bavière et des autres petits états allemands. Il résulte en effet, soit de la *Correspondance* de Napoléon, soit de celle de Berthier, de Marmont et des autres généraux, que sur les sept corps dont se composait la grande armée, trois comptaient 30,000 hommes (Soult, Ney, Lannes), trois autres comptaient 25,000 hommes (Marmont, Davout, Bernadotte). Augereau seul n'en comptait que 12,000. Mais il faut ajouter à ce total la garde et la cavalerie de Murat, qui formaient à elles deux environ 20,000 hommes. Avec les contingents allemands, la grande armée montait à au moins *deux cent vingt-cinq mille hommes*, chiffre qui a toujours été très-atténué. Les états publiés sur ce point par le *Mémorial du dépôt de la guerre* (tome VIII), sont d'une inexactitude insoutenable. Ils avaient été préparés par Napoléon lui-même ainsi que les *relations* qui y sont *jointes*, avec sa véracité habituelle, et en vue d'*éclairer* l'histoire.

...ie ... opposer en Allemagne, devait donc se ...ccuper avant tout d'une chose, c'était de prendre ... ourt chemin, pour gagner le Danube et dé- ...ire Mack avant l'arrivée des Russes. Ce chemin ... ettement tracé, c'était la Hesse, la partie nord ...e Bade et du Wurtemberg. L'obligation où il était ...e se lier, en Franconie, aux corps que Bernadotte ... amenait du Hanovre par Gœttingue, et Marmont de Hollande par Mayence, lui faisait de cet itinéraire une nécessité. Il est donc souverainement puéril de le louer à ce propos, de n'avoir pas songé à opérer par la Suisse et le lac de Constance, et à recommencer la campagne de Moreau en 1800, c'est-à-dire de n'avoir pas fait un détour de cent cinquante lieues par des contrées en partie impraticables, pour cerner en Souabe un ennemi qui n'y était p s! Tout était changé depuis lors, et dans les positions et dans le nombre des armées; au lieu de Kray sur le Rhin nous avions à combattre Mack sur l'Inn, à près de cent lieues en arrière; au lieu de commander à une armée à peine égale aux forc s autrichiennes, obligée à faire un détachement du quart de son effectif, subordonnée aux mouvements de celle d'Italie, Napoléon avait une armée plus que double de celle de son adversaire, il était libre de ses mouvements, il disposait en maître de toutes les ressources d'un vaste empire; rien, enfin, n'était resté dans le même état, pas même cette fameuse position d'Ulm, naguère la clef de la vallée du Danube, et dans laquelle Kray avait pu s utenir un si long siége, grâce aux instructions qui paralysaient Moreau. Aujourd'hui, la place avait encore des fortifications, mais celles de s n camp retranché avaient

[redacted]

été rasées et ne pouvaient plus offrir aucune protection à l'armée autrichienne, dans le cas où Mack aurait l'idée de s'y établir.

Pendant que ses soldats exécutaient cette marche hardie, Napoléon multipliait les stratagèmes et les démonstrations pacifiques pour prolonger l'erreur des coalisés. Il continuait à résider à Boulogne pour faire croire que rien n'était changé dans ses déterminations. Sa diplomatie, jusque-là si arrogante, avait pris le ton le plus doux et le plus conciliant : « Ce n'est plus de l'audace qu'il faut, écrivait-il à Talleyrand, mais de la *pusillanimité*, afin que j'aie le temps de me préparer[1]. » Eugène, le vice-roi d'Italie, recevait, de son côté pour instruction, l'avis de « parler paix, mais d'agir guerre. » Dans sa marche du Hanovre au Danube, Bernadotte avait ordre de dire à tout le monde qu'il faisait ce léger détour, dans le seul but de ramener son corps en France[2]. Le *Moniteur* d'ordinaire si provoquant change brusquement de ton. Il ne dit plus un mot de politique ; il parle des publications nouvelles, des éruptions du Vésuve, de la pluie et du beau temps. Il annonce gravement « *que les Russes continuent à faire des préparatifs contre les Perses* » ; mais de ceux qui se font partout contre la France pas un mot. A le lire on dirait que jamais l'Europe n'a été plus tranquille ; et ce n'est que le 22 septembre qu'il se décide à apprendre au public que les Autrichiens ont passé l'Inn le 7 du même mois. Comme on ne pouvait pourtant pas dissimuler absolument ce vaste

1. Napoléon à Talleyrand, 25 août.
2. Napoléon à Bernadotte, 6 septembre 1805

mouvement de troupes, Napoléon avait autorisé ses ministres à avouer que, par mesure de précaution, il concentrait une trentaine de mille hommes sur sa frontière de l'Est. Les principaux chefs de corps étaient seuls instruits de ses véritables desseins. En même temps qu'il les dissimulait si habilement, il prenait au dehors comme au dedans, avec une admirable décision, toutes les mesures qui devaient en assurer le succès. Trois de ses plus habiles officiers, Murat, Bertrand, Savary, étaient envoyés déguisés en Allemagne, pour reconnaître toutes les localités que notre armée devait parcourir, prendre tous les renseignements possibles sur l'état des places, des routes, des cours d'eau, sur les positions occupées par l'ennemi, sur ses projets réels ou supposés, sur les forces dont il pouvait disposer. Il voulait avoir, et il eut réellement par ses nombreux agents en Allemagne, l'état exact des mouvements des troupes autrichiennes, *jour par jour et régiment par régiment*[1]. Murat avait en outre la mission de voir l'électeur de Bavière qui était pour nous, mais qui, jusqu'à notre arrivée, se voyait avec terreur à la merci des troupes autrichiennes; il devait le rassurer, lui annoncer que nous accourions à son secours. Il lui portait une lettre de Napoléon pleine de protestations et de promesses. L'Empereur s'ouvrait à lui, confiait à son honneur le secret de ses opérations, lui annonçait « l'accroissement et la splendeur » qui devaient être le prix de sa fidélité; il gémissait de se voir obligé d'en venir à l'extrémité d'une guerre : « Mon cœur saigne de douleur,

1. Napoléon à Berthier, 28 août.

[redacted]

lui disait-il, en pensant aux maux qui seront la suite de ces circonstances, mais Dieu sait que je suis innocent ! » Duroc était toujours à Berlin où il s'efforçait d'entraîner la Prusse par l'offre du Hanovre. Mais cette puissance qui eût accepté sans hésiter quelques mois auparavant, car on ne lui demandait plus qu'une simple démonstration, était maintenant trop engagée vis-à-vis de la Russie, elle avait élevé trop de plaintes contre l'ambition de la France pour recevoir un tel présent sans rien stipuler pour les intérêts européens. Elle acceptait volontiers tout ce qui s'était fait en Italie, mais elle exigeait que l'indépendance de la Hollande et de la Suisse fût expressément garantie, et Napoléon ne voulant pas entendre parler d'une telle condition, la Prusse revenait à son ancien système de neutralité, mais avec une secrète irritation contre nous et avec un penchant marqué pour nos adversaires.

Un traité d'alliance offensive et défensive fut conclu avec Bade et la Hesse-Darmstadt. Rien n'était encore signé avec le Wurtemberg, mais tout annonçait de sa part une adhésion qu'il n'était pas en état de nous refuser. Pour en finir avec les hésitations de l'électeur, Napoléon avait déjà fait proposer au prince héréditaire de Wurtemberg de le mettre au lieu et place de son père[1], mais ce projet n'eut pas de suite. Ces petits États lui fournirent un contingent d'une douzaine de mille hommes qui n'entrèrent pas en ligne, mais qui ne lui furent pas moins utiles en gardant ses communications. Quant à l'armée bavaroise

1. Napoléon à Talleyrand, 25 août.

qui comptait vingt-cinq mille hommes, elle devait combattre avec nos soldats. De tous les États que leur faiblesse mettait à notre discrétion, le royaume de Naples seul était exclu de ces traités d'alliance qui ne pouvaient d'ailleurs avoir d'autre effet que de consacrer leur sujétion, en la déguisant sous des bienfaits plus onéreux que tous les maux de la guerre. Saint-Cyr reçut l'ordre formel de s'emparer de Naples et d'en chasser la cour au moment où nos armées franchiraient le Rhin. Il devait jusque-là *dissimuler profondément ses projets*[1]. Mais quelque temps après, Napoléon trouva plus avantageux de conclure avec la cour de Naples un traité de neutralité, qui lui permettrait de porter sur le Pô le corps de Saint-Cyr afin de servir d'arrière-garde et de réserve à Masséna. En publiant ce traité, le *Moniteur* le fit précéder des réflexions suivantes : « Sans doute, l'intérêt de la France conseillait de s'assurer par *une conquête utile et facile* d'un royaume qui touche de si près aux États de Sa Majesté en Italie. Mais elle n'a pas voulu qu'on pût lui imputer d'avoir mis un obstacle à la paix générale; elle a suivi les principes de la politique généreuse et modérée qui sert de règle à toutes ses déterminations. » Singulière modération que celle qui s'exprimait avec ce mépris pour les droits d'un souverain étranger! Toutes ces belles phrases voulaient dire que, dans ce moment critique, on avait jugé opportun d'ajourner la chute des Bourbons de Naples; mais on les prévenait que c'était seulement partie remise. Cet exposé épisodique suffit pour réduire à leur juste valeur toutes

1. Napoléon à Saint-Cyr, 2 septembre.

[redacted]

les déclamations de Napoléon au sujet des menées et de la *perfidie* de la cour de Naples.

Malgré le ton très-radouci de ses notes à M. de Cobentzel, Talleyrand ne réussit pas à gagner avec l'Autriche tout le temps que Napoléon lui avait demandé, mais cette puissance ne fut pas moins complétement trompée sur la nature et la portée de nos mouvements militaires. Elle brusqua son entrée en campagne dans l'espoir d'entraîner l'électeur de Bavière. Après avoir solennellement promis de joindre ses troupes à celles de l'empereur d'Autriche, ce prince ajournait sans cesse la signature d'un traité d'alliance. L'Autriche pour gagner vingt-cinq mille hommes, exposa sa propre armée et l'empire lui-même à un danger imminent qu'elle ne soupçonnait pas encore. La dernière note qu'elle échangea avec le gouvernement français, au moment d'ouvrir les hostilités, ne fut ni sans force ni sans dignité, bien que quelques-uns des griefs qui y figuraient ne fussent de sa part que des prétextes. Sommée de s'expliquer sur ses armements, elle les motivait sur la nécessité de rappeler la France au respect des traités qu'elle-même avait imposés à l'Europe. Sans doute l'Autriche affectait ici un zèle qu'elle ne pouvait ressentir au fond du cœur pour des transactions qui avaient été l'œuvre de nos victoires; mais enfin, puisqu'il fallait partir d'un état légal, on ne pouvait lui refuser le droit d'invoquer des traités faits contre elle : « La paix entre la France et l'Autriche, disait ce manifeste, repose sur le traité de Lunéville, dont une des conditions stipule et garantit l'indépendance des républiques de l'Italie, ainsi que des républiques helvétique et batave, et leur

... un gouvernement. Toute
... obliger d'adopter un gouverne-
... stitution, un maître, autrement que
... libre, autrement qu'en conservant une
... politique réelle, est une infraction à la
... ville, et l'Autriche a le droit d'en réclamer
... poursuivre le redressement! »

... et mémorable spectacle ! L'Autriche récla-
... contre nous, et réclamant avec vérité et justice
... indépendance de ces républiques que nous avions
... et qu'elle avait tant combattues, quoi de plus propre à caractériser notre politique ? Le manifeste exposait ensuite les ménagements dont elle avait usé à notre égard; si elle avait consenti à se taire jusqu'ici, c'était par esprit de conciliation; mais elle n'avait renoncé ni à ses droits, ni au maintien du repos public de l'Europe : « Ce repos est troublé, ajoutait le manifeste, quand une puissance s'attribue des droits d'occupation, de protection, d'influence qui ne sont avoués ni par le droit des gens, ni par les traités; quand elle parle des droits de la victoire après la paix qui les a éteints; quand elle emploie la force et la crainte pour dicter des lois à ses voisins, pour les obliger d'assimiler leurs constitutions à la sienne, ou pour leur arracher des alliances, des concessions, des actes de soumission et d'incorporation; quand elle prétend que sa dignité est offensée par des représentations fondées, tandis que ses propres feuilles attaquent successivement tous les monarques; enfin quand elle s'érige seule en arbitre du sort et des intérêts communs des nations, et qu'elle veut exclure d'autres puissances de toute participation au maintien

[redacted]

de l'équilibre général, les unes parce qu'elles sont trop éloignées, d'autres parce qu'un bras de mer les sépare du continent, opposant aux réclamations des puissances les plus voisines du danger des réponses évasives, des rassemblements de troupes sur leurs frontières, des menaces de rupture si elles se mettent en défense[1]. »

A ce tableau d'une vérité terrible et saisissante il n'y avait rien à répondre si ce n'est des coups de canon ; et telle était en effet la réponse que Napoléon s'apprêtait à faire à l'Autriche. Ses soldats n'avaient pas encore terminé leur évolution sur le Rhin que toute la France était déjà transformée en un vaste camp, et organisée de façon à pouvoir se suffire à elle-même pendant son absence. Il avait laissé à Boulogne, pour protéger la flottille et défendre les côtes, un corps d'armée de vingt-cinq mille hommes, commandé par le maréchal Brune, formé avec les dépôts d'une partie de ses régiments, et avec les dix mille matelots de l'expédition d'Angleterre organisés en bataillons. Il décréta la réorganisation des gardes nationales sur toute l'étendue du territoire, mais en se réservant la nomination des officiers, il mobilisa dans des corps d'élite, destinés spécialement à la garde des places fortes la partie la plus jeune et la plus solide de ce corps. Il compléta ces mesures en appelant sous les armes, non-seulement la levée de l'année courante et le contingent arriéré des années précédentes, mais une levée anticipée comprenant les hommes qui devaient atteindre l'âge légal dans les trois premiers

1. Note du comte Louis de Cobentzel, 12 septembre 1805.

mois de l'année suivante. Ces levées lui constituaient une réserve de près de cent cinquante mille hommes qui furent dirigés sur le Rhin, pour s'y exercer sous le commandement des maréchaux Kellermann et Lefebvre. Ce décret donna lieu à une difficulté assez embarrassante pour tout autre que Napoléon. La constitution avait statué que le vote des levées de la conscription, comme celui des impôts, appartenait au Corps législatif. Mais comment réunir cette assemblée dans un pareil moment? L'opinion était inquiète et mécontente, une crise financière des plus graves, déterminée par l'énormité de nos dépenses de guerre, commençait à se déclarer, Paris murmurait tout haut et dénonçait la folie d'ambition qui venait d'armer de nouveau toute l'Europe contre nous; il faudrait donc entrer en explication, écouter des avis, peut-être même des critiques! Il faudrait avouer enfin l'existence de cette coalition tant de fois niée par les impudents démentis du *Moniteur!* Il faudrait reconnaître ou qu'on avait été aveugle ou qu'on avait sciemment trompé la France! Napoléon n'avait garde de se placer dans une telle alternative; il connaissait assez les Francais pour savoir que tant qu'il serait absous par la victoire il n'aurait pas besoin d'une autre justification; et cette victoire, il était maintenant certain de la saisir, grâce au succès de ses feintes, à la précipitation étourdie de ses ennemis, à la supériorité écrasante de ses forces. Il n'hésita donc pas à violer lui-même une nouvelle fois cette constitution qui n'avait jamais été qu'un mot, et le Sénat s'empressa de légaliser cette violation, sauf à lui en faire un crime au jour des revers.

Ces mesures, qui furent toujours à ses yeux les plus

[redacted]

essentielles, une fois prises, il distribua leurs rôles à ceux qu'il voulait charger du gouvernement pendant son absence. Joseph, le grand électeur, eut la présidence du Sénat et les honneurs du pouvoir, mais Cambacérès en eut toute la réalité, du moins tout ce que Napoléon pouvait en céder même en s'éloignant. Il fut chargé de présider le conseil d'État et de réunir chez lui les ministres au moins une fois par semaine, mais ceux-ci durent tous correspondre avec Napoléon pour les affaires de leur département. Le ministre de la police spécialement eut l'ordre de lui écrire *tous les jours*[1] : ce ministre était en effet le grand ressort du gouvernement. Napoléon fit ensuite ses adieux au Sénat : il partait, disait-il, pour aller secourir ses alliés ; il y avait *peu de jours encore* il espérait que la paix ne serait point troublée; mais ses espérances s'étaient évanouies. « C'est dans cet instant, ajoutait-il, que s'est dévoilée la méchanceté des ennemis du continent! Ils craignaient la manifestation *de mon profond amour pour la paix;* ils craignaient que l'Autriche à l'aspect du gouffre qu'ils avaient creusé sous ses pas ne revînt à des sentiments de justice et de modération ; ils l'ont précipitée dans la guerre. Je *gémis du sang qu'il va en coûter à l'Europe,* mais le nom français en obtiendra un nouveau lustre. »

Pendant qu'il gémissait sur cette cruelle extrémité, ses corps d'armée, poursuivant leur marche invisible, franchissaient le Rhin à Mayence, à Spire, à Manheim et s'avançaient au cœur de l'Allemagne. Ils allaient y

1. Ordre de service pendant l'absence de l'Empereur, 23 septembre 1805.

[redacted]

donner la main à Bernadotte déjà arrivé à Wurtzbourg où l'électeur de Bavière menacé par l'Autriche s'était réfugié avec ses vingt-cinq mille hommes. Poussés à bout par les tergiversations de ce prince, les Autrichiens avaient passé l'Inn le 7 septembre; ils vinrent occuper Ulm le 18. C'est alors seulement que Napoléon, averti par une lettre de Murat, conçut l'idée de les cerner en Souabe, en les coupant de leurs communications avec l'Autriche, par une manœuvre toute semblable à celle qu'il avait employée à Marengo, mais beaucoup plus sûre en raison de son immense supériorité sur l'armée de Mack[1]. Il désigna aussitôt les positions que devaient occuper sur le Danube les divers corps qui étaient encore sur le Rhin. En les portant sur Donauwerth, Ingolstadt et Ratisbonne, il se rendait maître du cours du fleuve, et il ne lui fallait que quelques marches pour enlever à Mack toutes ses communications avec Vienne, et pour l'investir entièrement avant l'arrivée de l'armée russe qui commençait à peine à se mettre en mouvement. Il tremblait que Mack ne découvrît à temps le secret de cette manœuvre à la fois si simple et si décisive, mais il fut merveilleusement servi à cet égard et par la dispersion de nos corps, et par le mystère qui couvrait leur marche, et par la folle confiance de son adversaire. Il entretint habilement la méprise de l'état-major autrichien en faisant paraître Murat et sa cavalerie devant les principaux débouchés de la Forêt-Noire, comme s'il était résolu à s'y enfoncer selon la routine de nos premières guerres en Allemagne. Il eut soin

1. Note sur les mouvements de la grande armée, 22 septembre.

[redacted]

lui-même de se tenir en personne à Strasbourg jusqu'au dernier moment, comme s'il voulait attaquer son ennemi de front au lieu de se porter sur ses derrières. C'est de là qu'il adressa à ses soldats la proclamation qui devait ouvrir cette glorieuse campagne. Il s'abstint cette fois des déclamations ampoulées qui déparaient souvent ses harangues militaires, et se contenta de leur marquer en quelques mots énergiques le but de leurs efforts : « Nous ne nous arrêterons plus que nous n'ayons assuré l'indépendance du corps germanique, secouru nos alliés, et confondu l'orgueil des injustes agresseurs. Nous ne ferons plus de paix sans garantie. Notre générosité ne trompera plus notre politique. Soldats ! votre empereur est au milieu de vous. Vous n'êtes que l'avant-garde du grand peuple ! »

Pour la France, Napoléon était devenu un despote redouté, une majesté, une sorte de souverain de l'ancien régime; pour ses soldats il était resté le Bonaparte de l'armée d'Italie. Ils retrouvèrent avec ivresse le langage et les allures familières de leur ancien général. C'étaient des soldats, mais des soldats qui se souvenaient d'avoir été des citoyens; ils servaient son despotisme, mais ils avaient été formés par la liberté, ils étaient malgré tout les fils de la Révolution. Napoléon était moins leur maître que leur favori ; il était leur ouvrage ; il n'était pas à leurs yeux un souverain, mais une sorte de tribun militaire ; il les traitait en égaux, les associait à ses pensées; quelquefois même, comme à Austerlitz, il leur exposait d'avance son plan de bataille ainsi qu'il eût fait devant un conseil de guerre ; il partageait avec eux son pouvoir. Les chefs de l'armée se montraient humbles et

[redacted]

soumis; les soldats étaient encore ses compagnons plutôt que ses serviteurs; de là leur enthousiasme pour lui, et leur incalculable supériorité sur les machines vivantes disciplinées sous le bâton autrichien. Mais s'ils étaient devenus d'incomparables instruments pour la conquête, combien n'étaient-ils pas déchus à d'autres égards de l'esprit généreux et désintéressé de nos anciennes armées républicaines! Telle qu'elle était dès lors grâce aux sentiments que Bonaparte s'était attaché à développer dans son sein, on peut dire que la Grande Armée était incompatible avec le maintien d'un système légal et pacifique en France; il lui fallait non-seulement des honneurs, mais des richesses, de grandes entreprises pour occuper son activité, des peuples à exploiter pour satisfaire ses convoitises. On promettait aux soldats leur part du butin, on les accoutumait à se la faire eux-mêmes en leur répétant sans cesse que la guerre devait nourrir la guerre, en les obligeant à ne vivre que de réquisitions et de pillage[1] non-seulement en pays ennemi mais souvent même sur notre propre territoire. S'il arrivait au prince Eugène de ne pas vouloir faire peser sur ses sujets d'Italie ces dures exigences, Napoléon se moquait de ses scrupules et lui intimait l'ordre d'agir par voie de réquisition : « J'en fais bien en Alsace! lui écrivait-il.... les prix sont tels qu'on ne peut songer à payer.... Ne croyez pas que ces mesures déplaisent au pays; on crie mais on ne pense pas ce qu'on dit.... je suis étonné que votre ministre de la guerre ne vous éclaire

1. Voir particulièrement sur ce point les *Souvenirs militaires* de Fezensac.

[redacted]

pas, lui qui a si longtemps fait la guerre avec nous[1] ! » S'il arrivait au maréchal Bernadotte d'avoir payé argent comptant dans un pays *neutre* qu'il traversait contre toute espèce de droit, Napoléon le réprimandait, oubliant qu'il lui avait recommandé lui-même ces ménagements. « Vous avez un peu gâté l'électeur de Hesse-Cassel, s'il est vrai que vous l'avez payé argent comptant. Si je l'avais prévu, je vous aurais fait dire de le payer avec des bons[2]. » Payer avec des bons était une locution dès lors proverbiale qui signifiait : ne pas payer du tout. Ces procédés développaient démesurément dans l'armée l'esprit de rapine et de cupidité, et Napoléon l'encourageait encore plus ouvertement dans les chefs, sauf à les en punir par les plus injurieuses imputations lorsqu'il leur arrivait de dépasser la mesure de ce qui lui convenait. N'était-ce pas un fait nouveau et significatif que de songer, au moment d'une entrée en campagne, à faire offrir à un général en chef comme Masséna *un présent de cinquante mille francs* « comme témoignage d'estime[3] ? » Quelles que fussent encore son intelligence et son énergie, une armée auprès de laquelle on employait de tels mobiles ne pouvait manquer d'en être tôt ou tard atteinte dans cette dernière espèce de vertu qu'on nomme la vertu militaire.

Les sept corps d'armée de Napoléon avaient déjà presque achevé leur mouvement, que Mack, toujours immobile à Ulm, ne semblait pas encore en soupçon-

1. Napoléon au prince Eugène, 22 septembre 1805.
2. Napoléon à Bernadotte, 2 octobre.
3. Napoléon au prince Eugène, 18 septembre.

[redacted]

ner le but. Ce général continuait imperturbablement à faire face à la Forêt Noire en gardant l'Iller d'Ulm à Memmingen. En apprenant que quelques détachements français avaient paru en Bavière, il avait envoyé son lieutenant Kienmayer à Donauwerth avec huit à dix mille hommes pour y garder à la fois les ponts du Danube et ceux de son affluent le Lech, qui n'étaient pas moins importants pour lui. Mais sa sécurité était encore entière lorsque, le 6 octobre, l'avant-garde de Soult débouchant dans la plaine de Nordlingen se montra en vue de Donauwerth, bientôt suivie des corps des maréchaux Ney, Lannes et de la cavalerie de Murat. Cette cavalerie formait à elle seule un corps séparé d'environ douze mille hommes; elle était destinée à jouer le premier rôle dans une campagne où la rapidité des mouvements était tout, Napoléon ayant annoncé à l'avance « qu'il comptait faire cette guerre avec les jambes de ses soldats plus encore qu'avec leurs bras. » Kienmayer n'était pas en état de défendre le Danube et le Lech contre de telles forces; l'eût-il fait avec succès sur un point, il eût été débordé sur tous les autres par le corps de Davout qui se portait sur Neubourg, par Marmont et Bernadotte qui s'avançaient sur Ingolstadt. Tout ce qu'il put faire, fut de se retirer précipitamment sur Munich après une faible tentative pour nous disputer les ponts du Danube à Donauwerth, et celui du Lech à Rain.

La rive droite du Danube fut aussitôt inondée de nos troupes, et dès ce premier moment le sort de Mack devint des plus critiques. Il comprenait encore si peu sa position, que le 8 octobre, pendant que toutes les issues se fermaient successivement devant lui, il écri-

[redacted]

vait « *que jamais armée n'avait été postée d'une manière plus propre à assurer sa supériorité*[1] ». Soult alla occuper Augsbourg; Bernadotte et le corps bavarois de Wrède furent envoyés d'Ingolstadt à Munich pour y rétablir l'électeur et faire face à toute armée autrichienne ou russe qui se porterait au secours d'Ulm; Ney resta sur la rive gauche; il dut la remonter jusqu'à la hauteur de Gunzbourg, point essentiel pour l'investissement d'Ulm, et sur lequel furent également dirigés, mais par la rive droite, les corps de Lannes et de Murat. En opérant leur mouvement ces derniers rencontrèrent le 8 octobre à Wertingen un corps d'environ douze mille hommes que Mack envoyait bien tardivement pour appuyer Kienmayer. Attaqués vivement par les cavaliers de Murat et par les grenadiers d'Oudinot, enveloppés par des forces supérieures, ils se sauvèrent avec peine en nous abandonnant deux mille prisonniers.

Ce petit combat fut la première affaire de la campagne, et ce ne fut que par ceux qui en revinrent que Mack et l'archiduc Ferdinand, qui partageait avec lui le commandement de l'armée d'Ulm, purent enfin connaître leur véritable position. Dès ce début, tels étaient à la fois et la disproportion des forces, et le désavantage de la situation des généraux autrichiens, qu'il ne s'agissait plus pour eux de savoir s'ils pourraient vaincre, mais s'ils pourraient s'échapper. La campagne commençait à peine; leur armée, quoique affaiblie du corps de Kienmayer, était encore presque intacte, et ils se réveillaient subitement dans une position dés-

1. Général Danilewski : *Relation de la campagne de* 1805.

[redacted]

espérée, cernés par un ennemi formidable, à la suite de mouvements invisibles dont ils n'avaient rien entrevu, rien soupçonné, sous le coup en un mot de la plus terrifiante surprise militaire dont l'histoire fasse mention.

Napoléon avait porté son quartier général à Donauwerth. Son premier bulletin daté de Nordlingen à quelques lieues de là, le 7 octobre, avant l'affaire de Wertingen, se terminait par ces paroles significatives : « l'ennemi n'a pas de temps à perdre pour éviter sa perte entière. » Durant son passage à travers l'Allemagne il avait vu tous les princes qu'il avait bon gré ou mal gré enchaînés à son alliance. A Louisbourg, il s'était particulièrement attaché à s'emparer de l'esprit de l'électeur de Wurtemberg jusque-là hésitant et même froissé du sans gêne avec lequel notre armée avait traité sa capitale et ses États. Il gagna le prince par la perspective des avantages qu'il lui promit, mais les alliances qu'il conquit ainsi en Allemagne avaient plus d'apparence que de solidité, car elles eurent pour effet de rendre ces souverains suspects à leurs propres sujets, odieux au reste de l'Allemagne. Un fait des plus graves était venu lui montrer dans ce moment même combien peu il devait compter sur la longanimité qu'il prêtait à la Prusse. Plusieurs de ses corps pour gagner une ou deux étapes dans leur marche vers le Danube, avaient traversé le marquisat d'Anspach, erritoire neutralisé par la Prusse et qu'il leur était d'ailleurs très-facile d'éviter. Averti par l'électeur alors qu'une seule colonne avait franchi cette frontière, Napoléon n'en avait pas moins persisté à y engager le corps entier de Bernadotte, alléguant très-

[redacted]

faussement « l'impossibilité de faire autrement[1]. » Il écrivit quelques jours après au roi de Prusse pour s'excuser sur l'ignorance où il était, en donnant l'ordre, de la neutralisation du territoire d'Anspach, autrefois ouvert aux belligérants; mais le mauvais effet était produit. Ajouté à celui de la violation du territoire également neutre de Hesse-Cassel, il prouvait que Napoléon était incapable de modérer ses habitudes de violence et d'envahissement, même dans les conjonctures où il avait un intérêt capital à ne pas s'y livrer. Ses excuses furent très-mal reçues à Berlin, car il était impossible de les croire sincères. M. de Hardenberg, en réponse à la lettre de Napoléon, affirma positivement qu'il avait lui-même montré du doigt sur une carte à Duroc et à Laforêt les limites du territoire neutralisé[2]. Cet événement arriva fort à propos pour les coalisés qui avaient exaspéré le roi de Prusse par leurs menaces dans l'espoir de vaincre son indécision. Dans son irritation contre eux, ce prince avait ordonné la mobilisation de quatre-vingt mille hommes pour les porter sur la Vistule en face de l'armée russe de Varsovie; en apprenant l'affaire d'Anspach, il les fit diriger sur sa frontière du Sud, annonça hautement qu'il exigerait une satisfaction et accepta une entrevue avec Alexandre.

Napoléon connaissait trop bien la politique vacillante du roi de Prusse pour s'alarmer beaucoup de ses menaces; il s'exagéra toutefois la portée du coup de théâtre sur l'effet duquel il comptait pour re-

1. Napoléon à Otto, 3 octobre.
2. Schœll : *Histoire abrégée des Traités*, tome VIII.

[redacted]

froidir promptement cette ardeur belliqueuse. Chaque jour lui apportait un nouveau succès, chaque jour se resserrait autour d'Ulm la ligne qui cernait l'armée autrichienne. Dans sa marche vers Ulm par la rive gauche du Danube, Ney avait occupé Langenau ; il s'était ensuite établi à cheval sur le fleuve en enlevant Gunzbourg, après un combat des plus brillants, dans lequel on put reconnaître la démoralisation qui s'était emparée des Autrichiens à la mollesse de leur résistance[1], car ils avaient sur Ney, ce jour-là, une grande supériorité numérique.

Ils avaient dû, en effet, ouvrir enfin les yeux devant l'accablante évidence d'un péril que le dernier soldat pouvait comprendre aussi clairement que les chefs de l'armée. Au lieu de faire face à la Forêt-Noire, ce qui eût été leur position normale dans une guerre ordinaire, ils lui tournaient maintenant le dos, appuyés sur l'Iller, dans la situation que nous aurions dû occuper nous-mêmes, ayant leur gauche à Ulm, leur droite à Memmingen, et ils voyaient se fermer successivement devant eux toutes les routes par lesquelles ils auraient pu opérer leur retraite.

Après le combat de Gunzbourg, Ney avait occupé, avec deux de ses divisions, Albeck et Elchingen, sur la rive gauche du Danube, il se liait sur la rive droite avec le corps de Lannes et la cavalerie de Murat, qui avaient pris position de Leipheim à Burgau ; Soult se portait de Landsberg sur Memmingen pour couper les communications de Mack avec le Tyrol, où se trouvait l'archiduc Jean avec vingt mille hommes. Napoléon

1. Fezensac, *Souvenirs militaires.*

[redacted]

était à Augsbourg avec sa garde et le corps de Marmont; enfin, à Dachau et à Munich, se trouvaient les corps de Davout, de Bernadotte et des Bavarois, prêts à marcher sur l'armée russe qui était encore à une grande distance du théâtre des événements. De quelque côté que Mack se tournât, il voyait, devant lui ou sur ses flancs, des corps ennemis prêts à l'arrêter; à supposer même que le désespoir lui eût inspiré la folle idée de rétrograder sur la Suisse ou la Forêt-Noire, il eût rencontré en chemin le corps d'Augereau qui, venu le dernier parce qu'il venait de plus loin, était encore à Fribourg : à vrai dire, la route du Tyrol lui était encore ouverte, il eût pu s'y joindre à la petite armée qui l'occupait et gagner de là l'armée de l'archiduc Charles; mais cette retraite, dans une contrée bientôt sans issue, où il eût été suivi, peut-être même prévenu, présentait de grandes difficultés, et d'ailleurs il était bien tard pour prendre ce parti, car Soult menaçait déjà Memmingen.

Cependant, quelque admirablement formé que fût ce réseau que son terrible adversaire avait jeté autour de lui, il s'y trouvait un point faible. Dans l'exécution de ce plan si merveilleusement conçu il avait été commis une faute, et en la mettant à profit un homme d'énergie et de résolution eût pu faire repentir Napoléon de la trop grande étendue de ses opérations et de la dispersion excessive de ses corps d'armée. Ce point faible de notre ligne d'investissement était justement celui que Ney venait de faire occuper, sur la rive gauche du Danube, à Albeck, par les divisions Dupont et Baraguey-d'Hilliers. Ces divisions étaient absolument insuffisantes pour barrer le passage à

[redacted]

l'armée autrichienne. Si Mack s'était jeté sur elles avec toutes ses forces réunies, il n'est pas douteux qu'il ne les eût écrasées avant l'arrivée de tout secours, qu'il n'eût réussi à gagner Aalen et Nordlingen, et, de là, la Bohême, où il eût donné la main à la seconde armée russe. Cette faute provenait de l'opinion préconçue que Napoléon avait des projets de Mack. Ce général ne pouvait, selon lui, opérer sa retraite que sur le Tyrol. Dès le 8 octobre, en portant Ney sur Gunzbourg, il lui faisait écrire, par Berthier : « Sa Majesté ne pense pas que l'ennemi *soit assez insensé pour passer sur la rive gauche du Danube*, puisque tous ses magasins sont à Memmingen et qu'il a le plus grand intérêt à ne pas se séparer du Tyrol. » Il n'admettait pas, ajoutait-il, que l'ennemi fît la *sottise* de se retirer par Aalen et Nordlingen ; si cependant il faisait cette sottise, Baraguey-d'Hilliers n'aurait qu'à battre en retraite devant lui et à recueillir en chemin les détachements qui étaient restés en retard sur ces divers points. Mais il n'y avait nullement là de quoi arrêter l'armée autrichienne. Cette opinion préconçue de Napoléon devint la cause principale d'une faute encore plus grave, qu'il est de tradition de rejeter entièrement sur Murat, depuis que l'éminent historien militaire de cette époque, témoin et acteur lui-même dans ces mémorables circonstances, n'a pas hésité à l'imputer à ce maréchal [1]. L'Empereur, pour mettre plus d'unité dans les opérations des trois corps les plus rapprochés d'Ulm, en avait fort imprudemment confié le

1. Le général Jomini qui servait alors dans le corps de Ney comme officier d'état-major. Voir la *Vie politique et militaire de Napoléon*.

[redacted]

commandement à son beau-frère Murat, général de cavalerie incomparable, mais sans aptitude pour diriger de grandes opérations, et certainement inférieur, sous ce rapport, à Lannes et à Ney, qui durent se soumettre à ses plans. Le premier usage que Murat fit de son autorité fut de donner à Ney l'ordre de rappeler, sur la rive droite du Danube, les deux seules divisions qui fussent restées sur la rive gauche, pour se porter, avec toutes ses forces réunies, sur l'Iller, où il supposait l'ennemi en retraite pour gagner Memmingen et, de là, le Tyrol. Mais on ne peut lui reprocher en cela que d'avoir pris trop à la lettre ses instructions et partagé l'erreur de Napoléon, au lieu d'y remédier comme eût fait un chef plus clairvoyant. L'idée, que Mack allait battre en retraite sur le Tyrol, était en effet tellement enracinée dans l'esprit de l'Empereur, qu'après l'affaire de Gunzbourg, le 10 octobre, à six heures du soir, il faisait écrire à Ney, par Berthier, *de prendre possession d'Ulm*, qu'il supposait évacué par l'armée autrichienne, et de se mettre immédiatement à la poursuite de Mack *sur Memmingen ou sur tout autre point où se serait porté l'ennemi*[1].

Ney qui avait compris toute l'importance de la position d'Albeck, dans le cas où l'ennemi chercherait à s'échapper par la Bohême, s'efforça vainement de changer la résolution de Murat. Il y eut entre eux une altercation des plus violentes, que Ney eût fait suivre d'une provocation immédiate, si on ne lui avait

1. Cette pièce a été reproduite dans les *Mémoires* publiés sous le nom du maréchal Ney, par sa famille.

[redacted]

représenté qu'en présence de l'ennemi, son premier devoir était d'obéir. Il se résigna donc à donner l'ordre[1] aux généraux Dupont et Baraguey-d'Hilliers de passer sur la rive droite avec leurs troupes, et il écrivit en même temps à Berthier pour lui faire connaître le danger de la situation. Ce danger était si réel que Dupont ne put pas opérer jusqu'au bout son mouvement. Il avait à peine quitté Albeck pour s'acheminer vers le Danube, qu'il vint se heurter, à Haslach, contre un corps d'environ vingt-cinq mille hommes, sous les ordres de l'archiduc Ferdinand. Incapable de prendre une résolution hardie, recevant les avis les plus contradictoires, contrarié d'ailleurs dans l'exercice d'un commandement qu'il lui fallait partager avec l'archiduc et concilier avec les prescriptions du conseil Aulique, Mack, au lieu de réunir toutes ses forces et de faire une trouée, soit du côté de la Bohême, soit du côté du Tyrol, n'avait dirigé sur Albeck qu'un corps isolé, plutôt, ce semble, pour éclairer la route de Bohême que pour s'y ouvrir un passage. La division Dupont, bien que séparée des troupes de Baraguey-d'Hilliers, qui étaient restées en arrière, lutta héroïquement toute la journée contre des forces triples et répara, par sa belle résistance, une erreur qui pouvait nous faire perdre tout le fruit des combinaisons précédentes. Dupont put se retirer sur Albeck et, de là, sur Langenau, avec trois mille prisonniers, sans que sa faiblesse inspirât à Mack une autre idée que celle de l'isoler de plus en

1. L'ordre fut donné, bien que Jomini affirme que Ney désobéit à Murat. Il est du 4 octobre.

[redacted]

plus du corps de Ney, en faisant occuper, dans la journée du lendemain 12 octobre, la position d'Elchingen et brûler le pont qu'elle dominait.

Pendant ce temps, sa situation s'était fort aggravée sur d'autres points. Soult avait enfin paru devant Memmingen ; Spangen, qui occupait cette place, capitula dans la journée du 13, en mettant dans nos mains sept mille prisonniers. Ce maréchal se dirigea aussitôt sur Achstetten pour couper la route de Biberach, la seule par laquelle les Autrichiens pussent encore gagner le Tyrol en faisant un détour. Napoléon était accouru d'Augsbourg à Pfaffenhofen avec sa garde; de là, il se rendit en toute hâte au quartier général de Ney et lui prescrivit de rétablir à tout prix ses communications avec la division de Dupont, en enlevant la position d'Elchingen. Déjà, pour renforcer l'armée d'investissement, il avait rappelé Marmont vers l'embouchure de l'Iller[1], ce qui portait à au moins cent mille hommes le nombre des troupes qui bloquaient, de plus en plus étroitement, l'armée de Mack.

Il faisait depuis plusieurs jours un temps affreux; la pluie rendait les chemins impraticables, et nos soldats manquant de tout, étaient réduits à vivre de pillage; mais ils avaient maintenant la certitude de la victoire. Le 14 octobre au matin, Ney rétablit, sous le feu de l'ennemi, le pont d'Elchingen, dont les pilotis n'avaient pas été brûlés; ce travail périlleux est à peine achevé qu'il s'y lance à la tête de ses régiments. Parvenu sur l'autre rive, il gravit les pentes d'Elchin-

1. Cinquième bulletin (*bis*) de la grande armée.

[redacted]

gen, emporte une à une les maisons du village et enlève à la baïonnette le couvent qui couronne la hau teur. Ayant l'intention de prendre position sur le plateau, il attaque les Autrichiens dans un bois qu'ils occupaient tout près de là; après une longue résistance, il les en chasse et les refoule sur Ulm en leur faisant trois mille prisonniers. Pendant ce temps, Dupont, toujours isolé, se maintenait avec succès, entre Albeck et Langenau, contre un corps sorti d'Ulm sous les ordres du général Werneck. Le lendemain 15, Ney enleva le plateau du Michelsberg qui domine la place d'Ulm, et la position devint dès lors absolument intenable pour Mack. Werneck avait été coupé d'Ulm par les mouvements de nos troupes, il ne songea plus qu'à regagner la Bohême, et fut bientôt rejoint par un nombreux corps de cavalerie, commandé par l'archiduc Ferdinand, qui profita de la nuit pour s'échapper de la place. Napoléon lance aussitôt à leur poursuite Murat avec ses régiments de hussards et de dragons, et, le 16 octobre, il envoie sommer la place. Il fait venir à son quartier-général le prince de Liechtenstein : il désire, lui dit-il, que l'armée autrichienne capitule parce que « s'il prenait la place d'assaut, il serait obligé de faire ce qu'il avait fait à Jaffa, où la garnison fut passée au fil de l'épée, et que *c'était le triste droit de la guerre*[1]. »

L'histoire de cette horrible boucherie était parfaitement authentique et il n'y avait aucune raison de le supposer incapable de la recommencer. Mack avait depuis plusieurs jours perdu la tête. Le récit de Phi-

1. Sixième bulletin.

[redacted]

lippe de Ségur, qui lui fut envoyé en parlementaire, montre en lui un homme troublé jusqu'au délire[1]; ses soldats étaient entièrement démoralisés; il se voyait enfermé dans une ville sans fortifications sérieuses, il n'avait plus aucun espoir d'être secouru à temps, il manquait de vivres, il avait laissé dans nos mains un nombre considérable de prisonniers, il était en outre affaibli de deux de ses corps : celui qui fuyait vers la Bohême, conduit par Werneck et l'archiduc, suivi l'épée dans les reins par Murat; l'autre qui, dirigé sur Biberach, avait pu échapper à Soult et s'efforçait de gagner le Tyrol sous les ordres de Jellachich. Après les protestations usitées en pareil cas, Mack accepta avec une sorte de joie fiévreuse une capitulation qui déguisait, jusqu'à un certain point, sa honte sous une clause conditionnelle. Il crut ou feignit de croire à la prochaine apparition des Russes, et s'engagea à se rendre prisonnier avec son armée s'il n'était pas secouru avant le 25 octobre. La capitulation fut signée le 19. On apprit ce jour même que, la veille, le corps de Werneck, rejoint par la cavalerie de Murat, avait mis bas les armes à Nordlingen, et que l'archiduc Ferdinand, poursuivi à outrance, ne tarderait pas, selon toute probabilité, à éprouver le même sort. Sur cette nouvelle et avec la certitude acquise désormais de n'être pas délivré à temps par l'armée russe, qui n'avait pas encore paru sur l'Inn, Mack consentit à abréger le délai fixé par la capitulation. Le 20 octobre 1805, les débris de l'armée autrichienne défilè-

1. Son rapport se trouve dans le *Mémorial du dépôt de la guerre*, tome VIII.

[redacted]

rent devant le vainqueur au pied du Michelsberg, selon un usage humiliant, tombé en désuétude, plus difficile à supporter que la défaite elle-même, et qui aggravait les maux de la guerre sans autre compensation qu'une vaine satisfaction d'amour propre.

Ce premier acte de la campagne avait été merveilleux de rapidité, de précision, et les résultats en étaient tels qu'ils pouvaient se passer des exagérations ordinaires des Bulletins. D'une armée de quatre-vingt mille hommes, il ne restait que quelques débris dispersés dans toutes les directions, le corps de Kienmayer au-delà de l'Inn, celui de Jellachich dans le Tyrol, et enfin en Bohême les quelques escadrons de cavalerie que l'archiduc Ferdinand parvint à dérober à la poursuite de Murat, en tout une vingtaine de mille hommes, qui ne nous échappaient que pour aller porter dans toutes les provinces de l'empire la profonde démoralisation dont ils étaient atteints. Nous avions fait environ vingt mille prisonniers dans les différentes affaires qui précédèrent la capitulation d'Ulm ; le nombre des troupes qui se trouvèrent dans la place peut être estimé à vingt-six mille[1]. La capitulation donne le nom des régiments, mais non leur effectif, et l'on peut s'en rapporter à cet égard à la seconde déclaration de Mack à Philippe de Ségur ; il portait ce chiffre à vingt-quatre mille hommes sans compter les blessés ; il faut y joindre une énorme quantité de canons, de drapeaux et de munitions de

1. Le général Rapp, envoyé à Ulm, en sa qualité d'Alsacien, pour faire le dénombrement de la garnison, raconte naïvement qu'il y compta vingt-six mille hommes, et que le jour du défilé il s'en trouva *trente-trois mille*. (*Mémoires*.)

[redacted]

guerre. Sur tous ces points, il est absolument impossible de s'en tenir aux évaluations de Napoléon, qui varient d'une heure à l'autre selon la crédulité présumée des personnes auxquelles il s'adresse ou selon l'intérêt qu'il a à les tromper. Avec ses généraux, l'armée de Mack est toujours de quatre-vingt mille hommes; avec ses autres correspondants et dans ses bulletins, toujours de cent mille. Pour le nombre des prisonniers faits avant l'évacuation d'Ulm, il va jusqu'à les évaluer à cinquante mille hommes dans une lettre à l'électeur de Wurtemberg; enfin, pour l'effectif de la garnison, il varie de quinze à trente-six mille hommes. Quant à ses propres pertes, elles ne montaient selon lui qu'à *cinq cents morts* et à mille blessés[1]. On reconnaît dans ces diverses appréciations l'homme qui ne se préoccupait que de l'effet à produire et jamais de la vérité; mais ici, l'effet était assez éclatant pour n'avoir pas besoin des embellissements de la fiction. La destruction de cette armée livrait à Napoléon la monarchie autrichienne, car le corps austro-russe, dont les avant-gardes arrivaient enfin sur l'Inn, harassées de fatigue, était trop faible pour couvrir Vienne, et d'autre part l'armée de l'archiduc Charles, que cette victoire allait forcer à rétrograder pour gagner la Hongrie ne pouvait pas arriver à temps pour opérer sa jonction avec les coalisés; elle courait grand risque de se trouver prise entre Masséna et Napoléon. L'Europe fut frappée de stupeur. Pitt, lorsqu'il apprit la nouvelle, refusa d'abord d'y croire; lorsqu'elle lui fut confirmée par le témoignage d'un journal hollandais, il changea

1. Sixième bulletin.

[redacted]

de visage au point de donner à ceux qui le virent en ce moment le pressentiment de sa fin prochaine[1].

Au début de la campagne, le roi de Prusse, entraîné par le ressentiment, subjugué par l'influence de la reine que soutenait un parti puissant, enlacé par les flatteries d'Alexandre qui lui avait juré une amitié éternelle sur le tombeau du grand Frédéric, était sur le point de se jeter dans les bras de la coalition. M. d'Haugwitz et les partisans de l'alliance française étaient publiquement disgrâciés, tout le monde à Berlin s'attendait à voir l'armée prussienne marcher au secours de l'Autriche; la nouvelle de la capitulation d'Ulm refroidit notablement ces chaleureuses dispositions, et Alexandre, malgré les séductions de son esprit insinuant, malgré la facilité avec laquelle il sacrifia aux rancunes de la Prusse le prince Czartoryski, le partisan principal de la politique d'intimidation[2], ne put obtenir du roi de Prusse qu'une sorte de traité d'alliance conditionnelle. Ce traité ne devait être mis à exécution qu'après une nouvelle offre de médiation à l'empereur Napoléon. Il fut tenu très-secret, et signé à Postdam le 3 novembre : on convint que l'armée prussienne entrerait en campagne un mois seulement après le départ d'Haugwitz chargé de proposer la médiation. En même temps, on signifia à nos représentants à la cour de Berlin, Duroc et Laforest, qu'en représailles de la violation du territoire d'Anspach, la Silésie allait être ouverte aux Russes, et que

1. *Journal* de lord Malmesbury cité par lord Stanhope : *W. Pitt et son temps.*

2. *Correspondance* du prince Czartoryski avec Alexandre, publiée par Ch. de Mazade.

[redacted]

la Prusse allait faire occuper provisoirement le Hanovre en respectant toutefois la garnison que nous avions laissée à Hameln[1].

Pendant que ce nouvel orage se formait contre lui, Napoléon qui n'en soupçonnait pas toute la gravité et qui pensait encore que le roi de Prusse se contenterait d'occuper le Hanovre, s'efforçait de le fasciner par ce mélange de caresses et de menaces tout puissant sur les esprits indécis, art redoutable dans lequel il n'a jamais été égalé. Duroc, qu'il rappelait auprès de lui, devait avant son départ voir le roi, l'assurer de l'amitié persistante de Napoléon, lui dire que l'empereur était un *homme méconnu, qu'il était un homme de cœur encore plus qu'un homme de politique*; que l'affaire d'Anspach n'était qu'un prétexte exploité par ses ennemis; que quant au Hanovre, *il n'y tenait pas, mais qu'il fallait y mettre des formes*; que Frédéric avec la Prusse avait résisté à l'Europe entière, *qu'il valait mieux que Frédéric, et la France que la Prusse*[2]; enfin, que ses aigles n'avaient jamais souffert d'affront et qu'elles n'en souffriraient pas sur le Wéser. Quelques jours après, il écrivit personnellement au roi une lettre d'excuses des plus pressantes, l'assurant de ses regrets, de son inviolable attachement, se déclarant prêt à faire « tout ce qui lui offrirait des moyens de regagner l'amitié et la confiance du roi[3]. » Mais on doute avec raison que cette lettre ait jamais été envoyée à son adresse; au fond, Napoléon était convaincu qu'en ce qui concernait la

1. Schœll : *Histoire abrégée des Traités*, tome VIII.
2. Napoléon à Duroc, 24 octobre.
3. Napoléon au roi de Prusse, 27 octobre.

[redacted]

Prusse, il s'en tirerait avec de belles phrases, surtout si comme il croyait en avoir la certitude, il parvenait à remporter de nouveaux succès. Dans tous les cas, l'armée prussienne ne pourrait entrer en ligne qu'à une époque encore éloignée, et d'ici là, il se flattait d'écraser les Russes comme il avait anéanti les Autrichiens.

L'imagination de Napoléon, toujours anticipant sur l'avenir et dévorant d'avance les fruits de la victoire, était beaucoup plus portée à s'enivrer du succès qu'à se défier de la fortune. La réussite extraordinaire, presque invraisemblable, de son grand coup de théâtre d'Ulm, sa présence à la tête de plus de deux cent mille hommes sur la frontière de ces vastes États qu'aucune force ne pouvait plus lui disputer, avaient déjà surexcité son ambition à un point incroyable. Il traitait les États secondaires de l'Allemagne non plus en alliés mais en vassaux; il assurait l'électeur de Bavière de sa *protection*[1], il imprimait dans son neuvième bulletin les paroles suivantes prononcées devant l'état-major de Mack : « Je donne un conseil à mon frère l'empereur d'Allemagne : qu'il se hâte de faire la paix! c'est le moment de se rappeler que tous les empires ont un terme; l'idée que la fin de la dynastie de Lorraine serait arrivée doit l'effrayer! » Il rêvait une nouvelle distribution des territoires germaniques qui lui permettrait d'y ériger des *principautés* en faveur de ses maréchaux. Ces projets ne sont pas comme on le croit d'ordinaire, postérieurs à Austerlitz; ils sont du lendemain même de la capitulation d'Ulm,

1. Napoléon à l'électeur de Bavière, 23 octobre.

[redacted]

ainsi que l'atteste une lettre de M. de Talleyrand datée de Munich, le 27 octobre 1805 : « Plus d'empereur d'Allemagne! écrivait-il à M. d'Hauterive; trois empereurs en Allemagne : France, Autriche et Prusse. Plus de diète de Ratisbonne. » Il exposait ensuite les bases du *système fédératif* de la France, le plan projeté des fiefs relevant de la couronne de France; il énumérait les sacrifices qu'on allait imposer à l'Autriche, celui de Venise, du Tyrol italien, du Tyrol allemand, du Brisgau, de l'Ortenau, du Vorarlberg, de l'Autriche antérieure. Tout cela, disait-il, *contre mon avis.* Talleyrand avait en effet vainement essayé de combattre ces idées aventureuses de Napoléon. Il voulait que l'empereur renonçât définitivement à gagner l'alliance toujours trompeuse de la Prusse, qu'il s'attachât l'Autriche en se montrant généreux après la victoire. Pour s'en faire une amie, il suffisait selon lui de tendre la main à cette puissance vaincue, et de lui offrir des compensations pour les sacrifices qu'on était en droit de lui demander. Elle céderait Venise qui serait déclarée indépendante, et ses enclaves de la Souabe, cause éternelle de discorde; mais Napoléon, de son côté, renoncerait à la couronne d'Italie, il s'engagerait à faire céder la Valachie et la Moldavie à l'Autriche, que ces deux acquisitions brouilleraient avec la Russie. L'Autriche par la force des choses, deviendrait ainsi notre alliée naturelle[1]: elle serait détachée de l'Angleterre; les Russes seraient rejetés en Asie;

1. Ces idées sont exposées dans une lettre de Talleyrand à M. d'Hauterive, à la date du 11 octobre 1805. Il les avait déjà développées dans un *Mémoire* adressé de Strasbourg à Napoléon : Mignet, *Notice sur Talleyrand.*

[redacted]

et la paix du continent serait assurée pour plus d'un siècle.

Ce système d'alliance pouvait être discuté, il était permis d'en préférer un autre, mais ce que Talleyrand sentait avec la justesse habituelle de son jugement, c'est qu'à tout prix il nous en fallait un, sous peine de rester isolés en Europe et de voir sans cesse remis en question le résultat de nos victoires. Cette nécessité, Napoléon l'admettait volontiers en principe, mais lorsqu'il fallait en venir à l'application, ses convoitises démesurées l'empêchaient toujours de faire les concessions qui seules eussent pu lui assurer le concours sérieux et durable d'une puissance européenne.

Telles étaient les ambitieuses pensées qui occupaient l'esprit de Napoléon, lorsqu'il quitta Munich pour marcher sur Vienne. Cette capitale n'était plus couverte que par la faible armée de Kutuzoff, d'environ quarante mille Russes[1], auxquels s'étaient joints quinze à vingt mille Autrichiens sous les ordres de Kienmayer et de Merfeldt. Ces troupes épuisées par de longues marches, étaient hors d'état de nous disputer le passage des nombreux affluents du Danube qui, de distance en distance, formaient une barrière naturelle facile à défendre même contre des forces supérieures. Lorsque l'avant-garde de Bernadotte parut sur l'Inn, elle trouva l'armée austro-russe en retraite sur tous les points. Cependant Kutuzoff, par condescendance pour l'empereur d'Autriche qui persistait à espérer, contre toute vraisemblance, que l'archiduc Charles arriverait à temps pour couvrir Vienne, consentit

1. Danilewski.

[redacted]

à rester sur la rive droite du Danube au lieu de se retirer par la Bohême, ce qui était son chemin le plus direct pour rejoindre la seconde armée d'Alexandre. Murat avait pris la tête de l'armée française avec sa cavalerie; venaient ensuite les corps de Bernadotte, de Marmont, de Davout, de Lannes, appuyant leur gauche au Danube, leur droite aux derniers revers des Alpes noriques. Soult fermait la marche avec la réserve. Ney avait été détaché avec dix mille hommes sur le Tyrol, pour en chasser l'archiduc Jean; il devait être appuyé par Augereau dont le corps était resté en arrière.

Nous passâmes ainsi successivement l'Inn, la Salza, la Traun, occupant presque sans coup férir des places de première importance, telles que Braunau et Salzbourg. Dans les petits combats partiels qui eurent lieu à l'avant-garde, on put toutefois reconnaître chez les Russes une vigueur et une solidité que nous n'avions pas rencontrées chez les Autrichiens dans cette campagne. Napoléon arriva à Lintz le 4 novembre. Il y reçut le général Giulay, qui lui apporta une lettre contenant une proposition d'armistice de la part de l'empereur d'Autriche. Mais l'empereur François était trop peu préparé aux exigences que Napoléon se proposait de lui imposer pour qu'un tel accord fût possible : l'abandon de Venise et du Tyrol était un sacrifice trop considérable pour être accepté du premier coup. François ne pouvait pas même se flatter de gagner du temps en discutant ces dures conditions, car l'impitoyable clairvoyance de son ennemi exigeait comme gage, et avant toute discussion, une séparation immédiate entre la cause autrichienne et celle d'Alexandre.

[redacted]

L'empereur François ne devait pas, écrivait Napoléon, faire dépendre la paix d'une autre puissance dont les intérêts étaient si différents : « Cette guerre, lui disait-il, n'est pour la Russie qu'une guerre de fantaisie ; elle est pour votre majesté et pour moi, une guerre qui absorbe tous nos moyens, tous nos sentiments, toutes nos facultés[1]. » De telles prémisses dans ces termes généraux étaient certainement fort admissibles, mais les conséquences qu'il prétendait en tirer étaient trop onéreuses pour paraître aussi acceptables, en dépit des protestations amicales dont cette lettre était remplie. Cet essai de négociation n'amena donc aucun résultat et ne suspendit pas un instant la marche de nos troupes.

A partir de Lintz, la chaîne des Alpes noriques se rapproche progressivement du Danube jusqu'aux environs de Vienne, où les derniers prolongements du Wiener-Wald viennent aboutir sur le fleuve, en sorte que la vallée devient de plus en plus étroite à mesure qu'on s'avance vers cette capitale. L'armée ayant à redouter tout à la fois une surprise improbable, mais possible, de la part de l'armée des archiducs Charles et Jean qu'on supposait arrivés en Styrie, et une résistance plus sérieuse de la part de Kutuzoff qui pouvait mettre à profit les nombreux accidents de cette contrée montagneuse, Napoléon porta Marmont sur Léoben par Steyer afin d'intercepter la route de Styrie à Vienne ; il fit ensuite passer sur la rive gauche du Danube un corps d'environ vingt mille hommes sous les ordres de Mortier ; il l'appuya par

1. Napoléon à l'empereur d'Autriche, 8 novembre.

[redacted]

une flottille improvisée qui devait permettre à ce maréchal de traverser en un instant d'une rive à l'autre, afin d'inquiéter les Russes sur leur ligne de retraite; enfin il s'avança avec précaution sur Molk et St. Pœlten avec le reste de son armée. Tout le monde s'attendait à une bataille à St. Pœlten, position très-forte, la meilleure qu'on pût choisir pour défendre Vienne; mais les Russes se bornèrent à livrer les combats strictement nécessaires pour assurer leur retraite. Sur notre droite, à Mariazell, Davout surprit et mit en déroute une colonne ennemie qui cherchait à gagner la Styrie. A Amstetten, le prince Bagration tint tête à Murat avec une grande fermeté, pour favoriser la marche embarrassée de Kutuzoff; à St. Pœlten, l'armée russe s'arrêta de nouveau comme si elle voulait livrer bataille, mais elle se déroba tout à coup par une volte face et au lieu de continuer sa route sur Vienne, elle passa le Danube à Krems, en brûlant derrière elle le seul pont qui existât de Lintz à Vienne (9 novembre 1805).

L'irruption que Napoléon craignait sur son flanc de la part des archiducs pendant sa marche sur Vienne n'eut pas lieu, et Marmont put s'avancer non-seulement jusqu'à Léoben, mais jusqu'à Graetz, sans rencontrer d'obstacles sérieux. Comme Napoléon l'avait prévu, notre brusque invasion au cœur des provinces héréditaires avait forcé l'archiduc Charles à rétrograder; mais ne voulant pas s'exposer à se trouver pris entre l'armée de Napoléon et celle de Masséna, il s'était retiré non sur la Styrie, mais sur la Hongrie, ce qui l'obligeait à faire un détour beaucoup plus long et à renoncer à toute

idée de secourir Vienne. Longtemps immobile sur l'Adige, bien qu'il eût une armée de quatre vingt mille hommes, indépendamment des vingt mille qui étaient cantonnés dans le Tyrol, à opposer aux cinquante mille hommes de Masséna, l'archiduc Charles n'avait pas su profiter de ses avantages, soit qu'il ne se crût pas suffisamment prêt, soit que le conseil Aulique lui eût fait une loi de subordonner ses opérations à celle de l'armée de Bavière. Dans ce dernier cas la faute était inexcusable, car c'était réduire à la défensive l'armée la plus forte et prendre l'offensive avec la plus faible. Quoi qu'il en soit, rien ne pouvait mieux convenir à Masséna qu'une telle inaction de la part d'un adversaire qui avait sur lui une si grande supériorité. Il commença par s'emparer le 18 octobre, de la partie de Vérone qui était occupée par les Autrichiens, au moyen d'une surprise nocturne que lui conseilla Napoléon. Après avoir ainsi consolidé sa position sur l'Adige, il attendit les événements en présence de l'armée de l'archiduc fortement retranchée à Caldiero, aux portes même de Vérone. Le 28 octobre, Masséna apprit la capitulation d'Ulm; il comprit aussitôt toute la portée de cette victoire, et jugeant que l'archiduc allait être forcé de commencer son mouvement de retraite, il n'hésita pas à l'attaquer dans ses formidables positions. Deux jours de suite, le 30 et le 31 octobre, Masséna l'assaillit dans son camp avec un incroyable acharnement, sans obtenir sur lui un avantage marqué, mais en gênant ses préparatifs de retraite au point de le contraindre à sacrifier toute une brigade pour assurer sa marche. Rappelé au secours de la monarchie menacée, l'archi-

[redacted]

duc rétrograda rapidement sur la Brenta, puis sur la Piave, suivi pas à pas par Masséna. Le 12 novembre, il était sur le Tagliamento, où il soutint contre nos troupes un brillant combat d'arrière-garde. C'est là qu'après quelques hésitations, il se décida à prendre le chemin de la Hongrie en se dirigeant sur Laybach et la Carniole. Dans sa retraite, il recueillit les débris de son frère l'archiduc Jean, dont le corps d'armée chassé du Tyrol par Ney et Augereau, avait été encore beaucoup plus maltraité que le sien.

Dans le Tyrol comme en Italie, le succès avait dépassé toutes les prévisions : il était dû sans doute en partie à l'habileté, à la hardiesse, au coup-d'œil prompt et sûr de ces incomparables lieutenants, mais beaucoup plus encore à cette vaste conception qui embrassant d'un seul regard tout l'ensemble de ces opérations et leur théâtre immense, avait négligé les points secondaires et porté sur le point principal, c'est-à-dire sur le Danube, une masse irrésistible, dont l'impulsion devait entraîner tout le reste. Les stratagèmes qui couvrirent la marche de notre armée de Boulogne sur le Rhin, l'idée même de couper les soixante-dix mille hommes de Mack avec une armée de plus de deux cent mille, ont été admirés au delà de leur valeur et ne présentaient de grandes difficultés ni dans la pensée ni dans l'exécution, mais ce qu'un puissant génie militaire avait seul pu saisir avec cette force, c'était le lien qui unissait cette opération à celles de nos autres armées, et le point précis où il fallait frapper pour faire tomber d'un seul coup toutes les autres défenses de l'Autriche.

Nous avons laissé la grande armée à environ quinze

lieues de Vienne, en face de Krems, par où Kutuzoff venait de se dérober à l'improviste en brûlant le pont qui avait servi à son passage. Ce brusque mouvement l'avait mis aussitôt en présence de Mortier qui cotoyait la rive gauche du Danube, isolé du reste de l'armée. Avant d'avoir pu rejoindre la flottille qui devait assurer sa retraite, ce maréchal, qui pour comble de malheur était momentanément séparé d'une de ses divisions, celle de Dupont, se trouva tout à coup assailli en tête et en queue par une grande partie de l'armée russe, dans les défilés que dominent les ruines du château de Dürrenstein, célèbre par la captivité du roi Richard Cœur de Lion. Nos soldats qui avaient d'abord pris l'offensive, ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils avaient affaire à plus de la moitié de l'armée russe, mais sans se troubler de son énorme supériorité, ils repoussèrent héroïquement ses attaques et luttèrent toute la journée contre les troupes qui les entouraient. Le soir venu, ils résolurent de revenir sur leurs pas pour rejoindre la division Dupont ; ils s'ouvrirent un passage à la baïonnette dans un nouveau combat des plus meurtriers et bientôt furent salués par les cris de joie de leurs camarades, qui avaient de leur côté attaqué en queue une des deux colonnes russes pour venir à leur secours. Mortier put alors échapper à l'armée de Kutuzoff en repassant sur la rive droite du Danube, au moyen de la flottille.

Pendant ce temps Murat, qui était à notre avant-garde, ne trouvant plus personne devant lui, galoppait sur la route de Vienne, entraînant toute l'armée à sa suite. C'est à lui que, dans sa mauvaise humeur, Na-

[redacted]

poléon s'en prit de la mésaventure qu'il prévoyait pour Mortier, mésaventure dont il avait été lui-même le principal auteur, en exposant ce corps isolé sur la rive gauche aux efforts réunis de toute l'armée russe. Il lui reprocha dans les termes les plus durs sa légèreté, son *étourderie*, sa précipitation à *enfourner l'armée sur Vienne*. « Vous aviez cependant reçu l'ordre, ajoutait-il, de poursuivre les Russes l'épée dans les reins. C'est une singulière manière de les poursuivre que de s'en éloigner à marches forcées. Ainsi les Russes pourront faire ce qu'ils voudront du corps du maréchal Mortier, ce qui ne serait pas arrivé si vous aviez exécuté mes ordres[1]. » Par le fait, Murat avait encore pris le meilleur parti, car il n'y avait de ponts qu'à Lintz et à Vienne, et la flottille n'ayant pas encore descendu le fleuve jusqu'à Krems et ne comptant d'ailleurs qu'un nombre de bateaux très-insuffisant pour un passage rapide, il eût été fort embarrassé de poursuivre les Russes *l'épée dans les reins*. Mais il fallait bien que quelqu'un fût responsable de cette faute qui n'était que la répétition de l'abandon de Dupont à Albeck, et Napoléon n'avait garde d'admettre qu'il en fût lui-même l'auteur.

Le 13 novembre au matin, Murat parut devant Vienne. L'empereur François avait pris la résolution, humaine mais impolitique, d'épargner à ses bons Viennois les horreurs d'un siége qui n'eût pu à la vérité durer que quelques jours, mais qui eût par là même rendu un service inestimable à la cause des coalisés dans un moment où les instants étaient si pré-

1. Napoléon à Murat, 11 novembre 1805.

[redacted]

cieux pour elle. Mais en laissant à Vienne le comte de Würbna, pour négocier avec les Français leur entrée pacifique dans la capitale, l'empereur d'Autriche avait confié au prince d'Auersperg la mission de garder avec un détachement les grands ponts du Danube qui étaient pour nous d'une importance sans égale. Napoléon avait recommandé à Murat de surprendre ces ponts à tout prix[1], afin de se remettre immédiatement à la poursuite des Russes sur la route de Moravie. Profitant de l'espèce de suspension d'armes que les pourparlers relatifs à l'occupation de Vienne avaient établie entre les deux armées, Lannes, Murat et Belliard, suivis de quelques officiers d'état-major et un peu plus loin d'un régiment de hussards, s'avancent vers le grand pont les mains croisées derrière le dos comme des promeneurs inoffensifs ; ils engagent la conversation avec le commandant du détachement, lui annoncent la fin de la guerre, la conclusion d'un armistice, ils s'étonnent des préparatifs faits pour faire sauter le pont, le traversent avec lui pendant que leurs troupes s'avancent de leur côté en noyant les poudres et en coupant les conducteurs. Le commandant autrichien s'aperçoit qu'on le trompe, il veut ordonner à ses soldats de mettre le feu aux mines; ses interlocuteurs le saisissent au collet. Survient alors le prince Auersperg en personne, auquel ils répètent à tue tête la fable de l'armistice; pendant ce temps plusieurs détachements de notre armée ont franchi le pont, les soldats autrichiens sont entourés, désarmés, et le tour est joué[2].

1. Fait constaté dans une lettre de Napoléon à Soult, 12 novembre.
2. *Mémoires* du général Rapp.

[redacted]

Cette supercherie déloyale était peu digne de généraux si intrépides et déjà si illustres. Peu de jours après d'ailleurs, les Russes prouvèrent très-spirituellement à Murat lui-même qu'ils étaient nos maîtres en ce genre. Ce maréchal, impatient de regagner les bonnes grâces de Napoléon, ne s'était pas plutôt emparé du pont, qu'il s'était lancé à toute vitesse sur la route de Vienne qui conduit en Bohême en coupant à Hollabrünn celle qui va de Krems en Moravie. Il avait l'espoir de prévenir, au point de jonction des deux routes, l'armée russe, qui se trouverait ainsi prise entre le corps de Bernadotte que Napoléon devait faire passer sur la rive gauche, au moyen de la flottille, et le corps de Murat soutenu par celui de Lannes. Après la disparition de Mortier, Kutuzoff, croyant les ponts de Vienne détruits, s'était quelque peu attardé à Krems pour se remettre de ses fatigues, en sorte que, malgré toute l'avance qu'il avait sur Murat, celui-ci arriva avec son avant-garde presque en même temps que les Russes à Hollabrünn, le point d'intersection des deux routes. Encouragé par le succès de sa ruse au pont de Vienne et voulant donner aux troupes de Lannes le temps de rejoindre, il allègue de nouveau la conclusion d'un armistice avec l'Autriche aux généraux Nostitz et Bagration qui se trouvent chargés de défendre Hollabrünn. L'Autrichien Nostitz est dupé et se retire en nous laissant passer; mais le subtil élève de Souwaroff, averti par son lieutenant Bagration, feint, non-seulement d'être au courant de la négociation, mais d'être chargé lui-même de la continuer en ce qui concerne le corps russe. Il dépêche à Murat le général Winzergerode qui l'amuse avec de

belles paroles et se présente au nom de l'empereur Alexandre. Murat, pris dans son propre piége, envoie un courrier à Schœnbrunn pour consulter Napoléon sur les conditions du prétendu armistice. Pendant ce temps, Kutuzoff se dérobe sur la Moravie, ne laissant devant nous qu'un rideau de troupes, sous le commandement de Bagration, qui a l'ordre de tenir jusqu'à la dernière extrémité. Le lendemain, Murat, détrompé par Napoléon, attaque avec près de quarante mille hommes ce faible détachement que tout le monde considérait comme sacrifié. Bagration, enveloppé de tous côtés, reçoit impassiblement le choc des masses qui le débordent; près de la moitié de ses soldats se font massacrer avec le stoïcisme particulier au soldat russe, pour assurer la retraite de Kutuzoff. Le soir venu, Bagration forme une colonne avec ce qui lui reste, il s'ouvre un passage et va rejoindre l'armée russe. Ce fait d'armes éclatant fut le prélude de l'illustration que ce général devait acquérir, plus tard, à nos dépens (16 novembre)[1].

Napoléon était au palais de Schœnbrunn depuis le 14 novembre. Il s'y occupait activement à rectifier la position de son armée, à lui assurer les approvisionnements dont elle avait plus d'une fois manqué dans ces marches rapides, au cœur d'un hiver précoce, enfin à régler l'administration du pays conquis, ce qui consistait principalement à prélever des à compte sur une contribution de cent millions, qu'il se hâta de frapper sur l'Autriche. Tranquille sur la situation des corps d'armée qui poursuivaient en Moravie l'armée très-

1. Jomini, Mathieu Dumas, Danilewski.

[redacted]

réduite de Kutuzoff, il disposa en éventail, autour de Vienne, ceux qu'il avait sous la main, de façon à ce qu'ils pussent s'appuyer les uns les autres et le garantir lui-même de toute surprise. Davout s'étendit de Presbourg à Neustadt, surveillant la Hongrie; Marmont s'établit solidement sur la crête des Alpes de Styrie, de Léoben au Semring, prêt à tendre la main à l'armée de Masséna, qu'on s'attendait à voir paraître d'un jour à l'autre. Bernadotte et les Bavarois, laissant le soin de la poursuite à Lannes, Murat et Soult, se postèrent à Iglau pour surveiller les débouchés de la Bohême, où avait paru un corps de l'archiduc Ferdinand. Cette armée, si disséminée en apparence, pouvait être réunie en très-peu de jours et composer une masse irrésistible; elle était en garde sur tous les points.

Napoléon avait fait prescrire à ses soldats de traiter avec la plus grande douceur les habitants du pays conquis et particulièrement les Viennois; il voulait que le peuple autrichien sentît la différence entre des ennemis comme les Français et des amis comme les Russes. Ces derniers, mal accueillis par la population qui était forcée de les nourrir, s'en étaient vengés selon l'usage par des procédés assez brutaux. Napoléon exploitait de son mieux ces mutuels ressentiments, dans lesquels il voyait le présage d'une rupture entre les coalisés; il exagérait les sévices d'une part et de l'autre les plaintes. Il revenait, dans tous ses bulletins, sur la barbarie des Russes, sur les dévastations, les horribles excès qu'ils commettaient dans les provinces autrichiennes, sur le concert de malédictions qui s'élevait contre eux partout où ils avaient passé. Il s'adressa en même temps à l'opinion

publique, il s'efforça, comme il y avait tant de fois réussi, d'exciter les sujets contre le gouvernement, d'enflammer les passions populaires, prêtant bien gratuitement aux bourgeois de Vienne des opinions de parti et des sentiments révolutionnaires : « Le mécontentement des peuples est extrême. On dit à Vienne et dans toutes les provinces *que l'on est mal gouverné*, que, pour le seul intérêt de l'Angleterre, on a été entraîné dans une guerre injuste et désastreuse..... Les Hongrois se plaignent d'un gouvernement *illibéral* qui ne fait rien pour leur industrie et se montre inquiet de leur esprit national... On est persuadé que l'empereur Napoléon est l'ami de toutes les nations et de toutes les grandes idées... N'est-il pas temps enfin que les princes écoutent *la voix de leurs peuples* et s'arrachent à la fatale influence de l'oligarchie anglaise[1] ? »

Ces artifices n'étaient que la répétition de ceux qu'il avait employés, avec des succès divers, contre Venise, Gênes, l'Égypte, la Suisse, la Hollande et l'Espagne, et l'on est forcé de convenir qu'il ne prit guère la peine d'en varier l'usage; mais ce rôle de *libérateur des peuples* commençait déjà à être assez peu goûté de ceux-là même qu'il s'agissait de délivrer, et les provocations révolutionnaires de Napoléon ne produisirent à Vienne qu'une impression d'étonnement. Il en fut de même de ses excitations à la haine contre les personnages auxquels il attribuait la guerre actuelle. Il les injuria dans ses bulletins, selon son habitude invétérée de vouer à l'exécration des

1. Vingt-deuxième bulletin, 13 novembre.

peuples tous les étrangers illustres dont il avait eu à redouter le patriotisme ou la clairvoyance; mais ces outrages maladroitement prodigués allaient bientôt devenir un titre d'honneur. En le voyant exalter la mémoire du *roi* Marie-Thérèse, pour outrager et décrier tous ceux qui avaient montré à la cour d'Autriche quelque étincelle de l'énergie de cette grande souveraine, depuis Cobentzel jusqu'à l'impératrice régnante et à Mme de Colloredo[1], les Viennois ne furent pas dupes de l'intention qui le faisait agir.

1. Vingt-quatrième bulletin, 16 novembre.

[redacted]

CHAPITRE VIII.

TRAFALGAR. — AUSTERLITZ.

Le 18 novembre, Napoléon avait déjà quitté Vienne et il était à Znaïm en Moravie, marchant sur Brünn avec une magnifique armée au devant de celle d'Alexandre, le cœur enivré de ses prodigieux succès et la tête pleine des projets les plus grandioses, lorsque Berthier lui remit silencieusement, au moment où il se mettait à table, une dépêche qui allait lui rappeler qu'il était mortel. Cette dépêche contenait le récit sommaire du désastre de Trafalgar. Si le féroce égoïsme dont il était possédé avait laissé en lui quelque place aux remords, il en eût éprouvé de bien amers à la nouvelle de cette effroyable destruction, car il ne pouvait ignorer que lui seul en était l'auteur. Mais le seul sentiment auquel il fût accessible était la blessure de l'orgueil humilié et le regret de voir brisée une arme si précieuse. Il ne manifesta aucune émotion ; il dissimula la nouvelle et se borna à écrire à Decrès : « qu'il attendait des détails ultérieurs avant de se former une opinion définitive *sur la nature de cette affaire*, et que, d'ailleurs, cela ne changeait

[redacted]

rien à ses projets de croisière [1]. » Ce furent là toutes les réflexions que lui inspira une catastrophe qui lui avait été si souvent prédite par Decrès lui-même, par ses plus illustres amiraux, et dans laquelle son aveuglement et son infatuation avaient seuls précipité notre marine. Il est impossible, en effet, d'admettre le singulier système qui consiste à faire retomber par portions égales sur Napoléon, Villeneuve et Decrès la responsabilité de la défaite de Trafalgar [2]. Napoléon ne fut ni une des causes, ni même la cause principale de ce lamentable événement, il en fut la cause unique.

Nous avons vu comment Villeneuve, en apprenant la jonction des flottes de Calder et de Nelson avec celle de Cornwallis devant Brest, avait pris sur lui de se rendre à Cadix au lieu d'exposer son escadre à une destruction qu'il considérait comme inévitable en exécutant les instructions de Napoléon. Il est un fait certain qu'on ne saurait trop rappeler pour la justification d'un homme indignement calomnié, c'est que si Villeneuve avait obéi aux ordres de Napoléon en quittant le Ferrol aussi promptement qu'on le lui prescrivait, il serait venu se heurter devant Brest avec vingt-huit vaisseaux insuffisamment ravitaillés contre une flotte qui en comptait trente-cinq et qui l'eût anéanti avant que Ganteaume pût le secourir. Ce malheureux amiral avait donc rendu un premier service à la France en lui conservant sa marine;

1. Napoléon à Decrès, 18 novembre.

2. Thiers : « Tout le monde se préparait sa part de tort dans un grand désastre : Napoléon celle de la *colère*, Decrès celle des réticences, Villeneuve celle du désespoir. »

il lui en avait rendu un second plus grand encore, en faisant échouer cette folle expédition d'Angleterre, qui allait nous priver de notre seule armée dans un moment où les troupes de la Russie et de l'Autriche marchaient contre nous. Mais cette conduite prudente et conforme à l'infériorité alors si connue de notre marine, avait blessé dans ses plus chères illusions un intraitable orgueil, qui rêvait déjà la conquête du monde et qui ne pouvait souffrir qu'on lui montrât les bornes de son pouvoir. Aussi, tout en revenant aux vrais principes de la guerre maritime, au moins dans les conditions où nous étions placés, c'est-à-dire en renonçant aux grandes concentrations pour agir par escadres séparées, ainsi que Decrès et Ganteaume et tous ses amiraux n'avaient jamais cessé de le lui conseiller, Napoléon en voulait mortellement à l'homme qui lui avait imposé ce parti comme une loi même de la nécessité. Il détestait en Villeneuve la démonstration vivante de sa longue erreur, de sa présomption obstinée, de l'inanité de ses plans tant vantés. Villeneuve personnifiait en quelque sorte l'échec le plus sensible que lui eût infligé jusqu'alors la fortune. Il feignit de croire qu'un manque de courage, ou même la trahison, avaient seuls empêché de remplir sa mission un officier dont la bravoure personnelle était au-dessus de tout soupçon : « Villeneuve, écrivait-il à Decrès, le 4 septembre, est *un misérable qu'il faut chasser ignominieusement.* Sans combinaison, sans courage, sans intérèt général, *il sacrifierait tout pourvu qu'il sauve sa peau.* » Decrès ayant essayé de justifier son ami, reçut lui-même les éclaboussures du la colère du maître : « Je me dispense de vous dire

[redacted]

tout ce que je pense de la lettre que vous m'écrivez... Jusqu'à ce que vous ayez trouvé quelque chose de plausible, je vous prie de ne point me parler d'une affaire aussi humiliante et de ne pas me rappeler le souvenir *d'un homme si lâche*[1] *!* » Il joignait à ces injures d'amères récriminations sur tous les actes de Villeneuve, sans tenir aucun compte des circonstances qui les lui avaient dictés.

Ce qui prouve pourtant que cette colère était en partie jouée, et qu'au fond il savait à quoi s'en tenir sur la valeur de ces accusations, c'est que malgré des griefs dont le moindre était suffisant pour conduire Villeneuve devant un conseil de guerre, il le maintint dans son commandement. Le 14 septembre, il lui expédia l'ordre direct et formel de sortir de Cadix avec l'escadre combinée, de toucher à Carthagène pour rallier les vaisseaux espagnols qui s'y trouvaient, de se rendre ensuite à Naples pour appuyer le corps de Saint-Cyr et faire aux croisières anglaises de Malte le plus de mal qu'il se pourrait, et enfin, de se retirer sur Toulon. Afin de prévenir chez Villeneuve toute tentation d'éluder ces ordres, il ajoutait ces paroles significatives : « *Notre intention est que partout où vous trouverez l'ennemi en forces inférieures, vous l'attaquiez sans hésiter et ayez avec lui une affaire décisive*[2]. » Le lendemain, 15 septembre, voulant, non pas retirer, comme on l'a dit, son commandement à Villeneuve, mais rendre cet ordre plus impératif et plus pressant encore, il écrivit à Decrès : « d'envoyer un courrier

1. Napoléon à Decrès, 8 septembre.
2. Napoléon à Villeneuve, 14 septembre.

extraordinaire à Villeneuve pour lui prescrire de faire cette manœuvre; et ajoutait-il, comme son *excessive pusillanimité* l'empêchera de l'entreprendre, vous enverrez, pour le remplacer, l'amiral Rosily, qui sera porteur de lettres qui enjoindront à Villeneuve de se rendre en France, pour rendre compte de sa conduite.[1] »

La mission de Rosily était donc toute conditionnelle; elle n'avait d'autre caractère que celui d'une menace, en prévision du cas où Villeneuve serait peu disposé à exécuter les ordres de Napoléon, elle n'avait d'autre but que de le forcer à obéir. Decrès ne pouvait que transmettre ces ordres en les confirmant par ses propres prescriptions, en même temps qu'il envoyait Rosily en Espagne, ce qu'il fit. S'il jugeait devoir s'y refuser, il ne lui restait qu'à donner sa démission de ministre de la marine[2]. Mais la volonté de Napoléon au sujet de l'escadre de Cadix était tellement arrêtée, que le 2 novembre, au milieu de

1. Napoléon à Decrès, 15 septembre.

2. Notre histoire apologétique de l'Empire abonde sur ce point en erreurs de fait et de jugement.

« Napoléon, dit Thibaudeau, avait donné à Decrès *l'ordre formel* de rappeler Villeneuve en France et de faire partir Rosily pour le remplacer...,. Decrès ne fit point partir Rosily pour l'Espagne; il *donna l'ordre à son ami* Villeneuve de sortir de Cadix, etc. » — « Un successeur *avait été donné* à Villeneuve, dit Bignon. » — Quant à M. Thiers, il connaît mieux les faits, mais il reproche à Decrès « d'avoir livré les choses à elles-mêmes, au lieu de prendre sur lui *la responsabilité de les diriger.* » C'est à dire apparemment de désobéir à Napoléon. Mais c'est précisément là ce que cet historien reproche à Villeneuve, cela d'ailleurs lui avait si bien réussi! Il dit encore que les instructions de Villeneuve « *l'autorisaient* à sortir de Cadix. » Jamais au contraire ordres ne furent plus absolus, plus menaçants, plus péremptoires.

[redacted]

toutes les occupations que lui donnait la marche de son armée au cœur de l'Allemagne, il trouvait encore le temps de presser Decrès : « Que mes escadres partent ! lui écrivait-il, que rien ne les arrête ! je ne veux pas que mon escadre reste à Cadix ! »

Il y avait alors près de quinze jours que cette escadre n'existait plus.

Villeneuve avait trop souffert des reproches qui lui avaient été adressés pour s'y exposer une nouvelle fois. Sa conviction sur l'issue d'une rencontre avec la flotte anglaise n'avait pas changé, mais il avait maintenant à exécuter des ordres positifs, pressants, impossibles à éluder ; et ce n'était plus sur lui que pouvait retomber la responsabilité du désastre qu'il prévoyait. Avant d'obéir, il voulut toutefois, pour sa propre justification, autant que pour celle de ses compagnons sacrifiés comme lui, assembler un conseil de guerre composé des principaux officiers des deux nations. Les amiraux et contre-amiraux français et espagnols consultés par lui sur la situation de la flotte combinée, déclarèrent *à l'unanimité* : « que les vaisseaux des deux nations étaient la plupart *mal armés*, qu'une partie de leurs équipages ne s'était *jamais exercée à la mer*, qu'enfin ils n'étaient pas en état de rendre les services qu'on attendait d'eux. » Villeneuve expédia ce procès-verbal à Paris en y joignant une dernière supplication : « Je ne puis croire, écrivait-il à Decrès, que ce soit l'intention de Sa Majesté Impériale de vouloir livrer la majeure partie de ses forces navales à des chances si désespérées, et qui ne promettent pas même de la gloire à acquérir. » Mais Napoléon avait d'avance rendu toute remon-

[redacted]

trance inutile en faisant partir Rosily; car lors même que Villeneuve eût poussé l'abnégation jusqu'à attendre cet amiral pour lui remettre son commandement, avec la certitude de voir un sacrifice sublime transformé en acte de lâcheté, cette détermination n'eût point sauvé la flotte, puisque Rosily devait exécuter précisément les mêmes ordres et sans aucun délai. Averti à temps de l'arrivée prochaine de Rosily, et certain que son remplacement par cet amiral, qui lui était d'ailleurs très-inférieur à tous égards, ne changerait rien au denoûment, Villeneuve n'hésita plus dès lors à se précipiter dans le gouffre où il devait trouver tout au moins la réhabilitation de son honneur outragé : « Je serais heureux, écrivit-il à Decrès, de céder à Rosily la première place, si du moins il m'était donné d'accepter la seconde; mais il serait trop affreux de perdre toute espérance d'avoir une occasion de montrer que j'étais digne d'un meilleur sort. » Il commença sur le champ ses préparatifs pour se porter au devant de la flotte anglaise.

Nelson qui commandait l'escadre anglaise devant Cadix, avait d'abord trente-quatre vaisseaux sous ses ordres; il en avait donné un à son collègue Calder pour le ramener en Angleterre, il en avait ensuite envoyé six autres se ravitailler à Tétouan et à Gibraltar. Villeneuve disposait de trente-trois vaisseaux, il en avait donc six de plus que son illustre adversaire, sans compter cinq frégates et deux bricks; mais la plupart de ces bâtiments étaient incapables d'opérer une manœuvre tant soit peu compliquée, surtout en face de l'ennemi; une partie de leurs matelots, principalement les Espagnols, n'avaient jamais vu la mer, et

[redacted]

tous étaient d'une complète inexpérience dans ce qui constitue la principale force d'un vaisseau de guerre, c'est-à-dire le service de l'artillerie. Ni la connaissance des manœuvres, ni la précision et la justesse du tir ne peuvent s'acquérir dans l'intérieur d'un port; on put constater dans la bataille même de Trafalgar, que les artilleurs anglais tiraient alors près d'un coup par minute, tandis que les nôtres mettaient entre chaque décharge plus de trois minutes d'intervalle [1]; les premiers tiraient en plein bois et dans la coque, ce qui dès le début de l'action désorganisait les batteries de l'ennemi, tandis que les seconds, fidèles à la vieille routine, visaient à démâter et tiraient dans le gréement, ce qui exigeait une expérience et une adresse qu'ils n'avaient pas.

Dès le 10 octobre, Nelson prévoyant la prochaine sortie de Villeneuve, avait adressé à sa flotte le célèbre ordre du jour dans lequel il exposait à ses officiers le plan de bataille qu'il devait suivre exactement, sauf quelques modifications adoptées sur le terrain. Persuadé que Villeneuve serait forcé de se présenter à lui avec ses vaisseaux rangés sur une seule ligne, selon les règles de l'ancienne tactique, il avait résolu d'aborder la flotte française non avec une ligne parallèle, mais avec deux colonnes qui gouverneraient sur elle à angle droit, sauf à se déployer plus tard « de façon à ce que l'ordre de marche pût être en même temps l'ordre de combat. » La première de ces colonnes se porterait sur le centre où devait se trouver notre vaisseau amiral, tandis que la seconde se jet-

1. Amiral Jurien de La Gravière : *Guerres maritimes.*

terait sur l'arrière-garde. Ces deux points investis successivement par toute la flotte anglaise, se trouveraient ainsi enveloppés et séparés du reste de l'armée, et on aurait le temps de réduire ou d'anéantir toute cette partie de l'escadre combinée avant que l'autre pût venir à son secours. Il réservait la part la plus facile de cette double tâche à son collègue et ami Collingwood, qui devait avoir sur notre arrière-garde une telle supériorité de forces, qu'une partie de ses vaisseaux deviendrait promptement disponible pour aider Nelson dans la lutte inégale qu'il allait engager contre le reste de notre flotte. L'amiral terminait ses instructions par cette belle recommandation dont le principe est vrai sur tous les champs de bataille, sur terre comme sur mer : « Quant aux capitaines qui pendant le combat, ne pourront apercevoir les signaux de l'amiral, ils ne peuvent mal faire dès qu'ils placent leur vaisseau bord à bord avec un vaisseau ennemi. »

Ces paroles étaient la traduction exacte de celles que dans le même moment Villeneuve adressait à l'escadre combinée : « Tout capitaine qui n'est pas au feu n'est pas à son poste, disait-il de son côté ; et un signal pour le rappeler serait pour lui une tache déshonorante. » Villeneuve avait en partie prévu la manœuvre que méditait de lui opposer Nelson, mais il ne pouvait songer à adopter une nouvelle tactique avec des vaisseaux dont quelques-uns allaient appareiller pour la première fois, et qui étaient tout au plus capables de se conformer à l'ancienne. Il résolut donc de s'en tenir à une méthode éprouvée qui laissait du moins à chaque vaisseau toute sa valeur, et qui eût

[redacted]

eu d'ailleurs ses avantages vu le système adopté par Nelson, si notre infériorité accablante ne nous avait pas placés dans une situation où toutes les méthodes étaient forcément défectueuses. Après avoir achevé ses préparatifs avec le calme et la résolution d'un homme pour qui un parti même désespéré était devenu un bienfait, Villeneuve sortit de Cadix le 20 octobre, se dirigeant du nord au sud, à la rencontre de Nelson, qui croisait au large, à la hauteur du détroit de Gibraltar. Nelson averti par une frégate, se mit aussitôt en marche pour nous rejoindre. Pendant la nuit, les deux flottes se rapprochèrent sensiblement, éclairant leur route avec des feux de Bengale. Le 21 octobre, à la pointe du jour, notre flotte découvrit l'ennemi à environ deux lieues et demie à l'ouest, position qui lui donnait sur nous l'avantage du vent, car le vent soufflait de l'ouest. On apercevait au sud-est, à une distance de quatre lieues, le cap Trafalgar. Villeneuve fit aussitôt le signal de former la ligne de bataille; il y rangea en avant-garde les vaisseaux de Gravina qui avaient jusque-là formé une escadre d'observation, ne voulant pas, sans doute, qu'un corps séparé pût invoquer un prétexte quelconque pour ne pas combattre, comme cela s'était vu tant de fois dans nos batailles navales. Il plaça à l'arrière-garde le contre-amiral Dumanoir, et lui-même prit position au centre. Cette longue ligne, formée de trente-trois vaisseaux, marchait ainsi du nord au sud, le cap sur Gibraltar, pendant que l'armée de Nelson s'avançait de l'ouest sur deux colonnes.

A la direction même que prenait l'escadre ennemie, l'œil exercé de Villeneuve ne tarda pas à péné-

[redacted]

[illegible] Nelson. Il comprit qu'en portant le [illegible] forces sur notre arrière-garde, son [illegible] pas seulement pour but de l'isoler [illegible] plus facilement, mais qu'il songeait [illegible] à nous couper notre retraite sur Ca- [illegible] aussitôt virer de bord à sa flotte, qui se [illegible] avoir le cap sur Cadix au lieu de l'avoir sur [illegible], en sorte que l'avant-garde devint l'arrière- [illegible] réciproquement. Par suite de ce mouvement [illegible]version, notre flotte gardait sa retraite sur Cadix, [illegible] points d'attaque des colonnes anglaises portant sur une ligne qui se mouvait non plus du nord au [illegible] mais du sud au nord, furent nécessairement changés à notre avantage. Dejà les deux colonnes s'approchaient avec une vitesse ralentie par la faiblesse du vent, ayant à leur tête leurs deux vaisseaux amiraux, *le Victory* que montait Nelson, et *le Royal-Sovereign* qui portait le pavillon de Collingwood. Chacun d'eux s'avançait toutes voiles déployées, à une grande distance en avant des trois ponts qui venaient le plus près derrière lui, comme pour s'offrir seul aux coups de toute notre flotte. Cette magnifique audace, objet d'admiration pour ceux mêmes qui allaient en être les victimes, a été souvent blâmée comme contraire à toutes les règles de la tactique navale : il est certain qu'à égalité de forces, elle n'eût eu d'autre résultat que d'exposer le vaisseau ainsi isolé à être écrasé de feux par la flotte ennemie avant l'arrivée du reste de la colonne; mais elle était justifiée par notre faiblesse, que Nelson connaissait aussi bien que Villeneuve, et par

1. Rapport de l'amiral Villeneuve, en date du 5 novembre.

[redacted]

cela même elle était un trait de génie. Il agissait avec la certitude de sa supériorité, confiant en ses forces comme un géant qui aurait à lutter contre des nains. Avec les avantages qu'il avait sur nous, les précautions ordinaires de la tactique n'étaient pour lui qu'une perte de temps et une gêne inutile; on ne pense ni aux règles ni aux ruses de guerre quand on n'a qu'à étendre le bras pour abattre son ennemi.

La manœuvre de Villeneuve avait forcé Nelson à renoncer à couper la retraite à toute la flotte combinée; il voulut tout au moins la couper à notre centre et à l'escadre de Gravina devenue l'arrière-garde. Pour y parvenir, il se décide à percer notre ligne au centre vers le point où se trouve notre vaisseau amiral *le Bucentaure*; il laisse à son ami Collingwood le soin d'envelopper et de réduire les vaisseaux de Gravina. Quant à notre avant-garde commandée par Dumanoir, il la néglige dans la conviction qu'elle n'arrivera pas au combat en temps opportun. Toutes ses dispositions prises, Nelson descend dans sa cabine, il écrit à genoux sur son journal une courte prière dans laquelle il demande à Dieu la victoire en le suppliant « de ne pas permettre qu'aucun Anglais oublie les droits sacrés de l'humanité; » puis il ajoute à son testament le codicille dans lequel il recommande à l'Angleterre la femme que son amour a immortalisée, ainsi que sa fille Horatia Nelson; cela fait, il remonte sur le pont; il adresse à son escadre le fameux signal dont l'héroïque simplicité électrisa ses marins : « l'Angleterre compte que chacun fera son devoir. »

Il était alors près de midi. *Le Royal-Sovereign* de Collingwood arrivait toutes voiles déployées sur notre

[redacted]

ligne, vers le point où l'arrière-garde se rattachait au centre, avec près de vingt minutes d'avance sur la colonne dont il formait la tête. Il essuie le feu croisé des vaisseaux de Gravina sans y répondre et sans ralentir sa marche, jusqu'au moment où perçant notre ligne entre *le Fougueux* et *le Santa-Anna*, il fait feu de ses trois étages de canons sur la poupe de ce dernier vaisseau. Cette effroyable décharge a mis d'un seul coup quatre cents hommes hors de combat. *Le Fougueux* qui a reçu en même temps sa bordée de tribord sans en souffrir autant, s'attache aussitôt à lui, avec quatre autres vaisseaux, pour lui faire lâcher sa proie; mais *le Royal-Sovereign* soutient sans désavantage cette lutte inégale, et bientôt *le Belleisle* et les autres trois-ponts de la colonne de Collingwood viennent le soutenir en pénétrant à leur tour dans la brèche qu'il a ouverte.

Pendant ce temps, Nelson s'était élancé sur notre centre à la tête de la colonne gauche. Comme *le Royal-Sovereign*, *le Victory* avait essuyé le feu de toute notre escadre sans en éprouver de fortes avaries. Résolu à la fois à combattre corps à corps *le Bucentaure* que montait Villeneuve, et à faire dans notre ligne une seconde trouée pareille à la première, Nelson avait d'abord fait diriger son vaisseau sur l'avant du *Bucentaure*, où Villeneuve avait tout fait préparer pour un combat à l'abordage; mais trouvant la ligne impénétrable sur ce point, grâce à la présence de *la Santissima-Trinidad*, il change brusquement de direction, il passe derrière *le Bucentaure*, en vomissant sur lui plusieurs décharges successives qui fracassent son arrière, démontent ses canons, couvrent son pont de

[redacted]

ts et de blessés. Il s'avance ensuite vers *le Re-*
utable, laissant aux navires qui viennent der-
e lui le soin d'achever la défaite du *Bucentaure*. *Le*
utable était commandé par le capitaine Lucas, un
officiers les plus intrépides de la flotte française;
ait très-inférieur en artillerie au *Victory*, mais
i-ci avait déjà perdu plus de cinquante hommes
on équipage, et les deux vaisseaux s'étant accro-
bord à bord, l'artillerie ne pouvait plus jouer
ce combat qu'un rôle très-secondaire. Les hunes
Redoutable sont garnies de tirailleurs; *le Victory*,
en est dépourvu, répond faiblement à cette fusil-
meurtrière; ses marins tombent en foule sans
voir riposter à des ennemis invisibles; son pont est
ndé de sang et jonché de cadavres. Calme au mi-
de cette scène de boucherie, Nelson en grande
e d'amiral et paré de tous ses ordres se prome-
sur le gaillard d'arrière avec le capitaine Hardy,
ourageant de sa présence les défenseurs du *Vic-*
. Tout à coup il chancelle, et s'affaisse sur lui-
ne. Une balle partie des hunes du *Redoutable*,
s lui avoir traversé l'épaule et la poitrine, lui
it brisé l'épine dorsale. Le capitaine désespéré se
ipite pour le relever : « C'est fait de moi, Hardy,
dit Nelson, ils y ont enfin réussi ! »

e capitaine Lucas ignore quelle perte immense il
t de faire éprouver à l'Angleterre, mais il voit le
t du *Victory* presque entièrement dégarni de com-
ants, et juge le moment venu de s'élancer à l'abor-
. Mais la haute muraille du *Victory*, vaisseau à trois
ts, qui domine *le Redoutable*, rend l'escalade diffi-
, et les artilleurs anglais accourus sur le pont de

leur navire, repoussent ce premier assaut. Lucas s'apprête à leur en livrer un second au moyen d'une de ses vergues qu'il jette comme un pont entre les deux bâtiments; mais au moment où sa colonne d'assaut s'y précipite, *le Téméraire* accouru au secours du vaisseau amiral britannique, prend *le Redoutable* par le travers et d'une seule bordée renverse deux cents hommes: il répète aussitôt sa manœuvre, foudroie de nouveau *le Redoutable*, le démâte, le crible de boulets et en un instant change tellement la fortune du combat, que l'héroïque capitaine est réduit à se rendre, après avoir perdu cinq cent vingt-deux hommes tués ou blessés.

Vers le même moment, *la Santa Anna*, ayant perdu tous ses mâts et une grande partie de son équipage, se rendait au *Royal-Sovereign*. L'action était engagée depuis une heure et demie à peine, et notre ligne était percée au centre et à l'arrière-garde par deux grandes trouées, par lesquelles les deux colonnes anglaises avaient passé tout entières pour nous prendre ensuite à revers, chaque vaisseau choisissant son adversaire d'après l'ordre de marche, et ne lâchant prise qu'après l'avoir enlevé ou détruit.

Notre avant-garde, sous les ordres de Dumanoir, était restée intacte. En se conformant à l'esprit des instructions de Villeneuve, qui prescrivaient avant tout à ses vaisseaux d'accourir au feu comme à leur vrai poste, cet officier aurait dû rabattre son corps d'armée sur la colonne de Nelson à mesure qu'elle avançait sur notre centre; il n'exécuta son mouvement que très-tard, sur l'ordre exprès de Villeneuve, et, avec une extrême lenteur, soit qu'il fût contrarié par le calme, ainsi

[redacted]

qu'il l'allégua plus tard dans son *mémoire justificatif*, soit qu'il jugeât dès lors que cette manœuvre le perdrait lui-même sans sauver le reste de la flotte. Compromise en effet dès le commencement par le succès de la trouée de Nelson, notre flotte avait vu se renouveler sur plusieurs points à la fois et avec une aussi fâcheuse issue, le duel du *Victory* avec *le Redoutable* et du *Royal-Sovereign* avec *la Santa-Anna*. Partout nos marins avaient combattu avec une admirable intrépidité, mais partout aussi leur inexpérience avait trahi leur courage, et ils avaient été écrasés par la supériorité de leurs adversaires dans la manœuvre et le service de l'artillerie. On avait vu *le Fougueux*, commandé par un des officiers les plus braves de l'armée, le capitaine Baudoin, succomber en quelques minutes, foudroyé, anéanti par les formidables batteries du *Téméraire*. Presque en même temps, Magon était tué sur *l'Algésiras* incendié, dont toute la mâture s'écroulait avec fracas, pendant que les Anglais s'élançaient à l'abordage au milieu des flammes. A l'arrière-garde où les vaisseaux espagnols se trouvent en plus grand nombre, Gravina est blessé à mort sur son vaisseau-amiral; *le San-Juan-Nepomuceno*, *le Monarca*, *l'Argonauta* succombent successivement sous les coups de la division de Collingwood, et, après eux, huit vaisseaux se rendent à l'ennemi; le reste se retire lentement du champ de bataille pour rentrer à Cadix. Au centre, *le Bucentaure* tenait encore avec *la Santissima-Trinidad*. Le malheureux Villeneuve, qui voyait avec douleur se réaliser le désastre qu'il avait tant prédit, espérait n'y pas survivre; mais il faut qu'il y assiste jusqu'au bout, la mort ne veut pas de lui.

[redacted]

Placé sur le point même par où pénétrait la colonne de Nelson, il essuie successivement le feu de onze vaisseaux anglais[1], qui lui tuent ou blessent près de trois cents hommes; tous ses mâts sont tombés les uns après les autres, et en tombant, ils ont obstrué la batterie de tribord, la seule par laquelle il pût faire du mal à l'ennemi. Toute résistance devenant alors inutile, il veut faire mettre à flot une embarcation pour se rendre à bord d'un autre navire et continuer le combat, mais ses canots ont été écrasés par la chute de la mâture; il fait héler *la Santissima-Trinidad* pour lui en demander un; ses cris se perdent dans l'horrible tumulte de cette scène de destruction; il se rend aux Anglais pour sauver le reste de son équipage.

L'action était presque terminée, lorsqu'une épouvantable détonation fit tressaillir les plus résolus; c'était *l'Achille* qui venait de sauter à demi dévoré par les flammes, après avoir refusé jusqu'au bout d'amener son pavillon. Il était environ cinq heures et demie. Des trente-trois vaisseaux de la flotte française, dix-huit étaient aux mains des Anglais, onze se retiraient péniblement sur Cadix, quatre autres se dirigeaient au large conduits par Dumanoir, qui ne les déroba à ce champ de carnage que pour les faire tomber, le 5 novembre suivant, dans une croisière anglaise à laquelle il dut se rendre après une courageuse résistance. Les Français avaient perdu plus de sept mille hommes, les Anglais à peine le tiers; mais ce triomphe, quelque glorieux qu'il fût pour eux, n'en était pas moins cruelle-

1. Rapport du major général Contamine.

ment acheté, car ils le payaient de la vie de leur plus grand homme de guerre, et la désolation des vainqueurs égalait le désespoir des vaincus[1].

Le héros mourant put encore sourire à sa dernière victoire. Il semblait retenir avec effort la vie qui lui échappait, afin d'assister à notre défaite. Déjà en proie à l'agonie, on le vit se réveiller tout à coup au bruit des hourras qui saluèrent la chute du *Bucentaure;* il fait venir une première fois le capitaine Hardy, et se soulevant à demi sur sa couche : « Eh bien ! lui dit-il, la journée est-elle à nous ? » et sur l'assurance que lui donne son ami, un long soupir s'échappe de sa poitrine oppressée. Il lui recommande alors de faire mouiller la flotte avant la nuit, car dès le matin il avait prévu une tempête, puis l'attirant vers lui : « Hardy, lui dit-il d'une voix faible, je suis un homme mort... encore quelques instants et c'est fini... écoutez Hardy, quand je ne serai plus, coupez mes cheveux et portez-les à ma chère lady Hamilton... et ne jetez pas mon pauvre corps à la mer ! »[2]. Quand la bataille est terminée, Hardy revient vers le mourant; il lui apprend toute la grandeur du triomphe; un dernier rayon brille dans le regard de Nelson : « Grâce à Dieu, murmure-t-il, j'ai fait mon devoir, » et quelques instants après il expire au milieu des sanglots des assistants.

Le soir, la mer soulevée par une affreuse tourmente, engloutit une partie des vaisseaux capturés par les

1. Le rapport de Collingwood (en date du 22 octobre *aux lords de l'Amirauté*) rend pleinement justice à Villeneuve et à la bravoure *hautement honorable* de nos officiers. (*Annual Register*, 1805.)

2. Robert Southey : *Life of Nelson.*

[redacted]

...vus de ceux des nôtres qui gagnaient Ca-... ...prises sur des rochers, tout près du port. ...res échappèrent seuls au désastre; ils restè-... bloqués à Cadix jusqu'à l'époque où ils tombèrent ... pouvoir des insurgés espagnols. Ainsi finit cette si-nistre journée de Trafalgar, dans laquelle tant de no-bles vies furent sacrifiées à l'aveugle et perverse infatuation d'un seul homme. Tous ces flots de sang avaient été répandus non-seulement sans nécessité, mais sans même un prétexte. Cette immense héca-tombe n'avait eu d'autre cause qu'une bravade, un caprice et la blessure d'orgueil qu'avait ressentie Napoléon pour avoir un instant subi la prudente déter-mination de Villeneuve. Il voulut qu'un profond si-lence ensevelît jusqu'au souvenir de l'horrible cata-strophe qu'il venait d'attirer sur la France. Loin de reconnaître qu'il s'était trompé et de chercher à ré-parer les maux qu'il avait faits, il prit en haine les témoins de ce démenti infligé à l'infaillibilité de son génie, et ne pouvant songer à faire disparaître le petit nombre de victimes qui avaient survécu au désastre, il s'efforça, autant qu'il était en lui, d'effacer toute trace de leur glorieuse infortune. Il dissimula hon-teusement leur défaite qui était la sienne; il organisa contre eux la conspiration de l'ingratitude et de l'ou-bli; il confondit dans la même disgrâce les héros avec les lâches, et n'eut pas une seule récompense pour tant de traits éclatants, pas une consolation pour un malheur si peu mérité, lui qui parlait sans cesse d'honneur et de vertu militaire!

A quelque temps de là, dans les premiers jours d'avril 1806, Villeneuve, relâché sur parole par les

[redacted]

Anglais qui l'avaient traité avec tous les égards que méritaient son courage et son malheur, débarquait obscurément à Morlaix. Le rapport qu'il avait adressé le 5 novembre précédent, à bord de la frégate anglaise *l'Euryalus*, au ministre de la marine sur la bataille de Trafalgar, se terminait par ces paroles touchantes : « Quant à moi, pénétré de toute l'étendue de mon malheur et de toute la responsabilité que comporte un si grand désastre, je ne désire rien tant que d'être bientôt à même d'aller mettre aux pieds de S. M. ou la *justification* de ma conduite, ou la *victime* qui doit être immolée, non à l'honneur du pavillon qui, j'ose le dire est resté intact, mais aux mânes de ceux qui auraient péri par mon imprudence, mon inconsidération ou l'oubli de quelqu'un de mes devoirs. » C'était cette justification que Villeneuve apportait, et jamais homme écrasé par une implacable fatalité n'y avait eu plus de droits que lui ; mais on ne voulait que de la victime ; car si Villeneuve était innocent, qui donc était le coupable ? Il alla jusqu'à Rennes, et là, il attendit dans une chambre d'auberge la réponse de Decrès à une lettre qu'il lui écrivit pour le prévenir de sa prochaine arrivée à Paris et de son intention d'en appeler à la justice de l'empereur. Ce que fut cette réponse il est trop facile de le deviner. Decrès estimait son ancien ami, mais il était courtisan et ne se souciait pas de se compromettre pour le défendre. Le 22 avril, on trouva Villeneuve étendu sans vie dans sa chambre et frappé de six coups de couteau dans les régions du cœur ; la lame enfoncée d'une main sûre était encore tout entière dans la blessure. Ce fut là sa seule réplique à l'ignoble insulte

Anglai … Villeneuve « *sacrifierait* … » Jusqu'au dernier … sa destinée. Sur la table … adressait à sa femme : « Ma … -tu ce coup ? hélas ! je … sur moi... seul ici, frappé … repoussé par son minis- … chargé d'une responsabilité im- … qui m'est attribué et auquel … je dois mourir !... Vis tran- … consolations des doux sentiments … mon espérance est que tu … qui m'est refusé. Adieu, sèche … ceux auxquels je puis être cher. … ne puis. *Quel bonheur que je n'aie … recueillir mon horrible héritage et qui … de mon nom !* Ah je n'étais pas né … je ne l'ai pas cherché, j'y ai été … moi. Adieu, adieu... »

… impressions qu'avaient fait naître la … et la sanglante tragédie de Vincen- … si mal effacées, qu'on ne voulut … suicide de Villeneuve. On raconta que … Decrès et à l'instigation de Napoléon, … capitaine du *Bucentaure*, qui était revenu … en même temps que Villeneuve, avait … charger du meurtre ; et ces rumeurs fu- … persistantes, qu'après la chute de l'Empire, … écrivit sous le titre de *Notice nécrologique sur* … véritable mémoire justificatif pour re- … imputation calomnieuse. Aux attesta- … qu'il invoquait pour lui-même et

[redacted]

pour Decrès, il joignit les témoignages les plus honorables et les plus touchants pour la mémoire *du cher et bon amiral*[1].

Peu de temps auparavant déjà, la mort du capitaine Wright avait donné naissance à des bruits analogues. Ces bruits étaient probablement faux, mais par cela seul que le régime impérial n'offrait aucun moyen légal d'éclaircir la vérité, par cela seul qu'il rendait toute publicité et tout contrôle impossibles, les soupçons devenaient légitimes, et l'historien n'a pas le droit de les passer sous silence, car ils peignent mieux que toute autre circonstance l'état de défiance et d'intimidation où se trouvait la nation vis-à-vis de son gouvernement. Wright était ce capitaine de la marine anglaise, qui avait débarqué Georges et ses compagnons à la falaise de Biville. Tombé depuis dans nos mains à la suite d'un naufrage, Bonaparte l'avait fait enfermer au Temple et traiter comme un complice de la conspiration, bien que le capitaine n'eût fait qu'obéir aux ordres de son gouvernement, comme tout militaire eût agi à sa place. Interrogé lors du procès de Moreau, il avait invoqué sa consigne d'officier de marine et demandé à être traité en prisonnier de guerre, en déclinant toute explication au sujet des ordres qu'il avait reçus. Wright était un marin des plus distingués; il avait été le compagnon de Sidney Smith à Saint-Jean d'Acre; il était resté son ami intime; il avait été insulté en plusieurs occasions par le *Moniteur*, comme le dernier des assassins, et dans ses conversations comme dans sa corres-

1. Lettre du capitaine Infernet à Magendie.

[redacted]

[illegible] lui qu'a-
[illegible] Voilà
[illegible] Wright,
[illegible] dans sa
[illegible] était un
[illegible] le récit
[illegible] comme
[illegible] remarqua que
[illegible] le Sé-
[illegible] scène de la
[illegible] l'enquête ap-
[illegible] tragique de
[illegible] une foule de
[illegible] toute la
[illegible] Wright,
[illegible] de la flûte
[illegible] avait été
[illegible] presque sé-
[illegible] le rasoir
[illegible] capi-
[illegible] son action le
[illegible] le sang dont
[illegible] On avait
[illegible] le bruit
[illegible] annoncé
[illegible] Wallis
[illegible] préparait le sort
[illegible] devait croire
[illegible] établis par des
[illegible] on a toutefois le droit

[redacted]

révoquer en doute comme faites, pour la plupart, as de dix ans après l'événement.

En dépit de ces apparences accusatrices, on peut re que le meurtre du capitaine Wright n'est pas aisemblable. Et si nous en venons à cette conclu-on, ce n'est nullement parce que le jour même de la ort de Wright, le 26 octobre 1805, Napoléon écrit à uché : « *Faites mettre au cachot ce misérable assassin right qui a voulu s'échapper du Temple*[1], » car ce mot rait pu être écrit, comme tant d'autres, dans le sim-e but de tromper la postérité. Notre opinion se fonde r cette présomption plus sûre qu'il n'avait aucun térêt à commettre une action aussi atroce. Il n'est illeurs nullement impossible que Fouché l'ait prise r lui par excès de zèle; et Napoléon a lui-même sé cette hypothèse à Sainte-Hélène[2], en la résolvant est vrai, par la négative : « Fouché, dit-il, n'aurait s osé, parce qu'il savait que je l'aurais fait pendre l avait eu cette hardiesse.... *pour que Wright fût mis mort secrètement, il eût fallu mes ordres et non ceux de uché*.... Au reste, ajoutait-il, mon esprit était alors cupé de si grands objets que j'avais trop peu de mps pour penser à un pauvre capitaine anglais. » extrait cité plus haut montre que ce dernier argu-ent n'est nullement fondé. Est-il plus admissible que uché se serait exposé à être pendu en devançant elque peu la justice de son maître à l'égard « de ce isérable assassin Wright? » Napoléon raconte lui-ême qu'il était décidé à « faire juger et exécuter le

1. *Correspondance.*
2. O'Méara.

[redacted]

capitaine pour avoir débarqué des assassins et des espions sur les côtes de France[1], » et il aurait fait pendre Fouché pour avoir si bien deviné et prévenu ses intentions? Il est au moins permis d'en douter. Quand le lendemain du complot de la machine infernale, Fouché lui avait livré cent cinquante jacobins envoyés, au delà des mers, à une mort lente mais certaine à l'occasion d'un crime qu'ils n'avaient pas commis, avait-il fait pendre Fouché? Avant d'y penser, il eût dû commencer par un autre coupable. Quoi qu'il en soit, l'impression produite à Paris par ce nouveau suicide, peut se résumer dans le mot spirituel qui courut alors : « Ce Bonaparte est vraiment malheureux, tous ses ennemis lui meurent dans les mains ! »

Il est temps de raconter le dénoûment de l'étonnante campagne dont le premier acte avait été marqué par le coup de foudre d'Ulm, et le second par l'occupation de Vienne. Napoléon avait quitté cette capitale vers le milieu de novembre; il s'était avancé en Moravie jusqu'à Brunn, place forte d'une grande importance, mais dégarnie de troupes, et qu'il put occuper sans coup férir, grâce à l'imprévoyance et à l'incurie autrichiennes. L'armée des coalisés était massée à quinze lieues de là, vers Olmütz, où Kutuzoff avait enfin réussi à opérer sa jonction avec l'armée d'Alexandre. Elle formait, d'après des relevés officiels, un nombre total de 82 000 hommes, sur lesquels 14 000 Autrichiens seulement[2]. Elle était composée de

1. O'Méara, à la date du 17 septembre 1817.
2. Danilewski. C'est également le chiffre indiqué par Berthier dans une lettre du 3 décembre à Masséna : *Mémorial du Dépôt de*

[redacted]

bonnes troupes, nullement démoralisées, car Kutuzoff, bien que forcé de battre en retraite devant des forces d'une supériorité écrasante, nous avait tenu tête à Amstetten, à Dürrenstein, à Hollabrünn, avec une solidité qui lui faisait le plus grand honneur.

Cette armée avait un tel intérêt à gagner du temps avant d'attaquer Napoléon, que ses opérations sont encore une énigme. Des renforts importants, conduits par le général Béningsen, étaient en marche pour la rejoindre; le délai d'un mois, au terme duquel la Prusse devait mettre en mouvement ses armées, était à la veille d'expirer, et c'étaient cent vingt mille hommes de plus pour la coalition; l'armée anglo-suédoise allait se porter du Hanovre sur la Hollande découverte; l'archiduc Charles était arrivé en Hongrie où il réparait ses pertes et se préparait à reprendre l'offensive; enfin Napoléon, en présence du danger imminent auquel l'exposaient ces éventualités, avait suspendu sa marche en avant; il avait senti que sa position, à une si grande distance de sa base d'opérations, était déjà fort aventurée. Selon toutes les probabilités, une simple temporisation de la part des Austro-Russes l'eût, en fort peu de temps, contraint à un mouvement rétrograde, sous la double nécessité de se concentrer et de conserver sa ligne de retraite. La lutte étant reprise dans ces conditions nouvelles, sa perte était presque infaillible, car il allait se trouver pris entre trois armées considérables, avec des forces réduites; et si deux de ces armées s'étaient donné la

la guerre. Quant aux Bulletins de Napoléon ils sont, sur ce point, d'une complète inexactitude.

[illegible] comme Kutuzoff le proposait, elles [illegible] une masse difficile à entamer. [illegible] de raisons impérieuses d'éviter [illegible] avec Napoléon, avant que les événements [illegible] se fussent réalisés. Il n'est pas aisé, [illegible] hui, d'expliquer les motifs qui poussèrent [illegible] à agir quand ils avaient tout à gagner [illegible] expectative. Il a été constaté, il est vrai, que [illegible] austro-russe manquait de vivres à Olmütz, [illegible] lui était facile de s'en procurer ailleurs, et [illegible] l'obligeait à garder cette position. Elle avait [illegible] un intérêt capital à se rabattre sur la Hongrie, pour s'y réunir aux 80 000 hommes de l'archiduc Charles. Mais Alexandre, qui avait commis une première faute en venant, malgré les remontrances de ses amis les plus sages[1], au milieu de son armée, où sa présence devait avoir pour effet de paralyser des généraux braves mais serviles, était tombé sous l'influence du général d'état-major Weyrother, homme vaniteux et incapable, grand faiseur de plans, qui avait été le conseiller de l'archiduc Jean à Hohenlinden. Alexandre était d'ailleurs entouré de jeunes gens pleins d'ardeur, de courage et d'illusions, impatients de se distinguer sous les yeux de leur souverain, et qui ne parlaient qu'avec le plus profond mépris du système dilatoire proposé par Kutuzoff, par l'empereur d'Autriche, par les chefs les plus expérimentés de l'armée. Des divisions assez graves survenues entre les Autrichiens et les Russes, à la suite du mal-

1. Le prince Czartoryski à Alexandre, avril 1806. *Correspondance* publiée par Ch. de Mazade.

heureux début de la campagne, contribuaient encore à faire désirer aux uns et aux autres une prompte reprise d'hostilités, où chacun espérait trouver sa justification.

Napoléon eut connaissance de cet état de choses, et en tira parti avec une merveilleuse habileté. Il avait d'abord reçu avec beaucoup de hauteur MM. de Stadion et Giulay, que l'empereur d'Autriche avait envoyés à son camp pour lui faire des ouvertures; il se ravisa presque aussitôt en apprenant que la Prusse était sur le point de se joindre à ses adversaires; il devint aussi communicatif qu'il avait été jusque-là hautain et défiant. Le 25 novembre, il dépêche Savary au camp des coalisés avec une lettre de compliments pour l'empereur Alexandre, et avec la mission secrète d'observer attentivement l'armée ennemie, tout en sondant le terrain pour une négociation. Savary est reçu avec courtoisie, mais très-froidement; il ne rapporte à son maître qu'une lettre sèche et évasive qui est adressée non à l'empereur, mais *au chef du gouvernement français*[1]. Napoléon, si chatouilleux sur ce point, ne s'en formalise nullement, il veut se montrer supérieur aux minuties d'une vaine étiquette; il n'en devient que plus prévenant. Savary retourne immédiatement à Olmütz pour proposer une entrevue entre Napoléon et le trop confiant Alexandre : par la même occasion il complétera ses études sur l'armée austro-russe. Savary, qui avait les yeux et les oreilles d'un futur ministre de la police, observe le nombre et les dispositions de l'armée, il fait causer les aides de

1. *Mémoires* du duc de Rovigo.

camp, il prend note de la confiance téméraire qui anime les jeunes officiers. Du reste, Alexandre refuse l'entrevue, mais il consent à envoyer à Napoléon son aide de camp, le prince Dolgorouki. Napoléon n'avait garde de laisser prendre au prince le rôle d'observation que Savary avait rempli auprès d'Alexandre ; il le reçoit à ses avant-postes et ne lui laisse voir de son armée que juste ce qu'il faut pour le tromper. Quelques jours auparavant, un escadron de notre avant-garde avait été surpris et enlevé à Wischau. Dolgorouki trouve nos troupes se repliant sur tous les points pour se concentrer dans les positions longtemps étudiées à l'avance, vers lesquelles Napoléon voulait attirer l'armée austro-russe. Resserrées sur un espace étroit, séparées encore du corps de Bernadotte et de la division Friant qui ne devaient arriver qu'au dernier moment ; occupées ostensiblement à élever des retranchements sur divers points comme si elles craignaient d'être attaquées, elles ne pouvaient frapper les yeux du prince que par la faiblesse apparente de leur effectif et par leur attitude timide et contrainte[1].

Après les compliments d'usage, Dolgorouki aborda sans plus de précautions oratoires l'objet de sa mission. Napoléon a rapporté l'entretien avec sa mauvaise foi habituelle, et en assaisonnant son récit des insultes qui lui étaient familières envers tous les hommes chez lesquels il avait rencontré quelque fermeté. Il a raconté dans ses bulletins que ce *freluquet* avait été jusqu'à lui proposer la cession de la Belgique. Il

1. *Trentième Bulletin.*

[redacted]

n'avait jamais été question de redemander la Belgique à la France, et le moment eût été bien mal choisi pour mettre en avant une semblable énormité. Dolgorouki ne fit aucune proposition de ce genre. Alexandre avait arrêté un programme en se liant à la Prusse et à l'Autriche, et c'est ce programme déjà cent fois discuté que son aide de camp dut soumettre à Napoléon. Le rapport de Dolgorouki sur cette entrevue a tous les caractères de la vérité et rappelle d'une façon frappante le récit fameux de l'entretien de Whitworth avec Napoléon. Comme toujours, Napoléon parle en tentateur, quand il ne peut pas parler en maître : « Que veut-on de moi? Pourquoi l'empereur Alexandre me fait-il la guerre? Qu'exige-t-il? Est-il jaloux de l'accroissement de la France? Eh bien! qu'il étende ses frontières aux dépens de ses voisins.... du côté de la Turquie; et toutes les querelles seront terminées! » Et comme Dolgorouki lui répond que la Russie n'a pas souci de s'agrandir, mais de maintenir l'indépendance de l'Europe, d'assurer l'évacuation de la Hollande et de la Suisse, l'indemnité qu'elle n'a jamais cessé de réclamer pour le roi de Sardaigne, Napoléon s'emporte et s'écrie qu'il ne céderait rien en Italie « lors même que les Russes camperaient sur les hauteurs de Montmartre![1] » exclamation d'autant plus vraisemblable qu'on la retrouve textuellement quelques jours plus tard dans un de ses bulletins. Ces paroles mirent fin à une négociation qui n'avait été de la part de Napoléon qu'une ruse de guerre destinée

1. Rapport du prince Dolgorouki.

[redacted]

à enhardir ses ennemis, et des deux côtés on ne songea plus qu'à combattre.

Les positions que Napoléon avait occupées pour y attendre le choc des coalisés, étaient admirablement choisies pour l'attaque comme pour la défense. Adossées à la citadelle de Brünn, qui devait, au besoin, assurer leur retraite sur la Bohême; couvertes, sur leur gauche, par des collines boisées presque impénétrables, sur leur front, par un ruisseau profond qui formait de loin en loin de larges étangs, nos troupes étaient retranchées dans l'angle presque droit que forment les deux routes qui partent de Brünn pour aller l'une à Vienne, l'autre à Olmütz. Elles occupaient tous les villages qui bordent le ruisseau, de Girszkowitz à Telnitz, où commence la région des étangs. Devant notre centre, au delà du ruisseau, s'élevait le plateau de Pratzen, position dominante et avancée, au delà de laquelle on apercevait au loin le village et le château d'Austerlitz, qu'occupait déjà l'armée des deux empereurs. Napoléon avait posté à sa gauche, autour d'un mamelon que nos soldats avaient surnommé le *Santon*, le corps d'armée de Lannes, à cheval sur la route d'Olmütz; à sa droite, de Telnitz à Kobelnitz, il avait placé le corps de Soult; à son centre, vers Girszkowitz, celui de Bernadotte, arrivé la veille de la frontière de Bohême; et, avec lui, la cavalerie de Murat. Lui-même formera la réserve avec sa garde et dix bataillons commandés par Oudinot. En arrière de son extrême droite, à Raygern, dans une position tout à fait excentrique, il détacha Davout avec la division Friant et une division de cavalerie, pour les rabattre, au moment décisif, sur

[redacted]

la gauche des Russes. L'ensemble de ces troupes montait, quoi qu'on en ait dit, à un total au moins égal à celui des alliés, car les trois corps d'armée de Soult, de Bernadotte, de Lannes, quelque réduits qu'on les suppose par leurs pertes et leurs détachements, ne pouvaient pas s'élever à moins de quinze à vingt mille hommes chacun; la garde et la cavalerie de Murat formaient vingt mille hommes au moins, et le détachement de Davout en comptait huit mille[1].

Cette position, presque inattaquable de front, était faite pour suggérer aux alliés la tentation de couper à Napoléon la route de Vienne, en tournant sa droite, et en le séparant ainsi du reste de son armée qui était restée cantonnée dans les environs de cette capitale. Mais cette opération, déjà fort hasardeuse si on l'entreprenait, même à distance, par une série de mouvements stratégiques, avec des forces seulement égales aux siennes, devenait une tentative de la plus folle témérité, du moment où on la risquait sous les yeux d'un ennemi si redoutable, à la portée de ses canons, et sur le champ de bataille même qu'il avait choisi. Tel est pourtant le plan auquel osa s'arrêter Weyrother, encouragé sans doute par la faiblesse apparente et calculée des détachements de notre droite vers Telnitz et vers les abords de la route de Vienne. Pour l'engager de plus en plus dans cette voie périlleuse, Napoléon avait non-seulement dégarni sa droite, mais laissé inoccupé le plateau de Pratzen, espèce de promontoire élevé qui s'avançait vers le

1. M. Thiers dit : 65 à 70 000 hommes. Napoléon, qui offre sur ce point beaucoup de contradictions, dit toutefois, en parlant de l'illumination que lui improvisèrent les soldats : 80 000 hommes.

centre des deux armées, et du haut duquel il eût pu rendre très-difficile ce mouvement tournant de l'armée austro-russe. Les alliés s'établirent sur le plateau, mais en forces insuffisantes, sans soupçonner l'importance de cette position et le rôle qu'elle allait jouer dans la bataille qui se préparait. Pendant toute la soirée du 1er décembre, les Russes commencèrent leur marche de flanc, prolongeant notre ligne, à deux portées de canon, sur une longueur de quatre lieues, pour tourner notre droite. Napoléon, du haut de son bivouac, les vit avec un transport de joie courir au-devant de leur perte. Il les laissa opérer leur mouvement sans rien faire pour y mettre obstacle, comme s'il reconnaissait l'impossibilité de s'y opposer : un petit corps de notre cavalerie se montra seul dans la plaine, et se retira aussitôt comme intimidé par les forces de l'ennemi[1].

Napoléon avait vite compris, d'après ce début, que ses efforts, pour attirer l'attaque ennemie sur sa droite, allaient être couronnés d'un plein succès. Sa conviction à cet égard était tellement formée, que le soir même, dans la proclamation qu'il adressa à ses soldats, il n'hésita pas à leur annoncer la manœuvre que l'ennemi devait faire le lendemain à ses risques et périls : « Les positions que nous occupons, leur dit-il, sont formidables ; *et, pendant qu'ils marcheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc*. Soldats, je dirigerai moi-même tous vos bataillons. Je me tiendrai loin du feu si, avec votre bravoure accoutumée, vous portez le désordre et la confusion dans

1. Trentième Bulletin.

[redacted]

les rangs ennemis; mais si la victoire était un moment incertaine, vous verriez votre empereur s'exposer aux premiers coups!... » Cette prédiction, faite avec tant d'assurance, a beaucoup contribué depuis à accréditer le bruit, encore très-répandu en Russie[1], qu'une trahison avait livré à Napoléon le plan de Weyrother. Ce fait n'a assurément rien d'impossible; car, bien que le plan de Weyrother n'ait été communiqué aux généraux alliés que très-tard dans la nuit du 1er décembre, il a certainement été connu antérieurement d'une partie de l'état-major. Mais Napoléon n'avait nullement besoin d'une telle communication pour pénétrer une faute dont il avait lui-même suggéré l'idée par ses propres dispositions, et dont il avait vu de ses yeux tous les développements préliminaires. Cette anecdote a donc peu d'importance, et ne pourrait être admise que sur des preuves formelles, qui n'ont pas été données jusqu'ici.

Après avoir tout observé par lui-même aux avant-postes, Napoléon voulut visiter à pied les bivouacs. Reconnu par les soldats, il est aussitôt entouré et acclamé. On veut fêter l'anniversaire de son couronnement : des bottes de paille sont hissées sur des perches pour une illumination improvisée, et une immense traînée de lumière, parcourant notre ligne, va faire croire aux alliés que Napoléon cherche à se dé-

1. Voir sur ce point la *relation* du général Danilewski qui est très-affirmatif à cet égard, et que M. Thiers contredit sans le réfuter le moins du monde. Ce bruit était universel à l'époque de la bataille : « Personne, écrivait de Maistre, le 31 janvier 1806, personne ne doute ici que le plan de la bataille n'ait été communiqué à Bonaparte. » *Correspondance diplomatique* publiée par Albert Blanc.

[redacted]

miner, au moyen d'un stratagème emprunté à Annibal et à Frontin. Un vieux grenadier s'approche de lui, et, lui adressant la parole au nom de ses camarades : « Je te promets, lui dit-il, que nous t'amènerons demain les drapeaux et les canons de l'armée russe, pour fêter l'anniversaire de ton couronnement! » Harangue caractéristique, qui montre que, malgré tout, l'esprit républicain subsistait encore dans les rangs inférieurs de l'armée, et que les soldats voyaient moins un maître en Napoléon qu'un ancien égal, dans lequel, même en le couronnant, ils croyaient seulement personnifier leur propre grandeur.

Le lendemain matin, 2 décembre 1805, le soleil levant dissipa peu à peu les vapeurs qui obscurcissaient les bas-fonds, et montra l'une à l'autre les deux armées sur le point d'en venir aux mains. Les Russes avaient presque entièrement évacué le plateau de Pratzen, et, au fond des vallons qu'il domine, on voyait distinctement s'avancer leurs colonnes dans la direction de Telnitz et Sokolnitz. C'est par là qu'ils espéraient tourner notre droite, après avoir forcé la division Legrand, qui gardait seule ce défilé. Le soin d'exécuter cette manœuvre capitale du plan de Weyrother avait été confié à l'épais Buxhœwden, général plein de bravoure mais sans capacité, qui avait sous ses ordres un corps de trente mille hommes et les généraux Langeron, Doctoroff et Przibyszevski; ils devaient être appuyés par Kollowrath, qui occupait encore une partie du plateau. La droite russe, commandée par Bagration, faisait face à Lannes, en avant du Santon; au centre, vers Austerlitz, se trouvaient les deux empereurs avec leur garde et le corps d'armée

[redacted]

du prince Liechtenstein. Kutuzoff, découragé, annihilé par l'espèce de fétichisme qu'inspirait aux Russes la personne sacrée du czar, suivait son maître en gémissant d'avance sur les malheurs qu'il prévoyait, mais sans rien faire pour les détourner. Bagration lui-même, en lisant le matin l'exposé du plan de Weyrother, s'était écrié : « La bataille est perdue ![1] »

L'armée alliée formait ainsi un immense demi-cercle, qui s'étendait d'Holubitz à Telnitz, et qui fermait l'angle dont nos soldats occupaient le centre. Embusquée au fond de cette espèce d'entonnoir, resserrée sur un terrain étroit, attentive, immobile et repliée sur elle-même comme le lion au moment où il s'apprête à bondir sur une proie, l'armée française attendait, dans un silence formidable, le signal de s'élancer sur l'ennemi. Lorsque toute la gauche des alliés s'est engouffrée vers les étangs, et commence à aborder vers Telnitz la division Legrand, que va bientôt soutenir le corps de Davout rappelé de Raygern, Napoléon, qui avait jusque-là contenu ses troupes, fait un signe, et les divisions de Soult se précipitent à l'assaut des hauteurs de Pratzen. Elles y trouvent la colonne de Kollowrath, en marche pour rejoindre Buxhœwden ; en un instant, elles la prennent en flanc et la culbutent ; elles abordent aussitôt après l'infanterie de Miloradowitch, qui se présentait en seconde ligne pour la soutenir. Les divisions Vandamme et Saint-Hilaire, secondées par les brigades Thiébault et Morand, se jettent à la baïonnette sur les bataillons russes. Ceux-ci, arrêtés court au milieu de leur mou-

1. Danilewski.

[redacted]

vement, ne se trouvant appuyés par aucune réserve, attaqués à revers lorsqu'ils marchaient à une attaque de front, sont repoussés sur les pentes du plateau, sous les yeux mêmes de l'empereur Alexandre, surpris et consterné de la catastrophe imprévue qui vient de renverser son centre.

Pendant que Napoléon frappait avec sa rapidité accoutumée ce coup décisif qui, dès le début de la bataille, avait pour effet de couper en deux l'armée russe à son centre même, ses autres corps d'armée, hardiment déployés par une marche en avant simultanée, remplissaient avec un succès presque égal le rôle qu'il leur avait assigné. A notre extrême droite, il est vrai, la division Legrand, débordée par des forces quadruples, avait d'abord été rejetée au delà de Telnitz et de Sokolnitz, mais Davout n'avait pas tardé à accourir à son secours avec les divisions Friant et Bourcier, en sorte que le mouvement rétrograde de Legrand se trouva être un avantage plutôt qu'un inconvénient, puisqu'il avait engagé de plus en plus la gauche russe dans le piége où elle devait se trouver prise. A notre centre, Bernadotte s'était porté sur Blaziowitz; il avait attaqué la garde russe et le corps du prince Liechtenstein, en même temps que Lannes, qui formait notre gauche, enlevait Holubitz, malgré les efforts de Bagration pour lui disputer cette position. Cette double irruption empêcha les Russes de renforcer leurs troupes engagées à Pratzen. La magnifique cavalerie de Liechtenstein, composée de quatre-vingt-deux escadrons, appelée d'une part au secours du centre, et chargée de l'autre d'appuyer Bagration, ne put pas agir avec la suite et l'ensemble

[redacted]

qui eussent été nécessaires à l'impulsion d'une masse aussi irrésistible. Une partie de ses escadrons s'engage avec les uhlans de Constantin à la poursuite des chevau-légers de Kellermann, au milieu de notre infanterie, qui l'écrase de ses feux; l'autre charge avec plus de succès la cavalerie de Murat, mais elle est bientôt ramenée, faute d'être soutenue.

A Pratzen la brigade Kamenski, amenée de la gauche russe au secours du centre par le prince Wolkonski, avait rallié les débris des colonnes de Kollowrath et de Miloradowitch, et rétabli un instant le combat. Alexandre avait enfin compris toute l'importance de la possession du plateau, mais ses corps d'armée engagés loin de cette position, qui était le pivot de toute la bataille, étaient dans l'impossibilité d'envoyer à temps des renforts. Le vieux Kutuzoff blessé à la tête voyait avec désespoir se réaliser ses craintes, et comme on lui demandait si sa blessure était dangereuse : « Voilà, s'écria-t-il en étendant la main vers Pratzen, voilà la blessure qui est mortelle ! » Assaillie en tête et en flanc par toutes les divisions de Soult, la brigade Kamenski résiste héroïquement à nos attaques. Mais bientôt accablée par le nombre, réduite de près de moitié, elle est rejetée dans les bas-fonds du côté de Birnbaum. Il était une heure de l'après-midi; le centre des alliés était anéanti ; leurs deux ailes combattaient encore, mais sans communications et sans moyens de se rejoindre. Dans ce moment critique la garde russe, dont la plus grande partie était restée jusque-là en réserve, s'avança vers notre centre pour le refouler et pour tenter de reprendre à revers les hauteurs de Pratzen. Un de nos bataillons est surpris

[redacted]

et culbuté par ses cuirassiers; mais la garde de Napoléon s'élance à son tour; les deux cavaleries se chargent avec furie dans un combat acharné. Une mêlée corps à corps s'engage entre ces troupes d'élite; mais elle se termine bientôt à notre avantage. Les chevaliers gardes sabrés par nos cavaliers reculent en désordre, et Rapp fait prisonnier le prince Repnine. En même temps un mouvement général de la garde et du corps de Bernadotte fait plier la ligne russe qui est refoulée dans la direction d'Austerlitz après un carnage affreux. Napoléon se hâte alors de joindre une partie de ces troupes à celles de Soult pour les rabattre toutes ensemble sur le corps d'armée de Buxhœwden.

Ce général poursuivant en aveugle son mouvement autour de notre droite avait non-seulement dépassé Telnitz et les défilés que formaient les étangs, mais il s'était avancé jusqu'aux environs de Turas, situé sur nos derrières, toujours bataillant avec des succès divers contre les divisions de Davout et de Legrand, et sans se préoccuper de ce qui se passait au centre. Rappelé par les ordres les plus pressants, il lui fallait maintenant reprendre ce dangereux chemin sous le feu de toutes les divisions de Soult. La division Przibyszewski qu'il avait laissée à Sokolnitz y est entourée et forcée de se rendre. Il parvient à ramener jusqu'à Augezd la colonne de Doctoroff; mais au moment où il en débouche, Vandamme tombe sur lui des hauteurs de Pratzen et coupe en deux sa colonne dont une fraction seulement peut continuer sa route pour rejoindre Kutuzoff. Le reste de la colonne de Doctoroff et toute celle de Langeron avec la cavalerie de Kien-

[redacted]

nayer sont refoulés au delà des étangs. Leur artillerie 'engage sur un pont qui se rompt; les troupes qui 'accompagnent se rejettent sur l'étang de Telnitz, elé depuis quelques jours. Mais Napoléon fait aussitôt liriger sur ces malheureux le feu de ses batteries. La lace est brisée par nos boulets et par le poids d'une i grande masse; elle s'effondre subitement et pluieurs milliers d'hommes sont engloutis vivants. Le endemain on entendait encore leurs cris et leurs géissements. Il ne restait pour toute issue à Doctoroff t à Kienmayer qu'une digue étroite située entre les leux étangs de Melnitz et de Telnitz, et c'est par cette haussée, sous les feux croisés de notre artillerie, que es généraux exécutèrent leur retraite avec une fermeté admirable mais en essuyant des pertes immenes [1].

Telles furent les scènes lugubres qu'éclaira *le soleil 'Austerlitz*. Ces scènes avaient sans doute leur graneur comme toutes celles où se déploient le courage t le génie, mais rien ne pouvait désormais en effacer horreur, car une seule chose a le privilége de purier et d'ennoblir un champ de bataille, c'est le triomhe d'une grande idée. Ici ce n'était plus un principe ui était en cause, mais un homme : nos victoires ne ouvaient plus être que des tueries.

L'armée austro-russe s'était mise en retraite, non ur Olmütz, comme Napoléon le supposa le soir de la ataille d'Austerlitz, mais sur la Hongrie, ce qui, selon

1. 30e, 31e, 32e et 33e Bulletins; *notes* de Napoléon sur le rapport e Kutuzoff; *Relation* du général Danilewski; *Relation* du général auch; *Mémorial du Dépôt de la guerre; Rapport* de Kutuzoff; omini; *Mémoires* de Rovigo.

[redacted]

toute apparence, la sauva d'un désastre plus grand encore. Les Russes avaient perdu vingt et un mille hommes tués ou blessés; les Autrichiens près de six mille; cent trente-trois canons, et un nombre infini de drapeaux étaient restés dans nos mains. Nous avions perdu de notre côté, selon les évaluations les plus probables, environ huit mille cinq cents hommes, car l'on ne peut voir qu'une dissimulation des plus puériles dans la supputation que contiennent à cet égard les bulletins de l'empereur (huit cents tués et quinze cents blessés). Jamais Napoléon n'avait encore remporté une victoire aussi foudroyante. On doit ajouter que jamais il n'avait été aussi bien servi par les fautes de ses adversaires; mais amener l'ennemi à commettre des fautes c'est la moitié du génie de la guerre; et c'est en quoi il excellait. La victoire de Rivoli avait été aussi brillante par la sûreté et la précision des manœuvres, mais les résultats avaient été loin d'égaler ceux d'Austerlitz. Ses conséquences immédiates équivalaient presque à l'anéantissement de la coalition européenne qui se trouvait pour longtemps réduite à l'impuissance. Quant à ses résultats lointains, ils eussent pu être plus satisfaisants encore si une détestable politique n'était sans cesse venue remettre en question les succès obtenus par ce prodigieux génie militaire. Mais jusqu'à la fin de sa carrière Napoléon devait prouver par son propre exemple qu'il est un art encore plus rare et plus difficile que celui qui consiste à savoir user de la victoire, c'est l'art qui enseigne le secret de n'en pas abuser.

[illegible]

[illegible]

[illegible] de la [illegible]

[illegible]

[illegible] pour [illegible]

[illegible]

[illegible] Il [illegible]

[illegible]

[illegible] Il [illegible]

[illegible]

très-contestable; ...
accordant l'armistice ignorait totalement
réelle des Russes; il avait même sujet de
meilleure qu'elle n'était, puisqu'il les avai
suivre dans une direction opposée à celle q
suivie; en second lieu, la retraite d'Alex
couverte par une armée qui, malgré ses
encore beaucoup plus forte que les deux d
lesquelles Davout se préparait à l'assaill
pour lui disputer le passage de la Mora
Napoléon lui-même qui écrivait dans
unième bulletin « que pas un seul homm
russe n'aurait pu échapper » était beau
affirmatif dans ses lettres particulières, où
tait de dire qu'Alexandre *s'en serait diffic*
ce qui n'a pas du tout la même significat

Le but de semblables assertions est
pour qu'on puisse les admettre sans exa
letins de Napoléon devenaient de plus e
... de manifestes adressés non plus à

[redacted]

son intention de déconsidérer une armée brave quoique malheureuse, tout en exaltant sa propre générosité, était flagrante, et des complaisants pouvaient seuls s'y tromper. On doit en dire autant des paroles qu'il prêta à l'empereur d'Autriche dans le récit de son entrevue avec ce souverain : « La France, lui fit-il dire, a raison dans sa querelle avec l'Angleterre... les Anglais sont des marchands qui mettent en feu le continent pour s'assurer le commerce du monde ! » A la supposer véridique, cette divulgation d'un entretien confidentiel n'était pas seulement une indiscrétion peu généreuse commise en vue de brouiller l'Autriche avec l'Angleterre, elle était aussi une maladresse, car elle allait directement contre son but en laissant si bien voir les motifs qui l'avaient inspirée. Les actes de barbarie, les horribles dévastations que Napoléon attribuait calomnieusement à l'armée russe sur le territoire autrichien, les éloges outrés qu'il prodiguait au prince Jean de Liechtenstein le partisan de l'alliance austro-française au détriment de Cobentzel, le champion d'une politique nationale, à M. d'Haugwitz, dont la vénalité était si connue au détriment de l'intègre Hardenberg qu'il osait accuser publiquement de *n'avoir pas été inaccessible à la pluie d'or* [1] parce qu'il se montrait jaloux de l'honneur et de la dignité de son pays, toutes ces manœuvres si variées n'avaient qu'un seul et même mobile, semer les haines et les divisions parmi les hommes et les peuples qu'il avait eus à combattre. Mais ces souverains, ces hommes d'État, ces diplomates n'étaient pas tellement novices qu'ils

1. Trente-quatrième Bulletin.

[redacted]

n'eussent entendu quelquefois citer l'adage : *Divide et impera* ; ils pouvaient feindre pour un instant d'être dupes des ruses qu'on mettait en jeu pour les désunir, mais avec un désir de réconciliation d'autant plus vif qu'on leur imposait l'humiliation d'un mensonge qui ne pouvait tromper personne.

Napoléon n'eut pas d'autre règle de conduite dans les négociations qui s'ouvrirent à la suite de la bataille d'Austerlitz. Cette fois, comme il ne s'agissait plus de satisfaire des rancunes personnelles mais de résoudre des questions diplomatiques du plus haut intérêt, la maxime diviser pour régner était tout à fait de mise, et il eût pu la pratiquer avec de grandes chances de succès, s'il avait su imposer quelque frein à ses insatiables convoitises. Son premier soin fut de séparer les négociateurs et de traiter de la paix avec chaque État isolément, conduite habile qui prévenait toute entente et toute action commune entre les vaincus de la coalition. Après avoir séparé l'Autriche de la Russie, il se hâta de la séparer de la Prusse. Trois jours avant la bataille, M. d'Haugwitz était venu à son camp pour lui signifier l'ultimatum de la Prusse, et Napoléon l'avait renvoyé à Vienne en remettant sa réponse à un moment plus opportun; aujourd'hui la Prusse était elle-même vaincue sans avoir combattu, Napoléon se réserva de traiter en personne avec d'Haugwitz. Quant à la négociation avec l'Autriche, il la confia à Talleyrand en exigeant qu'elle fût suivie non pas à Vienne, mais à Brünn.

Talleyrand était resté fidèle aux sages idées qu'il avait exprimées dans son mémoire de Strasbourg et depuis lors dans ses lettres particulières; il voulait

[redacted]

qu'on usât de la victoire avec modération et même avec générosité. Il conseillait à Napoléon de se montrer clément envers l'Autriche. Plus nos succès avaient été complets, plus cette conduite était selon lui devenue facile et politique, car elle avait d'autant plus de chances de nous gagner les sympathies de cette puissance que nous allions relever un ennemi réduit à la dernière détresse. Qu'on enlevât à l'Autriche Venise et les enclaves de la Souabe, il y consentait, car c'était prévenir tout nouveau sujet de querelle; mais il fallait en même temps lui donner d'amples compensations sur le Danube où nous avions tout avantage à la voir acquérir des provinces que convoitait la Russie; il fallait la rassurer en séparant les deux couronnes de France et d'Italie; il fallait même désarmer sa susceptibilité en laissant Venise redevenir un État indépendant, au lieu de la rattacher à l'empire français. Grâce à ces concessions, l'Autriche fortifiée par une guerre où elle devait trouver sa ruine nous aurait été attachée non-seulement par les liens de la reconnaissance, mais par ceux d'un intérêt durable; notre politique n'aurait plus été une perpétuelle menace contre le système européen, et dans l'éventualité d'une nouvelle guerre nous trouverions au centre même du continent un point d'appui plus solide que la versatilité prussienne.

Ces conseils étaient aussi prévoyants que sensés, car ils n'étaient nullement exclusifs d'une bonne entente avec la Prusse; ils impliquaient même forcément que si l'on préférait une alliance avec cette puissance, comme elle ne s'était éloignée de nous qu'en mettant ses scrupules au-dessus de ses intérêts, il fallait lui

[redacted]

offrir indépendamment des avantages qui devaient nous assurer son concours, des gages rassurants pour l'avenir de la paix européenne. Mais Napoléon qui même avant Austerlitz n'avait pas voulu écouter ces conseils, était encore bien moins disposé à les suivre maintenant qu'il avait anéanti l'armée de la coalition. Il avait déjà laissé bien loin derrière lui son programme d'Ulm. Ce premier projet, quelque ambitieux qu'il fût, n'était déjà plus à ses yeux qu'une ébauche timide et arriérée. Ce n'était plus seulement Venise, et le Tyrol, et le Vorarlberg, et les enclaves de la Souabe qu'il voulait enlever à l'Autriche, mais le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie, et ces conquêtes elles-mêmes ne devaient être que les prémices des fruits qu'il prétendait retirer de sa victoire. Il n'osa pas toutefois manifester de prime abord ses prétentions dans toute leur étendue, bien qu'il se fût lié à l'avance par des traités avec les électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Bade qui devaient recevoir de ses mains les provinces allemandes de l'Autriche; il voulait auparavant savoir à quoi s'en tenir sur les dispositions de la Prusse. Gagner du temps, mettre du vague dans certaines questions, particulièrement dans celle qu'on élevait au sujet de la séparation tant promise des deux couronnes de France et d'Italie, séparation que Napoléon proposait dérisoirement d'ajourner à l'époque où l'Angleterre *rétablirait l'équilibre des mers*[1]; enfin ne prendre aucun engagement définitif et éviter de parler de Naples que la rupture de la neutralité allait mettre à notre merci, tel était provisoirement

1. Napoléon à Talleyrand, 13 décembre 1805.

[redacted]

le rôle assigné à Talleyrand. Ignorant encore s'il n'allait pas être forcé de rompre avec la Prusse, Napoléon admettait la possibilité de transiger sur quelques points, par exemple de pardonner à la reine de Naples moyennant le renvoi de Damas et d'Acton ; mais avant de rien décider il voulait voir d'Haugwitz et connaître ses véritables sentiments. Il se hâta donc de retourner à Vienne (12 décembre) laissant Talleyrand se débattre à Brünn avec les négociateurs autrichiens.

M. d'Haugwitz attendait Napoléon le cœur rempli d'un trouble qui n'était que trop justifié par la fausse situation dans laquelle son gouvernement se trouvait engagé. Des deux alliés auxquels le cabinet prussien s'était associé le plus étroitement, l'un était mis hors d'état d'agir, l'autre faisait la paix, se rendait à discrétion. Il lui en restait un troisième, l'Angleterre, mais dont il ne pouvait espérer aucun appui efficace. La Prusse, dans l'hypothèse de la continuation de la guerre, allait donc avoir à supporter seule le choc des armées de Napoléon, et cette perspective lui inspirait les plus vives alarmes. Il lui était en outre difficile de sortir honorablement de l'impasse où elle se trouvait, car si elle était déliée de ses obligations envers l'Autriche, elle n'était dégagée ni vis-à-vis de l'Angleterre ni vis-à-vis de la Russie. Ces circonstances bien connues de Napoléon, quoiqu'il n'eût encore que des notions incomplètes au sujet du traité de Potsdam, lui donnaient de grands avantages sur le négociateur prussien et il se hâta d'en profiter avec son assurance accoutumée. Il reçut d'Haugwitz en jouant tantôt l'indignation d'un allié trahi et payé de ses services par la

[redacted]

plus noire ingratitude, tantôt l'emportement d'un vainqueur irrité, impatient de se venger; il feignit de ne pouvoir prendre au sérieux les griefs trop légitimes que la Prusse avait invoqués à l'appui de son changement de politique, d'avoir à peine une vague idée des violations de territoire et des procédés offensants qui l'avaient poussée à bout. D'Haugwitz intimidé, tremblant d'attirer sur son pays les calamités d'une guerre désavantageuse, eut la faiblesse de se laisser prendre à cette comédie, ou l'indignité de consentir à paraître en être dupe dans un moment où une démonstration énergique de sa part eût seule réussi à tempérer les ambitions désordonnées qui agitaient l'esprit de Napoléon. Il lui laissa prendre le rôle d'accusateur, se défendit faiblement contre ses reproches, montra, en un mot, de la confusion et de l'abattement lorsqu'il devait parler haut et ferme. C'était justement le point où voulait l'amener Napoléon. Lorsque l'empereur jugea le diplomate suffisamment effrayé par ses menaces, il changea tout à coup de langage, et au lieu de la déclaration de guerre qu'il lui avait fait appréhender, il lui offrit son alliance et la cession du Hanovre. Mais, en se résignant à ce grand sacrifice, il exigeait qu'on optât sur-le-champ; il ne pouvait se soumettre à une plus longue délibération; on devait choisir immédiatement entre une acquisition territoriale et la guerre. D'Haugwitz avait toujours été partisan de l'union à tout prix avec la France; il n'avait jamais montré de grands scrupules d'honneur ni de patriotisme, il ne vit même pas ce que cette transaction avait d'ignominieux pour son pays; il fut ébloui et se jeta avidement sur l'appât qu'on lui présentait

[redacted]

avec la douce espérance d'être accueilli en Prusse comme un bienfaiteur national, car il allait rapporter à son souverain un agrandissement au lieu de la guerre qu'il avait sujet de craindre. Il signa pour ainsi dire séance tenante, sauf ratification par son gouvernement, un traité d'alliance offensive et défensive, aux termes duquel la Prusse recevait le Hanovre en échange du marquisat d'Anspach que Napoléon devait rétrocéder à la Bavière et de la principauté de Neufchâtel qu'il voulait réunir à la France (15 décembre).

Napoléon n'a pas plutôt conclu cet arrangement avec la Prusse qu'il démasque aussitôt ses prétentions vis-à-vis de l'Autriche; non-seulement il les imposera dans toute leur rigueur, mais il en élève de nouvelles que ce succès lui a suggérées. Il ne veut plus transiger sur le Tyrol, il lui faut en outre la Dalmatie; quant à Naples, Talleyrand ne doit plus même souffrir qu'on lui en parle, car le temps est venu « *de châtier cette coquine*[1]. » La veille encore il était tout prêt à se contenter du renvoi d'Acton, aujourd'hui les crimes de la reine de Naples ont comblé la mesure et son expulsion peut seule satisfaire Napoléon. On a dit pour expliquer ce brusque changement, que dans l'intervalle il avait appris la rupture de la neutralité napolitaine[2]; rien de plus inexact; il avait vu et subjugué M. d'Haugwitz : voilà tout. Pour toute concession, Napoléon consent à réduire à cinquante millions les contributions de guerre. Talleyrand doit faire entendre

1. Napoléon à Talleyrand, 14 décembre 1805.

2. Thiers. La lettre du 13 décembre dans laquelle Napoléon permettait à Talleyrand de transiger au sujet de Naples, prouve jusqu'à l'évidence qu'il connaissait dès lors la défection de la reine.

[redacted]

... qu'on s'est arrangé avec l
... chaque jour de retard ne peut qu'...
... situation. Napoléon n'admet pas que l
...russe ait même l'idée de refuser sa ratification
... traité qui le déshonore mais qui lui assure des
...ands avantages; dans tous les cas il donne ce con
...ntement comme certain et il en tire le même part
que s'il l'avait déjà. Il fait transporter le siége des né
gociations de Brünn à Presbourg afin d'en être plus
rapproché; en même temps il concentre ses troupes
et leur fait prendre une attitude menaçante comme
s'il s'attendait à une rupture imminente. Les négocia
teurs isolés, déconcertés par tant de surprises suc
cessives, tremblant de voir s'accroître encore des
exigeances qui grossissent tous les jours, se résignent
à subir la dure loi de la nécessité et consentent de
guerre lasse à signer le désastreux traité de Presbourg
le plus humiliant qui eût jamais été imposé à la
maison d'Autriche.

L'Autriche abandonnait Venise, l'Istrie, le Frioul
la Dalmatie dont allait hériter le royaume italien, l
Tyrol et le Vorarlberg qui allaient enrichir la Bavière
les enclaves de la Souabe destinées au Wurtemberg
le Brisgau et l'Ortenau, la ville de Constance cédés
l'électeur de Bade. Elle renonçait à tous ses droit
sur la noblesse immédiate; elle retirait son patro
nage à cette puissante clientèle qui avait tant fait pou
l'influence autrichienne en Allemagne; elle reconnais
sait les titres de rois accordés aux électeurs de Ba
vière et de Wurtemberg; elle acceptait enfin tout ce
que nous avions fait en Italie et consentait à se
taire sur Naples. Comme dédommagement à tant de

[redacted]

sacrifices on lui donnait la principauté de Würtzbourg pour un de ses archiducs. Cette courte guerre lui avait fait perdre ses meilleures provinces équivalant à un cinquième de son territoire, et presque tous ses débouchés sur la mer. A tant faire que de lui imposer des conditions si pénibles et si humiliantes, il eût mieux valu lui porter immédiatement le coup mortel, car elle ne pouvait vivre dans la situation qui lui était faite, et sa politique devenait inévitablement une conspiration permanente dans le but de prendre sa revanche contre nous. Il fallait ou l'anéantir tout à fait ou lui offrir des conditions acceptables. La laisser vivre après l'avoir réduite au désespoir, c'était substituer une inimitié forcée à ce qui n'avait été jusque-là qu'une inimitié de circonstance. Cette pensée était dans tous les esprits lorsqu'on put connaître les stipulations de Presbourg : « Mes enfants, dit l'archiduc Charles à ses soldats en les congédiant, *reposez-vous jusqu'à ce que nous recommencions*[1] *!* »

Pour parer à ce danger qui ne pouvait échapper à sa vue perçante, Napoléon s'était-il créé du moins des amitiés capables de faire contre-poids à des haines si naturelles? Il n'avait rien imaginé de mieux à cet égard que le traité porté à Berlin par d'Haugwitz, traité que la Prusse se trouverait peut-être forcée de ratifier pour éviter la guerre, mais qu'elle ne pouvait accepter qu'avec une profonde humiliation et un ardent désir de se venger. Cette puissance était en effet liée si étroitement à l'Angleterre qu'elle était sur le point de recevoir de Londres son premier terme de subsides.

1. De Maistre. *Correspondance diplomatique*, 31 janvier 1806.

[redacted]

C'était la jeter dans une cruelle extrémité que de la contraindre à recevoir en présent le patrimoine même du souverain qui la subventionnait. Il y avait là quelque chose de plus grave qu'une espièglerie à l'adresse du cabinet prussien, c'était une blessure cruelle pour l'orgueil national et pour de justes susceptibilités d'honneur et de patriotisme dont Napoléon ne tenait jamais aucun compte dans ses calculs. Loin donc de nous faire un allié de ce côté sa politique allait nous y créer une inimitié nouvelle; et c'était de sa part une singulière illusion que de croire qu'il pourrait la neutraliser au moyen de ses trois clients de Bade, de Wurtemberg et de Bavière. L'accroissement territorial qu'il leur avait donné n'était rien en effet auprès de la perte d'influence, de considération, de popularité que notre protection allait leur faire subir. Ils n'étaient plus considérés en Allemagne que comme des commis de Napoléon, et en annonçant fastueusement, dans son trente-septième bulletin, qu'ils avaient reçu le titre de roi comme « une récompense méritée », il prit soin de les dénoncer lui-même à la haine de leurs compatriotes qui ne virent plus en eux que des traîtres.

C'était faire payer bien cher à ces princes une alliance qu'ils avaient plutôt subie que recherchée. Leur reconnaissance était d'autant plus douteuse qu'indépendamment d'une vassalité si peu déguisée Napoléon s'apprêtait à leur imposer des liens d'une tout autre nature et qui étaient faits pour les froisser dans leurs sentiments les plus intimes. A ce souverain de hasard, qui venait de s'introduire par violence dans le cénacle des rois, il fallait des alliances de famille

[redacted]

destinées à effacer les humbles commencements du parvenu. Napoléon avait à cet égard tous les préjugés des âmes les plus vulgaires; il était resté sensible au prestige de la naissance et du rang comme un bourgeois de l'ancien régime, et l'ex-terroriste brûlait d'envie de s'unir aux races royales. A diverses reprises déjà il avait fait pressentir à ce sujet quelques-uns des petits princes allemands, mais ses avances n'avaient pas été accueillies. Au début de la nouvelle campagne, en se liant aux électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, il avait fait renouveler ces ouvertures par son représentant, le général de Thiard. Mais ils montrèrent peu d'empressement. L'électeur de Bavière, celui de ces princes qui était le mieux disposé pour nous, faisait lui-même la sourde oreille : sa fille, la princesse Auguste, que Napoléon voulait marier au prince Eugène, était sur le point d'épouser le fils de l'électeur de Bade, et l'électrice, sa femme, poussait les hauts cris à la seule idée de la mésalliance qu'on lui proposait. Quant à l'électeur de Wurtemberg dont Napoléon réservait la fille à son frère Jérôme, il était encore plus mal préparé à cette union, car il n'était devenu notre allié qu'à son corps défendant, et nos troupes avaient dû employer le canon pour forcer les portes de Stuttgard. Tous ces princes repoussaient donc, avec une secrète horreur, cette main encore tachée du sang du duc d'Enghien. Mais après Austerlitz les rôles changent; ce que Napoléon sollicitait la veille, il l'exige; il ne parle plus en allié mais en maître. Comme dans ces époques barbares où le rapt venait toujours à la suite de la conquête, il faut que ces filles de rois deviennent la rançon des Etats de leurs pères.

[redacted]

La princesse Auguste arrachée à son fiancé est mariée à un homme qui n'est pas plus consulté qu'elle, et qui ne la connaît que pour avoir vu quelques jours auparavant son portrait sur une tasse en porcelaine[1]; ce fiancé lui-même sera uni de force à la princesse Stéphanie de Beauharnais; enfin Jérôme qui a épousé à Baltimore une personne honorable et distinguée mais sans titres nobiliaires, et dont il a déjà un enfant, sera du même coup démarié et remarié à la fille de l'électeur de Wurtemberg.

Mais ces brillantes unions de famille obtenues l'épée à la main, et les remaniements territoriaux qui en avaient été ou devaient en être le prix, l'Autriche diminuée, la Russie battue, la Prusse humiliée, la Confédération germanique refaite à notre profit, tous ces résultats n'étaient qu'une faible partie des conséquences que Napoléon prétendait tirer de la victoire d'Austerlitz. Ce qu'il rêvait maintenant c'était une transformation radicale du système européen tout entier. Lorsque, au début de l'Empire, on l'avait entendu évoquer le nom et la mémoire de Charlemagne, on n'avait vu en général dans ses paroles qu'un rapprochement de fantaisie, un effet oratoire sans rapport réel avec les faits. On put juger après Austerlitz qu'il y avait eu là de sa part toute autre chose qu'un simple hasard d'expression. Ce n'est pas que la fédération de royaumes dont il voulait s'entourer eût au fond rien de commun avec l'antique fédération carlovingienne. Ce qu'il avait en vue sous ce nom de fédération c'était l'unité la plus étroite et la plus absolue. Ces

1. Napoléon au prince Eugène, 31 décembre 1805.

[redacted]

royautés vassales ne devaient être en réalité que les humbles instruments de sa propre domination; c'était un déguisement auquel il croyait devoir recourir parce que l'aveu pur et simple de ses projets lui eût fait trop d'ennemis dans l'état actuel de l'Europe. La conquête dans sa brutale vérité était trop odieuse pour se maintenir longtemps; il fallait la déguiser sous quelques dehors d'indépendance et d'autonomie, et c'est uniquement pour créer cette illusion qu'il songea à fonder des trônes en faveur de ses frères, à ériger des principautés en faveur de ses généraux et de ses fonctionnaires. Mais sous ces noms imposants de rois, de princes, de ducs, de grands et petits feudataires, tous ces hommes ne devaient être que les serviteurs soumis d'une centralisation de fer. Il se flatta que les peuples seraient dupes de ces apparences et que du moment où ses créatures porteraient les titres de souverains indépendants on ne verrait plus en elles que des représentants nationaux. Les nations pourraient donc se croire libres et indépendantes sous la tutelle de cette haute domesticité de princes et de rois que lui-même gouvernerait en maître absolu. Tel est dans son esprit et dans ses traits essentiels ce fameux système fédératif qu'on nous a donné comme une conception du génie et qui n'était que le misérable expédient du despotisme.

La rupture de tant de liens séculaires, qui attachaient les uns aux autres les peuples dont on allait disposer sans leur aveu, le mépris qu'on affichait ouvertement pour leurs traditions, leurs habitudes, pour les sentiments qui les unissaient à leurs vieilles dynasties, pour leur fierté patriotique, pour leurs plus

[redacted]

… nationales, le bouleversement de … le changement complet en un mot … dans toutes leurs conditions d'exis… que, selon une expression dont on … abuse, *ils étaient mûrs*, au moins dans une … mesure, pour ces transformations, qu'on leur … quelques compensations si quelque chose … compenser la perte de la liberté, en un mot … une révolution non moins radicale s'était opérée … toutes leurs idées et qu'on comptait sur l'appui de cette révolution pour le succès du nouvel état de choses qui leur était imposé. Mais il n'en était rien. L'exportation tant vantée des bienfaits du *Code civil*, n'était nullement propre à leur faire oublier les maux de la servitude, et lors même qu'on améliorait leur administration en la simplifiant comme en Allemagne, ils savaient fort bien voir que c'était uniquement pour rendre l'exercice du despotisme plus prompt et plus facile. Napoléon ne s'était pas préoccupé un seul instant du véritable état de leurs sentiments et de leurs opinions. Habitué à ne jamais voir dans les États que la force organisée, à ne tenir aucun compte des forces morales, à ne jamais découvrir les nations derrière les gouvernements, parce qu'il avait tué quelques milliers d'hommes à Austerlitz il croyait que tout était fini, qu'il n'y avait plus rien au delà; parce qu'un coup de surprise lui avait livré un champ de bataille, il s'imaginait pouvoir disposer en maître des nations européennes; parce qu'il avait désarmé les cabinets, il croyait pouvoir traiter les peuples comme un *caput mortuum* sur lequel on opère à discrétion, sans s'occuper un instant de leurs volontés, de leurs intérêts

[redacted]

ou de leurs convenances. Quelle que soit l'explication qu'on donne de cette méprise, elle prit en peu de temps de si brutales proportions qu'elle ne fait pas moins de tort à sa perspicacité qu'à son sens moral.

Napoléon inaugura ce nouveau système par la déchéance de la maison royale de Naples. C'est de Vienne même qu'il se hâta de notifier cet événement à l'Europe, aussitôt que son arrangement avec d'Haugwitz lui eut prouvé qu'il n'avait plus rien à redouter de la Prusse. « Le général Saint-Cyr, dit-il dans son trente-septième bulletin, marche à grandes journées sur Naples pour punir la trahison de la reine et *précipiter du trône cette femme criminelle qui, avec tant d'impudeur, a violé tout ce qui est sacré parmi les hommes !* » On a voulu intercéder pour elle auprès de l'empereur. Il a répondu : « Les hostilités dussent-elles recommencer et la nation soutenir une guerre de trente ans, *une si atroce perfidie ne peut être pardonnée !* »

Mais si c'était une atroce perfidie de la part de cette reine d'avoir rompu à l'improviste le traité de neutralité, après toutes les avanies dont elle avait eu à se plaindre de la part de Napoléon, quel nom méritait donc la conduite de Napoléon lui-même, lorsqu'en pleine paix et à la veille de conclure ce traité de neutralité, il avait donné l'ordre à Saint-Cyr de marcher sur Naples et de jeter la cour à la mer? De quel côté étaient venues les provocations, les exactions, les violations de territoire, les violences et les insultes qui avaient entraîné la reine à ce coup désespéré? Napoléon ne lui avait-il pas prouvé, de mille manières, qu'il était décidé à lui arracher son royaume à la première occasion, ne l'avait-il pas menacée vingt fois

[redacted]

de la réduire à la mendicité, de ne pas lui laisser dans ses États assez de place pour y élever son tombeau? Pouvait-elle ignorer que ces menaces avaient été sur le point d'être exécutées et que la guerre continentale avait seule forcé Napoléon à en ajourner l'effet? Enfin, en insérant dans le *Moniteur* ce traité de neutralité dicté par la force, son ennemi n'avait-il pas pris soin de la prévenir « que l'*intérêt de la France conseillait de s'assurer ce royaume par une conquête utile et facile?* » Était-il vraisemblable que Bonaparte, avec son caractère et ses antécédents, serait un homme à se priver longtemps d'une conquête utile, facile et conseillée par l'intérêt de la France?

La déloyauté de la cour de Naples était donc le résultat forcé d'une perfidie beaucoup plus odieuse mais qui avait su se cacher assez habilement pour tromper les esprits superficiels. La trahison de la reine de Naples passa aussitôt à l'état de fait indiscutable, et Napoléon augmenta cette impression par l'éclat bruyant qu'il donna à une colère simulée. Nos soldats, conduits par Masséna, Saint-Cyr et Reynier marchèrent sur Naples avec la conviction qu'ils allaient renverser la personnification même de l'imposture et de la mauvaise foi; ils allaient tout simplement y élever, de leurs mains républicaines, un nouveau trône que, depuis longtemps déjà, Napoléon destinait à son frère Joseph, le principal de ces grands feudataires qui devaient se grouper autour du nouvel empire d'Occident.

Par suite de cette conquête qui, ainsi que Napoléon l'avait prédit, ne pouvait être que facile, mais qui ne se fit pas toutefois sans que plusieurs provinces fus-

[redacted]

sent mises à feu et à sang, l'Italie entière se trouva soumise à notre domination. De tous les anciens souverains italiens, le pape Pie VII seul se figurait encore avoir des États dans la Péninsule, mais on ne lui laissa pas longtemps cette illusion. Ce pontife avait voulu faire un Charlemagne. Il avait travaillé de toutes ses forces à l'élévation et à la grandeur de Bonaparte. Malgré la réprobation de tous les catholiques sincères et malgré les scrupules de sa propre conscience, il était allé à Paris couvrir le meurtrier de Vincennes du prestige de la religion, dans l'espoir que cette puissance, redoutable à tous, serait pour lui seul protectrice et bienfaisante; il était temps qu'il reçût sa récompense. Ulcéré de tous les mécomptes qu'il avait éprouvés durant son séjour à Paris, il n'en avait rien témoigné directement, mais il s'était bien promis de prendre sa revanche, et l'occasion était facile à trouver grâce à ces rapp rts de chaque instant que le Concordat avait établis entre la cour de Rome et le gouvernement français. Elle s'offrit à lui presque immédiatement sous la forme d'une requête que lui adressa Napoléon dans le but de faire casser le mariage de Jérôme avec Mlle Patterson. Ce mariage pouvait être annulé civilement sans trop de difficultés, mais le lien religieux subsistait, et il n'appartenait qu'à l'autorité ecclésiastique de le dénouer. Napoléon n'hésita pas à demander au pape la dissolution du mariage, persuadé qu'on ne lui refuserait pas ce petit service, après toutes les concessions infiniment plus scabreuses qu'on lui avait faites. La cour de Rome avait, en effet, maintes fois prouvé, particulièrement en cette matière, avec quelle facilité elle savait,

en campagne contre l'Autriche, Napoléon traita les États du pape avec son sans-gêne habituel envers les États faibles; il fit occuper Ancône par un détachement de Saint-Cyr, sans même prendre la peine d'en prévenir le gouvernement pontifical. Ce procédé n'avait absolument rien de nouveau de la part de Bonaparte, et, en venant le sacrer à Paris, le pape n'avait fait autre chose que sanctionner et couronner, en sa personne, une longue série de procédés du même genre; mais lorsqu'il se sentit lui-même victime de ces sortes d'exploits, il commença à les trouver moins glorieux. Il lui écrivit, le 3 novembre, pour protester contre la prise de possession d'Ancône et pour se plaindre « des amertumes et des déplaisirs dont on l'abreuvait depuis son retour de Paris, du peu de retour qu'il trouvait chez Sa Majesté pour les sentiments qu'il lui avait voués, » enfin pour réclamer les droits d'une neutralité que toute l'Europe avait reconnue et respectée.

Napoléon ne répondit au pape qu'après Austerlitz. La lettre du pape lui était arrivée au milieu de tous ses projets de restauration de l'empire de Charlemagne, en plein rêve carlovingien. Le pape était entré, de moitié avec Napoléon, dans cette grande parodie historique; il avait évoqué, avec une complaisance illimitée, le nom et les souvenirs de Charlemagne tant qu'il avait espéré en tirer profit pour son propre pouvoir, il allait maintenant connaître le danger de ces anachronismes ambitieux et éprouver ce que c'était qu'un Charlemagne dans une époque sans croyances. La réponse de Napoléon, tout en gardant encore quelques ménagements de forme, fit crouler d'un seul

coup ... l'ecrasement des ambitions pontificales. En faisant ... avec le pape, Charlemagne avait réellement traité de puissance à puissance, parce que le dernier pontife ... avait alors autre chose que le poids d'un ... avait le monde des croyants. ... Pie VI, au contraire, il n'y avait plus qu'une religion affaiblie, une autorité spirituelle expirante. L'immense ... morale qui se personnifiait dans ses prédécesseurs et qui leur permettait de tenir tête aux maîtres du monde, n'était plus qu'une ombre et ne pouvait plus rien qu'au lui imposer à Napoléon. Les deux pouvoirs, qui avaient rempli le moyen âge de leurs luttes, étaient replacés face à face, tous deux étaient ... comme ... dans le monde moderne, mais l'un était armé d'une puissance matérielle incalculable, l'autre n'était qu'un souvenir et une sorte d'... Le rêve de la papauté devait s'évanouir ..., car, lorsque Bonaparte invoquait, pour justifier l'occupation d'Ancône, ses droits « de protecteur du Saint-Siége, de successeur des rois de la seconde et de la troisième race, » il s'appuyait ... sur une force réelle, qui était son épée, tandis que Pie VII n'était plus que le souverain d'un empire spirituel imaginaire.

Napoléon fit entendre clairement au pape que, s'il avait traité le Saint-Siége avec si peu de cérémonie, Pie VII ne devait s'en prendre qu'aux refus « qu'il avait éprouvés de sa part sur tous les objets, même sur ceux qui étaient d'un premier ordre pour la religion, comme, par exemple, *lorsqu'il s'agissait d'empêcher le protestantisme de relever la tête en France.* » Allusion parfaitement inexacte à la réversibilité possible de la

[redacted]

couronne de France sur la tête des enfants protestants de Jérôme, puisque Jérôme avait été exclu de la succession impériale. Mais, « il continuerait à protéger le Saint-Siége, malgré les fausses démarches, l'ingratitude et les mauvaises dispositions des hommes qui s'étaient démasqués pendant ces trois mois, et qui l'avaient cru perdu.... Au reste, Sa Sainteté était libre d'accueillir de préférence les Anglais et le calife de Constantinople; mais, ne voulant pas exposer le cardinal Fesch à des avanies, il le ferait remplacer par un séculier[1]. »

Dans une lettre, écrite le même jour au cardinal et que celui-ci devait communiquer à la cour romaine, Napoléon expliquait plus nettement encore la nature de cette *protection* qu'il prétendait imposer désormais au Saint-Siége : « Puisque ces *imbéciles*, lui disait-il, ne trouvent pas d'inconvénient à ce qu'un protestant puisse occuper le trône de France, je leur enverrai un ambassadeur protestant.... Je suis religieux, mais je ne suis pas cagot. Constantin a séparé le civil du militaire, et je puis aussi nommer un sénateur pour commander dans Rome en mon nom.... *Pour le pape, je suis Charlemagne, parce que, comme Charlemagne, je réunis la couronne de France à celle des Lombards*, et que mon empire confine avec l'Orient.... Je ne changerai rien aux apparences, si l'on se conduit bien; autrement, je réduirai le pape à être évêque de Rome. » Pie VII, chez qui les inspirations du dépit l'emportaient encore sur celles de la peur, répondit à Napoléon, en repoussant, avec un redoublement de dou-

1. Napoléon au pape Pie VII, 7 janvier 1806.

… des reproches qu'il savait fort
… prétextes, à l'exception du grief r
… de Jérôme. Sur ce point même, s'il
… intentions de l'empereur, c'était
… *uniquement parce qu'il n'avai*
… *divines qui lui permît de suivre l*
… *de son cœur*[1]. Il niait, d'ailleurs, e
… de vérité, avoir fait le moindre accue
… de l'empereur ou « avoir jamais cru S
… comme elle le lui reprochait dans s
… VII lui avait, en effet, écrit au momen
… vainqueur à Vienne et où la victoire
… longtemps connue. Passant alors à u
… d'idées, au lieu de discuter la sing
… *protectorat*, émise par Bonaparte, il s
… par une de ces ironies profondes et cou
… familières à la faiblesse et où excelle
… et les femmes, de lui rappeler ces décev
… qu'on avait fait miroiter à ses yeux
… à Paris. Maintenant que Napoléon avait a
… glorieuses acquisitions à ses anciennes conq
… *rapportait à Dieu l'heureux succès de ses*
… avait espérer qu'il *reporterait aussi à Dieu l*
… *conquêtes*, en y faisant participer l'Église. «
… est devenue le souverain de Venise.
… on de ses domaines en Italie nous fait
… l'idée flatteuse que le temps est arrivé o
… voir l'Église recouvrer enfin cette par
… rimoine de saint Pierre que la Révolution
… » Raisonnement d'une logique irréproc…

[1] … VII à Napoléon, 29 janvier.

[redacted]

et d'autant plus fait pour exaspérer Napoléon qu'il se flattait d'avoir terrifié la cour romaine qui semblait peu troublée de cette grande colère. Au surplus cette réponse pleine de *candeur*, selon l'expression même du pape, mais d'une candeur très-étudiée, ne lui donnait aucune prise contre ceux qui la lui adressaient.

Cette fois Napoléon laisse de côté toute dissimulation et jette le masque: « Votre Sainteté, répond-il au pape, est souveraine de Rome, *mais j'en suis l'empereur !* Tous mes ennemis doivent être les siens. Il n'est donc pas convenable qu'aucun agent du roi de Sardaigne, aucun Anglais, Russe ni Suédois réside à Rome ou dans vos États, ni qu'aucun bâtiment appartenant à ces puissances entre dans vos ports..., je suis comptable *envers Dieu* qui a bien voulu choisir mon bras pour rétablir la religion. Et comment puis-je sans gémir la voir compromise par les lenteurs de la cour de Rome ? Ils en *répondront devant Dieu* ceux qui laissent l'Allemagne dans l'anarchie; ils *en répondront devant Dieu* ceux qui retardent l'expédition des bulles de *mes évêques !*... Ce n'est pas en dormant que *j'ai réorganisé la religion en France* de telle sorte qu'il n'est pas de pays où elle fasse tant de bien et où elle soit si respectée [1]. »

Ces singulières expressions montrent que Napoléon se considérait déjà comme quelque chose de plus que le suzerain du pape, car il n'était pas loin de lui disputer jusqu'à son titre de vicaire de Dieu. Plus zélé pour la religion que le pape, il ne se faisait pas faute de lui démontrer la supériorité des services qu'il

1. Napoléon à Pie VII, 13 février 1806.

[redacted]

...nité, il le citait hardiment au ... suprême, et il apportait dans ce ... l'imperturbable assurance qu ... aussi auprès des uhlémas du Caire ... déclaration de principes eut pou... pour complément une communica... nette et plus impérieuse qui vi... Fesch la règle de conduite qu'il d... l'avenir. Il devait requérir immédiat... de tous les Anglais, Russes et Su... les États romains : « Je *n'entends plu*... Napoléon, *que la cour de Rome se mêle de poli*... donne ordre au prince Joseph de vous prêt... dites bien que j'ai les yeux ouverts, q... suis trompé qu'autant que je le veux bien, *que*... *Charlemagne, leur empereur*, que je dois être trai... même. Je fais connaître au pape mes intentions e... je mets, s'il n'y acquiesce pas, je le réduirai ... même condition qu'il était avant Charlemagne[1] ! ... s'était-il passé en somme depuis ce voyage d... que Napoléon avait obtenu au prix de tant d'in... de flatteries et de promesses ? Quels tort... -il après tout reprocher à ce faible vieillar... traitait si durement après l'avoir trompé et en... en lui donnant les plus fausses espérances ? Pie VI... avait refusé la rupture du mariage de Jérôme pa... scrupules qui pouvaient n'être pas sincères, mais ... sa conscience de prêtre était seule juge ; il avait, en outre, apporté dans l'expédition des affaires ecclésiastiques, des lenteurs fort probablement calculées,

...poléon à Fesch, 13 février 1806.

[redacted]

mais qui n'excédaient en rien ses droits de souverain spirituel. Ce n'étaient donc point les torts du pape qui avaient comblé la mesure, c'étaient les forces de Napoléon qui avaient prodigieusement grandi. Une blessure d'amour-propre et la victoire d'Austerlitz, voilà tout ce qu'il avait fallu pour rendre Napoléon aussi impitoyable envers la cour de Rome. Entre l'état d'oppression auquel il la réduisait aujourd'hui et une ruine complète, il n'y avait plus qu'une question de temps. Du moment où le pape refusait de se soumettre en tout aux vues de l'empereur, on peut dire que son expulsion de Rome était un fait déjà consommé virtuellement; il ne restait à mettre en œuvre que le mode, les prétextes et l'occasion.

Aux grands fiefs de Rome et de Naples, Napoléon avait résolu d'ajouter la Hollande, où le grand pensionnaire Schimmelpenninck n'avait fait que garder à son insu la place pour un second frère de l'empereur. Lorsque les Anglo-Suédois avaient menacé la Hollande pendant notre campagne en Autriche, Napoléon y avait envoyé Louis avec une armée qui se borna à prendre position sur les frontières de Westphalie et se trouva bientôt dégagée par la victoire d'Austerlitz. Louis vint saluer son frère lors de son passage à Strasbourg. Napoléon le reçut très-froidement: « Pourquoi, lui dit-il, avez-vous quitté la Hollande? On vous y voyait avec plaisir, il fallait y rester! » Louis allégua les bruits qui circulaient dans ce pays au sujet de sa prochaine transformation monarchique: « Ces bruits, ajouta-t-il, ne sont pas agréables à cette nation libre et estimable, et ils ne me plaisent pas davantage[1]. »

1. *Documents historiques sur la Hollande*, par le roi Louis.

[redacted]

Cette répugnance des frères de Napoléon à entrer dans ses vues est caractéristique, et ne saurait d'ailleurs être révoquée en doute, bien qu'on ait très-faussement cherché à expliquer son absurde système des royautés vassales par son désir de contenter leur avidité et leur ambition. Déjà Joseph avait refusé le trône d'Italie, en alléguant, il est vrai, une excuse qui était plutôt un prétexte qu'un motif sérieux, et pour le décider à accepter celui de Naples, il avait fallu lui faire une sorte de violence. Louis, dont l'honnêteté et le désintéressement sont restés au-dessus de toute contestation, était encore plus éloigné de toute convoitise de ce genre, mais il ne fut pas plus consulté que Joseph ou Jérôme. Ce fait curieux ne démontre pas seulement que l'utopie de la résurrection carlovingienne appartient en propre à Napoléon seul, il met en lumière l'opinion que ses frères avaient de lui, car il entrait dans leurs scrupules au moins autant de défiance envers un maître si exigeant que de défiance envers la fortune. Mais, ainsi que l'a écrit le roi Louis, il ne s'agissait pas de leur volonté, mais de la sienne, et il leur fallait choisir entre l'*expatriation* de Lucien et le trône qu'on leur offrait.

« Napoléon, dit ce prince dans ses mémoires, fit entendre à Louis que s'il n'était pas plus consulté sur cette affaire, *c'est qu'un sujet ne pouvait qu'obéir*. Louis réfléchit qu'il pouvait être contraint par la force; que l'empereur le voulant absolument il lui arriverait ce qui était arrivé à Joseph qui, pour avoir refusé l'Italie, était alors à Naples. Cependant il fit encore une dernière tentative, il écrivit à son frère *qu'il sentait la nécessité pour les frères de l'empereur de s'éloi-*

[redacted]

gner de France, mais qu'il lui demandait le gouvernement de Gênes ou de Piémont. Napoléon refusa[1]. » La Hollande fut encore moins consultée que Louis : « Monsieur Talleyrand, écrit Bonaparte le 14 mars 1806, j'ai vu ce soir M. Verhuell. Voici en deux mots à quoi j'ai réduit la question : la hollande est sans pouvoir exécutif, il lui en faut un ; je lui donnerai le prince Louis... Au lieu du grand pensionnaire il y aura un roi... *Les arguments sont que sans cela je ne ferai rendre aucune colonie à la paix*... Il faut qu'avant vingt jours le prince Louis fasse son entrée à Amsterdam. » Voilà au juste à quoi se réduisirent les prétendues supplications des patriotes hollandais pour obtenir le roi Louis. Notre domination ne pouvait plus être qu'exécrée dans un pays ruiné par nos exactions et par toutes les calamités que nous lui avions attirées en l'entraînant, malgré lui, à la guerre contre l'Angleterre ; dans ces circonstances, alléguer l'offre du trône au nom de la reconnaissance nationale, c'était insulter au malheur par la plus odieuse comédie. Louis se résigna mélancoliquement, il subit la royauté comme une pénitence, mais avec un sincère désir de soulager les maux de ses nouveaux sujets ; il parut parmi les souverains de son temps comme une sorte de monarque à la triste figure, mais quoique troublé et consterné d'avance, à l'idée des tribulations qu'il prévoyait, il était encore loin de soupçonner quel dur esclavage couvrait ce titre de roi qu'un juste pressentiment lui avait fait redouter.

Napoléon compléta le système des grands fiefs par

1. *Documents sur la Hollande.*

[redacted]

la création de souverainetés inférieures qui n'avaient d'autre but que de fournir de grosses dotations à ses parents et serviteurs de tout ordre, aux dépens des pays conquis et sans qu'il en coûtât rien à son trésor. Sa sœur Élisa avait déjà Lucques et Piombino, Eugène avait la haute Italie, Pauline Borghèse obtint le duché de Guastalla qu'elle vendit peu de temps après à beaux deniers comptants ; Berthier eut la principauté de Neufchâtel que la Prusse devait nous céder en échange du Hanovre, Murat eut le duché de Berg que nous céda la Bavière, Bernadotte eut Ponte-Corvo et Talleyrand la principauté de Bénévent, deux fiefs pris sur les domaines que de temps immémorial la papauté disputait au royaume de Naples. Lebrun fut fait duc de Plaisance. Les États vénitiens fournirent à eux seuls douze autres fiefs, dont les titulaires devaient être nommés ultérieurement. Ce n'était là qu'une première esquisse de cette vaste hiérarchie qui devait relever la splendeur du grand empire. Ces dociles satellites annonçaient tout un système planétaire qui allait bientôt graviter autour de l'astre impérial, leur centre et leur foyer; mais ils ne devaient avoir d'autre éclat que celui qu'ils tiendraient de leur créateur. Ces nouvelles souverainetés étaient encore plus dépendantes que les fantômes de royautés auxquels elles allaient servir de cortége; elles n'étaient en réalité qu'une création toute fiscale, elles ne déléguaient aucun pouvoir ; elles ne constituaient en un mot que des apanages, ou pour mieux dire qu'une spoliation organisée. Nos exactions sur les vaincus avaient eu jusque-là une forme moins blessante parce qu'elle était impersonnelle. Elles se faisaient au nom et au profit d'un grand État, et on

[redacted]

pouvait les croire consacrées à des intérêts généraux. Aujourd'hui on mettait les exploitants en présence des exploités; on chargeait les conquis de soudoyer eux-mêmes la conquête, et les sujets des nouveaux feudataires ne devaient connaître leurs maîtres que par les sommes d'argent que ceux-ci allaient leur extorquer, singulier moyen de rendre durable et populaire cette féodalité bureaucratique.

Le couronnement naturel de cet édifice grandiose était la nouvelle organisation que Napoléon réservait à la Confédération germanique; mais avant de démasquer ce dernier projet plus menaçant pour la paix de l'Europe qu'aucun de ceux qu'il avait réalisés jusque-là, il voulait enchaîner définitivement la Prusse en la forçant à subir le traité de Schœnbrunn, et tenter la chance d'un raccommodement soit avec l'Angleterre, soit avec la Russie, comptant selon son habitude, si ses ouvertures étaient acceptées par ces puissances, faire passer cette énormité entre les préliminaires et la signature de la paix, et, si ses avances n'étaient pas accueillies, la leur jeter au visage en signe de défi. D'Haugwitz avait porté à Berlin l'offre du Hanovre au lieu d'une déclaration de guerre, mais il y avait trouvé un accueil bien différent de celui auquel il s'attendait. Tout le monde sentit ce qu'il y avait dans cette proposition d'injurieux et de méprisant pour la nation prussienne. Toute frémissante encore de son indignation de la veille contre l'oppresseur de l'Europe, elle ne devait pas seulement poser les armes avant d'avoir combattu, et abandonner ses alliés comme c'est le sort ordinaire d'une guerre malheureuse, on exigeait d'elle qu'elle se déshonorât en ac-

[redacted]

ceptant leurs dépouilles, en tournant contre eux l'épée qu'elle avait prise pour leur défense. Il fallait qu'on la considérât comme une nation de purs automates indignes du nom d'hommes, pour la supposer insensible à l'ignominie du rôle auquel on voulait la condamner. La révolte de l'honneur national se manifesta avec une extrême énergie parmi toutes les classes de la population et même à la cour, où ces sentiments sont d'ordinaire trop émoussés pour montrer une grande susceptibilité. Le roi lui-même, quoique dominé par la crainte et l'intérêt, éprouvait une humiliation profonde à l'idée de ratifier de pareilles conditions, car elles ne lui offraient pas même l'excuse d'un avantage assez considérable pour faire oublier avec le temps tout ce qu'elles avaient de honteux. L'acquisition du Hanovre ne lui apportait, en effet, déduction faite des cessions territoriales dont elle devait être le prix, qu'un accroissement de quatre ou cinq cent mille âmes; et c'était sur un si faible enjeu qu'il lui fallait risquer sa popularité, l'honneur de sa couronne, la perspective d'une guerre presque certaine avec l'Angleterre ! D'autre part, s'il refusait sa ratification, c'était une guerre immédiate contre une armée victorieuse qui était campée à quelques marches de ses frontières et à laquelle il n'avait encore à opposer que des troupes très-inférieures en nombre.

Dans cette cruelle extrémité le roi résolut de céder en ratifiant le traité sous la réserve de quelques modifications qu'il jugeait nécessaires soit à sa propre dignité, soit à l'intérêt de ses États. Il insista surtout sur l'annulation de la clause d'alliance offensive et défensive qui le rendait solidaire de tous les change-

[redacted]

ments que Napoléon avait opérés ou se proposait d'opérer en Europe. Il tenait essentiellement à ne pas reconnaître la déchéance de la maison de Naples, à ne recevoir le Hanovre qu'à titre provisoire, jusqu'à ce qu'il eût obtenu l'assentiment de l'Angleterre; enfin il présentait comme un complément nécessaire à son acquisition du Hanovre, l'annexion des villes de Hambourg, de Brême et de Lubeck, comptant sur ce nouvel accroissement pour faire taire les plaintes de ses sujets. D'Haugwitz part pour Paris, afin de soumettre à Napoléon le traité ainsi remanié, et Laforest, notre représentant à Berlin, consent à le signer, en réservant toutefois la ratification de son souverain.

Dans l'intervalle, un grand événement, prévu déjà depuis quelque temps, venait de s'accomplir. L'ennemi le plus redoutable et le plus persévérant de Napoléon, William Pitt, était mort le 23 janvier 1806, usé par les luttes dévorantes du pouvoir et de la liberté, frappé au cœur par la victoire d'Austerlitz : son grand émule en éloquence, sinon en génie politique, Fox venait d'être appelé au ministère. Napoléon vit sur-le-champ tout le parti qu'il pourrait tirer d'un malheur qui allait achever la déroute de ses ennemis du continent, et de l'avénement d'un homme dont l'âme ouverte et généreuse comportait trop d'inconsistance, de laisser-aller et d'illusion, pour lui faire craindre un adversaire capable de lui tenir tête. Fox ne vécut pas assez longtemps, soit pour justifier, soit pour démentir pleinement les espérances au fond peu flatteuses dont il était l'objet; on put voir toutefois qu'il n'était pas à la hauteur de la tâche que Pitt lui léguait. La mort prématurée qui vint le surprendre au

cept l'ép qu m ir c f

début même de son administration, jointe aux sympathies qu'inspirait son caractère, a donné lieu à des regrets fort exagérés de la part de ceux qui soutiennent que l'ambition de Napoléon n'était pas incompatible avec la paix de l'Europe. Bonaparte lui-même s'est plu à accréditer cette opinion erronée : « La mort de Fox, disait-il souvent, a été une des fatalités de ma carrière !... S'il eût vécu, la cause des peuples l'eût emporté et nous eussions créé un nouvel ordre en Europe[1]. » Mais ce qui démontre tout ce qu'il y a de hasardé dans ce lieu commun, c'est d'abord que Fox, après toutes les effusions philanthropiques par lesquelles il crut devoir débuter, fut forcé de revenir purement et simplement à la politique de Pitt, et, ensuite, que le premier effet produit sur Napoléon par l'élévation de Fox au ministère, fut de le rendre beaucoup plus exigeant envers les puissances continentales. Il avait eu avec Fox des rapports personnels à l'époque du traité d'Amiens, il s'était attaché à caresser son esprit optimiste et bienveillant, peu fait pour pénétrer les calculs d'une politique aussi ténébreuse ; il ne vit en lui qu'un adversaire facile à duper et dont il aurait meilleur marché que du grand ministre qu'il avait toujours et partout rencontré sur son chemin, dénonçant ses projets aussitôt qu'ils étaient formés, et leur opposant une indomptable résolution. Quelle fortune inespérée que la substitution du bon et généreux Fox à cet homme hautain dont le regard pénétrant et le froid mépris avaient tant de fois déconcerté le charlatanisme impérial !

1. Las Cases.

[redacted]

Mais cette chance heureuse, qui eût pu assurer la paix de l'Europe, ne servit qu'à rallumer la guerre. Napoléon était en ce moment sur le point de transiger avec la Prusse, car les modifications qu'elle proposait au traité de Schœnbrunn n'avaient rien d'exorbitant, et il était, d'ailleurs, certain qu'en insistant il la contraindrait à y renoncer en tout ou en partie. Mais il n'a pas plutôt appris l'avénement de Fox qu'il se ravise, et ne veut plus entendre parler du traité. Son premier mouvement est de garder le Hanovre, afin de pouvoir faire plus facilement sa paix avec l'Angleterre[1], mais ce mouvement, qui était une idée juste, reste à l'état de velléité, et Napoléon ne songe plus qu'à empirer la situation de la Prusse en la forçant à accepter des conditions encore plus onéreuses que celles du traité qu'elle a voulu amender. Il verra plus tard à s'arranger avec l'Angleterre, mais en attendant il se flatte de l'intimider et de la contraindre plus vite à la paix, en amenant la Prusse à entrer bon gré ou mal gré dans la ligue prohibitionniste qui va inaugurer le blocus continental. La Prusse doit, non-seulement, subir toutes les conditions du traité de Schœnbrunn, mais renoncer au margraviat de Bayreuth, reconnaître tous les changements qui s'opèrent en Italie, et, en outre, prendre l'engagement de fermer au commerce anglais les bouches de l'Elbe et du Weser, clause infiniment plus grave, qui équivalait à une déclaration de guerre contre l'Angleterre. D'Haugwitz signe en gémissant ce nouveau traité, mais il n'ose pas, cette fois, le porter

1. Napoléon à Talleyrand, 4 février 1806.

[illegible] ambassadeur [illegible]

[illegible] la pension à dé- [illegible] conclu dans [illegible] donner comme le gage d'une [illegible] entre les armées contractantes. [illegible] expédient [illegible] On ne pouvait en [illegible] après une [illegible] Prusse, [illegible] le moment ses embarras, [illegible] elle-même au joug français, [illegible] sa propre ruine et celle de toute [illegible] la haine de Napoléon con- [illegible] à achever la conquête [illegible] la neutralité, et même l'al- [illegible] avait été possible avec la Prusse [illegible] après un tel traité. La Prusse [illegible] notre plus implacable ennemie, et [illegible] songer qu'à nous combattre aus- [illegible] trouverait une occasion de le faire avec [illegible] Napoléon allait la forcer de saisir [illegible] plus promptement encore qu'elle ne [illegible] par une série de procédés qui devaient ren- [illegible] de plus en plus intolérable. Avec lui [illegible] d'une faute ne se faisaient jamais atten- [illegible] à son système invariable de tirer d'un suc- [illegible] qu'il pouvait donner, et selon sa convic- [illegible] lassait moins la Fortune en la violentant [illegible] qu'en laissant échapper une seule de ses

C'est l'expression textuelle du traité. Voy. De Clerck. [illegible]
[illegible]

faveurs. Le roi de Prusse, avant même d'avoir apposé sa signature à ce fatal traité, avait commencé à expier sa faiblesse et son avidité. Napoléon occupa Anspach plus de quinze jours avant la ratification. Lorsqu'il l'eut obtenue, il fit insulter dans le *Moniteur* le chef du cabinet prussien, M. de Hardenberg, qui avait déjà eu les honneurs d'une accusation injurieuse dans un bulletin, daté de Vienne. Il lui reprocha de nouveau « de *s'être prostitué aux éternels ennemis du continent*[1]; » il l'appela *traître et parjure*, l'accusa de s'être *déshonoré*, et pour justifier ces aménités, publia, en la falsifiant, une lettre que ce ministre patriote, avant d'avoir pu connaître le traité de Schœnbrunn, avait écrite à lord Harrowby, pour lui déclarer « qu'une nouvelle occupation du Hanovre par Bonaparte serait considérée comme dirigée contre la Prusse[2]. » Notre légation de Berlin eut l'ordre d'interrompre toute relation avec lui. Napoléon fit signifier au roi qu'il comptait sur le renvoi de Hardenberg. Il ne pouvait déjà plus tolérer en Prusse un ministère qui ne fût pas à sa discrétion. Fâcheux présage! C'était par là qu'il avait commencé avec la reine de Naples, avant de lui prendre ses États : « Dites à M. d'Haugwitz, écrivait-il à M. de Talleyrand, *qu'on a toujours supposé* que M. de Hardenberg se retirerait[3]. » Le roi de Prusse dut se résoudre à sacrifier son ministre en prenant pour prétexte l'apologie fière et loyale que Hardenberg publia de sa conduite. A cette

1. *Moniteur* du 21 mars 1806.
2. Schœll., *Hist. abrégée des Traités*, t. VIII, *Mémoires tirés de papiers d'un homme d'État*, t. IX.
3. Napoléon à Talleyrand, 20 mars.

[redacted]

... le Napoléon dans le ... par ... la Prusse, se ... tements de commerce ... mands par la marine ... que compensation à la fermeture ... et du Weser. Napoléon eût voulu ... commerce anglais qu'il n'eût rien pu ... mieux que sa ridicule conception du ... dont le premier résultat était ... concurrence au profit de l'Angle-terre.

... là que la moindre des surprises qui at-tendait le cabinet prussien. Il commençait à peine ... de son émotion, lorsqu'il apprit que la ...ration germanique, dont il faisait partie et ... quelque droit de considérer les affaires ... une question qui le regardait, allait être réor-... et réorganisée, non-seulement, sans lui, mais ... lui. On lui laissait ignorer des combinaisons plus extraordinaires encore, qui devaient mettre ... patience à une rude épreuve. Le roi de Prusse avait ... le 9 mars, le traité qui lui cédait le Hanovre *en propriété*, et dès le mois de juin suivant Napoléon offrait cette province à l'Angleterre comme gage de paix et de réconciliation. Il l'offrait sans que la Prusse lui eût donné un seul sujet de plainte légitime. Les motifs qu'on a allégués pour justifier cette trahison ne soutiennent pas l'examen. La Prusse, en prenant possession du Hanovre, avait laissé voir qu'elle le recevait à contre-cœur ; on pouvait l'en croire sur parole, et ce scrupule n'avait rien que d'honorable ...le. Quant à la lumière que les révélations de

[redacted]

la tribune anglaise venaient de jeter sur sa conduite passée, elle n'avait rien qui fût nouveau pour Napoléon. La Prusse avait été assez punie par son humiliation. La conduite de Napoléon n'avait en réalité qu'un seul motif, le désir de s'arranger avec l'Angleterre.

Sous l'empire de ses anciennes illusions sur le premier Consul, Fox avait profité de la révélation qui lui avait été faite d'un projet d'assassinat contre Napoléon, pour entrer en communication avec le cabinet français dans l'espoir que cette ouverture amènerait quelque incident favorable à la paix. Il avait toujours attribué la continuation de la guerre à l'obstination et à la mauvaise foi de Pitt, aux défiances, à la mauvaise volonté des puissances continentales qui, selon lui, avaient poussé à bout un homme naturellement juste et modéré; il devait attacher le plus grand prix à mettre d'accord ses actes avec ses paroles, à prouver comme ministre l'excellence du système qu'il avait soutenu comme orateur. Il ne pouvait, d'ailleurs, faire l'expérience de ces idées optimistes sous des auspices plus heureux, car Napoléon avait obtenu de tels avantages qu'il pouvait, sans crainte de paraître reculer, faire quelques sacrifices à un objet aussi considérable que le rétablissement de la paix avec l'Angleterre.

Napoléon n'était pas sans comprendre toute la portée d'une semblable réconciliation; il avait lui-même imaginé le faux projet d'assassinat qui avait donné lieu à la dénonciation de Fox. Il saisit avec empressement l'occasion qu'on lui offrait, il fit transmettre à Fox, par Talleyrand, un fragment de discours, dans lequel il exprimait le désir de faire la paix *sur les*

[illegible] à la suite de quelques communications [illegible] les plus courtois échangés entre les deux cabinets, pendant les mois de mars et [illegible] des pourparlers directs, en vue de la paix, s'engagèrent par l'entremise de lord Yarmouth, un des nombreux sujets britanniques retenus en France à la suite de la rupture du traité d'Amiens. Talleyrand, qui fut chargé de négocier avec lui, [illegible] tout d'abord et sans difficulté la restitution du Hanovre au roi d'Angleterre; il admit également [illegible] principe général de l'uti possidetis, c'est-à-dire [illegible] l'état actuel des possessions, en ce qui concernait les acquisitions nouvelles des deux États; il [illegible] entièrement à laisser à la maison de Naples la Sicile, dont nos troupes n'avaient pu [illegible]. Sur un seul point il se montra inflexible. [illegible] obstinément d'admettre la Russie à une négociation commune. Napoléon avait, en effet, trouvé [illegible] avantages à faire des paix séparées pour se départir de cette règle de conduite; il se proposait ici [illegible] renouveler le jeu qui lui avait si bien réussi contre la Prusse et l'Autriche, et de même qu'il s'était servi du traité surpris à la faiblesse de d'Haugwitz pour [illegible] l'Autriche isolée, il voulait conclure à tout [illegible] un arrangement improvisé avec la Russie pour imposer ensuite toutes ses volontés à l'Angleterre.

L'empereur de Russie, qui s'était d'abord emparé des bouches du Cattaro, au moment où nos troupes allaient les occuper, avait ensuite témoigné le désir de se rendre aux doléances de l'Autriche, que Napoléon rendait responsable de l'accident. Il venait justement d'envoyer à Paris M. d'Oubril, avec de pleins

pouvoirs, mais moins pour conclure la paix que pour en discuter les conditions. Napoléon conçoit aussitôt le plan de surprendre d'Oubril comme il a surpris d'Haugwitz, en lui faisant signer un traité au moyen duquel il intimidera et accablera le cabinet anglais. La seule arrivée du négociateur russe suffit pour produire en lui un changement complet de ton et de langage. A son retour de Londres, où il est allé porter à Fox les propositions de Bonaparte, lord Yarmouth se trouve en présence d'une situation toute nouvelle. On ne veut plus entendre parler de laisser la Sicile aux Bourbons : l'empereur a reçu des lettres de son frère qui lui déclare ne pouvoir se passer de cette île ! D'ailleurs ses généraux sont à la veille de s'en emparer. Il faut que l'Angleterre se contente du Hanovre, de Malte, des colonies qu'elle a conquises[1]. A mesure que d'Oubril se laisse prendre au piége, le cabinet français devient plus exigeant et plus réservé envers Yarmouth. On l'amuse avec les propositions les plus ridicules. On lui offre de donner, comme indemnité au roi des Deux-Siciles, un nouveau domaine formé *avec les villes hanséatiques* qu'on prendra à l'Allemagne ! En général, les indemnités que propose Bonaparte sont toujours à prendre sur le voisin. Enfin, du 15 au 20 juillet, Napoléon est certain de l'adhésion de d'Oubril au traité qu'il offre à la Russie, et subitement la scène change de nouveau. Peu lui importe que ce traité ne soit encore qu'un projet, qu'il contienne des

1. Dépêche de lord Yarmouth à Fox, 19 juin 1806 : *Annual Register for the year* 1806. — *State papers*. Les pièces de la négociation sont reproduites en partie, mais avec les plus graves altérations dans le *Moniteur* du 26 nov. 1806.

à Fox le 9 juillet, il a déclaré à d'Ou
se faisait, l'Allemagne resterait dan
et *que les changements projetés ne ser*
Cette promesse est aussitôt violée
léon publie la nouvelle organisat
dération germanique réformée à l
tectorat, et il faudra que l'Angleter
d'abord négocié sur le pied du *sta*
tout à la fois à nous céder la Sicile,
de l'Allemagne soumise à notre do

Ce coup de théâtre était la rép
stratagèmes qui avaient précédé
traité d'Amiens ou plutôt de ceux
ployait dans toutes ses négociati
car c'était là, chez lui, une méthod
tématique. Avec une connaissanc
profondie de son caractère, et mê
tant soit peu attentive de ses anté
on eût pu prédire à coup sûr ce

[redacted]

pour inspirer une fausse sécurité, il captivait, entraînait par ses promesses des négociateurs que trompait sa rondeur apparente, il faisait valoir à leurs yeux les considérations d'humanité, la gloire de pacifier l'Europe après tant de déchirements; il les associait à ses vues d'avenir, à ses philanthropiques espérances; il se hâtait de les engager sans leur laisser le temps de la réflexion; puis, quand tout était réglé, convenu, terminé, au moment même de signer, il démasquait tout à coup quelque formidable imprévu et les mettait en demeure de s'y résigner ou de déchirer le traité en les menaçant avec éclat de les rendre responsables des conséquences. Comme les cabinets trop confiants avaient presque toujours escompté auprès de leurs sujets les avantages de la paix, ils courbaient le plus souvent la tête et acceptaient le fait accompli.

Cette surprise était faite pour refroidir considérablement l'admiration enthousiaste que Fox avait vouée à Bonaparte, et qui avait, d'ailleurs, souffert plus d'une atteinte depuis quelques années. Il ressentit d'autant plus vivement cette déception, qu'il s'en croyait tout à fait à l'abri, en raison de ses anciennes relations avec Napoléon. Mais au lieu de plier comme l'empereur l'espérait, il témoigna son mécontentement à lord Yarmouth, qui avait montré en cette occasion peu de fermeté et peu de clairvoyance en produisant ses pouvoirs, contrairement à ses instructions, et en acceptant la discussion sur l'indemnité sicilienne. Fox lui adjoignit lord Lauderdale, qui était chargé de parler un langage plus énergique et de revenir au point de départ même de la négociation, c'est-à-dire au maintien du *statu quo*. Napoléon

[redacted]

proposa alors, pour le roi des Deux-Siciles, de nouvelles indemnités, sur lesquelles il n'avait pas plus de droits que sur les villes hanséatiques, il offrit successivement l'Albanie qui appartenait à l'empire ottoman, avec Raguse qui était une république indépendante, puis les îles Baléares, propriété de son allié le roi d'Espagne. De tous les pays dont Napoléon prétendait trafiquer dans cette étrange négociation, il n'en était pas un seul sur lequel il pût invoquer même le droit de conquête : il ne possédait, en effet, ni le Hanovre, ni la Sicile, ni les villes Hanséatiques, ni l'Albanie, ni la république de Raguse, ni les îles Baléares, et il les cédait ou les réclamait tour à tour, comme il eût fait d'une propriété personnelle. Jamais on ne disposa du bien d'autrui avec plus de cynisme et d'impudeur. Sur ces entrefaites arriva de Saint-Pétersbourg une nouvelle embarrassante pour notre diplomatie. Alexandre repoussait avec mépris le traité dérisoire que Napoléon avait imposé à l'indécision de d'Oubril, et l'entente la plus complète se trouvait du même coup rétablie entre l'Angleterre et la Russie. Toute cette combinaison mesquine et perfide était déjouée, percée à jour, et pour comble de malheur, Fox, le dernier partisan de la paix au sein du cabinet anglais, mourait le 13 septembre, guéri un peu tard de toutes ses illusions au sujet du grand empereur. Les légitimes exigences de l'Angleterre à l'égard de la Sicile, se trouvant compliquées maintenant de celles que la Russie renouvelait pour son propre compte, relativement au roi de Naples, au roi de Sardaigne, à la Dalmatie, la négociation pouvait encore traîner sur les arguties propres à la diplomatie, mais

[redacted]

elle était, dès lors, mise à néant. Ainsi échoua cette tentative si importante pour la paix du monde. Quelles que soient les subtilités qu'on entasse pour obscurcir et dénaturer les faits, il est une conclusion à laquelle il est impossible de se dérober, c'est que la guerre resta ouverte entre la France d'une part, la Russie, l'Angleterre et, par suite, la Prusse de l'autre, pour un motif unique : le refus de Napoléon de céder la Sicile, où pas un de ses soldats n'avait encore mis le pied, et cela, disait-il, parce que la Sicile était indispensable au royaume de son frère Joseph ! Il y avait là tout au moins un commencement d'aliénation mentale.

La guerre avec la Russie et l'Angleterre, c'était aussi la guerre avec la Prusse, car Napoléon, à force d'habileté, en était venu à mettre aux mains de ces puissances un moyen certain d'entraîner le roi de Prusse. A supposer que ses griefs anciens et l'établissement de la nouvelle Confédération du Rhin, ne lui eussent pas paru des motifs suffisants de rupture, il était impossible que ce prince pût résister à leurs sollicitations en apprenant le sans-façon avec lequel Napoléon avait disposé d'une province faisant partie de ses États; et si le roi d'Espagne avait été capable d'un mouvement de fierté, nul doute qu'il n'eût été immédiatement entraîné à une détermination analogue par les sujets de plainte qu'on lui avait donnés, non-seulement en traitant de la paix, sans le consulter, mais en offrant ses provinces à qui voulait les prendre, en chassant ses parents de Naples, en gouvernant le royaume d'Étrurie comme un département français. La Hollande avait été plus malmenée

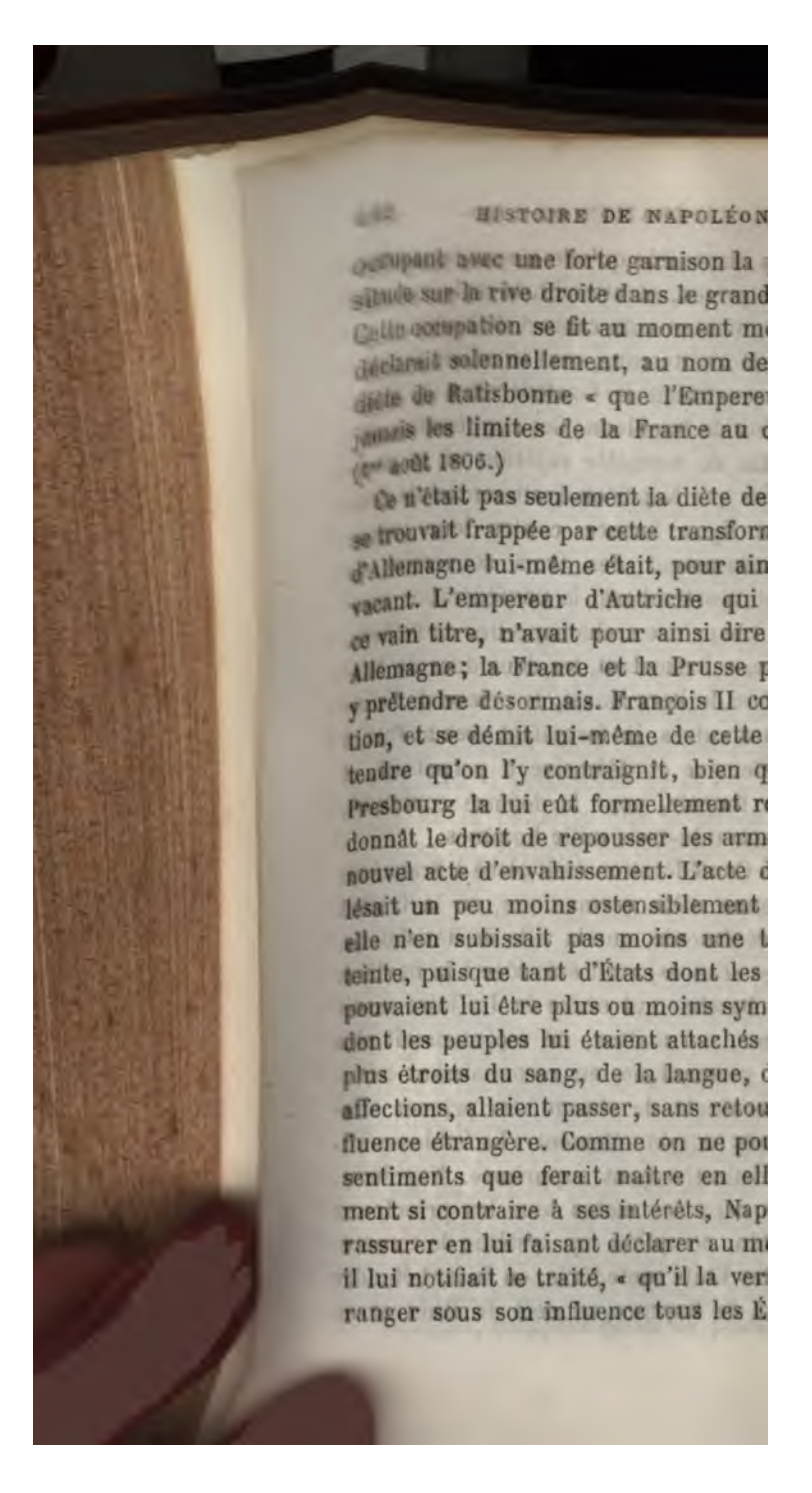
seule de ses combinaisons venant à
reste s'écroulait à la fois, et Napoléo
dans ses propres ruses, brouillé ave
et surtout avec ceux qu'il appelait se
hypothèse des plus aventurées avai
clef de voûte à tout l'échafaudage de
jet de pacification, cette hypothèse ét
d'Alexandre. L'événement ne se réa
restait de la tentative que le piteu
mauvaise foi, surprise en flagrant d
tous les yeux.

Napoléon n'était pas assez aveugle
dre sur les sentiments que sa condu
rer à Berlin comme ailleurs, mais il
d'en neutraliser l'effet à force d'in
hâta de prendre les premières me
ordonna à ses généraux de se tenir s
Son armée occupait encore tout le mid
car il s'était prévalu de la saisie des

aguerrie et plus disponible qu'elle n'avait jamais été. Ces précautions prises, il attendit, la main sur son épée, les communications du cabinet de Berlin.

On avait notifié à cette cour, vers le milieu de juillet, l'acte qui constituait la Confédération du Rhin sous le *protectorat* de Napoléon. Cet euphémisme déguisait mal l'état de complète sujétion où se trouvaient les princes que Napoléon avait contraints d'entrer dans cette ligue formée contre leur propre patrie. Indépendamment des trois souverains de Bade, Bavière et Wurtemberg, la Confédération nouvelle comprenait le prince archichancelier de Dalberg, l'électeur de Hesse-Darmstadt, les deux ducs de Nassau, le grand-duc de Berg Murat, le prince de Salm-Salm et quelques autres. Ils formaient avec la France une alliance offensive et défensive à perpétuité, et s'engageaient à fournir, pour la défense commune, une armée de soixante-trois mille hommes.

Le siége de la Confédération était placé à Francfort; ant à l'ancienne diète germanique, on la traitait c si peu de cérémonie, que la ville de Ratisbonne, elle tenait ses séances, avait été cédée à la Bavière. re ministre Bascher eut ordre de lui faire savoir « l'Empereur, son maître, ne reconnaissait plus nstitution germanique, en reconnaissant néans la souveraineté de chacun des princes alles, considérés individuellement. » La noblesse imte était définitivement supprimée. Napoléon, nait déjà dans ses mains tous les principaux s du Rhin, compléta son système de commus avec les États confédérés, en faisant étendre fications de Mayence au delà du Rhin et en



occupant avec une forte garnison la
située sur la rive droite dans le grand
Cette occupation se fit au moment m
déclarait solennellement, au nom de
diète de Ratisbonne « que l'Empere
jamais les limites de la France au
(1er août 1806.)

Ce n'était pas seulement la diète de
se trouvait frappée par cette transforn
d'Allemagne lui-même était, pour ain
vacant. L'empereur d'Autriche qui
ce vain titre, n'avait pour ainsi dire
Allemagne; la France et la Prusse
y prétendre désormais. François II co
tion, et se démit lui-même de cette
tendre qu'on l'y contraignît, bien q
Presbourg la lui eût formellement r
donnât le droit de repousser les arm
nouvel acte d'envahissement. L'acte c
lésait un peu moins ostensiblement
elle n'en subissait pas moins une
teinte, puisque tant d'États dont les
pouvaient lui être plus ou moins sym
dont les peuples lui étaient attachés
plus étroits du sang, de la langue,
affections, allaient passer, sans retou
fluence étrangère. Comme on ne pou
sentiments que ferait naître en ell
ment si contraire à ses intérêts, Nap
rassurer en lui faisant déclarer au m
il lui notifiait le traité, « qu'il la ver
ranger sous son influence tous les É

[redacted]

magne, par une Confédération semblable à celle hin. » Le dédommagement était plus que médio- car ces États étaient loin de pouvoir faire contre- s à ceux que Napoléon venait d'enchaîner à son nce; le cabinet de Berlin l'accepta toutefois avec ressement, ne se doutant encore en aucune ma- , qu'on était d'avance bien décidé à ne pas lui r prendre ce qu'on lui offrait. Il ne devait pas r à faire cette découverte en même temps qu'une plus accablante encore.

si la coalition dissoute, au prix de tant de sang, les victoires d'Ulm et d'Austerlitz, avait à peine sé les armes, que du sein de cette Europe épuisée hez le peuple même qui était le mieux disposé nous, allait surgir une coalition nouvelle, sus- uniquement par une longue série de sanglants nts et de vexations intolérables. Cependant ja- notre situation intérieure n'avait réclamé plus rieusement une politique pacifique. Napoléon, au r d'Austerlitz, se vit lui-même forcé de recon- re cette vérité, il promit solennellement à la ce de la faire enfin jouir des bienfaits de la paix. s cette promesse n'était pas plus sincère que le pte rendu des revers trop fameux qui avaient rci l'éclat de nos victoires. Le discours d'ouver- de la session de 1806 contenait la seule mention ielle que Napoléon ait jamais faite de la catastro- de Trafalgar. Même avec une connaissance appro- lie de cette âme sans foi et de l'audace de ses im- ures, on a peine à en croire ses yeux lorsqu'on lit quels termes il apprécia ce lamentable événe- t : « *Les tempêtes*, dit-il *nous ont fait perdre quelques*

[redacted]

vaisseaux après un combat imprudemment engagé[1]. » Voilà sur quelles dépositions il eût voulu qu'on écrivît son histoire! C'était sur de pareils témoignages que la France était appelée à juger son gouvernement, à se former une opinion sur l'état de ses affaires! Après le succès d'un si grossier mensonge, comment s'étonner de l'invariable crédulité qui accueillait les paroles de Napoléon lorsqu'il prenait le ciel à témoin de ses efforts en faveur d'une paix si chèrement payée? Alors même qu'il la faisait échouer, il spéculait sur ce désir si légitime pour accroître encore sa popularité de triomphateur : « Ce ne sont plus des conquêtes qu'il projette, avait dit de sa part Champagny au Corps législatif, il a épuisé la gloire militaire; il n'ambitionne plus ces lauriers sanglants qu'on l'a forcé de cueillir : perfectionner l'administration, en faire pour son peuple la source d'un bonheur durable, d'une prospérité toujours croissante, et de ses actes l'exemple et la leçon d'une morale pure et élevée; mériter les bénédictions de la génération présente et celles des générations futures, telle est la gloire qu'il ambitionne[2]. »

Il était temps qu'il commençât à prendre au sérieux ce programme menteur, tant de fois promis et délaissé. Depuis la rupture avec l'Angleterre, le bien-être et la richesse de la France avaient reçu de fâcheuses et profondes atteintes, et nos victoires, quelque spoliatrices qu'elles fussent pour les pays conquis, étaient bien loin de pouvoir suppléer à l'immense déficit causé par l'anéantissement de notre commerce

1. *Discours d'ouverture*, 2 mars 1806.
2. *Exposé de la situation de l'Empire*, 5 mars 1806.

[redacted]

et de notre industrie nationale. Telle était pourtant en dernière analyse la vraie pensée de Napoléon. Il voulait habituer la France à vivre des dépouilles de l'Europe. « Nos finances vont mal, avait-il dit à Mollien en partant pour la campagne d'Austerlitz, *ce n'est pas ici que je puis y mettre ordre*[1]. » Au fond, l'armée seule retirait un véritable profit de nos conquêtes; il est vrai d'ajouter que l'armée prenait peu à peu de telles proportions, qu'elle allait bientôt embrasser, ou pour mieux dire engloutir la nation presque tout entière. A l'armée revenait la plus grosse part des contributions levées sur l'étranger, à l'armée, le plus grand nombre de ces énormes dotations que Napoléon venait de constituer pour ses généraux sous le nom de duchés ou de principautés; à l'armée enfin ces arcs de triomphes du Carrousel et de l'Étoile, cette colonne fondue avec le bronze des canons ennemis, qui allaient s'élever sur les places de Paris. L'armée devenait de plus en plus le grand ressort, le moteur universel, le commencement et la fin de tout. Napoléon voulait qu'elle eût, non-seulement son esprit à elle, très-distinct de celui de la nation, mais des intérêts et des ressources indépendants de ceux de l'État, avec une gestion et une destination spéciales, exclusives, sans aucune solidarité avec les autres services. Telle est la pensée qui lui inspira, après Austerlitz, la création, tant admirée, de la Caisse militaire formée avec les contributions levées sur l'Autriche et administrée par Mollien. Admirable invention, en effet, que celle qui allait achever de corrompre et de pervertir cette institution

1 Mollien : *Mémoires d'un ministre du Trésor.*

[redacted]

autrefois si patriotique, si pure et si désintéressée qu'on avait appelée la *nation armée!* Nos soldats devaient se suffire à eux-mêmes, former un corps à part se dirigeant par ses propres maximes, étranger aux passions du reste du peuple, soustrait à toute influence civile, isolé par ses plaisirs comme par ses honneurs, et n'ayant plus même avec les autres citoyens les liens de la communauté d'intérêt. Au reste, quelque rapproché que fût le nouvel esprit militaire de celui qui avait autrefois animé ces légions prétoriennes, la honte et le châtiment de la populace de Rome, tel était encore l'empire des mœurs et de la civilisation françaises, que Napoléon n'atteignit jamais sous ce rapport à l'idéal qu'il avait rêvé, soit que le temps lui ait manqué pour le réaliser, soit qu'il ait reculé devant le mauvais effet qu'eussent produit certaines de ces innovations empruntées à la Rome des Césars. On lit dans une note dictée au sujet de la fête que la ville de Paris devait donner à la Grande-Armée, lors de son retour d'Allemagne : « *Quelques combats de taureaux à la mode d'Espagne ou des combats de bêtes féroces seraient dans ces circonstances des amusements qui plairaient à des guerriers*[1]. » C'est par de tels spectacles que Bonaparte se proposait sans doute de donner à son peuple, selon l'expression qu'il avait dictée à Champagny, « la leçon d'une morale pure et élevée, de mériter les bénédictions de la génération présente et celles des générations futures! » Des tigres se déchirant dans une arène sous les yeux d'une plèbe en

1. Note de Napoléon pour le ministre de l'intérieur, 17 février 1806.

[redacted]

délire, c'était là, avec les gladiateurs, le seul trait de mœurs qu'il lui restât à emprunter aux temps néfastes du Bas-Empire; mais on peut dire qu'en cela ce charlatan effréné, qui a tant exploité les défauts et les préjugés français, allait au delà de ce que pouvaient supporter son peuple et son époque; quoi qu'il fît, ces goûts n'étaient pas français, et il calomniait la nation de Molière et de Corneille en la supposant capable de se passionner pour ces plaisirs grossiers et cruels. Les événements forcèrent Napoléon à ajourner cette tentative qui resta à l'état de projet, mais elle est trop caractéristique pour être passée sous silence; elle montre dans quelles régions historiques vivait sa pensée, et elle le classe, pour ainsi dire, parmi ses véritables contemporains, qui n'ont rien de commun avec la civilisation moderne.

Comme compensation aux maux et aux privations de toute sorte qui étaient résultés pour elle de l'interdiction des denrées coloniales et de la suspension des affaires industrielles, la population de Paris eut le spectacle de ces travaux de luxe qui ont pour but de décorer la majesté du pouvoir plutôt que de répandre le bien-être et d'encourager la production. La plupart de ces travaux, à la fois fastueux et stériles, devaient d'ailleurs rester inachevés. On décréta, outre les arcs de triomphe que j'ai mentionnés, l'achèvement du Louvre, du Panthéon rendu au culte et de la rue de Rivoli, la construction d'un tribunal de commerce sur l'emplacement de l'église de la Madeleine, l'ouverture de la rue de la Paix; on inaugura le *pont d'Austerlitz*. Mais ces constructions et quelques autres créations d'un caractère plus utile, telles que

[redacted]

la multiplication des écoles d'arts et métiers, le développement des expositions industrielles, l'amélioration des grandes voies de communication par terre et par eau, n'étaient que des palliatifs fort insuffisants contre l'état de trouble, de malaise, d'appauvrissement dans lequel étaient tombées toutes les branches de la production nationale. Notre industrie, étouffée par la guerre, devait rester jusqu'à la fin de l'empire dans cette position expectante que Champagny décrivait par une image expressive dans son compte rendu, en ce qui touchait la littérature : « *Les belles-lettres et les arts se disposent à prendre leur essor !* [1] » Le Trésor public se releva seul au milieu de la détresse générale, grâce aux remèdes violents que Bonaparte employa pour mettre fin à la grande crise financière qui avait amené tant de catastrophes dans le monde des affaires pendant l'hiver de 1805-1806.

Les causes de cette crise étaient tellement évidentes qu'elle avait été longtemps à l'avance annoncée par tous les hommes prévoyants. Elle tenait avant tout à une cause générale auprès de laquelle tout le reste n'était que très-accessoire, c'était l'immensité de nos dépenses de guerre. Si l'on ajoute aux frais énormes des préparatifs de l'expédition d'Angleterre les pertes incalculables causées par l'anéantissement de notre marine marchande, par les coups multipliés qui atteignirent notre commerce, par l'épuisement forcé de notre agriculture à laquelle la conscription enlevait de plus en plus ses soutiens naturels, on ne s'étonne plus que d'une chose, c'est de la facilité avec laquelle

1. *Exposé de la situation de l'Empire.*

[redacted]

la France parvint à éviter un plus complet désastre. A cette cause prédominante, qui était le résultat nécessaire d'une mauvaise politique, se joignaient les errements d'un mauvais système financier qui préférait des expédients équivoques et dangereux à l'aveu loyal de nécessités et de besoins dont le simple exposé eût suffi pour compromettre la popularité de Napoléon. Comptant toujours sur la victoire pour couvrir ses frais de guerre sans augmentation d'impôt, Napoléon était constamment forcé d'anticiper les dépenses sur les recettes, et cette nécessité avait donné lieu à un premier expédient, consistant à faire escompter les obligations des receveurs généraux par une grande compagnie financière, qui prélevait ainsi un impôt sur l'impôt. Cette compagnie, dirigée par Ouvrard, Desprez et Vanlerberghe, se trouvait en même temps chargée de la fourniture des vivres pour la marine et l'armée, en sorte qu'elle avait tout à la fois à avancer des fonds à l'Etat et à lui en demander, situation complexe, dont Barbé-Marbois remontra vainement le danger à Napoléon. Cette compagnie, ne trouvant pas sur la place de Paris des ressources suffisantes, fut amenée par la force des choses à étendre encore le cercle de ses opérations. L'Espagne, privée par la guerre avec l'Angleterre de son principal revenu, qui consistait dans l'extraction des piastres du Mexique, avait été forcée de différer le payement de son arriéré de subsides, elle était, en outre, en proie à la disette : le fertile génie d'Ouvrard imagine de battre monnaie avec les ressources de ce pays ruiné. Il se présente au roi d'Espagne en sauveur de la monarchie, il lui offre de le tirer de tous ses embarras, de payer les subsi-

[redacted]

des arriérés, de lui fournir des grains en abondance, et en échange de ce précieux service, il ne lui demande qu'une chose, une délégation sur ces piastres du Mexique, dont l'Espagne ne peut plus tirer aucun parti. Il a, en effet, trouvé un moyen de les faire rentrer par l'intermédiaire de banquiers anglais et américains, liés à la maison Hope d'Amsterdam, et Pitt lui-même fournira les frégates pour le transport des piastres mexicaines[1]. Grâce à ce gage dont la valeur ne peut d'ailleurs être contestée, la compagnie de Paris pourra continuer à fournir au gouvernement français des fonds et des fournitures. Déjà tout a changé de face en Espagne, et partout l'abondance succède à la pénurie. Mais pour le succès de l'entreprise d'Ouvrard, une chose est indispensable, en raison de la lenteur et de la difficulté des communications avec l'Amérique, c'est le temps, et il se voit bientôt dans un danger imminent pour n'avoir pas assez tenu compte de cet élément dans ses calculs. Ses associés de Paris, hors d'état de continuer à eux seuls l'escompte des valeurs du Trésor, obtiennent de Barbé-Marbois que la Banque de France s'en chargera concurremment avec eux. La Banque, qui a déjà épuisé ses propres ressources pour venir en aide au commerce en détresse, et pour fournir à Napoléon les fonds nécessaires à son entrée en campagne[2], ne tarde pas à voir son crédit ébranlé; elle aggrave sa situation par une émission exagérée de

1. *Mémoires* d'Ouvrard.

2. On a dit que la somme avancée avait été de cinquante millions, et le fait a donné lieu à de vives dénégations, principalement de la part de Bignon et de Thibaudeau. Mais la quotité importe peu; l'emprunt en lui-même est incontestable.

[redacted]

billets. Le public, averti de la diminution croissante de la réserve métallique, assiége les bureaux de la Banque pour se faire rembourser les billets. Comme il faut à tout prix éviter une banqueroute avouée, on est réduit à imaginer des formalités qui ralentissent les remboursements, mais qui équivalent à une suspension de payements.

Telles furent les principales péripéties d'une crise amenée par les circonstances, et qu'on ne pouvait, sans une souveraine injustice, imputer à des banquiers qui n'avaient agi en tout cela que sous le contrôle ou l'impulsion du gouvernement[1]. Mais comme le contre-coup de leurs revers avait atteint beaucoup de fortunes particulières, et comme on est toujours sûr de plaire au vulgaire en frappant ces grandes positions, objet, tour à tour, de son envie ou de ses adulations, Napoléon, lors de son retour à Paris, trouva plus simple de prendre aux *négociants réunis* tout ce qu'ils possédaient, en se substituant à eux comme créancier de l'Espagne, que de soumettre leurs opérations à un arbitrage délicat et difficile. Avec eux fut sacrifié l'intègre Barbé-Marbois qui, en acceptant leurs expédients, avait obéi à la volonté de Napoléon, c'est-à-dire tout subordonné à la nécessité de maintenir les services de l'armée. Au reste, il est à remarquer que tout en traitant Ouvrard de fripon, comme il traitait Fouché de coquin, et Masséna de voleur, Napoléon ne put jamais se passer de ces hommes, qui ne brillaient certainement pas par les scrupules. Après les avoir

1. C'est ce que prouvent surabondamment les lettres de Barbé-Marbois citées dans les *Mémoires* d'Ouvrard.

[redacted]

[illegible] violemment malmenés, il revenait toujours à [illegible] une invincible prédilection, parce qu'il y [illegible] gouvernement une foule de transac- [illegible] confier qu'à des hommes de [illegible] commodes, à qui l'on pou- [illegible] qu'il quittait et reprenait tou [illegible] à craindre d'eux ni une ré- [illegible] conscience ou de fierté, ni une [illegible], car *ils étaient* les premiers intéressés au silence. En ce qui concerne Ouvrard et ses coassociés, ils furent en cette occasion plutôt victimes que fripons; car, ainsi que Mollien le reconnaît formellement [1], ils avaient réduit d'un quart l'intérêt des escomptes des obligations des receveurs généraux, et loin de retirer aucun bénéfice de leur grande entreprise, qui avait en somme prévenu la banqueroute de l'État, ils n'y trouvèrent que la ruine et la déconsidération, sans avoir fait autre chose que leur métier de spéculateurs. Au surplus, pour donner une idée de l'esprit de justice et des scrupules que l'empereur apporta dans le règlement de cette affaire, il suffira de dire qu'il rendit responsables des malheurs de la crise, non-seulement Ouvrard, Desprez et Vanlerberghe, mais une quinzaine de personnes choisies dans le faubourg Saint-Germain, et pour la plupart étrangères au monde de la finance. Des héroïnes de salon, des femmes inoffensives dont le seul crime était de briller par l'esprit, la beauté, la générosité des sentiments, furent exilées pour avoir excité par leurs propos les alarmes du public et le discrédit de la Ban-

1. Mémoires d'un ministre du Trésor.

[redacted]

que! Parmi ces personnes se trouvaient Mme Récamier, dont le mari venait d'être complétement ruiné par la crise, Mmes de Chevreuse, de Duras, d'Aveaux, de Luynes, etc. Mme de Luynes échappa à l'exil, grâce à la protection de Talleyrand, mais ce fut pour subir une peine plus humiliante, car on ne l'amnistia qu'à la condition qu'elle deviendrait dame d'honneur de l'impératrice. Il y avait à peine un an que Bonaparte avait institué dans le Sénat son fameux *Comité de liberté individuelle* ! Le faubourg Saint-Germain fut averti que le temps des critiques contre la nouvelle cour était passé, et qu'il fallait bon gré ou mal gré entrer dans le système. Moitié par faveur, moitié par menace, Napoléon obtint pour ses généraux quelques-unes des plus nobles héritières de la vieille aristocratie. Savary, le chef de la gendarmerie d'élite, le héros des scènes nocturnes de Vincennes, épousa Mlle de Coigny. C'est ce que Napoléon appelait opérer la fusion entre l'ancienne noblesse et la nouvelle!

Dans ce désir qui s'emparait de plus en plus de lui d'étreindre et de refondre la société française tout entière, il était une précaution élémentaire que Napoléon n'avait garde d'oublier au milieu de toutes ses préoccupations de conquérant et de fondateur d'empire, c'était le soin de préparer les générations nouvelles au régime sous lequel elles devaient vivre par une éducation conforme aux idées qu'il voulait leur inculquer. Il avait déjà beaucoup fait sous ce rapport, par la direction qu'il avait imprimée à l'instruction publique[1]; il avait étouffé systématique-

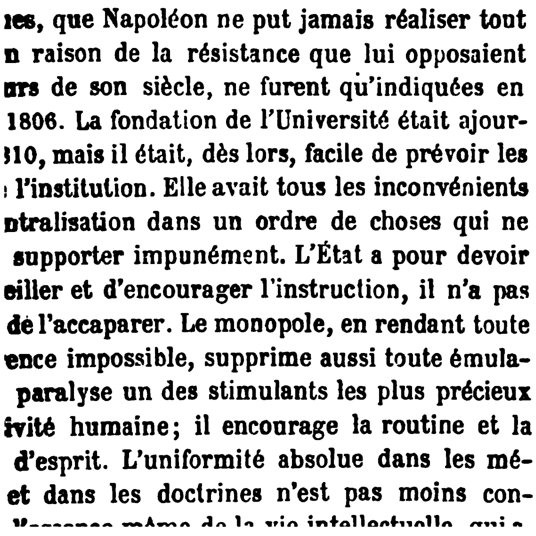
1. Voy., à ce sujet, le IIe volume.

[redacted]

ment certaines branches de l'enseignement, telle
que l'histoire et la philosophie. Il les avait rempla
cées par l'étude obligatoire de la discipline militaire
science à l'abri de l'idéologie, et plus propre à forme
des hommes selon son cœur. Mais il ne tarda pa
à s'apercevoir que cette savante réforme de l'ensei
gnement resterait fort inefficace tant qu'il n'aurait pa
réformé le corps enseignant lui-même. Pour mainte
nir ces méthodes intactes, pour les enseigner dan
toute leur pureté, il fallait des professeurs pénétré
d'un même esprit, soumis à une même discipline
organisés en une seule hiérarchie; il fallait, en u
mot, que l'unité dans les doctrines fût servie par l'u
nité dans l'obéissance. A ce point de vue les statut
fameux de la Société de Jésus offraient à Napoléon l
plus parfait modèle qu'il pût rêver. Il éprouvait, e
effet, pour cette célèbre Compagnie une admiratio
sans bornes, et tout en la proscrivant, il lui envi
toujours cette organisation qui est le chef-d'œuvr
de l'esprit absolutiste. Mais la Société de Jésus faisai
payer très-cher ses services, elle travaillait un pe
pour Rome, beaucoup pour elle-même, et Napoléo
voulait qu'on ne travaillât que pour lui seul. Il n
pouvait donc à son grand regret s'arranger avec le
jésuites, mais il déclara à ses conseillers d'État[1] qu'il
avaient laissé une véritable lacune. C'était avec pein
qu'il avait dû renoncer à les utiliser « parce qu'il
avaient leur souverain à Rome. » Il soumit ensuit
au conseil d'État les principes qui devaient servir d
base au projet de reconstruction de l'Université. O

1. Thibaudeau.



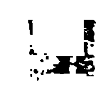


ıur un certain nombre d'années; qu'ils fussent
aux règles de l'avancement; il leur imposa
›ite dépendance vis-à-vis de leurs supérieurs.
ant ces conditions, il leur abandonnait le mo-
le l'enseignement public.
ıes, que Napoléon ne put jamais réaliser tout
n raison de la résistance que lui opposaient
urs de son siècle, ne furent qu'indiquées en
1806. La fondation de l'Université était ajour-
310, mais il était, dès lors, facile de prévoir les
: l'institution. Elle avait tous les inconvénients
ntralisation dans un ordre de choses qui ne
supporter impunément. L'État a pour devoir
eiller et d'encourager l'instruction, il n'a pas
de l'accaparer. Le monopole, en rendant toute
ence impossible, supprime aussi toute émula-
paralyse un des stimulants les plus précieux
ivité humaine; il encourage la routine et la
d'esprit. L'uniformité absolue dans les mé-
et dans les doctrines n'est pas moins con-

[redacted]

... ne laissent rien à faire à son esprit, et en ... le professeur on étouffe l'élève. Enfin, les ... dépendance excessive auxquels devaient ... tous les membres du futur corps enseignant, ... qu'abaisser l'esprit d'une fonction si ... élevée : ils révélaient trop ouvertement la pré... de jeter dans un moule réglementaire toutes ... opinions et toutes les intelligences, de confisquer ... les droits et toutes les influences au profit de ..., c'est-à-dire, en réalité, au profit d'un seul homme.

Cette préoccupation égoïste et intéressée qui poussait Napoléon à tout rapporter à sa propre personne, à transformer en moyens de gouvernement les fonctions et les objets les plus étrangers à la politique, s'affichait plus ouvertement encore dans le catéchisme qu'il fit publier en même temps que son projet d'Université. La théologie elle-même allait se voir forcée de devenir un instrument de propagande impérialiste. Dès le mois d'août 1805, Napoléon avait fait pressentir la cour romaine, au sujet de son projet de catéchisme, mais elle avait d'excellentes raisons pour faire la sourde oreille, et elle montra peu d'empressement. Il résolut, en conséquence, de se passer d'elle et de faire confectionner l'ouvrage par ses propres théologiens sur le modèle du catéchisme de Bossuet, accommodé aux besoins des temps nouveaux. Mais il ne s'en tint pas à cet empiétement sur les prérogatives spirituelles; il procura au pape l'agréable surprise de lire cette profession de foi revêtue de l'approbation du cardinal-légat Caprara, à qui Pie VII avait expressément défendu d'y donner le moindre



ıl avec son protecteur, par le simple énoncé
:imes que contenait le *Catéchisme impérial.*
Quels sont en particulier nos devoirs envers
ɪn Ier, notre empereur? — R. Nous lui devons
iculier l'amour, le respect, l'obéissance, la
le service militaire, les tributs ordonnés pour
ıse de l'empire et de son trône, des prières
es pour son salut et pour la prospérité de

Pourquoi sommes-nous tenus de tous ces de-
ıvers notre empereur? — R. Parce que Dieu, en
nt notre empereur de dons, soit dans la paix
ıs la guerre, l'a établi notre souverain et l'a
ɪon image sur la terre. *Honorer et servir notre
ır est donc honorer et servir Dieu lui-même.*
N'y a-t-il pas des motifs particuliers qui doivent
rtement nous attacher à Napoléon Ier, notre
ɪur? — R. Oui, car il est celui que Dieu a sus-
ur rétablir la religion sainte de nos pères et
n être le protecteur. Il a ramené et conservé
public par sa sagesse profonde et active, il
l'État par son bras puissant; *il est devenu l'oint*

ʃ. sur ce point les documents publiés par M. d'Haussonville.
ɪoléon au prince Eugène, 23 mars 1806.

[redacted]

... par la consécration qu'il a reçue du souverain pontife.... Ceux qui manqueraient à leurs devoirs envers notre empereur *se rendraient dignes de la damnation éternelle*[1], » etc.

On éprouve encore plus de dégoût que d'indignation en songeant qu'un homme a osé dire de lui-même toutes ces choses impudentes. Ce qui est plus extraordinaire encore, c'est qu'il ait pu les dire impunément dans le siècle de Voltaire, c'est qu'il ait pu en faire l'objet d'un enseignement *religieux!* Avec quel étonnant sans-façon cet ancien sous-lieutenant d'artillerie enrôle le pape dans sa police et transforme Dieu lui-même en gendarme! Son autocratie n'était pas loin, comme on voit, de passer à l'état de dogme. C'était là, à ses yeux, une transition nécessaire, en attendant l'apothéose. Cette méthode constante, invariable de tout exploiter au profit du despotisme, depuis l'honneur du soldat jusqu'au zèle du pauvre curé de village enseignant la morale aux petits enfants, a été admirée comme une conception du génie, mais elle n'a pas plus de rapport avec l'art de gouverner que l'acte du sauvage coupant l'arbre pour cueillir le fruit n'a de rapport avec l'agriculture. Une chose a manqué à ce système pour qu'il fût apprécié à sa juste valeur, c'est de pouvoir être jugé par ses résultats. Si ce régime avait pu être pratiqué dans les conditions de calme, d'ensemble et de continuité qui sont nécessaires à toute expérience, en présence de l'effroyable abjection qui en était la suite inévitable, on eût été promptement amené à reconnaître que

[1] Extrait du *Catéchisme* de l'Empire.

[redacted]

ice n'est pas le génie, et que, même au point
e du succès, la politique qui dégrade les hommes
les dominer n'est jamais de l'habileté, parce
le détruit elle-meme à l'avance tous ses éléments
irée et de stabilité.

ndant que Napoléon consolidait son despotisme à
rieur en l'enracinant de plus en plus dans les
rs même de la nation, l'orage dont nous avons
s premiers symptômes se montrer en Prusse
pris des proportions tout à fait menaçantes. Le
était empressé avec une simplicité rare d'accep-
offre de Napoléon relativement à la formation
Confédération du Nord, comptant sur le bon
de cette ligue pour se faire pardonner par ses
toutes les humiliations qu'on lui avait infligées.
dès ses premiers pas il se trouva entravé de telle
qu'il ne put rien conclure. Tout en protestant
ır bonne volonté, la Saxe et la Hesse ou lui oppo-
t des raisons dilatoires, ou exigèrent pour prix de
adhésion des avantages qu'on ne pouvait leur ac-
ır. On ne tarda pas à savoir d'où venaient ces obs-
. Il est certain, quoi qu'on en ait dit, que Napo-
avait voulu faire entrer l'électeur de Hesse-Cassel
la Confédération du Rhin. Mais il y avait mis
condition expresse que ce prince donnerait sa
ssion de maréchal de Prusse[1]; il est donc très-
mblable que n'ayant pu le rattacher à son sys-
, il fit sous main tout ce qu'il pouvait pour le
rner de se lier à celui de la Prusse. Mais il devait
prévoir que l'électeur dénoncerait tôt ou tard

[1] Napoléon à Talleyrand, 31 mai 1806.

[illegible] l'intimidation [illegible] pour se justifier, [illegible] pour se faire [illegible] à l'égard des villes hanséatiques [illegible] beaucoup [illegible] aucune [illegible] prussien [illegible] com- [illegible] l'empereur avait [illegible] autour [illegible] germanique. [illegible] nouveau [illegible] entendre de [illegible] campé [illegible] d'une [illegible] des [illegible] contre la Prusse. [illegible] déclarations [illegible] concentrait ses armées.

[illegible] l'im- [illegible] confirmée par [illegible] de Prusse [illegible] entre la France [illegible] par sa police [illegible] avant [illegible] à Berlin [illegible] Il se hâta de la faire démentir par Laforest. Non-seulement il lui ordonna de [illegible] d'une négociation qui avait [illegible] les [illegible], mais Laforest dut jurer au roi de Prusse que la paix avec l'Angleterre n'avait manqué que par suite de notre refus de céder le Ha-

[illegible] 6 août.

novre. Il voulait que sur ce point Laforest fût trompé lui-même afin qu'il pût plus facilement tromper les autres : « Laissez-le, écrivait-il à Talleyrand dès le 2 août, dans la conviction que je ne fais point la paix avec l'Angleterre à cause du Hanovre ». Laforest fut en même temps chargé de noircir et de perdre auprès du cabinet prussien « ce misérable, ce pantalon imbécile, ce faux et bas Lucchesini qui avait les renseignements les plus ridicules [1]. » Mais ces dénégations et ces calomnies ne pouvaient plus avoir d'autre effet que d'augmenter l'irritation et les trop justes défiances d'un gouvernement dont la patience était à bout. Le roi de Prusse ordonna sur-le-champ la mobilisation de son armée.

En même temps, l'explosion longtemps contenue des sentiments publics éclata avec une violence extraordinaire. Dans toutes les guerres continentales qu'il avait entreprises jusqu'alors, Napoléon avait eu à combattre des gouvernements plus ou moins solidement organisés, il ne s'était jamais trouvé aux prises avec une nation. En Italie comme en Autriche, il n'avait eu affaire qu'à des peuples sans cohésion, sans esprit national, unis par un lien fédératif des plus faibles, et possédant à peine la notion du sentiment patriotique. Dans ces pays, derrière le gouvernement, il n'y avait que des individus ou tout au plus des provinces, et l'armée une fois détruite on y était maître de tout ; en Prusse au contraire, derrière le gouvernement, il y avait une nation. Il y avait un peuple intelligent, éclairé, actif, très-homogène, et justement fier des

1. Napoléon à Talleyrand, 8 août 1806.

cet ess

fier, so

des vil

plus i ... ites,

part ...

fut bi ... précision

perie ... de la F...

invité

de la ... inondé aussi

On s ... méridionales et

gran ... et occupées par

son ... comm...

à A ... pesant

popu

tous ... l'Autriche

Pru ... n'était en

réit ... qui ava...

tro ... e la Prusse

L ... l'Allemagne

bass ... populaires et

la d ... qui vena

le ... comme un trouble

Fra

con ... telles étaient les ...

même ... que la guerre pouvait en-

... avec un peu de modération.

... par le déchaînement d'opinion dont il

... par d'Haugwitz et Lombard

... de céder au courant, recomman-

...ment une conduite plus prudente;

...poussa ces avis avec son arrogance

... prit une allure plus agressive

[redacted]

et plus provocante encore : « La lettre de Laforest, écrit-il à Talleyrand, le 22 août, me paraît une folie. C'est un excès de peur qui fait pitié ... dites-lui qu'il doit rester tranquille, observer tout en me mandant tout; battre en froid; que, si on lui parle de la Confédération du Nord, il dise *qu'il n'a pas d'instructions*, que, s'il est question des villes hanséatiques, il déclare *que je ne souffrirai pas qu'il soit rien changé à leur état actuel*.... si Lucchesini vous parle de la Saxe et de la Hesse, vous lui direz *que vous ne connaissez pas mes intentions.* » C'était en dire assez sur ces intentions que de refuser de les faire connaître. En même temps qu'il envoie à Laforest ces déplorables instructions, il fait donner à l'Allemagne un avertissement lugubre et menaçant par le meurtre de Palm. (26 août.)

Palm était un libraire de Nuremberg, ville libre, récemment cédée à la Bavière et sur laquelle nous ne pouvions élever aucune prétention légitime, bien qu'elle fût momentanément occupée par nos troupes. Palm avait commis, comme tous ses confrères, le crime, non pas de publier, mais de vendre et de propager les brochures écrites en faveur de la liberté de son pays. Parmi ces brochures se trouvait l'éloquent écrit de Gentz, intitulé : *le profond abaissement de l'Allemagne*, œuvre dont la verve et la véhémence avaient puissamment contribué à réveiller le sentiment national. Napoléon ne connaissait pas deux manières de réfuter un écrit : ne pouvant supprimer teur, il s'en prit aux libraires. Il employa ici le ède que, dans toutes ses lettres, il recommandait [illegible] frère Joseph, comme un moyen infaillible de

calmer les Napolitains. Ce remède, qui re
un refrain perpétuel dans ces fratern
ments, et que Napoléon considérait comm
en tout et à tout, se résumait en une co
qui était, selon lui, le dernier mot de la
tique; cette formule, c'est : fusillez! Dès
envoyait à Berthier cet ordre expéditif
sin, j'imagine que vous avez fait arrêter
d'Augsbourg et de Nuremberg. *Mon inten*
soient traduits devant une commission milit
dans les vingt-quatre heures. Ce n'est pas u
dinaire que de répandre des libelles da
où se trouvent les armées françaises pou
habitants contre elles. La sentence porte
tout où il y a une armée, le devoir du c
veiller à sa sûreté, les individus tels
coupables *d'avoir tenté de soulever les ha*
Souabe contre l'armée française sont c
mort. »

Ainsi, tout était réglé à l'avance, la c
peine, la sentence, et il se trouva d
française sept colonels pour accepter ce
mieux de juges par procuration. Mais ils
répondre ce qu'a écrit Hullin, à propos d
ghien : « Il nous fallait juger sous peine
nous-mêmes! » Palm, arrêté à Nurembe
à la commission militaire qui obéit à
en le condamnant à mort, ainsi que tro
braires dont on ne réussit pas à s'empar
avec raison qu'il était inutile de lui do
fenseur, mais on se ravisa en rédigeant
et le jugement unit le mensonge à l'atroc

[redacted]

un faux solennel que cette formalité avait
plie. Palm marcha à la mort avec un courage
implicité qui émurent jusqu'à ses exécuteurs.
ientôt célébré comme un martyr par des
patriotiques qui retentirent dans toute l'Alle-

ıurtre de cet innocent causa parmi les popu-
allemandes un long frémissement. La fusil-
ıvait être un moyen efficace dans les provin-
mi sauvages du Napolitain, mais au cœur de
civilisée, et au milieu d'un peuple qui n'a-
encore été façonné à la servitude, l'effet pro-
ıait beaucoup moins de la crainte que de la
t de l'indignation. Les gouvernements atta-
eu d'importance à la vie d'un particulier obs-
tout lorsqu'on le frappe au nom d'un pré-
térêt d'État; la cour de Berlin resta donc assez
ınte à la mort de Palm; cependant l'événement
d'être sans influence sur ses déterminations,
ne pouvait plus désormais éviter le contre-
s émotions publiques, et Napoléon, loin d'être
à lui faire la moindre concession pour rendre
liation plus facile, devenait de jour en jour
ier, plus hautain, plus absolu dans ses exi-

ıant pour prétexte les refus de la Russie
t du traité conclu avec d'Oubril, il ne vou-
entendre parler même d'un commencement
édération du nord tant que la Prusse n'aurait
armé [1]; il allait même beaucoup au delà de

[1] léon à Laforest, 12 septembre 1806.

cette mise en demeure, et prescrivait à son ministre en Saxe de presser secrètement l'électeur de se déclarer *roi indépendant*[1]. Avec de telles prétentions il était impossible de songer au rétablissement de l'entente entre les deux puissances; et lorsque M. de Knobelsdorff, le successeur de Lucchesini, eut fait conn par une note en date du 1er octobre, les trois co tions qui formaient l'ultimatum du cabinet de B c'est-à-dire l'évacuation de l'Allemagne par not mée, la restitution de Wesel, enfin la promesse mettre aucun obstacle à la Confédération du ce programme révéla une si incalculable distance tre les vues des deux gouvernements que la guerre trouva par le fait déclarée. Napoléon était déjà pour Mayence depuis huit jours.

Le cabinet de Berlin avait eu de grands torts le cours de cette longue négociation, mais c'étai torts de la faiblesse, et non ceux d'une perver fléchie. Le premier de ces torts avait été de nous déclarer la guerre dès le lendemain de la tion du territoire d'Anspach, car nous lui en donné dès lors vingt sujets légitimes, par le apens d'Ettenheim, par la saisie du port de Cux par l'arrestation de Rumbold, par la violation ritoire de Hesse-Cassel qui précéda de peu de celle d'Anspach, enfin par l'ensemble de notre tique européenne dont elle avait quelque dr s'occuper. Ayant manqué l'occasion faute de la cour de Berlin eut un second tort, celui d' le Hanovre sous le coup de la terreur que lui

pour une dépêche à Durand, 12 septembre.

[redacted]

rait Napoléon. Mais loin de se contenter de cette dangereuse victoire, et de rendre au moins la sécurité à ceux qu'il avait si cruellement humiliés, Napoléon n'eut pas de repos qu'il n'eût lassé leur complaisance au point de les exaspérer jusqu'au délire. Il n'a pas plutôt cédé le Hanovre à la Prusse qu'il l'offre à l'Angleterre ; il offre en même temps au roi de Naples les villes hanséatiques pour l'indépendance desquelles il va afficher un si beau zèle lorsqu'il sera question de les faire entrer dans la Confédération du Nord ; il dépèce l'Allemagne au profit de la France sous les yeux du roi de Prusse consterné en lui présentant d'une main des compensations qu'il lui retire de l'autre ; il occupe des places fortes au delà du Rhin malgré ses promesses réitérées, il fait fusiller des citoyens allemands dans des pays neutres où ses troupes se sont établies contre tout droit. Et pendant tout ce temps quelle a été sa conduite soit avec ses alliés, soit avec l'Europe ? Il a trompé l'Angleterre, en lui promettant de ne pas réclamer la Sicile ; il a trompé l'Espagne, en offrant sans son aveu les îles Baléares ; il a trompé la Hollande, en cédant aux négociateurs anglais ses colonies qu'il a juré de lui conserver ; il a trompé l'Autriche, en trafiquant de Raguse, qui était une de ses dépendances, en déchirant le traité de Presbourg qui reconnaissait formellement l'empire d'Allemagne et l'ancienne Confédération germanique (art. VII) ; il a trompé la Russie, en surprenant à d'Oubril un traité conclu sous la promesse formelle que l'empereur ne publierait pas l'acte de la Confédération du Rhin. Mais ces machinations ont été menées si maladroitement que la fraude se découvre d'elle-même. Celui

[redacted]

qui a voulu mentir avec tout le monde voit tout le mond réuni contre lui ; son imposture est démasquée à tou les yeux, et, quelques mois après Austerlitz, le conti nent se trouve de nouveau armé pour nous attaquer la tâche accomplie par nos soldats est à recommence

Mais loin de s'effrayer de cette perspective, il en triom phe et s'en réjouit : « J'ai en Allemagne, écrit-il à Jo seph, près de cent cinquante mille hommes, *et je pui avec cela soumettre Vienne, Berlin, Saint-Pétersbourg*! Ces paroles n'étaient que trop vraies ; mais la possibi lité d'une telle surprise lui faisait illusion sur ses con ditions de durée. Son armée pouvait opérer bien de miracles, elle pouvait gagner cent batailles, elle ne pou vait ni refaire la civilisation moderne, ni changer l'es prit des nations.

Quand on songe au merveilleux instrument qu'il avait dans les mains et à l'indigne usage qu'il put en faire avec une si longue impunité, l'imagination se re porte à ces puissances magiques qui jouent un si gran rôle dans les contes orientaux. Tant que le héros es en possession du talisman tout lui réussit jusqu'à l'in vraisemblance. Les principes qui régissent les autre hommes n'existent pas pour lui. Des prodiges inoui naissent sans effort sous sa main inconsciente. Il n connaît ni bien ni mal ; il se rit de l'impossible. Il peu se jouer à plaisir de tout ce qu'il y a de juste et d sacré. Pour lui la déraison devient génie, l'impré voyance habileté, l'iniquité justice, et plus il foule au pieds toutes les règles de la sagesse, du bon droit, d sens commun, plus son succès s'enfle, grandit, éclat Les lois même de la nature semblent bouleversée Les hommes contemplent avec un effroi superst

[redacted]

tieux le sinistre éclat du météore. Ils sont prêts à diviniser ce mortel privilégié, invulnérable, dont aucune folie, aucun crime ne peuvent compromettre l'étonnante fortune. Un jour le talisman s'égare ou se brise, et soudain le dieu a disparu. On n'a plus devant les yeux qu'un pauvre insensé, on se demande si cet élu du destin n'en a pas été la victime, et l'esprit confondu hésite entre l'horreur et la pitié. Voilà l'histoire de Napoléon et de la grande armée.

[redacted]

CHAPITRE X.

IÉNA. — LE DÉCRET DE BERLIN.

Quelque profond, sincère et passionné que fût le mouvement national qui venait d'entraîner la Prusse à la guerre après les sanglants affronts que lui avait fait subir Napoléon, la situation militaire de cette puissance, autant que la redoutable activité de son ennemi, lui commandait une prudence extrême, malheureusement peu compatible avec les généreux emportements du patriotisme. La Prusse, pays de plaines sans fin, ouvert de tous côtés à l'invasion, mal distribué, fait de pièces et de morceaux, ne possédait presque aucune de ces grandes barrières naturelles à l'abri desquelles un peuple peut se retrancher comme derrière un rempart, et qui lui donnent le temps d'organiser une insurrection nationale lorsque ses armées ont été détruites. L'Elbe, le seul fleuve qui lui offrît une forte ligne de défense, ne pouvait être choisi comme barrière qu'à la condition qu'on abandonnât d'abord près de la moitié du royaume. Pour surcroît de malheur, l'armée française était à ses portes. Napoléon n'avait pas même à franchir la distance qui dans toute

[redacted]

guerre entre les deux pays sépare d'ordinaire les combattants; il avait déjà cent cinquante mille hommes tout transportés sur la frontière prussienne en Franconie, en sorte que cet admirable soulèvement d'opinion qui eût pu donner à la Prusse trois cent mille soldats de plus, ne pouvait être utilisé faute de temps. Il allait même devenir un embarras et un danger pour elle en la poussant à commettre des imprudences irréparables, et à prendre une attitude offensive peu conforme à l'infériorité de ses forces. Par une conséquence non moins déplorable de la faiblesse et de l'indécision du roi, l'effectif de l'armée se trouvait au moment de l'ouverture des hostilités moins considérable qu'il ne l'avait été quelques mois auparavant. A la suite du traité du 15 février, le roi de Prusse, pour donner à Napoléon un gage de ses intentions pacifiques, avait licencié une grande partie de son armée, et bien qu'il se fût décidé à la rappeler sous les drapeaux dès le milieu du mois d'août, après de longues tergiversations, il n'avait pas encore réussi à la reconstituer entièrement. Il ne pouvait, d'après les calculs les plus certains[1], mettre en ligne contre Napoléon que cent vingt mille hommes au plus. Cette armée instruite, brave, disciplinée, animée des meilleurs sentiments, avait un défaut plus grave encore que son infériorité numérique, c'était celui de n'avoir jamais

1. Quelques-uns de nos historiens ont porté ce chiffre jusqu'à 185000 hommes, en y comprenant, il est vrai, les garnisons prussiennes. A ce compte il faudrait évaluer l'armée de Napoléon à 500000 hommes. C'est là une des fictions habituelles de l'histoire dite nationale. D'après les états officiels publiés par le duc de Brunswick le total de l'effectif prussien ne s'élevait pas au-dessus de 117000 hommes, y compris le contingent saxon.

vérité absolue en ce qui concerne les grands c
nes dont le génie est inné et tient plus de l'in
tion que de l'expérience, elle est rigoureusemen
en ce qui touche les soldats.

A cette armée sans expérience on avait don
généraux sans jeunesse et sans ardeur. Le d
Brunswick avait soixante et onze ans, le ma
Mœllendorff et le général Kalkreuth soixant
Blücher lui-même, qui était un jeune homme
l'impétuosité, comme le prince de Hohenlohe, so
temporain, l'était par la présomption [1], avait
plus de soixante ans. Ces vieux compagnons du
Frédéric étaient pour la plupart aussi désabus
leurs soldats étaient confiants. Illustrés dès leu
nesse par de glorieux services, passionnément d
à une patrie qu'ils avaient pour ainsi dire fa
leurs mains vaillantes, mais imbus d'idées str
ques, qui, en cessant de se modifier selon les c
stances avaient peu à peu passé à l'état de routi

[redacted]

dat, en sorte que l'armée prussienne offrait l'étrange spectacle de l'audace la plus téméraire commandée par la sénilité.

A la tête de la jeunesse accourue pour défendre et venger l'honneur national, on remarquait surtout le prince Louis de Prusse, l'ami de Mme de Staël et le neveu du grand Frédéric, jeune homme ardent et chevaleresque, adoré déjà pour ses nobles qualités. Il avait contribué plus que personne à relever l'esprit public et donna héroïquement sa vie à la cause qu'il avait embrassée; à côté de lui le prince Henri, et cette reine si belle et si touchante que Napoléon a immortalisée par de lâches outrages. A l'exemple de Marie-Thérèse, la reine Louise avait voulu animer par ses exhortations l'ardeur et le courage des soldats, mais sa présence au quartier général avait surtout pour objet de soutenir l'âme indécise du roi dont on craignait toujours quelque retour de faiblesse et de repentir. La cour presque tout entière l'avait suivie au camp, où l'on voyait encore des publicistes comme le baron de Gentz, et jusqu'aux partisans malheureux de notre alliance guéris un peu tard de leurs illusions, d'Haugwitz et Lombard. Des écrivains inoffensifs, des professeurs comme Arndt, des poëtes comme Kotzebue, appelaient la nation aux armes. Le philosophe Fichte, le défenseur ardent de la Révolution française, devenu l'ennemi non moins résolu du nouveau Césarisme dans ses *discours à la nation allemande*, avait demandé comme une faveur à être enrôlé dans l'armée prussienne; mais on ne devait comprendre que plus tard l'utilité d'un tel concours. La présence de ces femmes, de ces courtisans, de ces écrivains, de ces hommes

... principalement fourni
... itaires qui ayant été d
... à ce rôle, devaient naturelle
... en première ligne. Ce n'est que plus
... la nécessité d'y faire entrer la m
... Pour le moment, cette population
... dévouée, qui ne demandait qu'à par
... ses défenseurs, était encore conda
... simple spectatrice du combat. Là se t
... des malheurs de la Prusse en 1806
... inouïe de nos triomphes. La nature d
... accessible et vulnérable sur tant de
... bien que l'immensité des ressources don
... Napoléon, exigeaient dès lors que cette
... plus qu'aucune autre une nation arm
... avait sur nos autres ennemis du continent
... supériorité, qu'il lui était possible et fac
... venir. Mais c'est seulement de l'excès
... et du cœur d'un patriotisme au désespoi

[redacted]

Le premier, composé d'environ soixante-dix mille hommes et commandé par le duc de Brunswick, s'était porté de Magdebourg sur Weimar et Erfurt; le second sous les ordres du prince de Hohenlohe avait pris par la Saxe et après y avoir rallié un corps de vingt mille Saxons, s'était rabattu sur la Saale vers l'entrée des défilés qui conduisent de Saxe en Franconie. Cette position, beaucoup trop avancée eu égard à la faiblesse numérique de l'armée prussienne et à la position que nous occupions nous-mêmes en Franconie, avait été adoptée principalement dans le but d'entraîner l'électeur de Hesse-Cassel, qui disposait de quinze à vingt mille hommes, et qui s'efforçait de maintenir sa neutralité fort compromise entre deux voisins si puissants. Pour venir plus vite à bout des hésitations de ce prince, le duc de Brunswick avait prolongé sa droite jusqu'à Eisenach, à l'extrémité de la forêt de Thuringe qui couvrait le front de son armée sur une étendue de vingt lieues. Cette faute rappelait celle que Mack avait commise l'année précédente en s'avançant à l'étourdie en Bavière. Comme les généraux de l'Autriche à cette époque, les Prussiens n'avaient aujourd'hui contre un tel adversaire qu'une seule conduite à tenir, c'était de choisir de bonnes positions défensives, et de s'y retrancher successivement de façon à donner à l'armée russe le temps d'accourir à leur secours. Si l'on tenait absolument à ne pas livrer à Napoléon l'entrée de la Saxe sans combat, on avait une première barrière à lui opposer dans la haute Saale[1]; on en avait une seconde beaucoup plus forte

1. Jomini.

[redacted]

en un bataillon carré de deux cent mille hommes » écrit-il à Soult le 5 octobre, et il ajoute : « *avec cette immense supériorité de forces je puis attaquer partout l'ennemi avec des forces doubles*[1]. » Ces aveux méritent plus de confiance que les mensonges ordinaires des bulletins dans lesquels le lendemain de la bataille la proportion des deux armées se trouve invariablement changée en sens inverse.

Ces troupes, qui devaient opérer directement sous ses ordres, n'étaient en quelque sorte que le luxe et le trop-plein de l'innombrable armée qui sur tous les points de l'empire était prête à marcher pour les remplacer au besoin. Napoléon laissait derrière lui pour assurer ses communications les cinquante mille hommes de la Confédération du Rhin; il avait à Wesel un corps de trente mille hommes sous les ordres du roi Louis. Ce prince devait faire dire dans les gazettes que ses troupes montant à quatre vingt mille soldats, allaient envahir la Westphalie. Vingt mille hommes gardaient Mayence sous les ordres de Mortier. A ces forces se joignaient sur nos frontières du Nord et de l'Est douze mille gardes nationaux mobilisés et trente mille conscrits. Brune restait chargé de la garde de nos côtes. Marmont avec vingt mille hommes concentrés à Zara en Illyrie, Eugène le vice-roi d'Italie, avec quarante mille hommes appuyés sur Venise et Palmanova, et pouvant au besoin se renforcer de trente mille hommes empruntés au roi Joseph, lui garantissaient la tranquillité de l'Autriche. Celle-ci d'ailleurs s'affligeait médiocrement des malheurs qu'elle prévoyait pour

1. Napoléon à Soult, 5 octobre 1806.

les illusions du patriotisme polonai
sous les ordres du général Zayonch
polonaise destinée à opérer plus tard
de Varsovie[1]. En France, ne trouvant
fisant ce qu'il appelait le *rendement* de
il faisait appel aux *volontaires*, comme
vait avoir un sens sous un régime où
une seule volonté en dehors de la sien
volontaires fut organisé sous le nom de
donnance de l'empereur. Comme on ne
ser ni à l'amour de la liberté ni mêm
patriotique pour le soutien d'une gue
tion seule avait faite, on s'adressa à l
milles. Ce corps ne devait être compo
gens riches pouvant s'équiper eux-mê
d'une pension de leurs parents. Le ti
leur donnait semblait leur promett
personnels avec l'empereur, c'est-à-di
précieuses de se distinguer sous ses
un mot une inestimable faveur que d
ment s'y faire enrôler, et le ministr

[redacted]

aussi marquée : « Les armées de S. M. disait-il, dans une circulaire, sont si nombreuses qu'elle n'a adhéré à ma demande *que sur mes instances!* » Il est inutile d'ajouter que cette circulaire était rédigée par Napoléon lui-même. Malgré l'irrésistible attrait de cette promesse, le corps des *gendarmes d'ordonnance* fit peu parler de lui dans cette campagne. Le zèle des fils de famille devait être stimulé plus tard par des invitations qui furent plus efficaces mais qui leur enlevèrent toute espèce de titre au nom de volontaires.

En dépit de ces préparatifs dont l'immensité eût été suffisante pour écraser un ennemi beaucoup plus fort que ne l'était la Prusse, Napoléon semblait croire cette fois n'avoir jamais assez fait pour assurer la victoire. On eût dit qu'il lui était impossible de se contenter lui-même ; il pressait, il accumulait les mesures, les précautions, les armements, avec une sorte de frénésie d'activité, avec l'ardeur forcenée qu'il devait apporter dans un effort évidemment destiné, selon lui, à décider sans retour de l'empire du monde. Une fois la Prusse anéantie, que pouvait-il craindre désormais ?

La Russie seule restait sur le champ de bataille, il pourrait d'un mot la renvoyer dans ses déserts, et le reste du continent ne lui offrirait plus que des puissances soumises et tremblantes. La campagne qui s'ouvrait était donc l'événement capital de sa vie, la crise décisive de sa destinée. Sous l'empire de cette idée fixe qui la remplissait tout entière, cette âme toujours dominée par les circonstances du moment au point d'en perdre la mémoire, alla jusqu'à se flatter d'entraîner l'Autriche à se prononcer contre la Prusse. C'est seulement à la veille de l'ouverture de la cam-

tive, ni sur les principes, ni sur le...
les passions, et qui n'avait d'autre so...
génie militaire. Sous l'influence de ces sa...
qui lui venaient un peu tard, il osa pro...
triche mutilée, à l'Autriche, encore ...
toutes les blessures qu'il lui avait faites, ...
à nous pour écraser la seule armée ...
encore quelque chance de regagner u...
ce qu'elle avait perdu. Feignant de ...
encore à la guerre, bien qu'il fût déjà ca...
bourg, il écrivait à La Rochefoucauld, ...
deur, à Vienne :

« Je suis résolu à n'être plus l'allié d'...
aussi versatile et méprisable que la Pruss...
paix avec elle, sans doute, parce que ...
*droit de verser le sang de mes peuples so...
textes*. Cependant le besoin de tourner ...
côté de ma marine, me rend nécessai...
sur le continent.... des trois puissance...
de la Prusse et de l'Autriche, *il m'en f...
liée*. Dans aucun cas, on ne peut se ...

[redacted]

déplacé[1]. » Il est presque aussi difficile de croire cette ouverture sincère que de penser qu'elle n'était qu'une comédie. Également blessante et cynique dans les deux hypothèses, elle fait peu d'honneur au tact politique de celui qui l'a imaginée, car elle ne pouvait produire qu'un mauvais effet.

Cependant l'armée française achevait son mouvement de concentration dans la haute Franconie, sur la lisière même de cette forêt de Thuringe, dont l'armée prussienne occupait le revers opposé. Nous n'avions eu pour opérer ce mouvement qu'à franchir les quelques étapes qui séparent la Souabe et le haut Palatinat de Würtzbourg et de Bamberg. Notre armée se développa de Kronach à Hilburghausen, menaçant tous les défilés qui allaient déboucher sur le front des troupes de Brunswick. C'est dans cette situation même que Napoléon devait chercher les éléments de son plan de campagne, et il n'y a pas même lieu de discuter l'hypothèse fantastique d'une marche en Westphalie, pour le plaisir apparemment de faire un détour de deux cents lieues et de se donner l'obstacle du Weser. Napoléon n'était séparé de l'armée prussienne que par cinq à six lieues; il pouvait, à son choix, l'attaquer à droite par Eisenach et Gotha, ou à gauche par Hof et Schleitz. Dans le premier cas il refoulait les Prussiens sur leur ligne de retraite naturelle, c'est-à-dire sur la Saxe et sur l'Elbe, dans le second il les coupait de l'une et de l'autre, et il les coupait avec des forces tellement supérieures, que cette opération, toujours très-critique à nombre égal, n'offrait presque aucun danger

1. Napoléon à M. de La Rochefoucauld, 3 octobre 1806.

[illegible] on peut le dire, [illegible]
[illegible] il avait dû ses plus éclat
[illegible] perdre un jour; et com
[illegible] se départir de cette tactiqu
[illegible] s'en promettre des avan
[illegible] jamais?

[illegible] ments de l'armée française,
[illegible] concentra son armée aux envi
[illegible] à lui le corps de Hohenloh
W[illegible] des avant-gardes aux débouch
[illegible] oubliant la magnifique dé
[illegible] Moreau avait si bien prouvé
[illegible] d'une opération semblable
[illegible] entreprendre. Notre armée, obl
[illegible] franchir les défilés, put débou
[illegible] Saxe, par trois points différen
[illegible] de quinze lieues, par Hof
[illegible] par Grafenthal : or il n'est pas d
[illegible] eût concentré tous ses effor
[illegible] mouvement comp

[redacted]

Nos troupes se répandirent aussitôt sur les deux rives de la Saale, en appuyant surtout vers la droite, de façon à descendre la rivière parallèlement à l'armée prussienne. Un premier engagement eut lieu le 8 octobre à Saalbourg, entre un détachement ennemi et la cavalerie de Murat; le lendemain, Bernadotte refoulait à Schleitz le général Tauenzien. Le 10 octobre Lannes, dont le corps d'armée formait notre gauche avec celui d'Augereau, rencontra à Saalfeld l'avant-garde de Hohenlohe, commandée par le prince Louis de Prusse. Cette fois les deux adversaires étaient dignes l'un de l'autre, mais les positions étaient loin d'être égales.

Débordées dès le commencement de l'action, les troupes prussiennes ne purent tenir devant l'impétuosité de Lannes; après une courte résistance, elles plièrent sur tous les points. Le prince, désespéré de cet échec, dont il prévoyait le fâcheux effet au début d'une campagne, arrête la déroute et ramène ses soldats. Il charge à plusieurs reprises à la tête de sa cavalerie; il parvient un instant à rétablir le combat. Dans une de ces charges, emporté au plus fort de la mêlée, on l'aperçut, engagé corps à corps avec nos cavaliers, luttant à outrance en homme qui ne veut pas survivre à la défaite, et refusant de se rendre après avoir vu tomber tous ses compagnons autour de lui. Un hussard, à la sommation duquel il répondit par un coup d'épée, lui passa son sabre au travers du corps. Ainsi expira, sur le seuil même de son pays envahi, ce généreux jeune homme qui semblait réservé aux plus hautes destinées. S'il ne lui fut pas donné de les remplir, du moins il ne vit pas

Brunswick, toujours campée entre Erf
à quelques lieues plus loin. Notre marc
la rive droite de la Saale, où la cavalerie
déjà atteint Naumbourg, éclaira enfin
chal sur les intentions de Napoléon; il
allait le séparer de la Saxe, le préveni
périeure, peut-être même à Magdebou
plus essentiel de sa ligne de retraite. Il
résolution de décamper avec le plus
mée et de longer la Saale jusqu'à Magde
sant en arrière le corps d'armée de Hol
du général Rüchel, avec la mission de r
détachements en retard. C'était divise
moment où il allait avoir à combattre,
portait plus que jamais de les réunir.

Pour opérer ce mouvement avec s
pour lui d'un intérêt capital de garder
les passages de la Saale jusqu'au point
dans l'Elbe, et particulièrement à Na
placée sur sa ligne de retraite, par où
déboucher sur son flanc et arrêter sa

[redacted]

avaient eu tout le temps de s'emparer de cette position et de s'établir sur la rive gauche de la Saale, lorsqu'on songea à les y prévenir. Le prince de Hohenlohe qui était beaucoup plus menacé que Brunswick, puisque, avec la partie la plus faible de l'armée prussienne, il faisait face à la partie la plus forte de l'armée française, commandée par Napoléon, mit une négligence encore plus inconcevable à garder le passage de la Saale à Iéna. Pendant que Brunswick se dérobait dans la direction de Naumbourg, Hohenlohe l'avait remplacé autour de Weimar, il occupait solidement la route qui va de Weimar à Iéna, mais il n'avait pas même un corps d'observation dans cette dernière ville, en sorte que Lannes put s'établir sur les hauteurs qui la dominent, en présence des avant-postes prussiens qui s'étendaient de Cospoda à Closewitz.

Telle était la situation des deux armées, le 13 octobre au matin : Brunswick marchait avec le roi et environ soixante mille hommes sur Naumbourg et dans la direction du défilé de Kœsen, où il allait rencontrer le corps de Davout ; Hohenlohe, retranché sur la route d'Iéna à Weimar avec environ quarante mille hommes[1], s'apprêtait à le suivre aussitôt qu'il aurait rallié les vingt mille hommes du général Rüchel qui était encore en arrière. Il ne s'attendait nullement à être attaqué par Iéna, vu les difficultés qu'il y avait pour une armée nombreuse à déboucher par les hauteurs du Landgrafemberg qui couronnent la ville; il

1. Napoléon lui-même en jugea ainsi lorsqu'il fut arrivé à Iéna : « L'ennemi est avec *quarante mille hommes* entre Weimar et Iéna, » écrit-il à Ney la veille de la bataille. Ce nombre allait monter à 80 000 hommes dans le cinquième bulletin.

[redacted]

... établi en éclaireur et ... Napoléon avait au contraire ... le plus gros de son ar... ailleurs qu'imparfaitement la ... armée prussienne. Il croyait avoir ... presque toutes les forces de Brun... même se figurait les avoir complè... « L'armée prussienne est prise en ... elle est tournée, » écrivait-il le matin ... son bulletin[1]. Il en disait autant dans ... lettres qu'il écrivait depuis la veille. Cette ... commettre une faute qu'il faillit payer ... la persuasion que les défilés de Kœsen et ... ne seraient assaillis que par une armée ... déjà mise en déroute, il jugea que le corps ... Davout serait suffisant pour garder cette position ... appela celui de Bernadotte, ainsi que la cavalerie ... Murat qui avait pris la même direction, à Dorn... point plus rapproché d'Iéna, et où il se pro... de les utiliser pour la bataille qu'il voulait li... vrer lui-même[2].

Napoléon employa toute la soirée et une partie de la nuit du 13 octobre à faire gravir à son armée les

1. Quatrième bulletin, 13 octobre.

2. L'ordre tant contesté depuis est aussi précis que possible: « *Portez-vous, le plus tôt possible avec le corps de Bernadotte à Dornburg.* » Napoléon à Murat. 13 octobre. Une lettre expédiée le soir du même jour à Davout par Berthier ajoutait : « Si le prince de Ponte Corvo était dans vos environs *vous pourriez marcher ensemble*, mais l'empereur *espère* qu'il aura déjà marché avec la cavalerie du grand-duc de Berg *pour Dornburg.* » On laissait donc à Bernadotte la faculté de choisir, mais on donnait la préférence à ce dernier mouvement.

[redacted]

arpements du Landgrafemberg, et à donner à ses
ers corps leur position de bataille. Augereau fut
cé à gauche, sur la route de Weimar; Soult, à
istœdt, avec la droite; au centre, sur le pla-
u, étaient Lannes, Ney, Murat accouru de Dorn-
g avec sa cavalerie légère, enfin Napoléon lui-
me avec sa garde. L'ensemble de ces forces
mait un total de plus du double de l'armée de Ho-
ilohe. Le 14 octobre au matin, par un brouillard
is, Lannes fut chargé de dégager le terrain, afin
permettre à notre armée de se déployer : il at-
qua les avant-postes prussiens avec une vigueur
i leur fit bientôt comprendre qu'ils avaient devant
x autre chose qu'un corps isolé. Ils se maintinrent
ndant quelque temps dans les villages de Closewitz
de Cospoda, mais ils ne tardèrent pas à en être
assés; et Hohenlohe n'apprit que par cet engage-
ent préliminaire qu'il allait avoir sur les bras toute
rmée de Napoléon. Il fit aussitôt prendre les armes
ses troupes, se hâta de rappeler à lui le général
ichel encore à Weimar, puis il se porta en avant
ur reprendre une position dont il commençait seu-
nent à comprendre toute l'importance.

A dix heures du matin, la bataille interrompue re-
mmença, engagée cette fois par le maréchal Ney,
ii, emporté par son impatience, alla se placer avec
ois mille hommes seulement au centre même de la
gne ennemie. Assailli par des masses de cavalerie,
maréchal avait formé ses bataillons en carré, il se
aintenait depuis près d'une heure dans cette posi-
on périlleuse, lorsque Lannes accourut pour le dé-
ager. Au même moment, Augereau attaquait les

[redacted]

Prussiens par Iserstedt, après avoir tourné la Schnecke, position qu'ils croyaient inabordable, et Soult, sur notre droite, échangeait une fusillade des plus vives avec leur infanterie retranchée dans un petit bois situé derrière le village de Closewitz. Lorsque Napoléon vit ses deux ailes gagner du terrain sur les troupes prussiennes, il fit avancer simultanément la garde et toutes les réserves. L'irruption soudaine d'une masse aussi écrasante rompit en un instant le centre de Hohenlohe; la ligne ennemie plia et, au moment où elle fléchissait, Murat, saisissant l'occasion, fondit sur elle avec toute sa cavalerie. « En un clin d'œil, » dit Napoléon, la retraite des Prussiens fut changée en pleine déroute. Les fuyards, poursuivis le sabre dans les reins, se précipitent dans la direction de Weimar. C'était à cette heure même que le général Rüchel arrivait sur le champ de bataille avec ses vingt mille hommes harassés par une marche forcée. Il se place intrépidement en travers de la déroute, mais il est presque aussitôt renversé par le choc irrésistible d'une armée victorieuse; et le torrent arrêté un instant se précipite de nouveau sur Weimar, où nos cavaliers arrivent pêle mêle avec les fuyards, enlevant les prisonniers par milliers.

Pendant que Napoléon remportait sur Hohenlohe cette facile victoire, Davout luttait seul à cinq à six lieues de là contre la plus grande partie de l'armée prussienne, commandée par le roi en personne et par le duc de Brunswick. Ce maréchal avait profité de la nuit pour commencer l'occupation du défilé de Kœsen que les Prussiens devaient traverser pour atteindre Naumbourg. Le matin du 14, prévoyant qu'il allait

[redacted]

avoir affaire à un ennemi supérieur en nombre, sans connaître encore toutefois toute l'étendue du danger, il s'était vainement efforcé de retenir Bernadotte, à qui des ordres positifs, quoique susceptibles de plusieurs interprétations, prescrivaient d'occuper Dornburg. Bernadotte, qui ignorait d'ailleurs le véritable état des choses, s'en tint à la lettre de ses instructions, et quoi qu'on puisse dire pour blâmer ou justifier sa détermination, il est certain qu'en cela il agit conformément à l'esprit que Napoléon avait développé dans son armée. Quand un général affiche de telles prétentions à l'infaillibilité, lui seul est responsable des événements, et il est mal venu à se plaindre des fautes qui sont commises en exécution de ses ordres.

Le 14 octobre, au matin, à l'heure même où la bataille s'engageait à Iéna, le général Schmettau, que Brunswick envoyait bien tardivement en avant-garde pour prendre possession du défilé de Kœsen, vint se heurter à travers le brouillard, contre la division Gudin qui en gardait l'entrée en face d'Hassenhausen. Blücher commandait la cavalerie de Schmettau. Il chargea avec impétuosité celle de Gudin et la fit plier, mais il s'efforça vainement d'entamer notre infanterie, formée en carrés et soutenue par des batteries qui balayaient la chaussée. Les corps du prince d'Orange et de Wartensleben, ayant débouché d'Auërstaedt pour soutenir Schmettau, la division Gudin se trouva un instant assaillie par des forces triples et débordée de tous côtés. Mais, protégée par l'habileté de ses dispositions, favorisée par un brouillard épais qui mettait beaucoup de confusion dans les manœuvres, elle défendit héroïquement le poste

[redacted]

qui lui était confié et donna aux autres divisions de Davout le temps d'accourir à son secours. La division Friant parut la première et, par un mouvement vigoureux, dégagea la droite de Gudin en refoulant sur Hassenhausen la cavalerie qui menaçait de rompre nos carrés. Notre gauche restait en péril. Le duc de Brunswick, alarmé de la résistance inattendue qu'il rencontrait, et désolé de la faute qu'il avait commise en se laissant prévenir à Kœsen, résolut de s'ouvrir un passage à tout prix. Il réunit ses deux divisions d'Orange et de Wartensleben, il les exhorte, se met à leur tête et les conduit lui-même au feu. Il est reçu par une grêle de balles et de mitraille. Ses troupes soutiennent bravement cette épreuve, mais elles n'ont pas l'élan nécessaire pour enlever nos positions. En cherchant à les entraîner, le vieux maréchal est blessé mortellement : tout près de lui tombe Schmettau, un instant après, Mœllendorff lui-même et ses plus braves officiers également frappés à mort. Cependant la division Gudin épuisée de fatigue allait succomber, lorsque débouche à son tour la division Morand qui renouvelle le combat avec des troupes fraîches. Le prince Guillaume avec sa cavalerie, le roi en personne avec la division Wartensleben l'abordent et la chargent tour à tour sans réussir à l'entamer; le premier est blessé, le second a deux chevaux tués sous lui. Nos carrés restent immobiles sous cette avalanche de cavaliers. Reçus par un feu meurtrier les Prussiens sont repoussés en désordre et jonchent la terre de leurs cadavres. Alors, profitant de l'indécision et du trouble que ces échecs répétés ont répandus dans l'armée ennemie, Davout, par un mouvement

[redacted]

rapide, porte ses divisions en avant, s'empare des hauteurs d'Eckartsberge et les couronne d'artillerie.

Le moment était des plus critiques pour l'armée prussienne : c'était en effet l'heure précise où s'achevait l'effroyable déroute d'Iéna, et il était plus que jamais important pour elle d'enlever les passages de Kœsen et de Naumbourg. Bien qu'elle eût échoué jusque-là dans sa tentative, une attaque en masse dirigée avec toutes ses forces réunies lui eût probablement rendu l'avantage, car ses efforts avaient été très-décousus et deux de ses divisions n'avaient pas encore combattu. Mais le roi ne se doutait en rien du désastre de Hohenlohe, il avait fait les pertes les plus cruelles, il avait vu tomber ses premiers généraux et ses meilleurs officiers. Il résolut de rejoindre le corps de Hohenlohe, sauf à reprendre ensuite le même chemin et à forcer le passage du défilé avec toute l'armée prussienne. Il donna en conséquence le signal de la retraite et dirigea ses colonnes sur Weimar. Davout, qui avait perdu de son côté près d'un quart de son effectif et dont les troupes expiraient d'épuisement, se trouvait hors d'état d'inquiéter la marche de l'armée du roi. Elle put donc arriver en assez bon ordre jusqu'à la hauteur d'Apolda, à mi-chemin entre Auërstaedt et Weimar. Mais, parvenue à ce point, elle y trouva rangé en bataille le corps de Bernadotte accouru de Dornburg, et presque en même temps elle fut comme submergée par le flot des fuyards de Hohenlohe. Ceux-ci vinrent se jeter sur elle éperdus d'épouvante, serrés de près par notre cavalerie qui les poursuivait dans toutes les directions. Obligée de changer son mouvement de retraite au

Quelque accablante que ...
de l'armée était resté intact, car el
avec le plus grand courage. Mais, m
puis longtemps déshabituée de la g
trouvée, à l'improviste et en nomb
prises avec une armée commandée
sans pareil, possédant au plus haut
acquise et cette impétuosité irrési
une longue suite de victoires. L'issu
gagée dans de si déplorables condit
ble; aussi peut-on dire que la jou
sembla à une boucherie plutôt qu'à
à ses conséquences elles devaient
encore. Une fois cette armée détrui
devenait impossible, la Prusse rest
la merci du vainqueur.

Napoléon rendit compte de sa
d'inexactitude encore qu'à l'ordin
toute trace de la méprise qui a
grands périls le corps isolé de D

ernier moment, le prince, averti des dan-
courait, demanda, après de longues hésita-
re partie de la Confédération du Rhin; il se
e fasciné dans les bras de l'ennemi. Napo-
froidement; il avait sur lui d'autres vues.
embre, à la veille d'entrer en campagne,
son frère Louis, il lui recommandait « d'a-
l'électeur de bons procédés, de bien vivre
lui prodiguer des paroles d'estime, » afin,
le maintenir encore quelque temps dans
té, mais il le prévenait en même temps
ois le premier acte de la guerre fini, il le
peut-être de conquérir Cassel, d'en chasser
et de désarmer ses troupes. » Ce qui ne
it pas de déclarer, en ce moment même,
lettre au prince primat « *qu'il n'avait aucune*
se plaindre de l'électeur, qu'il ne l'attaquerait
son plein gré[1]. »

demain d'Iéna, le premier acte de la guerre
, selon l'expression de Napoléon, et le ton
brusquement. Une note, rédigée en style équi-
, est envoyée à l'électeur pour lui apprendre que
ereur connaît son adhésion secrète à la coalition.
i fait un crime de n'avoir pas repoussé par la
les troupes prussiennes lorsqu'elles ont traversé
l, et par un reproche tout contradictoire, de
ir pas licencié sa propre armée. Cette conduite
oblige à occuper ses États. On pourrait croire,
ès ce langage ambigu, qu'il n'y a là qu'une
e mesure de précaution. Mais Mortier reçoit le

apoléon au prince primat, 1er octobre.

[redacted]

Deux conduites si différentes méritaient, ce semble, de la part de Napoléon, des traitements très-divers. Il en fut ainsi en effet, mais contrairement à ce qu'on pouvait supposer, il renvoya sur parole les prisonniers saxons avec toute sorte de compliments flatteurs pour leur souverain qui nous avait fait la guerre, et il confisqua les États de l'électeur de Hesse-Cassel qui était resté neutre. On a, selon l'habitude, répété à propos de cet incident toutes les fables qu'il a plu à Napoléon d'inventer pour rendre odieux le prince qu'il avait résolu de dépouiller. Ce prince *astucieux*, comme l'appellent nos historiens, avait un travers qu'il n'est pas rare de rencontrer même chez des hommes qui n'ont rien de princier, c'était le désir de se conserver lui-même. Sommé de se prononcer entre deux ennemis puissants, qui tous deux convoitaient ses dépouilles, il avait obéi à la criminelle inspiration de ne se déclarer ni pour l'un ni pour l'autre, et il s'était tenu immobile dans sa capitale après leur avoir notifié son intention de garder la neutralité. Si ce n'était pas là un titre à notre amitié, ce n'était pas non plus un titre à notre haine. Mais depuis quelque temps déjà, Napoléon avait résolu de créer en Allemagne un nouvel État qu'il destinait soit à Murat, soit à Jérôme, et malheureusement pour l'électeur de Cassel, la Hesse supérieure occupait precisément la région géographique qu'il avait choisie, tandis que la Saxe était dans une position beaucoup trop excentrique pour remplir ce rôle providentiel. Aussi, quoi que pût faire l'infortuné électeur, Napoléon était d'avance décidé à le trouver coupable, et l'on sait s'il était ingénieux pour créer des torts à ceux qui n'en avaient

[redacted]

pas. Au dernier moment, le prince, averti des dangers qu'il courait, demanda, après de longues hésitations, à faire partie de la Confédération du Rhin; il se jeta comme fasciné dans les bras de l'ennemi. Napoléon refusa froidement; il avait sur lui d'autres vues. Le 30 septembre, à la veille d'entrer en campagne, écrivant à son frère Louis, il lui recommandait « d'avoir pour l'électeur de bons procédés, de bien vivre avec lui, de lui prodiguer des paroles d'estime, » afin, disait-il, de le maintenir encore quelque temps dans sa neutralité, mais il le prévenait en même temps « qu'une fois le premier acte de la guerre fini, il le chargerait peut-être de conquérir Cassel, d'en chasser l'électeur et de désarmer ses troupes. » Ce qui ne l'empêchait pas de déclarer, en ce moment même, dans une lettre au prince primat « *qu'il n'avait aucune raison de se plaindre de l'électeur, qu'il ne l'attaquerait jamais de son plein gré*[1]. »

Le lendemain d'Iéna, le premier acte de la guerre est fini, selon l'expression de Napoléon, et le ton change brusquement. Une note, rédigée en style équivoque, est envoyée à l'électeur pour lui apprendre que l'empereur connaît son adhésion secrète à la coalition. On lui fait un crime de n'avoir pas repoussé par la force les troupes prussiennes lorsqu'elles ont traversé Cassel, et par un reproche tout contradictoire, de n'avoir pas licencié sa propre armée. Cette conduite nous oblige à occuper ses États. On pourrait croire, d'après ce langage ambigu, qu'il n'y a là qu'une simple mesure de précaution. Mais Mortier reçoit le

1. Napoléon au prince primat, 1er octobre.

[redacted]

même jour des instructions beaucoup plus explicites. Napoléon le charge de s'emparer de la personne de l'électeur et de l'envoyer prisonnier à Metz. Il désarmera sur-le-champ l'armée hessoise et fera administrer les États au nom de l'empereur. « Mon intention, ajoute Napoléon, *est que la maison de Hesse ait cessé de régner* et soit effacée du nombre des puissances[1]. » Il annonça cet événement dans son bulletin du 4 novembre, en accablant l'électeur des plus basses insultes, et il les fit suivre de ces consolantes prophéties : « Les peuples de Hesse-Cassel *seront plus heureux. Déchargés de leurs corvées militaires, ils pourront se livrer paisiblement à la culture de leurs champs;* déchargés d'une partie des impôts, *ils seront gouvernés par des principes généreux et libéraux*, principes qui dirigent l'administration de la France et de ses alliés. » Les malheureux Hessois, dont les ossements blanchirent avec les nôtres sur tous les champs de bataille de l'Europe, allaient bientôt savoir ce qu'ils devaient penser de ces roucoulements de colombe et de la félicité sans mélange que leur promettait ce bon faiseur de pastorales. Ils ne furent que trop tôt mis à même de faire la comparaison entre le *prince astucieux* et le candide empereur.

Napoléon n'était pas homme à perdre du temps pour recueillir les fruits de la victoire d'Iéna. Dès le lendemain même de la bataille, il frappa les pays conquis d'une contribution de guerre de cent cinquante neuf millions, et décréta « *Que toutes les marchandises anglaises qui se trouveraient dans les villes du nord appartiendraient à l'armée*[2]. »

1. Napoléon à Mortier, 23 octobre.
2. Décret d'Iéna, 16 octobre. — Article V.

[redacted]

Cet acte de brigandage, qui allait ruiner d'un seul coup tous les commerçants de l'Allemagne du nord, sans qu'ils eussent donné le moindre sujet de plainte, puisqu'on les punissait pour des actes antérieurs à notre occupation, fut le prélude du fameux décret de Berlin. Napoléon avait déjà lancé ses troupes dans toutes les directions à la poursuite des débris errants de l'armée prussienne, sans leur laisser le temps de se reconnaître et de se rallier. Blücher réussit à s'échapper à Colléda, en alléguant la conclusion d'un armistice que le roi de Prusse avait en effet demandé, mais sans l'obtenir. Murat fondit avec sa cavalerie sur Erfurt, de là sur Nordhausen, puis sur Magdebourg, point central vers lequel se dirigeaient le prince de Hohenlohe et le maréchal Kalkreuth avec le plus grand nombre des fugitifs. Ney et Soult l'y suivirent, enlevant sur leur route des régiments entiers surpris et déconcertés par la rapidité de nos mouvements. Davout se jeta sur Leipsick. Bernadotte s'était porté sur Halle, où se trouvait un détachement d'environ douze mille hommes, sous les ordres du prince Eugène de Wurtemberg. Ces troupes n'étaient pas en nombre suffisant pour tenir tête au corps d'armée de Bernadotte ; elles ne cédèrent toutefois qu'après une vigoureuse résistance qui nous coûta beaucoup de morts et de blessés. Napoléon était accouru de Mersebourg. Visitant le champ de bataille après le combat, il aperçut des monceaux de cadavres appartenant à la 32e demi-brigade qui s'était particulièrement distinguée dans cette sanglante affaire; lorsqu'on les lui eut désignés nominativement, il lui échappa une de ces plaisanteries familières qui avaient le privilége

[redacted]

d'électriser la brute militaire, il est difficile d'imaginer pourquoi, car on ne saurait dire ce qui l'emporte dans cette parole froide et cruelle, du mépris, de l'insolence ou de l'inhumanité : « Encore de la trente-deuxième ! s'écria-t-il avec l'accent d'un joueur qui retrouve au fond de sa poche une somme qu'il croyait avoir déjà dépensée, *j'en ai tant fait tuer* en Égypte, en Italie et partout, *qu'il ne devrait plus en être question*[1] ! » Le général Rapp qui, sous les dehors et les allures d'un soudard, ne manquait ni d'un certain esprit ni d'une certaine humanité, cite cependant ce mot avec une admiration intime et convaincue. Il y a là un mystère psychologique digne d'attention. L'adoration fanatique des soldats pour un homme qui les a traités avec beaucoup moins de ménagements qu'on ne traite d'ordinaire les chevaux de course ou les coqs de combat est faite pour rabaisser considérablement l'orgueil de la nature humaine.

Pendant que Murat, Soult et Ney, marchaient sur Magdebourg pour l'investir, Davout entrait à Wittenberg avec Augereau, Lannes à Dessau ; nous étions maîtres du cours de l'Elbe. Le 24 octobre, Napoléon arriva à Potsdam, et le lendemain Davout faisait son entrée à Berlin. L'empereur s'arrêta quelques jours au château de Sans-Souci, il se fit conduire au tombeau du grand Frédéric; il emporta l'épée du glorieux mort, et ne rougit pas d'envoyer à Paris ce trophée barbare, comme s'il eût été impatient de vaincre et de désarmer jusque dans sa tombe le seul capitaine moderne dont la renommée pût lui porter ombrage.

1. *Mémoires* de Rapp.

[redacted]

Les flatteurs de sa mémoire trouvent cette conduite toute naturelle; que diraient-ils du triomphateur qui viendrait saisir aux Invalides l'épée de Napoléon? Déjà en arrivant à Naumbourg, il s'était empressé de faire enlever et jeter sur une charrette l'humble pierre, perdue au milieu d'un champ, qui rappelait la victoire de Rosbach, comme s'il eût dépendu de lui d'effacer le passé et de refaire l'histoire. Ces représailles étaient d'une âme petite, et Frédéric les eût dédaignées. Il est jusqu'à trois points sur lesquels il domine de très-haut Napoléon. Il a toujours méprisé le charlatanisme; il a été grand dans les revers; il a employé des moyens iniques, mais en général pour faire des choses justes et possibles, sauf dans le partage de la Pologne. Au reste, Napoléon avait grand soin d'exploiter dans ses bulletins la mémoire et les exemples de Frédéric. A l'en croire, ce souverain sage et prévoyant aurait eu la prudence d'épargner à son pays une pareille catastrophe, il se serait fait l'allié et l'ami de Napoléon. « Son esprit, son génie et ses vœux, écrivait-il dans le dix-septième bulletin, étaient avec notre nation qu'il a tant estimée, et dont il disait que s'il en était roi il ne se tirerait pas un coup de canon en Europe sans sa permission. » En même temps qu'il enrôlait l'ombre du grand Frédéric contre la cour de Berlin, il ne perdait pas une occasion de déchirer la reine, à l'influence de laquelle il attribuait l'énergie inattendue qu'avait montrée le roi en nous déclarant la guerre. Habitué à aller droit aux obstacles pour les détruire, à les considérer d'une façon abstraite et seulement comme des forces en quelque sorte mathématiques, étranger à tout scrupule de délicatesse ou de

[redacted]

générosité, accoutumé à ne tenir aucun compte des sentiments, des préjugés, des convenances, il ne voyait dans cette malheureuse femme qu'une puissance à annihiler, peu importe par quels moyens, et il l'attaquait avec les seules armes qu'il pût employer contre elle, le ridicule, les injures, les calomnies. Il n'était pas de bulletin dans lequel il ne revînt sur ce sujet favori, et l'on ferait un volume avec tout ce qu'il a écrit contre elle. Il mettait à détruire l'influence et la réputation de cette femme, l'acharnement méthodique et calculé qu'il eût déployé à faire mitrailler un régiment ou à faire sauter un bastion. Après l'avoir dépeinte comme une personne « assez jolie de figure, mais *de peu d'esprit*[1], » il s'attachait à la faire exécrer des populations comme l'unique auteur de cette guerre calamiteuse. Par quel étrange mystère cette femme jusque-là absorbée « dans les graves occupations de la toilette, » en était-elle venue « à se mêler des affaires d'État, à influencer le roi, à susciter partout ce feu dont elle était possédée? » L'explication se trouvait, selon Napoléon, dans une gravure alors très-répandue « où l'on voyait d'un côté le *bel empereur* de Russie, près de lui la reine, et de l'autre côté le roi qui lève la main sur le tombeau du grand Frédéric. La reine, drapée d'un châle, *à peu près comme les gravures de Londres représentent lady Hamilton*, appuie la main *sur son cœur*, et a l'air de regarder l'empereur de Russie. L'ombre de Frédéric, ajoutait Napoléon, a dû s'indigner de *cette scène scandaleuse*[2]. »

Dans la crainte que cette allusion aux malheurs

1. Neuvième bulletin.
2. Dix-septième bulletin.

[redacted]

domestiques supposés du roi de Prusse ne fût pas assez claire pour lui, Napoléon y revenait dans ses bulletins suivants : « Tous les Prussiens accusent le *voyage de l'empereur Alexandre* des malheurs de la Prusse. Le changement qui dès lors s'est opéré dans l'esprit de la reine qui, de *femme timide et modeste* est devenue turbulente et guerrière, a été une *révolution subite.* Tout le monde avoue que la reine est l'auteur des maux que souffre la nation prussienne. On entend dire partout : combien elle a changé depuis cette *fatale entrevue avec l'empereur Alexandre !... On a trouvé dans l'appartement qu'habitait la reine à Potsdam le portrait de l'empereur de Russie dont ce prince lui avait fait présent*[1]. » Il ne manquait à cette espèce d'instruction judiciaire que la production des lettres d'amour de ce couple adultère. Ici les lacunes de l'organisation morale de Napoléon équivalaient à un manque d'intelligence, car s'il blessait les scrupules les plus délicats de la conscience humaine c'était faute de les retrouver dans son propre cœur ; il se trompait gravement en traitant les autres hommes comme s'ils eussent été aussi dépourvus qu'il l'était lui-même de tout sentiment d'honneur et de moralité ; il ne s'apercevait pas que ces basses insinuations dirigées contre une femme fugitive et désarmée par un homme qui commandait à cinq cent mille soldats, allaient directement contre leur but, qu'elles étaient faites, non-seulement pour exciter le dégoût de toutes les âmes élevées, mais même pour révolter les cœurs les plus vulgaires.

1. Dix-huitième et dix-neuvième bulletins.

[redacted]

Une fois l'Elbe franchi, toute la Prusse était à nous jusqu'à l'Oder. Spandau se rendit le 25 octobre. Hohenlohe, après avoir perdu deux jours à rallier ses débris à Magdebourg, s'était mis en retraite en toute hâte pour gagner Stettin à l'embouchure de l'Oder. Mais déjà la cavalerie de Murat l'avait devancé, et les troupes de Lannes inondaient le pays. Atteint et battu à Zehdenick, puis cerné entre Prenzlow et Passewalk, il mit bas les armes, le 28 octobre. Le lendemain, Stettin se rendait à la première sommation. Küstrin capitula en même temps à la première apparition de Davout. Depuis le grand désastre qui avait marqué l'ouverture de la campagne, les troupes prussiennes étaient complétement démoralisées; elles considéraient toute résistance comme inutile, et le spectacle qu'elles offrirent alors n'a rien qui diffère de celui que présentent tous les écroulements d'empire, particulièrement dans les monarchies centralisées. Quand la clef de voûte se détache, tout l'édifice tombe; quand le centre est aux mains de l'ennemi, les extrémités perdent tout intérêt, et l'on ne songe plus à les défendre. De là ces généraux en désarroi, et ces garnisons qui vont au-devant de l'ennemi pour lui remettre leurs places. Magdebourg seule tenait encore, et ne tarda pas à se rendre. La veille, 7 novembre, avait succombé un dernier détachement de l'armée prussienne commandé par Blücher. Coupé de sa retraite sur l'Oder, ce général avait dû se rabattre brusquement de l'est à l'ouest. Poursuivi à outrance par les corps d'armée de Bernadotte et de Soult, Blücher avait réussi après une marche pleine de périls à se jeter dans Lubeck, mais nos troupes y pénétrèrent

[redacted]

e vive force presque aussitôt que lui, et livrèrent ette malheureuse ville à toutes les horreurs d'une rise d'assaut. Il s'échappa pourtant, mais atteint e nouveau le lendemain, acculé vers la mer, cerné, ans munitions, entre la Trave, la frontière neutre u Danemarck, et des troupes qui lui fermaient toute utre issue, Blücher capitula à son tour, après avoir u avec le duc de Weimar l'honneur de tirer les erniers coups de fusil de la campagne contre les ennis de son pays.

Malgré tous les malheurs de cette grande déroute, u milieu de l'inexprimable confusion de ces scènes e découragement, de nobles exemples avaient été onnés dont la mémoire ne devait pas périr, et la ation prussienne avait du moins la consolation de ouvoir imputer ses revers à la fortune, à l'inexpéience, à la disproportion des forces plutôt qu'à une éfaillance de ses défenseurs. Ses généraux les plus enommés s'étaient fait tuer sur le champ de bataille; s princes de la famille royale avaient payé de leur ersonne, ils avaient répandu leur sang avec la plus latante bravoure; la noblesse qui composait presue exclusivement le corps des officiers avait vu omber l'élite de ses enfants sous les balles de nos oldats. La Prusse avait été écrasée, elle n'était pas vilie à ses propres yeux. Une douleur profonde et niverselle, un véritable désespoir patriotique avait uccédé à la confiance présomptueuse des premiers ours, et toutes les classes partageaient ces sentiments, ien que l'impôt du sang eût particulièrement frappé elles que leurs priviléges exposaient à l'envie. Les xcitations que, selon leur habitude, les Français s'ef-

[illegible] engager contre l'aristocratie des [illegible] les principes d'une révolution [illegible] maintenant plus éloignés qu'aucun [illegible] trouvèrent peu d'échos en Prusse. On [illegible] ement dans les villes qu'un accueil [illegible], conforme à la dignité d'une défaite [illegible] lors de notre entrée à Magdebourg, après [illegible] de cette place, on vit, symptôme plus [illegible] les soldats prussiens insulter leurs officiers, et [illegible] reprocher en termes sanglants de n'avoir pas [illegible] prolonger la résistance [1]. Enfin, bien que la na[illegible] du pays fût extrêmement défavorable à une [illegible] de partisans, on vit bientôt des hommes comme [illegible], Œls Brunswick, le fils du vaincu d'Auërstaedt, [illegible] plus tard Blücher lui-même tenir la campagne, [illegible] exécuter les coups les plus hardis au milieu de nos cantonnements.

Le 27 octobre, Napoléon avait fait à Berlin une entrée triomphale à la tête de son armée, afin de terrifier dès le premier jour cette capitale par un immense déploiement de force militaire. Le corps de la ville conduit par le général Hullin vint lui présenter les clefs de Berlin. Il reçut la députation au milieu d'un appareil tout militaire, le visage hautain et irrité, et avec tous les dehors qu'il jugeait de nature à augmenter l'intimidation. A la tête de ces magistrats était le prince de Hatzfeld, à qui le roi de Prusse avait laissé le gouvernement civil. Napoléon qui voulait humilier la noblesse, et caresser la bourgeoisie qu'il supposait moins accessible aux susceptibilités du patriotisme

1. Fezensac, *Souvenirs militaires*

[redacted]

et de l'honneur national, chassa de sa présence le prince de Hatzfeld : « Ne vous présentez pas devant moi, lui dit-il, je n'ai pas besoin de vos services ; retirez-vous dans vos terres ![1] » Il interpella ensuite le comte de Neale, lui reprocha avec dureté les nobles sentiments que la fille du comte exprimait dans une lettre interceptée, et rejetant les malheurs de la guerre sur les intrigues de la noblesse et de la cour : « *Le bon peuple de Berlin*, s'écria-t-il, est victime de la guerre, tandis que ceux qui l'ont attirée se sont sauvés. *Je rendrai cette noblesse de cour si petite, qu'elle sera obligée de mendier son pain !*[2]. »

Il voulut dès le lendemain commencer à mettre cette menace à exécution en frappant la noblesse prussienne dans la personne de ce même prince de Hatzfeld, qu'il avait si brutalement traité dans son audience de la veille. Son premier soin en entrant à Berlin avait été de faire mettre la main sur la poste et d'ouvrir toutes les correspondances publiques et privées. Le prince venait précisément d'écrire à son souverain pour lui rendre compte des circonstances de notre entrée à Berlin, et il était si loin de se douter qu'il y eût quelque chose de criminel dans un acte si naturel, qu'il n'avait pas hésité à confier sa missive à la poste. Cette lettre, dont la copie a été conservée et qui était des plus insignifiantes, fut mise sous les yeux de Napoléon. Il y saisit aussitôt le prétexte dont sa politique avait besoin pour faire un exemple à l'adresse de la noblesse prussienne. Il rendit séance tenante un décret qui traduisait le prince de Hatzfeld

1. Vingt et unième Bulletin.
2. *Ibid.*

[redacted]

[illegible] militaire *composée de sept colo*[illegible] *traître et espion*. L'insti[illegible] rappelait la lugubre histoire [illegible], elle disait assez haut ce [illegible]ement. Quant à l'imputation [illegible] trahison dont on osait flétrir un [illegible] l'honneur, à propos d'une com[illegible], adressée à un prince aujour[illegible] sans armée, déjà menacé dans son [illegible] de l'Oder, comme si le salut de [illegible] soldats eût dépendu de la divul[illegible]s qui avaient eu tout un peuple [illegible] elle était le dernier mot de l'impu[illegible]érision. Les familiers les plus intimes [illegible] de Napoléon, Berthier, Duroc, [illegible]èrent à l'idée de voir répandre le sang [illegible] honorable et estimé, dont le seul crime [illegible] resté fidèle à son souverain. Ils entourè[illegible]n, le supplièrent avec l'accent de la plus [illegible] de ne pas souiller sa gloire et de pas faire [illegible] compagnons des bourreaux. Ils le trouvèrent [illegible] plus inflexible que sa résolution était le ré[illegible] d'un calcul froid et réfléchi. Il ne faisait en cette [illegible] qu'appliquer méthodiquement le système [illegible] dans toutes ses lettres il pressait Joseph d'adopter [illegible]ples. Se montrer terrible dans le premier moment, [illegible] d'ôter aux vaincus toute idée de révolte, et de pou[illegible] ensuite gagner tous les cœurs par une douceur in[illegible]rée, tel était ce précepte renouvelé de César Bor[illegible], dont l'empereur avait fait son axiome favori, et [illegible] le débonnaire Joseph ne pouvait se résoudre à [illegible]e en pratique. Le prince de Hatzfeld n'était

[redacted]

choisi comme victime qu'en raison de sa position éminente et de la part bien connue qu'il avait prise à la déclaration de guerre. Heureusement pour lui, on parvint à le cacher pendant les premiers moments, et ce retard le sauva. L'impression d'horreur que produisit la seule annonce du sort qui lui était réservé fut tellement générale, qu'il devint impossible de songer à une exécution; le moment avait été manqué, on recula devant l'effet d'une atrocité ébruitée à l'avance, et l'on arrangea la petite scène de clémence qui a si souvent excité l'attendrissement de nos historiens, en faisant toutefois plus d'honneur à leur sensibilité qu'à leur pénétration. Jamais, à coup sûr, homme n'a été plus célébré et plus exalté pour s'être abstenu de faire assassiner un innocent.

A la suite du refus de Napoléon d'accorder un armistice, des pourparlers pour un traité de paix s'étaient établis dès le 20 octobre à Wittemberg entre le marquis de Lucchesini et Duroc. L'empereur était en état de dicter les conditions, et il le fit avec toute la rigueur d'un conquérant impitoyable. La cession de toutes les provinces que la Prusse possédait entre l'Elbe et le Rhin, l'engagement de ne plus s'occuper désormais des affaires d'Allemagne, enfin le payement d'une contribution de guerre et la reconnaissance de tous les princes nouveaux qu'il se proposait d'établir sur le territoire germanique, telles furent les exigences que Duroc fut chargé de signifier à la Prusse[1]. Lucchesini se hâta de communiquer ces dures conditions à son maître qui, dégoûté de la guerre et pressé

1. Lucchesini. *Sulla causa e gli effetti della Confederazione renana.*

[redacted]

d'en finir, lui envoya immédiatement sa ratification. Napoléon refusa de souscrire au traité qu'il avait lui-même rédigé. Dans l'intervalle, nos troupes avaient remporté de nouveaux succès, Magdebourg allait capituler, et des envoyés polonais proposaient d'organiser un soulèvement sur les derrières des armées russe et prussienne. Un horizon tout nouveau s'ouvrait devant Napoléon, et des projets démesurés occupaient sa pensée. La Russie était le dernier État qui pût lui résister sur le continent; il ressuscitera contre elle la Pologne. Il écrit sur-le-champ à Fouché de lui envoyer Kosciusko. Lui qui, l'année précédente, ne voulait faire avec ses ennemis que des paix séparées, il déclare maintenant aux plénipotentiaires prussiens qu'il ne se dessaisira de ses conquêtes en Prusse que lorsque l'Angleterre nous aura restitué toutes nos colonies ainsi qu'à la Hollande, lorsque la Russie aura pris l'engagement de garantir l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie. C'est à la modération de ces deux puissances qu'il mesurera l'état futur de la monarchie prussienne. Il veut faire peser les malheurs du roi de Prusse sur les résolutions d'Alexandre et du cabinet britannique, et il renoue ainsi les liens de leur ancienne solidarité. La Prusse n'est plus à ses yeux qu'un équivalent échangeable comme le Portugal à l'époque de la paix d'Amiens. La laissera-t-il subsister en monarchie? En fera-t-il une république, comme il le dit à M. Bignon? Il délibère et il lui échappe de s'écrier « *que dans dix ans sa dynastie sera la plus ancienne de l'Europe!* » En attendant, la Prusse est un gage qu'il est toujours à temps de restituer, une position offensive contre la Russie, une base d'opérations

[redacted]

pour son armée, une mine inépuisable à exploiter pour ses finances et ses approvisionnements. Afin de prévenir toute remontrance et toute sollicitation sur ce point, il s'empresse de rendre publique sa résolution en se liant en quelque sorte par une déclaration solennelle et irrévocable :

« Tant de succès, écrivait-il dans son bulletin du 10 novembre, ne doivent pas ralentir en France les préparatifs militaires.... L'armée française ne quittera pas la Pologne et Berlin que les possessions des colonies espagnoles, hollandaises et françaises ne soient rendues, et la paix générale faite. » Quelques jours plus tard, le 21 novembre 1806, une mesure beaucoup plus extraordinaire qu'aucune de celles qu'il avait adoptées jusque-là vint compléter et préciser le système au moyen duquel il se flattait de réduire et de faire capituler l'Angleterre. Ce système, annoncé par de nombreux actes préparatoires tels que la ligue des neutres et la saisie des marchandises anglaises dans toutes les villes du nord, consistait à fermer le continent au commerce britannique. Le préliminaire indispensable d'une telle entreprise, si l'on ne voulait pas s'en tenir à une vaine fanfaronnade, était la conquête du continent, œuvre, il est vrai, déjà fort avancée, mais dont l'achèvement pourrait présenter quelques difficultés. On a déclamé à perte de vue sur la question de savoir si le droit de représaille autorisait ou non Napoléon à prendre une pareille mesure pour punir l'Angleterre des abus qu'elle commettait dans l'exercice du droit de visite et de blocus. C'est demander s'il est permis de répondre à une injustice dont on croit avoir à se plaindre, par une monstrueuse

plaignait étaient réels, excessifs,
étaient odieux, mais comment oul
exploitait le plus bruyamment
avaient été son propre ouvrage? D
leur reprocher de faire prisonnier
bâtiments de commerce, lui qui a
non-seulement les matelots des va
mais tous les particuliers inoffensi
en France, en Hollande, en Itali
rupture? Comment osait-il leur
blocus de l'Elbe et du Weser, lui q
de l'embouchure de ces fleuves qu
leur commerce? Qu'était-ce d'aill
vénients et les abus du droit d
maux et des privations qu'il se cr
fliger au continent pour venger s
Le continent fermé aux marchan
tait le continent privé non-seul
manufacturés en Angleterre, mais
du nouveau monde, devenus obj
cessité, tant ils étaient entrés da

[redacted]

imputer à l'Angleterre des maux dont il était si visiblement le seul auteur ! Il les supposait assez aveugles pour se liguer contre la seule nation qui n'eût pas fléchi devant lui, pour se laisser affamer par admiration pour un si grand homme, pour se réjouir de leur propre ruine, pourvu qu'elle assurât sa dernière victoire, pour épouser au prix de tant de souffrances et de sacrifices la querelle d'un conquérant insatiable, qui ne s'était fait connaître à eux que par des spoliations!

Telles furent les illusions extravagantes qui donnèrent naissance au fameux décret de Berlin. Une chose lui manqua radicalement dès son origine, c'est de pouvoir être exécuté; car son exécution supposait non plus la docilité, mais le zèle et le concours des populations qui devaient en être victimes ! aussi produisit-il beaucoup de maux et de vexations, mais il ne fut jamais une loi que sur le papier, et l'on doit moins y voir un acte que le défi d'une colère impuissante. Ce roi des rois, qui ne pouvait pas, en réunissant toutes ses ressources et tous ses moyens, parvenir à mettre une barque à la mer, il décrétait avec un sang-froid superbe « *que les îles britanniques seraient désormais en état de blocus!* » Il interdisait tout commerce et toute correspondance avec elles, il décidait que « tout individu, sujet de l'Angleterre, trouvé dans les pays occupés par nos troupes, serait fait prisonnier de guerre, » que les marchandises d'origine anglaise seraient saisies partout où on les découvrirait; que *toute propriété quelconque*, appartenant à un sujet anglais, serait déclarée de bonne prise. » En lisant le dispositif de cette mesure insensée, on songe involontairement à tous ces rois de hasard, à ces favoris de la multitude auxquels leur

grandeur subite donnait le vertige. On croit entendre le tribun Rienzi, étendant du haut du Capitole son épée vers les quatre points cardinaux en s'écriant: *Ceci est à moi, ceci est à moi, ceci est à moi* ! Talleyrand eut l'ordre de communiquer sur-le-champ ce décret à tous nos alliés, y compris le Danemarck, à qui il fut spécialement chargé de faire savoir que *Napoléon n'entendait pas violer les traités*, mais qu'il espérait que le cabinet de Copenhague *ne tolérerait ni aucun courrier réglé, ni aucun bureau de poste anglais en Danemarck*[1]. Le décret fut envoyé au Sénat avec un message dans lequel Napoléon disait en substance que *son extrême modération* ayant seule amené le renouvellement de la guerre, il avait dû en venir à des dispositions « qui répugnaient à son cœur ; car il lui en coûtait de faire dépendre les intérêts des particuliers de la querelle des rois, et *de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes qui caractérisent la barbarie des premiers actes des nations*[2]. »

On ne pouvait mieux qualifier ce monument de folie et d'orgueil. Le décret de Berlin fut lu dans toute l'Europe avec plus de surprise encore que d'indignation, car si la tyrannie de Napoléon était justement exécrée, on croyait en général à son génie politique, et en présence d'un pareil trait de délire, il était impossible de ne pas reconnaître que l'ivresse du succès avait troublé la lucidité de cet esprit toujours si prodigieux dans la conduite des opérations militaires. Ce décret allait en effet lier invinciblement et pour jamais l'Europe à l'Angleterre. Depuis long-

1. Napoléon à Talleyrand, 21 novembre.
2. *Message* de Napoléon au Sénat, 21 novembre 1806.

[redacted]

temps sans doute les nations européennes avaient été amenées, par une oppression toujours plus menaçante, à faire des vœux en faveur de la cause britannique, mais ce mouvement d'opinion s'était déclaré surtout chez les classes politiques et gouvernantes généralement plus sensibles que les autres aux questions d'indépendance. Par suite du décret de Berlin, les classes les plus humbles allaient être les plus frappées. Les masses populaires, que nous avions ménagées jusque-là, devenaient les plus intéressées à notre défaite et au triomphe de l'Angleterre. Le blocus continental, c'était la gêne, les privations, la misère entrant dans chaque maison, au sein des plus pauvres familles pour nous y faire des ennemis. Aucune mesure n'a plus contribué à soulever les populations contre nous et à accélérer la chute du régime impérial.

Le message de Napoléon au Sénat se terminait par une demande fort inattendue pour ceux-là même qui prenaient le moins au sérieux ses déclamations en faveur de la paix. Après de si brillants succès remportés, assurait-il, presque sans perte d'hommes; après ces bulletins triomphants dans lesquels il constatait que sur une armée de cent vingt mille hommes, il avait fait *cent soixante-dix mille* prisonniers; après toutes les levées d'hommes qu'il venait de faire en France et en Allemagne, on avait peut-être le droit d'espérer un peu de calme et de repos, on se flattait de l'avoir bien gagné; mais loin de songer à rien de semblable, il exigeait que le Sénat mît à sa disposition quatre-vingt mille conscrits qui, selon les règles ordinaires, ne devaient partir qu'un an après, en septembre 1807. « Et dans quel plus beau moment, disait-il en signi-

[illegible] en Italie, vingt-cinq [illegible] d'Allemagne est sur la [illegible] plus forte. — Qu'importe ? [illegible] et ce qu'il n'est [illegible] c'est l'idée que dans la situation [illegible] où nous sommes, [illegible] que nos victoires. [illegible], que Napoléon [illegible] jusque dans les préoccupations des hommes qui lui sont le plus dévoués et qui [illegible]. « Mon cousin, écrit-il à Cambacérès le 11 novembre, [illegible] avez-vous été [illegible] *sédition?* Nous sommes au mieux avec l'Espagne. Toutes les places fortes sont entre mes mains. »

Cambacérès ne [illegible] être si vrai, et en réalité ses craintes devançaient quelque peu l'événement. Mais que le fait fût exact ou non, qu'il s'accomplît aujourd'hui ou demain, il paraissait vraisemblable, voilà ce qui était grave ; et de tous ces bruits vrais ou faux il se dégageait une impression très-nette, c'est que cette fantasmagorie ne pouvait durer, qu'un semblable domination n'avait ni stabilité ni raison d'être, qu'elle était contraire à la nature des choses à la marche de l'esprit humain, qu'on ne devait y voir qu'une apparition d'un instant, un phénomène accidentel et passager, enfin qu'il était temps de revenir à une politique plus sage si l'on voulait sauver une faible partie de ce qu'on avait acquis.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

[redacted]

TABLE

DU TROISIÈME VOLUME.

[redacted]

10504. — IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CH. LAHURE
Rue de Fleurus, 9, à Paris

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON Ier

[redacted]



OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

PUBLIÉS DANS LA BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

à 3 fr. 50 le volume

ÉTUDES ET PORTRAITS POLITIQUES (L'Histoire du Consulat et de l'Empire de M. Thiers. — Daunou. — Carnot. — Armand Carrel. — M. Guizot. — M. Proudhon. — Le rétablissement de la Pologne. — Paris en Amérique. — Du régime parlementaire sous Louis-Philippe. — Un dernier mot sur Carnot) .... 1 vol.

HISTOIRE POLITIQUE DES PAPES. — Nouvelle édition. .... 1 vol.

Imprimerie générale de Ch. Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.

[redacted]

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON Ier

PAR

P. LANFREY

TROISIÈME ÉDITION

TOME QUATRIÈME

PARIS

CHARPENTIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

28, QUAI DU LOUVRE, 28

—

1870

ERRATUM

Page 336, chapitre IX, deuxième ligne du sommaire : *au lieu de :* LES FRANÇAIS SONT REJETÉS SUR L'ELBE, *lisez :* SUR L'ÈBRE.

[redacted]

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON Ier

CHAPITRE PREMIER.

NAPOLÉON ET LA POLOGNE. — CAMPAGNES DE PULTUSK ET D'EYLAU (NOVEMBRE 1806 — FÉVRIER 1807).

Le décret de Berlin, l'exécution des premières mesures du *Blocus continental*, les déclarations qui avaient précédé ou suivi cet acte extraordinaire, contenaient tout un nouveau système de politique, et les résultats qu'ils consacraient n'étaient rien auprès des entreprises qu'ils devaient faire craindre. Jusque-là, les projets gigantesques qui depuis longtemps déjà occupaient l'âme de Napoléon ne s'étaient trahis que par de brusques échappées qu'on avait pu prendre pour des imprudences de langage ou des emportements passagers, sans influence durable sur sa conduite. Quand on l'avait entendu s'écrier à différentes reprises « qu'il voulait vaincre l'Angleterre sur le continent, » il n'était venu à l'esprit de per-

[redacted]

sonne de lui imputer la folle pensée de vouloir conquérir le continent pour l'armer contre l'Angleterre. Telle était pourtant en dernière analyse la pensée qui le dominait ; mais ce n'était rien de l'avoir conçue, si l'on songe à l'immense danger qu'il y avait pour lui à oser l'exprimer publiquement, et c'est là ce qu'il crut pouvoir faire dans l'enivrement où l'avait jeté la victoire d'Iéna. Disposé d'abord à garder quelque mesure au milieu de ses succès, à accorder la paix au roi de Prusse au prix de toutes ses provinces situées en deçà de l'Elbe, la rapidité avec laquelle il vit s'opérer l'écroulement de la monarchie prussienne, la silencieuse stupeur des gouvernements, l'apparente résignation des peuples lui firent perdre toute modération ; il crut n'avoir plus qu'un pas à faire pour être le maître de l'Europe, il jugea inutile une plus longue dissimulation, et comme s'il craignait de n'être pas deviné, il s'enhardit jusqu'à dire tout haut son secret. Il déclara qu'il ne restituerait la Prusse et les pays conquis que lorsque l'Angleterre nous aurait restitué nos colonies, il annonça qu'il allait « reconquérir la mer par la terre, reprendre Pondichéry sur l'Oder et la Vistule ! » Il somma les États du continent d'avoir à choisir entre la guerre avec l'Angleterre ou la guerre avec la France ; il leur rendit toute neutralité impossible ; il les mit en demeure de se déclarer ou nos ennemis, ou nos alliés.

Dire nos alliés, c'était dire nos sujets ; il ne pouvait plus subsister d'équivoque à cet égard, depuis que Bonaparte dirigeait la politique française. Les durs traitements dont il usait envers les États que leur mauvaise fortune ou leur aveuglement avaient

[redacted]

mis à la merci de son influence ne permettaient aucune hésitation à quiconque pouvait encore tenter la lutte ou préparer une résistance. Pour les puissances européennes, le blocus continental, avec les hautains commentaires qui l'accompagnaient, représentait autre chose que les privations, les misères, et les vexations de cette ligue douanière sans précédents; il leur posait avec une effrayante netteté l'inexorable dilemme d'une guerre avec Napoléon ou d'un asservissement à ses volontés. A les placer par degrés et à leur propre insu dans une telle alternative, il y eût eu un excès de témérité, et il est fort douteux que le génie de Napoléon eût jamais pu suffire à une pareille tâche, même avec des forces supérieures à celles dont il pouvait disposer; mais à leur signifier un défi aussi clair avant de les avoir mises dans l'impuissance de le relever, il y avait de la démence. Tenter l'entreprise était chimérique, l'avouer était la plus puérile et la plus compromettante des bravades. Cet aveu équivalait à la revendication d'une royauté universelle. C'était déclarer à l'Europe qu'elle ne devait plus former désormais qu'un seul état sous un despotisme de fer. On ne saurait nier qu'il n'y eût alors dans les mœurs et les idées des nations européennes de sérieux éléments d'unité créés par la longue propagande du dix-huitième siècle. C'est à ce commencement d'unité intellectuelle et morale que nous étions redevables de la facilité avec laquelle nous avions pu renverser partout les vieilles institutions; c'est grâce à lui que Napoléon avait si promptement réussi à établir sa domination sur tant de peuples, et son rôle historique, formulé d'une façon abstraite, n'est pas

[redacted]

autre chose, au fond, qu'un effort prématuré de ces éléments, pour s'unir et se constituer. Mais il y avait heureusement en Europe trop de lumières, d'indépendance, d'énergie et de dignité morale, de vraie civilisation, en un mot, pour que cette grande transformation, que l'avenir verra sans doute, pût s'opérer au moyen de la force brutale et se personnifier dans un tyran, et la lui montrer sous les traits d'un césarisme renouvelé du Bas-Empire, c'était la lui faire repousser avec horreur.

Tel était le sens de l'attitude nouvelle que Bonaparte venait de prendre dans ses derniers manifestes à la suite de ses triomphes éclatants sur la monarchie prussienne. Ce changement, depuis longtemps préparé, fut loin de frapper immédiatement tous les esprits, et surtout de produire toutes ses conséquences, mais il mérite d'autant plus d'être noté qu'il marque l'instant précis où la France acheva de perdre cette merveilleuse force d'attraction qu'elle tenait de sa révolution, et qui lui avait donné sa puissance momentanée. Jusqu'à ce moment, malgré tous les actes de violence et de perfidie qui étaient venus démentir leurs illusions, les peuples s'étaient obstinés à voir en elle un instrument de propagande de délivrance et d'affranchissement; ils commencèrent dès lors à la considérer comme la redoutable personnification de la conquête, de l'oppression et du despotisme. On eut lors de notre entrée en Pologne une occasion mémorable de constater l'éclosion de ces sentiments chez le peuple qui, par nature, par tradition, par intérêt, était le moins disposé à les accueillir.

[redacted]

Napoléon, après avoir définitivement refusé au roi de Prusse le traité de paix qu'il lui avait d'abord offert, s'était flatté de lui imposer un armistice qui permettrait à notre armée de prendre paisiblement ses quartiers d'hiver et d'organiser le pays conquis, en attendant la reprise des hostilités. Mais le roi Frédéric-Guillaume, quelque découragé qu'il fût par les malheurs qui venaient de fondre sur lui, n'avait pas perdu la tête au point de céder à son ennemi de si grands avantages sans compensation d'aucune sorte ; il refusa de ratifier la suspension d'armes que ses représentants avaient signée pour gagner du temps, et Napoléon se vit forcé, malgré la mauvaise saison, de porter la guerre sur la Vistule et de brusquer l'occupation des provinces polonaises (novembre 1806).

Dès son entrée à Berlin, il avait prévu cette éventualité. Du moment où il avait compris que la Pologne allait devenir le théâtre de la guerre, il avait songé aussitôt au parti qu'il pourrait tirer du patriotisme polonais. Il avait reçu et encouragé par de chaleureuses paroles les députés de la Pologne prussienne; il avait fait plus, il avait pris avec eux des engagements formels : « Lorsque je verrai trente ou quarante mille Polonais armés, leur avait-il dit, je proclamerai à Varsovie votre indépendance, et lorsqu'elle viendra de moi, elle sera inébranlable[1] ! » Il avait écrit à Fouché de lui envoyer Kosciuszko ; il avait fait venir d'Italie et de toutes les parties de l'Empire Dombrowski et les officiers polonais qui servaient dans notre armée; il les avait chargés du soin d'enrôler et d'or-

1. Discours de Napoléon en réponse à celui de Xavier Dzialynski, le 19 novembre 1806.

[redacted]

ganiser leurs compatriotes. Qu'il y eût là un auxiliaire précieux, un levier d'une incalculable puissance, on ne pouvait en douter en présence des services que nous avaient déjà rendus les légions polonaises et de l'enthousiasme inexprimable qui accueillait nos soldats ; il est encore moins permis d'en douter aujourd'hui lorsqu'on songe à tout ce que Napoléon a pu obtenir des Polonais avec des demi-promesses toujours éludées. Que le rétablissement de la Pologne fût une cause éminemment juste, une réparation nécessaire à l'équilibre bien entendu de l'Europe, c'est une vérité que l'histoire s'est chargée de démontrer avec une parfaite évidence. Dès cette époque, Bonaparte ne s'était pas fait faute d'invoquer ce grand argument dans ses manifestes diplomatiques, toutes les fois qu'il avait eu à justifier ses propres envahissements. Il les présentait invariablement comme une revanche légitime du partage de la Pologne. On doit ajouter que cette cause était alors plus sympathique et plus populaire en France qu'elle ne l'a jamais été depuis. Aux liens séculaires qui unissaient les deux pays, était venue se joindre une fraternité d'armes contractée au milieu des dangers qui avaient entouré notre révolution menacée : les légions polonaises avaient mêlé leur sang au nôtre, sur nos champs de bataille les plus lointains comme les plus glorieux. Sulkowski était tombé au Caire, Jablonowski à Saint-Domingue. Dombrowski et Zajoncheck avaient illustré leur nom dans toutes nos campagnes. Lors donc qu'on vit l'homme qui avait tant exploité le souvenir des malheurs de la Pologne, et les illusions de son héroïsme, paraître en vainqueur sur la frontière

[redacted]

de ces malheureuses provinces, les populations accoururent en foule au-devant de lui, cherchant à lire le secret de leurs destinées dans les paroles tantôt obscures, tantôt rassurantes qui tombaient de sa bouche, et tout le monde se posa la double question que les historiens discutent encore aujourd'hui : Napoléon *pouvait-il* rétablir la Pologne ? et s'il le pouvait, le *voulait-il ?*

Sur la question de savoir s'il le pouvait réellement, dans la situation prédominante, hors de pair qu'il s'était faite en Europe, il y a des raisons bien fortes pour répondre par l'affirmative. On a le droit de le dire sans invraisemblance, Napoléon, avec la puissance alors irrésistible dont il était armé, en présence de la Prusse anéantie, de l'Autriche annihilée, de la Russie impuissante hors de chez elle, de l'élan invincible qui se manifestait chez les populations polonaises, pouvait d'un mot relever la Pologne, et après l'avoir relevée il était assez fort pour la maintenir. Il était à la vérité beaucoup plus difficile d'achever cette œuvre que de la commencer. Le problème n'était pas de rétablir la Pologne mais de la faire durer. Napoléon pouvait toutefois consolider son ouvrage à la condition de gagner par des gages sérieux le concours d'une des puissances qu'il s'était attaché à abaisser et à humilier sans mesure. Quoi qu'il en soit, cette question étant du domaine des conjectures historiques est destinée à être indéfiniment controversée ; mais s'il est permis de douter que cette grande résurrection dépendît uniquement de Napoléon, si l'on peut même nier qu'il eût un tel pouvoir, ce qui est indubitable, c'est qu'il *croyait l'avoir*, et

[redacted]

c'est à ce point de vue, selon nous, qu'on doit se placer pour juger sa conduite. Sa politique énigmatique envers la Pologne a été généralement attribuée au désir d'éviter de prendre des engagements qu'il ne pourrait pas remplir, à la crainte d'entreprendre une tâche qu'il ne pourrait pas mener jusqu'au bout, de compromettre des patriotes qu'il se verrait ensuite forcé d'abandonner à leurs ennemis. De tels scrupules seraient honorables sans doute, mais il faut avouer qu'ils auraient été bien nouveaux chez lui, qu'ils auraient attendu bien tard pour faire explosion. S'il les avait ressentis, comment aurait-il osé faire en Pologne tout ce qu'il y a fait ? les milliers d'hommes qui s'y sont levés à son appel, n'étaient-ils donc pas trompés et ne pensaient-ils pas combattre pour leur patrie ? Comment admettre en outre que l'homme qui, à une époque où ses forces étaient loin d'avoir atteint ce prodigieux développement, n'avait pas hésité à provoquer l'Europe entière, tantôt pour la possession d'une île dans la Méditerranée, tantôt pour la satisfaction d'une haine personnelle, tantôt enfin pour le vain plaisir de braver une puissance, en s'arrogeant un droit de passage sur un territoire neutre, qui venait en ce moment même de provoquer tous les gouvernements européens par une entreprise mille fois plus chimérique et dangereuse que le rétablissement de la Pologne, je veux dire le blocus continental, comment admettre que, parvenu à un degré inouï de puissance, cet homme ait considéré comme irréalisable la tâche de reconstituer une nation belliqueuse, unanime dans ses vœux, et qui donnait tant de preuves de son indomptable vitalité ?

Il n'est donc pas vrai de dire qu'il ait reculé devant la difficulté de l'entreprise ou devant la crainte d'indisposer les puissances, car ces mobiles avaient de tout temps exercé fort peu d'influence sur ses résolutions. Il était arrivé à une période de sa vie où l'impossibilité d'un projet semblait ne plus être pour son insatiable esprit qu'un stimulant de plus qui le poussait invinciblement à l'entreprendre, semblable en cela à ces voluptueux blasés qui ne peuvent plus être excités que par les obstacles qu'on leur oppose. Il ne considéra nullement comme au-dessus de ses forces de rétablir l'indépendance de la Pologne, mais *il ne le voulut pas;* ou si cette fugitive velléité traversa un instant son esprit, il la bannit promptement, et en cela il était, quoi qu'on en ait dit, dans la logique de son caractère et de sa situation. Comment eût-il pu vouloir l'indépendance en Pologne, lui qui l'opprimait chez tous les autres peuples, et plus durement encore chez ses alliés que chez ses ennemis déclarés? D'autre part, comment se flatter de donner l'indépendance aux Polonais, sans leur donner en même temps la liberté? Comment croire qu'une fois ces passions généreuses et patriotiques déchaînées chez quinze millions d'hommes, il resterait le maître de les gouverner à son gré? que la contagion de ces nobles sentiments ne se communiquerait pas, tôt ou tard, à son armée, restée malgré tout la fille de la révolution française? que le contre-coup de cette émotion, la vue de ce spectacle seraient sans action sur tant de nations aujourd'hui muettes et terrifiées, mais qui se souvenaient d'avoir connu des jours meilleurs? La résurrection de la Pologne impli-

[redacted]

quait pour Napoléon un changement complet de politique, en France comme en Europe. Elle impliquait à l'extérieur l'adoption d'un système de modération et d'équité qui fût de nature à nous donner toutes les nations pour complices dans cette grande œuvre de réparation; elle impliquait à l'intérieur un retour aux généreuses traditions de 1789, car il n'est pas donné à l'esclave de remplir le rôle de libérateur. Napoléon n'était pas homme à vouloir rien de semblable, surtout dans la position où l'avait porté sa fortune. Il n'était alors occupé que d'une chose, c'était de compléter l'asservissement de l'Europe, il croyait toucher au moment de réaliser ce rêve ambitieux, il ne pouvait voir dans un grand mouvement national, éclatant pour ainsi dire sur son chemin, qu'un embarras qui demain serait peut-être un danger. Il était certain d'avoir, quoi qu'il fît, la sympathie et l'appui de la majorité des Polonais; pour conserver son influence sur eux, il n'avait besoin que de demi-promesses et nullement d'une insurrection nationale. Il devait résulter de là qu'il n'encouragerait les Polonais que juste dans la mesure où il aurait besoin de leurs services. Si les circonstances devenaient plus difficiles, il serait toujours à temps de proclamer l'indépendance de la Pologne. C'était une ressource qu'il tenait en réserve pour les grandes extrémités, un moyen d'intimidation contre les puissances du Nord, une épée toujours suspendue sur leur tête.

Des conjectures fondées sur le caractère, les antécédents et la situation d'un homme, ne sont point de vaines hypothèses; confirmées par sa conduite subséquente, elles constituent une certitude. Elles s'of-

[redacted]

fraient dès lors si naturellement à tous les esprits clairvoyants qu'une fois la première émotion calmée, et au milieu des illusions bien concevables que la présence de l'amée française faisait naître en Pologne, une pensée de doute et de défiance s'y manifesta parmi les hommes les plus éclairés et les plus dévoués à leur pays. A la demande qu'on leur adressait, d'organiser en Pologne une insurrection générale, ils répondirent en exigeant de Napoléon qu'il commençât par proclamer leur indépendance. On les en a blâmés comme d'une sorte de trahison envers leur patrie. On a dit que cette défiance était injurieuse, inopportune, et ces divers reproches ont été motivés sur un fait que ces écrivains regardent comme avéré, à savoir que Napoléon *voulait sincèrement* le rétablissement de la Pologne[1]. Mais c'est justement là ce qu'il faudrait démontrer, et cette démonstration est d'autant plus nécessaire que si le caractère de Napoléon a brillé par quelques qualités, ce n'est certainement pas par la sincérité. Quelles raisons si fortes avaient donc les Polonais d'avoir en lui cette foi aveugle, de se remettre en ses mains corps et âme sans même exiger pour gage une déclaration bien positive ? Ce gage était-il donc si sûr ? S'ils regardaient à sa conduite antérieure envers les autres peuples, que de fois n'avait-il pas non-seulement reconnu et proclamé, mais garanti par des traités solennels, l'indépendance de nations qu'il avait tour à tour opprimées et trahies ? Qu'avait-il fait de l'indépendance de la seconde république de Venise, d'abord créée puis ven-

1. Bignon, Thibaudeau, Thiers, etc.

[redacted]

[illegible] lui ! Qu'avait-il fait des républiques Batave, [illegible] Ligurienne, Helvétique, garanties par lui [illegible] traité de Lunéville? Qu'avait-il fait, à l'époque [illegible] expédition d'Égypte, de l'indépendance de la Turquie, [illegible] souvent reconnue par lui comme nécessaire à [illegible] de l'Europe? Qu'avait-il fait de l'indépendance de son alliée l'Espagne ? Étaient-ce là les précédents qui devaient inspirer confiance aux Polonais? Et s'ils regardaient à ses rapports antérieurs avec eux, à sa politique envers leur propre cause, y trouvaient-ils au moins de quoi se rassurer ? Après tant [illegible] qu'ils avaient reçus de lui à l'époque de la formation des légions de Dombrowski, ne [illegible] pas vu, lors de sa réconciliation avec l'empereur Paul, faire poursuivre et saisir en France les [illegible] qu'ils publiaient en faveur de leur patrie? N'avaient-ils pas vu un peu plus tard conclure, avec ce même gouvernement russe, un traité qui livrait au czar les Polonais réfugiés en France, en échange des Français émigrés en Russie[1] ? Si ces faits encore présents à toutes les mémoires n'étaient pas à leurs yeux une preuve évidente, qu'après les avoir compromis et exploités, il les abandonnerait aussitôt qu'il y trouverait un avantage personnel, ne constituaient-ils pas, du moins, pour les Polonais, le droit de réclamer un engagement positif et formel ? Qu'exigeaient-ils donc de si exorbitant pour se donner à lui sans réserve et sans retour ? Rien de plus qu'une de ces promesses dont il avait été si prodigue, une de ces déclarations si souvent données et démenties!

1. Voir à ce sujet le IIe volume, pages 219 et 401.

[redacted]

t-ce trop demander au moment de lui livrer la
t les biens de tout un peuple ?
elles furent les réflexions qui firent hésiter les
s les plus éclairés de la nation polonaise, au mo-
t de pousser leurs compatriotes dans les bras de
oléon. Ces scrupules étaient inspirés par le plus
patriotisme et ils eussent été coupables envers
pays de ne pas les manifester. Kosciuszko, qui
it à Paris lié avec les hommes les plus éminents
'époque, parmi lesquels il suffira de nommer
yette, et qui avait vu fonctionner de près ce dur
otisme, déclara sans détour qu'il ne pouvait offrir
épée à Napoléon, sans avoir stipulé préalable-
t quelques garanties pour l'indépendance et la
té de son pays. Les principaux membres de la
esse polonaise parlèrent dans le même sens,
qu'après les scènes d'inexprimable ivresse qui
èrent notre entrée à Posen et à Varsovie, ils s'a-
urent qu'au lieu de proclamer leur indépendance
ils se croyaient assurés, leurs libérateurs ne
ndaient à ces transports que par une attitude
matique et s'apprêtaient à leur demander tous
acrifices sans vouloir prendre eux-mêmes aucun
gement. Ceux des lieutenants de Napoléon qui
éressaient à la cause polonaise, se chargèrent de
smettre ces vœux à leur maître en le pressant d'y
der. Davout lui écrivait de Varsovie à la date du
décembre : « L'esprit est excellent à Varsovie,
les grands se servent de leur influence pour
er l'ardeur qui est générale dans les classes
ennes. L'incertitude de l'avenir les effraie, et ils
ent assez entendre qu'ils ne se déclareront ouver-

due … …arant leur indépendance. Cis… …acite de la garantir. dai… …spoir secret de devenir roi de… …lus vivement encore de se q… …ration publique et irrévocable. l'… …ment à Napoléon au moment d… …e mieux faire impression sur c… …epuis quelques jours à Posen ; il … sous un arc de triomphe où … …ription : *au libérateur de la Polo-* … accueilli avec transport, il se récriait … …ttres sur le patriotisme et l'enthou- …onais. Il faisait imprimer dans le *Moni-* …age de la Pologne était « la spoliation … dont l'histoire fasse mention [2]. » Loin … es difficultés du rétablissement de la … supposait à ses ennemis des forces bien … ce qu'elles étaient réellement, il ne prê- …ssen qu'une armée de quarante à cinquante …mmes, dont il pensait venir à bout très-faci- …ans cette disposition d'esprit, essayant selon …ante habitude les chances diverses qui s'of- … lui avant de prendre une décision, il cares- …ontiers l'idée de mettre à profit le grand …ement qu'il voyait se produire autour de nous, …ant en Pologne une sorte de contrefort pour …ragile édifice de la confédération du Rhin, et en … temps un vaste réservoir d'hommes et de che- …aux pour ses guerres futures. Toujours attentif à se

…r du 19 décembre 1806.
…r du 12 décembre.

[redacted]

ménager la possibilité d'agir dans un sens ou dans un autre selon les éventualités, il prescrivait le 1er décembre à Andréossy, son ambassadeur à Vienne, de rassurer l'empereur d'Autriche en lui déclarant « que l'insurrection de la Pologne était une suite naturelle de la présence des Français.... qu'il entendait ne se mêler en rien de la Pologne autrichienne.... mais que si l'empereur, sentant la difficulté de maintenir la Pologne autrichienne au milieu de ces mouvements, voulait admettre en indemnité *une portion de la Silésie*, Napoléon était prêt à entrer en indemnité pour cet objet[1]. »

Cette proposition étant la seule preuve qu'on ait jamais alléguée à l'appui des prétendus projets de Napoléon, en faveur de l'indépendance de la Pologne, mérite d'être examinée avec attention. On doit d'abord observer que Napoléon offrait à l'Autriche non pas la Silésie, comme on l'a tant de fois répété, mais une *portion* de la Silésie, ce qui est fort différent. Il faut remarquer en outre que selon sa méthode invariable, il offrait une indemnité à prendre sur le voisin, et plus propre à effrayer l'Autriche qu'à la séduire, car l'acceptation de la Silésie eût équivalu à une rupture avec la Prusse, la Russie et l'Angleterre. Si Napoléon avait sincèrement tenu à gagner une puissance qui n'avait coopéré au partage de la Pologne qu'avec répugnance et presque à son corps défendant, il avait dans les mains cent autres indemnités beaucoup plus propres à la satisfaire que cette province qu'il lui offrait avant de l'avoir conquise. Les

1. Napoléon à Andréossy, 1er décembre 1806.

[redacted]

places fortes de la Silésie étaient en effet encore au pouvoir des Prussiens, pendant que Napoléon en disposait avec tant de libéralité. Il convient de rappeler enfin que cette offre, presque dérisoire à force d'être insuffisante et précaire, était faite à une puissance impitoyablement frappée par le traité de Presbourg, poussée à bout par les procédés les plus méprisants, et réduite à ne plus trouver de salut que dans notre propre ruine. On est donc autorisé à conclure que, quelque infatué qu'il fût alors, Napoléon ne put lui-même prendre beaucoup au sérieux son offre d'une portion de la Silésie : il y vit un moyen de sonder les dispositions de l'Autriche, une occasion de la contraindre à manifester ses sentiments secrets, plutôt qu'un appât de nature à l'entraîner.

Le jour même où il chargeait Andréossy de faire à l'Autriche cette proposition insidieuse, Napoléon posait publiquement dans son trente-sixième bulletin ce qu'on peut appeler les termes du problème de la résurrection polonaise: « Il est difficile, disait-il, de peindre l'enthousiasme des Polonais. Notre entrée à Varsovie était un triomphe, et les sentiments que les Polonais de toutes les classes montrent depuis notre arrivée ne sauraient s'exprimer. L'amour de la patrie et le sentiment national est non-seulement conservé en entier dans le cœur du peuple, mais il a été retrempé par le malheur. Sa première passion, son premier désir est de redevenir nation. Les plus riches sortent de leurs châteaux pour venir demander à grands cris le rétablissement de la nation, et offrir leurs enfants, leur fortune, leur influence. »

La constatation de ces faits dans un de ces bul-

[redacted]

letins fameux qui avaient déjà changé la face de l'Europe était à elle seule un plaidoyer en faveur du rétablissement de la Pologne; et pour les Polonais en particulier, une seule conclusion paraissait possible, après des considérants aussi décisifs. Mais il convenait à Napoléon de poser la question et non de la résoudre; il évoquait donc sans détour cette grande éventualité : « Le trône de Pologne se rétablira-t-il? Cette grande nation reprendra-t-elle son existence et son indépendance? Du fond du tombeau renaîtra-t-elle à la vie? » Puis au lieu de conclure et de répondre à ces questions en homme d'État qui doit rendre compte de son opinion, au lieu de dissiper les illusions ou de fixer les incertitudes par une déclaration franche et digne, traçant à chacun la ligne de ses devoirs, il se dérobait tout à coup par une sorte de subterfuge théologique, comme les casuistes seuls ont le privilége d'en imaginer : « *Dieu seul*, répondait-il, *qui tient dans ses mains les combinaisons de tous les événements, est l'arbitre de ce grand problème politique !* »

Si tout ce que Napoléon pouvait faire pour les Polonais était de les renvoyer à Dieu, ce n'était pas la peine d'avoir une armée de cinq cent mille hommes; le premier moine venu eût suffi pour cela. C'était dire assez clairement qu'il se réservait de trancher plus tard la question dans le sens qui conviendrait le mieux à ses intérêts; mais en formulant cette conclusion ambiguë qu'on eût dit rédigée par un augure, il savait bien que la Pologne entière ne lirait que les prémisses et serait la dupe volontaire de cette équivoque préméditée. Le lendemain 2 décembre Napoléon reçut la lettre dans laquelle Murat lui faisait

grandeur n'est pas fondée sur le se
milliers de Polonais. C'est à eux à
thousiasme de la circonstance a
à moi à faire le premier pas. Qu
ferme résolution de se rendre in
s'engagent à soutenir le roi qui le
alors je verrai ce que j'aurai à faire..
que je ne viens pas mendier un
miens; je ne manque pas de trôn
famille! » Que lui demandaient-il
de ce sang généreux qu'ils étaie
pour lui? un mot, et dans la crain
éprouvaient de voir leur patrie
veau après tant d'abandons succ
tions stériles, il feignait de n'a
calculs égoïstes, il n'y trouvait q
vaines récriminations d'orgueil, o
jures sans dignité. C'est ainsi qu'
qu'une *sottise* dans la résistance ina
posa Kosciuszko. Il s'était cru telle
l'adhésion de ce grand citoyen par l

[redacted]

invitant ses concitoyens à venir se ranger sous la bannière de l'invincible Napoléon; mais cette fable fut bientôt démentie par Kosciuszko lui-même, et le dépit de Napoléon fut d'autant plus vif qu'il s'attendait moins à un pareil mécompte.

A dater de ce moment, il y eut scission parmi les chefs de la nation polonaise, les uns, comme Joseph Poniatowski, Zajoncheck, Wybicki, Dombrowski, persistant quand même à attendre tout de lui, malgré ses réticences, les autres, de beaucoup les moins nombreux, préférant l'abstention jusqu'à ce qu'il eût consenti à donner la garantie qu'ils réclamaient. Un troisième groupe, à la tête duquel était le prince Adam Czartoryski, un des membres les plus actifs du cénacle des jeunes conseillers d'Alexandre, s'obstina à espérer la régénération polonaise de la bonne volonté du czar. Cette illusion était peut-être aussi profonde que la première, mais telle était dès lors la situation désespérée des patriotes polonais qu'ils ne pouvaient guère vivre que d'illusions. On peut dire d'ailleurs qu'ils ne se trompaient pas en comptant sur la générosité d'Alexandre; ils se trompaient seulement en lui attribuant un pouvoir qu'il n'avait pas. Alexandre n'était pas indigne d'inspirer de si hautes espérances; il alliait à la subtilité byzantine une réelle élévation de sentiments, mais quelque puissant qu'il fût, il n'eût pas touché impunément à l'intégrité de l'empire.

Un de ceux qui s'étaient ralliés au czar, le comte Michel Oginski, a exprimé avec une parfaite netteté les sentiments de défiance qui éloignèrent de Napoléon une partie des Polonais, et pour être dans le

[redacted]

vrai, il y a peu de chose à ajouter à son jugement sur ce point. Exposant les raisons qui avaient dicté sa conduite dans un mémoire adressé, en 1811, à l'empereur Alexandre, il disait : « Pour rétablir un pays indépendant il faudrait supposer à Napoléon ces sentiments libéraux, ce caractère de modération, de désintéressement, de générosité qui n'est nullement compatible avec l'avidité de conquérir, avec le besoin [illegible] de diviser, de détruire tous les États de l'Europe, avec son insouciance pour le bonheur et la tranquillité des peuples.... Et comment présumer que [illegible] de la fortune, qui se croit l'envoyé de Dieu destiné à régler les affaires du monde entier, que cet homme entreprenant qui a détruit tant de trônes, qui n'a élevé quelques-uns que pour être les supports de sa grandeur, qui change de résolutions et de projets avec autant de promptitude qu'il les conçoit, qui ne s'est jamais occupé du bonheur des hommes et ne fait cas qu'autant qu'ils peuvent lui offrir leurs bras pour exécuter ses desseins, comment, dis-je, présumer que cet homme extraordinaire, insensible au sort malheureux de l'Europe qu'il a bouleversée, soit sensible seulement à la triste position des Polonais, et qu'il veuille rétablir leur patrie en lui assurant un gouvernement libre et indépendant [1] ? »

Rien de plus juste et de plus frappant que ces réflexions, rien surtout de mieux justifié par la conduite ultérieure de Napoléon envers les Polonais. Quoi qu'on dise en effet pour l'excuser, et en admettant

1. *Mémoires du comte Oginski*, t. III.

[redacted]

même que les hésitations de quelques-uns d'entre eux l'aient dégagé, il n'en reste pas moins vrai qu'il a trompé sciemment la partie de la nation qui a persisté jusqu'au bout à se fier à lui, à moins qu'on ne veuille soutenir que l'annexion du grand-duché de Varsovie au royaume de Saxe a été une compensation suffisante aux levées d'hommes et aux réquisitions qu'il n'a jamais cessé de faire en Pologne à partir de ce moment. Entre Napoléon et les Polonais qui se donnaient à lui, il y a eu dès lors un pacte tacite dont la condition était de leur côté un dévouement aveugle, absolu, et du sien le rétablissement de leur patrie. Jusqu'à la fin de son règne il sut entretenir leur confiance par des demi-promesses, des demi-mesures, et par des paroles à double entente qui donnaient une satisfaction presque égale et aux Polonais et à leurs ennemis : « Je ne pouvais, écrivait en 1809 le prince Czartoryski, m'empêcher d'être étonné de l'art avec lequel Napoléon propageait et accréditait à la fois les conjectures et les opinions les plus contraires. Il est certain qu'en faisant écrire des dépêches et prononcer des paroles qui devaient indigner et désespérer les Polonais, il n'était pas moins parvenu à répandre parmi nous la conviction que non-seulement il avait à cœur l'intérêt de la Pologne, mais encore qu'il avait un sentiment particulier d'affection pour notre nation.... Pour réveiller l'enthousiasme, il n'a qu'à publier quelque article de gazette, à envoyer à Varsovie un de ses aides de camp polonais qui, accueilli partout dans la société, répète quelques paroles de Napoléon, ou raconte quelque anecdote intéressant le patriotisme. *On vit là-dessus pendant quel-*

[redacted]

ques mois, et au bout de ce temps un nouvel employé vient remonter les esprits[1]. »

Que fût-il advenu si la Pologne entière avait imité et suivi ces croyants obstinés qui, malgré tant d'amers mécomptes, lui donnèrent leurs vies avec une si magnifique prodigalité de Somo-Sierra à Leipsick? Il est peu permis de croire que les destins en eussent été changés, soit pour l'Europe, soit pour les Polonais eux-mêmes. Il ne les aurait pas moins abandonnés à Tilsit pour tendre la main au puissant empereur qui lui apportait ce qu'il appréciait le plus au monde, le concours d'un despotisme fortement organisé, et pour se débarrasser de ce qui lui était le plus antipathique, le spectacle d'une force libre et indépendante; il ne les aurait pas moins trompés avec des demi-satisfactions et des promesses toujours éludées; ce succès enfin ne l'aurait nullement détourné de commettre une seule des fautes qui l'ont perdu; mais on frémit en songeant à tout ce que l'héroïsme d'une nation ainsi fanatisée eût ajouté aux difficultés de la lutte. Le patriotisme au désespoir tourne facilement à l'illuminisme, surtout chez un peuple dont le caractère est à la fois mystique et chevaleresque: malgré les déceptions sans nombre dont les Polonais ont été victimes de la part de Napoléon, nous avons vu de nos temps leurs poëtes et leurs penseurs instituer en l'honneur de sa mémoire une sorte de culte sous le nom de *messianisme;* cette particularité singulière dit assez combien une telle arme eût pu devenir

1. *Correspondance d'Alexandre Ier avec le prince Czartoryski*, publiée par Ch. de Mazade.

[redacted]

dangereuse maniée par de telles mains, et loin de blâmer les patriotes qui refusèrent de la lui confier aveuglément, on doit dire qu'ils ont bien mérité de l'Europe et de la civilisation. Napoléon pouvait affranchir la Pologne, et c'était là une des plus belles chances de vraie grandeur que lui eût offertes sa merveilleuse fortune, mais il ne le pouvait qu'à la condition de changer de système, et pour attendre de lui une si miraculeuse conversion, on était tenu par le devoir le plus impérieux d'exiger de lui une garantie de ses intentions.

Tout autres étaient ses préoccupations en ouvrant cette nouvelle campagne. « Conquérir la mer par la terre, » tel était le refrain qui revenait alors dans toutes ses lettres, et en présence de ce programme indéfini qui convenait admirablement à l'inquiétude et aux tendances aventureuses de son génie, la tâche patiente et délicate d'une reconstitution de la Pologne ne pouvait être à ses yeux qu'une diversion importune. Dès sa jeunesse, il avait eu un goût immodéré pour ces entreprises grandioses qui lui offraient des perspectives illimitées comme son ambition, mais en Égypte même où il avait laissé voir sa prédilection pour ces vastes utopies, l'insuffisance trop flagrante de ses ressources l'avait forcé à les reléguer sur le second plan. Parvenu aujourd'hui à l'apogée de sa puissance à travers mille prodiges, il ne croyait plus à l'impossible, et il s'abandonnait sans contrainte à la tyrannie qu'exerçaient sur son imagination ces plans gigantesques et chimériques. En marchant contre la Russie, il n'avait plus comme autrefois un but arrêté et défini, il avait en vue comme résultat pro-

[redacted]

son successeur avec ce soin qui avait fait de la cavalerie prussienne la plus belle de l'Europe. Il avait organisé en outre dans toutes les places qui se trouvaient sur le passage de son armée, à Erfurt, à Magdebourg, à Spandau, à Cüstrin, de grands magasins d'approvisionnements et de munitions de tout genre. Sa base d'opérations n'étant plus désormais la France, mais la Prusse, il avait transformé ce pays tout entier en une sorte de vaste chantier militaire. L'ancienne administration fut maintenue sous la direction de M. Daru; elle continua à percevoir l'impôt ordinaire en même temps que nos contributions de guerre, et toutes les ressources du royaume se trouvèrent bientôt employées au profit de notre armée. On peut estimer à au moins quatre cents millions les réquisitions dont furent dès lors frappées les provinces conquises (Prusse, Hesse, Hanovre, Brunswick, villes hanséatiques), soit en argent, soit en approvisionnements, soit enfin sous forme de saisie des marchandises anglaises.

L'armée, dont ces énormes tributs devaient assurer l'entretien, allait dépasser trois cent mille hommes, lorsque tous les corps en marche auraient opéré leur jonction. Mais cette armée, quelque solide et redoutable qu'elle fût encore, avait déjà perdu son ancienne physionomie, et n'avait plus qu'une partie des rares qualités qui avaient fait sa force et son originalité. Les écrivains militaires ont signalé à un point de vue tout spécial les inconvénients qui résultèrent un peu plus tard de l'extension démesurée des régiments et de la dispersion des bataillons; je fais allusion ici à un mal plus grave et plus profond qui

[redacted]

... de l'armée. S'il est dans l'his- ... ve, c'est sans doute le spec- ... le despotisme fondé uniquement ... re, affaiblissant et ruinant peu à ... peu et en quelque sorte par le seul ... développement l'admirable instrument ... Il y aurait une véritable lacune à ... les progrès de cette perversion lente ... de nos institutions militaires, car elle ... plus sensible à mesure que l'empire s'éten- ... allait avant peu en éprouver les pre- ... Dès ses débuts, Bonaparte avait changé ... de l'armée en substituant les rêves de gloire, ... de richesse aux mobiles patriotiques. Ce ... ment était loin d'être indifférent, mais ses con- ... ces ne pouvaient pas être immédiates, et ces ... conquérantes avaient pu paraître d'abord ... acer avec avantage l'ancien élan révolution- ... Après son élévation au pouvoir suprême il était ... plus loin; il s'était attaché à séparer l'armée de la nation, à la soustraire aux influences civiles, à lui créer des ressources indépendantes, un trésor spécial, des dotations opulentes qui ouvraient une carrière nouvelle à l'ambition des chefs; ils n'étaient plus les soldats de la patrie, mais les soldats de l'empereur; ils étaient les instruments de sa fortune et non plus les serviteurs du pays. Il fit un pas de plus lors des campagnes d'Austerlitz et d'Iéna, en introduisant dans nos armées jusque-là si compactes des éléments empruntés aux pays conquis.

Ici, on peut le constater avec évidence, les fautes et les erreurs du politique mettaient en défaut le gé-

[redacted]

nie et la prévoyance du grand capitaine, car s'il est certain que les proportions démesurées du nouvel empire et les entreprises colossales de son chef rendaient indispensable cette adjonction d'un supplément de force militaire pour soutenir la France épuisée, il est plus certain encore qu'en admettant dans nos rangs tous ces corps auxiliaires qui n'y pouvaient servir qu'à regret, on allait porter un coup funeste à la discipline, à l'ardeur et à l'unité de notre armée. L'élan national, la profonde homogénéité de pensée et d'action qui avaient fait de notre armée un tout animé et vivant que rien ne semblait pouvoir entamer, se trouvèrent affaiblis d'abord, puis peu à peu comme submergés au sein de cette masse cosmopolite qui n'avait ni notre esprit, ni nos mœurs, ni nos passions, ni même notre langage. Les contingents étrangers de l'armée qui s'avançait contre la Russie, vers la fin de l'année 1806, s'élevaient à près de cent mille hommes, Italiens, Suisses, Hollandais, Wurtembergeois, Bavarois, Hessois, Saxons, Polonais ; on y vit jusqu'à des Prussiens : « Sa Majesté, disait Napoléon dans son 42e bulletin, a ordonné de lever dans les États prussiens, au delà de l'Elbe, un régiment qui se réunira à Munster. » Il ne tarda pas à reconnaître à quelles étranges conséquences ce système pouvait aboutir un jour, mais il le trouvait trop commode pour y rien changer : « Les régiments suisses, écrivait-il à Fouché, le 20 février 1807, engagent des prisonniers prussiens, de sorte que *j'aurais l'extraordinaire politique d'avoir mes ennemis pour garder la France.* » Tout extraordinaire que fût en effet ce système, il n'y persista pas moins, et par ce côté

[redacted]

comme par beaucoup d'autres, cette grande parodie de l'empire romain recélait dès son origine toutes les infirmités que Rome ne connut qu'à son déclin, et qu'elle ne subit qu'à regret pour retarder l'heure d'une chute inévitable. Napoléon voulut avoir dans son armée jusqu'à des Espagnols. Le 15 décembre, il chargea Talleyrand de négocier avec le roi Charles IV l'envoi d'un corps auxiliaire de quinze mille hommes, et pour les dépayser plus sûrement, il leur confia la garde de Hambourg et des villes hanséatiques [1].

Son but en cette circonstance était moins de faire entrer en ligne quelques régiments de plus que d'affaiblir et de désarmer l'Espagne, sur laquelle il commençait à nourrir des projets encore peu définis, mais peu rassurants pour l'avenir de ce pays. Depuis longtemps fatiguée d'une alliance onéreuse, abreuvée d'humiliations, ruinée par nos exigences, traitée en pays conquis dont on cédait les provinces sans même le consulter, l'Espagne avait vu dans la guerre de Prusse une occasion de prendre à l'égard de Napoléon une attitude, sinon hostile, du moins indépendante: une proclamation du prince de la Paix avait appelé aux armes les Espagnols pour soutenir la liberté de leur patrie contre un ennemi qu'il ne désignait pas [2], mais à la nouvelle de la victoire d'Iéna, tout était aussitôt rentré dans le silence accoutumé, et la soumission était redevenue d'autant plus absolue que la révolte avait été plus imminente. L'Espagne fut heu-

1. Napoléon à Talleyrand, 15 décembre 1806.
2. A la date du 5 octobre. Voir Toreno, *Histoire de la révolution d'Espagne*, Ier vol.

[redacted]

reuse de se faire pardonner cette faible velléité par l'envoi du contingent de quinze mille hommes ; elle ne soupçonna pas que ce gage de docilité, loin d'apaiser son impérieux allié, n'était que le prélude des sacrifices qu'il allait bientôt lui imposer.

Toujours empressé à seconder l'effort des armes par celui de la diplomatie, lorsque l'heure de négocier était passée, Napoléon avait vu ses offres repoussées par l'Autriche. Cette puissance avait été trop cruellement blessée pour être accessible à de tardives avances. Faute de pouvoir la gagner, il fallut la tenir en respect : l'armée du vice-roi se concentra dans le Frioul, sous les ordres de Masséna, se liant au corps de Marmont qui occupait la Dalmatie. Ces troupes formaient un total de soixante-quinze mille hommes tout prêts à s'avancer dans la vallée du Danube ; elles suffisaient provisoirement pour neutraliser l'Autriche. Notre diplomatie avait été plus heureuse auprès de la Porte. Telle est la force des intérêts et des situations que, malgré le souvenir de la rupture violente et déloyale qui nous avait donné l'Égypte, un rapprochement inespéré venait de s'opérer entre la France et la Turquie. Napoléon, qui sentait tout le prix d'une diversion faite à notre profit contre les Russes, s'était attaché à séduire et à encourager le sultan Sélim ; il lui avait rappelé les liens séculaires qui unissaient les deux pays, leur communauté d'intérêts, la marche non interrompue des invasions russes vers Constantinople. Avant même que la Porte eût rompu avec la Russie, il prenait dans tous ses manifestes l'engagement solennel de maintenir l'intégrité de l'empire ottoman. Dès le mois de juin 1806, au moment où il

négociait avec M. d'Oubril un traité de paix entre la France et la Russie, il pressait Sélim de se déclarer contre Alexandre en remplaçant de sa propre autorité les hospodars de Valachie et de Moldavie que le Sultan ne pouvait nommer que de concert avec le czar[1]. Pour accélérer ce dénouement, il accrédita auprès du Divan un agent habile, actif et dévoué, le général Sébastiani, dont la mission pouvait se résumer d'un mot, entraîner la Turquie à la guerre.

Les haines, les rivalités, les divisions de tout genre qui existaient depuis si longtemps entre la Porte et la Russie rendaient à Sébastiani cette tâche d'autant plus facile, que Sélim était un caractère faible et crédule, très-bien intentionné, mais très-incapable de suivre un système arrêté. Sébastiani employa tour à tour à son égard les promesses et les intimidations; il sut le menacer à propos de notre armée de Dalmatie qui se trouvait en contact immédiat avec le Montenegro, l'Albanie et les populations les plus remuantes de l'empire turc. Sous l'influence de ces sollicitations, Sélim chassa les deux hospodars le 30 août 1806. Cest alors qu'on apprit à Constantinople que le czar avait refusé de ratifier le traité de paix signé à Paris par d'Oubril. Sébastiani devint beaucoup plus pressant; il somma nettement le sultan de choisir entre l'inimitié de la France et celle de la Russie[2]. Sélim, intimidé, interdit aux vaisseaux russes l'accès du Bosphore, puis, bientôt plus troublé encore par les menaces des représentants de l'Angleterre et de la

1. Napoléon au sultan Sélim, 20 juin 1806.
2. Not de Sébastiani, à la date du 16 septembre 1806.

[redacted]

Russie, il rétablit en Valachie et en Moldavie les deux hospodars destitués, sans toutefois rompre avec la France. Mais il était déjà trop tard pour revenir en arrière; une armée russe, sous les ordres du général Michelson, était entrée dans les Principautés, et la Turquie se trouvait lancée sans retour dans une guerre périlleuse pour la plus grande gloire d'un allié dont le nom ne pouvait lui rappeler que les plus tristes mécomptes, et dont elle allait éprouver de nouveau la douteuse fidélité.

Napoléon vit avec un transport de joie la diversion qui servait si bien ses desseins : « Reprenez confiance, écrivait-il à Sélim, le 11 novembre. *Les Destins ont promis la durée de votre empire; j'ai mission de le sauver, et je mets en commun avec vous mes victoires*[1] ! » Le 1er décembre suivant il lui renouvelait ces assurances dans les termes les plus flatteurs, et il chargeait Sébastiani de signer avec le sultan un traité d'alliance offensif et défensif « par lequel il garantissait à la Porte *l'intégrité de ses provinces de Moldavie, Valachie, Servie; et s'engageait à ne faire la paix avec la Russie que de concert avec elle*[2]. » Comme pour donner à ces engagements un caractère plus irrévocable encore, il les enregistra dans ses bulletins et ses messages au Sénat, faisant ressortir avec un soin particulier toute la honte qu'il y aurait pour nous à abandonner la Turquie et les dangers qui en résulteraient pour l'Europe civilisée. » Il écrivait dans un de ses manifestes adressés au Sénat : « La tiare grecque relevée

1. *Correspondance*, loc. cit.
2. Napoléon à Sébastiani, 1er décembre 1806.

[redacted]

[illegible] la Méditer-[illegible] attaquées [illegible]. Notre cou-[illegible] plaintes de [illegible] dans l'his-[illegible] quel [illegible] de l'histoire [illegible]

[illegible] assemblée que [illegible] ses troupes [illegible] de la Saxe [illegible] en effet, [illegible] Napoléon [illegible] armes ou [illegible] concerne la [illegible]. Son en-[illegible] à Téhéran en juin [illegible] avait rap-[illegible] et le traité ne fut signé [illegible]. Mais personne ne pouvant vérifier le [illegible] de la Perse faisant très-bonne figure [illegible]. On l'y laissa comme un témoi-gnage de notre lointaine influence.

En présence de cette ligue formidable qui réunis-sait sous le même drapeau tant de peuples divers, la Russie paraissait peu en état de soutenir la lutte. La Prusse, mise hors de combat, ne pouvait lui fournir qu'une vingtaine de mille hommes qui avaient échappé à grand'peine à la poursuite de Murat; l'Angle-terre lui avait fait des promesses qu'elle se pres-sait peu de tenir, occupée qu'elle était à s'emparer des colonies espagnoles et hollandaises; enfin, la Suède, trop faible pour la soutenir efficacement, se

[redacted]

bornait à garder Stralsund avec une quinzaine de mille hommes. Déduction faite du corps de Michelson engagé intempestivement en Moldavie et des troupes qui ne pouvaient atteindre la frontière que plus tard, la Russie n'avait à nous opposer sur la Vistule qu'une armée d'environ cent vingt mille hommes. Les vingt mille Prussiens de Lestocq observaient ce fleuve, échelonnés de Danzig à Thorn; Bennigsen avait concentré aux environs de Varsovie un corps de soixante mille hommes; enfin, un troisième corps, montant à quarante mille hommes et commandé par Buxhoewden, arrivait à marches forcées pour opérer sa jonction avec Bennigsen[1]. Le commandement en chef de toutes ces forces réunies devait être confié à Kamenski, vieillard octogénaire, qui n'avait plus ni l'énergie ni l'activité d'esprit et de corps qu'exigeait une pareille tâche.

Déjà l'armée française s'était avancée en Pologne, et, dès le 4 novembre, Davout avait occupé Posen. On peut estimer à quatre-vingt-dix mille hommes les corps avancés qui menaçaient la Vistule sous les ordres de Davout, Lannes, Augereau, Murat; ils étaient suivis de près par une autre armée, à peu près égale en nombre, commandée par Soult, Ney, Bernadotte, Bessières; ils laissaient derrière eux, dans le Mecklembourg, le corps de Mortier, occupant le littoral de Hambourg à Stettin : en Silésie, le corps de Jérôme

1. Chiffres approximatifs résultant des évaluations comparées de Plotho, Hœpfner, Danilewski, Robert Wilson. Je dois à un écrivain militaire distingué, M. Guillaume Rumpf, de précieuses indications sur les travaux et documents allemands relatifs aux campagnes de 1806-1807, et non traduits en français.

[redacted]

était chargé, sous la direction de Vandamme, d'assiéger les places qui tenaient encore dans cette province. A notre approche, Bennigsen jugea qu'il ne pourrait, avec ses seules forces, défendre une ligne aussi étendue que la Vistule contre une armée si considérable, car il suffisait que le passage du fleuve fût forcé sur un seul point pour que ses troupes éparses fussent placées dans un péril imminent. Il nous abandonna donc non-seulement Varsovie, mais le camp retranché de Praga, et se replia dans la direction de Pultusk, au-devant du corps d'armée que lui amenait Buxhoewden. Ce mouvement rétrograde nous rendait maîtres du cours de la Vistule. Ney enleva Thorn aux Prussiens de Lestocq; il s'établit sur ce point avec le corps de Bernadotte et la cavalerie de Bessières qui formèrent notre gauche. Soult et Augereau, composant notre centre, franchirent le fleuve de Plock à Zakroczim; enfin, notre droite, composée des corps de Lannes, de Murat et de Davout, s'étendit le long du Bug et de la Narew, depuis Sierock jusqu'au point où ces rivières réunies se jettent dans la Vistule.

Telle était la situation respective des deux armées vers le 20 décembre. Nos cantonnements s'échelonnaient, de Thorn à Varsovie, sur un espace d'environ quarante lieues. Les Prussiens de Lestocq étaient restés sur la Dreventz, en face de Thorn; les troupes russes, renforcées par Buxhoewden et placées sous les ordres de Kamenski, avaient suspendu leur mouvement de retraite pour se retrancher dans l'angle que forment, un peu au-dessus de Varsovie, la Wkra, la Narrew et le Bug en venant confondre leurs eaux dans la Vistule. Cette région, naturellement marécageuse

par suite du voisinage de ces grands cours d'eau, en outre détrempée par les pluies et rendue pre impraticable par la douceur exceptionnelle de la son. Napoléon disait « qu'il avait découvert en P gne un cinquième élément qui était *la boue*. » Il it tous les inconvénients d'une reprise d'hosti s de telles conditions; il désirait, il pou ndre ses quartiers d'hiver à Varsovie; c'était arriver plus facilement qu'il avait insisté su sion d'un armistice; et bien que son offre poussée, il ne tenait qu'à lui de se maintenir itions. Mais le voisinage si rapproché d russe, même peu dangereuse pour lui, ce retranchement naturel qui pénétrait co in jusqu'au milieu de ses cantonnements, bientôt une espèce d'insulte perman pouvait tolérer, et il résolut de ne la son armée qu'après avoir chassé ou di Russes. Il alla même jusqu'à se flatter de ire dès le début de la campagne : « Il est , écrivait-il à Clarke, le 18 décembre, que d' jours il y ait une affaire qui finisse la campag r parvenir à ce but, il fait construire un la Narew, au-dessous du point où cette riviè it à la Wkra. Arrivé de nuit à Varsovie, le 2 bre, afin de se dérober aux ovations des Polo ient en personne surveiller ces apprêts. Lorsq t terminés, tous ses corps d'armées reçoi ultanément l'ordre de se porter en avant co s postes disséminés de l'armée prusso-russe. ant qu'il va franchir la Narew pour attaquer mi de front avec sa garde, ses réserves, les c

[redacted]

de Davout et de Lannes, ses lieutenants Augereau et Soult se portant au delà de la Wkra, manœuvreront sur le flanc des Russes pour les tourner, et Ney, appuyé par Bernadotte, rejettera les Prussiens vers le Nord, en même temps qu'il menacera la ligne de retraite de leurs alliés. Dans la nuit du 22 au 23 décembre, l'Empereur quitta Varsovie; à neuf heures du matin, il franchit la Narew, et le soir de la même journée il fit jeter un pont de bateaux sur la Wkra, entre Okunin et Pomichowo, sous le feu de l'ennemi. Trompés par de fausses démonstrations, les Russes ne réussirent pas à empêcher le passage; ils furent immédiatement assaillis dans leur position de Czarnowo. La nuit était venue et ne suspendit pas le combat : on se battit au clair de lune. Les Russes furent délogés après une vigoureuse résistance qui leur coûta deux mille hommes; ils se retirèrent sur Nasielks où ils furent battus de nouveau le lendemain. Une seule de leurs divisions avait pris part à ces deux affaires, et déjà la situation de leur armée se trouvait compromise. Augereau avait passé la Wkra à Kolozomb à la suite d'un brillant combat, il marchait vers Nowemiasto sur le flanc des Russes, Soult s'avançait parallèlement à la hauteur de Sochoczyn, Bernadotte et Ney, partis de Thorn, se dirigeaient vers Biezun et Soldau.

En présence de cette brusque irruption qu'il n'avait pas su prévoir, le vieux Kamenski, dont la tête était affaiblie par l'âge, donna tous les signes d'une complète démence[1]. Ses lieutenants Bennigsen et

1. Le prince Eugène de Wurtemberg en cite plusieurs traits ca-

[redacted]

Buxhœwden durent pourvoir par eux-mêmes au salut de l'armée. Ils avaient d'un commun accord dirigé le gros de leurs troupes sur Pultusk où ils espéraient rallier celles de leurs divisions qui étaient restées entre le Bug et la Narew. Pendant ce temps leur ardent adversaire, croyant que leur retraite principale allait s'opérer par Golymin, courait avec sa cavalerie à Ciechanow pour les prendre en flanc pendant leur marche. Il dirigea sur Golymin les corps de Davout, d'Augereau et de Murat; il ne porta sur Pultusk que le corps de Lannes. Quant à celui de Soult, il lui réservait l'honneur de frapper ce qu'il considérait comme le coup décisif de la campagne; il lui ordonna en conséquence de marcher de Ciechanow sur Makow, ville située sur les derrières de l'armée russe et où Soult se trouverait à même de détruire les débris fugitifs de l'ennemi et de cueillir les fruits de la victoire.

Ce beau plan ne reposait au fond que sur des conjectures qui ne se réalisèrent pas. Cette méprise de Napoléon ne provenait ni d'une défaillance de son génie, ni d'un tort imputable à ses lieutenants, mais de la violence qu'il avait faite à la nature des choses en commençant des opérations aussi étendues dans une pareille saison et sur un pareil terrain. Non-seulement les marécages embourbaient son artillerie et ses équipages au point d'entraver sa marche, mais sa

ractéristiques dans ses *Mémoires*. Son témoignage est confirmé par celui de Rob. Wilson qui fit ces campagnes comme volontaire dans l'armée russe, et qui en a écrit une relation pleine de renseignements curieux et le plus souvent exacts: *Briefs remarks etc. or a sketch of the campaigns in Poland*, 1806-1807.

[redacted]

cavalerie même lui devenait presque inutile, et il lui était impossible de s'éclairer suffisamment pour bien connaître les mouvements de l'ennemi. L'observation précise des faits lui échappant, il ne pouvait plus agir que d'après des suppositions. Le 26 décembre, pendant que Napoléon attaquait, avec des forces très-supérieures, le village de Golymin où s'était retranchée seulement une division soutenue par quelques régiments, Lannes venait se heurter à Pultusk contre la majeure partie du corps d'armée de Bennigsen. Bien qu'il n'eût guère que vingt-six mille hommes, en y comprenant la division Gudin, à opposer à environ quarante mille, Lannes aborda la ligne ennemie avec son intrépidité accoutumée et la fit d'abord plier. Il porta son principal effort sur la gauche russe dans l'espoir de lui enlever Pultusk et le passage de la Narew, mais il rencontra sur tous les points une résistance acharnée, et l'artillerie russe, très-supérieure à la nôtre dont une partie était restée en chemin, fit dans nos rangs de cruels ravages. Lannes s'obstina jusqu'au soir à livrer à Bennigsen des assauts furieux mais sans résultat; il ne parvint à l'entamer sur aucun point, et cette sanglante journée s'acheva sans qu'aucune des deux armées eût obtenu un avantage décisif [1]. A Golymin l'issue du combat avait été presque la même, quoiqu'un peu plus favorable à notre armée. Couverte par des bois et des

1. Dans son rapport daté de Rozan, $\frac{15}{26}$ décembre, Bennigsen s'attribue hautement la victoire et constate qu'on ne fit aucune tentative pour le poursuivre. Il assure n'avoir battu en retraite que parce qu'il manquait de fourrages et d'approvisionnements. Il y avait beaucoup à rabattre de ces exagérations.

[redacted]

marécages presque inabordables, la division Gallitzin, avec les régiments qui la secondaient, put tenir en échec pendant de longues heures les corps de Davout et d'Augereau soutenus par la cavalerie de Murat. A la fin elle dut céder et opérer sa retraite, mais ce combat fut si peu décisif que, de l'aveu de Napoléon lui-même, la résistance durait encore à onze heures du soir[1]. Le même jour, 26 décembre, à quinze lieues de là, Ney attaquait, à Soldau, les Prussiens de Lestocq et restait définitivement maître de la ville, plusieurs fois prise et reprise, mais après avoir très-chèrement payé sa victoire.

Ainsi, malgré l'excellence du plan de Napoléon, la victoire avait été au moins indécise sur un point, et très-incomplète sur deux autres. En outre, deux de ses corps d'armée n'avaient pris aucune part au combat : celui de Soult, qui devait couper la retraite aux Russes à Makow, avait été forcé de s'arrêter à Ciechanow par suite de la difficulté des chemins ; fût-il d'ailleurs arrivé à Makow il y eût trouvé une partie de l'armée de Buxhoewden prête à lui tenir tête. Quant au corps de Bernadotte, il avait marché dans la direction de Biezun sans rencontrer personne. Ces tâtonnements, ces succès contestés, ce défaut de précision et de concert dans l'exécution étaient à la vérité imputables à la saison et à la nature de ce sol mouvant qui rendait nos manœuvres si lentes et si pénibles, mais ces obstacles, Napoléon les connaissait depuis son arrivée en Pologne ; ils existaient pour nos ennemis comme pour nous, et c'est justement parce

1. Quarante-septième bulletin.

[redacted]

qu'il y avait en lui une tendance croissante à n'en tenir aucun compte dans ses calculs qu'il importe de noter la progression de ce penchant de son esprit. Il croyait avoir répondu à tout, quand il avait écrit dans son bulletin « que sans les horribles boues, suite des pluies et du dégel, pas un seul homme n'eût échappé; » et c'était lui, le capitaine si habile à tirer parti du terrain, qui s'était si souvent moqué des beaux plans faits sur le papier, c'était lui qui trouvait cette justification plausible et acceptable, comme s'il lui avait été impossible de prévoir une température qui durait depuis plus d'un mois.

Mais quoique peu éclatant, eu égard surtout à nos triomphes passés, le succès de cette courte campagne n'en était pas moins en notre faveur, puisque l'armée russe était forcée d'évacuer ses positions et se voyait dans la nécessité de nous abandonner une partie de son artillerie et de ses bagages impossibles à transporter à travers les fondrières. Elle laissa ainsi dans nos mains quatre-vingts canons; elle avait perdu de dix à douze mille hommes en morts ou en prisonniers[1]. Nous avions fait de notre côté des pertes presque aussi considérables. Napoléon qui ne pouvait songer à poursuivre l'ennemi dans des régions où selon l'expression d'un de ses officiers[2] il voyait *se fondre ses bataillons*, résolut de prendre ses quartiers d'hiver en attendant le retour d'une saison plus clémente. Il distribua en conséquence ses corps d'armée dans des

1. Fezensac dit *vingt mille*, mais Napoléon, qui n'a pas l'habitude d'atténuer les pertes de l'ennemi, dit : 12,000 hommes. Quarante-septième bulletin.
2. Jomini.

[redacted]

cantonnements situés à une distance moyenne de dix à quinze lieues en avant de la Vistule. Placés à portée de se soutenir les uns les autres, ils étaient pourtant dispersés sur un espace incontestablement trop étendu, car de Varsovie où se trouvait le corps de Lannes à Elbing où campait Bernadotte il n'y a pas moins de cinquante lieues. Ses autres lieutenants occupaient l'espace intermédiaire entre ces deux points extrêmes. Ney était cantonné vers Neidenburg, Soult aux environs de Golymin, Davout à Pultusk, Augereau vers Zakroczim. Le maréchal Lefebvre fut chargé d'observer Danzig avec un corps de quinze mille hommes en attendant qu'il pût commencer le siége de cette place; un autre corps bloqua Graudenz. Napoléon lui-même se tint à Varsovie avec sa garde. De là il surveillait les mille détails d'organisation nécessaires à la subsistance de cet immense rassemblement militaire, l'envoi des vivres, la confection des effets et des approvisionnements, l'établissement de vastes hôpitaux, programme effrayant des batailles futures. Mais ces soins multipliés se réduisaient trop souvent à des ordres qui n'étaient point exécutés parce qu'ils ne pouvaient pas l'être, vu la disproportion de l'entreprise avec l'état précaire des ressources du pays. Nos soldats, réduits à déterrer les provisions enfouies des pauvres paysans polonais, vivaient mal. La mauvaise qualité de leur nourriture jointe à l'insalubrité d'un climat humide engendraient parmi eux de nombreuses maladies auxquelles leurs chefs eux-mêmes payaient tribut. Lannes, Murat, Augereau avaient été atteints des premiers assez gravement; enfin l'écho des plaintes de

[redacted]

l'armée arrivait jusqu'à Paris et y répandait des alarmes assez vives pour que Napoléon se crût obligé de les faire dissiper par des démentis du *Moniteur* [1].

Le seul dédommagement à tant de maux fut la chute des principales places de la Silésie qui succombèrent après une résistance plus honorable que celle que nous avaient opposée les autres forteresses prussiennes. Glogau avait capitulé le 2 décembre ; Breslau dut se rendre à Vandamme le 8 janvier lorsque l'eau de ses fossés rendue solide par la gelée mit sa faible garnison à la merci d'un assaut. Schweïdnitz ne tarda pas à éprouver le même sort.

Pendant que Napoléon disposait tout pour s'établir paisiblement dans ses quartiers d'hiver, l'armée russe, après s'être un instant dérobée par une marche longue et savante, se préparait à revenir sur lui pour l'attaquer. Repoussés sur Ostrolenka après les batailles de Golymin et de Pultusk, les généraux russes étaient parvenus à se rejoindre vers Nowogrod. Là fut tenu un conseil de guerre dans lequel Bennigsen insista vivement pour une reprise immédiate des hostilités. Ce général qui à défaut de grands talents militaires possédait beaucoup d'audace et de ténacité, croyait qu'avec une indomptable énergie on pouvait résister avec succès à la supériorité stratégique de son terrible adversaire. Il était patriote à sa manière et avait su prendre une grande autorité sur le soldat. En plusieurs circonstances de sa vie et notamment dans la tragédie fameuse qui avait mis fin au règne et à la vie de Paul Ier, il avait montré une

1. Napoléon à Fouché, 18 janvier 1807.

[redacted]

rare force de caractère. Sans se glorifier du rôle si connu qu'il avait joué dans cette nuit mémorable, il en portait le souvenir avec une assurance froide et hautaine, en homme également éloigné de la bravade et du repentir. Sa ferme attitude à Pultusk l'avait désigné pour le commandement de l'armée ; il reçut bientôt après l'ordre de remplacer Kamenski et put mettre à exécution le plan qu'il avait conçu. Sans se dissimuler les graves inconvénients résultant de la mauvaise saison, il les jugeait avec raison moindres pour ses soldats que pour les nôtres qui n'étaient pas habitués à un pareil climat, et il sentait d'instinct que si nous cherchions à éviter le combat, c'est qu'il y avait avantage pour lui à nous l'offrir. Il résolut donc de profiter de l'étendue exagérée de nos cantonnements pour surprendre s'il se pouvait les deux corps d'armée qui en formaient la limite extrême vers la Prusse septentrionale, et en tout cas pour les refouler en dégageant du même coup les places de Danzig et de Graudenz. La dispersion imprudente du corps de Ney, qui de Neidenbourg poussait des détachements jusqu'à Kœnigsberg afin de procurer des vivres à ses troupes affamées[1], la situation un peu aventurée de Bernadotte à Elbing offraient à Bennigsen un espoir fondé de couper et de battre ces deux corps isolés avant que le reste de l'armée fût en mesure de les secourir. Quoi qu'on puisse dire en effet pour justifier le développement que Napoléon avait donné à ses positions, il n'en reste pas moins vrai

1. Voy. Fezensac, Jomini et Mathieu Dum : *Précis des événements militaires*, t. XVIII.

de Ney pour reprocher au maréchal la témé
pointe vers Kœnigsberg et le rappeler à ses
nements de Neidenbourg : « Revenez lente
écrivait Berthier au nom de l'empereur, *c'*
mier pas que l'empereur fait en marche rét
(18 janvier 1807)[1]. Bennigsen pénétré av
de la nécessité de nous cacher sa marc
disparu derrière un vaste rideau de forêts in
bles, il avait fait un immense détour partie
partie au delà du lac Spirding, puis il s'éta
par Arys, Rhein, et Bischoffstein comptant
dre nos cantonnements encore en pleine sécu
tout ceux de Bernadotte, qui se trouvait le
posé depuis que Ney avait commencé son m
rétrograde. Ney n'avait pas encore achevé
vement lorsque les Russes parurent aux
d'Heilsberg (22 janvier 1807), et ses derniers
ments durent s'ouvrir un passage pour rejo
corps d'armée. Mais Bennigsen qui arrivait
troupes harassées par de longues marches
des régions impraticables et dans une saison

[redacted]

tions l'ensemble et la rapidité qui leur étaient plus que jamais nécessaires : au moment de recueillir les fruits d'un plan si habilement conçu, il les laissa échapper de ses mains. Au lieu de couper tout ou partie du corps de Ney, il ne put que le refouler sur sa ligne de retraite. Quant à Bernadotte, promptement averti par son collègue du danger qui le menaçait, il se rabattit à la hâte dans la même direction, et renversa à Mohrungen l'avant-garde russe qui voulait lui barrer le passage. Il y perdit ses bagages, mais il put opérer sa retraite sur Strasburg, donnant la main à Ney qui était à Gilgenburg. (25 janvier.)

Napoléon ne connut bien l'ensemble de ces événements que le 27 janvier seulement. Il en comprit aussitôt la portée et loin de chercher à contrarier la marche des Russes vers la basse Vistule, il résolut de tout faire pour les y engager de plus en plus sur les pas de Bernadotte pendant qu'il se porterait lui-même sur leurs derrières suivant sa constante méthode. Il se hâta donc de lever ses cantonnements. Il dirigea son armée sur Willemberg, point à partir duquel il commencerait à déborder l'extrême gauche des Russes, pour les tourner bientôt et les acculer sur la Vistule, ou bien s'ils s'apercevaient à temps de son projet, pour les rejeter dans le sens opposé au delà du Niémen. Il laissa à Varsovie le corps de Lannes pour faire face à deux divisions que Bennigsen avait envoyées sur la Narew, puis afin d'attirer les Russes vers la Vistule il expédia à Bernadotte l'ordre de se retirer pas à pas devant eux dans la direction de Thorn[1]. A vrai dire, il ne se flattait pas de couper

1. D'après Rob. Wilson qui affirme tenir de Bennigsen l'original

[redacted]

toute l'armée russe, mais il se croyait assuré de surprendre un corps de « quinze à vingt mille hommes, » et il avertit Clarke, Mortier et Lefebvre qui se trouvaient à Berlin, à Stralsund et à Thorn, de se tenir prêts à profiter de cette éventualité [1]. Le froid ayant rendu au sol la consistance nécessaire, les chemins étaient redevenus très-praticables. Nous ne pouvions plus désormais imputer nos échecs aux boues de la Pologne. Napoléon doutait si peu du succès de la nouvelle campagne que dans toutes ses lettres il annonçait *qu'il allait rejeter les Russes au delà du Niémen* [2]. Il alla jusqu'à prédire ce résultat dans la proclamation qu'il adressa à son armée le 30 janvier :

« Les Russes, disait-il, sont entraînés par la *Fatalité* qui constamment égare les conseils de nos ennemis. Ils entrent en Turquie et déclarent la guerre à la Porte au moment même où nous arrivons sur leurs frontières. Les premiers ils lèvent leurs quartiers d'hiver, et viennent inquiéter leurs vainqueurs pour éprouver de nouvelles défaites. Puisqu'il en est ainsi, sortons d'un repos qui ferait tort à notre réputation; *qu'ils fuient épouvantés devant nos aigles au delà du Niémen !* Nous passerons le reste de notre hiver dans les beaux pays de la vieille Prusse, et ils ne pourront

de cet ordre, Napoléon tout en notifiant à Bernadotte son intention de couper l'armée russe, ne lui prescrivait pas de se retirer sur Thorn, mais seulement « de tenir tête à l'ennemi avec cette vigueur qu'il avait le droit d'attendre de l'expérience militaire du maréchal. » Ce qui revenait à peu près au même.

1. Napoléon à Clarke, 27 janvier; à Lefebvre, 28 janvier 1807.

2. *Correspondance*, du 27 janvier au 1er février 1807.

[redacted]

ttribuer qu'à eux-mêmes les *malheurs qu'ils éprouveront!* »

A parler ainsi en homme du destin il y a sans doute un puissant moyen d'agir sur les imaginations, mais un grand général doit tout prévoir, même la possibilité d'un revers : il vaut mieux pour lui ne pas prendre des engagements qu'il pourra ne pas tenir, car en cas d'échec l'effet qu'il a cherché se retournera contre lui ; et plus les esprits auront été exaltés par ses prédictions, plus ils seront abattus en les voyant démenties. Dès le 28 janvier Bennigsen avait suspendu sa marche, soit qu'il jugeât imprudent de s'avancer plus loin, soit qu'il voulût faire reposer ses soldats fatigués. Le 30 janvier il commença à soupçonner que les Français voulaient opérer sur sa gauche. Le 1er février il était près d'Allenstein lorsqu'on lui apporta la dépêche que Napoléon avait envoyée à Bernadotte et qui avait été interceptée par des Cosaques. Éclairé tout à fait sur le danger de sa position, il prit aussitôt le parti de se retirer dans la direction de Kœnigsberg. A Jonkowo il nous arrêta une journée pour maintenir ses communications avec les Prussiens de Lestocq qui se trouvaient encore à Osterode dans une position fort aventurée (3 février). Il se déroba pendant la nuit, et les jours suivants nous tint tête de nouveau à Hott, puis à Landsberg avec une remarquable solidité au moyen de fortes arrière-gardes qui couvraient la marche de son armée. A son extrême droite les Prussiens séparés de lui par la Passarge et suivis de près par Ney restaient toujours très-exposés. Prévenus par ce maréchal à Deppen où ils espéraient franchir la rivière, ils durent sacrifier une partie de

son armée, il résolut de nous y livrer ba
était serré de si près, grâce à la rapidité de n
vements, que le premier choc entre les deux
eut lieu ce jour-là même. Les Russes s'étaien
en arrière d'Eylau; ils n'avaient occupé la vi
abords qu'avec leur arrière-garde comman
Barclay de Tolly. Soult l'en chassa après un
combat dans lequel la ville fut plusieurs fois
reprise et notre centre s'y logea pour y p
nuit.

Le lendemain 8 février, le jour naissant
position des deux armées. Celle des Russes
vait beaucoup plus rapprochée de la ville qu
vait d'abord supposé Napoléon. Trompé
reconnaissance imparfaite de Murat, et confir
ses suppositions par les affaires des jours pré
l'Empereur croyait les Russes sinon en pl
traite, du moins campés beaucoup plus
corps d'armée de Soult se réveilla presque
feu de leurs canons. Au petit jour Napoléon p

[redacted]

partout les traces du combat de la veille. En face s'étendait le champ de bataille. Une plaine couverte d'une neige glacée allait en s'abaissant à partir de nos positions d'Eylau et de Rothenen pour se relever à l'autre extrémité après avoir décrit de légères ondulations. Telle était l'épaisseur de la couche de glace qui recouvrait le sol, qu'on se battit une partie de la journée sur des lacs dont on ne soupçonnait pas même l'existence. Le ciel était sombre et morne ; le vent du nord chassait çà et là des tourbillons de neige ; sur ce fond désolé se détachaient les masses noires de l'armée russe adossées aux hauteurs, de Saussgarten à Schmoditten, sur trois lignes de profondeur. Elles se tenaient là immobiles, tour à tour déployées en bataille ou serrées en colonnes d'attaque derrière un rempart de feu formé par quatre cents pièces d'artillerie.

Tel fut le spectacle qui frappa les yeux de nos soldats à leur réveil. Ce tableau était d'autant plus fait pour saisir leur imagination qu'ils ne portaient dans cette guerre aucun des entraînements qui eussent été propres à déguiser ce que cette scène avait de lugubre. Ce n'était pas pour que leur patrie fût plus libre, plus grande ou plus prospère qu'ils venaient affronter la mort à travers tant de privations sur cet affreux champ de bataille, c'était pour une fantaisie de ce maître exigeant, et pour une fantaisie dont il ne rendait compte à personne, car que n'avait-il pas allégué pour se justifier d'avoir repoussé une paix si avantageuse et si honorable ? Tantôt Pondichéry, tantôt les Polonais, tantôt les Turcs ! en réalité, ils le savaient bien, Napoléon n'avait été in-

[redacted]

spiré que par le désir de dominer l'Europe et de garder le royaume que le sort des armes avait fait tomber dans ses mains. Si ces pensées n'ébranlaient pas leur courage, elles étaient plus faites pour diminuer leur élan que pour leur donner de l'enthousiasme. Lorsque les grands mobiles font défaut, il faut du moins que les besoins les plus essentiels soient satisfaits; le moral des soldats est alors étroitement lié à leur bien-être physique; or malgré leurs succès de chaque jour, les nôtres privés de pain et d'eau-de-vie, réduits aux vivres qu'ils pouvaient déterrer dans les champs, enduraient de cruelles souffrances depuis l'ouverture de la campagne. Celles des Russes quoique sérieuses étaient beaucoup moindres[1]; ce ciel inhospitalier était pour eux le ciel de la patrie, ils voyaient en lui un auxiliaire, dans le froid presque un libérateur. Enfin ils n'allaient pas, instruments d'une fantaisie de tyran, porter la destruction sur un territoire étranger; rangés devant leurs frontières pour nous en défendre l'accès, ils pouvaient croire du moins qu'ils combattaient pour leurs foyers.

Il est difficile d'évaluer même d'une façon approximative l'effectif des deux armées qui étaient alors sur le point de s'entr'égorger sur la plaine glacée d'Eylau, tant l'amour-propre national s'est efforcé d'un côté comme de l'autre d'obscurcir cette question toujours compliquée. Napoléon avait avec lui toute son armée à l'exception du corps de Lannes laissé à Varsovie, du corps de Bernadotte resté en arrière, du

1. Le témoignage de Fezensac, qui fut fait prisonnier par les Russes et put faire la comparaison *de visu*, est décisif sur ce point.

[redacted]

corps de Ney qui était à peu de distance de là aux prises avec les Prussiens de Lestocq, qu'il neutralisait. Il lui restait donc les corps de Davout, d'Augereau, de Soult, la garde et la cavalerie de Murat. Ces différents corps ne pouvaient guère former moins de soixante-dix mille hommes. Les historiens qui portent son armée au-dessous de ce chiffre sont fort embarrassés d'expliquer comment après avoir engouffré trois cent trente mille hommes en Allemagne, il ne pouvait en amener que cinquante-quatre mille sur le champ de bataille. Ils tranchent la difficulté en assurant qu'il laissait derrière lui soixante mille traînards, sans songer qu'ils élèvent ainsi contre Napoléon une critique beaucoup plus grave que celle qu'on lui adresse en lui accordant quelques milliers d'hommes de plus sur le champ d'Eylau. En revanche, ces évaluations qui accusent soixante mille traînards dans l'armée française, n'en supposent pas un seul dans l'armée russe qui venait de faire des marches infiniment plus longues et plus pénibles que les nôtres, éloge magnifique bien qu'il ait pour but de diminuer son mérite, mais qui paraîtra sans doute exagéré si l'on réfléchit qu'il y avait parmi les Polonais de nombreux déserteurs. En écartant des états de fantaisie dictés après coup par les susceptibilités nationales et militaires, on peut s'en tenir sur ce point aux appréciations d'un excellent juge, témoin et acteur lui-même dans ces événements, le général Jomini, qui estime que les forces étaient égales des deux côtés, sauf en ce qui concerne l'artillerie où les Russes avaient la supériorité du nombre et les Français celle de la justesse et de la précision du tir.

[redacted]

Aux masses profondes de l'armée russe, Napoléon avait opposé une ligne plus mince mais plus étendue qui rendait son feu plus destructeur. Il avait retranché une partie du corps de Soult dans la ville d'Eylau, une autre à gauche de la ville; au centre, dans le cimetière et les alentours était la garde, sur un terrain encombré des morts de la veille; à droite, au village de Rothenen une autre division de Soult soutenue par le corps d'Augereau; un peu en arrière, dans les intervalles laissés entre ces positions, on apercevait la cavalerie de Murat. Quant au corps de Davout, lancé la veille dans la direction de Domnau et rappelé à la hâte, il ne devait entrer en action qu'un peu plus tard en débouchant à l'extrême gauche des Russes et presque sur leurs derrières. Si l'attaque de Davout réussissait, leur gauche se trouverait culbutée sur leur centre, et leur armée entière rejetée dans la direction de Kœnigsberg où elle rencontrerait le corps de Ney pour lui barrer le passage.

Déjà une épouvantable canonnade s'était engagée entre les remparts mouvants d'artillerie qui couvraient le front des deux armées. Immobiles l'une et l'autre sous ce feu meurtrier qui emporte des files entières, elles attendent avec impassibilité le moment d'en venir aux mains. Pendant plusieurs heures, elles cherchent à s'entamer à coups de canon comme s'il s'agissait d'une forteresse qu'on veut prendre d'assaut, mais la brèche ouverte par l'artillerie se referme d'elle-même. Les Russes accoutumés à l'offensive si rapide et si redoutable de Napoléon sont comme interdits en présence de cette attitude si nouvelle chez lui; ils semblent redouter une de ces surprises terri-

[redacted]

bles qui lui sont familières. Cependant, plus exposés que nous par leur situation découverte aux ravages de l'artillerie, ils s'ébranlent les premiers et viennent manœuvrer sur notre gauche comme pour la déborder, mais bientôt leur attention est sérieusement attirée d'un autre côté. Une vive fusillade retentit sur leurs flancs du côté de Serpallen ; c'est Davout qui débouche à son tour sur le champ de bataille chassant devant lui les deux divisions qui lui sont opposées. Son apparition devait dans le plan de Napoléon former l'événement décisif de la journée, de même que celle de Ney, rappelé un peu plus tard de Kreutzbourg, devait en compléter les résultats.

Il était alors une heure de l'après-midi, et loin de s'éclaircir, le ciel était devenu de plus en plus sombre. Afin de donner toute sa valeur à la puissante diversion de son lieutenant et d'empêcher les Russes de se porter avec toutes leurs forces contre son corps isolé, Napoléon s'est enfin décidé à prendre l'offensive. Il pousse à son extrême droite la division Saint-Hilaire qui tendra la main à Davout, et il lance à l'assaut du centre russe le corps d'armée d'Augereau. Pendant que Saint-Hilaire prolonge la gauche ennemie vers Serpallen, Augereau l'épée à la main, quoique malade depuis plusieurs jours, entraîne les divisions Desjardins et Heudelet à travers un véritable ouragan de mitraille et de boulets. Avant qu'elles aient pu rejoindre l'ennemi, elles sont enveloppées par un tourbillon de neige qui venant fouetter le visage des soldats les aveugle, les paralyse, rend leurs armes inutiles, leur marche confuse et incertaine. Les Russes, qui tournent le dos au vent et qui sont restés

••

immobiles dans leurs positions. [illegible] au contraire mesurer leurs coups : ils écrasent du feu de leur artillerie ces masses hésitantes qui semblent devenues également incapables de reculer et de marcher en avant. En quelques instants, la moitié du corps d'Augereau est mise hors de combat : ses généraux et ses principaux officiers sont tués ou blessés, lui-même est frappé à la tête. Alors la cavalerie russe s'élance, elle sabre et poursuit nos débris errants ; ce n'est plus une défaite mais une complète destruction. Ce corps d'armée dut être licencié après la bataille, de peur que le petit nombre des survivants ne rappelât trop vivement ce souvenir néfaste.

Le moment était critique. Les escadrons russes venaient charger nos soldats jusqu'aux abords du cimetière où se tenait Napoléon. Retranchée dans cette [illegible] de boulets, la garde défendait, non [illegible] point central qui était la clef de nos positions. Augereau ramené tout sanglant de cette affreuse mêlée se plaignait amèrement de l'abandon où on l'avait laissé. Le ciel s'était éclairci et permettait de voir toute l'étendue du désastre. Napoléon jugea qu'un grand effort était nécessaire pour faire pencher la balance en notre faveur. Par ses ordres, Murat a formé en une seule légion les quatre-vingts escadrons de notre cavalerie ; avec cette masse irrésistible, il exécute une charge à fond sur le centre russe. Il ramène d'abord les cavaliers ennemis, il perce ensuite la première ligne d'infanterie, la traverse, puis il enfonce également la seconde ; il arrive enfin jusqu'à la troisième qu'il charge à plusieurs reprises sans pouvoir l'entamer. Son élan expire de-

[redacted]

vant cette solidité inébranlable; il faut revenir après une lutte acharnée. Mais les lignes à demi renversées sous cette effroyable avalanche d'hommes et de chevaux ont gardé leurs positions et se sont reformées derrière lui; il est forcé de les rompre de nouveau pour s'ouvrir un passage jusqu'à nos positions.

Cette magnifique irruption sur le centre des Russes était restée sans résultat décisif; mais pendant ce temps une de leurs colonnes qui, à la faveur de cet immense désordre, s'était aventurée jusque dans Eylau, y avait été prise presque toute entière, et Davout avait achevé son mouvement. Secondé par la division Saint-Hilaire, il avait refoulé la gauche russe de Serpallen sur Saussgarten; il l'avait ensuite rejetée jusqu'au village de Kuschitten. Mais là il fut arrêté court par les détachements que Bennigsen envoya coup sur coup contre lui. Malgré le brillant succès de cette attaque, la bataille était toujours incertaine, car notre centre épuisé ne soutenait que faiblement le mouvement de Davout. Selon toute probabilité pourtant, cette attaque de flanc aurait fini par compromettre gravement la situation de Bennigsen, lorsqu'un événement imprévu vint rendre l'avantage aux Russes. Lestocq échappant à la poursuite de Ney avec une partie de son corps d'armée pendant que ce maréchal, toujours dans l'ignorance de ce qui se passait à Eylau, chassait l'autre devant lui dans la direction de Kœnigsberg, venait de faire son apparition à Althoff à l'extrême droite russe. Après avoir passé sans s'arrêter derrière l'armée de Bennigsen jusqu'à son extrême gauche, il déployait ses huit mille hommes devant le corps de Davout forcé de reculer à son tour. Cet in-

cident inattendu change en peu d'instant la f choses. Grâce au vigoureux élan que Lestocq i à ce retour offensif, les Russes reprennent pres le terrain qu'ils avaient perdu de ce côté. Au se défendre, ils attaquent nos troupes qui se r Peut-être un effort général sur toute leur li lait-il leur donner définitivement la victoire être allions essuyer un autre Pultawa, ou tre dès lors en petit les désastres d'une ret Russie, lorsque Ney, qui après de longues perdues en escarmouches inutiles, avait rejoint et averti par son aide de camp Fezen rut enfin du côté de Schmoditten, trop tar changer sensiblement l'issue de cette journ glante et indécise, assez tôt cependant pour cher la balance de pencher en faveur de nos saires.

La nuit était venue, mais il n'était pas de t assez épaisses pour voiler les horreurs de ce de carnage où gisaient près de quarante mille h morts, mourants ou blessés. « *Quel massacre résultat!* » s'écriait le lendemain le maréchal détournant les yeux de ces monceaux de c couchés sur le blanc linceul des neiges. « Qu sacre et *sans cause!* » aurait-il pu dire avec raison encore. Nos soldats n'avaient combattu un intérêt ni pour un principe. Sans amour haine, ils mouraient pour un caprice, comme diateurs du Cirque. La moitié au moins des v de cette tuerie était tombée de nos rangs, c canonnade du commencement de l'action a plus meurtrière pour les Russes que pour no

[redacted]

ques avaient été repoussées à plusieurs reprises, en à la guerre n'entraîne plus de pertes qu'une que qui échoue. Pour un général comme Napo- et surtout à une pareille distance de notre base érations, une bataille incertaine était un insuccès à une défaite, et ce qui en augmentait la gravité, it l'engagement encore présent à toutes les mé- es qu'il avait pris de rejeter les Russes « *au delà iémen.* » Or, non-seulement les Russes, avaient inué leur retraite sans que Napoléon songeât à nquiéter, et sans l'opérer vers le Niémen, mais étaient dirigés vers le cul de sac de Kœnigs- sans autre issue que la mer, comme pour nous re au défi de les y forcer. En revanche, Napo- était resté maître du champ de bataille; et bien fût hors d'état de rien entreprendre, il n'était homme à ne pas tirer parti de cette circontance transformer son échec en victoire. En réalité, armée avait été si horriblement maltraitée qu'il ût été impossible de garder plus longtemps ses ions, en présence d'un ennemi résolu. Les lieu- nts de Bennigsen, les généraux Knorring et Tol- suppliaient leur chef de reprendre la lutte; mais ait fait des pertes énormes, et ses soldats mou- it de faim. L'inflexible volonté de Napoléon l'em- t.

l est le prix de la ténacité à la guerre qu'il n'est s douteux que l'attitude obstinée et indompta- l'un Wellington ne l'eût contraint à une retraite que immédiate. Cela est si vrai, que même de- la retraite volontaire des Russes, les princi- chefs de l'armée étaient d'avis que nous de-

vions rétrograder au delà de la Vistule, e
léon lui-même n'était pas éloigné de parta
opinion. Le lendemain de la bataille, écri
général Duroc, un des seuls hommes qui l
inspiré quelque confiance, grâce à son hum
turne et réservée, il lui disait : « Il y a e
Eylau, une bataille fort sanglante. Le champ
taille nous est resté, *mais si on a de part e*
perdu beaucoup de monde, mon éloignement
ma perte *plus sensible*.... Il est possible que pc
des quartiers d'hiver tranquilles, *je me porte*
gauche de la Vistule[1].» Il y avait loin de là
Berthier écrivait la veille à Joséphine, dans u
interceptée : « *Demain Kœnigsberg aura l'ho*
recevoir l'empereur! » Avouer que l'éloignemen
ses pertes plus sensibles, c'était reconnaître
sanité de sa politique était allée jusqu'à fa
vues militaires toujours si sûres et si profon
elle seule l'avait poussé dans cette situation
que coup reçu comptait double, et où il ne po
utiliser le cinquième de ses forces. Mais il
avec la supériorité de son génie et de son
tout ce qu'une retraite sur la Vistule aurai
cheux comme effet moral, et non-seulement
pressa de repousser cette idée aussitôt que l'
de Bennigsen lui montra la possibilité de se so
à une si humiliante extrémité, mais il se mit
ter victoire avec cette assurance qui fit si lo
illusion à ses soldats eux-mêmes. Peu d'heur
avoir dicté sa lettre à Duroc, il écrivait à Car

1. Napoléon à Duroc, 9 février 1807.

[redacted]

de faire mettre au *Moniteur* « que l'armée russe avait été mise *dans une déroute complète* : qu'elle avait perdu dix à douze mille prisonniers, quatorze mille tués ou blessés. » Quant à nous, nous n'avions perdu que quinze cents morts et quatre mille blessés[1]. Dans son bulletin, il eût pour ainsi dire insulté aux souffrances du soldat en accusant des pertes aussi minimes; il avoua donc mille neuf cents morts, et cinq mille sept cents blessés, chiffre qui toutefois était encore infiniment au-dessous de la vérité[2]. Bientôt les funèbres impressions du premier moment s'étant tout à fait dissipées, il ne craignit pas d'évaluer les pertes des Russes à trente mille hommes et à quinze ou seize généraux; puis, lorsqu'arrivé à Landsberg, il n'eut plus sous les yeux le champ de bataille témoin de la destruction de tout un corps d'armée, il lui échappa d'écrire dans son soixante-unième bulletin *qu'il était heureux pour Kœnigsberg qu'il ne fût pas entré dans les calculs du général français de forcer l'armée russe dans cette position !* Bravade puérile et surtout maladroite, car elle évoquait inévitablement dans les esprits une question à laquelle il ne pouvait y avoir qu'une seule réponse. Le dernier des soldats était en état de comprendre, que s'il n'était pas entré dans les calculs de Bonaparte de frapper un coup si extraordinaire et si décisif, c'est uniquement parce qu'il en avait reconnu l'impossibilité.

Pour donner une idée de la cynique impudence qui caractérisait cet homme et du peu de foi que méritent ses comptes rendus militaires, je me contenterai de

1. A Cambacérès, même jour.
2. Cinquante-huitième bulletin.

de trois mille blessés et de quinze cents morts. »
dait à Daru : « Monsieur Daru, votre état d
ne fait monter le nombre des blessés entrés
pitaux de Thorn qu'à quatre mille. *Cela e*
chose, il devait y en avoir davantage; j'avais c
sept à huit mille blessés[1]. » Il devait d'autar
calculer sur ce chiffre que les rapports des
corps portaient ce nombre à douze mille.
pouvait-il ignorer que les hôpitaux de Thor
loin de contenir tous ces malheureux, qu'u
nombre d'entre eux ou s'était dispersé avec
nards dans les localités environnantes, ou ava
abandonné par suite de la difficulté des tra
« Je fus chargé de suivre le général Col
couvrait la retraite, a écrit Fezensac; nous
donc les derniers. La route était couverte de
de chariots de toute espèce qui restaient
dans la neige. Beaucoup de blessés réfugiés
voitures nous conjuraient vainement de ne

[redacted]

dont les cosaques occupaient déjà la ville[1]. » A côté de ces honteuses dissimulations, le rapport dans lequel Bennigsen s'attribuait hardiment la victoire, mais en avouant une perte totale de 12,000 tués, peut passer pour un modèle de véracité[2].

Au reste, ce qui, mieux que tout autre chose, peut faire juger du véritable état de nos affaires après la bataille d'Eylau, c'est le changement complet qui s'opère du jour au lendemain dans la politique de Napoléon à l'égard de ce même roi de Prusse qu'il venait de traiter avec tant de dureté et de mépris. La veille encore, il le renvoyait dérisoirement à l'époque de la paix générale, semblait douter s'il le rétablirait jamais sur son trône, et, dans tous les cas, affichait hautement l'intention de ne jamais lui restituer ses provinces polonaises. Combien ses dispositions se sont adoucies le lendemain de la bataille! « Monsieur mon frère, lui écrit-il le 13 février, j'envoie près de Votre Majesté le général Bertrand, mon aide de camp, qui a toute ma confiance. Il lui dira des choses qui, je l'espère, lui seront agréables; qu'elle croie que ce moment *est le plus beau de ma vie!* Je me flatte qu'il sera l'époque d'une amitié durable entre nous. »

1. *Souvenirs militaires*, de Fezensac. Un autre témoin oculaire, R. Wilson, confirme pleinement la vérité de ce récit. Les Russes saisirent 200 de ces voitures chargées de blessés. Tous les villages voisins étaient encombrés de nos malades : *A sketch of the campaign*, etc.

2. « Je mets aux pieds de Votre Majesté, écrivait-il à Alexandre. *douze drapeaux* enlevés aux ennemis. » Ces drapeaux, furent portés par le colonel Beckindorff, à Pétersbourg, où tout le monde put les voir, ce qui n'empêcha pas Napoléon d'écrire dans son 59e bulletin « qu'un seul régiment avait perdu son aigle, par suite d'un accident de guerre. »

Ce que l
ric-Guilla
siens jusq
poléon lu
mois aupa
de déclare
lui prescr
son allian
guisé, qu
mettaient
terre, « q
réorganis
est néces
pour reco
lui avait
tres révél
qu'allait-i
avait entr
continuait
peau ? « I
laissera en
l'Empereur
PRIX[1]. »

Ce parfa
l'égard de
gagner le
Bertrand
étroiteme
ix sans
ttrai

ur

[redacted]

ıpoléon, naguère si enflammé pour cette idée, n'en voyait plus aujourd'hui que les inconvénients. Il rappela au roi de Prusse « que le congrès de Westphalie ait duré dix-huit ans, » il persista à exiger un traité paré, en se déclarant toutefois prêt à accepter un accommodement avec la Russie et l'Angleterre *si elles voulaient véritablement*, ce qu'il niait. « J'aurais horr de moi, ajoutait-il, d'être la cause de l'effusion tant de sang; mais si l'Angleterre croit cette effu- de sang utile à ses projets et à son monopole, puis-je[1]? »

ette mauvaise défaite déguisait mal sa véritable sée. Trois mois auparavant, la condition miséra- à laquelle il avait réduit la Prusse lui offrait un yen sûr d'intimider et d'influencer les puissances lisées; aussi demandait-il un congrès général. ourd'hui au contraire, la situation de ces puis- ces s'était assez améliorée pour leur permettre gir efficacement en faveur de leur alliée; voilà urquoi il ne voulait plus avoir affaire qu'au roi déric-Guillaume seul. La contradiction n'était donc apparente, et cette ostentation de générosité n'était un piége.

1. Napoléon au roi de Prusse, 26 février 1807.

CHAPITRE II.

FAUSSES NÉGOCIATIONS. — LES LOISIRS D'OSTERODE ET DE FINKENSTEIN (MARS-MAI 1807).

Ainsi échoua une tentative peu sincère, et peu honorable, qui n'avait été inspirée que par le désir de diviser nos adversaires. Il y avait un manque de dignité, aussi bien que de franchise et d'habileté vraie, à flatter si ouvertement, le lendemain d'un revers, ceux qu'on avait traités la veille avec un mépris si brutal.

Napoléon, après avoir vigoureusement refoulé les avant-postes ennemis, afin de se procurer des quartiers d'hiver tranquilles, porta son quartier général à Osterode, vers les confins de la vieille Prusse. Il s'appuyait à Thorn, comme il s'était appuyé à Varsovie deux mois auparavant. Il établit son armée derrière la Passarge et l'Alle. Son extrême gauche était à Braunsberg, son centre s'étendait de Mohrungen à Allenstein, sa droite de Gilgenburg à Willenberg. Ces positions, quoique plus concentrées que les précédentes, n'étaient ni très-fortes ni très-sûres; elles étaient surtout trop loin de nos centres d'approvi-

[redacted]

sionnements, ce qui exposa pendant tout le reste de l'hiver nos troupes aux plus cruelles privations. Napoléon a tracé lui-même dans sa correspondance de vives peintures du dénûment auquel ses soldats se trouvèrent plus d'une fois réduits, sans pain, sans eau-de-vie, sans abri, sans souliers, au milieu des glaces et des neiges. On est pourtant forcé de convenir qu'au point de vue militaire son admirable instinct ne le trompait pas, et que la faute de transporter la guerre dans des contrées si inhospitalières une fois commise, il en tirait le meilleur parti possible en tenant tête à ces premières rigueurs de la fortune au lieu de plier et de s'avouer vaincu. Son attitude indomptable en imposa à l'ennemi qui ne songea plus à troubler le repos de nos cantonnements; elle en imposa plus encore à l'Autriche dont l'intervention en ce moment eût été toute-puissante, et qui ne sut pas saisir l'occasion. Un mouvement rétrograde eût au contraire enhardi nos ennemis dans toute l'Europe; il eût peut-être été le signal d'une débandade désastreuse. Le parti à la fois audacieux et habile qu'il sut prendre, est la critique la plus frappante de celui auquel s'arrêta Bennigsen. Ce général avait, à la vérité, fait de grandes pertes; mais son offensive en plein hiver lui avait trop bien réussi jusque-là pour qu'il dût y renoncer; et plus Napoléon montrait le désir de rester en paix jusqu'à la belle saison, moins Bennigsen devait se résigner à l'inaction à laquelle il se condamna pour tout le reste de l'hiver.

Divers succès remportés sur d'autres points par nos soldats et nos alliés, vinrent peu a peu affaiblir les

vestir faute de munitions; notre armée
pressa le siége de Neïss et de Glatz; enfin
les Turcs, se maintinrent sans trop de dé
sur le Danube contre Michelson, forcé de
détachements sur le Bug au profit de Ben

A Constantinople, le sultan Sélim, mer
ment secondé par Sébastiani, remporta u
ble victoire diplomatique et militaire sur
tion anglo-russe. Après la déclaration de
la Russie et le départ de son ambassadeur
Sélim avait eu affaire aux remontrances et a
dations de l'Angleterre; il y avait cédé u
puis bientôt s'était repenti de sa faiblesse.
terre tenait d'autant plus à en finir avec
tations du sultan, qu'elle n'avait apporté j
la Russie qu'un concours fort peu efficac
d'autre part, elle craignait de voir cette
s'approprier une partie des provinces tur
suite d'une guerre heureuse. La flotte de

[redacted]

de Sélim, Arbuthnot s'embarque avec ses nationaux pour rejoindre la flotte. La guerre est aussitôt déclarée à l'Angleterre. Duckworth s'engage intrépidement dans le détroit avec sa faible escadre sous le canon des châteaux des Dardanelles; il supporte sans en souffrir leur feu mal dirigé, brûle et détruit les bâtiments qu'il rencontre sur son passage, et vient jeter l'ancre vers l'île des Princes, à quelques milles du sérail (21 février). La terreur régnait dans Constantinople où aucune mesure de défense n'avait été prise. Duckworth insiste pour l'acceptation immédiate de l'ultimatum dont les conditions sont encore aggravées par de nouvelles exigences. Dans ce premier moment de consternation un seul boulet tiré sur le sérail eût décidé de la soumission immédiate du sultan et de sa capitale, mais des scrupules d'humanité arrêtèrent l'amiral anglais; il consentit à négocier et perdit tout le fruit de son heureuse audace.

Sébastiani, qui déploya dans cette circonstance difficile beaucoup de caractère, de sang-froid et d'habileté, se rend chez le sultan, relève son courage; il lui montre la possibilité de gagner du temps et d'organiser la défense; il obtient que les Anglais se retirent à quelque distance, il les amuse pendant plusieurs jours par de feintes négociations. Pendant ce temps, il hérisse les côtes de batteries, il arme des chaloupes canonnières, dispose de vieux vaisseaux en lignes d'embossage, fait instruire les artilleurs turcs par des officiers français que Napoléon lui a envoyés. Le 26 février, Duckworth s'aperçoit enfin qu'il a été joué. Loin d'être en état d'intimider, il se trouve menacé à son tour; il lui faut reprendre l'étroit passage par le-

[redacted]

quel il est venu sous le feu d'une artillerie devenue redoutable. Il reparaît humilié devant Constantinople qui se rit désormais de ses attaques. Pour comble de malheur les vents contraires ne lui permettent pas de prendre position devant la ville pour commencer des opérations offensives. Chaque jour qui s'écoule aggravant ses périls, il est forcé de s'éloigner, et il affronte de nouveau, mais en fugitif, les batteries des Dardanelles dont les énormes pierriers causent à ses vaisseaux de graves avaries (3 mars) [1].

L'énergie inespérée de Sélim et le succès de sa résistance aux injonctions du cabinet britannique, inspirèrent à Napoléon un vif sentiment de joie en lui prouvant la puissance d'une diversion sur l'efficacité de laquelle il n'avait jamais beaucoup compté. Ces nouvelles ne lui parvinrent qu'au commencement d'avril 1807. Il résolut de rendre plus étroite encore l'alliance qui l'unissait à Sélim, et en même temps de la fortifier par une union intime avec la Perse dont il espérait tirer un parti non moins avantageux. Il faisait annoncer à grand fracas dans le *Moniteur* que les Russes avaient offert la paix à la Perse, et que Fethali Schah avait repoussé cette proposition en s'écriant: « *que tant que le grand empereur son ami serait en guerre avec les Russes, ceux-ci ne devaient espérer ni paix ni trêve* [2] ! » Il offrit à Sélim des armes, des munitions, des soldats, des ressources de tout genre. « Tu

1. Rapports de Duckworth adressés à l'amiral Collingwood à la date du 21 février et du 3 mars 1807. (*Annual register for the year 1807, appendix to the chronicle.*)— Lettre de Sébastiani à Marmont, 4 mars 1807.

2. *Moniteur* du 2 avril 1807.

[redacted]

ntré, lui écrivait-il à la date du 3 avril, le lescendant de Sélim et de Soliman. Tu m'as lé quelques officiers, je te les envoie.... Gé- officiers, armes de toute espèce, argent même, tout à ta disposition, tu n'as qu'à demander. le d'une manière claire, et tout ce que tu de- as je te l'enverrai sur l'heure. Arrange-toi schah de Perse qui est aussi l'ennemi des engage-le à tenir ferme et à attaquer vive- ennemi commun. » Il écrivit dans le même schah pour l'exciter à attaquer à la fois les et les Russes[1], et s'occupa dès lors d'orga- mission du général Gardane, qui ne partit nois de mai suivant. La lettre à Sélim se ter- ainsi : « Ici *on m'a proposé la paix. On m'ac- tous les avantages que je pouvais désirer*, mais ait que je ratifiasse l'état de choses établi entre et la Russie par le traité de Sistowa, et je *m'y sé.* J'ai répondu qu'il fallait qu'une indépen- bsolue fût assurée à la Porte. »

st-scriptum contenait autant de mensonges que . Si Napoléon attachait tant de prix à l'al- le la Turquie et de la Perse, s'il témoignait gards et d'affection à ces deux souverains peu étonnés de cette subite tendresse, c'est nent parce que ses avances successives envers e et l'Autriche n'avaient été accueillies qu'a- ance ou froideur. Il faut en dire autant des trations exagérées de sympathie auxquelles il vers la même époque à l'égard de la nation

léon à Sélim, 3 avril 1807; au schah de Perse, même

suédoise, lorsque Mortier, après avoir battu le
dois à Passewalk, conclut avec eux une trêve q
séparait momentanément de la coalition. « L'
reur, disait à ce sujet Napoléon dans son soixant
zième bulletin, a toujours éprouvé une véritable
leur de faire la guerre à une nation généreuse, b
géographiquement et historiquement amie de la Fra
l'instruction de l'Empereur a toujours été de tr
les Suédois comme des amis avec lesquels nous
mes brouillés et avec lesquels la nature des cho
tardera pas à nous remettre en paix. Ce sont
plus chers intérêts des deux peuples. *S'ils no*
saient du mal, ils le pleureraient un jour, et nous
voudrions réparer le mal que nous leur aurions f
Rien de plus juste et de plus vrai que ces consi
tions; mais pourquoi n'étaient-elles dans sa b
qu'une feinte inspirée par des embarras d'un mo
au lieu d'être l'expression sincère et durable de
litique? La Suède, la Turquie, la Perse, la Po
tels étaient bien en effet les seuls alliés qu'il p
pérer s'attacher désormais, mais ces peuples
vaient pas tarder à apprendre à leurs dépens
pesait à ses yeux une alliance même fondée sur
communauté d'intérêts, de traditions, de sym
qu'il invoquait avec tant d'emphase. Lorsqu'il
ces déclarations qui lui coûtaient si peu, il y
quelque temps déjà qu'il agitait dans son esp
ventualité d'un raccommodement soit avec la
soit avec l'Autriche, raccommodement dont l'
ble préliminaire devait être l'abandon ou le
s tant vantées.
i malheureux et maladroit po

mener le roi de Prusse le lendemain de la bataille d'Eylau, Napoléon s'était de nouveau tourné vers l'Autriche. Effrayé de son propre isolement, il était en outre sérieusement inquiet des armements peu dissimulés de cette puissance, qui alléguait avec beaucoup de raison la nécessité où elle était de se mettre en état de faire respecter sa neutralité. Il sentait très-justement qu'après tous les griefs qu'il avait donnés à l'Autriche, il faudrait peu de chose au cabinet de Vienne pour passer de cette attitude défiante à une hostilité ouverte. Il résolut donc de gagner à tout prix son amitié : « Que veut la maison d'Autriche? écrivait-il à Talleyrand le 3 mars. Veut-elle traiter pour garantir l'intégrité de la Turquie? j'y consens. Veut-elle un traité *par lequel la Russie venant à acquérir un accroissement de territoire en Turquie, les deux puissances feraient cause commune pour obtenir l'équivalent?* Cela peut encore se faire. » Après avoir si bien montré le cas qu'il faisait et des intérêts de son bon ami Sélim, et de cette *intégrité* qui revenait dans tous ses manifestes, il invitait Talleyrand à offrir de nouveau une portion de la Silésie, enfin à lui écrire « ce qu'il fallait faire pour s'assurer l'Autriche. » Mais à supposer que l'Autriche ignorât la démarche que Napoléon venait de faire, dans un sens si différent, auprès du roi de Prusse, ce qui n'est pas présumable, quelle confiance pouvait lui inspirer une démarche si brusque, un changement de ton si fréquent et si complet, une facilité si éhontée à sacrifier ses alliés les plus fidèles, et, pour tout dire, tant de douceur et d'affabilité après tant d'arrogance?

M. de Vincent, à qui M. de Talleyrand fit cette ou-

[redacted]

verture fort imprévue, témoigna plus de surprise que d'empressement. Il répondit que sa cour n'avait nullement le désir de s'approprier les dépouilles de la Turquie ou de s'enrichir aux dépens de ses autres voisins, mais ne demandait qu'à être rassurée sur ses possessions actuelles. Napoléon revint à la charge : « Il faut, écrit-il à Talleyrand le 9 mars, que M. de Vincent nous dise ce qu'ils désirent, car tout ceci doit finir par un système entre la France et l'Autriche, ou entre la France et la Russie. » Les inquiétudes de l'Autriche n'ont plus de raison d'être, car « le plan de l'Empereur est celui-ci : restituer au roi de Prusse son trône et ses États, et maintenir l'intégrité de la Porte. » L'Autriche ne voulant pas du partage de la Turquie, il invoque de nouveau le grand principe de l'intégrité. « Quant à la Pologne, ajoute-t-il aussitôt, *cela se trouve contenu dans la première partie de la phrase,* » c'est-à-dire que la restitution des États du roi de Prusse étant stipulée, il ne sera plus question de la Pologne. Ainsi il fait de ses soldats les Polonais aussi bon marché que de ses amis les Turcs. Il offre de les sacrifier à l'Autriche comme il a déjà offert de les sacrifier à la Prusse. Évite-t il du moins, pendant ce temps, de les compromettre et de les pousser en avant? Non, il n'a jamais été plus prodigue de leur sang et de leurs ressources. Deux jours auparavant, le 6 mars, il écrit à Zajonchek pour le presser de compléter l'organisation de son corps d'armée qu'il va porter à *vingt-cinq mille hommes;* il l'invite à enrôler sous ses drapeaux toute la noblesse de la rive droite de la Vistule; il annonce le même jour à Talleyrand qu'il va faire insurger la Volhynie et la Podolie! Mais

[redacted]

peut-être a-t-il à se plaindre de leur lenteur et de leur mollesse? encore moins, il le reconnaît lui-même dans les termes les plus explicites : « Tâchez donc, écrit-il à Talleyrand à ce moment même, de convaincre Gouvion qu'il prend trop de passion contre les Polonais. *Il me semble qu'ils rendent autant de services que les circonstances peuvent le permettre*[1]! » On voit par cette conduite si les Polonais éclairés avaient eu tort ou raison de ne pas se fier à Napoléon.

Le cabinet autrichien reçut froidement cette nouvelle avance, il gardait une réserve impénétrable. Napoléon était l'homme le moins fait pour supporter longtemps, chez un adversaire quel qu'il fût, cette attitude énigmatique. En présence de l'immobilité autrichienne, il s'impatiente, s'irrite, et bientôt il menace. Il ne cherche plus à tenter et à séduire l'Autriche, il se prépare à la mettre en demeure de choisir entre l'alliance et la guerre. Pour l'intimider plus sûrement, il se décide à frapper un coup extraordinaire. Il a appelé, il y a quatre mois à peine, une conscription de 80,000 hommes qui ne devait être levée qu'un an plus tard, il va, par un nouvel abus de pouvoir, appeler, en mars 1807, les 80,000 conscrits de l'année 1808; il va faire à la France cet effroyable aveu qu'il lui faut maintenant deux conscriptions en quatre mois, qu'avec tout son génie, une armée de 540,000 hommes ne lui suffit plus pour protéger l'honneur national! Et encore ne lui dit-il pas tout, car il songe à appeler au mois de septembre la conscription

1. Napoléon au général Zajonchek, 6 mars 1807; à Talleyrand, même date.

[redacted]

de 1809! « Je vais armer 80,000 hommes, écrit-il à Talleyrand le 30 mars, au mois de septembre j'en armerai 80,000 autres. » En même temps que par une nouvelle violation des lois qu'il a faites, il soustrait au Corps législatif le vote de cette mesure inique pour l'imposer à la complaisance de ses sénateurs, il la motive effrontément sur la nouvelle fantastique « que l'Angleterre vient de lever 200,000 hommes[1]. » Il prévient ses confidents, Cambacérès et Lacuée, que les objections sont inutiles, qu'il les connaît d'avance, qu'il n'écoutera aucune représentation, ne souffrira aucun délai, que telle est son immuable volonté. Talleyrand reçoit l'ordre de faire connaître à l'Autriche que nos levées ne sont qu'une réplique à ses propres armements, à sa politique équivoque, « qu'il attend sa réponse à nos ouvertures pour faire faire demi-tour à droite à notre armée de Bretagne et de Normandie..., qu'elle sera bien folle d'attirer chez elle le théâtre de la guerre..., qu'il est prêt à faire passer la revue de son armée à l'intérieur par un officier autrichien qui verra par ses yeux combien de troupes il peut envoyer en Bavière avant un mois.... Enfin que l'Autriche doit concourir à la paix selon les ouvertures qu'il lui a faites, mais qu'il faut qu'elle ne lui donne plus d'inquiétudes et ne lui fasse plus de menaces. »

De si insolentes provocations succédant tout à coup aux caresses, étaient faites pour pousser à bout les hommes d'État les plus disposés à la résignation, et peut-être l'Autriche, tout affaiblie qu'elle fût alors, n'eût-elle pas supporté un pareil langage s'il lui eût

1. *Message au Sénat.*

[redacted]

été signifié dans toute sa brutalité. Mais, par une heureuse coïncidence, au moment même où Napoléon lui jetait ce défi insensé, elle lui faisait offrir sa médiation auprès des coalisés. Napoléon écrivait sa lettre le 19 mars, et le lendemain, 20, il recevait celle par laquelle Talleyrand lui notifiait l'offre du cabinet autrichien. Il en éprouva un vif désappointement, car cette proposition bienveillante faisait tomber ses menaces en leur ôtant tout prétexte, et conservait à l'Autriche l'avantage de sa position expectante. Malgré ses hypocrites déclarations en faveur de la paix, il n'avait plus au fond aucune envie de la faire depuis que de nombreux renforts étaient venus combler les vides de son armée, et ses démarches auprès des diverses puissances avaient pour but de gagner un allié de plus, et nullement de conclure une pacification. Il n'avait que faire des bons offices de la cour de Vienne; ce qu'il avait voulu obtenir, c'était l'appui de ses armées. Cependant il sentait toute la gravité de cet incident, et ne se dissimulait pas que l'intervention autrichienne pouvait en très-peu de temps aboutir à la guerre. Ses embarras se trahissent dans les incessantes fluctuations de son langage et de sa conduite. On le voit d'abord prescrire à Talleyrand une attitude ambiguë; il lui recommande de ne répondre ni oui ni non, d'exiger que l'Autriche cesse d'armer, et « se présente, un bâton blanc à la main, comme un juge de paix[1]. » Quelques jours après, il le presse de pousser l'Autriche, il se déclare prêt à accepter la médiation, il demande même qu'on y joigne « une

1. Napoléon à Talleyrand, 20 mars.

[redacted]

suspension d'armes de trois ou de six mois[1]. » Le 16 avril, il accepte officiellement la médiation en insistant encore pour l'armistice[2]; mais bientôt il se ravise. Avant tout armistice, il veut avoir Danzig et Graudenz que son armée serre de près ; il blâme Talleyrand d'avoir admis pour base le *status præsens;* il lui enjoint de ne s'engager à rien, de faire l'ignorant, de traîner en longueur ; il regarde l'intervention de l'Autriche comme un *malheur;* il faut donc que tout, et « jusqu'au lieu même où doit se réunir le congrès, puisse devenir un objet de discussion[3]. »

Dans toute cette négociation dont il est si facile de prévoir le dénoûment, son manque absolu de principes et de toute règle de conduite, l'incroyable mobilité de ses idées qui n'avaient d'autre boussole que l'intérêt du moment, envisagé sous le point de vue le plus personnel et le plus éphémère, dégénèrent en imprévoyance et en déraison. Il n'en fallait pas tant pour faire échouer un projet qui n'avait été pour l'Autriche qu'un expédient, et que les autres puissances n'avaient pas pris au sérieux un seul instant. Elles acceptèrent en principe la médiation autrichienne, mais en fait elles s'en tinrent à de vagues déclarations, et il n'y eut de réel et de définitif dans leurs démarches que la convention de Bartenstein (26 avril) qui resserra plus étroitement encore l'alliance de Frédéric-Guillaume avec Alexandre. Les deux souverains s'unissaient de nouveau pour la dé-

1. Au même, 26 mars.
2. Au même, 16 avril.
3. Au même, 23 avril.

[redacted]

nse commune et pour la reconstitution de l'Europe ; s'engageaient particulièrement *à ne faire aucune nquête pour leur propre compte pendant toute la durée la guerre* (art. 13). Cet engagement, à coup sûr sintéressé, mais un peu prématuré peut-être, témoiait assez des illusions qu'avait fait naître dans leur prit l'indécision de la bataille d'Eylau.

Pendant que ces démonstrations pacifiques s'échanaient de part et d'autre, semblables à ces contrearches savantes et à ces mouvements simulés par squels les généraux s'étudient à découvrir le côté ible d'un adversaire, Napoléon, établi à Osterode is au château de Finkenstein (1er avril), s'occupait tivement à relever le moral et le matériel de son mée, à assurer ses approvisionnements d'abord si fectueux, à presser l'arrivée de ses renforts, et rganisation de ses conscrits. Le 4 avril, Cambacérès Regnault de Saint-Jean d'Angély se présentèrent en n nom devant le Sénat consterné pour obtenir de i l'appel de la conscription de 1808. Cambacérès ra ses grands dieux que ces jeunes gens ne seraient nployés qu'à l'intérieur. Il insista sur la « *la bonté ternelle* de Sa Majesté qui n'avait pas voulu que les uveaux conscrits affrontassent les grands travaux la guerre avant de s'être par degrés familiarisés ec eux. » On lut ensuite un rapport de Berthier qui ablissait « que jamais les armées de Sa Majesté avaient été aussi nombreuses, aussi bien exercées mieux organisées ; » mais qu'il fallait subvenir aux rtes subies dans les batailles et « *à la consommation s maladies*, » parole terrible dans son laconisme, et ui exprimait bien le déchet prévu de cette immense

[redacted]

coupe réglée. Regnault parla le dernier. Il s'attendrit sur l'Empereur « qui avait tout fait pour avoir la paix » et dont le cœur saignait en réclamant cette nouvelle conscription. Il s'attendrit aussi sur les conscrits : « Ce ne seront, dit-il, à proprement parler que des *gardes nationales*, des corps *où les enfants obéissant à la voix de la nature*, remplaceront pour ainsi dire leurs pères sous les aigles départementales.... il en coûte à Sa Majesté, témoin ce bulletin d'Eylau où respirait le regret plutôt que la joie de la victoire[1] ! »

Cette pastorale larmoyante émut les sénateurs qui étaient trop sensibles pour refuser leur vote à ce Tibulle de la conscription. Conscrire et proscrire, tel était déjà selon l'expression d'un contemporain[2] le premier et le dernier mot du régime impérial. Napoléon était bien loin de la sentimentalité que lui prêtait Regnault. Sa *bonté paternelle* en était à rétablir, par des rigueurs inexorables, la discipline fort compromise dans ces derniers temps : « J'ai vu avec peine, écrivait-il à Soult, qu'un paysan était venu d'Elditten à Liebstadt. Ne saurons nous donc jamais servir? pas même un lièvre ne doit passer la ligne. Le premier qui passera, faites-le fusiller, *innocent ou coupable*[3]. » C'est par de tels moyens, paraît-il, qu'on fait à la guerre ce qu'on est convenu d'appeler *de grandes choses*. Il profita des loisirs que lui laissait Bennigsen pour pousser énergiquement le siége des places qui tenaient encore soit en Silésie, comme Neiss et Glatz, soit dans la Prusse supérieure, comme Graudenz

1. *Moniteur* du 8 avril 1807.
2. Daunou : *Essai sur les garanties*.
3. Napoléon à Soult, 28 février.

[redacted]

et Colberg. Il tenait particulièrement à la prise de Danzig, entreprise plus difficile dont il voulait donner l'honneur au vieux Lefebvre, mais qui était en réalité dirigée par deux officiers éminents du génie et de l'artillerie, Chasseloup et Lariboisière. Danzig fut investi le 8 mars, et à partir de ce moment le siége fut poursuivi régulièrement par un corps d'armée de 20,000 hommes, composé en partie d'auxiliaires.

Cette période de tranquillité relative lui permit également de jeter un coup d'œil sur nos affaires intérieures qui se trouvaient dans une situation fort peu rassurante. Comme tout en déléguant une partie de son autorité à l'archichancelier Cambacérès, il avait voulu rester le centre de l'administration et des intérêts, il est facile de comprendre qu'après une si longue absence, au milieu d'événements si tumultueux, si compliqués, il était fort mal placé pour donner au gouvernement intérieur l'impulsion de chaque jour sans laquelle rien en France ne pouvait plus se faire ni marcher. Tout y étant soumis aux décisions de cette fantaisie désordonnée, tout s'y était trouvé suspendu et arrêté en même temps, et l'on voit par sa correspondance que, pour régler le moindre différend, pour obtenir de lui une décision relative à des chanteurs d'Opéra, il fallait courir après le conquérant jusqu'au milieu des neiges d'Eylau, avant de savoir quelle conduite on devait tenir. Avec quelle compétence et quelle connaissance des questions, des intérêts, du bon droit, de pareils arrêtés pouvaient être rendus, c'est ce qu'il est inutile d'examiner pour tout esprit sensé. Un désarroi général, un malaise profond, une déplorable inertie dans toutes les bran-

[redacted]

ches de l'activité nationale, excepté celle que nourrissait la guerre, telle était l'inévitable conséquence d'un semblable système. Les alarmes que fit naître la situation périlleuse de notre armée après Eylau, n'étaient pas de nature à atténuer le mal.

Ces souffrances tenaient à sa politique; quelque bonne volonté qu'il eût d'y remédier, il ne dépendait pas de lui de les soulager tant qu'il ne reviendrait pas à des vues moins chimériques. Il n'est pas dans la nature des choses qu'un homme, eût-il un génie politique très-supérieur à celui de Bonaparte, puisse bien gouverner un État, et à plus forte raison un si vaste empire, à cinq cents lieues de ses frontières, au milieu des agitations, des accidents et des innombrables nécessités de la vie militaire. Lorsque Napoléon avait, dans sa journée, fait de quinze à vingt lieues à cheval pour parcourir ses cantonnements, lorsqu'il avait dicté dix lettres relatives aux mouvements de ses troupes sur l'immense échiquier qu'elles avaient à parcourir, lorsqu'il avait prévu et réglé les mesures à prendre pour leur faire parvenir à point nommé leurs approvisionnements, leurs munitions, leurs objets d'équipement, pour envoyer aux chefs de corps leurs instructions, pour imprimer un mouvement d'ensemble à des opérations si variées, pour conduire les sièges et diriger les négociations, il tombe sous le sens qu'il ne lui restait plus pour la conduite des affaires intérieures de l'empire qu'une somme d'attention fort insuffisante, et qu'il ne pouvait leur accorder qu'un regard distrait. Les écrivains complaisants qui nous le montrent portant avec aisance ce poids énorme, et du fond de son camp d'Osterode faisant mouvoir tout

[redacted]

l'empire avec une sorte d'omniscience et d'omniprésence, se servent, on peut le dire, d'un langage plus propre à la théologie qu'à l'histoire. Par une anomalie singulière, ce sont les mêmes écrivains qui, en lui attribuant soixante mille traînards à Eylau, le dépeignent comme incapable dès lors de maîtriser et de bien conduire la gigantesque machine qu'il avait organisée sous le nom de grande armée

Cette contradiction dit assez tout ce qu'il y a à rabattre dans leurs récits. La vérité est que, même au point de vue militaire, Napoléon était dès lors comme débordé par l'immensité de ses entreprises; il réussissait encore à faire violence à l'impossible à force de génie et d'activité, mais les incohérences et les lacunes de son œuvre se trahissaient à chaque instant, et au premier insuccès tout semblait sur le point de s'écrouler. Il gouvernait nominalement l'empire; jaloux à l'excès des prérogatives de son pouvoir, il avait voulu garder dans ses mains tous les fils de l'administration; mais en réalité il s'était vu forcé d'en déléguer la plupart des fonctions effectives, à des hommes dont la docile médiocrité et l'effacement absolu rassuraient son ombrageuse susceptibilité. Il ne surveillait de près que la police, la diplomatie et la guerre, qui à vrai dire étaient à ses yeux les seuls organes essentiels du gouvernement. L'expédition des affaires courantes était confiée au secrétaire d'État Maret qui, chargé de dépouiller les portefeuilles ministériels et de préparer les décisions indispensables, en présentait les éléments sous le jour qui lui convenait le mieux. Travailleur infatigable, esprit souple et facile, sans principes arrêtés ni vues propres, mais possédant à

fond la routine des affaires et les faiblesses de son maître, ce parfait bureaucrate épargnait à Napoléon la fatigue d'une étude dont le poids l'eût accablé au milieu de ses occupations multipliées; sous prétexte de résumer et de simplifier les affaires, il lui en dérobait peu à peu le contrôle et ne lui laissait guère que la signature des décrets qu'il avait lui-même élaborés.

Si Maret avait été inspiré en cela soit par une préférence pour un système quelconque, soit même par le goût du pouvoir, cette espèce d'usurpation clandestine aurait pu devenir dangereuse pour lui, mais comme il n'y cherchait que la satisfaction d'une coterie plus avide de places et de distinctions lucratives que d'une haute influence dans l'État, et comme il possédait à un rare degré le genre de mérite que Napoléon appréciait le plus dans ses serviteurs, le zèle et le dévouement, la faveur dont il jouissait ne fit que se consolider avec le temps. Ce n'en était pas moins un grand mal au point de vue de la bonne expédition des affaires, que l'instrument régnât sous le nom du maître, et que l'empire fût gouverné par un homme dont la portée d'esprit ne dépassait pas celle d'un excellent scribe. On peut en croire là-dessus Savary, un des plus aveugles adorateurs de Napoléon, bien que cette critique lui ait été dictée par l'envie plutôt que par un jugement sincère. Il constate, en la déplorant, l'influence prise à ce moment par Maret, et il ajoute : « On faisait croire à l'Empereur que l'on disait à Paris que l'on ne comprenait rien à son activité, qu'il était impossible de lui en imposer dans les moindres choses, qu'il lisait tout. Basse adulation qui eut des conséquences fâcheuses !... Cette

[redacted]

nière de travailler commença à Varsovie. Elle était p commode à l'Empereur auquel on ne parlait pas plaintes qu'elle excitait, et trop avantageuse à lqu'un qui recherchait le pouvoir *pour qu'elle chan-t jamais*[1]. »

insi, dans la gestion des affaires intérieures cou-tes, dans la conduite de ces complications de tous jours qui, dans un État centralisé, réclament im-ieusement l'œil du maître, telles que les nomina-ns administratives et judiciaires, les travaux pu-s, les finances, la justice, les rapports entre les ticuliers et l'État, la surveillance des grands inté-s économiques, la besogne était laissée aux plus diocres des subalternes; et cette prodigieuse acti-, grâce à l'accablant surcroît d'occupations qu'elle ait créé à l'extérieur, équivalait à l'incurie et à la nolence d'un roi fainéant. La France n'est plus vernée que comme une simple province du grand pire. De loin en loin le lion veut montrer qu'il ne t pas, et il marque de sa griffe quelque mesure tinée à faire trembler ses ennemis ou à faire mar-r ses sujets dans le droit chemin. Il fait de temps utre acte de présence au moyen d'une instruction voyée à ses divers agents, mais la seule correspon-nce vraiment active que Napoléon conserve à l'in-ieur, est celle qu'il entretient avec Fouché. Par ntremise de ce ministre, il s'imagine avoir enfin luit cet insaisissable antagoniste qui se nomme sprit public et qui se joue des coups qu'on lui rte. Dans cette poursuite acharnée, Napoléon a

1. *Mémoires du duc de Rovigo*, t. III.

frappé tour à tour la tribune, la presse, les journaux, les salons, mais en dépit de tous ses efforts il n'a pas atteint l'opinion. L'ironique Protée est toujours là, accueillant avec un sourire d'incrédulité ses conceptions chimériques, son roman de domination universelle et ses fausses victoires. Après Pultusk et Eylau, ses bulletins menteurs n'ont trompé personne en France, les lettres même de l'armée ont rétabli la vérité : comment se défendre contre de pareils démentis? Bientôt il en viendra à supprimer toutes les correspondances entre l'armée et l'intérieur[1]. « Faites courir les nouvelles suivantes, écrit-il à Fouché. *Répandez-les d'abord dans les salons, faites-les mettre après dans les journaux.* L'armée russe est tellement affaiblie, qu'il y a des régiments qui sont réduits à 150 hommes. Il ne reste plus de troupes en Russie.... *l'armée russe demande la paix;* elle accuse quelques grands seigneurs de vendre le sang russe pour les Anglais[2], etc. »

Le compère Fouché fait de son mieux. Il va jusqu'à faire forger une lettre dans laquelle un officier russe prend soin d'attester à la France que ses compatriotes ont été complétement battus par nos soldats. Mais Napoléon n'est pas satisfait, bien qu'il ait lui-même, en d'autres occasions, donné la recette de ce bon tour à Fouché : « J'ai vu dans les journaux, lui écrit-il le 27 mars suivant, une prétendue lettre écrite en Russie, c'est pitoyable !... En général, tout ce qu'on imprime pour *éclairer l'opinion* me paraît rédigé dans un faux esprit, et *comme si l'auteur pensait lui-même que ce qu'il dit n'est pas vrai.* » Il y avait peut-être quelque

1. Cette pratique commença au siége de Danzig.
2. Napoléon à Fouché, 28 février.

[redacted]

ingénuité à exiger de Fouché la foi aveugle et persuasive d'un apôtre. C'était constater naïvement que l'opinion subornait la police elle-même, ordinairement si convaincue, et, s'il y avait regardé de plus près, il eût découvert qu'elle avait un complice jusque dans sa propre conscience.

L'opinion était tout le monde, c'est là ce qui la rendait à la fois si forte et si insaisissable. De là la singulière et puérile irritation de Napoléon contre les personnes qui représentaient à ses yeux, dans une mesure quelconque, cet être collectif et intangible qu'il poursuivait sans pouvoir l'atteindre. Plus il se sentait impuissant contre cet ennemi impersonnel et anonyme, plus sa haine s'attachait à tout ce qu'il en pouvait voir et toucher. Vers la fin de mars 1807, ce conquérant, dont les nouvelles levées portent l'armée à plus de 600,000 hommes, apprend tout à coup qu'une femme a été vue aux environs de Paris ; il n'en faut pas plus pour troubler l'équilibre de ce puissant esprit. Ses lettres se remplissent d'invectives à l'adresse de cette femme, de reproches à l'adresse des ministres qui ont toléré sa présence : « J'ai écrit, mande-t-il à Cambacérès, au ministre de la police de renvoyer Mme de Staël à Genève.... Cette femme continue son métier d'*intrigante*. Elle s'est approchée de Paris malgré mes ordres. *C'est une véritable peste*. Mon intention est que vous en parliez sérieusement au ministre, car *je me verrais forcé de la faire enlever par la gendarmerie*. Ayez aussi l'œil sur Benjamin Constant, je ne veux plus rien souffrir de *cette clique*[1]. »

1. Napoléon à Cambacérès, 26 mars 1807.

[redacted]

Mme de Staël est renvoyée de nouveau, Napoléon respire. Mais il ne peut aborder ce sujet sans perdre tout son sang-froid; on dirait qu'il a l'imagination frappée et pressent que ce noble esprit, qui mesure avec un si ferme jugement les fausses grandeurs de l'Empire, assistera un jour à leur chute; et cette sorte d'intuition superstitieuse lui inspire des invectives d'une exaltation presque burlesque : « Je vois avec plaisir, écrit-il à Fouché le 18 avril, que je n'entends plus parler de Mme de Staël.... *Cette femme est un vrai corbeau. Elle croyait la tempête déjà arrivée, et se repaissait d'intrigues et de folies. Qu'elle s'en aille dans son Léman!* » Pressentiment juste et fondé! quel augure pouvait en effet être plus sinistre pour lui que ce nom détesté? Ce nom lui rappelait sans cesse qu'en dépit de sa puissance, de ses séductions, de ses prodigieux succès, il y avait dans l'âme de ses contemporains quelque chose qui lui résistait invinciblement, et qu'avec toute sa force il ne pouvait briser ni soumettre, même chez une femme sans défense. Ce quelque chose à la fois si fort et si fragile, si vivant sous les apparences de la mort, c'était le maître souverain des choses humaines, qui peut souffrir parfois des violences passagères, mais sans lequel rien ne se fait ici-bas de grand ni de durable, c'était l'esprit de justice et de liberté, sa victime d'aujourd'hui, son vainqueur de demain!

Ce qui est singulier, c'est que tout en proscrivant avec cette haine implacable et pusillanime toute pensée indépendante et tout sentiment élevé, Napoléon ne perd pas de vue un seul instant son projet de faire revivre les grandes époques littéraires. Les fruits



› l'institution des prix décennaux se faisant quelque
:u désirer, il imagine une combinaison nouvelle qui
ı hâter leur maturité. On a de lui, à cette date
ême, deux longues dictées relatives aux encourage-
ents à donner aux lettres et à l'établissement d'éco-
s spéciales, qui sont un témoignage curieux du
ésordre et de l'incohérence de ses idées. Il y recon-
ıît que l'État est peu compétent en cette matière,
ı'il n'a pas à s'occuper de donner des places aux
ɔëtes, que leur récompense est dans les suffrages du
ıblic; mais en même temps c'est l'*administration* qu'il
ut charger de *recommander les auteurs à l'attention*
› ce même public. Les encouragements du pouvoir
ont pas produit les effets qu'il en attendait; il es-
yera du stimulant d'une censure officielle. Il admire
:helieu commandant à l'Académie la critique du
'; ce trait de petitesse d'un ministre bel esprit lui
ıble un trait de génie; il y voit le germe d'une
itution féconde, il veut que ce grand exemple
imité : « Si c'est sur la demande de l'Empereur,
l à ce sujet, que l'Institut fait la critique ou des
iques de l'abbé Delille, non comme traduction,
comme *chef-d'œuvre de langage, de poésie et de*
ou du plus beau chant du poëme de la *Naviga-*
ar Esménard, ou des plus belles odes de Le-
ou même pour mieux marquer des intentions
'iales du plus beau morceau de poésie sorti
plume de Fontanes, peut-être l'auteur cri-
:ura-t-il d'abord un peu d'humeur, mais bien-
ntira que le choix qu'on a fait de son ouvrage
l'éloge, tandis que le public *s'intéressera*,
a, *se formera!*... Une fois l'institution d'une

[redacted]

sage critique *régulièrement établie*, on pourra *ne plus permettre le genre de critique actuel*, ou du moins en corriger les excès. L'Institut est un grand moyen dans les mains du ministre[1]... » O sublimité de ce génie universel! chasser Mme de Staël et ériger l'Institut en cour suprême de critique administrative afin d'arriver à supprimer la critique libre, quel moyen ingénieux et puissant de relever la littérature française, et quel titre à l'éternelle admiration des sots ! Quand on pense que de si tristes inspirations ont si longtemps passé pour des modèles de sagesse et de raison, on ne peut se défendre d'un certain plaisir à faire toucher du doigt le bois de l'idole et à en faire résonner le creux. C'est en vain que des esprits à courte vue voudraient contester ce droit de l'historien ; s'il est vrai que le passé soit la leçon de l'avenir, et qu'une nation s'éclaire et se fortifie en jugeant avec fermeté les erreurs qu'elle a commises, c'est un devoir de lui dévoiler dans toute leur inanité les illusions qui l'ont égarée.

Napoléon dictait le même jour, sur l'enseignement de la géographie et de l'histoire, des instructions plus sensées, mais où se révélait également l'étroite préoccupation qu'il portait en toute chose. Indépendamment de sa préférence pour l'histoire militaire, on y voit qu'il voulait faire de l'histoire un simple répertoire des dates et des faits, une sorte d'anatomie des événements dépouillés de tout ce qui pourrait leur donner un sens, une moralité, une conclusion : « On devinera aisément, disait-il dans cette note, que ma *secrète pen-*

1. 19 avril 1807.

[redacted]

sés est de réunir des hommes qui continuent, *non l'histoire philosophique, non l'histoire religieuse, mais l'histoire des faits.* » L'histoire sans conclusions, c'est-à-dire l'expérience sans enseignements, la science sans généralisation, la société sans principes, voilà bien en définitive l'impossibilité qu'il rêvait. En tout il visait à supprimer l'idéalité, et en quelque sorte l'âme même des choses, parce qu'il sentait bien que ce principe supérieur était forcément contre lui. N'est-ce pas lui qui voulait qu'on parlât de Mirabeau sans parler de ce qui avait fait l'inspiration, la puissance et la grandeur de Mirabeau, c'est-à-dire de ses idées? Lors de la réception de Maury à l'Académie, le président des immortels, l'abbé Sicard, avait jugé à propos d'exterminer la mémoire de Mirabeau; et cet excès de zèle avait indisposé Napoléon qui voulait qu'on s'abstînt également du blâme et de la louange : « Il y a des choses, dans cette séance de l'Académie, qui ne me plaisent pas, écrivait-il à Fouché. Il n'était pas du ressort du président d'une compagnie savante de parler de Mirabeau. S'il devait en parler, *il ne devait parler que de son style*, cela seul pouvait le regarder[1]. » Ne parler que du style de Mirabeau! c'était à peu près comme s'il eût voulu que l'avenir ne parlât que de l'orthographe de Napoléon. Et il chargeait Fouché de parler de Mirabeau « avec éloge » afin de rétablir la balance, comme si la gloire d'un grand homme était à la merci des déclamations

1. Napoléon à Fouché, 20 mai. Les éditeurs de la *Correspondance* ont imprimé ici : *il ne devait pas parler de son style*, ce qui n'a aucun sens.

[redacted]

d'une académie ou des apologies d'un homme de police!

Les moyens que Napoléon avait imaginés pour venir en aide aux souffrances de l'industrie et du commerce n'étaient guère plus efficaces que les encouragements qu'il proposait pour la littérature. Il avait d'abord demandé au conseil d'État une enquête sur les causes du mal, et les remèdes qu'on devait y apporter. Mais comment espérer d'une assemblée de fonctionnaires une réponse utile à de semblables questions? Le mal, c'était lui-même, c'était ce système insensé de conquête à outrance, de guerre sans fin, de compression universelle; c'était le blocus continental, c'étaient les alarmes du crédit, les confiscations par décret, les conscriptions anticipées, la stérilité de toutes les branches de production. Le conseil d'État, fort empêché de détruire l'effet en respectant la cause, répondit par la proposition, assez ridicule en des circonstances aussi graves, de faire meubler les évêchés et les préfectures afin de fournir du travail aux industries qui chômaient. Cet expédient lumineux ne fut pas du goût de Napoléon; mais celui qu'il lui substitua ne valait guère mieux. Il décida qu'une somme de 500,000 francs par mois, soit six millions par an, serait avancée à titre de prêt aux manufactures en souffrance, à la double condition que la manufacture continuerait à marcher, et qu'elle consignerait dans un magasin spécial une quantité de marchandises d'un prix équivalent à au moins deux fois la somme prêtée. En communiquant ce projet à Cambacérès, Napoléon disait : « Un prêt ainsi fait, *je suppose qu'il me donne hypothèque*. Si nos lois

[redacted]

iles ne me la donnaient pas, faites un décret qui ; la donne[1]. » Telle était au juste la connaissance e le *grand législateur*, l'immortel auteur du code, jet des admirations de la postérité, avait des lois 'il était censé avoir faites. Mais ce prêt avec ou as hypothèque devait le mener plus loin qu'il ne nsait. Après avoir transformé l'État en prêteur sur ge et en commanditaire de l'industrie, il fallait aller qu'au bout et faire de lui un marchand, car les rchandises consignées ne pouvaient que se détérer rapidement et il était urgent de leur trouver placement. Napoléon semble avoir caressé un innt ce projet en adoptant l'idée de contraindre les vires neutres à réexporter nos produits après nous oir apporté les leurs, mais cette menace n'eut d'au- ; résultat que de les éloigner de nos ports.

Ces secours purent avoir leur utilité dans certains ; exceptionnels, mais leur inévitable publicité iit le tort grave d'équivaloir, pour le négociant, à e sorte de déclaration de faillite, et il est d'ailleurs atile d'en faire ressortir l'insuffisance. Six millions ur combler un pareil déficit, c'était une goutte au pour éteindre un incendie. Quant aux mesures mplémentaires qu'y joignit Napoléon, telles que tablissement à Paris d'un atelier de fournitures ilitaires, l'invitation qu'il adressa à sa femme et à ; sœurs d'y faire des dépenses, l'ordre de faire mettre à neuf ses appartements des Tuileries, elles mblent être écloses dans la tête d'un enfant plutôt ie dans celle d'un homme d'État, et si on les cite

1. Napoléon à Cambacérès, 26 mars 1807.

[redacted]

d'ordinaire comme des preuves de bonne volonté, on peut y voir aussi un témoignage encore plus frappant d'impuissance. De tels efforts ne pouvaient être fructueux qu'à la condition de s'attaquer à la vraie cause de tant de maux, c'est-à-dire à la politique insensée qui les produisait; or si l'on ne peut croire que Napoléon se faisait illusion à cet égard sans lui dénier toute clairvoyance, on a le droit d'affirmer que ces calamités ne le touchaient qu'autant qu'elles pouvaient atteindre son prestige et sa popularité. Il s'en préoccupait jusqu'à un certain point en France parce qu'il savait quelle force redoutable les souffrances populaires pouvaient à un moment donné communiquer aux rancunes de l'opinion, mais dans les autres pays soumis à notre influence il y était aussi parfaitement insensible que s'il se fût agi des habitants de Saturne.

De tous ces pays la Hollande était celui qui avait le plus à souffrir, parce qu'elle n'était ni riche des produits de son sol comme l'Italie, ni gorgée des dépouilles de l'Europe comme la France. Ruiné par la guerre, par la perte de ses colonies, par l'inaction forcée de sa marine, par l'interruption de ses relations commerciales, ce petit État, qui possédait un territoire insuffisant pour le faire vivre, avait reçu le dernier coup du blocus continental. On n'en exigeait pas moins de lui qu'il entretînt une armée de plus de cinquante mille hommes[1]. Témoin de tant de misères, le roi Louis s'efforçait de les adoucir par sa simplicité, son économie, son respect pour les mœurs, les traditions, les susceptibilités d'un peuple faible,

1. *Documents sur la Hollande*, par le roi Louis.

[redacted]

ustement fier des grands souvenirs de son his- Qu'il y eût dans les réformes opérées par cet e bien intentionné quelques mesures mal en- s, cela va de soi, mais il avait pris au sérieux le de roi, il voulait se faire aimer de ses sujets, ait là un crime que Napoléon ne pouvait lui mer. Louis avait refusé, malgré les injonctions es de son frère, d'établir en Hollande la con- on et de nouveaux impôts, il avait refusé d'y r les intérêts protestants à la minorité catholi- l s'était fait une réputation de douceur et de il avait établi autour de son trône quelques s honorifiques pour récompenser le zèle de es hommes distingués ; depuis longtemps lre grondait sur lui, un incident suffit pour la clater. Le 12 janvier, un bateau chargé de pou- fait explosion à Leyde en renversant près de nts maisons. Le roi Louis, hors d'état de parer sastre dans la situation de ses finances, ouvre uscription publique qui produit plusieurs mil- e florins ; il n'en faut pas plus pour exaspérer on ; tous ses griefs débordent à la fois dans un t d'invectives et de récriminations :

en n'est plus mauvais que *cette quête* faite par ordre dans le royaume. Vous gouvernez trop nation en capucin. La bonté d'un roi doit être ueuse et ne doit pas être celle d'un moine. Un onne et ne demande rien à personne.... Il me t des notions sur le *rétablissement de la noblesse* l me tarde bien d'être éclairci. *Auriez-vous a tête à ce point*, et oubliez-vous jusque-là ce que e devez ?... Attendez-vous à une marque publi-

[redacted]

que de mon excessif mécontentement.... Soldez mes troupes, levez beaucoup de conscrits. Un prince qui passe pour être si bon la première année de son règne est un prince dont on se moque à la seconde. Quand on dit d'un roi que c'est un bon homme, c'est un règne manqué.... La première chose que vous deviez faire et que je vous avais conseillée, c'était d'établir la conscription !... Je vous ai offert mes conseils vous me répondez par de beaux compliments et vous continuez à *faire des sottises* !... Vos querelles avec la reine percent aussi dans le public.... Vous traitez une jeune femme comme on mènerait un régiment.... Vous avez la meilleure femme *et la plus vertueuse* et vous la rendez malheureuse. Laissez-la danser tant qu'elle veut, c'est de son âge. J'ai une femme qui a quarante ans ; du champ de bataille je lui écris d'aller au bal, et vous voulez qu'une femme de vingt ans vive dans un cloître, soit comme une nourrice, toujours à laver son enfant ? Vous avez une femme trop vertueuse, si elle était coquette, elle vous mènerait par le bout du nez[1] ! »

Il est fort probable que dans cette avalanche de reproches il s'en trouvait plus d'un qui était fondé. Et quel homme n'en eût pas mérité dans la situation si difficile où il avait placé Louis comme époux en le mariant malgré lui, comme roi en le forçant à accepter une couronne dont il ne voulait pas ? Mais si c'était là le régime auquel étaient soumises *ces royautés indépendantes quoique vassales* qu'il s'était vanté de créer, il est permis de dire que le métier de roi sous

1. Napoléon au Roi de Hollande, 4 avril 1807.

[redacted]

n pareil maître était bien le dernier des métiers ue pût accepter un homme ayant quelque souci de a dignité personnelle. Les avanies dont Napoléon acablait le pauvre Louis à propos de la reine Hortense, n lui proposant pour exemple sa propre conduite l'égard de Joséphine, sont d'autant plus singulières ue depuis plusieurs mois ses relations avec la comasse V..., dame polonaise, célèbre par sa beauté et on dévouement, étaient affichées publiquement et onnues de tout le monde. On avait même fort exaéré l'empire que cette passion exerçait sur son cœur; n y avait vu la cause de ses récents insuccès, et l'on isait tout haut qu'il avait trouvé Capoue en Pologne.

L'histoire n'a pas besoin, sur ce point, de recourir des indiscrétions de valet de chambre[1], tous les émoires contemporains ont parlé de cette liaison : L'empereur, dit entre autres Savary dans le tyle des troubadours de ce temps-là, paya tribut omme les officiers à la beauté des Polonaises. Il ne ut résister aux charmes de l'une d'entre elles; il aima tendrement et fut payé d'un noble retour. » e bruit de ce roman était allé jusqu'à Paris, il désoait Joséphine qui insistait vivement pour obtenir la ermission de se rendre à Varsovie. De là cette quanité de lettres stéréotypées que nous a conservées la *orrespondance* de Napoléon, et dont le sens paraîtrait uelque peu énigmatique, si on ne savait qu'elles vaient à la fois pour but de rassurer l'épouse alarnée par les plus tendres protestations, et de la déourner du voyage qu'elle voulait entreprendre .

1. *Mémoires* de Constant, etc.

[redacted]

« Sois gaie, contente, vis heureuse, ne sois pas triste, je t'aime, je pense à toi, je te désire. — Mais ne viens pas. » Cette aventure est commune, et nous estimons qu'il y a peu d'observations intéressantes à recueillir dans les chroniques d'alcôve, principalement à une époque où les amours étaient menées tambour battant comme tout le reste ; mais n'est-il pas caractéristique que ce soit au moment même où il vivait dans un commerce adultère avec la femme d'un autre, que Napoléon ait songé à se proposer à son frère comme le modèle des époux ?

Parmi les faits reprochés à Louis figurait son refus d'accorder aux catholiques l'influence que Napoléon réclamait pour eux. En cela, il faut le dire, l'empereur ne s'inspirait pas d'un projet de restauration religieuse, mais il voulait se faire des partisans et s'exagérait l'importance relative de l'élément catholique en Hollande. Il voulait bien avoir les catholiques pour instruments, mais il n'entendait pas leur céder une seule parcelle de son pouvoir. Depuis ses démêlés avec la cour de Rome particulièrement, il surveillait de près et il avait l'œil ouvert sur ses envahissements. On a de lui, à la date du 5 mars de la même année, une décision motivée en réponse à une requête des évêques de l'empire au sujet de la célébration du dimanche qui est de tous points excellente. Ces vénérables prélats avaient cru pouvoir profiter de son engouement pour consommer une usurpation qui leur a toujours beaucoup tenu à cœur. Il fait très-bien ressortir toute l'iniquité de leur prétention :

« Il est contraire au droit divin, dit-il, d'empêcher l'homme qui a des besoins le dimanche comme les

[redacted]

autres jours de la semaine, de travailler pour gagner son pain. Le gouvernement ne pourrait imposer une telle loi que s'il donnait gratis du pain à ceux qui n'en ont pas.... N'est ce pas Bossuet qui disait : Mangez un bœuf et soyez chrétien ! » Il veut avec beaucoup de raison qu'on distingue, entre les lois vraiment religieuses et les obligations qui n'ont été imanées qu'en vue d'étendre l'autorité des ministres du culte. « La société, ajoute-t-il excellemment, ne compose pas un ordre contemplatif. Quelques législateurs ont voulu en faire *un couvent de moines*, et lui appliquer des règles qui ne conviennent que dans le cloître.... Il faut prendre garde que cette concession une fois obtenue on ne manquera pas d'en exiger d'autres. Ayant une fois fait intervenir la force du gouvernement dans des choses qui sont hors de son ressort, on nous ramènera à ces misérables époques où le curé croyait avoir le droit de gourmander un citoyen qui n'allait pas à la messe. » Quel dommage qu'en formulant ces critiques d'une si admirable justesse contre l'absolutisme catholique, il n'ait pas voulu voir à quel point elles s'appliquaient à son propre gouvernement ! Non, pouvait-on lui répondre, la société n'est pas faite pour être un couvent, mais elle n'est pas faite non plus pour être une caserne. Cette force du gouvernement, qui, selon lui, n'avait pas le droit d'intervenir dans la célébration du dimanche, ne voulait-il pas lui soumettre non-seulement les intérêts, mais jusqu'aux opinions des citoyens ? N'est-ce pas elle qu'il voulait charger d'agir, de penser, et même de sentir pour eux ? Ne rêvait-il pas de faire de l'état une autorité infaillible, de l'Institut une

sorte d'inquisition laïque qui eût porté l'orthodoxie jusque dans la critique littéraire? Entre le césarisme religieux qui est l'idéal des doctrines romaines, et le césarisme politique, qui formait le fond de son système, il n'y avait que des différences nominales. C'étaient deux aspects de la même idée, deux émanations d'un même esprit; et s'il se défiait du premier c'est uniquement parce qu'il y avait découvert un danger pour le second.

[redacted]

CHAPITRE III.

:AMPAGNE DE FRIEDLAND. — ENTREVUE DE TILSIT (JUIN, JUILLET 1807).

Les mois de mars, d'avril et de mai 1807 s'écoulè-
nt au milieu de ces occupations variées, pendant
e les préparatifs militaires de Napoléon s'exécu-
ent avec un ensemble et une précision qui forment
: contraste frappant avec la mollesse et le décousu
s opérations des coalisés. Les nouvelles levées,
ntant à cent soixante mille hommes, avaient été
partie envoyées en Normandie et en Bretagne pour
remplacer les vieilles troupes qu'il avait tirées de
s provinces, en partie dirigées sur l'Italie pour y
lever les divisions Boudet et Molitor appelées sur
lbe, en partie enfin distribuées dans les vingt nou-
aux régiments d'infanterie et les dix régiments de
valerie dont il avait renforcé son armée. Cette ré-
rtition indique le mouvement qu'il avait imprimé à
mmense masse d'hommes dont il disposait. Averti
r l'échec d'Eylau, et par la douteuse attitude de
utriche, il avait senti le danger de son isolement à
aussi grandes distances de ce qu'on peut appeler
s réserves naturelles, et en augmentant leur force,

[redacted]

déjà si considérable, il avait aussi déplacé leur centre. De France, d'Italie, de Hollande, il les avait poussées jusque sur l'Elbe; il en avait inondé l'Allemagne.

Indépendamment du corps d'armée de Mortier, devenu disponible par suite de la trêve avec les Suédois, du corps de Lefebvre dégagé par la capitulation de Danzig, nous eûmes en Allemagne une armée d'observation de près de cent mille hommes[1], formée des contingents hollandais, espagnols, italiens, bavarois, wurtembergeois, saxons, d'ancienne et de nouvelle levée, auxquels il adjoignit plusieurs divisions françaises, et bientôt après les forces devenues sans emploi de notre armée de Silésie. Cette armée fut placée sous le commandement du maréchal Brune. Elle occupa l'Allemagne du Nord de Hambourg à Stettin, tenant en échec les Anglais et les Suédois d'une part, de l'autre l'Autriche hésitante: elle servit de point d'appui à celle que Napoléon avait gardée sous ses ordres directs et dont il venait de porter l'effectif au grand complet. Cette seconde armée, qui était l'armée active, montait maintenant à près de cent soixante-dix mille hommes. Il en avait réparé les pertes et remonté la cavalerie avec un soin extrême. Abondamment pourvue d'approvisionnements, grâce surtout aux nombreuses places fortes qui étaient tombées dans ses mains, elle se trouvait aujourd'hui beaucoup plus redoutable qu'au début de la campagne.

Ce temps, si bien employé par Napoléon, les coali-

1. Telle est l'évaluation qu'en donne Napoléon dans une lettre à Brune du 30 mai 1807, en y comprenant les Polonais et l'armée de Silésie.

[redacted]

sés l'avaient dépensé en vaines démonstrations, ou en préparatifs sans proportion avec le but qu'ils se proposaient d'atteindre. A la suite de leur échec humiliant devant Constantinople, les Anglais s'étaient rejetés sur l'Égypte, mais ils ne réussirent qu'à s'y faire battre après une courte et inutile occupation d'Alexandrie. Les expéditions qu'ils dirigèrent contre Buenos-Ayres et sur divers points des colonies de la France ou de ses alliés, ne furent la plupart pas plus heureuses pour eux; elles restèrent sans utilité pour la cause commune et ne servirent qu'à exaspérer la Russie déjà blessée de leur refus de garantir un emprunt de six millions sterling[1]. En revanche, ils négligèrent la seule diversion qui aurait pu être avantageuse à leurs alliés, le débarquement projeté, mais toujours ajourné, d'un corps expéditionnaire sur les côtes de la Baltique, dans le but de dégager à la fois Stralsund et Danzig. L'unique tentative qu'on fit pour venir au secours des défenseurs de Danzig pendant tout le cours du siége, fut l'œuvre des Russes; mais ils y employèrent des forces insuffisantes; leurs troupes furent contraintes de se réembarquer après avoir subi des pertes sensibles et la place capitula après cinquante jours de tranchée ouverte.

Ce siége, dont les débuts surtout avaient été très-pénibles, valut à Lefebvre le titre de duc de Danzig, distinction qui attribua à ce vieux complice du dix-huit brumaire tout l'honneur d'un exploit dont Chasseloup et Lariboisière avaient eu tout le mérite (24 mai). Peu après succombèrent Neïss et Glatz

1. En janvier 1807. Lettre de lord Howick à M. Douglas, 13 janvier.

[redacted]

en Silésie. Bennigsen vit tomber une à une les dernières positions qu'il occupait sur nos derrières, sans que leur danger lui suggérât l'idée de précipiter son attaque contre nous afin de profiter des embarras qu'elles nous créaient, et sans que leur chute une fois consommée lui fît comprendre la nécessité de la prudence. Il avait de son côté reçu des renforts importants pendant ces trois mois d'inaction, mais ces renforts étaient très-inférieurs aux nôtres. Alexandre lui avait envoyé sa garde, ce que l'on appelait à Pétersbourg *la troupe sacrée* : « Frères, faites-vous honneur ! » s'était écrié l'empereur en prenant congé de ses soldats, et un seul cri lui avait répondu : « Nous ferons tout ce qui est possible, adieu, seigneur ! » Une division était partie avec la garde, ce qui portait l'effectif de Bennigsen à environ cent vingt-cinq mille hommes, en y comprenant les Prussiens et le corps resté sur la Narew. Un corps de réserve, de trente mille hommes, sous les ordres du prince Labanoff, était en marche pour le rejoindre. Cette infériorité si marquée, une fois surtout qu'on avait manqué l'occasion de frapper un coup utile pendant le siége de Danzig, semblait lui faire dès lors une loi du système de temporisation que les généraux russes n'adoptèrent qu'en 1812, et Bennigsen paraît avoir été tenté un instant de le suivre si l'on en croit un propos qu'on lui prêtait alors à Pétersbourg : « Je veux, aurait-il dit, *limer* Bonaparte[1]. » Cette tactique aurait été d'autant plus avantageuse que ses troupes avaient beaucoup plus de solidité que d'élan, et l'emportaient en homogénéité et en force

1. De Maistre, *Correspondance diplomatique*, mars 1807.

[redacted]

e résistance sur cette grande armée cosmopolite qui e préparait à envahir leur territoire.

Mais, il eût fallu se résoudre à abandonner le camp etranché d'Heilsberg, à sacrifier les riches magasins e Kœnigsberg, et rien n'est plus difficile à la guerre ue de savoir se tenir à un système de prudence, surout après des succès et avec une armée aguerrie, nimée de l'espoir de vaincre. Placé dans l'alternative e nous attaquer ou de se retirer successivement erriére la Prégel et le Niémen, Bennigsen ne sut pas ésister au désir de reprendre l'offensive, et cette fois ncore, ce fut l'espoir de surprendre le corps de Ney ui lui en suggéra l'idée. Nos troupes étaient restées ans leurs positions sur la Passarge, de Braunsberg ù campait Bernadotte, à Hohenstein, où était canonné Davout. Plus au sud, vers l'Omuleff, était Masséna, que Napoléon avait rappelé d'Italie, et non loin e là, à Neidenbourg, Zajonchek avec vingt mille olonais. Au centre, d'Osterode à Liebstadt, se trouaient les corps de Lannes et de Soult, appuyés sur le orps de Mortier, qui se tenait un peu en arrière, ers la basse Vistule. Ney seul occupait, à Guttstadt, ne position avancée au delà de la Passarge, et à peu e distance d'Heilsberg, où était le camp retranché e Bennigsen.

Cette position excentrique et découverte, au milieu 'une contrée dont les forêts nous dérobaient les ouvements de l'ennemi, exposait le corps de Ney à es périls sérieux. Bennigsen résolut de le surprenre et de l'enlever pour profiter ensuite du désordre ue ce coup d'audace jetterait dans nos cantonneents. Le 5 juin, l'armée russe se mit en mouvement

[redacted]

et nous attaqua à l'improviste sur plusieurs points à la fois. Deux de ces attaques, celles de Spanden et de Lomitten, n'étaient que des démonstrations destinées à tenir en respect les détachements de Bernadotte et de Soult, qui bordaient de ce côté la Passarge; les autres dirigées avec des forces beaucoup plus considérables sur la gauche de Ney à Wolfsdorf, sur sa droite à Guttstadt, enfin sur ses derrières à Bergfried, avaient pour but de le couper du reste de l'armée. Le plan était des mieux conçus, et cette brusque agression plaça dès l'abord le maréchal Ney dans un péril imminent; mais Bennigsen, mal secondé par ses lieutenants Sacken et Gortschakoff dans une opération qui exigeait beaucoup d'ensemble, de précision, de rapidité, vit tous ses efforts échouer contre le sang-froid et l'intrépidité de son adversaire. Le 5 juin, pendant que nos détachements se maintenaient à Spanden et à Lomitten, Ney, assailli par des forces triples des siennes, rétrogradait jusqu'à Ankendorf, mais pas à pas, et en faisant toujours tête aux Russes. Le lendemain 6, il put gagner Deppen et se retirer derrière la Passarge, après leur avoir livré un nouveau combat pour protéger cette retraite difficile qui fut des plus glorieuses pour lui.

Une fois cette première partie perdue, c'était aux Russes de rétrograder, car l'armée française tout entière, rapidement ralliée par Napoléon, marchait sur eux pour les refouler, et débordait déjà leur droite. Bennigsen regagna Heilsberg, résolu à y livrer bataille dans l'espoir qu'une forte concentration et les défenses de son camp retranché suppléeraient à l'infériorité du nombre. C'est de là qu'il vit déboucher successivement, dans la

[redacted]

journée du 10, les corps de Soult, de Lannes, de Davout, la garde et la cavalerie de Murat. La forte arrière-garde que Bennigsen avait laissée derrière lui pour couvrir les abords de son camp retranché fut assaillie avec impétuosité par notre avant-garde, et forcée de se retirer après une vive et sanglante résistance. Mais nos troupes ne purent arriver que vers neuf heures du soir au pied des retranchements ennemis. Le camp retranché d'Heilsberg, assis sur les deux rives de l'Alle, dont nous n'occupions que la rive gauche, offrait de grands avantages à l'armée russe en lui permettant d'opérer sur l'une ou l'autre rive à son choix, mais il avait l'inconvénient de la diviser en deux, et Napoléon se flatta de tirer parti de cet obstacle naturel en enlevant séparément une moitié du camp. Profitant en conséquence de l'élan de ses soldats, il fait attaquer sur-le-champ les retranchements de la rive gauche par les corps de Soult et de Lannes que soutiennent la garde et la cavalerie de Murat. Soult s'élance le premier, mais reçu par des décharges meurtrières et chargé par la cavalerie russe il s'efforce en vain d'enlever ces fortes positions. Murat et Lannes s'avancent à leur tour sans être plus heureux. Seul le général Legrand enlève une redoute et s'y établit avec un régiment, mais on l'y écrase de mitraille et il est bientôt forcé de l'évacuer. La garde intervient enfin pour dégager deux de nos divisions compromises. La journée qui avait commencé par un succès s'acheva par un échec sans danger, mais très-sanglant. Cette inutile tuerie s'était prolongée très avant dans la nuit, et le corps de Soult surtout avait fait des pertes énormes. Nous laissions

[redacted]

au pied des fortifications d'Heilsberg de huit à dix mille hommes tués ou blessés, tandis que les Russes, grâce à la supériorité de leurs positions, n'en perdirent guère que la moitié.

Le lendemain, Napoléon, au lieu de livrer de nouveau aux retranchements d'Heilsberg un assaut meurtrier qui pouvait devenir désastreux, se détermina à faire tomber cette position en la tournant, convaincu que la seule crainte de se voir devancé à Kœnigsberg suffirait pour décider Bennigsen à décamper. Il marcha en conséquence sur Landsberg, s'exposant lui-même à perdre ses communications, ce qu'il pouvait faire sans danger, vu la grande supériorité de son armée sur celle de son adversaire. Bennigsen abandonna aussitôt Heilsberg dont il ne pouvait faire une base d'opérations sérieuse, faute d'approvisionnements suffisants[1] : il se porta sur la rive droite de l'Alle, après avoir incendié les ponts. Dans les journées du 11, du 12 et du 13 juin, les deux armées descendirent parallèlement le cours de cette rivière, mais les Russes étaient réduits à en côtoyer les sinuosités, tandis que nos corps d'armée les plus avancés, gagnant le nord par des chemins plus directs, poussaient des reconnaissances jusqu'aux environs de Kœnigsberg. Murat et Davout menaçaient de très-près cette place, chassant devant eux Lestocq et les Prussiens qui les y avaient précédés. Soult s'était avancé jusqu'à Kreutzbourg pour appuyer leur mouvement; Lannes était à Domnau. A quelque dis-

1. Tel est le motif qu'il allègue lui-même dans son rapport du 11 juin 1807.

[redacted]

derrière lui, en avant et en arrière d'Eylau, ve-
; les corps de Mortier, de Ney, la garde avec
ˢon, et enfin Victor qui avait remplacé Berna-
blessé à Spanden. Telle était la position de
armée le 13 juin. De l'autre côté de l'Alle,
ıait l'armée russe à la hauteur de Friedland.
éon n'avait en ce moment d'autre préoccupa-
ue celle d'enlever Kœnigsberg avant l'arrivée
nnigsen. Tous ses ordres étaient conçus dans
ıs. Il ne doutait pas que l'apparition de Soult
née avec celle de Davout et de Murat ne
lt la ville à se rendre. Il croyait Bennigsen en
retraite et ne lui supposait aucunement l'in-
n de nous attaquer; il avait toutefois ordonné à
ıs d'occuper Friedland, qui était avec Wehlau
l point par où les Russes pouvaient déboucher
ivement.

s l'invraisemblable se trouvait être le vrai, et
rudence de Bennigsen allait offrir à Napoléon
e songeait à rien de semblable, l'occasion d'un
s plus éclatants triomphes. Bennigsen était cou-
ar l'Alle; il pouvait, en descendant cette rivière,
ır en sûreté la Prégel, et pour peu que Kœnigs-
nous opposât quelque résistance, y arriver à
s pour nous y livrer bataille. Quelle raison im-
ıse put le décider à repasser sur la rive gauche
lle pour nous y attaquer? On a expliqué la sou-
détermination du général russe par des motifs
livers. On a dit qu'il se flatta de nous devancer
ıt Kœnigsberg en prenant le chemin le plus
; mais comment admettre qu'il ait pu espérer
ısser sur le corps de toute une armée qui l'avait

[redacted]

prévenu ? Lui-même, dans ses lettres à l'empereur Alexandre, s'est borné à alléguer pour sa justification la nécessité de se garantir d'une attaque sur sa gauche. Les Français, dit-il, montraient l'intention de marcher sur Friedland et Wehlau pour le couper de la Pregel. Il envoya en conséquence de l'infanterie prendre possession de Friedland afin de faire reposer ses troupes avec sécurité. Cette infanterie fut attaquée, il la soutint, et peu à peu il se laissa entraîner à une action générale. L'explication n'est pas très-plausible, car il est constant que le mouvement de notre armée était sur Kœnigsberg et non sur Friedland et Wehlau. Il est plus probable que l'éparpillement de nos corps d'armée lui suggéra l'idée d'une attaque de flanc qui aurait été heureuse si elle avait été conduite avec plus de vigueur et de décision.

Quoi qu'il en soit, un détachement de Russes occupa Friedland dans la soirée du 13 juin, après en avoir chassé le régiment de hussards que Lannes avait envoyé pour prendre possession de la ville. Le 14, à trois heures du matin, les Russes commencèrent à déboucher dans la plaine qu'elle domine. On ne peut guère évaluer à plus de 55 à 60 000 hommes les troupes qui passèrent successivement sur la rive gauche de l'Alle[1]. C'était assez pour écraser un à un ceux de nos corps qui se trouvaient à proximité, mais il était

1. Leurs rapports disent 46 000 hommes, chiffre qui n'est pas plus acceptable que les exagérations de leurs adversaires. Notre calcul est établi sur l'ensemble des forces réelles entrées en campagne et déduction faite : 1° du corps laissé sur la Narew ; 2° du corps de Lestocq et de la division Kamenski envoyée à Kœnigsberg ; 3° des troupes laissées sur la rive droite ; 4° des pertes faites dans les précédentes affaires.

[redacted]

essentiel de ne pas leur laisser le temps de se concentrer. Il eût fallu les attaquer avec cette rapidité foudroyante que Bonaparte seul savait imprimer à ses mouvements, car une fois réunis, ils devaient présenter une masse de forces bien supérieure à celle de l'armée russe, qui aurait en outre le grave désavantage de combattre adossée à une rivière. Ces corps d'armée encore dispersés de Eylau à Friedland, ne formaient pas moins de 80 à 90 000 hommes. Ils comprenaient ceux de Lannes, de Ney, de Mortier, de Victor et la garde. Lannes seul occupait, près de Friedland, le village et les bois de Posthenen. Il était facile de détruire ce corps isolé avant l'arrivée de Mortier qui était le plus rapproché de lui; et ce qui prouve que l'exécution est tout à la guerre, c'est que la situation où Bennigsen allait trouver un désastre, était identiquement celle où Napoléon s'était placé lui-même à Iéna pour y trouver une de ses plus belles victoires. Là aussi nous avions combattu adossés à un fleuve et à une sorte de gouffre; mais au lieu de laisser à nos ennemis le temps de se reconnaître et de se réunir, au lieu de passer la Saale le matin de la bataille et sous les yeux des Prussiens, Napoléon l'avait franchie pendant la nuit, de façon à pouvoir les attaquer dès le début avec toutes ses forces réunies. Bennigsen au contraire employa une grande partie de la matinée à défiler sur les ponts de l'Alle, il fut obligé de laisser sur l'autre rive plus de la moitié de son artillerie, il n'engagea ses divisions que successivement, il ne fit contre Lannes que des attaques molles et décousues, et par suite il laissa aux autres corps tout le temps nécessaire pour accourir à son secours.

[redacted]

Lannes, retranché à Posthenen, soutint le premier choc des Russes avec une énergie qui n'en était pas moins méritoire en raison de sa grande infériorité. Aussitôt qu'il eut reconnu le danger de sa position, il expédia estafettes sur estafettes à Napoléon. L'empereur ne pouvait croire à tant de témérité de la part de Bennigsen; il ne lui prêtait que l'idée d'une simple démonstration. Mais le nombre des troupes que les Russes déployaient sur la rive gauche croissait d'heure en heure. Leur général, ignorant le prix du temps et peu pressé de saisir une proie que dans sa présomption il jugeait ne pouvoir plus lui échapper, semblait plus soucieux de s'établir et de se développer sur ce champ de bataille, que d'enlever le corps de Lannes. Une partie de ses troupes avait pris position dans l'angle presque aigu que forme l'Alle en se resserrant autour de la ville de Friedland, l'autre s'étendait démesurément à droite dans la direction d'Heinrichsdorf comme pour envelopper plus aisément son faible adversaire. Mais déjà le corps de Mortier, la cavalerie de Grouchy et de Nansouty étaient accourus au secours de Lannes, et allaient rendre cette tâche plus difficile. Ils chargent impétueusement la ligne russe, la font plier et s'établissent à Heinrichsdorf après une lutte obstinée. Il est évident toutefois qu'ils ne pourront s'y maintenir s'ils ne sont vigoureusement appuyés. Ils résistent avec peine aux masses qui les débordent de toutes parts, et l'on peut prévoir l'instant où ils vont être accablés. C'est à ce moment décisif que Napoléon arrive à Posthenen avec la garde et Ney, bientôt suivis du corps de Victor, et ce qui peint d'un trait si-

[redacted]

gnificatif l'incroyable indécision de son adversaire, il a le loisir de parcourir le front des deux armées et de dicter ses dispositions pour la bataille, comme il eût pu le faire au début de la journée. C'est en réalité une seconde bataille qui va commencer. Mortier formera notre extrême gauche à Heinrichsdorf et au delà; il refusera les attaques de l'ennemi pour l'attirer de plus en plus dans la plaine; Lannes est posté au centre entre Posthenen et Heinrichsdorf. C'est à sa droite où sont concentrés à la fois les corps de Ney, de Victor, et la garde que Napoléon réserve la tâche de frapper les coups qui doivent décider de la victoire. Les Russes plus forts que nous le matin, maintenant beaucoup plus faibles, ne peuvent nous échapper que par une retraite précipitée sur les ponts de Friedland; voilà le point où nous devons porter tous nos efforts, car une fois ces ponts occupés ou détruits, leur armée est à notre merci. C'est Ney que Napoléon a chargé de les enlever à tout prix en se jetant tête baissée sur Friedland.

Il était cinq heures et demie du soir lorsque ce maréchal mit ses troupes en mouvement sous la protection d'une artillerie formidable dont les feux convergeaient dans la direction de la ville. Au sortir du bois où elles étaient embusquées, ses colonnes en marche sont chargées par la cavalerie russe, mais Latour-Maubourg se précipite avec ses dragons qui la refoulent. En même temps Sénarmont, qui commande l'artillerie de Victor, la porte, par une inspiration des plus hardies, à près de quatre cents pas en avant vers la ligne russe; il la démolit à coups de canon dans l'étroit espace où elle ne peut se déployer.

[redacted]

Ney poursuivait intrépidement sa marche. Arrivé auprès d'un étang que formait au pied des murs de la ville un ruisseau appelé le ruisseau du Moulin, il est assailli à l'improviste par la garde russe à qui l'on avait confié ce poste. La division Bisson ne peut résister à l'élan de ces soldats d'élite qui se jettent sur elle à la baïonnette : elle est ramenée en désordre, le reste hésite. La colonne de Ney se trouve très-compromise; elle recule à demi rompue. Heureusement le général Dupont a vu le danger; il s'élance à son tour avec sa division, surprend et enfonce la garde russe, puis la culbute sur Friedland après un véritable massacre. Ney rallie ses troupes un instant ébranlées, et tous ensemble se précipitent dans la ville en flammes, poursuivant les Russes éperdus. On ne songe plus à la résistance; c'est un sauve-qui-peut général, ou plutôt un affreux pêle-mêle de soldats de toutes armes, qui se ruent en s'écrasant les uns les autres vers la seule issue qui leur est ouverte : une partie des fuyards réussit à gagner les ponts; les autres sont jetés dans l'Alle où ils se noient.

Pendant que Ney accomplit cette œuvre de destruction qui nous donne la victoire, Lannes et Mortier qui se sont bornés jusque-là à contenir la droite russe que commande le prince Gortschakoff, commencent à la presser plus vivement. Le prince avait reçu un peu tard de Bennigsen l'ordre d'exécuter sa retraite, et n'avait pu se résoudre à obéir; il se trouve pris maintenant entre Friedland dont les ponts sont brûlés et le demi-cercle infranchissable que Lannes et Mortier resserrent autour de lui. Cependant ni lui ni ses troupes ne songent à se rendre. Pendant que ses

[redacted]

derniers bataillons prolongent la défense, il court en désespéré avec sa cavalerie le long de l'Alle, où ses soldats finissent par trouver un gué. Favorisés par la nuit, ils réussissent à s'échapper.

Les Russes avaient perdu à Friedland près de vingt mille hommes tués ou blessés, l'armée française en avait perdu à peine la moitié[1]. Bennigsen gagna en toute hâte la Prégel, et de là Tilsit, où il fut rejoint par Lestocq et Kamenski qui évacuèrent Kœnigsberg à la nouvelle de la victoire de Friedland. Le 19 juin, l'armée russe se retirait derrière le Niémen, après avoir détruit le pont de Tilsit. Le territoire de l'empire était encore intact, le corps du prince Labanoff avait opéré sa jonction, et le Niémen offrait à Bennigsen une forte ligne de défense, mais ses troupes étaient découragées et une particularité expressive révélait l'état d'épuisement où se trouvait la monarchie : nos soldats accourus sur le bord du fleuve, à la poursuite des Russes, avaient aperçu, sur l'autre rive, des Baskirs et des Kalmouks armés de flèches, dernière réserve de l'empire aux abois. Alexandre demanda une armistice, Napoléon proposa une entrevue qui fut acceptée. On a discuté la question de savoir si la proposition était venue de Napoléon ou d'Alexan-

1. Ces calculs ne sont, bien entendu, qu'approximatifs, car les mensonges des bulletins français et russes sont tels, sur ce point, qu'il est impossible d'arriver à la vérité même relative. Napoléon évaluait le nombre des Russes tués à 18 000, celui des Français à 500. Les rapports russes n'évaluaient leur perte totale qu'à 8000 hommes. Ils assuraient n'avoir perdu que 16 pièces de canon, Napoléon disait 120. Comparer les 79[e] et 80[e] bulletins, le rapport de Bennigsen à l'empereur Alexandre, Plotho, Jomini, Mathieu Dumas, Robert Wilson et le *Mémorial du dépôt de la guerre*, tome VIII.

[redacted]

dre. S'il n'était pas établi qu'elle a été faite par Duroc au nom de son souverain, on pourrait trancher *à priori* la question dans le sens de l'affirmative, tant cette démarche était conforme au caractère, aux habitudes de Napoléon. Il connaissait pour en avoir usé avec un bonheur extraordinaire dans toutes les circonstances de sa vie, l'espèce de fascination que sa personne exerçait sur les hommes peu capables de le juger, il en était même venu à s'exagérer cette singulière puissance à force de s'en servir avec succès. Il n'était pas loin de la considérer comme infaillible, et dans l'effet qu'il produisait il ne distinguait plus la part qu'il fallait faire à la crainte, à la flatterie, au prestige créé par sa merveilleuse fortune. Une entrevue personnelle avec Alexandre allait lui offrir au lieu de l'influence toujours indirecte et lointaine qu'il pouvait exercer sur un congrès, l'occasion de concentrer sur un seul homme, de qui tout dépendait, cette force de séduction dont la nature l'avait doué, et dont il avait fait un art qui eût été incomparable s'il eût été moins apparent. Il n'avait garde de négliger une chance si précieuse.

L'Empereur Napoléon n'avait modifié ni ses projets ni sa politique. D'une mobilité extrême, à peine croyable quant au choix des moyens, et prêt à en changer au gré des circonstances, il poursuivait le but avec une ténacité qui touchait à l'idée fixe. Au fond son grand objectif n'avait pas cessé un instant d'être l'Angleterre, parce qu'il sentait avec raison que là se trouvait le vrai foyer des résistances continentales. Au début de la guerre actuelle, il s'était assigné pour programme de « battre l'Angleterre sur

[redacted]

le continent. » Ce programme il l'avait à moitié rempli, car s'il ne pouvait se flatter d'avoir vaincu l'Angleterre, il avait désarmé le continent. La Russie refoulée sur sa frontière et presque mise hors de combat, ne pouvait plus rien contre lui. Il était dangereux de songer à la conquérir, car si l'Europe était déjà soumise, elle était encore frémissante. Mais peut-être n'était-il pas impossible de gagner l'appui de cette puissance, et alors quelle magnifique simplification pour les projets de Napoléon ! Cet allié qu'il a senti un peu tard la nécessité de se ménager parmi les États européens, que dans sa détresse, avant et après Eylau il a demandé tour à tour à l'Autriche et à la Prusse, puissances mutilées, affaiblies par lui, et par conséquent amies fort douteuses, cet allié le voilà personnifié dans un État, jeune, ambitieux, n'ayant en raison même de son éloignement aucune opposition réelle et directe d'intérêts avec la France. Cet allié acquis, toute l'Europe s'incline, et au lieu d'avoir à battre l'Angleterre *sur le continent*, Napoléon va pouvoir battre l'Angleterre *avec le continent* qui se trouvera tout entier enrôlé sous sa bannière. Et une fois l'Angleterre accablée, quelle puissance sera en état de lui résister ? Ce qu'il aperçoit au delà, ce n'est déjà plus l'Europe conquise, c'est l'empire du monde.

Les dispositions d'Alexandre tenaient plus de l'abattement que de l'espérance. Il était humilié de sa prompte défaite, dégoûté de son rôle ingrat de médiateur de l'Europe, las de son désintéressement si mal récompensé, et par-dessus tout mécontent de ses anciens alliés. L'Angleterre n'avait rien fait pour le soutenir ; elle n'avait songé qu'à elle-même. Les faibles

[redacted]

successeurs de Fox n'avaient pas vu qu'en laissant écraser leurs auxiliaires et péricliter la cause commune pour s'emparer de quelques colonies, ils allaient exposer leur pays au plus grand danger qu'il eût jamais couru. Quant à l'Autriche, elle n'avait su offrir qu'une inutile médiation au moment où une diversion opérée par son armée aurait tout sauvé. La Prusse seule avait apporté à Alexandre une coopération courageuse et fidèle, mais sans efficacité. Était-ce là la récompense des sacrifices sans nombre qu'il s'était imposés pour l'indépendance de tous? La Russie avait-elle été un seul instant menacée dans son territoire ou son honneur national? Non, tout ce qu'Alexandre avait fait, c'était, il le croyait du moins, pour le bien général, pour le droit public européen, pour la civilisation, dans des vues chevaleresques et désintéressées; et si des illusions de jeune homme et un précoce amour-propre avaient eu quelque part dans ses déterminations, du moins elles avaient été pures de toute ambition étroite et égoïste. N'était-il pas temps enfin qu'il songeât à l'intérêt de sa couronne, au bien-être et à la sécurité de ses sujets? qu'il renonçât à ses utopies, à ces rêves philanthropiques qui n'avaient été qu'une duperie?

Rien ne pouvait être plus dangereux pour Alexandre et surtout pour la cause qu'il avait soutenue jusque-là, que de pareilles dispositions au moment où il allait aborder le puissant tentateur qui lui tendait la main, car ces sentiments étaient justement ceux que Napoléon eût voulu lui suggérer. C'était à flatter, à encourager de tels repentirs et de telles ambitions, s'était attaché toutes les fois qu'il avait cherché

[redacted]

à lier une puissance à son système, soit qu'il s'agit de l'Angleterre à l'époque du fameux entretien avec lord Whitworth, de la Prusse lorsqu'il lui avait offert le Hanovre, de la Russie lorsqu'il avait ébloui de ses fausses promesses le crédule empereur Paul. C'est ainsi encore qu'il avait procédé avec Alexandre lui-même, lorsque la veille d'Austerlitz, cherchant à entraîner le prince Dolgorouki, il s'était écrié : « Eh bien! que la Russie s'étende aux dépens de ses voisins! » Cette suggestion avait été alors repoussée avec dédain, et même après Austerlitz, Alexandre avait refusé de l'écouter. Mais combien les temps étaient changés depuis lors! La fortune de son adversaire n'avait fait que grandir en raison des obstacles qui lui étaient opposés : rien n'avait tenu devant lui, rien, ni dans les vieux systèmes ni dans les nouvelles idées. Pitt était mort de chagrin; Nelson était mort de sa dernière victoire; Fox était mort bafoué; la monarchie prussienne avait été broyée en un jour; en France toute opposition avait été anéantie. Droits, libertés, vertu, génie, tout avait plié, fléchi, fait défection. N'était-ce pas là un signe du destin, une preuve que cette domination sans précédents était dans la force des choses, et ne valait-il pas mieux partager avec elle que se perdre en la bravant?

Dès le premier mot que les deux empereurs échangèrent après s'être embrassés en mettant le pied sur le radeau de Tilsit, Napoléon put voir combien les sentiments d'Alexandre étaient changés depuis Austerlitz : « Je hais les Anglais, lui dit le czar, autant que vous les haïssez vous-même. — S'il en est ainsi, lui répondit Napoléon, la paix est faite. » Toutes les ran-

marché de ses autres alliés du contine
solidaire de la France, intéressé à l
obstacles, et s'il lui restait quelques
était assuré de les apaiser en lui faisan
part.

Cette première entrevue dura deux
deux souverains y trouvèrent l'un et
intérêt, qu'ils convinrent de neutralis
Tilsit pour y reprendre à loisir leurs
roi de Prusse y était accouru afin de p
sonne sa cause fort compromise et a
fendue par son puissant ami. Ce ma
victime de sa propre honnêteté, car il
déclaré la guerre que poussé à bout par
iniques, était un embarras pour tout
rappelait à Alexandre des promesses e
ments difficiles à tenir, à Napoléon d'o
tions du droit des gens. Dépouillé de tou
à l'exception de Memel, délaissé des co

[redacted]

s'écoulait en revues, en fêtes militaires, en banquets où les officiers des deux armées échangeaient leurs insignes en témoignage de fraternité. Le soir venu, les deux empereurs s'enfermaient en tête à tête pour traiter de leurs affaires.

Alexandre paraissait enchanté de cette familiarité avec le héros de tant d'exploits terribles. Ce souverain, qui n'était encore âgé que de vingt-huit ans, possédait avec une physionomie pleine de bienveillance et de noblesse, les formes exquises d'un gentilhomme de la fin du dix-huitième siècle, type disparu depuis lors, et dans lequel le naturel s'alliait à la distinction dans une mesure qui ne se retrouvera peut-être jamais. A cette parfaite courtoisie de mœurs et de langage, il joignait la grâce nonchalante de l'oriental, la finesse et la souplesse presque féminines qui donnent un si grand charme au caractère slave. Rien assurément ne pouvait former un plus complet contraste avec la personne de Napoléon à ce moment de sa carrière. Grave, réservé, sentencieux à l'époque de ses débuts, depuis qu'il n'avait plus à s'imposer aucune contrainte, il était devenu intempérant de geste et de parole; il exprimait avec une extrême volubilité des opinions tranchantes et absolues; il s'était fait une éloquence à lui pleine d'imagination, de couleur, de feu, mais aussi d'inégalité et d'incohérence. Nul ne savait être comme lui tour à tour caressant et impérieux, insinuant et hautain, mais il l'était sans mesure, en homme sûr de ses effets, habitué à éblouir, à subjuguer, à être toujours en scène. Aussi devenait-il facilement emphatique quand il voulait être noble, trivial quand il voulait être simple; jetant volontiers

une arlequinade à l'italienne au milieu d'une tirade à la Talma. Sans doute il y avait dans son langage une puissante séduction, mais c'était en quelque sorte une parole armée qui mettait l'interlocuteur en défiance et l'accablait sans le persuader : on y sentait trop l'artifice, le calcul, l'intention de saisir, d'entraîner par l'abondance, l'accumulation, l'impétuosité des idées; et il en résulta[illegible] conversation n'était le plus souvent qu'un l[illegible]nologue. On sortait de l'entretien étonné, réd[illegible] silence, mais non convaincu. Sa brusquerie [illegible] se trahissait à chaque instant par une gesticul[illegible]xagérée et par les échappées les plus imprévues[illegible]qui lui manquait le plus c'était le naturel. Il n'a[illegible]pas le calme, la dignité simple et tranquille de l'homme qui se possède lui-même, qui dit sans détour ce qu'il veut, et surtout qui sait ce qu'il doit aux autres. Ce sublime comédien avait dans son jeu un grave défaut, c'était de laisser voir trop clairement l'immense mépris qu'il faisait de l'espèce humaine. L'urbanité qui donne un si grand prix aux rapports sociaux ne tient pas à des manières plus ou moins insinuantes, elle est fondée sur le respect d'autrui, et quand on n'éprouve pas ce respect, le grand art est de savoir le feindre. Aussi Macaulay, comparant Napoléon à César, a-t-il pu écrire avec beaucoup de justesse que César avait sur lui cette première supériorité, c'est qu'il était un *gentleman exquis*. C'est à peu de chose près le mot si spirituel et si vrai de Talleyrand : « Quel dommage qu'un si grand homme ait été si mal élevé ! » A en juger non par les rapports de ses ennemis, mais par les confidences de ses serviteurs les plus fidèles et

[redacted]

les plus dévoués, Napoléon avait dans son intimité une familiarité de tyran que jamais un homme ayant le respect de lui-même, n'eût supportée une minute. Meneval, son ancien secrétaire, le dépeint avec attendrissement tirant l'oreille de ses interlocuteurs, quelquefois jusqu'au sang, leur donnant des tapes sur la joue, parfois s'asseyant sur leurs genoux. Ces gracieusetés étaient chez lui le signe d'une bienveillance toute spéciale, et l'on voyait des hommes du plus haut rang, heureux et fiers de ces marques de faveur. De telles habitudes étaient faites pour amener de singulières dissonnances dans sa manière d'être avec les étrangers; elle péchait ou par trop de laisser-aller, lorsqu'il voulait plaire, ou par une roideur déclamatoire lorsqu'il voulait imposer.

Au physique, sa constitution de fer qui ne faisait que se retremper dans les fatigues de la guerre, avait pris un épanouissement voisin de l'embonpoint. De son propre aveu, Napoléon ne s'était jamais mieux porté que pendant cette dure campagne où il faisait jusqu'à trente lieues par jour à cheval au milieu des neiges. On peut dire à ce point de vue que les agitations de la guerre étaient devenues un besoin de son tempérament, une nécessité de son hygiène, et en quelque sorte l'aliment indispensable de cette activité forcenée qui était le trait dominant de sa nature. Il vivait à la lettre de ce qui tuait les autres. La guerre lui rendait le sommeil et l'appétit. Cette campagne de Pologne où il avait perdu cinquante mille hommes, n'avait été pour lui qu'un exercice salutaire, et il en rapportait les apparences les plus florissantes. Cet excès de santé avait quelque peu altéré cette effigie de

[redacted]

médaille antique qui était restée gravée dans les imaginations depuis les guerres d'Italie, elle avait appesanti ce corps qui semblait autrefois consumé par le feu du génie; mais la mobilité extraordinaire de son regard inquisitif et pénétrant, l'incessante inquiétude de toute sa personne décelaient les agitations intérieures de cet esprit ardent, toujours en éruption. Il était resté en lui beaucoup du Corse. Il avait traversé cette civilisation si raffinée, cette espèce de chaos philosophique de la fin du dix-huitième siècle, en s'appropriant avec une prodigieuse faculté d'assimilation tout ce qui pouvait lui servir; il en avait exploité les idées, adopté les formes et le langage, mais au fond l'homme primitif s'était peu modifié. Il avait gardé de ses compatriotes jusqu'à certaines superstitions qui sont comme une marque d'origine. Lui qui n'avait pour toute religion qu'une foi plus souvent affectée que réelle en son étoile, on le voyait parfois, raconte Meneval, faire tout à coup des signes de croix involontaires à l'annonce de quelque grand danger ou d'un grave événement. Et le naïf secrétaire ajoute, pour donner un tour philosophique à une chose qui l'était peu, que ce geste se traduisait mentalement par : Dieu tout-puissant! Enfin sous la bonhomie apparente et la grâce féline de ses manières, lorsqu'il voulait se montrer bienveillant, se cachait la vieille âpreté et l'insurmontable défiance de l'insulaire sans cesse en garde contre ses ennemis. On remarqua que pendant les dix-neuf jours que les deux empereurs passèrent ensemble au milieu des effusions de la plus tendre amitié, Alexandre prit ses repas chaque jour chez Napoléon, mais Napoléon ne rompit pas une

[redacted]

seule fois le pain chez Alexandre. Il montra la même circonspection lors de l'entrevue d'Erfurt. Dans les visites qu'il fit au czar, il se présenta toujours entouré d'une escorte dont le nombre et la force formaient le plus frappant contraste avec le confiant abandon du souverain russe[1].

On ne connaît que par voie d'induction une partie des confidences échangées dans ces longs entretiens. Ils n'eurent pour la plupart d'autres témoins que les deux empereurs, mais les stipulations même des traités de Tilsit en disent assez long pour qu'on n'ait aucun besoin de recourir à de vaines conjectures. Chose significative et nouvelle, c'est le vainqueur qui offre les concessions et le vaincu qui les accepte! C'est qu'il ne s'agit pas pour Napoléon de dicter la paix à la Russie épuisée, mais de gagner à tout prix et à jamais le cœur d'Alexandre, et, comme il le disait lui-même dans une note adressée à ce souverain, « de passer dans un seul instant d'une guerre ouverte aux plus intimes relations[2]. » Sous l'empire de l'idée qui le domine, et selon sa méthode constante, en diplomatie comme à la guerre, de tout sacrifier au but principal, Napoléon fait litière aux pieds du jeune czar des intérêts de nos alliés et des constantes traditions de la politique française. Il a juré à la Turquie de ne jamais faire la paix sans elle et de maintenir son intégrité, il offre à Alexandre la Moldavie et la Valachie, ou du moins il se charge de les lui faire obtenir, et si la Turquie résiste, eh bien! les deux puissances se

1. De Maistre, *Correspondance diplomatique*, publiée par Albert Blanc.

2. Napoléon à Alexandre, 4 juillet 1807.

[redacted]

partageront la Turquie. Il fait aussi bon marché de la Perse qu'il a également entraînée dans cette guerre et sur le concours de laquelle il a bâti tant de rêves gigantesques : son ambassadeur Gardane est à peine arrivé à Téhéran, que tout est déjà défait. Quant à la Pologne, qu'il a encouragée et si largement exploitée, il ne peut plus en être question ; tout ce qu'il fera pour elle consistera à donner à la Saxe les provinces qui appartenaient à la Prusse. Il agrandira même d'un lot de deux cent mille âmes la part afférente à la Russie dans les dépouilles de ce malheureux pays. De ce qu'il appelait lui-même nos alliés naturels et nécessaires, reste la Suède entraînée malgré elle par son roi à la guerre contre la France. Pourquoi Alexandre ne lui enlèverait-il pas la Finlande ? Convient-il que les belles de Pétersbourg entendent de leurs palais le canon suédois ? Qu'il n'hésite donc plus à dépouiller un prince qui a si longtemps combattu sous les drapeaux russes ! qu'il apprenne à mettre ses intérêts au-dessus de ses sympathies ! Voilà la seule politique qui soit digne d'un grand empire. Elle assure à la Russie des avantages certains et positifs, tandis que le donquichottisme d'Alexandre et ses plans de régénération européenne ne lui ont rapporté que des désastres. Et en échange de ces immenses concessions et de l'influence qui en sera le gage, que lui demande-t-on ? Une renonciation à des rêves démontrés chimériques, une neutralité dans des questions qui ne touchent en rien aux intérêts sérieux de la Russie, une coopération qui n'aura pour ainsi dire qu'à se montrer pour vaincre tant elle sera irrésistible !

[redacted]

Ainsi parle le tentateur à l'oreille du jeune homme qu'il croit éblouir, sans se douter qu'il est dupe lui-même de son propre enivrement. C'est en effet Napoléon qui fait en réalité tous les frais de cette alliance dont il espère être seul un jour à recueillir les fruits. Que lui donne Alexandre en retour de ces agrandissements qu'on lui prodigue avec tant de libéralité? des promesses et des paroles, rien de plus. Il reconnaît les royaumes nouveaux fondés par Napoléon, mais ce n'est pas sa reconnaissance qui les rendra plus solides. Il promet de s'associer aux mesures prises contre l'Angleterre, mais c'est là un engagement mal défini, d'une exécution éloignée, d'un sens susceptible de beaucoup d'interprétations et qu'il ne sera pas impossible d'atténuer sinon d'éluder. A la vérité, il laisse sacrifier son ami le roi de Prusse, mais ce sacrifice n'a rien de définitif, on lui laisse une partie de ses États qui pourra servir à recouvrer l'autre. En toute chose il ne donne que l'incertain en échange du certain. Ce qu'on lui cède est irrévocable et ce qu'il accorde est provisoire. Et symptôme caractéristique, c'est Napoléon qui s'exécute le premier, c'est lui qui paye d'avance. Ce profond scrutateur du cœur humain semble ne plus se douter qu'on voit quelquefois des débiteurs ne pas acquitter leurs dettes, il ne sait plus que les hommes sont inconsistants, qu'ils ne se piquent pas d'une reconnaissance éternelle surtout en politique, et lorsqu'ils ont intérêt à être ingrats. Il ne lui vient pas à l'esprit qu'en présence des avantages énormes qu'on lui fait, Alexandre peut de très-bonne foi contracter des engagements qui, lorsqu'il n'aura plus à en tirer aucun

[redacted]

profit, pourront lui paraître très-incommodes à remplir !

Alexandre n'eut donc aucun effort de duplicité à faire pour paraître séduit et enchanté devant un vainqueur qui venait à lui les mains pleines de présents au lieu de lui imposer les dures lois de la guerre. On ne lui demandait que « des choses futures, » ce qui ne coûte jamais beaucoup quand l'équivalent est payé argent comptant. Pour le moment, il s'acquittait en admiration, en flatteries fines et délicates envers le grand homme qui voulait bien l'associer à ses plans, lui ouvrir sa belle âme, lui enseigner les secrets de la grande politique. Alla-t-il dès lors jusqu'à se dire que la conduite de ce héros envers les alliés qui s'étaient compromis pour lui, et particulièrement envers la Turquie qu'il avait entraînée à la guerre, lui offrait à lui-même un exemple utile à méditer et peut-être à suivre plus tard ? Il est permis de supposer que cette leçon ne fut pas perdue pour lui ; ce qui est certain, c'est qu'au témoignage d'un observateur sagace qui était son confident, Alexandre ne rapporta de ce commerce intime et prolongé avec Napoléon qu'une impression de crainte et de défiance fondée sur une appréciation très-juste de son caractère [1].

Les conditions de l'accord une fois établies et le terrain fixé, il ne s'agissait plus que d'en trouver la mise en œuvre, de régler en quelque sorte la procédure à suivre afin de masquer quelque peu aux yeux du monde la soudaineté de ce prodigieux revirement.

1. Correspondance du prince Czartoryski avec Alexandre, publiée par Ch. de Mazade.

[redacted]

Il fut convenu entre les deux empereurs que cette coalition pour la guerre serait présentée à l'Europe sous la forme d'une démarche en faveur de la paix. Les deux souverains offriraient simultanément leur médiation l'un à l'Angleterre, l'autre à la Turquie, et comme ils prévoyaient que cette médiation ne serait pas acceptée, ils sommeraient ensuite les États européens d'entrer dans leur ligue, ce qui leur permettrait de se pourvoir aux dépens de ceux qui se montreraient récalcitrants.

Tel fut l'esprit qui dicta les fameuses stipulations de Tilsit. La partie du traité qui devait être rendue publique, réglait d'abord la délimitation du nouveau royaume de Prusse. Napoléon « par égard pour S. M. l'Empereur de toutes les Russies » consentait à *restituer* au roi de Prusse ses provinces situées à la droite de l'Elbe, à l'exception toutefois des provinces polonaises qui étaient données à la Saxe, prélèvement fait de domaines estimés à vingt-six millions dont Napoléon avait déjà disposé en faveur de ses généraux. Il se considérait comme le propriétaire légitime des États prussiens et devenait ainsi le bienfaiteur du roi auquel il daignait laisser quelque chose. Cette clause, si humiliante dans la forme et si dure quant au fond, enlevait au roi Frédéric-Guillaume plus de quatre millions de sujets sur neuf. Il essaya vainement de faire revenir Napoléon à des sentiments plus modérés en s'efforçant de lui démontrer son droit et sa bonne foi dans l'affaire de la violation d'Anspach. En cela il prouva qu'il connaissait bien mal son adversaire, car ce qu'il pouvait faire de plus dangereux pour ses intérêts, c'était d'établir qu'il avait eu rai-

son! Si en effet il avait la justice pour lui, qu'était-ce que cette conquête sinon du brigandage? La belle reine de Prusse ne commit pas une moins forte méprise lorsque dans son désespoir elle s'adressa aux sentiments chevaleresques de l'homme qui l'avait si cruellement insultée dans ses bulletins. Napoléon lui-même a raconté avec des insinuations peu délicates les inutiles efforts qu'elle fit pour le fléchir. Pour toute concession il lui offrit une rose : « au moins avec Magdebourg? lui dit la reine suppliante — je ferai observer à Votre Majesté, lui répondit-il durement, que c'est moi qui l'offre, et vous qui la recevez. »

Le traité stipulait ensuite la double offre de médiation auprès de l'Angleterre et de la Turquie, et Alexandre s'engageait à faire évacuer immédiatement par ses troupes la Moldavie et la Valachie jusqu'à la conclusion d'un arrangement définitif. Napoléon avait introduit cette dernière clause par une sorte de respect humain pour lui-même plutôt que par ménagement pour la Porte, car il ne s'en était pas moins engagé envers Alexandre à lui faire céder *dans tous les cas* ces deux principautés. Au reste une révolution venait d'éclater à point nommé à Constantinople, comme pour lui offrir le prétexte dont il avait besoin et le dispenser même de ce reste de pudeur. Le malheureux Sélim qui s'était jeté à son instigation dans cette guerre funeste, avait été détrôné, emprisonné par les Janissaires jaloux d'une milice armée à l'européenne qu'il avait organisée sur les conseils de Napoléon. Cet événement providentiel était censé délier l'Empereur des Français de tous ses engagements envers la Turquie. Le traité constatait enfin la re-

[redacted]

connaissance solennelle des rois de Naples et de Hollande, de la confédération du Rhin, celle de Jérôme en qualité de roi de Westphalie. Ce royaume devait être formé partie avec les dépouilles de la Prusse sur la rive gauche de l'Elbe, partie avec la Hesse-Cassel.

A ce traité qui devait recevoir une publicité immédiate, se joignaient d'abord des articles additionnels, et ensuite un traité d'alliance offensive et défensive destinés les uns comme l'autre à rester secrets, et dont même aujourd'hui on ne possède pas le texte authentique, bien qu'on en connaisse la substance. Les articles stipulaient la cession à la France des îles Ioniennes, des bouches du Cattaro, la reconnaissance de Joseph comme roi de *Sicile* à charge par Napoléon de fournir au roi Ferdinand une indemnité, telle que les îles Baléares ou Candie. Le traité d'alliance prévoyait le cas de la non-acceptation par l'Angleterre et la Turquie de la médiation qu'on allait leur proposer. Si, comme tout portait à le croire, l'Angleterre répondait par un refus, les deux puissances mettaient aussitôt en commun la moitié de leurs forces, elles adressaient leurs sommations aux trois cours de Copenhague, de Stockholm et de Lisbonne, ce qui devait, selon toute probabilité, permettre à la Russie de mettre la main sur la Finlande, à la France d'envahir le Portugal. Quant à la cour de Vienne, on ne la mettait pas aussi impérieusement en demeure de se prononcer, mais on s'engageait « à insister avec force auprès d'elle. » Si, de son côté, la Porte n'acceptait pas, on s'obligeait à soustraire au joug des Turcs toutes les provinces ottomanes, *Constantinople et la Roumélie exceptées*. Pour l'Angleterre le refus c'é-

tait la guerre avec toute l'Europe ; pour la Turquie c'était le partage[1] et la ruine totale de sa domination.

En dehors de ces stipulations dont l'authenticité est indiscutable, y eut-il dans l'entrevue de Tilsitt des conventions éventuelles et verbales relativement à deux questions qui occupaient depuis longtemps Napoléon, celle de Rome et celle d'Espagne? Le fait est assez probable en ce qui concerne l'Espagne, sans qu'on puisse toutefois l'affirmer d'une façon absolue. La famille des Bonaparte se trouvant substituée sur tant de trônes à celle des Bourbons, régnant même sur des pays que celle-ci n'avait jamais gouvernés, il est peu vraisemblable que Napoléon ait fait mystère à Alexandre de son intention de rattacher l'Espagne à son système et d'établir un nouveau pacte de famille entre les peuples de l'Europe occidentale. Quant à la souveraineté temporelle des papes, on peut dire qu'elle ne comptait alors presque pour rien en Europe, surtout aux yeux d'un empereur schismatique; elle ne pouvait créer aucune difficulté entre les deux états, et c'eût été une précaution superflue que de chercher à obtenir l'agrément d'un souverain pour qui elle n'avait aucun intérêt.

L'œuvre immense qui venait d'être ébauchée à Tilsitt ne reposait, en définitive, que sur des hypothèses. Elle supposait que l'empereur Alexandre se considérerait comme lié par des serments éternels envers un homme qui n'en avait jamais tenu aucun; elle supposait que ce jeune souverain qui n'avait pu être en-

1. Garden, *Histoire des traités*, t. X. — Bignon, *Histoire diplomatique*. — De Clerck, *Recueil des Traités*, etc.

[redacted]

raîné que momentanément par les magnifiques avan-ages qu'on lui avait assurés, était à jamais converti, ruché de la grâce comme saint Paul à Damas, qu'il rait pour toujours dépouillé le vieil homme, oublié m passé, ses idées, ses sympathies, qu'il avait subi-ment changé de nature, de caractère et même de trie pour devenir sans retour le plus aveugle séide la politique qu'il avait combattue jusque-là ; elle pposait que Napoléon serait fidèle à sa parole, qu'il ndrait jusqu'au bout des promesses en partie ver-les, qu'il ne se repentirait jamais d'avoir conclu un rché de dupe ; elle supposait enfin que les peuples ropéens assisteraient jusqu'au bout en spectateurs passibles et satisfaits à ce bouleversement arbi-aire de leurs institutions, de leurs habitudes, de urs liens nationaux, de leurs traditions séculaires ; l'ils se résigneraient à être les instruments de leur opre oppression, qu'une fois les armées détruites les gouvernements renversés tout était dit, et qu'il y avait plus lieu de s'occuper de ce qu'il y avait au-ssous. Opinion publique, force morale, sentiments triotiques, fierté nationale, traditions populaires, nour de la liberté, tout cela était censé ne pas exis-r. En effaçant les anciennes dénominations géogra-iques on avait cru supprimer les nations, et l'Eu-pe entière n'était plus aux yeux de ses dominateurs l'une matière inerte, susceptible de prendre toutes s formes qu'on voudrait lui imprimer.

Jamais apparences n'avaient été plus effrayantes pur la liberté de l'Europe, jamais le césarisme con-e nature que Napoléon avait tenté de ressusciter par plus insensé des anachronismes, ne parut plus près

de se consolider qu'à ce moment où il apparut au monde, appuyé d'une part sur le colosse moscovite, de l'autre sur une puissance militaire sans précédents. On put croire que tout était perdu, désespéré, et cependant ces plans grandioses, cette triomphante conception, cette ligue formidable n'étaient qu'épouvantail, vision et chimère. Napoléon n'avait fait à Tilsit que préparer les éléments d'une rivalité nouvelle : il avait relevé et fortifié de ses mains un antagoniste plus redoutable pour lui qu'aucun autre, parce qu'il était placé hors de ses atteintes. Dans chacune des clauses de cette paix était caché un cas de guerre. Ce contempteur de l'idéologie n'avait su faire à Tilsit que ce qu'il appelait avec mépris de « la politique de fantaisie. » Il y était venu pour tromper, et il en repartait dupe de sa propre avidité plutôt que de la duplicité d'Alexandre. Il y avait cyniquement trahi d'anciennes et fidèles alliances, il n'en rapportait qu'une amitié douteuse et sans lendemain. En cela il agit non sous la pression d'une nécessité impérieuse, mais de son plein gré, avec une pleine conscience de ce qu'il faisait et poussé seulement par une frénésie d'ambition. On n'a pas besoin d'autre juge que de lui-même pour apprécier la valeur politique de ces stipulations imprévoyantes : « La Valachie et la Moldavie, écrivait-il à Alexandre le 28 février 1811, forment le tiers de la Turquie d'Europe. C'est une acquisition qui ôte toute force à la Turquie, et on peut le dire, *anéantit cet empire, mon plus ancien allié*.... Par pure amitié pour Votre Majesté, j'ai reconnu la réunion de ces belles contrées, mais *sans ma confiance* dans la continuation de son amitié, *plusieurs campa-*

[redacted]

gnes très-malheureuses n'eussent pu amener la France à voir dépouiller ainsi son plus ancien allié. » Que pouvait-il dire de plus sévère pour lui-même? Sacrifier un allié et donner deux provinces en échange d'une amitié, et d'une amitié de roi, cela était à coup sûr nouveau dans les annales de la diplomatie. « J'ai consenti, continuait-il, à ce que Votre Majesté gardât la Finlande qui est un tiers de la Suède et qui est une province si importante pour Votre Majesté, *qu'on peut dire que depuis cette réunion il n'y a plus de Suède,* puisque Stockolm est maintenant aux avant-postes du royaume. Cependant la Suède, malgré la fausse politique de son roi, *était aussi un des anciens amis de la France.* »

Veut-on enfin avoir son témoignage sur la possibilité tant controversée d'une reconstitution du royaume de Pologne, et sur les motifs qui le portèrent à abandonner cette nation qui était aussi une alliée naturelle de la France? « On fatigue les oreilles de Votre Majesté de propos calomnieux. Je veux, dit-on, rétablir la Pologne. *J'étais maître de le faire à Tilsit.* Douze jours après la bataille de Friedland, je pouvais être à Wilna.... Je *le pouvais* en 1810 au moment où les troupes russes étaient engagées contre la Porte. *Je le pourrais dans ce moment encore.* » Voilà, disait-il lui-même, tout ce qu'il avait fait, voilà les sacrifices d'orgueil, d'honneur, de loyauté qu'il s'était imposés, et dans quel but? dans quelle espérance? sans compensation, sans garantie, sans autre correctif que l'*amitié* d'Alexandre, moins que cela, une promesse d'amitié! On pouvait théoriquement soutenir que les engagements contractés à Tilsit étaient

[redacted]

réciproques. Mais dans la pratique cette réciprocité s'évanouissait, car les obligations de Napoléon devaient être d'une exécution immédiate; celles d'Alexandre étaient d'une échéance à la fois vague et éloignée. L'un donnait, l'autre promettait de faire, selon la vieille formule *do ut facies*, source éternelle de tromperie. Pour ne pas voir tout ce qu'un tel pacte avait de désavantageux, Napoléon avait dû être aveuglé par un accès d'infatuation ou de passion inconcevable. C'est qu'il avait cru non pas acquérir une amitié, mais gagner un complice! Il avait cru subjuguer à tout jamais l'enthousiaste Alexandre, oubliant que cet enthousiasme avait déjà brûlé sur plus d'un autel. Cette tête froide et positive avait eu elle aussi son quart d'heure de duperie, et dans ce quart d'heure elle avait fait de la politique de sentiment. Ce calculateur avait une fois dans sa vie joué au don Quichotte. Aussi le traité de Tilsit une fois signé, son premier mouvement devait être de l'enfreindre.

[redacted]

CHAPITRE IV.

LA POLITIQUE DE TILSIT. — CONQUÊTE ET OPPRESSION DES ÉTATS NEUTRES. — ORIGINES DE LA GUERRE D'ESPAGNE (AOUT-OCTOBRE 1807).

Napoléon revenait de Tilsit investi d'une sorte de dictature européenne. Tous les grands États avaient été successivement vaincus, affaiblis, désarmés. L'Autriche avait perdu un quart de son territoire après Austerlitz; la Prusse avait été presque anéantie à Iéna; la Russie seule était restée debout, mais après avoir passé sous le joug, et à la condition de servir en auxiliaire complaisant la politique qu'elle avait si ardemment combattue. Le continent tout entier tremblait devant Napoléon. Jamais dans les temps modernes, aucun souverain n'avait disposé d'une puissance aussi colossale. Louis XIV avait paru sur la scène du monde, entouré de plus de pompe et de grandeur, mais il n'avait jamais atteint à ces hauteurs vertigineuses; il n'avait jamais réuni dans ses mains une telle accumulation de force militaire. Dans ces succès éblouissants qui venaient de jeter tant d'éclat sur le nom de Bonaparte, il y avait eu sans doute bien des

[redacted]

surprises, il y avait eu des violences peu durables faites à la nature des choses. Les résultats obtenus avaient plus d'apparence que de solidité; envisagés de sang-froid, ils semblaient un défi jeté à la raison humaine, un démenti donné à toutes les lois de l'histoire, mais les germes de dissolution qu'ils portaient en eux-mêmes étaient encore cachés à tous les yeux, et ce qui frappait le regard, c'étaient seulement les proportions gigantesques de cette domination sans limites comme sans précédents. On se demandait avec anxiété quel usage il allait en faire. N'y avait-il pas dans cette omnipotence incontestée de quoi apaiser enfin cette âme insatiable? Napoléon saurait-il se contenir, se modérer, se contenter de régner par l'influence au lieu de subjuguer par la force? N'était-il pas temps pour lui de laisser respirer ses soldats surmenés, de songer à raffermir tant de créations hâtives qui semblaient improvisées dans une heure de fièvre, de réparer les maux de la guerre, d'essayer sur les hommes l'empire de la douceur et de la magnanimité? N'aurait-il pas, dans le cours de sa sanglante carrière, un quart d'heure de détente et d'abandon, un sourire d'un instant pour sa propre fortune en retour des faveurs inouïes dont elle l'avait comblé?

Ces doutes qui durent se présenter alors à plus d'un esprit ne furent pas longtemps permis. Napoléon n'avait pas encore franchi la distance qui séparait Paris de cette ville de Tilsit où il avait prodigué tant de caresses à Alexandre, qu'impatient de mettre à profit cette puissante complicité, il se retournait le visage menaçant et irrité du côté des faibles États qui avaient vécu jusque-là de leur neutralité, et que

[redacted]

la soumission des grandes puissances venait de mettre à sa merci. C'est de Dresde même qu'il fit adresser ses sommations à ces malheureux gouvernements sans défense désormais contre lui. Il lui tardait de les forcer de sortir de la position inoffensive où ils avaient cherché leur salut. La guerre contre l'Angleterre ou la guerre contre la France, tel est le dilemme redoutable qu'il leur fait signifier : l'une et l'autre alternative était pour eux la ruine. Dans l'impossibilité où ils se trouvaient de résister, on peut supposer que leur premier mouvement devait être de se jeter dans les bras de Napoléon, car il n'avait qu'à étendre la main pour les détruire, tandis que l'Angleterre ne pouvait les atteindre que dans leur commerce et leurs colonies ; mais l'exemple de la Hollande, de la Suisse, de Gênes, de l'Italie était là pour dire ce que Napoléon faisait de ses alliés. Cette impérieuse injonction ne leur laissait donc en réalité que le choix du suicide. Le plus important de ces États était le Danemark dont Napoléon avait résolu d'utiliser contre l'Angleterre la flotte relativement considérable, et les fortes positions maritimes. Venaient ensuite le Portugal, les États du Pape, enfin ce royaume d'Étrurie que Napoléon avait vendu, jamais livré, à la maison d'Espagne en échange de la Louisiane, après l'avoir extorqué à la maison d'Autriche. En ce qui concerne ces trois États, ses résolutions étaient beaucoup plus arrêtées qu'à l'égard du Danemark protégé jusqu'à un certain point par son éloignement ; il était déterminé à se les approprier purement et simplement, en y employant toutefois les transitions nécessaires.

Le Portugal était de tous les États européens celui

[redacted]

qui s'était le moins mêlé aux querelles de l'Europe. Il n'aspirait qu'à vivre en paix, à développer ses ressources commerciales, à échanger ses vins et ses denrées coloniales contre les produits manufacturés que lui fournissait l'Angleterre. Cependant cette pacifique attitude ne l'avait pas préservé des violences de Napoléon. Dès 1801 le premier Consul, pour forcer le Portugal à fermer ses ports aux Anglais, avait entraîné l'Espagne à lui déclarer la guerre; et le Portugal avait dû non-seulement se soumettre à cette exigence, mais céder à l'Espagne la province d'Olivença et nous payer une somme de vingt-cinq millions. Plus tard, au mois de mars 1804, lors de la reprise des hostilités avec l'Angleterre après la rupture du traité d'Amiens, le premier Consul avait, par un traité en date du [illegible] mars, rendu au Portugal, moyennant une somme de seize millions, la faculté de rouvrir ses ports pendant toute la durée de la guerre; il avait solennellement reconnu sa neutralité. Nos rapports actuels avec le Portugal étaient fondés sur ce traité. Il avait rempli scrupuleusement les onéreuses conditions; il ne nous avait pas fourni un seul sujet de plainte et se reposait sur la foi jurée, se croyant à l'abri de toute persécution ultérieure.

C'est dans ces dispositions que vint le frapper comme un coup de foudre la brusque sommation de Napoléon. Ce qu'il voulait, ce n'était pas obtenir du Portugal telle ou telle concession, c'était lui prendre sa flotte, ses richesses, son territoire. On le voit, en effet, dans le premier moment, écrire à Talleyrand de signifier au Portugal d'avoir à fermer ses ports aux Anglais, « à défaut de quoi Napoléon lui décla-

[redacted]

rera la guerre et confisquera les marchandises anglaises[1]. » Mais il se ravise presque aussitôt, car il est trop sûr que le Portugal se hâtera de lui accorder de telles demandes quelque iniques qu'elles soient. Il exige donc que non-seulement le Portugal ferme ses ports à l'Angleterre, mais qu'il lui déclare la guerre; outre la confiscation des marchandises anglaises, il demande celle de toutes les propriétés appartenant à des Anglais. Ces dures conditions doivent être acceptées sans hésitation, dans le plus bref délai, et, comme il prévoit qu'on les discutera avant de les subir, comme il désire même qu'on les discute afin d'avoir un prétexte pour envahir le Portugal, avant même d'avoir reçu un mot de réponse, il organise, sous le nom de *Corps d'observation de la Gironde*, une armée de vingt-cinq mille hommes, formée avec les légions qu'il a laissées en Bretagne et en Normandie. Ces troupes iront prendre possession de ce royaume, sous le commandement de Junot, son ancien ambassadeur en Portugal (2 août 1807). En même temps, il envoie au régent du royaume une mise en demeure dont les termes vagues et adoucis paraissent avoir pour but de l'endormir plutôt que de le décider. Quelque parti que ce prince adopte, son sort est déjà fixé; une seule chose est encore incertaine pour Napoléon, c'est la façon dont il disposera du Portugal après s'en être emparé; et cette incertitude ne sera pas de longue durée.

Une circonstance allait bientôt simplifier ses idées à cet égard, c'est le désir immodéré qu'il avait conçu

1. Napoléon à Talleyrand : Dresde, le 18 juillet 1807.

de reprendre à l'Espagne le royaume d'Étrurie. A vrai dire, cette cession de la Toscane à la maison de Bourbon n'avait jamais été que fictive et nominale de la part de Napoléon. Il n'avait jamais cessé d'y tenir garnison et d'y commander en la personne de ses généraux. Pendant la guerre contre la Prusse et la Russie, il avait été forcé de retirer ses troupes pour les porter sur d'autres points, et la reine d'Étrurie, régente depuis la mort de son mari, abandonnée sans moyens de défense, réduite à invoquer sa qualité de puissance neutre, avait dû laisser pénétrer le commerce anglais dans le port de Livourne. Napoléon n'avait garde de manquer une si belle occasion de confisquer à la fois les marchandises anglaises et le royaume. Il donna l'ordre au prince Eugène de diriger sur Livourne un corps de six mille hommes pour s'emparer des Anglais et de leurs propriétés[1]. [illegible] de l'expédition qu'un mois [illegible] consommé, et à la date du [illegible] n'avait agi, disait-il, que [illegible] ses intérêts et contre l'ennemi [illegible] d'autre but que de conserver [illegible] à sa sœur et cousine. Mais il ne lui disait pas [illegible] s'étendait cette sollicitude, elle allait beaucoup plus loin encore! L'occupation de Livourne lui avait soudainement ouvert les yeux. Il ne pouvait décidément plus se passer de la Toscane. Elle lui était nécessaire pour compléter ses possessions d'Italie; enfin, il la lui fallait absolument. Et quel-

1. Napoléon à Eugène, 16 août.
2. A Marie-Louise, régente d'Étrurie, 16 septembre.

[redacted]

ques jours seulement après avoir rassuré sa bonne sœur la régente d'Étrurie, le 25 septembre 1807, il écrivait à Duroc : « *Il faut ôter cette difformité de la presqu'île d'Italie!* » Mais comment faire cette savante opération, lui le créateur de cette difformité, sans blesser gravement l'Espagne qu'il voulait encore ménager? Le moyen est bien simple, on l'indemnisera avec le Portugal dont l'emploi est ainsi trouvé d'avance. Et il charge Duroc de proposer à Izquierdo, l'homme d'affaires de la cour d'Espagne, de « distraire du Portugal une partie pour la reine d'Étrurie, une autre pour le prince de la Paix.... Je désire, ajoute-t-il, qu'Izquierdo *m'offre quelque projet là-dessus*[1]. »

Il y avait en Italie une autre difformité qui était encore plus choquante pour les yeux susceptibles de Napoléon, c'étaient les États romains. Ces provinces, ainsi qu'il l'écrivait à Eugène, le 5 août, gênaient ses communications avec son royaume de Naples. C'était là de beaucoup le principal grief de Napoléon contre le pape; mais à défaut de celui-là qu'il lui était difficile d'avouer, il en avait de plus d'un genre à faire valoir, car il n'était jamais à court de récriminations contre ceux qu'il avait résolu de perdre. Combien les temps étaient changés depuis les beaux jours du sacre et du concordat! Entre le saint-siége et Napoléon, il ne s'échangeait plus désormais que des paroles injurieuses et menaçantes de la part de l'un,

1. Napoléon à Duroc, 25 septembre. On a presque invariablement attribué à Izquierdo l'initiative du traité de Fontainebleau. Cette supposition est un vrai non sens pour quiconque a une idée du caractère et de la politique de Napoléon; mais elle devient insoutenable en présence de cette citation.

doucereusement envenimées de la part de l'autre, justes conséquences de ce pacte hypocrite où, sous le masque de la religion, il n'y avait eu en jeu que des convoitises d'ambition. Aux déceptions qu'il avait éprouvées au sujet des légations, aux tromperies, aux usurpations de tout genre dont il avait eu à se plaindre de la part de Napoléon, à l'occupation d'Ancône et de Civita-Vecchia, à la saisie des revenus pontificaux, à la confiscation des duchés de Bénévent et de Ponte-Corvo, Pie VII avait répondu en se servant de ses armes spirituelles; il avait refusé d'étendre à la Vénétie le concordat italien, refusé d'annuler le premier mariage de Jérôme, refusé d'entrer dans l'alliance française et de confirmer certaines nominations d'évêques. Il s'était vengé comme se vengent les faibles en se retranchant dans la résistance passive, mais sans sortir de son droit traditionnel de pontife.

Napoléon n'en était que plus exaspéré contre lui, car il sentait toute son impuissance à le forcer dans cette position. Aussi jugea-t-il à propos de joindre à la sommation qu'il lui adressa une demande dans laquelle il pensait avoir pour lui l'appui de l'opinion. Il chargea Talleyrand de demander à la cour de Rome que le nombre des cardinaux français dans les conseils où se traitaient les affaires de l'Église fût désormais proportionnel à celui des cardinaux romains. Talleyrand ajoutera, disait Napoléon, « qu'il est temps de finir toutes les petites querelles qu'on ne cesse de me susciter; que je suis fort irrité et indigné des menaces qu'on me fait de m'excommunier, de me déclarer déchu du trône; qu'il ne lui reste plus qu'à me mettre dans un monastère *et à me faire fouetter*

[redacted]

comme Louis le Débonnaire; que si on veut en finir on ait à envoyer de pleins pouvoirs au cardinal-légat qui est à Paris, que si l'on ne veut pas on cesse toute correspondance et *des menaces que je méprise.* » (22 juillet.)

Comme Talleyrand avait l'habitude connue d'adoucir beaucoup dans la forme ces réquisitoires diplomatiques que son ministère l'obligeait à transmettre aux souverains étrangers, Napoléon enjoignit au prince Eugène de communiquer au pape une lettre censée confidentielle, dans laquelle l'empereur épanchait dans le cœur de son fils adoptif tous ses ressentiments contre la cour romaine. Cette lettre, encore plus violente que la précédente, était destinée à effrayer ceux qu'on ne pouvait convaincre. Napoléon avait tout obtenu par l'épouvante de ces vieillards qui dirigeaient les conseils de l'Église; il les avait vus en mainte occasion si faibles et si misérables qu'il se croyait assuré de les soumettre définitivement par la crainte. Il ne connaissait pas la ténacité du prêtre : « Mon fils, disait-il dans cette longue diatribe qui semblait comme entrecoupée par la colère, j'ai vu dans la lettre de sa sainteté, que certainement elle ne m'a pas écrite, qu'elle me menace. Croit-elle donc que les droits du trône sont moins sacrés aux yeux de Dieu que ceux de la tiare? Il y avait des rois avant qu'il y eût des papes. Ils veulent, disent-ils, publier le mal que je fais à la religion. *Les insensés! ils ne savent pas qu'il n'y a pas un coin du monde où je n'ai fait encore plus de bien à la religion que le pape n'y fait de mal!...* Le pape qui se porterait à une telle démence cesserait d'être pape à mes yeux. Je ne le considérerais

[redacted]

[illegible] comme [illegible].... Si cela était ainsi, je sépa-[illegible] de toute communication avec [illegible] *police*.... La cour de Rome [illegible] depuis deux ans.... Que veut faire [illegible] à la chrétienté? Mettre *mes* [illegible] m'excommunier? Pense-t-il que les [illegible] tomberont des mains de mes soldats? et *mettre* [illegible] *aux* [illegible] *de mes peuples pour m'égorger?* [illegible] même doctrine, des papes furibonds l'ont pré-[illegible] Me prend-il pour Louis le Débonnaire?... Le [illegible] actuel est trop puissant: les prêtres ne sont pas [illegible] pour gouverner. Qu'ils imitent saint Pierre, [illegible] Paul, les apôtres.... Certes, je commence à rou-[illegible] de toutes les folies que me fait endurer la cour de [illegible], et peut-être le temps n'est-il pas éloigné, si [illegible]on veut continuer à troubler mes États, où je ne reconnaîtrai le pape que *comme évêque de Rome*.... Je réunirai les Églises gallicane, italienne, allemande, polonaise *dans un concile pour faire mes affaires sans pape et mettre mes peuples à l'abri des prétentions des prêtres de Rome....* »

A la suite de ce flot d'invectives insultantes, de ces récriminations si singulières dans la bouche de l'homme qui avait relevé de sa propre main toutes les prétentions dont il se plaignait, venait l'ultimatum que Napoléon voulait signifier à la cour romaine. Il reproduisait sa demande relative au nombre des cardinaux qui devait être proportionnel à la population, il exigeait que le concordat italien fût étendu à Venise, enfin, il sommait le pape de pourvoir aux nominations d'évêques, en laissant entrevoir nettement un schisme comme la conséquence inévitable

d'une plus longue résistance à ces injonctions[1]. Cet ultimatum ne s'adressait toutefois qu'au souverain spirituel; il y en avait un autre à l'adresse du prince temporel, que Napoléon avait déjà plus d'une fois fait connaître à la cour romaine et qu'il renouvelait en termes non moins péremptoires, c'était l'invitation de s'unir étroitement à la France et de chasser ses ennemis du territoire pontifical. Au fond tous ces emportements n'étaient qu'une tactique. Avec Rome, comme avec le Portugal, il avait exagéré les plaintes et grossi la liste des exigences afin qu'un seul refus lui permît d'agir à sa guise. Il ne cherchait pas des satisfactions, mais un prétexte pour saisir les États du pape. Les menaces de Napoléon produisirent sur le saint-siége l'effet de terreur qu'il en attendait : le pape s'empressa de nommer le cardinal Litta son négociateur à Paris. Mais l'empereur, qui était décidé à l'avance à trouver ce choix mauvais, répondit à cette démarche en faisant notifier à la cour de Rome qu'il ne traiterait qu'avec le cardinal de Bayanne, et en lui annonçant qu'une plus longue hésitation allait le forcer à réunir au royaume d'Italie les trois provinces d'Ancône, d'Urbin et de Camerino[2]. C'était justement celles que peu de temps auparavant il dépeignait à Eugène comme indispensables à ses communications avec Naples. Sa conviction à cet égard s'était, paraît-il, encore fortifiée. La nomination du cardinal de Bayanne, que le pape se hâta de lui accorder dans les termes les plus affectueux[3] afin

1. Napoléon au prince Eugène, 22 juillet 1807.
2. Napoléon à Champagny, 28 août.
3. Le pape Pie VII à Napoléon, 11 septembre 1807.

[redacted]

de l'apaiser, ne suspendit pas un instant l'accomplissement d'une prophétie faite à coup sûr. Presque au même moment où le cardinal quittait Rome pour se rendre à Fontainebleau, le général Lemarrois prenait possession des provinces du saint-siége au nom de l'empereur. Cette invasion, comme celle de Livourne, comme celle du Portugal, n'était que le prélude de mesures infiniment plus graves et plus décisives; mais, ainsi que Napoléon l'a écrit à cette époque même : *il faut qu'une chose soit faite pour qu'on avoue y avoir pensé.*

Pendant que s'exécutaient ces mesures préliminaires contre les victimes désignées à Tilsit pour faire les frais de la réconciliation entre la France et la Russie, Napoléon venait de voir une des proies auxquelles il tenait le plus lui échapper au moment où il étendait la main pour la saisir. Les Anglais avaient enlevé la flotte danoise à Copenhague après avoir bombardé la ville, et cet événement avait produit en Europe une immense sensation. Comment l'Angleterre avait eu connaissance des stipulations secrètes de Tilsit, on l'ignore encore. Interpellés à ce sujet au sein du Parlement, les ministres, tout en maintenant la sûreté de leurs informations, refusèrent obstinément de dire de qui ils les tenaient. On a de fortes raisons de croire que cette précieuse communication leur fut faite par sir Robert Wilson qui venait de servir pendant deux ans dans l'armée russe. Il n'est même pas impossible qu'ils l'aient reçue d'Alexandre lui-même, qui, si l'on en croit une assertion contenue dans *les mémoires* du général Boutourlin, était resté attaché de cœur à l'alliance anglaise. Ce qui est certain, c'est qu'*ils*

[redacted]

avaient su, peu importe par quels moyens, que Napoléon avait résolu, avec le consentement d'Alexandre, de s'emparer des ressources maritimes du Danemark pour les employer contre leur pays. « S. M., disait à cet égard une déclaration du cabinet britannique datée du 25 septembre 1807, a reçu *l'information la plus positive* au sujet de la détermination prise par le chef actuel des Français d'envahir le Holstein et de forcer le Danemark à fermer les passages du Sund à la navigation britannique[1]. » Les ministres anglais auraient été à peine mieux instruits s'ils avaient lu les lettres que Napoléon adressait à Bernadotte.

L'administration n'était plus dans les mains des faibles continuateurs de Fox. L'incapacité que le cabinet Grenville avait montrée dans la conduite de la guerre, ses dissentiments avec le roi au sujet des concessions à faire aux Irlandais qui servaient dans l'armée, avaient fait remonter au pouvoir les amis de Pitt, et le nouveau ministère était dirigé par Canning et Castlereagh. Ces deux hommes d'État ne brillaient certainement pas par les scrupules. Mais une fois en possession du pouvoir que leur valut leur complaisance envers le roi, ils montrèrent à coup sûr plus d'énergie, de décision et d'intelligence que leurs prédécesseurs. Ils comprirent le danger dont leur pays était menacé, et la nécessité d'une prompte détermination s'ils voulaient déjouer les projets de leurs puissants adversaires. Le péril était, en effet, des plus imminents. Le Danemark était hors d'état de résister aux sommations chaque jour plus pressantes de Na-

1. *Annual Register :* State papers.

[redacted]

poléon. Bernadotte était sur la frontière du Holstein avec son armée : « Il faut ou que le Danemark déclare la guerre à l'Angleterre, ou que je déclare la guerre au Danemark, lui écrivait Napoléon, le 2 août 1807; vous êtes destiné, dans ce dernier cas, à vous emparer de tout le continent danois. » Et cet avertissement se changeait, le 17 août, en un ordre formel de marcher[1]. Le malheureux régent, menacé de perdre la moitié de ses États, avait depuis longtemps résolu, ou tout au moins promis de céder, car, dès le 31 juillet, Napoléon se plaignait, dans une lettre à Talleyrand, de la non exécution des *promesses* du Danemark; mais ce prince savait à quelle dure tyrannie il allait se soumettre, il craignait avec raison les représailles de l'Angleterre, il cherchait à gagner du temps, à traîner les choses en longueur.

Malheureusement pour cet intrépide petit peuple danois, sacrifié à des querelles auxquelles il voulait rester étranger, sa situation ne comportait aucun moyen terme, et du moment où l'un des belligérants violait sa neutralité, l'autre était fatalement amené à la méconnaître à son tour. La marine danoise, réduite à ses seules forces, ne portait aucun ombrage à l'Angleterre, mais du moment où elle allait s'ajouter aux moyens immenses dont disposait déjà Napoléon, surtout depuis que le continent tout entier faisait cause commune avec lui, elle devenait une arme dangereuse. Elle se composait alors de vingt vaisseaux de ligne, de seize frégates, de neuf bricks et d'un

1. Napoléon à Berthier, 17 août 1807.

[redacted]

bre considérable de chaloupes canonnières. és par d'excellents marins, ces bâtiments eus- été pour les flottes de Napoléon un renfort dont iissance eût certainement pu à un moment donné pencher la balance en sa faveur. Voilà les cir- tances qu'on ne doit pas perdre de vue lorsqu'on juger avec équité les violences de l'intervention iise à Copenhague. Le ministère anglais prévint léon, il fit bombarder Copenhague après avoir t au Danemark de le défendre, de lui garantir tats et ses colonies, de mettre à sa disposition s les moyens de défense navale, militaire et pé- iire[1]. » Prévoyant selon l'expression d'un de ses aux « les méfaits que la France se proposait de nettre au moyen de la marine danoise[2], » il in- inutilement pour qu'on lui remît en dépôt la qu'il promettait de rendre comme il rendit celle ortugal. Il eut aux yeux de l'Europe tout l'odieux tte exécution qui produisit un long retentisse- ; mais ce que l'Europe ignorait alors et ce qu'on depuis, c'est que la flotte danoise, au moment la fit enlever, était à la veille de passer dans les s de Napoléon à qui le régent du Danemark avait fait des promesses de soumission.

: événement eut pour effet presque immédiat de re à néant l'offre dérisoire de médiation qu'A- dre s'était engagé à faire à l'Angleterre. Le ca- anglais y avait déjà répondu en demandant, par emise de lord Leveson Gower, communication

[1] *ritish declar.* sept. 25.

[2] roclamation de l'amiral Gambier, 16 août, *ann. Reg.*

[redacted]

des articles secrets du traité de Tilsit. Cette demande, qui allait tout droit au point vif de la question, montra à Alexandre qu'il avait été pénétré; elle le força à se démasquer tout à fait par une déclaration de guerre qui plaça enfin les choses sous leur véritable jour. La vérité était que depuis Tilsit Alexandre n'était plus que le serviteur déguisé de la politique française, et l'Angleterre devait préférer une hostilité ouverte aux trahisons d'une amitié feinte. Par cette rupture se trouvaient réalisés les engagements qu'Alexandre avait contractés dans son entrevue avec Napoléon; c'était maintenant à l'empereur des Français de tenir ceux qu'il avait contractés envers Alexandre.

Mais Napoléon n'avait pas plutôt quitté le czar qu'il s'était repenti de lui avoir fait la part si belle. Comme dans toutes ses transactions diplomatiques, il cherchait à reprendre ce qu'il avait donné. La Turquie avait contre toute attente accepté son offre de médiation, ce qui avait tout d'abord écarté l'éventualité prévue à Tilsit d'une guerre suivie du partage de l'empire ottoman. Cette acceptation, qui était un acte fort habile de la part de la Porte, mettait Napoléon en demeure d'exiger, selon la promesse formelle qui accompagnait l'offre de médiation, l'évacuation préliminaire des Principautés par les troupes russes; mais comme il s'était engagé verbalement envers Alexandre à ne pas insister sur cette évacuation, il se trouvait pris entre deux promesses contradictoires et sa mauvaise foi était à découvert. A cette situation embarrassante pour un homme qui faisait si grand étalage de sa loyauté, étaient venues se joindre les ntrances de Sébastiani, qui faisait ressortir avec

[redacted]

force tout ce qu'il y avait d'impolitique à laisser la Turquie tomber sous la domination russe. Pour tous ces motifs, Napoléon en était aux regrets de s'être avancé si loin avec Alexandre, et, sans oser revenir sur des promesses encore trop récentes pour être niées, il cherchait à en éluder l'exécution.

Il avait envoyé Savary à Saint-Pétersbourg en le chargeant d'amuser le czar avec de belles promesses, et de détourner contre la Suède l'impatience et l'avidité dont Alexandre semblait dévoré à l'égard des provinces turques. Mais la Finlande n'était plus à ses yeux qu'un présent sans valeur, et plus on voulait l'entraîner de ce côté, plus il mettait d'énergie à revendiquer ce qu'on lui avait promis de l'autre. Il faisait valoir, non sans vérité, et sa propre fidélité à remplir ses engagements, et l'irritation croissante du vieux parti russe auquel il lui fallait apporter de grands avantages pour se faire pardonner une alliance qui était réellement très-impopulaire en Russie, témoin la froideur méprisante avec laquelle la société russe accueillait notre ambassadeur. Napoléon, sans aller jusqu'à blesser Alexandre, n'en persistait pas moins à obtenir de lui une évacuation au moins momentanée de la Valachie et de la Moldavie.

Pour influencer les résolutions du czar, Napoléon se servit de l'occupation militaire qu'il avait maintenue en Prusse. Le traité de Tilsit avait stipulé l'évacuation des États prussiens après l'acquittement des contributions de guerre, mais il n'avait pas fixé le montant de ces contributions. Napoléon le fixa lui-même avec une rigueur qui, vis-à-vis d'un pays épuisé et ruiné comme était alors la Prusse, n'était plus que de la

[redacted]

rapacité. Le total de ces contributions, dont les derniers termes restaient seuls à acquitter, montait au chiffre de six cent un millions, deux cent mille francs. Indépendamment de ces sommes énormes pour le temps, la Prusse avait fourni une large rançon en objets d'art et en réquisitions de toute nature[1]. Il profita de l'impossibilité où elle se trouvait de se libérer pour lui faire nourrir ses troupes pendant plus d'une année. La présence de ses troupes sur le territoire prussien lui servit, en outre, de menace permanente contre la Russie. Bientôt il ne craignit pas de donner à entendre clairement au czar qu'il ne lui laisserait les Principautés qu'à la condition de garder lui-même la Silésie. Telle fut l'étrange palinodie que Caulaincourt reçut l'ordre d'aller faire agréer au czar. Caulaincourt avait, comme Savary, figuré dans l'affaire du duc d'Enghien; il y avait pris, il est vrai, une part beaucoup moins directe, ayant seulement appuyé le mouvement d'Ordener sur Ettenheim; mais ce n'en était pas moins un trait d'ironie diabolique de la part de Napoléon que d'imposer ces deux hommes au jeune czar comme pour lui rappeler le néant de ses volontés. Caulaincourt, sans contester les promesses verbales de Tilsit, devait les présenter comme de simples prévisions nullement obligatoires, et, quant à l'évacuation de la Silésie, il avait ordre d'affecter de ne plus y voir que l'équivalent naturel de celle des Principautés. Napoléon con-

1. Il résulte d'un rapport de Visconti que les objets d'art recueillis dans l'Allemagne du Nord étaient classés de la façon suivante: *Peintures*, 350; — *manuscrits*, 282; — *statues*, 50; — *bronzes*, 192, etc.

[redacted]

sentait à les abandonner à Alexandre, pourvu qu'Alexandre consentît à lui laisser ce dernier lambeau des dépouilles prussiennes.

Ces premiers nuages planant sur l'alliance russe, le désir d'entraîner l'Autriche à rompre avec l'Angleterre ou tout au moins à entrer dans le blocus continental, enfin, la nécessité de prévenir toute diversion le sa part jusqu'à l'entière réalisation des nombreuses entreprises qu'il venait de commencer en Occident, aisaient une loi à Napoléon de donner quelque satisaction à la cour de Vienne pour obtenir son acquiesement. Après avoir hésité un instant entre la conliation et la violence, car il fut sur point de faire ommer l'Autriche avec aussi peu de ménagement ue le Danemark, il parvint à son but en lui rendant raunau, place forte qu'il avait gardée à la suite de 'occupation des bouches du Cattaro par les Russes. l n'avait d'ailleurs plus aucun prétexte de la lui reuser plus longtemps puisque la Russie venait de nous ivrer à la fois Corfou et les bouches du Cattaro. uelques échanges de territoires sur les bords de Isonzo, réglés à l'amiable entre le royaume d'Italie t l'Autriche, achevèrent de rassurer le cabinet de 'ienne qui avait grand'peur que son projet de médiaion, proposé à la suite de la bataille d'Eylau, ne lui ortât malheur. En cela cette cour ne se trompait pas, t Napoléon était loin de lui avoir pardonné, mais il ui suffisait pour le moment d'obtenir l'adhésion de 'Autriche au blocus continental et sa neutralité ans les affaires compliquées où il venait de s'enager.

Tel était le spectacle qu'offrait l'Europe pendant les

trois mois qui suivirent l'entrevue de Tilsit. Entre les deux colosses qui se donnaient la main par-dessus les ruines des anciennes grandes puissances continentales, il n'y avait plus aucune force capable d'opposer une résistance. Tous les États intermédiaires étaient paralysés par l'impuissance ou la terreur, et nos soldats étaient partout en marche pour aller effacer les derniers vestiges d'indépendance chez ceux que leur faiblesse ou leur éloignement avait mis jusque-là à l'abri des orages. Le nom de *corps d'observation* que Napoléon assignait invariablement aux différentes armées qu'il dirigeait contre l'Étrurie, contre les États romains, contre le Portugal, semblait avoir pour but d'indiquer qu'il ne jugeait pas ces États dignes d'une déclaration de guerre; c'était une simple mesure de police qu'il prenait à leur égard en les occupant. Le Danemark seul avait prévenu une invasion imminente en se jetant dans nos bras après la catastrophe de Copenhague. On ne pouvait plus s'emparer de sa marine, mais on exploitait son malheur pour justifier des entreprises commencées longtemps avant le dénouement de l'expédition anglaise ; et la conquête même du Portugal était présentée comme une simple revanche du bombardement de la capitale danoise. Dans une correspondance que le *Moniteur* publiait comme envoyée de Lisbonne, le peuple portugais était censé demander lui-même à être conquis pour venger le Danemark: « Nous voulons faire cause commune avec le continent, disait ce compatriote de Camöens. L'outrage fait à tous les souverains dans l'atroce expédition de Copenhague justifiera notre guerre.... Nous y consoliderons *notre indépendance*.... Haine à l'Angleterre!

tel est le sentiment de la génération présente[1]. » Les Portugais ne se doutaient guère qu'ils étaient si impatients de se sacrifier à la cause du blocus continental. Outre ces diverses opérations, Napoléon préparait dans le plus grand secret deux expéditions dirigées, l'une contre la Sardaigne, l'autre contre la Sicile, cet indispensable fleuron de la couronne de Joseph. Toutes deux étaient réservées au honteux avortement qui s'attachait à ses entreprises maritimes; mais le succès de ces projets paraissait infaillible, et une fois qu'ils seraient réalisés quel obstacle pourrait l'arrêter désormais?

Chose étrange pourtant et bien digne d'observation, à côté de ces Etats inoffensifs contre lesquels Napoléon n'avait pas un seul grief légitime et qu'il ne frappait que par ambition, il en était un, un seul, qui lui avait donné un réel sujet de plainte, après avoir été, il est vrai, poussé à bout par une longue série d'outrages et de mauvais traitements, et Napoléon, loin de l'en punir, semblait n'en avoir gardé aucun souvenir, il se montrait même plein d'égards et de prévenances pour lui. Cet État était l'Espagne, et ce sujet de plainte était la proclamation du prince de la Paix à l'époque d'Iéna, velléité de révolte désavouée presque aussitôt que conçue, mais certaine quoique enveloppée dans d'obscures circonlocutions. Occupé alors d'autres projets, Napoléon avait accepté sans objection les explications qui lui avaient été données; il s'était contenté d'exiger, comme gage de la docilité ultérieure de l'Espagne, l'envoi du corps d'occupation de la Romana

1. *Moniteur* du 25 oct. 1807

[redacted]

sur les bords de la Baltique. Depuis lors il avait réglé les affaires du Nord. Il était revenu à Paris, et, contre son usage, il n'avait point récriminé. Craignant un de ces éclats de colère auxquels elle n'était que trop accoutumée, la cour d'Espagne lui avait envoyé le duc de Frias pour le féliciter et l'apaiser. Napoléon avait accueilli cet envoyé avec la plus grande bienveillance. Loin de se plaindre, il écrivait, le 8 septembre, au roi d'Espagne en le remerciant de s'être toujours conduit en *fidèle allié* de la France. Il l'associait à ses projets contre le Portugal, le pressait de s'unir à nous pour forcer l'Angleterre à la paix, mais de la fameuse proclamation pas un mot. Cette magnanimité était d'autant plus extraordinaire que Napoléon avait toujours traité l'Espagne avec une impitoyable brutalité, alors qu'il n'avait aucun tort à lui reprocher. Aujourd'hui qu'il avait le droit de se plaindre en mettant toutes les apparences de son côté, il se taisait. Il semblait vouloir tenir son grief en réserve, ou n'en avoir pas gardé la mémoire. Quels desseins couvrait donc ce silence? Quel intérêt avait-il à être généreux? Ce qui est certain, c'est que cette clémence était invraisemblable, et qu'une attitude si nouvelle annonçait suffisamment qu'il méditait quelque chose à l'égard de l'Espagne.

Que serait ce nouveau coup de surprise si profondément médité, et par quels moyens s'opérerait-il? Napoléon lui-même ne le savait pas encore, car il n'était pas homme à s'enchaîner d'avance par un plan arrêté dans une entreprise où son ambition n'admettait aucune limite; mais ce qu'il avait irrévocablement décidé c'est qu'il ferait quelque chose. Ce plan

[redacted]

était-il aussi récent, aussi nouveau qu'on s'accorde généralement à le dire? Depuis longtemps déjà Napoléon traitait l'Espagne comme une de ces misérables royautés dans lesquelles le souverain n'était que le prête-nom de sa propre autorité. C'était sans aucune exagération que, dans son discours d'ouverture au Corps législatif, prononcé le 16 août 1807, il assimilait l'Espagne à la Hollande, à la Suisse, aux royaumes d'Italie et de Naples : ses envahissements dans ce malheureux pays avaient en effet commencé bien avant l'époque qu'on leur assigne d'ordinaire. Dès le lendemain d'Iéna, faisant allusion aux bruits qui avaient couru à l'occasion de la proclamation du prince de la Paix, il écrivait à Cambacérès : « Où avez-vous pris que l'Espagne entrait dans la coalition? *Toutes les places fortes sont dans mes mains.* » Il y avait là sans doute une de ces grosses forfanteries dont il savait user à l'occasion, mais elle n'était pas sans contenir une part de vérité. Napoléon avait des vaisseaux et des soldats dans plusieurs des ports de l'Espagne, il avait de nombreuses intelligences parmi les agents du gouvernement espagnol, et il entendait bien les mettre à profit à un moment donné.

Parmi les nombreuses questions que soulève l'origine de cette ténébreuse affaire d'Espagne, il en est une que les historiens français décident presque invariablement en faveur de Napoléon, c'est celle qui est relative à son prétendu droit d'intervenir dans la péninsule. Ce droit était fondé, selon eux, d'abord sur la trahison du prince de la Paix, et ensuite sur ce qu'ils appellent la nécessité de prendre un parti à l'égard de la décadence espagnole. Il suffit, pour faire justice de

[redacted]

ces assertions, de jeter un simple coup d'œil en arrière sur les rapports antérieurs de Napoléon avec la cour d'Espagne. Entraînée à la guerre contre l'Angleterre par un traité surpris à la faiblesse du roi, mais qui stipulait du moins une parfaite réciprocité entre les deux États, l'Espagne n'avait trouvé que la violence, les spoliations et des avanies sans nom dans une alliance où elle avait cherché protection et sécurité. Dupée dans l'affaire du royaume d'Étrurie, où on ne lui avait livré qu'une royauté fictive en échange d'une magnifique colonie, violentée et spoliée à l'époque du traité d'Amiens qui lui coûta l'île de la Trinité en dépit des clauses les plus formelles de l'alliance, outragée publiquement et avec la dernière indignité en la personne de son roi lors de la conclusion du traité des six millions par mois, elle s'était plus tard trouvée de nouveau lancée dans une guerre désastreuse à son corps défendant; elle y avait perdu ses colonies et son commerce: elle nous avait héroïquement sacrifié sa marine à Trafalgar. Pour récompense de tant de soumission et de dévouement, elle avait vu avec une profonde humiliation son roi traité avec le plus souverain mépris dans toutes les occasions où il avait tenté d'opposer quelque résistance à des exigences iniques; elle avait vu Napoléon disposer en maître de toutes les ressources du royaume; elle l'avait vu chasser, au profit de son frère Joseph, la dynastie espagnole de Naples après l'avoir enlacée dans ses piéges et amenée à la révolte à force d'outrages et d'exactions. Mais ce n'était pas tout; après de si cruels sacrifices, après le sanglant holocauste de Trafalgar et à la suite des négociations de Napoléon

[redacted]

avec le cabinet de Fox, on avait tout à coup appris en Espagne que, trafiquant du territoire espagnol comme de sa propre chose, cet allié parjure avait, sans consulter personne, offert successivement à l'Angleterre et à la Russie une cession des îles Baléares pour indemniser un des princes qu'il avait dépouillés. Depuis longtemps la mesure était comble, et c'était après cette dernière découverte que le prince de la Paix avait jugé le moment venu de secouer le joug en profitant de l'occasion que lui offrait la guerre de Prusse. Il faut le dire bien haut, le seul tort de Manuel Godoy dans ce projet de révolte sitôt abandonné, était de ne l'avoir pas entrepris plus tôt, et surtout de n'y avoir pas persévéré à tout prix, et s'il était traître envers quelqu'un, c'était envers son pays ruiné, vendu et humilié par cet étranger.

Voilà pour le droit résultant de la prétendue trahison du prince de la Paix. Quant à celui qu'on motive sur la décadence de l'Espagne en faisant de Napoléon une sorte de providence chargée de régénérer les empires, il dénote chez les écrivains qui l'ont allégué un tel degré de superstition, qu'il faut surmonter quelque dégoût pour discuter sérieusement les faits sur lesquels ils appuient cette abjecte théorie de la régénération par la servitude. Que l'Espagne fût une monarchie en décadence depuis les temps d'Isabelle et de Charles-Quint, c'est là assurément ce qu'il ne viendra à l'esprit de personne de contester. L'immense effort que l'Espagne avait fait au seizième siècle pour dominer l'Europe, l'extension démesurée qu'elle avait donnée à ses colonisations, cause d'épuisement pour la métropole, et plus que tout cela le joug de fer de

[redacted]

l'absolutisme catholique personnifié dans l'inquisition, l'anéantissement des industrieuses populations mauresques, la multiplication inouïe des institutions monastiques, tels étaient les maux séculaires qui avaient prématurément arrêté l'essor d'abord si brillant de la nation espagnole. En dépit de ces tristes précédents, l'esprit philosophique, qui pénétrait partout au dix-huitième siècle, avait fini par s'introduire dans la catholique Espagne. Il y avait eu pour instrument un roi dévot mais bien intentionné. On avait vu le rigide Charles III, secondé par un ministre éclairé, M. d'Aranda, inaugurer en Espagne une ère de réformes et d'améliorations. La domination cléricale avait été frappée au cœur en la personne des jésuites, les libertés civiles avaient été étendues, l'industrie s'était relevée. Les éléments de cette heureuse renaissance n'avaient pas cessé d'exister en Espagne, mais le spectacle des effroyables convulsions qui succédèrent si vite à la glorieuse aurore de la Révolution française produisit dans ce pays, comme dans beaucoup d'autres, un temps d'arrêt et une sorte de stupeur qui fut bientôt suivie de la guerre. A cette guerre, mêlée de succès et de revers, avait succédé une alliance offensive et défensive beaucoup plus désastreuse pour l'Espagne que des hostilités sans fin; mais c'était surtout de l'avénement de Bonaparte au consulat que dataient ses malheurs. Ce retour vers la décadence dont on ose faire un argument à l'appui de ses usurpations, c'est lui qui en était l'auteur principal. C'est lui qui avait par deux fois rejeté l'Espagne vers une guerre qu'elle repoussait, lui qui avait amené la ruine du commerce de l'Espagne et de ses

[redacted]

colonies renaissantes, lui qui avait épuisé le trésor espagnol par ses exactions, lui qui avait, contre l'avis de ses propres marins, donné le signal de la destruction de la marine espagnole en l'envoyant à la boucherie de Trafalgar; c'était lui, enfin, qui était le premier artisan des discordes qui commençaient à agiter la péninsule. Si l'exécration publique s'attachait déjà visiblement au nom et à la personne de Manuel Godoy, c'était uniquement parce qu'on le voyait l'instrument et le serviteur docile de la politique française, qu'il subissait, en effet, mais en la maudissant; et si l'imagination populaire, en quête d'un héros, s'était éprise avec passion du jeune prince des Asturies, l'héritier présomptif de la couronne, c'est qu'elle voyait en lui l'ennemi naturel de cette même influence.

Étaient-ce donc là les titres qui appelaient Napoléon à remplir envers l'Espagne le rôle de régénérateur? Et, en supposant que le succès dût couronner son entreprise, quels bienfaits pouvait-il donc lui apporter? Qu'avait donc de si enviable le régime qu'il avait donné à la France? Comment justifier cette étrange métamorphose du césarisme en rédempteur des peuples? Certes, l'Espagne était bien en retard au point de vue des lumières et des améliorations matérielles, mais quoique soumise au régime du bon plaisir, elle était loin de subir un despotisme aussi dégradant que celui qui pesait sur la France. On ne juge d'ordinaire sa situation à ce moment décisif que sur les chroniques scandaleuses de la cour et sur les statistiques mensongères que Napoléon fit rédiger pour servir de pièces justificatives à son usurpation; mais

[redacted]

en les admettant même comme vraies toute la vie de ce pays n'était pas là. Il possédait des libertés provinciales et municipales très-étendues à l'abri desquelles pouvaient croître et se développer un grand nombre d'existences prospères et indépendantes. Quelques-unes de ses provinces, telles que la Navarre et les provinces basques étaient de véritables républiques, votant leurs impôts, et se gouvernant elles-mêmes. L'autorité du roi était peu limitée, mais elle était douce et tolérante ; elle ne s'inclinait pas devant la loi, mais elle respectait les traditions ; et ses torts étaient surtout ceux de la faiblesse et de l'incurie. La cour était frivole et corrompue comme une cour d'ancien régime, mais auprès des scandales trop fameux de la cour impériale, la liaison même de la reine avec Godoy, qui a tant indigné les vertueux apologistes de l'empire, pouvait passer pour un trait de mœurs patriarcales. Quelle que fut d'ailleurs la corruption des courtisans, la nation était saine et honnête. L'Espagnol était réputé en Europe pour son courage, sa sobriété, sa fidélité à sa parole, sa susceptibilité en matière d'honneur; il avait des croyances arriérées, mais il avait des croyances. Avec un fonds de qualités si rares, ce peuple avait plutôt de quoi prêter aux Français, tels que Napoléon venait de les façonner, qu'il n'avait à leur emprunter. Le seul présent bien authentique que ces singuliers missionnaires de la civilisation pussent lui apporter, c'était le fléau de la domination étrangère.

Écartons donc ces honteux sophismes qui ont trop longtemps servi d'excuse à des attentats dont on ne préviendra efficacement le retour qu'en les présen-

[redacted]

tant dans leur hideuse réalité. Il faut en dire autant des fables imaginées par Napoléon et répétées depuis par des apologistes complaisants, pour rejeter sur des comparses secondaires de ce triste drame la responsabilité soit de l'initiative, soit des développements ultérieurs des affaires d'Espagne. Ici, comme dans la catastrophe de Vincennes, comme dans toutes les actions de sa vie sur lesquelles il a craint de voir briller la lumière vengeresse de l'histoire, ce prodigieux trompeur, le créateur heureux de sa propre légende, s'est efforcé d'entasser les équivoques et les contradictions, il est allé, comme nous le démontrerons, jusqu'à fabriquer de faux documents pour se soustraire aux sévérités de l'avenir, et le succès de ses falsifications historiques, encore plus étonnant peut-être que celui de ses stratagèmes politiques et militaires, est là pour prouver qu'il n'avait pas trop présumé de la crédulité humaine. Napoléon a peu écrit, et pour cause, sur les affaires d'Espagne, mais en revanche il en a beaucoup parlé. On ne trouve guère, dans le volumineux recueil de ses dictées, qu'une note de quelques pages relative au séjour des souverains détrônés en France. Dans cette note qui figure parmi ses *observations sur le manuscrit de Sainte-Hélène*, il s'efforce de prouver qu'il avait tout intérêt à faire assassiner Ferdinand VII et son frère don Carlos, dont la mort, dit-il, eût tout terminé; il affirme que le conseil de se débarrasser de ces deux jeunes princes lui fut donné par Talleyrand, et il se fait un mérite d'avoir repoussé ce conseil. Il n'y dit rien de l'origine même de la guerre, mais dans ses conversations qu'il sait être précieusement recueillies par des

[redacted]

confidents attentifs et qui sont devenues en effet la source où les historiens ont le plus souvent puisé leurs renseignements, il est beaucoup plus explicite.

Là, il impute nettement à Talleyrand la pensée première de l'invasion de l'Espagne, comme il lui a imputé celle de l'assassinat du duc d'Enghien. Il le dit à O'Meara, il le répète à Las Cases : « C'était Talleyrand, disait l'Empereur, qui avait poussé à la guerre d'Espagne, bien que *dans le public il eût eu l'art de s'y montrer contraire*[1]. » Ce dernier mot est singulièrement caractéristique. Quoi ! Talleyrand avait eu l'art de pousser Napoléon à cet acte funeste au point de l'y déterminer, et en même temps il avait pu faire croire au public qu'il y était opposé, et cela sous l'œil de la police impériale ? Ce n'était plus là de l'art, mais de la sorcellerie ! Las Cases ajoute : « Aussi était-ce par une sorte de malice que Napoléon avait choisi Valençay pour y placer Ferdinand. » Ce trait n'est certainement pas inventé. Le choix de la résidence de Valençay, propriété de Talleyrand, pour servir de prison au prince détrôné, a été souvent invoqué comme une preuve de la coopération active de ce diplomate dans les plans de Napoléon ; on voit ici ce qu'on doit en penser. C'était un de ces tours méphistophéliques que Napoléon aimait de prédilection, une inspiration du genre de celle qui avait déterminé l'envoi de Savary et de Caulaincourt auprès d'Alexandre, et si ce choix de Valençay prouve quelque chose, c'est en faveur de Talleyrand plutôt que contre lui, il prouve qu'on lui gardait rancune de son opposition et qu'on l'en pu-

1. *Mémorial* de Las Cases.

[redacted]

nissait en le compromettant. Des amis attardés de la mémoire de Napoléon, moins inconsidérés que leurs devanciers, voudraient aujourd'hui que l'histoire ne tînt plus aucun compte des divers journaux rédigés à Sainte-Hélène, sur ses conversations de tous les jours. Que ces recueils soient pleins d'inventions mensongères, c'est ce que personne n'a mieux établi que nous, mais ces inventions sont l'œuvre de Napoléon lui-même et non pas celle des confidents qui les ont écrites sous sa dictée; elles émanent irrécusablement de lui, elles contiennent une part notable de vérité, car ce n'est qu'avec des vérités dénaturées que se font les mensonges habiles; elles révèlent un des traits les plus expressifs de son caractère, et elles doivent d'autant plus être discutées qu'elles sont la source première des fictions que d'autres sont venus ensuite commenter, orner et embellir. Où serait d'ailleurs la justice historique si l'on devait considérer comme une simple fantaisie les faux témoignages qu'un homme a laissés sur lui-même et sur les autres? La frappante concordance des journaux de Las Cases et d'O'Méara est pour tout esprit de bonne foi une preuve incontestable de la fidélité de leurs rédacteurs, mais la confirmation si précise qu'ils ont reçue d'une publication récente[1], ne laisse plus place au doute : c'est bien Napoléon lui-même qui parle dans leurs récits. La transcription est exacte quant au fond, sinon quant à la forme. Le journal du colonel Campbell, le commissaire anglais à l'île d'Elbe, contient exactement les

1. *Napoléon at Fontainebleau and Elba : Sir Neil Campbell's journal.*

[redacted]

mêmes témoignages, quelquefois formulés presque dans les mêmes termes. Ici encore c'est sur l'influence de Talleyrand, que Napoléon rejette l'initiative de la guerre d'Espagne et de la mort du duc d'Enghien. « Talleyrand, dit-il, était disgracié par suite des représentations des rois de Bavière et de Wurtemberg auxquels il avait extorqué de grosses sommes d'argent; mais il continuait à fréquenter les soirées de l'Empereur, et c'est pour regagner ses bonnes grâces, qu'il l'engagea à profiter des dissensions qui se manifestaient en Espagne. » Et il ajoute que Talleyrand le pressait souvent « de se débarrasser des Bourbons en les assassinant. »

Cette déposition, au moins très-suspecte à première vue, pour ne rien dire de plus, est en définitive avec une assertion contenue dans les mémoires inédits de Cambacérès, personnage à demi grotesque qui ne pouvait pardonner à Talleyrand sa supériorité et ses railleries, la seule autorité sur laquelle on s'appuie encore aujourd'hui pour imputer à cet homme d'État la responsabilité de l'affaire d'Espagne. On ne trouve dans les documents contemporains aucune trace de son influence active sur ces événements. Il y assiste en témoin, en confident, en agent officieux, mais il n'y joue qu'un rôle secondaire et passif. Talleyrand était en effet tombé à cette époque dans une demi-disgrâce, et ce n'était nullement par suite des représentations des cours étrangères, mais parce que, dégoûté d'un rôle dans lequel on utilisait son habileté sans jamais suivre ses conseils, il avait insisté pour échanger son titre de ministre des affaires étrangères contre celui de *vice grand électeur*. Il avait été remplacé au ministère par

[redacted]

Champagny, instrument beaucoup plus docile. C'est par l'entremise de Champagny, son ministre des affaires étrangères, et de Duroc, son homme de confiance, que Napoléon met en œuvre toutes les transactions préliminaires qui vont aboutir à l'invasion de l'Espagne. Talleyrand, attaché à la cour par sa charge de grand chambellan, accompagne Napoléon à Fontainebleau, et l'on voit par les dépêches d'Izquierdo qu'il est initié dans une certaine mesure aux projets de l'Empereur, que l'envoyé d'Espagne s'efforce surtout d'utiliser son crédit supposé, mais il ne se mêle qu'incidemment et par des conversations à ces mesures préparatoires. Il y a plus ; il n'en connaît pas le vrai but ; il croit qu'il ne s'agit que d'obtenir les provinces de l'Èbre ; il n'aborde jamais d'autre sujet avec Izquierdo[1]. Toutes les ouvertures décisives sont faites par Duroc, acteur sans volonté, comme Champagny. Pendant toute cette période et jusqu'au dénoûment des scènes fameuses de Bayonne, il y a complète interruption de correspondance entre Napoléon et Talleyrand ; la première lettre que lui écrit l'Empereur après sa sortie du ministère est du 25 avril 1808, époque où tout est terminé.

Ce ne sont là que des présomptions ; mais lorsqu'ensuite on réfléchit au caractère et à la nature d'esprit de ces deux personnages, à leurs antécédents historiques, à leur tempérament particulier, on se demande comment une accusation si invraisemblable

1. Les curieuses dépêches d'Izquierdo ont été publiées avec beaucoup d'autres documents précieux dans les *Mémoires pour servir à l'hist. de la rév. d'Espagne* de Llorente (Nellerto).

[redacted]

a pu être accueillie sans autre preuve que l'affirmation d'un homme tant de fois surpris en flagrant délit d'imposture. On se demande comment a pu s'accréditer cette légende de Talleyrand s'attachant à Napoléon comme son mauvais génie pour l'attirer pas à pas vers l'abîme. Il ne s'agit pas ici de réhabiliter cette âme versatile et vénale, mais de rendre à chacun ce qui lui appartient, car c'est là le premier devoir de la justice historique. Pour quiconque est familier avec les habitudes d'esprit de Napoléon, avec sa façon d'agir et de penser, son humeur, son tempérament, les actes de toute sa vie, cette assertion que dans une circonstance si importante, dans une entreprise si vaste, si périlleuse, si froidement préméditée, il ait pu être entraîné comme à son insu par de mauvais conseils, est une des rêveries les plus extraordinaires qui se puissent concevoir. C'est lui, l'homme dissimulé par excellence, lui qui ne prenait jamais conseil que de lui-même, qui ne démasquait ses projets que lorsqu'ils étaient consommés, c'est lui ce connaisseur et ce maître en trahisons, c'est lui le metteur en scène de tant de perfidies d'un art achevé, qui se présente à nous comme égaré, perverti par l'immoralité de ses conseillers, qui se pose en bon jeune homme corrompu par une mauvaise fréquentation ! Il invoque cette excuse dont le bénéfice ne s'accorde d'ordinaire qu'aux femmes et aux enfants, et on la lui octroie sans examen, sans autre garantie que sa parole ! On s'empresse d'amnistier cette âme innocente, comme si l'illusion était possible, comme si cette odieuse machination ne portait pas que dans ses moindres détails l'empreinte de sa

[redacted]

main, le sceau de son artificieux génie; comme si de chaque péripétie de cette combinaison si savamment conduite, et de l'ombre même de ces noires embûches, il ne s'élevait pas un cri, ce cri suprême de l'évidence : *tu es ille vir*, c'est toi qui l'as fait !

Napoléon subissait d'autant moins l'influence de Talleyrand en cette circonstance, qu'il n'avait tenu aucun compte de ses conseils dans une foule d'occasions où il avait le plus grand intérêt à les suivre. On l'avait vu notamment à l'époque d'Austerlitz, lorsque la faveur dont Talleyrand jouissait auprès de lui allait jusqu'à l'intimité, déjouer avec une obstination imperturbable et quelque peu ironique tous les efforts vraiment très-méritoires qu'avait faits ce ministre pour le ramener à une politique plus sage et plus modérée. Les avis de Talleyrand qui avaient pour eux la raison, la force des choses, l'adhésion de tous les hommes sensés, n'avaient modifié sur aucun point les plans d'une politique extravagante, et l'on veut que lorsqu'il s'est agi d'une entreprise si dangereuse, si contraire aux vues de cet esprit tempéré, prévoyant, ennemi des partis extrêmes, ils soient devenus tout à coup la cause déterminante ! Talleyrand était peu accessible aux scrupules, c'était avant tout un courtisan et un complaisant. Mais ce qu'on ne lui a jamais contesté, c'est le tact et la mesure dans l'esprit. Depuis longtemps déjà il s'effrayait de la folle allure, des visées gigantesques de la politique de Napoléon; son bon sens exquis en était révolté autant qu'alarmé. Quel intérêt pouvait-il avoir à le pousser contre sa conviction dans de si grosses aventures ? Son intérêt n'était-il pas au contraire de l'en détourner, ne fût-ce que pour con-

[redacted]

server les avantages de sa situation privilégiée? Il n'était toutefois pas homme à se compromettre par une désapprobation inutile, et il est fort probable qu'initié un peu tard à des projets déjà en voie d'exécution et sur lesquels on ne l'avait pas consulté, il se donna le mérite d'approuver ce qu'il ne pouvait empêcher; mais un tel assentiment n'a rien de commun avec l'influence qu'on lui attribue. Le rôle qu'on lui prête étant contraire tout à la fois à son intérêt, à son caractère et à ses opinions connues en faveur de la modération, c'est à ceux qui l'accusent de fournir des preuves plus concluantes que des allégations dénuées de toute vraisemblance.

Quoi qu'on ait dit, d'après Napoléon lui-même, pour obscurcir cette question de responsabilité si importante en histoire, plus on y regardera de près, plus on reconnaîtra que dans l'affaire d'Espagne comme dans celle du duc d'Enghien, il n'a pris conseil que de ses passions effrénées; l'initiative est à lui, la pensée est à lui, l'exécution même est à lui, car ses agents ne font rien sans son ordre. Dès le moment où il touche à l'Étrurie, propriété de l'Espagne, on voit grandir dans son esprit cette idée funeste qui y germe depuis quelque temps déjà, et on en suit pas à pas la progression. Pour prévenir les réclamations de la cour d'Espagne, il va lui offrir les dépouilles de la maison de Bragance à qui il a fait signifier son ultimatum; et ce partage du Portugal ne sera lui-même qu'un moyen d'envahir et d'enchaîner insensiblement l'Espagne. Quant à son ultimatum, il le sait tellement inacceptable qu'il n'attend pas même la réponse du régent pour disposer du Portugal. Il ne reçoit cette

[redacted]

réponse que le 12 octobre, et dès le 25 septembre, il a chargé Duroc de s'entendre avec Izquierdo pour le partage du Portugal. Les représentants de ce malheureux pays si indignement sacrifié pour avoir eu confiance en un traité signé par Napoléon, ont fait pour l'apaiser toutes les concessions qu'auraient pu exiger un vainqueur offensé ou un allié trahi. Non-seulement ils ont consenti à entrer dans le blocus continental, à confisquer les marchandises britanniques, à fermer leurs ports aux Anglais, mais ils s'engagent à déclarer la guerre à ce peuple auquel les lie une ancienne alliance, persuadés que cette mesure arrachée à leur détresse ne leur sera pas imputée à crime. Sur un seul point le régent oppose des représentations suppliantes aux conditions dictées par Napoléon. Il considère comme contraire à son honneur de confisquer les propriétés privées appartenant à des Anglais et ne peut se résoudre à ratifier cet article. C'est là tout ce que désire Napoléon; il rappelle aussitôt son ambassadeur de Lisbonne, et il ordonne à Junot d'entrer en Espagne pour marcher sur le Portugal[1].

En notifiant ce fait au roi d'Espagne, le même jour, 12 octobre, Napoléon lui écrivait : « Je m'entendrai avec Votre Majesté pour faire du Portugal ce qui lui conviendra, et dans tous les cas, la suzeraineté lui en appartiendra comme elle a paru le désirer. » Le roi Charles IV n'avait nullement désiré ce présent incommode, il l'acceptait à contre-cœur pour s'indemniser de l'Étrurie, mais il était loin encore de

1. Napoléon à Champagny, 12 octobre 1807; à Clarke, ministre de la guerre, même jour.

soupçonner le parti que Napoléon allait tirer de ce bienfait. Il était loin de se douter qu'en se rendant solidaire de ces iniquités, il se mettait à la merci de son puissant complice. Que le projet de s'emparer de tout ou partie des provinces espagnoles fût dès ce moment formé dans l'esprit de Napoléon, c'est ce dont il est impossible de douter. Déjà Junot était entré en Espagne, et son maître lui envoyait, le 17 octobre, des instructions au milieu desquelles se détachaient ces paroles significatives :

« Faites-moi faire la description de toutes les provinces par où vous passez, des routes, de la nature du terrain ; envoyez-moi des *croquis*. Chargez des *officiers du génie* de ce travail *qu'il est important d'avoir*. Que je puisse voir la distance des villages, la nature du pays, les ressources qu'il présente. » Il s'agissait ici, qu'on le remarque bien, de l'Espagne et non pas du Portugal. Singulière façon de se présenter en pays ami ! A quoi pouvaient tendre de pareilles recommandations ? Dans quel but faire lever des plans par des officiers du génie dans des contrées qu'on traverse en allié ? Tout cela est bien étrange et suspect.

Mais comment s'inquiéter ? Napoléon a repris ses négociations avec Izquierdo, et dans ce moment même il rédige de concert avec lui les stipulations de ce fameux traité de Fontainebleau qui va tout à la fois offrir à l'Espagne l'appât qu'elle convoite, et ménager à Napoléon son entrée en scène. Il accorde au négociateur les avantages les plus inespérés. Il veut que tout le monde soit rassuré et satisfait. Le prince de la Paix, en butte à la haine de l'héritier présomptif,

[redacted]

redoute les éventualités de l'avenir; on lui constitue, dans le Portugal méridional, une principauté indépendante d'où il pourra plus tard braver ses ennemis; la reine d'Étrurie est mécontente et spoliée, on lui donne pour elle et ses enfants une autre principauté au nord sous le titre de *Lusitanie septentrionale.* Le roi d'Espagne désire aussi une fiche de consolation, on lui promet la moitié des colonies portugaises, et on lui donne le titre pompeux d'*Empereur des deux Amériques.* Dans ce partage d'une si riche proie, Napoléon n'oublie que lui-même. Il lui suffit d'avoir fait le bonheur de ses alliés, et s'il garde en dépôt les provinces de Beira, Tras os Montès, Estrémadure, le centre et le cœur du Portugal, c'est uniquement « *pour en disposer à la paix générale* [1], » et dans ce cas, leur possesseur, quel qu'il soit, devra reconnaître la suzeraineté du roi d'Espagne. Cependant, au milieu de ces clauses si rassurantes, il s'en glisse une jetée négligemment à la fin d'un annexe qui, aux yeux d'un observateur moins confiant qu'Izquierdo, n'eût présagé rien de bon pour la monarchie espagnole. C'est l'article qui stipule « qu'un nouveau corps de 40,000 hommes de troupes françaises sera réuni à Bayonne, pour être prêt à entrer en Espagne et à se porter en Portugal dans le cas où les Anglais enverraient des renforts et menaceraient de l'attaquer [2]. » C'est en effet prévoir un malheur de bien loin. Junot est entré avec 25,000 hommes; l'Espagne en envoie autant. Comment supposer que ces 50,000 hommes, auxquels

1. Traité de Fontainebleau, articles III et VIII.
2. Annexe : article VI

l'Espagne peut envoyer si facilement des renforts, vont se trouver mis en péril par un débarquement fort hypothétique des Anglais et seront insuffisants pour le repousser ?

Après tout pourtant l'hypothèse n'est pas abolument inadmissible, bien que le chiffre de 40,000 hommes soit exorbitant, et que le renfort se trouve ainsi plus nombreux que le corps d'expédition. Le négociateur espagnol a d'ailleurs pris la précaution de faire ajouter à l'article « que le nouveau corps n'entrera en Espagne que du *consentement* des deux parties contractantes. » Il ne lui vient pas à l'esprit que ce corps d'armée une fois sur cette frontière dégarnie, pourra bien entrer sans demander la permission. Napoléon est sans doute incapable d'une pareille infraction à sa parole; on sait quel respect lui inspirent les frontières! Si le ministre inconsidéré du roi d'Espagne pouvait lire certains passages des nouvelles instructions que Napoléon adresse à Junot le 31 octobre, trois jours après la signature du traité de Fontainebleau, il serait moins convaincu de ses bonnes intentions et commencerait même à concevoir quelques soupçons. Dans cette lettre il recommande à son lieutenant de se présenter en ami, « d'entrer sur le territoire du Portugal comme *sur le territoire espagnol*, » assimilation qui n'a rien de rassurant pour ce dernier, puis il ajoute un peu plus bas : « Je vous ai déjà fait connaître qu'en vous autorisant à entrer *comme auxiliaire*, c'était pour que vous puissiez vous rendre maître de la flotte, MAIS QUE MON PARTI ÉTAIT DÉJA PRIS DE M'EMPARER DU PORTUGAL. » De s'en emparer pour l'Espagne, dira-t-on sans doute? Nullement, car il termine

[redacted]

en lui disant : « Aussitôt que vous aurez en vos mains les différentes places fortes, vous y mettrez des commandants français, et vous vous assurerez de ces places. Je n'ai pas besoin de vous dire *qu'il ne faut mettre au pouvoir des Espagnols aucune place forte*, surtout du pays qui doit rester dans mes mains. » (D'après les termes du traité).

Ces prescriptions si explicites, envoyées à Junot aussitôt après la conclusion du traité, rapprochées de la recommandation relative à la levée de plans dans les localités espagnoles par les officiers du génie, et de la concentration du corps de quarante mille hommes sur la frontière d'Espagne, ces trois circonstances, disons-nous, indiquent suffisamment que le traité de Fontainebleau, loin d'avoir été un seul instant pris au sérieux par son auteur, ainsi qu'on l'a prétendu, n'a été à ses yeux qu'un moyen de tromper plus aisément l'Espagne, un prétexte pour s'introduire sur son territoire, et une entrée en matière pour des projets plus vastes. Un dernier indice non moins significatif des projets de Napoléon, c'est le secret absolu qu'il impose au roi Charles vis-à-vis de tous ceux qui pourraient l'éclairer. Le traité de Fontainebleau reste un mystère pour tous les ministres[1]. Entre ce faible d'esprit et l'Empereur, il n'y aura plus d'intermédiaire. Un traité à interpréter, des dépouilles à partager, une occupation militaire à entretenir de concert, que d'accidents, que de conflits, que d'opportunités

1. Ce fait avancé d'abord par M. de Cevallos dans son célèbre *Exposé* (1808), contesté ensuite par Escoiquiz, a été confirmé d'une façon irrécusable par les *Mémoires* d'Azanza et d'O-Farrill, tous deux anciens ministres du roi Charles comme Cevallos lui-même.

imprévues peuvent sortir de là, surtout dans un pays affaibli, dévoré par les factions, et pour un homme si habile à faire naître et à exploiter l'occasion ! C'est tout ce qu'il lui faut quant à présent, tous les éléments d'un immense incendie sont rassemblés, il n'y manque plus que l'étincelle ; il n'a donc qu'à attendre, son astuce et sa fortune fer[illegible] reste !

CHAPITRE V.

INSTITUTION DE LA NOBLESSE ET SUPPRESSION DU TRIBUNAT (AOUT-OCTOBRE 1807).

Pendant que Napoléon prépare tout sur tant de points différents, pour rallumer la guerre, la France, confiante en ses promesses, célèbre à l'envi les douceurs de la paix. C'en est fait, il l'a dit, on le sait, il va donner enfin quelque repos à ce pays épuisé; il va s'occuper de la prospérité intérieure. Il veut être à lui-même son premier ministre et renouveler dans l'ordre économique toutes les merveilles qui ont fait sa gloire militaire. Il a assez fait le général, il va maintenant appliquer son génie à développer les richesses de la France; il veut centupler ses ressources industrielles et commerciales. L'Angleterre résiste encore, il est vrai, mais qu'importe, depuis que le continent tout entier est soumis? On n'a pour la réduire qu'à la laisser dépérir dans son isolement. Tels sont les rêves que Napoléon encourage par des déclarations qu'on recueille avec avidité.

Il avait été reçu, lors de son retour à Paris, par des adulations dont la bassesse dépassait encore tout ce

[redacted]

qu'on avait entendu jusque-là, et qui seront citées dans la postérité la plus reculée, toutes les fois qu'on voudra marquer le point extrême de l'abaissement où peuvent descendre des âmes flétries par la servitude. « Sire, lui dit le président du sénat, Lacépède, après avoir épuisé le vocabulaire de l'hyperbole en rappelant les exploits de la dernière campagne, tels sont les prodiges pour lesquels la vraisemblance aurait exigé des siècles, et pour lesquels peu de mois ont suffi à Votre Majesté.... On ne peut louer dignement Votre Majesté. Votre gloire est trop haute. Il faudrait être placé à la distance de la postérité pour découvrir son immense élévation! » Et Séguier au nom de la cour d'appel : « Napoléon est au-delà de l'histoire humaine. Il est au-dessus de l'admiration; *il n'y a que l'amour qui puisse s'élever jusqu'à lui!* » L'archevêque de Paris essaya, mais vainement, de lutter contre Séguier; il déclara « que les annales du monde n'offraient aucun exemple aussi merveilleux et aussi mémorable », ce qui parut pâle et d'une froideur presque suspecte. Mais Frochot, préfet de la Seine, mérita la palme par la façon ingénieuse dont il sut humilier ses concurrents tout en exaltant le maître : « *Toutes ces choses*, s'écria-t-il abîmé dans une sorte d'extase, *sont véritablement au-dessus de notre portée.* Le silence d'étonnement que l'admiration impose semble être le seul moyen de les exprimer[1]! »

La session du Corps législatif fut ouverte le 16 août par un discours dans lequel Napoléon exposait lui-même à grands traits les événements qui venaient de

1. *Moniteur* du 29 juillet 1807.

[redacted]

changer la face de l'Europe. Dans tout ce qu'il avait fait, disait-il, il n'avait eu en vue *que le bonheur de ses peuples*, plus cher à ses yeux que sa propre gloire. Il s'adressait ensuite à la nation elle-même pour lui témoigner sa satisfaction: « Français, disait-il, votre conduite dans ces derniers temps où votre empereur était éloigné de plus de 500 lieues, *a augmenté mon estime et l'opinion que j'avais conçue de votre caractère.* Je me suis senti fier d'être le premier parmi vous, vous êtes un bon et grand peuple ! » Ce qui prouvait péremptoirement qu'il jugeait surtout ce peuple *bon*, c'est que pour lui témoigner sa reconnaissance, il lui annonçait « *qu'afin d'empêcher le retour de tout titre féodal incompatible avec les constitutions de l'Empire,* » il venait de créer différents titres impériaux pour donner un nouvel éclat aux principaux de ses sujets. Instituer une nouvelle noblesse afin d'empêcher le retour de la féodalité ! il fallait, en effet, bien compter sur la *bonté* des Français pour leur octroyer un pareil bienfait dans des termes si pleins de franchise ! C'est par un trait tout semblable de cette phraséologie ingénieuse, que dans le décret qui rétablit les prisons d'État, Napoléon fit introduire un considérant fondé sur la nécessité de « garantir la liberté et l'égalité. » Ce don si précieux était accompagné d'une promesse beaucoup moins facile à réaliser : « Je veux, disait Napoléon, que dans toutes les parties de mon empire, *même dans le plus petit hameau*, l'aisance des citoyens et la *valeur des terres* se trouvent augmentées par l'effet du système général d'améliorations que j'ai conçu. » L'Empereur se résumait enfin en annonçant à ses fidèles sujets « qu'il avait médité diverses dispo-

[redacted]

sitions pour *simplifier* et *perfectionner* les institutions. » Le perfectionnement, c'était la noblesse; la simplification, c'était la suppression du Tribunat.

La création des grands fiefs et de quelques-unes des opulentes dotations qui y étaient jointes datait déjà de l'année 1806. Napoléon voulut l'étendre et la généraliser par un système complet, et bien que le statut relatif à la noblesse impériale n'ait été promulgué que le 11 mars 1808, j'en parlerai maintenant parce que la plupart des mesures préparatoires de ce statut en devancèrent de plusieurs mois la promulgation. Le rétablissement de la noblesse est un des actes sur lesquels Napoléon à Sainte-Hélène passait le plus volontiers condamnation. Il découvrait il est vrai après coup dans cette institution une foule d'avantages auxquels il n'avait jamais songé, entre autres celui de *réconcilier la France avec l'Europe*[1], objet qui ne semble pas l'avoir beaucoup préoccupé pendant son règne. Mais il reconnaissait qu'en définitive elle avait choqué les goûts égalitaires de la nation, et lui avait à lui-même nui plutôt que profité. Considérée au point de vue du succès, la mesure ne fut en effet jamais populaire, même auprès de beaucoup de ceux dont elle était censée combler tous les vœux. Elle n'était ni dans les idées, ni dans les intérêts, ni dans les mœurs. Les privilégiés d'avant la Révolution regrettaient leurs anciens titres; personne ne songeait à en réclamer de nouveaux. On voit par la correspondance de Napoléon qu'il était par exemple forcé d'intimer l'ordre à Bernadotte de

1. *Mémorial* de Las Cases.

[redacted]

porter son titre de prince de Ponte Corvo. La Légion d'honneur qu'on représentait aujourd'hui comme l'institution mère de la nouvelle noblesse, après avoir établi autrefois qu'elle était destinée à prévenir le retour de ces vaines distinctions, avait acquis une grande popularité, bien qu'elle eût été d'abord repoussée par tous les hommes éclairés; mais la noblesse impériale, sans avoir mérité ni haine ni amour dans le cours de son éphémère existence, garda toujours aux yeux des classes populaires un certain vernis de ridicule. Pourquoi? Elles eussent été probablement fort embarrassées d'en déduire les motifs; en cela cependant leur instinct était plus clairvoyant que les calculs soi-disant profonds du créateur de cette œuvre artificielle.

Ce que le peuple sentait confusément, c'est que cette aristocratie, improvisée en quelques heures par un caprice de cette volonté qui se figurait suppléer au travail des siècles, et ouverte comme un refuge aux débris usés d'un fonctionnarisme servile, était tout ce qu'on voulait, excepté une aristocratie. Son organisation évitait à la vérité la plupart des inconvénients qu'on reproche aux oligarchies, mais elle n'offrait aucun des avantages d'une noblesse et n'était par conséquent qu'une onéreuse superfétation. Les institutions aristocratiques ont eu leur raison d'être dans l'histoire; elles y ont tenu une place souvent glorieuse, elles ont, malgré leurs vices, développé de grands caractères, de mâles vertus, formé de rares exemplaires de l'être humain; mais dans tous les temps et dans tous les pays, ce qui fait l'essence même d'une aristocratie, c'est le pouvoir, parce qu'il

[redacted]

n'y a pas d'aristocratie sans indépendance. Dans les pays monarchiques particulièrement, l'aristocratie ne peut avoir de raison d'être que parce qu'elle oppose par ses privilèges même une barrière utile aux empiétements du pouvoir royal. Otez-lui ce rôle salutaire, son utilité disparaît, elle n'est plus qu'un abus.

Aussi dans tous les pays où les aristocraties ont su remplir cette grande mission, sont-elles restées chères à la nation en dépit des inconvénients inséparables de leur existence, et malgré la marche constante de la civilisation vers l'égalité sociale. Quand elles ont réussi à préserver un peuple du pouvoir absolu, on peut dire qu'elles ont justifié leur existence, et il est facile de les absoudre. En France, au contraire, où l'aristocratie n'a jamais su se faire pardonner ses privilèges par ses services, où avec des qualités brillantes et généreuses, elle a toujours fait preuve d'une complète incapacité politique, où depuis Louis XIV surtout elle n'a plus été qu'une sorte de complément des pompes royales, et la personnification même de l'esprit courtisan, cette institution n'a laissé qu'un souvenir odieux, et peut-être est-on en droit de dire qu'elle n'a pas peu contribué à y égarer et à y pervertir les passions égalitaires si souvent entraînées au delà de leur but. Ce n'était certainement pas comme une barrière au pouvoir absolu que Napoléon relevait la noblesse, car il ne lui déléguait pas un atome d'influence politique; elle n'était donc, à ses yeux, comme à ceux de Louis XIV qu'une sorte de cortége d'honneur destiné à rehausser l'éclat du trône. Mais ici la distance était si grande entre l'intention et l'effet produit, qu'elle explique à elle

[redacted]

seule le sourire d'ironie qui accueillait partout les nouveaux nobles. La noblesse de Louis XIV avait peu de pouvoir effectif, bien qu'il lui restât encore des priviléges très-considérables, mais elle avait du moins de fières traditions, le monopole des grandes manières et d'une élégance incomparable, le prestige de l'ancienneté, source du respect, toutes choses absolument étrangères à celle de Napoléon. Toute aristocratie qui vise à se perpétuer, est forcée d'admettre dans son sein des hommes nouveaux qu'elle pénètre peu à peu de son esprit et qui dans cette métamorphose n'échappent pas toujours au ridicule; mais ce qui ne s'était jamais vu dans le monde, c'était une aristocratie composée tout entière de parvenus, une noblesse dont tous les membres étaient autant de *Bourgeois-gentilshommes*. Ces nobles improvisés étaient d'autant plus gauches dans ce rôle si nouveau qu'ils n'avaient d'autre guide que leurs prétentions, et d'autant moins capables d'apporter aucun lustre au trône, qu'ils tenaient tout de lui, et qu'ils étaient placés vis-à-vis de l'Empereur dans les liens de la plus étroite et de la plus humble dépendance.

Nulle au point de vue politique, la nouvelle noblesse était également nulle au point de vue du prestige, et ne répondait en rien aux goûts fastueux qui avaient inspiré son créateur. Quant aux motifs qui furent allégués officiellement par Cambacérès et Lacépède, les prôneurs obligés de cette mesure, le public refusa obstinément de les prendre au sérieux. C'était, disaient-ils, une noblesse fondée sur le mérite et non plus sur le privilége, un hommage rendu au culte des aïeux, un dernier coup porté à l'arbre

[redacted]

féodal, un nouveau prix ajouté aux récompenses publiques. Mais tout le monde savait, depuis les penseurs du dix-huitième siècle, que le mérite est chose personnelle, et c'est le nier plutôt que l'encourager que d'en faire un bien transmissible par hérédité. Encore le principe de cette transmission nobiliaire, consacré au profit des riches, était-il violé au détriment des pauvres, car le statut stipulait, que pour transmettre le titre de *prince* il fallait justifier d'un revenu de deux cent mille francs, pour transmettre le titre de *comte* il fallait justifier d'un revenu de trente mille francs, et enfin de quinze mille et de trois mille pour les titres de *baron* et de *chevalier*. Le titre n'était plus rien sans l'argent ; privé de ce puissant dénominateur, il périssait avec le titulaire.

Il n'était pas moins dérisoire de prétendre que l'institution repoussait les priviléges et ne portait aucune atteinte au principe d'égalité. Personne n'ignorait que le statut rétablissait au profit des anoblis la propriété privilégiée, les autorisait à constituer des majorats inaliénables et transmissibles de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, par dérogation aux principes du Code civil. En dernier lieu, c'était une étrange illusion que de se figurer qu'on allait porter le coup de grâce à l'ancienne noblesse en relevant tous les préjugés qui avaient fait sa force. En matière de titres, l'ancienneté a toujours primé l'importance actuelle, et si quelque chose pouvait rendre à ceux de l'ancien régime toute la valeur qu'ils avaient perdue, c'était sans contredit ce prétendu rajeunissement d'une institution surannée. Indépendamment de cette dépréciation due à une inévitable comparaison, ces

[redacted]

faveurs subirent une espèce d'avilissement, par suite de la profusion avec laquelle elles furent prodiguées et du mode même de leur distribution. Elles n'étaient pas décernées à certaines personnes en vertu d'un choix spécial du souverain, et en considération de leur mérite individuel, elles revenaient de droit à certaines catégories de fonctionnaires comme une sorte de gratification supplémentaire attachée à leur charge. On entrait dans la filière bureaucratique à l'état d'employé, on en sortait comte ou baron. Ce fut une véritable génération spontanée qui produisit une hausse immédiate sur tous les vieux parchemins. Les anoblis firent valoir et regretter les nobles. Les grands dignitaires étaient princes; les ministres, sénateurs, archevêques, conseillers d'État étaient comtes; les présidents de colléges électoraux, les présidents de cours, les maires des principales villes étaient barons; les membres de la Légion d'honneur étaient chevaliers. Quant aux préfets, généraux, officiers civils et militaires, l'Empereur se réservait le droit de choisir lui-même.

La noblesse impériale, cette singulière exhumation des mœurs et des idées de l'ancien régime détournées de leur vrai sens, n'était donc dans la pensée de Napoléon qu'un organisme administratif. Elle avait un autre mérite à ses yeux, c'était celui de confisquer à son profit toutes les illustrations antérieures ou récentes, de les frapper à son effigie comme la menue monnaie de sa propre gloire. Il voulait que dans la France nouvelle tout datât de lui, et il lui plaisait d'affubler les vieilles renommées de la République de ces titres qui ne rappelaient que l'Empire, et sous les-

[redacted]

quels le souvenir désorienté ne pouvait chercher que ses créatures. Quand on disait Masséna, on pensait à la victoire de Zurich ; mais quand on disait le duc de Rivoli, on pensait à l'homme qui avait fait ce duc. Il se flattait aussi de *démarquer* en quelque sorte peu à peu l'ancienne noblesse en l'amenant par les faveurs dont il disposait à revêtir sa propre livrée ; et il obtint en effet un certain nombre de ces conversions intéressées. Il prenait plaisir à faire d'un duc de l'ancien régime un comte du nouveau, démonstration péremptoire de la supériorité de son œuvre.

Afin d'assurer au sein de la nouvelle noblesse la prééminence de l'élément militaire qu'il considérait avec raison comme le principal moteur de tout son système, il fit à ses compagnons d'armes une nouvelle distribution de ce qu'il appelait les *produits* de la guerre. Ç'avait été là, de tout temps, à ses yeux, le seul moyen sûr de les attacher à sa personne et de les associer à son œuvre. Il avait, dès la première campagne d'Italie, commencé à pratiquer cette théorie avouée ouvertement dans ses proclamations ; mais réduit alors à opérer avec des moyens très-restreints et avec beaucoup de ménagements pour l'opinion, il n'avait pu donner à ses idées toute l'extension dont elles étaient susceptibles. Aujourd'hui qu'il opérait sur l'Europe entière et qu'aucun pouvoir n'était en état de mettre obstacle à ses volontés, on le vit réaliser enfin dans toute leur étendue les vues qu'il n'avait pu jusque-là manifester que partiellement. Ce procédé n'était autre, en définitive, que celui des conquérants barbares distribuant à leurs compagnons les terres et les richesses des vaincus. En Italie, en Polo-

[redacted]

gne, en Hanovre, en Westphalie, Napoléon s'était emparé pour une somme d'environ deux cent cinquante millions de domaines. Il en était, dit-on, le légitime propriétaire, puisque ces biens provenaient des anciens souverains du pays, ecclésiastiques ou séculiers, et non les dépouilles du peuple : sophisme commode pour les spoliateurs, car si la victoire suffit pour transférer à la personne du vainqueur les droits de propriété du vaincu, Napoléon avait autant de titres pour s'emparer des biens des peuples que pour prendre les biens des souverains. Comment soutenir d'ailleurs que les peuples n'avaient aucun droit sur ces domaines essentiellement nationaux, qu'ils pouvaient avec indifférence les voir passer dans des mains étrangères ou ennemies?

Napoléon laissa une partie de ces domaines aux serviteurs couronnés auxquels il avait délégué dans ces divers pays une royauté toute d'apparence. Il distribua le reste, montant à une somme d'environ cent cinquante millions, à ses principaux lieutenants, sous forme de majorats. Avec ces dotations qui furent augmentées plus tard, plusieurs d'entre eux eurent jusqu'à un million de revenu. Voulant satisfaire en même temps, par des moyens plus prompts, ce besoin de jouir vite qui avait pris des proportions effrénées chez ses soldats détachés de toutes leurs anciennes ambitions patriotiques et peu sûrs du lendemain sous un maître si exigeant, il préleva sur les rentrées des contributions levées à l'étranger une somme de onze millions qu'il leur donna moitié argent comptant moitié en rentes sur l'État. Berthier eut un million, Ney, Davout, Soult, Bessières eurent chacun six cent

[redacted]

mille francs, Masséna, Augereau, Bernadotte, Mortier, Victor, chacun quatre cent mille, et ainsi de suite. Les officiers et soldats eurent en partage une somme de dix-huit millions qui fut répartie proportionnellement aux services et aux blessures.

Les dotations civiles que Napoléon constitua au profit de ses principaux fonctionnaires étaient d'une valeur tellement inférieure à celle des dotations de l'armée, qu'on ne pouvait se méprendre sur son intention de marquer, par un signe visible pour tous les yeux, la suprématie de l'élément militaire sur les pouvoirs civils. En cela il était dans la logique et la vérité de son système politique; il agissait comme le dictateur et le tribun à la fois de cette démocratie de soldats qui l'avait élu pour chef. Ne pouvant plus lui donner à l'intérieur les dépouilles des anciennes classes privilégiées, il appliquait au moyen de la conquête une sorte de loi agraire aux nations étrangères. Même lorsqu'il reconstituait une noblesse, ces hommes fanatisés continuaient à voir en lui leur Gracque en même temps que leur César; ils lui pardonnaient de faire des ducs, parce qu'il en avait fait un avec un fils de paysan, et ils croyaient leur propre fortune destinée à grandir indéfiniment comme la sienne, grâce à cet *ager publicus* inépuisable qui était l'Europe.

La suppression définitive du Tribunat, annoncée en termes voilés dans le discours d'ouverture impérial, fut ajournée à la fin de la session législative. Avant de signifier à cette assemblée ce dernier terme des améliorations successives qu'on lui avait fait subir, on jugea à propos de la faire parader encore une fois

[redacted]

dans cette cérémonie de plus en plus inutile et de plus en plus courte qu'on appelait une session. Celle de 1807 fut inaugurée par un de ces brillants *exposés de situation* dans lesquels l'apologie prenait le ton de l'apothéose, et qui semblaient n'avoir plus d'autre objet que d'indiquer aux orateurs la note qu'ils devaient faire entendre dans leurs discours. Cette consigne était suivie avec une docilité prodigieuse; le travail législatif se réduisait désormais au vote; plus d'incident, plus d'imprévu, plus de contradiction, la discussion elle-même a disparu. Les débats législatifs de l'année 1807, bien qu'ils aient eu pour objet des projets de loi très-variés et très-importants, parmi lesquels le Code de commerce tout entier, n'équivalent pas à la vingtième partie de ceux d'une session du Consulat, et pas à la centième, si l'on en retranche les harangues purement laudatives. Tout le travail effectif est fait par le conseil d'État, le Tribunat approuve, le Corps législatif ratifie. C'est un perpétuel concert d'admiration où l'enthousiasme, l'amour, la reconnaissance envers le prince débordent à chaque instant et à tout propos. Ouvrez au hasard cette accablante collection, lisez un discours, le premier venu : « Messieurs, le génie qui nous gouverne voit tout et ne néglige rien.... » De quel exploit, de quel bienfait nouveau s'agit-il? D'un projet de loi relatif à *l'inscription hypothécaire*[1].

Qu'y avait-il de réel au fond de ces adulations sans mesure comme sans dignité? Il y avait surtout l'é-

1. Séance du 3 septembre 1807 : Discours de Mouricault. (*Archives parlementaires*)

[redacted]

[illegible] par le succès. Ce sentiment était [illegible] motivé, et aujourd'hui encore, [illegible] qui ont prouvé combien cet [illegible] a quelque peine à se défen- [illegible] pourtant, et en dépit de [illegible] que le nouveau ministre de [illegible] de nos prospérités, en dépit [illegible] que solides, de ces [illegible] fracas, mais achevés pour [illegible] papier, en dépit des treize [illegible] de route, des dix-huit fleu- [illegible] canaux poursuivis ou [illegible] l'amélioration des laines et [illegible] des prêts aux manu- [illegible] qui ne furent jamais [illegible] comme le gre- nier d'abondance [illegible] fastueux comme la colonne [illegible] enfin de cette paix trompeuse dont [illegible] le vainqueur l'avait signée *sans stipuler pour [illegible] aucun avantage*, » de cette paix qui n'était déjà plus, alors qu'on l'exaltait dans ces termes menteurs, en dépit de tant d'appa- rences brillantes ou spécieuses, la France ne possé- dait ni la vraie prospérité ni la vraie grandeur.

Elle n'était pas réellement prospère, car non-seu- lement elle manquait de sécurité, condition néces- saire du bien-être des nations, mais tous les maux produits par tant d'années de guerre pesaient en- core sur elle, et c'était insulter un bon sens public que de vouloir faire croire, au moyen d'une grossière illusion d'optique, qu'ils avaient disparu soudaine- ment comme emportés par un coup de baguette ma-

[redacted]

gique. Elle n'était pas réellement grande, car tout ce qu'il y avait de grand en elle avait été étouffé, proscrit, réduit au silence. Elle pouvait encore montrer avec orgueil au monde ses généraux et ses soldats, bien que l'armée, toujours héroïque, mais tombée du culte de la patrie et de la liberté à celui de la gloire, du culte de la gloire à celui des richesses, fût déjà corrompue et dégénérée ; mais où étaient ses grands citoyens? où étaient ses grands orateurs, ses grands publicistes, ses grands philosophes, ses grands écrivains de tout ordre? où était du moins leur postérité?

Tous ceux qui avaient montré quelque étincelle de génie ou de fierté avaient été sacrifiés au profit d'un seul homme; ils avaient disparu les uns broyés sous les roues de son char, les autres réduits à végéter obscurément dans quelque retraite ignorée; et, chose plus grave, leur race semblait pour jamais éteinte. Le mal n'était pas l'effet d'une crise momentanée, il atteignait l'avenir et semblait devoir s'éterniser. La France était comme emprisonnée dans un réseau de fer, et les issues étaient de tous côtés fermées à tout ce qui était jeune, généreux, ardent, passionné pour l'activité intellectuelle et morale. Oui, quoi qu'on en ait dit, la France souffrait pendant ces années étouffantes où ce qu'il y avait de plus noble et de plus élevé dans son génie était condamné à une morne et silencieuse stérilité. Ce n'était pas impunément que le peuple, qui avait occupé un si haut rang dans le monde de l'esprit, n'avait plus ni éloquence, ni poésie, ni aucune des luttes de la pensée; il était malade au fond de l'âme, et pour ne pas désespérer en présence des vic-

[redacted]

toires prétoriennes, pour se tenir debout, selon l'expression de Lafayette, il fallait être un héros. Qui peut dire combien de cœurs généreux se sont consumés dans ces obscurs tourments? L'histoire ne pourra probablement jamais soulever qu'un coin du voile. Ce qui est certain, c'est que la plupart des hommes éminents dont la jeunesse s'est écoulée dans ces temps de malheur où l'espérance même semblait à jamais interdite, n'en parlaient plus tard qu'avec une sorte d'horreur. Ces nobles souffrances ont peu laissé de traces, et leur mémoire même a péri. Elles ne se révèlent plus à l'historien que par la profondeur du silence; mais il nous en reste un témoignage immortel dans une page écrite en lettres de feu et qui vivra aussi longtemps que notre langue sera parlée parmi les hommes. Au moment même où Napoléon faisait sa rentrée triomphale au milieu d'un peuple prosterné, et où l'air retentissait du bruit des acclamations officielles, de nombreuses copies manuscrites de cette page vengeresse, imprimée d'abord dans le *Mercure*, circulaient de main en main, propagées par des ennemis invisibles et dévorées avec une insatiable avidité. Voici ce qu'on y lisait :

« Lorsque, dans le silence de l'abjection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur; lorsque tout tremble devant le tyran et qu'il est aussi dangereux d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît chargé de la vengeance des peuples. C'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'Empire; il croît inconnu auprès des cendres de Germanicus, et déjà l'intègre Providence a livré à un enfant obscur la gloire

[redacted]

du maître du monde. Si le rôle de l'historien est beau, il est souvent dangereux ; mais il est des autels comme celui de l'honneur, qui, bien qu'abandonnés, réclament encore des sacrifices. Le Dieu n'est point anéanti parce que le temple est désert. Partout où il reste une chance à la fortune, il n'y a point d'héroïsme à la tenter ; les actions magnanimes sont celles dont le résultat prévu est le malheur et la mort. Après tout, qu'importent les revers, si notre nom prononcé dans la postérité va faire battre un cœur généreux deux mille ans après notre vie[1] ? »

Le jour où il a écrit ces lignes impérissables en présence de la force triomphante et au milieu du découragement, de la détresse et de la terreur de tout ce qui portait encore un cœur libre, Chateaubriand personnifiait l'âme même de la France. Il lui faisait parler un langage digne d'elle, et prenait place parmi ces grands témoins des choses humaines dont la voix retentit par delà les siècles. Ses écrits les plus fameux pourront tomber dans l'oubli, mais cette page restera attachée à la mémoire de l'Empire comme une ineffaçable flétrissure et comme la protestation de cette minorité sacrifiée dont les plaintes mêmes ne pou-

1. Cette page est le début d'un article de Chateaubriand sur le *voyage pittoresque et historique en Espagne*, par de Laborde. (*Mercure de France* du 4 juillet 1807.) Dans l'article imprimé, plusieurs passages se trouvaient intercalés entre le commencement et la fin de la page, entre autres celui-ci : « Bientôt l'auteur des Annales ne fera voir dans le tyran déifié que l'*histrion*, l'*incendiaire et le parricide*. Semblable à ces premiers chrétiens d'Égypte qui au péril de leurs jours pénétraient dans les temples de l'idolâtrie, saisissaient au fond du sanctuaire ténébreux la divinité que le crime offrait à l'encens de la peur, et *traînaient à la lumière du soleil au lieu d'un Dieu quelque monstre horrible!* »

[redacted]

vaient plus trouver d'échos. Ce fantaisiste a fait ce jour-là acte d'homme. On a relevé dans sa vie bien des inconséquences, des petitesses et de mesquines vanités. Chateaubriand a eu presque toutes les faiblesses de l'homme dont le caractère est gouverné par l'imagination; sa gloire littéraire elle-même a été mise en pièces par ceux qui l'avaient le plus adulée; mais cet élan d'un grand cœur efface tout, et, dans ce court instant, le poëte a touché à la vraie grandeur. Il s'est élevé d'un coup d'aile jusqu'à ces régions sublimes où le génie se confond avec l'héroïsme.

Chateaubriand échappa au châtiment grâce à l'intervention de son ami Fontanes et grâce aux événements extérieurs qui vinrent distraire l'attention de Napoléon. L'écrivain en fut quitte pour la confiscation de sa part de propriété dans le *Mercure*, part qui constituait à la vérité toute sa fortune. On doit attribuer à des préoccupations du même genre l'impunité relative dont Napoléon laissa jouir le général Malet à la suite de la découverte d'un premier essai de conspiration tout à fait semblable à celui qui faillit réussir en 1812. Ce projet, conçu pendant les longues incertitudes de la campagne de Pologne, fut éventé par la police avant tout commencement d'exécution. Mais son auteur eut l'art d'en dérober la vraie nature au regard autrefois si perçant de l'Empereur, qui se contenta de détenir Malet dans une prison d'État sans le faire mettre en jugement. L'esprit de Napoléon était de plus en plus absorbé par les grandes complications de la politique extérieure, et, quelque étonnante que fût son activité, il était débordé par la multiplicité des détails; obligé, pour suffire à tout, de se résigner

[redacted]

à beaucoup de négligences et de lacunes. Depuis qu'il maniait les affaires de presque toute l'Europe, il ne pouvait plus donner à celles de la France qu'un coup d'œil d'ensemble, il n'en saisissait plus que la surface, il n'en surveillait plus les détails d'exécution que partiellement et comme par accès, il ne visait plus qu'à l'à peu près, à l'effet général. Et comme loin d'étendre la liberté d'action de ses coopérateurs, il resserrait les liens de leur dépendance, il s'ensuivait que la plupart des actes de sa politique intérieure avaient un caractère hâtif et superficiel ou restaient à l'état d'ébauche, comme ces monuments si fastueusement annoncés dont il légua l'achèvement aux gouvernements qui lui succédèrent. Mais si plusieurs de ces créations n'étaient faites que pour la montre et ressemblaient à des décorations de théâtre plutôt qu'à de solides édifices, quelques-unes d'entre elles étaient inspirées par un juste sentiment des besoins du pays.

C'est ainsi qu'on peut louer sans restriction la loi qui établit dans beaucoup de départements des ateliers de travail et de charité en vue d'une prochaine interdiction de la mendicité, la promulgation du Code de commerce, l'impulsion donnée aux travaux de canalisation, l'institution de la *caisse de service* imaginée par Mollien dans le but de substituer le trésor lui-même aux banquiers qui escomptaient si onéreusement pour lui les obligations des receveurs généraux. Cette dernière mesure était une simplification de génie, elle supprima un agiotage ruineux pour l'État. Elle était l'œuvre personnelle de ce ministre, ainsi qu'une autre amélioration non moins heureuse, l'introduction de la comptabilité en partie double dans

[redacted]

l'administration des finances. La réduction de l'intérêt de la Banque à 4 pour 100 vint faciliter les transactions industrielles et commerciales : la transformation de la commission de comptabilité, depuis longtemps reconnue insuffisante, en une Cour des comptes mieux en situation par le nombre et par le rang de bien remplir sa tâche, apporta l'ordre, la lumière, et la célérité dans la liquidation des comptes de l'État. Toutes ces mesures étaient presque de tous points excellentes.

L'organisation de la Cour des comptes prêtait toutefois le flanc à plus d'une critique justifiée. Si elle était, comme l'expérience l'a prouvé, un instrument de contrôle des plus sûrs, des plus expéditifs et des plus délicats, elle n'en était pas moins inférieure sous certains rapports à l'institution qui avait tenu sa place sous l'ancien régime, et à plus forte raison à celle qui avait été créée par la Révolution. Les anciennes chambres des comptes avaient le titre de cours souveraines; elles rendaient des jugements, tandis que la nouvelle cour était placée sous la dépendance exclusive du pouvoir exécutif. Depuis la *Constituante*, les bureaux de comptabilité étaient composés de commissaires nommés par l'autorité législative et soumis à sa surveillance. Le principe pouvait avoir été mal appliqué; les bureaux de comptabilité laissaient à désirer, surtout sous le rapport du nombre. Les cinq commissaires, élevés au nombre de sept par la constitution de l'an VIII, étaient comme ensevelis sous un monceau de comptes arriérés ; mais ici, comme presque en toute chose, les législateurs de 1789 avaient vu juste et bien jugé. C'est en effet à l'autorité qui vote l'impôt qu'il appartient de contrôler en dernier ressort l'em-

[redacted]

ploi des deniers publics. A défaut de cette subordination naturelle et salutaire de la Cour des comptes au Corps législatif, il n'y avait qu'un seul moyen de l'organiser conformément au système des garanties, c'était de lui donner la complète indépendance d'un corps judiciaire. Mais une semblable institution eût été une anomalie et un contre-sens dans l'administration impériale. Napoléon constitua donc la Cour des comptes comme il avait constitué toute chose; il en fit un instrument de pouvoir. Il la divisa en trois chambres, ce qui répondait à une division analogue de la tâche que la Cour avait à remplir; il lui donna de gros traitements, le bénéfice de l'inamovibilité; mais il restreignit ses attributions, la réduisit au rôle d'un corps de fonctionnaires. Sous l'ancien régime, elle avait été une magistrature. Il lui donna le droit de contrôler les agents du gouvernement, mais au profit du gouvernement lui-même et non au profit de l'État. La distinction est facile à saisir. Tout gouvernement a intérêt à être servi par des comptables intègres, à vérifier l'emploi en recettes comme en dépenses des fonds qui leur sont confiés, et la Cour des comptes remplissait merveilleusement cette mission. Mais l'intégrité est encore plus nécessaire chez le ministre qui ordonne les dépenses que chez l'agent qui les exécute, car combien de fois n'a-t-on pas vu le pouvoir devenu une source de profits et recherché par une honteuse spéculation sur la fortune publique? Ici la Cour des comptes était absolument désarmée; elle n'était qu'un rouage administratif placé sous la main même du ministre qu'il eût fallu contrôler. « La Cour, disait l'article 18 de la loi, ne pourra en aucun

[redacted]

cas s'attribuer une juridiction sur les *ordonnateurs.* » Et Defermon ajoutait dans son exposé des motifs : « La Cour doit porter la sévérité de ses recherches sur les comptables et non sur les ordonnateurs.... il lui serait impossible d'approfondir et de juger les causes et les motifs qui ont fait donner les autorisations. Elle ne saurait juger le gouvernement[1]. » Sans le juger, elle aurait pu le citer devant le Corps législatif qui était son juge naturel. Dans la sphère même des affaires qui étaient soumises à sa juridiction, la Cour ne pouvait prononcer en dernier ressort, car le comptable condamné avait toujours trois mois pour se pourvoir auprès du conseil d'État. Le gouvernement était donc, en définitive, son propre juge, et la nation n'avait contre lui, en matière financière pas plus qu'en toute autre, aucun moyen sérieux de contrôle ni de redressement.

Ce vice radical de toutes les nouvelles institutions se montrait sous des formes beaucoup moins rassurantes dans un sénatus-consulte daté du 12 octobre. Cette loi avait pour objet, selon l'expression de Treilhard, *une mesure épuratoire* qui devait dégager la magistrature des éléments corrompus qui avaient pu s'y glisser, et séparer l'or pur de l'alliage qui le déshonorait. Cette épuration était un nouveau coup porté au pouvoir judiciaire déjà si faible et si dépendant. La Constitution de l'an VIII avait donné aux juges l'inamovibilité. Cette garantie, fort insuffisante en présence des tentations de l'avancement et de la crainte des rigueurs ministérielles, avait été affaiblie jusqu'à

1. *Archives parlementaires :* séance du 5 septembre 1807.

[redacted]

n'être plus qu'une ombre. Le droit de surveillance et d'admonestation attribué au grand juge, et le droit disciplinaire de censure et de suspension attribué à la Cour de cassation avaient eu pour effet de mettre les magistrats à la merci du gouvernement. Ces moyens de répression, combinés avec ceux de la justice ordinaire, non-seulement étaient suffisants, mais dépassaient la mesure, car on n'avait pas besoin de tant d'armes différentes pour atteindre les magistrats prévaricateurs, et il était encore plus important de mettre à l'abri de toute vexation l'indépendance des juges intègres. Il existait une autre disposition répressive qui, sous le régime consulaire, déclarait révoqués de leurs fonctions les juges dont le nom ne serait pas maintenu sur les listes d'éligibles, pénalité de luxe devenue inapplicable avec le système des colléges électoraux. Son abrogation servit de prétexte pour renverser la faible barrière qui protégeait encore la magistrature contre le pouvoir ministériel. Le sénatus-consulte décida qu'il serait procédé à un examen général de toutes les existences attachées à l'ordre judiciaire. Cet examen était confié à une commission de dix sénateurs nommés par Sa Majesté Impériale, qui devait prononcer définitivement sur le maintien ou la révocation des juges désignés dans le rapport de la commission. Cette mesure était la destruction même du principe d'inamovibilité, car si l'Empereur avait le droit de la décréter aujourd'hui, qui pouvait garantir les juges contre sa volonté de demain? Les engagements que prenait Treilhard pour l'avenir étaient donc des plus dérisoires. Et comme si l'on ne se sentait pas encore assez rassuré

[redacted]

par cette grande épuration, on décrétait, par un autre article du sénatus-consulte, que dorénavant les provisions qui instituaient les juges à vie ne leur seraient délivrées qu'après cinq années d'exercice de leur fonction, s'ils en étaient jugés dignes par l'Empereur.

Au fond, ce grand attentat contre l'honneur de la magistrature et contre l'indépendance de la justice n'était qu'un misérable expédient politique. A l'époque de l'organisation judiciaire, un grand nombre de républicains découragés avaient cherché un honorable refuge dans ces fonctions impartiales et respectées. Depuis lors, de prodigieux changements s'étaient opérés, et l'on éprouvait le besoin de mettre le personnel judiciaire en harmonie avec les mœurs et les idées nouvelles. Mais ces magistrats ne donnant, pour la plupart, aucune prise contre eux par leur conduite, on avait eu recours, pour les exclure plus aisément, à ce moyen indirect et détourné[1]. Rien n'est assuré sous le despotisme, pas même les existences qu'il a lui-même créées, et il est toujours le premier à porter la main sur les lois qu'il a faites, car son essence est de n'en reconnaître d'autre que ses propres caprices.

Le Corps législatif termina sa courte session en votant sans examen et sans discussion la loi de finances qui ne lui était plus présentée que pour la forme. Tout y était approximatif et arbitraire. Non-seulement les dépenses de l'année courante, fixées au chiffre de 720 millions, étaient évaluées fort au-des-

1. Thibaudeau.

[redacted]

sous de leur véritable montant qui s'élevait en réalité à 780 millions; mais aucun des exercices des cinq années antérieures n'était encore liquidé définitivement, et l'on poursuivait des recouvrements de contributions arriérées jusqu'à l'année 1802. Tous les états de dépense présentés par le gouvernement reposaient sur des chiffres hypothétiques. Sept cents millions étaient censés avoir suffi aux besoins de l'année 1806; on ne les fixait même approximativement qu'au chiffre de 689 millions, elle en avait absorbé 770, et personne ne le savait encore. Les recettes avaient heureusement subi une augmentation inespérée, grâce aux centimes de guerre, et à l'établissement des droits réunis, mais le Corps législatif n'en connaissait pas mieux le chiffre que celui des dépenses. On le fixait, toujours par à peu près, à 720 millions. Tout était maintenu dans l'incertitude, afin que tout pût être réglé par le bon plaisir. L'insuffisance évidente des ressources du budget pour faire face à ces divers *déficits* n'empêcha pas Napoléon de dégrever les contributions directes des dix centimes de guerre dont il les avait chargées lors de la rupture avec l'Angleterre. Il ne demanda qu'un crédit de six cents millions seulement pour les dépenses de l'année de 1808. Il avait en effet dans les mains, grâce aux 60 millions levés sur l'Autriche en 1806, aux 600 millions levés sur la Prusse en 1807, un moyen facile de se libérer de tous ces arriérés, et il en usa largement. Tout compte fait des prélèvements qu'il dût consacrer à ces excédants de dépense, à la solde et aux récompenses de l'armée, aux avances nécessaires au Trésor et à la caisse de service, il devait lui rester

[redacted]

une réserve d'environ trois cents millions, levier formidable dans ses mains actives, et qui, sous le nom de trésor de l'armée, était à la fois un en cas et un enjeu destiné à parer aux éventualités imprévues. Ces trois cents millions qu'il serrait avec un soin jaloux, qu'il couvait avec des regards d'avare, c'était à la fois le superflu et le nécessaire, c'était la fantaisie et la ressource suprême des mauvais jours, c'était la sauvegarde contre une trahison possible de la fortune, c'était l'appoint du dernier coup de partie à jouer contre l'Europe.

Lorsque le Corps législatif eut achevé de voter docilement tous les projets de loi qu'on daigna soumettre à son approbation, on notifia à cette assemblée le jour même de la clôture de sa session, le sénatus-consulte qui supprimait le Tribunat. Il est vrai de dire qu'en mettant fin à la carrière du Tribunat, on ne supprimait plus qu'un mot. D'épuration en épuration, et de perfectionnement en perfectionnement, on avait depuis longtemps réduit ce corps à n'être plus que l'ombre d'une assemblée délibérante, ou, comme le disait Boulay de la Meurthe dans son rapport, « un vice qui impliquait contradiction[1]. » Ajoutons qu'on aurait pu, sans plus d'inconvénients, supprimer le Corps législatif lui-même, tant il avait peu d'influence sur les actes du gouvernement et la marche des affaires. Avec ses décrets, ses sénatus-consultes ou simplement avec des décisions du conseil d'État, Napoléon réglait souverainement la plupart des questions dont la compétence a été de tout temps

1. Séance du 18 septembre 1807.

[redacted]

attribuée au pouvoir législatif. C'est ainsi qu'il venait tout récemment de faire décider par un simple avis de la section de législation du conseil d'État que le droit de statuer sur la question d'utilité publique en matière d'expropriation, appartenait au gouvernement à l'exclusion du Corps législatif investi jusque-là de cette prérogative. Mais le Corps législatif était une apparence dont il croyait avoir encore besoin; ce nom lui rappelait d'ailleurs sept années de mutisme et de servilité, tandis que celui du Tribunat n'évoquait que des souvenirs odieux de résistance légale et de civisme à la fois ferme et modéré. Après avoir chassé de ce corps la courageuse minorité qui avait osé braver sa tyrannie, il l'avait successivement réduit à cinquante membres, peuplé de ses créatures, divisé en sections, qui ne délibéraient plus qu'en comité secret. Il avait enfin retiré aux tribuns leurs attributions les plus essentielles pour les transporter au sénat. Mais malgré ses efforts pour les avilir après les avoir désarmés, ce nom de Tribunat avait gardé un certain prestige populaire. L'éloquence de ses orateurs avait été comme le dernier soupir de la liberté étouffée, le dernier écho des généreux accents de la Révolution française. Ce débris mutilé rappelait l'édifice; il rappelait à la nation qu'elle avait connu des temps plus heureux, des ambitions plus hautes; il représentait en un mot des traditions vaincues aujourd'hui, mais qui pouvaient triompher demain, car rien de ce qui honore, élève et ennoblit la nature humaine n'est jamais vaincu définitivement. Pour tous ces motifs, le nom même du Tribunat était importun et devait disparaître.

[redacted]

Boulay de la Meurthe vint en conséquence signifier de la part du maître, au Tribunat, qu'il avait cessé de vivre. Il rendait volontiers justice aux vertus des membres de cette assemblée. Ils s'étaient, disait-il, *constamment montrés plus sages que l'institution même*, mais depuis l'établissement de l'Empire, le Tribunat n'offrait plus que *l'aspect d'une pièce inutile, déplacée et discordante*, et son abolition « était moins un changement qu'une amélioration dans nos institutions. » Le Corps législatif héritait des trois sections appelées à délibérer à huis clos et à donner leur avis en concurrence avec les orateurs du conseil d'État. Quant aux tribuns encore en exercice, on leur ouvrait un asile au sein du Corps législatif. Ceux dont le mandat expirait, étaient placés, partie dans la nouvelle Cour des comptes, partie dans les fonctions administratives. Mais de peur que le Corps législatif, si longtemps muet, ne fût trop enivré de l'inestimable faculté qu'on lui octroyait de parler en comité secret et d'exprimer son avis en public par l'organe d'une commission, le sénatus-consulte décidait « qu'à l'avenir nul ne pourrait être membre du Corps législatif, *à moins qu'il n'eût quarante ans accomplis* » (article 10). Cet homme qui avait été général en chef de l'armée d'Italie à vingt-six ans, premier consul à trente, et qui même aujourd'hui était, à trente-huit ans, empereur et maître de tant de royaumes, il ne voulait pas qu'on pût s'occuper des affaires publiques avant d'avoir atteint à un âge dont il était encore éloigné lui-même: prétention insolente qui disait combien il se regardait comme un être au-dessus des autres hommes; qui disait surtout combien il croyait devoir se défier de

[redacted]

la jeunesse et de ses nobles passions. Avec de telles précautions, on n'avait pas à craindre que le Corps législatif fût tenté d'abuser de la liberté qu'on lui rendait. C'était avec une confiance motivée que le lyrique Fontanes, qui célébrait avec un enthousiasme continu, tous les actes bons ou mauvais de la politique de Napoléon, s'écriait que « ces enceintes qui s'étonnaient de leur silence, et dont le silence allait cesser, *n'entendraient pas gronder les tempêtes populaires.* » Elles étaient en effet bien à l'abri de toute surprise de ce genre. « Rendons-nous dignes d'un tel bienfait, poursuivait-il; que la tribune soit sans orages et qu'on n'y applaudisse qu'aux triomphes modestes de la raison. Que la vérité surtout s'y montre avec courage, mais avec sagesse, et qu'elle y brille de toute sa lumière. Un grand prince doit en aimer l'éclat. Elle seule est digne de lui, qu'en pourrait-il craindre? Plus on le regarde et plus il s'élève; plus on le juge et plus on l'admire. » Ce rhéteur mettait à orner ses adulations tout le soin qu'un lapidaire met à enchâsser des diamants; il oubliait que rien n'est plus propre que le beau langage à faire ressortir des sentiments bas.

Ce n'était pas assez de frapper le Tribunat, on voulait qu'il se montrât heureux et reconnaissant du coup qui mettait fin à son existence politique : « Je vous propose, dit Carion Nisas, de porter aux pieds du trône une adresse qui frappe les peuples de cette idée que nous avons reçu l'acte du sénat sans regrets pour nos fonctions, sans inquiétude pour la patrie, et avec des sentiments d'amour et de dévouement au monarque, qui vivront éternellement dans nos

[redacted]

cœurs! » Cette proposition fut adoptée à l'unanimité, et le Tribunat éleva une dernière fois la voix avant de disparaître dans l'oubli. Les tribuns protestaient auprès du prince que dans l'acte qui mettait un terme à leurs fonctions, « ils n'avaient trouvé que de nouvelles raisons d'apporter aux pieds du trône l'*hommage de leur admiration et de leur reconnaissance*.... ils croyaient moins arriver à l'extrémité de leur carrière, qu'atteindre le but de tous leurs efforts et la récompense de leur dévouement[1]. » Ces ignominieuses paroles disent mieux que toute autre réflexion par quelle série de métamorphoses on avait fait passer le Tribunat avant de lui porter le coup mortel. Ainsi finit dans la déconsidération où l'avait plongée son propre créateur, une assemblée dont les travaux avaient honoré la cause de la liberté française. Elle avait en réalité cessé de vivre longtemps avant sa dissolution finale; mais sa disparition n'en était pas moins un fait significatif pour quiconque voulait réfléchir. Qu'était-ce donc que cette *constitution de l'Empire* dont le nom revenait si souvent dans les manifestes officiels, si d'un trait de plume on pouvait du jour au lendemain supprimer ce qu'on était convenu d'appeler un des grands corps de l'État? La constitution n'était-elle pas tout entière dans la main qui tenait cette plume?

Il est temps maintenant de revenir à la situation de l'Espagne et de raconter les événements qui venaient d'y devancer les prévisions de Napoléon.

1. Séance du 18 septembre 1807 : *Archives parlementaires*.

[redacted]

CHAPITRE VI.

LE COMPLOT DE L'ESCURIAL. — JUNOT EN PORTUGAL ET NAPOLÉON EN ITALIE. — (OCTOBRE 1807. — JANVIER 1808).

Nous avons laissé Junot et son armée pénétrant en Espagne avec la mission d'envahir le Portugal, et de s'en emparer pour Napoléon, contrairement aux stipulations du traité de Fontainebleau violé aussitôt que conclu. Nous l'avons vu traverser ces provinces amies en faisant partout lever des plans sur son passage pour des opérations inconnues, pendant qu'une seconde armée de quarante mille hommes se concentrait sur la frontière d'Espagne. Ces indices menaçants, mais encore ignorés, des dispositions de Napoléon à l'égard de la cour de Madrid, recevaient, au même instant, des démarches de notre ambassadeur Beauharnais, un complément de signification qui est un nouveau trait de lumière pour l'histoire. Ancien membre de la Constituante, ancien soldat de l'armée de Condé, Beauharnais était le frère du premier mari de Joséphine; il avait remplacé à Madrid le général Beurnonville. Ame simple et loyale, pleine d'illusion

et de bonne volonté, très-capable de céder à un mouvement généreux, cet ambassadeur était l'homme le moins fait pour pénétrer les calculs de la politique qu'il allait servir. C'est pour cette raison même qu'on l'avait choisi, car sa droiture devait inspirer confiance, et Napoléon, qui aimait toujours le zèle dans ses serviteurs, n'aimait pas, en beaucoup d'occasions, qu'ils fussent trop clairvoyants. Il lui fallait à Madrid un agent d'un dévouement sûr, d'une honorabilité reconnue, dont la perspicacité ne pût dans aucun cas devenir gênante, et qui tromperait d'autant plus facilement les autres, qu'il serait lui-même le premier trompé. Qu'il ait eu en vue dans Beauharnais l'homme qui réunissait le mieux ces conditions, lorsqu'il le nomma ambassadeur au mois de mars 1807, ce n'est guère supposable; mais ce qui est certain, c'est que, hasard ou préméditation, il avait là le personnage qu'il lui fallait, qu'il lui fit jouer ce rôle, et qu'il eût difficilement trouvé un homme en état de le mieux remplir par ses qualités comme par ses défauts. L'esprit le plus fertile est nécessairement borné dans ses combinaisons; à la guerre comme dans la politique, Napoléon s'est souvent répété et copié lui-même, à tel point qu'on pourrait réduire sa méthode en toute chose à un certain nombre de procédés invariables; il était en cette occasion son propre plagiaire. La mise en œuvre de l'affaire d'Espagne offre avec celle de Venise des analogies frappantes, et Beauharnais allait remplir auprès de la cour de Madrid la mission que Villetard avait remplie en 1797 auprès de la république vénitienne avec non moins d'aveuglement et de bonne foi. Certaines beso-

[redacted]

gnes ne se confient d'ordinaire qu'à des agents déconsidérés, le grand art consiste à les faire accomplir par des instruments honnêtes.

Dès son arrivée à Madrid, Beauharnais était devenu le centre des mille intrigues d'une cour faible et divisée, pour qui le représentant de Napoléon était une redoutable influence à ménager. Entre un favori impopulaire, odieux à la nation par ses légèretés et par ses complaisances envers l'étranger, odieux à Napoléon par ses velléités de révolte, et un jeune prince qui ne s'était encore fait connaître que par son inimitié contre ce même favori, les préférences personnelles de l'ambassadeur ne pouvaient être douteuses, et ses instructions n'étaient pas de nature à le détourner de ce penchant. Il devait tout naturellement donner ses sympathies au prince des Asturies, ne fût-ce que par opposition au prince de la Paix, en y mettant toutefois la réserve que lui commandaient ses fonctions. Les divisions intestines de la cour d'Espagne avaient pris récemment un caractère d'animosité extrême, comme toutes les fois que de telles mésintelligences trouvent un aliment dans les passions nationales et dans un réel malaise. Après un inutile effort pour désarmer et gagner le prince des Asturies en lui faisant épouser sa propre belle-sœur dona Maria-Luisa de Bourbon, Manuel Godoy n'avait plus songé qu'à profiter de la faveur royale pour accroître son pouvoir de façon à se trouver en état de faire ses conditions à un moment donné, et à rendre la haine de ses ennemis aussi impuissante dans l'avenir qu'elle l'était dans le présent. De là les nouvelles dignités qu'il s'était en quelque sorte décernées à lui-

[redacted]

même, le titre d'altesse, la charge de grand amiral, le commandement suprême de la maison militaire du roi, enfin cette principauté des Algarves qu'il s'était fait donner en Portugal par le traité de Fontainebleau, comme un refuge assuré contre une persécution prévue. Ces précautions dont le sens n'était un mystère pour personne, grossies par la crédulité publique qui évaluait à des sommes fantastiques les trésors amassés dans le même but, n'avaient fait qu'exaspérer les adversaires du prince de la Paix et envenimer les ressentiments populaires. Le bruit courait qu'il avait été jusqu'à vouloir changer la ligne de successibilité au trône et même jusqu'à rêver un changement de dynastie.

Pendant qu'il faisait tout pour fortifier sa position et accroître encore cette fortune insolente, objet de tant d'envie, sa victime supposée, le prince des Asturies, vivait dans la retraite et l'isolement, avec une tristesse affectée, suspect à sa propre famille, en hostilité presque ouverte avec le roi son père. Il entretenait des intelligences secrètes avec tout ce qu'il y avait de mécontents, offrant aux ambitieux la perspective des faveurs d'un nouveau règne, au peuple l'espoir chimérique d'une renaissance de l'Espagne humiliée. Au fond la partie ne se jouait nullement entre Charles IV et son fils le prince des Asturies, mais entre deux favoris dont l'un, Manuel Godoy, était le favori du père, et l'autre, Juan Escoiquiz, le favori du fils. Ce chanoine, ancien précepteur du prince des Asturies, était un lettré vaniteux, rempli d'ambition et de fatuité, qui avait assez bien donné sa mesure en traduisant tour à tour le *Paradis perdu*, de Milton, et le

[redacted]

Monsieur Botte, de Pigault Lebrun. D'une étourderie remuante mais déguisée sous la gravité ecclésiastique, d'un esprit borné, quoique non dépourvu d'une certaine finesse, étranger au monde comme aux affaires, mais convaincu que la connaissance des livres lui donnait la connaissance des hommes, Escoiquiz n'avait vu dans les fonctions qu'il occupait auprès de l'héritier de la couronne, qu'un moyen facile de s'emparer de bonne heure de l'esprit de son élève. Il espérait jouer un jour sous le règne de Ferdinand le rôle que Godoy jouait sous le règne de Charles. Relégué à Tolède à la suite de ses premières intrigues, l'artificieux chanoine était de retour à Madrid depuis le mois de mars 1807; il y avait repris ses menées avec une activité aiguillonnée par le désir de la vengeance.

Escoiquiz ne tarda pas à connaître les dispositions de Beauharnais; il résolut de les utiliser en faveur du prince des Asturies. Il savait que le roi et la cour tremblaient devant Napoléon; s'il parvenait à gagner une si puissante protection, le crédit du favori déjà si ébranlé auprès de la nation, n'ayant plus pour appui que le fol engouement de la reine et l'aveuglement du roi, serait forcé de céder devant tant d'influences conjurées. Le moyen de gagner l'amitié de Napoléon était très-simple, au dire du chanoine. L'empereur des Français s'était montré très-friand d'alliances royales; il ne s'agissait donc que d'obtenir de lui la main d'une princesse du sang impérial pour le prince des Asturies. Escoiquiz se mit en conséquence en relations avec l'ambassadeur de France dans le courant du mois de juillet 1807, et dès la première entrevue

lui communiqua cette singulière requête. Beauharnais, enchanté de la demande, mais craignant avec raison de se compromettre, tant était insolite une telle démarche faite par l'héritier présomptif à l'insu de son père, promit d'en référer à son gouvernement. Il lui transmit en effet cette demande, d'abord en termes obscurs, puis avec les détails les plus clairs et les plus circonstanciés. Napoléon lui fit prescrire d'encourager ces ouvertures, mais de dire qu'elles étaient encore trop vagues pour qu'on pût prendre un engagement précis. Beauharnais continua donc ses entrevues mystérieuses avec Escoiquiz pour l'amener à faire un pas de plus; il les continua non-seulement avec l'autorisation de son gouvernement, mais par son ordre. Et Napoléon voulait si bien que Beauharnais fût trompé, afin de rendre son évidente loyauté plus persuasive, que, chose inouïe, sans précédents en diplomatie, il lui laissa ignorer la conclusion du traité de Fontainebleau. En divulguant les avantages personnels que ce traité faisait à Godoy par la rétrocession des Algarves, on aurait mis fin aux avances que l'ambassadeur prodiguait à Ferdinand, on aurait dévoilé la perfidie de ce double jeu auquel Beauharnais aurait certainement refusé de se prêter plus longtemps. Il semble cependant que Napoléon, honteux d'employer sa diplomatie à de pareilles intrigues, ou plutôt craignant de s'y trouver compromis, conçut un instant l'idée de défendre à Beauharnais de pousser les choses plus loin. Il existe, en effet, une lettre adressée à Champagny dans laquelle l'Empereur exprime en même temps qu'un blâme énergique au sujet des manœuvres qu'il avait con-

[redacted]

seillées, la crainte de voir son ambassadeur tomber dans les piéges qu'on lui tend[1]. Mais cette lettre, ou n'était qu'un désaveu anticipé en prévision d'un accident, ou fut annulée par des instructions subséquentes, car Beauharnais, loin de mettre un terme à cette négociation dangereuse, la poursuivit plus vivement que jamais, et la poursuivit avec l'autorisation de son gouvernement. Déjà il l'avait amenée, par ses insistances, à un point où elle n'avait plus rien de ce vague qu'on lui avait d'abord reproché. Le 30 septembre, il se plaignait de n'avoir que des promesses en paroles, il exigeait des *garanties* avant de s'engager plus avant dans cette affaire. Le 12 octobre, il reçut, enfin, par l'entremise d'Escoiquiz, une sorte de supplique datée du 11, et signée du prince des Asturies, à l'adresse de l'empereur des Français. Le jeune prince élevait la voix vers « le héros qui effaçait tous ceux qui l'avaient précédé », et après lui avoir dépeint l'état d'oppression dans lequel il vivait, implorait « sa protection paternelle; » il le priait « de daigner lui accorder l'honneur de s'allier à la famille impériale. »

Il est inutile de faire ressortir la gravité d'une pareille démarche sous un gouvernement monarchique. La demande en mariage, quelque offensante qu'elle fût pour les droits paternels, n'était rien auprès de cette dénonciation d'un père par son fils, de cet appel à l'intervention d'un souverain étranger. Cette lettre, rapprochée des pièces encore plus compromettantes que rédigeaient en ce moment même les conseillers du prince des Asturies et qui devaient être avant peu

1. En date du 7 octobre 1807.

[redacted]

saisies chez lui, constituait une véritable conspiration, sinon contre le roi lui-même, du moins contre son gouvernement.

Tel était le point précis auquel Napoléon avait amené les affaires d'Espagne au moment de la signature du traité de Fontainebleau. Pendant que ses troupes traversaient le territoire de la Péninsule avec l'ordre formel de ne remplir aucune des conditions du traité, ou s'accumulaient sur la frontière sous prétexte de la faire respecter, ses agents à Madrid encourageaient sous main la révolte du fils contre le père. Tout prêt à profiter de leurs intrigues qu'il dirige, et maître désormais de ce document décisif dans lequel on implore sa justice, il épie en silence une occasion favorable; il peut, en choisissant son heure, intervenir, soit en chevalier protecteur de l'innocence, soit en vengeur des droits méconnus de l'autorité royale et paternelle. C'était là une situation admirablement préparée pour son entrée en scène; et si, comme le soutiennent ceux qui ne voient aucune corrélation dans ces divers événements, le hasard seul avait produit ces opportunités si ingénieusement combinées, on est forcé de convenir que le hasard y mettait non-seulement de la bonne volonté, mais un art des plus remarquables.

Napoléon se trouva pourtant mis en demeure de se prononcer un peu plus tôt qu'il ne l'avait prévu, par suite d'un événement d'ailleurs fort explicable dans l'état de discorde où se trouvait la cour de Madrid. Le prince des Asturies était surveillé de très-près. On s'aperçut qu'il passait ses nuits à écrire, qu'il entretenait une correspondance secrète très-active. Le roi,

[redacted]

dont les soupçons étaient déjà éveillés, fit saisir ses papiers à l'improviste dans la journée du 28 octobre, et le lendemain 29, lui ordonna de rendre son épée et de garder les arrêts dans ses appartements de l'Escurial. Les papiers saisis se composaient d'abord d'un mémoire écrit de sa main, dans lequel il dénonçait au roi une conspiration supposée du prince de la Paix, qui avait conçu, selon lui, le projet d'exterminer la famille royale tout entière pour se frayer un chemin au trône ; ensuite d'un mémoire d'Escoiquiz à l'appui de la demande en mariage d'une princesse française, enfin d'un chiffre destiné à la correspondance du prince. Le mémoire de Ferdinand contenait en termes voilés une allusion très-claire aux rapports de la reine avec le prince de la Paix. Cette révélation si abominable de la part d'un fils, avait, il faut le dire, une analogie bien étrange avec la dénonciation que Napoléon lui-même avait faite au roi quelques années auparavant. Au reste, le roi était traité avec le plus grand respect dans ces diverses pièces, et rien n'y indiquait qu'on eût songé à attenter à sa personne. Mais la reine y était présentée comme la complice du favori, et les aveux de Ferdinand ne tardèrent pas à faire découvrir un corps de délit beaucoup plus sérieux et qui paraissait dirigé contre le roi lui-même. C'était un décret écrit et signé de la main du prince des Asturies, mais avec la date en blanc, et dans lequel il autorisait le duc de l'Infantado à prendre le commandement de la Nouvelle-Castille, aussitôt après la mort du roi son père. Que signifiait un pareil ordre et comment l'expliquer ? Le prince allégua une courte maladie que le roi avait faite quelque temps auparavant, et

[redacted]

sa crainte de se trouver pris au dépourvu. Mais quand on se prépare si bien à un tel malheur on n'est pas loin de le souhaiter, et cet acte était de nature à recevoir des interprétations encore plus défavorables.

Le crédule Charles IV s'exagérant encore la portée de ces intrigues criminelles, excité par la reine dont l'irritation était bien concevable puisqu'elle était outragée à la fois comme femme et comme souveraine, se persuada qu'il venait d'échapper à un véritable complot dirigé contre sa couronne et sa vie. Il dénonça publiquement le coupable dans une proclamation adressée au peuple espagnol ; il annonça qu'il allait le faire poursuivre ainsi que ses complices. Il était si loin de soupçonner que Napoléon pût être pour quelque chose dans ces menées, qu'il lui écrivit en même temps comme à un ami, et avec une bonhomie touchante, pour lui faire part du malheur qui l'accablait. Il lui notifiait son intention de punir le prince en faisant révoquer la loi qui l'appelait à la succession au trône. Il le priait en terminant de vouloir bien « l'aider de ses lumières et de ses conseils. »

Cette lettre était datée du 29 octobre 1807. Le lendemain le roi en écrivit une seconde qui n'a pas été publiée, mais dont l'existence est certaine, pour se plaindre de Beauharnais, dont il ne connaissait encore qu'imparfaitement les menées [1]. Napoléon était encore à Fontainebleau et ne dut par conséquent la recevoir avec tous les éclaircissements relatifs aux scènes de l'Escurial, que vers le 7 ou 8 novembre.

1. Voir dans le recueil de documents publié par Llorente les lettres d'Izquierdo à Godoy, en date des 16 et 17 novembre 1807.

[redacted]

Il avait tout préparé pour l'envahissement de l'Espagne, les troupes comme les prétextes ; cependant cette brusque péripétie avait devancé ses prévisions. On voit par une de ses lettres à Clarke, le ministre de la guerre, en date du 3 novembre, que le 2e corps d'observation de la Gironde, commandé par Dupont, ne devait être prêt à entrer en action que le 1er décembre. Les lettres du roi d'Espagne et les nouvelles qui lui arrivent de Madrid changent en un instant ses résolutions. C'est du 8 au 11 novembre que se produit cette révolution dans son esprit. Il croit tout son plan démasqué, accable de menaces Masserano, l'ambassadeur *officiel* de la cour de Madrid ; il lui déclare que puisqu'on ose calomnier Beauharnais, il va marcher contre l'Espagne. En même temps il écrit à Clarke deux longues lettres successives. Dans la première il lui donne l'ordre d'accélérer le départ de Dupont et de ses régiments en retard. Ils supprimeront les séjours et brûleront les étapes. Clarke ordonnera *dans le plus grand secret l'armement immédiat des places frontières d'Espagne* ; il y fera réunir d'immenses approvisionnements, même dans celles des *Pyrénées-Orientales*. « Ces approvisionnements qu'on verra là, dit-il, on dira que c'est pour l'armée de la Gironde. » Mais cette armée de la Gironde qui suit de si près le corps de Junot, ne suffit déjà plus à son impatience, et il expédie à Clarke une nouvelle missive encore plus pressante que la première. Il veut diriger sur la frontière espagnole une troisième armée, tirée des dépôts qui gardent les bords du Rhin et encore en formation sous le nom de *corps d'observation de l'Océan*. Pour que ce mouvement s'opère avec plus de rapidité,

Clarke la fera partir *en poste* de Metz, de Nancy et de Sedan, dans la direction de Bordeaux. Tout ce qui lui reste de disponible en fait de troupes, et surtout de cavalerie, cuirassiers, chasseurs, dragons, hussards, Napoléon le pousse vers les Pyrénées, et ce n'est plus le corps de Dupont, mais cette nouvelle armée qui doit être sur les frontières d'Espagne au 1er décembre. « Vous aurez soin, écrit-il à Clarke, de dire aux généraux de faire des ordres du jour pour encourager les troupes, et sur la nécessité d'accélérer les marches *pour aller au secours de l'armée de Portugal contre l'expédition que les Anglais préparent*[1]. » En même temps il fait exécuter aux cent mille hommes qui occupent l'Allemagne un mouvement rétrograde, de façon à les avoir à sa portée. Il en rappelle une partie en France, les autres sont ramenés de la Vistule sur l'Elbe et sur l'Oder.

Cette précipitation extraordinaire prouve jusqu'à l'évidence que Napoléon avait, dès ce premier moment, conçu l'idée, qu'il réalisa plus tard, de se présenter à l'Espagne en arbitre suprême entre Charles IV et son fils. Armé de la lettre du fils invoquant sa protection, de la lettre du père accusant le fils, il crut l'occasion venue d'intervenir, et la saisit aussitôt avec une impatience fébrile. Cependant le lendemain 12 novembre, à *quatre heures du matin*, il écrivait de nouveau à Clarke, mais dans un sens bien différent : « Si les ordres que je vous ai donnés par ma lettre d'hier, lui disait-il, pour faire partir les troupes en poste, ne sont pas expédiés, je désire que

1. Napoléon à Clarke, 11 novembre 1807.

[redacted]

vous les contremandiez.... Les circonstances sont moins urgentes aujourd'hui. »

Ainsi au moment de s'élancer sur sa proie, Napoléon tergiversait, reculait. Que s'était-il donc passé dans son esprit? l'explication de ce soudain revirement était tout entière dans les incidents nouveaux qui venaient de se produire à Madrid. Les perplexités morales de l'homme qui s'arrête au moment de frapper n'y entraient absolument pour rien. Le prince des Asturies, effrayé au dernier point des suites que pouvait avoir la colère du roi, de la tournure que prenait l'instruction criminelle, avait livré ses complices avec l'ingratitude ordinaire des hommes de ce rang, mais il avait fait en même temps des aveux qui devaient le perdre et qui le sauvèrent. En dénonçant le duc de l'Infantado et Escoiquiz, il avait raconté les entrevues de celui-ci avec l'ambassadeur de France, le projet qu'il avait formé de demander en mariage une princesse du sang impérial, enfin la demande formelle que, d'après les conseils de Beauharnais, il avait adressée à Napoléon. Épouvanté de rencontrer à l'improviste la main de l'Empereur dans des intrigues auxquelles personne ne le croyait mêlé, le prince de la Paix, qui savait par une terrible expérience ce qu'il pouvait lui en coûter de blesser l'orgueil de Napoléon, résolut sur-le-champ d'étouffer l'affaire et de mettre hors de cause l'héritier de la couronne, afin d'ôter à l'Empereur tout prétexte d'intervenir. Mais par une fâcheuse inconséquence, en faisant amnistier le principal accusé, il persista à faire poursuivre les complices, soit qu'il jugeât une amnistie générale impossible après tout le

bruit qu'on avait fait de la conspiration, soit qu'il ne pût se résoudre à perdre cette occasion de frapper ses ennemis jurés. Il dicta à Ferdinand deux lettres dans lesquelles le jeune prince implorait le pardon de ses parents; puis il les publia l'une et l'autre dans un décret royal daté du 5 novembre, par lequel le roi déclarait pardonner à son fils eu égard à son repentir et aux prières de la reine.

Quant aux autres accusés, ils devaient être traduits devant les tribunaux. Mais le marquis de Caballero, ministre de la justice, eut l'ordre de faire écarter de la procédure tout ce qui était de nature à compromettre l'ambassadeur français. Godoy avait un tel intérêt à ménager Napoléon dans ces circonstances critiques, il éprouvait une telle terreur à la seule idée d'encourir de nouveau la colère d'un ennemi si dangereux, qu'on ne peut chercher ailleurs sans invraisemblance le secret de la promptitude avec laquelle il mit fin à la procédure. Quand on dit qu'il recula devant le déchaînement de l'opinion, on oublie d'abord que ce déchaînement ne se produisit que plus tard, et ensuite que le meilleur moyen de se justifier d'avoir commencé le procès était de le poursuivre jusqu'au bout. Au reste une dépêche d'Izquierdo vint peu de jours après le confirmer dans cette opinion: « L'Empereur, lui avait dit M. de Champagny, exige avant tout que, sous aucun prétexte, il ne soit rien publié dans cette affaire de ce qui pourrait avoir un rapport quelconque, soit avec l'Empereur, soit avec son ambassadeur. — Et si Beauharnais *est trouvé coupable*, avait insisté Izquierdo, faudra-t-il suspendre l'action de la justice du roi au scandale de la na-

[redacted]

tion? — Ne m'interpellez pas, répondit Champagny; tel est l'ordre de S. M. *Ceci est de rigueur.* » (Dépêche du 17 novembre.)

Cette injonction significative prouvait à Manuel Godoy qu'il avait deviné juste; il y obéit soigneusement. Dans le procès instruit contre les amis de Ferdinand, Escoiquiz, les ducs de l'Infantado et de San Carlos, il ne fut pas fait une seule allusion au rôle que l'ambassadeur de France avait joué dans ces événements. Les juges montrèrent une honorable indépendance en refusant de condamner les complices alors qu'on innocentait le principal accusé; ils les acquittèrent malgré les charges qui pesaient sur eux, malgré l'hostilité déclarée du roi, malgré les menaces d'une reine vindicative. La courageuse conduite de ces magistrats démontre d'une façon éclatante que, quelque abaissée que fût alors l'Espagne, on pouvait y citer des exemples d'honneur et de vertu civique qu'on eût vainement cherchés en France sous le règne de Napoléon.

Par suite de l'habile retraite de Godoy le coup était manqué et la partie remise. Qu'allait faire Napoléon? Puisque, comme on l'a tant de fois écrit, il avait vu d'un œil mécontent son ambassadeur s'engager dans ces intrigues, il allait sans doute le retirer, le désavouer, comme le roi d'Espagne le lui demandait avec instance? Nullement, il avait plus besoin que jamais de sa bonne foi aveugle et de sa haine contre le prince de la Paix : il le laisse au centre de l'action poursuivre en paix son œuvre de discorde; et il écrit au roi d'Espagne une lettre destinée à l'endormir :

« Monsieur mon frère, lui écrit-il, je dois à la vé-

rité de faire connaître à V. M. *que je n'ai jamais reçu aucune lettre du prince des Asturies*, que ni directement ni indirectement *je n'ai jamais entendu parler de lui*, de sorte qu'il serait vrai de dire *que j'ignore s'il existe.* » Admirable générosité, dit-on, comme s'il n'avait pas un intérêt capital à sauver le prince, comme si ce n'était pas là sa meilleure carte! Il lui parle ensuite du Portugal; il n'a de pensées que pour cette expédition, c'est la seule chose importante; elle ne lui permet pas de s'occuper des querelles de ménage de son allié, et le roi doit avant tout songer à la pousser vivement : « *Quelques discussions de palais*, affligeantes sans doute pour le cœur sensible d'un père, ne peuvent avoir aucune influence sur les affaires générales.... Il espère enfin que Sa Majesté a trouvé quelques consolations dans les inquiétudes qui l'assiégent, car personne ne lui est plus attaché que lui[1]. » Il confie cette lettre à son chambellan de Tournon, observateur pénétrant et discret. Il lui donne pour mission « d'observer sur son passage l'opinion du pays sur ce qui vient de se passer, si l'opinion est en faveur du prince des Asturies ou du prince de la Paix. *Vous vous informerez aussi*, continue-t-il, *sans faire semblant de rien, de la situation des places de Pampelune et de Fontarabie....* Vous prendrez des renseignements bien positifs *sur l'armée espagnole*, sur les points *qu'elle occupe aujourd'hui*, etc.[2]. »

Le même jour, 13 novembre, il se décide à un acte beaucoup plus grave et plus décisif que tout ce qu'il

1. Napoléon au roi d'Espagne, 13 novembre 1807.
2. Napoléon à M. de Tournon, 13 novembre.

[redacted]

a fait jusque-là. Il charge Clarke de donner l'ordre à Dupont de faire franchir la frontière à cette seconde armée qui, d'après le traité signé quinze jours auparavant, ne devait entrer en Espagne que du consentement du roi[1]. Il ne fait plus partir ses troupes en poste, car son plan est modifié. Depuis le pardon que Charles a accordé à son fils, il ne peut plus intervenir pour délivrer le prince opprimé; mais il alléguera la nécessité de soutenir l'armée de Portugal que personne ne menace. Dans l'état d'excitation où sont les esprits, des événements nouveaux ne tarderont pas à lui offrir les prétextes dont il a besoin. Ferdinand, que Napoléon semble vouloir défendre contre son père, qu'il justifie de l'accusation de correspondance à l'étranger, qu'il encourage par l'entremise de Beauharnais, se croira soutenu par lui et cherchera inévitablement à prendre sa revanche. A défaut de cet incident prévu, il peut en surgir cent autres de la seule présence des troupes étrangères sur le territoire espagnol. Il ordonne donc à Dupont d'entrer, mais sans dépasser Vitoria; de là, ce général enverra des officiers dans toutes les directions pour étudier le pays[2].

Au moment où va s'accomplir à petit bruit cette opération presque insignifiante en apparence, en réalité si formidable, Napoléon veut y paraître étranger, ou du moins avoir l'air de n'y attacher aucune importance. Il part donc pour l'Italie en faisant annoncer avec fracas son voyage. Il s'arrange de façon à

1. A Clarke, même jour.
2. *Ibid.*

[redacted]

fait son entrée triomphale à Milan le jour même où Junot pénètre furtivement en Espagne. Comment croire que cet homme, occupé à recevoir des fêtes et des s'enivrer au bruit des acclamations de ses bons peuples d'Italie, s'apprête à porter ce coup de Jarnac à la monarchie espagnole? Si ses troupes violent le territoire d'Espagne, c'est sans doute par suite de quelque malentendu, de quelque ordre mal compris. L'ambassadeur espagnol ajournera forcément ses réclamations à un moment plus opportun : quant à présent, l'empereur est bien loin et bien distrait pour les entendre. Et pendant ce temps nos troupes continuent d'avancer, elles occupent les provinces espagnoles. Napoléon les suit du regard, il leur marque leurs étapes, tout entier en apparence aux affaires italiennes, au bonheur de ses peuples. Grâce à cet éloignement, il est à l'abri des questions indiscrètes jusqu'au moment où il jettera le masque. Ce voyage d'Italie était donc à lui seul un trait de génie. Les apologistes de Napoléon qui n'y ont vu que son désir de s'y livrer à des épanchements de famille avec ses frères Joseph et Lucien et « d'embrasser son fils chéri » le prince Eugène, sont de pauvres appréciateurs de cette âme si riche en combinaisons. Comment peuvent-ils méconnaître à ce point son génie? Napoléon partant à grand bruit pour l'Italie au moment où ses soldats envahissent l'Espagne, c'est le même homme que Napoléon allant s'enfermer à la Malmaison au moment où l'on amène à Paris le duc d'Enghien. C'est encore Napoléon restant dans cette même Italie au moment où il croit que ses flottes vont se réunir dans la Manche pour frapper l'An-

[redacted]

gleterre ; c'est Napoléon s'attardant à Boulogne pendant que son armée débouche dans la vallée du Danube pour frapper l'Autriche. Il est là pris sur le vif : on pourrait citer cent autres exemples de ce trait de nature. Jamais personnage ne fut plus fidèle à son caractère, et c'est le diminuer et l'affadir singulièrement que de substituer à ses calculs les mieux conçus tantôt la main du hasard, tantôt les mobiles d'une niaise sentimentalité qu'il aurait reniée avec mépris. Il faut protester, au nom du héros lui-même, contre le lyrisme béat qui nous a gâté ce chef-d'œuvre accompli de fourberie et de préméditation.

Junot, stimulé, harcelé par Napoléon qui voulait à tout prix surprendre et capturer la flotte portugaise, poursuivait sa course vers Lisbonne. Ses soldats harassés étaient à peine en état de porter leurs armes. « Je n'entends pas, avait écrit l'Empereur, que, sous le prétexte de manque de vivres, la marche de Junot soit retardée d'un seul jour. Cette raison n'est bonne que pour ceux qui ne veulent rien faire. Vingt mille hommes vivent partout, même dans le désert. » (5 novembre.) Junot, qui, depuis quelque temps, était traité très-durement par Napoléon et qui voyait dans cette expédition une occasion de reconquérir ses bonnes grâces, résolut d'exécuter à tout prix ces dures prescriptions. Ses troupes étaient composées presque exclusivement de jeunes conscrits dont la plupart n'avaient pas encore atteint l'âge requis pour le service militaire et avaient été levés par anticipation. C'était avec ces enfants inexpérimentés, incapables de supporter de longues marches, que Junot devait, selon les calculs de Napoléon, franchir en trente-cinq

jours l'espace qui sépare Bayonne de Lisbonne à travers des pays montagneux, des chemins affreux, tantôt en plein désert, tantôt au milieu d'une population pauvre, hostile, à demi sauvage, sans vivres, sans ressources d'aucun genre. Entré en Espagne le 17 octobre, Junot était arrivé dans les premiers jours de novembre à Salamanque, ayant déjà laissé derrière lui un grand nombre de traînards. Il se remit en route le 12 novembre, prit par Ciudad-Rodrigo, puis par les gorges désolées de la Moraleia, pillant tout sur son passage pour ne pas mourir de faim, abandonnant en chemin des soldats exténués de fatigue et de privations, qui tombaient presque aussitôt sous le couteau des habitants soulevés. A Alcantara, il trouva quelques approvisionnements et put reposer et refaire ses soldats. A partir d'Alcantara, il longea la rive droite du Tage, mais par des chemins plus difficiles et plus escarpés que jamais. Ces chemins, courant en festons le long des nombreux contre-forts qui se détachent de la chaîne du Beira et viennent plonger jusque dans le fleuve, présentaient une série presque ininterrompue d'aspérités que des pluies abondantes achevaient de rendre impraticables en changeant chaque ruisseau en torrent. Ces nouveaux obstacles n'arrêtèrent pas la marche de Junot. Ce général semblait avoir l'esprit frappé d'une idée fixe et se soucier fort peu de laisser toute son armée en route, pourvu que lui-même arrivât au jour désigné. Il poursuivit donc cette course haletante suivi de quatre à cinq mille hommes, plus semblables à des spectres qu'à des soldats, les habits en lambeaux, les armes hors d'état de servir, les pieds en-

[redacted]

sanglantés, sans souliers, sans artillerie, sans bagage, en pleine débandade, et c'est dans cet équipage, à la fois triste et ridicule, qu'il parut devant Lisbonne le 30 novembre au matin. Il arrivait au moment précis que lui avait fixé Napoléon ; mais s'il s'était trouvé dans l'armée portugaise une poignée d'hommes résolus pour attaquer cette légion de fantômes, pas un de nos soldats n'aurait survécu à cette folle équipée. Heureusement pour Junot et pour ses troupes le prestige de la grande armée couvrait leur faiblesse [1].

Au moment où la tête de colonne des troupes françaises se montra aux environs de Lisbonne, la flotte portugaise, retenue plusieurs jours par des vents contraires, mettait à la voile pour le Brésil, emportant le régent, sa mère, toute la famille royale, et avec la cour, les amis et les serviteurs qui voulaient jusqu'au bout partager leur fortune, en tout sept à huit mille personnes allant chercher une nouvelle patrie au delà des mers. Le régent, prince adoré de ses sujets pour sa bonté et la douceur de son administration, ne pouvait se résoudre sans déchirement à un exil si douloureux, il eût voulu en épargner les épreuves à tant de malheureux inoffensifs qui connaissaient à peine de nom l'auteur de leurs maux. Il s'efforça encore d'apaiser Napoléon, il se déclara prêt à consentir à toutes les concessions demandées, même à celles qui étaient relatives à la confiscation des biens et à l'arrestation des personnes. Tout fut inutile, on ne laissa pas même pénétrer sur le territoire français son ambassadeur Marialva. On ne voulait de

1. Général Foy : *Hist. des guerres de la Péninsule.*

[redacted]

lui qu'une seule chose, c'était son royaume. Le 27 novembre, par une journée froide et pluvieuse, il sortit du palais d'Ajuda, entouré de sa famille, au milieu d'une foule émue qui le saluait tour à tour de ses bénédictions et de ses sanglots. On voyait auprès de lui, comme une image vivante du malheur, la reine sa mère qui, frappée d'aliénation mentale depuis de longues années et ramenée tout à coup au milieu, du bruit, du mouvement et du grand jour, semblait chercher autour d'elle, de ses yeux égarés, l'explication de cette scène de désolation. L'embarquement se fit au milieu de la plus morne tristesse, sous la protection de l'escadre anglaise que commandait sir Sidney Smith. La flotte s'éloigna au moment où nos boulets allaient l'atteindre. Ces milliers d'innocents, dont le seul crime était d'avoir tenté la cupidité d'un conquérant impitoyable, allèrent, à travers mille dangers, chercher au delà des mers un asile incertain et précaire, abandonnant leurs biens, leurs foyers, leurs parents, leurs amis, rompant, la plupart pour toujours, ces mille liens sacrés qui sont la patrie. Jamais depuis les proscriptions romaines la grande image de Tacite n'avait paru plus vraie : *mare exiliis plenum*. Et l'homme qui, pour satisfaire une convoitise, réduisait à cette condition misérable un si grand nombre d'infortunés dont il n'avait jamais eu à se plaindre, était satisfait, il était tranquille, il était glorieux, on l'appelait Grand!

Junot s'établit paisiblement à Lisbonne où il rallia peu à peu le reste de son armée, puis il prit sans coup férir possession de tout le Portugal, ne laissant aux deux corps auxiliaires de Solano et de Taranco

[redacted]

que le rôle de spectateurs. D'un naturel turbulent, mais bon et généreux, Junot n'eût pas mieux demandé que de faire oublier insensiblement aux Portugais les disgrâces de leur patrie par la douceur de son administration; mais il avait à exécuter les ordres d'un maître inexorable qui ne croyait qu'au pouvoir de la crainte. Napoléon lui reprochait ses ménagements comme une trahison, il était impatient de s'emparer des dépouilles de ce malheureux petit peuple sans défense. « L'espoir que vous concevez du commerce et de la prospérité, lui écrivait l'Empereur, est une chimère avec laquelle on s'endort. Quel commerce faire dans un pays qui est bloqué et dans des circonstances de guerre aussi incertaines que celles où se trouve le Portugal? » Il fallut donc confisquer, emprisonner, exiler, frapper des contributions extraordinaires. Il reçut l'ordre de désarmer et de déporter en France toutes les troupes portugaises, et avec elles toutes les personnes suspectes d'avoir conservé quelque attachement à la famille royale [1]. Junot espérait en être quitte pour ces mesures impitoyables, lorsque Napoléon lui expédia tout rédigé un décret, daté de Milan, qui allait compléter pour de longues années la ruine et la détresse des populations portugaises. Ce décret imposait au Portugal une nouvelle contribution montant à cent millions de francs, *pour servir*, disait Napoléon, *au rachat de toutes les propriétés sous quelque dénomination qu'elles soient appartenant à des particuliers* [2]. Après ce début, qui présentait toutes les pro-

1. Napoléon à Junot, 20 décembre.
2. Décret du 23 décembre 1807, art. 1er.

[redacted]

priétés privées comme appartenant de droit à l'empereur des Français. Il était bien superflu d'ajouter que tous les domaines de la couronne, des princes, des seigneurs émigrés étaient désormais sa chose ainsi que les revenus publics. Il allait également de soi que le corps d'occupation serait dorénavant entretenu aux frais du peuple qu'il avait mission d'opprimer, et recevrait, en outre, des gratifications supplémentaires montant à la moitié de la solde (art. 9). Par suite de ces effroyables spoliations pesant sur un peuple de trois millions d'âmes, privé en même temps de ses colonies, de son commerce, de toutes ses sources de richesses, le royaume se trouva en quelque sorte dévoré d'un seul coup. Mais ce qui, dans tout ce décret impérial et royal, exprimait peut-être le mieux l'esprit qui présidait à nos conquêtes, c'était un tout petit article ainsi conçu : « A dater du 1er décembre de la présente année, il sera donné *à chaque homme de notre armée de Portugal, une bouteille de vin*, indépendamment des vivres de campagne *voulus* par nos ordonnances. » (Art. 8.) Les historiens se sont extasiés à l'envi sur ces paroles grandioses : « La maison de Bragance a cessé de régner ! » Formule prétentieuse et déclamatoire, destinée à couvrir un acte vil et méprisable. Cette bouteille de vin est moins épique, mais elle nous met face à face avec la vérité des choses. On parlait toujours de gloire, même à propos d'exploits qui n'étaient que des actes de brigandage, mais on comptait encore plus sur le grand ressort du nouvel héroïsme, la cupidité et les convoitises.

En présence de ce qui se passait en Portugal, du mépris qu'on affichait pour les engagements les plus

[redacted]

positifs et les plus clairs, des concentrations de troupes qu'on opérait sur son propre territoire, la cour d'Espagne commençait à comprendre qu'il se préparait quelque surprise extraordinaire dont elle pourrait bien se trouver la victime. Elle voulut donc tout à la fois mettre en demeure Napoléon de s'expliquer sur ses intentions, et, s'il se pouvait, le désarmer en lui offrant un nouveau gage de sa docilité et de son empressement. Malgré les dénégations de l'Empereur au sujet de la demande en mariage du prince des Asturies, on avait mille preuves indubitables qu'il l'avait encouragée, sinon même suggérée; on résolut en conséquence de la renouveler en la présentant cette fois au nom de la couronne elle-même et avec toutes les formalités usitées. Le roi Charles lui écrivit dans les termes les plus flatteurs en sollicitant cette alliance comme une faveur pour sa maison. Peu de temps après, il lui écrivit une seconde lettre pour réclamer l'exécution et la publication du traité de Fontainebleau dont Junot tenait si peu compte en Portugal. Cette double démarche était habile, car elle ôtait à Napoléon jusqu'à l'ombre d'un prétexte pour se plaindre de l'Espagne. Mais la cour de Madrid était à la fois trop faible, trop irrésolue, trop dupe de ses craintes comme de ses espérances pour éviter le piége. Napoléon, visiblement embarrassé, se réfugia dans le silence. C'était justement afin d'échapper à des interpellations de ce genre qu'il était venu en Italie; mais selon sa constante habitude de réserver toutes les chances qui s'offraient à lui de façon à pouvoir choisir le parti le plus avantageux, il voulut se mettre en mesure d'accepter la proposition du roi

d'Espagne, si la nécessité lui imposait ce dénoûment. Parmi les diverses combinaisons qu'il agitait dans son esprit, il en était une à laquelle il s'était plus d'une fois arrêté, c'était l'idée de placer son frère Lucien sur le trône de Portugal, si Lucien voulait consentir enfin à répudier la femme à laquelle il avait sacrifié la faveur du Premier Consul. Lucien avait de son premier mariage une fille en âge de s'établir, et depuis quelque temps déjà Napoléon désirait la marier lui-même[1]. Cette fille de Lucien pourrait, si les circonstances l'exigeaient, devenir le gage d'une nouvelle alliance entre Napoléon et la maison d'Espagne. Dans ce cas, le trône de Portugal pour Lucien, et selon toute probabilité, la cession à la France des provinces espagnoles situées au nord de l'Èbre, seraient devenus le prix de l'immense honneur que les Bonaparte auraient fait aux Bourbons.

L'obstination hautaine et inflexible que Lucien opposa aux exigeances de son frère firent promptement évanouir cette velléité fugitive. Il en serait d'ailleurs resté fort peu de chose dans l'exécution, car s'il était facile de donner le trône de Portugal à Lucien, la cession des provinces de l'Èbre à Napoléon eût sans doute très-vite conduit les choses au point où elles en vinrent plus tard. Après une entrevue de quelques heures à Mantoue, les deux frères se séparèrent irrités et mécontents l'un de l'autre[2]. Cependant Napoléon insista pour avoir, comme il le disait, la fille de Lu-

1. Ce fait résulte d'une lettre d'Élisa à Lucien, en date du 20 juin 1807.

2. Voir sur ce point les *Mémoires du roi Joseph*.

[redacted]

cien « à sa disposition, » et Lucien consentit à l'envoyer à Paris : « Lucien, écrivit Napoléon à Joseph, m'a paru être combattu par divers sentiments et n'avoir pas assez de force pour prendre un parti. J'ai épuisé tous les moyens qui sont en mon pouvoir de le rappeler à l'emploi de ses talents pour moi et pour la patrie. S'il veut m'envoyer sa fille, il faut qu'elle parte sans délai, et qu'en réponse il m'envoie une déclaration par laquelle il la met entièrement à ma disposition, car il n'y a pas un moment à perdre, les événements se pressent et *il faut que mes destinées s'accomplissent.* » (17 décembre.) La fille de Lucien partit en effet pour Paris; mais Lucien persistant à refuser une couronne qui devait lui coûter son bonheur domestique, cette enfant n'était plus que le pis-aller et le jouet d'une fantaisie désordonnée. Elle n'avait pas encore atteint Paris, que Napoléon avait déjà renoncé à son projet de mariage.

L'Empereur quitta l'Italie, après avoir visité Milan, Venise, Turin, qui lui offrirent des fêtes splendides. Voulant donner un gage aux espérances patriotiques des Italiens, il adopta solennellement Eugène et le désigna comme son successeur à la couronne d'Italie. Les peuples furent invités à se réjouir d'une cérémonie qui était censée être le symbole de la future indépendance de la nation. En attendant cet avenir fort problématique il ne leur rendit pas même l'ombre de Corps législatif qu'il leur avait retirée depuis l'année 1805. Il se contenta de la remplacer par une assemblée de commis instituée sous le nom de *Sénat consultant.* Il laissa sur son passage divers plans de travaux d'utilité publique dont les uns étaient une

[redacted]

vaine fantasmagorie destinée à frapper les imaginations, et les autres une réelle amélioration des routes, des canaux et surtout des fortifications des places, objet qu'il ne perdait jamais de vue. Il consacra quelques millions au port de Venise, mais il n'était plus en son pouvoir de réparer les ruines qu'il y avait faites. Venise était une ville morte, et celui qui l'avait tuée n'était pas en état de la ressusciter. Les travaux qu'il y commanda restèrent inachevés[1]. Il décréta la création d'une *commune* sur le plateau inhabitable du mont Cenis, et promit toute espèce de faveurs et d'immunités aux malheureux qui consentiraient à s'y fixer. Un hospice, une caserne, une prison, tel était le centre d'attraction de la future colonie, qui devait être traitée sur le pied d'une commune *au-dessus de cinq mille âmes*[2]. Malgré le *fiat lux* de cette volonté toute-puissante, la nature osa désobéir. La caserne est restée, la prison est restée, l'hospice est resté, mais la vie n'est pas descendue sur ces cimes inhospitalières. Du fastueux décret de Napoléon, rien n'a survécu, si ce n'est les petites maisons de refuge établies pour abriter les cantonniers.

Napoléon data également de Milan un décret qui vint aggraver encore les rigueurs du blocus continental et qui était le digne complément des extravagances du décret de Berlin. Cet acte avait d'ailleurs pour excuse un ordre du Conseil de l'amirauté qui n'était guère moins arbitraire et moins inique que les

1. Comte Sclopis : *la Domination française en Italie de 1800 à 1815.*

ret du 21 décembre 1807, articles 24 et 33.

[redacted]

mesures de Napoléon lui-même. De représailles en représailles, l'Angleterre en était venue à adopter sur les mers une politique presque aussi oppressive que celle qu'il pratiquait sur le continent. Par cet ordre du 11 novembre 1807, le Cabinet britannique avait assujetti toutes les marines neutres qui commerçaient avec la France ou avec ses alliés à une station obligatoire en Angleterre pour y payer une taxe déterminée. Cette prétention tyrannique pouvait être momentanément imposée par la force, mais elle était faite pour révolter infailliblement au bout d'un certain temps toutes les puissances ayant quelque souci de leur dignité et de leurs intérêts, particulièrement les États-Unis, État jeune et fier qui n'était pas d'humeur à abaisser longtemps son pavillon devant de pareilles avanies. Mais Napoléon répondit à cette mesure de façon à tourner contre la France tous les mécontentements dont elle était appelée à profiter. A cette provocation maladroite qui frappait ceux que l'Angleterre avait intérêt à ménager pour les gagner à sa cause, il répliqua par un acte mille fois plus insensé encore en décrétant « que tout bâtiment de quelque nation qu'il fût » qui aurait seulement souffert la visite d'un vaisseau anglais serait, par ce seul fait, *dénationalisé* et déclaré de *bonne prise*. Et il chargeait de l'exécution de ce décret, qu'il était plus facile de publier que de mettre en pratique, ses vaisseaux de guerre et *ses corsaires*. Cette bravade l'obligeait en effet à capturer tout ce qu'il y avait encore de marine neutre dans le monde. Mais il existait entre l'Angleterre et lui cette grande différence qu'elle *pouvait* exercer son droit de visite, tandis qu'il était hors d'

d'exécuter ses menaces. Ce n'était plus là de la politique, mais de la déclamation de collége : par malheur cette déclamation pour être ridicule n'en était pas moins désastreuse.

Napoléon était de retour à Paris le 3 janvier 1808. Le 10 janvier seulement, il se décida à répondre à la lettre du roi d'Espagne [illegible]tait du 18 novembre. Il se déclarait aussi désir[illegible]ue le roi lui-même de consolider les liens des [illegible]États, et *consentait volontiers* au mariage du prin[illegible] Asturies avec une princesse de France. Mais [illegible]crupules inattendus lui étaient venus au sujet de [illegible]rince dont il se portait défenseur alors que son pè[illegible]'accusait; il ne semblait plus le considérer aujourd'[illegible]i comme un homme calomnié; il demandait à être éclairé : « Votre Majesté, disait-il, doit comprendre qu'il n'est aucun homme d'honneur qui voulût s'allier à *un fils déshonoré* par sa déclaration, sans avoir la certitude qu'il a réacquis toutes ses bonnes grâces. » Comme si la démarche qu'on faisait auprès de lui n'était pas suffisamment significative à cet égard ! Quant à la proposition de publier le traité de Fontainebleau, il la repoussait comme inopportune et prématurée. Elle lui eût en effet lié les mains vis-à-vis de l'Europe, car il est un certain degré d'impudeur qui est incompatible avec le grand jour de la publicité. Elle eût surtout éclairé le peuple espagnol, qui dans tout le cours de la crise nationale se montra si supérieur à ses maîtres en bon sens et en perspicacité.

Napoléon avait évité de toucher aux affaires de Rome pendant son séjour en Italie, mais il était depuis longtemps décidé à en finir avec les résistances

[redacted]

du pape. Il profita de son retour à Paris pour consommer définitivement l'envahissement des États romains dont il avait à plusieurs reprises occupé différentes provinces. C'est le 10 janvier qu'il fit expédier aux généraux Miollis et Lemarois, partant l'un de Milan, l'autre de Naples, l'ordre de combiner leur marche de façon à pénétrer en même temps dans les États pontificaux. Miollis, qui était le vrai chef de l'expédition, devait marcher sur Rome « *sous prétexte de traverser cette ville pour se rendre à Naples*[1]. » Une fois maître de la ville, il devait s'emparer du château Saint-Ange, rendre au pape tous les honneurs possibles, mais déclarer qu'il avait mission d'occuper Rome *pour arrêter les brigands du royaume de Naples* qui y cherchaient un refuge. On voit qu'avec les faibles comme avec les forts c'était toujours la même franchise qui inspirait la politique impériale. Au moment où Miollis arriverait aux portes de Rome, l'ambassadeur Alquier devait remettre au cardinal secrétaire d'État une note où se trouvaient exposés tous les griefs vrais ou faux de l'Empereur contre la cour de Rome. Il y était question de nouveau des brigands napolitains *tout dégouttants du sang français*, des agents de la reine Caroline, des agents de l'Angleterre *qui agitaient la tranquillité de l'Italie*, etc. On déclarait que Miollis ne sortirait de Rome *que lorsque cette ville serait purgée de tous les ennemis de la France*[2]. Un paragraphe écrit en chiffres dans la dépêche ajoutait pour l'instruction d'Alquier ces paroles dictées par Napoléon :

1. Napoléon au prince Eugène, 10 janvier 1808.
2. A Champagny, 22 janvier.

[redacted]

« L'intention de l'Empereur est d'accoutumer par ces démarches le peuple de Rome et les troupes françaises à vivre ensemble, afin que si la cour de Rome continue à se montrer aussi insensée qu'elle l'est, *elle ait insensiblement cessé d'exister comme puissance temporelle sans qu'on s'en soit aperçu.* » Ce procédé ingénieux était celui même que Napoléon employait en Espagne. Miollis devait alléguer tantôt la nécessité de marcher sur Naples, tantôt celle de protéger les derrières de l'armée napolitaine, ce qui était contradictoire, de même que les généraux qui entraient chaque jour en Espagne devaient alléguer tour à tour l'ordre de marcher sur Cadix contre un débarquement anglais, ou celui de couvrir les derrières de l'armée de Portugal. Grâce à ces stratagèmes, tous les préliminaires s'accomplissaient avec une étonnante facilité, mais il fallait beaucoup compter sur la stupidité humaine pour croire que ces deux entreprises s'achèveraient *sans qu'on s'en aperçût!* Il était en outre souverainement hasardeux et impolitique de vouloir les mener de front, de frapper le souverain pontife au moment où l'on s'attaquait à un peuple qui poussait jusqu'au fanatisme son attachement à l'Église catholique, de compliquer une guerre nationale d'une guerre de religion, d'ajouter à la puissance du sentiment patriotique la force terrible des passions religieuses. L'esprit qui n'a pas su voir ce danger, ou qui, l'ayant découvert, n'a pas su ajourner une mesquine satisfaction de vengeance, un tel esprit n'a jamais possédé le vrai génie politique.

Napoléon était alors si loin de soupçonner la gra-

[redacted]

vité de ces deux entreprises qui devaient être l'écueil de sa fortune, qu'il semblait impatient de se créer d'autres querelles comme si son activité eût manqué d'aliment. La persévérance de la Russie à réclamer l'exécution des promesses de Tilsit relativement aux principautés l'avait indisposé à tel point, qu'il était presque décidé à recommencer la guerre contre cette puissance. Dans ce moment même, c'est-à-dire le 12 janvier 1808, il chargeait Champagny de poser à Sébastiani la question suivante : « Si les Russes voulaient conserver la Valachie et la Moldavie, la Porte est-elle dans l'intention *de faire cause commune avec la France dans la guerre?* quels sont ses moyens de guerre? » Son décret de Milan l'avait d'autre part mis en très-mauvais termes avec les États-Unis. Il avait fait saisir ceux de leurs bâtiments qui s'étaient soumis à la visite britannique, et pour éviter une rupture, il était obligé de déclarer que ces bâtiments étaient mis sous un séquestre provisoire au lieu d'être considérés comme étant de bonne prise. Enfin il poursuivait les préparatifs de cette grande expédition de Sicile à laquelle il attachait une importance capitale; il déclarait l'île de Sardaigne en état de blocus comme complice de l'Angleterre, il méditait une expédition pour ravitailler Corfou, une autre pour punir le dey d'Alger, une troisième pour la Martinique et le Sénégal. Il entassait en quelques mois plus de plans et de projets qu'il n'eût pu en réaliser dans le cours d'un long règne.

[redacted]

CHAPITRE VII.

LA RÉVOLUTION D'ARANJUEZ. — LE GUET-APENS DE BAYONNE (JANVIER-MAI 1808).

Cependant les troupes françaises continuaient à entrer en Espagne comme si la frontière n'eût pas existé. Après Dupont était arrivé Moncey avec trente mille hommes ; après Moncey la division des Pyrénées orientales sous les ordres de Duhesme avait été dirigée de Perpignan sur Barcelone, marche difficile à expliquer par la nécessité de couvrir l'armée de Portugal. En même temps s'avançait à l'autre extrémité de la chaîne des Pyrénées une autre division conduite par Darmagnac et dirigée de Saint-Jean-Pied-de-Port sur Pampelune. « *Sans faire semblant de rien*, écrivait Napoléon, il occupera la citadelle et les fortifications[1]. » Moncey devait s'avancer de Vitoria jusqu'à Burgos, et s'étendre le plus possible dans le pays sous prétexte de le faire moins souffrir. Le nombre total des troupes envoyées jusque-là en Espagne s'élevait à 80,000 hommes, sans compter le corps de Junot. Ce n'était point

1. Napoléon à Clarke, 28 janvier 1808.

[redacted]

encore assez aux yeux de Napoléon, et il accélérait vers les Pyrénées la marche de plusieurs corps d'élite et de sa garde commandée par Bessières. Pour combler d'un seul coup tous ces vides sans avoir à rappeler en France l'armée d'occupation d'Allemagne, il fit à la conscription de 1809 un appel anticipé comme tous ceux des années précédentes, et le Sénat le lui vota avec sa complaisance accoutumée. Il poussait tout le monde à armer autour de lui. Il voulait que Jérôme, avec son petit royaume de Westphalie, levât une armée de 40,000 hommes sur deux millions d'habitants : « J'ai 800,000 hommes sous les armes, lui écrivait-il, et je viens d'en lever encore 80,000. » (30 janvier.) Un rapport de Champagny, inséré au *Moniteur* à la date du 24 janvier, expliquait toutes ces levées et tous ces mouvements de troupes par la nécessité de défendre la Péninsule contre les débarquements projetés des Anglais aux environs de Cadix. Sollicitude bien méritoire s'il fallait en estimer la valeur d'après le nombre de soldats qu'elle déployait! Le rapport de Champagny se terminait par ces paroles fatidiques : « *Toute la presqu'île mérite donc de fixer l'attention de V. M.* »

Mais la reconnaissance devenait de plus en plus difficile aux infortunés sur qui s'étendait la généreuse protection de Napoléon. Quelque disposés qu'ils fussent à s'étourdir eux-mêmes, à accueillir les illusions les plus invraisemblables, ils ne pouvaient plus douter qu'il ne se préparât une machination des plus dangereuses contre l'Espagne et contre son souverain. Le réseau qui les enveloppait allait chaque jour se resserrant davantage; et n'osant songer à le rompre, ils ne s'étudiaient déjà plus qu'à ne donner aucun sujet

[redacted]

de plainte à leur puissant adversaire, dans l'espoir fort illusoire de le faire reculer par l'embarras même d'avouer ses projets. Ils regardaient, non sans apparence de raison, la résistance comme impossible. L'armée espagnole était disséminée en partie à Hambourg, en partie en Portugal, où Junot avait ordre de la suivre et de la retenir, en partie enfin vers les côtes méridionales où on l'avait envoyée sur la demande de Napoléon pour repousser le prétendu débarquement des Anglais. Le reste ainsi réduit eût été hors d'état de tenir devant un seul de nos corps d'armée. Et d'ailleurs, comment recevoir les armes à la main des soldats qui se présentaient en alliés, en frères! Dans une telle situation, ce qu'il y avait de mieux à faire, selon les conseillers de la cour d'Espagne, c'était d'attendre que les intentions de l'Empereur devinssent plus claires. Après tout, peut-être étaient-elles moins sinistres qu'on ne le supposait. Pouvait-on admettre qu'il fût assez perfide pour vouloir détrôner un souverain qui lui avait donné tant de preuves d'amitié et de confiance? A toute éventualité n'était-on pas toujours à temps de prendre un parti désespéré et de fuir en Amérique, à l'exemple de la maison de Bragance, après avoir appelé la nation aux armes?

On enjoignit donc aux capitaines généraux des diverses provinces de faire aux troupes françaises l'accueil le plus amical. Elles en profitèrent pour s'emparer partout des places fortes et des citadelles qui se trouvaient à leur portée. Darmâgnac à Pampelune, Duhesme à Monjuich et à Figuières, plus tard Murat lui-même à Saint-Sébastien, agissant la

[redacted]

plupart à contre-cœur, mais obligés de se conformer à leurs instructions, mirent en œuvre les plus honteuses supercheries pour s'emparer par trahison de ces places qu'ils n'auraient pu prendre de vive force. Ces actes, sur le sens desquels il était difficile de se méprendre, commencèrent à jeter l'épouvante dans l'âme du roi, de la reine et du favori. Jusque-là, Napoléon avait mêlé tant de démonstrations d'amitié à ses mesures les plus menaçantes que l'hésitation était permise à des esprits aveuglés par une crédulité de parti pris. Ne venait-il pas tout récemment d'envoyer en présent au roi et à son favori quatorze magnifiques chevaux choisis dans ses écuries? Mais il n'était plus possible de fermer les yeux à la lumière, tous ces gages de sympathie n'avaient été que des piéges. Et il lui convenait maintenant que la cour de Madrid comprît enfin ses desseins, car elle ne pouvait plus rien pour les déjouer. Il lui convenait qu'elle prît l'alarme, qu'elle lui épargnât la peine de jeter le masque pour frapper le dernier coup.

A l'intimidation produite par la conduite de ses troupes, il ajoute les menaces d'un langage plein d'équivoques et dont l'obscurité affectée trahit pourtant une sourde irritation. Le pauvre roi, à la suite de la lettre dans laquelle Napoléon avait montré si peu d'empressement à unir une princesse impériale *à un fils déshonoré*, s'était abstenu de revenir sur cette proposition. Napoléon semblait aujourd'hui lui faire un crime de ce silence : « Votre Majesté, lui écrivait-il le 25 février 1808, m'a demandé la main d'une princesse française pour le prince des Asturies. J'ai répondu, le 10 janvier, *que j'y consentais*. Votre Majesté

[redacted]

ne me parle plus de ce mariage. Tout cela laisse dans l'obscur bien des objets importants pour l'intérêt de mes peuples. J'attends de son amitié d'*être éclairci de tous mes doutes.* » En même temps qu'il cherchait au roi cette incroyable querelle, il jouait au souverain offensé ; il chassait de Paris Izquierdo, le négociateur du traité de Fontainebleau, non sans lui avoir fait suggérer, par Duroc et Talleyrand, un nouveau projet de traité, véritable épouvantail diplomatique qui imposait à l'Espagne la cession des provinces de l'Èbre en échange du Portugal et de la main d'une princesse française. Ce projet, qui ne fut pas pris au sérieux un seul instant, n'avait d'autre but que de porter au paroxysme le trouble et les perplexités de la cour de Madrid. Il y réussit à merveille, car Izquierdo, qui, depuis deux mois, avait essuyé mille avanies et qui avait vu de près les préparatifs dirigés contre son pays, ne pouvait porter à Madrid que l'effroi et le désespoir dont son cœur était plein. Au moment même de son arrivée, ses avis furent confirmés par un acte qui annonçait que toutes ces mesures préliminaires allaient enfin recevoir leur complément et qu'on se préparait à passer du projet à l'exécution : cet acte était la nomination de Murat au commandement en chef de l'armée d'Espagne.

Murat partait avec des instructions presque exclusivement militaires. Napoléon lui recommandait de maintenir son armée dans le plus grand ordre, d'assurer soigneusement ses communications, de faire occuper tous les postes importants qu'il laissait sur ses derrières; mais il ne lui disait rien du but de l'expédition et se réservait de lui faire connaître ses

[redacted]

intentions ultérieures au jour le jour. Murat devait éviter jusqu'à nouvel ordre toute communication avec la cour d'Espagne, et ne répondre à ses questions que par le silence. A cela se bornaient ses instructions, mais Napoléon, qui avait besoin en Espagne d'un lieutenant dont le zèle fût stimulé par des passions un peu plus entreprenantes que le pur dévouement, sans prendre vis-à-vis de Murat aucun engagement formel, avait tout fait pour que son crédule beau-frère fût persuadé que l'Empereur pensait à lui pour le trône d'Espagne. Cette persuasion avait été encouragée par des demi-mots, des insinuations à double entente que Napoléon se réservait d'expliquer plus tard d'une manière très-inattendue. S'il ne les avait pas confiés à Murat, il avait eu soin de les laisser tomber devant des confidents qu'il savait incapables de garder un secret : « Le temps peut venir, écrivait-il à Jérôme, le 30 janvier, en lui faisant espérer le grand-duché de Berg, où Murat sera placé *ailleurs.* » Où pouvait être situé cet ailleurs? Évidemment ce ne pouvait être qu'en Espagne. Murat le crut comme tout l'entourage intime de l'Empereur, et s'il déploya, pendant sa courte lieutenance, une profondeur d'astuce et une audace sans scrupules qui semblent peu compatibles avec les facultés de son âme vaniteuse et légère, on ne peut l'attribuer qu'à la surexcitation d'une ambition qui croyait travailler pour elle-même. Murat devait être trompé et mystifié dans cette affaire aussi complétement que l'ambassadeur Beauharnais, dont il se moquait si agréablement avec ses familiers.

Murat entra en Espagne le 1er mars; il porta a

quartier général à Burgos. De là il poussait lentement son armée sur Madrid par un mouvement concentrique. Dupont s'avançait par Valladolid, Moncey par Aranda, de façon à arriver le premier sur la crête des montagnes du Guadarrama qui dominent Madrid. Une fois que Moncey aurait débouché au delà de Somo-Sierra, Dupont devait s'avancer, avec le plus gros de ses forces, jusqu'à Ségovie, ou même jusqu'à Saint-Ildefonse, afin de se trouver en mesure de le soutenir[1]. Junot avait ordre d'appuyer ce mouvement en se portant sur Elvas et sur Badajoz, où il devait tenir en échec le corps de Solano. En même temps Beauharnais était chargé de notifier au gouvernement espagnol la prochaine arrivée à Madrid de deux divisions françaises *se rendant à Cadix*. Il devait répandre le bruit que Napoléon lui-même ne tarderait pas à traverser la même ville *pour assiéger Gibraltar et se rendre en Afrique*. On lui recommandait, enfin, de rassurer à la fois les partisans du prince de la Paix et ceux du prince des Asturies, et si l'un et l'autre voulaient venir à Burgos pour y voir l'Empereur à son passage, de les y encourager[2].

Par ses lettres du 14 et du 16 mars, Napoléon donna à Murat l'ordre formel non plus seulement d'approcher de Madrid, mais d'y entrer. Il devait toutefois éviter avec un soin extrême de commettre aucun acte d'hostilité et continuer à prodiguer les assurances pacifiques. « Continuez à tenir de bons propos, lui écrivait Napoléon le 16. Rassurez le roi, le prince de la Paix, le

1. Napoléon à Murat, 6 et 9 mars 1808.
2. Napoléon à Champagny, 9 mars.

[redacted]

prince des Asturies, la reine. *Le principal est d'arriver à Madrid*, d'y reposer vos troupes et d'y refaire vos vivres. Dites que je vais arriver afin de concilier et d'arranger les affaires. » Mais si l'Empereur tenait à éviter à tout prix une collision avec le peuple espagnol avant de s'être rendu maître du royaume, il ne tenait pas moins à effrayer la cour pour se débarrasser d'elle, et il comptait si bien sur les effets qu'on devait attendre d'une crainte si naturelle, qu'il avait déjà prévu à la fois le cas où elle chercherait un refuge à Séville et celui où elle s'enfuirait à Cadix. Si elle se réfugiait à Séville, comme ce ne pouvait être là qu'un expédient provisoire, Murat avait ordre de *l'y laisser tranquille* et même de lui témoigner de *bons sentiments*[1], afin d'augmenter son trouble et sa défiance par cette attitude si évidemment fausse et menteuse; si elle allait jusqu'à Cadix, c'était une fuite déclarée, elle était compromise vis-à-vis de la nation, et l'amiral Rosily, qui occupait ce port avec une de nos escadres, avait ordre de l'arrêter au moment de l'embarquement afin de prévenir par cette mesure la sécession des colonies espagnoles, suite inévitable de la fuite du roi en Amérique.

A mesure que s'accomplissait cette invasion sans exemple, cette prise de possession à main armée d'un pays ami dont les envahisseurs se présentaient avec des paroles de paix et de fraternité, les mécontentements publics, d'abord contenus par l'incertitude, la surprise, l'ignorance des événements, éclataient avec une violence proportionnée à la longue torpeur qui

1. Napoléon à Murat, 23 mars.

les avait précédés. Le peuple espagnol, qui n'a jamais aimé les étrangers, s'indignait à l'aspect de ces légions inconnues, occupant son territoire sous prétexte de le faire respecter; mais comme il ne soupçonnait encore en rien le véritable but de ces mouvements de troupes, il accueillait nos s[illegible] non-seulement sans défiance, mais parfois ave[illegible]mpressement qui allait jusqu'à l'enthousiasme. [illegible]aine et sa colère s'attachaient exclusivement [illegible]ersonne du favori qui, selon l'opinion populair[illegible]rait les Français en Espagne pour en faire les [illegible]ments de son ambition personnelle. Ce qui donn[illegible]uelque vraisemblance à ces suppositions, c'est qu[illegible] début de l'envahissement l'imprévoyant Godoy, afin d'échapper aux reproches qu'on était en droit de lui adresser et afin de rassurer l'esprit public, avait fait répandre que l'entrée de nos troupes se faisait par suite d'un plan concerté entre l'Empereur et le roi. On avait pris au mot ces excuses d'un homme à bout d'expédients; on les retournait contre lui, on le rendait responsable de chaque nouveau coup de théâtre qui se produisait; on lui prêtait les plus noires machinations contre son maître, contre l'héritier du trône, contre la nation elle-même. En même temps, par une inconséquence familière aux opinions de la multitude, on se plaisait à interpréter contre lui les témoignages bien connus de sympathie que Beauharnais avait prodigués au prince des Asturies; on prédisait hautement que cette intervention provoquée par le favori tournerait à sa propre confusion et à l'élévation de sa victime; on voyait déjà Napoléon étendant sa main protectrice sur la tête de Ferdinand pour y placer la couronne

[redacted]

des Espagnes rendue à son ancienne splendeur par une alliance plus intime avec le puissant empereur.

C'est à ce moment que des rumeurs vagues mais persistantes commencèrent à propager à Madrid la nouvelle du prochain départ de la cour. Elle se trouvait alors à Aranjuez, à quelques lieues de là, et se disposait, en effet, à gagner l'Andalousie. En présence de la marche des Français, des démonstrations tour à tour équivoques et menaçantes de Napoléon, du refus obstiné de Murat de donner aucune explication, Godoy avait enfin tout compris. Grâce à l'appui de la reine, il avait pu décider le roi à partir pour Séville, place que sa position retranchée derrière un fleuve et une chaîne de montagne mettait à l'abri d'une surprise, et où l'on se trouverait à proximité de la mer. On fit venir des troupes à Aranjuez; on donna aux corps de l'armée de Portugal l'ordre de se rabattre sur l'Andalousie; enfin on commença les préparatifs du voyage dans le plus grand secret. Mais la famille royale avait auprès d'elle un dénonciateur vigilant en la personne du prince des Asturies, qui, toujours trompé par Beauharnais et voyant dans les Français des libérateurs armés pour sa défense, regardait ce départ comme la ruine de ses espérances. Le projet, divulgué par lui et par les ministres auxquels on crut devoir le communiquer au dernier moment, fut bientôt connu à Madrid. Il y excita une émotion extraordinaire. On y vit, avec la répétition des scènes de Lisbonne, tous les piéges que l'imagination populaire prêtait au favori. En présence de l'excitation croissante, le roi s'efforce de démentir le bruit par une proclamation, mais il ne réussit pas à ramener la

confiance. Une foule incrédule et irritée, composée d'hommes de toute classe, se porte de Madrid et des pays environnants sur Aranjuez pour surveiller par elle-même la demeure royale, et au besoin pour empêcher la cour de réaliser ses desseins. Cet esprit de défiance et de révolte ne tarde pas à gagner jusqu'aux soldats eux-mêmes qui entrent pour moitié dans la surveillance exercée contre le roi et le favori.

Dans un pareil état de choses, le plus léger incident devait suffire pour tout mettre en feu. Le soir du 17 mars, entre onze heures et minuit, une dame, soigneusement voilée et escortée des gardes d'honneur, sortit de l'hôtel du prince de la Paix. Une patrouille qui était sur le qui-vive intervint, insista pour découvrir le visage de la dame, et dans l'altercation qui s'ensuivit un coup de fusil fut tiré par une main inconnue. Aussitôt, et comme à un signal, accourt de tous les points une multitude furieuse. Elle assiége le palais de Godoy, brise les portes, renverse les gardes, puis se précipite à l'intérieur avec des cris de vengeance et de mort. Elle n'y trouve pas l'objet de sa haine, mais elle s'arrête respectueusement devant la princesse de la Paix en qui elle salue une victime de Godoy. Elle satisfait ensuite sa colère sur les meubles, les tableaux, les œuvres d'art qui sont en quelques instants lacérés, pulvérisés, anéantis. Cela fait, elle se retire sans rien tenter contre la cour, mais en organisant une surveillance plus étroite que jamais.

Dans ces moments d'anxiété, le roi, éperdu, ne songe qu'à sauver celui qu'il nomme son ami. Afin

[redacted]

d'apaiser le peuple, il retire à Godoy toutes ses dignités et ses fonctions; il destitue son frère Diego du commandement des gardes. La journée du 18 mars s'écoula sans autre événement. On croyait Godoy en sûreté et on espérait que tout était terminé, lorsque le 19, à dix heures du matin, un tumulte effroyable retentit autour de la demeure du favori. Le bruit court qu'il a été découvert et arrêté : la foule demande à grands cris qu'on le lui livre pour le mettre en pièces. Bientôt Godoy paraît, pâle et couvert de sang, protégé avec peine par les gardes du corps qui lui font un rempart avec leurs chevaux sans pouvoir toutefois le mettre complétement à l'abri des coups qu'on lui porte de tous côtés. Ils le conduisent ainsi à leur quartier après l'avoir arraché à la fureur populaire qui le poursuit de ses malédictions. Celui qu'un caprice du sort venait de jeter tout meurtri sur la paille d'un cachot après l'avoir élevé si haut, avait assisté depuis trente-six heures à toutes ces scènes si différentes de celles qu'il avait connues jusque-là. Il n'avait pas perdu un seul des cris de cette multitude qui avait soif de son sang. Au premier bruit, Godoy qui savait ce qui se tramait contre lui, avait d'abord essayé de fuir par une porte dérobée. Mais cette issue se trouvant gardée comme toutes les autres, il avait gagné les combles de son hôtel, et là s'était blotti sous une natte enroulée autour de son corps. Après trente-six heures d'immobilité, vaincu par d'intolérables souffrances, il était sorti de sa cachette, puis, reconnu par un soldat aux gardes, il avait été aussitôt saisi et arrêté. Comme il n'était pas en sûreté dans la caserne où les gardes l'avaient transféré, le

roi, toujours inquiet pour lui, envoya, pour calmer les esprits et rassurer le prisonnier, son fils Ferdinand devenu l'idole de la multitude. Le prince, triomphant, se rendit avec une joie mal dissimulée auprès du favori tombé; il lui promit qu'il aurait la vie sauve. On dit que Godoy eut alors, au milieu de ses disgrâces, un éclair de fierté qui prouve que son cœur n'était pas sans courage : « Es-tu déjà roi pour faire grâce? demanda-t-il à son mortel ennemi. — Non, répondit Ferdinand, mais je le serai bientôt. »

Il pouvait le croire, en effet, vu la rapidité avec laquelle marchaient les événements, et ce jour-là même un nouveau coup de fortune sembla lui donner raison. Une voiture à six chevaux, destinée à transporter le favori que le roi voulait à tout prix éloigner d'Aranjuez, s'étant arrêtée devant la porte de la caserne des gardes, l'émeute recommença plus violente que jamais. La foule se précipite sur l'attelage, coupe les traits, brise la voiture et chasse les conducteurs. A cette nouvelle, le roi Charles IV, fatigué de cette longue lutte, effrayé d'une impopularité qui remonte jusqu'à la couronne, et qui lui rappelle les scènes les plus tragiques de la Révolution française, manifeste l'intention d'abdiquer en faveur de son fils. La reine, qui n'est préoccupée que du danger de Godoy, embrasse avec ardeur ce dernier moyen de salut, et parmi les assistants personne ne l'en détourne. L'acte d'abdication est sur-le-champ rédigé et, vers sept heures du soir, on le publie dans Aranjuez. Le peuple l'accueille par un long cri d'allégresse qui, dès le soir même, retentit jusqu'à Madrid. Le lendemain on y proclame Ferdinand VII au milieu d'un véritable dé-

[redacted]

lire, où la haine contre le favori renversé tient autant de place que l'enthousiasme pour le nouveau souverain. On envahit, on saccage les maisons des parents et amis de Godoy, on foule aux pieds ses bustes; on porte en triomphe les images du jeune prince auquel on prête libéralement toutes les vertus, car le plus souvent l'imagination populaire ne renverse une idole que pour en élever une autre; elle ne juge pas, elle adore ou exècre, et l'on est à ses yeux un monstre ou un dieu.

Pendant que ce peuple s'étourdit de ses propres clameurs et applaudit aux apprêts de ce règne éphémère, Murat descend à petit bruit les pentes du Guadarrama. Il n'est déjà plus qu'à une marche de Madrid. La révolution qui venait de s'accomplir à Aranjuez le mettait en présence d'une situation profondément modifiée. D'une part, le projet de fuite sur lequel il spéculait ne s'était pas réalisé; de l'autre, il trouvait devant lui une royauté jeune et populaire au lieu d'une royauté chancelante et usée. Ce cas, fort invraisemblable en un tel pays, n'avait pas été prévu par Napoléon. Il en était presque venu à considérer la fuite de la cour comme un fait accompli. Il était si bien informé par ses agents qu'il l'attendait pour le moment même où elle devait avoir lieu, mais il attendait avec plus de curiosité encore l'effet qu'elle allait produire à Madrid : « Je suppose, écrivait-il à Murat dans la même lettre où il prévoyait le départ du roi pour Séville, que je vais recevoir des nouvelles de *tout ce qui se sera passé à Madrid le* 17 *et le* 18 *mars*[1]. »

1. Napoléon à Murat, 23 mars

[redacted]

La crise prévue avait bien commencé, en effet, pendant ces deux jours, mais elle avait fini tout autrement qu'on ne l'espérait.

Mais si Murat n'avait pas d'instruction spéciale en vue d'une complication qui surgissait en dehors de toute prévision, il avait des instructions générales qui lui dictaient clairement la détermination qu'il devait prendre, et son ambition exaltée à un point extraordinaire par les fausses espérances qu'on lui avait laissé concevoir, la lui indiquait plus sûrement encore. « Rassurez tout le monde, lui disait Napoléon dans toutes ses lettres, tenez la balance égale entre tous les partis ; je veux rester l'ami de l'Espagne, mais être en état de surmonter la résistance par la force ; dites aux Espagnols que j'arrive, que j'ai les meilleures intentions pour leur pays ; envoyez-moi les princes à Burgos et à Bayonne si vous en apercevez la possibilité[1]. » Que la fuite de la cour s'accomplît ou non, ces diverses recommandations trahissaient l'arrière-pensée évidente de se présenter à la nation espagnole en arbitre souverain entre les deux partis qui la divisaient. L'équilibre se trouvant violemment rompu au profit d'un de ces deux partis, Murat était essentiellement dans l'esprit de ses instructions en cherchant à le rétablir au profit de l'autre, sans rien préjuger d'ailleurs du fond même du débat. Mais il s'y prit avec une finesse et un machiavélisme que l'ambition seule pouvait suggérer à son esprit qui ne brillait pas en général par une grande force de calcul.

Il était aux portes de Madrid lorsqu'il reçut de la

1. Lettres de Napoléon à Murat, du 8 au 16 mars 1808.

[redacted]

reine d'Étrurie, qu'il avait connue en Italie et qui s'était réfugiée auprès de ses parents après avoir été chassée de son royaume par Napoléon, un message dans lequel on implorait sa pitié en faveur des souverains détrônés et du prince de la Paix. La reine, après avoir rappelé à Murat les liens d'amitié qui l'unissaient à Godoy, le suppliait instamment d'étendre sur lui sa puissante protection et de venir voir le roi à Aranjuez. Murat n'y alla pas, mais il y envoya son aide de camp Monthion. Cet officier vit les souverains déchus, il fut témoin de leur douleur, de leur effroi, de leurs angoisses au sujet de Godoy, de leurs implacables rancunes contre le fils qu'ils accusaient de tous leurs maux. Monthion rapporta à Murat une lettre de la reine d'Espagne remplie des plus humbles supplications : il était avec l'Empereur leur seul espoir de salut. Elle faisait appel à son amitié, à ses sentiments d'humanité. Le prince de la Paix n'avait été si cruellement persécuté qu'en raison de son attachement pour la France et l'Empereur. Elle ne demandait qu'à aller finir paisiblement ses jours dans un pays qui convînt à la santé du roi ainsi qu'à la sienne, avec le roi et avec leur unique ami qui était aussi celui de Murat (22 mars).

Il est singulier que dans les lettres notoirement falsifiées que Napoléon fit publier beaucoup plus tard au *Moniteur* sous le nom de la reine d'Espagne, on ait laissé subsister une quantité de passages où est exprimé avec la même naïveté ce désir de vivre dans la retraite si peu compatible avec les regrets ambitieux qu'on lui prêtait : « Que le grand-duc, disait-elle dans une autre de ces lettres, obtienne de l'Em-

[redacted]

pereur qu'on donne au roi mon mari, à moi, au prince de la Paix, de quoi vivre ensemble tous trois, dans un endroit bon pour nos santés, sans commandement ni intrigues[1]. » Ce n'étaient certainement pas là les sentiments d'une reine qui aspirait à remonter sur le trône. Mais il convenait à la politique de Murat comme à celle de Napoléon qu'elle parût ressentir des regrets qu'elle n'éprouvait pas; et il n'était d'ailleurs pas difficile de l'amener à les feindre en lui rendant l'espoir de se venger.

En recevant ces informations de son aide de camp, Murat conçut aussitôt l'idée d'utiliser la toute-puissance que lui donnait ce rôle de protecteur, pour obtenir du roi une protestation contre son abdication. Si sa renonciation au trône ne lui avait pas été arrachée par la violence, elle avait été du moins dictée par la crainte, et n'avait été accompagnée d'aucune des formalités usitées en pareil cas. Monthion retourna donc à Aranjuez dans la journée du 23 mars. Il en rapporta une pièce anti-datée du 21, dans laquelle le roi déclarait n'avoir abdiqué la couronne « qu'afin d'éviter de plus grands malheurs et d'empêcher l'effusion du sang de ses sujets, ce qui rendait ledit acte nul et de nul effet. » Armé de cette pièce qu'il voulait garder secrète jusqu'à ce que Napoléon eût décidé l'usage qu'il lui convenait d'en faire, résolu d'autre part à ne pas reconnaître Ferdinand tant qu'il n'en aurait pas reçu l'ordre, Murat, on le voit, n'engageait personne; il laissait les choses entières, réservait très-adroitement la liberté d'action de l'Em-

1. Les lettres de la reine d'Espagne furent publiées dans le *Moniteur* du 5 février 1810.

[redacted]

pereur. Il n'avait fait en quelque sorte que prendre une mesure conservatrice de la position qu'on lui avait prescrite, il l'avait même rendue incomparablement meilleure au point de vue de l'arbitrage projeté, puisque par suite de cette protestation il n'y avait plus en Espagne, au lieu d'un roi, que deux prétendants à la couronne, s'appuyant l'un et l'autre sur des titres contestables.

Au milieu des passions ardentes qui agitaient le peuple espagnol il y avait peu de place pour la prévoyance ou la réflexion. Aussi l'entrée de Murat à Madrid, qui eut lieu dans la journée du 23 mars, fut-elle considérée généralement comme une force de plus pour le nouveau règne. Il avait fait répandre une proclamation dans laquelle il dénonçait à l'indignation publique ceux qui cherchaient à exciter *une injuste et ridicule défiance* contre l'armée française. La grande majorité le crut sur parole. Personne n'ignorait que Beauharnais était depuis longtemps le conseiller et le partisan décidé du prince des Asturies; l'Empereur était donc pour le prince, il était impatient de le marier à une de ses nièces, et les troupes françaises ne pouvaient que consolider le trône de Ferdinand. Le public n'y regardait pas de plus près, et nos soldats furent reçus à bras ouverts par les habitants de Madrid. Ils assistèrent le lendemain à l'entrée de Ferdinand dans sa capitale. Cette réception donna lieu à de telles convulsions de joie et d'amour qu'on est étonné que Murat, si léger qu'il fût, n'ait pas été frappé comme d'autres observateurs de l'énergie sauvage qui se manifestait dans les transports du peuple.

[redacted]

Les correspondances entre Paris et Madrid exigeaient alors six ou sept jours au minimum. Napoléon ne reçut donc que le 27 mars la lettre où Murat lui annonçait les événements qui s'étaient accomplis du 18 au 20 mars, c'est-à-dire la révolution d'Aranjuez, la chute de Godoy, l'abdication du roi. Quant à la protestation, il ne la connut que le 30 mars, car Murat ne l'eut dans les mains que le 23 et selon toute probabilité ne l'envoya que le 24. Mais avant d'avoir connaissance de cet acte si important pour lui, Napoléon, sous le coup du premier mouvement, traçait à Murat une ligne de conduite dont le sens était l'ap[illegible] anticipée de tout ce qu'il avait fait : « Je [illegible] lettre du 20 mars, lui écrivait-il le 27.... Vous devez empêcher qu'il ne soit fait aucun mal ni [illegible] ni au prince de la Paix.... *Jus*[illegible] *roi soit reconnu par moi, vous de*[illegible] *l'ancien roi régnait toujours;* vous [illegible] mes ordres. » On ne pouvait [illegible] le sens général de la politique [illegible] de suivre sous la dictée de son ambition [illegible] ses instructions antérieures. [illegible] Napoléon dans cette [illegible] qu'il voulait prendre [illegible] avec toute la clarté [illegible] de la lettre suivante qu'il adressait le même [illegible] 27 mars, à son frère Louis, roi de Hollande :

« .... J'ai résolu de mettre un prince français sur le trône d'Espagne. Le climat de la Hollande ne vous convient pas. D'ailleurs, la Hollande ne saurait sortir de ses ruines.... Répondez-moi catégoriquement. Si je vous nomme roi d'Espagne, l'agréez-vous, puis-je

[redacted]

compter sur vous?... Ne mettez personne dans votre confidence et ne parlez à qui que ce soit de l'objet de cette lettre, car il faut qu'une chose soit faite pour qu'on avoue y avoir pensé. »

Ainsi la résolution de Napoléon de détrôner les Bourbons d'Espagne pour leur substituer un prince de sa propre dynastie, résolution annoncée jusque-là par mille indices des plus clairs, est constatée matériellement, à la date du 27 mars, par un document d'une authenticité irrécusable. A ce moment, Napoléon ne sait encore rien de la protestation de Charles IV, c'est le 30 mars seulement qu'elle lui parvient avec une dépêche de Murat, et le seul sentiment qu'elle lui inspire, c'est une approbation plus complète et plus explicite que jamais pour la conduite du grand-duc de Berg : « Je reçois vos lettres, lui écrit-il, *avec celles du roi d'Espagne....* Vous avez bien fait de ne pas reconnaître le prince des Asturies. Vous devez faire placer le roi Charles IV à l'Escurial, le traiter avec le plus grand respect, déclarer qu'il commande toujours en Espagne, jusqu'à ce que j'aie reconnu la révolution. *Je suppose que le prince de la Paix viendra par Bayonne.* » Ces derniers mots, rapprochés des instructions qui prescrivaient à Murat d'envoyer les princes à Burgos, et d'un passage d'une lettre du même jour adressée à Bessières, démontrent que Napoléon, sans ordonner précisément à son lieutenant de lui envoyer Godoy, le roi et la reine en employant la force, lui insinuait en toute occasion de prendre sur lui cette initiative hardie. En lui laissant voir qu'il la prévoyait, il lui donnait à supposer que la mesure allait de soi : « Protégez le prince de la Paix,

écrivait-il à Bessières, il n'est envoyé en France que pour le sauver. Accueillez avec les plus grands égards le roi Charles IV et la reine si le grand-duc de Berg *les dirigeait* de votre côté. »

A la date du 27 mars, Napoléon a donc non-seulement ordonné et approuvé tout ce que Murat a fait jusque-là en Espagne, mais il est allé beaucoup au delà, puisqu'il lui a déjà suggéré ce qui ne devait s'accomplir que plus tard et a disposé de la couronne en l'offrant à son frère Louis. Il importe d'avoir toutes ces circonstances présentes à l'esprit si l'on veut juger avec impartialité un des faux les plus audacieux et jusqu'ici le plus universellement acceptés qu'on puisse citer dans le triste répertoire des supercheries historiques. La pièce à laquelle je fais allusion est une lettre très-connue de Napoléon à Murat en date du 29 mars 1808. Cette lettre a été publiée pour la première fois, par Las Cases, dans le *Mémorial de Sainte-Hélène;* elle a été reproduite par Montholon, qui affirme, comme Las Cases lui-même, en avoir reçu communication de Napoléon en personne. Elle porte à un si haut degré l'empreinte du style et des idées de l'Empereur, qu'elle a trompé tous les historiens, même ceux qui n'ont pu s'empêcher d'observer à quel point elle est en contradiction avec tout ce que Napoléon a écrit avant et après cette lettre. Venus les derniers et avec les plus sûrs moyens d'investigation, les éditeurs de sa *Correspondance,* tout en constatant qu'il leur a été impossible de retrouver soit l'original, soit la minute, soit même une copie authentique de ce document, n'ont pas hésité à le classer à sa date parmi les lettres de l'Empereur,

[redacted]

sans se soucier autrement des intérêts de la vérité historique et des méprises auxquelles ils exposent la bonne foi de leurs lecteurs.

Cette lettre, écrite dans l'intention évidente de rejeter sur Murat la responsabilité des événements d'Espagne, n'est autre chose qu'une longue remontrance dans laquelle Napoléon prophétise à son beau-frère, avec une prévoyance qu'un historien n'hésite pas à nommer *surnaturelle*, toutes les difficultés qui vont surgir autour de lui. Il s'y plaint avec amertume d'être entraîné et compromis par la précipitation étourdie de Murat : « Il craint que Murat ne se trompe et ne le trompe lui-même sur la situation de l'Espagne. Murat ne doit pas croire qu'il attaque une nation désarmée; *les Espagnols sont un peuple neuf, énergique*, qui a tout le courage et l'enthousiasme des hommes que n'ont point usés les passions politiques. L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne. *Ils feront des levées en masse qui éterniseront la guerre*.... L'Espagne a cent mille hommes sous les armes; *divisés sur plusieurs points, ils serviront de noyau au soulèvement total de la monarchie*.... Il peut faire beaucoup de bien à l'Espagne, mais quels sont les meilleurs moyens à prendre? Ira-t-il à Madrid? Exercera-t-il l'acte d'un grand protectorat en prononçant entre le père et le fils?... Il ne faut rien précipiter, il convient de prendre conseil des événements.... Il le désapprouve d'être entré si précipitamment à Madrid, il fallait s'en tenir à dix lieues. Murat aura soin de ne l'engager à une entrevue avec Ferdinand, *que s'il juge la situation des choses telle que Napoléon doive le reconnaître comme roi d'Espagne*. Il fera en sorte que

les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que Napoléon prendra, ce ne sera pas difficile, *il n'en sait rien lui-même.* » Vient ensuite l'exposé des plans que l'Empereur médite pour la *régénération* de l'Espagne et le perfectionnement de ses institutions. Il y joint de nouvelles recommandations sur les ménagements que Murat doit avoir pour tous les habitants, et particulièrement pour la noblesse et le clergé ; il spécifie les promesses qu'on doit leur faire. La lettre se termine par quelques instructions militaires que nous examinerons avec les autres.

Ce qui frappe à première vue dans cette communication démesurément longue et verbeuse, c'est d'abord l'extrême différence de ton et de langage qui la distingue de toutes les lettres que Napoléon adresse à Murat avant et après le 29 mars. On y reconnaît la même main et le même esprit à n'en pouvoir douter; mise en regard des autres, elle produit néanmoins une dissonance des plus sensibles. Elle n'a ni leur concision, ni leur sobriété toute pratique, ni leur allure rapide et directe, on y sent la composition littéraire. Elle touche à tous les sujets avec une généralité pompeuse et solennelle qui rappelle ces tirades qu'on adresse à un confident de tragédie. Autant Napoléon, dans sa correspondance avec Murat, est bref, précis, rigoureux, impératif, autant il est ici vague, prolixe et délayé. Au lieu de le brutaliser selon son habitude lorsqu'il a à se plaindre de lui, il le désapprouve en termes pleins d'une modération magnanime. Au lieu de s'adresser à lui à la seconde personne, comme dans toutes ses lettres de cette époque *sans aucune exception*, il lui donne de l'*Altesse Impé-*

[redacted]

riale, singularité d'autant plus remarquable que, même pendant les premières années où Murat fut roi, il lui refusa son titre de *Majesté*. Au lieu de lui dire nettement ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas, il lui fait un cours complet de politique sur le passé et l'avenir de l'Espagne; il lui donne des conseils dont il n'a lui-même jamais tenu aucun compte; enfin, il lui déroule, avec un sang-froid parfait, une série de prédictions dont la moindre, n'eût-elle fait que traverser son esprit, eût suffi pour lui faire modifier ses plans du tout au tout.

Mais ces disparates générales, quelque apparentes qu'elles soient pour un œil exercé, ne sont rien auprès des contradictions de détail que présente ce document lorsqu'on le rapproche des ordres et des instructions si explicites que Napoléon écrit à la même époque et au même personnage. Qu'il ait caché à Murat l'offre qu'il venait de faire au roi Louis en affectant une indécision qui n'était plus dans son esprit, on ne saurait s'en étonner. Qu'il lui parle des Espagnols comme d'un peuple neuf et énergique, de l'aristocratie et du clergé comme des deux classes toutes-puissantes en Espagne, alors que tout dans sa conduite prouve qu'il ne croyait ni à cette énergie ni à cette toute-puissance, alors qu'il lui reprochait « d'attacher trop d'importance à l'opinion de la ville de Madrid et aux fantaisies de la populace[1], » on peut encore l'admettre, car les actes d'un homme ne sont pas toujours d'accord avec ses pensées. Mais comment expliquer les incroyables démentis qu'il s'y donne à

1. Napoléon à Murat, 9 avril.

[redacted]

lui-même, à moins de supposer qu'il a été momentanément frappé d'aliénation mentale? « *Je n'approuve pas*, écrit-il dans cette prétendue lettre du 29 mars, *le parti qu'a pris Votre Altesse Impériale de s'emparer aussi précipitamment de Madrid; il fallait tenir l'armée à dix lieues de Madrid.* » Or cet ordre d'entrer à Madrid, Napoléon l'a donné à Murat dès le 9 mars, et depuis ce jour il l'a sans cesse renouvelé. Ce n'est pas tout, dès le 9 mars il lui a ordonné d'y entrer, *même de vive force* si cela est nécessaire, tant il est loin de ces craintes que lui prête la lettre apocryphe : *si la guerre s'allumait tout serait perdu.* Il préférait l'emploi des moyens pacifiques, mais sans reculer le moins du monde devant celui de la force : « S'il arrivait, lui écrit-il, que les Espagnols fussent en situation de se défendre à Madrid, le général Dupont doit se diriger par Saint-Ildefonse, se réunir à vous, *et marcher sur Madrid pour donner ensemble*, si cela est nécessaire. » Le 14 mars, il lui envoie les instructions militaires les plus précises pour ne rien laisser à l'imprévu, et il ajoute : « Ce qui est surtout utile, c'est d'arriver à Madrid sans hostilités, d'y faire camper les corps par division pour les faire paraître plus nombreux, etc. » Le 16 mars, il insiste de nouveau : « Le principal est d'arriver à Madrid, d'y reposer vos troupes, d'y refaire vos vivres. » Le 19 mars, il est plus pressant encore : « *Je suppose que vous recevrez cette lettre à Madrid où j'ai fort à cœur d'apprendre que mes troupes sont entrées paisiblement.* »

Napoléon a tellement tout réglé et disposé par lui-même dans cette marche de Murat vers Madrid qu'il connait longtemps à l'avance et le nombre des étapes

[redacted]

et le jour précis où se fera l'entrée. Dès le 9 mars, il charge Champagny de prévenir Beauharnais « que, le 22 ou 23 mars, une armée française de cinquante mille hommes entrera à Madrid, » et, le 23 mars, le jour où nos troupes se présentent aux portes de Madrid, il écrit à Murat : « *Je suppose que vous êtes arrivé aujourd'hui ou que vous arriverez demain à Madrid.* » A partir de ce moment, il ne lui parle plus de cette entrée dans la capitale espagnole que comme d'un fait accompli. Il fait plus; dans la crainte que Murat n'y ait pas assez de troupes pour réprimer une insurrection, il ordonne à Bessières de se porter également sur Madrid à marche forcée avec la garde impériale (26 mars). Et l'on veut que le même homme, écrivant à Murat le 29 mars, à Murat qu'il sait détenteur d'ordres si positifs et si pressants, lui parle de l'entrée à Madrid comme d'un fait accompli contre sa volonté? Et c'est à un calculateur comme Napoléon qu'on ose prêter une pareille aberration?

Les reproches qu'il est censé adresser à Murat sur d'autres points ne sont pas moins inexplicables : « La marche que vous prescrivez au général Dupont, dit-il encore, *est trop rapide.* » Or, cette marche, c'est lui qui l'a réglée minutieusement dans ses instructions du 14 mars et des jours suivants par lesquelles il l'a autorisé à amener à Madrid la majeure partie du corps de Dupont; et ses intentions à cet égard sont tellement arrêtées, que, le 27 mars, il y revient dans les termes les plus formels : « Je ne puis que vous répéter *ce que je vous ai déjà mandé*, de réunir les corps de Moncey et *de Dupont à Madrid.* » En ce qui concerne la conduite à tenir envers les auxiliaires de S

lano, la contradiction, sans être aussi flagrante, n'est pas moins réelle entre les ordres fictifs et les véritables instructions : « Laissez Solano dépasser Badajoz, dit le document supposé.... Tenez-vous toujours à distance des corps espagnols; *si la guerre s'allumait tout serait perdu.* » Ces derniers mots indiquent suffisamment l'esprit qui a dicté cette recommandation posthume; on voulait se faire honneur après coup d'une prévoyance qu'on n'avait pas eue. Depuis longtemps, Junot avait l'ordre d'empêcher à tout prix Solano de marcher soit sur Cadix, soit sur Madrid, comme le général Merle avait celui de contenir à Burgos le corps espagnol qui occupait la Galice, et le premier devoir de Murat était de les appuyer l'un et l'autre. En ce qui concerne l'entrevue projetée de Napoléon avec Ferdinand, c'est la même impossibilité de concilier la lettre supposée avec toutes celles qui la précèdent ou la suivent. Enfin, une dernière fin de non-recevoir contre l'authenticité de ce document résulte de la lettre que Napoléon adresse à Murat le 9 avril et dans laquelle il lui dit : « Je vois, par votre lettre du 3 avril, que vous avez reçu *ma lettre du* 27 *mars. Celle du* 30 et Savary, qui doit vous être arrivé, vous auront fait connaître encore mieux mes intentions. » De celle du 29, si importante, si longue, si développée, pas un mot. A supposer qu'il ait pu se donner à lui-même un pareil démenti, est-il admissible qu'il ne fasse pas la moindre allusion à une dépêche qui devait bouleverser tous les plans de Murat? Est-il admissible que non-seulement il la passe absolument sous silence, mais qu'il continue à donner à son lieutenant des instructions de tous points contrai-

[redacted]

res à celles qui étaient contenues dans cette dépêche?

Que des contradictions si frappantes aient échappé aux historiens qui n'ont pas pu connaître la *Correspondance* de Napoléon, et qu'ils aient vu dans la trop fameuse lettre du 29 mars un magnifique trait de génie neutralisé par l'imprudence et l'ambition de Murat, c'est là une erreur bien concevable; mais qu'on nous la donne comme authentique après avoir eu toutes les pièces du procès sous les yeux, c'est là ce qu'on ne doit pas permettre si le bon sens et le discernement ont quelque droit de prévaloir sur la crédulité et l'engouement. Un admirateur passionné de la mémoire de Napoléon, notre devancier dans cette histoire, frappé comme nous des contradictions insolubles que cette lettre du 29 mars offre avec tout ce qui la précède et tout ce qui la suit, en a relevé un certain nombre avec une visible perplexité dans une dissertation des plus ingénieuses[1]. Il nous y fait assister, non sans éloquence, au curieux combat que la critique et l'idolâtrie se livrent dans son esprit, puis, au moment de conclure, ne pouvant ni croire que Murat ait jamais reçu une missive aussi extraordinaire, ni admettre que Napoléon ait pu mentir en affirmant qu'il l'avait écrite, il se tire d'affaire par un subtil détour qui lui paraît tout concilier, en disant que la dépêche a été, en effet, écrite, mais qu'elle n'a pas été envoyée. Elle n'est à ses yeux « qu'une inconséquence pleine de génie » et conçue dans un moment où Napoléon « put paraître éclairé par une lumière

1. Thiers, *Hist. du Consulat et de l'Empire*, tome VIII. Appendice.

[redacted]

surnaturelle. » Explication qui n'explique rien, car l'invraisemblable, l'impossible, ce n'est pas qu'une telle lettre ait été envoyée, c'est qu'elle ait pu être écrite, c'est qu'un homme, jouissant de ses facultés, ait pu, dans des affaires aussi graves et lorsqu'il s'agissait de son confident le plus intime, non-seulement contredire, mais nier des ordres clairs, positifs, réitérés qu'il venait de dicter ou d'écrire de sa main pendant vingt jours de suite. Voilà le mystère, voilà l'énigme. Et même en admettant l'inconséquence et le repentir, ce thème n'est pas plus soutenable, car, dans ce cas, la pièce apocryphe aurait le caractère d'un de ces mille contre-ordres qu'on rencontre dans la correspondance de Napoléon, tandis qu'elle ne contient pas un mot qui constate un de ces changements de tactique qui lui étaient si familiers. Elle suppose des instructions antérieures dans le même sens, elle se rattache à un système suivi, elle implique tout un ensemble de prévisions et de tempéraments politiques dont il n'y a pas trace dans les autres documents; elle n'a, en un mot, un sens, un but, une raison d'être que si on la considère comme une falsification destinée à tromper l'histoire. Le falsificateur n'a pu être et n'a été que Napoléon lui-même. Mais, se récrie l'auteur que j'ai mentionné plus haut, « il avait trop d'orgueil pour agir ainsi! » Étrange aveuglement après toutes les falsifications que cet auteur a été contraint d'enregistrer lui-même! Napoléon avait-il trop d'orgueil lorsque, pendant les quatorze ans de son règne, il falsifiait jour par jour au *Moniteur* toutes les pièces diplomatiques, les nouvelles extérieures, les débats des Chambres et jusqu'aux rapports admi-

[redacted]

nistratifs? Avait-il trop d'orgueil lorsque plus tard, à Sainte-Hélène, il rédigeait ces six gros volumes de mémoires dont chaque ligne est un mensonge? Avait-il trop d'orgueil lorsque, recevant des visiteurs qu'il savait avides de recueillir chacune de ses paroles, il faisait d'eux les propagateurs jurés de ses faux témoignages? Quelle vraisemblance qu'une âme si grande, si loyale, si véridique, ait pu s'abaisser jusqu'à fabriquer une fiction de plus? Que Napoléon ait effrontément menti à ses contemporains chaque jour et chaque heure de son règne, on est bien forcé d'en convenir; mais, à moins d'être un détracteur systématique de sa gloire, comment supposer qu'il ait pu même concevoir l'idée de mentir à la postérité?

Je ne daigne pas m'excuser auprès de ceux qui ne verraient qu'une inutile digression dans l'examen minutieux auquel je viens de soumettre un des faux historiques les mieux caractérisés qui aient obtenu crédit depuis l'imposture des fausses décrétales. Puisqu'on a pu écrire tant de volumes sur une seule bataille, je puis bien à mon tour consacrer quelques pages à cette victoire moins glorieuse remportée sur la vérité et la justice. Parmi les actes justement flétris qu'on a imputés à Napoléon, il en est que j'ai démontrés vrais par des preuves certaines, d'autres que j'ai trouvés douteux, d'autres enfin dont je n'ai pas hésité à décharger sa mémoire. Ici encore je dirai toute ma pensée sans me préoccuper de ce qu'elle peut avoir de choquant pour des esprits si longtemps nourris de complaisantes fictions, car c'est à eux de savoir accepter la vérité, et non à la vérité de s'accommoder à leur faible tempérament. J'ai déjà dé-

[redacted]

claré que la lettre du 29 mars est un faux, j'affirme hautement que le faussaire n'est autre que Napoléon. Si, comme il n'y a guère lieu d'en douter, ce jugement est confirmé par l'arrêt définitif de l'avenir, on devra reconnaître que, dans cette ténébreuse affaire d'Espagne, il y a quelque chose de plus honteux encore que tous les piéges qui y furent mis en œuvre, c'est ce trait de fourberie à la Scapin par lequel Napoléon a en partie réussi, pendant un demi-siècle, à rejeter sur ce pauvre étourneau de Murat, qui n'était ici que son instrument et sa dupe, la responsabilité de l'initiative et de l'événement décisif.

Bien éloigné de cette politique de temporisation et d'atermoiements qu'il lui a plu de s'attribuer plus tard, Napoléon avait enfin jugé que le moment d'agir était venu. Deux circonstances l'indiquent clairement: l'une est son départ pour Bordeaux, où il arrive le 4 avril; l'autre est l'envoi à Madrid de Savary, son homme de confiance et d'exécution. Les instructions données par Napoléon à Savary ayant été, selon toute probabilité, purement verbales, il est difficile d'en connaître la teneur dans toute son étendue. Les actes de Savary disent assez ce qu'elles ont pu être. Sa mission consistait à attirer Ferdinand à Bayonne. Quant à ce qu'il en raconte dans ses *Mémoires*, ce n'est autre chose qu'un thème très-visiblement calqué sur le document apocryphe que je viens de discuter. Il le développe dans une amplification des plus solennelles qu'il prête à Napoléon et dont l'invraisemblance est poussée jusqu'au grotesque. Et tout ce qu'il dit du reste de son rôle n'est qu'un tissu de fables grossières, débitées avec la placidité et la bonhomie de

[redacted]

l'âme la plus ingénue. Pour donner une idée de la sincérité de ce bon apôtre, il me suffira de dire que Savary n'hésite pas à imputer à Murat seul le voyage de Ferdinand à Bayonne. Quant à lui, Savary, s'il a accompagné le jeune roi dans ce fatal voyage, c'est uniquement pour « profiter de ses relais; » c'est ce hasard seul qui a fait que « sa voiture s'est trouvée dans le convoi de celles du roi; » en un mot, il est aussi étranger à toute cette aventure qu'à celle du duc d'Enghien. Il déclare, en outre, avec l'autorité d'un témoin oculaire, que Napoléon n'a conçu l'idée de détrôner les Bourbons d'Espagne qu'après avoir jugé par lui-même, à Bayonne, toute l'incapacité de Ferdinand, et après y avoir été en quelque sorte contraint par l'insurrection qui éclata à Madrid à la suite de l'entrée du roi en France.

Il y aurait de la puérilité à réfuter sérieusement de pareilles assertions. La *Correspondance* de Napoléon démontre jusqu'à l'évidence qu'avant comme après la mission de Savary, et particulièrement en ce qui concerne le voyage des deux rois à Bayonne, Murat ne fait que se conformer aux désirs plusieurs fois exprimés de Napoléon : « Je vous ai dit, lui écrit-il le 5 avril, de faire venir à l'Escurial l'ancien roi et de *vous en rendre toutefois parfaitement le maître;* de faire venir le prince de la Paix à Bayonne.... Quant au nouveau roi, vous me mandez qu'il devait venir à Bayonne. *Je pense que cela ne pourrait être qu'utile.* » A partir de la mission de Savary, Murat n'a plus que le second rôle et laisse à Savary la conduite de l'entreprise. Il se soumet docilement aux prescriptions d'un homme initié aux plus secrètes volontés de son

[redacted]

maître : « Il est à désirer, lui écrivait Napoléon le 9 avril 1808, que le prince des Asturies soit à Madrid, ou *vienne à ma rencontre*. Dans ce dernier cas, je l'attendrai à Bayonne. Il serait fâcheux qu'il prît *un troisième parti* » (c'est-à-dire : il serait fâcheux qu'il pût s'échapper). « *Savary connaît tous mes projets* et a dû vous faire part de mes intentions. Quand on connaît le but où l'on doit marcher, avec un peu de réflexion les moyens viennent facilement. » Le lendemain, 10 avril, en lui annonçant le départ de Reille « avec des instructions dans le sens de celles de Savary, » il ajoutait : « Lorsque le but que je me propose, et que *vous aura fait connaître Savary*, sera rempli, vous pourrez déclarer verbalement et dans toutes les conversations que mon intention est non-seulement de conserver l'intégrité des provinces et l'indépendance du pays, mais aussi les priviléges de toutes les classes, que j'ai le désir de voir l'Espagne heureuse, etc. Ceux qui veulent *un gouvernement libéral* et la régénération de l'Espagne les trouveront dans mon système.... Les grands qui voudront de la considération et des honneurs qu'ils n'avaient pas *dans l'administration passée*, la retrouveront, etc. » Ici c'est déjà le futur souverain qui parle. Il apprend enfin, par des lettres de Murat, l'arrivée de Savary à Madrid, et il lui exprime sa satisfaction en termes qui témoignent de l'accord parfait qui régnait entre ces trois hommes : « J'ai vu avec plaisir l'arrivée de Savary. *Mes instructions étaient absolument conformes à ce que vous vouliez entreprendre.* » (12 avril.)

Au moment où Napoléon écrivait cette lettre, il y avait déjà deux jours que le roi Ferdinand VII, décidé

[redacted]

par les promesses que Savary lui apportait au nom de son souverain, s'était mis en route contre l'avis de ses conseillers les plus sages pour aller au-devant de Napoléon. Il avait quitté Madrid le 10 avril, laissant l'administration du royaume à une junte supérieure chargée de gouverner en son absence. Il serait difficile de s'expliquer tant d'aveuglement si l'on ne savait à quelles folles extrémités de longues incertitudes peuvent pousser un esprit combattu à la fois par la crainte, l'espérance et la passion de régner. La situation de Ferdinand était d'ailleurs telle que, même en soupçonnant, comme cela lui arrivait parfois, l'existence des trames dont il était entouré, il lui était très-difficile de prendre un parti exempt d'inconvénients et même de périls. En présence de l'accumulation croissante des troupes françaises à Madrid, on ne pouvait y séjourner plus longtemps sans se mettre à la discrétion de Murat. Il était déjà le maître de la ville, il avait le ton et les allures d'un vainqueur. D'autre part, s'enfuir pour chercher un refuge plus sûr, c'était faire justement ce qu'on avait reproché comme un crime au roi Charles IV et ce qui avait amené sa chute. C'était, en outre, rompre ouvertement avec l'empereur Napoléon. S'il avait des intentions peu amicales, c'était lui offrir le seul prétexte qui lui permît de les réaliser, car ce que ni Ferdinand ni son précepteur Escoiquiz, bel esprit nourri de réminiscences classiques, ne pouvaient admettre, c'est qu'un grand homme, un héros parvenu à un tel degré de gloire et de puissance, consentît à s'avilir au point de voler une couronne en employant des moyens de coupe-jarrets. Non, ce guet-apens n'é-

[redacted]

tait pas, ne pouvait pas être entré dans son esprit; tout au plus rêvait-il quelque cession territoriale sur la rive gauche de l'Èbre en échange du Portugal, comme Izquierdo venait de l'affirmer tout récemment à la suite d'un nouveau voyage à Paris. On toucherait donc infailliblement son cœur en lui témoignant une confiance magnanime; cela s'était vu dans une foule de tragédies.

A la vérité, l'attitude de Murat n'était nullement rassurante. Non-seulement il refusait de reconnaître le nouveau souverain, mais, tout en le pressant d'accéder aux désirs de Napoléon, il lui montrait souvent une froideur méprisante comme s'il eût dédaigné de jouer plus longtemps le rôle de dissimulation qu'il avait accepté. Mais ne fallait-il pas plutôt s'en rapporter au loyal Beauharnais qui avait toujours parlé le même langage et conseillé à Ferdinand de se jeter dans les bras de Napoléon? L'ambassadeur ne devait-il pas être mieux informé que le général? Et si son témoignage ne suffisait pas, n'avait-on pas celui de l'honnête Savary qui, symptôme significatif, prodiguait à Ferdinand les titres de roi et de majesté que lui refusait Murat, qui déclarait, avec sa franchise toute militaire, « qu'il arrivait à Madrid pour complimenter le roi au nom de l'Empereur; que Napoléon tenait uniquement à s'assurer si les sentiments de Ferdinand étaient aussi favorables à la France que ceux du roi Charles, auquel cas il s'empresserait de le reconnaître; que le meilleur moyen d'y arriver promptement était une entrevue entre les deux souverains, entrevue d'autant plus facile à réaliser que Napoléon était déjà en route pour se rendre à Madrid

[redacted]

et se trouverait tout disposé en faveur du prince s'il le voyait accourir au-devant de lui[1]. »

Ainsi se décida ce fatal voyage, malgré les supplications de quelques serviteurs dévoués qui avaient deviné le piége. Bien qu'il n'eût aucune nouvelle de l'entrée de Napoléon en Espagne, bien qu'il sût même positivement par son frère, l'infant don Carlos, parti quelques jours avant lui, que cette entrée n'avait pas eu lieu, Ferdinand croyait n'avoir pas à dépasser Burgos. Il y arriva dans la journée du 12 avril. Cette ville était occupée par Bessières qui avait reçu de Savary l'ordre, bientôt confirmé par Reille, d'employer, s'il le fallait, la force pour contraindre le jeune roi à poursuivre son voyage jusqu'à Bayonne. Ferdinand manifesta quelques hésitations qui furent bientôt surmontées par les assurances de Savary. A Vitoria il apprit, à n'en pouvoir douter, que Napoléon n'avait pas dépassé Bordeaux. Cette démonstration péremptoire des artifices et des impostures qu'on avait mis en œuvre pour l'attirer hors de son royaume fut un trait de lumière pour son esprit. Il fit venir Savary, lui déclara qu'on l'avait trompé, mais qu'il était décidé à ne pas aller plus loin. Jusqu'à Burgos, l'attitude des populations avait été surtout celle de l'enthousiasme et de l'exaltation, bien que le voyage fût généralement désapprouvé. Mais depuis qu'on s'était rapproché de la frontière, ce n'était plus qu'un cri pour déplorer cette résolution insensée. Le bon sens

1. Escoiquiz : *Des motifs qui ont engagé le roi Ferdinand à se rendre à Bayonne.* — Cevallos : *Exposé des moyens employés pour usurper la couronne d'Espagne.*

[redacted]

[illegible] à la vue de ces escadrons de cavalerie qui [illegible] de tous côtés sur le passage du cortége [illegible] fermant toutes les issues sous prétexte [illegible] l'escorte d'honneur, avait bien vite pé- [illegible] de toute cette combinaison si savam- [illegible] préparée; la foule se pressait autour des équi- [illegible] suppliant le roi de ne pas aller plus loin. A [illegible] l'émotion populaire devint si menaçante que [illegible] bien que déjà armé de tous les moyens de [illegible] la résistance du roi et irrité au dernier [illegible] de son refus de partir, préféra prévenir une ca- [illegible] en allant, avant de se décider à employer [illegible], chercher auprès de Napoléon, soit de nou- [illegible] instructions, soit de nouveaux moyens de trom- [illegible] sa victime.

Entouré des régiments de la division Verdier et de la cavalerie de Bessières, Ferdinand sentit la nécessité de ménager Napoléon. Il voulut au moins avoir de lui une explication rassurante. Il lui écrivit donc le jour même de son arrivée à Vitoria, en lui rappelant tous les gages de docilité et de dévouement qu'il lui avait donnés depuis son élévation au trône, le contre-ordre envoyé aux troupes espagnoles qui revenaient du Portugal, les soins dispendieux prodigués aux troupes françaises malgré le délabrement des finances, leur admission dans la capitale à l'exclusion de l'armée nationale, enfin le voyage de l'infant don Carlos et le sien propre. A toutes ces marques d'attachement, Napoléon n'avait répondu que par le silence et par un refus persévérant de reconnaître Ferdinand. Maintenant que, sur les instances réitérées de Savary, sur son assurance que Napoléon désirait seulement

[redacted]

« savoir si le nouveau règne amènerait des changements dans la politique des deux États, » il était venu jusqu'à Vitoria, il priait instamment Sa Majesté de faire cesser la situation pénible à laquelle il était réduit par son silence.

Savary arriva à Bayonne presque en même temps que son maître, et rapporta à Ferdinand la réponse de Napoléon : « Mon frère, lui écrivait l'Empereur, j'ai reçu la lettre de Votre Altesse Royale. Elle doit avoir acquis la preuve dans les papiers qu'elle a eus du roi son père *de l'intérêt que je lui ai toujours porté;* elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec *franchise et loyauté.* En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques réformes nécessaires dans ses États.... Les affaires du Nord ont retardé mon voyage; les événements d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce qui s'est passé, mais ce que je sais c'est qu'il est dangereux d'accoutumer les peuples à répandre le sang et à se faire justice eux-mêmes. » Après cet étalage de bonne volonté et de maximes édifiantes, Napoléon intercédait en faveur du prince de la Paix dont le procès ne pouvait avoir lieu sans déshonorer la reine; or, disait-il: « Votre Altesse Royale n'a d'autres droits à la couronne que ceux que lui a transmis *sa mère,* » paroles non moins outrageantes pour Ferdinand que pour ses vieux parents. Il expliquait ensuite son désir de *causer* avec Ferdinand par la nécessité de connaître si l'abdication de Charles avait été volontaire ou forcée: « Je le dis à Votre Altesse Royale, aux Espagnols, au monde entier, si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'émeute d'Aranjuez,

[redacted]

je ne fais aucune difficulté de l'admettre et *je reconnais Votre Altesse Royale comme roi d'Espagne.* » Après cette protestation si perfide de la part d'un homme qui avait dans sa poche la protestation que ses agents avaient dictée au roi Charles, il en venait à l'affaire du mariage. Il blâmait le prince d'avoir formulé sa demande à l'insu de son père, car, disait-il avec componction au sujet de cette démarche qu'il avait lui-même inspirée au jeune prince, par l'entremise de Beauharnais, « toute démarche près d'un souverain étranger de la part d'un prince héréditaire *est criminelle.* » Il voulait bien toutefois oublier ce crime, et il entretenait de nouveau l'illusion du malheureux jeune homme par les paroles suivantes qu'il fit soigneusement supprimer lorsqu'il jugea à propos de faire publier ce document dans le *Moniteur* : « Le mariage d'une princesse française avec Votre Altesse Royale *je le regarde comme conforme aux intérêts de mes peuples,* et surtout comme une circonstance qui m'attacherait par de nouveaux liens *à une maison dont je n'ai qu'à me louer depuis que je suis monté sur le trône.* »

Cette lettre était datée du 16 avril. Le lendemain il écrivait à Bessières : « Vous trouverez ci-joint la copie d'une lettre que Savary porte au prince des Asturies. Si le prince des Asturies vient à Bayonne, c'est fort bien. *S'il rétrograde sur Burgos, vous le ferez arrêter et conduire à Bayonne*[1]. »

Ferdinand était toujours à Vitoria, gardé à vue comme un prisonnier par nos troupes, sous les yeux d'un peuple inquiet, frémissant, prêt à tout faire pour

1. Napoléon à Bessières, 17 avril 1808.

sauver son roi. Là encore les avertissements n
manquèrent pas. Un ancien ministre disgracié,
Mariano Luis Urquijo, sortit de sa retraite pour v
saluer Ferdinand, il assista au désarroi, à la détr
de ses conseillers. Dans une allocution émouva
remplie des plus sages et des plus prophétiques
visions, il s'efforça de les faire revenir de leur
résolution. Il leur reprocha d'avilir la dignité de la
narchie en conduisant le roi comme un vassal et p
que comme un suppliant vers un souverain étran
sans invitation, sans préparatifs, sans aucune des
malités usitées; il leur montra l'embûche, leur dé
la marche et l'enchaînement de la politique artifici
de Napoléon, le but qu'elle poursuivait et qu'ell
lait atteindre par une dernière fourberie. Et co
l'Infantado se récriait, sur ce qu'il calomniait un
ros : « Vous ne connaissez pas les héros, s'écria
lisez Plutarque et vous verrez qu'ils n'ont pour la
part élevé leur grandeur que sur des monceau
cadavres! » Les éloquentes supplications d'Urq
consignées, dès cette époque, dans une lettre q
ne peut lire sans admiration[1], furent appuyées
Joseph d'Hervaz et par le duc de Mahon, qui pro
un plan d'évasion sur Bilbao par Mondragon. L
efforts échouèrent devant l'aveugle confiance d'E
quiz, de Cevallos, des ducs de San Carlos et de
fantado qui s'étaient complétement emparés de l'e
du roi. La lettre de Napoléon, par l'ambiguïté de
tains passages, était faite pour leur donner à réflé

1. Lettre à don Gregorio de la Cuesta, en date du 13 avril
rente : *Mémoires pour servir*, etc.

mais les commentaires rassurants dont Savary l'accompagna, ses promesses d'une prompte reconnaissance, les attestations répétées qu'il donna des bons sentiments de son maître effacèrent toutes ces fâcheuses impressions, et il fut résolu que le roi poursuivrait son voyage. Au moment où il allait monter en voiture, le peuple s'ameuta et coupa les traits. Ferdinand dut se montrer en personne pour calmer l'effervescence de la foule; il protesta qu'il partait de son plein gré, qu'il était assuré de l'amitié de l'empereur Napoléon, qu'il serait de retour avant peu.

Le lendemain 20 avril, il traversait avec sa suite la petite rivière qui sert de frontière aux deux pays, étonné du silence et de la solitude de ces lieux, jadis témoins des entrevues fastueuses des cours d'Espagne et de France, et où il s'attendait à voir les envoyés de Napoléon accourir pour le recevoir. Il alla ainsi jusqu'à Bayonne sans faire d'autre rencontre que celle de trois grands d'Espagne qu'il avait chargés d'aller complimenter l'Empereur. En échange de ce témoignage de courtoisie, ils lui apportaient une déclaration des plus sinistres qu'ils avaient recueillie de la bouche même de Napoléon. L'Empereur leur avait déclaré sans détour que les Bourbons ne pouvaient plus désormais régner sur l'Espagne. Cette communication commença enfin à lui ouvrir les yeux et le remplit d'angoisses, mais il n'était plus temps de retourner en arrière. Il était maintenant dans les mains de son ennemi et n'avait plus rien à espérer que de son bon plaisir.

Arrivé aux portes de Bayonne, l'esprit assiégé des plus sombres pressentiments, Ferdinand fut reçu par

[redacted]

Duroc et Berthier, qui l'escortèrent jusqu'à une maison d'aspect misérable, désignée pour lui servir de résidence. Il y était depuis environ une heure, lorsqu'il y reçut la visite de Napoléon. L'Empereur, établi au château de Marac, à peu de distance de la ville, était venu à cheval pour souhaiter la bienvenue à son hôte. Il l'embrassa avec une extrême cordialité, s'entretint quelques instants avec lui de choses indifférentes et prit congé, après l'avoir fait prier à dîner pour le jour même. Vers le soir, les voitures de la cour conduisirent Ferdinand avec sa suite au château de Marac, où l'Empereur le reçut avec les démonstrations les plus amicales. Cet accueil affectueux dissipa promptement les tristes impressions de la journée. On remarqua, il est vrai, que Napoléon ne donnait à Ferdinand que le titre de prince des Asturies; mais comme la reconnaissance devait être précédée de certains accords politiques entre les deux souverains, personne ne s'en alarma. Cette sécurité ne fut pas de longue durée. Presque aussitôt le dîner terminé, Napoléon congédia ses hôtes en retenant seulement le chanoine Escoiquiz, auquel il avait résolu de communiquer sur-le-champ ses volontés. Savary, chargé de remplir une mission analogue auprès de Ferdinand, eut ordre de suivre le prince à Bayonne.

Napoléon avait pénétré d'un coup d'œil le caractère naïvement vaniteux du chanoine, son goût pour l'intrigue, ses prétentions au rôle d'homme d'État, au maniement des grandes affaires. Il résolut de l'éblouir et de le gagner, certain d'exercer par son entremise sur l'esprit de Ferdinand une influence aussi décisive que celle qu'il se promettait d'obtenir sur

l'esprit du vieux roi par l'entremise du prince de la Paix. Resté seul avec Escoiquiz, il prit ce ton familier et caressant toujours si séduisant, si inattendu dans la bouche d'un homme puissant et redouté. Il le traita en esprit supérieur, en homme d'État dégagé des préjugés vulgaires. Il lui communiqua tout d'abord son intention de détrôner les Bourbons en dédommageant Ferdinand avec le royaume d'Étrurie. Quant à l'Espagne elle formerait une puissance indépendante; il n'en voulait *pas même garder un village*. A cette révélation accablante Escoiquiz resta confondu de surprise. Napoléon invoquant alors le souvenir des scènes d'Aranjuez, lui peignit l'impossibilité où il était de reconnaître une abdication dictée par la violence, il allégua le défaut de formes, la protestation positive qui invalidaient cette renonciation ; et comme le bon chanoine s'évertuait à lui démontrer qu'elle avait été libre et volontaire : « Laissons cela, chanoine, s'écria tout à coup Napoléon en mettant de côté les précautions oratoires pour aller droit au fait, et dites-moi si je puis perdre de vue que les intérêts de mon empire et de ma maison exigent que les Bourbons ne règnent plus en Espagne ? Quand bien même vous auriez raison dans tout ce que vous avez dit, je vous répondrais: Mauvaise politique ! » et il se mit alors à lui expliquer toutes les raisons qui faisaient que l'Espagne était une possession absolument indispensable à son système. Napoléon ne pouvait plus désormais en aucun cas se fier à un prince de la maison de Bourbon, même en admettant que ce prince épouserait une princesse de la famille Bonaparte, car ce n'était pas là une garantie sérieuse. Ce n'était pas à lui qu'on pouvait présenter

[redacted]

de tels châteaux en Espagne. Il n'y avait qu'une seule chose sensée et raisonnable, c'était le détrônement des Bourbons. Il y était résolu depuis Tilsit, il avait l'approbation de l'empereur de Russie ; l'Europe entière et bientôt l'Espagne elle-même applaudiraient, car il allait apporter aux Espagnols une constitution libérale et une complète régénération. La *populace* se soulèverait peut-être sur quelques points, mais il aurait pour lui *la religion et les moines*, et les mécontents seraient bien vite réprimés : « Croyez-moi, ajouta-t-il, j'en ai fait l'expérience : *les pays où il y a beaucoup de moines sont faciles à soumettre.* »

Et pendant qu'il déroulait avec une extrême volubilité ce tableau complaisant sous les yeux d'un auditeur évidemment flatté, à travers sa tristesse, d'être choisi pour confident de ces plans grandioses, ce personnage, étrange, sensible lui-même à l'effet qu'il produisait sur son interlocuteur, jouissait de le voir fasciné ; il l'enveloppait tout entier de ses câlineries ; il riait, gesticulait, s'agitait, tantôt pinçant l'oreille du bon chanoine, tantôt reprenant les attitudes d'un maître du monde.

Tandis que Napoléon prenait la peine de jouer cette curieuse comédie en présence du pauvre Escoiquiz, Savary s'acquittait avec beaucoup moins de frais de sa mission auprès de Ferdinand. Il annonça froidement au prince que l'Empereur avait résolu de substituer sa propre dynastie à celle des Bourbons, et qu'il fallait, en conséquence, renoncer à la couronne d'Espagne. On a tout dit sur Savary quand on constate qu'il se présenta le front haut, pour transmettre ce message au malheureux jeune homme, qu'à force de menson-

[redacted]

ges il avait attiré pas à pas vers l'abîme. Il est des hommes dont le mérite est de savoir bien porter la fortune ou le malheur : ce qu'on peut dire de Savary, c'est que personne n'a jamais porté une trahison avec plus d'aisance, de sang-froid et même de fierté que ce précieux serviteur; on voit qu'il est là dans son élément[1]. Le lendemain et les jours suivants, Napoléon reprit l'entretien avec Escoiquiz. Il lui offrit de nouveau pour Ferdinand, en échange de la renonciation demandée, ce même royaume d'Étrurie dont il avait déjà par deux fois trafiqué en dupant, avec une invariable effronterie, tous ceux qui avaient été assez simples pour accepter une compensation de la main d'un spoliateur. Cette fois, les conseillers de Ferdinand résistèrent avec une honorable opiniâtreté ; mais, ce qui peint l'espèce de cécité dans laquelle leurs illusions les avaient fait tomber, c'est qu'en persistant dans ce refus, ils s'imaginèrent amener l'Empereur à composition, fermement convaincus qu'il ne cherchait qu'à les effrayer, et demandait beaucoup pour obtenir un peu.

Napoléon, impatienté des longueurs de ce qu'il appelait lui-même *sa tragédie de Bayonne*, avait déjà compris que la présence du roi Charles, de la reine, et surtout du prince de la Paix, leur inspirateur à tous deux, lui était absolument nécessaire pour venir à bout de la résistance de Ferdinand. Conformément à ses ordres

1. Savary a affirmé résolûment dans ses *Mémoires* qu'il n'avait fait cette démarche auprès de Ferdinand que beaucoup plus tard, et sur son assurance plusieurs écrivains l'ont déclaré calomnié. Mais la date de sa démarche est établie d'une *façon certaine* par deux lettres de M. de Cevallos, toutes deux écrites le 27 avril 1808, et dont l'une a été publiée dans le *Moniteur* (5 février 1810), l'autre dans les *Mémoires* d'Azanza et d'O-Farrill.

[redacted]

réitérés, Murat était enfin parvenu à tirer Godoy des mains de la junte de gouvernement qui ne voulait le relâcher à aucun prix dans la crainte de compromettre le peu de popularité qui lui restait. Il le fit aussitôt diriger sur Bayonne, où il arriva le 26 avril. La reine et le roi s'empressèrent de prendre le même chemin, mais après avoir fait publier, sur la demande expresse de Napoléon[1], la protestation dans laquelle Charles IV rétractait son abdication comme imposée par la contrainte.

Les vieux souverains arrivaient à Bayonne irrités au plus haut point contre leur fils, auquel ils attribuaient tous leurs malheurs. Ils étaient dégoûtés d'une royauté qui ne pouvait plus être qu'un fardeau pour eux après tous les témoignages de haine et de mépris qu'ils venaient de recevoir de leurs sujets, heureux de se trouver enfin réunis en sûreté à un ami qu'ils n'espéraient plus revoir. Quant à celui-ci, qui devait la vie à l'intervention de Napoléon, et qui, en outre, craignait tout de lui, il était disposé à tout faire pour le contenter. Rien n'était plus favorable que de tels sentiments à la réalisation des projets de Napoléon, car il était facile de se servir du père pour obtenir la renonciation du fils, et plus facile encore de se faire céder par Charles IV une couronne qui ne pouvait plus avoir aucun prix à ses yeux. On commença donc par s'assurer de l'assentiment du prince de la Paix, dont on n'eut pas de peine à gagner la connivence dans l'état de découragement où il était tombé. Napoléon lui fit part de son intention de punir Ferdinand en le forçant de faire

1. Napoléon à Murat, 25 avril.

[redacted]

amende honorable devant ses parents, moyen sûr de flatter des cœurs dans lesquels une seule passion était restée vivante, celle de la vengeance. Il lui énuméra ensuite les riches compensations qui devaient les consoler de la perte d'une souveraineté précaire, déchirée par les factions, odieuse si elle avait à se maintenir par la force, méprisée si elle cédait aux caprices populaires.

Charles IV fit son entrée à Bayonne le 30 avril avec la reine. Partout, sur leur route, Napoléon leur fit rendre les honneurs royaux avec une pompe, une ostentation inusitées, et d'autant plus faites pour les toucher qu'ils avaient reçu des populations espagnoles un accueil bien différent. En descendant de voiture, le vieux roi, toujours simple et bon, incapable de pénétrer les noires trames dans lesquelles il avait été enlacé, se jeta en pleurant dans les bras de celui qui venait de ruiner sa maison, qui avait apporté la honte et la révolte au sein de sa famille, qui allait avant peu mettre l'Espagne entière à feu et à sang ; il le serra sur son cœur, l'appela son ami et son soutien. Napoléon reçut en souriant d'un air de douce sérénité ces témoignages d'affection qui, pour tout homme de cœur et d'honneur, eussent été plus difficiles à supporter que des malédictions. Pendant que le vieillard qu'il avait si lâchement abusé et perdu, en retour de sa constante amitié, s'abandonnait à ces effusions de reconnaissance et repoussait avec un tremblement de colère les embrassements d'un fils, Napoléon, en dilettante consommé qu'il était, se livrait à des études de physionomie sur les acteurs de cette scène. Le lendemain, 1er mai, écrivant à Talleyrand, après une

[redacted]

longue interruption de correspondance, il lui faisait part de ses observations : « Le roi Charles, lui disait-il, est un brave homme. Je ne sais si c'est sa position ou les circonstances, il a l'*air d'un homme franc et bon.* La reine a son cœur et son histoire sur sa physionomie, c'est vous en dire assez.... Le prince de la Paix a l'*air d'un taureau ;* il a quelque chose de Daru.... Il est bon qu'on le décharge de toute imputation mensongère, *mais il faut le laisser couvert d'une légère teinte de mépris.* »

Le portrait du prince des Asturies était beaucoup moins flatté ; il est vrai que c'était le seul de ces divers personnages qui eût résisté à ses volontés : « Le prince des Asturies est très-bête, très-méchant, très-ennemi de la France. » Il est certain que Ferdinand VII réalisa amplement plus tard ce fâcheux pronostic ; mais eût-il été doué du plus heureux naturel, il est difficile qu'il ne fût pas devenu tel à la suite d'une entrée dans la vie sous de pareils auspices. Napoléon racontait ensuite avec indignation qu'il avait fait arrêter les courriers du malheureux prince, et qu'il avait lu dans ses lettres l'expression de *maudits Français.* Il était tout ému de cet abominable outrage. En ajoutant à toutes ses trahisons ce honteux procédé de la violation du secret des lettres, il aurait voulu sans doute trouver dans les confidences de sa victime des bénédictions pour lui et pour ses soldats !

Les vieux souverains retrouvèrent leur favori avec des transports de joie. Godoy leur communiqua sur-le-champ les volontés de Napoléon. Ils n'avaient ni le pouvoir, ni même le désir de s'y opposer. Ils n'aspiraient plus qu'au repos et à la sécurité de la vie pri-

[redacted]

... leur haine et leur ressentiment contre le fils ... attribuaient tous leurs malheurs n'avaient ... s'accroître, et ils saisirent avec une ardeur ... sauvage l'occasion qu'on leur offrait de se venger de lui. Le vieux roi fit venir Ferdinand en présence de Napoléon, de la reine, de Godoy, et là, après l'avoir accablé des plus sanglants reproches, il le somma de lui rendre une couronne obtenue par l'usurpation. Alors, la reine se joignant à son époux, se répandit en invectives et en malédictions. Le prince, impassible, repoussa l'accusation en termes respectueux, mais fermes; et comme il opposait des refus persistants à des instances de plus en plus menaçantes, le vieillard, tout perclus de rhumatismes, se leva en chancelant et brandit sa canne sur la tête du jeune homme.

A la suite de cette déplorable scène la question fut reprise par voie de correspondance. Ferdinand consentit à restituer la couronne, mais à condition que sa renonciation serait faite à Madrid en présence de l'assemblée des cortès et en faveur de Charles IV seulement. Charles repoussa ces conditions dans une lettre dictée par Napoléon et dans laquelle il établissait « que l'Espagne ne pouvait plus être sauvée que par l'Empereur » (2 mai). Deux jours après, il rendit un décret en vertu duquel Murat était investi de tous les pouvoirs en Espagne et recevait le titre de lieutenant général du royaume. Ferdinand résistait toujours; et l'on ne peut dire à quelles extrémités Napoléon se serait porté contre son prisonnier pour le faire plier, sans le grave événement qui vint lui épargner de nouvelles violences.

Le 5 mai, vers quatre heures, un aide de camp de

[redacted]

Murat, accouru de Madrid à franc étrier, apporta à Napoléon un récit sommaire de l'insurrection qui venait d'éclater dans cette capitale. Les faits qui avaient accompagné et suivi l'entrée des troupes françaises en Espagne avaient un sens tellement clair, ils avaient un caractère si patent de fraude, de violence, de mépris pour tous les droits, et même pour ces susceptibilités innées qu'on évite de froisser chez les peuplades les plus incultes, que l'irritation de la nation espagnole contre ces envahisseurs hypocrites qui lui apportaient la servitude en invoquant la fraternité, avait pris rapidement les proportions les plus alarmantes. Mais Murat ne pensait qu'à ce trône auquel il croyait toucher; ils considérait une émeute comme une chance heureuse qui lui en aplanirait le chemin. Napoléon lui-même, loin de la redouter, l'appelait de tous ses vœux depuis que les princes étaient en son pouvoir. Il en était resté à son treize vendémiaire, à son insurrection du Caire, à son vieux thème des lettres à Joseph. Une bonne émeute, exemplairement écrasée, et laissant après elle une longue impression de terreur, était à ses yeux une base excellente pour une domination nouvelle, et le gage assuré d'une tranquillité durable. Quant à un soulèvement général, à l'insurrection de toute une nation, il n'avait jamais rien vu de semblable et ne croyait pas ce phénomène possible. Une autre de ses opinions non moins erronée, c'est qu'en tenant Madrid on tenait toute l'Espagne. Jugeant tous les pays avec ses préjugés de centralisation il n'avait pas la moindre idée de la force qu'avaient conservée en Espagne les institutions provinciales et le patriotisme qu'elles développent. Il

[redacted]

avait prévu la crise, il la désirait, au besoin il était homme à la provoquer; mais il n'en soupçonnait en rien le danger. Il avait donc prescrit à Murat de choisir de bonnes positions militaires, de camper le plus possible par divisions et aux environs de la ville, et en cas d'émeute d'occuper seulement les têtes de rues sans y engager les troupes.

L'effervescence produite à Madrid par tant de surprises et d'humiliations successives avait été aggravée au plus haut point par les procédés insolents et despotiques de Murat. Elle n'attendait plus qu'une occasion pour éclater en guerre ouverte lorsqu'on y apprit que le lieutenant de Napoléon se disposait à envoyer à Bayonne les derniers membres de la famille royale d'Espagne, c'est-à-dire l'infant don Francisco, le plus jeune frère de Ferdinand, Don Antonio son oncle, la reine d'Étrurie avec ses enfants. La junte suprême, lorsque Murat lui communiqua ses intentions, résolut d'abord de s'opposer à leur exécution. Mais, comme elle n'avait de Ferdinand que des instructions contradictoires lui enjoignant tour à tour la résistance ou la soumission, selon que le ressentiment ou la peur l'emportaient dans son esprit, et comme les troupes dont elle pouvait disposer à Madrid ne s'élevaient qu'à trois mille hommes, elle s'effraya et donna son consentement. Le 2 mai 1808, dès le matin, la foule s'assembla sur la place du Palais où le départ devait s'effectuer. La reine d'Étrurie parut la première et monta en voiture avec ses enfants; comme elle était peu aimée en raison de ses relations avec Murat, on la laissa partir sans protestation. Deux voitures restaient sur la place, et le bruit se répandit que l'infant don Francisco pleu-

[redacted]

rait en refusant de partir. Dans ce moment survint un aide de camp de Murat qui se dirigeait vers le palais; il fut assailli par le peuple et à grand peine arraché à la mort. Des troupes sont envoyées aussitôt pour dissiper les rassemblements; elles font feu sur cette foule désarmée qui se disperse dans toutes les directions en criant vengeance. Nos soldats isolés sont massacrés mais en petit nombre; les troupes de Murat étaient depuis longtemps prêtes pour le combat. Elles occupent les principales issues de la ville, elles en balayent les rues avec leur artillerie. La lutte était trop inégale pour se prolonger longtemps. Lorsque les rangs des patriotes s'éclaircissent, Murat y précipite la cavalerie de la garde, les lanciers polonais, les mameluks qui poursuivent les fugitifs et les sabrent jusque sur le seuil de leurs maisons. Les troupes espagnoles consignées dans leurs quartiers ne prirent aucune part à la lutte à l'exception d'une compagnie d'artillerie qui livra au peuple le parc dont elle avait la garde et dont les officiers Velarde et Daoiz se firent héroïquement tuer pour leur pays. Ce point fut le seul où l'insurrection put offrir quelque résistance, et une fois le parc d'artillerie enlevé, tout fut terminé. Nos pertes s'élevaient à trois ou quatre cents morts, celles des insurgés à sept à huit cents, autant qu'il est permis de conclure sur des récits absolument contradictoires. La junte intercéda auprès de Murat qui promit une amnistie générale en échange d'une entière soumission.

Cette promesse du général français fit tout rentrer dans l'ordre, et un grand nombre d'insurgés confiants en sa parole avaient regagné leurs demeures lorsqu'on

[redacted]

apprit que le massacre avait recommencé, mais cette fois sans avoir l'excuse d'une insurrection. Murat, jugeant sans doute que la leçon n'avait pas été assez terrible, avait fait saisir chez eux beaucoup d'Espagnols qui étaient retournés à leurs occupations, et, au mépris de la parole donnée, il en avait fait fusiller une centaine sans jugement, exemple mémorable de la cruauté froide et réfléchie que la soif de régner peut inspirer à un homme né avec des instincts bons et généreux. Cette fois Murat n'avait plus en vue la répression mais la sécurité de sa future royauté, il n'agissait plus en général mais en roi, il montrait une âme vraiment royale, s'élevait du premier coup à la grande politique, laissant les scrupules aux petits esprits incapables de comprendre la raison d'État. Il se créait à la couronne d'Espagne des titres tels que Napoléon ne pourrait les méconnaître sans se renier lui-même, car jamais les préceptes de ce maître en machiavélisme n'avaient été appliqués avec plus de vigueur, de fidélité et d'à propos.

Mais le sang que Murat venait de répandre ne devait profiter ni au maître ni à l'élève. En ce qui concerne Napoléon, on peut dire que la journée du 2 mai fut un coup mortel porté à sa domination, tant l'exécration qu'elle fit naître dans tous les cœurs espagnols fut unanime et profonde. Quant à Murat, une cruelle déception l'attendait. Il est permis de croire qu'il éprouvait au fond du cœur quelque honte et quelque remords d'avoir commis de pareilles atrocités, mais combien ces sentiments ne durent-ils pas devenir plus amers lorsqu'il s'en vit dérober le prix? Le jour même où il faisait fusiller les patriotes de Madrid, Napo-

[redacted]

léon lui signifiait de Bayonne qu'il devait renoncer pour toujours à ce trône tant convoité, à ce trône pour lequel il venait de verser tant de sang et de se parjurer lui-même. On lui offrait à la vérité de riches compensations, mais des compensations qu'il considérait presque comme injurieuses pour lui dans la fièvre d'orgueil et d'ambition qui s'était emparée de son esprit. « Je destine le roi de Naples à régner à Madrid, lui écrivait Napoléon. Je veux vous donner le royaume de Naples ou celui du Portugal. Répondez-moi sur le champ ce que vous en pensez, car il faut que cela soit fait dans un jour. » (2 mai.)

En attendant que le contrecoup de l'émeute et des tueries de Madrid se fît sentir dans tout le royaume où il devait retentir comme un appel aux armes, Napoléon put croire qu'il en recueillerait les fruits les plus heureux. L'événement lui servit d'abord à vaincre la résistance de Ferdinand, dont il n'avait pu venir à bout jusque-là. Le roi Charles, poussé par l'empereur manda de nouveau son fils devant lui, l'accusa d'être l'auteur de l'insurrection de Madrid, le menaca de l'en rendre responsable, et enfin lui déclara que maintenant plus que jamais il n'avait qu'un seul moyen de se justifier, c'était de renoncer au trône. Et comme le prince immobile, les yeux baissés, gardait un silence obstiné, Napoléon l'interpella lui-même avec les menaces les plus violentes : « si d'ici à minuit, lui dit-il, vous n'avez pas reconnu votre père pour roi légitime et ne le mandez à Madrid, vous serez traité comme rebelle. » Ces paroles, sont celles que l'empereur rapporte dans sa correspondance, mais des témoins dignes de foi assurent qu'il menaça Ferdinand de le

[redacted]

faire mettre à mort, et leur assertion n'a rien que de très-vraisemblable. Le prince terrifié céda enfin. Il signa deux renonciations successives, l'une en date du 6 mai en faveur de son père et en sa qualité de roi de fait, l'autre datée du 10, en faveur de Napoléon et en sa qualité d'héritier de la couronne. Le roi Charles n'avait pas même attendu ces deux actes pour céder à Napoléon tous ses droits au trône des Espagnes et des Indes en échange des châteaux de Compiègne et de Chambord et d'une rente de trente millions de réaux (5 mai). Ferdinand reçut en échange de ses droits le château de Navarre avec un revenu de 400,000 francs et 600,000 fr. de rente viagère. Les trois infants reçurent des pensions. L'Espagne et ses colonies étaient ainsi acquises à Napoléon moyennant une somme totale de dix millions par an, mais cette somme c'était l'Espagne elle-même qui devait la payer! « Cela fera en tout dix millions, écrivait Napoléon à Mollien le 9 mai. *Toutes ces sommes seront remboursées par l'Espagne.* » L'histoire de cette mémorable transaction serait incomplète, si nous n'ajoutions que, moins de trois mois après le jour où elle avait été signée, Ferdinand était en instance auprès du trésor français pour obtenir le payement des deux premiers mois de sa pension. [1] Celle du roi Charles n'était pas mieux payée, et c'est en septembre seulement qu'il recevait son arriéré du mois de juillet.

Napoléon était triomphant, rayonnant de joie. Qui pourrait désormais contester *ses droits?* Quelle stipu-

1. Voir dans les *Mémoires du roi Joseph* la lettre d'Azanza à Urquijo en date du 18 août 1808.

[redacted]

lation, quel contrat avait jamais été conclu plus régulièrement, quelle convention mieux faite selon toutes les formes? Une seule chose lui donnait de l'humeur. Le roi Charles semblait très-bien prendre son parti de sa mésaventure, c'était « un bon et brave homme, » mais Ferdinand était sombre et taciturne : « Quant au prince des Asturies, écrivait-il à Talleyrand le 6 mai, c'est un homme qui inspire peu d'intérêt. Il est bête au point que je n'ai pu en tirer un mot. Quelque chose qu'on lui dise, il n'y répond pas. Qu'on le tance ou qu'on lui fasse des compliments il ne change jamais de visage. Pour qui le voit son caractère se dépeint par un seul mot : *un sournois.* »

Napoléon ne pouvait concevoir que Ferdinand ne montrât pas plus de satisfaction. Il n'était même pas loin de prétendre à sa reconnaissance. Que lui manquait il donc à ce farouche personnage? que lui fallait-il de plus? tout ne s'était-il pas passé dans les règles? ne devait-il pas comprendre que sa tristesse insultait à la joie du héros? Napoléon se hâta d'écarter cette triste figure; il dirigea le Prince ainsi que ses frères sur Valençay, en leur donnant une *escorte d'honneur* de quatre-vingts *gendarmes*. Par un trait de cette ironie cynique et méchante qui ne l'abandonnait jamais, il chargeait le frondeur Talleyrand de veiller à leurs plaisirs : « Je désire, lui écrivait-il à ce sujet, que ces princes soient reçus sans éclat extérieur, mais *honnêtement*, et que vous fassiez tout ce qui sera possible pour les amuser. Si vous avez à Valençay un théâtre et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal. Vous pourriez y amener Mme de Talleyrand avec quatre ou cinq dames. Si le prince des

Asturies s'attachait à quelque jolie femme, cela n'aurait aucun inconvénient, *surtout si on en était sûr*. J'ai le plus grand intérêt à ce que le prince des Asturies ne commette aucune fausse démarche. Je désire donc qu'il soit amusé et occupé. La politique voudrait qu'on le mît à Bitche, ou *dans quelque château fort*; mais comme il s'est jeté dans mes bras, qu'il m'a promis de ne rien faire sans mon ordre, et que tout va en Espagne comme je le désire, j'ai pris le parti de l'envoyer dans une campagne en *l'environnant de plaisirs et de surveillance*. Que ceci dure le mois de mai et une partie de juin, les affaires d'Espagne auront pris une tournure et *je verrai alors le parti que je prendrai*. Quant à vous, *votre mission est assez honorable*. Recevoir chez vous trois illustres personnages pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang[1] ».

On ne dit pas quels sentiments agitèrent l'âme de Talleyrand à la lecture de la lettre qui lui confiait cette *mission honorable*, mais on peut juger par ces ignominieuses instructions qu'il ne pouvait décliner sans se perdre, que si cet homme d'État est devenu dès cette époque un des plus mortels ennemis de Napoléon, ce ne sont pas les griefs qui lui ont manqué. L'empereur savait que Talleyrand se permettait dans l'intimité des propos très-libres au sujet de cette glorieuse entreprise d'Espagne. Le diplomate se vantait de l'avoir déconseillée il la déclarait impolitique et dangereuse. Eh bien! bon gré ou malgré, il s'y

1 Les éditeurs de la *Correspondance de Napoléon* n'ont eu garde de publier cette pièce caractéristique. C'est à M. Thiers qu'on la doit.

[redacted]

tro verait à jamais compromis, compromis pour y avoir joué le rôle le plus fâcheux et le plus déshonorant, compromis pour y avoir servi à la fois de geôlier et d'entremetteur au prince dépossédé. Et c'est là ce que Napoléon à Sainte-Hélène, ouvrant sa grande âme au pieux Las Cases, appelait « *une sorte de malice!* » charmante malice en vérité! et qui clôt dignement la longue suite d'infamies qui venaient d'aboutir aux deux traités de Bayonne[1].

Il ne restait plus qu'à prendre possession de ce magnifique royaume, qu'on venait d'acquérir à si bon marché, car bien que l'Espagne fût déjà inondée de nos troupes, nous étions encore loin d'avoir occupé toutes les provinces. Mais cette prise de possession ne pouvait faire aucune difficulté, Napoléon en était convaincu, et il fallait que tout le monde le crût comme lui : « Je regarde le plus gros de la besogne comme fait, écrivait-il le 6 mai, quelques agitations pourront avoir lieu, *mais la bonne leçon qui vient d'être donnée à la ville de Madrid, celle qu'a reçue dernièrement Burgos, doivent nécessairement décider promptement les choses.* » Et le 14 mai il mandait à Cambacérès : « *L'opinion de l'Espagne se ploie selon mon désir. La tranquillité est rétablie partout, et il paraît qu'elle ne sera troublée nulle part.* » Le 16 à Talley-

1. V. et comp. sur cette époque les *Mémoires* de Cevallos, d'Escoiquiz, d'Azanza et O-Farrill, les pièces publiées par Llorente, les *Mémoires historiques* de l'abbé de Pradt, les *Souvenirs diplomatiques* de Lord Holland, l'*Histoire* du comte de Toreno, les *Mémoires* de M. de Bausset. Quant aux *Mémoires du Prince de la Paix*, quoique rédigés sous les yeux de Godoy, ils contiennent peu de renseignements utiles.

[redacted]

rand : « Les affaires d'Espagne *vont bien* et vont être *entièrement terminées.* »

Vaine et pitoyable illusion ! Non, les affaires d'Espagne n'étaient pas terminées, elles allaient commencer ! Mais les apparences et les probabilités n'étaient-elles pas toutes en sa faveur ? Ne devait-il pas croire, lui, le maître de tant d'empires, qu'il aurait facilement raison d'une nation sans chefs, sans argent, sans armée, et séparée par la mer de toutes les puissances continentales, excepté de celle qui l'opprimait ? Était-il vraisemblable qu'un ramassis de bourgeois et de paysans pût tenir tête aux légions qui avaient vaincu l'Europe ? Ainsi tout concourait à le tromper, tout, jusqu'à la facilité inouïe, inconcevable avec laquelle il avait mené à bonne fin les préliminaires de son usurpation. Ses succès même n'ont fait que mieux lui cacher ce piége de la fortune. Il a résolu d'introduire ses armées en Espagne, elles y ont été reçues à bras ouverts ; il a voulu se rendre maître des places fortes, on les lui a livrées ; il a demandé l'éloignement des troupes espagnoles, on les a fait partir ; il a exigé l'occupation de la capitale, il l'a obtenue ; il a cherché à attirer les deux rois en France, ils y sont venus ; il les a sommés de renoncer au trône, ils ont abdiqué. Dès le premier moment, tout le monde s'est soumis, a plié devant ses volontés, a cédé à ses ruses ou à ses violences, il n'a pas rencontré un seul obstacle, ni dans les hommes ni dans les choses, tant cette vieille monarchie est caduque, décrépite, épuisée. Et maintenant qu'il y commande à cent vingt mille hommes, qui oserait parler de résistance ? Mais c'est là que le châtiment

[redacted]

attend cet invincible, car c'est par ce faible adversaire que Napoléon va se voir saisi, enlacé d'une étreinte si forte et si tenace que rien ne pourra plus l'en délivrer. Semblable au lutteur de la légende antique, du premier effort de son bras puissant il a fendu le tronc du chêne séculaire. Mais voici que les parties disjointes se sont soudain rapprochées, et sa main est restée prise dans cet étau vivant. Il veut la dégager, l'étreinte se resserre. La chair et le bois ne font plus qu'un. Le géant se trouble, il ébranle la terre de ses secousses désespérées. Fureurs inutiles! L'arbre vainqueur le tient ; il embrasse de plus en plus étroitement son captif; et déjà la nuit tombe et les bêtes fauves viennent rôder autour de leur proie.

[redacted]

CHAPITRE VIII.

INSURRECTION D'ESPAGNE. — L'AVÉNEMENT DU ROI JOSEPH (MAI-JUILLET 1808).

La nouvelle des fusillades du 2 mai répandue au milieu d'une population déjà inquiète, agitée, indignée de la présence de tant de soldats étrangers sur son territoire, produisit dans toute l'Espagne un long frémissement de colère. Mais lorsqu'on y connut les odieuses circonstances de la trahison de Bayonne et les deux abdications qui l'avaient suivie, ce ne fut plus d'un bout à l'autre de la Péninsule qu'un seul cri, immense, instantané, foudroyant, cri de vengeance et d'extermination destiné à retentir dans les siècles, et tel que le monde n'en avait jamais entendu jusque-là! On eût dit qu'une grande commotion volcanique venait de soulever le sol de l'Espagne sur toute sa surface. En un jour, en une heure, sans concert et sans mot d'ordre, toute la nation fut debout, enflammée d'un sentiment unanime. Ces vastes mouvements qui entraînent tout un peuple dans le même courant de haine, d'amour ou d'enthousiasme, n'étaient pas un spectacle nouveau pour l'Europe. La France le lui

[redacted]

avait donné plus d'une fois pendant les longues péripéties de sa Révolution ; mais là comme dans toutes les monarchies unitaires et centralisées, tantôt la capitale, tantôt quelques hommes, dictateurs improvisés, avaient voulu et décidé, la multitude avait suivi. Elle avait suivi avec une exaltation et un dévouement souvent aveugles ; elle n'avait eu ni la pensée ni l'initiative. Ce qui fait l'originalité et la grandeur du soulèvement espagnol, ce qui lui donne une physionomie à part dans l'histoire, c'est que non-seulement toutes les provinces, toutes les villes et même les villages se levèrent à l'insu les uns des autres, mais que chaque homme en quelque sorte, à ce moment de péril suprême, osa, dans son isolement, regarder en face le tyran du monde, et lui déclara la guerre pour son propre compte. Il est toujours facile et souvent peu glorieux de suivre le mouvement qui entraîne les foules, mais lorsque l'homme, sans autre témoin que lui-même, et sous la seule impulsion de son honneur, embrasse d'un cœur intrépide une résolution qui expose sa fortune et sa vie à une destruction presque certaine, ceux qui ont à raconter de tels faits doivent s'incliner avec respect, car ils ont sous les yeux ce phénomène rare et sublime qu'on nomme l'héroïsme.

Cet exemple, des milliers d'hommes le donnèrent au même instant, en accourant en armes au petit centre de leur canton ou de leur province. Seraient-ils imités et soutenus ? Ils l'ignoraient ; ils ne savaient qu'une chose, c'est qu'ils préféraient la mort à l'ignominie d'une domination imposée et subie sous de tels auspices. Il faut dire d'ailleurs que jamais, dans les

[redacted]

temps modernes, la conquête ne s'était encore présentée sous des traits aussi révoltants et aussi hideux. L'invasion de l'Espagne offrait un caractère à part, même parmi les entreprises de Napoléon, où la fourberie avait toujours tenu une si grande place. Il s'y était surpassé lui-même, mais par malheur il y avait aussi dépassé la mesure de ce que pouvaient supporter ses contemporains, car il est certain qu'aucune nation de l'Europe n'était alors assez dégradée pour endurer patiemment les turpitudes qui soulevèrent le peuple espagnol. Voilà ce dont le plus grand des hommes n'avait pas la moindre idée. Loin d'avoir aperçu un seul des signes précurseurs de cette grande convulsion nationale, il était plein de sécurité, de confiance, de contentement de lui-même. Il avait, par une combinaison ingénieuse, épargné à l'Espagne les horreurs d'une conquête violente, il avait obtenu presque sans effusion de sang le prix de dix années de carnage; tout le monde devait lui être reconnaissant du subtil et salutaire expédient qu'il avait choisi, et bientôt les Espagnols allaient bénir le nom de leur *régénérateur* ; il ne voyait pas au delà. En cela, le manque de sens moral, la grossière ignorance des susceptibilités de l'honneur, du patriotisme, de la dignité individuelle ou nationale, qui sont un des traits distinctifs de cette âme perverse, équivalent à une lacune de l'intelligence, car ces perfidies, si laborieusement combinées, vont directement contre leur but, ces profonds calculs sont une grosse bévue, ce crime est presque de la niaiserie. A ne rien soupçonner, à ne rien prévoir des effets que de telles noirceurs devaient naturellement produire chez un

[redacted]

peuple fier et passionné, il y avait une aberration de jugement qui paraît à peine croyable; et l'on conçoit que, plus tard, Napoléon soit allé jusqu'à écrire un faux pour faire absoudre son génie à défaut de son honneur; mais il lui eût fallu pour se disculper refaire sa correspondance tout entière, qui témoigne, quoi qu'on en ait dit, du plus étrange et du plus inconcevable aveuglement, non-seulement avant l'insurrection, mais longtemps après qu'elle a éclaté sous ses yeux.

La résolution héroïque et désespérée qui s'empara des Espagnols à la nouvelle des événements de Bayonne, eut toute la soudaineté d'une explosion; il fallut toutefois au soulèvement quelques jours pour s'organiser. Ce fut en général du 24 au 30 mai 1808 qu'il éclata, et presque partout avec des circonstances analogues. Le signal ne partit ni de la ville ni des campagnes; il fut donné sur tous les points à la fois. Dans les hameaux, dans les villages, sur les routes, des hommes, obéissant à la même pensée, se réunissent spontanément; ils marchent ensemble au chef-lieu ou à la capitale de la province; ils en trouvent les habitants déjà soulevés ou prêts à se révolter; ils déposent les autorités hésitantes ou suspectes, nomment des juntes insurrectionnelles, s'emparent des arsenaux et arment les populations, après avoir fait décréter les levées en masse. Partout les contributions volontaires affluent dans les caisses du nouveau gouvernement, et tous les hommes en état de porter les armes s'enrôlent sous sa bannière. Nobles, paysans, bourgeois, moines, prêtres, soldats, toutes les classes luttent de zèle et d'émulation. Rien

[redacted]

n'est plus faux et plus insoutenable que l'opinion de ceux qui persistent encore à présenter ce soulèvement comme « l'œuvre des moines. » C'est là un vieux thème inventé par Napoléon pour déshonorer ceux qu'il ne pouvait vaincre. J'en montrerai bientôt l'origine et le peu de solidité. Ce qu'on doit dire à l'honneur du clergé espagnol, c'est que, loin de montrer la complaisance ordinaire de l'Église catholique à l'égard de ce qu'elle nomme les pouvoirs établis, il se prononça avec énergie en faveur du mouvement national; mais il ne le devança pas, il le suivit; et dans les commencements surtout il se manifesta plus d'une fluctuation dans sa conduite. Il n'est pas permis d'oublier que parmi les plus empressés à saluer à Bayonne la royauté éphémère de Joseph, figuraient en première ligne les représentants de la sainte inquisition. Les passions religieuses eurent sans doute leur part d'influence dans l'insurrection espagnole. Cette influence s'accrut surtout lorsque Napoléon qui les avait d'abord caressées avec un soin extrême, reconnut l'inutilité de ses efforts pour gagner les prêtres après sa déclaration de guerre au pape, et rompit brusquement avec eux dans l'espoir non moins chimérique de s'attacher les opinions philosophiques. Mais il n'y a pas plus de vérité à attribuer cette révolte au fanatisme religieux qu'à en faire honneur au fanatisme monarchique comme d'autres l'ont essayé; sa force et sa gloire sont d'avoir réuni tous les mobiles et toutes les opinions, depuis la superstition du paysan jusqu'au patriotisme presque républicain de l'étudiant des universités. A côté des bataillons enrôlés sous la bannière des saints de l'Es-

[redacted]

pagne, on voit figurer dans l'armée insurgée les compagnies *Brutus* et de *Caton*, la compagnie du *Peuple*, qui avait pour devise : *La liberté ou la mort*. Cette révolte est essentiellement une révolution d'indépendance, et c'est là ce qui l'a rendue invincible. Aussi restera-t-elle l'éternelle leçon des peuples menacés dans leur existence nationale, en leur apprenant à préférer les maux les plus effroyables à la domination étrangère, même déguisée sous d'apparentes améliorations.

Au milieu de l'unanimité extraordinaire de ce soulèvement, deux catégories d'hommes seulement se montrèrent disposées, non pas à ratifier ce qui s'était fait, mais à transiger avec un état de choses qu'elles considéraient comme inévitable, ce sont celles que dans tous les temps et dans tous les pays on a vues se plier le plus docilement aux circonstances : les fonctionnaires et les gens de cour. Encore faut-il dire que leur défection fut non-seulement très partielle, mais très-passagère, car l'immense majorité des premiers ou resta fidèle à la cause nationale, ou lui revint après une courte hésitation; et quant aux seconds, comme c'est à la cour et non au monarque qu'ils sont attachés, il fallait être naïf comme l'était le roi Joseph pour s'étonner, soit de leur empressement, soit de leur désertion. Au reste on doit convenir que les bonnes raisons pour se soumettre et accepter les faits accomplis ne leur manquaient ni aux uns ni aux autres, et ils ne se firent pas faute de prêcher à leurs compatriotes une résignation qui semblait la loi même de la nécessité. Que voulait-on, qu'espérait-on en organisant une résistance? Avait-on la folle idée de triompher des armées de Napoléon? Non, une pareille

[redacted]

lusion ne pouvait entrer dans aucun esprit sensé. Le seul résultat possible de l'insurrection était la défaite, une défaite sans remède, parce qu'elle ajouterait tous les maux de l'anarchie à tous ceux de la guerre. La facilité avec laquelle s'était accomplie la chute de l'ancienne dynastie indiquait assez que c'était là « un terme fixé par la Providence. » En acceptant un nouveau souverain des mains de Napoléon, l'Espagne n'abdiquait nullement son indépendance, elle la voyait consacrée plus solidement que jamais et soutenue par toute la force de l'empire. Délivrée d'une royauté incapable et vieillie, gouvernée par un prince que recommandaient ses qualités personnelles et son esprit éclairé, l'Espagne pourrait enfin participer aux réformes et aux améliorations dont jouissaient tous les peuples de l'Europe : elle pourrait reprendre la place éminente qu'elle avait eue parmi les puissances. Tous ces biens dont on allait entrer en possession presque sur-le-champ devaient faire oublier des irrégularites regrettables, mais passées désormais à l'état de faits accomplis, et les bons citoyens ne pouvaient plus avoir qu'une pensée, celle de prévenir des malheurs irréparables par une prompte adhésion au nouveau régime [1].

Ces sophismes étaient spécieux; au début surtout plus d'un patriote sincère s'y laissa prendre dans la crainte de voir tant d'efforts généreux aboutir à la ruine et à l'anéantissement de l'Espagne. Mais le sen-

1. Ces représentations ne sont point imaginaires; elles sont le résumé exact de celles que la junte extraordinaire de Bayonne et la junte suprême de Madrid adressaient alors à leurs concitoyens.

[redacted]

timent populaire n'hésita pas un instant, et en préférant la mort même au bonheur qu'on lui promettait, il vit plus juste et plus loin que les sages. Là où les calculs des politiques sont en défaut, l'instinct des simples triomphe, car l'héroïsme comme le génie est chose d'inspiration, non de raisonnement; et dans toutes les situations désespérées une Jeanne Darc sera toujours supérieure à un Machiavel.

La principauté des Asturies fut de toutes les provinces espagnoles celle qui se prononça la première, si toutefois on peut assigner une initiative à un mouvement qui fut essentiellement simultané. Ce petit pays perdu à l'extrême nord, resserré entre les montagnes et la mer, presque sans communication avec les autres provinces, avait été le dernier refuge des guerriers de Pélage à l'époque de l'invasion arabe; il était digne par son énergie et son patriotisme de servir de berceau à une guerre d'indépendance. Dès le 9 mai la junte des Asturies, réunie à Oviédo, avait décidé aux acclamations de la population entière qu'elle désobéirait aux ordres de Murat, et son président, le marquis de Santa-Cruz, avait déclaré « qu'en quelque lieu qu'il vît un homme se lever contre Napoléon, il prendrait un fusil et marcherait à ses côtés.[1] » Le soir du 24 mai, vers minuit, le tocsin retentit dans la ville et dans les villages environnants, on s'empare du commandant envoyé par Murat, on enlève l'arsenal où se trouvait un dépôt de cent mille fusils. Le lendemain la junte s'assemble, elle organise la défense, elle décrète une levée de dix-huit mille hommes;

1. Toreno, *Hist. de la révolution d'Espagne.*

puis cela fait, les représentants de cette humble contrée, à peine perceptible sur une carte d'Europe, saisis d'un enthousiasme inexprimable, déclarent solennellement la guerre à l'oppresseur des peuples. Sublime accès de folie, aussi digne des regards de l'histoire que l'immortelle inspiration qui poussa les trois cents fils de Sparte au-devant de toute une armée ! Et en commençant cette lutte si prodigieusement inégale, la junte des Asturies se croyait si bien réduite à ses seules ressources, elle agissait tellement en son propre et privé nom que sans plus attendre et sans consulter personne, elle envoie sur-le-champ en Angleterre, pour y réclamer l'appui des forces britanniques, deux députés, dont l'un était le vicomte de Matarosa, le même qui, plus connu plus tard sous le nom de comte de Toreno, nous a laissé le récit le plus fidèle et le plus judicieux qui ait été publié sur ces événements. Les envoyés de la junte débarquèrent à Falmouth dans la nuit du 6 juin 1808, et dès le lendemain à sept heures du matin ils étaient admis à l'hôtel de l'Amirauté. Ils apportaient à Canning la déclaration de guerre que la junte des Asturies venait de signifier à l'empereur des Français, roi d'Italie, et la requête qu'elle adressait à S. M. britannique. A l'audition d'un message si extraordinaire, la vive intelligence de Canning, suppléant aux nouvelles qui faisaient absolument défaut, entrevit aussitôt quel prodigieux ébranlement devait avoir reçu la Péninsule pour qu'il s'y produisît des événements aussi inouïs. Il comprit qu'une émotion si vive et si profonde ne pouvait pas être un fait isolé, que cette conflagration n'était que l'épisode d'un vaste incendie ; il promit aux députés

[redacted]

l'appui énergique de la Grande-Bretagne et bientôt leur en donna par écrit l'assurance officielle au nom du cabinet.

Au moment où les montagnards asturiens jetaient leur cri de guerre, un cri semblable leur répondait à l'autre extrémité de la Péninsule, à Carthagène. Là ce fut le désir de conserver à l'Espagne une escadre que Napoléon faisait diriger sur Toulon par l'amiral Salcedo, qui précipita les événements. La vue de cette honteuse spoliation, accomplie au grand jour comme l'acte le plus légitime, remplit les habitants de colère et d'indignation. La nouvelle des abdications de Bayonne qui survint au même instant acheva de les décider à la révolte. Ils savaient que l'escadre devait d'abord relâcher à Mahon; c'est là qu'ils iront l'arrêter. Ils se précipitent vers la demeure du capitaine général, le déposent et le remplacent par un de leurs adhérents, nomment une junte d'insurrection, ouvrent leurs arsenaux et leurs dépôts d'armes aux provinces voisines. Cela fait, ils se hâtent d'envoyer à Mahon un officier de marine qui vient intimer à Salcedo la défense de partir et l'escadre échappe à ses ravisseurs (22, 23 mai). Murcie imite aussitôt Carthagène. Une autre ville du même littoral, la riche et populeuse Valence, n'a pas attendu ce signal pour éclater. A Valence, la lecture du numéro de la *Gazette de Madrid*, qui contient les abdications, a suffi pour soulever le peuple. En une heure toute la ville est debout aux cris de : Vive Ferdinand ! mort aux Français !

Malheureusement on ne s'en tient pas aux paroles. Ici comme dans la plupart des villes où se trouvent de grandes agglomérations populaires, l'irritation des

[redacted]

multitudes, surexcitée jusqu'au délire, amène des scènes lamentables auxquelles de courageux citoyens essayent en vain de s'opposer. Le comte de Cervellon, qui trahissait l'insurrection en feignant de la servir, échappe à une mort méritée grâce au dévouement de sa fille qui arrache aux mains des accusateurs les preuves écrites de sa trahison; mais le baron d'Albalat, innocent quoique suspect, est mis en pièces par une foule furieuse, nouvel exemple des méprises de ces justices sommaires qui jugent sans discernement et frappent à l'aveugle. Quelques jours plus tard le peuple de Valence, tombé sous la domination d'un prêtre fanatique, le chanoine Calvo, déshonore sa révolution par le massacre des résidents français réfugiés dans la citadelle. Mais ces assassinats sont bientôt punis par le supplice de Calvo et de ses partisans, et la ville, honteuse de leurs excès, va les effacer avant peu par des exploits qui la réhabiliteront aux yeux du monde.

Au début de l'insurrection, ces scènes sanglantes qui, une fois la guerre engagée, deviendront le plus souvent de justes quoique inexorables représailles, sont loin d'être un fait général; on peut même soutenir qu'elles sont exceptionnelles, surtout si l'on tient compte de la violence des passions qui s'y trouvaient en jeu. Les Français établis en Espagne furent presque partout protégés contre la fureur populaire malgré la haine dont ils étaient devenus l'objet. Quant aux fonctionnaires qui furent frappés, si leur châtiment était à la fois irrégulier et excessif, leur adhésion au gouvernement de Murat était à bon droit considérée comme un crime. Dans beaucoup de villes on

[redacted]

se contenta de les déposer; dans d'autres on les enrôla purement et simplement dans l'insurrection. A Valladolid, résidait le capitaine général du royaume de Léon, don Gregorio de la Cuesta, vieux militaire et bon patriote, mais caractère hautain et obstiné, habitué à ne croire qu'à la force enrégimentée et comme tel jugeant toute résistance inutile. Les révoltés, voyant que ni par leurs prières, ni par leurs raisons, ni par leurs menaces, ils ne pouvaient décider le vieux général à se déclarer pour l'insurrection, élevèrent une potence devant le balcon de son hôtel et le sommèrent de choisir entre la mort et le commandement des forces insurgées. Ce raisonnement péremptoire mit fin aux scrupules de la Cuesta, soit qu'il fût intimidé, soit qu'il comprît enfin qu'une telle énergie pouvait devenir un puissant instrument de délivrance.

Le soulèvement de la Galice avait suivi de près celui des Asturies, pays auquel elle confine de plusieurs côtés. Cet événement fit tomber au pouvoir de l'insurrection les ports et les arsenaux du Ferrol et de la Corogne, dont Napoléon travaillait depuis longtemps à s'assurer la possession. Mais on eut à y déplorer le meurtre du capitaine général Filangieri, homme qui s'était fait aimer par la douceur et la droiture de son caractère. On apprit presque en même temps la révolte de la province de Santander, qui menaçait de très-près nos communications par les Pyrénées. Celle du royaume d'Aragon fit son explosion à Saragosse où le peuple devina et choisit un héros en la personne de don José Palafox; enfin celle de la Vieille-Castille et de la Catalogne vint compléter en peu de ours l'insurrection des provinces du nord. Seules les

[redacted]

provinces basques, inondées de nos soldats qui les parcouraient dans tous les sens, s'abstinrent de prendre part au mouvement. Déjà le midi tout entier était en feu. Là, comme partout, c'était sans rien savoir de ce qui se passait dans le reste de l'Espagne qu'on avait couru aux armes. La junte insurrectionnelle de Séville croyait si bien être seule en agissant pour tous, qu'elle avait pris naïvement le titre de *Junte suprême d'Espagne et des Indes*, persuadée qu'elle était le dernier asile du patriotisme espagnol et parodiant à sa façon le beau vers du poëte :

Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis.

Ce bel élan national fut malheureusement souillé par le meurtre du comte del Aguila. L'Andalousie était la province où il y avait le plus de troupes espagnoles, grâce aux précautions que Napoléon avait prises pour les éloigner de Madrid. Il s'en trouvait un assez grand nombre à Séville, plus encore à Cadix, et au camp de Saint-Roque, près de Gibraltar. Ces combinaisons, soi-disant prévoyantes, eurent pour effet de faire de l'Andalousie, pays fortifié naturellement par les escarpements de la Sierra Morena, le centre le plus formidable de l'insurrection espagnole. Les troupes de Séville ayant immédiatement pris parti pour la cause nationale, la junte songea aussitôt à s'assurer de Cadix, le premier port de la Péninsule, et du camp de Saint-Roque où se trouvait sa plus importante armée. Castaños, le commandant du camp, se prononça dès l'arrivée de l'envoyé de la junte de Séville. L'émissaire envoyé à Cadix y rencontra des obstacles inattendus. Le capitaine général de Cadix

[redacted]

était ce même Solano qui avait fait campagne en Portugal comme auxiliaire de Junot. Mécontent d'abord de son triste rôle dans cette aventure, mais gagné depuis par les flatteries de Murat, Solano s'était résigné à accepter le nouveau régime. Après avoir tout fait pour arrêter le mouvement, il se soumit d'assez mauvaise grâce lorsqu'il en eut reconnu la force irrésistible, et promit d'obéir à la volonté populaire.

Mais il n'était plus en son pouvoir de dissiper la défiance et les ressentiments que ses tergiversations avaient excités dans l'âme d'un peuple dont quelques jours auparavant il était l'idole. Saisi dans la maison d'un ami où il avait cherché un refuge, Solano fut massacré sur une place de Cadix et mourut avec un courage qui aurait fait sa gloire s'il l'avait employé contre les ennemis de son pays. Don Thomas de Morla fut nommé capitaine général à sa place. La junte lui intima l'ordre d'attaquer la flotte française qui, depuis la catastrophe de Trafalgar, était bloquée dans le port de Cadix. Il adressa des sommations menaçantes à l'amiral Rosily qui la commandait, et fit les préparatifs nécessaires pour bombarder l'escadre en cas de résistance. Rosily gagna quelques jours par des négociations, puis il prit position au milieu de la rade, hors de portée des feux de la ville, convaincu qu'il ne tarderait pas à être dégagé par le corps de Dupont qui devait occuper l'Andalousie.

Jaën et Cordoue s'étaient promptement ralliées au mouvement de Séville. Grenade se prononça en armant toute sa population valide; elle entraîna dans la révolte les troupes suisses que Théodore Reding

commandait à Malaga. A Badajoz, capitale de l'Estrémadure, le peuple attendit, comme dans beaucoup d'autres villes, le jour de la Saint-Ferdinand (30 mai) pour s'insurger. Il fit sa révolution presque sous le canon des Français qui occupaient Elvas, à peu de distance de là, et se mit sur-le-champ à relever les fortifications de la ville qui tombaient en ruines. L'Estrémadure eut en peu de temps une armée de vingt mille hommes, qui rendit de grands services en interceptant les communications de Junot avec l'armée française d'Andalousie.

On voit par ce rapide coup d'œil jeté sur l'insurrection d'Espagne, avec quel ensemble et quelle spontanéité éclata cette grande commotion. Il est aussi puéril de l'expliquer par l'influence d'une certaine classe ou d'une superstition particulière, monarchique ou religieuse, que d'attribuer à un ruisseau la formation de l'Océan. Ce n'était pas le sentiment monarchique qui était irrité contre Napoléon, car ce n'était certes pas la république qu'il apportait à l'Espagne ; ce n'était pas non plus le sentiment religieux, car, sans parler de l'affaiblissement des idées religieuses qui s'était opéré partout, même en Espagne, à la suite des luttes philosophiques du dix-huitième siècle, Napoléon était encore aux yeux du clergé espagnol le restaurateur des autels, le grand soutien du catholicisme. On ne savait rien ou presque rien encore de ses démêlés avec le pape. Ce qu'il avait blessé et révolté par d'irréparables outrages, c'étaient d'abord ces sentiments d'honneur et de justice élémentaires que tout homme porte dans sa propre conscience, c'était ensuite ce grand sentiment à la

[redacted]

fois individuel et collectif qui embrasse tous les autres, et qu'on nomme le patriotisme.

Pendant que se déclarait cette grande crise nationale, dans laquelle l'Espagne devait se retremper ou périr, Napoléon, toujours à Bayonne, pressait à la fois l'arrivée de son frère Joseph qu'il voulait faire régner sur les Espagnols, celle des députés récalcitrants qui devaient bon gré ou malgré offrir cette couronne au nom du peuple, enfin ce qu'il lui plaisait d'appeler la *réorganisation* d'un royaume qui déjà n'était plus à lui. Il avait signifié ses intentions à Joseph par une lettre brève et péremptoire qui n'admettait pas d'objections: « C'est à vous, lui disait-il, que je destine cette couronne.... à Madrid, vous êtes en France, Naples est le bout du monde. Je désire donc qu'immédiatement après avoir reçu cette lettre, vous laissiez la régence à qui vous voudrez, le commandement des troupes au maréchal Jourdan et que vous partiez pour vous rendre à Bayonne.... Vous recevrez cette lettre le 19, vous partirez le 20 et vous serez ici le 1er juin. » (10 mai.) Ce ton impératif était calculé en raison des répugnances connues de Joseph à abandonner un royaume où il se considérait comme affermi, et aussi en raison de son caractère facile et complaisant. Il est fort probable, en effet, que lors de son voyage en Italie, Napoléon avait parlé à Joseph de son élévation au trône d'Espagne comme d'une éventualité possible. Si plus tard il avait offert cette couronne à Louis, c'était, selon toute apparence, par égard pour le peu d'empressement que lui avait témoigné son frère aîné. Ce qui est certain, c'est que Joseph quitta à contre cœur le royaume de Naples,

[redacted]

et partit, sinon disposé à désobéir, du moins peu satisfait du changement qu'on lui imposait et avec l'espoir secret d'y échapper[1]. Mais Napoléon prenait d'avance toutes ses précautions pour que l'acceptation de Joseph fût pour ainsi dire forcée, et qu'il se trouvât engagé avant d'avoir eu le temps de rien voir par lui-même. Dès le commencement du mois de mai, il s'était efforcé d'obtenir de la junte suprême de Madrid et du conseil de Castille une déclaration appelant Joseph au trône d'Espagne. L'empereur espérait donner au guet-apens de Bayonne la couleur d'une déférence pour le vœu national. Ces deux assemblées ne lui ayant envoyé, après s'être fait beaucoup prier, qu'une décision mêlée de beaucoup de réserves, il se flatta de tirer un meilleur parti d'un simulacre d'assemblée de cortès. Il les convoqua à Bayonne, comme ces députés de la Cisalpine qu'il avait, quelques années auparavant réunis à Lyon, et qui, venus pour assurer la liberté de leur pays, étaient repartis après la lui avoir livrée. Cette junte extraordinaire, chargée de donner en même temps un roi et une constitution à l'Espagne, était convoquée pour le 15 juin ; elle devait réunir dans son sein les représentants de la grandesse, du clergé, des ordres religieux, des universités, de l'armée, du haut commerce, des colonies, et même de l'inquisition.

Elle fut composée en réalité, partie des grands d'Espagne qui avaient accompagné les princes à Bayonne et que Napoléon avait retenus en France,

1. Voir Miot de Melito, un peu en désaccord sur ce point avec les *Souvenirs* de Stanislas Girardin, et les *Mémoires* du roi Joseph.

[redacted]

partie de hauts fonctionnaires empressés de sauvegarder leur position sous tous les régimes, partie enfin de tous les personnages qu'on parvint à entraîner à grand renfort de promesses, de menaces ou de flatteries. Elle devait comprendre cent cinquante députés, et n'en réunit qu'un peu plus de la moitié.

Cette solennelle parodie des formes et des principes de la souveraineté nationale ne devait être que la préface des combinaisons de Napoléon. En se consacrant à la régénération de l'Espagne, il avait eu surtout en vue de s'emparer de ses ressources. C'est ce qu'il avait fait dans tous les pays dont il avait entrepris de faire le bonheur, c'est ce qu'il venait de faire dans le malheureux Portugal, et l'on ne doit pas laisser attribuer à une conception bienfaisante et civilisatrice des projets uniquement inspirés par des convoitises d'ambitieux. L'impatience fiévreuse avec laquelle Napoléon s'occupa des finances, de la marine et surtout des colonies de l'Espagne, tenait tout entière à l'illusion qui lui faisait supposer qu'il allait y trouver des moyens immenses pour réaliser ses projets sur le reste du monde ; c'est se moquer du bon lecteur que de la représenter comme une noble et généreuse ambition de faire oublier l'usurpation à force de bienfaits. Certes, s'il avait été capable d'éprouver ces vertueux sentiments, ce n'était pas l'occasion qui lui avait manqué pour les mettre en pratique. Parmi les peuples qu'il tenait courbés sous sa verge de fer, il n'aurait eu que l'embarras du choix s'il avait voulu déployer cette philanthropie expiatoire. Malheureusement chaque page de sa correspondance est là pour

[redacted]

prouver qu'en s'occupant de l'Espagne, il ne pense qu'à lui-même.

Au premier moment, il éprouve une sorte d'éblouissement à l'idée qu'il va mettre la main sur tant de riches possessions. Il fait le calcul des piastres que va lui rapporter le Mexique; il lance dans toutes les directions des avisos qui vont porter aux colonies espagnoles le roman de l'abdication de Bayonne, arrangé de façon à les détourner d'une rupture. Il compte sur ses doigts les vaisseaux, l'appoint redoutable que la marine espagnole et les nombreux ports de la Péninsule vont lui permettre d'ajouter à ses escadres. Avant la fin de septembre 1808, il veut avoir 35 vaisseaux neufs. Ces 35 bâtiments ajoutés aux 42 qu'il possède déjà, aux 54 vaisseaux qu'il lève sur les puissances alliées et jusque sur la Russie, va lui constituer un armement total de 131 vaisseaux de guerre[1]. A cette pensée son imagination s'exalte et il s'écrierait volontiers comme à Boulogne: « L'Angleterre est à moi! » Il écrit au pauvre Decrès jusqu'à six lettres dans la même journée sur les magnifiques plans qu'il médite. Mais à l'heure où il développe ces vues fantastiques qui n'existèrent jamais que sur le papier et que par une singulière aberration on a décorées du nom de réorganisation de la marine espagnole, tous les ports de la Péninsule sont déjà aux mains de l'insurrection. Pour donner une idée du prétendu profit que l'Espagne aurait reçu de l'impulsion imprimée à ses ressources maritimes, il suffit de dire qu'il destine tous ces armements à une gigantesque expédition

1. Napoléon à Décrès, 28 mai 1808

[redacted]

dirigée soit sur l'Égypte et les Indes, soit sur Alger, soit enfin sur la Sicile pour y venger l'échec de celle de Ganteaume, avortée avant même d'avoir commencé ses opérations[1]. Le bénéfice le plus certain que les escadres espagnoles eussent retiré de sa sollicitude, c'eût été d'être menées à un nouveau Trafalgar.

Le sens de la *réorganisation* que Napoléon médite pour l'armée espagnole est encore plus clair que celui des améliorations qu'il rêve pour la marine. Cette réorganisation consiste tout simplement à faire filer en France le peu de troupes qui restent à l'Espagne. Il se propose de les diriger ensuite sur le Nord « afin de leur faire partager la gloire du corps de la Romana, » gloire qui consiste à mourir de froid et d'ennui sur les rives de la Baltique. En ce qui concerne les finances, enfin, ce qu'il imagine de plus ingénieux lorsqu'il s'est bien assuré qu'il ne reste pas un écu dans le trésor espagnol, c'est de faire prêter à l'Espagne vingt-cinq millions par la banque de France en lui offrant pour gage les diamants de la couronne[2]. Encore faut-il dire que s'il destine une partie de cet argent à la marine, afin de presser les constructions navales, la plus grosse portion doit servir à payer les frais d'installation de son frère Joseph. Et n'est-ce pas une vraie dérision que de présenter de tels actes comme une conception de génie, qui, si elle avait pu être réalisée, aurait assuré la grandeur et la félicité du peuple espagnol ?

Ce n'étaient là dans le vrai que de très-médiocres

1. Napoléon à Décrès, 26, 28, 29 mai 1808.
2. Napoléon à Murat, 28 mai ; à Mollien, 3 juin 1808.

[redacted]

châteaux en Espagne, qui allaient s'écrouler au premier souffle des vents contraires ; mais celui qui les construisait en était venu, à force d'infatuation et de succès, à considérer toute entreprise, bonne ou mauvaise, comme infaillible, par cela seul qu'il y avait mis la main. La facilité sans exemple avec laquelle s'était réalisée sa nouvelle conquête, avait exalté jusqu'à l'ivresse cette puissance d'imagination qui avait été de tout temps la force et la faiblesse de son génie, mais qu'il avait mieux réussi à maîtriser aux débuts de sa carrière. Il ne doutait plus de rien : il était bien à tout jamais le maître légitime et définitif de cette magnifique monarchie de Charles-Quint, sur laquelle le soleil ne se couchait jamais. Il était comme le certifiait le *Moniteur*, « *revêtu de tous les droits de la maison d'Espagne*[1]. » L'héritier de tant de rois existait bien encore quelque part, mais réduit à une sorte de mendicité, et dans une condition si misérable que Napoléon détourne ses regards avec dégoût. Le croirait-on ? ce pauvre hère se souvient encore qu'il y a un mois il s'appelait le roi des Espagnes ! De tous ses titres il n'a retenu qu'une formule inoffensive, seul reste de tant de splendeurs, et il ose s'en servir dans les suppliques tremblantes qu'il adresse au tout-puissant empereur. Napoléon est outré de l'audace et de l'inconvenance de ce Lazare de la royauté : « Mon cousin, écrit-il à Talleyrand, le prince Ferdinand, en m'écrivant, *m'appelle son cousin.* Tâchez de faire comprendre à M. de San Carlos *que cela est ridicule*, et qu'il doit *m'appeler simplement sire.* » (24 mai) Cela ne vaut-il pas

1. *Moniteur* du 16 mai 1808.

[redacted]

le « appelez-moi tout simplement monseigneur » du régicide Cambacérès? Le souverain de ces vastes États, c'est lui, on ne doit pas supposer qu'il y en a jamais eu un autre. Et il envoie ses ordres à ses sujets, comme un roi par droit de naissance, avec la parfaite certitude d'être obéi. Il mande ceux-ci aux cortès de Bayonne où il a besoin de leur dévouement, il décerne à ceux-là des gouvernements dans les colonies, il envoie à Gregorio de la Cuesta sa nomination à la vice-royauté du Mexique. Or, les cortès ne viennent pas, les colonies refusent de le reconnaître, et le jour même où Napoléon lui expédie son brevet de vice-roi du Mexique (26 mai), Gregorio de la Cuesta accepte le commandement en chef des forces insurgées de Léon et de Valladolid. En réalité, l'empereur n'est jusqu'ici que le souverain d'un royaume imaginaire.

Cette imperturbable confiance qui tient du somnambulisme s'étend aux opérations militaires comme à tout le reste, et les nouvelles, même les plus authentiques, de la formidable insurrection qui vient d'éclater, ne parviennent point à l'ébranler. Non-seulement l'empereur ne la voit pas venir, mais une fois qu'elle est venue, il n'en soupçonne ni la force ni la portée. Murat, ayant, dès le début, manifesté quelques appréhensions et témoigné des velléités d'apaiser les habitants par de bons procédés, Napoléon lui reproche ses ménagements comme une faiblesse, il lui recommande « d'appeler son esprit au secours de son caractère » (17 mai). Que redoute Murat? Toutes nos mesures de précaution ne sont-elles pas prises? nous n'avons rien de sérieux à craindre nulle part.

Il en est de même en Portugal où Napoléon emprunte quatre mille hommes à Junot pour les prêter à Dupont, qu'il lance sur l'Andalousie et sur Cadix. Que peut craindre Junot? « *Les Anglais ne sont pas en mesure de rien tenter parce qu'ils savent bien qu'ils seraient écrasés*[1]. » Voilà ce qu'il écrit lorsque Arthur Wellesley est à la veille d'opérer son débarquement. Ne reste-t-il pas à Junot, outre ses propres troupes, un corps de 8.000 Espagnols? Il ne lui vient pas même à l'esprit que ces Espagnols peuvent avoir l'idée de se révolter. Quant à Dupont, il ne lui donne que 9,000 soldats pour envahir l'Andalousie et occuper Cadix, mais n'aura-t-il pas avec lui 8,000 Suisses au service de l'Espagne, et dont la fidélité est également assurée?

Ainsi toutes ses prévisions militaires sont échafaudées sur des hypothèses, et lorsque la révolte vient le mettre en demeure d'agir avec vigueur et décision, ses illusions, loin de se dissiper, se changent en un aveuglement dont l'histoire offre peu d'exemples. Il commet une première faute en s'obstinant à diriger les opérations à distance, et sans sortir de Bayonne, lui qui a si sévèrement blâmé cette manie chez le Directoire et les comités de la Convention. Il en commet une seconde en divisant ses forces contrairement à ses propres principes, au lieu de les réunir pour frapper de grands coups. Napoléon avait alors dans la Péninsule, si l'on s'en rapporte à sa propre évaluation[2], une armée de 110 à 120 mille hommes,

1. Napoléon à Berthier, 18 mai.

2. Ce chiffre est emprunté à une feuille de situation en date du

[redacted]

indépendamment de celle de Portugal. Ce n'était pas assez pour soumettre toute une nation fanatisée par la haine de l'étranger, mais c'était assez pour occuper de bonnes positions défensives au centre même du pays, et pour battre toutes les armées de l'insurrection qui oseraient s'aventurer en rase campagne, jusqu'au jour où l'arrivée des renforts permettrait d'entreprendre davantage. De telles visées étaient trop modestes pour Napoléon. Il résolut d'écraser en même temps la révolte dans toutes les localités où elle s'était produite. Il lança ses troupes dans ces diverses directions, en prenant, il est vrai, la précaution de faire appuyer ces détachements par des corps de moindre importance, qui devaient les rejoindre en cas de besoin, mais sans prévoir le cas où ces corps ne pourraient pas opérer leur jonction, ce qui se réalisa le plus souvent. C'est ainsi qu'en dirigeant le maréchal Moncey sur Valence, il détacha de Barcelone le général Chabran, pour prendre position sur un point intermédiaire entre Barcelone et Valence. Cette tactique fut appliquée sur tous les points. Un détachement de Junot et la division Vedel durent appuyer de loin le mouvement de Dupont sur l'Andalousie; la brigade Sabatier fut chargée de soutenir à distance l'expédition de Merle contre Santander[2], de Verdier contre Logrono. Enfin il fit partir de Ma-

18 juillet suivant et qui porte le total de nos forces en Espagne à 116,000 hommes. Ce nombre n'avait pas pu varier sensiblement depuis le commencement de juin : il n'était d'ailleurs qu'un minimum.

1. Napoléon à Murat, 30 mai.

2. Napoléon à Bessières, 3 juin.

[redacted]

drid un petit corps de trois à quatre mille hommes, pour renforcer au besoin les dix mille hommes qu'il envoyait contre Saragosse, sous les ordres de Lefebvre-Desnoettes[1].

Partout c'est la même obstination à vouloir occuper le pays tout entier au moyen de corps échelonnés, et c'est le même éparpillement de ses forces. Il est convaincu que ses troupes n'auront qu'à se montrer pour dissiper ces méprisables rassemblements. Partout aussi ce sont les mêmes instructions qu'il donne à ses généraux : *Faire des exemples*. Ils savaient depuis longtemps ce que ce mot signifiait dans sa bouche. Brûler, piller, fusiller, tel était le programme sanglant dont quelques-uns d'entre eux éludèrent noblement l'exécution, mais que le plus grand nombre réalisa avec une rigueur qui était déjà passée dans les goûts aussi bien que dans les habitudes de l'armée.

Ces dispositions, quelque insuffisantes qu'elles fussent, eurent d'abord un semblant de succès. Nos troupes eurent facilement raison des insurgés lorsqu'elles les rencontrèrent en rase campagne ou retranchés dans des villes sans fortifications. Verdier les battit sans peine à Logrono, Frère à Ségovie, Lasalle à Torquemada (6 juin), où commença la série des exécutions par un massacre en règle, puis au pont de Cabezon, devant Valladolid, où Gregorio de la Cuesta fit combattre ses troupes adossées à une rivière. Merle, envoyé à Santander, après avoir aidé Lasalle à vaincre, battit Velarde avec aussi peu de

1. Napoléon à Murat, 8 juin.

[redacted]

difficulté à Lantueno, pendant que Lefebvre-Desnoettes, dans sa marche contre Saragosse, repoussait successivement les bandes aragonaises à Tudela (8 juin) et à Mallen (13 juin). Dans toutes ces affaires, la résistance des insurgés fut presque insignifiante; nous n'eûmes à combattre que des rassemblements de bourgeois et de paysans mal disciplinés, mal armés, à qui la rapidité et l'ensemble de nos mouvements faisaient perdre la tête. Ce qui donnera, plus que tout autre détail, une idée de leur inexpérience et de leur infériorité naturelle, c'est la proportion des pertes subies de chaque côté. A Logrono, ils eurent cent tués et nous un seul; à Cabezon, ils en eurent plus de cinq cents et nous de quinze à vingt; à Tudela, trois cents et nous dix; à Mallen enfin, ils avaient perdu près de mille hommes et nous à peine une vingtaine. Encore la plupart de ces malheureux succombèrent-ils dans la fuite sous le sabre de nos cavaliers, plutôt que dans l'action, qui ne durait que quelques instants. On voit, d'après ces proportions, que ce furent là de vraies boucheries, et non des combats dans l'acception ordinaire du mot. Et pour ceux qui massacraient ces fugitifs incapables de se défendre, pour ceux qui étaient venus porter la dévastation dans un pays où ne les appelait ni un intérêt, ni une passion, ni une idée, ni l'ombre même d'un grief, cela s'appelait de la gloire; pour ceux, au contraire, qui mouraient sur le seuil de leurs foyers envahis, en invoquant tout ce que l'homme a de cher et de sacré, cela s'appelait du brigandage.

Les deux expéditions de l'Est et du Midi, celle de Dupont surtout, qui devait être si désastreuse, ne

[redacted]

s'annoncèrent pas sous des auspices moins brillants que celles du Nord. Moncey, qui devait soumettre Valence, s'avança à pas comptés jusqu'à Cuenca, à peu près à mi-chemin de Madrid (11 juin), et là il attendit prudemment que Chabran, qui devait le seconder en partant de Barcelone et en filant le long du littoral, eût suffisamment accentué son mouvement, pour lui permettre de s'avancer plus loin. Chabran s'était en effet mis en marche, comme lui, le 4 juin, et il avait poussé jusqu'à Tarragone. Mais la Catalogne entière s'était insurgée derrière lui malgré les places fortes que nous occupions sur plusieurs points; le général Duhesme, se trouva bloqué par la révolte dans Barcelone, au point d'être menacé de perdre ses communications avec le corps expéditionnaire, et Chabran dut s'arrêter comme Moncey, mais avec encore plus de crainte de se voir forcé de rétrograder. Peu de jours après on apprit que les faciles triomphes de Desnoettes avaient trouvé leur terme devant Saragosse, où il était tenu en échec par Palafox.

La marche de Dupont vers l'Andalousie avait été plus heureuse et plus rapide. Dès le 1er juin, ce général s'était engagé impétueusement, avec environ quatorze mille hommes, dans ces longs défilés de la Sierra-Morena, qui devaient être avant peu témoins de sa défaite. Dupont était, on peut le dire, un des lieutenants favoris de Napoléon. A Albeck, à Halle, à Friedland il s'était mis au premier rang par d'éclatants coups d'audace; il était sur le point d'être fait maréchal, et l'Empereur lui avait offert la campagne d'Andalousie comme une occasion de mériter ce cou-

[redacted]

ronnement envié de sa carrière militaire. Il partit donc plein d'ardeur, d'espérance, de désir de se distinguer. Comme Moncey lui-même, il devait recueillir en route de nombreux auxiliaires espagnols et suisses; il essuya le même mécompte et ne put réunir qu'environ deux mille Suisses dont la fidélité incertaine avait grand besoin d'être encouragée. A Baylen, il apprit que toute l'Andalousie était en armes et qu'il aurait à livrer plusieurs batailles rangées avant d'arriver jusqu'à Cadix. Il n'en persista pas moins à marcher sur Cordoue par Andujar. L'armée de Cordoue, qui voulait combattre pour son compte comme celle de Séville, vint au-devant de lui jusqu'au pont d'Alcoléa sur le Guadalquivir. Dupont la battit facilement malgré sa propre infériorité numérique, mais il éprouva une résistance plus vive qu'il ne s'y attendait et fit des pertes plus sensibles qu'aucun des autres généraux engagés au même moment (7 juin). Il poursuivit les Espagnols l'épée dans les reins sur la route de Cordoue, et parut devant cette ville après une marche forcée de plusieurs heures sous un soleil brûlant. Ayant fait sommer inutilement la place, il en enfonce les portes à coups de canon, et ses soldats y pénètrent en tuant et dévastant tout ce qui se présente sur leur passage. Ils entrent dans les maisons, s'y livrent à d'ignobles orgies, puis, échauffés par le vin, ils pillent la cathédrale, forcent les caisses publiques, saccagent les couvents et les demeures opulentes. Le général fit enlever dans les seuls dépôts de la trésorerie une somme de dix millions de réaux pour les besoins de l'armée.

Après ce bel exploit, Dupont aurait dû, pour rem-

[redacted]

plir sa mission, marcher immédiatement sur Séville et sur Cadix, mais il ne se sentit pas de force à s'avancer plus loin et s'enferma dans Cordoue en attendant que des renforts lui permissent d'achever sa tâche. Ainsi, après les succès plus apparents que solides du début de cette campagne compliquée que Napoléon venait de diriger de Bayonne, il se manifestait partout un temps d'arrêt motivé par l'insuffisance de nos forces devant la multiplicité des entreprises : Moncey était arrêté à Cuenca, Chabran à Tarragone, Lefebvre-Desnoettes à Saragosse; enfin, Duhesme était enfermé dans Barcelone et Dupont dans Cordoue. A la date du 15 juin, tout devient indécis, et nous sommes tenus en échec sur tous les points, paralysés par le seul vice de ces opérations décousues.

Loin de soupçonner le danger de cette situation, Napoléon continuait à ne pas douter du succès. Dès le 9 juin, il annonçait déjà hautement l'entrée triomphale de Dupont à Séville, celle de Moncey à Valence, et il ajoutait que l'entrée prochaine de Joseph en Espagne allait « *achever de dissiper les troubles, d'éclairer les esprits et de rétablir partout la tranquillité*[1]. » Que les premiers avantages remportés sur l'insurrection lui inspirent de pareilles illusions, on le conçoit, mais les mauvaises nouvelles qui surviennent les jours suivants ne lui ouvrent nullement les yeux. Il ne sait que s'irriter contre les lenteurs de Moncey, et il lui réitère, ainsi qu'à Chabran, l'ordre de marcher sur Valence; il considère la prise de Saragosse comme tellement certaine qu'il envoie un colonel du génie

1. Napoléon à Talleyrand, 9 juin 1808.

[redacted]

pour « faire mettre le château dans un état respectable et pouvoir contenir la ville[1]; » enfin, le 19 juin, alors que tous les éléments de cette difficile situation lui sont connus, il va, par un trait d'aberration qui paraît à peine croyable, jusqu'à ordonner que tout en désarmant les rebelles on forme dans chaque ville des *compagnies de gardes nationales* qui prêteront main-forte aux alcades, assumeront la responsabilité et maintiendront la tranquillité du pays. « Voilà, ajoute-t-il, ce qu'on aurait dû faire à Tolède, à Aranjuez, à Ségovie et *partout ailleurs*[2]. » C'est à son confident Savary, tout fraîchement arrivé à Madrid pour suppléer Murat tombé gravement malade à la suite de ses mécomptes, que Napoléon expose cette lumineuse conception.

Par bonheur, il avait enfin sous la main, à Bayonne, ce précieux spécifique qui, dans sa pensée, devait infailliblement mettre un terme aux déchirements de l'Espagne. Ces troubles et ces désordres ne devaient après tout surprendre personne; ils avaient été dans tous les temps l'accompagnement obligé de ces crises qu'on nomme des interrègnes. La présence et le couronnement du roi Joseph allaient tout faire rentrer dans l'ordre, rallier non-seulement les pacifiques, mais ces classes si nombreuses qui ont besoin pardessus tout d'un état de choses régulier. Joseph était connu en Europe comme un souverain d'humeur douce et paisible; nul doute que les Espagnols, mis en demeure de choisir entre un tel prince et les maux

1. Napoléon à Berthier, 17 juin.
2. Napoléon à Savary, 19 juin.

[redacted]

d'une anarchie sans espoir, ne finissent par l'adopter au moins comme un pis aller en dépit de leur ombrageuse susceptibilité nationale. Il fallait donc que Joseph acceptât la couronne et se montrât le plus tôt possible à son peuple pour rassurer, apaiser, concilier les esprits. Napoléon savait que Joseph n'avait quitté Naples qu'à regret, il n'était nullement sûr de ses dispositions définitives. Il résolut en conséquence de l'entraîner et de l'éblouir dès son arrivée, afin de ne pas lui laisser le temps de se reconnaître.

Joseph s'était mis en route vers la fin de mai. Lorsqu'on sut qu'il approchait de Bayonne, Napoléon, sans attendre son arrivée, se hâta de faire publier le décret qui proclamait Joseph roi d'Espagne et des Indes, vu l'urgente nécessité « d'assurer le bonheur de l'Espagne en mettant fin à l'interrègne. » Le décret faisait bien allusion aux vœux de la junte, du conseil de Castille et de la municipalité de Madrid, mais cette mention n'avait nullement le sens d'une déférence quelconque pour la volonté nationale; et Napoléon transmettait ses droits à la façon d'un roi de l'ancien régime. Ce décret parut le 6 juin; le lendemain, 7, Joseph arrivait à Pau et y apprenait son avénement. Il ne savait encore rien de ce qui s'était passé en Espagne, car toutes les nouvelles étaient interceptées avec le plus grand soin. Napoléon alla à sa rencontre à plusieurs lieues de Bayonne; il le fit monter dans sa voiture, l'accabla de démonstrations de tendresse tout à fait inusitées de sa part, et, enfin, développa, avec son impétuosité accoutumée, tous les projets qu'il avait conçus pour la prospérité,

[redacted]

la grandeur et la consolidation de la nouvelle monarchie[1].

Lorsque les deux frères arrivèrent à Bayonne, le pauvre Joseph avait à peine trouvé moyen de placer un mot dans les temps d'arrêt de ce brillant monologue. A Bayonne, la scène change; on ne laisse pas au voyageur un seul instant pour se reposer. En descendant de voiture il aperçoit, au bas de l'escalier du palais, l'Impératrice entourée de toutes ses dames d'honneur qui le complimentent au sujet de sa nouvelle royauté. Une autre surprise l'attend dans l'intérieur du palais. En entrant dans le salon d'honneur, Joseph y est reçu en grand appareil par toutes ces députations que Napoléon a fait venir moitié de gré, moitié de force, à Bayonne, de toutes les villes qui sont occupées par l'armée française. Là se trouvent réunis des hommes qui portent quelques-uns des plus grands noms d'Espagne, les ducs d'Ossuña, de l'Infantado, de Frias, le prince de Castelfranco, les comtes de Santa-Colonna et de Fernan-Nunez; à côté d'eux, des évêques, d'anciens ministres, des courtisans, de hauts fonctionnaires et jusqu'à un inquisiteur, don Raimundo Ethenard y Salinas. Et tous ces grands personnages sont des sujets soumis et dévoués; ils en ont l'attitude et les protestations. Ils acclament Joseph et le saluent roi; puis chacune des députations qui composent la junte vient tour à tour lui lire une adresse de félicitations.

Joseph, en proie à l'espèce de fièvre qui est le ré-

1. Voir Miot de Mélito, les *Mémoires* du roi Joseph, et Toréno, s-bien informé sur ce point.

[redacted]

sultat ordinaire d'un long voyage, et à jeun depuis le matin, bien qu'il fût alors près de dix heures du soir, était charmé, enivré et à moitié étourdi de cette réception si inattendue. Naturellement vaniteux, il recevait ces ovations avec bonheur, mais de l'air d'un homme à demi éveillé et qui n'est pas bien sûr de ne pas continuer un rêve. Un incident des plus désagréables vint pourtant mêler une fausse note à ce concert de bénédictions; il trahit l'art caché d'une mise en scène qui imitait si bien la nature. Le duc de l'Infantado, après avoir lu son adresse de félicitations au nom de la grandesse, fit entendre des paroles outrageusement malsonnantes : « Sire, dit-il à Joseph, les lois de l'Espagne ne nous permettent pas d'offrir autre chose à Votre Majesté. *Nous attendons que la nation se prononce et nous autorise à donner un essor plus libre à nos sentiments.* » Cette évocation soudaine de la nation espagnole et de ses droits méconnus produisit sur Napoléon un effet inexprimable; il s'élança vers l'Infantado, l'accabla de reproches, le somma d'aller se joindre à l'insurrection plutôt que de se réfugier derrière de pareils subterfuges, et finit par son grand argument, c'est-à-dire en le menaçant de le faire fusiller. Le duc, intimidé, s'excusa, et son adresse séditieuse fut sur-le-champ modifiée; mais cet épisode jeta quelque froid dans une cérémonie qui avait si bien marché jusque-là[1]. On remarqua beaucoup les paroles rassurantes que Joseph adressa à l'inquisiteur en réponse à son compliment, car les Français étant venus en Espagne au nom du progrès et en mission-

1. Cevallos, de Pradt.

[redacted]

naires de la civilisation, on supposait qu'ils voudraient au moins se donner le facile mérite d'abolir un tribunal odieux et impopulaire. Mais ce n'est que plus tard, lorsqu'ils virent l'inutilité de leurs ménagements envers le clergé, qu'ils jugèrent à propos de faire cette avance aux idées philosophiques. Joseph répondit à l'inquisiteur, avec son sourire le plus affable, « que, bien qu'il y eût des pays où plusieurs cultes étaient admis, l'Espagne devait se réputer heureuse de ce que chez elle on n'honorait que *le seul véritable.* » On ne pouvait promettre plus clairement de consacrer le principe des religions d'État.

Cette solennité terminée, Joseph était roi; il ne pouvait plus s'en dédire. Les jours suivants, bien qu'il ne sût pas encore quelle couronne d'épines il venait de placer sur sa tête, il commença à entrevoir la vérité, mais il n'était plus temps de repousser ce fatal présent, il était roi, et Napoléon n'était pas homme à lui permettre de revenir en arrière. Le 15 juin, les députés de cette junte, qui était si bien nommée *extraordinaire*, ouvrirent leurs séances malgré l'insuffisance du nombre, et par la plus vaine des formalités ils se mirent à discuter le projet de Constitution qu'ils étaient admis, non pas à examiner, mais à approuver. Il serait aussi superflu que fastidieux de s'arrêter à cette production mort-née, pâle copie de toutes les élucubrations du même genre émanées de Napoléon. Ces tristes compositions n'ont pas même ces apparences auxquelles les peuples se laissent prendre si facilement; elles ne respirent que l'uniformité, le vide et le néant. Je me contenterai de rappeler que ce *régénérateur* de l'Espagne osa lui of-

[redacted]

frir en don de joyeux avénement un sénat où figuraient ces deux comités de *liberté individuelle et de liberté de la presse* qui fonctionnaient si bien dans le sénat français, et un corps législatif *dont les délibérations devaient rester secrètes.* L'article premier de la Constitution était ainsi conçu : « La religion de l'État est la religion catholique. *Aucune autre n'est permise* [1]. »

Joseph composa ensuite son ministère parmi les hommes qui se trouvaient autour de lui et dont la plupart étaient d'anciens ministres. Plusieurs d'entre eux étaient des esprits distingués. Ils s'étaient ralliés à lui, les uns par un effet de cette maladie qui s'attache aux hommes lorsqu'ils ont une fois exercé le pouvoir, les autres dans l'espoir chimérique qu'ils parviendraient à changer le courant des choses. Urquijo était secrétaire d'État, Azanza ministre des Indes, Mazarredo ministre de la marine, O-Farrill et Cabarrus étaient à la guerre et aux finances ; Cevallos était ministre des affaires étrangères. Napoléon avait jeté les yeux pour le ministère de l'intérieur sur l'historien Jovellanos, homme intègre et populaire. Jovellanos le refusa malgré les instances de quelques-uns de ses amis. Napoléon n'en fit pas moins publier sa nomination dans la *Gazette de Madrid*, soit afin de le gagner plus facilement une fois compromis, soit afin de le perdre auprès du parti national par cette calomnie persistante que Joseph n'eut pas le courage de faire cesser. Il était dans la destinée de ce roi

1. V. la Constitution espagnole dans le *Moniteur* du 15 juillet 1808.

[redacted]

malgré lui d'avoir aussi des ministres malgré eux. Joseph nomma en dernier lieu ses grands dignitaires. Enfin, le 7 juillet, tout fut terminé et réglé, proclamation du nouveau roi, reconnaissance éternelle des courtisans, Constitution, ministère, charges de cour, serments de fidélité, médailles commémoratives. Il ne manquait plus à Joseph que des sujets.

[redacted]

CHAPITRE IX.

CAPITULATIONS DE BAYLEN ET DE CINTRA. — LES FRANÇAIS SONT REJETÉS SUR L'ÈBRE. (JUILLET-NOVEMBRE 1808.)

Durant les trois semaines consacrées à ces préparatifs de règne, la situation de notre armée d'Espagne n'avait fait que s'aggraver. Les renforts les plus proches que Napoléon pût lui envoyer se trouvaient sur le Rhin et sur l'Elbe, à l'exception de quelques vieux régiments déjà rentrés en France et qu'il fut forcé de disséminer un peu partout, tandis que les forces de l'insurrection grandissaient chaque jour. A l'est, le maréchal Moncey, sommé par Napoléon de marcher à tout prix sur Valence, était arrivé sous les murs de cette place dans les derniers jours de juin après avoir livré plusieurs combats des plus acharnés. A la suite d'un assaut dans lequel il avait perdu trois cents hommes, il avait dû reconnaître l'impossibilité de s'emparer de Valence, et il était revenu sur Cuenca à travers mille dangers. A l'ouest, l'insurrection espagnole avait gardé ses positions, mais elles

étaient devenues beaucoup plus fortes par suite d'un événement des plus graves : le Portugal tout entier s'était soulevé contre Junot, qui, loin de pouvoir envoyer à Bessières et à Dupont les détachements prescrits par Napoléon, se maintenait à grand'peine sur les points qu'il occupait encore. Au midi, notre escadre de Cadix, après avoir vainement attendu l'apparition annoncée de Dupont, avait dû se rendre aux insurgés.

Ce général lui-même, se voyant menacé de perdre ses communications dans la Sierra-Morena, et se sentant compromis à Cordoue par l'armée de Castaños, qui le tenait en échec sur sa droite vers Séville, et par l'armée de Grenade, qui marchait sur sa gauche vers Jaën, avait rétrogradé jusqu'à Andujar. Là il se trouvait couvert par le Guadalquivir et adossé au débouché des défilés de la Sierra-Morena. D'après l'ordre de Napoléon, Savary lui envoya, pour le renforcer, la division Vedel qui était restée jusque-là sur un point intermédiaire, à Tolède; mais ce secours, utile pour le maintien de ses communications, était loin de mettre Dupont en état de reprendre l'offensive.

L'armée espagnole d'Andalousie était, de toutes les armées de l'insurrection, non-seulement la plus nombreuse, la mieux disciplinée et la plus redoutable en raison de la quantité de troupes régulières qu'elle renfermait, mais elle était aussi celle dont les passions étaient les plus ardentes. Nos soldats, dans leur retraite de Cordoue sur Andujar, avaient reconnu avec horreur, à l'aspect des cadavres mutilés de leurs camarades, qu'ils avaient affaire à un ennemi qui n'attendait aucun quartier et qui n'en accordait non

[redacted]

plus aucun. En Italie, en Allemagne, ils ne s'étaient jamais mal trouvés du saccage des villes; cela leur paraissait produire une impression salutaire sur l'habitant, et comme leurs instincts de débauche et de pillage y trouvaient leur compte, ils profitaient du premier prétexte venu pour s'y livrer. A Lubeck il avait suffi de quelques bandes de fugitifs traversant la ville sans l'aveu des habitants pour donner le signal d'une immense dévastation. Souvent il ne fallait qu'un coup de feu parti d'une maison. Les Allemands n'en avaient pas moins fait bon accueil à nos soldats qui, d'ailleurs, savaient souvent se faire pardonner par la légèreté insouciante qu'ils portaient dans le désordre comme en toute chose. Machiavel a remarqué que les Français étaient le peuple dont les exactions étaient le plus supportables, parce que, dit-il, ils n'en savent pas garder le fruit et le dépensent d'ordinaire avec ceux qu'ils ont dépouillés[1]. Les aventuriers de l'empire pillaient avec entrain et gaieté, comme l'attestent les chansons du temps, en célébrant Vénus, Bacchus et Bellone, c'est-à-dire le viol et l'ivrognerie en même temps que la guerre. Ils semblaient convaincus qu'ils y mettaient tant de grâce qu'il était impossible de leur en vouloir. Mais l'Espagnol, plus susceptible que le Germain, prit très-mal ces aimables plaisanteries. A la suite du sac de Cordoue, il se mit à tuer régulièrement tous les soldats isolés qui lui tombaient sous la main. Quelquefois il les égorgea avec des raffinements de cruauté inouïs qui avaient pour but d'impressionner d'une façon désagréable

1. *Ritratti di Francia.*

[redacted]

l'imagination des envahisseurs et qui produisirent, en effet, une sensation des plus pénibles. De retour à Andujar, le corps de Dupont avait perdu une grande partie de cette assurance qui est si nécessaire à ce qu'on nomme le moral du soldat.

Les renforts insuffisants dont Napoléon pouvait disposer avaient été dirigés partie sur Saragosse, où le général Verdier venait de prendre la conduite du siége (1er juillet), partie sur la Catalogne, où Duhesme harcelé par les bandes insurgées avait été forcé de rappeler Chabran de Tarragone. Il destinait le reste à Bessières qui, placé à Burgos avec des forces considérables, était chargé de tenir en respect les insurgés de la Galice, des Asturies, de Léon et de la Vieille-Castille, que commandait toujours le vieux la Cuesta auquel on avait adjoint le général Blake. Le corps d'armée de Bessières était, dans la pensée de Napoléon, celui qui devait frapper le coup décisif de la campagne. C'est à Bessières qu'il réservait l'honneur de remporter une sorte de victoire d'Iéna espagnole; toutes les autres opérations, celles même de Dupont et de Moncey, étaient secondaires. C'était dans les plaines de la Castille-Vieille que se trouvait, selon l'Empereur, le nœud de notre situation militaire; ce nœud une fois tranché, toutes les autres défenses de l'Espagne tomberaient d'elles-mêmes. L'illusion de Napoléon à cet égard est complète, et elle se montre avec une lumière qui ne laisse rien à désirer, soit dans ses lettres à Joseph, soit dans les notes si circonstanciées qu'il dicte pour Savary. C'est à Bessières qu'on doit envoyer tous les renforts disponibles, car c'est lui qui couvre Madrid « et *c'est là* qu'est

[redacted]

tout[1]. » Et si Dupont éprouvait un échec, « cela serait de peu de conséquence; mais le coup qui serait porté au maréchal Bessières, *serait un coup porté au cœur de l'armée et qui donnerait le tétanos*[2]. » Savary, à qui sa présence sur les lieux permet d'avoir des idées plus saines que son maître, car il faut rendre justice même à Savary, a pris sur lui d'envoyer à Dupont, qui le demandait avec instances, un nouveau renfort composé de la division Gobert; Napoléon l'en blâme vertement : « *Dupont a plus de forces qu'il ne lui faut.* » C'est encore à Bessières que devait être adressé Gobert : « Je suis fâché, écrit Napoléon, que Savary n'ait pas senti la faute qu'il faisait en hésitant à renforcer Bessières.... C'est à ce maréchal que j'avais destiné la division Gobert[3]. » Et il ajoute dans la note que j'ai déjà citée cette observation qui traduit encore plus clairement sa pensée : « *La vraie manière de renforcer Dupont, c'est d'envoyer des troupes à Bessières.* »

Que Napoléon fût ici radicalement dans le faux, c'est ce que l'événement allait avant peu lui prouver par une leçon terrible; mais il n'est pas superflu de montrer comment et pourquoi il se trompait. Ce grand capitaine commettait ici une erreur analogue à celle dont il s'était si souvent moqué aux débuts de sa carrière, lorsqu'un de ses adversaires lui avait reproché « de ne pas le battre selon les règles. » Lui aussi il appliquait aux Espagnols la routine politique et militaire qui lui avait si bien réussi vis-à-vis des

1. Notes pour Savary, 13 juillet. *Sixième observation.*
2. Ibid., *quatrième observation.*
3. Napoléon à Joseph, 13 juillet.

[redacted]

vieilles monarchies centralisées de l'Europe, sans se douter qu'il se trouvait en présence de circonstances toutes nouvelles, et que ni les hommes ni les choses ne ressemblaient à ce qu'il avait eu à combattre jusque-là. Un Iéna était possible contre une monarchie militaire, parce que les troupes régulières, qui font la force d'un tel État, étant par nature incapables de se reconstituer d'elles-mêmes, une fois ces troupes détruites ou dispersées, l'État se trouve sans défense. Mais ce mot n'avait pas de sens lorsqu'il s'agissait de forces recrutées par l'insurrection, d'abord parce que celles-ci, étant toutes volontaires, se reformaient spontanément après la bataille, et ensuite parce que chaque armée ne représentait qu'elle-même, car il y avait en Espagne autant d'armées que de provinces.

L'incrédulité avec laquelle Napoléon niait la force et le sérieux de cette révolte, tenait à des illusions d'un autre genre ou plutôt à la constitution même de son esprit. Cette âme toute de calcul ne pouvait concevoir ce fanatisme sauvage et désintéressé, cet accès de folie héroïque qui s'était emparé de toute une nation. Il y avait là un phénomène moral qui était au-dessus de sa compréhension. Que de malheureux conscrits, recrutés à grands renforts de gendarmerie, se fissent tuer pour un galon, pour une croix, pour un grade, pour cette fausse monnaie de la gloire, cela lui paraissait non-seulement une chose toute simple, mais un fait normal comme le cours des saisons; mais que de pauvres paysans, que des bourgeois inoffensifs, sans y être forcés et sans être payés pour cela, se fissent tuer pour leur patrie, pour la liberté, *cette vieille blague*, comme disait la soldatesque impériale,

il y avait là quelque chose qui passait son imagination; on lui faisait un conte à dormir debout! Et cependant il avait vu le mouvement de 92, mais c'était là de l'antiquité la plus reculée, et l'Espagne était si peu révolutionnaire! Ce n'était pas une moindre méprise que de se figurer qu'en tenant Madrid on tenait tout. Lorsqu'on avait pris Berlin, on était maître de la Prusse; lorsqu'on avait pris Vienne, on était maître de l'Autriche; cela était à peu près vrai. Mais lorsqu'on avait pris Madrid, on était tout au juste maître de la superficie qu'occupait la capitale. En Espagne, grâce à la forte et résistante constitution provinciale de ce pays, le centre était partout et il n'était nulle part. Il n'y fallait donc pas penser aux grands coups de théâtre frappés sur un point unique, car ce point ne s'y trouvait pas; et l'armée de la Cuesta n'était pas plus la tête de l'insurrection que Madrid n'était le cœur du pays. Toute cette fantasmagorie des grands effets militaires était ici en défaut, sans application possible; on ne soumettait définitivement que ceux qu'on tuait, et, comme l'écrivait Joseph un mois plus tard, « il eût fallu cent mille échafauds en permanence pour maintenir le prince condamné à régner sur les Espagnols[1]. »

Quelle que soit la puissance du préjugé établi en faveur de la merveilleuse pénétration du génie de Napoléon, on est forcé de convenir que ces caractères si frappants de l'insurrection espagnole lui échappèrent totalement, et cela malgré les faits, malgré les renseignements les plus positifs et les plus clairs. Il ne

1. Joseph à Napoléon. 14 août 1808.

[redacted]

commença à ouvrir les yeux qu'après que son armée eut été rejetée sur l'Èbre. Joseph était entré en Espagne le 9 juillet. A dater de ce moment l'Empereur reçoit jour par jour, et d'un témoin qui certes n'avait pas intérêt à déguiser la vérité, les avis les plus sages et les plus pressants. Dès son premier pas sur le territoire espagnol, le pauvre Joseph s'aperçoit qu'il n'a personne pour lui. A l'aspect des villages abandonnés, des physionomies farouches qu'il entrevoit sur son passage, à la froideur avec laquelle sont reçues ses avances, à l'embarras croissant de ceux qui ont embrassé sa cause et qui déjà en sont aux regrets, à son propre isolement, enfin, il reconnaît la haine profonde, universelle, dont la domination française est l'objet, en même temps que l'insuffisance de notre armée pour soumettre douze millions d'hommes révoltés : « Personne n'a dit jusqu'ici toute la vérité, écrit-il à Napoléon le 12 juillet. Le fait est qu'il n'y a pas un Espagnol qui se montre pour moi, excepté le petit nombre de personnes qui ont assisté à la junte et qui voyagent avec moi. Les autres, arrivés ici, se sont cachés, épouvantés par l'opinion unanime de leurs compatriotes. » Et il conclut en demandant « beaucoup de troupes et d'argent. »

A côté de cette découverte, Joseph en fait une autre qui n'est pas moins pénible pour son amour-propre, c'est que les généraux et Savary lui-même ne tiennent pas plus compte de sa royauté que si elle n'existait pas, et tout en lui rendant hommage pour la forme continuent à obéir à l'empereur seul. Il réclame très-vivement auprès de son frère; il prétend avec raison avoir la réalité du pouvoir, puisqu'il en a les corvées.

Cette fois, par exception, l'Empereur, mécontent de Savary qui a outrepassé ses instructions en envoyant des renforts à Dupont, fait mine de désavouer son lieutenant. Il parle de Savary avec le plus parfait dédain, blâme son *incapacité*. C'est, dit-il, un *homme d'exécution*, bon pour des opérations secondaires, mais qui n'a ni assez d'expérience, ni assez de calcul pour diriger une si grande machine. Mais cette satisfaction en paroles est tout ce que Joseph peut obtenir. Tant que Napoléon vivra, il n'y aura en Espagne d'autre pouvoir que le sien. Joseph nourrit comme Murat la chimère de s'attacher ses nouveaux sujets par la douceur et l'affabilité de ses procédés, il veut choisir pour ministres des hommes estimés; il veut mettre fin aux habitudes de pillage qui déshonorent l'armée française; il veut écarter des affaires un homme comme Savary, qui, selon son expression, *a rempli des fonctions pénibles*. Ses représentations sont reçues avec une dédaigneuse pitié comme les plaintes d'un enfant malade ou les visions d'une tête affaiblie.

Mais voici que la face des choses va changer; du moins on le prédit avec assurance à Bayonne. Bessières peut enfin livrer à la Cuesta et à Blake cette bataille tant attendue qui doit décider des destinées de l'Espagne. Ces deux généraux avaient sous leurs ordres une armée d'environ vingt-cinq mille hommes recrutés dans la Galice, la Castille-Vieille et les Asturies; mais ils étaient divisés par des sentiments de rivalité qui nuisaient à l'unité du commandement, et leurs troupes, quoique animées du meilleur esprit, n'étaient guère plus expérimentées qu'au début de la campagne. Bessières n'avait à leur opposer que des

[redacted]

forces inférieures de près de moitié, mais la composition de son armée, formée tout entière de troupes excellentes, lui donnait contre eux un grand avantage. De Burgos où se trouvait son quartier général, il se porta rapidement au-devant des insurgés. Il les rencontra, le 14 juillet, près de Medina de Rio Seco, entre Valladolid et Benavente. Abordée avec impétuosité, cette masse lourdement et gauchement rangée sur deux lignes qui ne se prêtaient l'une à l'autre aucun secours, resta comme pétrifiée de surprise en présence de la rapidité de nos manœuvres. Bessières concentra d'abord tous ses efforts contre le corps de Blake qui ne tarda pas à se débander. Ce fut seulement lorsqu'il fut en fuite que les troupes régulières de la Cuesta intervinrent pour rétablir le combat. Dans leur premier élan elles renversent tout ce qui leur est opposé et s'emparent d'une de nos batteries; mais toutes les forces de Bessières sont maintenant tournées contre la réserve espagnole. Chargée par notre cavalerie, elle perd promptement ses avantages et bientôt elle plie à son tour. Alors toute notre ligne s'avance en même temps sur les insurgés dont la retraite se change en une effroyable déroute. C'est le moment de faire ce que Napoléon appelle un exemple et la cavalerie du général Lasalle est chargée de l'exécution. Elle s'élance dans toutes les directions à la poursuite de ces vingt-cinq mille fugitifs affolés d'épouvante. Elle en massacre quatre ou cinq mille qui restent sur le champ de bataille. Nous n'avions perdu de notre côté que soixante-dix morts et trois cents blessés. La ville de Medina de Rio Seco est aussitôt envahie et mise au pillage.

L'exemple était aussi complet que si Napoléon lui-même avait présidé à l'exécution. Aussi considère-t-il cette victoire comme un événement capital et décisif; à ses yeux la révolte est désormais frappée au cœur: « Cet événement, écrit-il à Joseph, *est le plus important de la guerre d'Espagne* et donne une couleur décidée à toutes les affaires[1]. » Il adresse à Bessières des félicitations démesurées, lui qui en est d'ordinaire si peu prodigue : « Jamais bataille, lui écrit-il, ne fut gagnée dans des circonstances plus importantes; elle décide les affaires d'Espagne[2]. Joseph ne demande qu'à se laisser persuader, mais en dépit de ces pronostics rassurants, il est forcé de reconnaître que tout n'est pas fini comme il voudrait le croire. Il a fait son entrée à Burgos sous l'impression de cette victoire terrifiante, et loin d'y trouver les esprits abattus par le revers de Rio-Seco, il y a lu sur tous les visages la même expression de haine et de défi qui l'a frappé en pénétrant en Espagne : « La peur ne me fait pas voir double, écrit-il à son frère.... Depuis que je suis en Espagne, je me dis tous les jours : ma vie est peu de chose et je vous l'abandonne.... *Je ne suis point épouvanté de ma situation, mais elle est unique dans l'histoire: je n'ai pas ici un seul partisan*[3]. »

Savary, plus enfoncé que Joseph au centre de l'Espagne, est encore plus épouvanté que lui de ce qu'il voit, de ce qu'il entend, et des nouvelles alarmantes qu'il reçoit de l'Andalousie. Dans son trouble

1. Napoléon à Joseph, 17 juilllet 1808.
2. A Bessières, même jour.
3. Joseph à Napoléon, 18 juillet 1808.

[redacted]

il a pris sur lui d'ordonner une concentration générale sur Madrid, et d'écrire à Bayonne que tout est encore à faire en Espagne. Napoléon lui fait aussitôt intimer par Berthier l'ordre de contremander ce mouvement rétrograde qui exécuté à temps eût sauvé le corps de Dupont, et il inflige un blâme formel à l'appréciation si sensée de Savary : « L'Empereur trouve, écrit Berthier, que vous avez tort de dire qu'il n'a rien été fait depuis six semaines.... Tous les hommes sensés en Espagne ont changé le fond de leur opinion et voient avec la plus grande peine l'insurrection. Les affaires sont dans la situation la plus prospère depuis la bataille de Rio-Seco [1]. » En conséquence de cette opinion, Napoléon veut qu'on reprenne l'offensive sur tous les points; il consent enfin, mais le 18 juillet seulement, à ce qu'on envoie à Dupont la division Gobert. Savary l'avait fait partir depuis plusieurs jours déjà, mais ce secours même ne devait pas nous préserver de Baylen. Napoléon n'avait jamais été plus tranquille et plus confiant dans le succès de son entreprise. Le 21 juillet il juge le moment venu de quitter Bayonne pour faire un voyage dans les provinces du midi de la France, et avant de partir il dicte une longue note dans laquelle il examine à fond toutes les éventualités de notre situation militaire en indiquant à chaque général la conduite qu'il doit tenir. Il étudie particulièrement la position de Dupont, « sur lequel, dit-il, doivent se tourner toutes les sollicitudes. » Il le loue de « s'être maintenu au delà

1. Berthier à Savary, 18 juillet. Lettre insérée dans la *Correspondance* du roi Joseph.

[redacted]

des montagnes dans les bassins de l'Andalousie, » ce qui achève de démontrer qu'il approuvait sa halte à Andujar ; il lui prescrit de reprendre l'offensive avec ses vingt-cinq mille hommes, car, ajoute-t-il, « il n'y a pas de doute que *même avec vingt mille hommes le général Dupont ne culbute tout ce qu'il a devant lui ;* » puis après avoir prescrit à Moncey de réoccuper San-Clemente et de continuer à menacer Valence, à Verdier de presser Saragosse, à Reille de faire jonction avec Duhesme en Catalogne, il résume ainsi la situation :

« *Il n'y a rien à craindre* du côté du maréchal Bessières, ni dans le nord de la Castille ni dans le royaume de Léon ; *il n'y a rien à craindre* en Aragon, Saragosse tombera un jour plus tôt un jour plus tard ; *il n'y a rien à craindre* en Catalogne ; *il n'y a rien à craindre* pour les communications de Burgos à Bayonne.... Le seul point qui menace, c'est du côté du général Dupont ; mais avec vingt-cinq mille hommes, *il a beaucoup plus qu'il ne faut pour avoir de grands résultats.... A la rigueur avec vingt et un mille hommes seulement il aura pour lui plus de quatre-vingts chances sur cent*[1]. »

Cette note était dictée à Bayonne le 21 juillet 1808, et ce jour-là même Dupont, vaincu et cerné à Baylen, signait la capitulation en vertu de laquelle tout son corps d'armée était prisonnier de guerre. Il nous faut reprendre les choses d'un peu plus haut pour bien faire comprendre les causes de ce mémorable désastre.

1. Notes sur la position actuelle de l'armée d'Espagne, 21 juillet 1808.

[redacted]

Retranché à Andujar depuis le 18 juin, après son évacuation de Cordoue, Dupont occupait sur le Guadalquivir des positions peu sûres. Presqu'à sec en été, ce fleuve était guéable sur plusieurs points et ne lui offrait qu'une ligne de défense en quelque sorte idéale. Le front de son armée était donc presque à découvert; ses derrières n'étaient pas mieux protégés. La position d'Andujar était censée fermer l'entrée de ce long défilé de la Sierra-Morena qui s'étend de Baylen à Valdepeñas en passant par Guarraman, la Caroline, Sainte-Hélène et Despeña-Perros; mais elle ne remplissait pas du tout ce but, car il existait indépendamment de la grande route qui traversait ces localités, trois ou quatre autres petits chemins praticables pour l'infanterie et qui partant de Mengibar, de Linarès, de Baëza et d'Ubeda, allaient aboutir non-seulement à Baylen, mais à la Caroline et même à Despeña-Perros, c'est-à-dire sur les points les plus essentiels de nos communications avec Madrid. Si l'on voulait garder efficacement ce passage de la Sierra-Morena, il eût fallu rétrograder jusqu'à la Caroline qui en est la clef, car la position même de Baylen pouvait être tournée facilement. Tout étant préférable à la défensive dans de mauvaises positions, il eût encore mieux valu pour Dupont qu'il pût attaquer en choisissant son heure, surtout lorsqu'il eut reçu le renfort de six mille hommes que lui amena Vedel à la fin de juin; mais il avait l'ordre précis de tenir à Andujar. Savary, qui avait des dangers de Dupont une idée plus juste que Napoléon lui-même, voulait le rappeler en deçà des montagnes lorsqu'il conçut son plan si vivement critiqué par l'Empereur *de tout*

[redacted]

rapprocher de Madrid[1]; mais l'extrême mécontentement que celui-ci témoignait de tout mouvement rétrograde lui fit ajourner ce projet, et il ne se décida à l'exécuter que lorsqu'il était trop tard.

Telle était la situation de Dupont dans les premiers jours de juillet 1808. Chargé de défendre des positions sans aucune force, dans un pays malsain et fiévreux, avec dix-huit mille soldats pour la plupart très-jeunes et fort peu aguerris, que la rareté des vivres le forçait de mettre à la demi-ration, il avait à combattre l'armée la plus solide et la plus nombreuse qui fût alors en Espagne. Les troupes de toute nature auxquelles commandait Castaños, après la fusion des insurgés de Grenade avec ceux de Séville, de Jaën et de Cadix, ne s'élevaient pas à moins de trente-cinq mille hommes, dont plus de la moitié se composait de troupes régulières. Dupont reçut, il est vrai, le 7 juillet un nouveau renfort de quatre ou cinq mille hommes que lui amenait le général Gobert; mais ce secours fut loin de rétablir la balance. Pour garder ses communications, toujours menacées par les guérillas, Dupont était obligé de disséminer ses troupes d'Andujar au delà de la Caroline et de les tenir sans cesse en mouvement. La tâche impossible qu'il avait à remplir pouvait se résumer ainsi : avec une force totale de vingt-deux mille hommes il avait à surveiller et à défendre sur son front la ligne du Guadalquivir d'Andujar à Ubeda, de quinze lieues d'étendue; sur

1. La correspondance de Savary avec Dupont ne laisse aucun doute à cet égard. Dans une lettre du 16 juillet, il lui annonce formellement son intention de le rappeler avant peu vers Madrid.

ses derrières, il avait à garder un défilé de vingt lieues de longueur.

Le 15 juillet, après quelques tâtonnements, Castaños commença ses opérations. Deux de ses lieutenants, Reding et le marquis de Coupigny, l'un Suisse, l'autre émigré français, prirent position sur le Guadalquivir, le premier à Mengibar, le second à Villanueva, tous deux menaçant de tourner Andujar par Baylen, pendant que Castaños lui-même, posté à Arjonilla, menaçait de front le camp de Dupont. Ce général avait prévu l'attaque. Il avait placé à Baylen la division Vedel; devant Mengibar, le général Liger-Belair avec quelques troupes. A Andujar, l'action se borna à une canonnade entre Castaños et Dupont; à Mengibar, Liger-Belair, refoulé par Reding, fut secouru à temps par Vedel, qui arriva à la hâte de Baylen et rejeta Reding au delà du Guadalquivir. Jusque-là tout allait bien. Il était toutefois dès lors évident que l'ennemi, grâce à sa supériorité numérique, pouvait multiplier ses démonstrations sur plus de points que nous ne pouvions en surveiller à la fois; pour en garder un nous étions forcés d'en dégarnir un autre non moins essentiel à notre sûreté, et il devait résulter de ces allées et venues une sorte de chassé-croisé extrêmement dangereux pour nous.

Dupont, prévoyant que cette attaque allait recommencer et quelque peu alarmé de la quantité de troupes que Castaños avait déployée dans la journée du 15, expédia à Vedel l'ordre de lui envoyer « *un bataillon*, et, dans le cas où il aurait peu d'ennemis devant lui, *une brigade.* » Le lendemain 16, son lieutenant trop zélé, ayant entendu la canonnade se renouveler du

[redacted]

côté d'Andujar, y accourut, non pas avec une brigade, mais avec sa division tout entière, ne laissant à Mengibar que le détachement de Liger-Belair. Cette faute fut immédiatement expiée. Aussitôt Vedel parti, Reding se présente de nouveau à Mengibar, force le passage du Guadalquivir et chasse devant lui Liger-Belair, qui se retire dans la direction de Baylen. Cette position était occupée par le général Gobert, qui s'y était porté la veille de la Caroline. Il accourt au bruit du canon pour soutenir Liger-Belair, mais il est frappé à mort, et le général Dufour, qui prend le commandement, est repoussé sur Baylen. Le passage si important de Mengibar est en la possession des Espagnols.

Dupont, qui avait d'abord approuvé le mouvement de Vedel, reconnut toute la gravité de la faute commise en apprenant la mort de Gobert et la défaite de sa division. Dès le 16 au soir il ordonne à Vedel « de se porter rapidement sur Baylen, de s'y réunir au corps de Dufour, et alors de rejeter l'ennemi sur Mengibar au delà du fleuve. » Le 17 au matin il confirme cet ordre en lui recommandant en outre de veiller sur Baëza et la Caroline, points si essentiels à nos communications. Vedel était déjà arrivé à Baylen ; mais, à sa grande surprise, il n'y avait trouvé personne. Égaré par de faux rapports dont il lui était à peu près impossible de contrôler la vérité, car nous n'avions pas un seul espion en Espagne, même à prix d'or, Dufour était parti à minuit pour aller chercher l'ennemi dans la direction de la Caroline, où Reding avait pu se porter en effet sans passer par Baylen, ayant à son choix deux chemins de traverse qui y aboutis-

saient, l'un par Linarès, l'autre par Vilchès. Vedel, trompé comme Dufour et pénétré avant tout de l'importance de maintenir nos communications et de soutenir son collègue, marcha comme lui sur la Caroline en négligeant de faire sur Mengibar une reconnaissance pendant laquelle on aurait eu le temps d'écraser Dufour, et Dupont, trompé à son tour, l'en approuva entièrement. Ainsi s'enchaînaient l'une à l'autre des erreurs qu'on peut dire inévitables, étant donnée cette situation compliquée, car à défaut de ces méprises on en aurait commis d'autres tout aussi graves. Vedel rejoignit Dufour à Guarraman. Là les bruits de la marche de Reding sur la Caroline se trouvant confirmés, les deux généraux s'enfoncent de plus en plus dans les défilés de la Sierra-Morena et laissent inoccupés derrière eux deux postes d'une importance capitale, Baylen et Mengibar, qu'ils croient à l'abri de toute attaque, puisqu'ils supposent l'ennemi engagé dans la Sierra (17 juillet).

Reding, qu'on allait chercher si loin, n'avait pas quitté les environs de Mengibar. Il avait profité de l'apparition de quelques guérillas dans la Sierra pour faire accréditer des bruits qui avaient pour effet de disperser ses adversaires. Aussitôt qu'il s'aperçut de leur absence, il occupa fortement Baylen de concert avec la division de Coupigny, et coupa ainsi au corps de Dupont sa retraite naturelle. Il effectua ce mouvement dans la journée du 18 juillet avec environ dix-huit mille hommes. Il courait à la vérité le risque d'être placé lui-même entre deux feux dans le cas d'un prompt retour de Vedel, mais à toute éventualité il avait sa retraite assurée sur Mengibar; et il possé-

dait d'ailleurs, en combinant ses mouvements
Castaños, toujours posté devant Andujar, une
supériorité de forces sur Dupont, qu'il pensai
sans raison avoir le temps de l'écraser avant
diversion. Dupont apprit avec stupeur dans la jo
même du 18 juillet la présence d'un corps e
à Baylen, sans en connaître toute la force. Il r
d'évacuer sur-le-champ Andujar, afin de d
Baylen et de se remettre en communication av
lieutenants.

La nuit venue, Dupont décampe furtivement e
sit, grâce à d'habiles précautions, à tromper la
lance de Castaños, qui reste devant Andujar. I
avait encore environ onze mille hommes, con
de la division Barbou, de la cavalerie Frésia, de
rins de la garde, des gardes de Paris et d'un rég
suisse. Forcé de se tenir en garde de deux côté
fois, embarrassé d'une file interminable de
à huit cents voitures qui emportent ses mal
ses bagages, il place ses équipages au centre et
ses troupes en deux corps, dont le plus faib
posté en tête, parce qu'il croit Reding moins
table que Castaños. Une distance d'une lieue au
sépare ces deux groupes de combattants, qu
avaient été réunis pour le premier choc, au
peut-être forcé le passage. Le 19, vers trois
du matin, notre tête de colonne vient heurter
Rumblar, torrent qui coule un peu en avant d
len, les avant-postes de Reding, qui s'apprêtait
côté à marcher sur Andujar. L'action s'engage
tre heures, mais avec deux brigades seulem
notre côté, force à peine suffisante pour la défe

[redacted]

Le reste de nos troupes, rappelé en toute hâte de la queue à la tête, ne se présente au combat que successivement, ce qui ôte à ses efforts l'ensemble et la puissance nécessaires pour faire une trouée dans les masses ennemies. Nos soldats attaquent avec une valeur brillante, ils refoulent à plusieurs reprises la première ligne espagnole ; mais ils ne réussissent pas à entamer la seconde, et l'artillerie de Reding très-supérieure à la nôtre, démonte en peu d'instants nos batteries.

Vers dix heures du matin les Espagnols débordaient de tous côtés nos positions. Des charges de cavalerie, vigoureusement exécutées par les dragons du général Frésia et les chasseurs du général Dupré, les rejettent en désordre sur leur corps d'armée, mais elles ne nous rendent pas l'avantage. La réserve espagnole reste inébranlable. Cependant la lutte se ralentit. Nos soldats, épuisés par une marche de sept lieues et par des chaleurs intolérables, dévorés d'une soif horrible dans ce désert sans eau, se laissent aller au découragement. On se bat pour l'occupation d'une citerne, pour quelques gouttes d'eau qui sont restées dans le lit desséché du torrent. Dupont, désespéré, tente vers midi un dernier effort qui échoue comme les autres devant l'impénétrable barrière que lui oppose l'armée de Reding. Quinze cents hommes sont hors de combat, parmi lesquels un grand nombre d'officiers ; Dupont lui-même est blessé. Les hauteurs se couronnent de paysans armés qui nous fusillent à l'abri des rochers et des bois ; les soldats suisses, mécontents de combattre contre leurs compatriotes qui se trouvent dans les rangs espagnols, désertent.

[redacted]

Bientôt le canon retentit sur nos derrières. C'est l'armée de Castaños qui accourt, sous la conduite de la Peña, pour prendre part au combat et qui nous ferme toute issue. Comment résister à cette nouvelle armée, n'ayant pu vaincre la première? C'est le dernier coup. Il était alors deux heures de l'après-midi. Dupont demande une suspension d'armes à Reding, qui la lui accorde. Quant à la capitulation qu'il réclame en même temps, afin d'obtenir son libre passage sur Madrid, elle est renvoyée à Castaños, qui la lui refuse et exige que son corps d'armée se rende à discrétion.

Pendant ces pourparlers, qui durèrent toute la soirée du 19 et une partie de la matinée du 20, le général Vedel, de retour de la Caroline, où il n'avait trouvé personne à combattre, était venu, après avoir perdu beaucoup de temps, prendre position sur les derrières de l'armée de Reding. Arrivé à Baylen après la bataille, vers les cinq heures de l'après-midi, il avait aussitôt attaqué les Espagnols, qui se reposaient sur la foi de l'armistice; il leur avait enlevé mille prisonniers et plusieurs canons. Mais un ordre de Dupont vint mettre bientôt fin à ce combat, en faisant connaître à Vedel les négociations engagées avec les Espagnols. Le refus de Castaños offrait à Dupont une occasion de recommencer la lutte dans la journée du 20 juillet avec le concours de la division Vedel. Si sa position entre Castaños et Reding était des plus critiques, celle de Reding entre Dupont et Vedel n'était guère moins défavorable. Un coup d'audace exécuté avec cette énergie dont Dupont lui-même avait donné l'exemple à Albeck, à Halle, à Friedland et dans tant d'autres rencontres, lui aurait très-probablement ou-

[redacted]

vert un passage, au prix, il est vrai, d'un grand sacrifice. Mais ses soldats étaient absolument démoralisés, vaincus par la fatigue et les privations de toute sorte qu'ils enduraient depuis l'avant-veille. Dupont lui-même était abattu, et ce qui le démontre c'est qu'au lieu de prendre sur lui l'initiative d'une résolution hardie, il assembla un conseil de guerre, auquel, selon les termes mêmes de la délibération, « il demanda son avis sur la situation du corps d'armée. » Les résolutions héroïques sont rarement collectives ; or une inspiration de ce genre pouvait seule le sauver. Dupont était capable d'éprouver une de ces illuminations soudaines, il l'avait prouvé en mainte occasion ; mais il était de ces militaires dont le ressort est plutôt dans l'imagination que dans le caractère, et dont l'âme est par conséquent sujette à passer facilement d'un extrême à l'autre. Dupont était homme de plaisir et de fantaisie ; causeur aimable et recherché, il avait des goûts littéraires ; il avait concouru, étant déjà général, pour des prix de poésie. Ses écrits attestent un penchant prononcé pour l'emphase et la déclamation ; même dans les récits de guerre, ils n'ont rien de la rigueur et de la précision des écrits militaires. Enfin il n'avait jamais éprouvé de revers, et il était de ceux qui n'ont toute leur valeur que dans le succès ; il n'avait jamais commandé en chef, et, pour la première fois qu'il était livré à lui-même, il se trouvait dans une position hérissée de difficultés à peu près insurmontables.

Ainsi qu'il était facile de le prévoir, le conseil fut d'avis que toute résistance était impossible. Les négociations furent donc reprises avec Castaños par l'in-

termédiaire du général Chabert, du général Marescot, qui se trouvait de passage à l'armée de Dupont sans en faire partie, et de l'écuyer de l'empereur, Villoutreys, qui avait déjà négocié l'armistice. Castaños était sur le point de consentir au retour de nos troupes sur Madrid, lorsqu'un malheureux hasard fit tomber dans ses mains une dépêche dans laquelle Savary, de plus en plus convaincu de la nécessité de concentrer l'armée autour de la capitale, prescrivait à Dupont d'exécuter précisément cette marche. Castaños revint alors à ses premières exigences ; il demanda que les divisions cernées se rendissent à discrétion. Sur les réclamations des négociateurs français, il consentit à accorder à Dupont le retour par mer, mais à condition que les divisions Vedel et Dufour seraient comprises dans la capitulation. Nos négociateurs eurent la faiblesse d'accepter cette condition, dans l'espoir bien chimérique de sauver les deux divisions en péril, en compromettant les deux autres qui avaient le chemin libre. Ils rédigèrent en conséquence une capitulation en vertu de laquelle le corps entier de Dupont devait, après avoir déposé les armes, être dirigé vers la mer par San Lucar et Rota, pour être ensuite embarqué et transporté en France. L'article 11 stipulait soigneusement la conservation des bagages des officiers supérieurs, « *qui ne devaient être soumis à aucun examen*, » et l'article 15 stipulait que les généraux « prendraient les mesures nécessaires pour *retrouver et restituer les vases sacrés qu'on pouvait avoir enlevés en diverses rencontres et particulièrement à la prise de Cordoue.* »

Lorsque l'acte où se trouvaient inscrites ces stipu-

[redacted]

lations déshonorantes fut porté à Dupont, le 21 juillet au matin, Vedel avait disparu depuis plusieurs heures, ne laissant devant les avant-postes ennemis qu'un simple rideau de troupes. Ce général se trouvait maintenant hors de toute atteinte avec ses deux divisions; la capitulation, qui, par une insoutenable fiction, le constituait prisonnier alors qu'il était libre, n'était pas encore signée. Le devoir de Dupont était clair et inexorable; il ne devait la ratifier à aucun prix. Les Espagnols, furieux de voir Vedel leur échapper, menaçaient Dupont de passer son armée au fil de l'épée; il devait en courir la chance et leur laisser la responsabilité d'un crime injustifiable. Il faiblit devant leurs menaces et envoya à Vedel l'ordre de revenir sur ses pas. Tout au moins aurait-il pu lui faire donner par l'officier porteur de cet ordre le conseil verbal de désobéir; il ne le fit pas. Vedel, qui était déjà à Sainte-Hélène, cédant à contre-cœur, d'après l'avis presque unanime de ses officiers, ramena ses troupes sur Baylen, où elles partagèrent la triste fortune du corps de Dupont; et plus de vingt mille soldats de cette grande armée si orgueilleuse tombèrent d'un seul coup au pouvoir de l'ennemi qu'ils dédaignaient le plus[1].

La capitulation fut presque aussitôt violée que conclue. La junte de Séville refusa de la ratifier, et les troupes de Dupont, en butte à d'affreux traitements, restèrent prisonnières de guerre jusqu'en 1814, à l'exception des officiers supérieurs, qui furent ren-

1. D'après le *rapport* de Regnault de Saint-Jean-d'Angely *sur la capitulation de Baylen*, le corps de Dupont avant le combat de Baylen comptait en *présents sous les armes* 22,830 hommes, et en *effectif* 27,067.

[redacted]

voyés en France. Dupont s'étant plaint avec amertume de ce manque de foi, le gouverneur de l'Andalousie, Thomas de Morla, lui répondit par d'injurieuses récriminations : « Votre Excellence, lui écrivait-il à la date du 10 août, m'oblige à lui exprimer des vérités qui doivent lui être amères. Quel droit a-t-elle de réclamer l'exécution d'un traité conclu en faveur d'une armée qui est entrée en Espagne sous le voile de l'alliance et de l'amitié, qui a emprisonné notre roi et sa famille, saccagé ses palais, assassiné et volé ses sujets, ravagé ses campagnes, usurpé sa couronne ? Si Votre Excellence ne veut pas s'attirer de plus en plus la juste indignation des peuples, que je travaille à apaiser, qu'elle cherche par sa conduite à affaiblir la sensation des horreurs qu'elle a commises à Cordoue... Quel stimulant pour la populace de savoir qu'un seul de vos soldats était porteur de deux mille cent quatre-vingts livres tournois ! »

A ces récriminations il y avait peu de chose à répondre, si ce n'est que le crime des uns n'autorisait pas le crime des autres. Ainsi fut perdue tout entière et en un jour cette armée d'Andalousie, comme si elle avait été engloutie par quelque convulsion de la nature. Les incidents qui amenèrent sa ruine avaient été à la fois si multiples et si compliqués que tous les chefs purent avec vraisemblance s'en renvoyer la responsabilité sans remarquer que la cause déterminante de la catastrophe était tout entière dans la volonté aveugle qui leur faisait une loi de se défendre dans une position intenable. Tous avaient commis des erreurs et quelques-uns des fautes, mais ils étaient placés dans une situation où il était impossible de n'en

[redacted]

pas commettre, et ils avaient péché le plus souvent par excès de zèle. Dupont avait eu tort de rester à Andujar contre sa conviction ; chargé de la responsabilité d'un commandement en chef, il aurait dû désobéir, comme Moncey, et rétrograder soit jusqu'à la Caroline, soit même, s'il ne pouvait s'y nourrir, au delà de la Sierra-Morena ; il avait eu tort de ne pas sacrifier au moins une partie de ses bagages, tort de ne pas engager le combat avec toutes ses forces réunies. Dans les négociations enfin il avait commis un acte de faiblesse déplorable en permettant que les divisions Vedel et Dufour fussent comprises dans la capitulation. Vedel, en marchant sur Andujar avec sa division tout entière lorsqu'on ne lui demandait qu'une brigade, en perdant un temps précieux dans son retour de la Caroline à Baylen, n'avait guère été moins répréhensible ; Dufour enfin, en négligeant de faire une reconnaissance sur Mengibar avant d'aller chercher Reding à la Caroline, avait commis une méprise des plus funestes[1] ; mais le grand coupable c'était celui qui les avait jetés dans cette affreuse impasse en soulevant contre eux l'exécration des peuples, c'était le capitaine infatué qui croyait pouvoir diriger de Bayonne à cinq ou six journées de distance, des opérations qui exigeaient des résolutions de chaque instant. Napoléon seul fut le véritable auteur

1. Voir, sur l'affaire de Baylen, les *Observations* du général Dupont et sa *Lettre sur l'Espagne*, en 1808 ; le *Précis des opérations en Andalousie*, par le général Vedel ; le *rapport* de Regnault et les *interrogatoires* de Dupont et de Vedel, publiés par ce dernier ; l'*Histoire des guerres de la péninsule*, du général Foy ; l'*Étude historique sur la capitulation de Baylen*, par Saint-Maurice Cabany ; Toréno, Napier : *Hist. de la guerre de la Pén.* Robert Southey : *History of the peninsular War.*

[redacted]

du désastre de Baylen en empêchant l'armée d'Andalousie de repasser la Sierra-Morena, comme Dupont et Savary le demandaient. Si Savary lui avait obéi jusqu'au bout, la perte de Dupont aurait été encore plus prompte qu'elle ne le fut, car il n'aurait reçu le renfort de la division Gobert qu'après le 20 juillet. Tous ces généraux si cruellement trahis par le sort des armes n'avaient été en somme que malheureux; ils s'étaient battus bravement, ils avaient de glorieux états de services; et ce serait faire à leur mémoire un étrange procès que de les blâmer de ne s'être pas fait tuer jusqu'au dernier plutôt que de subir les conditions de Castaños. Un homme osa leur reprocher de n'avoir pas su mourir. Mais lui-même combien de fois ne reçut-il pas du destin cette sommation d'avoir à choisir entre la mort et la défaite? A la Bérézina, à Leipsik, à Fontainebleau, à Waterloo, et comment a-t-il répondu à cette mise en demeure?

Cependant Napoléon poursuivait son voyage triomphal à travers les villes du midi par Tarbes, Agen, Toulouse, Bordeaux, toujours persuadé que selon son expression « il n'y avait plus rien à craindre en Espagne. » Joseph était arrivé à Madrid le 20 juillet avec des impressions bien différentes. Le *Moniteur* avait beau attester que son voyage en Espagne n'avait été qu'une longue ovation, que son entrée à Madrid avait eu lieu « *aux acclamations d'un peuple immense*[1]; » son frère avait beau lui répéter dans toutes ses lettres: « Ayez courage et gaieté, ne doutez jamais d'un plein succès, » Joseph ne se rassurait pas. Il ne

1. *Moniteur* du 25 juillet et du 6 août 1808.

[redacted]

trouvait pas, disait-il, un sou dans les caisses publiques [1], tout le monde désertait autour de lui; une implacable hostilité était dans tous les regards. Il sentait lui-même tout le premier que ces sentiments d'animosité n'étaient que trop motivés, et il s'indignait honnêtement des excès commis par nos troupes contre ses futurs sujets. Il avait déjà dénoncé à son frère les honteuses déprédations de certains de nos officiers qui avaient arraché les boucles d'argent des harnais de la cour pour se les approprier [2]; il lui dénonce bientôt un commerce plus hideux encore, celui des objets du culte dérobés dans les églises et les couvents des villes mises au pillage : « Si Votre Majesté, écrit-il à Napoléon le 22 juillet, faisait écrire au général Caulaincourt qu'elle est informée du pillage froidement organisé dans les églises et les maisons de Cuenca, elle ferait beaucoup de bien. *Je sais que le brocantage des vases sacrés fait à Madrid a fait beaucoup de mal ici.* » Le surlendemain 24 juillet, il insiste sur ce point et sur les autres difficultés de sa situation; il dénonce des généraux qui ont imité Caulaincourt; il supplie son frère de *rappeler les voleurs* [3]. Il compare avec raison le mouvement espagnol à celui de la Révolution française. Si la France, dit-il, a pu mettre un million d'hommes sous les armes, pourquoi l'Espagne n'en mettrait-elle pas cinq cent mille? « J'ai pour ennemis une nation d'habitants braves, exaspérés au dernier point. On parle publiquement de mon assassinat....

1. Joseph à Napoléon, 21 juillet.
2. Le même au même, 16 juillet.
3. Joseph à Napoléon, 24 juillet.

[illegible] avait [illegible] [illegible] à l'empereur [illegible] les [illegible] que les [illegible] en Espagne ! »

[illegible] n'eut d'autre effet [illegible] Il s'efforce à sa manière de relever cette âme abattue [illegible] la soumission de l'Espagne est un fait accompli. Elle est déjà reconnue par l'Europe : « J'ai reçu [illegible] les nouvelles de la Russie et des [illegible] de l'empereur [illegible] *l'affaire d'Espagne était déjà* [illegible] » L'affaire d'Espagne arrangée en Russie [illegible] eût mieux valu pour tous qu'elle fût arrangée à Madrid. Napoléon avait en effet [illegible] à Alexandre par une lettre du 8 juillet les changements qu'il venait d'accomplir en Espagne : « [illegible] disait-il [illegible] *mêler* des affaires espagnoles, il [illegible] *les événements*, conduit à un système qui, *en assurant le bonheur de l'Espagne*, assurât la [illegible] de l'empire. Dans cette nouvelle situation l'Espagne *devait être plus indépendante de* [illegible] *jamais été*[1]. » A ces explications si franches il joignait dans le but de discréditer l'insurrection espagnole une assertion qui a été le point de départ de toutes les fables qu'on a accumulées sur ce sujet : « J'ai lieu, disait-il à Alexandre, d'être très-satisfait de toutes les personnes de rang,

[1] Napoléon à Alexandre, 8 juillet 1808.

[redacted]

de fortune ou d'éducation. *Les moines seuls*, prévoyant la destruction des abus, *et les agents de l'inquisition* qui entrevoient la fin de leur existence, *agitent le pays.* »

Les lettres de Joseph et la correspondance même de l'Empereur sont la réfutation la plus éclatante de ce mensonge éhonté. Le clergé était après les courtisans et les hauts fonctionnaires la classe qui se montrait la plus disposée à se rallier. Il fut entraîné dans le mouvement national et s'y comporta courageusement, mais il ne le créa pas. A différentes reprises Joseph et Napoléon lui-même se louent des sentiments de conciliation que montre le clergé : « L'officier de Bessières, écrit Napoléon le 25 juillet, quelques jours après sa lettre à Alexandre, a dit *que les prêtres et même les moines désirent fort la tranquillité.* » Le témoignage de Joseph est encore plus décisif. Le 26 juillet il écrit à son frère : « J'ai réuni chez moi tous les chefs du clergé régulier et séculier, je leur ai parlé pendant une heure. Il me paraît qu'ils sont partis dans de bonnes dispositions. » Le lendemain 27, analysant les sentiments de la population en général, il revient sur le même sujet : « *Les grands et les riches*, dit-il, les femmes surtout *sont détestables.* » Voilà pour ces « personnes de rang, d'éducation, de fortune » que Napoléon représentait comme *très-satisfaisantes*. Quant au clergé, voici ce que Joseph en dit : « Le clergé que j'ai vu hier, *s'est bien conduit aujourd'hui.* On me rapporte que *beaucoup de prêtres ont inspiré de bons sentiments au peuple*[1]. »

1. Joseph à Napoléon, 27 juillet 1808.

[illegible] juillet aux lamen[illegible] de Joseph : « Mon [illegible] lettre du 24 ne me [illegible] mais de vivre. [illegible] [illegible] les secours [illegible] arrivant aux plain[illegible] et aux vo[illegible] puisqu'elles [illegible] position peut être [illegible] comme gé[illegible]

[illegible] ces paroles in[illegible] jeté à la fois [illegible] et même à la [illegible] Dupont, loin de [illegible] un mouvement ré[illegible] va être attaqué et obligé de faire sa retraite. Cela ne se peut concevoir! » (1er août). Cela était incompréhensible en effet avec les folles illusions qu'il s'était obstiné à garder jusqu'au bout malgré les avertissements de ses serviteurs, malgré les cris d'alarme de son frère, malgré l'évidence même des choses. Il ne connut la triste vérité que le 2 août. Son cœur de bronze ne s'émut pas un seul instant au récit des infortunes de ses compagnons d'armes; son orgueil seul sentit le coup. Il lui fut impossible de ne pas en prévoir les principales conséquences, son prestige d'invincibilité détruit, [illegible]gne perdue pour longtemps, peut-être pour tou[illegible]

[redacted]

jours, l'espérance rendue à ses nombreux ennemis; mais au lieu de s'en prendre à son propre aveuglement, il ne songea qu'à poursuivre, à flétrir, à frapper les victimes de son imprévoyance. Il mit à perdre Dupont tout l'acharnement qu'il avait déployé contre Villeneuve : « Lisez ces pièces, écrivait-il à Clarke le 3 août, et vous verrez si depuis que le monde existe il y a eu rien de si bête, de si inepte, de si lâche. Voilà donc justifiés les Mack, les Holenhohe, etc.... Je désire savoir quels tribunaux doivent juger ces généraux, et quelle peine les lois infligent à un pareil délit. » Ces lâches, écrivait-il un autre jour, porteront leur tête sur l'échafaud! Au reste il y avait dans cette colère beaucoup d'affectation, et quelquefois il la jouait assez maladroitement, témoin cette phrase presque burlesque qu'il adressait à Davout : « Dupont a déshonoré nos armes, il a montré autant d'ineptie que de pusillanimité. Quand vous apprendrez cela un jour, *les cheveux vous dresseront sur la tête.* » (23 août.)

Le désastre de Baylen entraînait l'évacuation de Madrid qui se trouvait à découvert du côté du midi. Joseph quitta précipitamment cette capitale dans la journée du 29 juillet. Il y avait huit jours qu'il y était entré. La veille deux mille domestiques avaient en même temps déserté le palais comme un lieu pestiféré[1]. Les courtisans se conduisirent comme les domestiques. Pas un d'eux n'accompagna Joseph dans sa fuite. L'armée française se replia sur l'Èbre. Ses chefs ne jugèrent pas assez solide la ligne du Duero que recommandait Napoléon dans l'intérêt de l'armée de

1. Joseph à *Napoléon*, 14 août.

Portugal, alors aussi menacée que celle d'Espagne. Verdier dut lever le siége de Saragosse après un nouvel assaut qui fut aussi meurtrier et aussi infructueux que tous ceux qui l'avaient précédé. Joseph porta son quartier général à Miranda, où le maréchal Jourdan qu'il demandait depuis longtemps à Napoléon vint bientôt le rejoindre, et notre armée réunie sur l'Èbre étendit ses cantonnements de Bilbao à Tudela dans une forte position défensive qui lui permettait d'attendre des renforts et la présence annoncée de l'Empereur.

Le mois d'août ne s'acheva pas sans qu'un nouvel échec presque aussi désastreux que celui de Baylen eût terni la gloire des armes françaises. Depuis plus d'un mois on n'avait aucune nouvelle de l'armée de Portugal. Ce silence ne tenait pas seulement à l'insurrection espagnole qui avait interrompu toutes les communications entre la France et Lisbonne, mais aussi à la révolte des populations portugaises. Junot n'occupait plus que quatre ou cinq places fortes dans le Portugal, lorsque le 1er août parut en vue de l'embouchure du Mondego la flotte qui portait l'armée anglaise. Elle était commandée par un jeune général qui s'était déjà illustré dans les Indes par la fermeté et la sagesse de sa conduite militaire, sir Arthur Wellesley, si connu plus tard sous le nom de Wellington. ...yé pour soutenir le soulèvement espagnol, Ar... Wellesley s'était d'abord présenté devant la Co...; mais les insurgés de la Galice, même après ...léfaite de Rio-Seco, avaient comme ceux de l'An...isie voulu refuser tout renfort étranger; ils n'a...it accepté de l'Angleterre que des secours d'ar-

[redacted]

gent et des munitions. Wellesley avait en conséquence choisi pour théâtre de ses opérations ce littoral étroit et escarpé du Portugal dont il allait bientôt faire un camp retranché inexpugnable contre lequel devait échouer toute la puissance de Napoléon.

Débarqué avec dix mille hommes, et quelques jours après, renforcé de quatre mille, Wellesley se hâta de prendre l'offensive avant l'arrivée de sir Hew Dalrymple, qui devait avoir le commandement de l'armée lorsqu'elle aurait complété son effectif. Junot comprit les dangers qu'il courait à se laisser assaillir par les Anglais dans une ville de trois cent mille âmes toute prête à se révolter. Il forma le plan très-sage de se porter au-devant de l'armée ennemie et de la jeter à la mer avant l'arrivée de ses renforts. Mais pour exécuter un tel dessein, ce n'eût pas été trop de toutes ses forces réunies. Elles s'élevaient encore à vingt-neuf mille hommes; Junot ne sut pas les concentrer à temps. Il s'obstina à garder la plupart des positions qu'il occupait encore; il rappela Kellermann de Sétubal, mais il laissa des garnisons à Elvas, Santarem, Alméida, Peniche et Palmela, indépendamment de celle qui maintenait Lisbonne. Il exposa en outre à un péril des plus graves un détachement de cinq mille hommes qu'il avait chargé d'observer les Anglais, sous les ordres du général Delaborde. Attaqué par Wellesley, près de Roliça, dans une position trop avancée eu égard à ses forces, Delaborde soutint le choc d'une armée trois fois plus nombreuse que la sienne et défendit le terrain pied à pied avec la plus brillante intrépidité; mais il ne lui fallut pas moins se dérober par une prompte retraite.

[redacted]

après avoir perdu près de cinq cents hommes, et la campagne s'ouvrit par un échec, ce qui produit toujours un effet fâcheux sur le soldat (15 août)[1].

[illegible] Wellesley s'avança jusqu'à [illegible] par deux nouvelles brigades [illegible] corps d'armée à environ dix-huit [illegible] hommes. Junot était enfin parvenu à rallier ses [illegible] ses troupes s'élevaient à un peu [illegible] mille hommes[2]. Il s'était avancé de [illegible] Torres Vedras en face des positions [illegible] Junot se [illegible] de [illegible] voulu [illegible] sur [illegible] qui [illegible] pas [illegible] l'armée de Junot [illegible] Lisbonne, dans les [illegible] de [illegible] de son supérieur [illegible] le [illegible] Dalrymple, alors sur le point de [illegible] forcé à attendre à [illegible] un nouveau corps de dix mille hommes [illegible]

1. [illegible] *Hist. des guerres de la Péninsule*, tome IV. — Dépêche de Wellington au ministre Castlereagh, en date du [illegible] août 1808 (*The dispatches of the duke of Wellington*, vol. IV).

2. [illegible] qu'il est impossible, sur ce point, de s'en tenir aux rapports français, qui abaissent ce chiffre à neuf mille, dans un intérêt facile à deviner. Le rapport de Wellington dit que Junot avait « rassemblé toutes ses forces ; » ce qui n'est pas moins exagéré. Lord Londonderry est l'historien qui se rapproche le plus de la vérité (*Story of the Penins. War*).

[redacted]

vait amener le général Moore. Heureusement pour lui, le même motif poussa Junot à l'attaquer sur-le-champ.

Le 21 août, de grand matin, Junot commença son mouvement, et vers sept heures du matin, il attaquait les positions de Wellesley. Le général Delaborde, soutenu par les généraux Loison et Thomière, s'élança impétueusement à l'assaut des hauteurs de Vimeiro, sur la droite de l'armée anglaise, qui paraissait relativement dégarnie. Les Anglais n'avaient presque pas de cavalerie, mais leur infanterie était solide et résistante. Le feu bien dirigé de leurs nombreuses batteries arrêta court les assaillants et bientôt les rejeta en désordre sur les pentes qu'ils avaient gravies. Notre attaque contre leur gauche étant secondaire, et par ce motif même faiblement soutenue, avait été moins heureuse encore, et les deux généraux de brigade qui la dirigeaient avaient été mis hors de combat. Junot lança alors sa réserve composée de soldats d'élite et commandée par Kellermann, en la faisant soutenir par son artillerie que conduit le colonel Foy. Les grenadiers de Kellermann franchissent les pentes en courant, et bientôt ils couronnent les hauteurs de Vimeiro; mais là ils sont reçus par des décharges meurtrières qui les font reculer, notre artillerie est démontée avant d'avoir pu prendre position et son colonel tombe grièvement blessé; enfin, notre cavalerie rendue inutile par les montuosités du terrain, se borne à protéger la retraite de nos bataillons à mesure qu'ils sont repoussés. Notre attaque a échoué sur tous les points et l'armée anglaise est restée intacte dans ses positions.

Il était alors midi et nous avions perdu dix-huit

cents hommes et trente pièces de canon. Les Anglais n'avaient que cent trente-quatre tués et trois cents trente-cinq blessés [1]. Junot commanda la retraite, que l'armée opéra sans être inquiétée. Wellesley voulait nous poursuivre, mais il n'était déjà plus général en chef, et Burrard, qui avait pris le commandement après la bataille, ne lui permit pas d'achever sa victoire. Le manque de cavalerie eût rendu d'ailleurs la poursuite difficile. Le lendemain, Junot, après un conseil de guerre où l'on reconnut l'impossibilité d'occuper plus longtemps le Portugal, envoya au camp anglais le général Kellermann pour traiter de l'évacuation. L'arrivée du nouveau renfort anglais rendait cette détermination très-urgente. A la suite d'un armistice et de longs débats, qui durèrent près de dix jours, les plénipotentiaires signèrent enfin, le 30 août, la convention de Cintra. L'escadre russe, qui était bloquée dans le port de Lisbonne et qui avait constamment refusé de s'associer aux efforts de Junot, voulut aussi avoir sa convention à part. Siniavine, son amiral, obtint que l'escadre resterait en dépôt dans un port anglais jusqu'à la conclusion de la paix entre les gouvernements respectifs.

La convention de Cintra accordait à l'armée de Junot des conditions tout à fait inespérées. Depuis le débarquement de Moore, il était en effet devenu possible de la faire prisonnière, sinon de la détruire. Battue, démoralisée, cernée par les insurrections espagnole et portugaise, en même temps que par trente mille

1. Rapport de Wellington au général Burrard, 21 août 1808 (Dispatches).

[redacted]

hommes de troupes excellentes, il lui était difficile d'échapper à l'alternative de se faire tuer sur un dernier champ de bataille ou d'être prisonnière de guerre. C'était au fond l'avis d'Arthur Wellesley, qui voyait avec regret l'armée[1] perdre le fruit de ses deux victoires; mais la fière attitude de Junot et le prestige encore si puissant des armes de Napoléon, imposèrent au général Dalrymple et à son lieutenant Burrard. Ils accordèrent à Junot une espèce de capitulation, aux termes de laquelle l'armée française devait évacuer entièrement le territoire portugais, mais avec armes et bagages et sans être prisonnière de guerre. Le gouvernement anglais se chargeait de la transporter par mer à Lorient et à Rochefort. La convention de Cintra excita un violent mécontentement en Angleterre, comme en Portugal et en Espagne; elle fut néanmoins exécutée avec une parfaite loyauté dans le cours du mois de septembre. Le cabinet britannique se contenta de mander les trois généraux anglais que l'opinion publique accusait devant une commission qui les acquitta[2].

Au moment où les troupes de Junot s'embarquaient pour la France, confuses de leur prompte défaite et incertaines de la réception qui leur serait faite, à l'autre extrémité de l'Europe une armée s'embarquait

1. Il résumait ainsi son opinion dans une lettre à lord Castlereagh : « Dix jours après la bataille du 21 nous ne sommes pas plus avancés, nous sommes même moins avancés que nous aurions pu et dû l'être le soir même de la bataille. » (*Dispatches.*)

2. Ils alléguèrent pour se justifier la difficulté très-réelle de forcer l'armée de Junot sans cavalerie, et l'avantage d'une évacuation immédiate du Portugal. (*Report of the Board of inquiry. — Ann. Reg.* 1808.)

[redacted]

pour l'Espagne avec des dispositions bien différentes. Échappée à mille dangers, elle venait, après une évasion presque miraculeuse, se joindre aux défenseurs de la patrie espagnole pour vaincre ou mourir avec eux. C'était cette armée de la Romana que Napoléon avait traîtreusement attirée sur les rives de la Baltique pour [illegible] les forces du pays qu'il [illegible] [illegible] pas encore suffisamment [illegible] Hambourg où il l'avait [illegible] fait débarquer la plus [illegible] possession du Danemark [illegible] emprisonnée entre le [illegible] Mais ses ingénieuses pré[illegible] de faire promp[illegible] soldats si peu préparés à vivre [illegible] glacées, tournèrent à la confusion [illegible] c'est justement grâce à la mer que la Romana put s'échapper. Ayant noué des intelligences avec le commandant d'une croisière anglaise, il s'empara de Nyborg et de Langeland et mit à la voile le 13 août avec dix mille hommes. Les cinq autres mille qui formaient son corps d'armée, ne réussirent pas à s'embarquer à temps. C'est là ce que Napoléon et ses apologistes ont nommé : *la trahison de la Romana !*

En un mois, du 15 juillet au 20 août, Napoléon venait d'éprouver plus d'échecs qu'il n'en avait essuyé dans le cours entier de sa carrière. Repoussé devant Valence et devant Saragosse, écrasé plutôt que battu à Baylen et à Vimeiro, chassé enfin de toute la Péninsule jusqu'à l'Èbre, il avait vu ses armes déshonorées dans un pays sans organisation et sans armées, chez le peuple dont il dédaignait le plus les forces mili-

taires et dont il occupait déjà tout le territoire. Cette nation qu'il avait si bien enchaînée dans un premier moment de surprise, elle avait fait un geste et d'un seul coup tout s'était écroulé. L'Empire se trouvait par là même frappé au cœur; qu'était-il, en effet, sinon une longue succession de surprises? Cette défaite, qui dut être si pénible pour son orgueil, a été appelée une expiation. Sachons penser et parler en hommes et ne portons pas l'adulation jusque dans le blâme. C'est profaner toutes les idées de justice que de dire que Napoléon a été puni parce qu'il a honteusement échoué dans une des entreprises les plus perverses que jamais scélérat couronné ait essayé de réaliser. Non, tant de sang innocent versé, tant de familles immolées, tant de mères réduites au désespoir, tant d'hommes inoffensifs poussés pendant des années à la frénésie du meurtre, tant de crimes conçus, commis, soutenus avec une froide préméditation ne s'expient pas si facilement, et la longue immobilité de Sainte-Hélène n'a été elle-même qu'une peine insignifiante, si on la compare à l'énormité de l'attentat. Ne parlons pas de châtiment à propos de cet homme, ou bien mettons-le hardiment au-dessus du reste de l'humanité, et dans ce cas, nous ne ferons que nous rendre justice en nous considérant comme des êtres d'une nature inférieure, faits pour être éternellement la proie et le jouet de quelques monstres privilégiés.

CHAPITRE X.

L'EURO E APRÈS BAYLEN. — L'ENTREVUE D'ERFURT (AOUT-OCTOBRE 1808).

La nouvelle des capitulations de Baylen et de Cintra produisit dans toute l'Europe une sensation inexprimable. Pour s'en faire une juste idée, il faut se rappeler les mortelles défaillances, l'abîme de découragement où tant de déceptions et de défaites successives avaient fait tomber tous ceux qui avaient attendu la délivrance des combinaisons politiques et militaires des gouvernements. Un instant obscurcie à Eylau, l'étoile de Napoléon avait reparu plus éclatante que jamais. Les plus persévérants s'étaient lassés, ils considéraient la lutte comme finie. Cette colossale domination, appuyée désormais sur la seule puissance qui eût pu lui faire obstacle, semblait avoir la fatalité des lois inflexibles de la nature et de l'histoire. C'étaient les temps désespérés de l'Empire romain qui revenaient : il fallait vivre, se résigner à l'étouffement, renoncer à combattre contre la force des choses.

En un jour ce lugubre cauchemar se trouva dissipé, et l'espérance renaquit. La grande leçon que l'Espagne

[redacted]

venait de donner au monde était d'autant plus saisissante, qu'elle était justement celle dont l'Europe avait alors le plus besoin. Là en effet ce n'était pas le gouvernement, mais la nation qui avait tout fait. On était découragé, abattu, parce que tous les efforts des cabinets avaient misérablement échoué; eh bien! la révolution espagnole disait aux peuples : « Votre salut est en vous seuls ! » Elle disait aux individus : « Ne compte que sur toi-même et tu vaincras ; » et à l'appui de ses paroles, elle montrait ses œuvres. Ce que tous les gouvernements européens coalisés n'avaient pu faire en huit années de guerre, elle l'avait fait en une campagne avec quelques poignées d'insurgés. Elle avait par deux fois infligé à ces aigles si redoutées la plus sanglante humiliation qu'eût jamais subie une armée française. Les résultats matériels de cette victoire étaient assez beaux, puisque l'invasion avait été d'un seul coup refoulée jusqu'aux pieds des Pyrénées, mais son effet moral était incalculable.

Cet enseignement n'avait pas besoin de commentaires : il brillait comme un éclair dans les ténèbres, et frappait en même temps tous les yeux. Le charme était à jamais rompu; le point faible du colosse était à découvert; le vainqueur des rois n'était pas encore le vainqueur des peuples; la partie tant de fois perdue contre lui était à recommencer sur un nouvel enjeu. L'Angleterre résolut de s'unir étroitement à l'Espagne. Elle apporta aux insurgés des subsides, des armes, d'immenses approvisionnements de guerre. Elle pressa avec une activité inaccoutumée l'organisation et l'embarquement de ses troupes toujours si lentes à se mouvoir; elle se montra décidée à défen-

[redacted]

dre le sol de la Péninsule comme son propre territoire.

En Allemagne, le contre-coup des événements d'Espagne fut une sorte de tressaillement électrique qui donna naissance à une chose qui n'avait pas existé jusque-là : la nation allemande. La grande renaissance intellectuelle de l'Allemagne du dix-huitième siècle avait sans doute préparé les voies en constituant la personnalité morale de ce peuple ; mais c'est au milieu des douleurs de la conquête et de l'occupation étrangère que s'accomplit ce glorieux enfantement. [illegible] patrie allemande fut pour la première fois [illegible] dans le monde. Tous les vieux antagonismes, [illegible] les [illegible] surannées entre l'Allemagne du Nord et celle du Midi, entre les grands et les petits États, entre les princes et l'ancienne noblesse immédiate, entre le noble et le bourgeois, entre la maison d'Autriche et la maison de Brandebourg, disparurent momentanément pour faire place à un sentiment unique, la haine de la domination française. L'initiative n'appartint à aucune classe en particulier, elle fut universelle et simultanée. C'est un professeur de philosophie, Maurice Arndt, qui fonde le *Tugendbund*, cette association *de la vertu* où s'enrôlent à la fois des artisans et des grands seigneurs, des militaires et des bourgeois. L'expérience l'avait démontré, les mœurs et la nature du pays étaient éminemment défavorables à une guerre de partisans. L'intrépide major Schill lui-même avait été contraint de reconnaître cette vérité après ses efforts aussi malheureux qu'héroïques, pour organiser une insurrection en Prusse pendant la campagne de Pologne. L'occupa-

[redacted]

tion française était d'ailleurs, grâce à la Confédération du Rhin et au nombre énorme de nos troupes, beaucoup plus enracinée en Allemagne que dans la Péninsule. Cette grande insurrection nationale fut donc forcée d'agir à l'état latent et de se déguiser sous forme de sociétés secrètes.

L'organisation du *Tugendbund* est assez semblable à celle qu'adopta plus tard la *Charbonnerie.* Un comité central, placé hors des atteintes de la police impériale, dirige de loin l'association qui se fractionne en une multitude de comités particuliers. Les comités provinciaux restent sans communication entre eux, en sorte que la découverte des uns ne peut en rien exposer la sûreté des autres. L'association se propage ainsi de proche en proche jusque dans les provinces de la Confédération du Rhin; elle prépare ses forces en silence en attendant l'heure d'un soulèvement national. Les plus grands comme les plus humbles se font gloire d'y être affiliés. Les anciens ministres Hardenberg et Scharnhorst, les généraux Blücher et Gneisenau, le duc de Brunswick Œls, le major Schill, le docteur Jahn, en sont les membres les plus actifs. Bientôt le sol de la vieille Germanie se couvre d'associations analogues qui viennent se greffer sur cette institution mère. L'action des gouvernements réduite comme celle des particuliers à la dissimulation, à l'emploi des moyens détournés et clandestins, seconde admirablement cette vaste conspiration. Elle a pour serviteurs deux ministres dont la fermeté de caractère égale la haute intelligence : en Prusse, le baron de Stein, en Autriche, le comte de Stadion.

Le baron de Stein semble avoir été de tous ses

[redacted]

compatriotes celui qui comprit le premier que l'Allemagne ne pouvait être sauvée que par un grand soulèvement national. Dans tous les cas on ne peut lui refuser la gloire d'en avoir été le promoteur le plus hardi, le plus persévérant et le plus habile. Ce grand ministre est encore plus un grand citoyen. Il sent que pour remuer profondément les masses populaires jusque-là déshéritées de toute participation aux grands intérêts du pays, il faut les appeler à la vie publique: il sent qu'on ne fait pas des patriotes avec des hommes attachés à la glèbe, qu'il faut profiter de cette occasion unique pour imposer à la noblesse le sacrifice de ses principaux priviléges. Il veut donc que le prélude de la guerre d'indépendance soit l'affranchissement du tiers-état prussien. C'est avec des hommes libres qu'il combattra le despotisme de Napoléon. Il efface de la législation prussienne les derniers vestiges du servage, et fait du paysan un citoyen. Il abolit la corvée; il autorise les grands propriétaires à diviser leurs domaines; il apporte aux communes le droit de s'administrer elles-mêmes en leur attribuant la nomination de leurs conseils municipaux, et les transforme ainsi en autant de petits centres pleins de vie, d'activité, d'émulation civique. Il accorde aux bourgeois la faculté d'acquérir la propriété territoriale, jusque-là privilége exclusif de la noblesse, et il ouvre aux nobles l'accès des professions industrielles et commerciales, tolérance qui leur était odieuse, parce qu'elle était un signe d'égalité. Tel fut l'objet des trois ordonnances de Memel, décrets sauveurs, rendus dès les mois d'octobre et de novembre 1807, et auxquels la Prusse a dû de rester une nation. Et

[redacted]

toutes ces réformes qui sont une révolution, il les opère sans bruit, sans éclat, sans aucune de ces récompenses de popularité si chères au vulgaire des tribuns.

En même temps qu'il porte sur les vieux abus sa main hardie, Stein lutte obstinément contre nos exigences dans la fixation des contributions de guerre que Napoléon traîne en longueur depuis Tilsit, afin d'occuper plus longtemps le territoire prussien. Il organise contre l'administration française en Prusse une résistance sourde et passive qui se dérobe lorsqu'on la dénonce, et qui, se faisant sentir partout et toujours, y paralyse toutes nos mesures. Cette singulière conspiration était d'autant plus facile à discipliner, qu'elle avait pour instruments les administrateurs eux-mêmes; car Napoléon, en confiant l'administration de la Prusse à son représentant Daru, avait été forcé d'y conserver la plupart des anciens employés prussiens. Les ordres de Daru n'étaient jamais discutés, mais on ne les exécutait pas, ou on les exécutait à contre-sens en feignant de les avoir mal compris. De là des tiraillements incessants, des difficultés sans cesse renaissantes qui irritaient profondément les populations prussiennes, déjà exaspérées des charges écrasantes qu'on faisait peser sur elles [1].

La sphère d'action du baron de Stein ne se bornait pas à la Prusse; il travaillait efficacement à l'étendre à toute l'Allemagne, et principalement aux provinces qui étaient liées à l'empire français : « L'exaspéra-

1. *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État* (Hardenberg). — Schœll : *Hist. abr. des Traités.*

[redacted]

tion augmente tous les jours en Allemagne, écrivait-il le 15 août 1808 au prince de Sayn Wittgenstein, alors aux eaux dans le Mecklembourg. Il faut la nourrir et chercher à travailler les hommes. Je voudrais bien qu'on pût entretenir des relations dans la *Hesse* et dans la *Westphalie*, qu'on s'y préparât à de certains événements, qu'on cherchât à y lier des rapports avec des hommes d'énergie et de bonne volonté... *Les affaires d'Espagne font une impression très-vive. Elles prouvent ce que depuis longtemps on aurait dû entrevoir.* Il serait très-utile d'en répandre les nouvelles d'une manière prudente... » Cette lettre significative fut saisie à Spandau sur M. de Koppe, et aussitôt transmise à Napoléon par le maréchal Soult. Bien qu'elle ne soulevât qu'un coin du voile, elle en disait assez long pour éclairer l'Empereur sur la gravité des événements qui se préparaient en Allemagne. Mais, infatué d'orgueil et tout entier déjà à ses projets de se venger de l'Espagne par un châtiment exemplaire, il ne vit dans la lettre de Stein qu'un moyen péremptoire d'en finir avec les objections que la Prusse opposait à ses demandes pécuniaires, et de contraindre le roi Frédéric-Guillaume à renvoyer son ministre. Obligé de faire un pas rétrograde pour concentrer toutes ses forces contre les Espagnols, il mit à profit cet incident pour opérer cette retraite le plus avantageusement possible. Il se servit donc de la lettre, mais il dédaigna l'avertissement qu'elle contenait. Il la fit imprimer dans le *Moniteur* [1] en l'apostillant de ces simples paroles : « On plaindra le roi de Prusse

1 *Moniteur* du 8 septembre 1808.



d'avoir des ministres *aussi malhabiles que pervers.* » Cette courte sentence était l'arrêt de mort de l'administration de Stein. Le grand patriote se retira pour ne pas compromettre son pays ; mais ses plans et ses réformes n'en devaient pas moins rester l'âme du gouvernement prussien, et c'est là qu'était le danger : « J'ai demandé, écrivait Napoléon à Soult le 10 septembre, que Stein fût chassé du ministère, sans quoi le roi de Prusse ne rentrera pas dans ses États. J'ai fait mettre le séquestre sur ses biens en Westphalie. »

Ces satisfactions lui furent accordées comme toutes celles qu'il demanda dans ce moment critique ; mais la facilité même avec laquelle il les obtint aurait dû lui prouver qu'on comptait sur des moyens encore dissimulés, mais certains, de prendre plus tard une revanche. Le prince Guillaume de Prusse était depuis plusieurs mois à Paris pour le règlement définitif de la dette prussienne. Champagny lui signifia au nom de Napoléon qu'il fallait accepter dans le plus bref délai le chiffre de cent quarante millions fixé par l'Empereur. Le prince dut se soumettre en même temps aux dures conditions qu'on imposait à son roi. La convention qui fixa le montant de la dette stipulait que jusqu'à son entier acquittement, dix mille Français continueraient à occuper les places de Glogau, Stettin et Cüstrin ; qu'ils y seraient entretenus sinon soldés par le roi de Prusse ; que l'armée prussienne serait réduite pendant dix années consécutives au nombre de *quarante-deux mille hommes*, sans que le roi pût en aucun cas y suppléer en levant des milices (articles séparés, I et III). Enfin le roi Frédéric-

[redacted]

[illegible] s'engageait, en cas de guerre contre l'Autriche, à mettre à la disposition de l'Empereur une division de seize mille hommes (art. V).

Ce fut le premier fruit de la politique de Stein. Mais sa défaite était plus apparente que réelle, car il entrait dans ses plans de tout pousser à l'extrême, et il comptait plus sur le désespoir produit par l'excès du mal que sur les petites habiletés de la politique de cabinet. [illegible] de la force ne pouvait en définitive que servir ses desseins, puisque, dans la situation intolérable qui leur était faite, la monarchie et la nation prussiennes ne pouvaient plus vivre désormais qu'à l'état de conspiration permanente. On avait été forcé de subir le traité : on l'éluda. Le ministre de la guerre Scharnhorst réalisa au point de vue militaire toutes les réformes que son ami Stein avait introduites dans l'ordre civil. Il ouvrit aux bourgeois l'accès des grades supérieurs ; il maintint ostensiblement l'armée au chiffre de 42,000 hommes, mais il en eut en réalité [illegible], grâce à une sorte de roulement rapide qui ne laissait les troupes sous le drapeau que juste le temps nécessaire à leur instruction.

En Autriche, le comte de Stadion, forcé de ménager une aristocratie toute-puissante et un clergé influent, ne pouvait pas procéder par grandes réformes populaires. Il n'avait pas d'ailleurs pour point d'appui les fortes et sérieuses populations du nord. Mais s'il employait des mesures moins radicales, il ne travaillait pas avec moins d'énergie au salut de la cause

1. Convention du 8 septembre 1808. De Clercq : *Recueil des traités.*



commune. L'armée autrichienne avait été réorganisée au grand complet par l'archiduc Charles qui l'exerçait sans relâche. A cette armée active de 300,000 hommes on avait joint une réserve qui en comptait près de 100,000. Stadion avait fait décréter en outre, dans toute l'étendue de l'empire, l'institution de milices nationales. La population valide presque tout entière s'y était enrôlée avec un enthousiasme extraordinaire, sans distinction de classes. Les dons volontaires affluaient dans les caisses du gouvernement. Pour la première fois enfin un mouvement patriotique se produisait dans cet empire artificiel qui n'a jamais été une patrie. L'Autriche devenant une nation par haine et par peur de la domination étrangère, l'Autriche faisant appel à l'opinion publique par la plume éloquente de Gentz, l'Autriche devenue le champion du droit des gens et de la liberté européenne, ce phénomène à lui seul jugeait la politique de Napoléon. Il disait combien les rôles étaient intervertis en Europe depuis les grands jours de la Révolution française, et combien le prétendu héritier des hommes de 89 était loin des principes qui les avaient inspirés!

Les armements de l'Autriche ne pouvaient manquer d'attirer l'attention de l'empereur des Français; car en s'attribuant le droit d'avoir 800,000 hommes sous les armes, Napoléon n'était nullement disposé à tolérer rien de semblable de la part d'une puissance étrangère. Dès le 16 juillet Champagny interpellait M. de Metternich sur les intentions de son gouvernement, en prenant occasion de prétendues violences exercées contre les sujets français. Peu de jours après il revenait avec une insistance des plus aigres sur la

[redacted]

question des armements : « Que veut votre gouvernement? pourquoi trouble-t-il la paix du continent? Vos princes parcourent vos provinces; ils appellent le peuple à la défense de la patrie. Toute la population depuis dix-huit ans jusqu'à quarante-cinq est mise sous les armes... votre peuple est dans l'épouvante, vos voisins s'alarment. Partout on dit : « Que veut l'Autriche? quel danger la menace? etc. [1]. » La réponse de Metternich (en date du 22 juillet 1808) est aussi nette qu'irréfutable. Tous les États voisins de l'Autriche, l'Italie, la Bavière, la Westphalie et jusqu'au grand-duché de Varsovie, ont transformé leurs institutions militaires et adopté la conscription française. L'Autriche ne peut demeurer en arrière de ce mouvement sans compromettre la sécurité de ses peuples; elle imite donc ses voisins en opérant une transformation analogue à celle qu'ils ont réalisée. Sa réserve et ses gardes nationales sont une institution qu'elle ne fait qu'emprunter à la France, afin de se mettre sur le pied d'égalité avec les autres États de l'Europe. Ce qu'on appelle ses armements n'a pas d'autre sens [2].

A cette réplique embarrassante Champagny riposte en battant la campagne au sujet de propos tenus aux bains de Tœplitz et de Carlsbad. Il allègue l'arrestation de deux courriers qui se rendaient en Dalmatie, arrestation qui se transformera plus tard en *assassinat* dans les manifestes de Napoléon; enfin il offre de

1. Pièces communiquées au Sénat dans la séance du 14 avril 1809, n° III, *Arch. parl.*
2. *Ibid.*, n° V.

[redacted]

lever les camps de la Silésie, mesure que le gouvernement français était décidé à prendre *dans tous les cas* par suite des événements d'Espagne. Mais il n'offre pas la seule mesure qui eût été concluante, c'est-à-dire une réduction des armées françaises et alliées proportionnelle à celle qu'il prétend obtenir de l'Autriche [1]. Dès lors les exigences de Napoléon ne pouvaient avoir d'autre caractère que celui d'une violence diplomatique.

C'était bien là au reste la portée qu'il voulait leur donner. Il comprit vite qu'au point de vue du droit international il ne pouvait forcer l'Autriche dans la position toute défensive qu'elle avait choisie; et, résolu dès ce moment à l'en faire sortir par la guerre, mais ne voulant faire cette guerre qu'après avoir dompté l'Espagne, il se détermina à gagner du temps par la menace et l'intimidation, moyens encore efficaces envers une puissance dont les préparatifs étaient loin d'être achevés. A peine de retour à Paris de son voyage dans les provinces du midi et de l'ouest (14 août 1808), Napoléon reprend avec Metternich le dialogue au point où l'a laissé Champagny. Le 15 août, au milieu d'une audience solennelle donnée aux grands corps de l'État et aux membres du corps diplomatique, l'Empereur interpelle personnellement l'ambassadeur d'Autriche. Il s'abandonne en présence de l'assemblée interdite à une de ces divagations violentes qui sont devenues célèbres depuis l'entrevue avec lord Whitworth. Il met à profit la réserve forcée du diplomate pour l'accabler à son aise d'invec-

1. *Ibid.* Champagny à Metternich, 30 juillet 1808.

[redacted]

tives sans dignité et d'interrogations auxquelles il ne lui laisse pas le loisir de répondre :

« L'Autriche veut donc nous faire la guerre, ou elle veut nous faire peur?... Qui vous attaque pour songer à vous défendre?... Tout n'est-il pas paisible autour de vous? Depuis la paix de Presbourg, y a-t-il eu entre vous et moi le plus léger différend? Vous appelez le peuple à la défense de la patrie ; vous augmentez vos régiments de 1300 hommes. Vous avez 14,000 chevaux d'artillerie, vous armez vos places, et cependant votre change déjà si bas a encore baissé! Ne dites pas que vous avez été obligés de pourvoir à votre sûreté, vous savez que je ne vous demande rien. J'ai fait camper mes troupes pour les tenir en haleine; *elles campent à l'étranger, non en France, parce que cela est moins dispendieux*. Mais si vous armez, j'armerai. Je lèverai s'il le faut 200,000 hommes. Vous n'aurez pour vous aucune puissance du continent. L'empereur de Russie lui-même vous engagera à rester tranquilles. Votre empereur ne peut pas avoir de ressentiment contre moi. J'ai occupé sa capitale, la plupart de ses provinces, presque tout lui a été rendu. *Je n'ai même conservé Venise que pour laisser moins de sujets de discorde!* Mais la guerre aura lieu malgré vous et malgré moi. Votre peuple s'est indigné, il s'est porté à des excès, parce qu'il a cru à vos mesures plutôt qu'à vos proclamations en faveur de la paix. *De là l'assassinat de trois de mes courriers qui se rendaient en Dalmatie*. Encore des insultes semblables et la guerre est inévitable, *car on peut nous tuer, mais non nous insulter impunément*.... Vous dites que vous avez une armée de 400,000 hommes. Vous voulez la dou-

[redacted]

bler. A suivre votre exemple *bientôt il faudra armer jusqu'aux femmes!* Dans un tel état de choses, la guerre deviendra désirable pour amener un dénoûment. Un mal vif mais court vaut mieux qu'une souffrance prolongée [1]. »

Telle fut en résumé, selon le compte rendu que Champagny adressa au général Andréossy après en avoir soigneusement retranché les violences de langage, cette sortie incohérente et inconvenante. Elle laissait de côté toutes les difficultés réelles de la situation des deux pays, elle éludait toute discussion sérieuse de la part de Metternich, elle était pleine d'aveux compromettants, d'allégations fausses ou blessantes, mais elle avait au plus haut point le caractère qu'elle voulait avoir, c'est à-dire celui d'une menace publique. Le trait le plus étonnant de cette longue diatribe était sans contredit le reproche d'ingratitude adressé à l'empereur d'Autriche! Napoléon y ajouta pour conclusion la demande que l'Autriche contremandât ses armements et qu'elle reconnût Joseph comme roi d'Espagne. Dans l'impossibilité de relever immédiatement le défi, le cabinet de Vienne temporisa et répondit par de vagues promesses, mais il ne suspendit pas un instant ses préparatifs, en sorte que Napoléon ne réussit que très-imparfaitement dans sa tentative d'intimidation.

L'Empereur ne fut pas plus heureux auprès d'une autre cour qu'il avait réduite à la dernière humiliation et qu'il avait jusque-là toujours subjuguée par la crainte. Le saint-siége, d'ordinaire si hostile aux insurrections

1. Champagny à Andréossy, 16 août 1808.

les plus légitimes, fut peut-être plus sensible qu'aucune autre cour européenne aux succès de l'insurrection d'Espagne. Il est vrai de dire qu'il avait à lui seul plus de griefs contre Napoléon que tous les autres cabinets réunis. A la suite de l'inutile mission du cardinal de Bayanne, l'Empereur s'était emparé des provinces du pape en les déguisant sous les noms étranges de départements du *Metauro*, du *Musone*, du *Tronto*, désignation choisie à dessein pour dérouter les souvenirs et sous laquelle personne ne s'avisait de voir les États romains. Il avait ensuite pris possession à petit bruit de la ville de Rome elle-même (2 février 1808). Le général Miollis avait mis la main sur tous les services publics ; il gouvernait la ville éternelle comme une simple préfecture. Le pape avait protesté contre cette occupation de sa capitale ; mais, bien que cette protestation fût d'une douceur tout évangélique, Napoléon y avait répondu en débarrassant le pape des conseillers pervers qui l'égaraient. Il fit enlever de Rome par ses gendarmes et reconduire à la frontière tous les cardinaux qui n'étaient pas nés sujets romains. Il incorpora dans ses troupes les soldats de l'armée du pape en leur faisant promettre « qu'ils ne seraient plus à l'avenir commandés par des prêtres[1], » honneur que ces malheureux devaient payer cher. Toutes ces violences furent couronnées par l'occupation du Quirinal, et Pie VII se vit non-seulement dépouillé de toutes les prérogatives de la souveraineté, mais gardé à vue comme un prisonnier dans sa propre demeure. (7 avril 1808.)

1. Ordre du jour du général Miollis, 21 mai 1808.

Cependant, au moment d'engager la lutte avec l'Espagne, Napoléon s'aperçut un peu tard, selon son habitude, qu'il avait entrepris trop de choses à la fois, et que ses démêlés avec la cour de Rome pouvaient compromettre gravement ses projets sur la nation espagnole. Le 18 avril 1808, il écrivait au prince Eugène : « Mon fils, je suis *immensément occupé;* c'est pour cela que je désire que les affaires de Rome soient remises au 10 mai. En attendant faites gouverner temporellement les quatre légations comme je l'ai ordonné. Il ne faut pas se mettre tout sur les bras à la fois[1]. » L'objet de l'ajournement proposé par l'Empereur était la publication du décret dans lequel Napoléon déclarait révoquer « la donation de Charlemagne, *son illustre prédécesseur*, » en ce qui concernait les provinces d'Urbin, Ancône, Macerata et Camerino ; mais ce contre-ordre arriva trop tard. Miollis avait non-seulement publié le décret, mais fait enlever dans le propre palais du saint-père son secrétaire d'État, Gabrielli. Entre la papauté et l'empire c'était désormais une guerre à mort. On pouvait en prévenir les éclats, en étouffer le bruit à force d'intimidation, de silence, de mystère, mais on ne pouvait plus en arrêter la marche, et elle allait se poursuivre sans trêve et sans relâche jusqu'à la chute de l'un des deux combattants.

Il est facile d'imaginer quelle dut être dans un tel état de choses l'impression de la Cour romaine à la nouvelle de nos revers en Espagne. Ils produisirent au Vatican l'effet d'une véritable rosée céleste. Les protestations jusque-là si timides du saint-siége prirent

1. *Mémoires* du prince Eugène, t. IV.

[redacted]

[illegible] dont le cardinal [illegible] en sa qualité de successeur [illegible] se déclara, quoique peu soumise [illegible]. À partir du mois d'août [illegible] dans les actes de l'administration française dans les [illegible] pour [illegible] Rome. Pie [illegible] les hostilités, à [illegible] ses [illegible] sujet de [illegible] Pie VII [illegible] à [illegible] assez grave [illegible] grandes [illegible] de ses armes [illegible] avec [illegible] d'[illegible] préparé qu'un premier [illegible] se proposa de faire [illegible] Napoléon [illegible].

[illegible] Napoléon [illegible] troupes. [illegible] les plus [illegible] ses [illegible] [illegible] Espagne [illegible]

[illegible]



trer à l'Europe avec des forces de nature à lui ôter l'envie de troubler nos opérations dans la Péninsule. L'alliance d'Alexandre était toujours le plus sûr moyen de contenir les puissances européennes. Malheureusement les mécomptes que le Czar avait éprouvés à la suite du traité de Tilsit n'avaient pas contribué à lui donner confiance en Napoléon. On avait réussi pendant quelque temps à occuper l'imagination d'Alexandre avec des plans fantastiques de partage de la Turquie et d'expédition dans l'Inde; mais de toutes les possessions qu'on lui avait promises on ne lui avait livré que la Finlande. Cette acquisition prise à main armée sur les États d'un parent, d'un allié qui s'était épuisé pour la cause commune, avait été mal vue en Russie où depuis longtemps on ne craignait plus rien du voisinage de la Suède. L'intimité du Czar avec Napoléon avait toujours été impopulaire auprès de ses sujets; elle leur était devenue odieuse depuis les déceptions de Tilsit, et l'on parlait tout haut à Pétersbourg d'un recours possible au *grand remède asiatique*, remède souverain appliqué déjà à Paul I[er] et à plusieurs de ses prédécesseurs[1].

Les rapports, un moment très-tendus, de Napoléon avec la cour de Russie devinrent beaucoup plus bienveillants à mesure que les affaires d'Espagne se compliquèrent. Après la capitulation de Baylen ils devinrent tout à fait affectueux. Le Czar avait trop de perspicacité pour ne pas saisir le sens de cette gradation. Il avait bien vite compris que plus Napoléon se créerait de difficultés en Espagne, plus il serait forcé de faire

1. *Correspondance diplomatique* du comte de Maistre.

[redacted]

de concessions à la Russie. Chose caractéristiqu
jugeait cette alliance tant vantée, notre allié étai
de compter sur nos échecs! Loin donc de faire l[illegible]
dre objection aux entreprises de son grand an
[illegible] en parlait sans cesse à Caulaincourt [illegible]
de la chose du monde la plus naturelle et la p
[illegible]. Ayant tant fait que de renier son passé[illegible]
[illegible] la cause qu'il avait servie, il ne lui
[illegible] jusqu'au bout afin d'avoir au moins l[illegible]
[illegible] de sa conduite. Aussi vit-il avec un
[illegible] et grandir des embarr[illegible]
[illegible] sa position si forte. Dès le mili[illegible]
[illegible] Napoléon voulant calmer l'impatience [illegible]
[illegible] à Tilsit qu'il était disposé à l[illegible]
[illegible] sur tous les points, à évacuer la Prus[illegible]
[illegible] à arranger les affaires d'Or[illegible]
[illegible] avoir avec le Czar
[illegible] toutes ces quest[illegible]
[illegible] réglées.

[illegible] d'amitié vont
[illegible] Napoléon brûle de revoir Alexan[illegible]
[illegible] le souvenir de [illegible]
[illegible] éloigné mainte[illegible]
[illegible] Silésie comme équiva[illegible]
[illegible] lui paraissai[illegible]
[illegible] plus être quest[illegible]
[illegible] d'une indép[illegible]
[illegible] changés. Alexan[illegible]
[illegible] à Tilsit : il peut f[illegible]
ses [illegible] les imposer. Il est si bi[illegible]
l'arbitre de la situation que l'Autriche elle-même [illegible]
[illegible] provinces de Moldavie et de Valachie que N[illegible]

[redacted]

oléon lui fait depuis si longtemps désirer. L'alliance usse qui à Tilsit n'était pour l'Empereur qu'une conenance d'ambition, est aujourd'hui pour lui une nécessité. On le sentait d'un côté comme de l'autre; ussi les deux souverains étaient-ils également impatients de se revoir, l'un pour consolider une alliance i indispensable au succès de ses plans, l'autre pour n retirer enfin les avantages promis. Il fut convenu n conséquence que l'entrevue désirée aurait lieu à Erfurt vers la fin de septembre 1808.

Satisfaire l'ambition russe, obtenir en Europe au moyen de cette puissante complicité une tranquillité le quelques mois qui lui permettra d'écraser pour oujours l'insurrection espagnole, tel est le plan nouveau auquel Napoléon s'attache avec son activité habituelle et qu'il a les plus grandes chances de réaliser grâce aux inimitiés qu'il a su faire naître parmi les chefs de l'ancienne coalition européenne. Divisés devant lui comme les chefs de la confédération gauloise devant César, ils auraient déjà éprouvé le même sort, si un nouvel acteur, le peuple espagnol, n'était venu jeter son épée dans la balance. C'est de lui seul en ce moment que dépendent les destinées de l'Europe, et c'est contre lui que Napoléon va tourner tous ses efforts. Il est débarrassé de la Prusse par le traité du 8 septembre, débarrassé au moins momentanément de l'Autriche au moyen de l'alliance russe, il ramène vers les Pyrénées les principaux corps de l'immense armée qui occupait l'Allemagne. A d'autres époques de sa carrière on l'a vu accomplir de grandes choses avec de petits moyens, il lui faut aujourd'hui une méthode plus expéditive, plus propre à rapper l'imagination

des hommes. Ce n'est pas une campagne d'Italie, mais une expédition à la Xerxès qu'il prépare contre l'Espagne. Il veut y paraître en exterminateur, armé de la foudre comme un Dieu qui viendrait venger sa majesté offensée.

Le 5 septembre 1808, ses ministres Champagny et Clarke se présentèrent en son nom devant le Sénat. Champagny comme ministre des relations extérieures communique à cette assemblée les traités conclus à Bayonne avec les princes dépossédés en Espagne. Ces pièces tristement fameuses étaient accompagnées de deux rapports non moins étranges de ce ministre à l'appui de l'usurpation du trône espagnol. Dans le premier de ces rapports, antidaté du 24 avril, Champagny, après avoir exposé tous les motifs qui imposaient à Napoléon le devoir de *régénérer* l'Espagne et de « recommencer l'ouvrage de Louis XIV », émettait cet axiome un peu hasardé qui produisit en Europe ce qu'on appelle de nos jours une sensation prolongée: « *ce que la politique conseille, la justice l'autorise.* » Il faisait valoir ensuite l'obligation de mettre fin à ces discordes si habilement fomentées entre le père et le fils, la nécessité de *venger la cause des souverains*, de ne pas laisser impuni *un outrage à la majesté des trônes*, de ne pas abandonner l'Espagne à l'avidité de l'Angleterre: « Votre Majesté, disait ce digne ministre, *voudrait-elle laisser cette nouvelle proie à dévorer à l'Angleterre*[1]? » Il n'y avait pas de danger que Napoléon laissât à d'autres une tâche dont il savait si bien s'acquitter lui-même!

1. Pièces communiquées au Sénat dans la séance du 5 septembre. Archives parlementaires.

[redacted]

Le second rapport daté du 1er septembre était un exposé succinct des actes de monstrueuse ingratitude par lesquels les Espagnols avaient répondu aux bienfaisantes intentions de l'Empereur. L'*or corrupteur* de l'Angleterre, les passions *de la populace espagnole*, l'influence des *moines*, les *intrigues des agents de l'inquisition qui redoutaient une réforme* avaient trompé des espérances si justes, si généreuses. Mais « Napoléon permettrait-il que l'Angleterre pût dire : l'Espagne est une de mes provinces !... Non jamais, Sire. Pour prévenir tant de honte et de malheurs *deux millions de braves sont prêts s'il le faut à franchir les Pyrénées!* »

Clarke avait pour mission de prouver au Sénat que ces derniers mots n'étaient point une vaine métaphore. Le rapport de Clarke commençait par établir « que jamais la France n'avait eu de plus nombreuses et de plus belles armées », et en conséquence de cette assertion il concluait en demandant au Sénat non plus une conscription ordinaire de quatre-vingt mille hommes, mais une levée de *cent soixante mille hommes*. L'anticipation n'était plus d'un an, mais de seize mois. Cet appel exorbitant était frappé à la fois et sur des jeunes gens qui ne devaient être appelés régulièrement qu'en l'année 1810, et sur les hommes qui avaient échappé aux conscriptions précédentes déjà si onéreuses : « Et qu'y aurait-il d'extraordinaire, disait Clarke, que l'immense population de la France offrît le spectacle d'un million d'hommes armés, prêts à punir l'Angleterre? » Ce qui était extraordinaire c'est que ce million d'hommes se levât pour une cause qui n'était pas la sienne, c'est qu'il se laissât marquer docilement comme un troupeau qu'on envoie à l'abattoir. On avait dit de la

[redacted]

Révolution qu'elle dévorait ses enfants comme Saturne, mais qu'était-ce que les immolations de la Terreur à côté de cet effroyable holocauste accompli froidement avec la tranquille satisfaction du moissonneur qui fauche ses épis?

L'auteur de ces mesures homicides s'adressait lui-même au Sénat par un message pour lui faire mieux sentir la nécessité de l'obéissance: « Il imposait, disait-il, *avec confiance* ces nouveaux sacrifices à ses peuples; ils étaient nécessaires pour leur en épargner de plus considérables, pour conduire au grand résultat de la paix générale. » Chaque guerre était sous l'Empire la dernière guerre, comme sous la Terreur chaque proscription était la dernière proscription. « Français, ajoutait Napoléon, je n'ai dans mes projets qu'un but, *votre bonheur et la sécurité de vos enfants*... Vous m'avez dit si souvent *que vous m'aimiez!* je reconnaîtrai la vérité de vos sentiments à l'empressement que vous mettrez à seconder des projets si intimement liés à vos plus chers intérêts, à l'honneur de l'empire et à *ma gloire!* » Il n'eût pas été facile de démontrer comment ces intérêts, cet honneur, cette gloire pouvaient consister à couvrir de sang et de ruines la Péninsule espagnole. Si la France aimait en effet Napoléon, elle en était cruellement récompensée, et c'étaient là d'étranges preuves d'amour que réclamait cette âme tendre!

Lacépède fut encore en cette occasion l'interprète des sentiments du Sénat: « L'anarchie, dit-il, ce monstre aveugle et féroce, dont le génie de Napoléon a délivré la France, vient d'allumer ses brandons et d'élever ses échafauds au milieu des Espagnes! L'An-

[redacted]

gleterre s'est empressée d'y précipiter ses phalanges et de mêler ses drapeaux aux enseignes hideuses des satellites de la terreur... c'est le bras de l'Empereur qui délivrera les Espagnols !... Ah ! combien les ombres royales de Louis XIV, de François I[er] et du grand Henri doivent être consolées par la résolution généreuse de Napoléon !... Les Français vont répondre à sa voix sacrée. Il réclame un nouveau gage de leur amour. Avec quelle ardeur ils accourront vers lui[1] ! »

Tel était le ton de l'époque. Je ne m'arrêterai pas à discuter si un pareil langage pouvait être sincère. Il est au moins douteux que des sentiments vrais aient jamais pu s'exprimer ainsi dans aucune langue. Ce qui est plus intéressant et plus utile c'est de rechercher comment et pourquoi ce langage faisait illusion aux contemporains, car on est bien forcé d'admettre qu'ils y étaient sensibles dans une certaine mesure puisque le plus grand corps de l'État croyait devoir l'employer. Ce style alors si répandu n'était qu'une application nouvelle de ce goût théâtral et déclamatoire qui a été de tout temps la honte et le fléau de notre nation, mais qui a surtout marqué la décadence de la Révolution française. Substituez le peuple à Napoléon et vous trouverez dans l'époque qui a précédé l'Empire mille modèles de la harangue de Lacépède. Les flatteurs ont changé de maître, mais la flatterie est restée ce qu'elle était, prétentieuse, emphatique et basse. Napoléon lui-même avait compris dès ses débuts tout ce que cette fausse rhétorique avait de favorable à sa fausse grandeur, aussi l'avait-il encouragée jusqu'à prêcher

1. Discours du comte Lacépède dans la séance du 10 sept. 1808. *Archives parlementaires.*

d'exemple. L'affectation était universelle ; du haut en bas tout le monde déclamait, les uns dans le commandement, les autres dans l'obéissance ; et le genre ne tarda pas à tomber au dernier point de la dégradation, mais peut-être devint-il encore plus populaire. On a le droit d'affirmer historiquement que l'art et les mœurs de l'Empire ont puissamment fortifié un penchant qui, après avoir altéré la simplicité du génie national et avili nos formes oratoires, a fait de nos multitudes la proie assurée des plus misérables charlatans politiques.

Les cent soixante mille hommes de la nouvelle levée étaient destinés à remplacer sur le Rhin les vieilles troupes que Napoléon tirait du fond de l'Allemagne pour les diriger vers les Pyrénées; il en laissa toutefois vingt mille en réserve, ne jugeant pas les circonstances assez urgentes pour les appeler tous [1]. Indépendamment des 60,000 hommes qui étaient restés sur l'Èbre avec le roi Joseph, des 15 à 20,000 qui occupaient les places de la Catalogne, il voulait amener en Espagne 200,000 soldats éprouvés dans les guerres du Nord, afin d'écraser d'un seul coup la rébellion. Il calculait que ce prélèvement fait, il lui resterait encore en Allemagne 200,000 Français sous les ordres des maréchaux Davout et Bernadotte, 100,000 hommes des contingents de la Confédération du Rhin, et enfin sur l'Isonzo 100 autres mille hommes sous les ordres du prince Eugène, c'est-à-dire une force totale de 400,000 soldats pour tenir l'Autriche en respect [2]. La grande armée fut en conséquence dissoute et réorganisée sous

1. Napoléon à Lacuée, 10 sept. 1808.
2. Napoléon à Jérôme, 7 sept.; à Soult, 10 sept.

[redacted]

le nom d'armée du Rhin. L'armée d'Espagne fut divisée d'abord en six, puis définitivement en huit corps d'armée, dont il donna le commandement à ses meilleurs lieutenants, Ney, Lannes, Soult, Victor, Saint-Cyr, Lefebvre, Mortier, Junot. Il y incorpora parmi ses propres troupes de nombreux régiments formés d'Italiens, de Polonais, de Hollandais et d'Allemands, contraignant tous ces peuples qui regrettaient leur liberté perdue à combattre pour l'asservissement de la seule nation dont ils eussent dû imiter l'exemple.

Tous ces soldats à qui l'on avait tant de fois répété qu'ils avaient conquis la paix sur le Niémen, et que l'on appelait si tôt à la conquérir de nouveau sur le Guadalquivir, allaient s'aviser peut-être qu'on abusait quelque peu de leur crédulité, ils pouvaient se fatiguer de ces promenades glorieuses, mais effroyablement meurtrières, de ces promesses toujours éludées, de cette tâche si péniblement accomplie et toujours à recommencer. Il fallait donc prévenir de leur part ces réflexions dangereuses, il fallait les étourdir, leur ôter le sentiment de leur situation, les mener au coupe-gorge espagnol comme à une fête. Napoléon leur fit préparer une réception magnifique dans les villes qu'ils devaient traverser du Rhin aux Pyrénées ; et comme les municipalités n'étaient pas assez riches pour en faire les frais, il leur fit allouer une indemnité de trois francs par homme : « Des harangues, des couplets, des spectacles gratis, des dîners, voilà, écrivait-il au ministre de l'intérieur, ce que j'attends des citoyens pour les soldats qui rentrent vainqueurs [1]. »

1. Napoléon à Cretet, 3 sept.

A Metz, à Nancy, à Reims, à Paris, à Tours, à Bourges, à Bordeaux les héros de la grande armée furent accueillis par des fêtes bruyantes, qui ne parvinrent pas toutefois à leur faire oublier entièrement qu'ils étaient comme ces hôtes de passage qu'on fait entrer par une porte et sortir immédiatement par l'autre. Napoléon du moins semblait en juger ainsi, car nos soldats n'étaient pas à mi-chemin de leur itinéraire qu'il écrivait de nouveau à Cretet pour lui recommander « de faire faire à Paris des *chansons* » destinées à réchauffer l'enthousiasme. Mais sur quel sujet écrire ces chansons? Les tyrans? il n'en fallait plus dire de mal. La patrie? tout le monde savait de reste qu'elle n'était pas en danger. La perfide Albion était fort usée. On y parlera, disait l'Empereur, de la *liberté ... des mers*[1]! La liberté des mers, quel stimulant irrésistible pour l'imagination du poëte et pour l'héroïsme du soldat! « Vous ferez faire, ajoutait-il, trois sortes de chansons, afin que le soldat n'entende pas chanter les mêmes deux fois. » Dans la vie réelle comme au théâtre, on ne doit pas, nous le savons, regarder de trop près à ces ressorts cachés, au moyen desquels s'opèrent les grands changements de scène, de peur de s'en exagérer l'importance; mais cette réserve faite on est forcé de convenir que jamais plus piteuses machines ne mirent en jeu un plus lamentable scénario.

L'empereur Alexandre était déjà parti pour Erfurt sans autre cortége que quelques-uns des grands personnages de sa cour, parmi lesquels son frère le grand-duc Constantin et son ministre le vieux Romanzoff, le

1. Napoléon à Cretet, 17 sept. 1808.

[redacted]

partisan à peu près unique que l'alliance française eût encore en Russie. Alexandre avait quitté Pétersbourg au grand déplaisir de ses sujets toujours très-hostiles à sa nouvelle politique, et malgré les supplications de sa mère à qui ce voyage inspirait les plus vives alarmes. Il est certain que le dénoûment de l'entrevue de Bayonne n'était pas fait pour inspirer à Alexandre une confiance sans mélange; mais sa situation était loin d'être la même que celle du roi d'Espagne. En s'emparant de la personne de Ferdinand, Napoléon avait pu croire avec une certaine vraisemblance qu'il s'emparait du même coup de son royaume; une telle illusion était impossible avec la Russie. Cet essai lui avait d'ailleurs trop mal réussi pour qu'il songeât à le recommencer.

Il est toujours dangereux et souvent puéril de vouloir interpréter les sentiments secrets des personnages historiques. Mais si l'expérience des hommes et la force des situations avaient produit sur Alexandre leur effet ordinaire, il est permis de dire qu'il apportait à cette entrevue une très-médiocre sympathie pour son auguste allié. Séduit par les promesses de Tilsit, il avait sacrifié à Napoléon ses généreuses illusions de jeunesse, sa popularité en Europe, l'amour presque superstitieux de ses sujets; il lui avait sacrifié sa propre estime; et une fois tous ces sacrifices accomplis, les promesses n'avaient pas été tenues. Il n'avait reçu de lui qu'un de ces présents pour lesquels on est toujours ingrat, parce qu'on ne les accepte que la rougeur au front, la Finlande, dépouille d'un parent. Et si Napoléon se montrait aujourd'hui plus disposé à remplir ses engagements, Alexandre savait à quel

accident il était redevable de cette complaisance inespérée ; ses courtisans eux-mêmes ne se gênaient pas pour le dire autour de lui : « L'empereur Alexandre fait bâtir beaucoup d'églises, disait l'ambassadeur Tolstoï au comte Nicolas son frère ; conseillez-lui d'en faire bâtir une à *Notre-Dame del soccorro d'Espagne*[1] ! »

C'était bien en Espagne, en effet, que se trouvait la seule cause de cette recrudescence d'amitié que Napoléon montrait pour le Czar. Les affaires qu'il avait à régler avec Alexandre pouvaient se traiter aussi bien à Paris qu'à Erfurt, et par voie de correspondance aussi bien que par une entrevue. Les choses que les deux souverains avaient à se dire n'avaient rien qui nécessitât un rapprochement personnel ; leurs épanchements ne pouvaient pas être d'une nature bien vive après tant de mécomptes réciproques. Napoléon était décidé d'avance à satisfaire son allié, à lui céder ces deux principautés de Moldavie et de Valachie, qui avaient été la cause de leur mutuel refroidissement ; il n'était pas homme à modifier ses plans sous l'impression d'une causerie. Il ne pouvait se dissimuler en outre que sa situation vis-à-vis d'Alexandre était loin d'être aussi avantageuse qu'à Tilsit. Son prestige alors intact avait depuis singulièrement diminué. Ses armées jusque-là réputées invincibles avaient subi des échecs aussi humiliants que désastreux. C'étaient là des raisons bien fortes pour lui d'éviter une entrevue qui évoquait inévitablement de pareils retours sur le passé.

Mais la nécessité parlait encore plus haut que l'or-

1. Comte de Maistre : Corresp. dipl.

[redacted]

gueil. Après l'immense mouvement rétrograde qu'il venait de faire exécuter à ses troupes en les ramenant de l'Oder sur le Rhin, et au moment de s'enfoncer en Espagne, il lui fallait à tout prix une manifestation de nature à intimider l'Europe; et pour obtenir cet effet il ne lui suffisait pas de divulguer l'alliance franco-russe, il voulait afficher publiquement son intimité avec Alexandre de façon à frapper tous les regards. Il songeait même à lui demander une de ses sœurs en mariage, afin que cette amitié parût plus indissoluble. Cet admirable metteur en scène avait donc bien calculé en surmontant ses répugnances pour donner à l'Europe cette représentation à grand spectacle. Mais les avantages de l'entrevue d'Erfurt se réduisaient uniquement à cette valeur d'opinion, qui du reste ne pouvait être que très-fugitive. Au fond c'était Napoléon qui allait en faire tous les frais; et bien qu'il ne reçût guère qu'un appui moral en échange des plus substantielles concessions, il semblait presque à Erfurt l'obligé du souverain dont il avait paru le protecteur à Tilsit.

Les deux empereurs se rencontrèrent le 27 septembre sur la route de Weimar à Erfurt. Ils s'embrassèrent avec cet air de parfaite cordialité dont les rois possèdent seuls le secret, surtout lorsqu'ils ne s'embrassent que pour s'étouffer. Ils firent ensemble à cheval leur entrée dans la ville au milieu d'un immense concours de population. Napoléon avait voulu rendre la réception digne par sa magnificence des hôtes illustres qui s'étaient donné rendez-vous à Erfurt. Il avait fait venir à grands frais du garde-meuble de la couronne les bronzes, les porcelaines, les plus riches

[redacted]

tentures, les mobiliers les plus somptueux. Il avait voulu que la Comédie-Française contribuât à relever l'éclat de ces fêtes, en donnant devant cet auditoire de souverains les principaux chefs-d'œuvre de notre scène depuis *Cinna* jusqu'à *la Mort de César*. La journée était employée à des promenades, à des manœuvres militaires, à de grandes chasses dans les forêts saxonnes. Le soir venu les deux empereurs dînaient chez Napoléon; on se rendait ensuite au théâtre pour y entendre Corneille, Racine, Voltaire interprétés par Talma et Mlle Duchesnois. La soirée s'achevait chez l'empereur de Russie.

Tous les clients naturels de Napoléon s'étaient empressés de répondre à son appel en faisant acte de présence à Erfurt, car il ne perdait pas de vue son but principal, et c'était entouré d'une cour de rois qu'il avait voulu se montrer à l'Europe. On voyait dans ce cortége les rois de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de Westphalie, le prince Guillaume de Prusse, et à côté de ces étoiles de première grandeur, la pléiade obscure des princes de la Confédération du Rhin. Cette réunion, presque exclusivement germanique, devait surtout démontrer aux idéologues allemands la vanité de leurs rêves. Tout ce qui comptait en Allemagne par le pouvoir, le rang, la richesse n'était-il pas là ? N'allait-on pas jusqu'à donner à entendre que l'empereur d'Autriche avait imploré, sans pouvoir l'obtenir, la faveur d'être admis aux conférences d'Erfurt [1] ? Ce bruit était

1. Ce fait avancé un peu légèrement par Lucchesini, Bignon et beaucoup d'autres historiens, ne s'appuie en définitive que sur la déclaration équivoque contenue dans un rapport de M. de Champagny (en date du 2 mars 1809), qui prête à Metternich les paroles sui-

[redacted]

peu vraisemblable, car après un pareil affront l'empereur d'Autriche n'eût certainement pas envoyé à Erfurt le baron de Vincent avec une lettre pleine des compliments les plus flatteurs pour l'empereur des Français, mais la crédulité avec laquelle on accueillait de semblables rumeurs donne une idée du ton de hauteur et d'omnipotence que prenaient à Erfurt les deux arbitres de l'Europe. A côté de ces puissants de la terre heureux de leur sujétion, et fiers d'être les courtisans du roi des rois, que pouvaient les pauvres conspirateurs du *Tugendbund* et du *Teutschbund?* il n'y avait aucun inconvénient à les laisser en paix dans leurs caves exhaler leur mystique amour pour la grande *Teutonia*, abstraction de métaphysiciens digne d'un culte aussi chimérique !

Bientôt, défection plus cruelle encore, les rois de l'intelligence vinrent à leur tour s'incliner devant César. Gœthe et Wieland furent présentés à Napoléon, ils se montrèrent à sa cour, ils firent servir leur gloire à orner son triomphe. Le patriotisme germanique eut de dures épreuves à subir à Erfurt, mais on peut dire que de toutes ces humiliations celle que les Allemands ressentirent le plus profondément fut de voir leur plus grand génie littéraire se parer des faveurs de l'oppresseur de leur pays. Les hommes de la génération de Gœthe lui ont toujours gardé rancune de sa démarche auprès de Napoléon ; la nôtre s'est montrée plus indulgente, et de nos jours la critique trans-

vantes : « Certes, si l'Empereur *avait voulu admettre* à Erfurt l'Empereur mon maître, où *seulement s'il m'avait été permis d'y aller, ainsi que je l'avais proposé....* » Il est fort probable que Metternich n'avait demandé l'autorisation que pour lui-même, et l'on craignait trop *sa clairvoyance pour la lui accorder.*

cendante n'est pas loin de lui en faire un titre de gloire. Elle y voit le signe d'une sérénité presque divine, d'une compréhension impartiale, supérieure aux petits démêlés d'ici-bas. Gœthe lui-même s'est bien gardé de donner dans ce pathos; il y aurait injustice à l'en rendre responsable. Il s'est borné dans ses *conversations avec Eckermann* à plaider les circonstances atténuantes. Selon toute probabilité il n'aurait accueilli que par un sourire méphistophélique les rêveries de ses apologistes. Sa justification telle qu'il la présentait était beaucoup plus modeste. Généralisant le reproche qui lui était adressé, il examinait avec une évidente émotion, sous laquelle on sent comme un remords mal endormi, s'il avait pu et dû exercer en faveur de son pays opprimé l'action militante et généreuse de Kœrner, d'Arndt, de Rückert, et loin d'alléguer une incompatibilité absolue entre le rôle de poëte et celui de citoyen, il s'excusait en rappelant qu'il avait alors soixante ans au lieu d'en avoir vingt, qu'il n'était plus capable de ressentir et d'exprimer les passions guerrières, à quoi l'on peut ajouter que Gœthe était resté à beaucoup d'égards un homme de l'ancien régime, qu'il remplissait une fonction de cour auprès du grand-duc de Weimar, circonstance embarrassante même pour un Olympien : « Comment, disait-il, aurais-je pu prendre les armes sans haine? Et comment aurais-je pu haïr sans jeunesse? Si cet événement était arrivé dans ma vingtième année *je ne serais pas resté le dernier*... D'ailleurs nous ne pouvons tous servir notre pays de la même façon; chacun fait de son mieux suivant ce que Dieu lui a départi. Je me suis donné assez de tourments pendant un demi-

[redacted]

siècle... je ne me suis permis aucune distraction, je ne me suis reposé ni jour ni nuit; j'ai toujours marché en avant, toujours cherché, toujours agi aussi bien que je pouvais. Si chacun peut en dire autant, alors tout ira bien[1]. »

Admirable apologie et digne de ce grand esprit si supérieur à sa triste école. La thèse ainsi transformée n'a rien que de très-plausible, car elle ne prétend pas ériger en mérite et presque en vertu une inaptitude naturelle. Il est certain qu'un génie de cet ordre rend d'aussi grands services à l'humanité en produisant des œuvres qui honorent et élèvent l'esprit humain qu'en s'enrôlant dans la plus légitime insurrection. Celui qui acquitte sa dette comme penseur peut être dispensé de l'acquitter comme soldat. Mais par cela seul qu'on invoque cette espèce d'exonération, on reconnaît que celui-là serait plus grand qui pourrait remplir les deux tâches à la fois. D'ailleurs cet habile plaidoyer, qu'on le remarque bien, tend à amnistier l'abstention et la neutralité, il n'absout pas la connivence. On peut bien dispenser le poëte d'agir en patriote, mais non d'en avoir les sentiments, à moins de le faire descendre au dernier rang des virtuoses. Or Gœthe venant saluer Napoléon et recevant de lui la décoration de la Légion d'honneur en présence de l'Allemagne humiliée, n'était ni un indifférent, ni un curieux, il faisait acte d'adhésion, il sortait de cette attitude de résignation passive où il disait vouloir se réfugier, il portait un coup doulou-

1. *Conversations de Gœthe*, traduites par Délerot, t. II. V. aussi son *entretien* avec Luden, en 1813.

[redacted]

reux à ceux qui se préparaient à combattre pour la délivrance de son pays. Il a raconté lui-même dans une note circonstanciée, l'accueil flatteur que lui fit Napoléon. Après l'avoir considéré quelques instants en silence, l'Empereur lui dit : « *Vous êtes un homme, monsieur de Gœthe !* » Certes l'éloge était grand et mérité. Mais en reconnaissant que Gœthe était en effet un homme dans la plus haute acception du mot, on doit ajouter qu'en cette circonstance il n'était qu'un chambellan.

L'effet théâtral que Napoléon avait eu en vue dans cette solennelle parade d'Erfurt une fois produit, son but principal était atteint, car les questions politiques qu'il lui restait à résoudre avec Alexandre ne pouvaient faire naître aucune difficulté sérieuse. Devant la cession immédiate et certaine de deux provinces aussi importantes que la Valachie et la Moldavie, le Czar renonça sans beaucoup de peine à ce partage de l'Empire ottoman avec lequel on lui avait fait battre la campagne pendant plus d'un an. Alexandre devait se résigner d'autant plus facilement que le correspectif qu'on lui demandait en échange d'un avantage si précieux pour lui était encore plus faible qu'à Tilsit. Il s'engageait, en effet, par le traité d'Erfurt à continuer à Napoléon sa coopération dans la guerre contre l'Angleterre (art. [illegible]), et le cas échéant contre l'Autriche (art. [illegible]); mais les affaires d'Espagne rejetaient sur le troisième plan toute tentative contre l'Angleterre; et quant à la guerre éventuelle contre l'Autriche, les conditions en étaient réglées en termes si vagues et si généraux, que le mode et la mesure du concours promis par Alexandre étaient à peu près laissés à sa dis-

[redacted]

crétion. Il s'obligeait seulement « à se *déclarer* contre l'Autriche dans le cas où l'Autriche se mettrait en guerre avec la France. » La France s'engageait de son côté à faire cause commune avec la Russie si l'Autriche essayait de s'opposer à l'occupation des principautés. Le seul engagement bien absolu que le traité imposât à Alexandre était la reconnaissance du « nouvel ordre de choses établi par la France en Espagne » ; mais qui ne voit que loin de lui imposer aucun sacrifice, cet engagement ne pouvait que le combler de joie? Il prouvait, en effet, que cette guerre d'Espagne, cause de tous nos embarras actuels, et qui nous neutralisait en Europe, allait se poursuivre et achever de nous lier les mains. En échange de deux provinces que la Turquie ne pouvait lui disputer, le Czar nous cédait un pays en révolte, un volcan en éruption qui allait dévorer nos armées et perpétuer nos embarras. Ce présent funeste qu'Alexandre nous offrait avec tant de bonne grâce ne pouvait lui laisser qu'un regret, celui de n'avoir pas plusieurs Espagnes à nous donner!

Le traité d'Erfurt devait être comme celui de Tilsit accompagné d'une proposition de paix, faite à l'Angleterre sur les bases de l'*uti possidetis*. Cette disposition donna lieu à un court débat qui est trop caractéristique pour être passé sous silence. La paix proposée à l'Angleterre ayant pour première condition son adhésion préalable à l'établissement de Napoléon en Espagne et en Portugal, à celui d'Alexandre en Finlande et dans les Principautés, « les hautes parties contractantes » ne pouvaient se dissimuler que leur offre courait grand risque de n'être pas même écoutée. Napoléon proposa d'éviter cette difficulté prévue, en

ajournant toute notification à la Turquie au sujet des Principautés à l'époque où l'on aurait reçu la réponse du cabinet britannique. Une fois, disait-il, que l'Angleterre serait décidée à la paix, une fois qu'il s'y serait produit en faveur de la paix un de ces grands courants d'opinion qui y font la loi au gouvernement, elle se trouverait trop avancée pour reculer, elle serait forcée de consentir à tout, et Alexandre pourrait sans inconvénient démasquer ses projets en rompant avec la Turquie. Si au contraire cette rupture avait lieu prématurément, « la nouvelle survenant en Angleterre qu'une telle puissance entrait dans ses intérêts devait la rendre plus exigeante[1]. »

Jamais le négociateur sans foi du traité d'Amiens et de tant d'autres transactions aussitôt violées que conclues n'avait si bien mis en relief les procédés de sa diplomatie perfide. Mais Alexandre avait trop de pénétration pour ne pas voir que l'ajournement proposé était une arme à double tranchant qui pouvait frapper la Russie aussi bien que l'Angleterre. Si, en effet, Napoléon s'arrangeait avec le cabinet britannique, qui garantissait au Czar que cet ajournement ne deviendrait pas définitif? N'avait-il pas déjà été trompé une fois après les promesses les plus formelles? Et si Napoléon avait tant à cœur de ménager l'Angleterre, ne pouvait-il pas ajourner lui-même ses projets sur l'Espagne bien autrement odieux à cette puissance! Alexandre prescrivit en conséquence à son ministre Romanzoff de se montrer inflexible, et son obstination l'emporta : « Romanzoff, écrivait Champagny à son

1. Napoléon à Champagny, 8 oct. 1808.

[redacted]

maître, veut que tout soit précis. Il consentirait plutôt à un délai dont le terme serait fixé : Le vague des articles de Tilsit, dit-il, nous a fait trop de mal; une armée a été perdue et tel est encore l'unique résultat de notre alliance avec vous.... *le sentiment qui perçait à chaque mot était celui de la défiance, défiance des événements, défiance aussi de nos intentions.* » Telle était au fond la touchante harmonie qui régnait entre les deux amis qui étaient venus s'embrasser à Erfurt.

Pendant que leurs ministres bataillaient ensemble pour trouver un artifice de rédaction qui leur permît de masquer tant bien que mal ces dissentiments, les deux souverains continuaient à se prodiguer l'un à l'autre tous les témoignages de la plus vive affection. Ils ne pouvaient plus se passer l'un de l'autre. Ils se montraient partout ensemble au théâtre, à la promenade, à la chasse; il fallait qu'il fût bien établi pour le monde entier qu'ils étaient devenus inséparables. Quant aux choses peu flatteuses qu'ils avaient sur le cœur, c'étaient les deux ministres qui se les disaient l'un à l'autre. Grâce à ce sage expédient tout s'arrangeait pour le mieux, et les souverains pouvaient paraître en public le visage rayonnant d'une sympathie mutuelle. On sait comment à une représentation d'*Œdipe*, Alexandre fit à Napoléon l'application du vers si connu :

« L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux. »

Après tout, les Principautés valaient bien un compliment, et Alexandre finit par les obtenir sans la *clause restrictive* que son allié voulait insérer dans le

[redacted]

amie. Il obtint de même une remise de vingt millions pour la Prusse en échange d'une promesse de ne plus prendre aucun intérêt à l'Italie et au Hanovre. Napoléon ne fut pas plus heureux dans la négociation d'un genre tout différent qu'il avait chargé Talleyrand de poursuivre auprès du Czar. Après avoir nourri pendant quelque temps l'espérance qu'on lui offrirait spontanément ce qu'il brûlait de demander, Napoléon, presque irrité de n'être pas deviné, avait fini par confier à Talleyrand la délicate mission de pressentir le Czar au sujet d'une alliance de famille. Il lui fallait, pour mettre enfin le sceau à son ambition, ce projet tant de fois formé d'une répudiation de la triste Joséphine. Alexandre avait une sœur, la grande-duchesse Catherine, qui était, au dire de tous les contemporains, non-seulement une personne accomplie, mais un esprit d'une supériorité exceptionnelle. Pour citer un seul de ses témoignages, le général Moreau, qui la vit beaucoup en 1813, parle d'elle dans sa correspondance intime comme de la femme la plus remarquable qu'il ait jamais connue. C'est sur elle que Napoléon avait jeté les yeux. L'ouverture fut faite avec ce tact exquis qu'on avait le droit d'attendre de Talleyrand, et Alexandre l'accueillit le plus gracieusement du monde. La communication était fort embarrassante pour lui, car d'une part il craignait de blesser un homme dont il attendait de si grands avantages, de l'autre, il ne voulait imposer ni à son peuple, ni à sa famille, ni enfin à sa sœur une alliance qu'il savait devoir leur être odieuse et qui lui inspirait à lui-même très-peu de sympathie. Il esquiva habilement ces difficultés en alléguant la nécessité de

[redacted]

fléchir l'opposition de sa mère, ennemie décidée de l'influence française et souveraine absolue au sein de sa famille. Il exprima à Napoléon les regrets les plus flatteurs, le remercia avec effusion de l'honneur qu'il voulait faire à la maison impériale de Russie, manifesta même l'espérance d'arranger un jour à leur commune satisfaction cette union qui était le plus cher de ses vœux, mais Napoléon n'obtint rien de plus. En homme avisé, Talleyrand profita de ces confidences matrimoniales pour marier son neveu Edmond de Périgord avec la duchesse de Courlande, parente du Czar [1]. Ce fut là le résultat le plus clair des travaux de la diplomatie française à Erfurt.

1. Meneval, *Souvenirs histor.*

[redacted]

CHAPITRE XI.

NAPOLÉON EN ESPAGNE
(NOVEMBRE 1808 — JANVIER 1809).

Napoléon n'eut pas plutôt terminé ses arrangements avec Alexandre, qu'il s'empressa de le faire sentir à l'Europe par l'arrogance hautaine et provoquante de son langage. C'est à l'Autriche surtout, la seule puissance continentale qui fût encore en état de lui créer des embarras, qu'il voulait donner à réfléchir sur les conséquences de ce nouveau changement de fortune; mais toujours incapable de garder une mesure dans le succès, au lieu de se montrer ferme et résolu il se répandit en menaces et en bravades. Il répondit le 14 octobre à la lettre si courtoise que le baron de Vincent lui avait apportée le 29 septembre de la part de l'empereur d'Autriche. Après avoir rappelé à ce souverain qu'il *avait été le maître de démembrer la monarchie autrichienne, mais qu'il ne l'avait pas voulu*, allégation de mauvais goût d'abord, et de mauvaise foi ensuite, car même après Austerlitz il n'aurait pu faire une telle chose sans se perdre lui-même, Napoléon donnait à l'empereur une série d'avertissements qui devaient être autant de blessures pour sa dignité

[redacted]

de souverain : « Ce que Votre Majesté est, *elle l'est de mon aveu*. C'est la plus évidente preuve que nos comptes sont soldés et que je ne veux plus rien d'elle.... mais Votre Majesté *ne doit pas* remettre en discussion ce que quinze ans de guerre ont terminé ; *elle doit* défendre toute démarche provoquant la guerre.... que Votre Majesté s'abstienne de tout armement *qui puisse me donner de l'inquiétude* et faire une diversion en faveur de l'Angleterre.... que Votre Majesté se défie de ceux qui lui parlant des dangers de sa monarchie troublent ainsi son bonheur, celui de sa famille et celui de ses peuples ! »

Ce grave donneur de conseils, qui aurait pu commencer par faire lui-même son profit des leçons dont il était si prodigue, terminait cette admonestation par l'énoncé d'une maxime prodigieusement édifiante dans sa bouche : « *La meilleure politique aujourd'hui*, disait-il, *c'est* LA SIMPLICITÉ ET LA VÉRITÉ ! » Une telle profession de foi écrite de la main qui avait signé les traités de Bayonne était une curiosité sans prix, un vrai morceau de roi. Elle était surtout une démonstration péremptoire de la sincérité et des bonnes intentions de Napoléon. Aussi l'empereur d'Autriche, plus que jamais convaincu de la nécessité de profiter de l'occasion unique que lui offrait la guerre d'Espagne, continua-t-il à pousser ses armements avec toute l'activité que comportaient les difficultés de sa situation et le voisinage d'un ennemi si ombrageux.

Ce fut sur un ton beaucoup plus modeste que fut rédigée la proposition de paix que les deux potentats d'Erfurt étaient convenus d'adresser à l'Angleterre. Ils invoquaient le devoir « de céder aux vœux et aux

[redacted]

besoins de tous les peuples, de faire cesser les malheurs de l'Europe. La paix était à la fois dans l'intérêt des peuples du continent comme dans l'intérêt des peuples de la Grande-Bretagne. Ils se réunissaient donc pour prier Sa Majesté Britannique d'écouter la voix de l'humanité en faisant taire celle des passions afin d'assurer le bonheur de l'Europe et de la génération présente. » (12 oct. 1808.)

Cette ouverture était faite sous forme de lettre adressée au roi d'Angleterre, comme toutes les communications du même genre que Napoléon avait antérieurement adressées au cabinet britannique. Il avait toujours cherché, sans y parvenir, à entrer en relations directes et personnelles avec ce souverain, à engager avec lui un de ces dialogues pleins de séduction dans lesquels il se flattait d'exceller et dont la seule acceptation eût été déjà une reconnaissance anticipée. Il n'avait jamais pu obtenir du roi d'Angleterre un seul mot de réponse signé de lui, et ne pouvant imaginer que des scrupules constitutionnels fussent pour quelque chose dans une persistance qui le désespérait, il s'était dit qu'en présentant cette fois le nom de l'empereur de Russie à côté du sien propre, il forcerait le roi Georges à se départir de son système. Quant au fond même de sa proposition, pouvait-il se flatter de le voir accueillir ? On est tenté de le croire lorsqu'on voit les précautions multipliées qu'il recommande à ses deux négociateurs Champagny et Romanzoff afin d'écarter tout ce qui peut faire difficulté ou éveiller les susceptibilités britanniques. Mais il est impossible d'admettre qu'il prenait cette ouverture au sérieux lorsqu'on le voit se diriger sur l'Espagne avec deux

[redacted]

cent mille hommes au moment même où il propose l'*uti possidetis* comme base des négociations. Comment pouvait-il supposer que l'Angleterre qui avait commencé la guerre pour Malte, allait y mettre fin au moment où il s'emparait de l'Espagne et du Portugal ?

Quelle qu'ait été sa secrète pensée, son attente fut doublement trompée. Il n'obtint aucune réponse de la part du roi Georges, et celle que le ministère lui adressa par l'organe de Canning (28 octobre) vint bientôt lui prouver que s'il avait espéré décourager les insurgés d'Espagne par la nouvelle que des négociations étaient entamées entre la France et l'Angleterre, ce calcul allait être déjoué. La note écrite par Canning, sans repousser l'offre des deux empereurs, montrait nettement que leur proposition n'avait de chance d'être accueillie qu'autant que tous les alliés de l'Angleterre seraient admis à la négociation, et parmi ces alliés figuraient non-seulement les rois de Naples, de Portugal, de Suède, mais les insurgés espagnols. L'Angleterre, disait Canning, n'était encore liée avec l'Espagne par aucun traité formel, mais elle avait pris envers elle des engagements qui étaient sacrés à ses yeux et qui la liaient irrévocablement à la cause de cette nation.

Cette réponse laissait peu d'espoir d'arrangement. Elle arriva à Paris le 31 octobre ; Napoléon s'était déjà mis en route pour l'Espagne. Il laissa écouler vingt jours avant de répliquer à la note britannique. Le 19 novembre, en adressant à Champagny son projet de réplique, il laissa percer la pensée qui lui avait inspiré de si longs délais et peut-être suggéré la négo-

ciation elle-même: « Vous trouverez ci-joint, lui écrivait-il, un projet de note en réponse à celle de M. Canning. Vous pourrez laisser passer deux ou trois jours à vous consulter avec M. de Romanzoff. Ensuite vous ferez partir un courrier intelligent *qui répandra que l'Espagne est soumise* ou sur le point de l'être entièrement, que déjà 80,000 Espagnols sont détruits, etc. » Pour augmenter l'effet supposé de cette fausse nouvelle il enjoignit à Fouché de faire mettre dans les journaux de Hollande, d'Allemagne et de Paris une série d'articles annonçant d'abord les préparatifs, puis le débarquement, puis enfin le plein succès d'une expédition absolument fantastique de Murat en Sicile: « Mettez, lui disait-il, pour détails que le roi Joachim est descendu avec 30,000 hommes, qu'il a laissé la régence à sa femme, qu'il est débarqué au Phare.... *afin que l'on puisse y croire à Londres et que cela puisse les alarmer.* » (19 nov.) Tout cela était de pure invention et devait faire l'objet d'une douzaine d'articles. C'était donc bien avec un fait accompli qu'il s'était proposé de surprendre et d'entraîner l'Angleterre. Au reste il ne refusait pas d'admettre à la négociation « soit le roi qui régnait en Suède, soit le roi qui régnait en *Sicile*, soit le roi qui régnait au *Brésil;* » mais la proposition d'admettre les insurgés espagnols « ne pouvait être considérée de la part du gouvernement anglais *que comme une insulte*.... Qu'aurait dit le gouvernement anglais si le gouvernement français eût proposé d'admettre les *insurgés catholiques d'Irlande?* »

Napoléon se trompait du tout au tout en supposant que de tels arguments étaient de nature à faire impression sur le cabinet britannique. Il commettait une

[redacted]

méprise encore plus profonde en attribuant au ministère Canning les appréhensions et les tendances ultra-pacifiques des cabinets d'Addington ou de Fox. En dépit des revers des puissances continentales la force et les ressources de l'Angleterre n'avaient fait que s'accroître dans ces dernières années. Le blocus continental avait achevé de mettre dans ses mains le monopole du commerce du monde, et depuis surtout qu'on avait vu se produire les premiers symptômes d'une dissolution du gigantesque empire d'Occident, ni le gouvernement ni la nation n'y désiraient la paix. Le cabinet britannique se hâta en conséquence de mettre fin à ce simulacre de négociation par une déclaration nette et catégorique qui ne laissait aucune prise à de nouveaux subterfuges. Il protesta solennellement de sa ferme intention de ne pas abandonner la généreuse nation espagnole, et de combattre par tous les moyens « une usurpation qui n'avait rien de comparable dans l'histoire du monde. » Il fit suivre cette note d'une déclaration à l'adresse de l'Europe où se lisaient ces paroles remarquables : « Si parmi les nations qui préservent contre la France une indépendance douteuse et précaire, il s'en trouve qui même en ce moment balancent entre la ruine certaine qui résultera d'une inaction prolongée, et les dangers incertains d'un effort pour échapper à cette ruine, la perspective trompeuse d'une paix entre la Grande-Bretagne et la France ne manquerait pas d'être singulièrement funeste à ces nations. Le vain espoir du retour de la tranquillité publique pourrait ébranler leurs résolutions. » (15 déc.)

L'Empereur avait quitté Paris le 29 octobre, après

[redacted]

avoir ouvert la session du Corps législatif et annoncé solennellement « qu'il allait couronner dans Madrid le roi d'Espagne et *planter ses aigles sur les forts de Lisbonne.* » engagement théâtral et présomptueux auquel manqua la seule justification qui eût pu lui servir d'excuse, c'est-à-dire une prompte et complète réalisation. Le 3 novembre, il était à Bayonne, accélérant la marche de ce flot d'hommes, de chevaux, d'équipages qui depuis deux mois n'avait cessé de traverser cette ville. Des huit corps d'armée qui devaient former l'armée d'Espagne indépendamment de la garde et de la grosse cavalerie, [illegible] six s'étaient déjà engouffrés dans la Péninsule, et les corps de Mortier et de Junot restaient seuls en arrière. Toutes ces troupes ayant été acheminées vers les Pyrénées avant que rien fût prêt pour les recevoir, le passage d'un si grand nombre d'hommes sur de mauvaises routes et dans des localités dépourvues de tout, avait produit un désordre inexprimable et augmenté la pénurie générale par le gaspillage du peu de ressources qu'on avait pu se procurer. Napoléon se hâta de ramener l'ordre par de sévères réprimandes adressées à ses administrateurs militaires. Mais là encore plus qu'ailleurs on est frappé de remarquer que très-attentif à toutes les mesures qui devaient assurer les approvisionnements strictement militaires de ses troupes, tels que les munitions, objets d'équipement, fournitures en souliers, capotes, etc., il s'occupait à peine de celles qui avaient pour but d'assurer le bien-être et la nourriture du soldat. Il allait même jusqu'à décommander ces dernières pour porter toute l'attention de ses administrateurs sur les autres : « Renvoyez les réserves

[redacted]

de bœufs, écrivait-il à Dejean, je n'ai pas besoin de vivres, je suis dans l'abondance de tout, il ne manque que les caissons, les transports militaires, les capotes et les souliers; je n'ai jamais vu un pays où l'armée fût mieux nourrie. » Ayant plus que jamais pour maxime que la guerre doit nourrir la guerre, désireux surtout de l'appliquer à l'Espagne afin de lui faire mieux sentir le poids des calamités qu'elle avait osé braver, il laissait à chaque corps le soin de s'entretenir lui-même et de vivre comme il pouvait. Le pillage, au lieu d'être l'excès d'un instant, devenait dès lors une ressource régulière et indispensable à la subsistance des troupes. On en faisait une institution militaire. Ce n'était pas seulement à une armée impatiente de se venger, mais à des bandes affamées qu'on allait livrer les malheureux Espagnols.

Pendant les trois mois qui venaient de s'écouler, notre armée d'Espagne était restée à peu près immobile dans ses positions sur l'Èbre, se bornant à déjouer les tentatives peu redoutables et mal concertées que firent les armées de l'insurrection pour la déborder sur ses deux ailes, d'un côté en Biscaye vers Bilbao, de l'autre sur la rivière d'Aragon. Joseph, qui brûlait du désir de se créer une grande réputation militaire, avait conçu ou accueilli plus d'un plan pour attaquer et, s'il se pouvait, détruire les corps qui lui étaient opposés, mais Napoléon avait mis son véto à tous ces beaux projets. Décidé à agir en Espagne avec des moyens immenses, il convenait à ses vues d'encourager par son apparente inertie la confiance et l'audace des généraux espagnols, de n'entrer en action qu'au moment où il aurait réuni des forces suf-

[redacted]

armées pour les écraser d'un seul coup, et alors d'apparaître à l'improviste comme le *Deus ex machina*. Ce moment était enfin arrivé. Dans l'étroit espace qui s'étend des monts de la Biscaye à la rivière d'Aragon, il avait déjà concentré cinq corps d'armée, commandés par Lefebvre, Victor, Soult, Ney et Moncey qui allait être remplacé par Lannes. Un sixième, commandé par Saint-Cyr et destiné à agir isolément, était sur le point de pénétrer en Catalogne. Il avait en outre avec lui la garde et de nombreux corps de cavalerie que commandait Bessières.

Jamais ils ne [illegible] leur zèle et leur patriotisme. Les Espagnols étaient mal préparés à supporter une épreuve aussi dangereuse qui consiste à maintenir et à consolider les avantages obtenus dans un premier élan d'enthousiasme. Le miraculeux succès de leur insurrection avait exalté les cœurs les plus timides et relevé la nation à ses propres yeux, mais il avait fait naître chez ces populations peu éclairées et même chez beaucoup de leurs chefs une confiance pleine d'illusions. On considérait la tâche comme achevée au moment où elle allait devenir plus difficile que jamais. On se livra à des compétitions de pouvoir, à des rivalités d'ambitieux, à des jalousies de clocher, au moment où la défense nationale devait seule absorber toutes les pensées. Au lieu d'organiser fortement l'armée, de l'exercer, d'y appeler toute la population valide, de lui choisir de fortes positions défensives, on perdit en vaines discussions et en projets chimériques le temps que Napoléon employait à entasser régiments sur régiments sur la rive gauche de l'Èbre.

Le sentiment des nécessités de la situation avait été

[redacted]

d'abord assez puissant pour décider les juntes locales qui avaient fait l'insurrection à abdiquer en faveur d'une *junte centrale* chargée de l'autorité suprême. Cette junte centrale fut composée des délégués des juntes locales; elle réunit dans son sein des hommes éminents parmi lesquels on distinguait Jovellanos et Moniño de Floridablanca. Trop nombreuse malheureusement pour un corps exécutif, la junte suprême qui compta jusqu'à trente-quatre membres, était en outre dominée par des esprits politiques et littéraires dans des circonstances où la force des choses réclamait impérieusement des hommes d'action. Elle fit beaucoup de manifestes, se décerna à elle-même des titres magnifiques, s'engagea dans de stériles contestations avec le conseil royal qui avait conservé ses attributions administratives et judiciaires, et ne prit en définitive que fort peu de mesures efficaces. Quelques-uns même de ses actes étaient de regrettables concessions aux passions populaires : tels furent le rétablissement de l'inquisition et la suspension de la vente des biens de main morte. Qu'il y eût là de sa part un retour prémédité vers le passé, on ne peut le croire sérieusement lorsqu'on songe que le promoteur de ces mesures était ce même Floridablanca qui avai été l'ambassadeur de Charles III, auprès du pape Ganganelli, à l'époque où d'Aranda avait opéré ses fameuses réformes; mais c'était une protestation malentendue contre les prétentions du despotisme français. Napoléon accusait les moines et l'inquisition, cela suffisait pour qu'on les rétablît. Rendre l'inquisition populaire, voilà quel était le premier résultat de cette politique tant célébrée!

[redacted]

Les mesures militaires qui auraient dû être la préoccupation unique dans une crise si périlleuse, n'avaient pu que souffrir des hésitations et de l'incapacité du pouvoir central. Les armées du Midi s'étaient rapprochées des provinces du Nord; les troupes de Séville, de Grenade, de Valence étaient venues sur l'Èbre, sous la conduite de Castaños, donner la main aux insurgés de Castille et aux Aragonais défenseurs de Saragosse; les dix mille compagnons de la Romana étaient venus après leur romanesque évasion se joindre aux insurgés de la Galice et des Asturies que commandait le général Blake; mais malgré beaucoup de décrets sur le papier, l'effectif de ces armées avait peu augmenté, leur armement était défectueux, leur discipline détestable; on n'était pas même parvenu à assurer leurs approvisionnements. A l'exception de quelques vieilles troupes régulières, elles offraient le spectacle d'un rassemblement tumultueux plutôt que celui de corps disciplinés et capables d'entreprendre des opérations militaires.

Avec de tels éléments, un seul système offrait quelques chances de succès contre un adversaire aussi redoutable que Napoléon et les forces écrasantes qu'il avait réunies. Éviter toute action générale, se retirer pas à pas devant lui sur des points de ralliement désignés à l'avance, le laisser s'engager et éparpiller ses troupes dans les vastes espaces de la Péninsule, ne tenir que dans des positions d'une force reconnue, se borner enfin le plus souvent à harceler ses corps, à intercepter ses communications, à enlever ses convois, telle était la tactique, indiquée à la fois par la nature du pays et par la faiblesse des ressources,

[redacted]

qu'un militaire des plus distingués, le général Dumourier, venait de recommander lui-même aux insurgés espagnols dans une sorte de manuel composé spécialement pour eux. Cette conduite était la seule possible, et les deux plus habiles généraux que possédât alors l'Espagne, Blake et Castaños, ne pensaient pas à cet égard autrement que Dumourier. Mais un plan aussi sage ne pouvait plaire ni à la présomption des masses peu éclairées qui voulaient attaquer sur-le-champ Napoléon pour le détruire, ni à la défiance ombrageuse des provinces qui, abandonnées en apparence, considéraient tout mouvement rétrograde comme une trahison; et les deux généraux manquaient de l'autorité nécessaire pour imposer leurs idées.

Au moment où Napoléon vint en Espagne pour s'y mettre à la tête de ses troupes, les forces espagnoles se répartissaient en quatre groupes principaux formant autour de nos positions sur l'Èbre un vaste demi-cercle qui s'étendait des montagnes de la Biscaye jusqu'aux environs de Caparoso sur la rivière d'Aragon. Blake opérait sur la gauche avec trente-cinq à quarante mille hommes, aux environs de Balmaseda, couvrant la Biscaye, Santander, les Asturies, et menaçant nos communications par la route de Bayonne. Au centre, l'armée de Castaños bordait l'Èbre de Cintruenigo à Calahorra, se liant à l'armée de droite, commandée par les frères Palafox, de Tudela à Caparoso, et formant avec celle-ci un peu plus de quarante mille hommes. En arrière de ces positions s'avançait, en réserve vers Burgos, l'armée d'Estrémadure, commandée par Galuzzo, auquel venait de succéder le jeune marquis de Belvéder; il n'avait

[redacted]

pas encore complété son effectif et n'avait pas plus d'une quinzaine de mille hommes sous ses ordres. Il y avait bien une cinquième armée en Catalogne; mais cantonnée dans cette région excentrique comme dans une sorte de champ clos, où elle allait être aux prises avec Saint-Cyr et Duhesme, elle ne pouvait exercer aucune influence sur l'ensemble des opérations. On attendait aussi d'un jour à l'autre la coopération de l'armée anglaise du Portugal, qui devait venir renforcer l'armée d'Estrémadure; mais son intervention était encore forcément éloignée. Le général Moore qui la commandait, obligé d'opérer par terre sa jonction avec un corps débarqué à la Corogne, en partant lui-même de Lisbonne, avait à exécuter des marches longues et difficiles avant de pouvoir prendre aucune part aux opérations de la campagne. Aux obstacles résultant de la saison, du mauvais état des chemins, de la difficulté de se nourrir sans piller, étaient venus se joindre des retards causés par la mauvaise volonté des autorités espagnoles. Son lieutenant Baird avait été retenu en quarantaine à la Corogne, et il avait fallu négocier à Madrid pour obtenir le libre passage d'un corps d'auxiliaires.

C'était donc avec quatre-vingt-dix mille hommes à peine que les chefs espagnols étaient chargés de tenir tête aux cinq corps d'armée que Napoléon avait déjà sur l'Èbre. Composés de vingt-cinq mille hommes en moyenne, ces corps formaient avec la garde et la cavalerie de Bessières une force totale d'au moins cent soixante mille hommes. Napoléon n'avait pour ainsi dire qu'à marcher en avant pour briser sur tous les points la ligne espagnole qu'on semblait avoir

[redacted]

voulu étendre démesurément comme pour en augmenter encore la faiblesse. Son plan à la fois très-simple et très-décisif consista à la couper en deux en se portant directement sur Burgos, qui n'était couvert que par le faible détachement de Belvéder. Une fois arrivé là, il rabattrait ses corps à droite et à gauche pour tourner les deux principales armées espagnoles, en les acculant l'une à la mer, l'autre aux Pyrénées, ou tout au moins en les mettant entre deux feux.

Les combats qui avaient été livrés la veille de son entrée en Espagne, d'une part à Zornoza, entre Blake et Lefebvre, de l'autre à Logroño et à Lerin, entre Ney et Castaños, Moncey et Palafox, auraient pu nuire à ce plan en décidant les Espagnols à la retraite; mais en réalité ils ne l'avaient nullement compromis, puisque leurs positions étaient restées les mêmes à peu de chose près. Napoléon voulait commencer par détruire l'armée de Blake. Il chargea en conséquence Lefebvre et Victor de la contenir, pendant qu'il se porterait lui-même sur Burgos. Ces maréchaux devaient ensuite la refouler soit vers la mer, soit sur les pentes des montagnes qui séparent la Biscaye de la Castille vieille, point vers lequel il allait diriger Soult de Burgos, pour porter le dernier coup aux débris de Blake. Mais le général espagnol prévint ses adversaires en les attaquant lui-même. A la suite du combat de Zornoza, Lefebvre s'était replié sur Bilbao afin de se nourrir plus facilement, ne laissant devant Blake que la division Villatte isolée à Balmaséda. Victor, envoyé à Orduño pour soutenir Lefebvre, ne fit rien pour réparer la faute de son collègue; il se contenta d'envoyer une brigade à

[redacted]

Oquendo. Abandonnée à elle-même et attaquée par des forces supérieures dans la journée du 5 novembre, la division Villatte fut rejetée sur Bilbao après avoir brillamment combattu et essuyé de grandes pertes.

Sévèrement réprimandés par Napoléon[1], les deux maréchaux se hâtèrent d'effacer l'impression produite par ce fâcheux début. Lefebvre marcha immédiatement sur Balmaséda, rencontra à Guenès un détachement de Blake, le battit, et vint faire sa jonction avec Victor sur l'emplacement même qu'occupait la division Villatte (8 nov.). Victor prit alors la tête de la poursuite et s'enfonça dans les gorges des Monts de Biscaye, sur les pas de Blake, forcé de rétrograder. Arrivé à Espinosa, le général espagnol qui avait réuni toute son armée, réduite par les combats précédents, et par le manque de vivres, à moins de trente mille hommes, résolut de tenir ferme dans les fortes positions que lui offraient les abords de cette ville. Il y résista avec beaucoup de vigueur aux attaques de Victor, dans la journée du 10 novembre. Mais la bataille ayant recommencé le lendemain, l'épreuve se trouva au-dessus des forces d'une armée qui était si loin d'avoir la consistance et la solidité des troupes régulières. Lorsqu'à la suite d'un combat assez vif, les Espagnols virent la division du général Maison enlever à la baïonnette les hauteurs qui étaient la clef de leurs positions, tous leurs soldats se débandèrent en même temps, comme il arrive toujours aux hommes que n'a pas unis une longue habitude sous le même drapeau; les fuyards se dispersèrent dans tou-

1. Napoléon à Lefebvre, 6 nov. 1808; à Victor, même jour.

[redacted]

tes les directions, et l'armée se trouva comme dissoute en un instant. On en tua un assez grand nombre, mais on fit peu de prisonniers. Blake opéra sa retraite sur Reinosa avec quelques milliers de soldats destinés à servir de noyau au ralliement d'une armée qui n'existait plus.

C'était le moment où, selon la promesse de Napoléon, Soult aurait dû s'avancer de Burgos sur Reinosa, pour y prendre ou y détruire les débris de Blake. Mais quelque bien concerté qu'eût été le plan, l'exécution ne répondit pas à la pensée, et ce maréchal ne put pas opérer son mouvement assez tôt pour lui faire produire tous les résultats que Napoléon en attendait. Pendant que Lefebvre et Victor marchaient contre Blake, Napoléon s'était avancé de Vitoria sur Burgos, pour y faire déboucher à droite et à gauche ses corps d'armée sur les derrières de Blake et de Castaños. Burgos n'avait pour toute défense que le faible détachement du marquis de Belvéder, montant à environ douze mille hommes. Le marquis ne se porta pas moins au-devant de Napoléon jusqu'à Gamonal, afin de lui barrer le passage. Ses troupes soutinrent le premier choc avec beaucoup d'intrépidité ; mais le bois qui couvrait leur droite ayant été tourné par la cavalerie de Lasalle, puis enlevé par l'infanterie du général Mouton, tout se débanda et lâcha pied encore plus promptement qu'à Espinosa. Nos cavaliers, qui pouvaient charger à leur aise dans ce pays de plaine, poursuivirent les fugitifs le sabre dans les reins et en firent un véritable massacre. Ils pénétrèrent pêle-mêle avec eux dans la ville de Burgos qui fut mise à sac. (10 nov.)

Napoléon ne lança Soult sur Reinosa que le 13 novembre au matin. Si ce maréchal était parti le 11, comme il le pouvait, il y serait arrivé à temps pour achever la destruction de Blake; mais par suite de ce retard, il n'atteignit Reinosa que le 15, après avoir recueilli en chemin des canons et des prisonniers. Blake s'était échappé l'avant-veille en se dirigeant sur la ville de Léon, par les chemins affreux qui longeaient les montagnes des Asturies. Soult ayant manqué son but principal, alla battre la province de Santander et la principauté des Asturies pour y établir un semblant de soumission qui devait durer tout juste aussi longtemps que le séjour de son corps d'armée dans les localités qu'il traversait.

La présence de l'Empereur à Burgos n'adoucit en rien le sort de cette malheureuse cité, qui fut pendant plusieurs jours livrée à toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut. Toujours fidèle à son système de faire des exemples, Napoléon voulait soumettre l'Espagne par la terreur encore plus que par les armes, et il laissait impunis tous ces excès que commettent si facilement des soldats affamés et dégagés de tout frein. Les villes et les bourgs situés sur notre passage, particulièrement Miranda et Briviesca, avaient été ravagés comme s'ils eussent été traversés par des hordes de sauvages. Quant à Burgos, ces abominations y furent telles, que la ville fut abandonnée par ses habitants: « triste spectacle! s'écrie Miot, qui y entra le 12 novembre, avec le roi Joseph dont il était le conseiller et l'ami. Les maisons presque toutes désertes et pillées, les meubles brisés et épars en morceaux dans la fange; un quartier situé au delà de l'Arlanzon en

[redacted]

feu; une soldatesque effrénée enfonçant les portes, les fenêtres, brisant tout ce qui lui faisait obstacle, consommant peu et détruisant beaucoup; les églises dépouillées, les rues encombrées de morts et de mourants; enfin toutes les horreurs d'un assaut, *quoique la ville ne se fût pas défendue!* La chartreuse et les principaux couvents avaient été saccagés. Le monastère de Las Huelgas, le plus riche et le plus noble couvent de femmes de la Vieille-Castille, était converti en écurie; les tombeaux que renfermaient l'église et le cloître avaient été ouverts pour découvrir les trésors que l'avidité y supposait cachés, et les cadavres des femmes qu'ils renfermaient traînés dans la poussière, étaient abandonnés sur le pavé couvert d'ossements et de lambeaux de linceuls.... J'ai vu sous les fenêtres mêmes de l'archevêché où l'empereur logeait, un feu de bivouac entretenu par des instruments de musique et des meubles enlevés des maisons pendant toute une nuit. *Le roi Joseph essaya quelques représentations, mais elles furent mal reçues*[1]. »

Non-seulement l'empereur était décidé à n'écouter aucune représentation, mais il voulait que le pillage administratif vînt compléter les bons effets du pillage militaire. Il fit confisquer à Burgos pour trente millions de laines indépendamment des marchandises anglaises[2]. Ce n'était là qu'un commencement. Sous prétexte d'indemniser de leurs pertes les Français résidants, il résolut de mettre la main sur les biens immenses que possédaient les grands d'Espagne,

1. *Mémoires de* Miot de Mélito, t. III.
2. *Moniteur* du 21 novembre 1808.

dans la Péninsule et dans les autres pays soumis à notre domination : « Le duc de l'Infantado et les grands d'Espagne, écrivait-il à Cretet, le 19 novembre, possèdent à eux seuls la moitié du royaume de Naples ; évaluer leurs propriétés dans ce royaume à 200 millions n'est pas trop. Ils ont en outre des possessions en Belgique, en Piémont, en Italie, que mon intention est de séquestrer. *Ce n'est là qu'une première idée*[1]. » Cette glorieuse idée avait été précédée, le 12 novembre, d'un décret de proscription qui déclarait traîtres et ennemis de la France, condamnait à être traduits devant une commission militaire et *passés par les armes* dix grands d'Espagne choisis parmi les plus opulents et dont les biens devaient être confisqués. Ce décret de proscription fut intitulé *décret d'amnistie*, selon l'ingénieuse nomenclature que Napoléon appliquait à tous ses actes. L'empereur promettait par d'autres dispositions leur grâce pleine et entière à tous les autres Espagnols qui feraient leur soumission dans le délai d'un mois à partir de notre entrée à Madrid. On se flattait que grâce à cette dernière clause le peuple espagnol verrait un acte de clémence dans cette mesure cruelle et spoliatrice qui n'était qu'un odieux abus de la victoire.

En même temps les bulletins impériaux déversaient la calomnie et l'insulte sur les troupes espagnoles comme sur la nation elle-même[2] : « Les soldats de

1. Napoléon à Cretet, 19 nov.

2. On ne sait pourquoi ces bulletins n'ont pas été reproduits par les éditeurs de la *Correspondance* de Napoléon. Le *Moniteur* où l'on peut les lire leur semblerait-il une autorité suspecte ?

[redacted]

l'insurrection n'étaient que de ridicules fanfarons, dignes compatriotes de Don Quichotte. Ignorance crasse, folle présomption, cruauté contre le faible, souplesse et lâcheté avec le fort, voilà le spectacle qu'on avait sous les yeux. *Les moines et l'inquisition avaient abruti cette nation!...* Les troupes espagnoles ne pouvaient comme les Arabes tenir que derrière des maisons; les moines étaient ignares et crapuleux; les paysans au niveau des Fellahs d'Égypte; les grands dégénérés, sans énergie et sans influence. » Le général la Romana n'était désigné dans ces bulletins que sous le nom du *traître la Romana.* L'évêque de Santander qui avait publié contre nous un écrit plein de dignité et d'éloquence, était représenté comme « *un homme furibond et fanatique, animé de l'esprit du démon, marchant toujours avec un coutelas au côté*[1]. » Tel était le tableau général que Napoléon traçait du peuple qu'il avait tant de peine à soumettre, et par une contradiction significative il s'efforçait dans ces mêmes bulletins de transformer en une victoire signalée son insignifiante échauffourée de Gamonal; il envoyait à grand fracas au Corps législatif les douze drapeaux ramassés sur le champ de bataille; il triomphait en un mot comme si l'Espagne eût été conquise du même coup.

Ces forfanteries peu habiles étaient à l'adresse de l'Angleterre, à qui Napoléon espérait en imposer assez pour qu'elle se résignât à laisser les Espagnols en dehors de la négociation. Mais la rupture hautaine et éclatante qui mit fin aux pourparlers vint bientôt lui

1. Voir le *Moniteur* des 16, 19, 21, 26, 27 nov., 2, 4 déc. 1808.

prouver l'inutilité de ces ruses, et il n'en resta que le souvenir de ses outrageantes invectives contre un peuple qui ne pardonne pas les injures.

Le corps de Blake, une fois dispersé, sinon détruit, Napoléon rappela à lui les corps de Lefebvre et de Victor devenus inutiles en Biscaye, et se retourna aussitôt contre l'armée encore intacte de Castaños et de Palafox. Elle était restée immobile en présence du corps de Moncey, de Cintruenigo à Caparoso sur les deux rives de l'Ebre; puis bientôt, sur les représentations de Castaños qui comprenait le danger de cette position, elle s'était concentrée aux environs de Tudela. L'empereur voulait une action rapide et décisive. Il donna au maréchal Lannes le commandement du corps de Moncey qu'il porta à trente-cinq mille hommes, nombre peu inférieur à celui des Espagnols qui n'en comptaient guère plus de quarante mille. Pressé d'obtenir un résultat complet, il avait chargé le maréchal Ney d'opérer contre Castaños la manœuvre que Soult avait dirigée contre Blake, mais en lui faisant faire un détour beaucoup plus long encore afin d'en cacher le but, et sans lui donner des forces suffisantes. Ney était en effet envoyé sur les derrières de l'armée de Castaños pour la couper, avec douze mille hommes seulement. Il devait s'avancer de Burgos par Aranda et Osma jusqu'à Soria, point situé à environ vingt lieues en arrière de l'armée espagnole, puis arrivé là, se porter soit sur Agreda, soit sur Calatayud pour donner le coup de grâce aux troupes que Lannes aurait mises en déroute à Tudela.

Ce plan était sans doute très-spécieux ; mais si, comme

[redacted]

il était très-possible, Castaños se décidait à battre en retraite avant d'avoir été attaqué, Ney se trouverait seul avec ses douze mille hommes pour faire face à une armée qui en comptait au moins quarante mille et que tous les rapports portaient à soixante; il se trouverait isolé sans secours dans un pays soulevé et à une grande distance de sa base d'opération. La manœuvre qui lui était commandée était donc des plus aventurées, et les perplexités qu'on lui a reproché d'avoir ressenties en cette circonstance font autant d'honneur à son coup d'œil militaire qu'à son patriotisme.

Tout étant ainsi préparé, le 23 novembre, au petit jour, Lannes marcha sur Tudela où avaient pris position les Aragonais, commandés par Palafox. La ligne espagnole appuyait sa droite à l'Èbre; elle s'étendait à gauche jusque vers Cascante où campaient les Valenciens et les Andalous sous les ordres de Castaños. Ce développement exagéré de près de quatre lieues, et qui laissait le centre presque dégarni au profit des deux ailes, indiquait clairement la tendance naturelle des Aragonais à couvrir leur capitale Saragosse, et celle des Andalous à se rabattre vers le sud. Lannes leur fit promptement expier ces fautes. Il profita d'abord de l'éloignement du corps principal de Castaños pour tourner toutes ses forces contre le centre et la droite espagnole. En même temps que ses colonnes d'infanterie, commandées par Maurice Mathieu, s'élancent à l'assaut des hauteurs qui dominent l'Èbre, la cavalerie de Lefebvre vient charger dans la plaine les Valenciens du centre, et menace de les tourner. Cette attaque est soutenue avec intrépidité

[redacted]

sur la droite, elle est repoussée au centre par une manœuvre habile de Don Juan O-Neil. Lannes la renouvelle en dirigeant sur le centre les deux divisions Grandjean et Morlot qui le font plier. Les lanciers polonais pénètrent aussitôt dans la brèche qu'elles ont ouverte; et leur apparition jetant l'épouvante parmi ces troupes peu expérimentées, elles s'enfuient en pleine déroute à travers les bois d'oliviers qui couvrent la plaine.

C'était le moment où les Aragonais, vivement pressés par Maurice Mathieu, commençaient à céder du terrain du côté de l'Ebre. A la vue de cette panique qui laisse leurs flancs à découvert, ils reculent à leur tour et se mettent en retraite sur la route de Saragosse poursuivis par la cavalerie de Lefebvre-Desnoettes. Pendant ce temps, le lieutenant de Castaños, la Peña arrivait un peu tard de Cascante au secours du centre espagnol qui était déjà anéanti. Ce renfort composé de troupes excellentes refoule d'abord la division Morlot que lui oppose Lannes. Il essuie avec non moins de vigueur les charges de notre réserve de cavalerie. Mais bientôt assaillie par la division Lagrange qui vient se réunir à nos troupes, la division de la Peña est entourée à son tour, rejetée sur Borja pêle-mêle avec les débris du centre; elle entraîne, dans sa fuite, les autres divisions de Castaños, et opère dans la direction de Calatayud sa retraite que vient protéger la nuit.

Les Espagnols avaient perdu, à Tudela, environ quatre mille hommes en tués ou blessés, et presque toute leur artillerie. Ney était resté immobile à Soria où il attendit vainement l'armée espagnole qui se re-



tirait par Calatayud. Il y était arrivé le 22 novembre à midi. En se mettant en route le jour même, il aurait pu se trouver le lendemain 23 à Agreda comme le lui prescrivait un ordre du quartier général. Mais cet ordre, peu précis, assez mal conçu et daté du 21 novembre, quatre heures du soir, à Burgos, indiquait la bataille comme *devant se donner le 22 à Calahorra.* Ney ne put le recevoir au plus tôt que vers cinq ou six heures du soir dans la journée du 22; il dut supposer qu'il était beaucoup trop tard alors pour songer à faire une vingtaine de lieues afin de prendre part à une bataille déjà terminée à l'heure où il se mettrait en marche. Il conservait d'ailleurs toute son anxiété au sujet des mouvements possibles de l'armée espagnole, et vu cette incertitude il jugea plus prudent d'attendre les événements dans les positions qu'il avait choisies. Cette inaction lui a été reprochée avec amertume par Napoléon lui-même; elle n'était pas, à coup sûr, d'un cœur trop timide! Des historiens y ont vu un trait de jalousie contre Lannes, sans songer qu'une telle jalousie l'aurait plutôt porté à agir avec témérité et présomption. Si Ney avait paru à Cascante vers la fin de la journée, il aurait au moins partagé avec Lannes l'honneur de la victoire, car, en pareil cas, c'est celui qui frappe le coup de théâtre qui produit l'effet principal.

La bataille de Tudela complétait le premier acte de la soumission présumée de l'Espagne. Des quatre armées qui avaient voulu nous fermer les avenues de la Péninsule, il ne restait plus à gauche qu'une huitaine de mille hommes qui gagnaient péniblement la ville de Léon sous les ordres de la Romana, le succes-

seur de Blake; au centre, une faible réserve du corps de Belvéder qui se préparait à nous disputer le passage du Guadarrama; à droite enfin, les débris de l'armée d'Andalousie et de Valence qui se dérobaient de Calatayud sur Sigüenza vivement poursuivis par Maurice Mathieu, puis par Ney. Quant aux Aragonais, ils étaient allés s'enfermer dans Saragosse. L'armée anglaise n'était pas encore parvenue à opérer sa concentration. Le corps principal amené de Lisbonne par le général Moore était arrivé le 13 novembre à Salamanque; mais là les mauvaises nouvelles reçues de l'armée de Blake lui avaient fait sentir la nécessité de réunir ses corps épars avant de s'avancer sur la Castille-Vieille. Il lui fallut attendre d'abord sa cavalerie et son artillerie qu'il avait acheminées par les routes plus faciles de la vallée du Tage, d'Almaraz à Talavera, pour se porter ensuite au-devant de son lieutenant Baird. Parti très-tard de la Corogne, celui-ci n'avait pas encore atteint Astorga.

Cet état de choses permettait à Napoléon de s'avancer tout droit sur Madrid sans avoir rien à craindre pour ses communications. Il laissait en effet sur les confins des Asturies et de la Castille-Vieille le corps de Soult alors sur le point de rallier celui de Junot qui venait d'entrer en Espagne, devant Saragosse le corps de Lannes, aux Pyrénées celui de Mortier en marche sur Burgos. Enfin il couvrait sa gauche avec le corps de Ney appelé à Guadalajarra, sa droite avec la cavalerie de Bessières qui inondait la plaine jusqu'à Ségovie, et il montrait sur tous les points aux Espagnols des forces quadruples des leurs. Parti d'Aranda le 28 novembre, il était le 30 au pied du Guadar-

[redacted]

rama avec sa garde, sa réserve, et le corps de Victor.

Don Benito San Juan, chargé de garder les gorges de Somo-Sierra avec les restes de l'armée d'Estrémadure, avait posté à Sepulveda une avant-garde de trois mille hommes qui s'était dispersée dès la première apparition de nos troupes. Lui-même se tenait à Somo-Sierra avec huit à neuf mille soldats et seize pièces de canon qui balayaient la chaussée. Il avait distribué assez habilement ses troupes en corps de tirailleurs à droite et à gauche de la route; mais eu égard au nombre des assaillants ses dispositions n'en étaient pas moins fort insuffisantes, puisqu'on n'avait pas même pris les précautions nécessaires pour empêcher notre cavalerie de charger. Après avoir reconnu les positions de l'ennemi, Napoléon lança, sur le flanc des Espagnols, quelques régiments d'infanterie qui débusquèrent leurs tirailleurs. Lorsque cette infanterie eut non sans peine dégagé à droite et à gauche les abords immédiats de la chaussée, au lieu de livrer à la batterie du centre un assaut qui eût pu être long et meurtrier, il résolut de la faire enlever par sa cavalerie. Le général Montbrun, à qui fut confiée cette manœuvre hardie, l'exécuta avec un irrésistible élan : il chargea au galop à la tête des chevau-légers polonais, reçut en chemin une décharge qui lui renversa une trentaine de cavaliers; mais en quelques instants il était sur la batterie et sabrait les artilleurs sur leurs pièces. Les Espagnols se dispersèrent aussitôt sur les pentes du Guadarrama en dirigeant leur retraite vers Ségovie.

Madrid était à découvert. La junte centrale, qui se trouvait encore à Aranjuez, quitta précipitamment cette

ville pour Talavera, après avoir dirigé sur la capitale le peu de troupes et de ressources dont elle pouvait disposer. Loin de se montrer abattus par tant de revers les habitants de Madrid étaient déterminés à défendre leur ville jusqu'à la dernière extrémité. Ils avaient crénelé leurs murs, dépavé leurs rues, matelassé les fenêtres des maisons, creusé des fossés devant les portes de la ville, coupé les principales rues par des retranchements improvisés. Ils avaient confié le commandement de leurs forces à Thomas de Morla, l'ancien gouverneur de Cadix, qui passait pour un officier instruit et expérimenté. On enrôla en volontaires les hommes valides; on leur distribua des armes et des munitions. Ces scènes d'exaltation patriotique ne furent malheureusement pas exemptes, jusqu'au bout, des violences qui accompagnent si souvent les grandes émotions populaires. On avait trouvé du sable au lieu de poudre dans quelques-unes des cartouches distribuées. Le régidor, marquis de Péralès, accusé, sans aucune preuve, de les avoir fait fabriquer, fut saisi et massacré par le peuple.

Le 2 décembre, dès le matin, l'armée française prit position sous les murs de la ville, et Napoléon la fit sommer d'ouvrir ses portes. Cette proposition ayant été rejetée avec dédain, il commença aussitôt ses préparatifs d'attaque. La difficulté n'était pas pour lui de s'emparer de Madrid, car, avec les faibles moyens dont ils disposaient, les habitants de cette ville étaient absolument incapables de lui opposer une défense sérieuse, et notre artillerie seule suffisait pour les réduire; mais il voulait éviter l'odieux de la destruction d'une si grande capitale. Il s'agissait donc de les

[redacted]

amener à se rendre en employant tour à tour la menace et la persuasion, en leur montrant surtout l'inutilité de la résistance. Le 3 décembre, Sénarmont ouvrit le feu avec trente pièces d'artillerie contre le Retiro, position dominante d'où l'on est maître de la ville, et dont les Espagnols n'avaient pas su comprendre toute l'importance. En même temps leur attention était attirée d'un autre côté par plusieurs autres attaques secondaires dirigées contre les portes d'Alcala, des Récollets, d'Atocha, de Fuencarral. Ces attaques furent soutenues avec une remarquable intrépidité par les bourgeois de Madrid, mais le Retiro où notre artillerie avait ouvert une large brèche ne tarda pas à être enlevé par la division Villatte; plusieurs de ces portes tombèrent alors au pouvoir de nos troupes, et leurs défenseurs durent se replier derrière les barricades qui fermaient l'accès des rues.

La population voulait continuer le combat, mais ses chefs plus capables de comprendre l'inutilité d'une plus longue résistance, étaient découragés; ils répondirent à une nouvelle sommation de Napoléon en demandant un armistice qui laisserait aux esprits le temps de se calmer. Le général Morla et Don Bernardo Yriarte vinrent au quartier général pour obtenir de lui de meilleures conditions. Il les accabla de reproches, et flétrit surtout en termes sanglants la conduite de Morla après l'affaire de Baylen : « Comment osez-vous demander une capitulation, s'écria-t-il, vous qui avez violé celle de Baylen? violer les *traités militaires*, c'est renoncer à toute civilisation; c'est se mettre sur la même ligne que les Bédouins du

désert [1] ! » Le général Morla aurait pu lui demander ce que les traités militaires, qui n'intéressaient, après tout, qu'une armée, pouvaient avoir de plus inviolable que les traités diplomatiques qui intéressaient toute une nation et qu'il se faisait un jeu de fouler aux pieds ; il aurait pu lui demander si ce culte étroit, fondé exclusivement sur la foi militaire, avait toujours été respecté par celui qui s'en déclarait l'apôtre. Mais profondément troublé devant ces éclats de colère d'un homme dont sa vie dépendait et qu'il savait capable de tout, il garda le silence. Napoléon accorda à la junte un délai de quelques heures pour se rendre. Le lendemain matin, à six heures, il signa, avec de très-légères modifications, le projet de capitulation que lui apportèrent les mêmes envoyés, et son armée prit possession de Madrid.

Ses troupes n'eurent pas plutôt soumis la ville et désarmé les habitants, qu'il se hâta de montrer l'estime qu'il faisait lui-même de ces traités militaires dont il invoquait si haut la sainteté. S'autorisant de quelques actes isolés de mutinerie, impossibles à prévenir dans une grande capitale et surtout au milieu de pareilles agitations, il écrivit à Belliard nommé gouverneur de Madrid « de faire ôter de partout la capitulation qui, n'ayant pas été tenue par les habitants, *était nulle* [2]. » Il fit signifier aux officiers et généraux espagnols qu'ils étaient prisonniers de guerre, contrairement aux termes de la capitulation qui stipulait (art. X) « que les généraux qui voudraient rester

1. Sixième bulletin de l'armée d'Espagne.
2. Napoléon à Belliard, 5 décemb.

[redacted]

dans la capitale conserveraient leurs honneurs, et que ceux qui ne voudraient pas y rester en sortiraient librement. » Les troupes espagnoles avaient heureusement quitté Madrid dans la nuit qui précéda la capitulation. Il abolit le conseil de Castille, il flétrit publiquement ses membres du nom de lâches et de traîtres, les fit emprisonner en violation de l'article VI par lequel il s'était engagé « à maintenir les lois, les coutumes, les *tribunaux* dans leur forme actuelle, jusqu'à l'organisation définitive du royaume; » enfin il frappa d'une détention perpétuelle le prince de Castelfranco, le marquis de Santa-Cruz, le comte d'Altamira au mépris des clauses les plus formelles de la capitulation, sous prétexte qu'ils étaient compris dans le fameux *décret d'amnistie*. Mais ceux qui n'y avaient pas été compris n'étaient pas mieux à l'abri de sa vengeance. Il fit condamner à mort le marquis de Saint-Simon, grand d'Espagne, sous prétexte qu'il était émigré français; il consentit, toutefois, à lui faire grâce de la vie en présence de la réprobation universelle que souleva cette iniquité dans son propre camp. Il se contenta de le faire déporter en France avec une foule d'autres Espagnols influents dont le seul crime était d'être restés fidèles à la cause de leur pays.

N'ayant plus rien à ménager avec les classes privilégiées dont il n'était pas parvenu à gagner la complicité en dépit des avances qu'il leur avait d'abord prodiguées, il inaugura enfin le programme de la régénération espagnole par une série de décrets[1] dictatoriaux : l'un abolissait les droits féodaux; l'autre, le

1. En date du 4 décembre 1808.

[redacted]

tribunal de l'Inquisition ; un troisième, les douanes [illegible]. Un quatrième décret réduisait au tiers le nombre des couvents. Excellentes en elles-mêmes, ces mesures devinrent odieuses à ceux qui les avaient le plus ardemment désirées, par cela seul qu'elles étaient imposées par un despotisme étranger; et loin de [illegible], elles n'eurent d'autre effet que de rendre une popularité passagère à des classes et à des institutions qui, depuis le règne de Charles III, avaient perdu presque toute leur influence.

Napoléon s'était établi à Chamartin, dans la maison de campagne du duc de l'Infantado, un de ceux dont il avait confisqué les biens. Il avait fait à Madrid une courte apparition, mais au lieu de l'effet de curiosité qu'il était habitué à produire partout sur son passage, il n'y avait trouvé, pour tout accueil, à son grand déplaisir, qu'une attitude froidement hostile. Au lieu d'accourir pour contempler le héros, les Espagnols s'étaient enfermés dans leurs maisons. Dans cette excursion il visita le palais des rois d'Espagne. On dit que de tous les objets précieux que contenait la demeure royale, le portrait de Philippe II, par Velasquez, fut celui qui fixa le plus son attention. Il le considéra longtemps en silence; il semblait ne pouvoir en détacher ses insatiables regards, soit qu'il cherchât à pénétrer le secret de cette vivante énigme, soit plutôt qu'il fût saisi d'une admiration mêlée d'envie pour ce roi inquisiteur qui avait exercé un pouvoir encore plus absolu et plus redouté que le sien. Quelques jours après il offrit aux habitants de Madrid le spectacle d'une de ces revues militaires qui attirent toujours les foules; cette parade s'exécuta

[redacted]

dans une complète solitude. Cette indifférence haineuse et persistante dénotait une population intraitable. Madrid était décidément un séjour malsain, et toujours très-attentif au soin de sa sûreté personnelle l'empereur préféra le voisinage de son camp au contact d'une capitale qui renfermait tant de fanatiques.

Joseph avait suivi son frère à la remorque dans les bagages de l'armée. Bien qu'il fût profondément humilié du rôle effacé qu'on lui faisait jouer, il avait accompagné Napoléon à Chamartin ; mais là, leurs dissentiments prirent un tel caractère d'aigreur qu'il dut aller s'établir au Pardo. Joseph se considérait toujours comme le roi d'Espagne, et, à ce titre, il prétendait, non sans quelque apparence de raison, avoir voix au chapitre sur la conduite à suivre pour faire rentrer ses sujets dans le devoir, donner son avis sur des mesures dont il devait porter la responsabilité. Napoléon, au contraire, ne reconnaissait plus d'autres droits que ceux de la conquête; il dépendait de lui de les garder ou de les transmettre de nouveau ; il disait même publiquement dans ses manifestes « que si les Espagnols ne répondaient pas à *sa confiance*, il ne lui resterait qu'à placer son frère sur un autre trône. Il mettrait alors la couronne d'Espagne sur sa tête, et saurait la faire respecter *des méchants*, car Dieu lui avait donné la force et la volonté de surmonter tous les obstacles[1]. »

Sous cette question personnelle, dont Joseph eût pu faire bon marché, se cachaient des dissidences d'une

1. Proclamation du 7 décembre.

nature infiniment plus grave, et qui étaient au fond la vraie cause du refroidissement des deux frères. En dépit de l'ambition un peu artificielle que Napoléon avait allumée en lui, Joseph avait l'âme humaine et débonnaire. Il voulait bien régner sur les Espagnols et au besoin conquérir son royaume ; mais il se flattait de gagner les cœurs à force de clémence, de douceur, de générosité ; il avait des scrupules d'honnêteté et de justice ; il avait foi dans le triomphe définitif d'une inépuisable bonne volonté. C'était, si l'on veut, une illusion, mais du moins ce n'était pas l'illusion d'un frénétique. Joseph n'avait pas seulement une horreur naturelle et sincère pour les confiscations, les exils, les emprisonnements, les meurtres qui coûtaient si peu à son frère ; il les considérait comme des moyens impolitiques, faits pour perdre sa cause, et il fatiguait Napoléon de ses réclamations. L'empereur haussait les épaules de pitié en écoutant ces doléances ; aucun excès, aucun crime ne lui répugnaient pour soumettre l'Espagne ; mais il n'était après tout pas moins utopiste dans ses cruautés que Joseph dans sa mansuétude, et chimère pour chimère, celle de Napoléon était encore plus irréalisable, puisque chacun de ces crimes ne faisait qu'ajouter à l'exécration dont il était l'objet.

On a dit que Napoléon en condamnant son frère à cette nullité qui l'exposa plus d'une fois aux risées du soldat, n'avait été inspiré que par le désir magnanime d'assumer sur lui-même tout l'odieux de la conquête et de laisser ensuite à Joseph les honneurs d'une clémence devenue facile. Cette rêverie, si peu en rapport avec le caractère qui y a donné lieu, est devenue insou-

[redacted]

tenable en présence de la *correspondance* du roi Joseph et des confidences de ses amis. Napoléon n'en était plus à apprendre que les Espagnols rendaient son frère solidaire de tout ce qu'il faisait en Espagne, et tout le monde le savait comme lui. Les incessantes représentations de Joseph étaient pour lui une gêne de tous les instants, voilà pourquoi il ne voulait lui laisser aucune influence effective. A la suite des décrets du 4 décembre les choses en vinrent au point que Joseph résolut de se soustraire à une position qu'il considérait comme déshonorante :

« Sire, écrivait-il à Napoléon le 8 décembre, M. d'Urquijo me communique les mesures législatives prises par Votre Majesté. *La honte couvre mon front devant mes prétendus sujets.* Je supplie Votre Majesté de recevoir ma renonciation à tous les droits qu'elle m'avait donnés au trône d'Espagne. *Je préférerai toujours l'honneur et la probité au pouvoir acheté si chèrement*[1]. » Cette lettre, qui est des plus honorables pour la mémoire de Joseph, montre comment la politiqne de Napoléon, lorsqu'on la voyait de près à l'œuvre, était appréciée même par un frère et par un témoin si intéressé à la juger avec indulgence. Malheureusement Joseph manquait de volonté, il avait été mordu au cœur par cette passion tenace qui s'attache comme une Némésis aux hommes qui ont une fois régné, et il n'eut jamais la force de maintenir une démission qu'il donnait et reprenait tour à tour avec un égal repentir.

En dépit de ses menaces de partager l'Espagne en

1. *Mémoires* du roi Joseph, t. V. V. aussi les *Mémoires* de Miot de Mélito, t. III.

vice-royautés militaires et de la gouverner lui-même comme une province conquise, Napoléon ne pouvait se passer de son frère au moins comme prête-nom de sa propre autorité. Il fallait en effet laisser à l'Espagne une ombre d'existence nationale, ne fût-ce que pour offrir un prétexte de se rallier à ces classes toujours assez nombreuses, surtout dans les villes, auxquelles leur position dépendante et précaire ne permet pas le luxe d'une opinion. Il annonça donc l'intention de rétablir Joseph sur le trône d'Espagne aussitôt qu'on lui aurait donné quelques gages de soumission, et il provoqua sous main à cet effet, une démarche de la municipalité et des principaux membres du clergé de la ville de Madrid. Impatients de se voir délivrés des charges onéreuses d'une occupation militaire, il ne fut pas difficile de les décider à venir demander le rétablissement d'un roi qui leur promettait un soulagement à leurs maux. Ils se présentèrent le 15 décembre, devant Napoléon, et implorèrent de lui « la faveur de voir dans Madrid le roi Joseph, afin que sous ses lois Madrid et l'Espagne entière jouissent de la tranquillité et du bonheur qu'ils attendaient de la douceur de caractère de Sa Majesté. »

En réponse à cette harangue l'empereur se livra à une longue apologie des réformes qu'il avait opérées; il rappela ces décrets pour lesquels les Espagnols se montraient si ingrats, il énuméra les bienfaits de toute sorte que l'Espagne était appelée à en recueillir. Mais ce qui était, disait-il, au-dessus de son pouvoir, c'était de constituer les Espagnols en nation sous les ordres du roi s'ils continuaient à être imbus

[redacted]

de principes de scission et de haine envers la France. Cependant il ne refusait pas *de céder au roi ses droits de conquête* et de l'établir dans Madrid si les habitants voulaient manifester leurs sentiments de fidélité et donner l'exemple aux provinces. Qu'ils se hâtassent donc de prouver la sincérité de leur soumission *en prêtant devant le Saint-Sacrement un serment qui sortît non-seulement de la bouche mais du cœur*. En vertu de cette conclusion aussi bizarre qu'inattendue, le Saint-Sacrement resta pendant plusieurs jours exposé dans les églises de Madrid, et les habitants y furent admis à venir prêter serment de fidélité au roi Joseph. C'est un étonnement toujours nouveau de voir à quel point les hommes qui ont le plus abusé du serment ont confiance en son efficacité, avec quelle naïveté ils se flattent qu'une cérémonie qui n'a été pour eux qu'un moyen de tromper, sera pour tous les autres un engagement irrévocable et sacré.

Si les Espagnols avaient pu concevoir la moindre illusion au sujet de cette *Constitution libérale* qui selon l'allocution impériale du 15 décembre devait être la récompense de leur docilité, ils n'avaient qu'à ouvrir le *Moniteur* français du même jour pour être bien fixés sur la nature et l'étendue des libertés qui leur étaient promises. Le *Moniteur* du 15 décembre contenait en effet, au sujet du régime-modèle que Napoléon avait donné à la France, une définition tracée par lui-même et peu propre à exciter l'envie des nations étrangères. Lors de la réception des drapeaux pris sur l'ennemi, le Corps législatif avait chargé quelques-uns de ses membres de porter à l'impératrice une adresse de félicitations : « Je suis très-satifaite, avait répondu

Joséphine, que le premier sentiment de l'empereur après la victoire ait été pour *le Corps qui représente la nation.* » Napoléon était déjà très-irrité d'une légère opposition qui s'était manifestée dans cette assemblée à l'occasion d'un article du Code d'instruction criminelle. Il s'était plaint amèrement « de ce qu'au lieu de donner leur voix par scrutin contre la loi, les opposants avaient négligé *de demander un comité secret dans lequel chacun énoncerait son opinion*, ce qui permettrait de voir *par le procès-verbal s'ils avaient tort ou raison*[1]. » L'empereur regrettait pour la première fois le silence auquel il les avait condamnés en s'apercevant que ce mutisme même rendait toute dénonciation impossible. C'était oublier bien vite que ces procès-verbaux n'avaient pas porté bonheur au Tribunat, mais les membres du Corps législatif avaient plus de mémoire.

En apprenant que l'impératrice avait qualifié de représentants de la nation des hommes qui n'osaient même plus motiver leur vote, tant il les avait abaissés et avilis, Napoléon éprouva un véritable accès de fureur comme toutes les fois qu'on évoquait devant lui les droits qu'il avait usurpés. Le *Moniteur* rappela aux députés leur néant et fit gronder la foudre sur ces têtes humiliées : « Sa Majesté l'Impératrice *n'a point dit cela*, affirmait cette note péremptoire. Elle connaît trop bien nos constitutions; elle sait trop bien *que le premier représentant de la nation, c'est l'Empereur*.... Dans l'ordre de nos constitutions, après l'Empereur vient le Sénat; après le Sénat, le conseil d'État; après

1. Napoléon à Talleyrand, 27 novembre 1808.



le conseil d'État, le Corps législatif.... La Convention, l'Assemblée législative étaient représentants, telles étaient alors nos constitutions. Aussi le président dis-puta-t-il le fauteuil au roi.... aujourd'hui ce *serait une prétention chimérique et même criminelle, de vouloir représenter la nation avant l'Empereur*. Le Corps législatif improprement appelé de ce nom devrait être appelé *conseil législatif* puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, n'en ayant pas la proposition. *Il n'est que la réunion des mandataires des conseils électoraux.* »

Telle était bien dans tous ses traits essentiels cette constitution qu'il voulait imposer à toute l'Europe comme un type de perfection immuable et absolu; un sénat servile et tremblant composé de ses créatures, un conseil d'État composé d'instruments actifs et dociles, un Corps législatif réduit au rôle d'une chambre d'enregistrement, et au-dessus de ces ombres un homme, seul représentant de la nation, à la fois tribun et dictateur, investi du triple pouvoir de constituer, de légiférer et de gouverner. Ce n'était pas peu de chose que d'avoir si promptement réalisé cette théorie dégradante en pleine civilisation chrétienne, au milieu d'un siècle de lumière, mais c'était peut-être dépasser la mesure que de la proposer si ouvertement à l'admiration des peuples, car on avait pu accepter le césarisme comme une nécessité funeste et passagère, mais personne n'y voyait un système normal et durable. L'auteur seul de cet anachronisme prenait son rêve au sérieux, lui seul voulait poursuivre jusqu'au bout cette exhumation de la décadence romaine. Sa pensée ne pouvait sortir de ce cercle étroit, il en ressuscitait les noms, les institutions, les

[redacted]

mœurs. Il en recherchait les analogies au point qu'il ne pouvait parler même du désastre de Dupont sans le comparer à celui de *Sabinus Titurius*; enfin il vivait avec délices dans ces siècles affreux dont le souvenir est un cauchemar pour tout esprit libre. A l'époque même où il déchaînait tant de fléaux sur la malheureuse Espagne, par un trait de contradiction qui n'avait pu éclore que dans le cerveau d'un César en démence, il envoyait à Cambacérès le projet d'un *temple de Janus* qui devait être bâti au sommet de Montmartre et *où se feraient les premières publications solennelles de la paix*[1]. L'érection d'un temple de la Paix, au moment où il venait de décréter la conscription en la portant à cent soixante mille hommes, lui semblait devoir être pour tous les Français une démonstration sans réplique de ses intentions conciliantes : et en cela, il faut en convenir, il n'avait pas encore trop présumé de la crédulité de ce peuple qu'on mène avec des mots. Ce temple devait coûter de trente à quarante millions. Comme l'énormité de cette somme eût pu nuire à la popularité du monument, Napoléon avait eu l'idée également romaine de la lever exclusivement sur la classe des électeurs qui ne comptait pas alors plus de trente à quarante mille membres actifs. C'était donc selon son calcul une somme de mille à trois mille francs à imposer à chacun de ces *Curiales* d'un nouveau genre.

Il y avait déjà près de vingt jours que Napoléon était à Madrid, et il n'avait encore rien fait pour battre l'armée anglaise. Il est certain que si, peu de jours

1. Napoléon à Cambacérès, 26 novembre.

après son arrivée dans cette capitale, il avait selon sa méthode habituelle marché tout droit aux Anglais pour achever sa victoire, il aurait mis l'armée de Moore dans le plus grand péril. Ce général n'avait, en effet, reçu que dans les premiers jours de décembre, son artillerie et sa cavalerie que lui amenait son lieutenant Hope, de la vallée du Tage à travers la chaîne de montagnes qui sépare les deux Castilles; mais il n'avait pas encore pu opérer sa jonction avec le général Baird. Moore était un chef prudent autant que brave : il était adoré de son armée et ses juges les plus sévères ne lui ont reproché que son excessive défiance de lui-même. Il avait éprouvé en Espagne tous les mécomptes qui attendent un homme de commandement au milieu d'une insurrection désordonnée. Apprenant coup sur coup à Salamanque les désastres de l'armée espagnole, profondément découragé par le désordre, l'indiscipline, l'inertie des auxiliaires sur lesquels il avait compté, irrité des alternatives de jactance et d'abattement qu'offrait leur conduite, trop faible enfin lui-même avec ses vingt mille hommes, pour entreprendre rien de sérieux contre un ennemi si supérieur en forces, Moore, en proie aux plus douloureuses perplexités[1], s'était d'abord décidé à quitter sa position avancée de Salamanque pour battre en retraite sur le Portugal en donnant à David Baird l'ordre de rétrograder sur la Corogne. Bientôt après, sur les instances des généraux espagnols et de Frere, l'envoyé britannique auprès

1. On en trouve le témoignage à chaque page de sa *correspondance* et de son *journal*.

de la junte centrale, il consentit, à la grande joie de ses soldats qui brûlaient de combattre[1], à marcher sur Valladolid pour faire une diversion en faveur des insurgés de l'est et du midi. Mais en se décidant à attirer à lui dans le nord les forces de Napoléon, il lui fallut sacrifier ses communications avec le Portugal et déplacer sa ligne de retraite, qui allait être désormais sur la Corogne au lieu d'être sur Lisbonne.

Dans sa marche sur Valladolid, le général Moore intercepta un message par lequel Napoléon prescrivait à Soult de se porter sur Léon et de refouler le corps de la Romana dans la Galice. En conséquence de ce renseignement il prit un peu à gauche la route de Toro et de Benavente pour soutenir ses alliés contre Soult, et fit le 20 décembre à Majorga sa jonction avec Baird, ce qui porta ses forces à vingt-cinq mille hommes[2]. Heureusement pour nous, Soult était resté dans les environs de Carrion, et il put se replier devant les Anglais qui s'avancèrent jusqu'à Sahagun (22 décembre).

Telle était la situation de l'armée anglaise lorsque Napoléon se détermina enfin à venir l'attaquer. Le nombre de ses troupes dans la Péninsule n'avait fait que s'accroître, puisque les corps d'armée de Junot et de Mortier venaient de déboucher l'un sur Burgos, l'autre sur Saragosse où il allait renforcer Moncey; nos soldats avaient même remporté sur les Espagnols de nouveaux avantages, et cependant bien loin que

1. *Story of the peninsular war* by the marquis of Londonderry.

2. Ce chiffre est établi déduction faite des troupes laissées en Portugal ou à Lugo, des malades restés dans les hôpitaux. Il est emprunté à un *état officiel de l'armée* de Moore en date du 19 décembre 1808 inséré dans l'Histoire *de la guerre de la Péninsule*, de Napier.



nos embarras fussent terminés en Espagne, tout y semblait à recommencer. La soumission de Madrid avait produit dans les provinces un mouvement de colère et d'indignation. Les armées de l'insurrection, bien que repoussées sur tous les points, semblaient se recruter dans la fuite comme les nôtres se recrutaient dans la victoire. Tout ce qui n'avait pas été tué sur le champ de bataille s'enrôlait tôt ou tard de nouveau. Au bout de quelque temps il n'était pas un Espagnol en état de porter les armes qui n'eût servi successivement dans cinq ou six armées différentes. Il fallait tuer pour soumettre, et Napoléon ne reculait pas devant cette conséquence très-logique de son entreprise. Mais elle était d'une exécution difficile avec un ennemi si habile à se dérober. Aussi voyait-on reparaître en quelques jours une armée dont les bulletins avaient annoncé *la totale destruction*. L'armée de Blake, anéantie à Espinosa, comptait aujourd'hui dix mille hommes en Castille et presque autant dans les Asturies sous les ordres de la Romana; celle de Palafox, enfermée dans Saragosse, tenait en échec les deux corps de Moncey et de Mortier; celle de Castaños, si vivement poursuivie à Sigüenza, s'était rabattue sur Cuenca dans de fortes positions sous les ordres du duc de l'Infantado, et ses rangs grossissaient à vue d'œil; celle d'Estrémadure enfin, sur le point de se dissoudre sous ses propres excès après Somosierra, et déshonorée par le meurtre de San Juan, son général, avait été rappelée à l'ordre par Galuzzo qui occupait Almaraz sur le Tage.

Cette situation de nouveau incertaine après des succès en apparence si décisifs est peut-être au fond

la vraie cause du retard que mit Napoléon à re
l'offensive. Habitué à étreindre fortement se
saires pour les détruire, il était quelque peu
certé par les allures évasives d'un ennemi
paraissait aussitôt qu'on voulait le saisir. Qu
en soit, ayant été informé le 19 décembre de la
des Anglais sur Valladolid, il comprit que le
de retraite était par là même changée et
presque sur-le-champ le plan de Moore : « To
à penser, écrivait-il dans une note laissée à
qu'ils évacuent le Portugal et portent leur li
pération sur la Corogne. Mais en faisant ce
ment de retraite ils peuvent espérer faire ess
échec au corps du maréchal Soult[1]. »

Cette dernière pensée était, en effet, une ta
bien naturelle dans la position du général Mo
allait se voir forcé de battre en retraite san
combattre, et Napoléon espérait qu'il y succom
Nous aurions ainsi le temps de nous porter
communications et de lui couper la route de
rogne. L'empereur avait quatre-vingt mille h
aux environs de Madrid, il en prit avec lui la
et laissa l'autre à Joseph[2], après avoir fait fort
Madrid qui devint un véritable camp retranché.
gardait les corps de Lefebvre et de Victor ave
divisions de cavalerie, forces plus que suffisante
repousser une attaque ; l'empereur emmenai
lui le corps de Ney, la garde impériale, de fort

1. Notes pour Joseph, en date du 22 décembre 1808.
2. Ibid. Il faut réduire sur ce point les appréciations ord
ment si justes de Napier, qui estime à 50,000 hommes l'arm
duite par Napoléon contre Moore.

serves d'artillerie et de cavalerie. La perte des Anglais lui paraissait presque certaine, et il est incontestable qu'ils eussent échappé difficilement s'ils s'étaient laissé placer entre ces quarante mille hommes et le corps de Soult : « Je pars à l'instant, écrivait-il à Joséphine le 22 décembre, je vais *manœuvrer* les Anglais qui paraissent avoir reçu leurs renforts et *vouloir faire les crânes*. Le temps est beau, ma santé parfaite, sois sans inquiétude. »

Le soir de ce même jour il franchissait à pied les pentes du Guadarrama par une affreuse tempête de neige. Le temps, si beau jusque-là, était devenu mauvais, mais sans ralentir la rapidité de nos mouvements. Le 25 décembre Napoléon était à Tordésillas, non loin de Valladolid, toujours convaincu qu'il allait surprendre et enlever l'armée anglaise : « Faites mettre dans les journaux, écrivait-il à Joseph, que 36,000 Anglais sont cernés, que je suis sur leurs derrières, tandis que Soult est devant eux[1]. » Quelques jours plus tard il fallut déchanter.

Averti par la Romana de la marche de Napoléon, sir John Moore, en ce moment sur le point de se porter sur Saldaña pour y attaquer Soult (23 décembre), comprit la nécessité d'une retraite immédiate s'il voulait éviter de se trouver pris entre deux feux. Il sut prendre son parti avec autant d'habileté que de décision. Son chemin le plus direct pour gagner la Corogne était la route de Mansilla, mais comme elle était encombrée par les équipages de l'armée espagnole, il rétrograda rapidement sur Benavente, y fit

1. A Joseph, 27 décembre.

sauter les ponts de l'Ezla, et se mit en retraite sur Astorga (26 décembre). Notre avant-garde était encore à Médina de Rio-Seco. Moore pressa la marche de ses troupes; il laissa à Benavente un corps de cavalerie sous les ordres de lord Paget pour retarder la nôtre. En approchant de cette ville avec notre cavalerie légère, Lefebvre-Desnoettes, contrarié de voir les ponts rompus, fit traverser à gué l'Ezla à quatre escadrons. Ils furent ramenés et sabrés par les cavaliers ennemis, et Lefebvre lui-même fut fait prisonnier au moment où il allait se noyer dans la rivière.

Napoléon dut reconnaître que ses calculs avaient été déjoués. Il ne pouvait plus que poursuivre les Anglais sur leur ligne de retraite au lieu de les couper. Sa mauvaise humeur s'exhala en invectives injurieuses : « Les Anglais avaient non-seulement coupé les ponts, mais ils avaient fait sauter les arches avec des mines, *conduite barbare*, inusitée à la guerre!... aussi étaient-ils en horreur à tout le pays. » On voit combien ce grand homme devenait scrupuleux en fait de barbarie lorsqu'il s'agissait de juger la conduite de ses adversaires. Au fond, la barbarie qu'il leur pardonnait le moins c'était d'avoir échappé au piége. Depuis qu'il avait perdu l'espoir de la prendre, leur armée n'était plus de 36,000 hommes, mais de 25,000 : « Leur force réelle, écrivait-il, est de 20 à 21,000 hommes d'infanterie et de 4 à 5,000 de cavalerie. » Et il ajoutait : « Ils doivent de la reconnaissance aux obstacles qu'a opposés le passage de la montagne Guadarrama et aux *infâmes boues* que nous avons rencontrées! » Les boues de la Pologne avaient passé en proverbe

grâce aux bulletins, mais les boues de l'Espagne étaient une légende un peu plus difficile à accréditer.

La principale difficulté de la retraite de Moore était moins désormais la poursuite de l'armée française que le manque de vivres et le mauvais état des chemins. Notre cavalerie, commandée par Bessières, le serrait de près, mais le corps de Ney était à peine arrivé à Benavente lorsque les Anglais avaient déjà dépassé Astorga. Soult gagnait rapidement du terrain depuis qu'il avait battu à Mansilla une arrière-garde espagnole chargée de défendre ce passage, mais il n'était pas assez fort pour entamer sérieusement les Anglais, bien qu'il leur fît beaucoup de mal en les harcelant sans relâche. Jusqu'à Villafranca leurs souffrances, quoique grandes, furent supportables. Mais lorsqu'il fallut traverser les montagnes couvertes de neige qui séparent Villafranca de Lugo, les vivres manquèrent presque complétement. Il fallut, pour s'en procurer, enfoncer les portes des maisons, et l'armée offrit des scènes de désordre indescriptibles. On laissa en route des hommes ivres, des blessés, de nombreux traînards trop faibles pour aller plus loin et, parmi eux, une multitude de femmes et d'enfants; on abandonna en les détruisant les bagages qu'on ne pouvait plus transporter; on jeta dans les précipices près d'un million en pièces d'or; on abattit par centaines des chevaux qu'on ne pouvait plus nourrir; enfin on n'échappa à un complet désastre que grâce à une marche d'une vitesse extraordinaire, qui permit à l'armée de sortir promptement de ces horribles défilés et de réparer ses forces à Lugo (5 janvier 1809). Jusque-là Moore avait hésité entre la Corogne et Vigo

comme ligne de retraite : à Lugo il reconnut la nécessité de se décider pour la Corogne où il devait trouver plus de facilités pour son embarquement[1]. Napoléon s'était arrêté à Astorga. Lui-même en a donné pour raison, dans une lettre de cette époque, qu'en suivant plus loin le mouvement de son armée il se serait trouvé à vingt journées de Paris. D'autre part, les bruits de l'armée rapportèrent qu'après avoir reçu et lu ses dépêches le 2 janvier à Astorga, il était demeuré pendant quelques instants absorbé dans de profondes réflexions, puis avait donné des ordres de départ pour Benavente sans communiquer sa pensée à personne. De là l'opinion très-accréditée qu'il avait reçu ce jour-là des nouvelles d'une nature grave qui l'obligeaient à rentrer en France. Sans contester la réalité de la petite scène de la lecture des dépêches, qui est attestée par des témoins dignes de foi, nous croyons que la détermination de Napoléon doit être attribuée à des motifs tout différents. D'abord il ne s'était produit ni en France ni en Europe aucun fait nouveau qui pût motiver ce soudain revirement. L'Autriche continuait à armer comme elle avait fait depuis plusieurs mois, mais elle était encore bien loin de pouvoir entrer en action. Quant à l'influence qu'on a attribuée aux intrigues de Fouché et de Talleyrand, c'est une hypothèse bâtie sur des commérages sans importance. Il ne se passait rien à Paris qui pût causer à Napoléon la plus légère inquiétude. Son vrai motif pour s'arrêter c'est qu'il avait reconnu qu'il

1. *Letter from lieutenant-général sir John Moore to viscount Castlereagh*, Jan. 13, 1809 ; Ann. reg.



n'y avait plus aucun moyen d'empêcher l'embarquement des Anglais. Son coup d'éclat, si bruyamment annoncé, était manqué, et il se souciait peu de faire quarante à cinquante lieues à travers des chemins horribles pour assister à leur évasion, en recueillant pour tout trophée d'une si pénible expédition trois ou quatre mille traînards vaincus par la fatigue plutôt que par ses armes. Il laissa ce succès peu enviable aux maréchaux Soult et Ney, et retourna lui-même à Valladolid.

Le général Moore avait quitté Lugo le 8 janvier au soir, après avoir vainement offert la bataille à Soult pendant deux jours de suite. Le 11 il atteignit la Corogne et toucha enfin au terme de cette difficile retraite qu'il avait conduite avec autant de fermeté que de prudence. Une surprise accablante l'attendait là. Les bâtiments sur lesquels il devait s'embarquer n'étaient pas encore arrivés. Il reçut la nouvelle sans fléchir et disposa tout pour livrer bataille aux Français dont les corps étaient heureusement en retard. Le 14 janvier, les transports de Moore parurent en vue de la Corogne. Sortant alors de son inaction, Soult s'efforça de s'opposer à l'embarquement des Anglais. Il leur livra un long et sanglant combat dans la journée du 16, mais il ne parvint sur aucun point à entamer leurs positions. Les Anglais embarquèrent jusqu'à leur dernier homme avant de s'éloigner de la Corogne, mais leurs deux généraux Moore et David Baird furent, l'un frappé à mort, l'autre grièvement blessé, au moment où s'opérait la délivrance de l'armée qu'ils avaient sauvée à force de persévérance et d'intrépidité. « Vous savez, dit Moore au moment

d'expirer à son ami le colonel Anderson, que j'ai toujours souhaité de mourir ainsi.... j'espère que le peuple anglais sera content[1] ! »

Napoléon était parti de Valladolid pour Paris le 17 janvier 1809, sans même attendre le résultat de la poursuite de Soult et de Ney. Dès le 1er janvier il avait prévu qu'il ne réussirait pas à empêcher l'embarquement des Anglais ; c'était là le vrai motif de sa soudaine résolution de ne pas aller plus loin. Tout ce qu'on a écrit à ce propos sur la prétendue possibilité de les atteindre en chemin, sur la faute qu'auraient commise les deux maréchaux en favorisant la fuite de l'ennemi par leur lenteur, tombe devant ces simples mots adressés à Soult au nom de l'empereur par le major-général Berthier, le 1er janvier 1809 : « Monsieur le maréchal, l'empereur, prévoyant l'embarquement des Anglais, a dicté des instructions pour les dernières opérations du duc d'Elchingen et pour les vôtres. Il ordonne que, *lorsque les Anglais seront embarqués*, vous marchiez sur Oporto, etc.[2] » Pour que l'empereur admît cette retraite comme un fait accompli si longtemps avant qu'elle fût achevée, il fallait non-seulement qu'elle fût très-probable, mais qu'elle eût en sa faveur mille chances contre une.

Rien n'était terminé en Espagne lorsqu'il prit le parti de retourner en France. L'armée anglaise s'éloignait de la Corogne, mais il était très-présumable

1. J. C. Moore : *Life of sir John Moore*. — Lord Londonderry : *Story of the Peninsular War*. — Robert Southey : *Id.* — Napier : *Histoire de la guerre de la Péninsule*, traduction et notes du général Mathieu Dumas, etc.

2. Dépêche de Berthier à Soult. — Mémoires du roi Joseph.

[redacted]

qu'elle allait revenir par mer sur le Portugal où elle avait laissé un détachement de près de dix mille hommes. C'était aussi dans cette direction que s'était repliée l'armée de la Romana, très-maltraitée mais non détruite. Sur d'autres points de la Péninsule la résistance était loin d'être vaincue. Lannes avait pris la conduite du siége de Saragosse; il le poursuivait avec une froide et inflexible énergie, mais rien n'annonçait encore qu'il dût triompher de la résolution indomptable des habitants : cette ville occupait à elle seule deux de nos corps d'armée, ceux de Moncey et de Mortier. De son côté Victor avait battu à Uclès l'armée de l'Infantado et l'avait rejetée sur Valence, mais ce succès n'avait rien de définitif. Saint-Cyr, entré en Catalogne au commencement de novembre, avait réussi à débloquer Barcelone à la suite d'une de ces campagnes méthodiques et savantes dans lesquelles il excellait, mais bien qu'il eût battu les Catalans dans plusieurs rencontres, il était loin encore d'avoir soumis cette province. L'Andalousie enfin, si funeste à nos armes, était encore intacte comme presque tout le midi de l'Espagne. Nous n'avions fait en un mot jusque-là que traverser le pays en vainqueurs, nous ne nous étions solidement établis nulle part; et pendant que nous écrasions la révolte sur un point, elle se relevait aussitôt sur un autre.

A supposer que la complète soumission de la Péninsule fût réalisable même pour le génie de Napoléon et en y employant toutes les ressources dont il pouvait disposer, c'était essentiellement une œuvre de patience et d'abnégation, qui ne promettait ni coups d'éclat grandioses, ni résultats immédiats. C'é-

[redacted]

tait une tâche qu'on ne pouvait mener à bonne fin qu'avec un mélange de douceur et de sévérité, en se résignant à de longs et habiles tempéraments; qui réclamait avant tout beaucoup de persévérance, de calme, de sagesse; c'était enfin quelque chose comme cette pacification de la Vendée qui avait fait tant d'honneur au général Hoche, mais avec des difficultés multipliées par le nombre de la population, par l'étendue des lieux, par l'intensité des haines nationales. Rien n'était plus antipathique qu'un pareil rôle aux aptitudes naturelles de Napoléon et surtout aux qualités bonnes et mauvaises que ses succès avaient développées en lui. Cette tâche patiente et délicate n'était compatible ni avec ses allures théâtrales, ni avec les emportements de son caractère absolu et violent, ni avec l'idée qu'il voulait donner de sa toute-puissance et de son infaillibilité. Il résolut donc de la laisser à ses lieutenants, bien convaincu qu'il en aurait lui-même tout l'honneur en cas de réussite, et qu'eux seuls en porteraient la responsabilité en cas d'insuccès.

Afin de colorer aux yeux de l'Europe un retour difficile à motiver après ces manifestes dans lesquels il avait annoncé avec tant d'emphase *qu'il allait planter ses aigles sur les tours de Lisbonne*, il écrivit et data de Valladolid même, la veille de son départ, une série de circulaires des plus belliqueuses adressées aux princes de la Confédération germanique.

N'ayant aucun fait nouveau à reprocher à l'Autriche et voulant toutefois présenter son départ comme provoqué par cette puissance, il prenait occasion d'articles publiés par les gazettes de Vienne et de

[redacted]

Presbourg pour prescrire à ses conféderes une attitude menaçante à l'égard de la cour de Vienne. Il leur annonçait que sans toucher à un seul homme de son armée d'Espagne, il était prêt à se porter sur l'Inn avec 150,000 hommes. Il les avisait de préparer leur contingent : « la *Russie*, ajoutait-il par une insinuation adroite, est indignée de la conduite extravagante de l'Autriche. Nous ne pouvons rien concevoir à cet esprit de vertige et de folie avant-coureur de la perte des États. — Est-ce que les eaux du Danube auraient acquis la propriété de celles du Léthé ! »

Il croyait pouvoir se permettre cette provocation sans rendre immédiate une guerre qu'il voulait faire en choisissant son heure. C'était évidemment sur l'Autriche qu'il se proposait de prendre sa revanche de ses demi-succès d'Espagne. Son prestige, si gravement atteint depuis Baylen et Cintra, ne pouvait pas être relevé dans les lenteurs et les longues incertitudes de la guerre péninsulaire, il le rétablirait donc aux dépens de l'Autriche depuis si longtemps habituée à être battue. Insensiblement il adoptait envers l'Espagne la même politique qu'envers l'Angleterre; il en venait à se dire qu'il battrait l'Espagne en Europe.

En quittant la Péninsule il laissa à Joseph quelques instructions politiques et militaires. Les instructions militaires contenaient le plan d'une campagne en Portugal et en Andalousie. Quant aux instructions politiques, elles étaient beaucoup plus sommaires et s'étaient fort simplifiées depuis l'échec des réformes. Elles formaient une sorte de refrain sinistre qui revenait dans toutes les lettres que Napoléon écrivait à Jo-

[redacted]

seph : « Je ne suis pas content de la police de Madrid, lui écrivait-il le 10 janvier, de Valladolid ; Belliard est trop faible ; avec les Espagnols il faut être sévère. *J'ai fait arrêter ici quinze des plus méchants et je les fais fusiller*. Faites-en arrêter une trentaine à Madrid. *Quand on la traite avec douceur, cette canaille se croit invulnérable. Quand on en pend quelques-uns, elle commence à se dégoûter du jeu et devient humble et soumise comme elle doit être*[1]. »

Le 12 janvier, il revient sur ces recommandations ; il lui témoigne sa satisfaction de ce que Belliard a commencé à les mettre en pratique : « *L'opération* qu'a faite Belliard est excellente. *Il faut faire pendre à Madrid une vingtaine des plus mauvais sujets*. Demain j'en fais pendre dix-sept connus par tous les excès.... Si l'on ne débarrasse pas Madrid d'une centaine de ces boute-feu, on n'aura rien fait. *Sur ces cent faites-en pendre ou fusiller douze ou quinze et envoyez le reste aux galères*. Je n'ai eu de la tranquillité en France et je n'ai rendu de la confiance aux gens de bien qu'en faisant arrêter deux cents boute-feu et assassins de septembre et en les envoyant dans les colonies. Depuis ce temps l'esprit de la capitale a changé comme par un coup de sifflet[2]. »

Le 16 janvier, il insiste encore sur ces préceptes de haute politique pour mieux les graver dans l'âme débonnaire de Joseph : « La cour des Alcades de Madrid a acquitté ou seulement condamné à la prison une trentaine de coquins que Belliard avait fait arrêter : il

1. Lettre insérée dans les *Mémoires* du roi Joseph et non reproduite dans la *Correspondance* de Napoléon.
2. Mémoires du roi Joseph.

faut nommer une commission militaire pour les juger de nouveau et faire fusiller les coupables.... Ici on a fait l'impossible pour obtenir la grâce des bandits qui ont été condamnés. J'ai refusé, *j'ai fait pendre, et j'ai su qu'au fond du cœur on avait été bien aise de n'avoir pas été écouté.* Je crois nécessaire que, dans les premiers moments surtout, votre gouvernement montre un peu de vigueur contre la canaille. La canaille n'aime et n'estime que ceux qu'elle craint; et la crainte de la canaille peut seule vous faire aimer et estimer de toute la nation[1]. »

Il lui recommandait enfin de faire *prendre* à Madrid, dans les couvents et les maisons confisquées, une *cinquantaine de chefs-d'œuvre* de l'École espagnole qui manquaient, disait-il, à la collection du Muséum à Paris[2].

Les conseils contenus dans ces fraternels épanchements constituaient au fond tout le programme de la politique impériale et royale. Tels furent les adieux de Napoléon à ce peuple qu'il se disait appelé à *régénérer!*

1. *Ibid.*
2. Napoléon à Joseph, 15 janvier.

[redacted]

CHAPITRE XII.

RUPTURE AVEC L'AUTRICHE. — BATAILLE DES CINQ JOURS.— SECONDE PRISE DE VIENNE. — ESSLING (FÉVRIER-MAI 1809).

Parti de Valladolid le 17 janvier 1809, l'Empereur était aux Tuileries le 23 janvier. On a souvent répété que les intrigues de Paris n'avaient pas moins contribué que les armements de l'Autriche à ce retour inopiné qui surprit tout le monde. Tels furent en effet les prétextes qu'il lui plut d'alléguer pour expliquer son brusque départ de la Péninsule, mais c'est mal connaître ce caractère que de prendre au sérieux les interprétations qu'il lui convenait de donner de sa conduite. Ses vrais motifs, Napoléon ne pouvait les dire. Il ne pouvait avouer que lui qui avait détruit en huit jours la puissance militaire de la Prusse, il se sentait humilié, exaspéré d'avoir passé en Espagne près de trois mois sans venir à bout d'une résistance dont-il ne parlait qu'avec le dernier mépris. Au fond ce n'était ici qu'une répétition de la volte-face de Boulogne avec moins d'impatience de faire la guerre, mais avec un égal désir d'avoir l'air d'y être provoqué. Mais les

[redacted]

fausses apparences dont il sut habilement s'emparer pour paraître contraint de quitter un pays qu'il lui tardait d'abandonner ne soutiennent pas un examen attentif. Les préparatifs de l'Autriche se poursuivaient lentement; son agression, dont Napoléon devait hâter l'heure par ses propres défis, était loin d'être imminente. Quant aux prétendues intrigues de Paris, elles se réduisaient à des bavardages inoffensifs.

Il y avait eu, comme toutes les fois que l'Empereur était loin de la France, un peu plus de liberté dans les propos, un peu moins de timidité dans les mécontentements. En dépit de cette muraille chinoise que sa police élevait autour de la France, quelques rayons de lumière avaient fini par y éclairer ces événements d'Espagne qu'il aurait voulu envelopper d'une obscurité impénétrable, et le public, trop démoralisé pour les juger avec l'indignation qu'ils méritaient, osait toutefois blâmer une entreprise que le succès semblait hésiter à sanctionner. Quant à la grande masse, elle commençait à se plaindre des conscriptions qui la décimaient, mais ses griefs n'allaient pas au delà. Quelques-uns des plus hauts fonctionnaires de l'Empire, inquiets de voir leur position compromise, s'associaient discrètement à ces critiques. D'autres remettaient sur le tapis l'inévitable question de savoir ce qu'il y aurait à faire si l'Empereur venait à succomber en Espagne, prévoyance d'autant plus naturelle que la famille impériale était divisée par des haines implacables.

Mais ces murmures avaient peu d'échos en dehors des coteries de salons. Il n'existait alors ni presse ni tribune pour leur donner le retentissement qu'ils

auraient dû avoir. Le Corps législatif était, il est vrai, rassemblé, mais quoique peu satisfait de la marche des affaires, il n'élevait jamais la voix que pour faire entendre de basses adulations. En y regardant de très-près, on pouvait toutefois relever un signe presque imperceptible de sa secrète désapprobation dans le nombre assez notable de votes opposants par lequel il accueillait le projet de code d'instruction criminelle. Son courage civil alla un jour jusqu'au rejet d'un article de loi, et il rentra aussitôt sous terre, effrayé de sa propre témérité.

On citait à côté de ce grand événement un autre incident non moins gros de menaces, au dire d'alarmistes intéressés à faire valoir leur zèle. Un rapprochement avait eu lieu entre Fouché et Talleyrand, longtemps ennemis déclarés. Ces deux personnages, qui n'étaient pas hommes à se laisser prendre au dépourvu par les événements, avaient eu ensemble de longs entretiens. Ils avaient compris la nécessité de s'entendre et de se concerter pour une action commune en prévision d'une mort de l'Empereur. On affirma qu'avant de partir pour Naples, Murat, le propre beau-frère de Napoléon, avait donné son adhésion à tous leurs plans avec l'espoir fondé d'en profiter un jour au moyen de sa popularité dans l'armée[1]. Que de semblables confidences eussent été échangées en effet entre des hommes préoccupés de sauvegarder leur grande position politique, et qui tous avaient eu plus ou moins à se plaindre des procédés de l'Empereur,

[1] Voir à ce sujet, dans le *Journal* de Stanislas Girardin, une conversation avec l'Impératrice Joséphine à la date du 24 février 1809, écrite évidemment le jour même.

c'était infiniment probable. Elles étaient naturellement suggérées par les dangers du présent et les incertitudes de l'avenir; elles n'étaient qu'une répétition affaiblie de tout ce qu'on avait entendu dans des circonstances analogues, à l'époque de Marengo, d'Eylau et même d'Austerlitz. Mais ces confidences n'étaient pas sorties du domaine de la conversation privée, et, à moins de se faire déclarer immortel, on ne voit pas comment Napoléon aurait pu prétendre les interdire. Enfin, leurs auteurs étaient si loin de songer même à un commencement d'exécution du vivant de l'Empereur, que celui auquel devait échoir le principal rôle, le roi Murat, se trouvait à Naples, poste singulièrement choisi pour conspirer à Paris.

L'importance même qu'on attribuait à ces commérages d'antichambre prouve combien on avait peu de faits sérieux à alléguer; et si Napoléon en fit tant de bruit, c'est qu'en ce moment il lui fallait à tout prix des coupables afin de pallier le fâcheux effet de son retour précipité. Parmi les nombreux emprunts qu'il avait faits à l'époque des Césars, il n'avait eu garde d'oublier les délateurs. La dénonciation était un des grands ressorts du régime impérial; elle était imposée comme un devoir à tous les fonctionnaires de l'Empire, depuis le sénateur jusqu'aux membres obscurs de l'Université[1]. L'Empereur avait en outre plusieurs polices occupées principalement à se dénoncer les unes les autres. Fouché, dont la charge consistait à surveiller les autres, était lui-même espionné de plus près que personne. L'Empereur connut bientôt,

1. Cette obligation était inscrite dans les statuts de l'Université (art. 46). En ce qui concerne les sénateurs, voir le 3e vol.

[redacted]

dans le plus menu détail, le secret de la réconciliation opérée entre son ministre de la police et le grand chambellan. Il arrivait à Paris dans cet état de mauvaise humeur ou plutôt de rage froide qui ne l'avait pas quitté depuis le jour où il s'était vu forcé de renoncer à faire prisonnière l'armée anglaise. Cette colère sourde s'était manifestée dès Valladolid par des torrents d'invectives contre les Espagnols, ses généraux, ses soldats, contre son propre frère. Ses calculs se trouvant d'accord avec ses sentiments pour lui conseiller de marquer son retour par un éclat, il n'eut aucun effort à s'imposer pour faire à Paris l'apparition d'un maître irrité parmi des serviteurs tremblants.

Embarrassé toutefois de formuler contre ces deux hommes des accusations sans preuves, il se borna à censurer l'ensemble de leur conduite politique ou à relever des faits qui étaient de notoriété publique, tels que les propos tenus par Talleyrand au sujet de la guerre d'Espagne. Dans un conseil composé de ministres et de grands dignitaires, il reprocha à Fouché ses ménagements calculés envers les vieux partis, le peu de vigueur de son administration, la direction presque factieuse qu'il imprimait à l'esprit public, car, à force de réussir dans l'art de tromper les peuples, Napoléon en était venu à considérer l'opinion comme une force dont les gouvernements réglaient à leur gré les mouvements. L'opinion était à ses yeux une sorte de valeur de circulation qui devait se fabriquer à la Préfecture de police. Cette administration disposant en effet sur toute la surface de l'Empire des nouvelles intérieures et étrangères, des renseigne-

[redacted]

ments de toute espèce, des journaux qui servaient à les propager, ayant le pouvoir souverain non-seulement d'altérer les faits, mais de les inventer au besoin, l'opinion, qui n'est autre chose que la résultante de tous ces moyens d'information réunis, ne pouvait être qu'une élaboration de la police. Ce raisonnement était des plus corrects, mais il supposait en outre une chose essentielle, c'était la foi du public aux éléments d'appréciation qu'on lui transmettait; or, cette foi était déjà fort ébranlée.

Le plus gros de l'orage tomba sur Talleyrand. Depuis qu'on l'avait si étrangement chargé « de l'honorable mission d'entourer de plaisirs et de surveillance » les princes espagnols détrônés, le grand chambellan jugeait de plus en plus sévèrement cette affaire d'Espagne à laquelle il se trouvait désormais associé malgré lui par le rôle le plus fâcheux. A toutes ses raisons, pour désapprouver une entreprise dont la folie révoltait son bon sens sinon sa moralité, étaient venues se joindre des disgrâces personnelles qui étaient bien faites pour ulcérer un esprit sensible au ridicule. Selon un bruit alors très-répandu à Paris, si Talleyrand n'avait accepté qu'à son corps défendant la mission de distraire les hôtes de Valençay, Mme de Talleyrand l'avait prise fort à cœur et avait secondé les intentions de l'Empereur bien au delà des désirs de son mari. Ce bruit, vrai ou faux, n'avait pas contribué à réconcilier Talleyrand avec des plans qu'il n'avait approuvés que du bout des lèvres, et, selon l'usage, il s'était vengé de sa mésaventure par quelques-uns de ces mots charmants dans lesquels l'e prit n'était qu'une grâce ajoutée à la raison. Na-

[redacted]

poléon l'interpella violemment sur ces propos et sur d'autres censures qu'on lui attribuait; il lui rappela, en l'exagérant, la part qu'il avait prise aux négociations avec Izquierdo, il lui reprocha d'avoir osé blâmer l'exécution du duc d'Enghien après l'avoir conseillée. Alla-t-il jusqu'à l'accuser de l'avoir *conseillée par écrit?* On n'a sur cette scène fameuse d'autre témoignage que des souvenirs recueillis dans des conversations du duc de Gaëte[1], ce qui est fort insuffisant pour faire autorité. C'est donc avec très-peu de raison qu'on a allégué ce mot comme une preuve sans réplique de la complicité de Talleyrand dans le meurtre du duc d'Enghien, car il n'est pas même établi que ce mot a été prononcé. A supposer que Talleyrand eût joué dans cette circonstance un rôle qui était contraire à la fois et à son caractère et à ses intérêts, il n'était pas assez novice pour en laisser une constatation par écrit; et si un tel écrit avait existé, Napoléon n'eût pas été homme à s'en dessaisir.

Mais lors même que les paroles attribuées à Napoléon auraient été réellement prononcées, elles ne constitueraient qu'un témoignage de fort peu de valeur, si l'on considère que la moindre protestation de Talleyrand l'aurait perdu irrémissiblement et sans profiter en rien à sa justification. Quelle défense lui était en effet possible contre l'homme qui l'accusait? Devant quel tribunal aurait-il pu le citer en calomnie? Il savait au contraire tous les périls que pouvait

1. Notamment par Meneval et par Thiers. Gaudin n'assista d'ailleurs pas plus à la scène que Mollien qui en parle également par ouï-dire dans ses *Mémoires d'un ministre du Trésor* (t. III). Mollien ne dit pas un mot de l'accusation relative au duc d'Enghien.

[redacted]

lui créer un simple démenti. Il fallait, pour les braver, un courage dont les plus intrépides généraux de Napoléon se montrèrent eux-mêmes bien rarement capables. Talleyrand se tut. Il reçut, sans répliquer un mot et avec cette impassibilité froide qui était sa façon à lui d'avoir de la dignité, cette explosion de reproches mêlée de menaces et d'expressions insultantes. Imperturbable, attentif à ne donner aucune prise à la colère de son puissant adversaire, il s'étudiait à éviter le danger sans chercher à raisonner avec lui, comme l'homme en lutte avec un élément, et il le dominait de toute la hauteur de son calme. Quand ce fut fini, il s'inclina profondément et sortit. Napoléon, qui eût trouvé plaisir à le frapper en ce moment, éprouva une sorte d'impossibilité morale à le faire avec avantage à la suite d'une scène qui avait consterné tous ceux qui en avaient été témoins. Il se contenta de retirer à Talleyrand sa clef de grand chambellan pour la donner à M. de Montesquiou, mais l'éminent diplomate n'en garda pas moins sa charge de vice-grand électeur. Il dissimula son dépit sous les dehors d'une parfaite aisance, parut n'avoir conservé aucun souvenir des outrages dont il avait été l'objet, et se montra de nouveau aux Tuileries avec une attitude soumise, mais également éloignée de la contrainte et de l'empressement, comme s'il avait le sentiment que la cour ne pouvait exister sans lui, qu'il était un grand dignitaire-né, indispensable au pays sinon à l'Empereur.

Fouché garda ses fonctions de ministre de la police où l'on n'eût pas facilement remplacé cet homme précieux. Il avait sur ses concurrents plus jeunes

[redacted]

l'avantage d'avoir trahi tous les partis depuis l'année 1793, et il commençait à méditer d'ajouter une trahison de plus à ses états de service. En revanche, la foudre impériale tomba sur une femme qui tenait à la fois au nouveau régime par des fonctions de cour, et à l'ancien par sa famille. Mme de Chevreuse avait échappé une première fois à l'exil, grâce à l'intervention alors toute-puissante de Talleyrand; elle fut enveloppée dans la disgrâce de son protecteur et reçut l'ordre de s'exiler à quarante lieues de Paris. On lui reprochait quelques épigrammes féminines et un refus de remplir les fonctions de dame d'honneur auprès de la ci-devant reine d'Espagne : « Que les Luynes y prennent garde! s'écria à ce propos l'Empereur. S'ils m'échauffent la bile, je ferai reviser la confiscation des biens du maréchal d'Ancre, et il ne manquera pas d'héritiers pour leur réclamer ses dépouilles! » Quant à Murat, protégé par l'éloignement, il n'éprouva qu'un contre-coup affaibli de la colère du maître. Champagny reçut l'ordre de le réprimander au sujet des décorations de l'ordre des Deux-Siciles qu'il s'était permis de distribuer à des Français sans l'autorisation de l'Empereur, « ce qui était *souverainement ridicule*[1]. » Le ministre dut enjoindre en même temps à ce souverain de renvoyer sur-le-champ en France les hommes qu'il y avait enrôlés.

Après cette satisfaction donnée à la mauvaise humeur, aux ressentiments, à l'orgueil blessé, il était urgent de se préparer à cette guerre qu'on avait rendue à peu près inévitable. Lors même, en effet, que

1. Napoléon à Champagny, 24 janvier 1809.

[redacted]

Napoléon aurait eu un désir sincère de la prévenir, ce qui n'était pas, il était bien tard pour revenir en arrière après les démonstrations provoquantes qui venaient de combler la mesure des griefs anciens ou récents du cabinet de Vienne. La circulaire adressée par l'Empereur aux princes de la Confédération du Rhin était une de ces menaces directes devant lesquelles une puissance ne peut plier sans perdre toute influence et tout prestige. Cette menace devait être d'autant plus sensible à l'Autriche qu'elle était le dernier terme d'une longue série d'humiliations, et que la cour de Vienne n'avait rien fait pour se l'attirer. Elle avait, il est vrai, continué sans bruit ses armements afin de mettre, ainsi qu'elle en avait avec raison allégué le droit et la nécessité, son état militaire en rapport avec celui de tous ses voisins, mais elle n'avait pas dépassé la limite de ses priviléges de puissance indépendante; on n'avait à lui reprocher aucune démarche qui pût motiver l'éclat des manifestes de Valladolid. Napoléon lui-même était maintenant forcé de convenir avec ses confidents de la fausseté de ses accusations : « L'Autriche, écrivait-il à Eugène dès les premiers moments de son retour à Paris, *ne fait pas de mouvements comme on l'avait cru;* il faut cependant se tenir alerte[1]. » « Comme on l'avait cru, » voulait dire : comme il lui avait plu de le supposer pour avoir le prétexte de quitter l'Espagne. Mais, fondée ou non, la provocation était lancée, il fallait la soutenir; il fallait surtout rejeter sur l'Autriche l'apparence des premiers torts, et c'est en quoi Napoléon excellait.

1. Napoléon à Eugène, 26 janvier 1809.

[redacted]

Il n'est guère de lieu commun historique plus répandu que celui qui consiste à imputer « à la folle agression de l'Autriche » la responsabilité de la guerre de 1809 ; il n'en est guère non plus de plus insoutenable et de plus faux. L'empereur Napoléon savait à merveille que, pour les esprits incapables de discernement, — ce qui forme l'immense majorité même parmi ceux qu'on appelle les gens d'esprit, — c'est toujours celui qui tire le premier coup de fusil qui est l'auteur de la rupture. Aussi n'a-t-il rien négligé pour accréditer ce thème des provocations autrichiennes. Ses démarches diplomatiques auprès d'Alexandre ont eu surtout pour but de prouver qu'il voulait éviter la guerre ; mais à ce moment il l'avait déjà rendue impossible à prévenir ; et l'on peut dire en toute vérité que jamais gouvernement n'y a été poussé par une nécessité plus inexorable que le cabinet de Vienne en 1809. On n'examine d'ordinaire à cette occasion que les arguties plus ou moins subtiles qui furent échangées dans les notes diplomatiques de la dernière heure : c'est rabaisser le débat à des proportions puériles. La nécessité de la guerre de 1809 n'est pas sortie à l'improviste du choc de deux rivalités ; elle remonte à la paix de Presbourg, à cette époque où, par un indigne abus de la victoire, Napoléon avait, contre l'avis de ses conseillers les plus sages, enlevé d'un seul coup à l'Autriche quatre de ses provinces et un quart de sa population.

Après ce traité inique et imprévoyant qui faisait à l'Autriche une condition de salut et une loi d'existence d'épier l'heure d'une revanche, Napoléon avait-il du moins essayé de regagner par de bons procédés

[redacted]

l'amitié de cette puissance? Il avait complété sa ruine en la contraignant par des menaces peu dissimulées à entrer dans le blocus continental. Il avait affiché à Tilsit l'intention de l'exclure de toutes les grandes affaires européennes. Lui qui n'aurait pas souffert que l'Autriche touchât à un village sur le Danube, il avait, sans la consulter, disposé successivement de la Prusse, du Portugal, de l'Espagne, de la Toscane, des États du pape et enfin de la Moldavie et de la Valachie, provinces situées sur les frontières autrichiennes, comme si c'étaient là des questions qui ne la regardaient pas, comme si l'Autriche était devenue étrangère à l'Europe, comme si de semblables énormités ne compromettaient en rien ni sa sécurité, ni ses intérêts, ni son honneur! A des envahissements qui lui prédisaient si clairement le sort qui lui était réservé tôt ou tard à elle-même on avait ajouté d'intolérables offenses. Elle n'avait pas seulement été écartée d'Erfurt; on avait répondu à une démarche courtoise par d'insolentes remontrances. Enfin, lorsque, pour se mettre à l'abri de tant d'avanies, elle avait commencé ses armements, on lui avait presque intimé l'ordre de les cesser; on lui avait demandé de sanctionner par son approbation toutes les infamies qui avaient indigné l'Europe en reconnaissant le roi Joseph. Et aujourd'hui, après l'avoir poussée à bout, après lui avoir mis l'épée à la main par tant d'affronts successifs, on l'accusait de vouloir la guerre! On ajoutait l'ironie à la mauvaise foi en lui reprochant de troubler la paix du monde. On lui promettait toutefois sa grâce pleine et entière, à condition qu'elle consentirait à licencier ses troupes. Si l'empereur François se résignait à su-

[redacted]

bir ces dernières humiliations, autant valait pour lui signer dès lors sa propre déchéance.

Il fallait beaucoup compter sur l'ignorance et la crédulité pour espérer accréditer l'opinion que, selon une expression de Napoléon[1], l'attitude actuelle de l'Autriche envers la France était celle *du loup avec l'agneau* : mais sous ce rapport il croyait tout possible et l'on doit avouer qu'il y était autorisé par le prodigieux succès de son charlatanisme. Il résolut en conséquence de garder désormais envers cette puissance une grande réserve apparente tout en poussant avec activité ses préparatifs de guerre et ses menées diplomatiques. Pour rendre la cour de Vienne responsable devant l'Europe de la rupture qu'il avait lui-même provoquée, il imagina une grande démonstration collective de la France et de la Russie, par laquelle ces deux puissances offriraient à l'Autriche de garantir son intégrité si elle voulait consentir au désarmement. Cette garantie d'intégrité était une formule bien mal choisie pour rassurer la cour de Vienne, car personne n'ignorait combien Napoléon en avait été prodigue envers la Turquie et combien peu elle avait porté bonheur aux Turcs : mais après une offre aussi solennelle l'Europe ne pourrait plus douter de son ardent désir de conserver la paix. Et si l'Autriche intimidée venait à reculer à la suite de cette double démarche, si contre toute attente elle se soumettait pour éviter la guerre, Napoléon se disait qu'après tout il serait toujours temps de rendre cette défaite diplomatique presque aussi décisive qu'un désastre militaire.

1. Napoléon au roi de Wurtemberg, 17 mars.



Romanzoff, l'ambassadeur d'Alexandre et le défenseur de l'alliance française, système dont il se considérait comme l'inventeur, n'avait pas encore quitté Paris lorsque l'Empereur y revint. Napoléon le vit, il s'attacha à lui plaire; il le combla d'attentions, de présents, de prévenances; il s'efforça surtout de le pénétrer de ses idées politiques avant de le renvoyer à Pétersbourg : Alexandre avait eu jusqu'ici tous les avantages de l'alliance, le temps était venu maintenant d'en payer le prix et de s'en montrer reconnaissant. Allait-on lui demander des sacrifices bien pénibles? Non, ce qu'on voulait de lui c'était avant tout une démonstration énergique. Faite un peu plus tôt cette démonstration aurait suffi pour ôter à la cour de Vienne toute idée de faire la guerre. Aujourd'hui encore on pouvait l'en détourner si on savait lui parler un langage qui ne laissât aucune place à l'équivoque, car un cabinet si connu par ses traditions de prudence n'oserait jamais entreprendre de lutter contre les armées réunies de la France et de la Russie. Il fallait donc appuyer les paroles par un déploiement imposant de force militaire, et si l'Autriche refusait de céder, elle serait écrasée par le simple rapprochement des deux colosses.

Rien de plus évident que ces propositions, et il était difficile de les contester ouvertement. On ne pouvait nier ni les engagements ni leur efficacité, et on n'avait que de très-faibles arguments à invoquer pour en éluder l'exécution. En revanche, les objections qu'on ne pouvait pas dire étaient aussi fortes que nombreuses. Alexandre avait eu mille preuves que Napoléon ne s'était décidé à tenir les promesses

[redacted]

de l'État que la main forcée par les embarras qui étaient venus compliquer sa situation ; il était donc dispensé de toute reconnaissance et n'avait à envisager que son propre intérêt. En quoi son intérêt lui conseillait-il d'intervenir pour mettre fin à des embarras qui lui avaient été si profitables ?

Il avait au contraire tout avantage à les voir augmenter. En adoptant cette conduite il ne faisait que mettre en pratique les maximes que Napoléon lui avait si souvent prêchées : il sacrifiait « la politique de fantaisie » à la seule grande, à la seule vraie, à « la politique des intérêts. » Il était élémentaire de prévoir qu'un grand triomphe de Napoléon sur l'Autriche lui suggérerait immédiatement la pensée de reprendre ce qu'il avait donné. Mais ce n'était pas tout, l'empereur des Français montrait maintenant l'intention de porter un coup mortel à cette monarchie. Au profit de qui la détruirait-il? Ce ne serait pas à coup sûr au profit de la Russie. A qui retourneraient ces possessions polonaises de l'Autriche qui dans les mains de Napoléon pouvaient devenir une arme si dangereuse contre la domination russe?

Ces préoccupations si naturelles dans la position d'Alexandre n'étaient pas faites pour lui inspirer des vœux bien ardents en faveur de notre cause ; mais il ne pouvait désirer non plus nous voir vaincus sans s'exposer à perdre le fruit de ses complaisances passées. Il ne s'était encore établi solidement ni en Finlande où ses troupes mal commandées avaient été plusieurs fois battues par les Suédois, ni dans les principautés que la Turquie, réconciliée maintenant avec l'Angleterre, s'apprêtait à lui disputer énergique-



ment, et si Napoléon venait à essuyer quelque grand désastre, Alexandre se verrait contraint de renoncer à ces provinces tant convoitées.

Combattu par des sentiments si divers, le czar ne pouvait adopter qu'une conduite équivoque et indécise, et cependant jamais l'occasion d'un plus beau rôle ne s'était encore offerte à lui. Aujourd'hui, et aujourd'hui seulement, il touchait enfin à ce moment qu'il avait toujours rêvé, il était en toute vérité « l'arbitre de l'Europe. » Napoléon semblait vouloir le proclamer lui-même par le bruit qu'il faisait du concours et des armées d'Alexandre. Il semblait plus compter sur l'effet de cette menace que sur l'effroi qu'il inspirait lui-même. Nous ne pouvions plus rien en effet sans la permission du czar. Obligés de porter la guerre sur le Danube pendant que la moitié de nos forces était occupée sur le Tage, la folie de notre politique nous avait mis à sa discrétion. Il dépendait de lui de soulever le continent tout entier contre nous. L'Allemagne frémissante, travaillée sans relâche par ses mille sociétés secrètes, n'attendait qu'un signal pour s'insurger du Hanovre au Tyrol. Le roi de Prusse était venu à Pétersbourg avec la reine (en décembre) ; il avait épuisé les protestations de dévouement ; il eût saisi avec une ardeur désespérée l'occasion d'une nouvelle lutte. L'empereur d'Autriche venait d'envoyer au czar (en février) le prince de Schwarzemberg pour tenter de le ramener à cette cause européenne qu'il avait désertée après l'avoir servie avec honneur. L'Angleterre ne demandait qu'à lui ouvrir les bras. La Turquie elle-même, qui venait de rompre bruyamment avec Napoléon après avoir enfin découvert toutes les trahisons

[redacted]

[illegible]



aux avantages que lui valait l'alliance de Napoléon, ni contribuer à la défaite de l'Autriche, il se décida à rester autant que possible simple spectateur du combat. Lorsque Caulaincourt lui fit part des désirs de son maître, il écarta habilement comme inopportune et dangereuse l'idée d'un manifeste collectif adressé à la cour de Vienne, mais il s'engagea à faire tous ses efforts pour la détourner de la guerre. Quant à sa coopération militaire, il n'en contesta ni le caractère obligatoire ni la convenance, mais il ne cacha point qu'elle devait se réduire à peu de chose par suite des embarras et des périls que lui avaient créés les présents incommodes qu'il avait reçus de son auguste allié. Il avait une guerre au nord avec la Suède, il allait avoir affaire au midi aux forces réunies de la Turquie et de l'Angleterre, c'était beaucoup pour un empire épuisé, dont l'opinion était d'ailleurs très-peu favorable à l'alliance française. Tout ce qu'il pourrait faire en notre faveur, ce serait de concentrer un corps d'armée sur les frontières de la Gallicie. Ces promesses furent réalisées au moins en partie avec un zèle plein d'ostentation. La Prusse fut avertie qu'il fallait se résigner à se tenir en repos et qu'elle ne pouvait rompre avec la France sans rompre avec la Russie. Le prince Schwarzemberg reçut des déclarations qui n'étaient pas moins décourageantes. Il avait été chargé par sa cour de demander la main d'une sœur du czar pour l'un des archiducs; on la lui refusa et on assaisonna ce refus des plus graves remontrances sur la conduite imprudente du cabinet de Vienne. Mais en lui prodiguant ces conseils et ces avertissements, Alexandre s'abstint de prendre envers

l'Autriche l'attitude menaçante et résolue qui seule eût pu la faire reculer devant la guerre.

Ainsi échoua, comme il était facile de le prévoir, une intervention qui ne pouvait être efficace puisqu'elle ne pouvait être complétement sincère. Il est difficile de croire qu'un esprit aussi pénétrant que Napoléon ait beaucoup compté sur ce moyen de prévenir une rupture, alors qu'il semblait faire lui-même à Paris tout ce qu'il pouvait pour froisser et exaspérer l'Autriche. Depuis longtemps il affectait de ne plus adresser la parole à l'ambassadeur Metternich; il faisait insulter la cour de Vienne dans ses journaux, provocations sur l'origine desquelles il était impossible de se méprendre depuis qu'on savait qu'ils étaient tous rédigés par sa police; il ordonnait aux princes de la confédération du Rhin de mettre le séquestre sur les biens de tous les individus absents qui ne seraient pas rentrés dans le délai de trente jours (15 février); il leur prescrivait de faire prendre à leurs troupes des positions de guerre sur la limite de leurs territoires respectifs (21 février). Il ne songeait donc plus à la paix, ou si de faibles velléités de la maintenir traversaient par instants son esprit, c'était seulement lorsqu'il éprouvait quelques doutes au sujet de l'issue de la nouvelle aventure où il allait s'engager. Mais il se flattait d'entraîner Alexandre plus loin qu'il ne voulait aller, et se disait qu'après s'être compromis personnellement dans les négociations, le Czar n'aurait plus aucun prétexte pour lui refuser l'appui de ses armées.

Mais, trop habitué à se tenir en garde contre toute surprise pour compter sur un autre que lui même, Na-



poléon avait fait tous ses préparatifs de guerre comme si ses troupes seules avaient dû entrer en ligne contre l'Autriche, et leur nombre égalait au moins, s'il ne le dépassait pas, celui des soldats que cette puissance avait mis sur pied. Il avait tout d'abord évalué à quatre cent mille hommes le nombre de soldats qui lui serait nécessaire pour la soumettre ; et dès le jour où il s'était décidé à cette brusque évolution, il avait pris à Valladolid même ses premières dispositions militaires. La garde avait reçu sur-le-champ l'ordre de rétrograder vers la France. Il avait également rappelé d'Espagne de nombreux régiments de cavalerie, plus utiles dans les larges plaines du Danube que dans ces régions montagneuses où ils n'étaient le plus souvent qu'un embarras. Il redemanda en même temps à Joseph quelques-uns des chefs les plus brillants de l'armée d'Espagne, entre autres Montbrun général de cavalerie incomparable ; Lasalle, une des jeunes illustrations de l'armée ; les maréchaux Bessières et Lefebvre, hommes d'exécution d'une bravoure éprouvée, mais plus utiles dans le combat que dans le conseil, et par conséquent mieux à leur place sous les ordres directs de Napoléon qu'en Espagne où les chefs, livrés désormais le plus souvent à eux-mêmes, allaient avoir à se diriger d'après leurs propres inspirations.

Un événement depuis longtemps attendu venai enfin de rendre disponible celui de tous ces généraux que Napoléon tenait le plus à rappeler auprès de lui. Le 20 février 1809, les habitants de Saragosse, à demi ensevelis sous leurs murs en poussière, vaincus par une horrible épidémie encore plus que par nos armes,

[redacted]

rendirent au maréchal Lannes les débris fumants de leur cité, après une défense dont le souvenir vivra encore dans la mémoire des hommes lorsque depuis des siècles le nom des victoires les plus retentissantes de ce temps-là aura disparu dans l'oubli. Plus de cinquante mille hommes avaient péri pendant les deux sièges. Comme nous avions employé le plus souvent dans nos attaques la force mathématique de la mine et de la grosse artillerie, nos pertes étaient infiniment moins sensibles. C'était une raison de plus d'user d'indulgence envers les survivants. Le monde entier avait les yeux fixés sur eux et semblait comme interdit d'admiration. Ils avaient poussé le courage jusqu'à la frénésie, et quelques-uns la vengeance jusqu'à l'atrocité ; ils avaient montré tous les fanatismes confondus en un seul : mais jamais ruines arrosées d'autant de sang ne furent plus resplendissantes d'héroïsme. Jamais soldats trahis par le sort des armes ne furent plus dignes du respect des vainqueurs. On regrette que Lannes n'ait pas su honorer son succès par une générosité égale au malheur de ces glorieux vaincus. Il traita les défenseurs de Saragosse comme une bande de brigands forcés dans leur repaire. En dépit d'une capitulation, très-sommaire il est vrai, mais formelle et signée de sa main, qui garantissait expressément « la sûreté des personnes et des propriétés » (art. VII), il fit exécuter deux des chefs qui avaient le plus contribué à la résistance, et abandonna aux excès de la soldatesque ce cadavre d'une ville morte.

Les historiens français ont toujours nié la réalité de cette capitulation dont l'existence est affirmée avec

plus d'énergie encore par les historiens anglais et espagnols[1]. Ce qui est certain, c'est que le texte en fut imprimé intégralement dans la *Gazette de Madrid*, du 11 mars 1809, à la suite des représentations de la junte de Saragosse; et on peut lire dans la correspondance du roi Joseph, à la date du 27 février 1809, un mot qui nous paraît trancher le débat : « Sire, écrit-il à son frère, j'ai reçu l'*acte de reddition* de Saragosse. » Cet acte de reddition ne pouvait être que la pièce à laquelle nous faisons allusion, car on ne dresse pas d'acte pour une ville qui se rend à discrétion.

Quoi qu'il en soit, les défenseurs de Saragosse n'avaient pas besoin de capitulation. Ils devaient être à jamais sacrés pour quiconque portait un cœur de patriote ou de soldat. Cela est si vrai que le roi Joseph lui-même, dans le compte rendu officiel qu'il publia du siége, ne put s'empêcher de rendre hommage à leur courage, ce qui lui attira une dure réprimande : « Mon frère, lui écrivait Napoléon, le 11 mars, j'ai lu un article de la *Gazette de Madrid* qui rend compte de la prise de Saragosse. On y fait l'éloge de ceux qui ont défendu cette ville. Voilà en vérité une singulière politique! *Certainement, il n'y a pas un Français qui n'ait le plus grand mépris pour ceux qui ont défendu Saragosse.* » C'est du moins là ce qu'il eût voulu, car ce grand exploiteur de la gloire en était venu à croire que l'honneur ou l'infamie n'existaient plus que par

1. Voir entre autres sur ce point l'*Histoire du siége de Saragosse* du général Rogniat. — La *Défense de Saragosse*, de Manuel Cavallero. — Robert Southey : *History of the Peninsular War*. — Toreno — Enfin le *Mémoire sur le second siége de Saragosse*, par Pedro Maria Ric, le négociateur lui-même (dans la *Coll. suppl. des Mém. relatifs à la Rév. française*).

rapport à lui, et qu'on était voué à l'un ou à l'autre, selon les sentiments qu'on lui témoignait. Pour rétablir la balance, l'Empereur fit flétrir de l'épithète de lâche, en plein *Moniteur*, l'intrépide jeune homme qui avait été l'âme de cette immortelle défense : « Cet homme, disait le *Moniteur* du 2 mars 1809 en parlant de Palafox, est l'*objet du mépris* de toute l'armée ennemie qui l'accuse de présomption et de *lâcheté*. On ne l'a jamais vu dans les postes où il y avait du danger. » Et quelques jours plus tard : « on désespère de la vie de Palafox. *Cet homme est en horreur a la ville*[1]. » Trouvé mourant à Saragosse, Joseph Palafox fut, par son ordre, amené en France, puis enfermé au fort de Vincennes, où il resta prisonnier jusqu'à la chute de l'Empire, traité comme un malfaiteur pour avoir défendu la plus juste des causes. Ces ignobles représailles contre des vaincus qui étaient l'honneur de leur temps ont pour la plupart passé inaperçues, et ce serait commettre une étrange méprise que de supposer Napoléon capable d'avoir jamais éprouvé un regret quelconque au sujet de pareils actes; mais lorsque, captif lui-même à Sainte-Hélène, l'auteur de tant de crimes faisait si grand étalage de son martyre et fatiguait l'Europe de ses lamentations à propos d'une bouteille de vin qu'on refusait à sa table, ne vit-il jamais passer dans ses souvenirs la stoïque figure du jeune défenseur de Saragosse?

D'après tous ces faits, il est permis de supposer qu'en traitant les vaincus avec cette impitoyable rigueur, Lannes n'obéissait pas à ses sentiments per-

1. *Moniteur* du 8 mars.

[redacted]

sonnels, mais à des instructions qui devaient répugner à un homme d'un si vrai courage. Cet épisode n'en reste pas moins comme une tache sur sa mémoire. En se rendant à l'appel de l'Empereur, Lannes ne lui apportait plus qu'une gloire ternie, et une vie dont les jours étaient déjà comptés.

Ces renforts, tirés de l'armée d'Espagne, n'étaient qu'une faible partie de ceux que Napoléon se proposait d'envoyer aux troupes qu'il avait conservées en Allemagne sous les ordres des maréchaux Davout et Bernadotte. Les deux conscriptions qu'il avait levées en septembre 1808, l'une sur l'année 1810, l'autre sur les hommes qui avaient échappé aux conscriptions des années précédentes, montant ensemble à cent soixante mille hommes, étaient encore presque intactes. Il les organisa sur-le-champ au moyen de ses cadres et de ses dépôts, espèce de gouffre toujours ouvert et susceptible de s'élargir indéfiniment.

Il porta ses régiménts d'infanterie à trois mille hommes présents sous les armes, ce qui supposait un effectif de près de quatre mille; ses régiments de cavalerie à mille hommes, ce qui en supposait douze cents. Les officiers lui faisant défaut pour commander à ces troupes de formation nouvelle, il eut recours à des mesures expéditives qui n'ont pas peu contribué à son renom de grand organisateur, mais que, selon toute apparence, la postérité citera avec moins d'admiration que la génération présente.

Il fit prélever, sur les jeunes gens de 17 à 18 ans qui étudiaient dans les écoles militaires, une sorte de conscription de faveur, en vertu de laquelle ces enfants purent anticiper sur les grades, mais en lais-

[redacted]

[illegible] sur leur sang. Il en prit cent soixante-[illegible] à Saint-Cyr, autant à la Flèche, cinquante à l'École [illegible], cinquante à celle de Compiègne. Ce [illegible] ne lui paraissant pas suffisant, il étendit l'opération à tous les lycées de l'Empire. Ces établissements étaient alors au nombre de quarante ; [illegible] par lycée, cela lui faisait « quatre cents [illegible] à envoyer dans les régiments[1]. »

[illegible] songer à combler les vides produits dans les [illegible] par cette ingénieuse exploi-[illegible] peu à attendre, sous ce rapport, de [illegible] des familles, car de semblables mesures [illegible] pas de nature à encourager les pères à y [illegible] leurs enfants. Le génie organisateur de Napoléon trouva promptement le moyen d'y pourvoir [illegible] de 1806, il avait eu l'idée de former des compagnies de gardes d'honneur, spécialement destinées à l'enrôlement des fils de famille [illegible] par la perspective des honneurs [illegible]. Cette création, qui était surtout à l'adresse de l'ancienne noblesse, avait eu peu de succès. Napoléon la reprit sous une autre forme en substituant l'enrôlement forcé à l'enrôlement volontaire. Il ordonna, en conséquence, à Fouché « de lui dresser une liste de dix familles par département et de cinquante pour Paris, » en ayant soin de la composer *des familles anciennes et riches qui n'étaient pas dans le système*. Leurs enfants, âgés de plus de seize ans et de moins de dix-huit, seraient envoyés de force à l'École de Saint-Cyr : « Si l'on fait quelque objec-

1. Napoléon à Clarke, 8 mars 18[illegible].

[redacted]

tion, ajoutait l'Empereur, *il n'y a pas d'autre réponse à faire sinon que tel est mon bon plaisir*[1]. »

Ces derniers mots étaient la formule même de l'ancien régime; mais il eût fallu remonter bien loin et réunir bien des époques néfastes pour y trouver rien qui égalât cet ensemble de mesures. On eût dit qu'elles avaient été systématiquement combinées par une main savante dans le but d'éteindre l'intelligence de la France en même temps que de tarir la source de ses forces vitales. On ne lui prenait plus seulement ces robustes générations de paysans et d'ouvriers qui étaient comme le corps de la nation, on s'attaquait au cœur et au cerveau; on choisissait avec un soin jaloux, sur les bancs même du collége et des écoles, cette jeunesse d'élite, cette précieuse réserve qui était l'art, la littérature, la science, la civilisation de l'avenir, et avant que son instruction fût terminée on l'en arrachait dans sa fleur, et toute chaude encore des baisers maternels, pour l'envoyer à la boucherie des champs de bataille.

La France était saignée à blanc; cependant ces deux conscriptions et ces recrues supplémentaires étaient-elles bien tout ce que le pays pouvait donner? L'œil perçant de Napoléon ne tarda pas à découvrir de nouvelles catégories à ajouter à ces contribuables de l'impôt du sang. En ordonnant une levée de quatre-vingt mille hommes sur les quatre années antérieures à 1808, dont chacune en avait déjà fourni un pareil nombre, il avait porté leur contingent régulier à cent

1. Cette lettre, du 3 décembre, est de celles qu'on n'a pas jugé à propos d'insérer dans la *Correspondance* de Napoléon.

[redacted]

mille hommes : en. n'y avait-il pas une flagrante injustice à n'en demander que quatre-vingt mille à l'année [illegible] ?

Le principe de l'égalité, si cher aux Français, exigeait [illegible] la réparation d'un abus aussi criant. [illegible] augmenta [illegible] la quote-part de l'année 1810, mais [illegible] augmenta de trente mille hommes au lieu de vingt, [illegible] rétablissait de nouveau l'équilibre, et lui permit [illegible] nouveau supplément de dix mille [illegible] la garde impériale, aux années antérieures [illegible] d'avoir à se plaindre, elles se [illegible] favorisées, puisqu'on ne leur imposait [illegible] de dix mille hommes [illegible] nécessaire pour [illegible] d'un mauvais [illegible] nouveaux appels.

[illegible] Napoléon les prit et les fit [illegible] le Sénat, auquel elles [illegible] soumises, que par une violation [illegible] de l'Empire [illegible] cette assemblée [illegible] appelée à les sanctionner que lorsque l'empereur était déjà aux prises avec les [illegible] dans la vallée du Danube[2]. De telles mesures n'étaient en effet possibles, qu'à la condition d'être clandestines. Elles excitaient, dès lors, de graves mécontentements qui, chez les populations de l'Ouest, allaient jusqu'à la révolte, et qu'on étouffait sans bruit sous le nom de brigandage. Elles avaient pour complément indispensable cette atroce législation sur les conscrits

1. Napoléon à [illegible] 11 mars 1809.
2. Dans la séance du [illegible] avril.

[redacted]

réfractaires dont j'examinerai, en temps et lieu, l'esprit et les développements.

Grâce à ces levées de deux cent quarante mille hommes qui venaient s'ajouter aux armées d'Italie et d'Allemagne, Napoléon se trouva promptement en mesure de faire face aux troupes de l'Autriche. Il voulait que le prince Eugène pût entrer en campagne avec cent mille hommes, y compris le corps de Marmont qui occupait la Dalmatie, et lui ordonna de faire ses premières concentrations dans le Frioul ; il dirigea d'Erfurt sur Würzbourg l'armée du Rhin que commandait Davout. Il envoya Lefebvre à Münich pour y prendre le commandement du contingent bavarois qui montait à quarante mille hommes. Il prescrivit à Bernadotte, qui était à la tête du contingent Saxon-Polonais, de remplacer par des Polonais les garnisons françaises de Glogau, Cüstrin, Stettin et Danzig, et de se concentrer autour de Dresde pour observer la Bohême. Enfin, Masséna fut chargé d'organiser à Strasbourg, sous le nom d'*armée d'observation du Rhin*, un corps de création nouvelle qui devait se tenir prêt à marcher sur le Danube au premier signal.

Les princes de la Confédération du Rhin, dont les forces réunies dépassaient cent mille hommes, reçurent des ordres réitérés de porter leur effectif au grand complet. Obligés de s'armer contre la cause de leurs compatriotes, et témoins de la haine que notre domination excitait en Allemagne, ces malheureux princes n'avaient pas même l'illusion de croire qu'en cédant à une douloureuse nécessité, ils y obéissaient du moins volontairement, et agissaient par eux-mêmes. On ne faisait rien pour déguiser le joug auquel

[redacted]

ils étaient soumis, et partout leurs corps auxiliaires étaient commandés par nos généraux : les Saxons, par Bernadotte ; les Bavarois, par Lefebvre ; les Wurtembergeois, par Vandamme que Napoléon imposa au roi de Wurtemberg, malgré des protestations trop motivées.

L'armée d'Italie devait rester sous les ordres d'Eugène, jeune homme brave et plein de zèle, mais sans passé militaire, chez qui une auguste parenté était censée suppléer à l'expérience et aux services. Quant aux divers groupes de l'armée d'Allemagne, ils devaient, après quelques tâtonnements, se subdiviser définitivement en sept corps d'armée sans compter la garde et la cavalerie de Bessières. D'après la propre évaluation de Napoléon [1], ces forces allaient se répartir de la façon suivante : Lannes devait avoir cinquante mille hommes; Davout, soixante mille; Masséna cinquante mille; Lefebvre, quarante mille; Augereau, vingt mille; Bernadotte, cinquante mille; le roi Jérôme douze mille; ce qui, avec les vingt-deux mille hommes de la garde, et les vingt mille du corps de Bessières, formait un total de trois cent vingt-quatre mille soldats, et avec ceux de l'armée d'Italie de quatre cent vingt-quatre mille.

Les forces de l'Autriche qui semblaient, au premier abord, égaler au moins cette masse énorme, leur étaient en réalité très-inférieures, parce qu'elles se composaient en grande partie de milices qui ne pouvaient être, sans danger, opposées à des troupes régulières. Ces dernières, qui seules allaient former

1. Napoléon à Berthier, 8 avril.

[redacted]

l'armée active, ne montaient pas à trois cent mille hommes, tout compris.

L'archiduc Jean devait attaquer le prince Eugène avec cinquante mille hommes en s'appuyant sur une insurrection toute prête à éclater dans le Tyrol; l'archiduc Ferdinand devait menacer la Pologne Saxonne avec quarante mille hommes; l'archiduc Charles, enfin, avait sous ses ordres l'armée principale, et occupait la Bohême occidentale avec cent quatre-vingt mille hommes à portée de se jeter sur la Bavière. Deux autres détachements de dix à quinze mille hommes observaient l'un la Dalmatie, l'autre le Tyrol. Quant aux milices dont le nombre dépassait cent cinquante mille hommes, on les tenait en réserve aux environs de Vienne et en Hongrie comme une ressource désespérée.

Malgré l'infériorité de ses forces, le cabinet de Vienne avait sur nous un réel avantage s'il savait agir à temps : ses troupes étaient concentrées et les nôtres dans un fâcheux état de dispersion. Si l'on suppose Bonaparte au lieu et place de l'archiduc Charles, la partie n'eût pas été douteuse un instant; en quelques marches il eût été au milieu de nos corps d'armée épars et les eût battus l'un après l'autre. Mais l'archiduc méthodique et timoré par nature, quoique général habile, éprouvait en outre pour le génie de son adversaire une admiration presque superstitieuse qui paralysait en partie ses facultés, et la lenteur autrichienne n'était pas propre à lui communiquer l'élan qui lui manquait.

Tout le monde sentait pourtant à Vienne la nécessité d'une prompte détermination si l'on voulait

mettre à profit l'occasion qu'on avait cherchée. Les partisans de la guerre, Stadion, Gentz, Pozzo di Borgo, y redoublaient d'efforts pour en finir avec les dernières hésitations de la cour. Voulait-on attendre que Napoléon eût terminé ses préparatifs, lui donner le temps d'écraser l'Espagne, laisser l'enthousiasme allemand se refroidir et se décourager? Que parlait-on des menaces de la Russie? Ce n'était là qu'un vain épouvantail. Personne n'ignorait qu'Alexandre était seul dans tout l'empire à conseiller la paix, et que l'alliance française y était exécrée. Si l'on ne saisissait pas ce moment unique, il ne restait qu'une chose à faire : c'était de désarmer et de se soumettre, car on allait y être contraint par plus d'une nécessité. En dépit des nouveaux subsides qu'elle venait de recevoir de l'Angleterre, l'Autriche était ruinée par cet immense armement; la victoire pouvait seule rétablir ses finances épuisées, et si l'on devait être vaincu, mieux valait succomber avec honneur sous les coups de l'ennemi de l'Europe que sous le poids d'une honteuse banqueroute après une défaillance plus honteuse encore.

Il est certain que, d'après les déclarations même du ministre des finances, le comte O'Donnell, les ressources de l'Autriche ne pouvaient plus suffire à l'entretien de l'armée et qu'il « fallait l'envoyer vivre ailleurs ou se laisser dévorer par elle. » Cette nécessité, moins pressante en France, commençait toutefois à s'y faire vivement sentir depuis que nos armées n'étaient plus nourries par la Prusse. Napoléon avait tenu par calcul de popularité à maintenir ses budgets à un chiffre invariable, indépendant du cours des

[redacted]

événements comme une sorte de fait providentiel placé au-dessus des influences terrestres. Tous les ans, ou pour mieux dire toutes les fois qu'ils avaient à annoncer quelque entreprise de nature à effrayer le public, ses ministres venaient déclarer avec ostentation au Corps législatif « que les impôts ne seraient pas augmentés. » Les contributions de guerre, les confiscations, les saisies de marchandises anglaises, les aliénations de biens domaniaux dans les pays conquis, de biens nationaux en France, avaient, en effet, permis de tenir tant bien que mal cette promesse et de présenter des budgets à peu près en équilibre, grâce aux ressources cachées qui en couvraient après coup les déficits. Mais cette source longtemps inépuisable allait tarir sans un nouveau coup de cette baguette magique qui était l'épée de Napoléon. Non-seulement les dépenses avaient considérablement augmenté malgré les prétentions que le budget affichait à l'immuabilité, mais les recettes qui étaient censées suivre une progression ascendante avaient diminué dans des proportions encore plus fortes. Le produit des douanes atteint par le blocus continental avait subi une décroissance de plus de vingt-cinq millions; le produit éventuel des aliénations de biens nationaux avait été réduit par suite du malaise général à une somme très-inférieure aux prévisions. Une douzaine de millions avaient été dissipés dans une lutte insensée contre la baisse des fonds publics, pour empêcher le cinq pour cent de tomber au dessous de 80. Mollien évalue à un *milliard* la somme que cette fantaisie financière eût pu coûter à l'État si Napoléon n'avait été forcé d'y renoncer. Ces découverts, joints

à quelques autres mécomptes moins importants, portaient à une cinquantaine de millions le déficit de l'année 1808, et cependant, soit en Prusse, soit en Espagne, nos troupes s'étaient presque constamment nourries aux dépens de l'ennemi.

Ce déficit, avec celui des exercices antérieurs non liquidés, s'élevait à près de cent millions, ce qui n'empêchait pas les ministres de maintenir imperturbablement leur budget au chiffre idéal de 730 millions. Or, d'après l'évaluation de Mollien, les dépenses du ministère de la guerre en 1808 montaient à elles seules à 350 millions[1]. Le trésor de l'armée était toujours l'infaillible panacée qui devait tout réparer; lui seul, au fond, pouvait couvrir efficacement les avances de la caisse de service, car les ventes de biens domaniaux et nationaux, sur lesquelles on affectait encore un emprunt, devenaient elles-mêmes une ressource [illegible] faute d'acquéreurs sérieux. Son capital montait à [illegible] millions, mais près des deux tiers de cette somme, derniers termes des contributions à [illegible] sur la Prusse, ne devaient être exigibles [illegible] des années 1809, 1810, 1811. Napoléon [illegible] se trouver comme l'Autriche dans [illegible] à l'impossibilité matérielle [illegible] armée qu'il venait d'organiser. [illegible] les deux puissances se voyaient déjà dans l'impossibilité morale de désarmer. Il résulte de là que si la guerre n'était pas encore déclarée de fait, on peut dire qu'elle était commencée virtuellement.

[1] Mollien : Mémoires d'un ministre du Trésor.

[redacted]

Cette situation, sans autre issue qu'un recours aux armes, ôte tout intérêt aux derniers pourparlers qui s'échangent entre les cours de Vienne et de Paris. La diplomatie n'est plus entre elles qu'une sorte de procédure convenue dans laquelle la forme ne sert plus qu'à déguiser le fond et à imprimer une marche régulière à un dénoûment prévu. Metternich avait annoncé à Champagny dès le 2 mars que les mesures prises par Napoléon avaient contraint le cabinet de Vienne à mettre ses armées sur le pied de guerre, et le ministre français lui avait répondu par d'aigres récriminations qui auraient laissé peu d'espoir de rapprochement lors même que les griefs eussent été moins sérieux et les passions moins envenimées [1].

A partir de ce moment les deux gouvernements n'avaient plus songé qu'à achever leurs dispositions militaires. Masséna reçut l'ordre de porter son quartier général de Strasbourg à Ulm ; Davout dut s'avancer de Würtzbourg sur Ratisbonne ; Lannes dut concentrer son corps d'armée à Augsbourg. Napoléon, qui se rappelait les difficultés que lui avait créées le Danube dans la campagne de 1805, achemina vers ce fleuve un corps de 1500 marins destinés à lui ménager un passage rapide sur les deux rives. Le major général Berthier fut envoyé à Strasbourg avec l'ordre de presser par tous les moyens l'organisation et la marche des troupes en retard. Il devait centraliser l'armée à Ratisbonne; mais, ajoutait Napoléon : « Donauwerth et la ligne du Lech est la position à

1. *Pièces comm. au Sénat*, nos VIII et XIV.

[redacted]

occuper dans le cas où l'ennemi me préviendrait[1]. » En Italie, Murat reçut l'injonction de se porter sur Rome « avec la rapidité de l'éclair » pour y relever les troupes de Miollis envoyées dans la haute Italie, et pour « détruire ce foyer d'insurrection. » L'Empereur lui annonçait son intention de mettre fin au pouvoir temporel et de ne plus laisser au pape que son titre d'évêque de Rome, jugeant, non sans raison cette fois, que cette mesure longtemps ajournée passerait presque inaperçue au milieu des agitations de la guerre[2].

L'Autriche aurait pu nous attaquer avec un énorme avantage dès le 20 mars; elle dépensa en fausses manœuvres le temps que Napoléon savait si bien utiliser. L'armée de l'archiduc Charles, concentrée en Bohême vers Pilsen, pouvait être en cinq marches à Ratisbonne au milieu de nos corps dispersés. Au lieu d'exécuter cette attaque hardie qui eût jeté le désordre et l'épouvante au milieu de nos cantonnements, il ne laissa en Bohême qu'un corps de quarante mille hommes sous les ordres de Bellegarde, et fit avec les cent quarante mille autres un long détour pour aller repasser le Danube à Linz et se présenter sur l'Inn conformément à la vieille routine des guerres autrichiennes. Il adopta, dit-on, ce plan malgré ses répugnances à la suite d'un long débat entre les généraux Grünn et Mayer dont l'un tenait pour le premier projet et l'autre pour le second; mais sa conduite n'en soulève pas moins d'objections puisque ces dissenti-

1. Instructions du 30 mars 1809.
2. Napoléon à Murat, 5 avril.

[redacted]

ments donnaient plus de poids à l'avis du général en chef qui devait seul décider puisqu'il était seul responsable.

Dans un tel état de choses, les incidents nécessaires pour changer les démonstrations menaçantes en hostilités déclarées, ne se font jamais attendre ; ils se produisirent presque au même instant des deux côtés. Un officier français, porteur des dépêches de l'ambassade de Vienne pour la légation de Münich, mais, sans caractère officiel, fut arrêté à Braunau et tous ses papiers furent saisis et décachetés. A peu de jours de là, dans une marche de Würtzbourg sur Ratisbonne, les avant-postes de Davout violaient le territoire de l'empire autrichien[1]. Napoléon n'eut pas plutôt appris l'arrestation de l'officier français, que, par mesure de représailles, il fit saisir sur toutes les routes les courriers du cabinet autrichien. Il n'en fallait pas tant pour consommer une rupture dont tous les actes préparatoires étaient depuis longtemps épuisés. Metternich demanda ses passe-ports, et le 10 avril au matin l'archiduc Charles franchit l'Inn avec son armée, pendant que le Tyrol, prenant feu avec la rapidité d'une traînée de poudre, s'insurgeait tout entier pour chasser les garnisons bavaroises.

Napoléon s'attendait à être attaqué, mais il ne pensait pas l'être avant le 15 avril, époque à laquelle il se proposait de rejoindre son armée sur le Danube. Mais le 10 avril, à la demande que l'ambassadeur autrichien fit de ses passe-ports, il comprit que l'entrée

1. Ce fait est constaté par une lettre de Napoléon à Clarke, à la date du 5 avril.

[redacted]

[illegible] campagne [illegible] imminente et télégraphia aussitôt à Berthier [illegible] ses suppositions, devait être encore à Strasbourg, d'opérer sur-le-champ la concentration de l'armée, non plus sur Ratisbonne mais sur [illegible] et Donauwœrth. Dans une lettre du [illegible] devenue la base de toutes les [illegible] formulées depuis contre le [illegible] à Berthier sa dépêche et [illegible] « de tout reployer sur [illegible] d'Augsbourg à Donauwœrth, si [illegible] avant le 15 avril. » Si l'ennemi [illegible] aucun mouvement, mais dans ce cas [illegible] se maintenir à Ratisbonne [illegible] son mouvement d'[illegible] l'avis du passage [illegible] Strasbourg dès le [illegible] que la lettre et la [illegible] que le 16 avril [illegible] l'empereur lui-même était [illegible] quartier-général. Berthier [illegible] ses instructions du [illegible] des Autrichiens [illegible] Bohême, et ces [illegible] d'une con[illegible] » Dans le cas où l'ennemi [illegible] un peu vague

[illegible] l'Empire, comme [illegible] ambiguë et prescrivait à [illegible] dans tous les cas [illegible]. On y dit à la [illegible] les événements [illegible] ne fait aucun [illegible]

[redacted]

et susceptible de plusieurs interprétations différentes.

On pouvait dire, en un certain sens, qu'il ne nous avait pas prévenus, puisqu'après avoir dépassé l'Inn, il s'avançait lentement et péniblement sur l'Isar et n'avait pas encore atteint cette rivière derrière laquelle notre armée était déjà en partie concentrée. Davout occupait en effet Ratisbonne avec un corps qui allait monter à 60,000 hommes lorsqu'il aurait été rejoint par la division Friant encore en arrière, et les Bavarois étaient réunis au nombre de 40,000, partie à Landshut, partie à Neustadt. Cette position était toutefois dangereuse parce qu'on ne pouvait défendre efficacement la ligne de l'Isar, et que cette ligne, une fois forcée, Davout pouvait se trouver coupé du gros de l'armée encore à Augsbourg. Livré à ses propres inspirations, Berthier fit peu de chose pour prévenir ce danger; il rappela même à Ratisbonne Davout qui l'avait déjà quitté pour se rabattre sur notre centre, et envoya à son secours les divisions d'Oudinot. Mais bien qu'il ait montré en cette occasion l'indécision ordinaire des hommes habitués à n'agir jamais par eux-mêmes, Berthier ne mérita pas tous les reproches qui lui furent prodigués, puisqu'il reçut les ordres de Napoléon trop tard pour les mettre à exécution.

Il était temps que l'empereur arrivât sur le théâtre des événements pour réparer les fautes de son lieutenant. Déjà un maréchal était allé jusqu'à accuser Berthier de méditer une défection[1]. Averti par le télégraphe du passage de l'Inn, le 12 avril à huit heures

1. Général Pelet : *Mémoires sur la guerre de* 1809.

[redacted]

[illegible]. Napoléon quitta Paris dans la matinée du 13, et le 17 au matin il arrivait à Donauwerth, au point même où il avait voulu opérer la concentration de son armée. Il n'avait à proximité que les Wurtembergeois de Vandamme qui arrivaient à Ingolstadt, et le corps bavarois qui était cantonné de Geisenfeld à Neustadt. Davout était toujours isolé à Ratisbonne; Masséna était encore à Augsbourg avec son corps d'armée et les divisions d'Oudinot qui devaient faire partie du corps de Lannes. Quant à la garde, elle avait à peine dépassé le Wurtemberg. Notre armée s'étendait ainsi sur une longueur de vingt-cinq lieues, tournant le dos au Danube et faisant face à l'Isar, que les Autrichiens avaient franchi depuis la veille. Dans la journée du [illegible] avril leur avant-garde s'était présentée sur l'Isar devant Landshut; elle y avait engagé le combat avec la division bavaroise Deroy qui défendait la ville; mais le passage de la rivière ayant été forcé sur deux autres points, Deroy s'était replié sur Neustadt. A la suite de cette affaire, l'armée autrichienne tout entière, moins le corps qui était resté sur la lisière de la Bohême, avait passé l'Isar à Landshut, à Moosburg, à Dingolfing, et s'avançait sur nous, menaçant de couper notre ligne par le milieu.

Les deux armées se trouvaient dès lors en présence, en nombre à peu près égal[1], dans l'espèce de quadrilatère irrégulier dont les deux côtés supérieurs sont formés par le Danube et les deux autres par l'Isar et le Lech; mais celle qui était concentrée avait sur

1. Selon le général Stutterheim, les forces que l'archiduc avait sous la main, montaient à 126,000 hommes: *Histoire de la guerre de 1809.*

[redacted]

celle qui ne l'était pas un avantage inestimable. L'archiduc Charles, après avoir débouché par Landshut, pouvait en deux marches au plus, se porter à Obersaal sur le Danube, s'y établir entre le corps bavarois et celui de Davout, et les écraser l'un après l'autre avec la masse de son armée. Mais au moment de s'engager dans un pays couvert, coupé de marais, de bois, de coteaux, au milieu de corps ennemis dont il ne connaissait exactement ni la force ni la position précise, il se sentit repris plus fortement que jamais de ses scrupules de timidité; sa lenteur, son indécision, ses tâtonnements sauvèrent une seconde fois notre armée d'un échec presque inévitable. Il poussa ses troupes dans trois directions différentes par les trois routes qui partaient de Landshut, mais comme s'il eût voulu observer plutôt que combattre. Les corps de Hiller et de l'archiduc Louis furent envoyés à Mainbourg et à Siegenbourg en face des Bavarois, un détachement de moindre importance alla reconnaître à droite la route de Ratisbonne, et l'archiduc Charles s'avança sur Rohr par la chaussée du centre. (18 avril.)

Autant ces mouvements étaient timides et mal assurés, autant ceux de Napoléon étaient précis, rapides et décisifs. Dès son arrivée, il avait compris l'inconvénient d'une ligne si étendue et la nécessité de concentrer son armée. Il s'était hâté, en conséquence, d'expédier à Davout l'ordre de se rabattre de Ratisbonne sur Neustadt en lui promettant d'aller à sa rencontre avec les Bavarois pour favoriser son mouvement. Il avait en même temps appelé Masséna d'Augsbourg sur Pfaffenhofen, où ce maréchal serait à la fois plus près du centre de l'armée et à portée de menacer Landshut,

[redacted]

c'est-à-dire la ligne de retraite de l'archiduc. Au moyen de cette double marche, Napoléon retirait sa gauche trop avancée, et il portait en avant sa droite restée trop en arrière.

Le 19 avril de grand matin, Davout quitta Ratisbonne en y laissant seulement un régiment pour défendre le pont du Danube contre l'armée de Bohême. Sa cavalerie, son artillerie, ses équipages s'acheminaient par la route qui côtoie le Danube. Son infanterie prit par les hauteurs boisées qui dominent la route, d'Abach à Tengen. Cette marche exécutée le long du Danube et sur le front même de l'armée autrichienne était une opération des plus critiques; elle offrait encore à l'archiduc Charles les plus grandes chances de séparer Davout de Napoléon. Mais au moment où Davout avait quitté Ratisbonne, l'archiduc avait quitté Rohr pour se diriger lui-même sur cette ville, et au lieu de prendre par la chaussée du Danube, ce qui lui eût permis de barrer le passage à Davout, il s'était jeté à droite et avait gagné Ratisbonne par Eglofsheim. Un seul de ses corps, celui de Hohenzollern, vint donner entre Saalhaupt et Tengen sur les divisions Saint-Hilaire et Friant. Après un combat très-vif, connu chez nous sous le nom de bataille de Thann, et chez les Allemands sous celui de combat de Tengen, ces deux divisions rejetèrent Hohenzollern sur Hausen, et Davout opéra sa jonction avec les Bavarois. (19 avril.)

Pendant ce temps, Masséna s'était de son côté avancé jusqu'à Freising, en sorte que notre armée s'était concentrée, tandis que celle de l'archiduc se disséminait. Les corps autrichiens éparpillés de l'Abens

à Ratisbonne n'offraient plus aucune cohésion ; ils laissaient à Napoléon l'initiative dont ils n'avaient pas su profiter. Ils offraient à ses coups quatre groupes principaux. Hiller était à Mainbourg, déjà inquiet de la marche de Masséna sur ses derrières, l'archiduc Louis s'étendait de Siegenbourg à Kirschdorff, à trois ou quatre lieues de Mainbourg. A sept ou huit lieues de là, aux environs de Ratisbonne, était l'archiduc Charles dont le corps le plus avancé était à Hausen et avait combattu la veille. Napoléon se détermina aussitôt à couper en deux cette ligne démesurément étendue afin d'en détruire ensuite les tronçons séparés. Il laisse Davout devant Hausen avec mission de contenir l'archiduc Charles pendant que l'empereur va se jeter avec le plus gros de ses forces sur l'archiduc Louis à Kirschdorff et à Siegenbourg. Lannes est envoyé à Rohr avec deux divisions afin de prévenir encore mieux toute communication entre les deux ailes ennemies. Ces mesures prises, Napoléon débouche par Abensberg avec les Bavarois et les Wurtembergeois sur Offstetteten et Kirschdorff ; il y culbute les avant-postes de l'archiduc Louis, puis il les refoule sur Rohr où ils sont reçus par Lannes qui achève leur déroute. L'archiduc Louis, attaqué lui-même à Siegenbourg par le général Wréde, se voit avec épouvante sur le point d'être tourné par sa droite ; il se replie à la hâte sur Pfeffenhausen. Il s'y réunit à Hiller qui s'y était rendu de Mainbourg et n'avait pu prendre aucune part au combat. (20 avril.)

Par suite de cette courte bataille où vingt-cinq à trente mille Autrichiens seulement avaient combattu, grâce aux fausses manœuvres du général en chef,

[redacted]

l'armée ennemie se trouvait coupée en deux masses qui ne pouvaient plus se rejoindre. L'une était rejetée en désordre sur Landshut où elle courait grand risque d'être prise entre Napoléon qui la poursuivait par Pfeffenhausen, et Masséna qui arrivait par Moosburg et la rive droite de l'Isar; l'autre était refoulée vers Ratisbonne, et Napoléon qui croyait cette ville encore occupée par les troupes que Davout y avait laissées, se flattait de lui faire essuyer un complet désastre.

Lorsque dans la journée du 21 avril, à la suite d'un troisième combat encore plus rapide que les précédents, Napoléon se vit maître de Landshut que [illegible] essaya sans succès de défendre contre l'attaque combinée de Lannes et de Masséna, il considéra l'armée de [illegible] comme irréparablement perdue. [illegible] en effet s'échapper que par Ratisbonne [illegible] encore en notre pouvoir, par [illegible] nous occupions, ou par Straubing [illegible] prévenir. Quelque belles qu'eus[illegible] pendant ces trois journées, [illegible] importance, mais il voulut [illegible] selon sa constante ha[illegible] ses succès à outrance afin d'agir [illegible]. D'après une [illegible] 21 avril et ré[illegible]. « L'armée autri[illegible] du ciel qui punit [illegible] pulvérisée. Tous ses corps d'armée [illegible] écrasés. Plus de vingt de ses généraux [illegible] blessés : un ordi[illegible] plus de 30,000

prisonniers, etc. De cette armée qui avait osé braver l'armée française, bien peu de débris repasseraient l'Enns, etc. »

Toute la note était dans ce style. Ces forfanteries éhontées ternissaient l'éclat de victoires moins remarquables à coup sûr par leur résultat, quelque brillant qu'il eût été, que par les combinaisons pleines de génie qui les avaient préparées. L'armée autrichienne était loin d'être aussi pulvérisée qu'on voulait bien le dire. Sa séparation en deux masses était accomplie, mais l'archiduc Charles était maître de Ratisbonne où il avait fait prisonnier le régiment que nous y avions laissé; il avait attiré à lui une division de l'armée de Bohême, et, certain désormais de pouvoir opérer sa retraite au delà du Danube par cette ville, il commençait à déborder aux environs d'Eckmühl, au moyen d'une attaque bien tardive, les corps de Davout et de Lefebvre, qui avaient été chargés de le contenir.

L'empereur, après avoir lancé la cavalerie de Bessières à la poursuite de Hiller, et confié à une partie du corps de Masséna la garde de Landshut, se mit en marche avec tout le reste de ses forces pour aller soutenir Davout. Il arriva à Eckmühl à deux heures de l'après-midi. Par une fantaisie stratégique qui est restée inexpliquée, l'archiduc, au lieu de renouveler son attaque avec tous ses corps réunis, n'avait laissé à Eckmühl que ceux de Rosenberg et de Hohenzollern. Il avait envoyé les autres battre la campagne dans la direction d'Abach, où il n'aurait dû concentrer que ce qui était nécessaire pour défendre la chaussée du Danube contre la cavalerie légère de Montbrun. Les

[redacted]

corps établis à Eckmühl résistèrent avec une grande bravoure, malgré leur infériorité, aux assauts multipliés de Lannes, de Lefebvre et de Davout; mais après plusieurs heures de combat, Rosenberg, enveloppé de toutes parts et sans espoir de se voir appuyé, se mit en retraite sur Ratisbonne, laissant le champ de bataille couvert de ses morts. L'archiduc accourt avec sa cavalerie pour protéger ce mouvement rétrograde qui est suivi par l'armée entière. Les cavaliers autrichiens sont chargés par les nôtres qui les rejettent sur leur infanterie, mais la réserve du prince de Lichtenstein se précipite à son tour et engage avec nos cuirassiers un combat acharné qui dure jusqu'à la nuit (22 avril).

Napoléon jugea prudent de ne pas pousser plus loin la poursuite, et l'archiduc put regagner Ratisbonne à la faveur de l'obscurité. Il repassa le Danube sur deux ponts, dans la matinée du 23 avril sous les yeux de l'empereur, qui chercha avec peu de succès à entraver cette opération. Il réussit toutefois à forcer à temps l'enceinte de la ville pour faire prisonnière une partie de l'arrière-garde, peu nombreuse d'ailleurs, que l'archiduc y laissa.

Jamais le génie militaire de Napoléon ne s'était montré plus grand, plus sûr, plus fertile en ressources que pendant cette bataille de cinq jours dont les divers épisodes, Thann, Abensberg, Landshut, Eckmühl, Ratisbonne n'avaient été que le développement régulier d'une seule pensée, et où chacune des étapes destinées à rectifier de mauvaises positions, qui n'étaient pas son ouvrage, avait été marquée par une victoire. Rien n'y avait été donné au hasard, à cette

[redacted]

tactique de casse-cou où l'on joue la fortune d'un pays pour obtenir un plus grand effet. D'une évolution rétrograde, toujours si difficile à exécuter en présence de l'ennemi, Napoléon avait su faire un mouvement offensif qui enfonçait le centre des Autrichiens et rejetait leur armée divisée sur les deux rives du Danube. Jamais position plus inextricable n'avait été débrouillée, éclaircie et victorieusement relevée avec plus de sang-froid, de suite et de fermeté. Cette entrée en campagne est un modèle de guerre méthodique, un chef-d'œuvre de hardiesse en même temps que de prudence; elle est digne de tous points de la première campagne d'Italie. On n'en peut guère critiquer que les mensonges qui la déshonorèrent. Napoléon, dans son bulletin, s'attribua 60,000 prisonniers, ce qui, avec les 15,000 morts ou blessés au minimum, diminuait l'armée autrichienne de 75 à 80,000 combattants. D'après les calculs les plus probables, elle avait perdu au plus un quart de ce nombre, tout compris.

L'effet moral de ce magnifique début fut quelque peu atténué par les mauvaises nouvelles qui arrivèrent successivement d'Italie, du Tyrol et de la Pologne. En Italie, le prince Eugène, attaqué à l'improviste par l'archiduc Jean avant d'avoir pu concentrer son armée, s'était vu enlever son avant-garde à Pordenone et s'était ensuite fait battre complétement à Sacile. Il avait été ramené de là jusque sur l'Adige. En apprenant ces fâcheux événements, Napoléon avait reconnu, non sans une douloureuse surprise, que son adoption n'avait pas eu la vertu qu'on attribue au Saint-Esprit. Il avait bien pu faire du prince Eugène,

[redacted]

jeune homme doué d'ailleurs de qualités excellentes, son fils et son lieutenant, mais non lui donner par surcroît le génie et l'expérience qui lui manquaient. Sa déception s'exhala en termes pleins d'amertume : « Je vois avec peine, lui écrivit-il, que vous n'avez ni habitude ni notion de la guerre.... J'aurais dû vous envoyer Masséna et vous donner le commandement de la cavalerie sous ses ordres. En vous donnant le commandement de l'armée, j'ai fait une faute. Je sais qu'en Italie vous affectez de mépriser Masséna ; si je l'eusse envoyé, ce qui est arrivé n'aurait point eu lieu. Masséna a des talents militaires devant lesquels il faut se prosterner [1]. »

Il est certain qu'il eût été infiniment plus juste et plus habile de confier à ce grand homme de guerre un commandement auquel il avait tant de droits, que de l'employer sur le champ de bataille d'Eckmühl « à porter des ordres » comme un officier d'ordonnance, ainsi que l'empereur le constatait avec une sorte de vanité mesquine dans son premier bulletin : mais à qui la faute, si ce n'est à celui dont l'infatuation se communiquait aux plus modestes ? Dans une autre lettre, Napoléon écrivait à Eugène : « Je reste à concevoir comment mes troupes ont été battues par cette *canaille d'Autrichiens*. Ils étaient 300,000 ici, je les ai toujours battus *n'étant qu'un contre sept* [2]. » Canaille d'Autrichiens, canaille d'Espagnols ; plus les ennemis de Napoléon devenaient redoutables, plus il affectait de les mépriser, comme s'il eût dépendu de lui de

1. Napoléon à Eugène, 30 avril 1809.
2. Au même, [illegible] avril.

[redacted]

les rendre en effet méprisables, et de diminuer les obstacles en les dédaignant. De là, ce ton de jactance et de présomption qu'il mit à la mode parmi ses généraux et qui, par la suite, ne contribua pas peu à leurs revers en leur inspirant une confiance aveugle en leur supériorité. Le mépris de l'ennemi encourage les coups d'audace, mais il engendre aussi des négligences et des illusions funestes, et l'on peut dire qu'il a fait perdre plus de batailles qu'il n'en a fait gagner. En imitant la gasconnade par laquelle on cherchait à le stimuler, et en réglant ses calculs sur ceux qui établissaient que l'empereur avait combattu *un contre sept*, Eugène aurait pu facilement transformer ses deux défaites en victoires éclatantes. Il est incontestable en effet que si, au début de cette série de combats, les positions de notre armée avaient été des plus défavorables, son nombre avait tout au moins égalé celui des troupes de l'archiduc Charles. On voit par toutes les lettres de Napoléon que Davout avait 60,000 hommes, les Bavarois unis aux Wurtembergeois n'en formaient guère moins de 50,000, le corps de Masséna, la cavalerie de Bessières, les divisions Oudinot en comptaient au moins autant, et leur nombre croissait d'heure en heure, tandis que l'archiduc n'avait pas eu plus de 130,000 hommes disséminés sur ces divers champs de bataille.

Napoléon songea un instant à donner à Murat le commandement de l'armée d'Eugène, mais l'arrivée de Macdonald au quartier général du vice-roi ne tarda pas à le faire renoncer à ce projet. Il était, d'ailleurs, évident que la retraite de l'archiduc Charles allait forcer l'archiduc Jean à rétrograder sur les Alpes

[redacted]

Noriques. Eugène ayant désormais pour conseiller un général d'un mérite si éminent, pouvait suffire à la tâche de poursuivre et de harceler son antagoniste. En [illegible], comme en 1805, l'impulsion de l'armée qui opérait sur le Danube, entraînait tous les corps qui [illegible] à agir sur ses ailes, et l'action principale [illegible] tous les événements épisodiques. L'archiduc Jean [illegible] entraîné dans la déroute de son [illegible]. L'insurrection tyrolienne n'était plus [illegible], malgré son brillant succès [illegible] ni placée sur la ligne directe de nos communications, ni capable de se mo[illegible] régulière, comme elle [illegible] circonscrite, sinon [illegible] à laisser s'user sur place. [illegible] et le contre- [illegible] de la guerre permissent [illegible]. Lefèbvre fut envoyé à [illegible] pour empêcher les Tyro- [illegible] les lacs. En Pologne, l'ar- [illegible] Varsovie et refoulé [illegible] mais son succès [illegible] aurait dû aller et [illegible] très-secondaire sur [illegible]

[illegible] à Ratisbonne, l'ar- [illegible] chemin de la Bohême, [illegible], se rabattre à [illegible] arriver à temps pour [illegible] de faire un long [illegible] tandis que marchant [illegible] longeait la rive droite

[redacted]

du Danube, nous avions mille chances d'occuper ces positions avant lui. Le corps de Hiller était, en effet, hors d'état de nous arrêter sur les divers affluents du Danube, parce que nous menacions, en les abordant sur toute leur étendue, plus de points qu'il ne pouvait en défendre. On ne doit pas chercher ailleurs les motifs qui décidèrent Napoléon à ne pas suivre l'archiduc en Bohême. Il y eût trouvé une route longue et difficile, des positions dont les gorges du Bœhmer-Wald rendaient l'accès dangereux, et il eût, en outre, été contraint de diviser ses forces. En suivant la chaussée du Danube, il allait plus vite par des chemins qui lui étaient mieux connus; il gardait l'avantage de sa concentration, il avait la presque certitude d'atteindre Vienne avant son adversaire et de pouvoir exploiter ce grand effet moral que produit toujours l'occupation d'une capitale ennemie.

Déjà il avait lancé à toute vitesse son armée sur la route de Vienne. S'adressant à ses soldats, après la prise de Ratisbonne, pour les remercier de leur ferme attitude, il les félicitait « d'avoir glorieusement marqué la différence qui existait entre les soldats de César et les cohortes de Xerxès. » Rapprochement contestable s'il en fut, car l'Autriche était seule contre nous, et Napoléon avait réuni pour l'accabler les forces de plusieurs nations. Il avait pour lui le nombre et la masse; et si quelqu'un rappelait Xerxès par l'orgueil et la démence de l'ambition, ce n'était pas, à coup sûr, le modeste archiduc. Malheureusement pour tout le monde, le nouveau Xerxès était doublé d'un autre Alexandre. L'ordre du jour impérial se terminait par cette prédiction hautaine : « Avant un



sant derrière elle dans les principales places, à Ratisbonne, à Passau, à Linz, de forts détachements destinés à protéger nos communications et à défendre le Danube contre un retour possible de l'archiduc. Le soin de surveiller le cours du fleuve avait été confié à Davout. Après avoir suivi l'archiduc jusqu'au pied du Bœhmer-Wald, ce maréchal s'était rabattu sur Straubing et fermait la marche de l'armée. L'arrivée attendue de Bernadotte à Ratisbonne allait avant peu permettre à Napoléon d'appeler à lui le corps de Davout.

L'archiduc Charles avait espéré nous devancer à Krems et s'y joindre à Hiller pour couvrir Vienne. Il ne tarda pas à renoncer à cette illusion. Elle lui était d'autant moins permise qu'il avait perdu beaucoup de temps à Budweiss en Bohême dans une complète inaction. Il ordonna donc à son lieutenant de repasser sur la rive gauche du Danube, ce que Hiller, serré de près par notre avant-garde, s'empressa de faire en détruisant le pont de Krems. Hiller laissa derrière lui un détachement chargé d'aller renforcer les milices viennoises qui se préparaient à défendre la capitale.

Le 10 mai 1809, l'armée française parut devant Vienne. La vieille ville avait encore l'enceinte bastionnée qui avait jadis résisté aux efforts des Turcs, mais elle contenait à peine un tiers de la population de la capitale, et ses vastes faubourgs étaient sans moyens de défense. L'archiduc Maximilien, chargé du commandement de la place, avait sous ses ordres une quinzaine de mille hommes de troupes régulières, indépendamment de la milice. Il sacrifia les faubourgs,

[redacted]

[illegible] derrière les vieux remparts et rejet[illegible] les propositions qu'on lui fit de se rendre [illegible] un court bombardement, Napoléon ayant [illegible] quelques compagnies de voltigeurs dans l'île [illegible] Prater. L'archiduc, menacé de perdre [illegible] communications, évacua la ville en toute hâte [illegible] fut prisonnier avec son détachement. [illegible] troupes firent pour la seconde fois leur [illegible] victorieuse dans Vienne.

[illegible] vieille tactique d'exciter les populations [illegible] souverains, l'empereur recommanda avec affectation les habitants à l'humanité de ses soldats, [illegible] prendre sous sa protection spéciale [illegible] abandonné, veuf, cette capitale [illegible] les princes de la maison de Lorraine avaient [illegible] non comme des soldats d'honneur qui [illegible] aux circonstances et aux revers de la guerre, [illegible] que poursuivaient leurs [illegible]. En fuyant de Vienne, disait-il, leurs [illegible] à ses habitants ont été le meurtre et l'incendie [illegible], ils ont de leurs propres mains [illegible].

[illegible] mauvaise déclamation de tragédie à propos [illegible] honorable et patriotique pour défendre [illegible] ne pouvait plus tromper personne, mais [illegible] accusations devenaient insoutenables, plus on [illegible] pour les faire accepter. On s'imaginait [illegible] aux autres, à force de violence, une conviction [illegible] n'avait pas soi-même. Les épithètes d'ingra[illegible] et de parjure revenaient à chaque ligne

[illegible] du 13 mai 1809.

[redacted]

des bulletins et proclamations à l'adresse de l'empereur d'Autriche. En les entendant répéter chaque jour, la multitude ignorante des soldats avait fini par se persuader qu'en effet Napoléon avait dû, dans quelque circonstance inconnue, accabler ce prince de ses bienfaits avant de l'accabler de ses coups; mais pour espérer accréditer cette invraisemblable légende chez les peuples qui avaient partagé la mauvaise fortune et les avanies infligées à l'empereur François, il fallait beaucoup compter sur la puissance du charlatanisme. Il fallait porter cette confiance jusqu'à la folie pour venir aux Hongrois, la main ouverte, en leur offrant « l'indépendance et la liberté[1], » quand cette main était encore toute rouge du sang des Espagnols. Il fallait la pousser au delà de toute limite pour s'exprimer dans les termes suivants au sujet du noble et généreux Schill, en apprenant qu'il venait de soulever son régiment à Berlin, pour l'entraîner vers la Westphalie : *Le nommé Schill, espèce de brigand, qui s'est couvert de crimes dans la dernière campagne de Prusse*[2].

Jamais monarque asiatique, jamais idole humaine jetant ses oracles aux foules prosternées n'avait tranché avec une infaillibilité plus tranquille les grands problèmes du bien et du mal. Le bien n'était plus qu'une émanation de sa propre personne; c'était tout ce qui servait ses desseins; le mal, c'était tout ce qui les contrariait. Les actions des individus comme celles des peuples n'avaient plus d'autre critérium

1. Proclamation aux Hongrois, 15 mai.
2. Sixième bulletin.



produit l'effet mo
velles des autres a
tes. Le prince Eu
presque doubles l
sur la Hongrie pou
Lefebvre avait bat
occupé Inspruck ; P
l'archiduc Ferdinand
autrichiennes pour
core un coup à frapp
monarchie faite de p
ber en dissolution.
ces, Napoléon jugea
temps l'exécution de
la cour de Rome. Cet
les souvenirs qu'elle
des changements qu'e
plir convenablement
Vienne. Il était tout à

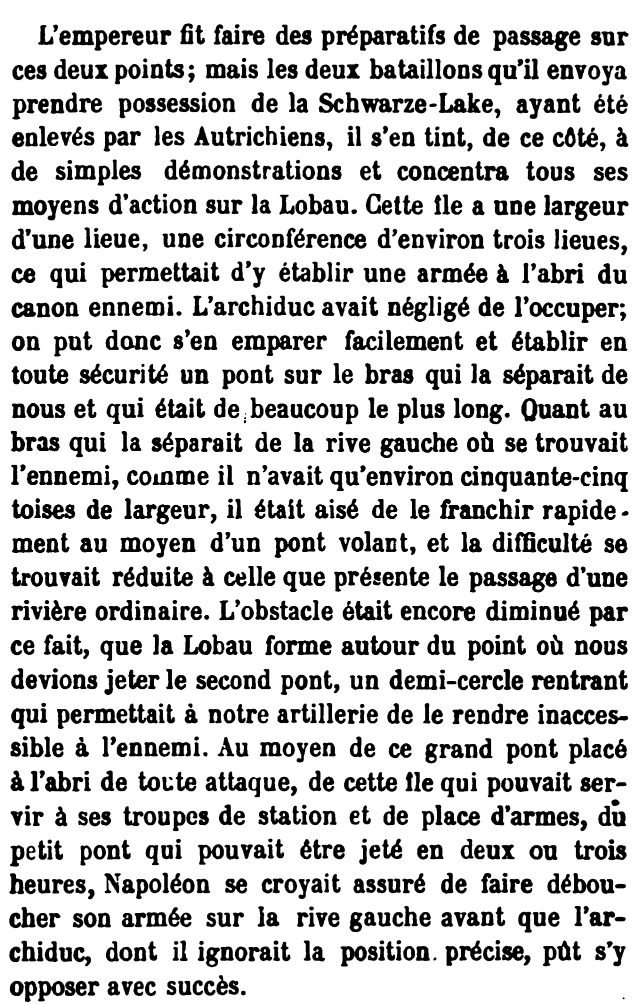
[redacted]

l'établir. Il motivait, d'ailleurs, très-justement, la mesure, non sur ses griefs personnels, mais sur les abus qui ont résulté de tout temps de la confusion des deux pouvoirs spirituel et temporel. Mais sa folle infatuation se faisait jour dans le premier considérant, où il introduisait « Charlemagne, son auguste prédécesseur, empereur des Français, » et invoquait contre les souverains pontifes les termes de la donation carlovingienne. Cette exhumation gothique, qu'il croyait propre à augmenter l'effet, le diminua, en montrant dans quelles régions arriérées se complaisait son imagination. On ne pouvait, d'ailleurs, le croire sincère dans le jugement historique qu'il portait sur « les évêques de Rome, » car leur histoire lui était suffisamment connue, alors qu'il restaurait leur pouvoir. Le souvenir de leurs iniquités ne l'avait nullement embarrassé lorsqu'il espérait profiter de leurs services. Il ne les renversait que parce que Pie VII ne s'était pas montré assez complaisant, et si le pouvoir qu'il leur ôtait devait accroître le sien, cette révolution légitime, dont il se faisait l'instrument, n'était plus qu'un fléau au lieu d'être un bienfait.

Le dispositif du décret contenait une particularité caractéristique. Il décidait que les revenus du pape seraient augmentés d'une rente annuelle de deux millions (art. 5). Cet appât, qu'on pouvait retirer à volonté, était destiné, dans la pensée de Napoléon, à maintenir la papauté dans le devoir par la crainte de perdre une si riche dotation. Voilà au juste quelle idée le nouveau Charlemagne avait de l'institution qu'il avait relevée et du pontife par qui il avait voulu être sacré. En cela, il se trompait grossièrement, mais on

n'en doit pas moins tenir compte, dans un certaine mesure, de l'appréciation d'un esprit si prompt à pénétrer les faiblesses des hommes. Il est incontestable qu'il jugeait les prélats de la cour romaine, et le pape lui-même, capables d'accepter un pareil marché: « Vous avez vu par mes décrets, écrivait-il peu après à Murat, que j'ai fait *beaucoup de bien au pape;* mais c'est à condition qu'il se tiendra tranquille. » On voit par ces paroles que ses rapports multipliés avec la cour de Rome ne lui avaient pas inspiré beaucoup d'estime pour ceux qui la dirigeaient.

Pendant que ces nouveaux incidents occupaient l'attention publique, Napoléon avait tout préparé pour en finir avec l'armée de l'archiduc Charles, dont il n'était plus séparé que par le Danube. Le passage des fleuves en présence de l'ennemi a toujours été considéré comme une des opérations les plus difficiles de la guerre; celui du Danube, fleuve d'une largeur exceptionnelle, eût été impraticable sous le feu d'une armée si forte, sans les circonstances topographiques qui, aux environs de Vienne, en diminuent considérablement le danger. Resserré, rapide et profond jusqu'aux approches de cette capitale, le Danube, une fois arrivé là, s'étend et se ralentit, embrassant dans son cours une multitude d'îles qui divisent ses eaux, de sorte que le courant présente, au lieu d'un obstacle unique, une série de bras assez étroits, qu'il est relativement facile de traverser. Deux de ces îles paraissaient surtout favorables à un passage : celle de la Schwarze-Lake, située en avant de Vienne et en face de Nusdorf, et celle de Lobau, située à environ une lieue et demie en arrière.



L'empereur fit faire des préparatifs de passage sur ces deux points; mais les deux bataillons qu'il envoya prendre possession de la Schwarze-Lake, ayant été enlevés par les Autrichiens, il s'en tint, de ce côté, à de simples démonstrations et concentra tous ses moyens d'action sur la Lobau. Cette île a une largeur d'une lieue, une circonférence d'environ trois lieues, ce qui permettait d'y établir une armée à l'abri du canon ennemi. L'archiduc avait négligé de l'occuper; on put donc s'en emparer facilement et établir en toute sécurité un pont sur le bras qui la séparait de nous et qui était de beaucoup le plus long. Quant au bras qui la séparait de la rive gauche où se trouvait l'ennemi, comme il n'avait qu'environ cinquante-cinq toises de largeur, il était aisé de le franchir rapidement au moyen d'un pont volant, et la difficulté se trouvait réduite à celle que présente le passage d'une rivière ordinaire. L'obstacle était encore diminué par ce fait, que la Lobau forme autour du point où nous devions jeter le second pont, un demi-cercle rentrant qui permettait à notre artillerie de le rendre inaccessible à l'ennemi. Au moyen de ce grand pont placé à l'abri de toute attaque, de cette île qui pouvait servir à ses troupes de station et de place d'armes, du petit pont qui pouvait être jeté en deux ou trois heures, Napoléon se croyait assuré de faire déboucher son armée sur la rive gauche avant que l'archiduc, dont il ignorait la position précise, pût s'y opposer avec succès.

On venait, en effet, de lui annoncer qu'un corps d'armée autrichien avait fait une tentative de passage à Linz, pour tomber sur nos derrières, ce qui semblait

[redacted]

indiquer que l'archiduc Charles avait tenté un mouvement rétrograde pour nous tourner, ce qui prouvait tout au moins qu'il avait divisé ses forces. L'empereur résolut de précipiter le passage, en dépit d'une crue menaçante du Danube, dont les eaux, grossies par la fonte des neiges dans les Alpes, ébranlaient surtout le pont principal établi sur des bateaux très-solides, mais avec des amarres insuffisantes. Dans l'après-midi du 20 mai, le pont volant fut établi en trois heures et le corps de Masséna prit position sur la rive gauche. Au delà d'un petit bois où nos troupes [illegible] pied à terre, s'élevaient à droite et à gauche deux jolis villages, Aspern et Essling, qui devaient [illegible] plus offrir qu'un monceau de ruines. Les [illegible] Molitor et Legrand s'y retranchèrent aussi [illegible] partie de la garde. Unis par un [illegible] toute leur longueur par une [illegible] offrant plusieurs bâtiments [illegible] maçonnerie, ces villages formaient [illegible] très-favorable à la défensive. [illegible] rester invisible ce jour-là : il ne [illegible] grosse avant-garde de cavalerie [illegible] en battant la vaste plaine [illegible] mai, il se décida à [illegible] notre armée fût passée [illegible] gauche. La lenteur inexplicable [illegible] pu lui coûter cher. [illegible] grand pont s'était [illegible] réparation avait pris du [illegible] pu concentrer encore [illegible]

[illegible] nous très-tard dans la

[redacted]

journée, avec environ soixante-dix mille hommes et trois cents pièces de canon, formant une ligne concentrique autour des villages d'Aspern, d'Essling et d'Enzersdorf, dans lesquels nos troupes s'étaient retranchées[1]. On ne peut pas évaluer à moins de quarante mille hommes les forces qui se trouvaient déjà réunies de notre côté dans cette première journée[2]. Cette grande infériorité numérique nous réduisait forcément à la défensive, mais les deux positions d'Aspern et d'Essling avaient été rapidement transformées en véritables citadelles et il n'était pas facile d'en chasser de pareils soldats commandés par des chefs tels que Lannes et Masséna. Masséna s'était enfermé dans Aspern; il y reçut le premier choc de l'armée autrichienne. Assailli presque simultanément par les deux corps de Hiller et de Bellegarde, il soutient l'attaque avec vigueur, et son feu bien dirigé, fait subir

1. Deux de ses corps d'armée étaient, l'un près de Linz sous Kollowrath, l'autre devant Vienne sous l'archiduc Louis. En outre sa réserve était restée à Breitenlée.

2. Je suis ici en contradiction avec toutes les relations françaises qui portent ce chiffre de vingt-cinq à trente mille. Il y avait de notre côté, en infanterie, les quatre divisions Boudet, Molitor, Legrand, Carra Saint-Cyr Il faudrait expliquer par quel mystère impénétrable ces divisions, composées les unes de trois, les autres de deux brigades, c'est-à-dire formant les unes six régiments, les autres quatre, pouvaient se trouver réduites à cinq mille hommes en moyenne, lorsqu'on a constaté qu'au début de la campagne le régiment comprenait trois mille hommes *présents sous les armes*. Ces quatre divisions comprenaient *seize régiments* en totalité, c'est-à-dire 30 à 32 000 hommes au minimum, en admettant une réduction de mille hommes par régiment. Le même calcul doit être appliqué à la cavalerie, qui comptait quatre divisions formant de huit à dix mille cavaliers. Les deux divisions Lasalle et Marulaz comptaient à elles seules *dix régiments* de cavalerie qui, composés primitivement de mille hommes *présents sous les armes*, devaient en avoir encore sept à huit cents au minimum.

des pertes énormes à ces m
espace où elles ne peuvent
pendant, les colonnes aut
menées en avant, font pli
dans leur élan, elles empor
séna, retranché dans l'encei
pose une résistance que r
lance sur leurs flancs la ca
reprendre le village par la

Lannes gardait Essling av
repousse avec une aussi fer
du corps de Rosenberg. Il l
d'Enzersdorf, qu'il renonce
nombre de ses troupes; ma
Autrichiens s'avancent sur E
une pluie de balles et de mi
en désordre. En présence de
attaque sur nos deux ailes,
avancer sur notre centre le
soutenu par la cavalerie de
que son artillerie couvre de
Hohenzollern pénètre dans l'
Bessières fond sur ces nouve
toute notre cavalerie. Il s'e
leurs rangs; mais il les arrê
va charger les batteries autr
escadrons de Liechtenstein,
engagés avec les nôtres dans
général des cuirassiers d'Es
mort; les charges se succèd
amener de résultat décisif. No
terrain, et nous sommes peu

presqu'île que le rentrant du Danube forme au dessous d'Essling. Pendant ce temps, Bellegarde et Hiller ont recommencé, avec une nouvelle énergie, leur attaque contre Masséna. Cette fois nos troupes sont culbutées et le cimetière lui-même tombe au pouvoir de l'ennemi; mais Masséna revient à la tête des divisions Carra Saint-Cyr et Legrand; il réussit à reprendre une moitié du village, à la suite d'une lutte acharnée.

La nuit approchait: l'archiduc fit suspendre le combat. Avec un effort de plus, il aurait vraisemblablement poussé l'armée française jusqu'au Danube. Mais ce prince, d'ailleurs excellent général, n'avait rien de cette obstination à outrance qui arrache à la fortune les faveurs qu'elle hésite à accorder. Il avait dans sa manière de faire la guerre quelque chose de la nonchalance du grand seigneur; il s'y piquait d'une courtoisie excessive, et y apportait des procédés qui eussent été plus à leur place dans un tournoi. Il semblait considérer comme un manque de goût ou de générosité de pousser jusqu'au bout ses avantages, faute capitale avec un ennemi si attentif à tirer des siens tout ce qu'ils pouvaient donner. Son âme froide, lente et méthodique, était étrangère à cet implacable acharnement qui ne pardonne pas à un adversaire, qui n'admet ni ménagements ni transactions et finit toujours par maîtriser les événements, car la victoire se donne bien plus souvent à celui qui a le plus de volonté, qu'au plus habile. Déjà au début de la campagne, il avait à propos d'un échange de prisonniers accablé son vainqueur de compliments exagérés qui n'eurent d'autre réponse qu'un dédaigneux silence.

manqua, dans cette première journée, l'occasion de faire expier à Napoléon une des plus graves imprudences de sa carrière militaire. Si, en effet, notre armée s'était vue forcée de combattre en nombre insuffisant, cette faute ne pouvait être imputée qu'à la témérité d'un plan indigne du génie de l'empereur. La crue extraordinaire du Danube laissait assez prévoir la rupture du grand pont. Avec plus de prévoyance et plus de ménagements pour la vie de ses soldats, Napoléon aurait fait dès lors ce qu'il fit plus tard, il n'aurait opéré le passage sur la rive gauche qu'après avoir réuni dans la Lobau, à l'abri des accidents du grand pont, toutes les troupes nécessaires pour assurer la victoire.

Il était malheureusement un peu tard pour reconnaître cette vérité, dont la journée du lendemain fut la confirmation éclatante. Des troupes en nombre considérable passèrent pendant la nuit; c'étaient les quatre divisions du corps de Lannes, deux brigades de cavalerie, la garde qui comptait vingt-deux mille hommes au début de la campagne et qui n'avait pas combattu jusque-là. Ces forces atteignaient à un chiffre au moins aussi élevé que celui des troupes qui avaient combattu la veille, ce qui, défalcation faite des pertes, ne permet pas d'abaisser le total au-dessous de 75 à 80,000 hommes; mais le grand pont se rompit de nouveau pendant la nuit, et une partie de notre artillerie resta en arrière, sur la rive droite, avec le corps de Davout. Les communications furent rétablies de grand matin, et le défilé recommença, mais après avoir subi un retard des plus fâcheux.

Le 22 mai, vers trois heures du matin, les deux armées qui avaient bivouaqué, en présence l'une de l'autre, avaient déjà repris les armes. La fusillade commença avec le jour dans Aspern, occupé moitié par les Français, moitié par les Autrichiens. Soutenu par des troupes fraîches, Masséna attaque à la baïonnette les régiments de Hiller et de Bellegarde, qui ont pris position dans le village; il leur enlève successivement le cimetière et l'église, puis les refoule sur leur ligne de bataille. Essling, toujours confié à la division Boudet, n'essuie encore qu'une violente canonnade. Comme la veille la ligne ennemie forme autour de nous, d'Aspern à Enzersdorf, un vaste demi-cercle, dont tous les feux convergent sur notre centre. Mais cette fois Napoléon n'est plus réduit à l'immobilité qui lui a causé tant de pertes le jour précédent. Il a résolu de percer au centre cette ligne trop étendue pour être bien solide, et c'est Lannes qu'il a chargé de porter à l'archiduc ce coup qui doit couper son armée en deux.

Nul n'était plus capable que ce chef intrépide de comprendre et d'exécuter cette grande manœuvre. Lannes débouche entre les deux villages, avec une masse irrésistible formée par les deux divisions d'Oudinot, celle de Saint-Hilaire et plusieurs divisions de cavalerie, sous les ordres de Bessières. Ses colonnes trop profondes font d'abord de grandes pertes, mais elles se déploient en chemin et marchent tout droit sur Breitenlée où se trouve le quartier général de l'archiduc. Le corps de Hohenzollern, qui s'efforce de nous barrer le passage, est à demi renversé; il se replie sur Breitenlée en recevant avec bravoure les

charges de notre cavalerie. La ligne d'artillerie, dont le feu a fait dans nos rangs de si cruels ravages, est rompue. Lannes continue à s'avancer sur le centre autrichien où l'archiduc, accouru un drapeau à la main, rallie ses soldats et déploie ses réserves de grenadiers. Déjà quelques-uns de nos escadrons viennent charger jusqu'à Breitenlée, lorsque Lannes, à sa grande surprise, s'aperçoit qu'il n'est pas soutenu. Le centre de l'archiduc a reculé devant nous, mais si nous allons plus loin, ses ailes vont se rabattre sur nos flancs dans l'espace que nous laissons à découvert. Bientôt le maréchal reçoit l'ordre de rétrograder sur Essling. Napoléon vient d'apprendre que le grand pont s'est rompu de nouveau. Il est forcé de renoncer à l'appui de Davout, et la nécessité de garder ses communications avec l'île Lobau le fixe aux positions d'Aspern et d'Essling. Les deux ailes de notre armée restant dans l'immobilité, le mouvement de Lannes n'était plus qu'une manœuvre excentrique qui ne pouvait aboutir.

Il est certain toutefois que si le mouvement de Lannes avait jeté l'ennemi « dans la plus épouvantable déroute, » comme Napoléon l'assura dans son bulletin et plus tard dans ses notes sur la bataille d'Essling, l'empereur n'aurait pas hésité à compléter cette déroute par un mouvement de toute l'armée, au risque d'exposer ses communications, car cette crainte ne l'a jamais arrêté lorsqu'il a cru toucher au succès. La manœuvre de Lannes avait été brillamment exécutée, mais elle ne pouvait s'achever qu'au prix de longs et sanglants efforts, qui eussent exigé la présence du corps de Davout. Déjà la nouvelle qui

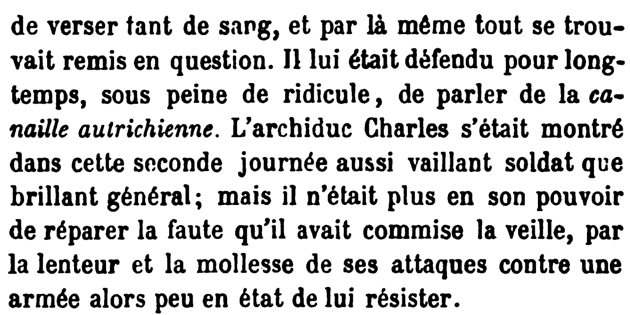
nous oblige à la retraite commence à se répandre dans les deux armées, elle consterne nos soldats et ranime l'ardeur de nos adversaires. Lannes se replie pas à pas sur Essling, serré de près par les troupes que tout à l'heure il chassait devant lui. Dans cette marche rétrograde, un des généraux les plus braves et les plus estimés de l'armée, Saint-Hilaire, est mortellement blessé. L'ennemi s'efforce en vain d'ébranler les trois divisions que Lannes ramène à Napoléon, mais il a reformé sa ligne d'artillerie, et ses boulets font d'affreuses trouées dans nos rangs.

La bataille désormais sans combinaisons pour nous, se trouvait ramenée aux conditions de celle de la veille, c'est-à-dire à une défensive opiniâtre derrière les maisons croulantes des deux villages d'Aspern et d'Essling. Vivement attaqués par les colonnes autrichiennes, qui sentent la nécessité d'un effort suprême pour saisir la victoire, ces deux réduits sont de nouveau pris, repris, disputés pied à pied, au milieu de mille scènes de confusion, de désespoir, de carnage. Les maisons, les rues sont encombrées de cadavres; partout les blessés du jour tombent sur les morts de la veille. Essling est emporté jusqu'à cinq fois par les Autrichiens, et cinq fois ils en sont chassés. Les attaques dirigées contre notre centre, où Lannes est venu reprendre ses positions du matin, ne sont pas plus décisives. Le corps de Hohenzollern et la cavalerie de Liechtenstein y retrouvent les divisions qu'elles viennent de combattre dans la plaine du Marchfeld; elles ne peuvent forcer ce poste dont dépend notre salut, mais elles nous infligent sans le savoir une perte plus sensible qu'une défaite. Le maréchal Lan-

nes tombe les genoux fracassés par un boulet. A ce moment, grâce à un élan d'une irrésistible impétuosité, Rosenberg a enfin réussi à se rendre maître d'Essling; il en arrache les débris mutilés de la division Boudet et s'y retranche avec les réserves de l'archiduc. Déjà nos soldats sont refoulés vers l'étroite presqu'île où ils vont se trouver acculés sur le fleuve. Mais le général Mouton, le même que notre génération a connu sous le nom de comte Lobau, s'avance alors à la tête des fusiliers de la garde. Rien ne résiste à sa froide intrépidité; il charge les Autrichiens à la baïonnette, et les rejette jusqu'à l'extrémité du village.

Cette dernière tentative a découragé l'ennemi, qui se borne désormais à nous canonner à distance. N'ayant pas réussi la veille à nous forcer dans ces mêmes positions alors qu'il nous était si supérieur en nombre, il comprend qu'il doit renoncer à cette espérance aujourd'hui que nos forces sont presque égales aux siennes. Mais son artillerie, à laquelle la nôtre ne répond plus que faiblement, parce qu'on craint de manquer de munitions, multiplie les victimes dans nos rangs et prolonge les pertes de la bataille après la cessation du combat.

Les deux journées d'Aspern-Essling avaient été une des affaires les plus sanglantes du siècle et restaient sans résultat très-marqué pour l'un comme pour l'autre parti. Mais cette absence même de résultat était pour Napoléon un grave échec, et, sous ce rapport, la bataille d'Essling ne peut être comparée qu'à celle d'Eylau. Il était forcé de faire un mouvement rétrograde, d'abandonner cette rive gauche du Danube pour la possession de laquelle il venait



de verser tant de sang, et par là même tout se trouvait remis en question. Il lui était défendu pour longtemps, sous peine de ridicule, de parler de la *canaille autrichienne*. L'archiduc Charles s'était montré dans cette seconde journée aussi vaillant soldat que brillant général; mais il n'était plus en son pouvoir de réparer la faute qu'il avait commise la veille, par la lenteur et la mollesse de ses attaques contre une armée alors peu en état de lui résister.

La nuit venue, Napoléon fit repasser ses troupes dans l'île de Lobau. Cette île lui offrait une sorte de camp retranché d'une force à peu près inexpugnable; ses abords étaient couverts de batteries qui balayaient la rive gauche du Danube. Les divisions de Davout bordaient la rive droite. Elles allaient y donner la main au prince Eugène qui accourait à la tête de l'armée d'Italie. Les corps de Bernadotte et de Lefebvre gardaient le cours du fleuve depuis les environs de Vienne jusqu'en Bavière. Les approvisionnements de la Lobau étaient assurés, grâce au voisinage de la capitale autrichienne. On pouvait tenir là, au besoin, plusieurs mois. Ce poste fut confié à Masséna, dont l'indomptable force d'âme n'avait jamais plus excité l'admiration de l'armée qu'au milieu des périls de ces deux journées.

Au moment où Napoléon passait dans l'île Lobau, il aperçut la litière où gisait son vieux compagnon d'armes, Lannes, qu'on venait d'amputer. Il se précipita vers lui et le couvrit d'embrassements. Le lendemain il alla le voir dans une maison d'Ebersdorf où le maréchal avait été transporté. On dit que le mourant, revenu d'un long évanouissement précurseur

du dernier sommeil, tourna vers lui des regards qui n'étaient plus ni d'un serviteur ni d'un ami, mais d'un juge. En présence du grand mystère qui dissipe les illusions humaines, et ne voulant plus ménager que la vérité, Lannes repoussa des consolations dont il connaissait tout le néant. Il se répandit en plaintes amères contre l'ambition, l'insensibilité du joueur effréné pour qui les hommes n'étaient plus que cette petite monnaie qu'on expose sans scrupule et qu'on perd sans remords. Lannes avait été républicain; il était resté un patriote ardent; plus d'une fois il avait déplu au maître par la hardiesse de ses censures, et montré un front désapprobateur au milieu d'une cour servile. Les paroles qu'on lui attribue à ses derniers moments n'ont donc rien que de très-conforme à son caractère, et les dénégations passionnées de Napoléon leur donnent un assez haut degré de probabilité. Mais l'entretien n'ayant pas eu de témoins avoués, on sera toujours réduit sur ce point à des conjectures plus ou moins vraisemblables[1].

Un massacre horrible d'au moins cinquante mille hommes tombés en une seule rencontre sans autre résultat que des bravades de bulletin; la fortune de nouveau incertaine; les nations inquiètes, agitées par un souffle de liberté et n'attendant qu'un signe pour courir aux armes; Napoléon arrêté dans sa

1. Cet entretien a été reproduit d'après le récit des amis qui entouraient Lannes, par Cadet de Gassicourt, qui fut chargé d'embaumer le corps du maréchal. (*Voyage en Autriche en* 1809 *à la suite des armées françaises.*) Le démenti que lui donne à cet égard le général Pelet dans ses *Mémoires sur la guerre de* 1809, est sans valeur puisqu'il ne s'applique pas à la scène dont parle Cadet de Gassicourt, mais à la première entrevue du blessé avec Napoléon.

